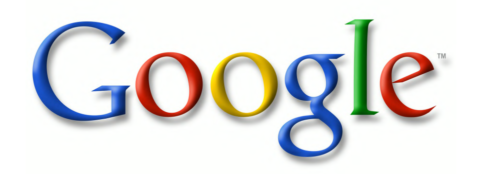
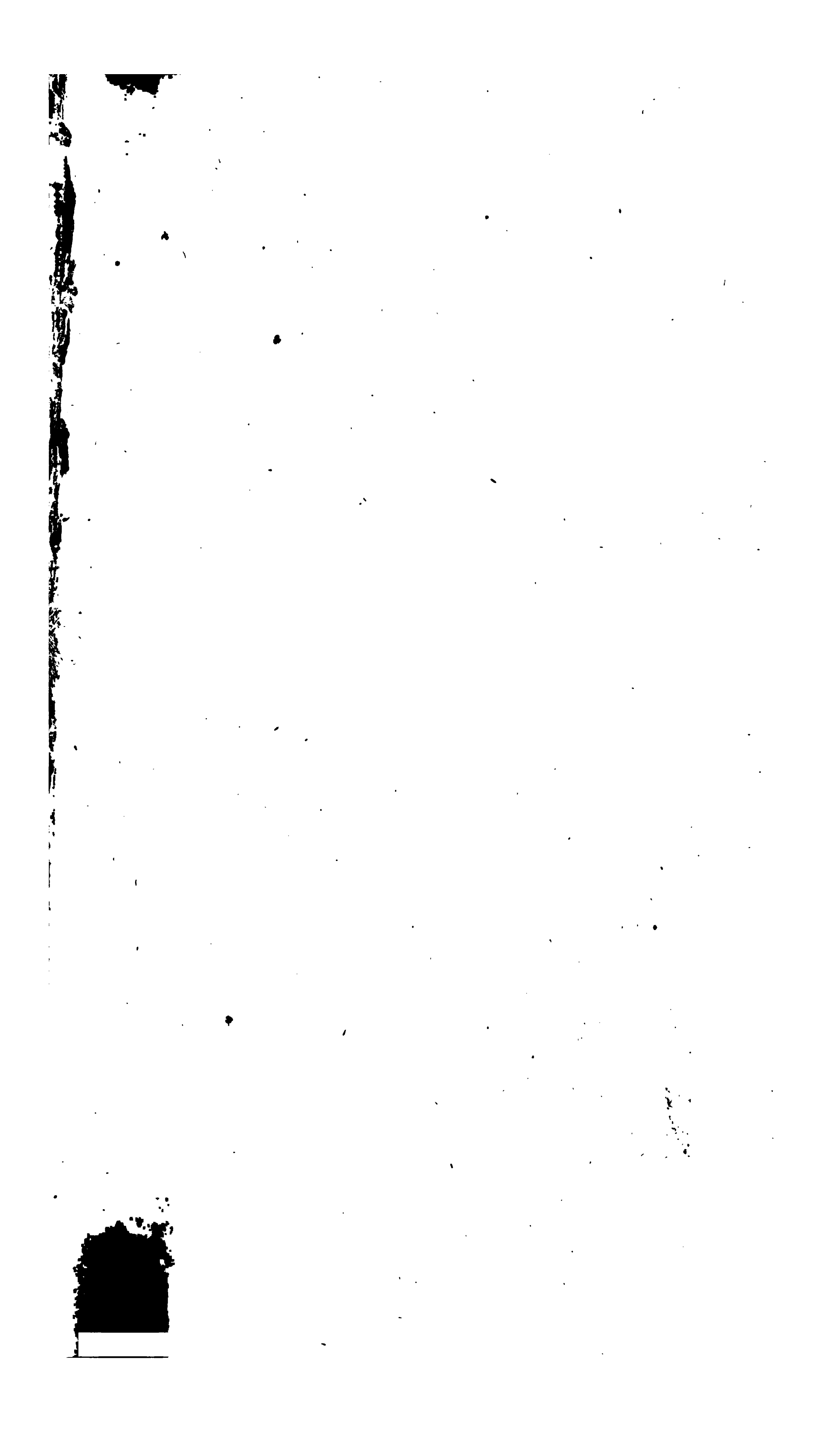





1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





Protokoll

der

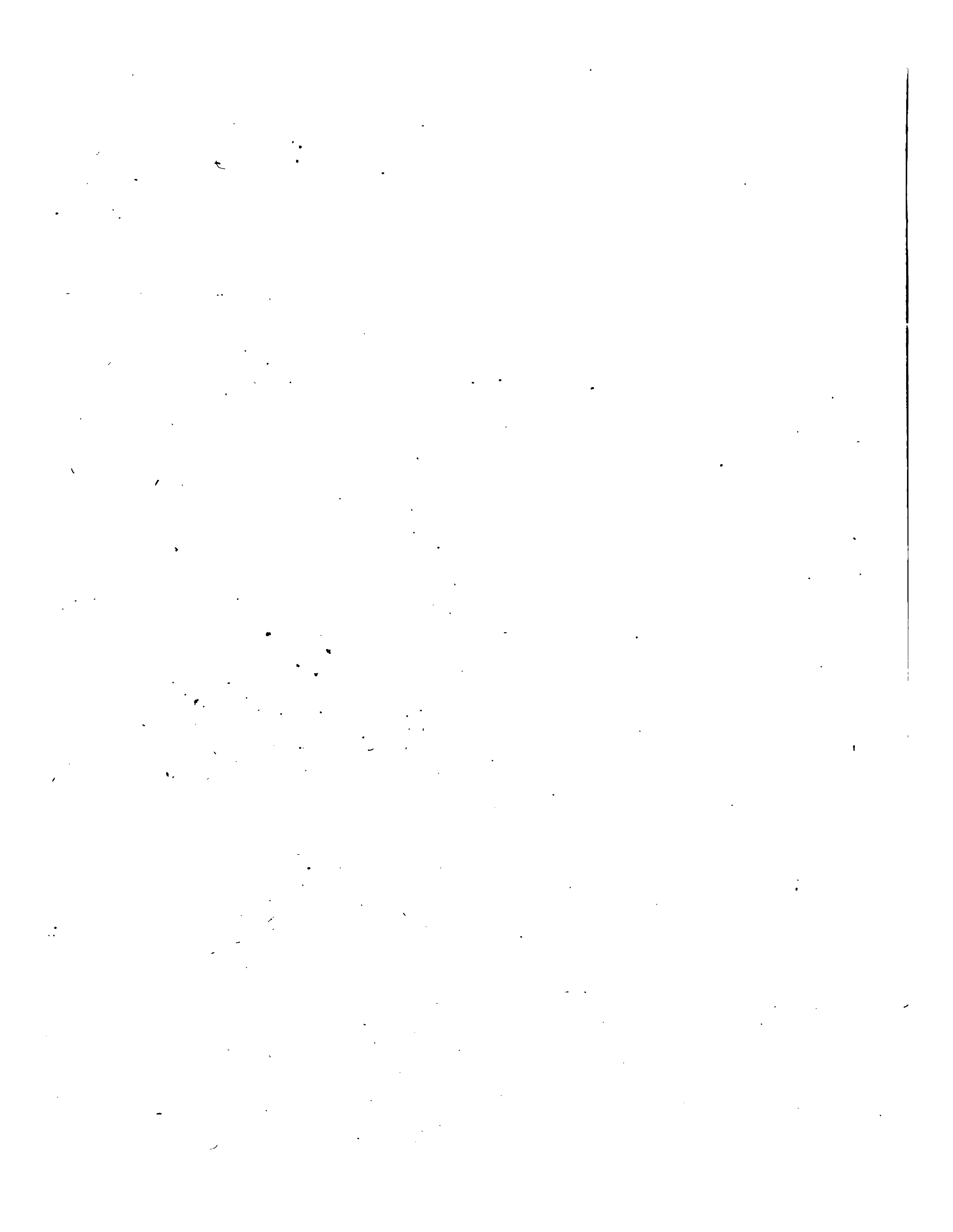
Deutſchen Bundesverſ

Funfzehnter Ban



Mit hoher Bewilligu

Gedruckt in der Bundes-Präſidial-Buch
und im Verlag der Andreäiſchen Buchhandlung in F
1823.



Protokoll

der

Deutschen Bundesversa

Funfzehnter Band. Erstes Heft

Mit hoher Bewillig

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdr
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Fr
1823.

Erste Sitzun

Geschehen, Frankfurt den 6. Februa

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des von dem Kaiserlich-Königlichen
Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, substituirt
Gesandten, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen
Ministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths,

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, He

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsn
Wangenheim;

Von Seiten Badens: des von dem Großherzoglich-Badischen
herrn von Blittersdorff, substituirten Königlich-Baier
von Pfeffel;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths
von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherz
Herrn von Harnier;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg:
geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthu
Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Graf

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Säch
Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen G
Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Herzoglich-Nassauischen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Marschall;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Curtius;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 1.

Substitutionen.

Der Königlich-Sächsische Gesandte, Herr von Carlowiz, zeigt an, daß er noch ferner von dem Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, substituirt sey.

Nicht minder habe er zu eröffnen, daß der Königlich-Baierische Herr Gesandte von Pfeffel für den Herrn Bundestagsgesandten Freiherrn von Blittersdorff die Großherzoglich-Badische Stimme führe.

§. 2.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

Der einstweilige Stellvertreter des Präsidii. Die allerhöchsten Höfe von Oesterreich, Preussen und Rußland haben sich bewogen gefunden, am Schlusse der Conferenzen zu Verona an ihre sämmtlichen diplomatischen Agenten eine Circular-Depesche zu erlassen, um die Regierungen, bei welchen dieselben accreditirt sind, sowohl mit den Resultaten jener Conferenzen, als mit den von den allerhöchsten Monarchen, in unmittelbarer Beziehung auf die gegenwärtige Lage von Europa, von Neuem ausgesprochenen Grundsätzen und Gesinnungen bekannt zu machen. Hiernach hat der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische allerhöchste Hof mich beauftragt, dieselbe Mittheilung in dessen Namen an die hohe

Bundesversammlung zu bringen. Zugleich bin ich durch den Köni[g]
tagsgesandten, Herrn Staats- und Cabinets-Minister Grafen v[on]
bei dem durchlauchtigsten Bunde accreditirten, ausserordentlichen Ge[sand-]
ten Minister des Kaiserlich-Russischen Hofes, Herrn wirklichen [...]
von Anstett, zu einer ebenmäsigen Mittheilung veranlaßt worde[n]
Der hohen Bundesversammlung werden diese Circular-De[pesche ...]
Kaiserlich-Russischen Gesandtschaft empfangenen Begleitungsnote,

Circulaire.

Véron[e]

« Mon etc. etc.

« Vous avez été instruit par les pièces qui Vous furent ad[ressées à]
la clôture des Conférences de Laibach au mois de Mai 18[21 ...]
Monarques Alliés et de Leurs Cabinets se renouvelerait dan[s ...]
1822, et que l'on y prendrait en considération le terme à [...]
sur les propositions des Cours de Naples et de Turin, et [...]
Cours d'Italie, avaient été jugées nécessaires pour rafferm[ir ...]
Péninsule après les funestes évènemens des années 1820 et [...]

«Cette réunion vient d'avoir lieu et nous allons Vou[s ...]
principaux résultats.

« D'après la Convention signée à Novare le 24 Juillet 18[...]
ligne militaire dans le Piémont par un corps de troupes auxi[liaires ...]
tuellement fixée à une année de durée, sauf à examiner lors [...]
si la situation du Pays permettrait de la faire cesser ou re[...]
prolonger.

«Les Plénipotentiaires des Cours signataires de la Con[vention se]
sont livrés à cet examen conjointement avec le Plénipotentia[ire de]
Sardaigne; et il a été reconnu que l'assistance d'une force a[...]
saire pour le maintien de la tranquillité du Piémont. S. M. le [...]
indiqué Elle-même les termes qu' Elle jugeait convenable de [...]
successive des troupes auxiliaires, les Souverains alliés ont [...]
tions, et il a été arrêté par une nouvelle Convention, que la [...]
du Piémont commencerait dès le 31 Décembre de l'année pré[...]
tivement terminée par la remise de la forteresse d'Alessandrie,

« D'un autre côté, S. M. le Roi des Deux-Siciles a fait déclarer aux Trois Cours qui avaient eu part à la Convention signée à Naples le 18 Octobre, que l'état actuel de Son pays Lui permettait de proposer une diminution dans le nombre des troupes auxiliaires stationnées dans différentes parties du Royaume. Les Souverains Alliés n'ont pas hésité à se prêter à cette proposition; et l'armée d'occupation du Royaume des Deux-Siciles sera dans le plus court délai diminuée de dix-sept-mille hommes.

« Ainsi s'est réalisée, autant que les évènemens ont répondu aux voeux des Monarques, la déclaration faite au moment de la clôture du Congrès de Laibach: «« Que loin de vouloir prolonger au delà des limites d'une stricte nécessité, Leur «« intervention dans les affaires d'Italie, Leurs Majestés désiraient bien sincèrement, «« que l'état des choses qui Leur avait imposé ce pénible devoir, vint à cesser le «« plutôt possible et ne se reproduisit jamais »». — Ainsi s'évanouissent les fausses alarmes, les interprétations hostiles, les prédictions sinistres, que l'ignorance et la mauvaise foi avaient fait rétentir en Europe, pour égarer l'opinion des peuples sur les intentions franches et loyales des Monarques! Aucune vue secrète, aucun calcul d'ambition ni d'intérêt n'avait eu part aux résolutions qu' une nécessité impérieuse Leur avait dictée en 1821; résister à la révolution; prévenir les désordres, les crimes, les calamités innombrables qu'elle appellait sur l'Italie toute entière; y rétablir l'ordre et la paix; fournir aux Gouvernemens légitimes l'appui qu'ils étaient en droit de réclamer; — tel a été l'unique objet des pensées et des efforts des Monarques. A mesure que cet objet s'accomplit, Ils retirent et retireront des secours, qu'un besoin trop réel avait seul pu provoquer et justifier; heureux de pouvoir abandonner aux Princes que la Providence en a chargés, le soin de veiller à la sûreté et à la tranquillité de Leurs peuples, et d'enlever ainsi à la malveillance jusqu' au dernier prétexte dont elle ait pu se servir pour répandre des doutes sur l'indépendance des Souverains de l'Italie.

« Le but du Congrès de Vérone, tel qu'un engagement positif l'avait désigné, aurait été rempli par les résolutions adoptées pour le soulagement de l'Italie. Mais les Souverains et les Cabinets réunis n'ont pu se dispenser de porter leurs regards sur deux graves complications, dont le développement les avait constamment occupés depuis la réunion de Laibach.

« Un évènement d'une importance majeure avait éclaté vers la fin de cette dernière réunion. Ce que le génie révolutionnaire avait commencé dans la Péninsule Occidentale, ce qu'il avait tenté en Italie, il était parvenu à l'exécuter

aux extrémités orientales de l'Europe. À l'époque même où de Naples et de Turin cédèrent à l'approche d'une force ré l'insurrection fut lancé au milieu de l'Empire Ottoman. La nemens ne pouvait laisser aucun doute sur l'identité de le mal se reproduisant sur tant de points divers et toujours langage analogues, quoique sous des prétextes différens, ment le foyer commun d'où il était sorti. Les hommes mouvement, s'étaient flattés d'en tirer parti, pour semer la seils des Puissances, et pour neutraliser les forces que de n vaient appeler sur d'autres points de l'Europe. Cet esp Monarques décidés à repousser le principe de la révolte, en quelque forme qu'il se montrât, se hâtèrent de le frapper d' réprobation. Invariablement occupés du grand objet de L munes, Ils sûrent résister à toute considération qui aurait leur route; mais écoutant en même temps la voix de Leu devoir sacré, Ils plaidèrent la cause de l'humanité, en fave entreprise aussi irréfléchie que coupable.

«Les nombreuses communications confidentielles qui cinq Cours pendant cette époque, une des plus mémorab ayant placé les questions de l'Orient sur une base d'unani plètement satisfaisante, Leur réunion à Vérone n'a eu qu'à mer ces résultats, et les Puissances amies de la Russie peuv feront disparaître par des démarches communes les obstacles l'accomplissement définitif de Leurs voeux.

«D'autres évènemens dignes de toute la sollicitude de Leurs vues sur la position déplorable de la Péninsule occide

«L'Espagne subit le sort réservé à tous les pays, qui chercher le bien dans des voies qui n'y conduisent jamai jourd'hui le cercle fatal de sa révolution; d'une révolution q rés ou pervers ont prétendu représenter comme un bienfait même d'un siècle de lumières. Tous les Gouvernemens ont é que ces hommes ont faits pour persuader à Leurs contempo lution était le fruit nécessaire et heureux des progrès de la ci par lequel elle a été opérée et soutenue, le plus bel élan d' reux. Si la civilisation pouvait avoir pour but la destruction

était permis d'admettre que la force militaire pût s'emparer impunément de la direction des Empires dont elle n'est appelée qu'à maintenir la paix intérieure et extérieure, certes, la révolution Espagnole aurait des titres à l'admiration des siècles, et la révolte militaire de l'île de Léon pourrait servir de modèle aux réformateurs. Mais la vérité n'a pas tardé à reprendre ses droits, et l'Espagne a fourni aux dépens de son bonheur et de sa gloire un triste exemple de plus des conséquences infaillibles de tout attentat contre les lois éternelles du monde moral.

«Le pouvoir légitime enchaîné et servant lui-même d'instrument pour renverser tous les droits et toutes les libertés légales; toutes les classes de la population bouleversées par le mouvement révolutionnaire; l'arbitraire et l'oppression exercés sous les formes de la loi; un Royaume livré à tous les genres de convulsion et de désordre; de riches colonies justifiant leur émancipation par les mêmes maximes sur lesquelles la mère-patrie a fondé son droit public, et qu'elle tenterait en vain de condamner dans un autre hémisphère; la guerre civile consumant les dernières ressources de l'Etat; — tel est le tableau que nous présente la situation actuelle de l'Espagne; tels sont les malheurs qui affligent un peuple loyal et digne d'un meilleur sort; telle est enfin la cause directe des justes inquiétudes que tant d'élémens réunis de troubles et de confusion ont dû inspirer aux pays immédiatement en contact avec la Péninsule. Si jamais il s'est élevé au sein de la civilisation une Puissance ennemie des principes conservateurs, ennemie surtout de ceux qui font la base de l'Alliance Européenne, c'est l'Espagne dans sa désorganisation présente.

«Les Monarques auraient-ils pu contempler avec indifférence tant de maux accumulés sur un pays, et accompagnés de tant de dangers pour les autres? N'ayant à consulter dans cette grave question que leur propre jugement et Leur propre conscience, Ils ont dû se demander si, dans un état de choses que chaque jour menace de rendre plus cruel et plus alarmant, il leur était permis de rester spectateurs tranquilles, de prêter même par la présence de leurs Représentans, la fausse couleur d'une approbation tacite aux actes d'une faction déterminée à tout entreprendre pour conserver son funeste pouvoir. Leur décision n'a pu être douteuse. Leurs Missions ont reçu l'ordre de quitter la Péninsule.

«Quelques puissent être les suites de cette démarche, les Monarques auront prouvé à l'Europe, que rien ne peut les engager à reculer devant une détermination sanctionnée par Leur conviction intime. Plus Ils vouent d'amitié à S. M. Catholique et d'intérêt au bien-être d'une Nation, que tant de vertus et de gran-

deur ont distinguée dans plus d'une époque de son histoire
la nécessité de prendre le parti auquel Ils se sont arrêtés,
tenir.

«Vous Vous convaincrez par le précédent Exposé, que
constamment guidé les Monarques dans les grandes questio
bilité, auxquelles les évènemens de nos jours ont donné un
n'ont point été démentis dans leurs dernières transactions. l
ment fondée sur ces principes, loin de s'affaiblir acquiert d'é
de cohésion et de force. Il serait superflu de venger en
bienveillance de leurs intentions contre de méprisables calon
l'évidence des faits reduit à leur juste valeur. L'Europe
connaître, que la marche suivie par les Monarques est ég
avec l'indépendance et la force des Gouvernemens, et av
entendus des peuples. Ils ne regardent comme ennemis qu
contre l'autorité légitime des uns et en imposent à la bonne
les entraîner dans un abîme commun. Les voeus des Mon
que vers la paix; mais cette paix, bien que solidement établ
ne peut répandre sur la Société la plénitude de ses bienfaits
tation qui agite encore les esprits dans plus d'un pays, se
suggestions perfides et par les tentatives criminelles d'une fa
révolutions et bouleversemens; tant que les Chefs et les in
tion, soit qu'ils marchent à front découvert, attaquant les trô
soit qu'ils travaillent dans les ténèbres, organisant des proj
des complots ou empoisonnant l'opinion publique, ne cesser
peuples par le tableau sombre et mensonger du présent et p
riques sur l'avenir. Les mesures les plus sages des Gouve
ront, les améliorations les mieux combinées ne seront cou
confiance enfin ne renaîtra parmi les hommes, que lorsque
odieuses seront réduits à une impuissance complète; et les M
point avoir rempli leur noble tâche, avant de leur avoir ar
pourraient tourner contre la tranquillité du monde.

En faisant part au Cabinet près duquel Vous êtes accr
des déclarations que renferme la présente pièce, Vous aure
même temps ce que les Monarques regardent comme la c
de l'accomplissement de Leurs vues bienveillantes. Pour ass

la paix dont elle jouit sous l'égide des traités, cet état de calme et de stabilité, hors duquel il n'y a pas de vrai bonheur pour les Nations, Ils doivent compter sur l'appui sincère et constant de tous les Gouvernemens. C'est au nom de leurs premiers intérêts, c'est au nom de la conservation de l'ordre social et au nom des générations futures, qu'Ils le réclament. Qu'ils soient tous pénétrés de cette grande vérité, que le pouvoir remis entre Leurs mains est un dépôt sacré, dont Ils ont à rendre compte et à Leurs peuples et à la postérité, et qu'Ils encourent une responsabilité sévère, en se livrant à des erreurs, ou en écoutant des conseils, qui tôt ou tard les mettraient dans l'impossibilité de sauver Leurs sujets des malheurs qu'Ils Leur auraient préparés Eux-mêmes. Les Monarques aiment à croire, que partout Ils trouveront dans ceux qui sont appelés à exercer l'autorité suprême, sous quelque forme que ce soit, de véritables Alliés, des Alliés, ne respectant pas moins l'esprit et les principes, que la lettre et les stipulations positives des actes qui forment aujourd'hui la base du système Européen; et Ils se flattent que Leurs paroles seront regardées comme un nouveau gage de Leur résolution ferme et invariable de consacrer au salut de l'Europe tous les moyens, que la Providence a mis à Leur disposition.

«Recevez, Mon etc.

Note

de son Exc. M. le Baron d'Anstett, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies près la Sérénissime Confédération Germanique, adressée à son Exc. M. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe, présidant par substitution la Diète Germanique; datée de Francfort s. M. le $\frac{25 \text{ Janv.}}{6 \text{ Févr.}}$ 1823.

«Le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies près la Sérénissime Confédération Germanique a l'honneur de prier Mr. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe, présidant par substitution la Diète de la dite Confédération, de vouloir bien porter à la connaissance de cette illustre Assemblée la pièce ci-joint renfermant les résultats des conférences de Vérone.

«Le soussigné a tardé de s'acquitter des ordres de sa Cour à l'égard de cette communication officielle, parcequ'il a crû devoir attendre que les séances eussent recommencées: la nature du sujet étoit digne d'une réunion faite pour apprécier des maximes aussi élévées que salutaires.

«Cette pièce avoit, d'ailleurs, déjà été communiquée ofl membres de la Sérénissime Confédération près desquels se t Russes, et la Diète son organe ne pourra voir dans cette qu'un nouveau témoignage de la considération de Sa Majest tes les Russies.

«Aussi le soussigné attend il avec certitude une répons marche. Il se fonde à cet égard, sur un antécédent, qui a é et comme il est dans la circulaire un langage, qui perdr autre forme, il l'a communiquée dans toute son étendue.

«Le soussigné ne saurait se refuser cependant à la sat ici un passage de cette pièce qui fixera sans doute l'opinion sens le plus satisfaisant:

««L'Europe entière est il dit, doit enfin reconnaitre
««par les Monarques est également en harmonie avec
««force des Gouvernemens et avec les intérêts bien ent

«Vouloir ajouter quelque chose à ce passage, ce serai l'indépendance, la force des Gouvernemens et peuples sont admis comme bâse solennelle des principes l'Europe, sous l'égide des traités, le calme et la stabil tions disparaissent d'elles-mêmes. Les nations ne sont tranq les sont heureuses: et jamais le bonheur ne s'est trouvé dans

«Le soussigné n'insistera point sur des raisonnemens frappante; la pureté des intentions des Monarques n'en a hâte d'offrir ici à Mr. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe stitution la Diète de la Sérénissime Confédération Germanique sa haute considération».

Der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesan Goltz, eröffnete, daß er schon längst ermächtigt worden sey, die Cir vom 14. December vorigen Jahres, der hohen Bundesversammlung m die Wiedereröffnung der Sitzungen abwarten wollen, diesen Auftrag

Der Kaiserlich-Königliche substituirte Gesandte, fuhr hierauf fort:

Diese Circular-Depeschen sind den allerhöchsten und hohen Regi Bundesversammlung vertreten werden, bereits vorlängst bekannt, u

zweifeln, daß auch die Bundestagsgesandtschaften mit den dießfallsigen Ansichten ihrer erlauchten und hohen Committenten bekannt seyn werden. In dieser Hinsicht habe ich anheim zu stellen:

> ob beschlossen werden wolle, von Seiten der hohen Bundesversammlung dem allerhöchsten Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen, Kaiserlich-Russischen und Königlich-Preussischen Hofe für obige diplomatische Mittheilung Dank abzustatten und hierbei zugleich die dankbare Uebereinstimmung des Bundes mit den Ansichten und Maasregeln auszudrücken, wodurch diese erhabenen Mächte die Ruhe und Ordnung in Europa aufrecht zu erhalten suchen.

Preussen: wie Oesterreich.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist beauftragt, zu erklären, daß Seine Königliche Majestät von Baiern keinen Anstand nehmen, Allerhöchstdero vollkommenste Uebereinstimmung mit den, in der gemachten Mittheilung ausgesprochenen, weisen und erhaltenden Grundsätzen der drei allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland bei gegenwärtigem Anlasse zu versichern, und nicht zweifeln, daß diesen Grundsätzen allseitige gerechte Anerkennung zu Theil werden wird.

Zugleich schließt sich der Königliche Gesandte dem Antrage auf eine angemessene Beantwortung der eingegangenen Communication, unter geziemender Verdankung der dem Deutschen Bunde als Europäischen Macht zugekommenen Eröffnung, vollkommen an.

Königreich Sachsen: wie Oesterreich.

Hannover. Obgleich der Gesandte keine Instructionen von seinem Hofe habe, welchem diese Mittheilung an den Bundestag noch nicht bekannt seyn könne, trage er doch kein Bedenken, der Königlich-Baierischen Abstimmung beizutreten, indem er sich zugleich auf seine vertraulich mitgetheilte und loco dictaturae angefügte Aeusserung beziehe.

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft findet sich ermächtigt, den vorderen Anträgen und Abstimmungen — in so weit sie darauf gerichtet sind, in der gesetzlichen Form und in den geeigneten Ausdrücken für die geschehenen so hochwichtigen Mittheilungen den lebhaftesten Dank des durchlauchtigsten Deutschen Bundes auszusprechen, und damit zugleich die Versicherung der unumwundenen Anerkennung zu verbinden, welche die reine Absicht der hohen Monarchen Oesterreichs, Rußlands und Preussens, die Selbstständigkeit und Stärke der Regierungen mit den wohlverstandenen Interessen der Völker, unter dem Schutze der bestehenden Verträge, in volle Harmonie zu bringen und dadurch Ruhe und Dauer zu begründen, in unzweifelhaften Anspruch nimmt — vollkommen beizutreten; in so fern jene Anträge und Abstimmungen aber gewissermaßen eine gründlichere Erwägung des Inhalts des mitgetheilten Actenstückes selbst vorauszusetzen scheinen, kann sich die König-

liche Gesandtschaft nicht für ermächtigt halten, ohne besondere I
Aeusserung darüber abzugeben.

Sie sieht sich daher für den Fall, wenn eine, eine solche reifere Er
Erwiederung beliebt werden wollte, zu dem in den Gesetzen be
pflichtet, daß zur Berathung und Abstimmung ein Termin anberaum
welchem jeder Gesandte, der einer Instruction bedürfen möchte, dami

Daß dieser Antrag wirklich in den Gesetzen begründet sey,
kurzen Zusammenstellung erhellen, welche zugleich dasjenige näher
die Königliche Gesandtschaft unter der gesetzlichen Form einer Erwie
matische Mittheilung an den Bund versteht.

Jede Note oder Eröffnung einer auswärtigen, am Bundestage
schaft soll zur Kenntniß der Bundesversammlung gebracht werden.

Beschluß v. 12. Juni 1817, IV. 4.

Die Kronen Oesterreich und Preussen haben, in ihrer Eigenschaft
dermalen keine am Bunde accreditirte Gesandte. Mittheilungen, welc
schaft, dem Bunde machen, werden demnach durch ein, in sonst ü
die Souverains gerichtetes, Schreiben « unter der Unterschrift und Au
Bund, und in dessen Namen, der Kaiserlich-Oesterreichische präsidir
desversammlung », zu erwiedern seyn.

Ibidem, II. 2. a. u. I. 2.

Die Bundesversammlung ist, auch in Beziehung auf die ausw
Bundes, Organ der Gesammtheit.

Artikel 50 der Wiener Schlußacte.

Der Bund ist eine Gesammtmacht.

Artikel 2 der Wiener Schlußacte.

Hieraus folgt, daß eine jede, der Bundesversammlung von ei
geschehene Mittheilung nur als eine, durch das Organ des Bundes -
lung — an den Bund, keineswegs aber an die Gesammtheit der
unbedingt abhängigen Bundesgesandten, gerichtete Mitthe
auch von der Gesammtheit der Bundestagsgesandten, als solcher, nicht

Artikel 8 der Wiener Schlußacte.

Die Erwiederung einer diplomatischen Mittheilung kann in der
Gesetze bestimmte Ausnahmen erleiden darf, bloß als das Result
der Bundesversammlung angesehen werden.

Beschluß v. 12. Juni 1817, II. 2. u. IV. 1.

Die Beschlußnahme setzt immer Erklärungen der Bundestagsgesandten voraus, welche sie im Namen und Statt ihrer Regierungen — sey es zufolge allgemeiner oder besonderer Weisungen derselben — zu Protokoll geben.

Für die Behandlung eines jeden Gegenstandes sind drei Hauptstufen gesetzlich bestimmt: der Antrag, die Erörterung, und die endliche Abstimmung darüber.

Sie werden allemal in zwei und — wenn der Vorschlag nicht bei der ersten Umfrage einstimmig angenommen oder verworfen wird — in drei Sitzungen vertheilt, wozu dann, den Umständen nach, eine vierte zur Schlußziehung kommt.

Geschäftsordnung, Abschn. III. §. 7. lit. a.

Ja, es kann ein einzelnes Mitglied, welches bereits gestimmt hat, sey es, daß etwa in späteren Abstimmungen neue Gründe, die bei der Erörterung nicht vorgekommen, vorgebracht worden, sey es, um Mißverständnisse aufzuklären, nach beendigter Umfrage um Aufschub der Schlußziehung ersuchen, nach dessen Bewilligung, welche, wenn nicht offenbare Chicane vorwaltet, schwerlich verweigert werden dürfte, sodann die weitere Erörterung vorgenommen wird.

Ebend., Abschn. III. §. 7 lit. c.

Der wirklichen Abstimmung soll ein Beschluß, daß der Gegenstand zur Abstimmung reif sey, vorhergehen, und dieser Beschluß soll nicht früher gefaßt werden, als bis der zur Berathung gekommene Gegenstand hinreichend erörtert worden ist.

Ebend., Abschn. II. in fine.

Bedarf es, zum Zwecke der Abstimmung, der Einholung einer Instruction, so soll dafür zugleich die Frist bestimmt werden, welche, in der Regel, einen Zeitraum von 6 bis 8 Wochen nicht übersteigen darf.

Ibidem.

Ob ein Gesandter einer Instruction bedürfe oder nicht, kann niemand, als er selber beurtheilen; daß der vorliegende Gegenstand aber, sobald ein Beschluß darüber gefaßt werden soll, der gewissermaßen in materialia causae eingeht, zu einer Instructions-Einholung von Seiten derjenigen Gesandten, welche derselben noch ermangeln, geeignet sey, ist an sich klar.

Baden: wie Baiern.

Kurhessen. In Ermanglung specieller Instruction über die so eben vernommene Mittheilung, würde die Gesandtschaft sich mit Vergnügen für verbindliche Verdankung derselben erklären. Da aber das Absehen darauf gerichtet wird, daß der Deutsche Bund sich über den Inhalt der geschehenen Mittheilung erkläre, so nimmt die Gesandtschaft Anstand, der Meinung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten vorzugreifen, und muß sich daher das Protokoll bis zu Einlangung der erforderlichen Weisungen offen behalten.

Großherzogthum Hessen. Man glaubte diesseits, a
erwarten zu können, daß, falls die heute gemachte hohe Mittheilung
geschähe, auf eine einfache Erwiederung derselben, durch Empfangsa
angetragen werden würde. Hierzu allein findet sich Großherzogliche
zu stimmen ermächtigt.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Der
zwar für den so eben vorgebrachten Gegenstand mit speciellen J
sehen; allein die ihm bekannten Gesinnungen und Ansichten seines a
die von Ihro Kaiserlichen Majestäten von Oesterreich und Rußland
dem Könige von Preussen hier ausgesprochenen Gesinnungen und
ihn, im Namen seines allerhöchsten Hofes auch für Holstein und La
der Dankbarkeit und Verehrung an den Tag zu legen, und daher de
Abstimmung vollkommen beizutreten.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemb
ohne alle besondere Instruction über diesen Gegenstand. Ich b
um mich im Namen Seiner Majestät des Königs der Niederlande
höchstdessen Ansicht der Sache mir gänzlich unbekannt ist; als Gr
gischer Bundestagsgesandte kann ich jedoch nicht anders, als mich zu
vernommenen Erklärung von Holstein anschliessen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuse
meinen höchsten Höfen mit keiner besondern Instruction versehen
ich doch, nach den mir im Allgemeinen bekannten Gesinnungen,
Erklärung des Königlich-Baierischen Herrn Gesandten beizutreten.

Braunschweig und Nassau: wie Baiern. Da übrigens
gebenen Abstimmungen schon hervorgeht, daß die Mehrzahl der St
versammlung mit den hier ausgedrückten Absichten und Grundsätze
stimmt; so möchte es angemessen erscheinen, diese Uebereinstimmung
einer früheren Veranlassung geschehen ist, auf welche sich die No
lichen Herrn Gesandten bezieht, sofort durch Beschlußnahme a
Bundesbeschluß ohne weitern Aufschub zu fassen, welcher der Bean
Kaiserlichen Gesandtschaft zur Grundlage dienen wird.

Daß ein solcher Beschluß von der Bundesversammlung, auc
Stimmeneinhelligkeit, gefaßt werden kann, geht aus einer ausdrückli
visorischen Geschäftsordnung hervor.

Es soll nämlich von der engern Versammlung darüber, nach III. 3. a des Beschlusses vom 14. November 1816, durch vorläufige Abstimmung bestimmt werden:

ob ein Gegenstand sich ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist, zur Berathung und Beschlußnahme eigne?

Der Wunsch, daß hiernach in gegenwärtigem Falle jetzt verfahren werden möge, geht aus der Ansicht hervor, welche die Mehrheit dieser hohen Versammlung theilen dürfte, daß es in vielen Beziehungen für die Bundesversammlung sehr angenehm und wünschenswerth seyn muß, ihre übereinstimmenden Ansichten den Höfen, welche dem Bunde die Mittheilung der Resultate des neuesten Congresses gemacht haben, ohne weitern Aufschub auszudrücken; hierüber möchte also vor allen Dingen, nach Maasgabe der ausdrücklichen Vorschrift der Geschäftsordnung, Umfrage zu thun seyn.

Würtemberg. Daß die engere Versammlung entscheiden könne, ob der Gegenstand einer Abstimmung sich ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist — was unter der gewöhnlichen Frist, binnen welcher ein jeder Gegenstand von dem Präsidio zur Berathung gebracht werden muß, zu verstehen sey, darüber giebt die Geschäftsordnung im zweiten Abschnitte sattsame Auskunft — zur Berathung und Beschlußnahme eigne, leidet durchaus keinen Zweifel; eben so unzweifelhaft ist es aber, daß diese Ausnahme durch keine Mehrheit in der engern Versammlung beschlossen werden könne, da in dem nämlichen Beschlusse, welcher für die abweichende Meinung angeführt wird, vorgeschrieben ist, daß, wenn ein Vorschlag bei der ersten Umfrage nicht einstimmig angenommen oder verworfen werde, die Behandlung eines solchen Gegenstandes in drei Sitzungen vertheilt werden müsse.

Der Grund des Gesetzes ist klar. Man wollte der Berathung die nöthige Reife sichern und von jeder Beschlußnahme die Uebereilung ausschliessen.

Die aufgestellte Regel muß also, wenn darauf von irgend einer Seite provocirt wird, streng, im vorliegenden Falle aber um so strenger festgehalten werden, da die Achtung, welche die Souverains, auf deren Mittheilungen geantwortet werden soll, fordern können, die gewissenhafteste Beobachtung aller Formen gebietet. Denn eine Antwort, deren Beschleunigung durch Verletzung der in den Bundesgesetzen vorgeschriebenen Formen erkauft worden wäre, dürfte unstreitig Monarchen, denen die Heiligkeit der Verträge über Alles geht — und alle Bundesgesetze sind ja nur eine fortlaufende Reihe völkerrechtlicher Verträge — sicherer beleidigen, als erfreuen; zumal, da bereits schon eine nicht geringe Anzahl von Gesandten ausdrücklich bemerkt hat, daß sie sich zwar zur Abstimmung ermächtigt halte, jedoch mit keiner Instruction versehen sey.

Eine solche Ermächtigung der Königlichen Gesandtschaft liegt
allgemeinen, noch in den besondern Instructionen ihres allerhöchste

Ob man diesen deßwegen, nach dem Antrage des Herrn Gesar
von der Mitwirkung zu irgend einem, besonders aber zu einem B
Art, ausschliessen dürfe, darüber steht die Königliche Gesandtschaft de

Der Königlich-Hannöverische Herr Gesandte äussert
gegen die Geschäftsordnung seyn würde, die Jedem gestattete Instr
diesen Fall auszuschliessen.

Die Herren Gesandten von Kurhessen, Luxembur
Stimme, schlossen sich diesen Ansichten an.

Braunschweig und Nassau. Nach diesseitiger Ansicht,
mungen unter III der Geschäftsordnung, welche unter den Zahlen
nur die Geschäftsbehandlung für diejenigen Gegenstände, welche d
zu der, früher unter 3, a bezeichneten, ausnahmsweisen Berath
nahme nicht für geeignet erkannt hat, für welche also eine weitläu
behalten und unter diesen Nummern näher bestimmt werden muß.

Die Bestimmung 7, a kann also daher so wenig auf die unten
zurückbezogen werden, als die unmittelbar vorhergehenden unter

Mehrere frühere Beschlüsse dieser hohen Versammlung werden d
z. B. der durch Majora in der 31. Sitz. 1820, §. 170, auf eine An
gegen Oldenburg gefaßte Bundesbeschluß.

Dürfte man aber auch mit der Königlich-Würtembergischen G
daß diese Bestimmungen auch auf die Fälle unter 3, a zurück zu bezieher
daraus für den vorliegenden Fall, wenn er unter 3, a von dieser hohen V
wird, weiter nichts folgen, als daß die Beschlußnahme bis zur dritten S
kurze Zeit, verschoben, keineswegs aber, nach dem Königlich-Würtemb
dem Königlich-Würtembergischen Instructions-Eingang abhängig erk

Es ist also die diesseitige Ansicht nicht auf eine Verletzung der
vorgeschriebenen Form gerichtet, sondern nur auf deren, nach diesseiti
mäsen Anwendung auf den vorliegenden Fall.

Ueberdieß kann, wenn der Fall unter die Vorschrift III. 3, a zu
werden sollte, die Versammlung auch nicht auf das entfernteste der
eilung treffen.

Die Circularnote ist unter dem 14. December 1822 erlassen wo
gegenwärtigen Jahres befand sie sich also in sämmtlichen Bundescab

also bis zum 6. Februar volle Gelegenheit und Zeit, höchstihren Gesandtschaften ihre mit den Absichten und Grundsätzen der Circularnote übereinstimmenden, oder auch abweichenden Ansichten mitzutheilen.

Dieses scheint auch wirklich geschehen zu seyn; denn nur dadurch hat sich bereits den 6. Februar die Mehrheit in dem Stand befunden, beifällig abzustimmen.

Eben darum ist es auch nicht anzunehmen, daß die drei noch zurückstehenden Abstimmungen für diese eminente Majorität die Veranlassung geben werden, ihre bisherigen Ansichten über einen so wichtigen Gegenstand abzuändern.

Es möchte daher nur geschäftsbeförderlich und mit früheren Vorgängen übereinstimmend erscheinen, zur sofortigen Beschlußnahme, unter Beobachtung der vorliegenden bundesgesetzlichen Formen, zu schreiten.

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft überläßt dieser hohen Versammlung, über den Werth der vorstehenden Ansicht, die ihr weder in jure noch in facto begründet erscheint, zu entscheiden.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: wie Oesterreich.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: sey zwar ohne specielle Instruction hierüber, glaube jedoch, in Folge seiner allgemeinen Instructionen, dem Baierischen Voto beistimmen zu können.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Die diesseitige Gesandtschaft ist zwar für diesen Fall nicht speciell instruirt, trägt jedoch kein Bedenken, in Gemäßheit allgemeiner Instruction, dem Präsidialantrage beizutreten.

Die freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg. Der Gesandte, wiewohl er sich nicht in dem Fall erhaltener Instruction befindet, tritt der Königlich-Baierischen Erklärung bei.

Präsidium. Alle Stimmen vereinigten sich dahin, daß den Herren Gesandten von Oesterreich, Rußland und Preussen der Empfang der Circular-Depeschen zu bestätigen, und für die Mittheilung derselben, unter Anerkennung der auf Erhaltung der Ruhe der Welt gerichteten Absichten J. J. J. M. M. M., der Dank der hohen Bundesversammlung auszudrücken sey. Nachdem diejenigen, welche eine im Ausdrucke verschiedene Abstimmung zu Protokoll gegeben hatten, in den Abstimmungen der Majorität ihre eigene Meinung wiedergefunden haben, sollte zugleich mit jenem Danke die Erklärung einer vollkommenen Uebereinstimmung mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen, welche darin enthalten sind, verbunden werden. Für diese Ansicht haben sich daher 14 Stimmen erklärt. Da jedoch Würtemberg, dem eine solche Erklärung ein Eingehen in den Inhalt der gemachten Mit-

theilung vorauszusetzen schien, und, aus gleichem Grunde, Kur- und G
Instructions-Einholung sich vorbehalten haben; so wäre der Beschluß au
auszusetzen, und sind die erwähnten drei Gesandtschaften zu ersuchen, s
testens aber innerhalb der legalen Frist, ihre Erklärungen beizubringe

§. 3.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vorma und Reichskammergerichte gehörigen Personen b

(25. Sitz. §. 197 v. J. 1822.)

Oesterreich. Durch den, in der 25. vorjährigen Bundestag gutachtlichen Commissionsbericht, in Betreff der Besoldungs- und Pe zum vormaligen Reichskammergerichte gehörigen Personen, worüber di lung beschlossen worden ist, hat der K. K. Oesterreichische Hof nicht Gegenstand in Anregung gebracht gesehen, auf dessen Erledigung, seit erfolgten kammergerichtlichen Sustentations-Regulirung, von Seiten de der ihnen gegebenen Hoffnungen und zum Theil als wesentliches Z gültigen Grund geharrt wird.

Unter allgemeiner Beziehung auf jenes, bereits früher ausführlic allerseits bei dem Regulirungsgeschäft selbst factisch anerkannte, bes welchem der Kaiserlich-Königliche Hof durch die, bei Niederlegung der freiwillig übernommenen und noch heute grossen Theils zu bestreitenden, sich befindet, würde derselbe, mit Vertrauen in die Zweckmäsigkeit de dieser Rückstände von den übrigen Bundesgliedern zu fassenden und schliessungen und Anordnungen, sich auf die Erklärung beschränken, zu wollen, wenn nicht durch den, in dem Commissionsgutachten aufgen nitiven, theils eventuellen Antrag auf Deckung des größten Theils di allgemeine Concurrenz, nach dem Verhältniß der provisorischen Bu Veranlassung zu folgenden Bemerkungen gegeben würde.

Man erkennt wohl keineswegs die Schwierigkeiten, welche sich de von Mitteln zur Berichtigung dieser Forderung entgegenstellen, nac kammergerichtlichen Activcapitalien, als das hierzu vorhanden gewese disponirt worden ist; allein diese Schwierigkeiten dadurch besiegen zu derjenige Hof, welcher, durch freiwillige Uebernahme eines grossen T

Reichsdienerschaft auf seine Kosten, anerkanntermaßen weit mehr als seine, in irgend einer Beziehung ihn treffenden, Verbindlichkeiten erfüllt hat, nunmehr, und zwar vermöge seines Matrikular-Verhältnisses im Bunde, die größte Quote der zur Befriedigung erforderlichen Summe tragen soll, — hierin liegt ein Anspruch, welchen das Oesterreichische Aerar gewiß mit vollem Rechte nicht anzuerkennen vermag.

Die Commission hat zwar ihren Antrag dadurch zu motiviren gesucht, daß man von Seite Oesterreichs, in der 38. Sitzung vom Jahre 1817, sich bereit erklärt hat, die diesem Staate vor Auflösung des Kammergerichts zur Last fallenden Kammerzieler-Rückstände, zum Behufe der Deckung des ältern Rückstandes der Canzleipersonen, berichtigen zu wollen, und ferner auch dadurch, daß Böhmen und der Burgundische Kreis in den Büchern mit einem ansehnlichen Rückstande aufgeführt stehen; allein der erwähnten Zusicherung kann doch wohl keine andere Deutung gegeben werden, als daß man sich zu dieser Leistung nur in so fern bereit erklärte, wenn auch alle ältern Reste der übrigen vormaligen Reichsstände abgeführt würden, und daß es sich hierbei nur um liquide Reste handle, wohin jedoch die in dem Berichte erwähnten nicht durchaus gerechnet werden können, welches zu erläutern man sich nöthigenfalls vorbehält.

Der K. K. Hof nährt die gegründete Ueberzeugung, daß diese Betrachtungen hinreichen werden, die, zur Tilgung der kammergerichtlichen Sustentations-Rückstände in Vorschlag gebrachte, allgemeine Concurrenz, nach dem Verhältniß der provisorischen Bundesmatrikel, als unzulässig darzustellen; derselbe glaubt jedoch keineswegs die Besorgniß nähren zu müssen, daß die Erledigung dieses, die Gefühle der Theilnahme so wesentlich anregenden, Gegenstandes dadurch auf sich beruhen werde, und zweifelt nicht, daß, sowohl in der möglichsten Flüssigmachung der ältern Kammerzieler-Reste — deren Abtragung, in so fern sich wirklich liquide Oesterreichische darunter befinden, hier wiederholt zugesichert wird — als auch subsidiarisch in einer unter denjenigen Staaten, welche zur kammergerichtlichen Sustentationscasse beigetragen haben, gefälligst zu treffenden Vereinigung über eine nachträglich zu leistende Umlage, noch immerhin angemessene Mittel zur Deckung der fraglichen Rückstände sich darbieten dürften.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen, dessen Erklärung auf den in der 25. vorjährigen Sitzung (§. 197) erstatteten Commissionsbericht über das reichskammergerichtliche Pensionswesen pro praeterito in der doppelten Beziehung abzugeben, nämlich:

1) hinsichtlich der darin aufgestellten Grundsätze, sowohl in Ansehung der zu befriedigenden Individuen, als der zu derselben Befriedigung verpflichteten Staaten, und

2) hinsichtlich der, von Seiner Königlichen Majestät von Baiern
gänzlichen Erledigung der gerechten Reclamation des Köni
Grafen von Reigersberg.

ad 1) In ersterer Hinsicht nehmen Seine Königliche Majestät
Vorschlage:

die sämmtlichen, in dem Gutachten als erste, zweite, dritte
zeichneten Forderungen durch Beiträge der Bundesglieder nach
schlage zu decken,

vollkommen beizupflichten, und dabei auch hinsichtlich der Forder
Classe (den Besoldungsrückständen verstorbener Canzleipersonen) für
Befriedigung Sich zu erklären, wonach, nach diesseitigem Dafürhalte
gekommenen Reduction derselben auf die Hälfte, oder gar auf ein
die ohnehin der Billigkeit nicht ganz gemäß seyn möchte, um so me
seyn dürfte, als die Differenz nicht mehr als 15,553 fl. beträgt; ein
die deutschen Bundesregierungen wohl nicht von besonderer Bedeutu
Betheiligten aber von der größten Wichtigkeit ist. Hierbei ist auch
in dem Commissionsberichte sub Num. 1 zwar auch eines Rückstandes d
boten von 6,300 bis 6,900 fl. Erwähnung geschieht, dieser Betrag
des Rückstandes der besoldeten Mitglieder von 27,795 fl. 47 kr. ni
auf die Berichtigung desselben kein Vorschlag gemacht worden ist, soh
vormaliger Reichsdiener leer ausgehen würde.

Den, in Bezug auf die zweite in dem Commissionsberichte verh
Deckungsart der vorhandenen Rückstände, sub I gemachten
drei ersten Classen von Rückständen gänzlich oder zum Theile den Kronen
berg (wegen der in ihre Dienste getretenen Kammergerichtspersonen) zuzu
Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, als aller Billigkeit ganz entge
abzulehnen beauftragt. Denn, so viel wenigstens die bei der Auflösun
von Baiern übernommenen Assessoren von Ullheimer und von Er
deren Uebernahme nicht etwa provisorisch, sondern in definitiver Weise e
lung ihrer Pensionen nicht durch Anweisung oder auf Abrechnung, s
zahlung jeder andern ordentlichen Pension, unmittelbar an die Perso
schehen, daher Baiern, bei viel längerem Leben genannter Pensionisten
Beitrag zu diesen Pensionen von andern Bundesgliedern, deren Las
dert worden wären, zu erwarten gehabt hätte, als Seine Königliche

mehr für verpflichtet erachten können, die übrigen deutschen Staaten an dem zufälligen Vortheile der Verminderung einer diesseitigen Last Antheil nehmen zu lassen.

ad 2) Hinsichtlich des zweiten Punctes, nämlich des für den Königlich-Baierischen Staatsminister der Justiz, Grafen von Reigersberg, mit vollem Rechte geforderten und zum größten Theile auch bereits bewirkten Ersatzes der seit 1807 zur provisorischen Sustentation unbesoldeter Cameralen aus freiem Antriebe und menschenfreundlicher Absicht geleisteten Vorschüsse, ist vorerst noch zu bemerken, daß der Betrag dieser Forderung sich nicht, wie in dem Commissionsberichte geschehen, auf 37,294 fl. 50 kr., sondern gegenwärtig noch auf 40,552 fl. 33 kr. beläuft, indem

Preussen	mit	25,927	fl. —	kr.
Königreich Sachsen	"	4,121	" 35	"
Hannover	"	4,255	" —	"
Kurhessen	"	1,728	" 30	"
Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg	"	1,263	" 12	"
die Niederlande, wegen Luxemburg .	"	797	" 40	"
Braunschweig	"	664	" 45	"
Mecklenburg-Schwerin	"	997	" 24	"
Sachsen-Gotha	"	598	" —	"
Sachsen-Meiningen	"	166	" 12	"
Liechtenstein	"	33	" 15	"
		40,552	fl. 33	kr.

im Rückstande geblieben sind.

Es erscheint demnach billig und angemessen, daß die Berichtigung dieses Betrages den damit im Rückstande verbliebenen Bundesgliedern zugewiesen werde, und der Königlich-Baierische Gesandte ist beauftragt, zu einem hierauf gehenden Bundestagsbeschlusse mitzuwirken; dem in dem Commissionsberichte gemachten Vorschlage aber, jenen Betrag durch Matrikular-Ausschlag auf sämmtliche deutsche Staaten zu decken, kann darum nicht beigestimmt werden, weil denjenigen, welche ihren Antheil an gedachter Forderung bereits berichtigt haben, dadurch, wider Recht und Billigkeit, zum Vortheile der Säumigen, eine neue Last auferlegt würde.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist sonach angewiesen, darauf anzutragen, daß die Befriedigung der vier ersten Classen von Rückständen durch Matrikularbeiträge aller Bundesglieder, die der fünften aber durch endliche Leistung der rückständigen Beiträge derjenigen, denen solche obliegen, beschlossen und wirklich geleistet werde, und dabei

zu erklären, daß Seine Königliche Majestät von Baiern Ihrerseits
zuwirken bereit seyen, das, was Allerhöchstdieselben an Beiträgen zur
Classen zu leisten hätten, dem Königlichen Justizminister Grafen von
werden solle, wogegen ein gleicher Betrag von denjenigeu Staaten,
gung des Grafen von Reigersberg noch obliege, an die Sustentationsca

§. 4.

Reclamation des Regierungsdirectors Herquet zu betreffend.

(26. Sitz. §. 221 v. J.)

Preussen. Dem Referate der 26. Sitzung vorigen Jahres wü
destagsgesandtschaft, nach den bei ihr bereits vorhanden gewesenen Dat
zufügung zu machen im Stande gewesen seyn, wenn sie vorgängi
ferneren hiesigen Vorkommen der fraglichen Reclamation gehabt hätte

Diese Reclamation würde einen Gegenstand der Verhandlung z
und Kurfürstlich-Hessischen Regierung ausgemacht haben, wenn dies
noch unerledigten Fuldaischen Ausgleichungs-Angelegenheiten geh

Da die Reclamation aber keine derjenigen Fuldaischen Pensioner
Vertheilung Preussen und Kurhessen sich zu vereinigen gehabt, oder noc
sondern den Anspruch auf lebenslängliche unbedingte Beibehaltung e
und eines Diensteinkommens, mit welchem der Regierungsdirector Herq
Besitznahme vorgefunden, demnächst aber im Jahre 1816 tractatenmä
wiesen, und in gleicher Art von diesem Staate übernommen worden
in so weit von Uebereinkunft und Verhandlung zwische
die Rede ist, nunmehr ein völlig erledigtes Verhältniß statt, inden
pflichtung gegen den Regierungsdirector Herquet durch die Ueberweis
Verpflichtung gegen Preussen durch die Uebernahme, Genüge

Aus dem Bemerkten folgt demnach allerdings, daß die Königlich
die Intercession, so wie sie nachgesucht worden, und Preusse
genden Tractaten seinerseits allein hätte bewirken sollen, unbedin
indem dazu in den angeführten Verhältnissen keine Befugniß mehr ge

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

daß diese Erklärung ad acta zu nehmen sey.

§. 5.

Reclamation der Gräflich-Hahn'schen Familie und der Curatel des Freiherrn Carl Reinhard von Gemmingen-Guttenberg, die Gleichstellung der Gläubiger der ehemaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft, — auch Stand der Auseinandersetzung der ehemaligen mittelrheinischen reichsritterschaftlichen Angelegenheiten im Allgemeinen betreffend.

(26. Sitz. §. 216 v. J.)

Preussen. Nach der Namens der Herzoglich-Nassauischen Regierung bereits in der 25. Sitzung vorigen Jahres (§. 204) erfolgten Anzeige, schien der Abschluß wegen der Angelegenheiten der vormaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft, als zwischen sämmtlichen betheiligten Regierungen wirklich erfolgt, betrachtet werden zu können, demnach, und da zugleich die Erledigung der Gräflich-Hahn'schen und Freiherrlich-von Gemmingenschen Reclamation bemerkt worden, eine fernere Erklärung, den allgemeinen und besondern Gegenstand betreffend, noch kaum veranlaßt.

Da sich jedoch aus der von dem Großherzoglich-Hessischen Herrn Gesandten noch neuerlich in der 26. Sitzung (§. 216) erfolgten Aeusserung ergiebt, daß die schließliche Genehmigung der stattgehabten Uebereinkunft zwar Großherzoglicher Seits gleichfalls erfolgt sey, den anderweitigen Ratificationen aber noch entgegengesehen werde; so ist diesseitige Gesandtschaft hiemit nachzutragen veranlaßt, daß der Königlich-Preussische Commissarius sich bereits im Julius vorigen Jahres nicht allein zum definitiven Abschlusse mit vollständigen Instructionen versehen befunden hat, sondern auch zugleich beauftragt war, die auf Preussen fallenden Gläubiger, und namentlich die Gräflich-Hahn'sche Familie und die Freiherrlich von Gemmingen-Guttenbergische Curatel, von der diesseits erfolgten Uebernahme ihrer Forderungen officiell zu benachrichtigen, woraus sich demnach ergiebt, daß ein noch etwa vorhandener Anstand der Ratification Königlich-Preussischer Seits nicht mehr statt finden kann.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 6.

Vertheilung einer Schuld des deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münster.

(10. Sitz. §. 83 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte von Hammerstein, zeigt an, daß ihm von seinem allerhöchsten Hofe das Commissorium wegen Vertheilung einer Schuld des deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus

Lindenkampf und Olfers zu Münster abgenommen, und dem König
Rathe Falk übertragen worden sey.

Eben so zeigt der Königlich-Würtembergische Herr G
allerhöchster Hof dieses Geschäft für Würtemberg dem Königlichen
denten bei der freien Stadt Frankfurt, Freiherrn von Blomberg,

der Großherzoglich-Hessische Herr Bundestagsges
erklärt, daß der Großherzoglich-Hessische Herr Geheime Rath Me
zogthum Hessen zu dieser Commission ernannt sey.

§. 7.

Die Streitigkeit zwischen dem Großherzogthume Sach
nach und dem Fürstenthume Schwarzburg-Rud
Herzogthümern Sachsen-Coburg, Hildburghause
dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen,
Thüringer Rayonverbande vom Jahr 1814 her
rungen.

(26. Sitz. §. 215 v. J.)

Der Königlich-Großbritannisch-Hannöverische G
Hammerstein, gab zu Protokoll, daß er von dem Königlichen
Hannover unter dem 4. vorigen Monats zu der Anzeige beauftragt
wegen des in der Streitigkeit über die aus dem Thüringer Ray
1814 herrührenden Forderungen von dem Königlichen Oberappell
als Austrägalinstanz zu übernehmenden Auftrags, die erforderlichen
und die eingesandten mit dem Bundes-Präsidial-Canzlei-Siegel versc
wähnten Königlichen obersten Gerichtshofe zugesandt worden.

§. 8.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen
während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wi
Oesterreichische Truppen abgegebenen, 25 Stücke

(16. Sitz. §. 132 v. J.)

Nassau. Bei der vorliegenden Reclamation, kann, nach diesseiti
von dem, was von dem Herrn Referenten in seinem Vortrage unte
Anwendung des 30. Art. der Schlußacte nicht die Rede seyn.

Es ist allgemeiner Kriegsgebrauch, daß fremde Truppen, die,
regelmäßigen Verpflegung nothwendigen Gegenstände im Voraus berei
Vornahme militärischer Operationen plötzlich an einem Puncte sich
meln, die zu ihrer Subsistenz nothwendigen Gegenstände militärisch

pflegen, und zu diesem Zwecke verwenden, wenn regelmäsige Distributionen von der Ortsobrigkeit nicht angeordnet werden können, und Magazine nicht vorhanden sind.

Ersatz pflegt in solchen Fällen den Beschädigten von den hinwegnehmenden Truppen, oder dem Staate, dem solche Truppen angehören, nur dann geleistet zu werden, wenn besondere Stipulationen dieses festsetzen. Eine allgemeine rechtliche Verbindlichkeit zum Ersatze, ist bisher, insbesondere in Feindesland, niemals anerkannt worden.

In dem November des Jahres 1813, rückte plötzlich ein zahlreiches Oestreichisch-Russisches Truppencorps von der alliirten Armee in die Position von Wickert vor, vertrieb aus derselben die französischen Truppen und nahm später mit Sturm Hochheim hinweg.

Die zu Wickert und in der Gegend befindlichen Lebensmittel reichten nicht für die Bedürfnisse dieser Truppen hin. Regelmäsige Distributionen konnten von der Ortsobrigkeit oder der Landesbehörde nicht angeordnet werden. Die Truppen nahmen daher sämmtliche vorhandene Lebensmittel bei den einzelnen Einwohnern und auch die vorhandenen Weinvorräthe, die zwei hundert Stücke betragen haben mögen, militärisch, zur Deckung ihrer Subsistenz, in Beschlag.

Unter diesen Weinvorräthen befanden sich auch die des gegenwärtigen Reclamanten.

Von Herzoglich-Nassauischer Seite war man um so weniger rechtlich befugt, von den kriegführenden Mächten einen Ersatz wegen dieser Kriegsbeschädigung einzelner Unterthanen zu verlangen, als erst nach dieser militärischen Occupation Nassau der grossen Allianz beigetreten ist.

Von Nassauischer Seite kann man sich daher nicht für berechtigt erachten, von den kriegführenden Mächten, und insbesondere von Oesterreich, einen Ersatz wegen dieser militärischen Hinwegnahme in Anspruch zu nehmen, man mag dieselbe benennen, wie man will. Auch dem Beschädigten steht ein solches Recht nicht zu, so lange als in Europa der Grundsatz nicht völkerrechtlich durchgeführt ist, daß der Beschädigte den Ersatz von der Macht zu fordern hat, deren Truppen ihm den Schaden in Folge der Kriegsoperationen zugefügt haben.

Es ist also keineswegs zweifelhaft, ob Oesterreich oder Nassau den Ersatz zu leisten habe; es kann also auch von einer Anwendung des 30. Art. der Schlußacte auf diesen Fall, oder Begründung der Competenz dieser hohen Versammlung aus diesem Grunde, hier keine Rede seyn.

Es handelt sich also hier nur von der Entscheidung der Frage: ob, nach der bestehenden Nassauischen Landesgesetzgebung, die Wegnahme des Weins, so wie alle ähnliche Wegnahmen, den beschädigten Eigenthümern aus Mitteln der Gemeinde, des Amtes oder des Landes zu ersetzen sind, oder ob sie in die Cathegorie der Kriegsschäden und Vergewaltigungen fallen, welche, nach bekannten Rechtsgrundsätzen, die Eigenthümer, die sie in Folge der Kriegszufälle treffen, zu tragen haben?

Hierüber steht die Entscheidung der verfassungsmäsig mit der E
auftragten Landesbehörde zu. In dem Herzogthume Nassau ist diese
regierungs-Collegium.

Es wird also der Reclamant anzuweisen seyn, sich zunächst an d
den, wenn er noch glaubt, daß ihm ein Ersatz wegen seines Verlust
Amts- oder allgemeinen Landesmitteln gebühre, und er im Stande ist
zu Unterstützung dieser Behauptung geltend zu machen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abzugel

§. 9.

Schrift des Justizraths Dr. v. Hornthal: «über den Co
und den Vorabend grosser Ereignisse. Nürnb. 1822

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und
Herr Gesandte, Graf von Eyben, giebt der hohen Bundesve
von der unter Num. 129 eingetragenen Schrift des Justizraths Dr.
«den Congreß zu Verona und den Vorabend grosser Ereignisse»; wor

beschlossen

wurde, dieselbe lediglich ad acta zu legen.

§. 10.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben:

Num. 1, eingereicht am 1. Januar 1823, von Dr. Ehrmann, E
ehemaligen Domcapitularen zu Speyer, in Ansehu
ihrer Sustentationsgelder.

Num. 2, einger. am 1. Januar, von Dr. Ehrmann, Beförderu
delsmanns Peter Molinari zu Mainz, Entschädigung be

Num. 3, einger. eodem, von Dr. Ehrmann erneuertes Gesuch
Freiherrn v. Boos, in Betreff rückständiger Forderungen de
capitels an das ehemalige Großherzogthum Frankfurt vo

Num. 4, einger. eodem, von dem Königlich-Preussischen Premie
zu Neuwied, für sich und seinen Bruder, wegen Auszahlun
Pensions-Rückstände ihres verstorbenen Vaters, des R
Protonotars Eder zu Wetzlar.

Num. 5, einger. am 5. Januar, von dem Stadtvogt Harich zu Bischofs
erneuerte Bitte um Auszahlung der Zinsen einer Capitalforde
von der Großherzoglich-Hessischen und Herzoglich-Nassauisch

Num. 6, einger. eodem, von dem vormal. Oberamt Alzey, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse, im Betrage von 9941 fl. 45 kr.; mit 9 Anlagen.

Num. 7, einger. eodem, von dem vormaligen Oberamt Dornheim, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse von 25,223 fl. 57 kr.

Num. 8, einger. eodem, von der Gemeinde Büdesheim, in der Rheinprovinz Hessen, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse.

Num. 9, einger. eodem, von den Gemeinden Fauerbach und Langenhain, im Großherzogthume Hessen, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse von 70 fl. R. W.; mit 2 Anlagen.

Num. 10, einger. eodem, von Johann Wirth, Gutsbesitzer zu Undenheim, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse von 662 fl. 56 kr.

Num. 11, einger. am 18. Januar, von dem Burgermeister Grode zu Gabsheim, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse Namens der Gemeinden Bechtolsheim, Friesenhain, Gabsheim, Hohnheim, Köngernheim an der Selz, Köngernheim, Lörzweil, Mommernheim, Kedolsheim, Niedersaulheim, Heßloch, Hernsheim, Abenheim, u. m. a., in der Rheinprovinz Hessen, im Betrage von 9,272 fl. 29 kr.; mit 25 Quitungen.

Num. 12, einger. am 4. Februar, von J. W. Remy dahier, Forderung an Nassau wegen Lieferungen zu der ehemaligen Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein; mit Anlagen.

Num. 13, einger. eodem, von dem Reichskammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar, Gesuch um einstweilige Unterstützung aus der Reichskammergerichts-Sustentationscasse.

Num. 14, einger. am 5. Februar, von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten, Gesuch um Feststzung eines neuen, möglichst kurzen, peremtorischen Termins zur definitiven Abstimmung in Betreff der Domänenkäufer, und Veranlassung für möglichste Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commission in Ansehung der übrigen Westphälischen Angelegenheiten; mit 4 Anlagen.

Num. 15, einger. den 6. Februar, von Dr. Schlosser dahier, als Bevollmächtigten der Ritterschaft des Herzogthums Holstein, Berichtigung eines Druckfehlers in deren Denkschrift vom 4. Dec. vorigen Jahres (Num. 136) betr., wo Seite 38, Zeile 28 u. 30, statt «50 Procent», 25 Procent, zu lesen sey.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

Folgen die Unterschriften.

Zweite Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 13. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der vorigen Sitzung Anwesenden;

mit Ausnahme

des Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten, Grafen von Eyben.

§. 11.

Substitutionen.

Präsidium: zeigt an, daß die in der vorigen Sitzung angegebenen Substitutionen noch fortwähren, und daß überdieß der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Herr Bundestagsgesandte, Graf von Eyben, den Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerin- und Strelitzischen Herrn Gesandten von Pentz substituirt habe.

§. 12.

Vorstellung des Nonnenconvents ad Stam Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betreffend.

(16. S. §. 128 v. J.)

Baiern. Auf den in der 16. Sitzung des vorigen Jahres (§. 128) auf die Vorstellung des Nonnenconvents ad Sanctam Mariam zu Fulda, wegen Verabfolgung rückständiger Gefälle, gefaßten Beschluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte in den Stand gesetzt, folgende Erklärung abzugeben.

Das Benedictinerkloster ad Sanctam Mariam zu Fulda hat lediglich wegen Verabfolgung eines demselben, angeblich von der vormaligen Propstei und nunmehrigen Domäne Thulba bei Hammelburg, jährlich abzugebenden Fuder Weins, unterm 9. Jänner und 7. Februar 1819 ein Ansuchen an die Königlich-Baierische Regierung des Untermainkreises gestellt. Baiern hat aber die ihm zugefallenen Theile des ehemals Großherzoglich-Frankfurtischen Departements Fulda nur in der Art und mit jenen Lasten übernommen, wie selbe von dem Großherzoge von Frankfurt besessen worden, so wie dieser auf dieselbe Weise von dem Französischen Gouvernement solche übernommen hatte.

Baiern kann daher auch nur jene Lasten als noch bestehend betrachten, welche von der Französischen und Großherzoglich-Frankfurtischen Verwaltung als solche anerkannt

worden. Dieß ist aber mit der geforderten Abgabe eines Fuder Weins von der Domäne Thulba nicht der Fall. Weder wurde die Verpflichtung hierzu von beiden Verwaltungen anerkannt, noch erfolgte die wirkliche Entrichtung. Zwar soll zu Ende des Jahres 1812 von der Großherzoglich-Frankfurtischen Behörde dem gedachten Nonnenkloster zu Fulda für verschiedene rückständige Leistungen, und darunter auch für Wein, ein Entschädigungsbetrag, größtentheils in Casseschеinen, verabfolgt worden seyn; allein eine solche, mit den aufgestellten und im Allgemeinen befolgten Grundsätzen im Widerspruche stehende Bewilligung kann nur als ein Versehen betrachtet werden und der Königlich-Baierischen Regierung keine Verbindlichkeit zu einer Leistung an ein ausländisches Institut auferlegen, die schon unter der Französischen Regierung nicht mehr bestand.

Aus diesen Gründen hat die Königlich-Baierische Regierung des Untermainkreises den Nonnenconvent ad Sanctam Mariam zu Fulda, durch Entschliessung v. 12. März 1819, mit seiner Forderung abgewiesen, und ist auch die Königliche Bundestagsgesandtschaft gegenwärtig beauftragt, den, bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, neuerlichen Anspruch des erwähnten Convents abzulehnen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 13.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18^d der Deutschen Bundesacte.

(12. Sitz. §. 91 v. J. 1822.)

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft ist angewiesen, auf den von dieser hohen Versammlung, in ihrer 4. Sitzung vom 11. Februar 1819, über die Abfassung gleichförmiger Verfügungen zu Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger, gefaßten und in der 12. Sitzung v. 28. März 1822 in Erinnerung gebrachten Beschluß, die Ansichten ihrer höchsten Regierung zu weiteren gemeinsamen Prüfungen zu Protokoll zu geben.

In dem von der früher bestandenen Bundestags-Commission erstatteten Bericht und dem demselben beigefügten Entwurfe einer Verordnung gegen den Nachdruck, gieng dieselbe von der Ansicht aus, daß das Eigenthum der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck durch ein allgemeines Gesetz geschützt werden soll, und glaubte in diesem Sinne eine Verordnung, wie sie von sämmtlichen Gliedern des Bundes in ihren Staaten erlassen werden könnte, in Vorschlag bringen zu müssen.

Hierbei ist zuvörderst zu bemerken, daß die zum Grunde liegende Stelle der Bundesacte nur von Rechten der Schriftsteller und Verleger spricht; der Commissionsbericht hingegen geradezu Eigenthumsrechte der Schriftsteller und Verleger voraussetzt, auf

solche Art aber eine in der Theorie höchst bestrittene und in der
Bundesregierungen sehr verschieden beurtheilte Frage ohne weiteres für

Wenn die Bundesacte verlangt, daß eine gleichförmige Verfüg
der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck zu Sta
ist vor allen Dingen zu untersuchen: ob den Verfassern und Verlege
schon nach den Grundsätzen des natürlichen Rechtes oder nach den
bisher in ganz Deutschland als verbindend angenommenen, positiven
thums- oder andere Rechte gegen den Nachdruck zustehen? Können w
noch aus der andern Quelle solche Rechte abgeleitet werden, so ka
Bundesacte auch nur dahin verstanden werden, daß den Schriftstellern
stimmte Rechte gegen den Nachdruck beigelegt und durch eine glei
sicher gestellt werden sollen.

In dem gemeinen deutschen Rechte findet sich kein Verbot des
aber die Frage: ob der Nachdruck schon an sich, ohne ein besonde
für rechtswidrig zu halten sey? zwar nicht in dem Commissionsber
frühern Vortrage der 34. Sitzung von 1818 berührt und hierbei geä
bei der grossen Verschiedenheit der Meinungen über jene Frage, doch
das Ansehen der Stimmenden, theils das Gewicht der Gründe, geg
entscheide.

Was das erste betrifft, so ist wohl ausser Zweifel, daß es bei
Vernunfterkenntniß, dergleichen unstreitig die Fragen des natürlichen
auf Autoritäten, sondern allein auf Gründe ankommt. Auf welcher S
Frage von der natürlichen Widerrechtlichkeit des Nachdruckes, welche
oder politischen Verwerflichkeit desselben nicht zu verwechseln ist, sich
Stimmen finde, könnte nur nach einer vollständigen Stimmenzählun
keit behauptet werden.

Gesetzt aber auch, daß sich wirklich ein Uebergewicht auf Seiten d
nung ergeben sollte; so möchte doch solches leicht wieder durch die Betra
werden, daß die gegen den Nachdruck sprechenden Schriftsteller in e
Vortheil sehr nahe berührenden Sache stimmen, und daher immer
bleibt, ob nicht etwa Manche von ihnen, vielleicht ohne sich dessen bew
den Einfluß jenes Umstandes in der Unbefangenheit ihres Urtheils gestör
da hingegen diejenigen, welche selbst Schriftsteller sind und gleichwohl
von dem Ungrunde der behaupteten natürlichen Widerrechtlichkeit des
bekennen, wenigstens der Bestechung ihres Urtheils durch Eigennutz nich

Ueber die Gründe selbst bezieht sich der erwähnte Vortrag in der 34. Sitzung auf die von den deutschen Buchhändlern bei dem Wiener Congreß übergebene Denkschrift, worin die Gründe und Gegengründe zweckmäßig zusammengestellt seyen; zugleich aber ist in demselben noch ein besonderer Beweis von der Unrechtmäßigkeit des Nachdruckes, auf die Art, wie solches schon früher, z. B. in der bekannten Gräff'schen Schrift vom Jahre 1794, versucht worden, ausgeführt.

Dieser Beweis beruht auf folgenden 3 Sätzen:

1) der Schriftsteller hat ursprünglich ausschliessend das Verlagsrecht;

2) dieses Verlagsrecht tritt er einem Buchhändler ab, indem er seine Handschrift demselben zum Drucke überläßt und ihm die Befugniß ertheilt, die Druckschrift zu veräussern;

3) durch den Ankauf eines Buches wird zwar das uneingeschränkte Eigenthum an dem erkauften Exemplar, nicht aber das Verlagsrecht erworben und der auf tausend und mehreren Abdrücken gleichförmig befindliche Inhalt kann nicht Eigenthum des Käufers werden; dieser kann also auch nicht nach Willkühr über denselben verfügen und ihn wider den Willen des rechtmäßigen Verlegers zu einem Abdrucke gebrauchen.

Die beiden ersten Sätze sind keinem Zweifel unterworfen, aber der dritte steht mit denselben in keinem Zusammenhange, welcher die daraus gezogene Schlußfolgerung begründen könnte.

Der Nachdrucker behauptet ganz und gar nicht, durch den Ankauf seines Exemplars das Verlagsrecht erworben zu haben, und bedarf auch dieser Behauptung nicht; er beruft sich lediglich auf das an seinem Exemplar erworbene uneingeschränkte Eigenthumsrecht, vermöge dessen er, nach dem allgemeinen Begriffe von Eigenthumsrecht, über sein Exemplar durch jede, nicht schon an sich rechtswidrige Handlung zu verfügen, mithin auch dasselbe zu vervielfältigen und die dadurch hervorgebrachten neuen Abdrücke zu veräussern befugt seye.

Auf den Inhalt des Buches maßt sich der Nachdrucker durchaus kein Eigenthumsrecht an, so wenig als derjenige, welcher durch den Verlagscontract von dem Verfasser des Buches die Handschrift erhalten hat, um Abdrücke davon zu machen und zu veräussern, Eigenthümer von dem Inhalte des Buches wird und werden kann.

Was ist der Inhalt eines Buches anderes, als die Reihe der darin ausgesprochenen Vorstellungen? Diese gehören, der Natur der Sache nach, nur demjenigen, welcher sie in solcher Verbindung gedacht hat, und zwar ausschliessend, so lange er sie nicht bekannt gemacht hat, nachher aber jedem, der sie durch seine Geistesthätigkeit in sich aufzunehmen weiß.

Will man nun jene Ursprünglichkeit der Bildung einer gewissen ... che eben den Inhalt des Buches ausmacht, in dem Kopfe des Schr... thum an dem Inhalte nennen, so ist es wenigstens ein solches Eig... Verfasser auf keinen andern übertragen und keiner ihm nehmen kan... selben auf gleiche Weise fortwährend verbleibt, es mögen von dem V... Nachdrucker noch so viele Exemplare abgedruckt und veräussert werden.

Nur an dem Buche, als körperlichen Kunstproduct, d. h. an ... Handschrift und den davon gemachten Abschriften oder Abdrücken, nich... Inhalte des Buches, ist ein äusseres Eigenthum im wahren rechtlich... solches, welches ein Gegenstand des Verkehrs seyn kann, möglich.

Dieses Eigenthum steht bei einer Druckschrift dem Verleger an de... und dem Nachdrucker an der von ihm veranstalteten auf gleiche Weise... Grunde, beiden als Producenten, zu. Beide befinden sich auch in so fer... daß jeder erst ein Eigenthum erwerben muß, um sich durch den Ge... neues zu schaffen; der Verleger, wenn er nicht der Verfasser selbst is... die Handschrift, der Nachdrucker muß ein Exemplar der Druckschrift e... die Erwerbung von dem einen oder dem andern geschehen; so bleibt kei... übrig, warum solche nicht eben dieselbe Wirkung des unbeschränkten ... über das Erworbene bei dem Einen, wie bei dem Andern, hervorbri...

Man räumt ein, daß der rechtmäsige Erwerber eines Druck-Exemplar... unbestritten zustehenden Eigenthums daran, dasselbe zerstören, veräusse... sonst auf eine beliebige Art verwenden könne; nur allein Abdrücke mache... äussern soll er nicht dürfen. Worin liegt nun der Unterschied zwischen ... da man doch sonst nicht in Abrede zieht, daß die Producte aus meinem ... wieder mein Eigenthum sind, und also auch von mir, wie jede andere ... ist, verkauft werden dürfen? Offenbar nirgend anders, als darin, daß dur... ten Operationen der Gewinn des Verlegers nicht vermindert werden ... durch den Verkauf der Abdrücke, welche von dem erkauften Exemplar ... Allein der ganze Rechtsbegriff würde aufgehoben, wenn man die Rechtmä... rechtlichkeit einer Handlung von dem daraus entstehenden Vortheil oder N... Dritten abhängig machen und den Grundsatz: qui jure utitur suo, ne... riam, nicht mehr anerkennen wollte.

Es ist zwar, um dem bisher gezeigten Widerspruche mit dem allgem... Begriffe des Eigenthumsrechts auszuweichen, auf verschiedene andere Wei...

eine natürliche Widerrechtlichkeit des Nachdruckes zu beweisen; allein die Versuche waren vergeblich und können, nach der Natur des Rechtsbegriffs, auch niemals gelingen.

Nichts desto weniger aber ist es keinem Zweifel unterworfen, daß der positiven Gesetzgebung überhaupt die Befugniß zusteht, in Ansehung gewisser, an sich nicht rechtswidriger Handlungen, den Gebrauch der natürlichen Freiheit aus Gründen der Sittlichkeit oder des überwiegenden allgemeinen Nutzens für die bürgerliche Gesellschaft zu beschränken. Hiernach kommt es auf die Frage an: ob moralische oder politische Gründe, wenn auch nicht für ein unbedingtes Verbot des Nachdruckes, doch für eine Beschränkung desselben vorhanden seyen?

Was den moralischen Gesichtspunct betrifft; so spricht sich von dieser Seite die öffentliche Stimme ziemlich allgemein gegen den Nachdruck aus, und es läßt sich auch hierin der Ausdruck eines richtigen sittlichen Gefühls nicht verkennen. Erwägt man, daß der Verleger nicht nur für Papier und Druck, sondern auch für die Erwerbung der Handschrift Kosten aufzuwenden hat, und daß, bei einer grossen Menge von Schriften, der Verlag eine gewagte Unternehmung ist, wobei auf Gewinn oder auch nur auf Kostenersatz nicht mit Sicherheit gerechnet werden kann; so erscheint es als unedel und unbillig, wenn ein Dritter, auf den Erfolg der Unternehmung lauernd, sobald sich dieser günstig zeigt, einen Nachdruck des Buches veranstaltet, wovon er die Exemplare, weil er nur die Kosten für Papier und Druck aufzuwenden und nichts zu wagen hatte, immer noch mit bedeutendem Gewinne, für einen solchen geringen Preis verkauft, daß der Verleger ausser Stand gesetzt ist, von der Original-Auflage einen mit seinem grössern Kostenaufwande und dem damit verknüpften Risico im Verhältnisse stehenden Vortheil zu ziehen. Betrachtet man nun noch den Bücherverlag als Gewerbe, so kommt noch insbesondere in Erwägung, daß, wenn dieses gedeihen soll, in dem Gelingen der einen Unternehmung, zugleich die Vergütung für andere, minder gelungene, oder weniger einträgliche, Unternehmungen gefunden werden muß.

Hierin liegt denn auch die Ursache des Schadens, welcher von einer uneingeschränkten Gestattung des Nachdruckes für den Flor des Buchhandels und damit zugleich für die Beförderung und Verbreitung der geistigen Cultur zu besorgen wäre.

Es wird nicht geläugnet werden, daß manches Werk, welches vielleicht für das Publikum von ausgezeichnetem Nutzen gewesen wäre, keinen Verleger finden würde, wenn der Verlagshandel sich auf solche Werke, bei denen wegen sicherer Aussicht auf schnellen Absatz nichts zu wagen wäre, beschränken müßte, aus Furcht, daß die Habsucht eines Nachdruckers den Vortheil der gelingenden Unternehmung an sich reissen und nur den Nachtheil der mißlingenden dem Verleger überlassen möchte. Besonders giebt es in den einzelnen Fächern der Wissenschaft Schriften, wodurch diese wirklich erweitert und bereichert wird, die aber nur für diejenigen, welche sich, durch Beruf oder Neigung bestimmt,

dem einzelnen Fache besonders widmen, verständlich und brauchbar sind.
haben zwar einen sichern, aber nur langsamen Absatz, und gewähren
darauf gemachten Kostenaufwand einen weit geringeren Vortheil, als
welche sich bloß darum einen schnellen und ausgebreiteten Absatz versp
sie den Geschmack des grossen Haufens an zeitverkürzender Leserei befri
nun aus jenen ernsten wissenschaftlichen Werken werden, wenn der Bu
darauf rechnen könnte, für den spätern und eben dadurch verringerte
von ihnen hoffen darf, eine angemessene Vergütung in dem erlaubten
Schriften zu finden, welche inen schnelleren Absatz haben, aber eben
sucht des Nachdruckers an sich ziehen? Die Folge hiervon würde kei
daß solche Werke entweder gar nicht erscheinen, oder nur zu sehr hoh
werden könnten, beides zu grossem Nachtheile für das Fortschreiten der

In diesen Betrachtungen liegen hinreichende Gründe, um das Einsch
Gesetzgebung zum Schutze der Verfasser und Verleger gegen den Nachdr

Aber, indem die Gesetzgebung den Gebrauch der natürlichen Freihe
Bücherverlags beschränkt, hat sie zugleich dafür Sorge zu tragen, daß
keit, welcher auf der einen Seite gesteuert wird, auf der andern um so
gewinne; sie hat daher dem Mißbrauche, welchen die Verleger von d
gewordenen Begünstigung machen könnten, mit gleicher Sorgfalt entgege
das Publikum gegen unbillige Steigerung der Bücherpreise zu schützen.

Es fragt sich nun, auf welche Weise dieser Zweck zu erreichen sey?
Bestimmung der Bücherpreise, oder durch angemessene Kürze des Zei
dessen der Nachdruck ausgeschlossen seyn soll?

Das erste Mittel ist nicht ausführbar. Die Preise der Bücher häng
und mannichfaltigen, nach Zeit und Umständen sehr veränderlichen Verh
ein allgemeines Regulativ darüber unvermeidlich zu den auffallendsten U
Unbilligkeiten führen und die Anordnung von Taxatoren für die einzeln
sehbare Weitläufigkeiten und Kosten zur Folge haben würde. Ob z.
eines Buches 2000 oder 500 Exemplare stark ist; ob der Ballen Papier
kostet; ob der Schriftsatz leicht oder schwierig ist; ob das Honorar für d
ler oder 10 und mehr Louisd'or beträgt; besonders auch ob die Aussicht
oder minder günstig ist — alle diese und noch manche andere Verhältn
Art, daß, je nachdem sie sich stellen, der festzusetzende Preis vielfach versc
Auch könnten auf diesem Wege leicht die Mißbräuche, welche die Industrie
ber ersinnt, um durch scheinbare Vermehrung der Masse den Lohn ihrer A

auch auf literarische Werke übergehen. In der That zeigt sich die Unangemessenheit einer allgemeinen Büchertaxe nach der Bogenzahl am meisten in der Rücksicht, daß unter dem Preise eines Buches auch das Honorar des Schriftstellers begriffen ist; würde nun der Preis nach der Bogenzahl, also nach dem körperlichen Umfange des Buches, gesetzlich bestimmt; so könnte es geschehen, daß die flache und geistlose Weitschweifigkeit höher belohnt würde, als die gehaltvolle Kürze, an der man den Meister erkennt.

Am sichersten wird der beabsichtigte Zweck durch das zweite Mittel erreicht. Es ist dieses Mittel, von Entstehung der Buchdruckerkunst an, in den deutschen Staaten angewendet worden, nur in Form eines Privilegiums gegen den Nachdruck, jedoch beschränkt auf eine bestimmte Zahl von Jahren.

Indessen äusserten die Privilegien, welche von den einzelnen Landesregierungen ertheilt wurden, nur innerhalb des Landes ihre Wirkung, und wenn jetzt nach Vorschrift der Bundesacte eine gleichförmige Verordnung gegen den Nachdruck zu Stande kommen soll; so kann dieses dadurch geschehen, daß an die Stelle jener blossen Privilegien, deren Gültigkeit auf das Gebiet der ertheilenden Regierung beschränkt war, ein in dem ganzen Umfange des deutschen Bundes geltendes Gesetz tritt, durch welches den Verlagshandlungen der ausschließliche Verkauf, innerhalb eines bestimmten Zeitraums, durch ein Strafverbot gesichert wird.

Damit aber hierbei das Interesse der Schriftsteller und Verleger sowohl als des übrigen Publikums gleich unparteiische Berücksichtigung geniesse, ist bei Bestimmung der Dauer jenes Monopols darauf zu sehen, daß der Verleger einerseits nach dem gewöhnlichen Gange des Buchhandels Zeit genug zu einem vortheilhaften Absatze übrig behält; andererseits aber auch, in Hinsicht auf den nicht zu weit entfernten Eintritt der freien Concurrenz, durch sein eigenes Interesse von übermäßiger Steigerung des Preises in der Zwischenzeit abgehalten wird, indem er der Gefahr überlassen wird, daß ein grosser Theil des Publikums das einstweilige Entlehnen des Buches dem frühern allzutheueren Ankauf vorziehen möchte.

Nur auf diese Weise kann es der Gesetzgebung gelingen, das Gedeihen des Buchhandels, welcher wegen seiner nahen Beziehung auf die wichtigsten Zwecke der Menschheit einer besondern Begünstigung von Seiten des Staates würdig ist, durch Sicherstellung eines billigen Gewinns zu befördern, ohne jedoch, zum Nachtheil jener Zwecke selbst, das Publikum der unbeschränkten Willkühr habsüchtiger Verleger Preis zu geben.

Aus allen diesen Gründen kann man nun diesseits dem von der Bundestags-Commission gemachten Vorschlage: den Nachdruck eines Buches die ganze Lebenszeit des Verfassers hindurch, und nach dessen Tode noch 15 oder 10 Jahre lang, allgemein zu verbieten, nicht beitreten, und vermag auch dem von der Commission gegen willkührliche Steigerung der

Bücherpreise vorgeschlagenen Mittel der Büchertaxation, deren Unzu
gethan worden, um so weniger die Zustimmung zu geben, als über
wie eine solche Preisregulirung zu Stande kommen könnte, weder in
richte, noch in dem Entwurfe der Verordnung die mindeste Andeutun
einfachste Maasregel, Schriftsteller und Verleger auf der einen, und
der andern Seite in dieser Angelegenheit zu frieden zu stellen, wird i
Zeitraums, innerhalb welchem der Nachdruck verboten ist, zu suche
bestimmen seyn, daß durch dessen Dauer ersteren mittelst des ausschließ
Werkes ein hinreichender Gewinn gesichert bleibt, dagegen aber letzteres i
die Beruhigung findet, es werde auch ein habsüchtiger Verleger sich eher s
mäsigen, als der Besorgniß bloß stellen, daß ein grosser Theil des Publik
einstweilen entbehren, als sich einer unbilligen Steigerung des Preises

Eine Zeitfrist von sechs Jahren, von Bekanntmachung eines B
scheint nach beiden Rücksichten angemessen zu seyn. Hat ein Buch
Preise binnen sechs Jahren keinen Absatz gefunden, so kann man mi
men, daß es nach Verfluß dieser Zeit keinen Nachdrucker in Versuchu
aber der Absatz so günstig, daß sich vom Nachdrucke noch Gewinn err
eine sechsjährige Zeit des ausschließlichen Verkaufs für hinreichend zu ac
leger einen solchen Vortheil zu verschaffen, bei welchem der Flor des B
drückung des Publikums bestehen kann.

Würde die Dauer des dem Verlage zu ertheilenden Monopols auf l
dehnt, so würde der willkührlichen Steigerung der Bücherpreise kein Dan
da nun der Verleger über die oben erwähnte Besorgniß beruhigt seyn kön
aber der Vorzug einer angemessenen Kürze des für die Ausschliessung
bestimmten Zeitraumes, daß hierdurch dasjenige, was durch unmittelbare
Gesetzgebung nicht zu erreichen ist, Herstellung billiger Bücherpreise, auf
vermittelst des eigenen Interesses der Verleger, bewirkt und auf diese A
hältniß durch den natürlichen Gang der Dinge von selbst herbeigeführt
ist aber um so weniger daran zu zweifeln, daß ein Zeitraum von sechs J
genügend seyn werde, da der Verleger den Nutzen des ausschließlichen V
bisher ein Privilegium oder Partikulargesetz nur für ein einzelnes Land
konnte, nun in dem ganzen Umfange des deutschen Bundes zu geniessen
selben der Vortheil, welchen er bisher gegen den Nachdrucker hatte, noch
die Nachdrücke eines Buches durch eine vermehrte und verbesserte Ausgabe
Werthe herabgesetzt werden können.

Ausserdem scheint zu der Unterscheidung, welche die Bundestags-Commission hinsichtlich der längern oder kürzern Dauer des angetragenen Monopols zwischen eigenem und fremdem Verlage macht, und wonach die Ausschliessung des Nachdruckes bei jenem länger dauern soll, als bei diesem, kein hinreichender Grund vorhanden zu seyn.

Ursprünglich hat der Verfasser eines Buches allein das Recht, die Handschrift, über welche, als sein Eigenthum, er ausschliessend verfügen kann, durch Abdrücke zu vervielfältigen und diese zu veräussern. Ob er nun sein Recht selbst oder durch einen Andern ausübt, kann keinen Unterschied machen; das abgetretene Recht ist kein anderes, als das ursprüngliche, und der Schriftsteller selbst kommt bei der Frage vom Nachdrucke nicht als solcher, sondern immer nur als Herausgeber, sey er dieses nun unmittelbar (als Selbstverleger) oder mittelbar (durch einen andern, den im engern Sinne so genannten Verleger) in Betracht. Auch läßt sich eine grössere gesetzliche Begünstigung derjenigen Schriftsteller, welche ihre Werke selbst verlegen, dadurch nicht begründen, daß der Selbstverlag, welcher ohnehin selten vorkommt, und noch seltener vortheilhaft für den Schriftsteller ist, immer mit Schwierigkeiten in Ansehung des Absatzes verbunden sey, und öfters durch den Zweck der Gemeinnützigkeit veranlaßt werde.

Für die Fälle, wo eine solche Veranlassung zum Selbstverlag eine Ausnahme zu dessen Gunsten rechtfertigen mag, dürfte es genügen, daß, nach dem eigenen Antrage der Commission (Artikel 14 des Entwurfs), auch künftig noch, auf dem Wege des Privilegiums, ein länger dauerndes ausschließliches Verlagsrecht von den einzelnen Regierungen, obgleich nur innerhalb ihres Staatsgebiets geltend, erlangt werden kann. Dagegen würde eine allgemeine gesetzliche Ausnahme zum Vortheile des Selbstverlags den Mißbrauch veranlassen, daß der Buchhändler die dem Schriftsteller für seine Person zugedachte Begünstigung unter dessen Namen sich zueignete.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daß, wenn für die Ausschliessung des Nachdruckes überhaupt eine gewisse Zahl von Jahren festgesetzt wird, nach dem Tode des Verlegers, dieser mag der Verfasser des Buches selbst oder ein anderer seyn, der noch übrige Theil des bestimmten Zeitraumes auf die Erben übergeht.

Aus diesen allgemeinen, die Grundlage des von der Commission vorgelegten Gesetzentwurfes betreffenden Gesichtspuncten, ergeben sich zu dessen einzelnen Artikeln folgende Bemerkungen:

Der

Artikel 1

geht zwar in so fern über die Worte der Bundesacte hinaus, als derselbe das Verbot der Vervielfältigung nicht auf Druckschriften beschränkt, sondern auch auf musikalische Werke,

Landcharten und topographische Zeichnungen erstreckt. Man findet jedoc
nung deßwegen kein Bedenken, da Kunstproducte der letztern Art ebens
des Verlagsrechtes sind und der Grund der besondern gesetzlichen Begü
Druckschriften geniessen sollen, im Wesentlichen bei ihnen auf gleiche W
auch die Preussische Gesetzgebung (A. L. R. I. 11. §. 997) übereinstimm

Dagegen erscheint der diesem Artikel beigefügte Nachsatz:

« Jeder Eingriff 2c. zu betrachten »

der Sache nicht angemessen, da eines Theils die angeblichen Eigenth
fasser und Verleger nichts weniger als einen klaren und unbestrittenen R
und es andern Theils nicht schicklich erscheint, in einem Gesetze für S
bisher der Nachdruck gestattet worden, ihn für einen Eingriff in die Eig
lich zu erklären.

Ausserdem würde aus jenem Satze noch folgen, daß nach Erschein
setzes nicht nur die Vollendung bloß angefangener Nachdrücke verwehrt,
fernere Veräusserung der bereits vorhandenen nicht mehr gestattet wer
letztere ist aber unzulässig, weil der Nachdrucker da, wo ihm kein beso
Privilegium entgegenstand, nicht rechtswidrig gehandelt, mithin an dem
Abdrucke ein gültiges Eigenthum erworben hat, auf welches das jetzt er
setz nicht zurückwirken kann.

Was aber die Vollendung eines bloß angefangenen Nachdruckes betriff
scheiden, ob es sich von einem, bei Emanirung des Gesetzes bereits vollen
ständig herausgekommenen Werke oder von einem solchen handelt, von
oder mehrere Bände erschienen, andere aber noch rückständig sind. Die V
dem Gesetze angefangenen Nachdruckes eines Werkes der ersten Art muß
der Verfasser oder Verleger die Begünstigung des neuen Gesetzes damal
sprechen hatte.

Anders verhält es sich mit der Fortsetzung des Nachdruckes eines a
Theil noch rückständigen Bänden bestehenden Werkes, diese kann, von dem
Gesetzes an, vor dem Ablauf des darin bestimmten Zeitraumes nicht meh
weil es nicht mehr geschehen könnte, ohne eine Handlung zu begehen, we
geltenden Gesetze rechtswidrig wäre, und es könnte sich auch der Nachdr
ihm hierdurch zugehenden Schaden berufen, weil er diese Veränderun
schon seit der Publication der Bundesacte hatte voraussehen können.

Indessen erscheint es nicht unzweckmäsig, eine ausdrückliche Bestimmung hierüber in das Gesetz aufzunehmen, um künftigen leicht möglichen Streitigkeiten vorzubeugen, und es könnte diese etwa in folgender Weise gefaßt werden:

«Unter diesem Verbote ist zwar nicht der fernere Verkauf der bisherigen Nachdrücke, «noch die Vollendung des angefangenen Nachdruckes eines bereits vollständig erschienenen «Werkes, wohl aber die Fortsetzung des Nachdruckes eines aus mehreren zum Theil «noch rückständigen Bänden bestehenden Werkes begriffen».

Diesem könnte noch ein weiterer Zusatz beigefügt werden, wodurch

während des bestimmten Zeitraumes auch die Ankündigung eines Nachdruckes, wenn gleich solcher erst nach Verfluß dieser Zeit erscheinen soll, für verboten erklärt würde.

Nebst dem ist hier auch die Frage in Erwägung zu ziehen, ob nämlich das Verbot des Nachdruckes sich nur auf die erste Ausgabe, oder auch auf die zweite und folgende erstrecken solle, und ob etwa hierbei ein Unterschied zu machen sey, zwischen einer unveränderten und einer vermehrten und verbesserten neuen Ausgabe? Eine neue Ausgabe von einem Buche, in Beziehung auf den Nachdruck, ist wie eine neu zu erscheinende Schrift zu betrachten und sie kann gleiche gesetzliche Begünstigung in Anspruch nehmen. Dadurch wird insbesondere das Interesse des Schriftstellers befördert, für welchen der Nachdruck hauptsächlich deßwegen nachtheilig ist, weil durch denselben das Bedürfniß einer neuen Ausgabe entfernt wird. Auch ist dabei nicht nöthig, zwischen unveränderten neuen Ausgaben und solchen, welche mit Zusätzen und Verbesserungen erscheinen, zu unterscheiden. Wird ein Buch ganz unverändert wieder aufgelegt; so kann dieß dem nach Verfluß des gesetzlichen Zeitraums rechtmäsig verfertigten Nachdrucke nicht schaden, weil, bei gleichem innerem Werthe des Buches, der wohlfeile Preis des Nachdruckes der ersten Auflage doch immer den Vorzug behalten wird, und nach Ablauf der gesetzlichen Frist das Wiederabdrucken dem Verleger, auch ohne Ankündigung einer neuen Ausgabe, eben so, wie jedem andern, frei steht. Erscheint hingegen eine neue, vermehrte und verbesserte Ausgabe, so wird zwar der Nachdrucker seine Exemplare von der früheren noch immer verkaufen dürfen, aber der, nun in Vergleichung mit der verbesserten Ausgabe geringere, innere Werth der früher nachgedruckten Exemplare wird dem Lohn, welchen der Schriftsteller für den neuen Aufwand von Kraft und Fleiß zu verlangen hat, keinen bedeutenden Abbruch thun können. Ohnehin würde man, wenn jener Unterschied angenommen werden sollte, entweder jeder, auch noch so geringen Veränderung des Inhalts, welche etwa nur das Umdrucken eines einzelnen Blattes erforderte, gleiches Recht, wie der bedeutendsten einräumen müssen, wodurch immerwährender Anlaß zu Vereitlung des zwischen veränderten und unveränderten Ausgaben unterscheidenden

Gesetzes gegeben würde: oder es müßte bestimmt werden, welche Veränd
zu achten sey, eine Bestimmung, welche für die Gesetzgebung schwer
der Anwendung auf streitige Fälle noch schwerer auszuführen wäre. E
dessen nicht; man kann ohne Bedenken allgemein festsetzen, daß jeder ne
Recht wiederum, wie der vorigen, zustehen solle, das Gleichgewicht zwi
und dem Lohn des neuen Herausgebers wird sich schon von selbst herst
natürliche Gang der Dinge mit sich bringt, daß die neue Ausgabe, geg
der bestimmten Frist veranstalteten Nachdruck der ersten Ausgabe, kei
geringen, oder einen bedeutenden Vorzug haben wird, je nachdem in jener
oder vieles verbessert ist. Es kann deßwegen in dem beabsichtigten Ge
dem Rechte neuer Ausgaben in Beziehung auf den Nachdruck nicht überg
es wäre deßhalb in dem ersten Artikel noch folgende Bestimmung aufzu

« Die zweite Ausgabe eines Buches genießt gleichen gesetzlichen Sch
« druck, wie die erste; jedoch unbeschadet des Rechts des nach Ab
« Zeitraums veranstalteten Nachdruckes der ersten Ausgabe. Ebenda
» weiteren Ausgaben im Verhältnisse zu den vorhergehenden ».

Die

Artikel 2 — 6,

welche die von der Commission angenommene Dauer des Monopols, mit
zwischen eigenem und fremdem Verlage, und die hierdurch wiederum noth
verschiedenen Bestimmungen enthalten, fallen von selbst hinweg, wenn ü
raum von sechs Jahren für die ausschließliche Veräusserung eines Buches a
Dieß wäre sodann gleich in dem ersten Artikel in folgender Weise auszudrück

« Jede Vervielfältigung der in den Staaten des deutschen Bundes e
« schriften, musikalischen Werke, Landcharten und topographischen Z
« den Druck, so wie durch die Kupferstecher, Formschneider, Steinsch
« eine andere ähnliche Kunst, ohne die Einwilligung ihrer Urheber
« von ihnen das Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Ve
« haben, ist sechs Jahre lang, von der Zeit an, da solche als ersch
« macht und verkauft werden, bei Strafe verboten ».

Mit der im

Artikel 7

enthaltenen Bestimmung ist man ganz einverstanden, da man es ebenfall
hält, die Anonymität nicht zu begünstigen.

Dagegen kann man die Aufnahme der im

enthaltenen Bestimmungen in das neue Gesetz in keiner Rücksicht angemessen erachten. Sie greifen in die Materie von den rechtlichen Verhältnissen zwischen dem Verfasser und dem Verleger ein, und gehen also weiter, als die im Artikel 18 der Bundesacte enthaltene Aufgabe mit sich bringt, welche nur auf die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck, nicht aber auf die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen einander sich erstreckt. Es kann dem Interesse der Unabhängigkeit und Selbstständigkeit der einzelnen Regierungen in den innern Angelegenheiten eines jeden Bundesstaates schwerlich zuträglich seyn, dasjenige, was in der Bundesacte nur in Ansehung eines einzelnen Punctes, des Nachdruckes, zu Abfassung einer gleichförmigen Verordnung ausgesetzt worden ist, nun auf die ganze wichtige Materie vom Verlagsrechte auszudehnen, wie in diesem Artikel gelegenheitlich, in Art. 15—19 aber ausdrücklich und ausführlich geschieht. Wie lange das einem Buchhändler von dem Schriftsteller übertragene Verlagsrecht dauere? Ob es sich nur auf die erste oder auch nur auf die zweite Auflage erstrecke? Ob sich ein Verleger gefallen lassen müsse, daß der Verfasser, noch ehe die erste Auflage vergriffen ist, eine neue in einem andern Verlage veranstalte, wenn nur dem ersten Verleger Entschädigung wegen der noch unverkauften Exemplare angeboten werde? Diese und viele andere Fragen, welche hier vorkommen können, sind in jedem einzelnen Falle zunächst aus dem Verlagscontract, und, wenn dieser keine hinreichende Auskunft giebt, aus den allgemeinen oder speciellen Gesetzen des um Rechtshülfe angerufenen Staates zu entscheiden.

Es ist aber auch zu Abfassung einer zweckmäßigen Verordnung gegen den Nachdruck nicht nöthig, auf die Verhältnisse zwischen dem Verfasser und Verleger zurückzugehen. Diese Verhältnisse, auf welche Art sie durch ausdrückliche Verabredung oder gesetzliche Vorschriften bestimmt seyn mögen, geben den Nachdruck, als die Handlung eines Dritten, welche gegen das Interesse jener beiden zugleich gerichtet ist, nicht an, und es würde dem Zwecke der Einfachheit, welche bei einer zu gleichförmiger Gültigkeit in allen Bundesstaaten bestimmten Verordnung doppelt wünschenswerth ist, entgegen seyn, wenn man dieselbe ohne Noth mit einem andern, an sich schwierigen Gegenstande der Gesetzgebung verwickeln und dadurch die Ausführung in manchen Fällen von weitläufigen und beschwerlichen Voruntersuchungen abhängig machen wollte.

Daß über die Herausgabe einer Sammlung der einzeln erschienenen Werke eines Schriftstellers etwas in dem neuen Gesetze bestimmt werde, ist keineswegs überflüssig, aber die angemessenste Bestimmung hierüber findet sich von selbst, wenn man dasjenige, was von einzelnen Druckschriften in Ansehung des Nachdruckes festgesetzt wird, auch auf die Herausgabe mehrerer in einer Sammlung anwendet, und zwar ohne Unterschied, ob die einzelnen Schriften in eben demselben Verlage, oder bei verschiedenen Verlegern erschienen sind. Hiernach

würde sich, übereinstimmend mit dem, was auch die Preussische Ge
(A. L. R. I. 11. §. 1024) verordnet, folgende Fassung für den 8. Artikel

« Innerhalb der oben Art. 1 bestimmten Zeit, darf niemand von e
« Werken eines Schriftstellers, ohne Einwilligung des Verfassers s
« legers, und, wenn sie nicht sämmtlich in eben demselben Verlage e
« verschiedenen einzelnen Verleger, eine Sammlung veranstalten ».

Auch dem zweiten Satze des Art. 8: « Eine Sammlung ꝛc. veranstal
mag man diesseits nicht beizustimmen. Die Commission beruft sich zwar
daß bei Schriften, die durch Beiträge Mehrerer entstanden sind, der Verle
Schriften selbst ein ausschliessendes Verlagsrecht haben könne. Allein,
wird ohne Angabe irgend eines Grundes aufgestellt, gewiß aber ist, daß
ausschliessenden Verlagsrechts an dem Inbegriff der Beiträge, sich, der Natur
nothwendig auf die einzelnen Beiträge selbst erstreckt. Die Richtigkeit d
von selbst hervor, wenn man in Betracht zieht, wie sehr das Interesse de
aus mehreren Beiträgen bestehenden Werkes darunter leiden könnte, wenn
ausgezeichnetsten Beiträge herausnehmen und solche, sobald nur deren Ver
hätten, in einer besondern Sammlung herausgeben dürfte. Offenbar n
besondere Sammlung für den Verleger der Hauptsammlung, d. h. des aus
trägen zusammen bestehenden Werkes, worin mit den bessern Aufsätzen zuglei
guten und weniger interessanten gekauft und bezahlt werden müssen, sehr n
Auch möchte sich der erwähnte Satz mit Art. 11 des Entwurfes nicht wohl
da, diesem zufolge, Auszüge eines Werkes, welche als besondere Schriften a
sollen, dem Nachdrucke gleich zu beurtheilen sind, und daher so wenig ohne
des Verlegers als des Verfassers von jenem Werke, vor Ablauf der gesetzlichen
werden dürften. Wenn nun jemand aus einem, durch Beiträge Mehrerer en
(z. B. aus einem Journal oder archivwissenschaftlichen Abhandlungen, au
sations-Lexicon und dergl.) die Beiträge eines oder mehrerer Mitarbeiter her
Sammlung derselben veranstaltet; was thut er anders, als daß er Auszüge
Form einer besondern Schrift herausgiebt?

Es erhellet hieraus, daß der Fall, welchen der zweite Satz des Art. 8
ders zu beurtheilen ist, als der vorige, und daß statt jenes Satzes vielmehr z

« Ein gleiches gilt auch von einer Sammlung solcher Arbeiten eines (
« sich in Schriften, die durch Beiträge Mehrerer entstanden sind, befi

Bei den

Artikeln 9—11

findet man nichts zu erinnern, als daß im Art. 11 einige Aenderung im Ausdrucke nöthig seyn möchte.

Der

Artikel 12

erscheint als ganz überflüssig, da der Abdruck des ganzen Textes schon an sich unter dem allgemeinen Begriffe des Nachdruckes enthalten und die abgesonderte Herausgabe von Auszügen bereits in dem vorhergehenden Artikel dem Nachdrucke gleichgesetzt ist.

Ausserdem könnte die Frage: ob die in dem Auszuge angebrachten Veränderungen für wesentlich zu halten seyen oder nicht? leicht zu beschwerlichen Streitigkeiten führen, welche durch das allgemeine Verbot, Auszüge aus dem Werke eines Andern besonders drucken zu lassen, abgeschnitten werden; so wie es sich auf der andern Seite für den Gesetzausleger von selbst versteht, daß, wenn es überhaupt innerhalb der bestimmten Zeit verboten ist, Auszüge aus dem Werke eines Andern besonders herauszugeben, das Weglassen oder Beifügen von Kupferstichen, Charten und dergleichen die Sache nicht ändern kann.

Dagegen scheint es nicht undienlich, statt dessen, was der Artikel 12 enthält, nach dem Vorgange des Preussischen Landrechts (§. 1023), ausdrücklich zu bestimmen, daß Anmerkungen zu dem Werke eines Andern, zwar in einer besondern Schrift, nicht aber während der gesetzlichen Dauer des ausschließlichen Verlagsrechts, mit dem Werke zugleich herausgegeben werden dürfen. Auch hier tritt der Grund ein, worauf die vorhergehenden Artikel beruhen, daß nämlich das Originalwerk dadurch entbehrlich gemacht werden könnte.

Gegen den Inhalt der

Artikel 13 u. 14

hat man nichts zu erinnern.

Dagegen wären die

Artikel 15—19

nach den Erinnerungen ganz hinwegzulassen, welche oben zum Artikel 8, gegen Einmischung gesetzlicher Bestimmungen über das zwischen dem Verfasser und Verleger bestehende Verlagsrecht, gemacht worden sind.

Die Commission hat es selbst in ihrem Berichte anerkannt, daß diese sämmtlichen Artikel eigentlich privatrechtliche Verhältnisse berühren, welche jeder einzelnen Gesetzgebung anheim gestellt werden können; nur war sie der Meinung, daß dieselben wegen genauer Verbindung mit dem Nachdrucke nicht hätten übergangen werden dürfen, weil auf einem andern Wege das

Bedürfniß gleichförmiger Bestimmungen schwerlich zu befriedigen seyn wü
wie schon oben angeführt wurde, zu Abfassung einer zweckmäßigen Verordnu
druck nicht nöthig, in die zur Gesetzgebung jedes einzelnen Staates gehörig
Verhältnissen zwischen Verfasser und Verleger überzugreifen.

Der

Artikel 20

fällt nach dem, was bereits über Regulirung einer Büchertaxe angeführt
hinweg.

Die in dem

Artikel 21

ausgesprochene Bestrafung des Nachdruckes, findet man diesseits zu hart. G
ein Nachdrucker auf dreifache Weise sehr empfindlich in Anspruch genomme
würde, im Falle einer bedeutenden Unternehmung, meistentheils für sich un
Grunde gerichtet werden.

Eine Geldstrafe, die bis auf 1000 Reichsthaler neben Confiscation d
des Nachdruckes gesetzt und womit Schadensersatz bis zum Verkaufspreise von
verbunden werden kann, ist, bei der Leichtigkeit der Entdeckung des Vergehe

Eine Strafe von 500 Fl. als Maximum, neben der Confiscation der ganzen
druckes, und die weitere Bestimmung, daß es dem rechtmäßigen Verleger frei
jenigen Exemplare, welche noch über die ihm zu seiner Entschädigung gebührend
wären, gegen Bezahlung des Werths von dem dazu verwendeten Papier und
Druckkosten zu übernehmen, oder, wenn er hiervon keinen Gebrauch machen wo
zu lassen, daß jene vorräthigen Exemplare nach Ablauf der sechs Verbotsjah
des Fiscus öffentlich verkauft würden, würde dem Zwecke des Gesetzes vollko

Es wäre demnach folgende Fassung für diesen Artikel in Vorschlag zu bri

«Der Nachdruck wird mit Confiscation der nachgedruckten Exem
einer Geldbuße von 25 — 500 Fl. bestraft werden.

«Von den confiscirten Exemplaren werden 500 dem Verleger zu
gung überlassen. In so weit diese Anzahl nicht mehr vorhanden ist, hat
den Werth, nach dem Verkaufspreise, aus seinem Vermögen zu erset

«Der Verleger hat das Recht, die confiscirten übrigen Exempla
lung des Werths von dem dazu verwendeten Papier und des Anschla
kosten zu übernehmen; will er aber davon keinen Gebrauch machen,
Exemplare, nach Verfluß der gesetzlichen sechs Jahre, zum Vortheil de
Meistbietenden verkauft werden».

Mit der im vorhergehenden Artikel angetragenen Herabsetzung der Geldstrafen, wird sich auch die nach

Artikel 22

für den Verkauf des Nachdruckes festgesetzte Geldstrafe verhältnißmäßig vermindern müssen.

Statt des Ausdruckes: « der Verkauf nachgedruckter Werke », würde zu setzen seyn: « der Handel mit nachgedruckten Werken », um möglicher Mißdeutung zu begegnen, als ob auch einem Privaten, im Gegensatze des Buchhändlers, das Verkaufen eines einzelnen Nachdruckes verboten wäre.

Bei dem

Artikel 23

findet man nichts zu erinnern, als daß es nicht undienlich seyn möchte, die Gradation in Bestrafung des wiederhohlten Vergehens bestimmter (etwa durch die Worte: mit zeitlicher und, bei fernerem Rückfall, mit beständiger Untersagung rc.) auszudrücken.

§. 14.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(1. Sitz. §. 2. d. J.)

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft konnte früher nur ermächtigt seyn, auf eine vorläufige dankbare Anerkennung der geschehenen Mittheilungen anzutragen, weil ihr höchster Hof über den Umfang dieser Mittheilungen nicht zum voraus unterrichtet gewesen und sich daher die Instruirung der Gesandtschaft, zum Behufe der Beantwortung einer an den Bund, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht, gerichteten Eröffnung, nothwendig hatte vorbehalten müssen.

Nachdem jedoch die Gesandtschaft jene Mittheilungen seit der vorigen Sitzung eingesendet hat, ist sie nunmehr instruirt, zu erklären, daß man diesseits der Königlich-Baierischen Erklärung vollkommen beistimme.

§. 15.

Vorschlag zu einer allgemeinen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten.

(3. Sitz. §. 35 d. J.)

Großherzogthum Hessen. Der Großherzogliche Herr Bundestagsgesandte eröffnet, mit Bezug auf die in der 28. Sitzung vom Jahre 1819 (§. 171) zu Protokoll

An einer von diesem Gesichtspuncte sich entfernenden Beschlußnahme, kann mithin die Gesandtschaft keinen Antheil nehmen.

Kurhessen. Auf die, von Oesterreichischer und Preussischer Seite geschehene, directe Mittheilung der Circular-Depesche vom 14. December 1822, haben Seine Königliche Hoheit der Kurfürst schon früher Ihre Uebereinstimmung mit den darin ausgesprochenen weisen und erhaltenden Grundsätzen erklärt, und diesemnach mich angewiesen, hinsichtlich der Erwiederung der dem Deutschen Bunde gemachten Mittheilung, dem Königlich-Baierischen Antrage mich anzuschliessen.

Präsidium: wolle in der nächsten Sitzung den Entwurf Beschlusses und der Erwiederung an die Cabinete von Oesterreich und Preussen, dann an den Kaiserlich-Russischen Herrn Gesandten Freiherrn von Anstett, vorlegen.

§. 18.

Vertrag zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthume Sachsen-Gotha und Altenburg, die Vertretung des Sachsen-Gothaischen Cavalerie- und Artillerie-Contingents durch das Königreich Sachsen betr.

(30. Sitz. §. 229 v. J. 1821.)

Oesterreich. In Betreff des in der 7. Bundestags-Sitzung vom 22. Febr. 1821 in Anregung gekommenen Antrags, daß von Seite des Bundes die Garantie eines am 7. Januar desselben Jahres zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthume Sachsen-Gotha und Altenburg abgeschlossenen Vertrags, über die Vertretung des Sachsen-Gothaischen Cavalerie- und Artillerie-Contingents, übernommen werden möge, findet der Kaiserlich-Königliche Hof keinen Anstand, den bereits vorliegenden Abstimmungen beizutreten und sich daher für die Uebernahme dieser Garantie zu erklären.

§. 19.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(1. Sitz. §. 3 d. J.)

Preussen. Die Königlich-Preussische Regierung ist bei Beurtheilung des erfolgten Gutachtens von der Ansicht ausgegangen, daß die baldige Erledigung der so lange schon anhängig gewesenen Sache, mittelst nunmehriger Berücksichtigung der alten Rückstände, dringend zu wünschen sey, demnach, und da auf dem Wege früherer Erörterung ein baldiges Ende schwer abzusehen sey, wohl bei jeder Bundesregierung eine Geneigtheit, auf die jetzt gemachten Vorschläge einzugehen, vorausgesetzt werden könne; so wie eine solche Geneigtheit bei der Königlich-Preussischen Regierung im Wesentlichen statt findet.

Dritte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der zweiten Sitzung Anwesenden.

§. 17.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(2. Sitz. §. 14 b. 3.)

Würtemberg. Die Gesandtschaft ist, in Uebereinstimmung mit der von ihr in der Sitzung vom 6. dieses Monats abgegebenen Erklärung, ermächtigt, nicht nur jeder Beschlußnahme beizutreten, sondern ausdrücklich auf eine solche anzutragen, wodurch von Seiten der Bundesversammlung, als Organ des Bundes, der lebhafteste Dank für die geschehene wichtige Mittheilung ausgedrückt und zugleich die vollständigste Anerkennung der auf Erhaltung und Befestigung der Ruhe, der Ordnung und der Sicherheit in Europa gerichteten Absichten der hohen Monarchen Oesterreichs, Preussens und Rußlands erklärt werde — Absichten, deren Reinheit und Offenheit, in dem öffentlichen Bekenntnisse zu einem Systeme, das eben sowohl auf die Unabhängigkeit und Stärke der Regierungen, als auf die wohlverstandenen Interessen der Völker und auf die Erhaltung des durch die Tractate gesicherten Zustandes gebaut ist, auf die überzeugendste Weise sich darlege.

Hierauf aber haben sich, nach der Ueberzeugung ihres allerhöchsten Hofes, die von der Bundesversammlung zu machenden Erwiederungen auf die vorliegenden Mittheilungen der Resultate einer Verhandlung, deren nähere Kenntniß ihr abgeht, um so gewisser zu beschränken, als einerseits von der Mehrheit eine förmliche Berathung des Inhalts jener Mittheilungen, im Zwecke einer, Namens des Bundes, darauf zu ertheilenden Rückäusserung, nicht beliebt worden ist, und andererseits die in den Zwecken des Bundes begründete Stellung desselben zu allen auswärtigen Mächten es der Bundesversammlung, unter den angeführten Umständen, besonders zur Pflicht zu machen scheint, bei dem bezeichneten Gesichtspuncte stehen zu bleiben.

An einer von diesem Gesichtspuncte sich entfernenden Beschlußnahm
Gesandtschaft keinen Antheil nehmen.

Kurhessen. Auf die, von Oesterreichischer und Preussischer Seit
Mittheilung der Circular-Depesche vom 14. December 1822, haben Sein
der Kurfürst schon früher Ihre Uebereinstimmung mit den darin aus
und erhaltenden Grundsätzen erklärt, und diesemnach mich angewiesen,
wiederung der dem Deutschen Bunde gemachten Mittheilung, dem K
Antrage mich anzuschliessen.

Präsidium: wolle in der nächsten Sitzung den Entwurf Beschl
wiederung an die Cabinete von Oesterreich und Preussen, dann an den K
Herrn Gesandten Freiherrn von Anstett, vorlegen.

§. 18.

Vertrag zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Herz
sen-Gotha und Altenburg, die Vertretung des S
schen Cavalerie- und Artillerie-Contingents durch
Sachsen betr.

(30. Sitz. §. 229 v. J. 1821.)

Oesterreich. In Betreff des in der 7. Bundestags-Sitzung von
in Anregung gekommenen Antrags, daß von Seite des Bundes die G
7. Januar desselben Jahres zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Her
Gotha und Altenburg abgeschlossenen Vertrags, über die Vertretung des S
Cavalerie- und Artillerie-Contingents, übernommen werden möge, find
Königliche Hof keinen Anstand, den bereits vorliegenden Abstimmungen
sich daher für die Uebernahme dieser Garantie zu erklären.

§. 19.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormalige
und Reichskammergerichte gehörigen Personen betre

(1. Sitz. §. 3 d. J.)

Preussen. Die Königlich-Preussische Regierung ist bei Beurtheil
Gutachtens von der Ansicht ausgegangen, daß die baldige Erledigung d
anhängig gewesenen Sache, mittelst nunmehriger Berücksichtigung der
dringend zu wünschen sey, demnach, und da auf dem Wege früherer E
diges Ende schwer abzusehen sey, wohl bei jeder Bundesregierung eine
die jetzt gemachten Vorschläge einzugehen, vorausgesetzt werden könne;
Geneigtheit bei der Königlich-Preussischen Regierung im Wesentlichen sta

Wenn nun, in Anwendung dieser Ansicht, zunächst das Maas der zu übernehmenden Verbindlichkeit erörtert wird; so bestimmt dasselbe, nach Inhalt des Gutachtens, sich grösser oder geringer, je nachdem eine Verpflichtung, die Kammergerichts-Procuratoren, Advocaten und andere zur vierten Classe gehörige Individuen für die Zeit von 1806 bis 1817 zu pensioniren, anerkannt wird oder nicht. Daß eine solche Verpflichtung (eine Verpflichtung im eigentlichen und gewöhnlichen Sinne) statt finde, wird diesseits nicht eingeräumt, und es wird eben um deßwillen auch der Rechtsgrund der von dem Grafen von Reigersberg angebrachten Nachforderung allerdings bestritten.

Es kann nun zwar kein dermaliges Geschäft der Bundestagsgesandtschaft seyn, den rückwirkenden Einfluß zu prüfen, welchen die Erklärungen anderer Bundesregierungen auf die diesseitige, von jener allgemeinen Voraussetzung ausgehende Geneigtheit, im näher eingesehenen und überschauten Zusammenhange, demnächst äussern könnten. Die Gesandtschaft ist jedoch jedenfalls autorisirt zu erklären:

> daß, wenn die übrigen Bundesstaaten, ohne eine Verpflichtung jener Art anzuerkennen, der bemerkten Classe des vormaligen Personals die geforderten Rückstände aus Rücksichten der Milde und Billigkeit zu bewilligen und deren Vertheilung, als einer gemeinsamen Last, nach der jetzigen Bundesmatrikel zu beschliessen geneigt seyn sollten, auch Preussen sich einer solchen Mitwirkung nicht entziehen werde.

In Gemäßheit dieser Erklärung, wie der derselben zum Grunde liegenden Hauptansicht, würde nun zwar die diesseitige Regierung es auch ihrerseits für keinen näher zu begründenden Vorschlag erkennen, daß dasjenige, was bis dahin an den Grafen von Reigersberg von einzelnen Bundesregierungen nicht gezahlt worden, jetzt zur Vertheilung auf sämmtliche Regierungen gebracht würde. Ob aber diejenigen Regierungen, welche die Zahlung gemacht haben, ihrerseits sich verpflichtet geglaubt haben, steht nicht zur Untersuchung, eben so wenig aber auch zur Berücksichtigung anderer Regierungen, so lange die Verpflichtung nicht allgemein gültig dargethan worden. Fänden daher Bundesregierungen, die bis dahin nicht gezahlt haben, zu der Nachfolge sich nicht etwa aus anderen Gründen gleichfalls bewogen; so würde die Zahlung ihres Beitrages, in Folge derselben Ansicht und desselben Zusammenhanges, gar nicht erfolgen, nach welchem eine wirklich vorliegende Verpflichtung zu Uebernahme der ganzen Rückstände-Classe an und für sich, als im eigentlichen Sinne ermangelnd, angeführtermaßen gleichfalls nicht bewegen kann.

Indem daher die diesseitige Bundestagsgesandtschaft die Unzulässigkeit einer solchen Rückvertheilung des Nichtgezahlten auf sämmtliche Regierungen, nach der Königlich-Baieri-

scher Seits erfolgten Bemerkung, unbedenklich einräumt, ist sie doch anl
verholen zu eröffnen gemüssigt, daß diesseits die an die Stelle gese|
aus denjenigen Gründen und in demselben Zusammenhange, wie die
Königlich-Baierischen Bundestagsgesandtschaft ihn angi
billigt oder getheilt werden könnte.

Diejenigen Regierungen, welche den mehrbemerkten Beitrag bis l
haben, sind eben so wenig «Säumige», die durch irgend eine Ma
sind, in dieser Beziehung, als sie säumig sind oder heissen können, we
bewandniß Anstand nehmen, die ganze betreffende Classe zu befriedigen.
nach diesseitiger beharrlicher Ansicht, weder in der allgemeinen noch be
Beziehung, bis dahin etwas «obgelegen», und es wird auch ferner in
einer obliegenden Leistung nichts dieser Art zu bringen seyn. Die
muß eben so wohl für freiwillig gehalten werden, als di
der Classe überhaupt dafür zu erkennen ist.

In so fern daher die mehrbemerkte Erklärung, nach Inhalt und Ausdr
auf Beschlüsse und Einrichtungen enthält, durch welche die Königlich-Pre
genöthigt werden sollte, eine Verpflichtung anzuerkennen, die sie be
rede stellt, sieht die diesseitige Bundestagsgesandtschaft sich zu erklären ge
mit in keiner Art derjenige alleinige Zusammenhang angedeutet oder ei
den kann, nach welchem die Königlich-Preussische Regierung (ohne Zweifel
andern Regierungen, die früher und bis dahin dieselbe Ansicht getheilt und
geben haben) sich vielleicht schließlich noch bereit finden lassen k
zusammentreffender freier Geneigtheit, die vierte Classe nebst der
falls zu befriedigen, somit auch die Nachzahlung an den Grafen von
übernehmen.

Je unzögerlicher die Königlich-Preussische Regierung anerkannter V
Zeit zu folgen gewohnt ist, um so bestimmter findet sich dieselbe auch stets
veranlaßt, bei in Antrag kommenden Leistungen die vorhandenen Anforder
ihrer verschiedenen Bewandniß klar und bestimmt ausgesprochen
nur auf diese Weise unangenehmen Verwickelungen der Gegenstände selbst
den kann.

Ob nun übrigens wegen Befriedigung der Ansprüche vierter Classe
treffende Geneigtheit, mit der davon abhangenden Folge für die Nachzahlun
eintreten werde, hängt von den zu erwartenden Erklärungen ab, und wir

Preussische Regierung demnach ihren Endbeschluß in der Sache selbst dem gemäß nachfolgend bestimmen.

Wenn aber auf diese Weise, so wie in andern wesentlichen Beziehungen, sodann festgestellt seyn wird, welche Summe zu Erreichung des Zweckes noch aufzubringen ist, wird die diesseitige Regierung den von der Commission geschehenen Vorschlag sehr annehmbar und practisch finden, daß die Vertheilung und Uebernahme, wie in vorbemerktem einzelnen Anwendungsfalle, auch überhaupt nach der dermaligen Matrikel erfolge, indem jede andere Art der Vertheilung zu sehr weitläufigen Erörterungen führen würde, über welche eine baldige Vereinigung schwerlich irgend zu erwarten seyn dürfte.

Auch, ausser den jetzt bemerkten Hauptberücksichtigungen bei dem erfolgten Gutachten, sind der Königlich-Preussischen Regierung die das nähere Detail betreffenden Vorschläge im Ganzen zweckmäsig erschienen. Um jedoch darauf näher einzugehen, scheinen jene stattfindende Hauptberücksichtigungen zuvörderst der Entscheidung einigermaßen angenähert werden zu müssen, da, ohne Uebereinstimmung in den wesentlichsten Gesichtspuncten, nur eine unfruchtbare Verwickelung derselben mit dem Detail des Gegenstandes eintreten würde.

§. 20.

Gesuch des Grafen von Marschall, vormaligen Großherzoglich-Frankfurtischen Gesandten am Kaiserlich-Königlichen Hofe, Pension betr.

(16. Sitz. §. 133 v. J.)

Baiern. Auf die in der 16. Sitzung des vergangenen Jahres (§. 133 des Protokolls) zum Vortrage gekommene Reclamation des vormals Großherzoglich-Frankfurtischen Gesandten, Grafen von Marschall, wegen Pensionserhöhung, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte zu erklären beauftragt:

> daß Seine Königliche Majestät von Baiern bei den angeführten Umständen allerdings geneigt sind, die Pension des Grafen von Marschall mit sechs tausend Gulden unter die Centrallasten des ehemaligen Großherzogthums aufnehmen zu lassen; jedoch erwarten, daß der hieran Baiern treffende Antheil bei dem bedeutenden Guthaben desselben, wegen bereits zuviel übernommener Staatsdiener und Pensionisten, von Seite der übrigen hohen Theilhaber an dem ehemaligen Großherzogthume Frankfurt, auf die der Krone Baiern zukommende Vergütungssumme werde übernommen werden.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission verwiesen.

§. 21.

Militärverhältnisse des Deutschen Bundes, Standes- und Diensttabelle der 1. Division des 9. Arr

(1. Sitz. §. 11, u. Sep. Prot. v. 21. Mai u. 15. Juni 1822.)

Königreich Sachsen. Der Herr Gesandte überreicht die Stande
Division des neunten Armeecorps vom 1. Januar 1823, aus welcher sich
Königlich-Sächsische Bundescontingent nach seinen verschiedenen Bestandth
Beschaffenheit sey, welche sowohl die Bundesgesetze, als die mit andern S
Vertretungsverträge erfordern.

Hierauf wurde

beschlossen:

diese Standestabelle der Militärcommission zuzustellen.

§. 22.

Beschwerdesache der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger unt Partial-Obligationen lit D, die Zahlung der rückstä und verfallenen Capitalien betreffend.

(25. Sitz. §. 196 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, He
merstein, übergiebt ein Schreiben des Königlichen Oberappellationsgeric
Austrägalinstanz in eben erwähnter Beschwerdesache, d. d. Celle den 4. Febr
dasselbe nachweiset, daß es sich ausser Stande befunden habe, der in den
tagsbeschlusse vom 16. Juni 1817, Artikel III, Num. 8, enthaltenen Vors
leisten und den Rechtsstreit binnen Jahresfrist zu beendigen. Nachden
wähntem Schreiben den Gang der bisherigen Verhandlungen näher angab,
appellationsgericht zugleich vor, daß der Zeitpunct der Beendigung dieser S
einiger Wahrscheinlichkeit noch nicht vorausgesehen werden könne, indem
das Recht zu interveniren, folglich auch durch Contumacial-Anträge den Fo
zu befördern, habe abgesprochen werden müssen.

Der besonders weitläufige Umfang der Sache, deren Erörterung aus r
Verhandlungen und vorübergegangenen Verhältnissen hergenommen werden m
durch die von der Krone Baiern hinzugefügte Reconvention noch bedeut
biete beiden Theilen einen gegründeten Anspruch auf Gestattung geräum
dann trete der Umstand hinzu, daß, nach dem hier in Anwendung zu bri
verfahren, das Oberappellationsgericht sich nicht für ermächtigt halte, gege

tenden Theile praejudicia in Vollziehung zu setzen, und in contumaciam gegen denselben zu verfahren, wenn nicht der andere streitende Theil besonders darauf antrage.

Beide Theile, die Königlich-Baierische und Großherzoglich-Badische Gesandtschaft, fanden hierauf nichts zu erinnern, daher

Beschluß:

1) daß die von dem Königlich-Hannöverischen Oberappellationsgerichte zu Celle, als Austrägalinstanz, ausgeführten Gründe für hinreichend angenommen werden und der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein, zu ersuchen sey, solches zur Kenntniß des erwähnten Oberappellationsgerichts zu bringen;

2) wäre dieser Gegenstand an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission abzugeben, um darauf bei ihren Arbeiten Rücksicht zu nehmen.

§. 23.

Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischen Landestheile.

(3. Sitz. §. 34 v. J.)

Kurhessen. In der 14. Sitzung des Jahres 1821, wurde, aus Anlaß mehrerer Reclamationen vormaliger Mainzischer Stiftsgeistlichen und Gläubiger, beschlossen, die betheiligten Regierungen zu ersuchen, dem bestehenden Ausschusse durch Bevollmächtigte die erforderlichen Aufklärungen und ihre Aeusserungen über diese Gegenstände abgeben zu lassen, damit eine gütliche oder rechtliche Erledigung erfolgen könne.

Unter den Betheiligten ist zwar Kurhessen nicht benannt, indessen ist keinem Zweifel unterworfen, daß es wegen des Besitzes des Oberamts Amöneburg und mehrerer Stiftsgüter und Gefälle dazu gehöre. Daher haben Seine Königliche Hoheit der Kurfürst, bereit, zur Auseinandersetzung dieser verwickelten Angelegenheit mitzuwirken, mich mit der Wahrung Ihres Interesses zu beauftragen und zu diesem Ende mit einer Special-Vollmacht versehen zu lassen, geruhet.

§. 24.

Gesuch des Servatius Götz, Schaffners des aufgelösten Klosters Weissenfrauen zu Mainz, Pension betr.

(24. Sitz. §. 191 v. J.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, hält Vortrag über das Sustentationsgesuch des Servatius Götz, als vormaligen Schaffners des Weissenfrauenklosters zu Mainz, auf den Grund des hierüber bereits in der 16. Sitzung vom 13. Mai vorigen Jahres gehaltenen umständlichen Vortrags und darauf gefaßten Be-

schlusses (§. 124 des Protokolls), so wie der in dessen Verfolg von der Herzoglich-Nassauischen und Großherzoglich-Hessischen Regierung in der 18. und 24. Sitzung (§. 154 und 191) abgegebenen Erklärungen.

Der Herr Referent ertheilt folgendes Gutachten:

Der Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803, §. 76, gesteht den Geistlichen und Dienern der Körperschaften, welche auf der linken Rheinseite aufgehoben wurden, jedoch noch Güter auf der rechten Rheinseite besaßen, nur in zwei Fällen einen Anspruch auf lebenslängliche Sustentation zu, nämlich:

wenn jene Individuen, als auf der rechten Rheinseite gebohren, von der Französischen Regierung ohne Pension zum Unterhalte auf diese Rheinseite gewiesen worden waren, oder

wenn selbige, der auf der rechten Rheinseite zu erhebenden Einkünfte und ihrer Administration wegen, um davon ihren Unterhalt zu ziehen, schon während des Kriegs auf dieser Rheinseite ihre Wohnungen genommen, auch diese Einkünfte bisher wirklich genossen hatten.

Ob nun schon das Weissenfrauenkloster zu Mainz eine solche Körperschaft war, welche auf der linken Rheinseite aufgehoben wurde, und auf der rechten Eigenthum besaß, auch Götz dessen Diener war und durch dessen Aufhebung seine Stelle verlor, so paßt doch auf ihn keiner der obigen beiden Fälle, welche einen Sustentationsanspruch bedingen, denn er ist, nach der von der Herzoglich-Nassauischen Regierung geschehenen Eröffnung, auf der linken Rheinseite gebohren, und hat daselbst seinen Aufenthalt behalten.

In dieser Hinsicht wird dahin angetragen, den Servatius Götz in Mainz mit seinen bei der hohen Bundesversammlung seit dem Jahre 1819 wiederholt angebrachten Gesuchen, daß ihm, als vormaligen Schaffner des aufgehobenen Weissenfrauenklosters daselbst, wie er anfangs gebeten hat, zu Fortzahlung seines Gehalts, und, wie er nachher gebeten, zu einer Pension verholfen werden möge, definitiv abzuweisen.

In dessen Genehmigung, wird

beschlossen:

den Servatius Götz zu Mainz mit seinen Sustentationsgesuchen, wegen der vorhin von ihm begleiteten Function eines Schaffners des Weissenfrauenklosters daselbst, nunmehr definitiv abzuweisen.

Folgen die Unterschriften.

Vierte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 24. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der dritten Sitzung Anwesenden.

§. 25.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(3. Sitz. §. 17 d. J.)

Hannover. Durch ausdrückliche Befehle beauftragt, die Ansichten des Königlich-Hannöverischen Hofes über die in Verona gefaßten Beschlüsse als mit denen der allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Rußland und Preussen übereinstimmend zu äussern; findet sich die Gesandtschaft bevollmächtigt, ihre bereits im Protokolle der 1. Sitzung enthaltene Beistimmung nunmehr auch, als seitdem erhaltenen besonderen Instructionen gemäß, zu erklären.

Präsidium: wolle, in Folge seines Vorbehaltes in der letzten Sitzung (§. 17), den Entwurf Beschlusses zur Genehmigung vorlegen:

> Daß der Deutsche Bund den allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland, für die Ihm, als Europäischen Macht, mittelst der CircularDepesche, d. d. Verona vom 14. December 1822, zugekommene Eröffnung der Resultate des Congresses zu Verona, verbindlichst danke;
>
> daß Derselbe Allerhöchstihnen Seine vollkommenste Uebereinstimmung mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen, welche in dieser CircularDepesche ausgesprochen worden sind, versichere,
>
> und
>
> daß der Stellvertreter des Kaiserlich-Oesterreichischen präsidirenden Gesandten der Bundesversammlung obige Aeusserungen, im Namen und Auftrage des Bundes, in einer angemessenen Beantwortung der eingegangenen Communicationen auszudrücken habe.

Oesterreich: erklärte sich damit einverstanden.

Preussen: deßgleichen.

Baiern: deßgleichen.

Königreich Sachsen: deßgleichen.

Hannover: deßgleichen.

Würtemberg. Wenn sich auch der Königliche Gesandte, nach de
lichen Theile der vorigen Sitzungen von einer der Gesandtschaften der Kö
Abstimmung gegebenen und von keiner Seite widersprochenen Deutung
für ermächtigt halten dürfen, dem proponirten Beschlusse beizutreten; s
diese Ermächtigung in dem Augenblicke, in welchem, während der letzten
sprechung, von einer andern Gesandtschaft, jener Abstimmung eine ganz e
ebenfalls von keiner Seite widersprochene Deutung gegeben wurde, hinw

Unter diesen Umständen kann der Königliche Gesandte, so sehr er
hätte — wie sehr er es gewünscht, geht aus dessen Vorschlage zu einer
schlusses sattsam hervor — dennoch, und zwar aus Gründen, welche die
3. Sitzung gelegte Erklärung Seiner Königlichen Majestät andeutet, an
liegenden wichtigen Angelegenheit zu fassenden Beschlusse keinen Theil n

Baden: vollkommen einverstanden mit dem Entwurfe.

Kurhessen: deßgleichen.

Großherzogthum Hessen: deßgleichen.

Holstein und Lauenburg: deßgleichen.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg.
und in Folge meiner im Namen meines Königl. Herrn, in Allerhöchs
als Deutscher Bundesfürst, jüngst geäusserten Ansicht, für das Großh
burg nunmehr auch dem gegenwärtigen, auf den Grund und in dem Si
Baierischen Erklärung entworfenen Präsidialantrage willig beitrete, erl
hier zugleich mein aufrichtiges Bedauern an den Tag zu legen: daß es
sammlung nicht hat gelingen wollen, sich über eine solche Fassung dessel
mittelst welcher selbst jeder Schein von Divergenz in den Meinungen
und wodurch in der, von allen Seiten gezollten, dankbaren Anerkennun
der unzweideutigen wohlwollenden Absichten und Gesinnungen der grosse
uns von Ihnen gewordenen förmlichen Mittheilung Ihrer, zur Erhalt
der allgemeinen Ruhe aufgestellten, erhabenen Grundsätze, die, unter al
so wünschenswerthe Unanimität zu erreichen gewesen wäre.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser: treten dieser Erklärung bei.

Braunschweig und Nassau: ist mit dem Entwurfe Beschlusses vollkommen einverstanden.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: ebenfalls.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: deßgleichen.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: deßgleichen.

Die freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg: deßgleichen.

Es ergab sich sonach durch Stimmenmehrheit der

Beschluß:

Daß der Deutsche Bund den allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland, für die Ihm, als Europäischen Macht, mittelst der CircularDepesche, d. d. Verona vom 14. December 1822, zugekommene Eröffnung der Resultate des Congresses zu Verona, verbindlichst danke;

daß Derselbe Allerhöchstihnen Seine vollkommenste Uebereinstimmung mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen, welche in dieser CircularDepesche ausgesprochen worden sind, versichere,

und

daß der Stellvertreter des Kaiserlich-Oesterreichischen präsidirenden Gesandten der Bundesversammlung obige Aeusserungen, im Namen und Auftrage des Bundes, in einer angemessenen Beantwortung der eingegangenen Communicationen auszudrücken habe.

Hierauf verlas der substituirte präsidirende Herr Gesandte den Entwurf Schreibens an den Kaiserlich-Oesterreichischen Haus-, Hof- und Staatskanzler, Herrn Fürsten von Metternich, an den Königlich-Preussischen Staats- und Cabinetsminister, Herrn Grafen von Bernstorff, und an den Kaiserlich-Russischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Herrn Freiherrn von Anstett, wogegen nichts erinnert wurde.

§. 26.

Reclamationen der Pensionirten des vormaligen Exjesuiten- und Schulfonds zu Mainz und einiger andern dasigen Beneficiaten, um Gewährung ihrer Pensionsraten.

(17. Sitz. §. 147 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowitz, hält Vortrag über eine fernere Eingabe der Pensionirten des vormaligen Mainzer Exje-

suiten- und Schulfonds, vom 3. Juni 1822 (Num. 125 des Einreich. Prot.
Gesuch wiederholen, daß die Königlich-Preussische und Kurfürstlich-He
Regierung vermocht werden möge, die Pensionsraten der Reclamanten a
zu bezahlen, während welcher selbige von der vormaligen Westphälischen Re
stand gelassen worden sind.

Hierauf äusserten:

Preussen. Die diesseitige Gesandtschaft findet sich über die Entschli
unterrichtet, die wegen des früheren Antrags von ihrem allerhöchsten Hofe
wird jedoch dieselbe, sobald sie erfolgt ist, unverweilt mittheilen.

Kurhessen. Die Gesandtschaft befindet sich im Stande, sich über
Vortrag gekommenen Gegenstand augenblicklich zu erklären.

Sämmtliche Forderungen, wovon hier die Rede ist, gründen sich auf
Reichsdeputations-Hauptschlusses von 1803, der den Unterhalt der auf das
ufer herübergewiesenen Geistlichen und Diener solcher Körperschaften, welche
Seite aufgehoben worden waren, welche aber noch Einkünfte auf dem rec
besassen, denjenigen Landesherren, deren Disposition diese Güter überlasse
weit diese Einkünfte reichten, zur Verbindlichkeit machte.

Dieser Verbindlichkeit ist die Kurfürstlich-Hessische Regierung sich z
wenig gemeint, daß sie, ungeachtet die definitive Regulirung der Sustentatio
ohne ihre Mitwirkung erfolgt ist, doch deren Beträge an alle Sustentan
Erben, welche sich gemeldet haben, von der ganzen Zeit hat nachzahlen lasse
jene Einkünfte in Kurfürstliche Cassen geflossen waren, nämlich vom 1. Jan
1. November 1806, so wie denn auch die laufenden seit dem 1. December
werden.

Dagegen hält sie sich in keinerlei Hinsicht verbunden, die Sustentations
der Periode zu berichtigen, in welcher die usurpatorischen Regierungen im B
zuge jener Einkünfte waren, ohne gleichwohl die Sustentanden zu befriedige
fallsigen Anforderungen sind darum abgewiesen worden und werden abgewiese

Aus blosser Milde haben jedoch Seine Königliche Hoheit der Kurfürst,
empfehlung dieser hohen Versammlung, der Hospital-Pfründnerin Borres u
bruder Mees Gratificationen gnädigst bewilligt.

Es wurde sonach

beschlossen:

vorerst die Königlich-Preussische Erklärung abzuwarten.

§. 27.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(16. Sitz. §. 114 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowitz, trägt vor:

Auf den in der 14. Sitzung vom 2. Mai 1822 (§. 114 des Prot.) gehaltenen Vortrag, über das von dem Domscholaster, Freiherrn von Boos, im Namen des vormaligen Mainzer Domcapitels, bei der hohen Bundesversammlung angebrachte Gesuch, ihm zu dem, in den Jahren 1813 und 1814 erwachsenen, von dem vormaligen Großherzogthume Frankfurt zu vertretenden Rückstande gewisser Renten, nebst Verzugszinsen, zu verhelfen, wurde beschlossen, die betreffenden Gesandtschaften zu ersuchen, der Bundesversammlung über die Bewandniß dieser Forderung Aufklärung zu verschaffen.

Seitdem ist von keiner dieser Gesandtschaften, der K. K. Oesterreichischen, Königlich-Preussischen, Königlich-Baierischen, Kur- und Großherzoglich-Hessischen und der freien Stadt Frankfurt, eine Aufklärung ertheilt worden; dagegen hat der Sachwalter des Freiherrn von Boos, Dr. Ehrmann, in einer am 1. Januar 1823 präsentirten Eingabe, ohne Datum (Num. 3 des Einreichungs-Protokolls), diese Angelegenheit in Erinnerung gebracht.

Hiernach ist anjetzt dahin anzutragen, daß bei obigen Gesandtschaften die erbetene Auskunft in Erinnerung gebracht werde.

Der Herr Gesandte der freien Städte gab hierauf für Frankfurt folgende Erklärung ab:

In der, Namens ehemaliger Mainzer Domcapitularen, oder, wie in dem Rubrum gesagt wird, Namens des ehemaligen Mainzer Domcapitels, wegen benannter rückständiger Sustentationsgelder, übergebenen Vorstellung, ist §. 7 angeführt, die domcapitularische Receptur sey bis zum 1. Sept. 1813 im ruhigen Genusse dieser Gelder gewesen; in diesem Zeitpuncte aber habe das mittlerweile eingetretene Generalgouvernement des Großherzogthums Frankfurt die Zahlung sistirt, welche bis in die Hälfte des Jahres 1814, von wo an solche wieder geleistet werde, rückständig sey; auch im §. 15 der Vorstellung, wird der Fortbezahlung, vom 1. Juli 1814 an, gedacht. — Es handelt sich also hier von Rückständen des Jahres 1813 und resp. des vierten Quartals dieses Jahres, und von zwei Quartalen des Jahres 1814; aus welchen Gründen das vormalige Generalgouvernement des Großherzogthums Frankfurt die Zahlung abgelehnt hat, ist diesseits nicht bekannt.

Jene Rückstände, wenn auch dargelegt werden kann, daß solche bei Lebzeiten derer, denen die Sustentationen angewiesen waren, verfallen sind, können für eine Centrallast

des vormaligen Großherzogthums Frankfurt, bei welcher alle Staaten, a
gebildet worden war, mithin auch die freie Stadt Frankfurt, zu concur
folgenden Gründen nicht gehalten werden:

1) Durch den Reichsdeputationsschluß wurde den Individuen des vo
Domcapitels eine Sustentation angewiesen, dieselbe wurde normirt und r
Disposition hat selbst durch den Art. 2 der Rheinischen Bundesacte Bes
Die freie Stadt Frankfurt hatte nichts inne, und besitzt nichts, worauf
geschehen ist, oder hätte geschehen können.

2) Hat der Kurfürst Erzkanzler, nachmalige Großherzog von Frankfu
als er reichsgesetzmäsig zu leisten verpflichtet war, so geschah dieses aus p
wollen, welches mit seiner Regierung endete. Hierdurch können

3) die resp. wieder eingetretenen Regierungen um so weniger verpf
seyn, geachtet werden, als die Individuen des vormaligen Domcapitels
nicht zu den serviteurs du grand-duché de Francfort, deren der Artik
Congreßacte gedenkt, und welche nach eben dem Deputationsschlusse behand
durch welchen für jene bereits gesorgt war — gerechnet werden können, u
nach eben diesem Artikel der Congreßacte, Pensionen erst, vom 1. Juni
werden sollen, wonach also auch die Regierungen von allen rückwärts gehe
Leistungen entbunden sind.

4) Besonders ist die freie Stadt Frankfurt in dem Falle, sich auf da
zu müssen, da sie, seit dem Monat December 1813, ihre in dieser Zeit bi
steigende Finanzlast allein und ohne alle Concurrenz getragen hat.

Dieß wird, wie man hofft, zur Aufklärung über die Bewandniß d
in Beziehung auf Frankfurt genügen, ohne daß es nöthig seyn kann, hi
Zeit, zu welcher die Rückstände erwachsen oder fällig geworden sind, beson

B e s c h l u ß.

Die übrigen betreffenden Gesandtschaften um Beibringung der erbete
ersuchen.

§. 28.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Arti Deutschen Bundesacte.

(2. Sitz. §. 13 d. J.)

Kurhessen. Je vollkommener Seine Königliche Hoheit der Kurfür
der Unrechtmäsigkeit des Nachdruckes überzeugt waren, und je weniger S
Ihren Staaten begünstigt haben, mit desto grösserem Vergnügen haben Si

sigen Stipulation im Art. 18 der Bundesacte mitgewirkt, und desto angenehmer wird es Ihnen seyn, wenn ein, das Eigenthum der Schriftsteller und Verleger sichernder, allgemeiner Bundesbeschluß recht bald zu Stande kommt.

Der von dem Ausschusse dieser hohen Versammlung in der 4. Sitzung von 1819 hierzu vorgelegte Beschluß, erscheint Seiner Königlichen Hoheit im Ganzen so zweckmäsig und erschöpfend, daß Sie keinen Anstand nehmen, demselben beizutreten. Nur unterlegen Sie der Beurtheilung Ihrer Mitverbündeten folgende Bemerkungen.

Zu Art. 1. Das Nachdrucken ausländischer Werke, würde, wenn es gestattet wäre, den ausländischen Schriftstellern und Verlegern wohl wenig schaden; desto grösseren Nachtheil möchte aber der Deutsche Buchhandel durch Nachdrucker-Offizinen in den an Deutschland grenzenden Staaten zu besorgen haben, und das blosse Verbot des Verkaufs von Nachdrücken nicht im Stande seyn, ihn dagegen zu schützen. Eine Verständigung hierüber mit den benachbarten Staaten scheint demnach zweckmäsig.

Zu Art. 2 bis 4. Die Billigkeit dieser Anordnung, welche den Erben eines Schriftstellers die Früchte seiner Arbeiten sichert, ist einleuchtend, weniger aber der Unterschied in der Zeit. Der Verleger scheint gleiche Rechte mit dem Schriftsteller geniessen zu müssen, der den Selbstverlag übernimmt, und daher billig, daß kein Unterschied in der Zeit gemacht werde.

Zu Art. 11 u. 12. Unter der Form weitläufiger Auszüge, kann allerdings ein eigentlicher Nachdruck verborgen, durch gedrängte Auszüge weitläufiger Werke aber die Wissenschaft befördert werden. Auf sie möchte daher das Verbot des Nachdruckes nicht auszudehnen seyn. Limnäus schrieb im 17. Jahrhundert ein Werk über das Deutsche Staatsrecht in mehreren Quartbänden unter dem Schutz eines Kaiserlichen Privilegii. Kurz darauf trat ein Auszug, unter dem Titel: Limnaeus enucleatus, an's Licht. Der Verleger beschwerte sich, wurde aber abgewiesen. (S. Berger in suppl. ad Elect. disc. for. P. I. p. 362.) Es möchte demnach eine nähere Bestimmung zweckmäsig seyn, unter welchen Bedingungen ein Auszug nicht als Nachdruck zu betrachten wäre.

Zu Art. 15 bis 19. Sehr wünschenswerth wäre es, wenn alle Bundesstaaten sich zu gleichförmiger Befolgung der hier aufgestellten Grundsätze vereinigten, und die davon abweichenden Gesetzgebungen in ihren Staaten hiernach abänderten. Daß übrigens eine solche Vereinigung keine rückwirkende Kraft haben könne, versteht sich von selbst.

Zu Art. 20. Die hier statuirte Begünstigung des Nachdruckes, indem er für einen Fall gesetzlich erlaubt wird, scheint dem im Art. 1 aufgestellten Begriffe des Nachdruckes zu widersprechen und entzieht den Nachdrucker den Schimpf, der bisher das kräftigste Schutzmittel rechtmäsiger Verleger war, indem ihm die Befugniß ertheilt wird, seine Werkstätte

für jenen ausgenommenen Fall einzurichten. Nimmt man hierzu, daß
zu zahlreichen Processen und Untersuchungen geöffnet wird und daß die S
zu verkennen ist, das Maximum der Bücherpreise nach den Papiergattung
möchte es zweckmäßiger seyn, diesen Artikel vorerst ganz wegzulassen und
Bestimmung vorzubehalten, wenn die Erfahrung lehren sollte, daß die
Buchhandels von unbescheidenen Buchhändlern zu sehr mißbraucht würde.

§. 29.

Vorstellung des Nonnenconvents ad S^tam^ Mariam in Fu dige Gefälle betreffend.

(2. Sitz. §. 12 d. J.)

Kurhessen. Zufolge des in der 16. vorjährigen Sitzung, §. 12
schlusses, und des darin gestellten Ersuchens, haben Seine Königliche Ho
mich mit einer Aufklärung über die factischen und rechtlichen Verhältnisse
des Nonnenconvents ad S^tam^ Mariam in Fulda versehen zu lassen geruhet,
manu zu den Commissionsacten abgegeben habe; hier begnüge ich mich, nu
zu bemerken.

Die Liquidität der verschiedenen Einkünfte, welche dem Kloster seit 1
werden, ist über allen Zweifel erhaben, auch von der Französischen und
Frankfurtischen Regierung ausdrücklich anerkannt worden, und der Umstan
von der Letzteren nicht berichtigt worden sind, kann wohl keinen Rechtsgrund f
Besitzer des Departements Fulda abgeben, die Zahlung zu verweigern, wie
scher Seits in der 2. dießjährigen Sitzung behauptet worden ist. Verschieden
Ansichten darüber seyn, ob die fraglichen Einkünfte als Centrallasten des v
tements Fulda, oder als Locallasten einzelner Theile, anzusehen seyen?

Es ist das Geschäft der Ausgleichungs-Commission, sich hierüber zu v
der Kurfürstliche Commissarius ist angewiesen, bei dem dermaligen Zusamm
eine nochmalige Verhandlung der Sache zu veranlassen.

Wäre eine solche Verständigung nicht zu bewirken, so wird die von Baie
hohen Versammlung erklärte Ablehnung hoffentlich nicht den Sinn haben, ein
scheidung ablehnen zu wollen. —

§. 30.

Capitals-Documente der reichskammergerichtlichen Susten

(12. Sitz. §. 56. 43. Sitz. §. 330 v. J. 1817. — 22. Sitz. §. 123 v. J. 1820. — 25. Sitz.

Präsidium: hält — auf Veranlassung des Antrages der Königlich-
Gesandtschaft, daß ihr das Document über ein, zu der reichskammergerich

tionscasse gehörig gewesenes, vorhin von Würtemberg zu vertretendes, jedoch bereits seit dem Jahre 1817 erloschenes Capital an 4800 Fl. rhein. ausgehändigt werden möge — Vortrag über sämmtliche Capitals-Documente der reichskammergerichtlichen Sustentationscasse, als eine die Bundescasse betreffende Angelegenheit, indem diese Documente zuletzt bei der Bundescasse aufbewahrt wurden und in dem Cassen-Manuale des Bundescassiers noch in Einnahme stehen.

Hierauf wurde, nach den Anträgen des Herrn Referenten,

beschlossen:

1) daß der von dem vormaligen Großherzoglich-Badischen Bundestagsgesandten, Herrn Staatsminister Freiherrn von Berckheim, der Bundescasse im Jahre 1817 ertheilten Quittung über den Empfang der, zusammen auf 180,000 Fl. rhein. lautenden, zehn Partial-Obligationen des vormaligen Rittercantons Odenwald, jede zu 18,000 Fl., annoch das gesandtschaftliche Siegel beizufügen und diese Quittung von dem Königlich-Baierischen und Königlich-Würtembergischen Herrn Bundestagsgesandten mittelst Unterschrift und Siegel zu agnosciren sey, sodann aber obige Documente an 180,000 Fl. gegen jene vervollständigte Quittung bei der Casse in Ausgabe und Wegfall verschrieben werden sollen;

2) daß die in der Bundescasse befindliche Original-Schuldverschreibung des vormaligen Schwäbischen Kreises, über 25,000 Fl. rhein., den Herren Bundestagsgesandten von Baiern, Würtemberg, Baden, Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen, gegen gemeinschaftliche formale Quittung, zur Cassation auszuhändigen und bei der Casse in Ausgabe und Wegfall zu bringen sey;

3) daß die, über das Capital der 30,000 Fl. rhein. bei Solms-Lich vorhandenen, in der Bundescasse befindlichen, drei Partial-Obligationen, jede zu 10,000 Fl., nebst den zugehörigen agnatischen Consens- und andern Documenten, den Herren Bundestagsgesandten von Kurhessen und Nassau, ingleichen einem von dem Fürstlichen Hause Solms zu bestellenden Bevollmächtigten, gegen gemeinschaftliche Quittung zu beliebiger Verfügung auszuantworten seyn und hierauf obige Documente bei der Casse, gegen diese Quittung, in Ausgabe und Wegfall gestellt werden sollen;

4) daß der von dem Kurhessischen Herrn Gesandten im Jahre 1817 der Casse ertheilten Quittung, über den Empfang der Original-Schuldverschreibung der Isenburgischen Gemeinde Heusenstamm, über 540 Fl. rhein., annoch das gesandtschaftliche Siegel beizufügen, sodann aber das Document bei der Casse auf besagte Quittung in Ausgabe und Wegfall zu bringen sey, und

5) daß der provisorische Bundescassier Obigem gemäß das Nöthige zu besorgen habe.

Zugleich wurde auch noch

6) für angemessen erachtet und daher beschlossen, daß der vom Präsidio gehaltene Vortrag, loco dictaturae gedruckt, dem heutigen Sitzungs-Protokolle unter Zahl 1 beigefügt werde.

§. 31.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 17, eingereicht am 22. dieses Monats, von Friedrike Schick, Witwe des verstorbenen ehemal. Kammergerichts-Procurators, wiederholtes Gesuch, die Verwilligung des Rückstandes der provisorischen Pension ihres Mannes von 2280 fl. betreffend.

Num. 18, einger. den 24. dieses Monats, von dem vormal. Reichskammergerichts-Protokollisten Wagner zu Wetzlar, erneuertes Pensionsgesuch.

wurden an die betreffende Commission abzugeben beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

Fünfte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 6. März 1823.

In Gegenwart

aller in der vierten Sitzung Anwesenden;

mit Ausnahme

des Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, Freiherrn von Wangenheim.

§. 32.

Substitutionen.

Präsidium zeigt an, daß zu den noch fortdauernden Substitutionen, wie sie in der letzten Sitzung bestanden hätten, heute auch die Substitution des Kurfürstlich-Hessischen Herrn Gesandten von Lepel für den Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, Freiherrn von Wangenheim, hinzugekommen sey.

§. 33.

Die Anbringung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betr.

Preussen. Die diesseitige Bundestagsgesandtschaft würde schon im Verlaufe vorjähriger Sitzungen, und namentlich auf Anlaß mehrerer in der 16. Sitzung vorgekommener Gegenstände, eine, die hiesige Berührung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betreffende, allgemeine Bemerkung zu machen genöthigt gewesen seyn, wenn nicht bei damals eingetretener Vertagung das Bedürfniß dahin gehöriger Erwägungen fürs erste weggefallen wäre.

Dermalen nun aber, wo die commissarische Auseinandersetzung mit erneuerter Thätigkeit betrieben wird, können die reclamirenden Interessenten auf die daher zu erwartende Erledigung um so bestimmter in allen den Fällen verwiesen werden, wo nicht deutlich vorliegt, daß die Erledigung von daher entweder nicht mehr zu erwarten oder auch gar nicht zu erwarten gewesen sey. Da aber auch ausserdem diejenige Connexität von Ge-

genständen und Beziehungen, die bei Auseinandersetzungen so vielseitiger Art unabweichlich in vorzüglichem Maase statt findet, wenigstens fürs weiter gehende Vorsicht zu fordern scheint; so glaubt man diesseits, in all[illegible] rücksichtigung der in der dießjährigen 2. Sitzung stattgehabten hierher gehör[illegible] zugleich aber auch in Beziehung auf früher beurtheilte hierher gehörige G[illegible] mehr zu der Aeusserung und dem Antrage veranlaßt zu seyn:

> daß, auf früher erfolgte oder noch erfolgende Anbringung Fuldaische[r] Angelegenheiten, eine fernere oder eine neu eintretende Verhandlung wenn nicht aus den erfolgten oder noch erfolgenden Eingaben auf völlig zuverlässige Weise zu entnehmen ist, daß der nähe[re] genstand entweder aus der commissarischen Regulirung bereits gan[z] als daselbst nicht weiter vorkommend zu betrachten, oder überall dah[in] gewesen, auch mit den Gegenständen dieser Regulirung nicht in sol[chem] sey, daß die hiesige Beurtheilung und Behandlung das Interesse s[...] missarisch mit verhandelnder Regierungen, oder doch einzelner unter mittiren könnte. —

Hierauf wurde

beschlossen:

diese Erklärung an die Reclamations-Commission abzugeben.

§. 34.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die be[i dem aufge]lösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regie[rungen].

(4. Sitz. §. 27 d. J.)

Preussen. Wiewohl diesseitige Gesandtschaft von der erneuerten hi[...] dem allerhöchsten Hofe Bericht erstatten wird, so kann dieselbe doch nicht dem Auftrage zu Aeusserungen versehen zu werden, die gegenwärtig nur Beitrag zu Discussionen darbieten würden, welche wenigstens so lange nicht [...] als der Gegenstand bei der betreffenden Commission der bei dem aufgelöst[en] thume Frankfurt betheiligten Regierungen noch keine Entscheidung irgend ein[...] hat, sondern bei derselben unerledigt vorliegt. Da letzteres von den Rec[...] ausdrücklich bemerkt wird, so konnte auch ihr Gesuch füglich nur dahin g[...] daß die vorbemerktermaßen betheiligten Regierungen zu geförderter Entsche[i]... werden möchten. Die Reclamanten sind aber in keiner Art befugt, ihre A[...] es geschehen, auf zu bewirkende Befriedigung oder Austrägaleinleitung zu s[...]

kann auf eine solche Alternative hier dermalen nicht eingegangen werden. Demnach sind auch die in Anspruch genommenen Regierungen für jetzt nicht in dem Falle, Erörterungen hier beizubringen, welche, sobald sie einigermaßen in den Gegenstand eingehen, nur einen, dermalen hier ganz vergeblichen Streit über entgegenstehende Ansichten entwickeln könnten. Die diesseitige Bundestagsgesandtschaft kann demnach auch in dieser Beziehung zu allgemeiner gefälliger Erwägung nur diejenige Ansicht stellen, welche sie in Betreff der hier in Berührung gekommenen Fuldaer Angelegenheiten bereits vorgelegt hat, und dieses um so mehr, da mit der erneuerten lebhafteren Betreibung dieser Angelegenheiten sich auch die Aussicht auf demnächst zu erwartende gleichmäßige Förderung der noch übrigen Regulirung der Centralverhältnisse des Großherzogthums eröffnet hat. —

Diese Erklärung wurde nicht minder an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 35.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- u. Schuldenwesen, insbesondere 1) die Forderung des Georg Friedrich Belli an die vormaligen Kur- und Oberrheinischen Kreiscassen betreffend.

(24. Sitz. §. 186 v. J. 1822.)

Die Königlich-Baierische und Kurfürstlich-Hessische Bundestagsgesandtschaften tragen vor: In der 24. Sitzung vom 11. Juli 1822 ist beschlossen worden, die Vorstellung der Erben des vormaligen Obereinnehmers der beiden Kreise Kur- und Oberrhein, Regierungsraths Belli, um Herausgabe der gestellten Dienstcaution von 8,000 Fl., nebst rückständigen Zinsen, an die für das Kur- und Oberrheinische Kreisschuldenwesen bestehende Commission abzugeben und deren besonderen Berücksichtigung zu empfehlen.

Diese Commission, der die fragliche Forderung vorlängst bekannt war, ist des Dafürhaltens, daß sie, als vorzüglich privilegirt, einer vorzüglichen Berücksichtigung um so mehr werth sey, als jenes Cautions-Capital auf eine in keinerlei Hinsicht zu billigende Weise der Kurrheinischen Kreiscasse überlassen und zu einer partiellen Zinsenzahlung verwendet worden sey, wodurch es denn die Natur einer Kurrheinischen Kreisschuld angenommen habe.

Nachdem jedoch diese widerrechtliche Verwandlung die Verbindlichkeit der Kreisstände, zu deren Sicherheit die Caution deponirt war, dieses Depositum zurückzugeben, sobald der Deponent und Cautionssteller sich seiner Rechnungs-Verbindlichkeit entledigt hatte, nicht aufzuheben vermag, und der Regierungsrath Belli schon im Jahre 1806, nach gehörig gestellten und adjustirten Kreisrechnungen, sein vollständiges Absolutorium erhalten hat, mithin schon damals die Caution zurückzufordern vollkommen berechtigt war; so ist die Commission weiter der Meinung, daß es nicht allein unbillig seyn würde, die Reclamanten, welche

seit sechzehn Jahren Zinsen und Zwischenzinsen entbehren, auf den so weit a
chen Ausgang der so verwickelten Auseinandersetzung und Regulirung des
rheinischen Kreisschuldenwesens zu vertrösten, sondern daß es auch ein g
ches und unpräjudicirliches Mittel gebe, die Reclamanten zufrieden zu stell

Die definitive Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens fin
ganz eigenen Verfassung dieses vormaligen Reichskreises, besonders aber
Behufe der Lütticher Execution aufgenommenen Capitals von 200,000
keiten, woran schon alle Bemühungen der in den Jahren 1804 bis 1806
Executions-Commission, so wie der nachher von 1807 bis 1812 statt gehabt
scheitert sind.

Es war nämlich dieses Capital unter die vier rheinischen Kurhöfe, nic
trikularanschlage, wonach

Kurmainz	. . . .	67,951	Fl. 1
Kurtrier	. . . .	30,122	„
Kurköln	. . . .	67,951	„ 1
Kurpfalz	. . . .	33,975	„ 3

hätten erhalten sollen, sondern nach dem Verhältnisse der Truppen vertheilt
die vier Kurhöfe zur Urtheils-Vollstreckung aufstellten, wonach

Kurmainz	. . . .	68,110	Fl. 5
Kurtrier	. . . .	37,922	„ 2
Kurköln	. . . .	22,408	„ 2
Kurpfalz	. . . .	71,558	„ 2

erhielten.

Diese Repartition würde auch keinem Theile zum Nachtheile gereicht
vier Kurhöfe, so wie sie das Capital gemeinschaftlich aufgenommen, auch
schaftlich es von dem, zum Ersatze der Executionskosten verurtheilten, Lüttich
beigetrieben und an die Kreiscasse eingeliefert hätten. Nachdem aber di
Herren Kurfürsten sich damals mit Lüttich in privative Verhandlungen we
einliessen, das, was sie im Augenblick erhalten konnten, erhoben und nich
ablieferten, sondern zu andern Zwecken verwendeten, so sind daraus die
Verwickelungen und Schwierigkeiten erwachsen.

Es mögen nun aber dieselben auf dem Wege der Güte oder durch rich
beseitigt werden, so ist ein Umstand klar und ausser Zweifel, daß nämlich
Theil dieser Schuld auf die diesseits rheinischen Reste der Trierischen und
lande fallen muß, die bisher noch gar nichts davon übernommen haben. Die

besitzt die Letzteren ganz und die Ersteren zum grossen Theile, dürfte demnach, ohne alle Besorgniß einer Ueberzahlung, die Befriedigung der Bellischen Erben rücksichtlich des Cautions-Capitals von 8,000 Fl. nebst Zinsen, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der definitiven Auseinandersetzung, übernehmen können, und die bei mehreren Gelegenheiten erprobten loyalen Gesinnungen dieser Regierung, lassen eine gewierige Entschliessung im voraus hoffen.

Unter diesen Umständen dürfte der Antrag gerechtfertigt erscheinen, daß diese hohe Versammlung den Königlich-Preussischen Herrn Bundestagsgesandten ersuche, sich bei seiner allerhöchsten Regierung dafür verwenden zu wollen, daß dieselbe, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der dereinstigen Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens, übernehme, den Erben des verstorbenen Regierungsraths Belli dessen Cautions-Capital von 8,000 Fl. im 24 Fl. Fuße, sammt den seit dem 14. September 1806 rückständigen Zinsen, zu bezahlen.

Hierauf wurde einhellig nach dem Antrage

beschlossen:

daß der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte ersucht werde, sich bei seiner allerhöchsten Regierung dahin verwenden zu wollen, daß dieselbe, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der dereinstigen Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens, es übernehme, den Erben des verstorbenen Regierungsraths Belli dessen Cautions-Capital von 8,000 Fl. im 24 Fl. Fuße, sammt den seit dem 14. September 1806 rückständigen Zinsen, zu bezahlen.

Der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte, Graf von der Goltz, äusserte dagegen, daß er seinem Hofe hierüber unverweilt Bericht erstatten wolle.

§. 36.

2) Das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(14. Sitz. §. 116 v. J. 1822.)

Dieselben Gesandtschaften: Zufolge des in der 14. Sitzung vom 2. Mai 1822 gefaßten Beschlusses über das Pensionsgesuch des vormaligen General-Münzwardeins der Kreise Kur- und Oberrhein, Christian Joseph Dieze, ist von den subdelegirten Commissarien zu Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschulden- und Pensionswesens Aufklärung begehrt und ertheilt worden, welche im Wesentlichen dahin geht:

Der Reclamant erhielt im Jahre 1802, durch Beschlüsse der Kreisversammlungen von Kur- und Oberrhein, die Anwartschaft auf die Stelle und den Gehalt seines Vaters, falls er in der vorzunehmenden Prüfung gut bestehen würde; er unterwarf sich derselben noch im nämlichen Jahre, bestand rühmlich, und wurde darauf im Jahre 1804 nicht nur förmlich

seinem Vater adjungirt, sondern auch bei beiden Kreisen als Kreis-Münz vorerst ohne Gehalt, in Eid und Pflichten genommen.

Nach Auflösung des Deutschen Reichs-, mithin auch des Kreisverba Vater in Großherzoglich-Badische Dienste, und von diesem Augenblicke an clamant Anspruch auf dessen Gehalt. Nun steht demselben zwar die Betra daß ihm bei der ertheilten Adjunction ausdrücklich erklärt worden war, Ableben oder Austritt seines Vaters dessen Stelle und Gehalt anzusprechen Vater erst im November des Jahres 1806, also zu einer Zeit seine Stelle der Reichs- und Kreisverfassung auch die Stelle eines Kreis-Münzwardein und daß in eine nicht mehr existirende Stelle ein Adjunct natürlich nicht

In Erwägung jedoch, daß

1) der Reclamant, gestützt auf die Versicherungen beider Kreisversamm Fleiß, Zeit- und Kostenaufwand einem Fache und Studium gewidmet hab bei sonst sehr beschränkten Versorgungsaussichten, nur in der zugesagten Stel sichern konnte; daß

2) er schon wirklich bei beiden Kreisen Dienste geleistet habe, mithin a Kreisdiener anzusehen sey, der die Analogie der §§. 54, 58 und 59 des Dep um so mehr für sich anführen könne, als die Stelle, die seine Existenz sich durch Zufall, oder höhere Gewalt, sondern durch freies Wirken der nä und Kreisstände, welche dem Reclamanten Versorgung zugesichert hatte endlich

3) bei den wegen der Regulirung der Kreisverhältnisse statt gehabten C der vorzüglich betheiligten vormaligen Kreisstände, namentlich Fürst Prim für Anerkennung des Reclamanten in dem Verhältnisse als General-M für Zuerkennung seines vollen Gehalts bei beiden Kreisen gestimmt haben; mission sich veranlaßt gesehen, ihn auf den Etat der Pensionisten beid 15. November 1806 an, aufzunehmen.

Bei gänzlich mangelnden Fonds zu Realisirung dieser Pensionsforderu mittlerweile der Reclamant in einer äusserst drückenden Lage, durch seine nöthigt, im Auslande durch unbedeutende Handelsgeschäfte einen unsichern u Lebensunterhalt zu suchen, und bei den entfernten Aussichten zu einer def rung des Kreisschulden- und Pensionswesens, findet die Commission der und der Billigkeit angemessen, daß einstweilen durch vorläufige Bewillig nothdürftigen Lebensunterhalt des Reclamanten gesorgt werde.

Sie schlägt zu diesem Ende unmaasgeblich vor, daß, von den an beid

und Oberrhein betheiligten vorzüglichen Staaten, dem Reclamanten, vom 1. Januar dieses Jahres anfangend, eine jährliche Unterstützung von 800 Fl. bewilligt werden möge, wozu die Oberrheinischen Kreistheilhaber in dem nämlichen Verhältnisse, wie bei der Pension des Obersten von Mogen, zu concurriren, und Preussen wegen der Reste des Kurrheinischen Kreises das Uebrige beizutragen hätte, welchem nach

Preussen wegen Oberrhein	39 Fl.	380 Fl.
" " Kurrhein	341 "	
Baiern		50 "
Baden		60 "
Kurhessen		60 "
Großherzogthum Hessen		80 "
Nassau		80 "
Frankfurt		90 "
	Summa	800 Fl.

zu entrichten haben würden.

Von dieser hohen Versammlung wird es nun abhängen, ob sie, übereinstimmend mit dem eben gedachten Vorschlage, ein deßfallsiges Ersuchen an die betheiligten Regierungen beschliessen will. Vermöge der vom Bunde übernommenen Garantie der das Schuldenwesen betreffenden Verfügungen des Reichsdeputations-Hauptschlusses von 1803, dürfte dieses ohne allen Zweifel in ihrer Competenz liegen.

Sämmtliche Gesandtschaften vereinigten sich mit dem Antrage; daher

Beschluß:

daß die betheiligten Regierungen ersucht werden, dem Reclamanten, vom 1. Januar dieses Jahres anfangend, eine jährliche Unterstützung von 800 Fl. zu bewilligen, wozu die Oberrheinischen Kreistheilhaber etwa in dem nämlichen Verhältnisse, wie bei der Pension des Obersten von Mogen, zu concurriren hätten, und Preussen wegen der Reste des Kurrheinischen Kreises das Uebrige beitragen würde.

§. 37.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(3. Sitz. §. 19 d. J.)

Der Herr Gesandte der sechzehnten Stimme erklärt:

1) für Liechtenstein. Seine Durchlaucht, Höchstwelche von jeher in Abführung der Kammerzieler die größte Pünctlichkeit haben beobachten lassen und nie im Rückstande

verblieben sind, können die Ansicht nicht theilen, daß, weil andere vormalige
ihre dießfälligen Obliegenheiten nicht erfüllt haben, und sich weigern, di
stände abzuführen, nunmehr auch solche, die Nichts schuldig sind, nochmal
heit herangezogen werden dürfen; daher Höchstdieselben es für Ihre Pflic
gegen jede deßfallsige, den Unterthanen ohnehin zur Last fallende, Zahlung

Was die von dem Herrn Grafen von Reigersberg angesprochene Ve
so werden Seine Durchlaucht Ihren Antheil entrichten lassen, sobald alle ül
Staaten sich dazu verstanden haben.

2) für das Gesammthaus Reuß. Die Durchlauchtigsten Fürsten ä
rer Linie Reuß genehmigen die von der ernannten Bundestags-Commission
des kammergerichtlichen Pensionswesens, in Bezug auf die Rückstände der
Kammergerichts, des noch lebenden Canzleipersonals und der Erben verst
personen, geschehenen beiden Anträge, und haben mich besonders angewiesen
trag der Commission nicht nur möglichst zu unterstützen, sondern auch die
Bundestags bei den betreffenden Höfen für dessen Annahme in Anspruch zu
tuell genehmigen auch Höchstdieselben den zweiten Antrag und werden Ih
erforderlichen Summe der 58,162 Fl. 22 Kr. nach der Matrikel leisten las
Zahlung der Pensionsrückstände der Kammergerichts-Procuratoren und Adv
bewilligt werden, so sind Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten geneigt, au
matrikularmäßigen Beitrag zu entrichten.

Den Beitrag zur Berichtigung des von dem vormaligen Reichskamm
Grafen von Reigersberg, gemachten Vorschusses hat das Fürstlich-Reussisc
längst gezahlt und kann also zu ferneren Beiträgen sich auf keine Weise

3) für Schaumburg-Lippe. Seine Durchlaucht treten zwar dem A
mission unter I: wem und wie viel an Rückständen bezahlt wer
können jedoch in Betreff der Frage unter II: wie diese Posten in der
zu decken? nicht so unbedingt beistimmen.

Die Commission führt selbst an, daß alle diese Rückstände von den rü
merzielern gedeckt werden könnten. Es sind mithin mehrere Staaten hiemit
Unter diese kann Schaumburg-Lippe aber nicht gerechnet werden, da solch
zieler bis zu Ende des Jahres 1816 bezahlt hat. In dieser Lage sind vie
ten auch, und sie würden durch den in Antrag gebrachten Zuschuß nach d
wirklich doppelt herangezogen, während Andere durch den Beitrag nach de
die Commission selbst anführt) nicht so viel bezahlen, als die Rückstände b

10 *

Seine Durchlaucht haben aber ausserdem, zu diesem wohlthätigen Zwecke, schon ausserordentliche Beiträge als Gratificationen, namentlich, im Jahre 1814, 100 Rthlr., und im Jahre 1815, 111 Rthlr. 4 Groschen im 20 Fl. Fuße, auszahlen lassen (das im Jahre 1816 bewilligte halbe Kammerziel ungerechnet), und es würde also in der That eine völlig ungleiche Vertheilung der Last entstehen, wenn Schaumburg-Lippe nun Beiträge abgefordert würden, während andere Länder noch nicht einmal ihre Schuldigkeit erfüllt hätten. Die Schwierigkeiten, welche bei manchen Rückstandsforderungen eintreten, sind freilich nicht zu verkennen; bei den Ländern indessen, welche in der fraglichen Zeit unter verschiedenen Regierungen gewesen sind, müßte man sich vorerst an die jetzigen Besitzer halten, welche die Repartition mit den vorigen auszugleichen hätten.

Da, beim richtigen Abtrage aller Kammerzieler, ein so bedeutender Ueberschuß gewesen wäre, als die Commission pag. 770 ihres Berichtes angiebt, so kann in der That manche unausgemachte Forderung an Kammerzielern wegfallen, ohne daß ein Deficit entsteht.

Die Forderung des Herrn Grafen von Reigersberg haben Seine Durchlaucht, ausser den Kammerzielern und schon erwähnten Gratificationen, pro rata auszahlen lassen.

Höchstdieselben müssen dafür halten, daß alle Staaten, welche alle Kammerzieler bezahlt haben, mit Recht verlangen können, daß alle übrigen Staaten, bei denen dieses noch nicht der Fall ist, wenigstens die unbestrittenen Rückstände an Kammerzielern erst abtragen, und, wenn sich alsdann noch ein wirkliches Deficit ergäbe, und wenn die streitigen Beiträge auf keine Art herbeigezogen werden könnten (was bei dem guten Willen der betreffenden Regierungen nicht zu erwarten ist), so könnte alsdann erst dieses Deficit durch Beiträge nach der Matrikel gedeckt werden.

Hierzu werden alsdann auch die Forderungen der Procuratoren und Advocaten (pag. 766, Num. 4) ad 56,000 Fl., die übrigens nur auf der Billigkeit beruhen, gerechnet werden können. Von einer andern Seite scheint es unbillig, die rückständigen Forderungen der verstorbenen Canzleipersonen auf $\frac{1}{2}$ oder auf $\frac{1}{3}$ herabzusetzen, denn daß sie früher gestorben sind, ehe diese Sache regulirt werden konnte, kann ihrem einmal anerkannten Rechte nicht schaden.

Eine weitere Erklärung wird, wenn sie erforderlich scheinen sollte, noch vorbehalten.

4) für Lippe. Es scheint Seiner Durchlaucht unbillig, von dem sonst gewöhnlichen gerechten und genügenden Deckungsmittel, wie die Bundestags-Commission selbst anerkennt, nach ihrem Antrage gänzlich zu abstrahiren und jenes durch Heranziehung aller Staaten in der Sustentations-Angelegenheit, ohne Rücksicht auf die von ihnen respective bezahlten und rückständigen Kammerzieler, surrogiren zu wollen.

Wenn zuvor die Einziehung der liquiden Rückstände und die Beseitigung
wegen der streitigen Beiträge im ordnungsmäßigen Wege möglichst befördert
kann auf Seiner Durchlaucht Zustimmung zur liberalen Deckung der sodan
lichen Summe gerechnet werden, wesfalls Sich Höchstdieselben weitere Erklär

5) für Waldeck. Seine Durchlaucht sind damit einverstanden, daß

I. ad 1 und 2 des Commissionsberichts, die liquiden rückständigen Pensione
9 Kr. an die genannten Angehörigen des vormaligen Reichskammergerichts na

Dagegen können Sich Höchstdieselben nicht dazu verstehen, zu Bezahl
Posten

ad 3, 4 und 5 einen weitern Beitrag zu leisten, wobei erinnert wi
Durchlaucht Ihre Rate zu der Forderung des Herrn Grafen von Reigersb
lich deren demnächstigen Berechnung, bereits haben berichtigen lassen.

II. ad 1 finden Höchstdieselben Nichts dagegen einzuwenden, daß d
27,795 Fl. 47 Kr., im Fall Baiern und Würtemberg die verlangte Nachzah
sollten, von denjenigen Staaten, welche ihre Kammerzieler nicht völlig bis zum
1816 bezahlt haben, ausschließlich entrichtet werde, in so fern die Verthe
selben nach der Bundesmatrikel geschieht.

Uebrigens kann man den Satz nicht anerkennen, daß diejenigen Lände
fremder Herrschaft gestanden, von Entrichtung der, während dieser Herrs
gewordenen, Kammerzieler, so wie die mediatisirten Reichsstände und die
Herren von Erfüllung einer gleichen Schuldigkeit frei gegeben werden müß
Ersteren Verbindlichkeit ruht nicht auf der Person des Landesherrn, sonde
terthanen, welche durch den Wechsel der Regenten nicht verändert worden is
gen die Mediatisirten vor der Mediatisation schuldig waren, dessen sind s
enthoben worden, und in so fern andere Bundesfürsten die Souverainetäts=
Ersteren Länder erworben, ist auch deren Obliegenheit zu Bezahlung der K
sie übergegangen.

Darnach wird sich also die nachzuzahlende Summe um so mehr ver
als kein Staat schuldig ist, für den andern Kosten zu übernehmen, die
aufliegen.

§. 38.

Geschäftsführung in der Eingaben=Commission betre

(26. Sitz. §. 212 v. J. 1822.)

Der Herr Gesandte der freien Städte, giebt deren Aeusserun
Vorschlag der Königlich=Preussischen Gesandtschaft, in Beziehung auf einige

in der Geschäftsführung der Eingaben-Commission (24. Sitzung §. 183 vorigen Jahres), worauf

beschlossen

wurde, dieselbe der Bundestags-Commission zur Revidirung der Geschäftsordnung zuzustellen, loco dictaturae drucken zu lassen und diesem Protokolle unter Zahl 2 anzufügen.

§. 39.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 19, eingereicht am 28. Februar laufenden Jahres, von der Fürstlich-Isenburgischen Rentkammer zu Offenbach, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse, im Betrage von 9,108 Fl. 15 Kr.

Num. 20, einger. den 28. Februar, von Horix zu Mainz für den Zimmermeister Joseph Fahrenkopf und die Witwe Wetzel das., Bitte um baldige Zahlung der Reichsoperationscasse-Forderungen.

Num. 21, einger. den 4. März, von dem Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, Erinnerungsgesuch in Betreff der den Individuen des Mainzer Exjesuitenfonds auf die Orte Cassel und Kostheim gewiesenen und seit dem 1. October 1806 rückständig verbliebenen Pensionsraten.

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Sechste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 13. März 1823.

In Gegenwart

aller in der fünften Sitzung Anwesenden;

Wieder hinzugekommen war:

der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim.

§. 40.

Legitimation der zu der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung abgeordneten Generale und Stabsofficiere.

(13. Sitz. §. 102. 17. Sitz. §. 146 v. J. 1822.)

Hannover. Der Herr Gesandte zeigte an, daß Ihro Königliche Majestät dem Generallieutenant von Hinüber die Stimmführung in der Militärcommission übertragen haben, welche am 19. März von der zweiten Division des zehnten Armeecorps auf die erste übergehen wird.

Hierauf wurde

beschlossen:

der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung auf herkömmliche Art hievon Nachricht zu ertheilen.

§. 41.

Beschwerdesache der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer der Partial-Obligationen lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und verfallenen Capitalien, insbesondere Gesuch der Frankfurter Inhaber solcher Obligationen, um ein Beförderungsschreiben an das niedergesetzte Austrägalgericht betreffend.

(3. Sitz. §. 22 d. J.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, erstattet folgenden Vortrag über das (Zahl 16 dieses Jahres eingekom-

mene) Gesuch der Frankfurter Inhaber von Kurpfalzbaierischen $5\frac{1}{2}$ proc. Lit. D-Obligationen, um ein Beförderungsschreiben an das niedergesetzte Austrägalgericht.

«Wenn gleich niemand» — so sagt der in oben rubricirter Sache bevollmächtigte Dr. Ehrmann in seiner am 12. Februar dieses Jahres eingegebenen Schrift (Num. 16) — «wenn gleich niemand das hohe Interesse verkennen kann, das Anwalts Principalen an der rubricirten Angelegenheit haben; wenn gleich mehrere Beschlüsse dieser hohen Versammlung explicite aussprechen, daß sich die betheiligten Subjecte, sowohl des Capitals als des Zinsenpunctes halber, an das niedergesetzte Austrägalgericht zu wenden haben: so hat doch, ohne dieses zu berücksichtigen, belobter Gerichtshof den Supplicanten jede Einmischung verwehrt, hat sich geweigert, über den in Rechten so privilegirten Zinsenpunct — einem berührten Präjudice entgegen — vor entschiedener Hauptsache etwas zu verfügen, und hat somit die Interessenten in die Unmöglichkeit versetzt, ihre Rechte unmittelbar zu wahren».

«Da nun zu diesem Umstande der bereits längst erfolgte Ablauf der verfassungsmäßigen Entscheidungszeit hinzutritt, auf dessen Wahrung diese hohe Versammlung um so mehr zu wachen sich berufen finden wird, wenn betheiligten Personen, die dieserhalb durch die Wiener Schlußacte unter ihren Schutz speciell gestellt sind, über Verletzung jener vertragsmäßigen Vorschriften und über die Unmöglichkeit, rechtliches Gehör zu erhalten, klagen; so wird es dem Unterzeichneten erlaubt seyn, zu bitten:

die hohe Bundesversammlung wolle geruhen, an das gewählte und committirte Austrägalgericht, das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgericht zu Celle, ein nachdrückliches Beförderungsschreiben zu erlassen».

Gutachten.

Früher, als diese Vorstellung eingegeben wurde und zum Vortrage gebracht werden konnte, hat das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgericht zu Celle, als gewähltes und committirtes Austrägalgericht, in zwei Anzeigen, wovon die erste vom 6. Mai 1822 (Prot. S. 523), die zweite vom 4. Februar dieses Jahres datirt ist (Prot. S. 51), nachgewiesen, daß und warum dasselbe ausser Stand gewesen sey, den vor ihm obschwebenden Rechtsstreit, in Sachen der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer der Partial-Obligationen lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und Capitalien betreffend, innerhalb der, in dem Bundesbeschlusse vom 16. Juni 1817 Art. III Num. 8 bestimmten, einjährigen Frist, durch ein von ihm abzugebendes Erkenntniß zu beendigen.

Diese hohe Versammlung hat diese Nachweisung in ihren Beschlüssen vom 15. Juli 1822 und vom 20. Februar dieses Jahres für hinlänglich begründet anerkannt.

Es ist hier nicht der Ort, diese Beschlüsse zu rechtfertigen; wenn sich inzwischen der Anwalt der Reclamanten an die Erklärungen der Großherzoglich-Badischen Gesandtschaft

in den Protokollen vom Jahre 1820, Seite 670 ff., und in den Protokollen voi
§§. 33, 73, 93 und 124, und die darüber gepflogenen Verhandlungen und i
will, daß, nach dem Artikel 22 der Schlußacte, dem Austrägalgerichtshofe d
Processes und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Neb
eingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bund
lung oder der Landesregierung zusteht: so wird sich derselbe leich
daß die Ansicht des Oberappellationsgerichts zu Celle von der des Ober
richts zu München nicht abhängig gemacht werden konnte, und daß diese h
lung einer Verschiedenheit der Ansichten über so wichtige Gegenstände nur au
den sie in der That eingeschlagen hat, nämlich auf dem Wege einer Gesetz
künftige Fälle, vorbeugen dürfte.

Da nun, unter diesen Umständen, der im Artikel 22 der Schlußacte vor
einer Zögerung von Seiten des Gerichts — der einzige, in welchem die Bu
lung ermächtigt ist, sey es auf Anrufen der streitenden Theile oder von Amtsn
gungen zu erlassen — nicht eingetreten ist; so kann zwar dasjenige, um was ge
nicht verfügt werden: allein es wird, wenn der rechtliche Anspruch der Recl
auf, daß der zwischen mehreren Staaten obschwebende Rechtsstreit, von dessen
die Befriedigung ihrer überall unbestrittenen Forderung allein abhängt, in der
zesten Zeit wirklich zur Entscheidung gebracht werde, nicht ganz vereitelt werde
noch dasjenige verfügt werden müssen, was geeignet seyn wird, dem 30. Art.
acte, in Verbindung mit der Num. 8 des III. Artikels des Bundesschlusses vor
1817, die bundesverfassungsmäßige Vollziehung zu sichern.

Aus der Anzeige des Königlich-Großbritannisch-Hannöverischen Oberap
richts zu Celle vom 4. Februar 1823 geht nun allerdings die Möglichkeit
jener rechtliche Anspruch der Reclamanten dadurch gefährdet werden könnte,
zur rechten Zeit eine Verfügung zu dem Ende getroffen würde, um dem 30.
Schlußacte und der angezogenen Bestimmung des Bundesschlusses vom 16. Jun
volle Anwendung, wie für alle Zukunft, so auch schon in diesem Falle, zu si

Denn, nachdem das Königliche Oberappellationsgericht die Lage, in wel
ihm vorliegende Sache befindet, geschildert hat, macht dasselbe noch folgende B

« So sehr es nun zu beklagen ist, daß diese Sache, durch deren längeren
das Wohl so mancher Familien einzelner Gläubiger gefährdet wird, bis jetzt no
entschieden, ja noch nicht einmal so weit hat gebracht werden können, daß de
ihrer gänzlichen Beendigung mit einiger Wahrscheinlichkeit vorausgesehen we
so sehr auch die Gläubiger das Drückende ihrer Lage dabei empfinden mögen,

selben, obgleich über ihre Befriedigung gestritten wird, dennoch, nach der besondern Beschaffenheit des vorgeschriebenen Verfahrens, bei der Erörterung der uns zur Entscheidung allein übertragenen Vorfrage, das Recht zu interveniren und gegen einen der streitenden Theile Anträge irgend einer Art zu machen, und folglich auch durch Contumacial-Anträge den Fortgang der Sache zu befördern, hat abgesprochen werden müssen; so wird doch eine hohe Bundesversammlung aus dieser Lage der Sache gerechtest ermessen, daß wir nicht die Mittel in Händen gehabt haben, die Beendigung der Instruction schon jetzt herbeizuführen, und folglich, daß solche bis jetzt noch nicht erfolgt ist, nicht unserer Schuld beigemessen werden kann.

«Denn eines Theils ist es nicht zu verkennen, daß der besonders weitläufige Umfang der Sache, deren Erörterung aus mancherlei älteren Verhandlungen und vorübergegangenen Verhältnissen hergenommen werden muß, und welche durch die von der Krone Baiern hinzugefügte Reconvention noch bedeutend erweitert ist, beiden Theilen einen gegründeten Anspruch auf die Gestattung geräumiger Fristen zu ihren Verhandlungen darbietet, andern Theils können wir, nach dem in unserer Proceßordnung vorgeschriebenen und daher auch hier in Anwendung zu bringenden Verfahren, uns nicht für berechtigt halten, gegen einen der streitenden Theile praejudicia in Vollziehung zu setzen, und in contumaciam gegen denselben zu verfahren, wenn nicht der andere streitende Theil besonders darauf anträgt. Letzteres ist nun bis jetzt von den eigentlich streitenden Theilen, wozu wir die Gläubiger nicht rechnen können, nicht geschehen, auch dürften erstere durch den Gegenstand, worüber gestritten wird, sich nicht gedrungen fühlen, solches zu thun».

Es ist demnach klar, daß, unter den vorwaltenden Verhältnissen, eine Entscheidung desjenigen Rechtsstreits, von welcher die unbestrittene Forderung der Reclamanten allein abhängt, nicht sowohl von der künftigen Ueberzeugung des Gerichts, daß die Acten zum Spruche reif seyen, als vielmehr von dem guten Willen der streitenden Theile, dessen Bethätigung in dem Gegenstande, worüber gestritten wird, keinen Antrieb findet, abhängig ist.

Das Oberappellationsgericht hält sich nicht ermächtigt, früher Präjudicien in Vollziehung zu setzen und in contumaciam zu verfahren, als bis einer der streitenden Theile gegen den andern darauf besonders anträgt; keiner der Streitenden hat in Fällen des 30. Artikels ein Interesse dabei, solche Anträge zu machen, vielmehr haben sie das entgegengesetzte Interesse; und diejenigen, um welcher willen der Rechtsstreit allein erhoben wurde, werden, dergleichen Anträge zu machen, für nicht befugt erachtet: es ist daher die Möglichkeit gegeben, daß nicht nur eine Bestimmung des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817, sondern

auch der ganze 30. Artikel der Schlußacte eludirt werden könne — eine Mögli
offenbar durch den Gesetzgeber vorgebeugt werden muß.

Wenn nun gleich aus der Anzeige des Oberappellationsgerichts zu Cel
daß bis jetzt keiner der streitenden Theile Fristen gesucht habe, auf deren (
selben nicht einen gegründeten Anspruch gehabt hätten, und wenn sich gleid
kannten und auch ausdrücklich ausgesprochenen Gesinnungen der bei dieser S
ten Regierungen mit grosser Zuversicht erwarten läßt, daß sie die Bestimmun
Proceßordnungen, bei deren Entwerfung auf Gegenstände des 30. Artikels d
natürlich keine Rücksicht genommen werden konnte, nicht dazu benutzen werde
digung unbestrittener Forderungen unmöglich zu machen, oder auch nur übe
zu verzögern; so darf doch der Gesetzgeber von dem Daseyn solcher Gesinnun
abhalten lassen, die Maasregeln, welche geeignet sind, den bestehenden Gesetz
Falle ihre regelmäsige Anwendung zu verschaffen, zu ergreifen.

Es kommt hier zunächst darauf an, eine Anordnung zu treffen, welche e
auf den Grund des 30. Artikels der Schlußacte reclamirenden, Privatperso
bei den Austrägalgerichten unmittelbar Anträge auf Präjudicien gegen die ei
tenden Parteien einzubringen, oder welche die Bundesversammlung, auf deren
ihr, gesetzlich ermächtigt, in so beschränkter Weise, auf die Erkennung von Pr
Seiten des Gerichts bei diesem einzuwirken, oder welche es den obersten Ger
einzelner Bundesstaaten, als Austrägalgerichten, bei den im 30. Artikel der Sc
gesehenen Fällen, bis zur Emanirung einer eigenen Austrägalgerichts-Ordnun
erlaubt, ohne besonderes Anrufen derer, um derentwillen ein Rechtsstreit zw
desgliedern geführt werden muß, auch dann praejudicia in Vollziehung zu
contumaciam zu verfahren, wenn in der in ihrem Lande geltenden Proceß
solches Verfahren von besonderen Anträgen einer der eigentlich streitenden Thei
andern abhängig gemacht worden ist.

Es dürfte daher der Antrag gerechtfertigt seyn:

die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission zu
dem ihr vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Febru
wordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich kürzes
besondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtig
künftigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur
brachte mögliche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels, dem Art. III
Bundesschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyı

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit diesem Antrage; daher

Beschluß:

daß die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission ersucht werde, dem ihr vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Februar 1823 gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich kürzester Zeitfrist, besondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtigen, als jeden künftigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mögliche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte, dem Art. III Num. 8 des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyn möchte.

§. 42.

Denkschrift des Christian Ludwig Knecht zu Mainz, Pensionsanspruch als vormaliger Kurmainzischer Zolleinnehmer betreffend.

(Man s. auch 27. Sitz. §. 163 v. J. 1817. — 13. Sitz. §. 31 v. J. 1820.)

Der Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerin- und Strelitzische Gesandte, Herr von Pentz, verliest für den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten, Grafen von Eyben, einen Vortrag über das (Num. 131 vorigen Jahres eingekommene) Gesuch des Zöllners Knecht zu Mainz, wonach Reclamant bittet, sich für ihn bei Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Hessen dahin zu verwenden, daß ihm, von der Zeit der Besitznahme von Mainz im Jahre 1816 an, seine frühere Besoldung nebst Emolumenten, ungefähr 660 Fl., nachgezahlt und als Pension für die Zukunft zugesichert werden möge.

Das Gesuch werde auf die Behauptung gestützt:

1) daß er, als 20jähriger Staatsdiener, nach dem §. 59 des Deputations-Hauptschlusses von 1803 berechtigt sey, seinen früheren Gehalt, mit den decretmäßigen Accidencien als Pension zu beziehen. Daß er wirklicher Staatsdiener gewesen sey, gehe daraus hervor, daß er von dem Landesherrn angestellt, auf landesherrliches Interesse verpflichtet, bei einem landesherrlichen Institute, dem Kaufhause zu Mainz, dessen Einnahmen in herrschaftliche Cassen geflossen, angestellt gewesen sey; er lege das Kurfürstliche Anstellungsdecret vom 5. September 1778, mittelst welchem er zum Zolldienste am rothen Thore zu Mainz bestellt worden, im Abdrucke bei;

2) daß der von den Großherzoglich-Hessischen Behörden gemachte Einwurf: Reclamant sey bei der Besitznahme von Mainz durch die Französischen Truppen im Jahre 1798 nicht auf den Pensions-Etat gesetzt worden, mithin von den Großherzoglichen Cassen als

Pensionär nicht zu übernehmen, seinen verfassungsmäßigen Pensionsanspruch 1
weniger noch vernichten könne;

3) eine Bestätigung dieser Ansicht finde er darin, daß Ihro Majestäten,
Oesterreich und der König von Preussen, ihm die als Pension angesprochene
den Zeitraum hätten auszahlen lassen, in welchem Mainz in Höchstihrem
Besitze gewesen sey.

Der Herr Referent bemerkte, daß sich als Sachwalter des Reclamanter
Joseph Horix zu Mainz legitimirt habe, und daß sich mehrere nicht unbedeute
keiten in der vorliegenden Darstellung fänden.

Was nun dessen Gesuch selbst beträfe, so müsse bemerkt werden, daß a
ren Eingaben des Reclamanten hervorgehe, daß er Zöllner am rothen Thore zu
sen, als solcher die Einnahme der städtischen Accise an demselben zu besorgen, 1
Kaufhause abzuliefern gehabt hätte. In diesen Umständen habe der Reclaman
selbst noch in einer den 1. Mai 1821 der Großherzoglich-Hessischen Regierun
Vorstellung, das Motiv gefunden, sich für einen Localdiener zu halten, und zu bit
Mainz anzubefehlen, die nachgesuchte Pension ihm auszuzahlen. Mit diesem G
Großherzoglichen Regierung nach angestellter Untersuchung abgewiesen, werde 1
behauptet, Reclamant sey Staatsdiener gewesen, und zu Unterstützung seiner
oben erwähnte Kurfürstliche Decret angeführt, welches jedoch in Original nicht be
den sey. Auch die Großherzogliche Regierung erkenne als solchen ihn an, ohne je
wie der Reclamant selbst, anzugeben, ob er als Communal- oder als Centr
ner angesehen werden müsse, wodurch allein bestimmt werden könne, wer ih
ren verpflichtet sey. Als Staatsdiener und vermuthlich als Communaldiene
nun, in Anleitung des 59. §. des Deputations-Hauptschlusses, und zwar von
zoglich-Hessischen Regierung, pensionirt zu werden.

Hierzu würde er auch berechtigt seyn, wenn die Bestimmungen des 59. §
wendbar wären. Allein, nach dem von der hohen Versammlung über das Ges
hausmeisters Horix 1822 gefaßten Beschlusse, sey dieser 59. §. auf Recl
so wenig anwendbar, als er auf den Kaufhausmeister Horix es gewesen.
in welchem Jahre die ganze Accise von den Französischen Behörden aufgehol
clamant entlassen worden sey, wäre derselbe zu Mainz ohne Anstellung geblieb
weder damals, noch nach dem Jahre 1803, als Staatsdiener sich um eine Pensi

Er habe jedoch von seinem vormaligen Landesherrn eine Unterstützung
nicht — wie der Sachwalter unrichtig angebe — von 400 Fl., sondern 200 Fl., u

späterhin von dem Fürsten Primas, nicht — wie in der Denkschrift gesagt wird — 300 Fl. Er habe mithin keine decretmäsige Pension genossen; sey auch bei Abschluß des Pariser Friedens 1814 nicht angestellt gewesen, und die Großherzoglich-Hessische Regierung habe bereits bei mehreren Gelegenheiten und selbst gegen Reclamanten dahin sich ausgesprochen, daß sie nicht verpflichtet sey, auf das linke Rheinufer Pensionen zu übernehmen, die bei Uebergabe desselben an das Großherzogthum nicht bereits auf dasselbe gehaftet hätten.

Der von dem Reclamanten angeführte Grund, eine Pension verlangen zu können, weil Ihre Majestäten, der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen, ihm eine, seinem vorigen Gehalte ganz gleiche, Summe gegeben hätten, sey durchaus nicht durchgreifend; denn ein früher nicht besessenes Recht könnte dadurch nicht erworben werden, und Gnadenbezeugungen, von einem Souverain bekommen, gäben kein Recht auf gleiche Gnadengeschenke von anderen Regenten. — So sehr eine hohe Versammlung, in Rücksicht des Alters des Reclamanten und des von allen Behörden ihm ertheilten Lobes, den Wunsch hegen werde, ihm nützlich seyn zu können; so müsse Referent dennoch dahin antragen: ihn mit seinem angebrachten Gesuche von hier ab- und an seinen höchsten Landesherrn zu verweisen, wenn er glauben sollte, sein Gesuch mit rechtlichen Gründen unterstützen zu können.

An die Gnade des höchsten Landesherrn könne Referent ihn nicht empfehlen, denn zu den mehreren Unrichtigkeiten, die der Sachwalter Horix in seiner Denkschrift anzugeben sich erlaubt habe, gehöre ganz besonders auch die mit grellen Farben geschilderte Lage des Reclamanten, der, von Behörde zu Behörde verwiesen, von allen möglichen Hülfsmitteln entblößt, dem Hungertode, dem andere Mainzer Diener unterlegen hätten, nahe stehen solle. Diese Behauptung sey, amtlichen Nachrichten zufolge, ganz unwahr, denn Reclamant sey, seit einer Reihe von Jahren und wenigstens seit 1816, als Schreiber bei der Stations-Controlle mit 720 Franks angestellt, und denselben Nachrichten zufolge, sey nicht einmal e i n Factum bekannt, welches Veranlassung zu der Behauptung gegeben haben könne, daß Andere den Hungertod erlitten hätten.

Referent würde es für Pflicht halten, auf eine scharfe Rüge für den Concipienten der Denkschrift anzutragen, wenn er nicht glaube, dieses am zweckmäsigsten der Untersuchung und der Prüfung der Großherzoglichen Behörden überlassen zu müssen.

Hierauf wurde in Gemäßheit des Antrages

b e s c h l o s s e n:

daß Christian Ludwig Knecht zu Mainz ein- für allemal mit seinem Gesuche von hier abgewiesen werde.

§. 43.

Einreichungs-Protokoll.

Die seit der letzten Sitzung eingelangten Eingaben, als:

Num. 22, eingereicht am 7. März, von Dr. v. Hornthal, Abhandlung u
Werden die deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die co
an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil neh
1823. 8. Nürnberg.

Num. 23, einger. am 8. März, von Joh. Wilhelm Remy dahier, um E
baldigen Beschlusses in Betreff des unterm 4. vorigen Monats e
suchs wegen einer Forderung an Nassau.

Num. 24, einger. am 8. März, von Appelius und Marks, für sich
der übrigen Canzleipersonen des vormaligen Reichskam
zu Wetzlar, Gesuch um provisorische Anweisung des bereits liquidir
Guthabens vom Jahre 1816; mit einer Anlage.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

Folgen die Untersch

Siebente Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. März 1823.

In Gegenwart

aller in der sechsten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war:

von Seiten Badens: der Großherzogliche Herr Gesandte und Kammerherr, Freiherr von Blittersdorff.

§. 44.

Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(24. Sitz. §. 192 v. J. 1822.)

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist ermächtigt, auf den in der 16. Bundestagssitzung vom 13. Mai vorigen Jahres, hinsichtlich der Entschädigungs-Reclamation der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, gefaßten Beschluß zu erklären:

Seine Königliche Majestät von Baiern hätten zwar erwarten dürfen, daß, nach den von Allerhöchstihrer Gesandtschaft in der 37. Sitzung des Jahres 1817 (§. 260) und in der 33. Sitzung des Jahres 1819 (§. 205) in dieser Sache abgegebenen Erklärungen, Baiern nicht ferner als hierbei betheiligt angesehen werden würde; da jedoch jener Beschluß auch für die Königlich-Baierische Regierung die Aufforderung enthalte, mit den hohen Theilhabern der vormaligen Rheinpfalz am rechten Rheinufer über die Auswahl eines Gerichtshofes übereinzukommen, vor welchem der am ehemaligen Reichskammergerichte begonnene Rechtsstreit fortgesetzt werden möge: so seyen Allerhöchstdieselben bereit, dazu mitzuwirken, daß diesfalls eine compromiß- oder austrägalgerichtliche Entscheidung herbeigeführt werde, und auf diesem Wege die endliche Befriedigung der Reclamanten erfolge, wonach man denn das weitere Geeignete von Seite der unmittelbar in Anspruch genommenen, aber die Verbindlichkeit Baierns behauptenden, hohen Theilhaber der diesseitigen Rheinpfalz erwarten müsse.

Diese Erklärung wurde der Reclamations-Commission zugestellt.

§. 45.

Legitimation der zu der Militärcommission der Deutschen sammlung abgeordneten Generale und Stabsofficier

(6. Sitz. §. 40 d. J.)

Der Königlich-Sächsische Herr Gesandte zeigte an, daß die des neunten Armeecorps bei der Militärcommission der Deutschen Bunde vom 19. März dieses Jahres an, von der zweiten Division auf die erste übe und der Königlich-Sächsische Herr Oberstlieutenant und Flügeladjutant von hofen dieselbe übernommen habe; — deßgleichen machte

der Großherzoglich-Badische Herr Gesandte die Anzeige, achten Armeecorps für den nämlichen Zeitraum die Stimme von der ersten Division übergegangen und der Großherzoglich-Badische Herr Oberst und Re von Freydorf damit beauftragt sey.

Beschluß.

Der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung auf herkömmli Nachricht zu geben.

§. 46.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei löſten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regieru

(5. Sitz. §. 34 d. J.)

Großherzogthum Hessen. In der 4. dießjährigen Sitzung ist bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen, n der diesseitigen, früherhin beschlossene Ersuchen um Auskunft, wegen der Reclam maligen Mainzer Domcapitels gegen die gedachten Regierungen, erneuert word

Großherzogliche Gesandtschaft findet sich hiernach beauftragt, über den E genstand folgende Erklärung abzugeben.

Diejenigen Bestandtheile des vormaligen Großherzogthums Frankfurt, wärtig zum Großherzogthume Hessen gehören, sind unbedeutend und hatten f Großherzoglich-Frankfurtischen Departement Frankfurt gehört.

Man hat sich daher diesseits schon vor mehreren Jahren mit der freien furt dahin verglichen, daß diese, vermittelst einer an sie gezahlten Aversional- auf jene jetzt Großherzoglich-Hessischen Landestheile fallenden, Großherzoglich-F Central- und Departemental-Lasten übernommen hat.

Hessen ist demnach bei der vorliegenden Forderung nicht interessirt, und man befindet sich auch nicht im Stande, irgend eine Auskunft darüber zu ertheilen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abzugeben beschlossen.

§. 47.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(26. Sitz. §. 218 v. J. 1822.)

Mecklenburg-Schwerin- und Mecklenburg-Strelitz. In Zustimmung zu dem, in der 2. förmlichen Bundestagssitzung des Jahres 1821, von dem damaligen Königlich-Baierischen Herrn Bundestagsgesandten geschehenen Antrage: daß die in den einzelnen Staaten des Deutschen Bundes geltenden Verordnungen, Gesetze, Gerichts- und andere Ordnungen u. s. w. zum Gebrauche der Bundesversammlung anhero mitgetheilt werden möchten, — hat die Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerinische und ebenfalls die Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzische Regierung mehrere hier einschlagende Werke und Sammlungen der Gesandtschaft mit dem Auftrage zugehen lassen, solche zur Bibliothek der Bundesversammlung zu übergeben. In Gemäßheit dessen, überreicht die Gesandtschaft nachfolgende Werke und Sammlungen, auch einzelne Verordnungen,

A) für Mecklenburg-Schwerin.

1) Mecklenburgischer Landesgrundgesetzlicher Erbvergleich, d. d. Rostock vom 18. April 1755. in 8. (Man vergl. auch unten, B. 1.)

2) Schröder's neueste Gesetzsammlung für die Mecklenburg-Schwerin- und Güstrowschen Lande, v. 1775 — 1804. I. Theil 1. und 2. Lieferung, II. Theil 1. 2. u. 3. Lieferung.

3) v. Both's neue Gesetzsammlung für die Mecklenburg-Schwerinischen Lande, von 1802 — 1817. 1. 2. 3. und 4. Lieferung. (Fortsetzung des vorigen.)

4) Ditmar's Sammlung neuerer Mecklenburg-Schwerinischer Gesetze, I. Bd. 1. bis 9. Heft.

5) Ackermann's kleine kirchliche Gesetzsammlung rc., enthaltend die seit dem Jahre 1797 in Bezug auf Kirche und Geistlichkeit erlassenen Verordnungen.

6) Spalding's Repertorium juris Mecklenburgici; nebst 1. u. 2. Supplement von Ditmar.

7) Verordnung wegen der Aufhebung der Leibeigenschaft, vom 18. Januar 1820.
8) Verordnung wegen der Militärpflicht, vom 15. December 1820.
9) Criminalgerichts-Ordnung, vom 31. Januar 1817.
10) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
11) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 12. November 1819.
(Num. 7, 9, 10 u. 11 stehen auch in dem sub num. 17 angef. Wochenblatt.)
12) Mantzel's neue Mecklenburgische Staats-Kanzley, 1. 2. und 3. Theil.
13) Hagemeister's Mecklenburgisches Staatsrecht.
14) v. Kamptz Beiträge zum Mecklenburgischen Staats- und Privatrecht, 1. bis 6. Bd.
15) v. Kamptz Civilrecht der Herzogthümer Mecklenburg, I. Theil, 1. u. 2. Abtheilung.
16) Siggelkow's Handbuch des Mecklenburgischen Kirchen- und Pastoralrechts.
17) Mecklenburg-Schwerinisches officielles Wochenblatt, von 1812 bis 1821, zehn Jahrgänge.

B) für Mecklenburg-Strelitz.

1) Mecklenburgischer Landesgrundgesetzlicher Erbvergleich, d. d. Rostock vom 18. April 1755, in 4. (Man vergl. auch oben, A. 1.)
2) v. Kamptz Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-Strelitz geltenden Verordnungen.
3) Boccius Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-Strelitz geltenden Verordnungen (eine Fortsetzung des vorgenannten sub 2.)
4) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Herzogthume Mecklenburg-Strelitz, vom 3. Juli 1821.
5) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Fürstenthume Ratzeburg, vom 3. Juli 1821.
6) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
7) Ordnung für die Procuratoren des Oberappellationsgerichts, vom 21. Sept. 1819.
8) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 22. November 1819.

§. 48.

Pensionsgesuch des ehemaligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar.

(8. Sitz. §. 70 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein, trägt vor: Die definitive Erledigung des wiederholten Pensionsgesuchs des ehe-

maligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann unterliege noch immer denselben Schwierigkeiten, die solcher bei dem unterm 22. Juni 1818 (§. 160) erstatteten Vortrage entgegen gestanden.

Da die Bedürftigkeit des Supplicanten fortdauere, so werde der Antrag sich rechtfertigen, ihm, wie bisher, und zuletzt im vorigen Jahre geschehen, aus den kammergerichtlichen Sustentationsgeldern 150 Fl. vorschüssig zu bewilligen.

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

daß dem ehemaligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar abermals Einhundert funfzig Gulden, und zwar vorschußweise, aus den Kammergerichts-Sustentationsgeldern zu verabreichen sind, und die provisorische Bundescasse-Verwaltung, in deren Verwahrung sich jene Gelder befinden, zur Auszahlung und Verrechnung anzuweisen ist.

§. 49.

Osterferien.

Auf Antrag des Präsidii wurde verabredet, wegen eintretender Osterfeiertage die nächste Sitzung am 10. April dieses Jahres abzuhalten.

§. 50.

Abrufung des Großherzoglich-Hessischen Bundestagsgesandten, Herrn von Harnier.

Der Großherzoglich-Hessische Bundestagsgesandte, Herr von Harnier. Mit der Anzeige, daß Seine Königliche Hoheit der Großherzog gnädigst gut gefunden haben, mich meinem frühern und fortdauernd beibehaltenen Gesandtschaftsposten zu München ganz wieder zurück zu geben, verbinde ich meine gefühlteste Dankbezeugung für das Wohlwollen und collegialisch-freundliche Zutrauen, womit ich von den Mitgliedern dieses ausgezeichneten Kreises stets begünstigt worden bin.

Die Hoffnung, auch künftig mich Ihres schätzbaren Andenkens erfreuen zu dürfen, muß mir die Trennung erleichtern;

Und so scheide ich, mit dem aufrichtigsten Wunsche, daß alles, was die Stiftungsurkunde des Deutschen Bundes dem gemeinsamen Vaterlande und seinen einzelnen Staaten verheißt,

7) Verordnung wegen der Aufhebung der Leibeigenschaft, vom 18. Ja
8) Verordnung wegen der Militärpflicht, vom 15. December 1820.
9) Criminalgerichts-Ordnung, vom 31. Januar 1817.
10) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
11) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 12. N
(Num. 7, 9, 10 u. 11 stehen auch in dem sub num. 17 angef. W
12) Mantzel's neue Mecklenburgische Staats-Kanzley, 1. 2. und 3.
13) Hagemeister's Mecklenburgisches Staatsrecht.
14) v. Kamptz Beiträge zum Mecklenburgischen Staats- und Privatrecht
15) v. Kamptz Civilrecht der Herzogthümer Mecklenburg, 1. Theil, 1. u.
16) Siggelkow's Handbuch des Mecklenburgischen Kirchen- und Pa
17) Mecklenburg-Schwerinisches officielles Wochenblatt, von 1812 bi
Jahrgänge.

B) für Mecklenburg-Strelitz.

1) Mecklenburgischer Landesgrundgesetzlicher Erbvergleich, d. d. Rostock
1755, in 4. (Man vergl. auch oben, A. 1.)
2) v. Kamptz Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-S
den Verordnungen.
3) Boccius Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-Str
Verordnungen (eine Fortsetzung des vorgenannten sub 2.)
4) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Herzogthume Mecklenb
vom 3. Juli 1821.
5) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Fürstenthume Ratzeburg,
1821.
6) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
7) Ordnung für die Procuratoren des Oberappellationsgerichts, vom 21.
8) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 22. Noven

§. 48.

Pensionsgesuch des ehemaligen Kammergerichts-Pedellen A Wetzlar.

(8. Sitz. §. 70 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr merstein, trägt vor: Die definitive Erledigung des wiederholten Pensionsge

§. 52.

Einreichungs=Protokoll.

Die Eingabe

Num. 25, eingereicht am 14. März, von Dr. Ehrmann, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, erneuerte Beschwerde wegen verweigerter Justiz der Königlich=Preussischen Justizhöfe. Mit 10 Anlagen.

wurde an die Reclamations=Commission abgegeben.

Folgen die Unterschriften.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversamml

Funfzehnter Band. Zweites Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am
1823.

Achte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 10. April 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen R
Freiherrn von Münch-Bellinghausen *);

Von Seiten Preussens: des von dem Königlich-Preussischen Bundesta
Herrn Grafen von der Goltz, substituirten Königlich-Hannöverischen
gesandten, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pf

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowi

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Ham

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Fr
Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerh
herrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerhe
von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herr
Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben **);

---

*) Herr Joachim Eduard Freiherr v. Münch-Bellinghausen, K. K. wirkl. Geh. Rath
Minister und präsidirender Gesandte der Deutschen Bundesversammlung, Ritter des K. Ungari
phansordens, Inhaber des K. K. silbernen Verdienst-Ehrenkreuzes, so wie auch des K. Preuß
des K. Dänischen Danebrogs-, des K. Sächsischen Civilverdienst- und des K. Hannöver. Gu
Commandeur.

**) Herr Peter Joseph Freiherr v. Gruben, geh. Staatsrath und Kammerherr, ausserordentl.
bevollmächtigter Minister bei der Deutschen Bundesversammlung, des Großh. Hausordens Com

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des von dem Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandten, Herrn Grafen von Eyben, substituirten Großherzoglich-Mecklenburgischen Gesandten, Herrn von Pentz;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Curtius;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 53.

Legitimation des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen.

(7. Sitz. §. 51 d. J.)

Der Kaiserlich-Königliche wirkliche Geheime Rath, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen, legitimirte sich in der heutigen Sitzung als Kaiserlich-Oesterreichischer bevollmächtigter Minister und präsidirender Gesandte der hohen Bundesversammlung, mittelst Ueberreichung der Kaiserlichen allerhöchsten Vollmacht, gegeben zu Wien den 31. März 1823.

Hierauf wurde die Vollmacht verlesen, und

beschlossen:

dieselbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abschrift davon präsidirenden Gesandten zuzustellen.

Derselbe theilte hiernächst ein Schreiben des Kaiserlich-Königlich Staatsministers, Grafen von Buol-Schauenstein, an die hohe sammlung mit, folgenden Inhalts:

„Hohe Bundesversammlung! Nachdem Seine Kaiserlich-Königliche Apostolisch mein allergnädigster Herr, Ihres allerhöchsten Dienstes befunden haben, mich der Eröffnung des Bundestages bei demselben anvertrauten Vorsitzes und S huldreichst zu entheben, und beide Ihrem wirklichen Geheimen Rathe, Fr Münch-Bellinghausen, zu übertragen, erkenne ich es für eine theure Pfli lichen verehrten Herren Gesanden für das mir gegönnte ehrende Vertrauen und vielfältig bewiesene Gefälligkeit meinen lebhaftesten Dank mit aller Innigkeit da ich darf die Versicherung hinzufügen, daß ich jenes stets nach seinem ganzen würdigen und immerdar auf das redlichste zu erwiedern beflissen war, und di kenntlichkeitsvoll benutzt, ganz gewiß aber niemals mißbraucht habe; ich schei gleich tröstlichen Bewußtseyn, unablässig von dem besten Willen, das Gute beseelt gewesen zu seyn, und erlaube mir daher die zuversichtliche Hoffnung, da Bundesversammlung mir auch in der Entfernung einige wohlwollende Erinne gönnen werde, so wie Ihr meine tiefgefühlte Verehrung unwandelbar gewidmet ble

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte: Ich glaube di tragene Leitung des Bundestags-Präsidii nicht würdiger und ihrem eigenen Sinn gemessener beginnen zu können, als wenn ich mir erlaube, in Erwiederung de getragenen Abschiedsschreibens des abtretenden Herrn präsidirenden Ministers, fi der ersten Vereinigung in diesem Saale fortwährend durch regen Eifer und rastl keit ausgezeichnete Geschäftsführung den einstimmigen Dank dieser Versammlun mit Ihrem Bedauern über dessen Entfernung aus Ihrer Mitte, in Ihrem Na sprechen.

Mich anzureihen, an so viele hochverdiente, durch Würde, Ansehen und schäftserfahrung ausgezeichnete Männer, im Vereine mit Ihnen und unterstützt das zu berathen, was unserm gemeinsamen Vaterlande frommt, dieß ist die A deren Lösung ich mich berufen sehe.

Die Grundsätze, von welchen mein allerhöchster Hof bei dem ihm vertrauen tragenen Vorsitze des Bundestages ausgeht, sind Ihnen bekannt, sie sind die S

müssen die Ihrigen seyn; denn wir alle haben nur einen Zweck: das Beste des Bundes, die Erhaltung desselben und die Befestigung dieses mächtigen, Ehrfurcht gebietenden Vereins unabhängiger souverainer Staaten.

Der Bundesversammlung eine grössere Wirksamkeit zu geben, als durch die Bundesacte und durch die späteren ergänzenden Beschlüsse ausgesprochen ist, kann nicht die Absicht meines Hofes seyn, — aber die Gesetze, die da bestehen, die, nach vielfältig reifer Erwägung, von dem Bunde und für den Bund angenommen worden sind, diese Gesetze, auf welchen die Garantie des Friedens und der Eintracht in Deutschland beruht, in voller Wirksamkeit zu erhalten, dieß ist die unverholene Gesinnung meines Hofes, und es liegt in dem mir ertheilten Auftrage, dieselbe in dieser hochverehrten Versammlung und in diesem sich mir so ernst und bedeutungsvoll gestaltenden Augenblicke auszusprechen.

Fest überzeugt, daß nur durch offenes gegenseitiges Vertrauen und durch enges Aneinanderschliessen der zu einem gemeinschaftlichen Zwecke Verbündeten, das grosse Ziel unserer Vereinigung erreicht werden könne, wird mein Streben unausgesetzt dahin gerichtet seyn, in ihnen die Ueberzeugung fest zu begründen, wie sehr ich von der Wichtigkeit meines Berufes und von meiner ehrenvollen Stellung in Ihrer Mitte durchdrungen bin. —

Noch erübrigt mir, dem Königlich-Sächsischen Herrn Gesandten, welcher während der Abwesenheit meines Herrn Vorfahrers die interimistische Führung der Kaiserlich-Oesterreichischen Stimme und des damit verbundenen Präsidii mit eben so ausgezeichneter Gefälligkeit übernommen, als mit regem Eifer und gedeihlichem Erfolge fortgesetzt hat, den verbindlichen Dank meines allerhöchsten Hofes dafür auszudrücken.

Preussen. Im Namen und Auftrage des Königlich-Preussischen Herrn Gesandten, Grafen von der Goltz, wurde von dem Königlich-Hannöverischen Gesandten, Herrn von Hammerstein, die nachstehende Erwiederung des ersteren verlesen: Ich bin überzeugt, daß die hohe Versammlung den Werth der Zusicherungen und verbindlichen Aeusserungen, unter denen Seine Excellenz, der neu eintretende Kaiserlich-Oesterreichische Herr Präsidialgesandte, die Leitung unserer Verhandlungen zu übernehmen erklären, mit mir verdientermaßen würdigt.

Die von Seiner Excellenz zuerst berührte, dem heute zu anderer Bestimmung von uns abberufenen Herrn Präsidialgesandten für seine bisherige Geschäftsführung gebührende Dankbezeugung, kann nur unsere völlige Zustimmung erhalten.

Seine Excellenz hatten sich durch den unermüdlichen Eifer und durch die rühmliche Thätigkeit, mit welcher Sie unseren Berathungen seit ihrer Eröffnung vorgestanden haben, schon längst ein unverkennbares Verdienst um den Erfolg derselben erworben, und die dabei immer bewährte reine und gute Absicht, im Geist und Sinn der Instruction Ihres allerhöchsten Hofes, die Erreichung des uns allen wichtigen Zwecks, der fortgesetzten Ausbildung

der Bundesverhältnisse und Gesetze, trotz allen in der Sache selbst liegenden S
und Hindernissen, zu erleichtern und zu befördern, giebt und versichert Ihnen
deten Anspruch auf unsere Erkenntlichkeit und aufrichtige Hochachtung.

Einem Jeden von uns wird es gewiß wichtig seyn, das Zeugniß dieser
öffentlich auszusprechen, — aber ich erlaube mir ergebenst anheim zu geben, ob
gemessen seyn würde, den neu eintretenden Herrn Präsidialgesandten zu ersuch
druck derselben dem abgehenden Herrn Präsidialgesandten, in Erwiederung auf
vorgelegtes Abschiedsschreiben, Namens der hohen Versammlung schriftlich zu

Ich glaube, daß wir dieß als eine zuerst zu erfüllende Verbindlichkeit b
uns demnächst gerne vereinigen werden, um den neu eintretenden Herrn Präsi
mit zuvorkommender Achtung und Vertrauen in unserer Mitte zu empfangen.

Die durch Seine Excellenz erhaltene Bestätigung der von uns gekannten
wohlwollenden, das allgemeine Beste des Bundes nur ausschließlich berücksich
sinnungen des allerhöchsten Kaiserlich-Königlichen Hofes, verdient unsern und
schuldigen Dank, — und sicherlich verbürgt nichts mehr den hohen Werth, den
in dieser Beziehung ausgesprochenen Grundsätze und Absichten zu legen hab
nunmehr erlangte Gewißheit, daß die Anwendung und Ausführung derselben e
übertragen wurde, dessen persönliche Eigenschaften, Geschäftserfahrung und Te
das ausgezeichnete Vertrauen Seines allerhöchsten Hofes beehrt, geeignet si
eben so gegründetes, als durch allgemeine Anerkennung Seines Verdienstes schon
uns gerechtfertigtes Zutrauen einzuflößen.

Ich meines Orts, als Gesandter Preussens, glaube die völlige Uebe
meines allerhöchsten Hofes mit den erklärten Gesinnungen, Grundsätzen und Absi
Majestät des Kaisers von Oesterreich nicht erst erneuert versichern zu dürfen,
reicht mir zur Pflicht, hier feierlichst zu erklären, daß mir jede Gelegenheit
wird, das bestehende glückliche und innige Einverständniß zu Deutschlands
Wohlfahrt und Ruhe fernerweitig wie bisher zu bethätigen.

Sämmtliche Herren Gesandten stimmten einhellig in den von der
Preussischen Herrn Gesandten dem Herrn Staatsminister, Grafen von Bu
enstein, gewidmeten Dank für dessen, seit Eröffnung dieser hohen Versammlun
unermüdeten Eifer und rühmliche Thätigkeit in Leitung ihrer Berathungen u
lungen, um deren Erfolg er sich unmißkennbare Verdienste erworben habe; —
zugleich den nunmehrigen Herrn Präsidirenden, dem Herrn Grafen von Buol
stein ihre Gesinnungen, in Erwiederung auf das so eben verlesene Abschi

Namens der hohen Bundesversammlung schriftlich zu betheuern, für sich selbst aber die Versicherung ihres aufrichtigen Zutrauens und ihrer Hochachtung entgegen zu nehmen.

§. 54.

Legitimation des Großherzoglich-Hessischen Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Herrn Freiherrn von Gruben, als Großherzoglich-Hessischen Bundestagsgesandten.

(7. Sitz. §. 50 d. J.)

Präsidium zeigt an, der Großherzoglich-Hessische Herr Geheime Staatsrath und Kammerherr, Freiherr von Gruben, habe sich als Großherzoglich-Hessischer Bundestagsgesandte, mittelst Vollmacht, gegeben zu Darmstadt den 31. März 1823, gehörig legitimirt.

Die Vollmacht wurde verlesen, und hierauf

beschlossen:

dieselbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abschrift hievon dem Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Gruben, zuzustellen.

Der Großherzoglich-Hessische Herr Gesandte: Indem mir die ehrenvolle Bestimmung zu Theil wurde, in diesen hohen Verein einzutreten, fühle ich mich innig durchdrungen von der Wichtigkeit der damit übernommenen Pflichten, und von der Schwierigkeit, denselben in jeder Beziehung vollständig zu genügen; ich konnte mir nicht verhehlen, wie viel Scharfsinn und Erfahrung dazu gehöre, um in der Behandlung aller Gegenstände, welche die Thätigkeit der Deutschen Bundesversammlung in Anspruch nehmen, jene umsichtige Würdigung aller Verhältnisse zu bewähren, wodurch sich bisher ihre Beschlüsse ausgezeichnet haben, und woraus so manche für Deutschland wohlthätige Resultate hervorgegangen sind.

Wenn ich hiermit das Maas meiner Kräfte vergleiche, so darf ich mir freilich nicht schmeicheln, den Erwartungen, welche eine hohe Versammlung von mir zu hegen berechtiget ist, zu entsprechen; ich glaube mich aber mit Zuversicht der Hoffnung überlassen zu dürfen, daß über die Reinheit meiner Absichten, und über die Festigkeit meines Willens, das Gute von meinem jetzigen Standpuncte aus überall nach Möglichkeit fördern zu helfen, nie der mindeste Zweifel obwalten werde.

Warme Theilnahme an den Interessen des Deutschen Bundes, ein treuer Sinn für Recht und Ordnung, und ein unausgesetztes Streben nach Vervollkommnung für meine dermalige Bestimmung werden mich jederzeit beleben. —

Hierdurch und durch ein dem collegialischen Verhältniß durchaus angemessenes Benehmen werde ich mir das Wohlwollen und Vertrauen sämmtlicher verehrlichen Mitglieder

dieser hohen Versammlung zu erwerben suchen, und bin ich so glücklich, beide
so werde ich mich für jede Anstrengung in meinem Berufe reichlich belohnt fi

§. 55.

Substitutionen.

Ferner zeigt Präsidium an, daß, zu der heutigen Sitzung, für P
Königlich-Hannöverische Gesandte, Herr von Hammerstein, — für Däne
Holstein und Lauenburg aber, der Großherzoglich-Mecklenburgische Ge
von Pentz, substituirt seyen.

§. 56.

Uebereinkunft von Verona vom 14. December 1822, zwischen O
Rußland und Preussen einer Seits, und Sardinien ande
die Aufhebung der bestandenen militärischen Besetzung ein
der Königlich-Sardinischen Staaten betr.

(32. Sitz. §. 238 v. J. 1821.)

Der Kaiserlich-Oesterreichische präsidirende Herr Gesandte,
Auftrag seines allerhöchsten Hofes, Mittheilung von der am 14. December 1822
zwischen dem Kaiserlich-Königlichen Hofe und den Höfen von Rußland und Pre
und Seiner Königlich-Sardinischen Majestät anderer Seits, über die Aufhebung
denen militärischen Besetzung eines Theils der Königlich-Sardinischen Staaten,
nen Convention, — worauf

beschlossen

wurde, dieselbe in das Archiv abzugeben.

§. 57.

Uebergang der Stimme von Braunschweig und Nassau auf Bra

Der Königlich-Hannöverische, Herzoglich-Braunschweigische (
Herr von Hammerstein, zeigt an, daß die Stimmführung von Braun
Nassau am 1. dieses Monats auf die Braunschweigische Gesandtschaft übergega

§. 58.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden (

(7. Sitz. §. 47 d. J.)

Der Herr Gesandte der freien Städte, überreicht den dritten Band
schen Verordnungen und Bekanntmachungen seit dem Jahre 1813, enthalten
1818, 1819, 1820 und 1821. Lübeck 1823.

Dieser dritte Band wurde zur Bibliothek der Bundesversammlung abgegeben.

§. 59.

Einreichungs-Protocoll.

Die Eingaben

Num. 26, eingereicht am 27. März, von Gustenhoffer, vormaligen Präbendar bei dem Domcapitel zu Straßburg, Gesuch um Verwendung bei der Königlich-Französischen Regierung, wegen Verleihung einer lebenslänglichen Pension.

Num. 27, einger. am 27. März, von dem geheimen Justiz- und Oberappellationsrath, Dr. Christoph Martin, zu Jena, als Bevollmächtigten mehrerer Rheinpfälzischen Staatsgläubiger der Obligationen Lit. D, Gesuch um Verwendung und gnädige Berücksichtigung, damit diese Angelegenheit durch richterlichen Spruch bald beendiget werde. Mit Anlage.

Num. 28, einger. am 1. April, von Dr. Ehrmann, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, Nachtrag zu der am 14. v. M. übergebenen Vorstellung (Num. 25), Justizverweigerung von Seiten der Königlich-Preussischen Justizhöfe betr.

wurden der betreffenden Commission zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Neunte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 17. April 182

In Gegenwart

aller in der achten Sitzung Anwesen
wieder hinzugekommen war,
von Seiten Preussens: der Königliche wirkliche geheime Staats- und Cab
Herr Graf von der Goltz.

§. 60.

Erwiederung der hohen Bundesversammlung auf das Schreibe
serlich-Königlichen Staatsministers, Herrn Grafen v
Schauenstein.

(8. Sitz. §. 53 d. J.)

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte, Herr Fr
Münch-Bellinghausen, verliest den Entwurf einer von ihm in Auftr
Bundesversammlung an den Kaiserlich-Königlichen Staatsminister, Herrn Grafe
Schauenstein, zu erlassenden Antwort, als Erwiederung auf dessen Abschieds
10. dieses Monats.

Der Entwurf wurde verlesen, und von sämmtlichen Gesandtschafte
wie folgt:

Die hohe Bundesversammlung hat mit dem aufrichtigsten Bedauern Eu
aus ihrer Mitte scheiden gesehen und mich beauftragt, Hochdenselben, in Ern
das verehrliche Schreiben vom 10. dieses Monats, mit diesen Gefühlen zuglei
verdienten Dank für das, seit ihrer Eröffnung bewiesene, unermüdete und rüh
ben auszudrücken, womit Euere Excellenz ihre Berathungen und Verhandlungen
meinen Besten, dem erhabenen Zwecke des Bundes gemäß, geleitet und Sich
deren Erfolg unmißkennbare Verdienste erworben haben.

Die ganz eigene Sorgfalt, welche Euere Excellenz der Würde und dem
hohen Versammlung bei ihrer Constituirung widmeten, und das Gedeihen n

nischer Gesetze und Einrichtungen, zur näheren Begründung und Ausbildung der Bundesverhältnisse, unter Euerer Excellenz Vorsitze und thätigen Theilnahme, sind bleibende Denkmale Ihrer Wirksamkeit, und begründen die gerechtesten Ansprüche auf das in den Annalen der Versammlung fortlebende Andenken an ihren ersten Präsidirenden. rc. rc.

§. 61.

Reichskammergerichts-Archiv zu Wetzlar, auch reichskammergerichtliche Sustentations-Angelegenheiten.

(9. Sitz. §. 77 v. J. 1822. — 5. Sitz. §. 37 v. J. 1823.)

Präsidium: legt ein Schreiben der zu dem Reichskammergerichts-Archive zu Wetzlar verordneten Commission, d. d. Wetzlar den 17. März laufenden Jahres, vor, und trägt darauf an, dieses Schreiben, sammt den mit demselben eingekommenen Acten, der betreffenden Bundestags-Commission zuzustellen, diese letztere Commission selbst aber, nachdem zwei Mitglieder derselben abgegangen seyen, auf herkömmliche Art zu ergänzen.

Sämmtliche Gesandtschaften wären damit einverstanden, — es wurde demnach zur Wahl geschritten, und diese fiel auf die Herren Bundestagsgesandten,

Freiherrn von Münch, und
Freiherrn von Gruben;

daher

Beschluß:

daß der von Wetzlar eingelangte Bericht der durch den Hinzutritt der Herren Bundestagsgesandten, Freiherrn von Münch und Freiherrn von Gruben, ergänzten Bundestags-Commission zum weitern Vortrage zuzustellen sey.

§. 62.

Reclamationen der Pensionirten des vormaligen Exjesuiten- und Schulfonds zu Mainz und einiger andern dasigen Beneficiaten, um Gewährung ihrer Pensionsraten.

(4. Sitz. §. 26 d. J.)

Preussen. Der Königlich-Preussische Hof hat die an ihn gerichteten Pensionsansprüche einiger Pensionärs des vormaligen Kurmainzischen Exjesuiten- und Schulfonds, so weit sich dieselben auf ein zu Heiligenstadt belegen gewesenes Activum gründen, schon ihm Jahre 1819, wie in der 32. Sitzung desselben Jahres diesseits angezeigt worden, nach dem Maaße seiner ihm unmittelbar obliegenden Verbindlichkeit dadurch vollständig befriedigt, daß den Reclamanten der Betrag der auf jenes Capital repartirten Pensionsraten für das Vergangene, bis zum ersten Semester 1819 einschließlich, mit 757 Fl. 40 Kr. 1 ½ Pf. bewilligt

und angewiesen, auch wegen künftiger Zahlung an die noch lebenden Int
getroffen worden ist.

Die solcher Gestalt erfüllte Zahlungsverbindlichkeit beruht auf der die
gehabten und noch statt findenden Benutzung des gedachten Heiligensi
Fonds. Es leidet mithin keinen Zweifel, daß dem Königlich-Preussisc
derselbe dieß Capital während der Dauer des Zeitraumes vom 1. Novemb
1. December 1813 nicht genutzt hat, auch keine unmittelbare Verpflichtung
derjenigen Pensionsraten obliegt, welche während des nämlichen Zeitraume
blieben sind. Die Berichtigung dieser Rückstände macht vielmehr lediglich
der Regulirung des Schuldenwesens und der Centralverhältnisse des ehemal
Westphalen aus. Nur die von den hierbei betheiligten Staaten über die
Ansprüchen auf Pensionsrückstände aus der Zeit des Königreichs Westphalen
festzustellenden Grundsätze können daher auch über die fraglichen Ansprüc
scheiden. Die erwähnten Pensionärs werden dieß demnach abzuwarten habe

Wollte man ihnen, aus Rücksichten der Milde, vorläufige Zahlung au
willigen; so würde solches unfehlbar vielfache anderweitige Ansprüche auf
stigungen, und da deren gleichmäßige Befriedigung unthunlich wäre, nur v
nungen aufregen. Eine solche vorläufige Zahlung kann daher, unter den a
ständen, von Seiten des Königlich-Preussischen Hofes um so weniger statt
ganze Betrag der reclamirten Rückstände bei Regulirung des Schuldenwesens
tralverhältnisse des Königreichs Westphalen niemals Preussen allein zur La

Hiernach ist der Bevollmächtigte der Reclamanten, Finanz-Registrato
zu Aschaffenburg, auf eine Vorstellung, worin er die Zahlung jener Rückst
Königlichen Staatsministerio unmittelbar nachgesucht hatte, von demselben be
geeigneten Bescheide versehen worden.

Hierauf wurde

beschlossen:

die Erklärungen von Preussen und Kurhessen (4. Sitz. §. 26 d. J.) an die
Commission abzugeben.

§. 63.

Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemalige
Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzi
destheile.

(3. Sitz. §. 23 v. J. 1823.)

Baden. In der 14. Sitzung vom 5. April 1821 erstattete der Herzog
Oldenburgische, Anhalt- und Fürstlich-Schwarzburgische Bundestagsgesandte,

Berg, Vortrag über die Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile, worauf beschlossen wurde: « daß die Herren Gesandten von Baiern, Würtemberg, Großherzogthum « Hessen, Nassau und der freien Stadt Frankfurt ersucht werden, sich bei ihren Regierungen « um Unterstützung der in der commissarischen Darstellung über die vier Puncte in Vorschlag « gebrachten Einleitung, insbesondere aber dahin zu verwenden, daß die erwähnten betheiligten « Regierungen durch Bevollmächtigte der Commission die erforderlichen Aufklärungen und « ihre Aeusserungen über diese Gegenstände dergestalt abgeben, damit die gütliche Vereinigung « derselben, in deren Entstehung aber die rechtliche Erledigung der Sachen und die endliche « Befriedigung der Gläubiger bewirkt werden könne ».

Ungeachtet nun Baden unter den Betheiligten sich nicht aufgeführt findet, so glaubt es dennoch, als dermaliger Besitzer einiger Theile des vormaligen Kurstaats Mainz, seine Erklärung über diesen Gegenstand, insbesondere über die Forderungen mit Special-Hypothek auf die Rente Lohneck und den Zoll Vilzbach, gleichfalls abgeben zu müssen.

Die Streitfrage, worauf es hierbei ankommt, wurde von dem Herrn Referenten selbst dahin aufgestellt: Haben die reclamirenden Gläubiger ihre Special-Hypothek auf der linken Rheinseite, und ist also Frankreich ihr Schuldner geworden?

Großherzoglich-Badischer Seits ist man nun der Ansicht, daß die hier in Frage stehenden Schulden, wie auch der Pariser Staatsvertrag von 1810 ausdrücklich besagt, schon ursprünglich und nach dem strengen Rechte von dem Mainzer Ausgleichungscongresse zu Frankfurt nicht hätten an Frankreich verwiesen werden können.

Hiervon ausgehend, hat auch die Großherzogliche Regierung den erwähnten Staatsvertrag anerkannt, und dem gemäß bereits seit dem Jahre 1811 jenen Antheil an diesen Schulden übernommen, der die, in den diesseitigen Besitz gekommenen, ehemals Mainzer Kammer- und Steuergefälle, im Verhältniß zu den sämmtlichen übrigen auf der rechten Rheinseite gelegenen dergleichen Gefälle, trifft.

Nur die diesseitige Rate an der Mainzer Pfandamtsforderung konnte von der Großherzoglichen Regierung damals, wegen Mangel der erforderlichen Aufklärungen, nicht übernommen werden, und auch dermalen noch muß sich die Gesandtschaft, wegen verschiedener noch nicht vollständig darüber eingezogener Erkundigungen, weitere Erklärung über diesen Gegenstand vorbehalten.

Ehe und bevor aber die oben erwähnte Streitfrage ihre endliche Erledigung erhalten haben wird, und ehe man demnach weiß, ob Nassau und die übrigen am Pariser Vertrage vom Jahre 1810 nicht theilnehmenden Mainzer Kurstaats-Theilhaber die auf ihre Mainzer Kammer- und Steuer-Revenüen fallenden Schuldenantheile, wie man diesseits glaubt,

auch wirklich zu übernehmen verbunden oder entschlossen sind, läßt sich von ei
mentritte von Bevollmächtigten zur Liquidation und Repartition dieser Schult
kein Resultat erwarten. Die Liquidation derselben ist übrigens, unter Zugrun
darüber in Aschaffenburg vorhandenen einzelnen Schuldenacten und der Mainz
und Kriegszahlamts-Rechnungen, in welchen sie Posten für Posten eingetrag
so leichtes und einfaches Geschäft, daß die Commission damit wohl in zwei bi
vollständig zu Ende kommen würde.

Noch weniger mühsam aber ist die Repartition dieser Schulden unter die
Kurstaats-Theilhaber, da die resp. Mainzer Steuer- und Kammer-Revenüen-
folglich der für diese Schulden gesetzlich vorgeschriebene Repartitionsmaasstab,
gefertigt, von allen Seiten förmlich anerkannt und früher durch den Frankfur
chungscongreß für eine weit größere Masse von Mainzer Kammer- und Steue
unter allseitiger Genehmigung, in Anwendung gebracht worden ist.

Von Entscheidung der Vorfrage, ob die Schuldraten, welche nach dem be
mittelten Maasstabe auf jene Landestheile fallen, deren dermalige Besitzer dem
trage von 1810 nicht beigetreten sind, jetzt von diesen dennoch, oder ob sie — als
reich haftend geblieben — nunmehr von denjenigen Deutschen Regierungen übernom
müssen, welche in dem Besitze der Mainzer Landestheile auf der linken Rheins
finden, und hinsichtlich ihrer jetzt in Frankreichs Stelle und Verbindlichkeit ge
hängt ferner auch die Anerkennung und Uebernahme der Forderung der Kro
von 18,200 Fl. für die Universität Erfurt, so wie verschiedene andere ähnliche,
allein ab.

Nicht zu verkennen ist, daß, wenn diese Corporations- und Stiftungs-
nach ihrer Hypothek und zufolge des Lüneviller Friedens, wie von dem
Nassau behauptet wird, zu übernehmen gewesen seyn würden, dieselben auch,
des Reichsdeputations-Hauptschlusses von 1803, an Frankreich heimgefallen u
dessen Händen Rechte und Verbindlichkeit consolidirt gewesen seyn würden.

Die solcher Gestalt längst vor dem Pariser Staatsvertrage von 1810 erlos
bindlichkeiten hätten demnach auch später nicht mehr ins Leben gerufen werden

Wenn nun hiernach die Entscheidung der mehrerwähnten Streitfrage bei
tition und selbst bei der Liquidation einzelner nicht unbeträchtlicher Forderungen
ist, so sieht sich die Großherzogliche Regierung zu der wiederholten Erklärung
daß sie sich vor Erledigung derselben von dem Zusammentritt einer eigenen
kein Resultat versprechen kann.

Demnach ist sie auch des Dafürhaltens, daß die hohe Bundesversammlung zuvörderst einzig und allein ihre Bemühung darauf zu richten haben möchte, die Entscheidung der streitig gewordenen Vorfrage herbeizuführen.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen.

§. 64.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(5. Sitz. §. 37 d. J.)

Baden. Die hohe Bundesversammlung hat beschlossen, über den ihr in der 25. Sitzung vom 15. Juli 1822, in Betreff der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen, erstatteten Commissionsbericht, die Instructionen der Höfe einzuholen.

Die Großherzogliche Gesandtschaft hat nicht ermangelt, diesem Beschlusse nachzukommen, und sie sieht sich nunmehr ermächtigt, Namens ihres höchsten Hofes folgende Erklärung abzugeben.

In dem erwähnten Commissionsberichte, Seite 769, ist das Großherzogthum Baden unter denjenigen Bundesstaaten aufgeführt, welche gar keine oder nicht nennenswerthe Rückstände an Kammerzielern bis 31. December 1816 haben, und Seite 770 wird hinzugefügt, daß, wenn dasselbe von allen Staaten geschehen wäre, die besoldeten Cameralen schon 1813 gar keinen Rückstand gehabt haben, seitdem aber keine vollen Kammerzieler zu deren Befriedigung erforderlich gewesen seyn würden.

Nach der eben daselbst gestellten Berechnung hätte sich dem zufolge am Ende des Jahres 1816 ein Ueberschuß von 94,436 Rthlr. 45 $\frac{3}{5}$ Kr. ergeben, der zur Restitution an die Contribuenten vorräthig seyn sollte, und wovon Baden nach dem Beitragsfuße 4,290 Fl. 24$\frac{2}{3}$ Kr., als zuviel bezahlt, erhalten würde.

Wenn nun die schuldigen Beiträge von vielen der Contribuenten nicht eingiengen, und dadurch nicht nur der ganze Ueberschuß der Staaten, welche ihre Gesinnungen gegen die hülfsbedürftigen Reclamanten durch Abführung ihrer Raten bethätigten, absorbirt wurde, sondern sich auch noch ein Zahlungsrückstand von 195,370 Fl. 23 Kr. ergab; so kann die Großherzogliche Regierung ein solches Resultat zwar bedauern, keineswegs aber vermag sie einzusehen, wie hieraus irgend eine, wenn auch nur moralische, Verbindlichkeit zu weiteren Beiträgen für sie abgeleitet werden kann. Unmöglich kann sie sich mit einer Billigkeit vereinigen, die mit den Rechtsprincipien unverträglich ist; vielmehr theilt sie die bereits von dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofe ausgesprochene Ueberzeugung, daß man

immer noch am sichersten zum Ziele gelangen werde, wenn die hohe Bunde
dahin wirkte, daß zuerst alle rückständigen Kammerzieler bis zum Jahre 181
weiter in diesem Jahre ausgeschriebenen Kammerziele, entrichtet, und hieraus d
gen Pensionen bezahlt würden.

Sollte sich hierbei eine so grosse Menge von illiquiden und inexigiblen P
stellen, daß ein weiterer Ausschlag erforderlich würde, so ist die Großherzoglic
bereit, diesen zu leisten, ungeachtet sie nicht glaubt, daß irgend eine dieser
verloren seyn könne, da die Kammerzieler als eine Realverbindlichkeit auf
Landestheilen hafteten, und daher beibringlich seyn müssen, so lange als diese

Sollten aber einzelne dieser Forderungen deßhalb für inexigibel betrachtet w
weil deren Beitragspflicht zwischen verschiedenen Bundesstaaten streitig ist, so
Großherzoglich-Badischer Seits dieser Ansicht gleichfalls nicht beizutreten; vieln
des Dafürhaltens, daß die hohe Bundesversammlung dafür Sorge zu trager
dieser Streit geschlichtet werde, was aber nicht dadurch geschehen kann, daß
ganz oder zum Theil auf diejenigen übertragen werde, welche ihrer Obliegenhe
nügt haben.

Die Großherzogliche Regierung glaubt demnach, daß, unter Umgehung
verehrlichen Bundestags-Commission gemachten Vorschläge, mit einer genauen
und Liquidation der Kammerzieler-Rückstände unverzüglich der Anfang zu mach
sodann den speciellen Vorschlägen zu Beibringung der einzelnen Posten entgegen
möchte.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 65.

Bitte des ehemaligen Rheinzollschreibers zu Oberlahnstein richtsraths Beisler, für sich und mehrere Rheinzoll-Pen um Auszahlung rückständiger reichsschlußmäsiger Pensio

(22. Sitz. §. 174 v. J. 1822.)

Baden. In der 16. Sitzung vom 13. Mai vorigen Jahres, §. 140, wurd
über die Reclamation des ehemaligen Rheinzollschreibers zu Lahnstein, Hof
Beisler, für sich und mehrere Rheinzoll-Pensionisten, um Auszahlung rückstän
schlußmäsiger Pensionen, das Vermittlungsverfahren zwischen den betheiligten
einzuleiten, und dem gemäß auch das Großherzogthum Baden ersucht, hierzu,
uferstaat, mitzuwirken.

Die Gesandtschaft hat nicht ermangelt, hierüber die Befehle ihres höchsten Hofes einzuholen und sieht sich nunmehr in dem Falle, ihr Bedauern darüber auszudrücken, daß sie an den deßfallsigen Verhandlungen keinen Theil nehmen kann. — Die Großherzogliche Regierung ist indessen fürs erste nicht gesonnen, ihre Weigerung auf den Umstand zu stützen, daß sie von den Reclamanten überall nicht in Anspruch genommen worden ist, eben so wenig, als darauf, daß es sich hier in Beziehung auf sie von keiner Forderung handelt, die zwischen ihr und den übrigen Rheinuferstaaten, als solchen, streitig geworden ist, woraus, vielleicht nicht mit Ungrund, hätte gefolgert werden mögen, daß es nicht in der Absicht der hohen Bundesversammlung gelegen haben könne, einen Staat, der in keinem solchen Streite befangen gewesen, aus eigener Autorität zu adcitiren, und ihn dadurch zum Betheiligten zu machen; vielmehr glaubt sie, mit Umgehung aller Rechtsgründe, sich auf die Angabe beschränken zu müssen, daß sie zu seiner Zeit alle, bis zum 1. December 1802 auf ihrem Rheinufer angestellt gewesenen und unversorgt gebliebenen, alten Rheinzoll-Beamten, sowohl die ehemals privativ Badischen als Rheinpfälzischen, übernommen, und mithin sogar in der Voraussetzung, daß sie als Rheinuferstaat mit Recht in Anspruch genommen werden könne, Alles geleistet habe, wozu sie nur jemals angehalten zu werden vermag.

Die Gesandtschaft hat übrigens eine ausführlichere Darstellung des ganzen Verhältnisses zu übergeben, welche der verehrlichen Bundestags-Commission mitzutheilen seyn dürfte.

Diese Erklärung, sammt der angezogenen und zugleich überreichten ausführlicheren Darstellung, wurde der betreffenden Vermittlungs-Commission zuzustellen beschlossen.

§. 66.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(7. Sitz. §. 46 d. J.)

Kurhessen. Ueber die Anforderung der Mitglieder des vormaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem vormaligen Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen, ist man Kurhessischer Seits ausser Stande, eine weitere Aufklärung zu geben, als bereits in den Protokollen der Ausgleichungs-Commission enthalten ist, wo dieser Gegenstand um deßwillen unerledigt blieb, weil bei deren letzten Zusammentritt die Final-Instructionen der vorzüglich in Anspruch genommenen Höfe von Wien, Berlin und München noch abgiengen.

Von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten sind die Aeusserungen Höchst-Ihres Commissarius zum Protokolle der Sitzung vom 4. Juli 1816 vollständig genehmigt worden. Hiernach dürften Allerhöchstsie wegen des Departements Hanau, welches bekannt-

lich schon vom 1. December 1813 an vom Großherzogthume getrennt wurde, Fälle zu concurriren haben:

1) zu den Rückständen der Lahnsteiner Quartalgelder und der Kammerr 1. December 1813, in so fern der Ertrag der Aschaffenburger Departementalcasse, Beträge zu zahlen waren, in die Centralcasse geflossen seyn sollte;

2) zu dem unbedeutenden Rückstande der Hanauischen Sustentations-Rat 11 Kr., entweder gemeinschaftlich oder privativ, je nachdem man sich überhau Schulden- und Ausgabenrückstände über diesen oder jenen Grundsatz vereiniger

Dagegen concerniren die Rückstände der Lahnsteiner Quartalgelder und t Rente, vom 1. December 1813 an, Seine Königliche Hoheit eben so wenig, a stände der Post-Recognitionsgelder, welche nicht für Hanau bezahlt wurden, un nahme der Großherzoglich-Frankfurtischen Central-Staatscasse bildeten, sonder capitel als Sustentations-Ergänzung überlassen worden waren. —

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 67.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten desglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordn trägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr.

(6. S. §. 41 d. J.)

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, r folgenden Vortrag der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse Austrägalverfahren beauftragten Commission — die Frage betreff

Wie ist bei der Anwendung des dreissigsten Artikels der Wiener Schluß fahren, wenn die Austrägalinstanz, in Ermangelung eines Antrags des gegen den andern Theil, sich, nach der von ihr zu befolgenden Proceßor ermächtigt halten kann, in contumaciam zu verfügen?

§. 1.

In der Beschwerdesache der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer Obligationen Lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und verfallenen C treffend, ist das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgeri als Austrägalinstanz eingetreten, um über die zwischen dem Großherzogthume der Krone Baiern entstandene Differenz zu entscheiden.

Unter dem 4. Februar dieses Jahres hat dieses höchste Gericht an eine hohe Bundesversammlung die Gründe berichtet, aus welchen dasselbe die ihm zur Austrägal-Entscheidung übertragene Sache nicht innerhalb eines Jahres, von Einreichung des Klageantrags an gerechnet, habe entscheiden können, und hat hierbei bemerkt:

«andern Theils können wir, nach dem in unserer Proceßordnung vorgeschriebenen und «daher auch hier in Anwendung zu bringenden Verfahren, uns nicht für ermächtigt «halten, gegen einen der streitenden Theile praejudicia in Vollziehung zu setzen und «in contumaciam gegen denselben zu verfahren, wenn nicht der andere streitende «Theil besonders darauf anträgt. Letzteres ist nun bis jetzt von den eigentlich «streitenden Theilen, wozu wir die Gläubiger nicht rechnen können, nicht «geschehen». —

Mittelst Beschlusses dieser hohen Versammlung, vom 20. Februar dieses Jahres *), sind jene Gründe für hinreichend angenommen, und es ist durch das zweite Glied des Beschlusses beigefügt worden:

«wäre dieser Gegenstand an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte «Commission abzugeben, um darauf bei ihren Arbeiten Rücksicht zu nehmen».

Ein in der sechsten Sitzung dieses Jahres, den 13. März **), vorgetragenes Beförderungsgesuch Frankfurter Inhaber solcher Obligationen, hat dieser hohen Versammlung zu folgendem weiteren Beschluß Veranlassung gegeben:

«daß die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission ersucht «werde, dem ihr, vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Februar 1823, «gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich-kürzester Frist, be«sondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtigen als jeden künf«tigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mög«liche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte, dem Artikel III «Num. 8 des Bundesbeschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyn «möchte». —

Die Erledigung dieses letzteren verehrlichen Auftrags ist der Gegenstand dieses Vortrags.

§. 2.

Der Artikel 29 der Wiener Schlußacte begreift den Fall, wenn das Subject des schuldenden, oder dafür geachteten Theils unbestritten ist; der Artikel 30 hingegen den Fall, wenn eben dieses zweifelhaft und bestritten ist: dorten ist eine Vorfrage gar nicht vorhan-

*) Dritte Sitz., Prot. §. 22.

**) Prot. §. 41.

den; hier muß darüber rechtlich erkannt werden. Die Bundesversammlung s
liche Entscheidung dieser streitigen Vorfrage, d. h. der Frage: wen, von zwei
reren Staaten, der betheiligte Private in Anspruch zu nehmen habe, oder,
in den Wiener Conferenzen *) ausdrückte, welchen oder welche Bundesstaat
rung überhaupt angehe, durch eine Austrägalinstanz veranlassen — durch ei
instanz, ohne weitere Bestimmung, mithin, wie es scheint, in jedem Betracht
solche, welche durch die Bundestagsbeschlüsse von den Jahren 1817 und 18
Zeit normirt ist.

Von diesem letzteren Gesichtspuncte, ist die Commission bei dem in der
des Jahres 1820 **) vorgelegten Entwurfe eines Bundestagsbeschlusses, üb
fahren in Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander, im §. 13 zunächst a
das Resultat der weiteren Berathungen wird ergeben, was hieran abzuänder
andere Weise anzuordnen, angemessen befunden wird, wohin auch besonders
ob die Reclamanten, wie vorgeschlagen wird, noch zur Zeit aber nicht bestim
ist, befugt seyn sollen, ihr Interesse durch Intervention wahrzunehmen.

Dermalen handelt es sich vorläufig nur davon, wie den Privaten, bei de
jetzigen Bundesgesetze enthalten, das Mittel zur Verfolgung ihrer Ansprüche, n
den Artikel 30 der Wiener Schlußacte festgesetzt worden ist, wirklich und mit
Beförderung, ohne den Rechten der Regierungen in irgend einem Betrachte
treten, gewährt werden könne.

§. 3.

Nach den dermaligen Bundesgesetzen, stehet dem zur Austrägalinstanz gewäh
Gerichtshofe die Leitung des Processes, nach der bei ihm geltenden Proceßord
die Entscheidung des Streits, in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten, unei
und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesre
Letztere wird jedoch, auf Ansuchen der Bundesversammlung oder der streitenden
Falle einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der (
nöthigen Verfügungen erlassen. Das endliche Erkenntniß soll längstens binnen
vom Tage der überreichten ersten Klage oder Beschwerdeschrift erfolgen; die G
nothwendig geglaubten längeren Zeitraums sind, auf zu erstattenden Bericht,
gung der Bundesversammlung überlassen ***).

*) Anlage A. zum Prot. der 22. Sitz. vom 15. April 1820.
**) Prot. §. 214.
***) Bundestagsbeschlüsse vom 16. Juni 1817. III. Num. 6, 8, und vom 3. August 1820, Art. 2

§. 4.

Durch die gesetzliche Vorschrift, daß, bei der Verhandlung eines Rechtsstreits, die Thätigkeit der streitenden Theile geordnet, und in bestimmte Zeiträume oder Fristen eingeschränkt seyn solle, wird Beförderung der Gerechtigkeitspflege bezweckt; jene beruht also in so fern auf einem staatsrechtlichen Princip.

Aus diesem Grunde belegen die Gesetze denjenigen, welcher die aufgegebene Handlung, in der vorgeschriebenen Zeit, entweder gar nicht oder nicht gehörig vollzieht, oder — wie man sich ausdrückt — ungehorsam ist, wenigstens mittelbar mit einem Nachtheil, welcher meist zum Vortheil des Gegentheils gereicht.

Aus welchem Gesichtspuncte jener Nachtheil, nach den Grundsätzen des gemeinen Deutschen Processes, zu betrachten sey, gehört nicht hierher; und eben so wird eine Aufzählung der verschiedenen proceßleitenden Decrete und der Fristen, mit ihren Wirkungen im Falle der Nichtbefolgung oder der Versäumung, hier billig übergangen: nur dieses, so bekannt es ist, wird zur Deutlichkeit und schnelleren Uebersicht bemerkt werden dürfen — daß, wenn das Verfahren bei, durch arctatorische Decrete, vorberaumten und versäumten Fristen weiter geführt werden soll, nach den Maximen des gemeinen Processes, der andere Theil bei dem Gerichte um eine Verfügung bitten muß, daß die Folge der Versäumung, oder der von dem Gesetze oder durch ein richterliches Decret angedrohte Rechtsnachtheil, in Wirklichkeit gesetzt, und das weitere Verfahren, um zur Abfassung des Endurtheils gelangen zu können, bestimmt werde, — so wie, daß die bekannte Regel: contumacia non accusata non nocet, nur bei den so genannten Fatalien Ausnahme leidet.

§. 5.

Das Verfahren, daß Partien, von welchen keine gegen die andere als Kläger auftritt, darüber rechten müssen, wer von ihnen sich von einem Dritten verklagen oder in Anspruch nehmen lassen solle — daß dieser Dritte mit der Anstellung seiner Klage so lange warten muß, bis die Differenz zwischen jenen beiden, wer von ihnen zu Recht zu stehen schuldig sey, durch rechtliche Entscheidung erledigt ist — dieses Verfahren, welches der Artikel 30 der Wiener Schlußacte enthält, war in Deutschland früher nicht bekannt, aber auch entbehrlich: die neue Ordnung gebot diese neue Disposition, als ein Institut, um eine Rechtlosigkeit zu verhüten, welche möglicher Weise den Privaten drohete.

Vor der Entscheidung jener Differenz, oder, nach den Worten des Gesetzes, vor der Entscheidung der Vorfrage, können die betheiligten Privaten nicht klagen; hieraus scheint zu folgen, daß sie — wenn ihnen auch gestattet würde, bei den Verhandlungen über die Vorfrage in anderem Betrachte ihr Interesse wahrzunehmen — bei der Austrägalinstanz nicht

darauf antragen können, Nachtheile gegen einen Theil auszusprechen oder zu der noch zur Zeit ihr Gegner nicht ist, vielleicht auch nie seyn wird.

§. 6.

Im gewöhnlichen bürgerlichen Proceßverfahren zwischen Privaten, kann der aus unterlassener Betreibung eines Rechtsstreits für dritte Interessenten entstehe theils nicht eintreten, weil es diesen Dritten nicht an Mitteln fehlt, einen solche von sich abzuwenden, dieselben also sich selbst die Folgen beimessen müssen, we diesen Mitteln keinen Gebrauch machen. Auch in sonstigen Streitigkeiten der Bu unter sich, ist Vorsorge zur Beförderung getroffen (§. 3); dasjenige, was von An Partien abhängig ist, bleibt ihrer eigenen Thätigkeit überlassen; bei eigener U haben sie keine Ursache, über die Unthätigkeit der Austrägalinstanz zu klagen.

Anders verhält sich dieses in Fällen, in welchen der Artikel 30 der Wiener zur Anwendung kommt.

Denn, können die Gerichte bei diesen Verhandlungen, nach den Maximen de Deutschen Processes, nicht von Amtswegen den Ablauf der Fristen berücksichtigen die Wirkungen der Nichtbefolgung, ohne Antrag des andern Theils, erkennen; is möglich, daß ein solcher Antrag ganz unterlassen oder doch sehr verzögert wird; Privaten selbst, d. h. gerade diejenigen, um derentwillen das Verfahren eingele nicht auftreten: so könnte allerdings die wohlthätige Disposition jenes Artikels Buchstabe möglich gedacht werden, wenn nicht dagegen in dem Geiste des Gesetze die Verhütung der Rechtlosigkeit im Deutschen Bunde zum Zwecke hat, Mittel zu des letzteren, ohne Verletzung der Rechte der Regierungen, sollten gefunden werde

§. 7.

Zur Erwirkung der Thätigkeit der Austrägalinstanz, ohne Antrag des ander bieten sich zwei Mittel dar:

1) man gestattet den Privaten, deren Anspruch die Differenz und das üb eingeleitete Verfahren veranlaßt hat, bei der Austrägalinstanz von der Lage der lungen Kenntniß zu nehmen, und, in dem hier vorausgesetzt werdenden Falle, Anträge zu machen, welche sonsten, nach den Vorschriften des gerichtlichen Verfah dem andern Theile gemacht werden könnten;

2) die Austrägalinstanz wird beauftragt und ermächtigt, in Fällen des Artik Wiener Schlußacte, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung gangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen,

das auszusprechen, was sonsten auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

§. 8.

Das erste Mittel scheint das wider sich zu haben, daß es noch zur Zeit an einer ausdrücklichen Bestimmung darüber gebricht, ob und welche Theilnahme überhaupt den Privaten an den Verhandlungen gestattet seyn solle, so wie, daß hier die Privaten, nach dem, was bereits oben (§. 5) bemerkt worden ist, nicht als eigentlich streitender Theil betrachtet werden können: die Commission glaubt also, auf das zweite Mittel antragen zu müssen, und diesen ihren Antrag mit Folgendem rechtfertigen zu können.

§. 9.

1) Nach dem Artikel 30 der Wiener Schlußacte soll die Bundesversammlung, in dem benannten Falle, wenn der Versuch einer gütlichen Ausgleichung fruchtlos war, und die in Anspruch genommenen Bundesglieder sich nicht, in einer zu bestimmenden Frist, über ein Compromiß vereinigen, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägalinstanz veranlassen. Die Worte: «zu bestimmenden Frist» sind in den Wiener Conferenzen auf besondere Erinnerung aufgenommen worden *), zum sicheren Beweise, wie sehr man darauf bedacht war, jeder möglichen Verzögerung vorzubeugen. Gehört es zum Berufe dieser hohen Versammlung, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage, auf Anrufen der Betheiligten, zu veranlassen, so muß alles das entfernt werden können, was diese rechtliche Entscheidung aufhalten, nicht wahrscheinlich, gleichwohl möglich, ganz verhindern, jenen hohen Beruf unwirksam machen, und so eine Disposition, welche die Rechte schuldloser Dritter sichern sollte, und auf der vertragsmäßigen Willensäusserung aller Bundesglieder beruht, in leere Worte verwandlen kann.

§. 10.

2) Es ist schon oben (§. 5) bemerkt worden, daß das Institut des 30. Art. neu ist; es kann mithin in den Proceßordnungen, welche die Austrägalinstanzen befolgen sollen, für Fälle dieser Art keine Vorsehung getroffen seyn. Wenn nun nur im Allgemeinen festgesetzt ist, daß die Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägalinstanz veranlaßt werden soll; so muß man auch, wenn man nicht der Bundesgesetzgebung mit dem Vorwurf einer unzureichenden Verfügung zu nahe treten will, die Mittel sanctionirt halten,

*) 22. Sitz. vom 15. April 1820, Anl. Lit. A.

welche zu einer solchen Entscheidung führen, wenn dieselben gleich in den für ar
berechneten Proceßordnungen als gesetzliche Normen nicht aufgenommen sind.

§. 11.

3) Wollte man einwenden, das Contumaciren von Richteramtswegen — wen
der Kürze wegen, dieser Umschreibung bedienen darf — möge wohl der so gena
tersuchungsmaxime angemessen seyn, diese liege aber der Deutschen gemeinrechtlich
theorie nicht zum Grunde; so kann mit Grund darauf geantwortet werden:

das Institut des Art. 30 ist neu — ältere, für andere Fälle und frühe
kannte Verhältnisse gegebenen Normen und bestimmten Formen, können und dü
haupt nur mit der Einschränkung angewendet werden, welche die Natur der n
hältnisse ergiebt.

§. 12.

4) Auf diese Weise wird die bundesgesetzliche Disposition, daß dem zur
instanz gewählten obersten Gerichtshofe die **Leitung** des Processes und die En
des Streits, in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten, uneingeschränkt und
weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung, zustehen soll
erhalten — für den Fall der Zögerung von Seiten des Gerichts ist bereits
getroffen.

Ohnehin wird, nach den bekannten Gesinnungen der Deutschen Regierungen, ei
liche Verfügung von Amtswegen selten erforderlich seyn; eine jede Regierung hat ge
Anspruch auf die Vermuthung, sie werde nicht gemeint seyn, Privatpersonen, r
Ihrige in gutem Glauben hingegeben haben, vielleicht in Dürftigkeit über
leiden zu lassen, die sie nicht herbeigeführt haben, und die ihnen fremd sind.

§. 13.

Noch hat die Commission die Frage zu beantworten: ob, wenn der von ihr
Vorschlag genehmigt wird, diese Anordnung auch auf dermalen bereits in Ve
stehende Fälle des Artikels 30 der Wiener Schlußacte angewendet werden könne?

Die Commission bekennt sich zu dem Grundsatze, daß, wenn eine **neue** An
in Rechtssachen solche Gegenstände betrifft, die mit dem, in einem angefangenen
nicht beendigten Rechtsstreite, **Vorhergegangenen**, weder **an sich**, noch d
nach, in **wesentlichem Verhältnisse** stehen — daß solche auch auf dasjeni
wendung gebracht werden könne, was **nach** eingetretener Gültigkeit derselben gesc

Will man nun auch dem Vorschlage der Commission die Eigenschaft einer neuen Anordnung beilegen, und solchen nicht vielmehr nur für einen bestimmten Ausdruck dessen, was im Geiste des Gesetzes liegt, halten; so würde gleichwohl jene Frage, nach dem Dafürhalten der Commission, immer zu bejahen seyn.

§. 14.

Antrag.

Nach allem diesem, geht der Antrag der Commission dahin:

In allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz, nach der Disposition des dreissigsten Artikels der Wiener Schlußacte, eingeleitet ist, wird das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonsten, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Hierauf wurde, nach dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten,

beschlossen:

längstens am 19. Juni dieses Jahres über diesen Gegenstand abzustimmen.

Präsidium: bemerkte bei diesem Anlasse, daß die betreffende Commission wieder zu ergänzen sey. Dem zufolge wurde zur Wahl eines neuen Mitgliedes geschritten, welche auf den Großherzoglich-Hessischen Herrn Bundestagsgesandten,

Freiherrn von Gruben,

fiel.

§. 68.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 29, eingereicht am 11. April, von dem Königlich-Baierischen Finanz-Registrator Hofmann, als Beistand der Bolongaroischen Erben, und Gebrüder Bolongaro-Crevenna, Gesuch um hohe Verwendung wegen Rückzahlung eines, auf die Rente Lohneck und den Zoll Bilzbach radicirten, vormals Kurmainzischen Steuercapitals von 6,500 Fl. Mit 4 Anlagen.

Num. 30, einger. eodem, von dem ehemal. Rheinzollschreiber, Hofgerichtsrath Beisler, wiederholte Bitte für sich und mehrerer Rheinzoll-Pensionisten, die Entscheidung ihrer Angelegenheit durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen.

Num. 31, einger. am 12. April, von Ferdinand Ludwig Lieberich zu Ansbach, erneuertes Gesuch um baldige Bezahlung seiner Reichsoperationscasse-Forderungen.

Num. 32, einger. am 14. April, von Mayer Auerbach zu Carlsruhe, Gesuch um hohe Verwendung wegen Befriedigung einer mittelst Cession erhaltenen Forderung von 2,370 Fl. 30 Kr. an das bestandene Generalgouvernement Frankfurt.

Num. 33, einger. am 15. April, von Dr. Ehrmann dahier, mit einer, nachträglich zur hohen Einsicht vorgelegten, Kurpfalzbaierischen Original-Schuldverschreibung, in Betreff der Beschwerde der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, zu Num. 25 vom 14. März dieses Jahres.

wurden den betreffenden Commissionen zugewiesen.

Folgen die Unterschriften.

Zehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 24. April 1823.

In Gegenwart

aller in der neunten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war,
von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: der Königlich-Dänische geheime Conferenzrath, Herr Graf von Eyben.

§. 69.

Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze.

(35. Sitz. §. 221 v. J. 1819. — 36. Sitz. §. 210 v. J. 1820.)

Präsidium: machte aus Veranlassung einer eingekommenen Beschwerde den Antrag, zu der durch den Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 ernannten und unterm 14. December 1820 (§. 210) ergänzten Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze ꝛc. die Stellen der inzwischen abgegangenen Mitglieder, nämlich der Herren, Grafen von Buol-Schauenstein, Freiherrn von Aretin, von Martens und von Berg, zu ersetzen.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Präsidialantrage, und in der unmittelbar hierauf vorgenommenen Wahl wurden die Herren Bundestagsgesandten:

Freiherr von Münch,
Graf von der Goltz,
Freiherr von Blittersdorff, und
Graf von Eyben,

zu Mitgliedern der erwähnten Commission ausersehen.

§. 70.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18d der Deutschen Bundesacte.

(4. Sitz. §. 28 d. J.)

Die freien Städte. In Beziehung auf diesen Gegenstand, weßhalb die Regierungen, durch den in der 12. Sitzung vom 28. März 1822 genommenen Beschluß, um die rück-

ständigen Erklärungen über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnu
von 1819) ersucht worden, bemerkt der Gesandte zuvörderst:

1) Die Abhandlung des Dr. Griesinger, auf welche jener Beschluß zugleich
macht, hat nicht nur in den Debatten der Würtembergischen Kammer der Al
die durch den Bundestagsbeschluß vom 30. Mai 1822 (18. Sitz. §. 153) e
Aufmerksamkeit empfohlen sind, bereits ihre Widerlegung gefunden, sondern e
in der That keine Gründe für den Nachdruck, die nicht längst, und namentlich da
bekannt gewesen, als durch den Punct d des 18. Artikels der Deutschen Bu
Festsetzung erfolgte:

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mi
«gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte de
«steller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.» —

wodurch denn alles neue Eingehen in theoretische Erörterungen beseitigt ist.

Es wird damit grundgesetzlich bestimmt und ausgesprochen, daß die Rechte
steller und Verleger sicher gestellt werden sollen, welches nur durch Aus
der Mitausübung oder der Anmaßung dieser Rechte, also durch den Charakter
schließlichkeit, geschehen kann, den die Commission durch den Ausdruck: Ei
auf die schärfste Weise zu bezeichnen glaubte. So ist denn schon die Gesetzg
Unbestimmten der Theorie zu Hülfe gekommen, und sie will es ferner thun, du
förmige Verfügungen in den Deutschen Bundesstaaten.

2) Die gegenwärtige Abstimmung hält sich nur an den, 1819 vorgelegten,
schen Entwurf einer Verordnung, unter dem Vorbehalte, für den Fall, da auf
den Nachdruck betreffenden Actenstücke, deren der jenem Beschlusse vom 28.
vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz
obigem Abschnitte des 18. Artikels der Bundesacte nicht in directem Zusammenhan
umfassende Vorschläge enthalten, andere Abstimmungen sich mit erstrecken sollten,
darüber nachträglich sich zu äussern.

Der Entwurf von 1819 hat die der Bundesversammlung durch den G
gewordene Aufgabe, im Allgemeinen und Wesentlichen, würdig und angemessen
hin die Hoffnung begründet, daß der viel und lang besprochene Gegenstand, de
dem vormaligen Reichstage erörtert wurde, endlich auch in Deutschland, nach den
der Nachdruckverbote in andern Staaten, zu einer allgemeinen gesetzlichen Besti
Geiste des Entwurfes, werde geführt werden. Durch nachstehende Bemerkungen,
Artikeln des Entwurfes folgen, wünscht man diesseits Beiträge zu dessen sorgfältig

zu liefern, vorbehältlich nachträglicher oder auch modificirender Aeusserungen, je nachdem sich künftig, vor definitiver Beschlußnahme in dieser Angelegenheit, die Veranlassung dazu ergiebt.

Zum Artikel 1. Wiewohl die Commission in ihrem auf den Entwurf sich beziehenden Berichte bedenklich gefunden, ein Verbot des Nachdruckes ausländischer Werke vorzuschlagen, nicht nur aus Gründen der Reciprocität, sondern auch, weil in der Regel dem ausländischen Verleger durch solche Nachdrücke kein wesentlicher Schaden zugefügt werde, so dürfte doch mit der blossen Erstreckung des Artikels 1

«auf die in den Staaten des Deutschen Bundes erschienenen Druckschriften ꝛc.»

nicht für immer ausgesprochen seyn, daß nicht in Zukunft, je nachdem darauf angetragen werden und es sich nothwendig oder nützlich zeigen möchte, benachbarte Staaten, in welche Nachdrucker Deutscher Werke, zur Vereitelung des beabsichtigten Sicherstellungszweckes, leicht sich niederlassen, und wo sie überhand nehmen können, von Seiten des Deutschen Bundes, unter Zusicherung der Reciprocität, zu veranlassen wären, Deutschen Schriftstellern und Verlegern angemessenen Schutz gegen Nachdruck zuzugestehen.

Zum Artikel 2. Die beiden Zeiträume von 15 und 10 Jahren dürften zu kurz seyn. Ohne einige Unterscheidung des Selbst- und fremden Verlags, die überhaupt nicht, und bei geräumiger Frist um so weniger, wesentlich erforderlich scheint, wäre die Frist auf zwanzig Jahre, vom Todestage des Verfassers an gerechnet, zu setzen.

Zur Beseitigung völliger Rückwirkung dieses Artikels auf Verlagsgegenstände, deren Verfasser vor Bekanntmachung des Gesetzes verstorben, könnte bestimmt werden, daß in diesem Falle dem Berechtigten wenigstens zehn Jahre, also auch alsdann zu gute kommen sollen, wenn der Verfasser seit zwanzig Jahren, oder seit länger, vor der Bekanntmachung des Gesetzes verstorben ist. In Ansehung der noch innerhalb eines Zeitraums unter zwanzig Jahren vor solcher Bekanntmachung Verstorbenen, wären die bis dahin nach dem Tode des Verfassers verflossenen Jahre verhältnißmäsig in Abzug zu bringen, so daß nicht unter zehn und nicht über zwanzig Jahre im Ganzen angenommen würden.

Zum Artikel 3. In so fern Selbstverlag und fremder Verlag nicht unterschieden werden, wird dieser Artikel ganz wegzulassen seyn.

Artikel 4 würde, in gleicher Voraussetzung und mit Rücksicht auf die Bemerkung zum Artikel 2, lauten:

> Werke, oder Fortsetzungen von Werken eines Schriftstellers, welche in dem ersten Jahre nach dessen Tode herausgegeben werden, sollen zwanzig Jahre lang eines gleichen Schutzes gegen den Nachdruck geniessen;

wenn man nicht lieber die Artikel 4 und 5, welche beide zu strenge an das Todesjahr sich

ständigen Erklärungen über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnung von 1819) ersucht worden, bemerkt der Gesandte zuvörderst:

1) Die Abhandlung des Dr. Griesinger, auf welche jener Beschluß zugleich a[illegible] macht, hat nicht nur in den Debatten der Würtembergischen Kammer der Abge[illegible] die durch den Bundestagsbeschluß vom 30. Mai 1822 (18. Sitz. §. 153) ebe[illegible] Aufmerksamkeit empfohlen sind, bereits ihre Widerlegung gefunden, sondern entl[illegible] in der That keine Gründe für den Nachdruck, die nicht längst, und namentlich dam[illegible] bekannt gewesen, als durch den Punct d des 18. Artikels der Deutschen Bund[illegible] Festsetzung erfolgte:

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit [illegible]
«gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte der [illegible]
«steller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.» —

wodurch denn alles neue Eingehen in theoretische Erörterungen beseitigt ist.

Es wird damit grundgesetzlich bestimmt und ausgesprochen, daß die Rechte der [illegible] steller und Verleger sicher gestellt werden sollen, welches nur durch Aussch[illegible] der Mitausübung oder der Anmaßung dieser Rechte, also durch den Charakter de[illegible] schließlichkeit, geschehen kann, den die Commission durch den Ausdruck: Eige[illegible] auf die schärfste Weise zu bezeichnen glaubte. So ist denn schon die Gesetzgeb[illegible] Unbestimmten der Theorie zu Hülfe gekommen, und sie will es ferner thun, durch [illegible] förmige Verfügungen in den Deutschen Bundesstaaten.

2) Die gegenwärtige Abstimmung hält sich nur an den, 1819 vorgelegten, co[illegible] schen Entwurf einer Verordnung, unter dem Vorbehalte, für den Fall, da auf d[illegible] den Nachdruck betreffenden Actenstücke, deren der jenem Beschlusse vom 28. Mä[illegible] vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz eig[illegible] obigem Abschnitte des 18. Artikels der Bundesacte nicht in directem Zusammenhange [illegible] umfassende Vorschläge enthalten, andere Abstimmungen sich mit erstrecken sollten, g[illegible] darüber nachträglich sich zu äussern.

Der Entwurf von 1819 hat die der Bundesversammlung durch den Gru[illegible] gewordene Aufgabe, im Allgemeinen und Wesentlichen, würdig und angemessen gel[illegible] hin die Hoffnung begründet, daß der viel und lang besprochene Gegenstand, der [illegible] dem vormaligen Reichstage erörtert wurde, endlich auch in Deutschland, nach dem [illegible] der Nachdruckverbote in andern Staaten, zu einer allgemeinen gesetzlichen Bestimm[illegible] Geiste des Entwurfes, werde geführt werden. Durch nachstehende Bemerkungen, w[illegible] Artikeln des Entwurfes folgen, wünscht man diesseits Beiträge zu dessen sorgfältiger

16 *

Unter dem 4. Februar dieses Jahres hat dieses höchste Gericht an eine hohe Bundesversammlung die Gründe berichtet, aus welchen dasselbe die ihm zur Austrägal-Entscheidung übertragene Sache nicht innerhalb eines Jahres, von Einreichung des Klageantrags an gerechnet, habe entscheiden können, und hat hierbei bemerkt:

«andern Theils können wir, nach dem in unserer Proceßordnung vorgeschriebenen und «daher auch hier in Anwendung zu bringenden Verfahren, uns nicht für ermächtigt «halten, gegen einen der streitenden Theile praejudicia in Vollziehung zu setzen und «in contumaciam gegen denselben zu verfahren, wenn nicht der andere streitende «Theil besonders darauf anträgt. Letzteres ist nun bis jetzt von den eigentlich «streitenden Theilen, wozu wir die Gläubiger nicht rechnen können, nicht «geschehen». —

Mittelst Beschlusses dieser hohen Versammlung, vom 20. Februar dieses Jahres *), sind jene Gründe für hinreichend angenommen, und es ist durch das zweite Glied des Beschlusses beigefügt worden:

«wäre dieser Gegenstand an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte «Commission abzugeben, um darauf bei ihren Arbeiten Rücksicht zu nehmen».

Ein in der sechsten Sitzung dieses Jahres, den 13. März **), vorgetragenes Beförderungsgesuch Frankfurter Inhaber solcher Obligationen, hat dieser hohen Versammlung zu folgendem weiteren Beschluß Veranlassung gegeben:

«daß die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission ersucht «werde, dem ihr, vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Februar 1823, «gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich-kürzester Frist, be- «sondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtigen als jeden künf- «tigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mög- «liche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte, dem Artikel III «Num. 8 des Bundesbeschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyn «möchte». —

Die Erledigung dieses letzteren verehrlichen Auftrags ist der Gegenstand dieses Vortrags.

§. 2.

Der Artikel 29 der Wiener Schlußacte begreift den Fall, wenn das Subject des schuldenden, oder dafür geachteten Theils unbestritten ist; der Artikel 30 hingegen den Fall, wenn eben dieses zweifelhaft und bestritten ist: dorten ist eine Vorfrage gar nicht vorhan-

*) Dritte Sitz., Prot. §. 22.

**) Prot. §. 41.

den; hier muß darüber rechtlich erkannt werden. Die Bundesversammlung soll
liche Entscheidung dieser streitigen Vorfrage, d. h. der Frage: wen, von zweien
reren Staaten, der betheiligte Private in Anspruch zu nehmen habe, oder, wi
in den Wiener Conferenzen *) ausdrückte, welchen oder welche Bundesstaaten
rung überhaupt angehe, durch eine Austrägalinstanz veranlassen — durch eine
instanz, ohne weitere Bestimmung, mithin, wie es scheint, in jedem Betrachte,
solche, welche durch die Bundestagsbeschlüsse von den Jahren 1817 und 1820
Zeit normirt ist.

Von diesem letzteren Gesichtspuncte, ist die Commission bei dem in der 3
des Jahres 1820 **) vorgelegten Entwurfe eines Bundestagsbeschlusses, übe
fahren in Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander, im §. 13 zunächst au
das Resultat der weiteren Berathungen wird ergeben, was hieran abzuändern
andere Weise anzuordnen, angemessen befunden wird, wohin auch besonders d
ob die Reclamanten, wie vorgeschlagen wird, noch zur Zeit aber nicht bestimm
ist, befugt seyn sollen, ihr Interesse durch Intervention wahrzunehmen.

Dermalen handelt es sich vorläufig nur davon, wie den Privaten, bei dem
jetzigen Bundesgesetze enthalten, das Mittel zur Verfolgung ihrer Ansprüche, wel
den Artikel 30 der Wiener Schlußacte festgesetzt worden ist, wirklich und mit
Beförderung, ohne den Rechten der Regierungen in irgend einem Betrachte z
treten, gewährt werden könne.

§. 3.

Nach den dermaligen Bundesgesetzen, stehet dem zur Austrägalinstanz gewählt
Gerichtshofe die Leitung des Processes, nach der bei ihm geltenden Proceßordn
die Entscheidung des Streits, in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten, unein
und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesreg
Letztere wird jedoch, auf Ansuchen der Bundesversammlung oder der streitenden
Falle einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der E
nöthigen Verfügungen erlassen. Das endliche Erkenntniß soll längstens binnen
vom Tage der überreichten ersten Klage oder Beschwerdeschrift erfolgen; die Gr
nothwendig geglaubten längeren Zeitraums sind, auf zu erstattenden Bericht,
gung der Bundesversammlung überlassen ***).

---

*) Anlage A. zum Prot. der 22. Sitz. vom 15. April 1820.

**) Prot. §. 214.

***) Bundestagsbeschlüsse vom 16. Juni 1817. III. Num. 6, 8, und vom 3. August 1820, Art. 2.

wand vorzufinden, auf Beweis und Gegenbeweis verhandelt und Recht genommen werden solle, so würden dadurch Rechtshändel, und, in Ermanglung bestimmter gesetzlicher Vorschriften, sehr verschiedenartige willkührliche Aussprüche hervorgerufen werden. Jede andere Maasregel, z. B. die Bildung einer schiedsrichterlichen Ausspruchsbehörde in Leipzig, oder ein Verstellen zum Gutachten der Sachverständigen, hat eigenthümliche Schwierigkeiten, und würde doch schwerlich zu genügenden gleichmäsigen Resultaten führen. Zeigen sich nun von der einen Seite diese Schwierigkeiten, so ergiebt sich von der andern: daß Preisbestimmung eine Beschränkung der Handelsfreiheit enthält, welche bei dem literarischen Betriebe gerade am wenigsten zulässig erscheint; daß ferner das eigene Interesse der Verleger Mäßigkeit der Ladenpreise erfordert; daß dagegen, wer dieß nicht gelten lassen wollte, doch einen Mißbrauch des Maximi zu fürchten hätte, wodurch der beabsichtigte Zweck, in Folge des gewählten Mittels selbst, vereitelt werden würde; daß endlich eine Revision des Normalpreises, wie bei andern Gegenständen, von Zeit zu Zeit eintreten müßte, z. B. nach Verschiedenheit der Papierpreise, oder mit Berücksichtigung der den Aufwand vermindernden Erfindungen in der Buchdruckerkunst u. d. gl.

Diesemnach wäre es wohl das Angemessenste, den Art. 20, den man überhaupt ohne Willkührlichkeiten und Unbestimmtheiten schwerlich wird fassen können, dahin ganz zu unterdrücken, daß über feste Bücherpreise gar nichts ausgesprochen würde.

Um aber doch zu erkennen zu geben, daß die Rücksicht auf unbillige Steigerung der Bücherpreise nicht unbeachtet geblieben, und zugleich wegen der Besorgniß zu beruhigen, es möchte das Verbot des Nachdruckes solche Steigerung mehr befördern als hemmen, könnte der Vorbehalt hinzugefügt werden, über die Bücherpreise nachträgliche Anordnungen zu treffen, so fern sich, nach Bekanntmachung des Gesetzes, die Besorgniß unbilliger Steigerung dieser Preise bestätigen sollte.

Der Schlußsatz, in Beziehung auf die Nothwendigkeit der Preisangabe auf dem Titel, hat seinen Nutzen, für jeden Käufer, für literarische Blätter, und für den Verleger, der dadurch gegen willkührliche Erhöhung durch Sortimentshändler gesichert wird. Sollten diese, wegen ungewöhnlicher Transportkosten, auf den Ladenpreis etwas zuschlagen müssen, so mögen sie sich darüber mit den Käufern verständigen.

Zum Artikel 21. Statt Aufführung einzelner Artikel in der zweiten Periode, dürfte zu setzen seyn:

> Verleger, Herausgeber und Schriftsteller, welche, in ihren gegenseitigen Beziehungen, die in den obigen Artikeln enthaltenen Vorschriften verletzen, zur Beeinträchtigung der Verlags- oder Erbrechte, sollen den Nachdruckern gleich behandelt werden.

Zum Artikel 22. Zur Vermeidung aller Mißdeutungen des von der Comm
wählten Ausdrucks: Verkauf (der den Vorzug vor andern hat, daß er eine 1
der Vorschrift am wenigsten begünstigt) wäre, nach den Worten:

«Wer sich desselben schuldig macht»,

zu setzen:

und dabei mit Nachdruckern und deren Theilnehmern, oder Beauftragten,
förderung des Absatzes, in Verbindung steht, soll u. s. w.

Nach dem Artikel 22 wäre, mit Rücksicht auf das Gutachten des Leipziger
schusses, noch ein besonderer, wie folgend, einzuschalten:

In Ansehung der zur Zeit der Bekanntmachung dieses Gesetzes erweislich bereit
denen Nachdrücke, wird bestimmt:

1) der Vorrath darf, bei der im Artikel 21 festgesetzten Strafe und Entsch
durch keine neue Auflage vermehrt werden.
2) Es darf davon, unter gleichen Nachtheilen, in denjenigen Deutschen Bund
worin der Nachdruck und dessen Vertrieb schon jetzt verboten sind, nichts
werden.
3) Für diejenigen Bundesstaaten, in denen solches Verbot bisher nicht vo
wird den Nachdruckern eine Zeit von zehn Jahren, von der Bekanntmachu
Gesetzes an gerechnet, vergönnt, innerhalb welcher es ihnen gestattet ist,
Staaten ihren Vorrath zu verkaufen. Nach Ablauf dieser Zeit soll die V
des Artikels 21 unbedingt eintreten.
4) Die unter 3 bemerkten zehn Jahre werden den im Artikel 2 gesetzten Fri
Billigkeit gemäß, hinzugerechnet, erweitern also auf so lange die Dauer
schließlichen Eigenthums der Schriftsteller und Verleger, welches daher
dieser Ausdehnung, bei Strafe des Nachdruckes, nicht verletzt werden da

Nach dem Artikel 23 des Entwurfs wäre noch ein letzter durch sich selbst u
die Natur des Gegenstandes gerechtfertigter Artikel, in nachstehender Fassung, beiz

Die Behörde, von welcher Strafe und Schadensersatz ausgesprochen wird,
Gericht, dem der Beschädigende bürgerlich unterworfen ist. Das Verf
durchaus summarisch. Appellationen haben nur Devolutiv-Wirkung.

Hierauf wurde, nach dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn G

beschlossen:

Die mit ihren Abstimmungen über den vorerwähnten Gegenstand noch rück
Gesandtschaften zu ersuchen, sich bei ihren Regierungen dahin zu verwenden, daß

binnen zwei Monaten — somit spätestens am 26. Juni dieses Jahres — sämmtliche Abstimmungen abgelegt werden, um sie hiernächst der bestehenden Commission zum Entwurf eines definitiven Beschlusses zuzustellen.

§. 71.

Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bundesstaaten. Carlsruhe und Baden 1821. 8.

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, trägt vor: Die Marxische Buchhandlung zu Carlsruhe und Baden habe dieser hohen Versammlung (mittelst Eingabe Num. 124 vorigen Jahres) eine Sammlung der wichtigsten Urkunden, die zur Kenntniß des allgemeinen Deutschen Bundesstaatsrechts dienten, unter dem Haupttitel: Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bundesstaaten, verehrt.

Sie enthalte in zwei Bänden diejenigen Urkunden, welche in dem Zeitraume vom Jahre 1800 bis zum Jahre 1821 entstanden seyen.

Die Buchhandlung verkenne die Unentbehrlichkeit der zeither erschienenen Werke, welche alle, auf die verschiedenen politischen Zustände, die Deutschland seit dem Anfange dieses Jahrhunderts durchlebt habe, sich beziehenden, staatsrechtlichen Acte vollständig darzustellen bestimmt seyen, für den Gelehrten im Fache der Staatswissenschaft und für den auf höherem Standpuncte stehenden Staatsmann keineswegs; sie glaube aber — und wohl nicht mit Unrecht — daß solche Werke für Manche, die an den öffentlichen Angelegenheiten Deutschlands auf würdige Weise Theil nähmen, zu kostbar und für den practischen Geschäftsmann zum täglichen Gebrauch in mancher Hinsicht zu unbequem seyn möchten, als daß nicht das Bestreben, die wichtigern Urkunden näher zusammenzurücken, gerechtfertigt erscheinen sollte.

Man finde in dieser Sammlung, neben denjenigen Urkunden, auf welche sich die Deutsche Bundesacte beziehe, auch noch solche, die, wenn sie gleich nicht als Quelle des geltenden öffentlichen Rechts des Deutschen Bundes angesehen würden, doch in historischer Beziehung, als Uebergangspuncte in dem neuesten Zustand der Dinge, von Wichtigkeit zu seyn schienen.

Der erste Band enthalte, in der ersten Abtheilung, den Lüneviller Friedenstractat vom 9. Februar 1801 und, um der Beziehung willen, welche er auf den Friedenstractat von Campo Formio nähme, im Auszuge auch diesen; den Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803; das Reichsgutachten vom 24. März 1803; und die Kaiserliche Ratifiaticon des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 27. April 1803. In der zweiten Abtheilung den Preßburger Frieden vom 26. December 1805; die Conföderationsacte der rheinischen Bundesstaaten nebst drei, dieselbe betreffenden, öffentlichen Urkunden; den Französisch-Russischen

Friedenstractat, d. d. Tilsit den 9. Juli 1807, und endlich den Oesterreichisch-Fra
d. d. Wien den 14. October 1809.

Der zweite Band enthalte, in einer dritten Abtheilung, den Friedenstractat zu
verbündeten Mächten und Frankreich, d. d. Paris den 30. Mai 1814; die Schl
Wiener Congresses vom 9. Juni 1815 und — als zweckmäßigen Anhang zu derselb
Rheinschifffahrts-Convention, d. d. Paris den 15. August 1804; die zur Ergänzung
geschlossene Convention, d. d. Mainz den 1. October 1804; die Schifffahrtsconvent
Wien den 24. März 1815, und das Reglement über den Rang der diplomatischen
d. d. Paris den 19. März 1815; ferner den Friedenstractat zwischen den verbündeten
und Frankreich, d. d. Paris den 21. November 1815, nebst dem Territorial-Receß, d.
furt den 20. Juli 1819; endlich aber die Grundgesetze des Deutschen Bunde
Organischen Beschlüsse der Bundesversammlung, welche einzeln aufzuzählen, ü
flüssig wäre.

Es dürfte diese verständig geordnete Sammlung in der Bibliothek aufzust
der Verlagshandlung der Dank dieser hohen Versammlung für die Darbringung diese
auszudrücken seyn.

Diesem Antrage gemäß, wurde einhellig

beschlossen:

das unter dem Titel: «Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bunde
eingesendete Werk in der Bibliothek aufzustellen und der Verlagshandlung den D
hohen Bundesversammlung für die Darbringung dieses Buches auszudrücken.

§. 72.

Pensionsangelegenheit der Räthe und Mitglieder des ehemaligen pfälzischen General-Landes-Commissariats zu Mannheim, insbesondere des ehemaligen General-Landes-Commissariats-Ca und Pupillenactuars, dermaligen Großherzoglich-Badische nungsraths Müller, Gehalts- und Emolumenten-Forder treffend.

(58. Sitz. §. 426 v. J. 1817.)

Ebenderselbe: erstattet Vortrag über das (unter Num. 127 vorigen Jahres eingek
Gesuch des ehemaligen Rheinpfälzischen General-Landes-Commissariats-Canzlisten u
llenactuars, nunmehrigen Großherzoglich-Badischen Rechnungsraths Müller, Geha
Emolumenten-Forderung betreffend, worin die frühere, diesen Gegenstand betreffe
handlung am Bundestage und der Beschluß vom 22. Dec. 1817 (Prot. §. 426) in Er

Zehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 24. April 1823.

In Gegenwart

aller in der neunten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war,
von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: der Königlich-Dänische geheime Conferenzrath, Herr Graf von Eyben.

§. 69.

Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze.

(35. Sitz. §. 221 v. J. 1819. — 36. Sitz. §. 210 v. J. 1820.)

Präsidium: machte aus Veranlassung einer eingekommenen Beschwerde den Antrag, zu der durch den Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 ernannten und unterm 14. December 1820 (§. 210) ergänzten Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze ꝛc. die Stellen der inzwischen abgegangenen Mitglieder, nämlich der Herren, Grafen von Buol-Schauenstein, Freiherrn von Aretin, von Martens und von Berg, zu ersetzen.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Präsidialantrage, und in der unmittelbar hierauf vorgenommenen Wahl wurden die Herren Bundestagsgesandten:

Freiherr von Münch,
Graf von der Goltz,
Freiherr von Blittersdorff, und
Graf von Eyben,

zu Mitgliedern der erwähnten Commission ausersehen.

§. 70.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18d der Deutschen Bundesacte.

(4. Sitz. §. 28 d. J.)

Die freien Städte. In Beziehung auf diesen Gegenstand, weßhalb die Regierungen, durch den in der 12. Sitzung vom 28. März 1822 genommenen Beschluß, um die rück-

ständigen Erklärungen über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnun
von 1819) ersucht worden, bemerkt der Gesandte zuvörderst:

1) Die Abhandlung des Dr. Griesinger, auf welche jener Beschluß zugleich a
macht, hat nicht nur in den Debatten der Würtembergischen Kammer der Abg
die durch den Bundestagsbeschluß vom 30. Mai 1822 (18. Sitz. §. 153) eb
Aufmerksamkeit empfohlen sind, bereits ihre Widerlegung gefunden, sondern en
in der That keine Gründe für den Nachdruck, die nicht längst, und namentlich dam
bekannt gewesen, als durch den Punct d des 18. Artikels der Deutschen Bun
Festsetzung erfolgte:

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit
«gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte der
«steller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.» —

wodurch denn alles neue Eingehen in theoretische Erörterungen beseitigt ist.

Es wird damit grundgesetzlich bestimmt und ausgesprochen, daß die Rechte de
steller und Verleger sicher gestellt werden sollen, welches nur durch Aussc
der Mitausübung oder der Anmaßung dieser Rechte, also durch den Charakter d
Schließlichkeit, geschehen kann, den die Commission durch den Ausdruck: Eig
auf die schärfste Weise zu bezeichnen glaubte. So ist denn schon die Gesetzgel
Unbestimmten der Theorie zu Hülfe gekommen, und sie will es ferner thun, durc
förmige Verfügungen in den Deutschen Bundesstaaten.

2) Die gegenwärtige Abstimmung hält sich nur an den, 1819 vorgelegten, cc
schen Entwurf einer Verordnung, unter dem Vorbehalte, für den Fall, da auf i
den Nachdruck betreffenden Actenstücke, deren der jenem Beschlusse vom 28. M
vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz ei
obigem Abschnitte des 18. Artikels der Bundesacte nicht in directem Zusammenhang
umfassende Vorschläge enthalten, andere Abstimmungen sich mit erstrecken sollten,
darüber nachträglich sich zu äussern.

Der Entwurf von 1819 hat die der Bundesversammlung durch den Gru
gewordene Aufgabe, im Allgemeinen und Wesentlichen, würdig und angemessen ge
hin die Hoffnung begründet, daß der viel und lang besprochene Gegenstand, der
dem vormaligen Reichstage erörtert wurde, endlich auch in Deutschland, nach dem
der Nachdruckverbote in andern Staaten, zu einer allgemeinen gesetzlichen Bestim
Geiste des Entwurfes, werde geführt werden. Durch nachstehende Bemerkungen, n
Artikeln des Entwurfes folgen, wünscht man diesseits Beiträge zu dessen sorgfältiger

zu liefern, vorbehältlich nachträglicher oder auch modificirender Aeusserungen, je nachdem sich künftig, vor definitiver Beschlußnahme in dieser Angelegenheit, die Veranlassung dazu ergiebt.

Zum Artikel 1. Wiewohl die Commission in ihrem auf den Entwurf sich beziehenden Berichte bedenklich gefunden, ein Verbot des Nachdruckes ausländischer Werke vorzuschlagen, nicht nur aus Gründen der Reciprocität, sondern auch, weil in der Regel dem ausländischen Verleger durch solche Nachdrücke kein wesentlicher Schaden zugefügt werde, so dürfte doch mit der blossen Erstreckung des Artikels 1

«auf die in den Staaten des Deutschen Bundes erschienenen Druckschriften ɩc.»

nicht für immer ausgesprochen seyn, daß nicht in Zukunft, je nachdem darauf angetragen werden und es sich nothwendig oder nützlich zeigen möchte, benachbarte Staaten, in welche Nachdrucker Deutscher Werke, zur Vereitelung des beabsichtigten Sicherstellungszweckes, leicht sich niederlassen, und wo sie überhand nehmen können, von Seiten des Deutschen Bundes, unter Zusicherung der Reciprocität, zu veranlassen wären, Deutschen Schriftstellern und Verlegern angemessenen Schutz gegen Nachdruck zuzugestehen.

Zum Artikel 2. Die beiden Zeiträume von 15 und 10 Jahren dürften zu kurz seyn. Ohne einige Unterscheidung des Selbst- und fremden Verlags, die überhaupt nicht, und bei geräumiger Frist um so weniger, wesentlich erforderlich scheint, wäre die Frist auf zwanzig Jahre, vom Todestage des Verfassers an gerechnet, zu setzen.

Zur Beseitigung völliger Rückwirkung dieses Artikels auf Verlagsgegenstände, deren Verfasser vor Bekanntmachung des Gesetzes verstorben, könnte bestimmt werden, daß in diesem Falle dem Berechtigten wenigstens zehn Jahre, also auch alsdann zu gute kommen sollen, wenn der Verfasser seit zwanzig Jahren, oder seit länger, vor der Bekanntmachung des Gesetzes verstorben ist. In Ansehung der noch innerhalb eines Zeitraums unter zwanzig Jahren vor solcher Bekanntmachung Verstorbenen, wären die bis dahin nach dem Tode des Verfassers verflossenen Jahre verhältnißmäsig in Abzug zu bringen, so daß nicht unter zehn und nicht über zwanzig Jahre im Ganzen angenommen würden.

Zum Artikel 3. In so fern Selbstverlag und fremder Verlag nicht unterschieden werden, wird dieser Artikel ganz wegzulassen seyn.

Artikel 4 würde, in gleicher Voraussetzung und mit Rücksicht auf die Bemerkung zum Artikel 2, lauten:

> Werke, oder Fortsetzungen von Werken eines Schriftstellers, welche in dem ersten Jahre nach dessen Tode herausgegeben werden, sollen zwanzig Jahre lang eines gleichen Schutzes gegen den Nachdruck geniessen;

wenn man nicht lieber die Artikel 4 und 5, welche beide zu strenge an das Todesjahr sich

zu halten und die Sache für Erben und Verleger unbequem, unsicher und wei
machen scheinen, wie folgend, kurz zusammenfassen möchte:

Von Werken, oder Fortsetzungen der Werke eines Schriftstellers, die n
Tode herausgegeben werden, verbleibt den Erben und Verlegern, während de
zwanzig Jahre nach ihrer Erscheinung, das ausschließliche Erb- und Verla

Artikel 8 dürfte deutlicher, wie folgend, zu fassen seyn:

Innerhalb der vorhin bestimmten zwanzig Jahre, darf, bei Strafe des Na
von den Werken eines Schriftstellers, die einzeln bei mehreren Verlege
nen sind, ohne der Letzteren Einwilligung keine Sammlung veranstaltet w
wenig durch den Verfasser, als, selbst mit dessen Zustimmung, durch E
Verleger der einzelnen Werke, oder durch einen Dritten. Erlaubt ist aber
anstaltung einer solchen Sammlung, auch innerhalb jener Zeit, wenn

1) das auf die einzelnen Schriften sich erstreckende Verlagsrecht, nach den
geschlossenen Verträgen, erloschen ist; oder wenn

2) für den Fall gänzlich vergriffener bisherigen Auflagen, solche Verleger, die
anstaltung neuer Auflagen berechtigt sind, hierauf erweislich verzichtet hab
endlich, wenn

3) für den Fall noch nicht vergriffener bisherigen Auflagen, die Verleger w
noch vorräthigen Exemplare entschädigt werden.

Eine Sammlung solcher Arbeiten, welche sich in Schriften, die durch Beiträg
rer entstanden sind, befinden, darf, bei Strafe des Nachdruckes, nur mit Ein
des Verfassers, oder — während der zwanzig Jahre — seiner Erben veranstaltet

In Beziehung auf den letzten Absatz, fehlt übrigens noch eine Bestimmung w
zuweilen streitig gewordenen Benutzungsrechtes der Beiträge, welches, so fern Hono
bezahlt ist, erst nach Jahresfrist frei stehen dürfte. Demnach wäre dem Artike
beizufügen:

Von den Herausgebern solcher Sammlungen honorirte Beiträge sind
Ablauf eines Jahres, von ihrer Erscheinung in der Sammlung an gerechnet
Eigenthum der Verfasser, und können, bei Vermeidung angemessener rich
bestimmender Entschädigung der Herausgeber, erst alsdann von den Verfass
von deren Erben, anderwärts zum Drucke benutzt werden.

Von Seiten Hamburgs wird hier überhaupt die Beschränkung gewünscht, daß d
druckverbot keine Anwendung leide, weder auf Herausgabe einer Sammlung z

der Fuldaischen Ausgleichungscommission vorgebrachten Sachen gerichtet gewesen, sondern nur auf diejenige Rücksicht, welche eine bereits stattfindende Vergleichsunterhandlung allerdings erfordern könne.

Die Bundesversammlung vereinigte sich daher dahin:

es werde, in den im Antrage angegebenen Fällen, darauf erforderliche Rücksicht zu nehmen seyn, daß die angebrachte einzelne Sache in den Kreis des bestehenden Ausgleichungsgeschäftes gehöre, und in welcher Lage sie sich bei demselben oder in welchem Verhältnisse zu demselben sie sich befinde, ohne jedoch die Competenz der Bundesversammlung und deren Einschreitung auf dem verfassungsmäßigen Wege zu beschränken, als welche vielmehr, durch die zu nehmende Rücksicht geleitet, zu beurtheilen haben werde, in wie fern hinsichtlich der angebrachten Sache das Vermittlungsverfahren der Bundesversammlung und die Einleitung zum Austrägalverfahren annoch auszusetzen, oder in Anwendung zu bringen seyn werde. —

§. 76.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 34, eingereicht am 18. April, von Dr. Ehrmann dahier, Erinnerungsgesuch Namens seiner sämmtlichen bei der Reichsoperationscasse-Angelegenheit interessirten Principalen, besonders der Witwe Elkan Reutlinger zu Carlsruhe, wegen baldiger Erledigung dieser Sache.

Num. 35, einger. eodem, von dem vormaligen Reichskammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar, Danksagung für den bewilligten Vorschuß auf die wiederholt nachgesuchte Pension.

Num. 36, einger. am 19. April, von Dr. Ehrmann dahier, erneuertes Gesuch der ehemaligen Domcapitularen zu Speyer, um Befreiung von der Badischen Classen- und andern Steuern, bei Bezug ihrer Sustentationen.

Num. 37, einger. am 21. April, von Demselben, als Anwalt des Johann Reheis zu Hohensülzen, Rheinprovinz Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse von 575 fl. 12 kr. Mit 3 Anlagen.

Num. 38, einger. eodem, von Demselben, als Anwalt des Königlich-Preussischen Domänen-Inspectors von Linz, erneuertes Gesuch um definitive Beschlußnahme in der Reichsoperationscasse-Angelegenheit.

Num. 39, einger. eod., von Demselben, als Anwalt des Grafen von Vieregg, tes Gesuch in Betreff der ihm entzogenen Korngülte zu Pfeddersheim

Num. 40, einger. am 24. April, von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigte Westphälischen Angelegenheiten, Mittheilung der an die alle und höchsten Mitglieder des Deutschen Bundes eingesandten Denksch 9. April d. J., wegen Beschleunigung dieser Sache.

Num. 41, einger. am 24. April, von J. W. Remy dahier, wiederholtes Gesuc treff der Bezahlung seiner liquiden Forderung an die Herzoglich-Nassau gierung.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

Folgen die Unterschrif

Eilfte Sitzung.

am 1. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der zehnten Sitzung Anwesenden.

War eine vertrauliche Sitzung.

Zwölfte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 5. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der eilften Sitzung Anwesenden.

Mit Ausnahme

von Seiten Preussens: des Königlichen Herrn Gesandten, Grafen von der Goltz, für welchen der Königlich-Hannöverische Gesandte, Herr von Hammerstein, substituirt,

und

von Seiten der freien Städte: des Herrn Syndicus Dr. Curtius, für welchen der Herr Syndicus Dr. Gries wieder hinzugekommen war.

§. 77.

Substitution.

Präsidium zeigt an, daß der Königlich-Preussische Bundestagsgesandte, Herr Graf von der Goltz, den Königlich-Hannöverischen Herrn Gesandten von Hammerstein substituirt habe.

§. 78.

Anzeige wegen Führung der 17. Stimme von der freien Stadt Hamburg.

Der Gesandte der freien Städte, Herr Syndicus Gries, zeigt an, daß die Führung der siebenzehnten Stimme am 1. dieses Monats auf Hamburg übergegangen sey.

§. 79.

Besoldungs= und Pensions=Rückstände der zum vormaligen
und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffe

(9. Sitz §. 64 d. J.)

Die freien Städte. Auf den in der 25. vorjährigen Sitzung Beschluß, den in derselben erstatteten Commissionsbericht den Regierungen zu Einholung einzusenden, hat der Gesandte für den **zweiten Vorschlag** der C zu erklären, so daß die Rückstände unter 1 mittelst Liquidirung und Abführ lich noch als rückständig anzusehenden Kammerzieler bis zum 31. December 18 stände unter 2 und 3 aber, mit Anwendung der vorgeschlagenen Reduction, t nach der Bundesmatrikel berichtigt werden; und zwar Letzteres, so weit nicht Deckung der Rückstände unter 1 dienenden Kammerzielern ein Ueberschuß bli 2 und 3 mit verwandt werden könnte. Nach Annahme und Ausführung dies wird, in Ansehung des eventuellen **dritten**, das Weitere sich ergeben; wobei ziehung auf das für den Herrn Grafen von Reigersberg annoch Liquidirte, wird, daß die freien Städte zu dessen Gesammtforderung ihre Beiträge berei hierzu also weiter nichts zu leisten haben.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 80.

Reichskammergerichts=Archiv zu Wetzlar.

(9. Sitz. §. 61 d. J.)

Eben dahin wurde, nach dem Antrage des **Präsidii**, ein Schreiben Reichskammergerichts=Archive angeordneten Commission zu Wetzlar, vom 2. dies in Betreff der Verwahrung des Archivs, der Auslieferung der Acten und der Vo arbeiten ꝛc., verwiesen.

§. 81.

Instructions=Einholungen betreffend.

(26. Sitz. §. 213 v. J. 1822.)

Die freien Städte. In Hinsicht auf den Antrag der Königlich= Gesandtschaft in der 10. vorjährigen Sitzung, §. 81, dessen Einsendung an die sofort beschlossen wurde, um ihre Erklärungen, zum Zwecke der Benutzung der Commission zur Revision der Geschäftsordnung, darauf abzugeben, hat d zuvörderst im Allgemeinen zu bemerken, daß dieser Antrag im Zusammenhang

demjenigen, was in gedachter vorläufig bestehenden Ordnung über vertrauliche und förmliche Berathungen, Instructions-Einholungen, Abstimmungen und Beschlußziehungen, bereits enthalten ist, von der Commission zu erörtern seyn dürfte. Eine gleiche Erörterung und Zusammenhaltung, auch unter Berücksichtigung des bisher beobachteten Ganges der Bundestagsverhandlungen und der betreffenden Artikel der Wiener Schlußacte von 1820, wird insbesondere daneben den Bemerkungen zu widmen seyn, die den sechs einzeln gefaßten Puncten oder Vorschlägen vorausgeschickt sind; von welchen Bemerkungen zu einer ausdrücklichen Festsetzung sich empfiehlt, daß die Bundestagsgesandten, als Referenten, oder auch als Mitglieder von Ausschüssen, zur Bearbeitung besonderer Gegenstände, mithin als solche, unabhängig von Instructionen sich zu äussern befugt sind, folglich dabei nur ihren eignen Einsichten nachgehen.

Die einzelnen Vorschläge selbst betreffend, hält man vorläufig dafür, in Ansehung der beiden ersten, daß unangemessene Theilung der Verhandlungen, zwischen öffentlicher und vertraulicher Sitzung, durch die Leitung in vorkommenden Fällen, unter jedesmaliger Beachtung der Anregen des oder der dabei zunächst interessirten Gesandten, mehr und besser vermieden werden kann, als allgemeine Vorschriften allein es vermögen. Zu diesen gehört indeß, daß der Grund des Uebergehens von öffentlicher zu vertraulicher Sitzung in die Registratur der letzteren niedergelegt, ingleichen, bei verschiedenen Ansichten mehrerer Betheiligten, die Verhandlung in öffentlicher Sitzung als die Regel bildend betrachtet, nöthigenfalls aber Stimmenmehrheit wegen der Berathungsart entscheidend werde.

Wiewohl, in Beziehung auf den dritten Vorschlag, die vorläufige Geschäftsordnung, am Schlusse ihres zweiten Abschnitts, schon Vorschrift enthält, so wird doch die Bestimmung des oder der Puncte, worüber Instruction einzuholen ist, in Fällen, die nicht ganz einfacher Art sind, mithin eine besondere Festsetzung hierüber, nützlich seyn. Bei dem vierten Vorschlage kann keinem Zweifel unterworfen seyn, daß Instructions-Einholung statt findet, wenn die Bundesversammlung im Allgemeinen solche als veranlaßt betrachtet, oder wenn ein Gesandter begehrt, von derselben Gebrauch zu machen, und sein Verlangen durch Gründe, insbesondere durch Berufung auf neu vorgekommene Umstände und Verhältnisse, unterstützet. Nach erstattetem Gutachten eines bestellten Referenten aber, oder einer Commission, unbedingt Instructions-Einholung eintreten zu lassen, würde einen mit der Geschäftsordnung nicht vereinbarlichen Aufschub herbeiführen, z. B. bei interimistischen, gewisse Anstände aufräumenden Vorträgen. So dürfte auch ein den Geschäftsgang hemmender Aufschub entstehen, wenn man, mitten im Laufe der Abstimmungen, bloß auf eine vorzüglich motivirte unter diesen, ohne vorkommende neue Umstände oder Verhältnisse, einem Gesandten besondere Instructions-Einholung noch gestatten wollte.

Wie man endlich dem fünften Vorschlage, und dem zweiten (mit Artikel 8 d
Schlußacte übereinstimmenden) Absatze des sechsten Vorschlages, diesseits beitritt,
es kaum einer ausdrücklichen Festsetzung darüber zu bedürfen, daß jede von einem
tagsgesandten förmlich zu Protokoll erklärte Anzeige oder Abstimmung nur für di
Erklärung oder Entschliessung der Regierung, oder der Stimme, von Seiten der
versammlung zu halten sey.

Diese Abstimmung gieng an die betreffende Commission.

§. 82.

Forderungen an die vormalige Reichsoperationscasse.

(1. Sitz. §. 5 v. J.)

Die freien Städte. In Gemäßheit des auf Instructions-Einholung g
Beschlusses, welcher in der 17. Sitzung vom 12. April 1821, §. 104, nach erstattete
missionsvortrage, gefaßt wurde, ist der Gesandte angewiesen, unter Beziehung auf
stimmung der freien Städte von 1819 (30. Sitz. v. 19. August, §. 188), dahin sic
klären, daß vor allen Dingen die Anordnung einer Liquidations-Commission erforder
dürfte, welche nach den in jenem commissarischen Gutachten von 1821 für das
vorgeschlagenen Grundsätzen zu verfahren hätte, und auf deren Bericht weitere Beschl
würde erfolgen können.

Bei dieser Gelegenheit machte Präsidium den Antrag, die Commission zur
achtung der Forderungen an die vormalige Reichsoperationscasse, nachdem sie n
aus einem Mitgliede, dem Herrn Grafen von der Goltz, bestehe, zu ergänzen.

Diesem Antrage wurde einhellig beigestimmt, und es wurden auf herkömmlich
vier fehlenden Commissionsmitglieder durch die Herren Bundestagsgesandten

Freiherrn von Münch,
von Pfeffel,
von Carlowiz und
von Hammerstein,

ersetzt.

§. 83.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schulden insbesondere das Pensionsgesuch des Christian Joseph Diez vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(5. Sitz. §. 36. d. J.)

Baiern. Auf den in der 5. dießjährigen Bundestagssitzung vom 6. März
Pensionsgesuch des vormals Kur- und Oberrheinischen Kreis-General-Münzwardein

stian Joseph Dieze, erstatteten Commissionsbericht und sonach gefaßten Beschluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte zu erklären beauftragt:

daß Seine Königliche Majestät von Baiern, unter vorausgesetzter Zustimmung der übrigen betheiligten Regierungen, kein Bedenken tragen werden, zu der in Antrag gebrachten jährlichen Unterstützung von 800 Fl., vom 1. Januar dieses Jahres anfangend, in dem begutachteten Maaße zu concurriren.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist beauftragt, mit Beziehung auf den in der 5. Sitzung dieses Jahres, wegen des Pensionsgesuchs des vormaligen General-Münzwardeins, Christian Joseph Dieze, gefaßten Beschluß, zu erklären, daß des Großherzogs Königliche Hoheit den, zu der für Dieze bestimmten Unterstützung von 800 Fl. jährlich, auf das Großherzogthum Hessen fallenden Beitrag von 80 Fl. unter der Bedingung bewilligt haben, daß diese provisorische Unterstützung verhältnißmäßig aufhören solle, sobald derselbe irgendwo eine bestimmte Anstellung erhalten würde. Großherzoglicher Seits wird demgemäß wegen der Auszahlung der bemerkten 80 Fl., vom 1. Januar dieses Jahres an, das Nöthige verfügt werden, sobald die Versicherung gegeben ist, daß die andern betheiligten Staaten dem Beschlusse ebenfalls beigetreten sind.

Die freien Städte, für Frankfurt. Bei dem Pensionsgesuche des Obersten von Mogen (33. Sitz. von 1817, §. 219) ist von Seiten der freien Stadt Frankfurt bemerkt worden, daß bei dem Oberrheinischen Kreise zwei Cassen bestanden, nämlich die allgemeine Casse, aus welcher alle Kreisausgaben bestritten wurden, und zu welcher alle Kreisstände contribuiren mußten, und die Specialcasse, zu welcher nur diejenigen Stände beitrugen, welche ihre Contingente zu den zwei zusammengesetzten Kreisregimentern stellten und diese Regimenter im Felde unterhalten mußten; daß die Stadt, ihres unverhältnißmäßig hohen Anschlags ungeachtet, an keine der beiden Cassen irgend einen Rückstand schuldig ist; daß der vormalige Großherzog von Frankfurt an Schulden des Oberrheinischen Kreises die übergrosse Summe von 59,800 Fl. an die Stadt gewiesen hat, über welchen Betrag besondere, vom 1. Januar 1813 an gültig seyn-sollende Obligationen mit Zinsen-Coupons ausgefertigt worden sind, nach welchen die Zinsen von der Stadt, unter Vorbehalt ihrer Rechtszuständigkeiten, bezahlt werden; daß sogar, wegen der vom Monat Juli 1804 bis Ende des Jahres 1812 rückständig verbliebenen Zinsen, besondere Zinsenrückstands-Scheine ausgestellt worden sind, welche auch die Stadt nun bereits berichtigt hat; daß man jedoch dem Obersten von Mogen, als einem alten, verdienten, aller Berücksichtigung würdigen Mann, freiwillig und ohne hierdurch eine Verbindlichkeit anzuerkennen, eine lebenslängliche Unterstützung von 90 Fl. zufliessen lassen wolle, welches letztere pünctlich bewerkstelligt wird.

Das bei Seite gesetzt, was sich überhaupt gegen das Pensionsgesuch des Di nach der Großherzoglich-Badischer Seits in der 55. Sitzung vom Jahre 1817 (§. machten Bemerkung, einwenden läßt — es würde sich, unter jenen Umständen, n ein Grund anführen lassen, warum die Stadt, nach dem Antrage der Subdelegatio mission, nun auch die nämliche Summe, welche sie aus besonderer Rücksicht freiw Obersten Mogen verwilligt hat, dem Dieze als Unterstützung zugestehen, und wa ein für einen besondern Fall wohlgemeinter Beitrag, auch für andere Fälle zum A angenommen werden sollte; besonders wenn man die vorgeschlagenen Beitragssum andern betheiligten Regierungen damit in Vergleichung setzt. Ob nun gleich d mit einer Uebermaße von Pensionen belastet ist, und sich immer neuen mehrfält forderungen ausgesetzt sieht; so ist sie dennoch, zu möglichster Berücksichtigung des v hohen Versammlung gefaßten Beschlusses, bereit, dem Dieze, bis zu endlicher Erledi Kreisschuldenwesens und dieses damit in Verbindung stehenden Pensionsanspruchs, ei stützung von jährlich 28 Fl., als so viel, unter andern Umständen und Verhältnissen, keiner weitern Entwickelung bedürfen, die Rate der Stadt ungefähr betragen wü willig jährlich zufliessen zu lassen — vorausgesetzt jedoch, daß die andern Reg ebenfalls an der Unterstützung des Dieze verhältnißmäsig Theil zu nehmen geneig

§. 84.

Vortrag der am 9. Mai 1822 gewählten Reclamations-Commissio ihre Geschäftsführung.

(15. Sitz. §. 120. 17. Sitz. §. 149 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Ca trägt vor:

Die bisherige Commission zum Vortrage der Privateingaben bei der hohen versammlung wurde am 9. Mai 1822 in der 15. Sitzung (§. 120 des Protokolls der nächsten Vertagung dieser hohen Versammlung, dem 1. August 1822, gewählt

Sie hat ihr Geschäft auf eine längere Zeit, als anfangs beabsichtigt wurde, heute fortgesetzt.

Im Laufe dieser Zeit ist eins ihrer Mitglieder, der Königlich-Baierische G Freiherr von Aretin, mit Tode abgegangen.

Jetzt legt selbige, nach Vorschrift der am 29. April 1819 angenommenen G ordnung für die Bundestags-Commissionen, §. 2 unter 4, der hohen Bundesversa über ihre Geschäftsführung Rechenschaft ab.

Zu dem Ende überreicht sie hier ihr Vortragsverzeichniß, woraus sich ergiebt;

daß 24 Vortragsrückstände voriger Commissionen, vom Jahre 1819 an, auf die bisherige Commission übergegangen sind;

daß vom 9. Mai 1822 bis heute 54 Sachen an letztere abgegeben worden sind;

daß von diesen

78 ältern und neuern Sachen

23 vorgetragen wurden, und

daß mithin

55 Sachen, wegen besonderer, der hohen Bundesversammlung angegebenen Hindernisse, noch nicht bei selbiger haben in Vortrag gebracht werden können, obschon hiervon 16 von dem Herrn Staatsminister Freiherrn von Wangenheim bereits in der Commission vorgetragen worden sind.

Es wird nunmehr anheim gestellt:

1) zu beschliessen, daß obiges Vortragsverzeichniß loco dictaturae gedruckt und dem Protokolle über die heutige Sitzung beigefügt werde, und

2) zu der Wahl einer neuen Commission für die ferner und bis zu den nächsten Sommerferien eingehenden Sachen, welche Privateingaben betreffen, zu verschreiten.

Hierauf machte Präsidium den Vorschlag, die bisherige Reclamations-Commission zu ersuchen, ihre Thätigkeit bis zu den nächsten Sommerferien fortzusetzen, an die Stelle des abgegangenen Freiherrn von Aretin aber, ein neues Commissionsmitglied zu wählen.

Sämmtliche übrigen Stimmen waren mit diesem Antrage einverstanden, und die bisherigen Commissionsmitglieder erklärten sich bereitwillig, diesem Auftrage zu entsprechen.

Es wurde sodann zur Wahl geschritten, welche auf den Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Leonhardi, fiel.

Beschluß.

1) daß das Vortragsverzeichniß der Eingaben-Commission diesem Protokolle unter Zahl 3 anzufügen und loco dictaturae drucken zu lassen,

2) die bisherige Reclamations-Commission aber, welche durch den Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Leonhardi, ergänzt wurde, zu ersuchen sey, ihre Arbeiten bis zu den künftigen Sommerferien fortzusetzen.

§. 85.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(8. Sitz. §. 58 d. J.)

Der Herr Gesandte der freien Städte: übergiebt die fortgesetzte Sammlung der Verordnungen und Proclame des Senats der freien Hansestadt Bremen, von den Jahren 1821 und 1822, in zwei Heften.

§. 86.

Vorstellung des Nonnenconvents ad S^tam Mariam in Fulda, r dige Gefälle betreffend.

(4. Sitz. §. 29 d. J.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Bundestagsgesandte, F von Wangenheim, trägt vor:

In der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822 sey auf eine, rückständige Gefälle be Vorstellung des Nonnenconvents ad S^tam Mariam in Fulda beschlossen worden: «di Gesandten der, bei der Fuldaer Ausgleichung betheiligten, allerhöchsten und höch gierungen, vorzugsweise aber die der Königlich-Baierischen, Kurfürstlich-Hessisc Großherzoglich-Sachsen-Weimarischen Regierungen, zu ersuchen, dafür besorgt zu se die erforderliche factische und rechtliche Aufklärung über diese Reclamation, binn Wochen, an diese hohe Versammlung ertheilt werde».

Hierauf habe sich die Königlich-Baierische Gesandtschaft in der Sitzung vom bruar, die Kurfürstlich-Hessische aber in der Sitzung vom 24. Februar dieses erklärt; es stehe demnach von den vorzugsweise benannten Regierungen nur noch klärung der Großherzoglich-Weimarischen aus.

Diese dürfte nun zwar eigentlich in Erinnerung zu bringen seyn; da aber die Ausgleichungs-Commission, nach amtlichen Anzeigen, wieder in volle Thätigkeit ges und da, nach der Kurhessischen Erklärung, der Bevollmächtigte dieses Gouvernement wiesen sey, bei dem dermaligen Zusammentritt jener Commission eine nochmalige V lung der Sache, namentlich auch in Beziehung auf die Frage: ob gewisse Einkün Nonnenconvents als Centrallasten des vormaligen Departements Fulda, oder als Lo einzelner Theile desselben, anzusehen seyen? zu veranlassen: so dürfte der

Antrag

> die Gesandtschaften der Höfe von Baiern und Sachsen-Weimar um ihre V dung bei ihren Höfen dahin zu veranlassen, daß die Verhandlungen über sprüche des Nonnenconvents ad S^tam Mariam in der wieder zusammenge Fuldaer Ausgleichungs-Commission wieder aufgenommen und dermaßen geförd den möchen, damit das Resultat derselben binnen sechs Monaten dieser hoh sammlung vorgelegt werden könnte, indem dieselbe, im Entstehungsfalle, nich könne, auf weiteres Anrufen des reclamantischen Nonnenconvents, dessen Anw diesem Beschlusse Kenntniß zu geben seyn möchte, in Gemäßheit des 30. Arti Schlußacte vorzuschreiten —

gerechtfertigt erscheinen.

Auf diesen Vortrag und auf die von dem Königlich-Baierischen Herrn Bundestagsgesandten hierüber gemachten Bemerkungen, wurde

beschlossen:

daß

1) die Königlich-Baierische und Großherzoglich-Sachsen-Weimarische Gesandtschaften um ihre Verwendung bei ihren allerhöchsten und höchsten Höfen ersucht werden, zu veranlassen, daß die Verhandlungen über die Ansprüche des Nonnenconvents ad S^tam Mariam in der wieder zusammengetretenen Fuldaer Ausgleichungs-Commission wieder aufgenommen und dermaßen gefördert werden mögen, damit das Resultat derselben binnen sechs Monaten dieser hohen Versammlung vorgelegt werden könne, welche sich vorbehalte, auf Anrufen des reclamantischen Convents, das Weitere bundesverfassungsmäßig einzuleiten.

2) Hievon wäre der Anwalt des Nonnenconvents ad S^tam Mariam, Dr. v. Wehrkamp dahier, in Kenntniß zu setzen.

§. 87.

Einreichungs-Protocoll.

Die Eingabe

Num. 42, eingereicht am 25. April, von Dr. Ohlenschlager dahier, als Anwalt der Gräfin von Ottweiler, Gesuch, die rechtliche Entscheidung in Betreff deren Forderung wegen Uebernahme einer Capitalschuld von Nassau durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen, — wurde an die eigends dazu bestellte Commission —

Num. 43, einger. am 30. April, von Schneider, Diurnist bei der Herzoglich-Nassauischen Regierung zu Wiesbaden, Gesuch um Verleihung einer Canzlisten- oder Diurnistenstelle, — an das Präsidium —

Num. 44, einger. am 30. April, von Regierungsdirector Herquet zu Fulda, Gesuch, die Kurfürstlich-Hessische Regierung zu vermögen, die ihm rechtlich gebührende Pension von 3,500 Fl. für die Zukunft lebenslänglich unabgekürzt auszahlen, auch die seit Neujahr 1822 entzogene Summe von 2,000 Fl. nachzahlen zu lassen. Mit Anlage A bis U. — an die Reclamations-Commission —

Num. 45, einger. am 30. April, von den Boten des vormaligen Reichskammergerichts zu Wetzlar, Gesuch um einstweiligen Vorschuß aus der Kammergerichts-Sustentationscasse, — an die Commission für die reichskammergerichtlichen Angelegenheiten

abgegeben.

Die Versammlung gieng hierauf zur vertraulichen Besprechung über.

Folgen die Unterschriften.

Dreizehnte Sitzung

Geschehen, Frankfurt den 12. Mai 1823

In Gegenwart

aller in der zwölften Sitzung Anwese

§. 88.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden

(12. Sitz. §. 85 d. J.)

Oesterreich. Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, i
48. Band der politischen Gesetze und Verordnungen für die Oesterreichischen,
und Galizischen Erbländer, welcher die Verordnungen vom 1. Januar bis letzt
enthält, und zur Bibliothek der Bundesversammlung abgegeben wurde.

§. 89.

Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ih
die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensi

(34. Sitz. §. 259 v. J. 1821.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von
heim: verliest einen Vortrag der Eingaben-Commission, in Betreff der Recl
Domcapitularen zu Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuer im Großherz
den, und zwar 1) zu der Großherzoglich-Badischen Erklärung in der 34. S
20. Dec. 1821, und 2) zu einer weitern Eingabe der Domcapitularen, sub
nebst gedruckter Beilage.

Der Vortrag führt kürzlich die früheren, diesen Gegenstand betreffenden Ve
in das Gedächtniß zurück, und stellt dann die einer eigenen Erledigung bedür
gen auf:

1) Wer hat über den Grund der gegen die Großherzoglich-Badische Reg
benen Beschwerde zu entscheiden, diese hohe Versammlung unmittelbar, oder eine
mäßige competente Gerichtsbehörde?

Der Antrag der Commission geht dahin,

1) daß zwar die Bundesversammlung, unter den besonders hier vorwaltenden Umständen, sich der Entscheidung der von den Reclamanten gegen die Großherzoglich-Badische Regierung erhobenen Beschwerde unterziehen, zugleich aber

2) über die Gegenstände der in der 20. Sitzung vom Jahre 1821 erhobenen Zweifel, für künftige Fälle, eine Declaration ertheilen möge.

Einer solchen Declaration dürften vorzugsweise bedürfen

a) die Frage: ob aus dem Begriffe der völkerrechtlichen Garantie die Folgerung gezogen werden könne, daß der Garant auch darüber, ob ein einzelner Fall unter das von ihm garantirte Gesetz subsumirt werden könne, zu entscheiden habe?

b) die Fragen, die sich aus den Bemerkungen ergeben, welche die Commission zu der Erklärung der Großherzoglich-Badischen Gesandtschaft zu machen, sich für verpflichtet gehalten hat.

II) Wie wird diese hohe Versammlung, nachdem sie sich der Entscheidung unterzogen haben wird, die Reclamanten in der Hauptsache zu bescheiden haben?

Nachdem die Commission alle für und wider das Gesuch vorgebrachten Gründe, Behauptungen und Einwendungen ausführlich vorgetragen und erörtert hatte, sprach sie ihren Antrag dahin aus:

daß die Reclamanten mit ihrer, weder durch die §§. 52 und 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses, noch durch den Art. 15 der Bundesacte, begründeten Beschwerde gegen die Großherzoglich-Badische Regierung abzuweisen, und darüber innerhalb eines festzusetzenden Termins abzustimmen sey.

In einem nachträglichen Vortrage, geht die Reclamations-Commission in eine Prüfung des Art. 66 des Reichsdeputations-Hauptschlusses ein, und äussert ihre Meinung dahin, daß derselbe über die Frage? ob die Sustentationen der Domcapitularen, vermöge eines allgemeinen Steuergesetzes, ebenfalls der gesetzlichen Besteuerung unterworfen werden können oder nicht? keine Entscheidung an die Hand gebe. Indessen stelle die Commission, im Gefühle dessen, was billig erachtet werden dürfte, dem Ermessen dieser hohen Versammlung anheim, ob ihrem, auf Abweisung der Reclamanten gestellten Antrage die Hinweisung an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden wieder einverleibt werden solle?

Die beiden, loco dictaturae abzudruckenden, Vorträge wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 4 und 5 angefügt.

Bei der hierauf veranstalteten Umfrage, äusserten mehrere Herren Gesandten, daß sie ihre Abstimmung nicht ohne vorgängige Instruction abgeben könnten, und diese sich erst erbitten zu müssen glaubten. — In Betreff der übrigen Vorschläge der Reclamations-Commission,

vereinigten sich sämmtliche Stimmen dahin, daß solche zur Kenntniß der Reg
zu bringen und ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen; — daher

Beschluß:

daß

1) über die Beschwerden der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen d
Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer, und das hierauf erstatt
missions-Gutachten, am 26. Juni dieses Jahres abzustimmen,

2) die übrigen, auf Declaration einiger bundesgesetzlichen Bestimmungen gerichtet
schläge der Reclamations-Commission aber zur Kenntniß der Regierungen zu brin
ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen.

§. 90.

Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters
Anton Christian Wedekind, 1. Band. Hamburg 1823.

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von
merstein: übergiebt eine Schrift unter dem Titel: «Noten zu einigen Geschichtsc
des Deutschen Mittelalters, von Anton Christian Wedekind, Amtmann zu Lün
1. Band, Hamburg 1823, welche ihm der Verfasser zugesendet habe, um solche de
Bundesversammlung, als Beweis seiner Ehrfurcht, zuzustellen. Hierauf wurde

beschlossen:

diese Schrift an die Eingaben-Commission gelangen zu lassen.

§. 91.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 46, eingereicht am 9. Mai, von dem K. K. Regierungsrath und Profess
Egger zu Wien, Gesuch um baldige Verfügung in Betreff der Ford
der Mainzer Pfandhausgläubiger.

Num. 47, eingereicht am 9. Mai, von Carl Stuckart zu Aschaffenburg, er
Gesuch, seine Pensionsansprüche, als ehemaliges Mitglied des Capuziner
zu Frankfurt, richterlich entscheiden zu lassen.

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Die Versammlung gieng hierauf zur vertraulichen Besprechung über.

Folgen die Unterschrif

Vierzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 30. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der dreizehnten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war,

von Seiten Preussens: der Königliche wirkliche geheime Staats- und Cabinetsminister, Herr Graf von der Goltz.

§. 92.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

Präsidium zeigt an: die in der 10. dießjährigen Sitzung (§. 69) erneuerte Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze, habe die ihr zugewiesene Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen die in Stuttgart erscheinende Zeitschrift: «Der Teutsche Beobachter», in Erwägung gezogen, und sey bereit, ihren Vortrag hierüber an die hohe Bundesversammlung zu erstatten.

Diesen Vortrag habe der Königlich-Würtembergische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Wangenheim, welcher Mitglied der Commission sey, nicht unterschrieben, weil derselbe der Commissions-Sitzung unter der Erklärung nicht beigewohnt hätte, daß er es nicht angemessen finde, in einer Commissions-Sitzung zu erscheinen, in welcher man sich ausschließlich mit einem Gegenstande beschäftige, welcher bloß seine Regierung berühre, indem er, auf der einen Seite, vielleicht die Unbefangenheit der Berathung stören zu wollen scheine, auf der andern Seite aber, ohne Verletzung eines der beiden verschiedenen Verhältnisse, in welchem er als Bevollmächtigter seiner Regierung und als erwähltes Commissionsglied stehe, in Beziehung auf die Aufsicht, welche jene über die Censoren führen lasse, weder für noch gegen dieselbe Partie nehmen könnte.

Hierauf verlas der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Blittersdorff, nachfolgenden Bericht des Ausschusses zur Aufsicht über die Preßgesetze, den Teutschen Beobachter betreffend.

vereinigten sich sämmtliche Stimmen dahin, daß solche zur Kenntniß der Regierungen zu bringen und ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen; — daher

Beschluß:

daß

1) über die Beschwerden der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer, und das hierauf erstattete Commissions-Gutachten, am 26. Juni dieses Jahres abzustimmen,

2) die übrigen, auf Declaration einiger bundesgesetzlichen Bestimmungen gerichteten, Vorschläge der Reclamations-Commission aber zur Kenntniß der Regierungen zu bringen und ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen.

§. 90.

Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters, von Anton Christian Wedekind, 1. Band. Hamburg 1823.

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein: übergiebt eine Schrift unter dem Titel: «Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters, von Anton Christian Wedekind, Amtmann zu Lüneburg». 1. Band, Hamburg 1823, welche ihm der Verfasser zugesendet habe, um solche der hohen Bundesversammlung, als Beweis seiner Ehrfurcht, zuzustellen. Hierauf wurde

beschlossen:

diese Schrift an die Eingaben-Commission gelangen zu lassen.

§. 91.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 46, eingereicht am 9. Mai, von dem K. K. Regierungsrath und Professor von Egger zu Wien, Gesuch um baldige Verfügung in Betreff der Forderungen der Mainzer Pfandhausgläubiger.

Num. 47, eingereicht am 9. Mai, von Carl Stuckart zu Aschaffenburg, erneuertes Gesuch, seine Pensionsansprüche, als ehemaliges Mitglied des Capuzinerklosters zu Frankfurt, richterlich entscheiden zu lassen.

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Die Versammlung gieng hierauf zur vertraulichen Besprechung über.

Folgen die Unterschriften.

«Die Zwecke der Central-Untersuchungs-Commission des Jahres 1819 sind bekannt genug. Sie sollten die Symptome der unruhigen Bewegungen und Gährungen der Gemüther gründlich erforschen, und die Mittel zur Herstellung der Ruhe und Befestigung des öffentlichen Vertrauens in die Regierungen in ernste Betrachtung ziehen. Alle Mittel, dieses Ziel zu erreichen, wurden in ihre Hände gelegt. Am 12. November 1819 zeigte die Commission schon ihre Constituirung an, und am 13. Mai 1822 ward der Bericht — ein Werk von 32 Unterabtheilungen, und auf beiläufig 3000 Actenstücke gestützt — der hohen Bundesversammlung eingereicht. Nur in Teutschland allein konnte eine solche Schöpfung zur Welt kommen, vor deren furchtbaren Breite schon jedes andere Volk zurückgebebt wäre. Wenn man die beiden Criminal-Geschichten Sand's und Löning's, welche in ihren Leiden (?) nach den bestehenden Gesetzen abgeurtheilt wurden und die Central-Untersuchungs-Commission nicht beschäftigten, ausnimmt; so haben die fast dreijährigen Bemühungen dieser Behörde auch nicht das geringste Resultat hervorgebracht — und es muß uns die dadurch hervorgegangene beruhigende Ueberzeugung über den verursachten grossen Kostenaufwand trösten, daß die Bewegungen des Jahres 1819 nur gleichsam ein, in seinen Symptomen und Wirkungen sehr verschiedenartiges, vorübergehendes politisches Fieber war, in welches alle Gemüther der Zeit durch den Drang der Begebenheiten versetzt wurden; daß diese Krankheit, nach den verschiedenen Localverhältnissen stärker oder schwächer, sich durch keine an sich strafbare Handlung kund that, sondern überall bloß im Gebiete der Ideen ihr regelloses Wesen trieb. Wer über die, ihrer Natur nach, so sehr verschiedenen politischen Meinungen und Ansichten der Menschen Gericht halten wollte, würde wohl eben so fehl gehen, als wenn er die physische Natur in richterliche Untersuchung zu ziehen keinen Anstand nähme. Auch müßte sodann vor allen Dingen den Philosophen des Alterthums und denen der neueren Zeit der Proceß gemacht werden, ehe man ihren Nachbetern zu Leibe gehen könnte. Darauf hat nun auch wohl die Central-Untersuchungs-Commission nicht gedacht, welche nur den Mangel an wahren Materialien durch ihren Fleiß und eine, nicht ganz unbefangene, den Vermuthungen und Besorgnissen, die sie ins Leben gerufen hatte, künstlich angepaßte Zusammenstellung der bekanntesten Vorgänge der Jahre 1810 — 1815 ersetzen zu müssen glaubte. Groß war allerdings die Hingebung ihrer Mitglieder in einer Zeit, wo die öffentliche Meinung schwer auf ihnen lastete; aber darin, daß in Teutschland mehr Muth dazu gehöre, die Sache der Könige zu vertreten, als offenbare Angriffe auf die bestehenden Verfassungen zu machen, wird schwerlich Jemand die Meinung dieser Commission theilen. — So weit sind wir noch nicht gekommen, und dahin würden selbst alle idealistischen Bewegungen der neuesten Zeit schwerlich geführt haben, wenn auch keine Central-Untersuchungs-Commission errichtet worden wäre! — Gegen drei Vorwürfe wird sich,

ausser der Wichtigkeit, mit welcher das abgeschmackte Treiben mancher Köpfe behand
übrigens die Commission in den Augen aller Unbefangenen schwerlich zu rechtferti
mögen, nämlich:

«1) daß dieselbe die offenbaren Schöpfungen der Zeit und der Ereignisse in P
durch welche allein der Feind aus dem Lande vertrieben werden konnte, und a
trieben ward — die sich unter den Augen und mit Vorwissen des Königs selbst
damaligen Nothstand bildeten — einseitig als Resultate staatsgefährlicher geheimer
dungen darstellt, und, neben dem allenfallsigen Tadel der Verirrungen der Haupt
dieser Vereine, nicht, auch zur Steuer der Wahrheit der Hingebung für die gute
Gerechtigkeit widerfahren läßt;

«2) daß dieselbe die am 18. October 1820 in Darmstadt geschehene Freisprech
Lieutenants Schulz — welcher, nach der Commission eigenem Bekenntniß, mit Ver
des bekannten «Katechismus» die einzige positive Handlung, die in ihren Acten vo
begangen hatte — durch ein Kriegsgericht bedauert; indem die Erfahrung geleh
daß der Großherzog von Hessen gerade auf die gegen dergleichen Erscheinungen
Milde den einzigen Weg eingeschlagen, welchen wahre Staatsklugheit vorzeichnet, u
solche Weise in der Achtung seines Volkes mehr gewonnen hat, als er durch harte
fung jemals gewinnen konnte;

«3) daß diese Commission, bei dem Eingeständniß, daß alle ihre Bemühun
Entdeckung wirklicher staatsgefährlicher Complotte fruchtlos gewesen, dennoch in i
ihrer Berichtserstattung die geheime Absicht, ihr Daseyn zu verlängern, verräth, u
ihre Geschäftsbehandlung Ansichten aufstellt, welche deren Fortdauer bis ins Un
führen müßten.

«Der hohe Bundestag wird indessen in dieser nun höchst klar gewordenen Sac
einen Entschluß fassen können, welcher den Teutschen Gerechtigkeit widerfahren lä
Noch keine Regenten-Familie in unserm Vaterlande hat, auch selbst in den verführ
Zeiten der feindlichen Invasion, die geringste Klage über die Treue des Volkes zu
Ursache gehabt, und in dem letzten Kriege hat dasselbe Gut und Blut an die Er
ihrer Throne gesetzt. Warum sollte man ihm also das Zeugniß der Wahrheit versage

§. 3.

Ueberweisung der Beschwerde an den Ausschuß zur Aufsicht üb Preßgesetze.

Die hohe Bundesversammlung hat für gut gefunden, diese Beschwerde dem Au
zur Aufsicht über die Preßgesetze zuzuweisen und ihn zum Berichte hierüber aufzu

Der Ausschuß konnte demnach nicht umhin, sich diesem Auftrage zu unterziehen. Hierbei mußte er sich an das Gesetz halten, durch welches seine Wirksamkeit bedingt ist. Der Ausschuß wird eben deßhalb auch zuvörderst diejenigen Paragraphen des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 dahier in Erinnerung zu bringen haben, welche bei Beurtheilung der Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission vorzüglich in Betrachtung kommen.

Durch den §. 1 wurden, für die Dauer des auf fünf Jahre angenommenen Preßgesetzes, jedwede Schriften, die in der Form täglicher Blätter oder heftweise erscheinen, deßgleichen solche, die nicht über zwanzig Bogen im Drucke stark sind, in allen Bundesstaaten der Censur der Landesbehörden unterworfen.

Im §. 4 ist festgesetzt, daß jeder Bundesstaat für die, unter seiner Oberaufsicht erscheinenden, mithin für sämmtliche, unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen, Druckschriften, in so fern dadurch die Würde oder Sicherheit anderer Bundesstaaten verletzt, die Verfassung oder Verwaltung derselben angegriffen wird, nicht nur den unmittelbar Beleidigten, sondern auch der Gesammtheit des Bundes, verantwortlich sey.

Der §. 6 normirt die Thätigkeit der Bundesversammlung, wie folgt:

«Damit jedoch auch die, durch gegenwärtigen Beschluß beabsichtigte, allgemeine und wechselseitige Gewährleistung der moralischen und politischen Unverletzlichkeit der Gesammtheit und aller Mitglieder des Bundes nicht auf einzelnen Puncten gefährdet werden könne; so soll, in dem Falle, wo die Regierung eines Bundesstaates sich durch die in einem andern Bundesstaate erscheinenden Druckschriften verletzt glaubte, und durch freundschaftliche Rücksprache oder diplomatische Correspondenz zu einer vollständigen Befriedigung und Abhülfe nicht gelangen könnte, derselben ausdrücklich vorbehalten bleiben, über dergleichen Schriften Beschwerde bei der Bundesversammlung zu führen, letztere aber sodann gehalten seyn, die angebrachte Beschwerde commissarisch untersuchen zu lassen, und, wenn dieselbe gegründet befunden wird, die unmittelbare Unterdrückung der in Rede stehenden Schrift, auch, wenn sie zur Classe der periodischen gehört, aller fernern Fortsetzung derselben, durch einen entscheidenden Ausspruch zu verfügen.

«Die Bundesversammlung soll ausserdem befugt seyn, die zu ihrer Kenntniß gelangenden, unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen Schriften, in welchem Deutschen Staate sie auch erscheinen mögen, wenn solche, nach dem Gutachten einer von ihr ernannten Commission, der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung, aus eigener Autorität, durch einen Ausspruch, von welchem keine Appellation statt findet, zu unterdrücken, und die betreffenden Regierungen sind verpflichtet, diesen Ausspruch zu vollziehen».

Der §. 7 endlich verordnet:

«Wenn eine Zeitung oder Zeitschrift durch einen Ausspruch der Bund unterdrückt worden ist; so darf der Redacteur derselben binnen fünf Jal Bundesstaate bei der Redaction einer ähnlichen Schrift zugelassen werden.

«Die Verfasser, Herausgeber und Verleger der unter der Hauptbestim begriffenen Schriften, bleiben übrigens, wenn sie den Vorschriften dieses Bes gehandelt haben, von aller weiteren Verantwortung frei, und die im §. 6 er sprüche der Bundesversammlung werden ausschliessend gegen Schriften, nie ge gerichtet».

§. 4.

Competenz der Bundesversammlung.

Der Ausschuß mußte hiernächst die Frage untersuchen, in wie fern die Bu lung competent sey, nach den so eben vorgetragenen Bestimmungen des Pre der Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission Kenntniß zu nehmen.

Der Bundesbeschluß vom 20. September 1819 unterscheidet zwei Fälle, Thätigkeit der Bundesversammlung in Anspruch genommen werden kann, näm

1) wenn die Regierung eines Bundesstaates sich durch die in einem and staate erscheinenden Druckschriften verletzt glaubt, und durch freundschaftliche oder diplomatische Correspondenz zu einer vollständigen Befriedigung und Abhü langen könnte, und sie deßhalb Beschwerde bei der Bundesversammlung führ diese verpflichtet, die angebrachte Beschwerde commissarisch untersuchen zu l wenn dieselbe gegründet befunden wird, die unmittelbare Unterdrückung der in S den Schrift, auch, wenn sie zur Classe der periodischen gehört, aller fernern Fort elben, durch einen entscheidenden Ausspruch zu verfügen.

Dieser Fall ist dahier nicht eingetreten. Keine Bundesregierung hat gegen eine Beschwerde geführt; mithin kann auch von einer Anwendung der sich hierauf Bestimmungen des Preßgesetzes keine Rede seyn.

Die Bundesversammlung hat aber ausserdem noch

2) die Befugniß, die zu ihrer Kenntniß gelangenden, unter der Hauptk des §. 1 begriffenen Schriften, in welchem Deutschen Staate sie auch erschein wenn solche, nach dem Gutachten einer von ihr ernannten Commission, der Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Fr der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung,

Autorität, durch einen Ausspruch, von welchem keine Appellation statt findet, zu unterdrücken, und die betreffenden Regierungen sind verpflichtet, diesen Ausspruch zu vollziehen. —

Es wird keiner Ausführung bedürfen, daß die der Bundesversammlung hierdurch ertheilte Befugniß eine durchaus unbeschränkte sey. In formeller Beziehung genügt es, daß die Druckschrift, welche Gegenstand der Verhandlungen werden soll, gleichviel, auf welchem Wege, zur Kenntniß der Bundesversammlung gelangt sey. In materieller Beziehung aber hat sie keine andern Normen der Entscheidung, als die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland.

Hieraus folgt, daß die Druckschrift, worüber die Central-Untersuchungs-Commission sich beschwert, eben so gut, wie eine jede andere, welche zur Kenntniß der hohen Bundesversammlung gelangt ist, zum Gegenstand ihrer Verhandlungen gemacht, und eine Prüfung darüber angestellt werden kann, ob in ihr eine Verletzung enthalten sey, wie sie in passus 2 des §. 6 des Preßgesetzes näher bezeichnet ist. Hierdurch ist auch die Ueberweisung dieser Beschwerde an den zur Aufsicht über die Preßgesetze niedergesetzten Ausschuß hinreichend gerechtfertigt. —

Bemerkt muß übrigens hierbei werden, daß die Genugthuung, welche den Mitgliedern der Central-Untersuchungs-Commission auf diesem Wege zu Theil werden könnte, keine directe, ihr unmittelbar für die angethane Beleidigung zukommende, sondern vielmehr eine indirecte seyn würde, indem die Bundesversammlung nur darüber zu urtheilen hat, ob die zu ihrer Kenntniß gebrachte Nummer des Teutschen Beobachters der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufe; nicht aber darüber, ob die Redaction des Teutschen Beobachters sich eine persönliche Beleidigung der Mitglieder der Central-Untersuchungs-Commission habe zu Schulden kommen lassen, und welche Rüge hierfür zu verfügen sey?

§. 5.

Prüfung der Beschwerde im Allgemeinen.

Indem nun der Ausschuß, in Folge des ihm von dieser hohen Versammlung gewordenen Auftrags, in reifliche Erwägung zog, in wie fern, durch den in Num. 34 des Teutschen Beobachters vom 20. März l. J. über die Mainzer Central-Untersuchungs-Commission enthaltenen Artikel, die Würde des Bundes, die Sicherheit einzelner Bundesstaaten und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdet werde, mußte er sich sehr bald überzeugen, daß er bei einer isolirten Behandlung des Gegenstandes zu keinem

genügenden, den Erwartungen der Bundesversammlung entsprechenden, Resultate g
könne. Der §. 6 des Preßgesetzes v. 20. Sept. 1819 giebt der Bundesversamml
Befugniß, Druckschriften, durch deren Inhalt der Bund gefährdet wird, zu unter
bestimmt hierbei aber keine geringeren Grade der Ahndung für Verletzungen, welc
von dem Belange sind, um die Unterdrückung einer solchen Schrift auszusprecher
Ausschuß würde demnach befürchtet haben, sich einer Ungerechtigkeit schuldig zu
wenn er wegen eines einzelnen Artikels auf die Unterdrückung eines vielleicht im 1
sehr achtungswerthen Blattes hätte antragen wollen. — Eben so aber würde er hal
stand nehmen müssen, darauf anzutragen, daß die Bundesversammlung deßhalb
ihr übertragenen Befugniß keinen Gebrauch machen möge, weil der einzelne Artik
cher zu ihrer Kenntniß gebracht worden, isolirt betrachtet, keine solche Verletzung
um die Unterdrückung eines im Uebrigen vielleicht höchst schädlichen, ja sogar verde
Blattes zu motiviren. —

Dem Ausschusse blieb daher nichts übrig, als sich dem Geschäfte zu unterzieh
sämmtlichen Blätter des Teutschen Beobachters von seiner Entstehung an zu prüf
darnach zu ermessen, ob aus dem einzelnen Artikel, über den die Central-Untersu
Commission sich beschwert, zusammengehalten mit der Tendenz des Blattes im Al
nen, ein hinreichender Grund zur Anwendung des Bundesbeschlusses vom 20. Sept
abgeleitet werden könne?

§. 6.

Hauptgesichtspunct der Prüfung.

Bei dieser Prüfung glaubte der Ausschuß von dem Hauptgesichtspuncte ausge
müssen, der in dem Präsidialvortrage aufgestellt ist, mit welchem der Entwurf des
gesetzes vom 20. Sept. 1819 der hohen Bundesversammlung übergeben wurde.
erlaubt, die Worte dieses Vortrags dahier zu wiederholen:

« Die Druckpresse überhaupt, besonders der Zweig derselben, welcher die Tages
Zeit- und Flugschriften ans Licht fördert, hat während der letzten Jahre in dem g
Theile von Deutschland eine fast ungebundene Freiheit behauptet; denn selbst da,
Regierungen sich das Recht, ihr durch präventive Maasregeln Schranken zu setzen,
halten hatten, war die Kraft solcher Maasregeln durch die Gewalt der Umstände
gelähmt, und folglich allen Ausschweifungen ein weites Feld geöffnet. Die, du
Mißbrauch dieser Freiheit über Deutschland verbreiteten, zahllosen Uebel, haben noc
bedeutenden Zuwachs erhalten, seitdem die in verschiedenen Staaten eingeführte
lichkeit der ständischen Verhandlungen und die Ausdehnung derselben auf Gegen

die nie anders als in regelmäßiger feierlicher Form aus dem Heiligthum der Senate in die Welt dringen, nie eitler Neugier und leichtsinniger Critik zum Spiel dienen sollten, der Verwegenheit der Schriftsteller neue Nahrung bereitet, und jedem Zeitungsschreiber einen Vorwand gegeben hat, in Angelegenheiten, welche den größten Staatsmännern noch Zweifel und Schwierigkeiten darboten, seine Stimme zu erheben. Wie weit diese verderblichen Anmaßungen endlich gediehen, welche Zerrüttung in den Begriffen, welche Gährung in den Gemüthern, welche Herabwürdigung aller Autorität, welcher Wettstreit der Leidenschaften, welche fanatische Verirrungen, welche Verbrechen daraus hervorgegangen sind, bedarf keiner weitern Erörterung; und es läßt sich bei dem gutgesinnten und wahrhaft aufgeklärten Theile der Deutschen Nation über ein so notorisches Uebel kaum noch irgend eine Verschiedenheit der Ansichten und Urtheile voraussetzen.

« Die Eigenthümlichkeit des Verhältnisses, in welchem die Bundesstaaten gegen einander stehen, giebt von einer Seite den mit der Ungebundenheit der Presse verknüpften Gefahren eine Gestalt und Richtung, welche sie in Staaten, wo die oberste Gewalt in einem und demselben Mittelpuncte vereinigt ist, nie annehmen können, und schließt von der andern Seite die Anwendung der gesetzlichen Mittel, wodurch man in diesen Staaten dem Mißbrauch der Presse Einhalt zu thun sucht, aus. In einem Staatenbunde, wie der, welcher in Deutschland unter der Sanction aller Europäischen Mächte gestiftet worden ist, fehlen, seiner Natur nach, jene mächtigen Gegengewichte, die, in geschlossenen Monarchien, die öffentliche Ordnung gegen die Angriffe vermessener und übelgesinnter Schriftsteller schützen; in einem solchen Bunde kann Friede, Eintracht und Vertrauen nur durch die sorgfältigste Abwendung aller wechselseitigen Störungen und Verletzungen erhalten werden.

« Aus diesem obersten Gesichtspuncte, der mit der Gesetzgebung anderer Länder nichts gemein hat, ist in Deutschland jede mit Preßfreiheit zusammenhängende Frage zu betrachten. Nur im Zustande der vollkommensten Ruhe könnte Deutschland, bei seiner dermaligen Föderativverfassung, uneingeschränkte Preßfreiheit, in so fern sie sich mit dieser Verfassung überhaupt vereinigen läßt, ertragen. Der gegenwärtige Zeitpunct ist weniger, als jeder andere, dazu geeignet: denn das so vielen Regierungen obliegende Geschäft, die jetzige und künftige Wohlfahrt ihrer Völker durch gute Verfassungen zu gründen, kann unter einem wilden Zwiespalt der Meinungen, kann unter einem täglich erneuerten, alle Grundsätze erschütternden, alle Wahrheit in Zweifel und Wahn auflösenden Kampfe unmöglich gedeihen.

« Die, bei diesen dringenden Umständen gegen den Mißbrauch der Presse zu ergreifenden, einstweiligen Maasregeln, sollen keineswegs den Zweck haben, die Thätigkeit nützlicher und achtungswerther Schriftsteller zu hemmen, den natürlichen Fortschritten des menschlichen

Geistes Fesseln anzulegen, oder Mittheilungen und Belehrungen irgend einer Art, s
sie nur innerhalb der Grenzen bleiben, die noch keine bisher vorhandene Gesetzgeb
überschreiten erlaubt hat, zu verhindern. Daß die Oberaufsicht über die periodischen
ten nicht in Unterdrückung ausarten werde, dafür bürgt die Gesinnung, welche sän
Deutsche Regierungen bei jeder Gelegenheit deutlich genug offenbart haben, und
Vorwurf, daß sie Geistestyrannei beabsichtige, von keinem Freunde der Wahrheit u
Ordnung zu befürchten hat. Die Nothwendigkeit einer solchen Oberaufsicht abe
nicht länger in Zweifel gezogen werden, und da Seine Majestät über diesen w
Gegenstand durchaus übereinstimmende Ansichten bei allen Bundesregierungen erwart
fen; so ist die Präsidialgesandtschaft beauftragt, den Entwurf eines provisorischen Be
zur Verhütung des Mißbrauchs der Druckpresse, in Bezug auf Zeitungen, Zeit- un
schriften, der Bundesversammlung zur ungesäumten Prüfung und Berathung vorzu

§. 7.

Weitere Entwickelung.

Der Ausschuß konnte es sich nicht verhehlen, daß Deutschland auch dermalen n
einem grossen Theile der Uebel leide, welche der Präsidialvortrag so treffend schildert.
hat der Bundesbeschluß vom 20. Sept. 1819 seine Wirkung keineswegs verfehlt.
meisten Bundesstaaten wurde er streng vollzogen, und dadurch dem Unfug der Pre
nicht völlig Einhalt gethan, doch seiner weiteren Verbreitung vorgebeugt. Dadurch
sie der Verpflichtung genügt, welche die sämmtlichen Bundesglieder durch den Beschlu
20. Sept. 1819, insbesondere aber durch den §. 5 desselben, übernommen haben.
desto weniger hat sich die Beharrlichkeit der Parteischriftsteller neue Bahnen zu brec
wußt, auf denen sie das, früher begonnene, frevelhafte Spiel fortsetzen. Da, wo
Bundesregierungen weniger wachsam zu finden wähnten, haben sie sich der öffe
Blätter bemeistert, um durch diese — gleichsam wie von der Tribüne herab —
Volke zu reden, und es für ihre Zwecke zu bearbeiten. So ist es ihnen, die p
Tendenz unseres Zeitalters benutzend, gelungen, jenen indirecten Einfluß auf die
legenheiten des Staates, wenigstens theilweise, wieder zu erringen, dem durch den e
ten Bundesbeschluß entgegengewirkt werden sollte.

Indem sie aber fortfuhren, die Begriffe über Staat und Staatsverwaltung ste
und mehr zu verwirren, und jedwede Autorität immer tiefer herabzusetzen, haben
Ihrige dazu beigetragen, um die Gährung in den Gemüthern zu unterhalten, ja v
sogar wirkliche Gefahren über Deutschland herbeizuführen.

Wenn dem Ausschusse sich diese Bemerkung schon im Allgemeinen aufdrang, so

er sich nur um so mehr aufgefordert sehen, die specielle, durch die Presse veranlaßte Beschwerde, über welche er der Bundesversammlung Bericht zu erstatten hat, mit allem dem Ernste zu behandeln, den dieser Gegenstand in jeder Beziehung verdient.

Der Ausschuß glaubte hierbei eine wiederholte Bezeichnung des Standpunctes umgehen zu können, der in dem vorhin angeführten Präsidialvortrage zu Beurtheilung der im Bunde statt findenden Verletzungen durch die Presse aufgestellt ist. — Einer Seits würde er haben fürchten müssen, die in demselben eben so kurz als bündig bezeichneten Hauptmomente durch eine erneuerte Begründung derselben zu schwächen, anderer Seits aber hätte er durch das Interesse, das der Gegenstand einflößt, in seinen Betrachtungen leicht weiter geführt werden können, als es die Zartheit der Bundesverhältnisse verträgt. Nichts desto weniger glaubte er einige fernere Bemerkungen nicht umgehen zu können.

Der Deutsche Bund besteht aus Staaten, die verschieden sind an Größe und Macht, verschieden durch ihre Verfassungen und PartikularInteressen. Hierdurch wurde der Charakter des Bundes bestimmt. — Er mußte ein friedlicher seyn, nur dazu gegründet, um den Bundesstaaten jenen Schutz nach Aussen und Innen zu gewähren, den sie sich als Einzeln-Staaten nicht zu verschaffen im Stande waren. So kam es, daß, nach Art. 2 der Bundesacte, der Zweck des Bundes in die Erhaltung der äussern und innern Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Deutschen Staaten gesetzt wurde.

Der Bund kann deßhalb, ohne von seinem Grundcharakter abzuweichen, niemals ein offensiver werden. Der Art. 35 der Wiener Schlußacte sagt in dieser Beziehung ausdrücklich:

«Der Bund hat als Gesammtmacht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse und andere Verträge zu beschliessen. Nach dem im 2. Artikel der Bundesacte ausgesprochenen Zwecke des Bundes, übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstvertheidigung, zur Erhaltung der Selbstständigkeit und äussern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundesstaaten aus».

Hierdurch wurde dem Bunde, als Gesammtmacht, seine Stellung im Europäischen Staatenverein auf das bestimmteste angewiesen. Im Mittelpuncte Europa's gelegen, sollte er als allgemeiner Friedenswächter dienen. Den Damm sollte er bilden, an dem sich jeder Strom brechen müßte, von dem Europa bedroht würde. Keinem Nachbarstaate Besorgnisse einflössend, sollte er dennoch groß und stark seyn, um jeden Angriff auf seine Unabhängigkeit und Selbstständigkeit zurückzuweisen. Im Innern aber sollte er ein Bild der Ruhe und des Friedens darbieten, an dem sich das Auge laben könnte, das nur allzuhäufig durch den Anblick der Gräuelscenen ermüdet, welche die Annalen anderer Staaten beflecken. Da-

durch aber, daß Deutschland gegen das Ausland, wie im Inland, in Ruhe und
bliebe, sollte es der gesammten Welt Bürgschaft leisten für die Erhaltung der Civi
die nur allzuleicht im Kampfe der Parteien untergeht.

Damit aber der Bund seinem hohen Berufe genügen könne, ist Eintracht unter
lichen Bundesgliedern die unerläßliche Bedingung. Nur alsdann kann er hoffen,
abhängigkeit und Unverletzbarkeit der im Bunde begriffenen Staaten zu bewahr
die innere und äussere Sicherheit Deutschlands zu erhalten. — Damit aber diese E
niemals aus dem Bunde weichen möge, deßhalb gerade haben die Bundesglieder si
gemeinsamen Gesetzgebung, der des Bundes, unterworfen. Diese Gesetzgebung darf
niemals dazu benutzt werden, um Zwietracht im Bunde zu nähren, und wohl
den Formen des Gesetzes zu bekleiden. Die Eintracht der Bundesglieder muß in de
wie in der Gesinnung, bestehen. Nur, wenn dieses der Fall ist, läßt sich ein p
Zusammenwirken zu Erreichung der Bundeszwecke gedenken. Im entgegengesetzter
würde der Bund nur dem Namen nach bestehen; zusammenstürzen aber müßte er,
er durch die Zeitereignisse zum Handeln aufgefordert würde.

Je höher aber der Zweck des Bundes, und je grösser das von allen Bunde
gefühlte Bedürfniß der Eintracht ist, desto sorgfältiger muß alles vermieden werde
Störungen zwischen den einzelnen Bundesstaaten veranlassen könnte. Es kann
Zweifel unterliegen, daß durch diese Betrachtungen vorzüglich der Bundesbeschlu
20. Sept. 1819 veranlaßt wurde. Es war augenscheinlich geworden, daß die Ei
unter den Bundesgliedern nicht bestehen könne, wenn jeder Bundesstaat fortwähre
Gefahr bloßgestellt bliebe, sich durch die in den übrigen Bundesstaaten gedruckten S
auf jede Weise verunglimpft und angegriffen zu sehen, ohne dagegen die erforderli
hülfe zu erhalten. Es mußte sogar dem Gedanken Raum gegeben werden, daß, d
lang fortgesetzte Angriffe gegen andere Staaten, zuletzt ein Nationalhaß zwischen d
schiedenen Deutschen Völkerstämmen erzeugt werden könnte, durch welchen das innerste
des Bundes zerstört werden müßte. Das Hauptmotiv des Beschlusses vom 20.
1819 wird deßhalb auch alsdann noch bestehen, wenn die Zeit abgelaufen ist, für
er gefaßt wurde. Wenn gleich aber der Bund nur ein friedlicher ist, wenn er nach
strebt, als nach Erhaltung der Selbstständigkeit und Unverletzbarkeit seiner Glieder,
er demnach nicht das nämliche Interesse an den grossen Welthändeln hat, als jene
die gleich geeignet sind, offensiv wie defensiv aufzutreten; so kann er dennoch v
politischen Systeme nicht unberührt bleiben, das von den ihn umgebenden Staaten
stellt und festgehalten wird. — Er kann dieß um so weniger, als er unter seine

gliedern Mehrere zählt, die zugleich als Europäische Mächte unmittelbaren Antheil an den grossen Weltbegebenheiten nehmen.

Dermalen aber umschlingt ein gemeinsames Band die meisten Staaten Europa's. Vereinigt sind sie zu dem grossen Zwecke, das Bestehende zu erhalten, jeder Revolution in ihrem Innern zu steuern, der Anarchie überall Schranken zu setzen, und auf diese Weise den wahren Frieden, unter dessen Schutz allein die Wohlfahrt der Völker gedeihen kann, zu erhalten.

Diesem in der Declaration von Verona vom 14. Dec. 1822 neuerdings ausgesprochenen Zwecke der Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland konnte der Bund seine Billigung nicht versagen; und noch in der 4. dießjährigen Sitzung sprach diese hohe Versammlung die Uebereinstimmung des Bundes mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen der Mächte aus.

Selbst aber, wenn keine solche ausdrückliche Anerkennung vorläge, so müßte der Bund sich zu dem nämlichen Systeme bekennen, das von den vorhin genannten Mächten seine Entwickelung erhalten hat. Es wird hier wohl kaum einer Andeutung bedürfen, daß jenem Systeme das Princip der Legitimität zum Grunde liegt, und daß es gegen das Princip der Volks-Souverainetät gerichtet ist, in dessen Gefolge sich überall die Anarchie zeigt. Das Princip der Legitimität hat nun aber durch den Bund eine grundgesetzliche Sanction erhalten. — Der Art. 57 der Wiener Schlußacte sagt:

« Da der Deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souverainen Fürsten besteht, so muß, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staates vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden».

Hierdurch ist dem Bunde der Weg vorgezeichnet, den er in dem grossen Kampfe, der gegenwärtig Europa in Bewegung setzt, zu verfolgen hat. — Sein System kann kein anderes seyn, als das der Mächte, und wenn demnach einzelne Bundesglieder sich mit dem Systeme der letzteren in Opposition setzen könnten, würden sie sich eben dadurch einer Abweichung von den Grundgesetzen des Bundes schuldig machen. — Alle Angriffe, welche in dieser Beziehung gegen die Mächte gerichtet werden, treffen somit in ihren mittelbaren Folgen gleichfalls den Bund; denn es handelt sich hier um Principien, die in ihrer Anwendung auf den einen Staat nicht angegriffen werden können, ohne es auch in Beziehung auf den andern Staat zu werden, der sich zu eben diesen Principien bekennt.

Der Ausschuß glaubte diese wenigen politischen Betrachtungen deßhalb
zu können, weil sie ihm bei Beurtheilung der vorliegenden Sache von b
lange schienen.

§. 8.

Anwendung auf die öffentlichen Blätter.

Indem aber der Ausschuß diese allgemeinen Gesichtspuncte mit dem §.
desbeschlusses vom 20. Sept. 1819 in Verbindung brachte, konnte er kein
darüber im Zweifel seyn, in wie fern durch ein öffentliches Blatt die Würde
die Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder die Erhaltung der Ruhe und
in Deutschland gefährdet werden könne.

1) Die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschla
fährdet:

wenn die Tendenz eines öffentlichen Blattes dahin geht, Zwietracht zwis
schiedenen Bundesstaaten zu erregen und einen Nationalhaß von Deutschen ge
zu entzünden. Wenn das politische System einzelner zum Bunde gehöriger S
während angegriffen, und von Letzteren behauptet wird, daß sie keinen a
hätten, als die uneingeschränkteste Geistestyrannei auszuüben; daß sie nur z
hufe sich zu Widersachern aller wahren Aufklärung im Inlande und Auslande
hätten, und nur deßhalb jeden Schritt anderer Regierungen und Völker verda
zur Aufklärung im Geiste unseres Jahrhunderts führe, oder aus dieser ents
Daß sie ausserdem aber nach einer ungesetzlichen Vermehrung ihres Einflusses
Staaten trachteten, und dieses Streben unter einer angeblichen Sorgfalt für di
der Ruhe und Ordnung zu verbergen suchten. Wenn gesagt wird, daß die
nur zum Verderben führen könne, und daß daher von jedem wahren Vaterl
ihm entgegen gewirkt werden müsse. Wenn andere Bundesregierungen dagegen
gepriesen werden, weil vorausgesetzt oder als bekannt angenommen wird, daß sie
entgegengesetzten Systeme bekennen; daß sie die Freunde und Beförderer der w
klärung seyen, und daß sie deßhalb die Sache derselben verfechten und ihr
Sieg gegen die eigennützigen und selbstsüchtigen Plane ihrer Gegner verschaff
Daß hieraus erst das Wohl Deutschlands hervorgehen werde, und daß nur so
hängigkeit und Selbstständigkeit aller Bundesstaaten bewahrt werden könne.

2) Die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten wird gefährdet:

wenn das Grundprincip, auf welchem die Verfassungen aller Deutschen Bu
mit Ausnahme der freien Städte, beruhen, das monarchische, fortwährend als

irrig angegriffen wird; wenn dieses Princip im Zusammenhange gezeigt wird mit Allem, was die Vorzeit Gehässiges erzeugt hat, gleichviel, ob dieß auch jetzt noch besteht oder nicht, oder ob dessen Rückkehr auch nur als möglich zu denken ist. Wenn behauptet wird, daß es bei Aufstellung jenes Princips nur darauf abgesehen sey, gewissen Classen von Staatsbürgern Vortheile und Vorzüge zuzuwenden, auf welche sie bei dem gegenwärtigen Zustand der Dinge keinen gesetzlichen Anspruch mehr haben. Wenn, aus diesem Grunde Haß, gegen diese, nach Privilegien und Auszeichnungen strebende, Classe von Staatsbürgern gepredigt und selbst gewaltsame Mittel, um ihnen zu widerstehen, als erlaubt dargestellt werden. Wenn dagegen das Princip der Volks-Souverainetät als das einzige gepriesen wird, das zur allgemeinen Wohlfahrt führen kann; und wenn das Ideal eines Rechtszustandes in einer (factischen) Gleichheit gesucht wird. Wenn alle Handlungen, die aus diesem Principe fliessen, oder zu dessen Realisirung dienen, ohne Rücksicht auf ihre Natur in Schutz genommen und als ein nachahmungswürdiges Beispiel aufgestellt werden. Wenn dem zufolge die Verschwörer in allen Ländern vertheidigt und als Märtyrer der Freiheit gepriesen werden; wenn die von ihnen begangenen Verbrechen nicht nur entschuldigt, sondern vielmehr als eine erlaubte Nothwehr gegen unrechtmäsigen Druck dargestellt werden. Wenn dagegen alle Jene, welche die Sache der Souveraine vertheidigen, als feile Knechte und Tyrannendiener dem öffentlichen Hasse geweiht und der allgemeinen Verachtung Preis gegeben werden.

3) Die Würde des Bundes wird gefährdet:

wenn die Ueberzeugung verbreitet wird, der Bund genüge nicht dem Zwecke seiner Errichtung; wenn behauptet wird, er sey nichts als ein leeres Schattenbild, oder gar ein Werkzeug in den Händen einzelner Bundesglieder. Wenn die Beschlüsse der Bundesversammlung entweder als tyrannisch verschrieen, oder aber als erfolglos dargestellt werden. Wenn eine Opposition gegen dieselben als rühmlich und verdienstlich gepriesen, und so der Wahn begründet werden will, als könne die Bundesversammlung, bei Zwiespalt der Gesinnungen unter den Mitgliedern derselben, ihrem Berufe genügen. Wenn sie als im innern Kampfe begriffen geschildert und die Behauptung aufgestellt wird, daß nur hieraus das Wohl Deutschlands hervorgehen könne, daß aber die Uebermacht einzelner Bundesglieder diesen Kampf erstickе, und daß deßhalb in der Bundesversammlung nicht mehr der Gesammtwille des Bundes repräsentirt werde.

§. 9.

Prüfung der einzelnen Artikel des Teutschen Beobachters.

Der Ausschuß hat hiernächst, unter Festhaltung der so eben entwickelten Hauptgesichtspuncte, die einzelnen Artikel des Teutschen Beobachters einer gründlichen Prüfung unter-

worfen, und die Resultate derselben in der Anlage (Seite 178) zusammengestellt. Er ha
die Artikel, welche eine Gefährde enthalten, nicht mühsam aufgesucht. Sie sind in
Menge vorhanden, daß er nur über die Auswahl verlegen seyn konnte. Auch bed
keiner künstlichen Auslegungen, um ihnen den Grad von Anschaulichkeit zu geben,
der gewöhnlichsten Fassungskraft einleuchten muß. Der Teutsche Beobachter hat di
schäft dem Ausschusse auf alle Weise erleichtert; um ihn kenntlich zu machen, war
reichend, ihn abzuschreiben. —

Was nun aber die Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission insbeson
trifft, so ist auch ohne alle Ausführung klar, daß diese unter der Menge von Beleid
und Gefährden verschwinde, welche der Bund und die einzelnen Bundesglieder v
Teutschen Beobachter seit seiner Entstehung zu erfahren hatten. Der Ausschuß
deßhalb auch seinen Antrag nicht nach diesem einzelnen Artikel, sondern nach der
zeugung bemessen zu müssen, welche durch die Prüfung aller zeither erschienenen
des Teutschen Beobachters in ihm hervorgebracht worden ist. Er glaubte dieß um
thun zu müssen, als die Bundesversammlung es ist, welche in der Central-Untersu
Commission angegriffen wurde, und diese hohe Versammlung daher hätte Anstand
dürfen, sich den Anschein zu geben, als beschliesse sie in eigener Sache, nicht aber
teresse des gesammten Bundes.

Die Ueberzeugung des Ausschusses konnte aber keine andere seyn, als daß die
des Teutschen Beobachters der Würde des Bundes, der Sicherheit der ein
Bundesstaaten, und der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in D
land zuwiderlaufe,

weil er zahllose Verunglimpfungen, sowohl der zum Deutschen Bunde gehörigen
Souverains, als auch fremder Regierungen und deren Minister, enthält; und weil e
tracht zwischen den höchsten Deutschen Bundesfürsten und deren Völkern durch Ent
der Absichten der Ersteren auszusäen sucht;

weil er die Grundsätze des revolutionären Systems nicht etwa nur zufällig
legentlich, sondern mit planmäßiger Beharrlichkeit voranstellt;

weil seine sämmtlichen Artikel, die selbst erfundenen, wie die entlehnten, erzä
räsonirende, ernsthafte, satyrische, politische, religiöse, literarische, auf Verbreitung re
närer Ansichten und Lehren ausschliessend gerichtet sind;

weil er seinen Wunsch, die bestehende Ordnung der Dinge durch revolutionäre
rungen gestürzt zu sehen, in offenen Worten, mit einer Zuversicht, die jede Rücks
gesetzliche oder conventionelle Schranken zu verschmähen scheint, ausspricht;

weil er — sey es aus wirklichem fanatischem Vertrauen auf die Mittel und Kräfte der Faction, als deren Organ er auftritt, sey es um seinen Anhängern Muth und seinen Gegnern Schrecken einzuflössen, den Sieg der allgemeinen Revolution als unfehlbar und nahe bevorstehend ankündigt — über jede, den Fortschritten derselben entgegenwirkende Maasregel, wie über einen eitlen Versuch, das unwiederbringlich Verlorne zu retten, den bittersten Spott ausgießt, nicht nur gegen diese und jene Autorität, sondern gegen alle rechtmäsige Herrschaft überhaupt, so lange sie nicht in einer oder der andern Gestalt die revolutionäre Weihe empfieng, und oft auch, nachdem dieses erfolgt ist, den tiefsten Widerwillen an den Tag legt;

weil er endlich der ganzen gesellschaftlichen Ordnung, in allen ihren Haupt- und Nebenbeziehungen, insbesondere aber dem Deutschen Bunde, den Krieg ankündigt, und diesen durch jedes ihm zu Gebot stehende Mittel herabzuwürdigen sucht. —

Aus diesen Gründen sieht der Ausschuß sich genöthigt, darauf anzutragen, daß die hohe Bundesversammlung von der Befugniß Gebrauch machen möge, die ihr durch den §. 6 des Beschlusses vom 20. September 1819 ertheilt worden ist.

Der Ausschuß zweifelt nicht, daß die Central-Untersuchungs-Commission in Mainz hierin von selber die Genugthuung finden werde, auf welche sie gerechten Anspruch hat. Indem die hohe Bundesversammlung die lang fortgesetzten Angriffe des Teutschen Beobachters auf die öffentliche Moral, auf die Würde und Sicherheit des Bundes und der Bunstaaten mit gebührendem Ernste ahndet, werden Einzelne gerne auf eine Genugthuung verzichten, die sie schon in dem Schutze gegen die Wiederkehr ähnlicher Beleidigungen finden dürften.

Sie werden dieß um so lieber thun, als die Bundesversammlung keinen Anstand nehmen dürfte, die der Central-Untersuchungs-Commission angethane Beleidigung für eine solche zu erklären, durch welche sie unmittelbar, nicht aber die ihr untergeordnete Behörde, betroffen worden sey.

Im Falle nun aber die hohe Bundesversammlung den Antrag des Ausschusses genehmigen sollte, wird auch der §. 7 des Bundesbeschlusses vom 20. Sept. 1819 dahier seine Anwendung finden. Demnach wären sämmtliche hohe Bundesregierungen auf den von der hohen Bundesversammlung zu fassenden Beschluß zu dem Behufe aufmerksam zu machen damit dem verantwortlichen Redacteur des in Stuttgart herauskommenden Teutschen Beobachters, S. G. Liesching, binnen fünf Jahren in allen Bundesstaaten die Theilnahme an der Redaction einer ähnlichen Schrift versagt werde.

Der Ausschuß überläßt sich hierbei der gerechten Hoffnung, daß ihm nicht der Vorwurf werde gemacht werden können, als strebe er nach Unterdrückung jeder öffentlichen

Aeusserung über politische Gegenstände. Schon der Umstand, daß er, ungeachtet d
fältigen hiezu gegebenen Aufforderungen, heute nur diesen Anlaß ergreift, um die G
des Gesetzes in Anspruch zu nehmen, dürfte als die genügendste Widerlegung eines
Vorwurfes dienen. Sich selbst ist er wenigstens bewußt, nicht nach Nebenrücksicht
ihm stets fremd bleiben werden, sondern bloß nach reifer Erwägung dessen, was da
des Bundes — aus höherem Standpuncte genommen — erfordert, seinen Antrag ge
haben. An der hohen Bundesversammlung ist es nun, hierüber den weitern Besc
fassen. Allein auch sie dürfte, wenn sie den Ansichten des Ausschusses beistimmt,
wenig, wie dieser, den Vorwurf verdienen, eine anständige, innerhalb den ge
Schranken bleibende, Discussion über Politik und Staatsverwaltung verhindern zu
Sie wird vielmehr durch ihre zeither bewiesene, wie auch fernerhin zu beobachtende
gung und Ruhe, das Geschrei derer zu Schanden machen wissen, die in jeder Anw
eines zum allgemeinen Wohl erforderlichen Gesetzes eine Unterdrückung, und in jed
rückweisung frevelhafter, die öffentliche Ruhe gefährdender Angriffe eine Geistestyran
blicken. Die Bundesversammlung wird sich über jeden solchen Tadel erhaben erachte
allerwenigsten aber sich dadurch abhalten lassen, dasjenige getreu und rücksichtslos
füllen, was ihr durch die Gesetze des Bundes und die Wohlfahrt Deutschlands gebot

§. 10.

Entwurf Beschlusses.

Indem somit der Ausschuß alles erfüllt zu haben glaubt, was zur gründlichen
theilung der Sache erforderlich war, trägt er zum Schlusse darauf an, daß es der
Bundesversammlung gefällig seyn möge, ihren Beschluß dahin zu fassen:

1) daß der in Stuttgart erscheinende Teutsche Beobachter von der hohen Bun
sammlung, kraft der ihr durch den Beschluß vom 20. Sept. 1819 übertragenen Aut
hiermit unterdrückt, auch alle fernere Fortsetzung desselben untersagt werde;

2) daß die Königlich-Würtembergische Regierung durch die Königliche Bund
gesandtschaft zu ersuchen sey, diesen Beschluß zu vollziehen;

3) daß allen übrigen höchsten und hohen Bundesregierungen durch ihre Bund
gesandtschaften von diesem Beschlusse, mit dem Ersuchen Kenntniß zu geben sey, die
Ausgabe des Teutschen Beobachters, innerhalb ihres zum Deutschen Bunde gehörige
bietes, zu verbieten; auch den verantwortlichen Redacteur desselben, G. G. Liesching,
fünf Jahren bei der Redaction eines, in die Classe der periodischen gehörigen, öffen
Blattes mit politischer Tendenz nicht zuzulassen;

4) daß der Central-Untersuchungs-Commission in Mainz dieser Beschluß mittelst Protokoll-Extracts mit dem Bemerken zuzustellen sey, daß die hohe Bundesversammlung ihre durch das Schreiben des Präsidenten der Commission unterm 28. März laufenden Jahres angebrachte Beschwerde hiemit für erledigt erachte.

Die in dem §. 9 des vorstehenden Berichtes angezogene

«Prüfung der Tendenz des Teutschen Beobachters, hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln»,

wurde gleichfalls verlesen, und diesem Protokolle unter Zahl 6 angefügt.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, reassumirte hierauf die Anträge der Commission, stellte das Bundesgesetzliche derselben dar, und äusserte ferner:

Ohne Zweifel theilt die ganze hohe Versammlung die Indignation, welche ein durch revolutionäre Tendenz und unverschämten Aufruf zur Rebellion so frech hervortretendes Zeitblatt nothwendig erregen mußte.

Die hohe Bundesversammlung ist es ihrer eigenen Würde und der Würde ihrer Regierungen schuldig, ein warnendes Beispiel zu geben, daß der Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 kein todter Buchstabe, sondern ein Gesetz sey, welches in vorkommenden Fällen den frevelhaften Uebertreter desselben zu bestrafen wisse.

Wenn das Präsidium nun gleich voraussetzen kann, daß der Antrag des Ausschusses auf Unterdrückung des Teutschen Beobachters per acclamationem werde angenommen werden, so ist dasselbe gleichwohl verpflichtet, den Mitgliedern dieser verehrlichen Versammlung Gelegenheit zu geben, sich einzeln über diesen Gegenstand auszusprechen, und es erlaubt sich daher nur, den Gesichtspunct zu entwickeln, aus welchem die Stellung der hohen Bundesversammlung in dieser Angelegenheit zu betrachten seyn dürfte, so wie aus dem geschichtlichen Theil der Carlsbader Vereinigung, in welcher jenes Bundesgesetz zunächst vorbereitet wurde, Einiges anzuführen.

Dort ist die Frage entstanden, in wie fern die zu bestellende Bundestags-Commission als ein Compromiß eintreten könne, welches die vorkommenden Fälle entscheide, und, indem die Commission an die Bundesversammlung berichte, diese alsdann bloß veranlaßte, durch den Gesandten des betreffenden Staates die Erfüllung des Beschlusses zu bewirken. Da jedoch von anderer Seite vorgezogen worden ist, daß die gedachte Commission hierbei nicht sowohl einen Ausspruch zu thun, als nur ihr Gutachten abzugeben habe, über welches letztere dann die Bundesversammlung, wie über jeden andern commissarischen Vortrag, nach Stimmenmehrheit einen Beschluß fassen möchte; so hat man, da im Wesentlichen der

Zweck auf ein oder die andere Art zu erreichen stand, es bei der in den Bundestagsb[illegible]
vom 20. September 1819 übergegangenen Fassung des Artikels 6, als für die letztere
nung sprechend, unabänderlich belassen.

Präsidium zog daraus die Folgerung, daß die Bundesversammlung nicht ohn[illegible]
teres gebunden seyn könne, nach dem Gutachten des Bundestags-Ausschusses, die Zeits[illegible]
«der Teutsche Beobachter» zu verbieten, sondern es stände ihr zu, hierüber nach
eigenen Ueberzeugung abzusprechen, die Fortsetzung der Zeitschrift zu erlauben, wen[illegible]
Bericht des Ausschusses der Bundesversammlung nicht in allen Beziehungen genüge[illegible]
scheinen sollte, oder sie zu verbieten, wenn dieselbe die Ansicht des Ausschusses zu der I[illegible]
zu machen für gut finden würde. — So wie aus den eben erwähnten Carlsbader
handlungen die Absicht derjenigen Höfe, welche den besagten Beschluß vorbereiteten,
vorleuchtet, der eigenen Autorität der Bundesversammlung den definitiven Ausspruch
das Gutachten der Commission anheim zu geben; so kann sich Präsidium auch nicht
zeugen, daß ausser der, jedem Bundestagsgesandten von seiner Regierung, zuversichtli[illegible]
Sinne des Bundeszweckes, gegebenen, allgemeinen Instruction und ausser dem für All[illegible]
Instruction gleich verbindlichen Preßgesetze vom 20. September 1819, eine specielle In[illegible]
tion für specielle Preßvergehen, auf welche jenes provisorische Gesetz seine Anwendung f[illegible]
noch erforderlich scheine.

Als Kaiserlich-Oesterreichischer Gesandte erklärte der Herr Präsidi[illegible]

daß sein allerhöchster Hof von der innigsten Ueberzeugung durchdrungen sey, da[illegible]
Regierungen eine schwere moralische Verantwortung auf sich laden würden, wenn sie
die in der Bundesgesetzgebung dargebotenen Hülfsmittel ergreifen wollten, den aufs H[illegible]
getriebenen Mißbrauch der politischen Schriftstellerei Einhalt zu thun, und den unabseh[illegible]
Wirkungen einer fortdauernden Preßlicenz vorzubeugen. Der Mißbrauch der Presse
einen bedauerlich hohen Grad erreicht, und es sey an dem, daß ein Beispiel nothw[illegible]
gegeben werden müsse; der von der Bundestags-Commission auf Unterdrückung des Teu[illegible]
Beobachters gemachte Antrag erscheine überdieß und ohne alle Rücksicht auf diesen [illegible]
so durchaus gerecht, daß der Kaiserlich-Königliche Gesandte keinen Anstand nehme, dem
in allen Puncten unbedingt und in seiner ganzen Ausdehnung beizutreten, auch sein[illegible]
stimmung schon heute zu Protokoll zu erklären.

Preussen: stimmt dem Antrage der Commission unbedingt bei.

Würtemberg, interloquendo: Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft [illegible]
— gestützt auf die Vorschriften der Geschäftsordnung und auf den Geschäftsbrau[illegible]
darauf antragen zu dürfen, daß der Bericht des Ausschusses in der nächsten Sitzung

ponirt und zu Protokoll gebracht werden möge, damit sie, in der Zwischenzeit, prüfen und sich überzeugen könne, ob und welche vorläufige Erklärung sie etwa, gleichzeitig mit jenem Berichte, zu Protokoll zu geben sich verpflichtet halten dürfte; dieß um so mehr, da ihr die Protokolle der Carlsbader Verhandlungen, welche dieser hohen Versammlung nie mitgetheilt wurden, gänzlich unbekannt sind, und sie daher augenblicklich über deren Eigenschaft als einer Erläuterungsquelle des Beschlusses vom 20. September 1819 sich ein Urtheil zu bilden nicht vermag.

Präsidium erwiederte: daß es, nach der Geschäftsordnung, von der hohen Versammlung abhange, zu bestimmen, ob ein Gegenstand hinlänglich erörtert sey, um zur Abstimmung zu schreiten? Dieses werde sich nun aus den Aeusserungen der verehrlichen Herren Gesandten ergeben.

Ein Beschluß, der in 8 oder 14 Tagen über diesen Gegenstand gefaßt werde, könne für die Eintracht Deutschlands und für die Beruhigung der aufgeregten Gemüther nicht mehr den Werth haben, welchen ein Beschluß haben würde, der Deutschland die Ueberzeugung gebe, daß die Bundesversammlung, so bald selbe durch den mit ihrem Vertrauen beehrten Ausschuß von der Existenz einer in so hohem Grade revolutionären Zeitschrift Kenntniß erhalten, solche auf der Stelle zu unterdrücken beschlossen habe.

Bei fortgesetzter Umfrage, erklärten sich

Baiern und

Königreich Sachsen: vollkommen mit dem Antrage der Commission einverstanden.

Hannover. Für den vorliegenden Fall befinde ich mich zwar ohne specielle Instruction; gleichwohl kann ich über die Ansicht des Königlich-Hannöverischen Gouvernements nicht zweifelhaft seyn. Dieselbe stimmt mit derjenigen des Kaiserlich-Oesterreichischen und Königlich-Preussischen Hofes dahin überein, daß ein warnendes Beispiel erforderlich sey, um den Mißbräuchen der Presse zu begegnen, und um zu zeigen, daß der Bund seine Vorschriften halten wolle und könne.

Die Central-Untersuchungs-Commission, angeordnet für Sicherung der Ruhe Deutschlands, muß gegen Angriffe gesichert werden, die sie in der öffentlichen Meinung herabsetzen könnten. Dieselbe hat, nach meiner vollesten Ueberzeugung, nicht diejenigen verdient, die sie bereits früher auf empfindliche Weise erfahren hat, vielmehr ihrem Endzwecke auf eine würdige Weise entsprochen. Die Vorwürfe der Befangenheit, und der geheimen Absicht ihrer Verlängerung, enthalten eine Beleidigung, der sie nicht ausgesetzt seyn darf.

Der Gesammtinhalt der vorgelegten Stücke des Teutschen Beobachters, läßt für keinen Zweifel darüber, daß die Erscheinung dieser Zeitschrift mit dem gesetz- und verfas mäsigen Zustande Deutschlands unvereinbar ist.

Indem ich für den Antrag des Ausschusses stimme, betrachte ich die von den vorgeschlagene Form als der Gesetzgebung und der Erreichung des Endzweckes gemäß.

Würtemberg: enthält sich der Abstimmung.

Baden: stimmt unbedingt mit dem Antrage der Commission.

Kurhessen. Die Gesandtschaft vermag sich nicht zu überzeugen, daß der §. Preßgesetzes vom 20. September 1819 den Mitgliedern der Bundesversammlung das gebe, über die Unterdrückung einer Zeitschrift nach Einsicht und Gewissen zu entsch glaubt vielmehr, daß dieselben hier wie überall von den Instructionen ihre Commit unbedingt abhängig seyen.

Da nun Kurfürstliche Gesandtschaft im Allgemeinen angewiesen ist, in keinem wich Gegenstande ohne Instruction abzustimmen, sie aber über den so eben verlesenen dergleichen einzuholen ausser Stande war, indem sie nicht einmal vorläufige Ke davon hatte, so muß sie sich, bis zu Einlangung höherer Weisungen, die sie bis zur n Sitzung zu erhalten hofft, das Protokoll offen behalten.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist, was die petenz der Bundesversammlung betrifft, mit der Ansicht der Commission völlig einverst

Eben so pflichtet sie derselben darin durchaus bei, daß die gänzliche Unterdrücku Teutschen Beobachters eine Maasregel sey, welche die Redaction desselben durch die losigkeit ihrer Schreibart allerdings verdient habe.

Sie ist jedoch der Meinung, daß es, nach Maasgabe des vorliegenden Bundest schlusses vom 20. September 1819, einer hohen Bundesversammlung unbenommen s veranlassen, daß die in Frage stehende Schrift von der betreffenden Regierung selbst drückt werde, und glaubt hiernach vorschlagen zu können, daß die Königlich-Würtembe Bundestagsgesandtschaft zu ersuchen sey, die Einleitung zu treffen, daß, durch ein ihrem allerhöchsten Hofe zu erlassende Verfügung, die, unter dem Titel: der Teutsche achter, erscheinende Zeitung alsbald unterdrückt werde, wobei einer hohen Bundesver lung vorzubehalten wäre, diese Verfügung, erforderlichen Falles, vermöge der ihr zustel Befugniß zu erlassen.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte bemerkte da Dieser Antrag scheine ihm nicht in dem Preßgesetze vom 20. September 1819, welch Basis des Beschlusses in dieser Angelegenheit seyn müsse, zu liegen; denn dort sey der

desversammlung ausdrücklich die Befugniß eingeräumt, aus eigener Autorität die verderblich erkannte Schrift zu unterdrücken, und den gefaßten Beschluß, nicht bloß den Antrag oder den Wunsch der hohen Bundesversammlung, der betreffenden Regierung zu eröffnen. Bei der Vorbereitung dieses Beschlusses in Carlsbad sey die Frage aufgeworfen worden, ob es nicht angemessen wäre, von dem Wunsche und dem Ermessen der Bundesversammlung, wegen Unterdrückung einer gefährlich erkannten Schrift, den betreffenden Staat durch den Bundestagsgesandten in Kenntniß zu setzen und nur dann zur unmittelbaren Verfügung der Bundesversammlung zu schreiten, wenn deren Antrag unberücksichtigt geblieben, oder, aus unstatthaften Gründen, abgelehnt worden wäre. Die Versammlung habe jedoch, auf den Antrag, die Fassung des §. 6 des Preßgesetzes hiernach abzuändern, beschlossen, diese Fassung beizubehalten, wenn nicht der eigentliche Zweck, der weitern Verbreitung solcher Schriften noch bei Zeiten entgegenzuwirken, verfehlt werden sollte, indem jede Unterhandlung, welche einen solchen Beschluß vorläufig in einen blossen Wunsch und Antrag an den betreffenden Staat verwandeln sollte, die ganze Natur dieser Maasregel verändern müßte, ohne dadurch die Verwaltung des einzelnen Staates günstiger zu stellen, indem am Ende doch immer die Beurtheilung der dagegen angeführten Gründe und deren Statthaftigkeit von der Bundesversammlung abhangen müßte.

Der K. K. präsidirende Gesandte glaube daher, daß aus diesen Gründen, die selbst dann vollwichtig erschienen, wenn sie auch nicht in den Carlsbader Conferenzen wären beleuchtet worden, auf diese Modification nicht eingegangen werden könne.

Der Großherzoglich-Hessische Herr Gesandte äusserte dagegen, daß er von dem Inhalte der Carlsbader Verhandlungen keine Kenntniß gehabt, mithin darauf keine Rücksicht habe nehmen können; — worauf

der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Gesandte erwiederte, daß er solche auch nicht als Entscheidungsquelle, sondern nur zur Erläuterung und näheren geschichtlichen Entwickelung des Gesetzes vom 20. September 1819, welches seine Behauptung rechtfertige, angeführt habe, so wie auf jeden Fall der Geist, von welchem die dort versammelten Cabinette damals geleitet wurden, zuverlässig daraus beurtheilt werden könne.

Hierauf wurde die Umfrage fortgesetzt und

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: trat dem Antrage der Commission vollständig bei, und hielt dafür, daß hier keine Instructions-Einholung statt finde.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Ich trage für meinen Theil um so weniger Bedenken, einem so heilsamen Antrage — selbst in dem Falle, wenn es sich von Erscheinung eines dergleichen Blattes im Großherzogthume Luxem-

burg handeln könnte — unbedingt beizustimmen, als es mir dabei nur leid thun n
wenn es glaublich wäre, daß man dazu erst einer zufälligen Veranlassung von
der Mainzer Central-Untersuchungs-Commission bedurft habe, deren, wie es scheint, auf
stimmte Zeit in die Länge sich ziehende Dauer ich deßhalb keineswegs das W
reden gemeint bin.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Die Gesand
findet zwar im Allgemeinen kein Bedenken, für die von der Commission in 2
gebrachte Unterdrückung des Teutschen Beobachters zu stimmen, wünscht aber, und h
wegen §. 6 des ersten Abschnittes des am 20. September 1819 zum Beschluß erhobenen
wurfs eines Preßgesetzes, für thunlich, daß zuvörderst bei der Königlich-Würtem
schen Regierung die gewünschte Abhülfe gesucht, und erst, wenn dieses erfolglos blieb
erwähnte Unterdrückung ohne weiteres von der hohen Bundesversammlung unmittelb
schlossen werde.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: vollkommen nach
Antrage des Bundestags-Ausschusses.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Gesandtschaft
dem Antrage der Bundestags-Commission bei, und theilt übrigens den Wunsch der Gro
zoglich-Hessischen, dann Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Gesandtschaften,
zuvörderst die Königlich-Würtembergische Regierung ersucht werden möge, die gewü
Abhülfe zu leisten.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe
Waldeck: mit den Anträgen der Bundestags-Commission vollkommen einverstanden.

Die freien Städte: treten den erwähnten Anträgen bei.

Präsidium. Die Geschäftsordnung überlasse der hohen Bundesversammlun
jedem einzelnen Falle, zu beschliessen, ob ein Gegenstand zur Beschlußfassung reif sey
ob ausnahmsweise sofort, oder erst nach einem bestimmten Termine, darüber abgest
werden solle? Es seyen bereits 15 Stimmen mit den Anträgen des Bundestags-Aussch
vollkommen einverstanden, diese sprächen sich also sowohl für jene Vorfrage, als fü
Anträge selbst beifällig aus; 13 Stimmen aber vereinigten sich mit dem Vorschlage
Unterdrückung des Teutschen Beobachters unmittelbar von Seiten der hohen Bundesvers
lung, ohne Dazwischenkunft der Königlich-Würtembergischen Regierung, zu verf
Für die Sache selbst sey es hochwichtig, gleich in dem nämlichen Augenblick, wo die

Bundesversammlung Kenntniß von einem Preßvergehen erhalte, auch die Maasregeln gegen den Schuldigen zu beschliessen; — es könne also hier nur noch darauf ankommen, ob dem Vorbehalte des Kurfürstlich-Hessischen Herrn Gesandten die Folge gegeben werden wolle, die Ziehung des Conclusi aufzuschieben?

Dem Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten scheine der Fall einer Instructions-Einholung von dem Kurfürstlichen Hofe nicht vorhanden zu seyn, da das Gesetz über Preßvergehen, mit Zustimmung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten, vom Bunde erlassen, die Anwendung des Gesetzes auf einzelne Fälle jedoch der Bundesversammlung übertragen worden sey. Indessen stelle Präsidium anheim, die erforderlich geachtete Instruction einzuholen, müsse sich aber — abgesehen von dem, dem Kurfürstlich-Hessischen Herrn Gesandten zustehenden Rechte, den Beschluß bis zur nächsten Sitzung aufhalten zu können — vorbehalten, die gegen die Nothwendigkeit einer solchen Instructions-Einholung sprechenden Gründe erforderlichen Falles ausführlicher zu Protokoll zu erklären.

Kurhessen. Die Gesandtschaft vermag zwar von ihrer vorhin geäusserten Ansicht nicht abzugehen; da indessen, bei der eminenten Stimmenmehrheit für die Anträge des Ausschusses, eine (nicht zu vermuthende) abweichende Kurhessische Abstimmung keine Aenderung in einem offenbar nach Stimmenmehrheit zu fassenden Beschlusse zu bewirken im Stande seyn würde, so verzichtet die Gesandtschaft, nach dem Wunsche des verehrlichen Präsidiums, auf das anerkannte Recht, den Beschluß aufhalten zu können, und will nichts dagegen einwenden, daß derselbe sogleich gezogen werde.

Präsidium. Es könne nunmehr ohne Anstand der Beschluß gezogen werden; und wenn es auch üblich gewesen sey, manche Gegenstände erst in vertraulicher Sitzung vorzubereiten, so falle jedoch der Zweck dessen hinweg, wenn es sich von einer Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Ansicht hervorbringen könne.

Der Königlich Würtembergische Herr Gesandte habe sich hierin der Abstimmung enthalten zu wollen erklärt; jede nachträgliche Erklärung hingegen, sey man jederzeit bereit anzunehmen.

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte bemerkte hierauf, daß, nachdem nun abgestimmt worden sey, er kein Interesse mehr haben könne, zu verlangen, daß heute der Vortrag der Commission bloß vertraulich mitgetheilt werde; er enthalte sich übrigens der Abstimmung und behalte seinem allerhöchsten Hofe alles Uebrige vor.

Hierauf wurde durch die Mehrheit

beschlossen:

1) daß der in Stuttgart erscheinende Teutsche Beobachter von der hohen Bun sammlung, kraft der ihr durch den Beschluß vom 20. September 1819 übertr Autorität, hiermit unterdrückt, auch alle fernere Fortsetzung desselben untersagt wer

2) daß die Königlich-Würtembergische Regierung durch die Königliche Bund gesandtschaft zu ersuchen sey, diesen Beschluß zu vollziehen;

3) daß allen übrigen höchsten und hohen Bundesregierungen durch ihre Bund gesandtschaften von diesem Beschlusse, mit dem Ersuchen Kenntniß zu geben sey, die Ausgabe des Teutschen Beobachters innerhalb ihres zum Deutschen Bunde gehörig bietes zu verbieten; auch den verantwortlichen Redacteur desselben, S. G. Liesching, fünf Jahren bei der Redaction eines, in die Classe der periodischen gehörigen, öffen Blattes mit politischer Tendenz nicht zuzulassen;

4) daß der Central-Untersuchungs-Commission in Mainz dieser Beschluß mittels tokoll-Extracts mit dem Bemerken zuzustellen sey, daß die hohe Bundesversammlun durch das Schreiben des Präsidenten der Commission unterm 28. März laufenden angebrachte Beschwerde hiermit für erledigt erachte.

§. 93.

Gesuch des Grafen von Marschall, vormaligen Großherzoglich-F furtischen Gesandten am Kaiserlich-Königlichen Hofe, sion betr.

(3. Sitz. §. 20 d. J.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von genheim: erstattet, im Namen der Reclamations-Commission, Vortrag über die 3. dießjährigen Sitzung den 20. Februar von der Königlich-Baierischen Gesandtschaf gebene Erklärung, wegen der von dem vormaligen Großherzoglich-Frankfurtischen Ges Grafen von Marschall, angesprochenen Pensionserhöhung.

Nachdem darin die Möglichkeit einer verschiedenen Auslegung gezeigt, zugleic nachgewiesen worden, daß, möge der Sinn derselben dahin oder dorthin gehen, di Versammlung — gebunden durch den früheren Beschluß vom 13. Mai 1822, in Folge der Graf von Marschall bereits gegen eine der bei seiner Reclamation betheiligten rungen den Rechtsweg betreten habe — dennoch dermalen in der Sache keine weiter fügung mehr treffen könne, trägt die Commission darauf an,

daß dieselbe lediglich zu den Acten genommen werde.

Der, loco dictaturae abzudruckende, Vortrag wurde diesem Protokolle unter Zahl 7 angefügt.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich hierauf zu dem

Beschlusse:

daß, nach dem Antrage der Reclamations-Commission und nach den, während der Discussion über diesen Gegenstand, von den Herren Gesandten jener Regierungen, welche an dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligt sind, gemachten Bemerkungen und Verwahrungen, die Königlich-Baierische Erklärung in der 3. dießjährigen Sitzung keiner weiteren Verfügung bedürfe.

§. 94.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 48, eingereicht am 20. Mai, von J. W. Remy dahier, Erinnerungsgesuch wegen baldiger Erledigung seiner Ansprüche an Nassau, in Betreff der in die Festung Ehrenbreitstein gemachten Lieferungen.

Num. 49, einger. am 22. Mai, von Dr. Harnier dahier, Bevollmächtigten des Prinzen Philipp von Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst, Johanniter-Ordens-Ritter, Erinnerungsgesuch, in Betreff dessen Entschädigungs- und Pensions-Ansprüche als vormaliger Commenthur zu Arnheim und Nimwegen.

Num. 50, einger. am 23. Mai, von Dr. Ehrmann dahier, Bevollmächtigten der Frankfurter Inhaber Kurpfalzbaierischer $5\frac{1}{2}$ procentiger Obligationen lit. D, Gesuch um definitive Erledigung dieser Schuldangelegenheit. Mit einer Anlage.

Num. 51, einger. am 24. Mai, von Dr. Carl Ernst Schmidt zu Jena, Schrift: »Der Büchernachdruck aus dem Gesichtspuncte des Rechts, der Moral und Politik. Gegen Dr. L. F. Griesinger. Jena 1823. 8.»

Num. 52, einger. am 24. Mai, von Carl Grafen zu Erbach-Wartenberg-Roth, in Erbach, erneuertes Gesuch wegen endlicher Erledigung seiner Beschwerde gegen das Großherzoglich-Hessische Gouvernement, standesherrliche Verhältnisse betr.

Num. 53, einger. am 29. Mai, von Regierungsdirector Herquet zu Fulda, n
liche Vorstellung zu der Eingabe vom 30. April, Num. 44, Pensionsverk
betreffend. Mit Anl. V — Z.

Num. 54, einger. am 29. Mai, von Jacob Clemens dahier, Gesuch Namens
rer Interessenten an der Reichsoperationscasse-Angelegenhei
gen deren baldigen Beendigung.

Num. 55, einger. am 30. Mai, von A. N. Lamborelle zu Lüttich, Vice-G
Procurator, für sich und die übrigen Pensionirten des Hochstifts
tich, Bitte um Ueberweisung der in der Transrhenanischen Sustentatio
noch vorfindigen Gelder.

wurden den betreffenden Commissionen überwiesen.

Folgen die Unterschrift

Beilage 6.

Prüfung
der Tendenz des Teutschen Beobachters, hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln.

Der Ausschuß hat die sämmtlichen Nummern des Teutschen Beobachters, von seiner Entstehung an, einer umsichtigen Prüfung unterworfen, und ist hierbei von den Hauptgesichtspuncten ausgegangen, die in seinem hierüber erstatteten Berichte näher entwickelt sind. Hiernach hat er die Auswahl der Artikel veranstaltet, welche eine Gefährde gegen die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bnndesstaaten, oder die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland enthalten dürften. Um aber jede unnöthige Weitläufigkeit zu vermeiden, hat er eine umständliche Analyse dieser Artikel umgangen, und sich nur auf eine, im Allgemeinen gehaltene Beurtheilung derselben beschränkt. Auf diese Weise glaubt er dem eigenen Urtheile der hohen Bundesversammlung am wenigsten vorgegriffen und zugleich auch die erforderliche Uebersicht über den Ideengang und die Verfahrungsweise des Teutschen Beobachters zum wenigsten nicht erschwert zu haben.

Tendenz des Teutschen Beobachters nach seinen eigenen Angaben.

Der Ausschuß macht mit demjenigen den Anfang, was der Teutsche Beobachter über seine Tendenz selbst bemerkt.

In dem Aufrufe «an das Teutsche Publikum», womit der Teutsche Beobachter (in Num. 1 v. 10. August 1822) sich selbst in die Lesewelt einführt, wird ausgesprochen:

«Es (das Blatt, der Teutsche Beobachter) wird seinem Wesen nach eine durchaus practische Richtung nehmen. Im Volksgeiste geschrieben und stets eine nationelle Anregung bezweckend, soll es nichts vorbeigehen, was auf das öffentliche Leben des Teutschen und auf seine innere und äussere Freiheit und Bildung Bezug hat».

Es wird demnächst weiter gesagt:

«Da viele ältere und neuere Werke und Flugschriften, die in das öffentliche eingreifen, nicht in die Hände der grösseren Anzahl gelangen, und so nur höchst mittelbaren Einfluß auf das Volk ausüben können; so werden wir von Allem dieses Feld Bedeutendes darbietet, gedrängte und möglich populär gehaltene A geben, und zwar durchgängig in Verbindung mit dem Geiste und der Rich unserer jetzigen Periode»;

und endlich die Verheissung hinzugefügt:

«Wir werden, wo der Stoff nicht unausweislich eine ernste und strenge Darst erfordert, mit jeder uns zu Gebot stehenden Waffe die Geister zu be pfen suchen, mit denen wir uns in Widerspruch zu setzen genöthigt s

Als Motto hat sich der Teutsche Beobachter aus Herders Schriften folgende ausgewählt:

«Das Gesetz der Wiedervergeltung ist eine ewige Naturordnung. Wie bei einer keine Schale niedergedrückt werden kann, ohne daß die andere höher steige: so wird kein politisches Gleichgewicht gehoben, kein Frevel gegen die Rechte der Völker und d sammte Menschheit verübt, ohne daß sich derselbe räche, und das gehäufte Uebermaas sich einen desto schrecklicheren Sturz bewirke».

In der «Uebersicht», welche unmittelbar hinter diesem Motto folgt, wird, un Geist und die Richtung unserer Periode näher zu bezeichnen, gesagt:

«Es geht eine Bewegung durch ganz Europa bis hinüber in die neuen Welt und mit verstärktem Schwunge wieder zurück, für deren Wirkungen die Völker, je dem Grade ihrer Cultur, mehr oder weniger empfänglich sind. Diese Bewegung überall denselben Charakter, erzeugt überall dieselben Interessen, und nimmt überal selbe Richtung. Das macht sie eben auch so bedeutend, und die Kämpfe gegen sie so rig. Ihre Natur ist durchaus geistig und sie scheint hauptsächlich diejenigen Elemen sich zu vereinigen, welche unmittelbar zu einer Wiederherstellung der ewigen Geset Rechts und der Vernunft hinleiten. Weil nun ein fester Grund des ersteren und ei gefesselter Gebrauch der letzteren zu den höchsten Bedürfnissen eines freien und gl chen Daseyns gehört, so macht diese Bewegung reissende Fortschritte, und je sch sich ein Volk in sie zu finden weiß, desto schneller geht durch ihren unwiderstehlichen Z seine politische Entwickelung vor sich. Die wunderbarsten Erscheinungen bringt sie in Conflict mit den Geistern der Willkühr und des Aberglaubens hervor. Wie einen Tarantelstich verletzt, werden alle Knechte und Genossen derselben bei ihrer An rung ungeberdig und wüthend, und suchen sich durch Bellen, Stossen und Schlage

ngewohnten Kraft zu widersetzen. Es gehört aber zu ihrer besondern Eigenthümlichkeit, aß sie durch Gegenwehr nur immer stärker, und somit ihr Sieg jeden Tag weniger zweielhaft wird». —

«Keine Brittische Handelsinnung, nicht jene durch die Langmuth der Nation sich privilegirt wähnenden Ultras, nicht die zahllosen Glieder der Papier-Unionen, nicht die schlafen Doctrinen bestochener Missionspriester, nicht die Selbstsucht einer alternden Generation wird sie aufzuhalten vermögen, und der Göttersitz gesetzlicher Freiheit wird — unerreicht on den Stein- und Kothwürfen grosser und kleiner Titanen — ihr Ruhepunct und zugleich as erhabene Ziel der Völker seyn, deren Wiedergeburt sie durch ihren mächtigen Einfluß eschleunigt hat».

In Num. 2 von 1822, S. 5, sagt die Redaction: «daß die Belebung des nur allzulangsam fortschreitenden Nationalsinnes das Hauptziel ihrer Bemühung sey».

In demselben Blatt (S. 7) wird, um die Basis der Operationen kenntlich darzustellen nd dadurch das Vertrauen der Partei, für die geschrieben wird, zu erwerben, in dem ufsatze, anfangend: «das Wort», endigend: «das begreift nicht Jeder!» eine Definition es Wortes «Liberale» gegeben, welches wir — wie hier gesagt wird — in der Beziehung auf olitische Grundsätze den Spaniern verdanken.

Nach dem aufgestellten Begriff ist «was des freien Menschen würdig ist, aufgenomen in die Gesinnung, erprobt durch die That — liberal. Ein Liberaler aber Jener, er überall für Wahrheit und Recht, Ehre, Freiheit, Sittlichkeit, Religion kämpft; überall rrthum, Vorurtheil, unter allen Gestalten und troß aller Verjährung, offene und geheime osheit bekämpft.

«Aber, sagt man» — heißt es am Schlusse — «es giebt überspannte Liberale. Nun, ann man des Guten zu viel thun? Ist das auch Ueberspannung, feile Seelen, enn der edle Mensch mit glühender Begeisterung der erschlafften Welt gegenüber steht, nd, während ihr eure zeitliche Vortheile berechnet, freie Opfer auf dem Altar der Tugend nd des Rechts niederlegt? das begreift nicht Jeder!»

In der Beilage Num. 13 zu Num. 33 vom Jahre 1822 (S. 4), zeigt die in dem rtikel — anfangend: «Archimedes wollte» 2c., endigend: «Nordamerika gethan», vorkomende Stelle,

«als Napoleon die Pressen des Continents gefesselt hatte, stürzten ihn die Pressen «Englands — wären auch diese stumm geworden, hätten es später die von Nordame«rika gethan»,

elche Kraft der Teutsche Beobachter den Pressen zutraut, und wie sehr er das, was durch ese vorbereitet werde, für unvermeidbar, selbst für den Mächtigsten, halte.

Darum eifert er auch gegen jede Beschränkung der Presse, und zwar nicht in einem Style, den bisher noch kein Deutscher Libellist versucht hat.

«Damit man nicht öffentlich lese und wisse» — so werden in Beilage 2 zu N (1822) die Regierungen apostrophirt — «was Ihr im Staats- und im Privat immerfort zu thun und immerfort zu verheimlichen wünscht, daß Justiz und Polizei alle Schreibfedern in Beschlag nehmen. Warum nicht Polizei missäre aufstellen, bei denen man, so oft man schreiben will, die Feder erst musste? Warum nicht Bureaux errichten, wo Schreibfedern, aber nur für re Leute, für die comme il faut, beschnitten und sonst an Niemand ausgegeben den. — Und hülfe dann selbst das Federbeschneidungs-Institut nicht genug, so um allen Mißbrauch der freien Rede und Schrift gewiß abzuschneiden, nichts räth als eine Hochpolizeiliche Zungen-Abschneidungsanstalt», u. s. w.

Der Ausschuß hätte hier fragen können, wie es kommen konnte, daß diese w nige Herausforderung der Censur — wahnsinnig, weil der Schriftsteller, der sic Scheu so ausdrücken durfte, gewiß über Alles in der Welt eher, als über Man Freiheit, zu klagen haben konnte — ungerügt un fast unbemerkt blieb?

Aber auch ohne diese Frage aufzuwerfen, läßt sich daraus entnehmen, daß, n Gesetz selbst, dem er unterworfen seyn soll, auf diese Weise verhöhnen und mißh konnte, deutlich genug erklärte, daß er allem Gesetz und aller Autorität Trotz ten im Stande war.

Deßhalb konnte es auch dem Ausschusse nicht auffallend seyn, wenn der Teutsche achter in Num. 21 v. J. 1823 (S. 84) den Preßzwang «das geistige Faustre neueren Zeit» nennt, so wenig als auch dieses Blatt sich darüber zu beklagen ha es von dem am Wege lagernden und unschuldige Pilgrimme überfallenden Pre beraubt worden sey. Wahrscheinlich war es aber die Furcht, welcher der Teutsche achter seine Sicherheit verdankte. Die Erweckung des Nationalsinnes, mithin die B tung der öffentlichen Meinung, ist, nach seiner eigenen Angabe, der nächste Zweck er sich vorgesetzt hat. Nun aber giebt es, ihm zufolge (Num. 28 v. 1823, S. «nur eine gefährliche Verschwörung für Machthaber, und dieß ist die Verschwöru «öffentlichen Meinung. Alle andern Verschwörungen lassen sich leicht ersticken».

Unter dieser Aegide mußte Er sich vollkommen sicher glauben.

So sehr es aber auch dem Teutschen Beobachter um die nationelle Anregung D lands zu thun ist, so glaubt er dennoch genöthigt zu seyn «durch die Erörterung d

gelegenheiten fremder, uns jedoch in mancher Hinsicht vorangeeilter Völker auf unsere eigene so lange zurückzuwirken, bis ihm eine freiere Bewegung erlauben wird, offen aufzutreten und unumwunden die Mittel zu einer besseren Begründung unserer vaterländischen Interessen zu sprechen, statt jetzt nur unter der Gefahr, häufig mißverstanden zu werden, den zahllosen Mängeln unseres politischen Lebens gegenüber, mehr verneinend aufzutreten ». (Num. 11 v. 1823, S. 43. Anm.)

Der Ausschuß glaubt, daß diese mit den eigenen Worten des Teutschen Beobachters gegebenen Andeutungen hinreichen werden, um seine Tendenz im Allgemeinen und die Mittel, deren er sich zu Erreichung seiner Zwecke zu bedienen gedenkt, auf das bestimmteste und klarste zu bezeichnen.

Der Teutsche Beobachter ist ein so genanntes liberales Oppositionsblatt, berechnet für die grössere Menge, und deßhalb im populären Style geschrieben; diese Menge soll im nationellen Sinne angeregt und ihr eine practische Richtung gegeben werden, damit sie tauglich werde zu Erreichung der Zwecke, welche der Teutsche Beobachter als Ziel seiner Bemühungen sich vorgesetzt hat. Als Mittel bedient sich der Teutsche Beobachter jeder Waffe, insbesondere aber der Tagsbegebenheiten des Auslandes, indem die Tagsbegebenheiten des Inlandes ihm zu jener Anregung nicht geeignet scheinen.

Ein Blatt, das sich offen zu dieser Tendenz bekennt, und das auf eine solche Wirksamkeit Anspruch macht; das jeder Gewissenhaftigkeit in der Wahl der Mittel zum Voraus entsagt, und dennoch für die grössere Anzahl schreibt, die in der Regel das, was man ihr giebt, ohne Prüfung hinnimmt; ein Blatt, das selbst auf eigene Kosten durch den von der Redaction gesetzten äusserst niedrigen Preis seine Wirksamkeit zu vermehren strebt: ein solches Blatt schien dem Ausschusse vorzugsweise geeignet, um die Aufmerksamkeit der Bundesversammlung im hohen Grade in Anspruch zu nehmen. Der Ausschuß glaubte deßhalb sorgfältig prüfen zu müssen, in wie fern der Teutsche Beobachter seiner Ankündigung getreu blieb, und ob allenfalls seine Thaten besser waren, als seine Worte?

Leider aber muß er bekennen, daß der Teutsche Beobachter in der Ausführung noch weiter gegangen ist, als wozu er sich gegen sein Publikum verbindlich gemacht hatte. — Die nachfolgende Zusammenstellung dürfte dieß zur Genüge beweisen. Hierbei muß übrigens nochmals bemerkt werden, daß, da der Teutsche Beobachter vorzüglich durch die das Ausland betreffenden Artikel auf Deutschland zurückzuwirken gedenkt, diese Artikel ebendadurch für den Zweck dieser Prüfung die nämliche Wichtigkeit erhalten haben, als jene Artikel, welche sich über die innern Angelegenheiten Deutschlands verbreiten. —

ohne weiteres klar, daß er nichts als Zerrüttung der Begriffe und Aufregung der L
schaften beabsichtigen kann; und hiermit hat er im Reiche der Ordnung und de
setze sein Recht, über Gegenstände dieser Art zu schreiben, verwirkt.

In Num. 9 v. 1823 beginnen die Artikel aus Spanien über die Aufnahm
Noten der hohen verbündeten Höfe. Wären es bloß Auszüge aus Spanischen Zeitu
Protokollen der Cortes u. s. w., so wäre wenigstens der lose Schleier des schalen
wandes «man hafte für den Inhalt weiter nicht» darüber geworfen; sie sind aber
tentheils von eigener Fabrik, und ganz mit dem leidenschaftlichen Enthusiasmus b
Parteilichkeit für eine Revolution, welche so eben von den ersten Europäischen Autor
aufs feierlichste gebrandmarkt war, abgefaßt. Diese Revolution, wie hier fortdauern
schieht, bis in den Himmel erheben, heißt über alle bestehenden, und namentlich übe
in Deutschland bestehenden Verfassungen den Stab brechen, folglich die ohnehin vorha
Gährung in den Gemüthern, so weit nur Druckschriften hierzu fähig sind, ohne Unt
vermehren.

Der Teutsche Beobachter konnte es sich, seiner entgegengesetzten Wünsche ungea
dennoch nicht verhehlen, daß es zuletzt zum Kriege mit Spanien kommen werde, «
«Frankreich ihn will, weil Rußland ihn will, und England und Spanien ihn woll

Num 24 v. 1823, S. 95. «Paris». Sogleich weiß er aber seine Leser d
zu trösten, «daß es nur noch eines kleinen Stoßes bedürfe, und das künstlic
haltene Gebäude stürze zusammen. Aus seinen Ruinen aber werde ein freies Eu
hervorgehen». —

Also einen allgemeinen Krieg wünscht der Teutsche Beobachter entzündet zu s
Im zerstörenden Kampfe sollen Frankreich und Rußland auf der einen Seite, au
andern Seite aber England und Spanien einander gegenüber stehen, und hieraus
meint er, werde die Freiheit Europa's hervorgehen! Die ungetrübte Einigkeit der M
ist es mithin, die ihm, wie allen, die seine Gesinnungen theilen, entgegensteht.

Unter dem Titel: «Allgemeine Ansichten» liefert der Teutsche Beobacht
Num. 36, S. 141, 142, eine Reihe der heftigsten Ausfälle gegen die so genannten F
tiker. «Wir werden ja sehen, ob der Tanz der Aristokratie mit der Bigott
unter dem Tact der unbeschränkten Willkühr wirklich so freudenvoll ist, al
träumen, oder ob Mißtöne den Tänzern begreiflich machen werden, daß ihre Himm
geigen auch verstimmt werden können. Unterdessen streckt die Faction, unter dem
wande, für das monarchische Princip zu kämpfen, wie ein Krake, ihre F
hörner über ganz Europa aus. Am consequentesten verfährt sie in Frankreich. — A
halb Frankreich ist noch eine gewisse Scheu», u. s. w.

«Wären nur sie es nicht gerade (die alliirten Monarchen und ihre Minister!) die in dem Kampfe der Civilisation gegen Feudal-Willkühr zu Repräsentanten des Erhaltungs-Princips erkohren worden — ja dann dürfte man noch so kühn seyn, etwas zu hoffen», u. s. w.

Der Ausschuß zeichnet diese Diatribe zugleich auch deßhalb aus, weil sie in dem Zeitpuncte geschrieben wurde, wo der Congreß zu Verona seinen Anfang nahm. Mit welchem gänzlichen Mangel an Achtung und Ehrfurcht die dort versammelten Souverains von der ganzen Classe der revolutionären Schriftsteller behandelt worden sind, ist so bekannt, daß es eben so überflüssig, als eckelhaft wäre, fernere Belege dazu im Teutschen Beobachter aufzusuchen.

Ueber den Inhalt der Declaration von Verona, deren Text in dieser Zeitung nicht gegeben wird, erhalten die Leser derselben die erste Nachricht in einem angeblichen Privatschreiben von der Französischen Grenze.

(Num. 6 v. 1823, S. 22 u. 23.) — Sie soll «eine veränderte Richtung im Gange der Cabinette anzeigen. Was früher Gebot (!) der Mehrheit für die Minderzahl gewesen, ist nun in eine Lehre für Alle verwandelt, und selbst der gefährliche Geist unserer Zeit wird, ob zwar in furchtbarer Gestalt, doch gleichsam nur an die Wand gezeichnet, damit sich jede Regierung hüte, und demselben in Zeiten begegne. Das natürliche Recht jedes Staates, seine Feinde selbst zu erkennen und im Zaume zu halten, ist also wieder eingetreten» (als ob es je bestritten wäre) &c. &c.

Es stand dem Teutschen Beobachter frei, die Erklärung von Verona, die mit seinen Grundsätzen allerdings sehr contrastirt, mit Stillschweigen zu übergehen. — Sie aber auf diese Weise zu entstellen, sie in einem ungetreuen Schattenrisse zur Carricatur herabwürdigen zu wollen, war zugleich Verrath an der Wahrheit und eine schwere Vergehung gegen die Monarchen, die in diesem wichtigen Actenstücke Ihre erhabenen Gesinnungen so klar und so nachdrücklich ausgesprochen hatten!

Hiernach steht es nicht zu verwundern, daß der Teutsche Beobachter die alliirten Mächte auch noch späterhin, unter der Form historischer Reminiscenzen, allgemeiner Betrachtungen und Vergleichungen, fortwährend als die erklärten und unbedingten Widersacher aller wahren Aufklärung bezeichnet. —

Num 6 v. 1823, S. 24. Miscellen. — Beilage 2 zu Num. 9. Miscellen. — Num. 18, S. 72. Miscellen. — Beilage 7 zu Num. 27. Miscellen. — Num. 35, S. 140. Miscellen.

Ihm zufolge sind es Thoren, die gerade jetzt, wo der Parteigeist die Blicke trübt, wähnen, die Zeit leiten zu können am Gängelbande verjährter Vorurtheile, die Fortschritte

der Menschheit aufzuhalten mit Litaneien von hohen Worten und Begriffen, die sie nicht verstehen; die die Vernunft meistern wollen mit ihrem beschränkten Verstand Geist zwingen mit roher Gewalt, oder umnebeln mit dummem Aberglauben.

«Nero wünschte dem römischen Volke nur Ein Haupt, um es mit Einem S vom Rumpfe zu trennen, und noch trägt sein Name in der Geschichte den Fluch Gedankens; wer aber den emporstrebenden Geist des Volkes hemmt, und den frei denen gewaltsam erdrückt, der kann sich rühmen, jenen Gedanken in seiner ganzen haften Bedeutung erfüllt zu haben, und auch Seiner wird die Geschichte nicht verge

«Fürchtet nichts» — so ruft der Teutsche Beobachter bei einer andern Geleg aus — «Tyrannei ist der wechselseitige Unterricht, der die Völker in halber Zeit zur heit erzieht. Vollends von fremden Regierungen geübt, ist sie der Nürnberger T für das bedrückte Volk allein? Nein, für alle heut zu Tage, die bedrücken sehen»

«Alle diejenigen aber, welche sich, gegen die Natur zu streiten, vermessen, wie Staatskünstler thun, werden entweder von Schwärmern erdolcht, oder sie schneide selbst mit Federmessern den Hals ab. Vergebens fordert, wie zur Zeit der Reform der Fanatismus zum Kriege gegen die Aufklärung auf. — Diese werde, wie damal gen, und die Fanatiker würden damit endigen, Aufruhr zu predigen und Meucheln gegen die Fürsten zu senden»!!!

Es möchte schwer seyn, die Tendenz dieser und ähnlicher Artikel des Teutschen achters zu verkennen. Haß, glühenden Haß sucht er einzuflößen gegen die Mächte, nach ihm, die Fortschritte unsers Jahrhunderts hemmen und überall den Geist in schlagen. Von diesen Mächten aber sind zwei Mitglieder des Deutschen Bundes.

Gegen diese müßte sich demnach der Haß des Deutschen Volkes kehren, wenn Teutschen Beobachter sein frevelhaftes Beginnen gelingen könnte. Sollte es mehr als Andeutung bedürfen, um darzuthun, daß durch diese, sich bis auf die neuesten Zeiten bleibende, Tendenz des Teutschen Beobachters die Erhaltung des Friedens und der in Deutschland gefährdet werde? Der Ausschuß wenigstens mußte sich von der zeugung durchdrungen fühlen, daß es nur zur Störung des ganzen Bundesverhäl führen könnte, wenn es einem, im Bunde erscheinenden, öffentlichen Blatte noch gestattet wäre, die Bewohner Deutschlands gleichsam zu einem Kreuzzuge gegen ei Bundesglieder aufzufordern.

Um sein dem Publikum gegebenes Wort, zu Verbreitung des Inhalts solcher S ten, die in das öffentliche Leben eingreifen, das Seinige beizutragen, zu lösen, liefe Teutsche Beobachter in Num. 2 vom J. 1823 Auszüge aus Bignon's neuestem die er späterhin verschiedentlich fortsetzt. — Der Geist und der Zweck dieses Buches

bekannt. Es ist darin die Absicht, zwischen den Deutschen Staaten Zwietracht, Mißtrauen, Eifersucht, ja wechselseitigen Haß, und, wo möglich, factische Trennung populär zu machen, so handgreiflich, daß Freunde und Feinde davon gleichmäßig durchdrungen werden müssen. Daß ein solches Buch dem Deutschen Publikum nicht unbekannt bleiben konnte, ist gewiß; eben so gewiß aber, daß keine nach Frieden und Eintracht strebende Regierung ein Interesse dabei hatte, die feindseligen Lehren und treulosen Erdichtungen desselben durch Auszüge und Lobpreisungen anempfohlen zu sehen. Am allerwenigsten aber dürfte eine solche Verbreitung von der hohen Bundesversammlung gutgeheissen werden können, deren Beruf es ist, für die Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands, die durch die Eintracht unter sämmtlichen Bundesgliedern bedingt ist, Sorge zu tragen. —

In Num. 14 v. 1823 (S. 53, 54) giebt der Teutsche Beobachter Auszüge aus dem Morning-Chronicle, die nicht gewöhnliche Diatriben, sondern Anklagen von der schwärzesten Art gegen die höchsten Souverains enthalten. Lord Wellington soll dem Könige von Frankreich geheime Tractate zwischen Oesterreich und Rußland mitgetheilt haben, wovon er die Documente in Verona mit grossen Summen erkauft hatte, und deren Verschwinden die Entlassungen mehrerer Beamten in den Russischen und Oesterreichischen Canzleien verursachte. Auf diese elende Bierschenken-Anekdote gestützt, versichert nun das Morning-Chronicle mit namenloser Unverschämtheit, jene geheimen Tractate hätten die Unterhandlungen ans Licht gebracht, welche diese beiden Mächte schon seit längerer Zeit für ihre eigene Vergrösserung betrieben, während sie Manifeste kund werden liessen, die nichts als Uneigennützigkeit, Redlichkeit und die friedlichsten Absichten athmeten; der König von Frankreich habe sich daraus actenmäßig überzeugen können, daß die Tractate, durch welche sich die hohen Alliirten ostensibel verbunden haben, nichts anderes waren, als Instrumente ihrer Privatzwecke und Mittel, den Plan zu verschleiern, den sie gebildet, um sich zu Herren Europa's zu machen.

Der Ausschuß muß es für eine auffallende Erscheinung erklären, daß dergleichen Verunglimpfungen gegen zwei der ersten und tugendhaftesten Regenten unserer Zeit ungestraft gedruckt werden durften.

Ueber die bekannte von Herrn v. Chateaubriand gehaltene Rede, äussert der Teutsche Beobachter in Num. 30 v. 1823, S. 118: « Dieser Minister scheine aus der Politik einen Roman machen zu wollen, doch würde es ihm schwer gelingen, dem Publikum über die Aeusserungen eines so weisen und frommen Monarchen, als der Kaiser von Rußland, et-

was aufzubürden; zu verwundern sey nur, daß der Russische Botschafter sich chen poetische Ministerialversuche nicht schon förmlich verbeten habe».

Der Ausschuß muß hierin eine unanständige Anklage gegen den Französischen A erkennen, welche nicht dazu beitragen kann, die Verhältnisse des Bundes zu dem A in jenem ungetrübten Zustande zu erhalten, zu dessen Bewahrung die Bundesversam verpflichtet ist. — Ausserdem aber wußte der Zeitungsschreiber ganz bestimmt, von Herrn von Chateaubriand citirten Grundsätze und Ansichten wirklich die Sr. stät des Kaisers von Rußland sind. Das Ganze ist also nur eine hämische We von ohnmächtiger Bosheit ersonnen, um ein falsches und nachtheiliges Licht auf sinnungen des grossen Monarchen zu werfen.

In Num. 32, S. 125, 126, heißt es: «Die Faction der weissen Jacobin Schimpfnahme für eine Classe der Französischen Royalisten) nähert sich imme ihren Mustern. (?) — Das neueste Beispiel ihrer rasenden Zuversicht au Stärke ist die Ausschliessung des Herrn Manuel. Wenn man ein Wort sucht, charakterisiren, so findet sich kein anderes, als: «Büberei der Uebermacht. Dieß war der ersehnte Augenblick, welchen die rechte Comödiantenbank e hatte».

Der Ausschuß ist der Meinung, daß die hohe Bundesversammlung den D gräulicher Invectiven gegen die Deputirtenkammer eines mit dem Deutschen Bu freundeten Staates nicht anders als höchlich mißbilligen könne.

Der Teutsche Beobachter schreibt der Französischen Regierung und ihren Bunde sen — denn auf diese hohe Autoritäten ist ja allein der ganze Strom seiner Läste gerichtet — «eine rasende Zuversicht auf ihre Stärke» zu.

Der Ausschuß glaubt dagegen fragen zu können, was man von dem Teutschen achter sagen solle? Ob seine Zuversicht auf seine Stärke, und nicht vielmehr ein allein auf die Ueberzeugung, der gerechten Strafe zu entgehen, gegründet sey?

Nur die Milde unserer Deutschen Gesetzgebung konnte ihn zu jenen Wagstück leiten, die, wenn er vor Gericht gestellt werden könnte, weder Verzeihung noch R tigung finden würden. Die Censur, welche er mit schnödem Undank verschreit, die zum Palladium für die verwegensten Attentate. —

Der Ausschuß kann jedoch nicht umhin, hierbei zu bemerken, daß der Teutsche achter nicht gegen alle Souverains und gegen alle Regierungen gleich frei zu sprechen In Num. 14 v. 1823, S. 55, 56, ist ein Aufsatz aus dem Würtembergischen ent in dem geklagt wird, «wie schwer es dem Würtemberger sey, seine Ansichten Wünsche über vaterländische Angelegenheiten laut werden zu lasse

sey — besonders für die Staatsdiener — schwieriger gewesen, sich über dergleichen Angelegenheiten zu äussern, als jetzt». —

Der Ausschuß muß es für einen Gewinn halten, daß dem Teutschen Beobachter eine Schranke angelegt war. Dennoch aber wird die Ueberzeugung des Ausschusses durch die zeither angeführten Artikel mehr als hinreichend gerechtfertigt seyn, daß durch das Verfahren des Teutschen Beobachters die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdet werde.

Die Spanischen Angelegenheiten geben dem Teutschen Beobachter erst die rechte Gelegenheit, die ganze Verderbtheit seiner Tendenz offen an den Tag zu legen. Der Ausschuß hat deßhalb für nöthig erachtet, die sämmtlichen sich hierauf beziehenden Artikel, ohne strenge Beobachtung der chronologischen Ordnung, zusammenzustellen, und sie vorzüglich aus dem Gesichtspuncte des monarchischen Princips zu beleuchten. Als Vorbemerkung muß übrigens auch hierbei dienen, daß, sobald als einige der Bundesglieder sich für irgend ein politisches System erklärt haben, das Streben der Zeitungen, eine diesem System entgegengesetzte öffentliche Stimmung in andern Bundesstaaten hervorzubringen, nur zur Zwietracht im Bunde führen kann. Einen solchen Widerstreit der Tendenzen zu heben, damit er nicht im offenen Streite endige, dieß ist nun der eigentliche höhere Beruf der Bundesversammlung, welchem sie jederzeit im Sinne des Grundcharakters des Bundes zu genügen wissen wird. —

Num. 5 v. 1822, S. 17, 18. «Die Ereignisse». Die Politik zerfällt, dem Teutschen Beobachter zufolge, dermalen in zwei scharf geschiedene Gegensätze: in den Kampf um die Rechte Aller gegen die Willkühr der Einzelnen, solcher Einzelnen, die ohne eine göttliche Abkunft, ohne eine Uebermacht des Geistes, ohne sittliche Gewalt, ohne körperliche Ueberlegenheit, nichts nachzuweisen vermögen, als eine Geburt, die, auf die gewöhnliche menschliche Weise herbeigeführt, für eine höhere Gattung nur einen, der sterblichen Natur schon seit der Schöpfung folgenden, Aberglauben zur Gewähr hat. — Die Civilisation der Völker aber habe allmählich den Keim einer Erkenntniß in dem Menschen entfaltet, welche durch die von der Geschichte beantworteten Hauptfragen veranlaßt worden sey: ob eine Nation, d. h. ein von Aussen unabhängiges Volk, die Verpflichtung habe, einen Haufen Einzelner unter sich zu dulden, die vom Staate leben, ohne für ihn zu arbeiten, die den arbeitenden Theil unterdrücken, um besser zu leben, und sich durch Beides die Mittel verschaffen, die Herrschaft über denselben zu behaupten? Gnade sey ihre Loosung, Recht und Gleichheit ihr Schrecken. Feiger Besitz und thierischer Müßiggang hätten die Tugend bei ihnen verbannt,

das Laster zu Ehren gebracht; ihr Witz sey das Erbtheil der Schlange, ein (
Wechsel von Kriechen und Auflehnen. Eine Eigenschaft aber, sonst nur der Ruh
Guten, habe sich, zum Glücke der Menschheit, bei ihnen zum Verdienst erhoben; sie
Beharrlichkeit, und sey die Schöpferin der Ereignisse; diese hätten begonnen und
den siegreich den ungleichen Kampf entscheiden.

Es ist nichts weniger als schwer, die Quelle zu erkennen, aus welcher der Te
Beobachter diese Lehre geschöpft hat, von welcher er bei allen seinen Angriffen au
Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten ausgeht.

Freiheit und Gleichheit war das Loosungswort der Französischen Revolutionairé
Zeit als sie Frankreichs edelstes Blut vergossen, und fast möchte man glauben,
diese Worte auch jetzt noch in den Ohren des Teutschen Beobachters wiederklingen. [illegible]
bar ist es wenigstens, daß jeder Besitz ihm widerrechtlich scheint, wenn er nicht ein gl
ist, und daß er den wahren Rechtszustand nur da findet, wo die Unterordnung der
walten in der Herrschaft Aller, mithin in der Anarchie, aufgelöst ist.

Hiervon ausgehend, mußte dem Teutschen Beobachter das monarchische Princi
Gräuel seyn. Auch hat er keine Scheu, dieß in Num. 7, S. 27, 28, «das mona
sche Princip» ganz klar auszusprechen.

Hierin wird den Deutschen aus der Feder eines Französischen Schriftstellers,
Name kaum in Deutschland bekannt ist, Folgendes mitgetheilt: «In einer erblichen
narchie, wo man dem Fürsten und seiner Familie Gerechtsame zuschreibt, die i
ausschließlich und vom Volke unabhängig zustehen — muß der Souverain nothwendi
Maximen des leidenden Gehorsams einimpfen und verbreiten, so wie auch
tiefe Ehrfurcht vor den bestehenden Formen, eine hohe Idee von der Un
gänglichkeit dieser Staatseinrichtungen, viel Abneigung vor dem Geiste der Neue
und Untersuchung, und einen lebhaften Widerwillen vor der Ausmittlung j
tiefsten Grundsatzes» (damit der Betrug nicht ans Licht komme!).

Nunmehr ist es aber Thatsache, daß die Regierungsformen der Staaten, welche
Deutschen Bund bilden, mit wenigen Ausnahmen, auf das monarchische Princi
gründet sind. Der Ausschuß mußte sich eben deßhalb auch fragen, in wie fern solche
griffe mit den Verfassungen der Deutschen Bundesstaaten verträglich seyen? Besonder
der Teutsche Beobachter wenige Tage nachher mit edler Naivität fragt: «Wo ist
durch die bisherige so genannte Preßfreiheit ein bedeutender Nachtheil sichtbar geword
Jene antimonarchische Tirade ist folglich nur als ein Vorspiel ganz anderer Belehru
zu betrachten, wenn einmal die so genannte Preßfreiheit in eine wirkliche übergega
seyn wird.

«Der Diener des Altars ist dem Vaterlande gefährlich, weil er kein Vaterland hat. Er glaubt bloß allein von Gott abzuhängen, und hat nur mit dessen Stellvertretern Gemeinschaft — es sey nun das der Dalai-Lama in Thibet, der Mufti zu Constantinopel, oder des Papstes zu Rom».

In diesem Geiste wird alles Religiöse behandelt. Es wäre überflüssig zu bemerken, daß nicht nur etwa die katholische Kirche, sondern die christliche Kirche überhaupt die Zielscheibe der verächtlichen Handlanger ist, welche den Teutschen Beobachter mit diesem Theil seiner Kriegsbedürfnisse versorgen.

Da der Teutsche Beobachter alle Stände, selbst die achtungswürdigsten, die über seinen Geifer hoch erhaben sind, angreift, so würden die Diplomaten sich zu beschweren haben, wenn sie, die an so vielem Unheil Schuld sind, vergessen worden wären. —

Der Teutsche Beobachter wußte aber hierzu in seinem Arsenal keine Waffe zu finden, die giftig genug gewesen wäre. Deßhalb wendet er sich an ein Journal, das in mancher Hinsicht mit ihm wetteifert, nämlich an die Allgemeinen politischen Annalen, und entlehnt aus diesem, in Num. 21 u. 23 v. 1823, Auszüge aus einem «die Diplomaten» überschriebenen Aufsatze, in welchem diese angesehene Classe von Beamten aufs unanständigste und frivolste behandelt, und von der Diplomatie mit eben so viel Anmaßung als Wegwerfung gesprochen wird.

Der Teutsche Beobachter mußte freilich, um seinem löblichen Zwecke zu genügen, das Seinige dazu beitragen, damit dieser Aufsatz nur ja der grössern Anzahl nicht unbekannt bliebe, und dieser dadurch deutlich gemacht würde, von welchen verächtlichen Personen und durch welche verächtliche Mittel ihre größten Geschäfte verwaltet werden. —

Der Redacteur oder Censor der Zeitung hat jedoch rathsam gefunden, einige der frechsten und beleidigendsten Aeusserungen des Original-Aufsatzes etwas zu mildern; so wie er in den Annalen zu lesen ist, gehört er aber unstreitig unter die, von welchen, wie von einer Ehrensache für die Bundesversammlung, und für die ersten Deutschen Fürsten und Minister, hätte Notiz genommen werden sollen.

Ungeachtet nun aber die Mitglieder des Ausschusses gleichfalls zu der Classe der Diplomaten gehören, und es daher scheinen möchte, als sprächen sie, zum Theil wenigstens, in eigener Sache, so nimmt der Ausschuß dennoch nicht den geringsten Anstand, offen zu erklären, daß er alle zeither angeführten Artikel für unverträglich mit dem monarchischen Princip und dem Artikel 57 der Wiener Schlußacte, und eben deßhalb auch mit der Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, erachtet.

Wie jede gesetzliche Schranke, so ist dem Teutschen Beobachter auch der Deutsche Bund ein Gräuel. — In Num. 7 v. 1822, S. 28 — «Kaleidoskop» — bezeichnet er ihn

als ein Werk des Zufalls. In Num. 37 v. 1823, S. 147, 148, wird — bei Geleg eines Artikels im Oesterreichischen Beobachter, worin die Gerüchte über die angel Verhandlungen des Herrn Fürsten von Metternich in München, und alle damit z menhängende, für boshafte Lügen erklärt waren, ohne jedoch ein Wort von jene tikel anzuführen — mit höchster Unverschämtheit und Treulosigkeit bemerkt, « es sey auch von Seiten des Wiener Cabinets die beruhigende Erklärung ertheilt worden, in Zukunft der Bundestag nicht umgangen werden solle, wenn die A legenheiten des Teutschen Bundes zu berathen seyen». Als wenn sich Kaiserliche Cabinet in dem Fall befände, Abweichungen von einer Regel, die es ni letzt hat, einzugestehen, und zur Beruhigung der Gemüther zu versichern, daß äh Fehler künftig nicht mehr begangen werden sollten!

In eben diesem Artikel wird aber auch erzählt, man sey (in Wien nämlich) b bedacht, « die Bundesversammlung zu einer möglichst passiven Existenz zurückzuführen

Der Ausschuß mußte hierbei fragen, ob es erlaubt sey, die Absichten eines g Hofes, ohne andere Garantie, als die der unlautersten Privatnachricht, auf diese läumderische Art anzukündigen? Und stimmt es mit der Achtung, die man der Bu versammlung schuldig ist, überein, sie in den Augen der Welt durch dergleichen Aeuß gen über das ihr bevorstehende Schicksal zu degradiren?

Aber auch die vom Bunde angeordneten Maasregeln glaubt der Teutsche Beob in Num. 21 vom Jahr 1822, S. 82, angreifen zu müssen. « Inquisitionen auf d gogische Umtriebe helfen, wenn nicht zugleich die Gerechtigkeit die Beschwerde ledigt, gar nichts. Sie helfen so wenig als das Wetterleuchten gegen den Blitz, als Segensprechen gegen die Feuerbrunst, und als ein Heftpflaster auf den After gen die Ruhr». — Somit wäre freilich die Bundesversammlung als Arzt in der ihrer Mittel zu Heilung des politischen Fiebers in Deutschland nicht glücklich gewesen, eben deßhalb wird sie sich auch nicht wundern können, wenn sich die von ihr zu dem hufe angeordnete Central-Untersuchungs-Commission und deren Wirken des Beifall Teutschen Beobachters nicht erfreut. Dieser, der hohen Bundesversammlung unmit untergeordneten Behörde, werden in Num. 34 v. 1823, S. 133, 134, wegen ihrer schäftsführung und wegen ihrer geheimen Absichten eben so ungereimte als boshafte würfe gemacht, welche die nächste Veranlassung zu Erstattung dieses Berichtes ge haben. Der Ausschuß glaubte jedoch, da er sich bereits dafür ausgesprochen hat, daß Angriffe auf die Bundesversammlung, nicht aber auf die Central-Untersuchungs-Comm zurückfallen, hierüber um so kürzer hinausgehen zu müssen, als es unter der Würde ser hohen Versammlung seyn dürfte, ihr Benehmen in der Leitung der Geschäfte der

tral-Untersuchungs-Commission durch eine Critik des erwähnten Artikels des Teutschen Beobachters, wenn gleich nur indirect, zu rechtfertigen. Die Bundesversammlung ist nur von ihren Committenten abhängig, nur diesen hat sie demnach Rechenschaft über die Gründe abzulegen, welche sie bestimmt hatten, die Dauer der Central-Untersuchungs-Commission nicht so sehr abzukürzen, als es von Manchen in Deutschland gewünscht zu werden scheint. —

Nichts desto weniger wird es der hohen Bundesversammlung nicht entgehen, daß auch dieser Artikel aus der nämlichen, die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdenden Tendenz des Teutschen Beobachters hervorgegangen ist, zu welcher in diesem Berichte so viele Belege enthalten sind.

Dem Ausschusse bleibt nichts übrig, als zum Schlusse den Wunsch hinzuzufügen, daß die hohe Bundesversammlung die von ihm gelieferte Darstellung der Tendenz des Teutschen Beobachters genügend erachten möge, um sich nunmehr ein eigenes Urtheil hierüber zu bilden. Eine besondere Beruhigung würde er aber darin finden, wenn diese hohe Versammlung in seinem Berichte nur die Sorgfalt für die Erhaltung des Friedens und der Eintracht im Bunde erkennen, und wenn sie daraus die Veranlassung entnehmen wollte, um durch ein kräftiges von ihr aufzustellendes Beispiel den frechen Versuchen öffentlicher Blätter, diese Eintracht zu stören, Einhalt zu thun.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlun

Funfzehnter Band. Drittes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Mai
1823.

Funfzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 5. Juni 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, H
Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabinet
nisters, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerst

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn
Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn,
herrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, H
von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Gehe
Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Däni
geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg:
Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser:
Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, H
Grafen von Beust;

Der Ausschuß hält es für unmöglich, die Würde desselben muthwilliger und gröblicher zu verletzen. Der Teutsche Beobachter versündigt sich aber hierdurch abermals an den auswärtigen Verhältnissen des Bundes. Denn, wenn Frankreich über diese unverantwortlichen Diatriben bei der Bundesversammlung Klage führen und Genugthuung verlangen wollte, so müßte sie ihm unfehlbar zu Theil werden. Wie sollte aber ein Einzelner befugt seyn, durch offenbare Uebertretung der Bundesbeschlüsse, den Bund in die unangenehmsten Verhältnisse, die aus dergleichen Reclamationen nothwendig hervorgehen würden, zu versetzen?

In Num. 52, S. 205, 206, wird, unter der Rubrik «Frankreich», die Französische Politik und zugleich das System der mit Frankreich verbundenen grossen Mächte auf's neue in das verworfenste Licht gestellt. Das Publikum wird zum voraus gegen die Französischen Armeeberichte, die nichts als Lügen enthalten werden, gewarnt. «Es kommt der Faction nur darauf an, die Idee zu verbannen, als ob sie eine Thorheit begangen hätte; an der Ungerechtigkeit liegt ihr nichts», u. s. w.

Die Faction ist — wie der Ausschuß schon öfters bemerkt hat, und wie auch bei allen solchen Lästerungen als bekannt angenommen wird — der König von Frankreich, seine Minister, die Majorität der Kammern, die grosse Mehrzahl der rechtlichen Männer in Frankreich!

Der Ausschuß mußte sich fragen, ob denn der Cynismus unserer Zeit so weit gediehen sey, daß ein Zeitungsschreiber es wagen darf, eine der ersten Europäischen Regierungen, sogar, ehe sie noch gesprochen hat, der Lüge zu beschuldigen?

Weiter lehrt der nämliche Artikel — «die Legitimität beziehe sich nur auf das Erbrecht in Monarchieen, — mit den Verfassungen haben sie nichts zu schaffen, — ein König habe nicht mehr Ansprüche auf seinen Thron und seine Rechte, als das Volk auf die seinigen». Sollen das Normal-Sätze für das jetzige und alle künftigen Geschlechter werden? In dem Falle müßten sich die Souverains gefallen lassen, ihre feierlichen, noch vor wenig Monaten im Angesicht der Welt erneuerten Erklärungen zurückzunehmen! Beides neben einander, kann, nach der Ansicht des Ausschusses, nicht bestehen.

Diesem Geiste bleibt der Teutsche Beobachter noch in Num. 60 v. 6. Mai 1823, (S. 239, 240) getreu. «Man möchte» — so meint er — «versucht seyn, die Erfindungen des menschlichen Geistes zu verwünschen. Ein lebendiges Beispiel davon geben die Telegraphen. Handelt es sich darum, das Publikum zu täuschen, es einzuschläfern, es im Zweifel zu lassen, ihm die Spur zu benehmen, die Wirkungen wahrscheinlicher Berichte zu schwächen und lächerliche Sagen in Credit zu bringen? Das einzige Wort: Telegraphische Depesche, über einige Artikel gesetzt, die ihre Quelle in der Hauptstadt haben, reichen hin, das Falsche plötzlich wahr, das Wahre falsch und einige Menschen zu Herren und Meister der Finanz-Operationen zu machen, von denen das

und Diener des Deutschen Ordens, ingleichen der Mitglieder des Deutschen Großprio des Johanniterordens betreffend:

Die, vermöge Beschlusses vom 14. Juli 1817, angeordnete Commission für die Pensionsangelegenheit der Deutschordens- und Johanniterordens-Ritter, ist, nach dem im J 1821 erfolgten Ausscheiden der Herren Bundestagsgesandten von Martens und Berg, in der 6. vorjährigen Sitzung durch die Wahl zweier neuen Mitglieder ergä späterhin aber, durch das Ableben des Herrn Freiherrn von Aretin, wiederum eines Mitgliedes beraubt worden, und daher bis jetzt nicht vollständig besetzt.

Was ihre Wirksamkeit betrifft, so hat sie das Hauptresultat derselben in den bei vom 10. und 11. October 1820 datirten Vorträgen:

> die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, gleichen
>
> die Reclamationen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterord betreffend,

dieser hohen Versammlung in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 vorgelegt.

Als vollständig dadurch gelöst, kann sie ihre Aufgabe gleichwohl nicht betrachten. bleibt ihr noch die fernere Vorbereitung der endlichen, so wünschenswerthen Erledigung Gegenstandes zu bewirken übrig. Warum sie sich hiermit seit Erstattung jener Vort immer noch nicht beschäftigen konnte, glaubt sie jetzt, nach Verlauf eines Zeitraums beinahe drei Jahren, ihrer eigenen Rechtfertigung wegen, mittelst neuer Berichtserstatt vor dieser hohen Versammlung um so mehr zur Sprache bringen zu müssen, als sie durch verschiedene besondere Veranlassungen dazu bestimmt findet.

Diese Veranlassungen bestehen

1) in den während des vorigen Jahres erfolgten und an die Commission gelan Eingaben,

a) des Freiherrn von Wöllwarth, Commenthur der Deutschordens-Ballei Nie Sachsen, Gesuch um endliche Entscheidung seiner Pensionsangelegenheit (Num des Einreichungs-Protokolls);

der Mitglieder des vormaligen Johanniterordens, namentlich

b) des von Hertenstein zu Luzern, des Fürsten von Hohenlohe-Waldenbu Schillingsfürst, des Freiherrn von Wigand und des Freiherrn von St cher, Pensions- und Entschädigungs-Ansprüche betreffend (Num. 8, 37, 38, 80 des Einr. Prot.);

«Wir glaubten unsern Lesern eine getreue Mittheilung dieses Vorganges machen zu müssen. Nur die That der Geistesfreiheit befruchtet den Strom der Rede. Die Sache Manuel's verschlingt sich mit unsern einzelnen Interessen, wie, in grösserem Maasstabe, die seiner Landsleute und ihrer Nachbarn (d. h. der Spanier) die unsrigen werden müssen. Der Zweck der Civilisation ist überall derselbe». — Was unter der Sache Manuel's verstanden wird, weiß die hohe Bundesversammlung; damit aber keine Dunkelheit übrig bleibe, wird sie mit der Sache Spaniens als eine und dieselbe bezeichnet. Diese Sache nun muß die unsrige werden, und zwar durch die That, nicht bloß durch den Strom der Rede. —

Der Ausschuß konnte hierin nur eine Provocation zur Empörung finden, die in allen Gesetzbüchern der Welt für ein Verbrechen gilt, und die in dieser Stelle mit so klaren und dürren Worten ausgesprochen ist, daß jede andere Deutung derselben unmöglich, aber auch jeder weitere Commentar überflüssig wird.

Könnte dieser Stelle eine andere Deutung gegeben werden, so müßte der von dem Teutschen Beobachter in Beilage 10 zu Num. 32 von 1823, bei Gelegenheit eines zwischen den Generalen Pepe und Carascosa zu London statt gefundenen Duells, aufgestellte Satz wahr seyn, daß es Verrath sey, wenn man erklärt, daß alle militärischen Revolutionen den Grundsätzen der Ehre zuwiderlaufen. Oder aber es müßte jene in Num. 34 v. 1822, S. 136, enthaltene Definition dessen, was unter Rebellion und Revolution zu verstehen sey, richtig seyn. —

Ein Diplomat fragt nämlich einen Kaufmann, der die Revolution vom 14. Juli 1789 nicht eine Empörung genannt wissen will: «Und welchen Unterschied finden Sie «denn zwischen Empörung und Revolution? Antwort: Sclaven empören sich gegen «ihre Herren; ein freies Volk, welches zu seinem Rechte greift, macht die «Revolution». Auf diese Weise ist freilich für Alles gesorgt. Sind wir Sclaven, so empören wir uns, sind wir freie Leute, so revolutioniren wir! Das Recht bleibt immer auf unserer Seite. —

Wahrscheinlich floß auch nur aus dieser Ueberzeugung der Rechtmäßigkeit jeder Rebellion die fanatisch zu nennende Verehrung des Teutschen Beobachters vor Verbrechern, die von der strafenden Gerechtigkeit ereilt wurden.

In Num. 10 von 1822, S. 37, wird, mit den Worten: «Sie wollten sterben! eine kurze Grabschrift auf vier in Paris zum Tode verurtheilte Hochverräther gegeben. «Sie wollten sterben! Vielleicht hat sich das Volk dieser Worte erinnert, als es ein tiefes Schweigen beobachtete. Warum sollte es nicht? Es liegt etwas Grosses darin, sterben zu wollen. Sterben zu müssen, ja, das werden sie einst wohl eher

begreifen, die Bellart, die Marchangy, die Mangin, die Jacquinot, die Br
— Sie wollten sterben! Freilich, es giebt auch einen Tod, der zum Leben führt, wo
Geister der Getödteten mit den Geistern der Lebenden Bündnisse schliessen rc. rc., den
fürs Vaterland!»

Alle Bemerkungen reduciren sich hier auf die einzige Frage: Kann die bürgerl
Gesellschaft in irgend einer Form bestehen, wenn Zeitungsschreiber bered
sind, gerichtlich verurtheilte Hochverräther als Helden der Freiheit, ihre Rich
als Bösewichter, und ihre Verbrechen als die Sache des Vaterlandes
schildern?

In Num. 18 v. 1822, S. 69, wird, unter der Aufschrift: «Berton», hierzu
Seitenstück geliefert. «So nahm Berton Abschied von seinen Richtern — fest und
der Ruhe, die nur eine grosse Seele geben kann, bestieg er das Schaffot rc.»
ist, Deutsche Jünglinge und Deutsche Soldaten, dieß ist das glorreiche Beispiel, zu de
Nachahmung der Teutsche Beobachter Euch aufruft, dieß ist der Nationalsinn,
er in Euch zu erwecken strebt!

In Num. 25 v. 1822, S. 97, 98 — «Aus Paris» — wird ein pathetisches
phantastisches Gemälde der stillen Verzweiflung aufgestellt, welche die Hinrichtung ein
Verschwörer über die Stadt Poitiers verbreitet haben soll. Die Hauptscene ist
eine Bürgerfamilie verlegt, die nicht einmal das Unglück hatte, einen der Ihri
beweinen zu dürfen, sondern die der ehrwürdige Vater aus reinem Patriotismus
einem Crucifix schwören läßt, «den Tag nie zu vergessen»; mit andern Wort
die erste glücklichere Verschwörung zu benutzen, um an den Mördern, d. h. an
Richtern, Rache zu nehmen. —

Die verruchte Absicht, die Einbildungskraft und alle Leidenschaften gegen die au
regen, welchen das schwere Amt, in stürmischen Zeiten die Gesetze zu vollziehen, oblie
spricht aus diesem Artikel, und vielen ähnlichen, so klar und unzweideutig, daß man
selbst in Ländern, wo alles aus den Fugen gerissen ist, höchst strafbar finden wü
Was aber könnte einen Schriftsteller entschuldigen, der solche Feuerbrände auf ei
fremden Revolutionsheerd sammelt, und über sein noch ruhiges und schuldloses Vaterl
schwingt!

Ungeachtet so schwerer Vergehen, kann der Ausschuß dennoch nicht die fast täg
wiederkehrenden blasphematorischen Ausfälle des Teutschen Beobachters gegen die Relig
und ihre Diener übergehen. Die meisten dieser Artikel sind von der Art, daß sie je
sittliche Gefühl empören müssen. Was läßt sich auch von einem Blatte erwarten,
den geistlichen Stand, in Num. 15 v. 1822, mit folgendem Proscriptions-Decret beeh

«Der Diener des Altars ist dem Vaterlande gefährlich, weil er kein Vaterland hat. Er glaubt bloß allein von Gott abzuhängen, und hat nur mit dessen Stellvertretern Gemeinschaft — es sey nun das der Dalai-Lama in Thibet, der Mufti zu Constantinopel, oder des Papstes zu Rom».

In diesem Geiste wird alles Religiöse behandelt. Es wäre überflüssig zu bemerken, daß nicht nur etwa die katholische Kirche, sondern die christliche Kirche überhaupt die Zielscheibe der verächtlichen Handlanger ist, welche den Teutschen Beobachter mit diesem Theil seiner Kriegsbedürfnisse versorgen.

Da der Teutsche Beobachter alle Stände, selbst die achtungswürdigsten, die über seinen Geifer hoch erhaben sind, angreift, so würden die Diplomaten sich zu beschweren haben, wenn sie, die an so vielem Unheil Schuld sind, vergessen worden wären. —

Der Teutsche Beobachter wußte aber hierzu in seinem Arsenal keine Waffe zu finden, die giftig genug gewesen wäre. Deßhalb wendet er sich an ein Journal, das in mancher Hinsicht mit ihm wetteifert, nämlich an die Allgemeinen politischen Annalen, und entlehnt aus diesem, in Num. 21 u. 23 v. 1823, Auszüge aus einem «die Diplomaten» überschriebenen Aufsatze, in welchem diese angesehene Classe von Beamten aufs unanständigste und frivolste behandelt, und von der Diplomatie mit eben so viel Anmaßung als Wegwerfung gesprochen wird.

Der Teutsche Beobachter mußte freilich, um seinem löblichen Zwecke zu genügen, das Seinige dazu beitragen, damit dieser Aufsatz nur ja der grössern Anzahl nicht unbekannt bliebe, und dieser dadurch deutlich gemacht würde, von welchen verächtlichen Personen und durch welche verächtliche Mittel ihre größten Geschäfte verwaltet werden. —

Der Redacteur oder Censor der Zeitung hat jedoch rathsam gefunden, einige der frechsten und beleidigendsten Aeusserungen des Original-Aufsatzes etwas zu mildern; so wie er in den Annalen zu lesen ist, gehört er aber unstreitig unter die, von welchen, wie von einer Ehrensache für die Bundesversammlung, und für die ersten Deutschen Fürsten und Minister, hätte Notiz genommen werden sollen.

Ungeachtet nun aber die Mitglieder des Ausschusses gleichfalls zu der Classe der Diplomaten gehören, und es daher scheinen möchte, als sprächen sie, zum Theil wenigstens, in eigener Sache, so nimmt der Ausschuß dennoch nicht den geringsten Anstand, offen zu erklären, daß er alle zeither angeführten Artikel für unverträglich mit dem monarchischen Princip und dem Artikel 57 der Wiener Schlußacte, und eben deßhalb auch mit der Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, erachtet.

Wie jede gesetzliche Schranke, so ist dem Teutschen Beobachter auch der Deutsche Bund ein Gräuel. — In Num. 7 v. 1822, S. 28 — «Kaleidoskop» — bezeichnet er ihn

als ein Werk des Zufalls. In Num. 37 v. 1823, S. 147, 148, wird — bei Gelege eines Artikels im Oesterreichischen Beobachter, worin die Gerüchte über die angebl Verhandlungen des Herrn Fürsten von Metternich in München, und alle damit zu menhängende, für boshafte Lügen erklärt waren, ohne jedoch ein Wort von jenen tikel anzuführen — mit höchster Unverschämtheit und Treulosigkeit bemerkt, «es sey auch von Seiten des Wiener Cabinets die beruhigende Erklärung ertheilt worden, in Zukunft der Bundestag nicht umgangen werden solle, wenn die A legenheiten des Teutschen Bundes zu berathen seyen». Als wenn sich Kaiserliche Cabinet in dem Fall befände, Abweichungen von einer Regel, die es nie letzt hat, einzugestehen, und zur Beruhigung der Gemüther zu versichern, daß ähn Fehler künftig nicht mehr begangen werden sollten!

In eben diesem Artikel wird aber auch erzählt, man sey (in Wien nämlich) da bedacht, «die Bundesversammlung zu einer möglichst passiven Existenz zurückzuführen»

Der Ausschuß mußte hierbei fragen, ob es erlaubt sey, die Absichten eines gr Hofes, ohne andere Garantie, als die der unlautersten Privatnachricht, auf diese läumderische Art anzukündigen? Und stimmt es mit der Achtung, die man der Bun versammlung schuldig ist, überein, sie in den Augen der Welt durch dergleichen Aeusser gen über das ihr bevorstehende Schicksal zu degradiren?

Aber auch die vom Bunde angeordneten Maasregeln glaubt der Teutsche Beobac in Num. 21 vom Jahr 1822, S. 82, angreifen zu müssen. «Inquisitionen auf de gogische Umtriebe helfen, wenn nicht zugleich die Gerechtigkeit die Beschwerden ledigt, gar nichts. Sie helfen so wenig als das Wetterleuchten gegen den Blitz, als Segensprechen gegen die Feuerbrunst, und als ein Heftpflaster auf den After gen die Ruhr». — Somit wäre freilich die Bundesversammlung als Arzt in der W ihrer Mittel zu Heilung des politischen Fiebers in Deutschland nicht glücklich gewesen, eben deßhalb wird sie sich auch nicht wundern können, wenn sich die von ihr zu dem hufe angeordnete Central-Untersuchungs-Commission und deren Wirken des Beifalls Teutschen Beobachters nicht erfreut. Dieser, der hohen Bundesversammlung unmittel untergeordneten Behörde, werden in Num. 34 v. 1823, S. 133, 134, wegen ihrer schäftsführung und wegen ihrer geheimen Absichten eben so ungereimte als boshafte V würfe gemacht, welche die nächste Veranlassung zu Erstattung dieses Berichtes geg haben. Der Ausschuß glaubte jedoch, da er sich bereits dafür ausgesprochen hat, daß Angriffe auf die Bundesversammlung, nicht aber auf die Central-Untersuchungs-Commis zurückfallen, hierüber um so kürzer hinausgehen zu müssen, als es unter der Würde ser hohen Versammlung seyn dürfte, ihr Benehmen in der Leitung der Geschäfte der C

tral-Untersuchungs-Commission durch eine Critik des erwähnten Artikels des Teutschen Beobachters, wenn gleich nur indirect, zu rechtfertigen. Die Bundesversammlung ist nur von ihren Committenten abhängig, nur diesen hat sie demnach Rechenschaft über die Gründe abzulegen, welche sie bestimmt hatten, die Dauer der Central-Untersuchungs-Commission nicht so sehr abzukürzen, als es von Manchen in Deutschland gewünscht zu werden scheint. —

Nichts desto weniger wird es der hohen Bundesversammlung nicht entgehen, daß auch dieser Artikel aus der nämlichen, die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdenden Tendenz des Teutschen Beobachters hervorgegangen ist, zu welcher in diesem Berichte so viele Belege enthalten sind.

Dem Ausschusse bleibt nichts übrig, als zum Schlusse den Wunsch hinzuzufügen, daß die hohe Bundesversammlung die von ihm gelieferte Darstellung der Tendenz des Teutschen Beobachters genügend erachten möge, um sich nunmehr ein eigenes Urtheil hierüber zu bilden. Eine besondere Beruhigung würde er aber darin finden, wenn diese hohe Versammlung in seinem Berichte nur die Sorgfalt für die Erhaltung des Friedens und der Eintracht im Bunde erkennen, und wenn sie daraus die Veranlassung entnehmen wollte, um durch ein kräftiges von ihr aufzustellendes Beispiel den frechen Versuchen öffentlicher Blätter, diese Eintracht zu stören, Einhalt zu thun.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlun

Funfzehnter Band. Drittes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Mai
1823.

Funfzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 5. Juni 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabin nisters, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowitz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammer

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, herrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geh Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dä geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Gries;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 95.

Vollziehung des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.

(4. Sitz. §. 38. : 24. Sitz. §. 190 v. J. 1822.)

Präsidium: macht, aus Veranlassung neuerer Reclamationen einiger subjicirten vormaligen Reichsstände, den Vorschlag, die Commission wegen Vollziehung des 14. Artikels der Bundesacte, bei welcher der K. K. Staatsminister, Herr Graf von Buol-Schauenstein, Mitglied gewesen sey, zu ergänzen.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, und bei der alsbald auf herkömmliche Art vorgenommenen Wahl wurde der K. K. Herr präsidirende Bundestagsgesandte,

Freiherr von Münch-Bellinghausen,

zum Mitgliede dieser Commission ernannt.

§. 96.

Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, ingleichen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens.

(25. Sitz. §. 200, dann 6. Sitz. §. 55 u. 56 v. J. 1822.)

Der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte, Graf von der Goltz, erstattet folgenden Commissionsvortrag, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder

und Diener des Deutschen Ordens, ingleichen der Mitglieder des Deutschen Großprio
des Johanniterordens betreffend:

Die, vermöge Beschlusses vom 14. Juli 1817, angeordnete Commission für die P
sionsangelegenheit der Deutschordens- und Johanniterordens-Ritter, ist, nach dem im J
1821 erfolgten Ausscheiden der Herren Bundestagsgesandten von Martens und
Berg, in der 6. vorjährigen Sitzung durch die Wahl zweier neuen Mitglieder ergä
späterhin aber, durch das Ableben des Herrn Freiherrn von Aretin, wiederum eines M
gliedes beraubt worden, und daher bis jetzt nicht vollständig besetzt.

Was ihre Wirksamkeit betrifft, so hat sie das Hauptresultat derselben in den bei
vom 10. und 11. October 1820 datirten Vorträgen:

die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens,
gleichen

die Reclamationen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterord
betreffend,

dieser hohen Versammlung in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 vorgelegt.

Als vollständig dadurch gelöst, kann sie ihre Aufgabe gleichwohl nicht betrachten.
bleibt ihr noch die fernere Vorbereitung der endlichen, so wünschenswerthen Erledigung
Gegenstandes zu bewirken übrig. Warum sie sich hiermit seit Erstattung jener Vort
immer noch nicht beschäftigen konnte, glaubt sie jetzt, nach Verlauf eines Zeitraums
beinahe drei Jahren, ihrer eigenen Rechtfertigung wegen, mittelst neuer Berichtserstatt
vor dieser hohen Versammlung um so mehr zur Sprache bringen zu müssen, als sie
durch verschiedene besondere Veranlassungen dazu bestimmt findet.

Diese Veranlassungen bestehen

1) in den während des vorigen Jahres erfolgten und an die Commission gelan
Eingaben,

a) des Freiherrn von Wöllwarth, Commenthur der Deutschordens-Ballei Rie
Sachsen, Gesuch um endliche Entscheidung seiner Pensionsangelegenheit (Num
des Einreichungs-Protokolls);

der Mitglieder des vormaligen Johanniterordens, namentlich

b) des von Hertenstein zu Luzern, des Fürsten von Hohenlohe-Waldenbu
Schillingsfürst, des Freiherrn von Wigand und des Freiherrn von St
cher, Pensions- und Entschädigungs-Ansprüche betreffend (Num. 8, 37, 38,
80 des Einr. Prot.);

2) in einer von der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft, Namens ihres allerhöchsten Hofes, in der 25. vorjährigen Sitzung zum öffentlichen Protokolle abgegebenen und der Commission zugestellten Erklärung.

So wie die gedachten Privateingaben, hat auch diese, Königlich-Preussischer Seits abgegebene Erklärung den Zweck, nach Möglichkeit dahin zu wirken, daß die Erledigung der Pensionssache vormaliger Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, wodurch die definitive Erledigung der Johanniterordens-Pensionssache größtentheils bedingt ist, Fortgang gewinne. Es wird in derselben aufmerksam darauf gemacht:

daß auf den, in der Sache erfolgten, letzten Commissionsvortrag am 17. October 1820, binnen acht Wochen Instruction einzuholen, beschlossen worden;

daß diese Instruction, zufolge der abgelegten Erklärungen, noch von mehreren Seiten rückständig geblieben sey;

daß die Erledigung der Sache, namentlich und ganz insbesondere aber die Erledigung der von den Balleien Coblenz und Altenbiesen, nachdem Preussen das zu Erwartende längst geleistet und erklärt habe, von denjenigen Regierungen abhange, die sich über die Verwendung der Entschädigungen im Sinne und Antrage des Commissionsberichts noch nicht eröffnet haben;

daß, wenn jene Eröffnung und die davon abhangende fernere Einleitung erfolgt sey, eine Verhandlung über die Principien und über sonstige specielle Pensionsverhältnisse kaum noch erforderlich seyn werde, indem letztere in der Wirklichkeit sich meistens schon früher geordnet haben, demnach überhaupt auf Principien kaum noch zurückgegangen werden dürfe.

Die Commission kann, nach Lage der Sache, die Richtigkeit dieser Bemerkungen nicht in Abrede stellen.

Seitdem ihr mehrgedachter Vortrag vom 11. October 1820, zufolge des in der 32. Sitzung desselben Jahres gefaßten Beschlusses, an die respectiven Regierungen zur Instructionsertheilung, welcher man innerhalb acht Wochen entgegensehen zu können glaubte, eingesendet wurde, sind darüber bis jetzt nur von

Oesterreich, in der 37. Sitzung von 1820.

Preussen, in der 1. Sitzung von 1821.

den Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häusern, in der 23. Sitzung von 1821.

Großherzogthum Hessen, in der 6. Sitzung von 1822.

Königreich Sachsen, und den Höfen der 16. Curie, in der 13. Sitzung von 1822.

mithin nicht mehr als sechs Abstimmungen zum Protokolle gegeben. Hinsichtlich des H
punctes, worüber Meinungsverschiedenheit statt fand, der Frage nämlich:

von wem die Ordensglieder und Beamten der jenseits des Rheins belegen gewe
Balleien Pensionen zu fordern haben?

vereinigen sich vier von jenen Abstimmungen dahin, daß die Verpflichtung zur Za
solcher Pensionen auf den, diesen Balleien durch den Capitelsschluß vom Jahre 180
getheilten, Entschädigungssummen und auf den ihnen damals übrig gebliebenen diesseits-
nischen Besitzungen hafte.

Die Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser erklären mit Bezugnahme
ihre frühere Abstimmung, die Höfe der sechzehnten Curie ohne weitere Bemerkung,
Majorität beitreten zu wollen.

Es fehlen demnach gegenwärtig noch eilf Abstimmungen, durch deren Rückstand
Fortgang der Sache und mithin der Eintritt des Momentes, wo die Wirksamkeit der C
mission wieder beginnen könnte, zum Nachtheile der Interessenten aufgehalten wird.

Unter den angeführten Umständen, hält die Commission sich für verpflichtet, da
anzutragen

1) daß die, durch Abgang des Freiherrn von Aretin, unvollständig gewordene
ihrer Mitglieder mittelst Wahl eines neuen Mitgliedes ergänzt;
2) daß von Seiten dieser hohen Versammlung an die Gesandtschaften derjenigen
gierungen, deren Abstimmungen noch rückständig sind, das Ersuchen gerichtet we
sich wegen baldiger Ertheilung von Instructionen über den vorliegenden Gegens
bei ihren respectiven Committenten zu verwenden, damit bis zu einem anzusetzen
Termine, so weit es noch nicht geschehen ist, definitiv abgestimmt werden und die
schlußziehung erfolgen könne.

Hierauf wurde, nach dem Commissionsantrage, vordersamst zur Ergänzung der C
mission durch Wahl eines neuen Mitgliedes geschritten, und der Herzoglich-Oldenbu
sche, Anhalt- und Schwarzburgische Gesandte

Herr von Both,

an die Stelle des Freiherrn von Aretin gewählt, sodann aber einhellig

beschlossen:

über diesen Gegenstand am 27. November dieses Jahres abzustimmen.

Die Königlich-Baierische, Würtembergische und Großherzogli
Badische Gesandtschaften äusserten, daß sie längst bereit gewesen wären, die

stimmungen ihrer allerhöchsten Höfe über diesen Gegenstand zu Protokoll zu geben, wenn sie nicht die Weisung gehabt hätten, mit den Gesandtschaften der übrigen, an dem Mergentheimer Vertrag Theil nehmenden, höchsten Bundesregierungen vorher Rücksprache zu nehmen und, wo möglich, eine gemeinschaftliche Abstimmung zu bewirken. — Ungeachtet sie dermalen nicht bestimmen könnten, in wie fern es ihnen möglich seyn wird, diesem Theil ihrer Weisung zu genügen, so werden sie für ihren Theil auf jeden Fall im Stande seyn, die Erklärungen ihrer allerhöchsten Höfe noch vor Eintritt der dießjährigen Sommerferien abzugeben, und sie glauben, daß hierdurch die fernere Bearbeitung des Gegenstandes durch den Bundestags-Ausschuß wesentlich werde erleichtert werden.

§. 97.

Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(10. Sitz. §. 74 d. J.)

Baden. Die Gesandtschaft hat nicht ermangelt, über das in der 10. dießjährigen Sitzung vom 24. April erneuerte Ersuchen, die Vorschläge zu einer compromissarischen oder austrägalgerichtlichen Entscheidung des Entschädigungsgesuchs der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden, betreffend, alsbald Bericht an ihren höchsten Hof zu erstatten, und sie sieht sich nunmehr zu nachstehender Erklärung ermächtigt:

In der 26. Sitzung vom 22. Juli 1819, hat die Großherzogliche Regierung die Gründe dargelegt, durch welche sie sich bewogen fand, die Ansprüche der Reclamanten, in so fern diese gegen sie gerichtet waren, von der Hand zu weisen. Seitdem ist in der 16. Sitzung vom Jahre 1822 ein fernerer Vortrag an die hohe Bundesversammlung erstattet, und hierauf ein mit dem Antrage des Herrn Referenten übereinstimmender Beschluß gefaßt worden.

Hierdurch wurde die Lage der Sache zwar in so fern verändert, als nunmehr auch die Beiziehung des Königlich-Baierischen Hofes zur Erledigung dieses Streites für gut befunden wurde, dennoch aber wird auch hierin noch darauf bestanden, daß bei dem Beschlusse vom 29. April 1819 der Zweck der Bundesversammlung einzig und allein gewesen sey, den Reclamanten eine Gerichtsstelle zu verschaffen, vor welcher der im Jahre 1806 bei dem vormaligen Reichskammergericht begonnene Rechtsstreit fortgesetzt werden könne.

Ausserdem bemerkte der Herr Referent in seinem hierüber erstatteten Vortrage, daß vor der Hand in keine Erörterung der Frage einzugehen sey: in wie fern die vorliegende Beschwerde sich unter den Artikel 30 der Wiener Schlußacte subsumiren lasse? obwohl er dafür

halte, daß dieses allerdings der Fall, und die hohe Bundesversammlung dazu verpflichtet nach fruchtlosem Versuche einer gütlichen Ausgleichung, eine richterliche Entscheidung der tigen Vorfrage zu bewirken.

Diesen verschiedenen Ansichten vermag der Großherzoglich-Badische Hof nicht beizut vielmehr glaubt er sich zu der Behauptung berechtigt, daß nur der Art. 30 der Wiener Sc acte dahier seine Anwendung finden könne, wenn überhaupt eine Entscheidung dieser S herbeigeführt werden soll; ja er muß sogar hinzufügen, daß, wenn dieser Artikel nich wendbar wäre, die Wirksamkeit des Bundes, zu Gunsten der Reclamanten einzuschre auf keinerlei Weise begründet seyn könnte. —

Es würde überflüssig seyn, wenn dahier wiederholt werden wollte, daß den Be mungen des erwähnten Artikels der Schlußacte die wohlmeinende Absicht zum Grunde l zu verhüten, daß die endliche Entscheidung über Forderungen von Privaten (ihre R und ihr Grund seyen übrigens von welcher Art sie wollen) bloß deßhalb nicht zu St komme, weil die Regierung oder die Regierungen, gegen welche die Ansprüche erh werden, ohne in die Beurtheilung ihres materiellen Gehalts einzugehen, sich mit der wendung von ihnen lossagen, daß sie die Forderung entweder gar nicht, oder nur Theil zu vertreten hätten, daß sie folglich nicht die rechten, oder nicht die allein Beklagten seyen. —

Wenn es nun das Geschäft der im Artikel 30 der Wiener Schlußacte bezeichn Compromiß- oder Austrägal-Gerichte ist, einen solchen Streit zwischen zweien oder mehr Staaten zu entscheiden, und zu bestimmen, an wen überhaupt sich die Reclamanten wenden haben, um über den materiellen Gehalt ihrer Ansprüche eine Entscheidung zu halten, so scheint es sowohl hiernach, als nach dem eigenen Zugeständniß des Herrn R renten, keiner weitern Ausführung zu bedürfen, daß der vorliegende Fall, wo die ob Bedingungen eintreten, unter die Bestimmungen des Artikels 30 der Wiener Schluß subsumirt werden könne. Daß er es aber auch werden müsse, und daß die Groß zogliche Regierung von Bundeswegen nicht angehalten werden könne, sich mit den übr betheiligten Regierungen darüber zu vereinigen, vor welcher Gerichtsstelle der bei Reichskammergericht begonnene Rechtsstreit fortzusetzen sey, dieß geht aus Folgendem her

1) Wäre dahier von privatrechtlichen Ansprüchen die Rede, so würde der Reichskammergericht darüber begonnene Streit zwischen einer Regierung und Priva sonen nur allein vor den Landesgerichten, und zwar in letzter Instanz vor den höch Landesgerichten fortgesetzt werden können, welche in dieser privatrechtlichen Hinsicht g und allein an die Stelle der ehemaligen Reichsgerichte getreten sind. Es giebt aber kein

bundesgesetzliche Bestimmungen, wodurch es in die Competenz der hohen Bundesversammlung gelegt wäre, für die Bildung eines Austrägalgerichts einzuschreiten, vor welchem Forderungen von Privaten gegen Regierungen verhandelt und entschieden werden könnten. Die Austrägalgerichte dienen nur dazu, Streitigkeiten zwischen Deutschen Regierungen zu schlichten, und auch der Artikel 30 der Wiener Schlußacte hat nicht die Entscheidung über Privatforderungen selbst, sondern nur die Möglichkeit der Entscheidung zum Zwecke, indem er die Behauptung einer oder mehrerer Regierungen, daß der Gegenstand der Forderung nicht sie, sondern eine oder mehrere andere Regierungen berühre, zu einem durch Austräge zu entscheidenden Streit zwischen diesen Regierungen erhebt. —

2) Die Großherzogliche Regierung muß aber in Bezug auf den vorliegenden Fall noch die weitere Bemerkung hinzufügen, daß die Frage: «ob die Reclamanten und in wie weit sie eine Entschädigung anzusprechen haben», gar nicht einmal privatrechtlicher, sondern rein staatsrechtlicher Natur ist, indem sich ihre Ansprüche auf eine Verfügung der Staatsgewalt fundiren, welche sie nur als solche treffen konnte, und durch welche sie daher in kein privatrechtliches Verhältniß zu den Beschädigten getreten ist. Wenn dessen ungeachtet die Reclamanten bei dem ehemaligen Reichskammergerichte klagend aufgetreten sind, und dieses hierauf Citation erkannt hat, so konnte es nicht als privatrechtliches Appellationsgericht, sondern nur vermöge seiner höheren staatsrechtlichen Gerichtsbarkeit, so handeln, da bekanntlich nach der Deutschen Reichsverfassung auch Beschwerden der Unterthanen über Verfügungen der Staats- oder Regierungsgewalt bei den Reichsgerichten zugelassen waren, in welcher Beziehung aber jetzt die höchsten Regierungsbehörden eines jeden einzelnen Staates an ihre Stelle getreten sind. Hieraus würde sich die Folgerung ergeben, daß, selbst wenn der Artikel 30 der Wiener Schlußacte dem Verfahren der hohen Bundesversammlung zum Grunde gelegt, und dem gemäß durch ein Austrägalgericht ausgemittelt seyn wird, bei welcher oder bei welchen Regierungen die Reclamanten ihre Ansprüche geltend zu machen haben (wodurch noch nichts über die rechtliche Natur, den Grund und den Umfang derselben entschieden ist), dadurch noch nicht die Entscheidung gegeben sey, daß der Streit nun vor den ordentlichen Gerichten dieses Staates oder dieser Staaten verhandelt und zu Ende gebracht werden müsse. Vielmehr dürften sich die Reclamanten alsdann, wie alle Unterthanen des Staates, es sich gefallen lassen müssen, nach den Gesetzen des Landes behandelt zu werden, und ihre Ansprüche bei denjenigen Behörden auszuführen und eine Entscheidung zu erwirken, die nach der Landesverfassung und den Gesetzen für die Erledigung solcher Reclamationen, wie die vorliegende ist, bezeichnet sind.

Was nun aber die Frage betrifft, welches die Regierungen seyen, zwischen denen der vorliegende Fall nach Anleitung des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zur Entscheidung

zu bringen sey? so muß die Großherzogliche Regierung, der hiergegen von dem Herrn ferenten vorgebrachten Gründe ungeachtet, auf der Ansicht beharren, daß die Reclaman ihre Entschädigungsansprüche gegen das ganze ehemalige Deutsche Reich hätten zu rich gehabt, folglich jetzt gegen die sämmtlichen höchsten und hohen Regierungen des Bundes. Die hiegegen von dem Herrn Referenten angeführten Gründe konnten diesseits nicht überzeugend erachtet werden. Das Besitzthum der Reclamanten ist offenbar nur in Fo des Deutschen Reichskrieges und demnach zum Besten des ganzen Deutschen Reichs z stört worden; hierbei kann es mithin gar nicht darauf ankommen, daß die Festung Mannhe eine Pfälzische Festung, daß der Commandant, der den Befehl zu Abbrennung der Gebäu gab, ein Pfälzischer Commandant war; denn alle Kriegsoperationen geschahen nur im Nam und für das Deutsche Reich; die Pfälzischen Truppen handelten als Reichstruppen, u die Stadt Mannheim war nicht als Festung des Kurfürsten von der Pfalz, sondern Territorium des Deutschen kriegführenden Reichs bedroht.

Die Großherzogliche Regierung führt dieß übrigens nicht deßhalb an, um eine Erle gung dieses Punctes durch die Bundesversammlung zu veranlassen, vielmehr tritt sie Bemerkung des Herrn Referenten bei, daß über diese Frage das Austrägalgericht zu e scheiden haben werde.

Gerade aber, weil dieß der Fall ist, so kann auch nur hierin die zunächst zu entsch dende Vorfrage bestehen, und deßhalb dürften sich die sämmtlichen Bundesglieder über Austrägalgericht zu vereinigen haben, welchem die Entscheidung dieser Präjudicial-Fr aufzugeben wäre.

Bei der Ernennung dieses Gerichtes würden sodann als Betheiligte die ehemaligen u jetzigen Besitzer der Rheinpfalz auf der einen, und die übrigen an der Rheinpfalz ni Theil habenden Bundesglieder auf der andern Seite concurriren. — Erst wenn über di Präjudicial-Frage entschieden ist, und im Falle zu Gunsten der Reichsoperationscasse Vertretungspflicht bloß auf das Territorium der Rheinpfalz gewälzt würde, käme dann weitere, gleichfalls durch ein Austrägalgericht zu entscheidende, Vorfrage zur Sprache: ob Vertretungspflicht auf der jenseits- oder diesseits-rheinischen Pfalz, oder auf beiden zuglei und etwa in welchem Verhältniß, hafte?

Hierbei müßten dann, die Königlich-Baierische Regierung nothwendig auf der einen Sei die Großherzoglich-Badische, Hessische, und Herzoglich-Nassauische Regierungen auf andern Seite, zur Wahl des Austrägalgerichtes und bei den Verhandlungen concurriren, w bei um so weniger ein Anstand obwalten dürfte, als die Königlich-Baierische Regierung i Bereitwilligkeit, hierzu mitzuwirken, bereits erklärt hat.

Die Großherzogliche Regierung kann übrigens, im Fall ein Austrägalgericht über die Präjudicial-Frage aufgestellt werden sollte, ob das Deutsche Reich, jetzt sämmtliche Bundesglieder, oder die ehemalige Rheinpfalz, als Schuldner zu betrachten seyen? nichts dagegen einzuwenden haben, wenn alsdann zugleich beliebt werden wollte, daß dasselbe Austrägalgericht, allein, wie es sich von selbst versteht, in gänzlich abgesonderter Verhandlung, beauftragt werde, über die weitere Vorfrage zu entscheiden, ob die Vertretungspflicht auf der jenseits- oder diesseits-rheinischen Pfalz, oder auf beiden zugleich, und etwa in welchem Verhältniß, hafte?

Hierzu wäre aber, wie nicht ausgeführt zu werden braucht, auch das Einverständniß der übrigen an der ehemaligen Rheinpfalz theilhabenden Regierungen nothwendig.

Was endlich die von der Herzoglich-Nassauischen Regierung in der Sitzung vom 11. Juli 1822, §. 192, abgegebene Erklärung über den mit Baden im Jahre 1816 abgeschlossenen Staatsvertrag wegen der Rheinpfälzischen Arreragen betrifft, so eignet sich dieser Gegenstand bloß zu einer privativen Ausgleichung und Erledigung zwischen der Großherzoglich-Badischen und Herzoglich-Nassauischen Regierung.

Die Letztere dürfte indessen hierdurch um so weniger abgehalten werden, bei der Wahl und den Verhandlungen des Austrägalgerichts über die zu entscheidenden Vorfragen mitzuwirken, als die Großherzoglich-Badische Regierung niemals gesonnen seyn kann, aus einer solchen Mitwirkung irgend eine Consequenz gegen die etwa der Herzoglich-Nassauischen Regierung, nach dem Staatsvertrage von 1816, in Bezug auf die vorliegende Entschädigungs-Reclamation, zustehenden Rechte zu ziehen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abzugeben beschlossen.

§. 98.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, — insbesondere das von dem Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten am 5. Februar dieses Jahres (Num. 14) eingereichte Gesuch betreffend.

(30. Sitz. §. 225, 31. Sitz. §. 233 v. J. 1821.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim: erstattet, Namens der Reclamations-Commission, Vortrag über die verschiedenen bei der hohen Bundesversammlung vorliegenden Gesuche der bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, worin

A) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen, der Antrag gestellt wird:

1) die Beschwerden der Westphälischen Domänenerwerber in Kurhessen von hier ab= an die competenten Kurhessischen Landesgerichte zur rechtlichen Erledigung zu verweis

2) der Kurfürstlichen Regierung, in specieller Beziehung auf die beiden Verordnun vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch die Kurhessische Bundestage sandtschaft zu erklären, daß unter der, den Landesgerichten zugewiesenen, rechtlic Erledigung nur eine solche verstanden sey, bei welcher jenen Gerichten die Beurt lung sowohl der Streitfrage selbst, als auch der ihren Entscheidungen zu unterleg den Rechtsnormen, auf eine, von den genannten beiden, als blosse Administrat Verfügungen zu betrachtenden und in dieser Eigenschaft der richterlichen Cognit nach Form und Inhalt unterworfenen Verordnungen, völlig unabhängige Weise üb lassen werde; worüber zu halten die Bundesversammlung durch den 29. Artikel Schlußacte eben so befugt als verpflichtet sey;

3) von diesen Beschlüssen aber den Dr. Schreiber, als Bevollmächtigten der Westph schen Domänenerwerber in Kurhessen, in Kenntniß zu setzen.

Es dürfte demnach nur ein Termin zu bestimmen seyn, in welchem über den diesem Theile des Vortrags beleuchteten Gegenstand abgestimmt werden soll.

B) In Beziehung auf die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamation welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs W phalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung stellten Cautionen, und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener, dieser hohen Versammlung angebracht wurden, richtete die Commission ihren Antrag dahi

In Erwägung der dieser hohen Versammlung durch den Art. 29 der Schlußacte a erlegten Verpflichtung, dafür zu sorgen, daß die so eben bezeichneten Beschwerde falls dieselben im Wege aussergerichtlicher Ausgleichung nicht sollten beseitigt wer können, der rechtlichen Erörterung vor den competenten Gerichtsstellen ni entzogen werden, die dabei betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, K hessen und Braunschweig durch deren Bundestagsgesandtschaften zu veranlassen, t dieselben

1) für die Beschleunigung der Arbeiten der in Betreff der oben bezeichneten An legenheiten angeordneten und in Berlin zusammengetretenen Commission, So tragen, und

2) diese hohe Versammlung, innerhalb eines Zeitraums von vier Monaten, v

dem Stande dieser commissarisch verhandelt werdenden Angelegenheit, und zugleich davon in Kenntniß setzen lassen mögen,

a) ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keinem, die Reclamanten befriedigenden Resultate führen sollten, vor einem, von ihnen zu erwählenden, gemeinschaftlichen Gerichte, Recht zu nehmen; oder

b) ob sie es vorzögen, innerhalb einer zu bestimmenden Frist, gemeinschaftlich, jedoch ohne alles rechtliche Präjudiz, festsetzen zu lassen,

welche Forderungen, wenn sie überhaupt Rechtsbegründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

und

in welchem Verhältnisse jede der dabei betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Verbindlichkeiten, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, beizutragen habe?

damit, nachdem dieses geschehen, jede der betheiligten Regierungen die sie betreffenden Ansprüche besonders prüfen, und die darüber erhobenen Beschwerden, entweder auf dem Wege der Unterhandlung mit den Reclamanten, oder, in Entstehung eines befriedigenden Erfolges derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den competenten Landesgerichtsstellen, für sich allein heben lassen könne.

Der Königlich-Preussische Herr Gesandte, erklärte hierauf und zwar

zu A) dieses Vortrages, die Reclamation der Westphälischen Domänenkäufer betr.:

Bei der Reclamation der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen ist das Kurhessische Gouvernement, weil es allein in Anspruch genommen wird, auch allein und ausschließlich betheiligt; dieselbe kann daher allerdings abgesondert von den übrigen Gegenständen des in der 29. Sitzung vom 12. August 1819 gefaßten Beschlusses behandelt werden. Aus einem andern Gesichtspuncte betrachtet, wäre aber der Gegenstand dieser Reclamation auch unter die Central-Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen zu begreifen; denn die Verhältnisse, worauf sie sich bezieht, sind aus der allgemeinen, das ganze Königreich umfassenden Regierungsmaasregel der Domänen-Veräusserung hervorgegangen. Es ist daher mit Recht zu hoffen, daß die von Seiten der betheiligten Staaten, mit Inbegriff von Kurhessen, eingeleiteten commissarischen Verhandlungen in Betreff der noch unerledigten Westphälischen Central-Angelegenheiten von wesentlichem Einflusse auf die Sache der Reclamanten seyn werde, und wenn es hiernach selbst im Interesse derselben zu liegen scheint, den Fortgang und das Resultat jener Verhandlungen abzuwarten; so glaubt die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft aus diesem Grunde dem Antrage des

Herrn Referenten nicht beitreten, und, unter Vorbehalt der weiteren Aeusserung, für
nur anheim geben zu können, ob nicht diese hohe Versammlung, aus Rücksicht auf die
dachten commissarischen Verhandlungen, einem definitiven Beschlusse in dieser Sache einstwe
noch Anstand geben wolle.

Dann zu B) in Beziehung auf diejenigen Reclamationen, welche Forderungen an
Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Sta
schuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen, und die Versorgung ehe
liger Westphälischer Staatsdiener betreffen.

Soweit der Antrag des Herrn Referenten der Reclamations-Commission dahin gerid
ist, die Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig durch de
Bundestagsgesandtschaften zu veranlassen, daß dieselben

> für die Beschleunigung der Arbeiten der hinsichtlich der Westphälischen Central-An
> legenheiten angeordneten und in Berlin zusammengetretenen Commission Sorge t
> gen mögen,

hat die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft, mit Bezug auf ihre in der 30. S
ßung vom Jahr 1821 gemachte Anzeige, sofort Folgendes zur Kenntniß dieser hohen V
sammlung zu bringen.

Während einer stattgehabten, unvermeidlichen Unterbrechung in den, von den gena
ten Regierungen eingeleiteten, commissarischen Verhandlungen zur Auseinandersetzung we
der, aus der Auflösung des ehemaligen Königreichs Westphalen herrührenden, gemeinsan
Interessen, ist für die Erreichung dieses Zweckes von Seiten des Königlich-Preussisc
Gouvernements nach Möglichkeit unabläßig fortgewirkt und die inzwischen verflossene Z
zu allen denjenigen Vorarbeiten benutzt worden, die dasselbe, ohne Concurrenz der übri
dabei betheiligten Staaten, in der Sache vornehmen lassen konnte. Dahin gehört name
lich die unter Leitung der betreffenden Königlichen Ministerien geschehene Ausarbeitung ein
von der Commission näher zu erörternden, vollständigen Planes über die Behandlungsw
aller noch unerledigten Westphälischen Central-Verhältnisse, welcher die so vielfach bestritte
Fragen wegen der Westphälischen Domänenkäufer, Staatsgläubiger, Pensionärs rc. umfa
und wobei von den früher aus Cassel, Magdeburg und Halberstadt herbeigeschafften, a
die Central-Verwaltung des ehemaligen Königreichs Westphalen Bezug habenden Acten G
brauch gemacht worden ist.

Der diesseitige Königliche Bevollmächtigte bei der gedachten Commission hat endli
da die Ursachen der entstandenen Unterbrechung ihrer Verhandlungen weggefallen zu se
schienen, die übrigen Mitglieder derselben, mittelst eines an sie ergangenen Schreibens, n

neuerlich besonders eingeladen, recht bald wieder zur Fortsetzung ihres Geschäfts mit ihm zusammenzutreten.

Es geht hieraus hervor, daß für die Beschleunigung der Arbeiten jener Commission von Seiten des Königlich-Preussischen Gouvernements schon, so weit es die Umstände verstatteten, Sorge getragen worden, und daher auch kein Grund vorhanden ist, dasselbe hierzu in Gemäßheit des erwähnten Antrages noch veranlassen zu wollen.

So wie demnach die Königliche Bundestagsgesandtschaft dem Antrage in dieser Beziehung nicht beitreten kann; so ist sie auch nicht im Stande, sich über die weiteren Puncte desselben, ohne vorgängige Instructions-Einholung, zu äussern, und muß sich ihre Erklärung darauf einstweilen noch vorbehalten.

Hannover. Ich bin von meinem allerhöchsten Hofe beauftragt, für Hannover und Braunschweig aller Anwendung des 30. Artikels der Schlußacte auf die so genannten Westphälischen Angelegenheiten, auf den Grund dessen, was darüber bekanntlich zu Wien verhandelt worden, auf das Bestimmteste zu widersprechen. Es ist bekannt, daß, schon als der Artikel, welcher jetzt den 30. der Schlußacte ausmacht, in der 17. Sitzung vorläufig genehmiget werden sollte, die Königlich-Hannöverischen und Braunschweigischen Gesandten sogleich zu Protokoll gegeben haben, daß sie demselben nur unter der ausdrücklichen Reservation beitreten könnten, daß von demselben keine Anwendung auf die so genannten Westphälischen Angelegenheiten statt finde.

Diese Erklärung lautet folgender Gestalt:

« In Beziehung auf die in der letzten Sitzung vorläufig angenommene zweite Redaction, « wegen Festsetzung der Competenz der Bundesversammlung, sind die Königlich-Großbri- « tannisch-Hannöverischen bevollmächtigten Minister verpflichtet, ihren allerhöchsten Hof gegen « eine mögliche Auslegung des 15. Artikels zu sichern, welche aus ihrem unbedingten Beitritt « zu dessen gegenwärtiger Fassung gefolgert werden könnte ».

« Es ist in diesem Artikel der Bundesversammlung die Befugniß beigelegt worden, in « Fällen, « wenn Forderungen von Privatpersonen deßhalb nicht befriedigt werden können, « « weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Bundes- « « gliedern zweifelhaft oder bestritten ist », eine Vereinbarung oder rechtliche Ent- « scheidung der Vorfrage zu veranlassen ».

« Es könnte versucht werden, diesen Artikel künftig auf die Frage von Anerkennung der « Forderungen in Anwendung zu bringen, die aus dem, während des Revolutionskrieges « entstandenen, und während desselben wieder untergegangenen, Königreiche Westphalen « herrühren ». —

« Seine Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Majestät haben Sich stets geweig
« rücksichtlich der ältern Staaten Ihres Hauses, die Errichtung und die ephemere Exis
« jenes Königreichs für etwas anderes, als für einen auf einen feindlichen Einfall begründ
« Gewaltstreich, mithin als Usurpation, anzusehen, dem Ihrer Seits durch Gewalt
« Waffen, ohne irgend eine Bedingung eingegangen zu seyn, durch Wie
» besetzung Ihrer Staaten ein Ende gemacht ist.

« Dieses Verhältniß Seiner Königlichen Majestät, so wie des Herzogs von Braunschw
« und Lüneburg, in Beziehung auf das Königreich Westphalen, bestand völkerrechtlich
« Ihrem Beitritt zum Deutschen Bunde, und Allerhöchstdieselben haben bei jeder Gele
« heit — indem Seine Majestät auf der einen Seite allen Gründen der Billigkeit für
« Betheiligten Gehör gegeben haben, in so fern als selbige mit dem Staatswohl sich verein
« liessen — auf der andern Seite den Grundsatz vertheidigt, daß jede Disposition über S
« ten ohne rechtliche Wirkung bleibt, bevor sie durch Einwilligung des Landesherrn oder d
« einen Friedensschluß bestätigt worden ist».

« Es scheint Sr. Majestät für das Wohl aller Staaten zu wichtig, diesen im Eu
« päischen Völkerrechte unbestrittenen Grundsatz aufrecht zu erhalten, als daß Sie densel
« je auch nur per indirectum dem Ausspruch einer richterlichen Entscheidung unterwerfen sollte

« Die Unterzeichneten müssen deßhalb ihren, so wie den durch sie mitvertretenen H
« zoglich-Braunschweigischen Hof, gegen eine solche Anwendung dieses 15. Artikels hierd
« verwahren ».

(gez.) E. Graf v. Münster. E. Graf v. Hardenberg.»

Es ergiebt auch das Protokoll der 17. Sitzung, daß, auf den Grund dieser Erkläru
welcher der Kurhessische Herr Gesandte beigetreten ist, der Herr Fürst von Metternich, H
Graf von Bernstorff, Herr Baron von Zentner, unter dem Beitritt sämmtlicher Herren
vollmächtigten, zu Protokoll gegeben haben, daß bei Abfassung des 15. (jetzt 30.) Arti
von den Westphälischen Forderungen durchaus nicht habe die Rede seyn können, die Abs
dieses Artikels vielmehr lediglich dahin gehe, zu bestimmen, wie es mit rechtmäsigen u
begründeten Forderungen und Ansprüchen zu halten, denen die gebührende Befriedigung d
falls verweigert werde, weil die Verpflichtung dazu, oder das Maas der Uebernahme u
Repartition, zwischen mehreren Bundesgliedern noch zweifelhaft oder streitig seyn möchte.

Der König, mein Herr, wird nie dazu stimmen, daß die Entscheidung über die,
Entstehung des Deutschen Bundes statt gefundenen, völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen
einzelnen, zu dem ephemeren Königreiche Westphalen gewaltsam gezogenen Provinzen, der B
desversammlung beigelegt, oder von ihr einem zu Erkenntniß darüber gar nicht geeigne
Gerichte übergeben werde. Es ist allein Sache der Bundesstaaten selbst, welche daran

Interesse haben, sich darüber unter einander zu verstehen, und sie werden sich dazu keinen Termin von der Bundesversammlung setzen lassen können.

Es ist auch bekannt, daß, nachdem der Dr. Schreiber seine Versuche, mit welchen er sich hier Gehör zu verschaffen gesucht hat, durch verschiedene Eingaben in Wien fortzusetzen sich bemühet hatte, diese Eingaben in dem Protokolle der 33. Sitzung einstimmig, unbeschadet der Ansprüche der einzelnen Reclamanten, als durchaus unzulässig betrachtet und hierauf dem Schreiber mündlich eröffnet worden, daß seine Eingaben weder in formeller noch materieller Hinsicht für die Conferenz geeignet befunden worden.

Was die von den betreffenden Höfen bereits früher beliebte und am 20. Junius 1821 zu Berlin zusammengetretene Commission, behuf Auseinandersetzung und Regulirung der aus dem vormaligen Königreiche Westphalen herrührenden verschiedenen Verhältnisse, betrifft; so ist es, auch nach den Ansichten des Königlich-Preussischen Hofes, bloß der Zweck dieser, von der Königlich-Preussischen Gesandtschaft am 30. Juli 1821 (30. Sitzung §. 225) angezeigten Commission, die Grundsätze auszumitteln und festzusetzen, nach welchen die verschiedenen zur Sprache gekommenen Reclamationen zu beurtheilen und zu behandeln seyn werden.

Die Anordnung dieser Commission kann daher überall nicht den Grundsätzen präjudiciren, welche die diesseitige Bundestagsgesandtschaft, den ihr ertheilten Instructionen gemäß, wiederholt, sowohl über die Westphälischen Angelegenheiten selbst, als über die Competenz der Bundesversammlung, darin etwas anzuordnen oder zu entscheiden, ausgesprochen hat.

Auf diese, das Ganze und die einzelnen Puncte der Westphälischen Angelegenheiten begreifenden, früheren Abstimmungen der diesseitigen Gesandtschaft mich beziehend, bemerke ich, daß namentlich die nachbezeichneten dahin gehören: 8. Sitzung vom 2. December 1816, §. 37; 20. Sitzung vom 20. März 1817, §. 107; 41. Sitzung vom 7. Juli 1817, §. 312, 313, 314; 44. Sitzung vom 17. Juli, §. 371; 6 Sitzung vom 29. Januar 1818, §. 17; 40. Sitzung vom 23. Juli 1818, §. 188; 42. Sitzung vom 30. Juli, §. 203; 51. Sitzung vom 12. October 1818, §. 242; 29. Sitzung vom 12. August 1819, §. 176.

Bei dieser, den speciellesten Instructionen gemäßen, die Competenz der hohen Bundesversammlung ablehnenden Abstimmung, würde es mir gestattet seyn, in die Sache selbst, und in die Erörterung des Inhalts des Vortrags der verehrlichen Commission überall nicht hinein zu gehen. Zur Berichtigung der Ansichten glaube ich inzwischen noch Einiges äussern zu müssen.

Je weiter das Feld ausgedehnt ist, welches ohne Gefahr den wissenschaftlichen Forschungen über die ersten Gründe des Rechts überlassen werden darf; um desto enger ist, meiner Ansicht nach, dasjenige der öffentlichen Verhandlungen begrenzt, für Repräsentanten der Souveraine, die angewiesen sind, auf die Erhaltung des positiven Verfassungsbestandes,

Ich beschränke mich daher auf dasjenige, was ich, ohne den Grundsätzen meines G vernements zu fehlen, nicht übergehen zu dürfen glaube.

Was die Lehre vom ewigen Staate betrifft, so steht dieselbe, so wie sie von ei Rechtsgelehrten aufgestellt, und in den §. 10 des Vortrags aufgenommen ist, mit Grundsätzen der Legitimität, mit dem monarchischen Princip, und mit dem bestehen Staatsrechte in einem diese verfassungsmäßigen Grundfeste zerstörenden Widerspruche. W in derselben für die Gefühle Verführerisches, und die Urtheile Verleitendes liegt, beruht einer Verwirrung und Verwechselung der Grundbegriffe.

Daß bei einem feindlichen Ueberfalle, bei Vertreibung des Regenten, und bei Zer rung der rechtmäßigen Staatsgewalt, die Menschen als unter den Bedingungen ihrer socia Natur, unter dem jure naturali et gentium, quod naturalis ratio inter omnes homir constituit, bleibend zu betrachten; begründet die Folgerung, daß, was während dieser G waltzeit nothwendig oder gezwungen für die Erhaltung der Gesellschaft geschehen, v den Erhaltenen nach den Grundsätzen der legis Rhodiae de jactu getragen wird.

Keineswegs aber folgt aus dieser bleibenden socialen Verbindung, daß jener Zusta der Gewalt als ein rechtlicher Staatszustand betrachtet, oder daß willkührlichen, unrechtlic Handlungen von der eingedrungenen Gewalt der Stempel der Rechtmäßigkeit aufgedrü werden könne.

Daß ein staatsrechtlicher Zustand mit allen seinen Verbindlichkeit und Folgen bestehen könne, eben sowohl unter dem eingedrungenen als dem rechtmä gen Regenten, ist mit unserer Verfassung überall nicht vereinbar, nach welcher die gesamm Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staates vereiniget ist, also ohne dasselbe nicht rec mäßig gedacht werden kann.

Unermeßliche Folgerungen würden aus der Verirrung jener Lehre für das Reich Gewalt hervorgehen, eine Bahn ihm eröffnet und erhalten erscheinen, in welche sich d Auge nur mit Entsetzen verlieren kann.

Sich selbst zerstörend erscheint diese Idee eines ewigen Saates, den jedes feindli Corps, unter Aufstellung eines Maire, oder einer Schein-Verfassung, verkaufen und v schenken kann.

Anders dachten die Römer von der Unveräusserlichkeit des vaterländischen Boden als sie selbst den Grund verkauften, auf welchem das siegreiche feindliche Heer stand.

Jene Doctrin, von idealen Regenten ausgehend, und in ihrem Resultate die Rec mäßigkeit feindlicher Veräusserung des Regenten- und Staatsgrundes zeigend, scheint n in ihrem Eingange eben so unrichtig gedacht, als Unglück bringend in ihrem Ende.

Aber auch diejenige Doctrin, welche (vergl. §. 13 des Vortrags), von den Rechten des regierenden und regierten Subjects ausgehend, das Staatsrecht innerhalb seiner natürlichen Grenzen, über die positiven hinaus, aufstellt, ist, wenigstens in der Wahl ihrer Ausdrücke, nicht glücklich, und in ihrer Anwendung mißlich.

Allerdings ist eine göttliche Rechtsordnung, über alle Verirrungen und Satzungen der Menschen hinaus, in die Herzen und in die Gewissen geschrieben. Aber die besten und weisesten Männer haben noch nicht den Umfang ihrer Gebote in voller Bestimmtheit zu einem allgemeinen Gesetze der Zeiten und Völker zu erheben vermocht.

In unserer Zeit, in welcher alle Grundsätze durch die größten Begebenheiten erschüttert worden, können die Meinungen einiger Rechtslehrer nicht als die unabänderliche Basis von Entscheidungen angenommen werden, die über Regenten und Unterthanen normiren sollen.

Die Vorgänger dieser Rechtslehrer haben auf anderem Grunde gebauet, und die Unrechtmäsigkeit jeder Disposition des Feindes über unbewegliche Güter in ihre Völker- und Staats-Rechtslehre aufgenommen.

So lange, und in wie ferne jenes natürliche Staatsrecht ein selbstgemachtes und nicht allgemein anerkanntes ist, kann es nicht in einer, die positive Gesetzgebung beschränkenden Gewalt gedacht werden.

Wenn daher die Lehre der Rechtsbeständigkeit der Regierungshandlungen eines Eroberers in einer Verschiedenheit von allen bisher festgestandenen Grundsätzen aufsteht; so kann, meines Erachtens, der gesetzgebenden Gewalt nicht das Recht bestritten werden, diese staatsrechtlichen Verhältnisse gesetzlich zu normiren.

Ganz besonders muß ich noch, unter Beziehung auf die angeführten Congreßacten, diejenigen Voraussetzungen als unbegründet erklären, welche unten pag. 260 ad 2, und 265 ad b des Vortrags aufgestellt sind.

Schließlich muß ich meinem Gouvernement jede weitere Erklärung vorbehalten, welche dasselbe in Hinsicht dieses Vortrags erforderlich halten könnte.

Kurhessen. Auf dasjenige, was Kurfürstliche Gesandtschaft bereits in der 51. Sitzung des Jahres 1818 zu Protokoll erklärt hat, muß sie auch bei gegenwärtigem Anlasse zurückkommen. Seine Königliche Hoheit der Kurfürst vermögen dieser hohen Versammlung in Hinsicht der Domänenkäufer keine Cognition, welche weiter als auf Verwendung und Empfehlung zu billiger Behandlung gienge, einzuräumen; unter Berücksichtigung dieser bereits im Jahre 1817 eingetretenen Empfehlung, sind seitdem und noch ganz neuerdings mit mehreren solcher Acquirenten von Domänen gütliche Abkünfte getroffen worden, so daß bei weitem der größere Theil zufrieden gestellt ist; gegen eine weiter gehende, in die innere

Staatsverwaltung und Gesetzgebung eingreifende Einschreitung muß Kurfürstliche Gesan
schaft sich, unter Vorbehalt etwaiger weiteren Aeusserungen, wiederholt verwahren.

Was die verschiedenen Forderungen an das aufgelöste Königreich Westphalen im G
zen betrifft, so durfte man sich wohl der Erwartung überlassen, daß, nach den von d
Königlich-Hannöverischen Herrn Gesandten so eben erwähnten Vorgängen bei den Wie
Ministerial-Conferenzen, auf deren gänzliche Abweisung von hier angetragen werden wür
in dieser Erwartung getäuscht, bleibt Kurfürstlicher Gesandtschaft nichts übrig, als sich a
dieserwegen auf die früherhin ins Protokoll gelegten Aeusserungen und Verwahrungen
beziehen.

Der Vortrag der Reclamations-Commission wurde diesem Protokolle unter Zahl
angefügt und hierauf

beschlossen:

daß über die Anträge der Commission und die Erklärungen der betheiligten Reg
rungen am 4. December dieses Jahres abzustimmen sey.

§. 99.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 56, eingereicht am 2. Juni, von dem Fürstlich-Löwenstein-Rosenber
schen Bevollmächtigten Jagemann zu Wertheim, Denkschrift mit erneu
ter Bitte, die standesherrlichen Verhältnisse des Fürstlichen Hau
im Großherzogthume Baden betr.

Num. 57, einger. am 2. Juni, von Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, als B
stand der Bolongaroschen Erben und Gebrüder Bolongaro-Cr
venna, nachträgliche Vorstellung zu der Eingabe vom 11. April, Num. 29, m
einer Schuldverschreibung des ehemaligen Mainzer Kurstaates, d. d. Asch
fenburg den 3. November 1779.

Num. 58, einger. am 4. Juni, von dem Fürstlich-Löwenstein-Wertheim-Fre
denbergischen Bevollmächtigten Stephani, Denkschrift, die Erfüllu
des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte betreffend, insbesondere wegen R
stitution der Wasser- und Landzölle auf der linken Mainseite, oder En
schädigung dafür, mit Bezug auf die früheren Eingaben.

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 8.

Vortrag

der Reclamations-Commission,

über die am 5. Februar dieses Jahres, sub num. 14, eingereichte Vorstellung des Bevollmächtigten mehrerer, bei der Regulirung der Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

In der 42. Sitzung vom 13. Aug. 1818 (§. 205) wurde beschlossen, über die Lage der Angelegenheiten der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen Bericht zu erstatten und darüber: ob und in wie fern die Bundesversammlung sich derselben anzunehmen habe? — bestimmte Instructionen einzuholen.

Ein Gesuch des Bevollmächtigten der Reclamanten in den Westphälischen Angelegenheiten veranlaßte einen umständlichen, dem Protokolle der 51. Sitzung vom 12. Oct. desselben Jahres (§. 241) angeschlossenen Vortrag, in welchem die Nachweisung versucht wurde, daß es in den Angelegenheiten des ehemaligen Königreichs Westphalen weder an gesetzlichen Bestimmungen, noch an Behörden fehle, von welchen sie beurtheilt und gerichtlich erledigt, die Rechtspflege und Vollstreckung aber gesichert werden könnten.

Spätere Darstellungen des genannten Bevollmächtigten, welche zum Zwecke hatten, es dahin zu bringen, daß endlich die sämmtlichen Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen auf eine gerechte und billige Weise ausgeglichen werden möchten, forderten dazu auf, in einem weiteren, dem Protokolle der 29. Sitzung vom 12. August 1819 (§. 176) beigeschlossenen Vortrage, an die obwaltenden Verhältnisse zu erinnern, und zugleich die Wege zu bezeichnen, auf welchen sie einer gerechten Erledigung zugeführt werden könnten.

Hierauf wurde in derselben Sitzung

A) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen beschlossen, daß die Regierungen um Instructionen in den Westphälischen Angelegenheiten

in der Art gebeten werden sollten, damit in einer der ersten Sitzungen des folgenden J
res darüber abgestimmt werden könne.

In Hinsicht aber

B) auf die Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphal

C) auf die in dem vormaligen Königreiche Westphalen contrahirte Staatsschuld

D) auf die Zurückforderung der unter Westphälischer Regierung gestellten Caution
wurde beschlossen, diejenigen Bundesglieder, welchen bei der Auflösung des vormaligen
nigreichs Westphalen, Provinzen desselben wieder angefallen oder neu zugetheilt wor
seyen, dringend zu ersuchen, durch Commissarien so bald als möglich zusammen treten
wollen, um sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der dahin geeigneten Recla
tionen, und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sol
über ein gemeinsames Gericht zu vereinigen.

In Hinsicht endlich

E) auf die Versorgungs- und Pensions-Ansprüche Westphälischer Staatsdiener
wurde beschlossen, den Reclamanten zu überlassen, sich mit ihren Anträgen an die Co
mission, welche von der Königlich-Preussischen, Königlich-Hannöverischen, Kurfürstlich-He
schen und Herzoglich-Braunschweigischen Regierung demnächst niedergesetzt werden dürf
zu wenden, indem in jedem Falle jeder weitern Entscheidung eine Classification und V
weisung der unversorgt gebliebenen Staatsdiener an die comparticipirenden Regierungen v
hergehen müsse.

Da bis zum 30. Juli 1821, in Beziehung auf das in lit. A auseinandergesetzte Verh
niß, keine Abstimmung, und, in Beziehung auf die in lit. B, C et D berührten Anträge, ke
genugende Erklärungen erfolgt waren; so wurde, auf neue Erinnerungen des Bevollmä
tigten der Reclamanten, in der 30. Sitzung desselben Jahres (§. 225 der Protokolle)
schlossen:

1) daß der 22. November 1821 als Termin festgesetzt werde, in welchem, in Beziehu
auf das Restitutionsgesuch der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen, unf
bar abzustimmen sey;

2) daß die betreffenden Herren Bundestagsgesandten dringendst ersucht werden sollt
dafür zu sorgen, daß im gleichen Termine auf die übrigen Puncte des Beschlu
vom 12. August 1819 eine genügende Erklärung zu Protokoll komme.

Unter dem 5., praes. den 8. November 1821, machte der Bevollmächtigte in den W
phälischen Angelegenheiten bei dieser hohen Versammlung die Anzeige (Eingabe Num. 10
daß er Hoffnung habe, wenigstens in Beziehung auf die Domänenkäufer in Kurhessen, e
Ausgleichung zu Stande gebracht zu sehen, und diese Anzeige war es, welche dazu die T

anlassung gab, daß in dem festgesetzten Termine nicht abgestimmt, sondern vielmehr in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 (§. 233) beschlossen wurde, das Restitutionsgesuch der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen bis auf weiteres Ansuchen derselben auszusetzen.

Aus der neuesten Eingabe desselben vom 5. Februar dieses Jahres (Num. 14) geht nun aber hervor, daß seine Bemühungen, eine Ausgleichung über die verschiedenen Reclamationen in den verschiedenen dabei betheiligten Staaten zu bewirken, fruchtlos geblieben sind.

Durch dieses ungünstige Resultat sah sich derselbe zu der doppelten Bitte vermüßigt, daß

A) in Betreff der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer, auf den Grund des in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 gefaßten Beschlusses, ein neuer, möglichst kurzer, peremtorischer Termin zur definitiven Abstimmung festgesetzt und mittelst Beschlusses verordnet werde, daß die Kurhessischen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der selbstständigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen sollen gehemmt werden; und daß

B) in Ansehung der übrigen Westphälischen Angelegenheiten die betreffenden höchsten Regierungen veranlaßt werden möchten, für möglichste Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commission Sorge zu tragen.

Diese an die Reclamations-Commission abgegebene Eingabe ist es, welche diese Commission verpflichten mußte, den Gegenstand in wiederholte Berathung zu nehmen, deren Resultat sie nunmehr vorzulegen die Ehre hat.

Gutachten.

Ad A) In Beziehung auf die in Betreff der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer gestellte Bitte: zu beschliessen, daß die Kurhessischen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der selbstständigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen sollten gehemmt werden können.

§. 1.

Die Reclamation derjenigen Personen, welche in Kurhessen unter der Westphälischen Regierung Domänen erworben hatten, wurde durch eine Kurhessische Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt, welche alle während der feindlichen Besetzung der Kurhessischen Lande vorgegangenen Veräusserungen und Verschenkungen der Kurfürstlichen Kammergüter und Gefälle, deren Erbverleihungen und die von Zins-, Zehnt- und Dienstpflichtigen gesetzlich eingeleiteten Ablösungen der auf ihren Gütern gehafteten Leistungen, ohne Unterschied, für null und nichtig erklärte, und der Kurfürstlichen Rentkammer befahl, sich, unbeachtet des Widerspruchs der Inhaber, in den Besitz jener Güter und Gefälle zu setzen;

zugleich über den [illegible]
gemachten [illegible]
etwaige [illegible]
gegen die [illegible]

[illegible]

Sammlung [illegible]

Diese [illegible]
vom 4. Januar 1814. [illegible]
lichen Kurhessischen [illegible]
Lage der Kurhess[illegible]
deren Sache die in Kurhe[illegible]
treten sollen.

Da in dieser Verordnung [illegible]
bei der rückwirkenden Kraft [illegible]
solle, auf keine Weise, weder [illegible]
auch die Gerichte [illegible]
benen Rechts [illegible]
Kraft [illegible]

Ro[illegible]
grü[illegible]

I.

[illegible]irung
jetzt n[illegible]
[illegible]lich=[illegible]
[illegible] zu ein[illegible]

[illegible]ung fol[illegible]

jetzig[illegible]

[illegible], die bei[illegible]
[illegible]ung auf [illegible]
[illegible] entzoge[illegible]
vollkomm[illegible]

[illegible] eine so[illegible]
[illegible]aß durch [illegible]
[illegible]ten Beschr[illegible]
diese über [illegible]
[illegible]nt werde[illegible]

Hätte die Verordnung vom 14. Januar 1814 das Gepräge einer blossen Verwaltungsmaasregel behalten; so würde bei einer Verweisung der Reclamanten an die Kurhessischen Landesgerichte die Bemerkung genügt haben, daß, nach den Grundsätzen des öffentlichen Rechts des Deutschen Bundes, wie früher nach denen des Deutschen Reichsstaatsrechts, kein Deutscher Souverain schon begründete Rechtsverhältnisse zwischen dem Fiscus und einzelnen Privatpersonen, rückwirkend, zum Vortheile des Fiscus, als Gesetzgeber entscheiden könne, und diese Bemerkung hinlänglich gewesen seyn, den Gerichten die selbstständige Beurtheilung der Sache und den Reclamanten eine ungehemmte Rechtspflege zu sichern.

Vortrag des damaligen Referenten in dem Prot. der 42. Sitz. vom Jahr 1818, §. 206.
Pfeiffer a. a. O., Seite 57.

Die Landesgerichte würden da, wo sich die Kurfürstliche Rentkammer, in Folge der Administrativ-Verfügung vom 14. Januar 1814, factisch in den Besitz der Domänenerwerber eingedrängt gehabt hätte, dieselbe wieder exmittirt und auf den Rechtsweg, in welchem sie jene in der Verordnung aufgestellte Behauptung hätte weiter ausführen und rechtlich geltend machen mögen, verwiesen haben.

In diesem Sinne handelten auch, in ganz gleicher Sache, die Königlich-Hannöverische Justizcanzlei zu Hildesheim und das Oberappellationsgericht zu Wolfenbüttel.

Eingabe der Reclamanten sub num. 84 vom Jahre 1820, Anlage 10 *).
Pfeiffer a. a. O., S. 71.

§. 5.

Allein es scheint nicht mehr angenommen werden zu dürfen, daß jene Verordnung vom 14. Januar 1814 auch jetzt noch diesen Charakter behalten habe, nachdem in einer, auf Veranlassung des Justizministerii, in Beziehung auf andere ähnliche, nach den Grundsätzen des gemeinen Rechts inzwischen gegen den Fiscus gerichtlich entschiedene Gegenstände, weiter ergangenen landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 eine so genannte authentische Interpretation derselben, in der ausgesprochenen Absicht, um die bei den Gerichten obwaltende Verschiedenheit der Ansichten mittelst einer positiven gesetzlichen Bestimmung zu beseitigen, gegeben worden ist.

---

*) Es ist dieß eine an die allerhöchsten und hohen Glieder des Durchlauchtigsten Deutschen Bundes gerichtete Denkschrift vom 31. Juli 1820. In dieser findet sich das angezogene Erkenntniß, nebst den Entscheidungsgründen als Beilage.

§. 6.

Da nun, in der Regel, weder nach Römischem, noch nach Deutschem Rechte, dem Ri
ter die Befugniß eingeräumt ist, über die Gerechtigkeit eines Gesetzes oder über
Zulässigkeit einer Verordnung, in welcher einem neuen Gesetze die rückwirkende K
vom Gesetzgeber beigelegt wird, ein richterliches Urtheil zu fällen;

Das Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze im Privatrechte. Von
Bergmann, §. 25.

Pfeiffer a. a. O., S. 55.

und da demnach überall, wo nicht etwa verfassungsmässig eine Ausnahme von dieser R
für gewisse Fälle gemacht worden seyn sollte, der Richter nur zu nachdrücklichen und grü
lichen Remonstrationen berechtigt und verpflichtet ist:

Gönner's Handbuch des Deutschen gem. Processes, 2. Auflage, Band I.
§. XXXIII u. XXXIV.

so scheint eine solche einfache Verweisung an die Landesgerichte, wie sie vor Emanirung
landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 wohl beschlossen werden konnte, jetzt n
mehr statt finden zu können; es wird vielmehr eine unmittelbar an die Kurfürstlich=
sische Regierung zu richtende Erklärung beschlossen werden müssen, wenn nämlich zu ei
Beschlusse der Art überhaupt gegründete Veranlassung gefunden werden sollte.

§. 7.

Ob dieß der Fall seyn werde, kann nur aus dem Resultate der Untersuchung fol
der Fragen hervorgehen:

I) Giebt es ein auch für Kurhessen verbindliches Staatsrecht in dem jetzig
Deutschland?

II) Wenn es ein solches giebt, verpflichtet dieses die Kurhessische Regierung, die bei
Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf
Rechtsverfolgung der von den Reclamanten wegen angeblich widerrechtlich entzoge
Eigenthums erhobenen Beschwerden, ausser Wirkung zu setzen, auf vollkomm
Weise?

III) Liegt es in der Competenz dieser hohen Versammlung, in dem Falle, daß eine so
vollkommene Verpflichtung nachgewiesen werden sollte, zu verlangen, daß durch
genannten beiden Verordnungen die Rechtsverfolgung der bezeichneten Beschw
den vor den Landesgerichten — immer vorausgesetzt, daß nur diese über
Grund oder Ungrund derselben entscheiden können — nicht gehemmt werde

§. 8.

Der Beantwortung dieser drei Fragen ist aber die Geschichte der Verordnung vom 1. Juli 1818 und die Darlegung ihrer Motive vorauszuschicken.

Schon im Jahre 1774 hatten der General von Stein und dessen Söhne ein Capital on 4000 Rthlr. in Gold aus der Kurhessischen Kriegscasse, gegen hypothekarische Schuld-rschreibung, als Darlehn empfangen, und dasselbe nach einer beiden Theilen vorbehal-nen Aufkündigung wieder abzutragen versprochen. Dieß Capital blieb unabgelegt stehen s ins Jahr 1806, wo der Kurfürst von Hessen gewaltsam aus seinem Lande verdrängt nd einige Zeit darauf, mit der Einverleibung Hessens in das Königreich Westphalen, die inze Kurhessische Staatsverwaltung und mit ihr die Kriegscasse aufgelöst wurde.

Nachdem sodann, durch das Gesetz vom 15. Februar 1810, mit ständischer Bewilli-ing, die gerichtliche Verfolgung der Schuldner ehemaliger Staatscassen auf blosse Auszüge r Hypothekenbücher, ohne Vorlegung der Original-Schuldverschreibungen, zugelassen und igleich den mit Genehmigung des Generaldirectors der Capitalien ertheilten Quittungen e Wirkung der gänzlichen Befreiung von der Schuld beigelegt worden war, hierauf ich durch eine öffentliche, in dem damaligen officiellen Blatt bekannt gemachte Aufforde-ing sämmtlichen Schuldnern ein Erlaß des vierten Theils ihrer Schuld, falls sie den eberrest binnen der nächsten drei Monate abtragen würden, angeboten, auf den gegen-eiligen Fall aber mit sofortiger Einziehung des Capitals gedrohet wurde, machten die imaligen Schuldner des oben gedachten Capitals von jenem Anerbieten dergestalt Gebrauch, ß, Namens derselben, der Kaufmann Heym 75 Procent des Schuldbetrags an die West-phälische Generaldirection der Capitalien abtrug und von dieser, mittelst einer Notariats-kunde vom 18. December 1811, Quittung über das Empfangene und die förmliche ession der ganzen Obligation erhielt, welche Cession auch von den Schuldnern selbst in ner weiteren Notariatsurkunde anerkannt und die in der Schuldverschreibung von 1774 gründete Verbindlichkeit zum Besten des Cessionars wiederholt war.

Im Jahre 1815 klagte nun Heym gegen die von Stein das ihm cedirte Capital bei r Regierung zu Cassel ein; durch die Adcitation des herrschaftlichen Anwalts wird dieser ranlaßt, die Ungültigkeit der im Jahre 1811 an die Westphälische Behörde geschehenen ahlung und von dieser ertheilten Cession auszuführen, auch hierauf den Antrag zu grün-n, daß von den Schuldnern nicht nur das ganze ursprüngliche Capital, sondern auch die mmtlichen, seit dem 22. Juli 1806 rückständigen Zinsen an die Kurfürstliche Cabinets-sse zu bezahlen seyen. Nachdem hierauf demselben, sich Namens der genannten Casse legitimiren, aufgegeben war, und er nun als Vertreter der Kriegscasse auftrat, erfolgte ich vollständiger Verhandlung am 22. November 1817 ein Endbescheid der Regierung

dahin, daß die Verklagten die eingeklagten 3300 Rthlr. Conv. M., nebst Zinsen v
9. Juni 1812 an, dem Kläger, die übrigen 1000 Rthlr. in Gold aber, nebst Zinsen v
22. Juli 1806 an, zur Kurfürstlichen Kriegscasse bezahlen sollten. Die mitgetheilten E
scheidungsgründe waren, so viel die Ansprüche des adcitirten herrschaftlichen Anwalts betri
folgende: daß,

1) nach den Grundsätzen des practischen Europäischen Völkerrechts, die beweglich
Sachen, deren sich die occupirende feindliche Regierung im überzogenen Staate bemächti
während der Detention als deren Eigenthum angesehen werden, und hiernach auch
von dem Feinde während der Occupation veräusserten beweglichen Gegenstände v
vorigen rechtmäßigen Eigenthümer bei dem dritten Besitzer nicht vindicirt werden könn
wobei, nach den Ausführungen bewährter Rechtslehrer, zwischen einem gerechten und
gerechten Kriege nicht unterschieden wird, indem eine Entscheidung hierüber ausser den Gr
zen der richterlichen Beurtheilung liegen würde;

2) der occupirende Feind den Besitz der Activschulden, welche im rechtlichen Sin
zu den beweglichen Sachen gerechnet werden, alsdann ergreift, wenn er sich dem in sei
Gewalt befindlichen Schuldner als Nachfolger des rechtmäßigen Gläubigers darstel
oder, statt desselben, Zahlung von ihm verlangt, indem zur Occupation der Forderun
der Besitz der Original-Schuldverbriefungen, als blosser Beweisurkunden, nicht erforderl
ist; im vorliegenden Falle aber

3) obige Voraussetzungen sämmtlich eintreten, und Adcitat daher die dem Kläg
gegen Zahlung der eingeklagten Forderung, geschehene Cession derselben nicht anfech
kann, woraus zugleich folgt, daß Verklagte den, dem occupirenden Feinde bezahlten u
von diesem dem Kläger cedirten, Betrag ihrer Schuld nicht mehr an Kurfürstliche Krie
casse zu zahlen haben; was hingegen

4) den ihnen erlassenen Theil der Schuld betrifft, Verklagte diesen freigebigen A
nachdem die Gewalt des Feindes, von welchem derselbe herrührt, aufgehört hat, ni
mehr gegen den rechtmäßigen Gläubiger allegiren können, ohne sich gegen diesen des Do
schuldig zu machen, vielmehr die Rechte des letzteren in Ansehung desjenigen Betrags
Forderung, welcher weder an einen Dritten veräussert, noch vom Schuldner an den oc
pirenden Feind bezahlt worden ist, reviviscirен u. s. w.»

Pfeiffer a. a. O., S. 2 ff.

§. 9.

Das Oberappellationsgericht zu Cassel aber hat, nachdem alle drei Parteien
Berufung an dasselbe ergriffen hatten, auf die der Verklagten, nachstehendes, am 27. J

1818 ausgesprochenes Erkenntniß, wodurch die Entscheidung der Regierung zwar in dem Hauptpuncte bestätigt, jedoch, in Ansehung des erlassenen Theils der Schuld, zum Vortheile der Verklagten abgeändert worden ist, ertheilt:

«In Erwägung, daß zwar nach Grundsätzen des Völkerrechtes und insonderheit nach dem daraus entlehnten Axion: daß kein Recht des Siegers gedacht werden könne, wenn dasselbe nicht von Seiten der besiegten Staatsgewalt durch einen förmlichen Friedensschluß als ein solches anerkannt worden, Hessens Einverleibung in das Königreich Westphalen lediglich als Erzeugniß der Gewalt zu betrachten seyn würde, und daher zwischen dem rechtmäsigen Landesfürsten und dem von dem Eroberer eingesetzten Zwischenherrscher von wechselseitigen Rechten und Verbindlichkeiten gar nicht die Rede seyn könnte;

«daß jedoch Grundsätze des Völkerrechtes, als welches die Verhältnisse der Staaten und ihrer Regenten gegen einander bestimmt, schon nach diesem seinem Begriffe nicht anwendbar sind auf das rechtliche Verhältniß, in welchem die Staatsbürger zu ihrem Fürsten stehen;

«daß aber nur allein dieses Verhältniß in dem gegenwärtigen Falle, wo es darauf ankommt, über die fortdauernde Wirksamkeit der von einzelnen Kurhessischen Unterthanen während der Zwischenregierung gegen den Staat erworbenen Rechte zu erkennen, in Betracht kommen kann; und

«daß folglich die Entscheidungsgründe zu einem solchen Erkenntnisse nur aus Grundsätzen des allgemeinen Staatsrechtes, in ihrer Anwendung auf die vorliegenden factischen Verhältnisse, geschöpft werden können;

«in Erwägung demnach, daß die aus der Kurfürstlichen Kriegscasse entlehnten Capitalien, wie schon nach dem rechtskräftigen Vorerkenntnisse der Regierung vom 19. April 1817 feststeht, und von dem Appellanten auch in dieser Instanz noch ausdrücklich anerkannt ist, nicht als Kurfürstliches Privateigenthum, sondern als Theil des Staatsvermögens, zu betrachten sind;

«daß aber ein Staatsverein zwischen den gesammten Bewohnern Hessens, auch während der Abwesenheit ihres rechtmäsigen Regenten, fortgedauert hat und nothwendig fortdauern mußte;

«daß dieser Staat immittelst, und nachdem die im Jahre 1806 eingesetzte Militärregierung aufgehört hatte, von einem Zwischenherrscher verwaltet worden ist, der, wenn gleich durch Gewalt dazu erhoben, sich doch in der wirklichen und ungestörten Ausübung der Staatsregierung, nach einer bestimmten Verfassung, welcher die Staatsbürger sich durch Huldigung und frei gewählte Volksrepräsentation unterworfen hatten, befunden hat;

« daß es ohnehin ausserhalb der Attributionen des Richteramtes überhaupt, und demn
eben sowohl ausser den Grenzen der Befugniß dieses obersten Landesgerichtes liegt,
Rechtmäsigkeit des Erwerbes der höchsten Staatsgewalt zum Gegenstande seiner Beurth
lung zu nehmen;

« diese Beurtheilung sich vielmehr stets auf die rechtlichen Folgen der als factisch exi
rend vorausgesetzten Staatsverwaltung beschränken muß;

« daß es dem zufolge, bei einer gerichtlichen Entscheidung über die Wirksamkeit der v
dem Zwischenherrscher vorgenommenen Handlungen, allein auf die Frage ankommen kar
ob solche binnen der Grenzen der Staatsverwaltung und in dem verfassungsmäsigen W
vorgenommen wurden;

« daß aber, nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen, der Staatsgewalt eine freie Verfügu
über Staatscapitalien, als welche zu der unveräusserlichen Substanz d
Staatsvermögens nicht gerechnet werden können, zusteht, und daß eine sol
Disposition dem vormaligen Beherrscher des Westphälischen Staates von den versammel
Ständen dadurch noch besonders eingeräumt worden war, daß dieselben, mittelst eines v
fassungsmäsigen Beschlusses, die sämmtlichen Schuldner der öffentlichen Cassen für vollst
dig und gänzlich befreit durch die von Seiten der Westphälischen Generaldirection
Capitalien zu ertheilenden Quittungen ausdrücklich erklärt haben;

« daß auch die deßhalb zugesagte Gewährleistung durch den Kronschatz, ohne absolu
Widerspruch, auf den Fall der Rückkehr des rechtmäsigen Landesfürsten, als womit a
jener Kronschatz selbst nothwendig aufhörte, nicht bezogen werden kann;

« in weiterer Erwägung, daß sogleich auch die unter der Westphälischen Regieru
geschehene Einziehung des von dem Appellanten an die Kriegscasse vormals schuldi
Capitals und die darüber ertheilte Quittung eine gänzliche Befreiung desselben als Schu
ners dieser Staatscasse bewirkt hat; und

« daß selbst dem Erlasse eines Theils dieses Capitals, als damals zulässigem Dis
sitionsact der bestandenen Staatsgewalt, rechtliche Wirkung nicht abgesprochen werden ka

« um so weniger, als dergleichen Erlasse nicht für Handlungen blosser Freigebig
geachtet werden können, da sie durch die baare Bezahlung des Ueberrestes innerhalb ei
bestimmten Frist bedingt waren, also den Schuldner zu Aufopferungen nöthigten, wel
derselbe ausserdem ersparen konnte; und

« daß demnach die Weigerung eines Schuldners, den ihm von der Zwischenregier
erlassenen Theil seiner Schuld an den zurückgekehrten rechtmäsigen Fürsten zu bezahl
nicht als Dolus im rechtlichen Sinne betrachtet werden kann, sondern lediglich Gewisse
sache ist, worüber den Gerichten kein Urtheil zukommt;

Beilage 8.

Vortrag
der Reclamations-Commission,

über die am 5. Februar dieses Jahres, sub num. 14, eingereichte Vorstellung des Bevollmächtigten mehrerer, bei der Regulirung der Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

In der 42. Sitzung vom 13. Aug. 1818 (§. 205) wurde beschlossen, über die Lage der Angelegenheiten der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen Bericht zu erstatten und darüber: ob und in wie fern die Bundesversammlung sich derselben anzunehmen habe? — bestimmte Instructionen einzuholen.

Ein Gesuch des Bevollmächtigten der Reclamanten in den Westphälischen Angelegenheiten veranlaßte einen umständlichen, dem Protokolle der 51. Sitzung vom 12. Oct. desselben Jahres (§. 241) angeschlossenen Vortrag, in welchem die Nachweisung versucht wurde, daß es in den Angelegenheiten des ehemaligen Königreichs Westphalen weder an gesetzlichen Bestimmungen, noch an Behörden fehle, von welchen sie beurtheilt und gerichtlich erledigt, die Rechtspflege und Vollstreckung aber gesichert werden könnten.

Spätere Darstellungen des genannten Bevollmächtigten, welche zum Zwecke hatten, es dahin zu bringen, daß endlich die sämmtlichen Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen auf eine gerechte und billige Weise ausgeglichen werden möchten, forderten dazu auf, in einem weiteren, dem Protokolle der 29. Sitzung vom 12. August 1819 (§. 176) beigeschlossenen Vortrage, an die obwaltenden Verhältnisse zu erinnern, und zugleich die Wege zu bezeichnen, auf welchen sie einer gerechten Erledigung zugeführt werden könnten.

Hierauf wurde in derselben Sitzung

A) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen beschlossen, daß die Regierungen um Instructionen in den Westphälischen Angelegenheiten

in der Art gebeten werden sollten, damit in einer der ersten Sitzungen des folgenden Ja res darüber abgestimmt werden könne.

In Hinsicht aber

B) auf die Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen

C) auf die in dem vormaligen Königreiche Westphalen contrahirte Staatsschuld;

D) auf die Zurückforderung der unter Westphälischer Regierung gestellten Cautionen

wurde beschlossen, diejenigen Bundesglieder, welchen bei der Auflösung des vormaligen Königreichs Westphalen, Provinzen desselben wieder angefallen oder neu zugetheilt worden seyen, dringend zu ersuchen, durch Commissarien so bald als möglich zusammen treten zu wollen, um sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der dahin geeigneten Reclamationen, und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sollt über ein gemeinsames Gericht zu vereinigen.

In Hinsicht endlich

E) auf die Versorgungs- und Pensions-Ansprüche Westphälischer Staatsdiener

wurde beschlossen, den Reclamanten zu überlassen, sich mit ihren Anträgen an die Commission, welche von der Königlich-Preussischen, Königlich-Hannöverischen, Kurfürstlich-Hessischen und Herzoglich-Braunschweigischen Regierung demnächst niedergesetzt werden dürfte zu wenden, indem in jedem Falle jeder weitern Entscheidung eine Classification und Verweisung der unversorgt gebliebenen Staatsdiener an die comparticipirenden Regierungen vorhergehen müsse.

Da bis zum 30. Juli 1821, in Beziehung auf das in lit. A auseinandergesetzte Verhältniß, keine Abstimmung, und, in Beziehung auf die in lit. B, C et D berührten Anträge, kein genugende Erklärungen erfolgt waren; so wurde, auf neue Erinnerungen des Bevollmächtigten der Reclamanten, in der 30. Sitzung desselben Jahres (§. 225 der Protokolle) beschlossen:

1) daß der 22. November 1821 als Termin festgesetzt werde, in welchem, in Beziehung auf das Restitutionsgesuch der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen, unfehlbar abzustimmen sey;

2) daß die betreffenden Herren Bundestagsgesandten dringendst ersucht werden sollten dafür zu sorgen, daß im gleichen Termine auf die übrigen Puncte des Beschlusses vom 12. August 1819 eine genügende Erklärung zu Protokoll komme.

Unter dem 5., praes. den 8. November 1821, machte der Bevollmächtigte in den Westphälischen Angelegenheiten bei dieser hohen Versammlung die Anzeige (Eingabe Num. 105) daß er Hoffnung habe, wenigstens in Beziehung auf die Domänenkäufer in Kurhessen, eine Ausgleichung zu Stande gebracht zu sehen, und diese Anzeige war es, welche dazu die Ve

anlassung gab, daß in dem festgesetzten Termine nicht abgestimmt, sondern vielmehr in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 (§. 233) beschlossen wurde, das Restitutionsgesuch der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen bis auf weiteres Ansuchen derselben auszusetzen.

Aus der neuesten Eingabe desselben vom 5. Februar dieses Jahres (Num. 14) geht nun aber hervor, daß seine Bemühungen, eine Ausgleichung über die verschiedenen Reclamationen in den verschiedenen dabei betheiligten Staaten zu bewirken, fruchtlos geblieben sind.

Durch dieses ungünstige Resultat sah sich derselbe zu der doppelten Bitte vermüßigt, daß

A) in Betreff der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer, auf den Grund des in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 gefaßten Beschlusses, ein neuer, möglichst kurzer, peremtorischer Termin zur definitiven Abstimmung festgesetzt und mittelst Beschlusses verordnet werde, daß die Kurhessischen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der selbstständigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen sollen gehemmt werden; und daß

B) in Ansehung der übrigen Westphälischen Angelegenheiten die betreffenden höchsten Regierungen veranlaßt werden möchten, für möglichste Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commission Sorge zu tragen.

Diese an die Reclamations-Commission abgegebene Eingabe ist es, welche diese Commission verpflichten mußte, den Gegenstand in wiederholte Berathung zu nehmen, deren Resultat sie nunmehr vorzulegen die Ehre hat.

Gutachten.

Ad A) In Beziehung auf die in Betreff der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer gestellte Bitte: zu beschliessen, daß die Kurhessischen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der selbstständigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen sollten gehemmt werden können.

§. 1.

Die Reclamation derjenigen Personen, welche in Kurhessen unter der Westphälischen Regierung Domänen erworben hatten, wurde durch eine Kurhessische Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt, welche alle während der feindlichen Besetzung der Kurhessischen Lande vorgegangenen Veräusserungen und Verschenkungen der Kurfürstlichen Kammergüter und Gefälle, deren Erbverleihungen und die von Zins-, Zehnt- und Dienstpflichtigen gesetzlich eingeleiteten Ablösungen der auf ihren Gütern gehafteten Leistungen, ohne Unterschied, für null und nichtig erklärte, und der Kurfürstlichen Rentkammer befahl, sich, unbeachtet des Widerspruchs der Inhaber, in den Besitz jener Güter und Gefälle zu setzen;

zugleich aber diese letzteren aufforderte, sich, ohne Vorwand der bezahlten Kaufgelder u gemachten Verbesserungen, dieser Maasregel zu unterwerfen, während sie ihnen nachli etwaige Ansprüche wegen nützlicher Verwendungen, in Ermangelung gütlicher Ausmittlu gegen die Oberrentkammer im Wege Rechtens besonders auszuführen.

Als einziges Motiv dieser Verordnung, war darin die Behauptung aufgestellt: den mehreren, während der feindlichen Ueberziehung der Kurhessischen Lande ausgeführ Kränkungen der landesherrlichen Gerechtsame, seyen auch die in dieser Periode statt gef denen Veräusserungen und Verschenkungen eines Theils der Kammergüter und Gefälle rechnen; die auf solche Art zum Nachtheil des rechtmäsigen Regenten erlittenen Schm rungen des Staatseigenthums wären für diesen und dessen Nachkommen ganz unv bindlich; es treffe daher die Inhaber solcher Güter und Gefälle der Vorwurf, daß sich — möchten sie nun lästigerweise oder durch Schenkung in den Besitz von dergleic Gegenständen gekommen seyn — fremdes Gut zugeeignet haben.

Sammlung von Gesetzen ꝛc. für die Kurhessischen Staaten, 1813, 1814 und 1815, S. 10.

§. 2.

Diese Verordnung ist um 10 Tage jünger, als eine andere Kurfürstliche Verordnu vom 4. Januar 1814, welche durch ein Regierungsausschreiben vom 10. Januar in sämı lichen Kurhessischen Landen bekannt gemacht und in welcher bestimmt wurde, daß, mit de Tage der Kundmachung derselben, die fremden Rechte ihre Kraft verlieren und deren Stelle die in Kurhessen vor dem 1. November 1806 bestandenen Rechte wieder e treten sollten.

§. 3.

Da in dieser Verordnung die Absicht, daß oder in wie fern das staatsrechtliche V bot der rückwirkenden Kraft des wiederhergestellten alt-hessischen Rechts hintangesetzt wer solle, auf keine Weise, weder unmittelbar, noch auch nur mittelbar, ausgedrückt ist; so wa auch die Gerichte verpflichtet, bei der Anwendung desselben auf die in der Zeit des aufge benen Rechts begonnenen Verhältnisse das gemeinrechtliche Verbot der rückwirken Kraft neuer Gesetze zu beachten.

Pfeiffer, In wie fern sind Regierungshandlungen eines Zwischenherrschers f den rechtmäsigen Regenten nach dessen Rückkehr verbindlich? S. 74.

§. 4.

Wenn diese frühere landesherrliche Verordnung unverkennbar den Charakter eines a gemeinen Landesgesetzes an sich trägt; so hat jene spätere Verordnung eben so offen nur das Gepräge einer blossen Administrativ-Verfügung.

Hätte die Verordnung vom 14. Januar 1814 das Gepräge einer blossen Verwaltungsmaasregel behalten; so würde bei einer Verweisung der Reclamanten an die Kurhessischen Landesgerichte die Bemerkung genügt haben, daß, nach den Grundsätzen des öffentlichen Rechts des Deutschen Bundes, wie früher nach denen des Deutschen Reichsstaatsrechts, kein Deutscher Souverain schon begründete Rechtsverhältnisse zwischen dem Fiscus und einzelnen Privatpersonen, rückwirkend, zum Vortheile des Fiscus, als Gesetzgeber entscheiden könne, und diese Bemerkung hinlänglich gewesen seyn, den Gerichten die selbstständige Beurtheilung der Sache und den Reclamanten eine ungehemmte Rechtspflege zu sichern.

Vortrag des damaligen Referenten in dem Prot. der 42. Sitz. vom Jahr 1818, §. 206.
Pfeiffer a. a. O., Seite 57.

Die Landesgerichte würden da, wo sich die Kurfürstliche Rentkammer, in Folge der Administrativ-Verfügung vom 14. Januar 1814, factisch in den Besitz der Domänenerwerber eingedrängt gehabt hätte, dieselbe wieder exmittirt und auf den Rechtsweg, in welchem sie jene in der Verordnung aufgestellte Behauptung hätte weiter ausführen und rechtlich geltend machen mögen, verwiesen haben.

In diesem Sinne handelten auch, in ganz gleicher Sache, die Königlich-Hannöverische Justizcanzlei zu Hildesheim und das Oberappellationsgericht zu Wolfenbüttel.

Eingabe der Reclamanten sub num. 84 vom Jahre 1820, Anlage 10 *).
Pfeiffer a. a. O., S. 71.

§. 5.

Allein es scheint nicht mehr angenommen werden zu dürfen, daß jene Verordnung vom 14. Januar 1814 auch jetzt noch diesen Charakter behalten habe, nachdem in einer, auf Veranlassung des Justizministerii, in Beziehung auf andere ähnliche, nach den Grundsätzen des gemeinen Rechts inzwischen gegen den Fiscus gerichtlich entschiedene Gegenstände, weiter ergangenen landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 eine so genannte authentische Interpretation derselben, in der ausgesprochenen Absicht, um die bei den Gerichten obwaltende Verschiedenheit der Ansichten mittelst einer positiven gesetzlichen Bestimmung zu beseitigen, gegeben worden ist.

---

*) Es ist dieß eine an die allerhöchsten und hohen Glieder des Durchlauchtigsten Deutschen Bundes gerichtete Denkschrift vom 31. Juli 1820. In dieser findet sich das angezogene Erkenntniß, nebst den Entscheidungsgründen als Beilage.

§. 6.

Da nun, in der Regel, weder nach Römischem, noch nach Deutschem Rechte, dem Ri-
ter die Befugniß eingeräumt ist, über die Gerechtigkeit eines Gesetzes oder über
Zulässigkeit einer Verordnung, in welcher einem neuen Gesetze die rückwirkende Kr-
vom Gesetzgeber beigelegt wird, ein richterliches Urtheil zu fällen;

Das Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze im Privatrechte. Von
Bergmann, §. 25.

Pfeiffer a. a. O., S. 55.

und da demnach überall, wo nicht etwa verfassungsmäßig eine Ausnahme von dieser Re-
für gewisse Fälle gemacht worden seyn sollte, der Richter nur zu nachdrücklichen und grün-
lichen Remonstrationen berechtigt und verpflichtet ist:

Gönner's Handbuch des Deutschen gem. Processes, 2. Auflage, Band I.
§. XXXIII u. XXXIV.

so scheint eine solche einfache Verweisung an die Landesgerichte, wie sie vor Emanirung
landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 wohl beschlossen werden konnte, jetzt ni-
mehr statt finden zu können; es wird vielmehr eine unmittelbar an die Kurfürstlich-H-
sische Regierung zu richtende Erklärung beschlossen werden müssen, wenn nämlich zu ein-
Beschlusse der Art überhaupt gegründete Veranlassung gefunden werden sollte.

§. 7.

Ob dieß der Fall seyn werde, kann nur aus dem Resultate der Untersuchung folg-
der Fragen hervorgehen:

I) Giebt es ein auch für Kurhessen verbindliches Staatsrecht in dem jetzig-
Deutschland?

II) Wenn es ein solches giebt, verpflichtet dieses die Kurhessische Regierung, die beid-
Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf
Rechtsverfolgung der von den Reclamanten wegen angeblich widerrechtlich entzogen-
Eigenthums erhobenen Beschwerden, ausser Wirkung zu setzen, auf vollkomme-
Weise?

III) Liegt es in der Competenz dieser hohen Versammlung, in dem Falle, daß eine sol-
vollkommene Verpflichtung nachgewiesen werden sollte, zu verlangen, daß durch
genannten beiden Verordnungen die Rechtsverfolgung der bezeichneten Beschw-
den vor den Landesgerichten — immer vorausgesetzt, daß nur diese über d-
Grund oder Ungrund derselben entscheiden können — nicht gehemmt werde?

§. 8.

Der Beantwortung dieser drei Fragen ist aber die Geschichte der Verordnung vom 31. Juli 1818 und die Darlegung ihrer Motive vorauszuschicken.

Schon im Jahre 1774 hatten der General von Stein und dessen Söhne ein Capital)on 4000 Rthlr. in Gold aus der Kurhessischen Kriegscasse, gegen hypothekarische Schuld-)erschreibung, als Darlehn empfangen, und dasselbe nach einer beiden Theilen vorbehal- :enen Aufkündigung wieder abzutragen versprochen. Dieß Capital blieb unabgelegt stehen)is ins Jahr 1806, wo der Kurfürst von Hessen gewaltsam aus seinem Lande verdrängt ınd einige Zeit darauf, mit der Einverleibung Hessens in das Königreich Westphalen, die ganze Kurhessische Staatsverwaltung und mit ihr die Kriegscasse aufgelöst wurde.

Nachdem sodann, durch das Gesetz vom 15. Februar 1810, mit ständischer Bewilli- jung, die gerichtliche Verfolgung der Schuldner ehemaliger Staatscassen auf blosse Auszüge)er Hypothekenbücher, ohne Vorlegung der Original-Schuldverschreibungen, zugelassen und ugleich den mit Genehmigung des Generaldirectors der Capitalien ertheilten Quittungen)ie Wirkung der gänzlichen Befreiung von der Schuld beigelegt worden war, hierauf ıuch durch eine öffentliche, in dem damaligen officiellen Blatt bekannt gemachte Aufforde- 'ung sämmtlichen Schuldnern ein Erlaß des vierten Theils ihrer Schuld, falls sie den leberrest binnen der nächsten drei Monate abtragen würden, angeboten, auf den gegen- heiligen Fall aber mit sofortiger Einziehung des Capitals gedrohet wurde, machten die)amaligen Schuldner des oben gedachten Capitals von jenem Anerbieten dergestalt Gebrauch,)aß, Namens derselben, der Kaufmann Heym 75 Procent des Schuldbetrags an die West-)hälische Generaldirection der Capitalien abtrug und von dieser, mittelst einer Notariats- ırkunde vom 18. December 1811, Quittung über das Empfangene und die förmliche Session der ganzen Obligation erhielt, welche Cession auch von den Schuldnern selbst in iner weiteren Notariatsurkunde anerkannt und die in der Schuldverschreibung von 1774)egründete Verbindlichkeit zum Besten des Cessionars wiederholt war.

Im Jahre 1815 klagte nun Heym gegen die von Stein das ihm cedirte Capital bei)er Regierung zu Cassel ein; durch die Adcitation des herrschaftlichen Anwalts wird dieser)eranlaßt, die Ungültigkeit der im Jahre 1811 an die Westphälische Behörde geschehenen Zahlung und von dieser ertheilten Cession auszuführen, auch hierauf den Antrag zu grün-)en, daß von den Schuldnern nicht nur das ganze ursprüngliche Capital, sondern auch die ämmtlichen, seit dem 22. Juli 1806 rückständigen Zinsen an die Kurfürstliche Cabinets- :asse zu bezahlen seyen. Nachdem hierauf demselben, sich Namens der genannten Casse ;u legitimiren, aufgegeben war, und er nun als Vertreter der Kriegscasse auftrat, erfolgte ıach vollständiger Verhandlung am 22. November 1817 ein Endbescheid der Regierung

dahin, daß die Verklagten die eingeklagten 3300 Rthlr. Conv. M., nebst Zinsen v
9. Juni 1812 an, dem Kläger, die übrigen 1000 Rthlr. in Gold aber, nebst Zinsen v
22. Juli 1806 an, zur Kurfürstlichen Kriegscasse bezahlen sollten. Die mitgetheilten E
scheidungsgründe waren, so viel die Ansprüche des adcitirten herrschaftlichen Anwalts betri
folgende: daß,

1) nach den Grundsätzen des practischen Europäischen Völkerrechts, die bewegliche
Sachen, deren sich die occupirende feindliche Regierung im überzogenen Staate bemächti
während der Detention als deren Eigenthum angesehen werden, und hiernach auch
von dem Feinde während der Occupation veräusserten beweglichen Gegenstände vo
vorigen rechtmäßigen Eigenthümer bei dem dritten Besitzer nicht vindicirt werden könn
wobei, nach den Ausführungen bewährter Rechtslehrer, zwischen einem gerechten und u
gerechten Kriege nicht unterschieden wird, indem eine Entscheidung hierüber ausser den Gr
zen der richterlichen Beurtheilung liegen würde;

2) der occupirende Feind den Besitz der Activschulden, welche im rechtlichen Sin
zu den beweglichen Sachen gerechnet werden, alsdann ergreift, wenn er sich dem in sein
Gewalt befindlichen Schuldner als Nachfolger des rechtmäßigen Gläubigers darstel
oder, statt desselben, Zahlung von ihm verlangt, indem zur Occupation der Forderung
der Besitz der Original-Schuldverbriefungen, als blosser Beweisurkunden, nicht erforderl
ist; im vorliegenden Falle aber

3) obige Voraussetzungen sämmtlich eintreten, und Adcitat daher die dem Kläg
gegen Zahlung der eingeklagten Forderung, geschehene Cession derselben nicht anfech
kann, woraus zugleich folgt, daß Verklagte den, dem occupirenden Feinde bezahlten u
von diesem dem Kläger cedirten, Betrag ihrer Schuld nicht mehr an Kurfürstliche Krie
casse zu zahlen haben; was hingegen

4) den ihnen erlassenen Theil der Schuld betrifft, Verklagte diesen freigebigen A
nachdem die Gewalt des Feindes, von welchem derselbe herrührt, aufgehört hat, ni
mehr gegen den rechtmäßigen Gläubiger allegiren können, ohne sich gegen diesen des Dol
schuldig zu machen, vielmehr die Rechte des letzteren in Ansehung desjenigen Betrags
Forderung, welcher weder an einen Dritten veräussert, noch vom Schuldner an den oc
pirenden Feind bezahlt worden ist, revivisciren u. s. w.»

Pfeiffer a. a. O., S. 2 ff.

§. 9.

Das Oberappellationsgericht zu Cassel aber hat, nachdem alle drei Parteien
Berufung an dasselbe ergriffen hatten, auf die der Verklagten, nachstehendes, am 27. J

1818 ausgesprochenes Erkenntniß, wodurch die Entscheidung der Regierung zwar in dem Hauptpuncte bestätigt, jedoch, in Ansehung des erlassenen Theils der Schuld, zum Vortheile der Verklagten abgeändert worden ist, ertheilt:

«In Erwägung, daß zwar nach Grundsätzen des Völkerrechtes und insonderheit nach dem daraus entlehnten Axion: daß kein Recht des Siegers gedacht werden könne, wenn dasselbe nicht von Seiten der besiegten Staatsgewalt durch einen förmlichen Friedensschluß als ein solches anerkannt worden, Hessens Einverleibung in das Königreich Westphalen lediglich als Erzeugniß der Gewalt zu betrachten seyn würde, und daher zwischen dem rechtmäsigen Landesfürsten und dem von dem Eroberer eingesetzten Zwischenherrscher von wechselseitigen Rechten und Verbindlichkeiten gar nicht die Rede seyn könnte;

«daß jedoch Grundsätze des Völkerrechtes, als welches die Verhältnisse der Staaten und ihrer Regenten gegen einander bestimmt, schon nach diesem seinem Begriffe nicht anwendbar sind auf das rechtliche Verhältniß, in welchem die Staatsbürger zu ihrem Fürsten stehen;

«daß aber nur allein dieses Verhältniß in dem gegenwärtigen Falle, wo es darauf ankommt, über die fortdauernde Wirksamkeit der von einzelnen Kurhessischen Unterthanen während der Zwischenregierung gegen den Staat erworbenen Rechte zu erkennen, in Betracht kommen kann; und

«daß folglich die Entscheidungsgründe zu einem solchen Erkenntnisse nur aus Grundsätzen des allgemeinen Staatsrechtes, in ihrer Anwendung auf die vorliegenden factischen Verhältnisse, geschöpft werden können;

«in Erwägung demnach, daß die aus der Kurfürstlichen Kriegscasse entlehnten Capitalien, wie schon nach dem rechtskräftigen Vorerkenntnisse der Regierung vom 19. April 1817 feststeht, und von dem Appellanten auch in dieser Instanz noch ausdrücklich anerkannt ist, nicht als Kurfürstliches Privateigenthum, sondern als Theil des Staatsvermögens, zu betrachten sind;

«daß aber ein Staatsverein zwischen den gesammten Bewohnern Hessens, auch während der Abwesenheit ihres rechtmäsigen Regenten, fortgedauert hat und nothwendig fortdauern mußte;

«daß dieser Staat immittelst, und nachdem die im Jahre 1806 eingesetzte Militärregierung aufgehört hatte, von einem Zwischenherrscher verwaltet worden ist, der, wenn gleich durch Gewalt dazu erhoben, sich doch in der wirklichen und ungestörten Ausübung der Staatsregierung, nach einer bestimmten Verfassung, welcher die Staatsbürger sich durch Huldigung und frei gewählte Volksrepräsentation unterworfen hatten, befunden hat;

«daß es ohnehin ausserhalb der Attributionen des Richteramtes überhaupt, und demnach eben sowohl ausser den Grenzen der Befugniß dieses obersten Landesgerichtes liegt, die Rechtmäsigkeit des Erwerbes der höchsten Staatsgewalt zum Gegenstande seiner Beurtheilung zu nehmen;

«diese Beurtheilung sich vielmehr stets auf die rechtlichen Folgen der als factisch existirend vorausgesetzten Staatsverwaltung beschränken muß;

«daß es dem zufolge, bei einer gerichtlichen Entscheidung über die Wirksamkeit der von dem Zwischenherrscher vorgenommenen Handlungen, allein auf die Frage ankommen kann, ob solche binnen der Grenzen der Staatsverwaltung und in dem verfassungsmäsigen Wege vorgenommen wurden;

«daß aber, nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen, der Staatsgewalt eine freie Verfügung über Staatscapitalien, als welche zu der unveräusserlichen Substanz des Staatsvermögens nicht gerechnet werden können, zusteht, und daß eine solche Disposition dem vormaligen Beherrscher des Westphälischen Staates von den versammelten Ständen dadurch noch besonders eingeräumt worden war, daß dieselben, mittelst eines verfassungsmäsigen Beschlusses, die sämmtlichen Schuldner der öffentlichen Cassen für vollständig und gänzlich befreit durch die von Seiten der Westphälischen Generaldirection der Capitalien zu ertheilenden Quittungen ausdrücklich erklärt haben;

«daß auch die deßhalb zugesagte Gewährleistung durch den Kronschatz, ohne absoluten Widerspruch, auf den Fall der Rückkehr des rechtmäsigen Landesfürsten, als womit auch jener Kronschatz selbst nothwendig aufhörte, nicht bezogen werden kann;

«in weiterer Erwägung, daß sogleich auch die unter der Westphälischen Regierung geschehene Einziehung des von dem Appellanten an die Kriegscasse vormals schuldigen Capitals und die darüber ertheilte Quittung eine gänzliche Befreiung desselben als Schuldners dieser Staatscasse bewirkt hat; und

«daß selbst dem Erlasse eines Theils dieses Capitals, als damals zulässigem Dispositionsact der bestandenen Staatsgewalt, rechtliche Wirkung nicht abgesprochen werden kann,

«um so weniger, als dergleichen Erlasse nicht für Handlungen blosser Freigebigkeit geachtet werden können, da sie durch die baare Bezahlung des Ueberrestes innerhalb einer bestimmten Frist bedingt waren, also den Schuldner zu Aufopferungen nöthigten, welche derselbe ausserdem ersparen konnte; und

«daß demnach die Weigerung eines Schuldners, den ihm von der Zwischenregierung erlassenen Theil seiner Schuld an den zurückgekehrten rechtmäsigen Fürsten zu bezahlen, nicht als Dolus im rechtlichen Sinne betrachtet werden kann, sondern lediglich Gewissenssache ist, worüber den Gerichten kein Urtheil zukommt;

«werden die vom Procurator Neuber gebetenen Appellationsprocesse dergestalt abgeschlagen:

«daß der Appellant auch von Bezahlung der tausend Rthlr. in Gold nebst Zinsen an Kurfürstliche Kriegscasse, wozu er durch den Regierungsbescheid vom 22. November 1817 verurtheilt worden, freizusprechen sey».

Pfeiffer a. a. O., Seite 6 ff.

§. 10.

Der Ideengang, welcher das Oberappellationsgericht zu diesem Erkenntnisse hinführte, gründet sich — wie Pfeiffer, der zu jener Zeit Mitglied dieses Gerichtes, obgleich nicht Referent, war, berichtet — überall nicht auf hochgelehrte Ideen, sondern auf einen reinen Erfahrungssatz, auf den nämlich: Die Dauer der Völker kennt keine andere Grenzen, als die dem Bestand der Erde, welche sie trägt und erhält, vorgeschrieben sind; während die Machthaber mit den Menschenaltern und Weltereignissen wechseln, und einer des andern Stelle, ihm nachfolgend, einnimmt.

Der ewige Staat spricht durch jeden Regenten. Blosse Umwandlung in der physischen oder moralischen Person des regierenden Subjects, kann daher auf Verpflichtungen des Staates entkräftenden Einfluß nicht haben!

Daß ein Staat, seinem Begriffe nach, nicht gedacht werden kann, ohne einen Oberherrn, einen Regenten, ist klar; daß aber dieser Regent als wesentliches Glied des Staates nur eine ideale Person sey, ist wohl eben so wenig zu bezweifeln; von einem bestimmten Regenten, einem bestimmten Individuum, welchem die Regierung zusteht, kann keine so unzertrennliche Verbindung mit dem Staate behauptet werden, daß, ohne jenes, dieser nicht existiren könne. Ein bestimmter Regent kann zwar allerdings, für sich oder auch für seine Familie, ein Recht auf die Regierung des Staates haben; dieses Recht kann ihm, auch getrennt vom Staate, weder einseitig von den eigenen Unterthanen, noch durch Gewalt von aussen, entzogen werden; er ist und bleibt immer rechtmäsiger Regent. Allein der Staat bedarf in jedem Augenblicke seiner Dauer, die keine Unterbrechung leidet, nothwendig eines Führers, eines Oberhauptes, welches den, wenigstens präsumtiven, Gesammtwillen ausspreche und vollstrecke. Das Volk — als der wesentlichste, immer dauernde Bestandtheil des Staates — kann sich also, während es von dem rechtmäsigen Regenten unvermeidlich getrennt ist, einem andern unterwerfen, der die höchste Gewalt im Staate ausübt, und so lange dieser die höchste Gewalt ausübt, ist zwischen ihm und dem Volke das rechtliche Verhältniß des Oberherrn zu seinen Unterthanen begründet, alle Rechte, welche dem Staate, als solchem, zustehen,

sind auf ihn übertragen, und alle Verbindlichkeiten, welche dem Staate, als solchem,
liegen, sind von ihm zu erfüllen. Was er thut binnen der durch die Verfassung bestim
ten Grenzen der Staatsgewalt, das ist als vom Staate selbst geschehen zu betrachten, u
muß von diesem und jedem, der in Zukunft die Staatsgewalt ausübt, als gültig erkar
und vertreten werden. Denn der Staat ist immer derselbe, wie auch sein Oberh
wechsele, da dieser in den Rechten und Verbindlichkeiten des Staates nie seine eigen
sondern stets nur die ihm übertragenen, im Namen des Staates auszuübenden, erblicken kan

Auch während der Abwesenheit seines allein rechtmäsigen Regenten hatte
Hessische Staat, als Inbegriff der vereinten Bewohner des Staatsgebietes, fortgedau
und, um seiner Selbsterhaltung willen, den zwischen ihnen bestandenen Staatsver
fortgesetzt.

So gieng diese fortdauernd vereinte Gesammtheit der Hessischen Staatsbürger in
grösseren Staatsverband über, welcher sich unter dem Namen eines Königreichs Westpha
bildete; sie bekam einen neuen Oberherrn, dessen Regierung sie für die Zeit, wo
rechtmäsiger Fürst der Staatsgewalt beraubt war, durch Huldigung und Theilnah
an der verfassungsmäsigen Wahl der Volksvertreter, sich unterwarf.

Solcher Gestalt war der neue Herrscher in den wirklichen und ungestörten Besitz
Staatsgewalt getreten, und konnte, vermöge derselben, alle diejenigen Handlungen, wel
in den Grenzen der Staatsverwaltung überhaupt und nach der besondern Staatsverfass
begriffen waren, gültig vornehmen.

Pfeiffer a. a. O., S. 19 ff.

§. 11.

Kaum waren, seitdem jenes Erkenntniß von dem Oberappellationsgerichte ausgesp
chen worden war, einige Wochen verflossen, so erschien die Verordnung vom 31.
1818, von welcher hier die Rede ist, und welche wörtlich so lautet:

«Von Gottes Gnaden Wir Wilhelm I. Kurfürst ꝛc. fügen hiermit zu wissen:
ist Uns von Unserem Justizministerium die Anzeige geschehen, daß die zur gerichtlic
Erörterung gekommenen Fragen,

> in wie fern die während der feindlichen Ueberziehung Unserer Staaten von Unse
> Unterthanen an den Jerome-Bonaparte oder dessen Bevollmächtigte geleisteten Z
> lungen der aus Staatscassen, vor dem 1. November 1806, vorgeliehenen C
> talien, deßgleichen die an Dritte von den vorgenannten Personen geschehe
> Cessionen solcher Capitalien als gültig anzusehen seyen?

von den Gerichten sehr verschieden beurtheilt, und daher gänzlich von einander abweiche
Erkenntnisse gefällt worden sind.

«Auf diese Anzeige, und nachdem Wir in Erwägung gezogen haben, daß die Verschiedenheit der Ansichten, welche über die Rechtsgültigkeit der während der feindlichen Besetzung Unserer Lande mit jenen Capitalien vorgegangenen Veränderungen in den Gerichten herrschen und die, den sich widersprechenden Urtheilen beigefügten, Entscheidungsgründe einen Mangel in der Gesetzgebung erkennen lassen, welchem abzuhelfen für das Wohl des Ganzen um so nothwendiger erscheint, als es nicht zu der Sphäre des Richteramtes gehört, die Beweggründe zu seinen Erkenntnissen in politischen Ereignissen aufzusuchen, die seinen Forschungen fremd bleiben müssen, — finden Wir Uns bewogen, wegen dieses Gegenstandes nähere Bestimmungen festzusetzen.

«In Rücksicht nun,

daß die, im Jahre 1806 geschehene, feindliche Ueberziehung Unserer Staaten durch Französische Truppen nicht in Folge eines Krieges, sondern im Zustande des Friedens sich ereignete, mithin nur als ein Raubzug zu betrachten, keineswegs aber im Stande ist, den hierdurch erlangten Besitz unter die völkerrechtlichen Bedingungen einer Eroberung zu stellen;

«daß diese Handlung der Gewalt nicht zum Rechte werden konnte durch die nachfolgende Einzwingung der Kurhessischen Lande unter die Provinzen des Königreichs Westphalen, da letzteres weder von sämmtlichen kriegführenden Mächten anerkannt worden ist, noch die Unsern Unterthanen befohlene, zu Verhütung grösserer Uebel theilweise geleistete, Huldigung und die gebotene Wahl der Stände als solche Handlungen anzusehen sind, durch welche einseitig die Rechtmäßigkeit einer Regierung begründet werden kann, Wir auch, was allein die Gestalt der Sache zu ändern vermochte, niemals eine Entsagung auf die Thronrechte Unserer Dynastie abgegeben haben;

«daß aber ohnehin die von dem damaligen Beherrscher Frankreichs durch den Berliner Verein vom 22. April 1808 an seinen Bruder, den Jerome Bonaparte, abgetretenen Kurhessischen Staatscapitalien auf diesen, nach allen Rechten, nicht mit grösseren Befugnissen übertragen werden konnten, als jener besaß;

«und, wenn selbst diesseits ein bestandenes Westphälisches Staatsrecht angenommen werden könnte, dennoch die in Rede stehenden Capitalien keineswegs als zum öffentlichen Schatze gehörige Bestandtheile des Staatseigenthums betrachtet, vielmehr, hiervon getrennt, vom Jerome Bonaparte als sein besonderes Eigenthum verwaltet worden sind, mithin die dessen Orts oder von seinen Bevollmächtigten dieserhalb genommenen Maasregeln so wenig zu den innerhalb der Grenzen der Staatsverwaltung vorgenommenen Handlungen gehören, als wenig von Rechten, welche Schuldner durch geleistete Zahlung gegen den Staat erworben hätten, die Rede seyn kann; dem zufolge auch die im Decrete der Westphälischen Stände vom 15. Fe-

bruar 1810 (welches, ohne die Frage über die Rechtmäßigkeit des Erwerbes und die hierau allein fliessende Dispositionsbefugniß zu berühren, bloß von der Zulässigkeit der Bewei mittel handelt) zugesicherte Gewährleistung nicht vom Staats- sondern vom Kronschatze als dem Privatvermögen des Jerome Bonaparte, übernommen worden ist, eben hierdur aber, weil ein rechtmäßiger Gläubiger, wegen der an ihn geleisteten Zahlung, eine Cautio nicht zu bestellen hat, auf den nicht unwahrscheinlichen Fall der von den rechtmäßigen Regi rungen zu erwarten stehenden Ansprüche hingedeutet wurde;

«daß es überhaupt mit dem Rechte der Völker und der Staaten unvereinbar ist, der feind lichen Herrschaft während ihres Bestehens andere Gerechtsame über die Kurhessischen Staate zu gestatten, als solche, die in der Natur einer feindlichen Besetzung fremder Länder liege und lediglich in der vorübergehenden Verwaltung des Staates und seines Vermögens bestehen

«daß jedoch da, wo der feindliche Machthaber, die Grenzen, die seiner Gewalt von der Völkerrechte vorgezeichnet sind, überschreitend, das Staatsgut verschleudert, das Ziel ist hinter welchem er weder Rechte auf Einzelne zu übertragen, noch den Staat mit Verbind lichkeiten zu belasten vermag;

«daß diese Grundsätze, welche nicht weniger einer natürlichen, den Umsturz der Thron und aller bürgerlichen Ordnung verhütenden Politik, als dem öffentlichen Rechte angehören nach der Rückkehr in Unsere Staaten Uns stets geleitet, und namentlich zu de Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt haben, durch welche alle wäh rend Unserer Abwesenheit geschehenen Benachtheiligungen des Staatseigenthums für nichti erklärt worden, und die aus öffentlichen Cassen ausgeliehenen Capitalien hierunter allerding zu rechnen sind;

wollen Wir jene Verordnung vom 14. Januar 1814 dahin authentisch erklären daß alle und jede Verfügungen über die vorhin aus Kurhessischen Staatscassen aus geliehenen Capitalien, unter welchem Namen und Titel solche von der feindliche Herrschaft auch geschehen seyn mögen, ungültig und für Uns und Unsere Erben un Nachkommen an der Regierung unverbindlich sind.

«Da Wir jedoch zugleich auf die Lage, in welcher die Schuldner zu der fremden Herrschaf sich befanden, billige Rücksicht nehmen und daher nicht geschehen lassen wollen, daß dieselbe durch doppelte Zahlung Schaden leiden, dagegen aber nicht zu verstatten ist, daß dieselbe zum Nachtheile der öffentlichen Cassen einen unrechtmäßigen Vortheil sich zueignen; so ver ordnen Wir weiter hiermit:

daß diejenigen Zahlungen, welche an den Jerome Bonaparte, dessen Bevollmächtigt oder Cessionarien wirklich geleistet nachgewiesen werden können, von den öffentliche

Cassen auf die schuldigen Capitalien nebst rückständigen Zinsen, erstere mögen auf Kündigung gestanden haben oder nicht, in Zurechnung angenommen werden sollen; wonach ein Jeder, den es angeht, sich schuldigst zu achten hat».

Pfeiffer a. a. O., S. 48 ff.

§. 12.

Daß diese, nicht etwa durch dringende Gründe des Staatswohls motivirte, sondern auf eine rein-juridische Widerlegung richterlicher Entscheidungsgründe gebaute Verordnung, und nunmehr, da die darin aufgestellten Grundsätze als solche dargestellt werden, welche auch die Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt hätten — weßwegen denn auch jene Verordnung eine authentische Erklärung dieser ausdrücklich genannt wird — ebenfalls diese Verordnung für die richterliche Entscheidung künftiger ähnlichen Fälle, rebus sic stantibus, nicht ohne wesentlichen Einfluß bleiben könne, ist ohne alle weitere Ausführung von selbst klar.

Ob diese Verordnungen aber diesen Einfluß ausüben dürfen, dieß ist eben der Punct, welcher durch die Beantwortung der oben §. 7 aufgestellten Fragen ins Klare zu bringen ist.

§. 13.

I) Es giebt ein auch für Kurhessen verbindliches Staatsrecht in dem jetzigen Deutschland.

Der Beweis für diese Behauptung dürfte in folgenden Sätzen gefunden werden:

1) Jede Staatsgewalt, die, weil die Rechte des regierenden und regierten Subjects durch die göttliche Ordnung der Dinge wechselseitig bestimmt und durch Pflichten bedingt sind, keine bloß willkührliche seyn kann, hat entweder natürliche oder positive Grenzen.

Klüber's öffentliches Recht des Teutschen Bundes ꝛc. §. 4 u. 5.

2) Es muß daher in jedem Staate ein Staatsrecht, als Inbegriff der wechselseitigen Rechte des regierenden und regierten Subjects, bestehen, eben weil die Staatsgewalt natürliche Grenzen hat.

Klüber a. a. O., §. 5.

3) Von derjenigen Grundverfassung, die aus diesem Staatsrechte hervorgeht und die bürgerlichen Rechte der Unterthanen bestimmt, ist wohl zu unterscheiden diejenige Grundverfassung, deren Einführung der Art. 13 der Bundesacte fordert, um die politischen Rechte der Unterthanen, in welchen die bürgerlichen nur eine Garantie finden sollen, festzustellen.

Jene Verfassung ist unabhängig von dieser, durch die Natur des Staates, gegeben darin aber, daß diese letztere von dem Bunde gefordert und von den Bundesgliedern zuge sichert wurde, liegt — wenn es wahr ist, was Ulpian sagt: verba cum effectu sunt accipienda — ein positives Anerkenntniß jener ersteren.

Was in dieser Beziehung die Deutschen Fürsten gewollt haben, darüber giebt

Klüber's Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Wiener Con gresses überhaupt und insonderheit über wichtige Angelegenheiten des Teut schen Bundes, zweite Abtheilung, I, III u. IV.

sehr befriedigende Auskunft.

4) Das allgemeine Staatsrecht findet — den Mißbrauch desselben ausgeschlossen — dan subsidiarische Anwendung, wenn, für den gehörigen Fall, die positiven Quellen kein oder nicht hinlängliche Bestimmung geben.

Klüber's öffentliches Recht &c., §. 66.

a) Was Mißbrauch des allgemeinen Staatsrechts sey; darüber Klüber a. a. O., § 5, 12 u. 15.

b) Ueber den richtigen Gebrauch desselben; darüber Gönner in dessen deutschem Staats rechte, §. 42.

5) Die positiven Bestimmungen eines etwa vorhandenen besonderen Staats rechts dürfen die Grenzen, welche die legitime Staatsgewalt von der bloß willkührlich ge übten scheidet, nicht überschreiten (1 und 3).

Sie sollten es niemals, weil

a) jede Ueberschreitung dieser Grenze die hohe Würde einer legitimen Staatsgewal gefährdet.

Sie können es, selbst auf diese Gefahr hin, nicht überall, weil

b) die positiven Bestimmungen der Bundesverfassung fordern, daß, in alle zur Cognition der Bundesversammlung gehörigen Fällen, durch sie die vo allen Bundesgliedern gewollte Herrschaft des Rechts gegen jede Verletzung sicher gestellt werde.

Klüber a. a. O. §. 156[b], besonders auch die Note a zu §. 158[a].

6) Daß der so eben (Num 5) aufgestellte Satz, namentlich in Beziehung auf di Rechtspflege, in der Bundesgesetzgebung auf ganz positive Weise wirklich ausg sprochen worden sey, beweist schon der 12. Artikel der Bundesacte — denn was würd alle Sicherstellung der Rechtspflege gegen richterliche Mißbräuche durch die Anordnun von drei Instanzen helfen, wenn dabei nicht zugleich die Sicherstellung gegen etwaig Mißbräuche, auch der gesetzgebenden und vollziehenden Gewalt, in Beziehung au

Justizsachen, vorausgesetzt worden wäre? — jenen Satz beweist aber noch viel bestimmter der 29. Artikel der Schlußacte.

a) Dieser bestimmt: Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justizverweigerung eintritt und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann; so liegt der Bundesversammlung ob, erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilende, Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen, und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlaß gegeben hat, zu bewirken.

b) Der Zweck, der durch diese Bestimmung eines Grundgesetzes erreicht werden soll, ist über allen Zweifel klar. Wenn nun aber in irgend einem Bundesstaate Gesetze beständen oder entständen, welche von der Art wären, daß, im Falle einer wirklichen Justizhemmung, dem, der sich darüber zu beschweren hätte, dennoch die Nachweisung unmöglich würde: die wirklich gehemmte Justiz sey auch nach den bestehenden Gesetzen des Landes gehemmt —; würde deßwegen die Anwendung des 29. Artikels aufgegeben werden müssen? Gewiß nicht! Denn aus dem Artikel 29 würde, vermöge der analogischen Schlußfolge a contrario, bewiesen werden können, daß jener Artikel die Angemessenheit der bestehenden Gesetze im Wesentlichen schon vorausgesetzt haben müsse, weil er selber sonst, für alle Bundesglieder gleich wirkend, gar nicht zur Anwendung gebracht werden könne.

c) Daß aber die Analogie eine zulässige Rechtsquelle und ein rechtliches Interpretationsmittel sey, beweist nicht nur die Theorie,

Klüber a. a. O., §. 61

sondern auch die Anwendung, die diese hohe Versammlung davon in Beziehung auf den 12. Artikel der Bundesacte bereits gemacht hat.

Protokoll vom Jahr 1820, §. 91; vom Jahr 1822, §. 28.

d) Die Interpretation des 29. Artikels wird übrigens auch dadurch, daß man die Geschichte und den Zweck gerade derjenigen Bestimmung in ihm, welche einer gerechten und bei allen Bundesstaaten gleichen Anwendung desselben ein grosses Hinderniß in den Weg zu legen scheinen könnte, vollkommen kennt, gar sehr erleichtert.

Von dem ersten Ausschusse des Minister-Congresses zu Wien, war in der 16. Sitzung eine andere Fassung dieses Artikels (damals des 28sten) dem Plenum der Conferenz vorgelegt worden.

So wie er damals gefaßt war, enthielt er die Bestimmung, daß die über verweigerte oder gehemmte Justiz angebrachten Beschwerden nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes beurtheilt werden müßten, noch nicht.

Diese Bestimmung wurde erst durch die Bemerkung des Großherzoglich-Hessisch
Herrn Bevollmächtigten veranlaßt, daß, ohne diesen Zusatz, jener Artikel als eine Beschrä
kung der Autonomie der Bundesstaaten erscheinen dürfte, und er bezog sich, zur Begrü
dung dieser Bemerkung, ausdrücklich auf die in der 36. Sitzung von 1817 zu den Pr
tokollen der Bundesversammlung, in Betreff der vorläufigen Bestimmungen über d
Competenz derselben, gegebene Großherzogliche Erklärung.

Um nun den Artikel *richtig* zu interpretiren, dürfte auf folgende Momente besonde
Rücksicht zu nehmen seyn:

1) *Der Bund soll dafür sorgen, daß in keinem Bundesstaate die Recht*
pflege verweigert oder gehemmt werde.

Auf die Bemerkung eines der Congreßbevollmächtigten, daß diese Bestimmung de
Schlußacte in der Bundesacte nicht gegründet sey, wurde von einem Mitgliede des erste
Ausschusses erwiedert: diese Bestimmung liege wenigstens im *Sinne* der Bundesacte un
in dem allgemeinen Wunsche der übrigen Bevollmächtigten, welche es für sehr nöthig un
zeitgemäß hielten, daß der Bund, der dermalen für die Aufrechthaltung aller Fürstenrecht
so sehr besorgt sey, seine Sorgfalt auch für Wahrung eines ungefährdeten öffentlichen Recht
zustandes in Deutschland an den Tag lege.

2) Wenn gleich die Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Justiz *nicht* nac
allgemeinen Normen, sondern nach den *bestehenden* Gesetzen jedes Bundesstaates be
urtheilt werden sollen; so kann und soll doch nicht *jede beliebige Verordnun*
einem solchen *bestehenden* Gesetze gleich geachtet werden: denn in dem Artikel ist, inde
er vorschreibt, daß die Beschwerden nach der *Verfassung* beurtheilt werden sollen, u
verkennbar auch das bestimmt, daß das *bestehende* Gesetz ein *verfassungsmäßi*
bestehendes seyn müsse.

3) Mit diesen beiden Momenten steht die angezogene Großherzoglich-Hessische Erkl
rung nicht allein in keinem Widerspruche, vielmehr im vollen Einklange.

Denn, nur in Erwägung der Schwierigkeiten, welche die Festsetzung des Begriffes vo
«Justizsachen» (im Gegensatze mit den Verwaltungs- oder Polizeisachen) von jeher gefu
den hat, bezeichnet jene Erklärung bloß *zwei* Fälle, in welchen eine über verweiger
oder verzögerte Rechtspflege erhobene Beschwerde, von der Bundesversammlung als b
gründet *nicht* betrachtet werden soll, nämlich:

a) Wenn der Gegenstand, von welchem die Rede ist, nach den *Landesgesetzen* nic
zu den *eigentlichen*, im gewöhnlichen *gerichtlichen* Wege zu erledigenden, Recht
sachen gehört, sondern von der einschlagenden *Regierungsbehörde* entschieden is

Aber auch die Bestimmung dessen, was als Justiz- oder Verwaltungssache angesehen, demnach entweder den ordentlichen Gerichten oder andern Regierungsbehörden zugewiesen werden soll, ist, nach jener Erklärung, dem Gutbefinden bloß der Staatsregierung nicht überlassen; vielmehr soll diese Bestimmung nur in so fern als eine gültige betrachtet werden, in wie fern

α) darüber, ob ein Gegenstand Justiz- oder Verwaltungssache sey, gar kein Zweifel obwalten könne; oder

β) der Zweifel oder die etwa vorhanden gewesene Verschiedenheit der Ansichten darüber, zwischen den betreffenden Justiz- und Regierungsbehörden auf die in den einzelnen Deutschen Staaten verfassungsmäßige Weise gehoben und gegen die Beschaffenheit eines Gegenstandes, als einer Rechtssache, entschieden worden sey.

b) Wenn der Gegenstand, von welchem die Rede ist, nach den Landesgesetzen allerdings eine eigentliche, im gewöhnlichen gerichtlichen Wege zu erledigende Rechtssache bildet, aber zur gerichtlichen Verhandlung um deßwillen nicht oder nicht mehr zugelassen werden kann, weil derjenige, welcher sich beschwert hält, die Bedingungen, welche als wesentlich zur gerichtlichen Verhandlung vorgeschrieben sind, nicht erfüllt hat; sey es auch, daß er sie nicht erfüllen konnte, z. B. wenn er die zur Anzeige der Berufung an die höhere Instanz bestimmte Nothfrist nicht beobachtet hat, oder wenn der Gegenstand des Processes die zur Zulässigkeit der Berufung an die höhere Instanz festgesetzte Summe nicht erreicht.

§. 14.

II) Das, auch für Kurhessen verbindliche, namentlich in Beziehung auf die Selbstständigkeit der Rechtspflege in den einzelnen Bundesstaaten, durch die Bundesverfassung sanctionirte und so zum positiven gewordene, allgemeine Staatsrecht, verpflichtet die Kurhessische Regierung, die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch welche Eigenthumsrechte, die, wie die Reclamanten behaupten, wohlerworben gewesen sind, vernichtet werden sollen, in Beziehung auf die Rechtsverfolgung der von den Reclamanten wegen angeblich widerrechtlich entzogenen Eigenthums erhobenen Beschwerden ausser Wirkung zu setzen, auf vollkommene Weise.

Zum Beweise dieser Behauptung dürften folgende Sätze dienen, welche man

1) nach dem staatsrechtlichen Gesichtspuncte der Gesetzgebung überhaupt,

2) nach dem Gesichtspuncte des Verbots der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze und zwar

a) nach dem rein- juridischen, und

b) nach dem legislatorischen;

3) nach dem Gesichtspuncte dessen, was über die rückwirkende Kraft der, nach einer Unterbrechung wieder hergestellten, alten Gesetze Rechtens seyn dürfte — geordnet hat.

§. 15.

1) Nach dem staatsrechtlichen Gesichtspuncte der Gesetzgebung überhaupt, bestehen für den Gesetzgeber als natürliche Grenzen der Staatsgewalt, demnach als eben so viele staatsrechtliche Verpflichtungen, unter andern auch folgende Sätze:

a) Die Staatsgewalt kann nur zu Erreichung und Beförderung des Staatszweckes ausgeübt werden. Sie berechtigt das regierende Subject nur dazu, wozu sie dieselbe verpflichtet.

b) Nur gerechte Mittel sind der Wahl des Regenten überlassen und Mäsigung im Gebrauche derselben, ist eine Hauptpflicht der Staatsregierung.

c) Jedem muß sein wohlerworbenes Recht ungekränkt gelassen werden.

d) Keinem Staatsangehörigen, der sich durch einen Act der Staatsgewalt in seinem auf einem besondern Rechtstitel beruhenden Privatrechte verletzt glaubt, darf der Weg zum Richter verschlossen werden.

Klüber's öffentliches Recht ꝛc. §. 455.

e) So weit der Grund der positiven Privatgesetze auf den Regenten Anwendung findet, ist auch er zu deren Beobachtung verpflichtet.

Klüber a. a. O., §. 283.

f) Die landesherrliche Domänenverwaltung wird in ihren streitigen Sachen, in der Regel, nach dem gemeinen Privatrecht des Staates beurtheilt.

Klüber u. a. O., §. 396.

g) Der Fiscus kann in eigener Sache nicht Richter seyn; er muß in allen Privat- Rechtsstreitigkeiten vor dem ordentlichen Richter Recht geben und nehmen.

Klüber a. a. O., §. 388.

Allgem. Gesetzbuch der Oesterreichischen Monarchie, Thl. 1, Hauptstück 1, §. 20.

Allgem. Landrecht für die Preussischen Staaten, Einleitung, §. 80.

§. 16.

Ohne die beiden Kurhessischen Verordnungen mit allen diesen Bestimmungen, welche ihnen erst die innere Gültigkeit geben würden, zu vergleichen, ist es für den gegenwärtigen Fall schon genug, darauf aufmerksam zu machen, daß die beiden Verordnungen, in

Beziehung auf die Rechtsverfolgung der von den Reclamanten, wegen angeblich widerrechtlich entzogenen Eigenthums, erhobenen Beschwerden, ausser Wirkung gesetzt werden müssen,

1) weil sich darin der Landesherr, als Repräsentant des Fiscus, durch einen Act der Gesetzgebung, der weder durch die Bestimmungen in a und b, noch durch das, in gewisse staatsrechtliche Grenzen verwiesene, äusserste Recht,

Klüber a. a. O., §. 456, 457 u. 458,

gerechtfertigt werden kann, gegen die Bestimmung in f, zum Richter in eigener Sache gemacht hat;

2) weil darin der Landesherr, als Repräsentant des Fiscus, die Domänenverwaltung, gegen die Bestimmungen in e und f, von dem gemeinen Rechte des Staates eximirt; und

3) weil derselbe darin, gegen die Bestimmung d, den Reclamanten den Weg zum ordentlichen Richter zum Theil versperrt, dem Richter aber eine selbstständige Beurtheilung der streitigen Rechtssache unmöglich macht.

Denn wie soll der Richter, nachdem ihm jene beiden Verordnungen zur Norm seiner Erkenntnisse gegeben worden sind, noch über die Fragen, worauf es hier hauptsächlich ankommt, ob nämlich die Verträge, wodurch die Reclamanten ein Eigenthumsrecht wohlerworben zu haben behaupten, zu der Zeit, wo sie geschlossen wurden, geschlossen werden durften, und ob dieselben, wenn sie zu jener Zeit geschlossen werden durften, und nach den Gesetzen jener Zeit wirklich zu Recht beständig waren, auch nach Abschaffung jener Gesetze noch zu Recht beständig seyen, mit wahrhaft rechtlichem Erfolge entscheiden können?

§. 17.

2) Betrachtet man die, jenen beiden Verordnungen gegebene, rückwirkende Kraft

a) vom rein-juridischen Gesichtspuncte aus, den das in Kurhessen geltende gemeine Recht über das darin begründete Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze aufstellt; so kommt man zu dem nämlichen Resultate.

Alle Vorschriften des, zum gemeinen Rechte erhobenen, Römischen Rechts concentriren sich in dem, was die Novelle 22 als Regel vorschreibt: Es muß derjenige, welcher im Vertrauen auf ein bestehendes Gesetz gehandelt hat, nach demselben auch fortdauernd behandelt werden: denn, wer im Vertrauen auf bestehende Gesetze eine Handlung vornimmt, handelt recht; weil es nun nicht unrecht ist, daß man im Vertrauen auf das jedesmalige Gesetz handelt; so soll man auch in Ansehung der Wirkungen, welche man kraft des vormaligen Gesetzes zu erwarten hatte, aus diesem beurtheilt werden: das neue Gesetz soll bei diesen Wirkungen keine Anwendung finden.

Das Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze im Privatrechte. Vo
Fr. Bergmann. §. 15, Seite 86.

Die innere Begrenzung dieses Princips scheint in folgenden Sätzen zu liegen:

1) Alle Folgen, für welche jemand von einer, in der Vorzeit liegenden, concrete Rechtserwerbung oder sonstigen concreten Thatsache, nach damaligen Rechtsnorme rechtlichen Schutz erwartete oder doch erwarten durfte (also im Gegensatze derjenigen a stracten Möglichkeit neuer Verhältnisse, welche nicht als Folge eines solchen concreten Un standes anzusehen ist) sollen nicht zu seinem Nachtheile verändert werden.

2) Wenn in der Vorzeit ein Recht erworben wurde oder eine Thatsache existirte, sollt nicht bloß die Folgen, welche die dabei thätig gewesenen Subjecte, sondern auch diejen gen, welche andere Personen davon zu erwarten hatten, durch neue Gesetze nicht gekrän werden.

3) Aus den alten Rechtsnormen muß untersucht werden, ob diese bei den damalige Handlungen und sonstigen Begebenheiten juristischerweise etwas erwarten liessen, un welche Folgen und Erwartungen nach ihrer Ansicht zu schützen seyen.

4) Ein concreter Thatumstand, aus welchem die Folgen, welche man fortwährend a den alten Rechtsnormen beurtheilen will, hergeleitet werden, muß schon damals vorhande gewesen seyn.

5) Erscheinen neue Gesetze, aus deren sofortigen Anwendung auf die jetzigen E genschaften und Wirkungen der in der Vorzeit begründeten Rechtsverhältnisse nur Vortheil hervorgehen, so steht das Hauptprincip der Anwendung derselben nicht im Wege.

Bergmann a. a. O., §. 17—21.

§. 18.

Mit diesen Grundsätzen ist im Wesentlichen auch die Oesterreichische Gesetzgebung

Allgem. Gesetzbuch für die deutschen Erbländer, Einleit., §. 5 u. 1372, un
Publ. Patent vom 1. Juni 1811.

Bergmann a. a. O., S. 389, Anm. 492 und S. 390.

und die Preussische Gesetzgebung

Aus dem allgem. Landrechte, Einl. §. 14—20, 35, 37, 40, 48. Anh. §. 2
51, 62 u. 70. Th. 1. Tit. 3, §. 10.

Publ. Patent für das allgem. Landrecht vom 5. Februar 1794, §. 8—18.

Allgem. Gerichtsordnung, Th. 1, Tit. 13, §. 32. Tit. 14, §. 65.

Bergmann a. a. O. S. XIV.

größtentheils übereinstimmend.

Da das gemeine Recht in Kurhessen das geltende ist; überdieß aber in der oben an-
gezogenen Kurfürstlichen Verordnung vom 4. Januar 1814 das gemeinrechtliche Verbot der
rückwirkenden Kraft neuer Gesetze nicht einmal — weder mittelbar noch unmittelbar —
aufzuheben gewagt wurde;

Sammlung von Gesetzen für die Kurhessischen Staaten, 1813, 1814, 1815.
Seite 8.

so erscheinen die speciellen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 nur um so
mehr als solche, welche mit der bestehenden Verfassung und Gesetzgebung des Kurstaates nicht in
Einklang gebracht werden können; weswegen denn auch den Landesgerichten die ihnen ent-
zogene Befugniß, die oben bezeichneten Grundsätze des gemeinen Rechts, deren nähere Prü-
fung ihnen ebenfalls überlassen bleiben muß, selbstständig auf die Beschwerde der Reclaman-
ten anzuwenden, zurückzugeben seyn wird.

§. 19.

Betrachtet man aber die gegebene rückwirkende Kraft jener beiden Verordnungen

b) vom legislatorischen Standpuncte aus;

so erscheinen sie auch hier als durchaus hinfällig: denn die Legislationen aller civilisirten
Staaten — sagt Bergmann in der angeführten Schrift — in welchen der Sinn für Recht
und Bürgerwohl lebendig geworden war, haben den Grundsatz des allgemeinen oder natür-
lichen und selbst des Römischen Staatsrechts: die Gesetze sollen keine rückwirkende
Kraft haben — auf positive Weise sanctionirt.

Leitende Idee ist ihnen dabei unverkennbar in grösserem oder geringerem Umfange das
gewesen, was für alle Staatsangehörige so überaus wichtig ist und daher so allgemein ge-
fordert wird und gefordert werden darf: die Beibehaltung dessen, was man erwor-
ben oder zu erwerben mit gesetzmäsiger Sicherheit gehofft hat.

Jenes Princip: ne revocentur leges ad facta praeterita — ist, wie für den Römi-
schen, so auch für jeden andern Gesetzgeber, im allgemeinen Staatsrechte ausgesprochen
und in allen Europäischen Staaten, z. B. in Oesterreich, Preussen und Frankreich, auf
positive Weise, wenigstens in der Theorie ihrer Gesetzgebungen, sanctionirt. Es soll
in seiner vollen Bedeutung, in seinem ganzen Umfange, gelten!

An jede Regierung kann daher der Anspruch gemacht werden, daß sie nur in dem
Falle davon abgehe, in welchem eine Modification durch Umstände, welche die Anwen-
dung des äussersten Rechts rechtfertigen könnten, geboten werden sollte.

Daß jene beiden Verordnungen, vom legislatorischen Standpuncte einer neuen
Gesetzgebung aus betrachtet, sich innerhalb der Grenzen, die der Anwendung des äussersten

Rechts gesetzt sind, nicht befinden, eine rückwirkende Kraft derselben daher nicht gerech fertigt werden könne, ist an sich klar.

§. 20.

Ob aber vielleicht das allgemeine Beste solche Ausnahmen

3) bei der Wiederherstellung der alten Gesetze, welche durch neue eine Zeit lan nur verdrängt waren, so dringend fordern, daß eine solche Forderung nicht wohl zurückg wiesen werden könne, ist demnach, in Beziehung auf die Rückwirkung der Gesetze, jetzt no die einzige Frage.

An sich betrachtet, muß von der Wiederherstellung alter Gesetze ganz das nämlic gelten, was von neuen Gesetzen gilt. Sie wirken in Beziehung auf diejenigen, welc unter dem Schutze der vor der Wiedereinführung der abgeschafften alten Gesetze geltende Gesetze handelten, immer wie ganz neue.

Nur der Umstand, daß diejenige Gesetzgebung, welche die alten Gesetze verdrängt und nun durch dieselbe selbst wieder verdrängt werden soll, eine aufgedrungene wa könnte vielleicht einen Unterschied begründen. In einzelnen das Wohl der Völke wahrhaft betreffenden Fällen eben so gewiß immer, als im Allgemeinen und Ga zen und da, wo das Wohl der Völker nicht in der That und auf sehr dringende Wei gefährdet wird, niemals.

«Man ist mit Recht darüber einig geworden» — sagt Bergmann, indem er si auf Rehberg's und Bauer's a. a. O. S. 396 bezeichnete Schriften beruft — «man i mit Recht darüber einig geworden, daß, wenn auch die Einführung der Französischen G setze an und für sich unrechtmäßig gewesen, dennoch Alles, was unter der Autorität de selben von Privatpersonen und von Richtern vorgenommen worden, als recht beständig betrachtet werden müsse. Wenn diese Ansicht auf eine consequente Weise durc geführt werden soll, so muß der Erfolg aller der Handlungen und Begebenheiten, welc in der Zeit jenes fremden Rechts geschahen und eintraten, in so weit aus demselben beu theilt werden, als durch diese fremde Normen eine Wirkung zugesichert wurde, und nieman wird dagegen behaupten, daß die strenge sofortige Anwendung, welche Justinian theilwei bei der Promulgirung seiner Compilationen vorschrieb, auch gegenwärtig zur Richtschnu dienen müsse».

Immer muß der Legislator darauf Rücksicht nehmen, daß er vom Princip des Ve bots der rückwirkenden Kraft neuer, wenn auch nur herstellender Gesetze, nie ohne Not und nur in möglich wenigen Fällen, abweiche.

Denn nach völkerrechtlichen Grundsätzen übt der Eroberer in den feindlich besetzten Landen die landesherrliche Hoheit, vermöge des Eroberungsrechts, so lange aus, als er im Besitze jener Länder bleibt.

Klüber's Droit des gens moderne de l'Europe, §. 255.

Uebt der Eroberer aber schon während dieser Zeit die Souverainetätsrechte mit Recht aus, und ist der Eroberer vollends, durch die (unter gewissen Umständen erlaubte) stillschweigende oder ausdrückliche Zustimmung des Volkes, Rechtsnachfolger des vertriebenen Regenten geworden; so sind auch die Angehörigen des occupirten Staates ihm und seinen Gesetzen nicht nur Gehorsam schuldig, sondern sie können auch erwarten, daß das, was sie unter dem Schutze dieser Gesetze erlaubterweise thaten, als gültig werde betrachtet werden.

§. 21.

Wenn einige Regierungen, welche sich in dem Falle befanden, die eingeführten Französischen Gesetze abzuschaffen und die vormals geltenden wieder einzuführen, von jenem Principe abgewichen sind; so konnten sie — sagt Bergmann — dabei vielleicht von der Idee ausgehen, daß die Einwirkungen, welche aus den aufgedrungenen Rechtsnormen an und für sich, ohne Handlungen der Privatleute, hervorgegangen waren, entweder regelmäsig ganz zu vernichten, oder, wenigstens mit der Wiederherstellung der jetzigen Lage der Dinge, die durch jenes fremde Recht bewirkten Veränderungen von nun an regelmäsig wieder aufzuheben seyen; sie konnten dann vielleicht auch den Grundsatz befolgen, daß die Verhältnisse, welche durch Handlungen der Unterthanen in Gemäßheit des fremden Rechtes begründet wurden, seit dem Tage der nunmehrigen Veränderung diejenige Qualität annehmen müßten, welche den jetzigen Rechten gemäß sey; sie konnten vielleicht selbst annehmen, daß es in manchen Fällen eine moralische Pflicht gewesen sey, die Gebote des einheimischen Rechtes, welches durch widerrechtliche Gewalt vertrieben worden, auch in der Zeit der Usurpation fortdauernd zu achten, und daß demnach in solchen Fällen auch die damalige Qualität der Handlungen nach jetzigem Rechte beurtheilt werden müsse.

Bergmann a. a. O., S. 396.

In besonderer Beziehung auf die unter der Westphälischen Regierung veräusserten Kammergüter und Gefälle, meinten Andere: Der wieder zum Besitz seines Landes gekommene Regent könne jene Veräusserungen als unrechtmäsige schon um deßwillen betrachten zu dürfen gemeint haben, weil ja, wie aus der Geschichte leicht nachzuweisen sey, die Domänen, wenigstens in Deutschen Landen, kein reines Staatseigenthum, sondern ein Patrimonium der regierenden Dynastien, das auf verschiedene Weise von ihnen erworben wurde,

seyen. Entweder habe das regierende Fürstenhaus die Domänen schon ehe dasselbe, sey es durch eigene Macht oder aus Auftrag des Kaisers, zur Regierung gelangte, besessen, oder sie seyen den Vorfahren des Fürstenhauses und deren Nachkommen verliehen worden, oder sie wären dem fürstlichen Hause, vermöge des ihm, vi reservationis vel oblationis in feudum, zustehenden dominii directi, durch Apertur anheim gefallen u. s. w.

Auf welche dieser Arten nun auch die Domänen erworben worden seyn möchten, jede derselben drücke ihnen, im Gegensatze mit dem reinen Staatseigenthume, das Gepräge des Privateigenthums auf. Dieses Gepräge werde durch den Umstand, daß die Domänen gewöhnlich von demjenigen Gliede des fürstlichen Hauses, welches zugleich das regierende sey, besessen würden, keineswegs verwischt: denn immer blieben sie Familien-Fideicommisse, deren Dominium dem regierenden Hause in der Gesammtheit, deren Prodominium und usus fructus aber, nach den Hausverträgen und Familienherkommen, nur dem Regenten zustehe. Da aber in allen Deutschen Staaten von jeher auch der Grundsatz gegolten habe, daß das Einkommen des Regenten von den Domänen und Regalien zur Bestreitung der Staatsausgaben die nächste, die Besteuerung der Unterthanen aber nur die subsidiarische Quelle gewesen sey; so seyen die Domänen freilich nur, in Beziehung auf das Eigenthum der Substanz, Gegenstand des Privatrechts, während sie, in Beziehung auf die Verwendung der daraus fliessenden Einkünfte, allerdings auch Gegenstand des Staatsrechts würden.

Wenn man nun auf der einen Seite erwäge, daß ein solches Privateigenthum des Kurfürstlichen Hauses durch eine militärische Occupation des Landes von Seiten eines überdieß im ungerechten Kriege begriffenen Usurpators nicht habe vernichtet, also auf gültige Weise nicht habe veräussert werden können, auf der andern Seite aber bedenke, daß in neueren Zeiten, die Frage: ob die Domänen ein Privateigenthum des Fürstenhauses oder ein öffentliches Eigenthum des Staates seyen? gar verschieden beurtheilt werde, so werde man es dem Kurfürsten nicht verdenken können, daß er durch die Verordnung vom 14. Januar 1814 einer möglichen Verkennung des alten positiven Staatsrechtes vorbeugte und die unter der usurpatorischen Regierung vorgegangenen Veräusserungen der Domänen für das, was sie ursprünglich waren, d. h. für null und nichtig, erklärte, um so weniger, da

1) diese Verordnung kein neues Recht mit rückwirkender Kraft statuire, sondern nur ein altes declarire; und da

2) diese Verordnung, wenn man sie recht zu verstehen glauben dürfe, denjenigen Forderungen, welche die aus dem Besitze gesetzten Domänenerwerber, so bona fide handelten,

a) in Betreff der in die Westphälische Staatscasse gezahlten Kaufgelder — an das Land, und

b) in Betreff der erweislichen Meliorationen — an die Kammercasse,
machen könnten, keineswegs, weder auf dem Wege der gütlichen Abkunft, noch, in deren Entstehung, auf richterlichem Wege, entgegentrete.

§. 22.

Eine mittelbare Beurtheilung dieser Ideen, von welchen bei der Wiedereinführung der einheimischen Rechte hie und da vielleicht ausgegangen wurde, findet sich in Pfeiffer's oft angezogenem Buche, Seite 68.

Die beherzigungswerthe Stelle lautet so:

«Aber noch eine sehr ernste Seite gewinnt die Frage nach der jemaligen Existenz oder Nichtexistenz des Westphälischen Staates unter dem Gesichtspuncte des rechtlichen und moralischen Interesses der Millionen, welche die Bevölkerung dieses Staates ausmachten. — Traurig genug ist das Loos der Völker und Länder, die, ein Spiel der Willkühr und des Waffenglücks, gleich einer Waare aus einer Hand in die andere fallen dürfen; traurig genug, daß der Tilsiter Friede so viele Deutsche Staaten unverschuldet dem eisernen Scepter Napoleon's, dieses größten der Tyrannen, unterwarf; aber mehr als traurig würde es seyn, wenn man jetzt, wo die Rückkehr der rechtmäßigen Fürsten die Völker eine glücklichere Zeit und ihrer Wunden Heilung hoffen läßt, den öffentlichen Zustand jener Leidensepoche für durchaus verfassungslos und aller rechtlichen Verhältnisse beraubt erklären, wenn man die ganze Zeit, in der sie doch unverändert fortlebten und wirkten, hinsichtlich des Interesses der Staatsbürger als gar nicht existirend betrachten und behandeln wollte. Geschlummert hätten sieben ganzer Jahre hindurch die heiligsten Rechte der Völker? Jene Millionen wären so lange nichts gewesen, als ein untergeordneter Haufe rechtloser Züchtlinge, denen, im blinden Gehorchen auf den strafenden Wink ihres Zwingherrn, jeder bessere Zweck ihres Lebens untergieng? — Nein, so war jene Zeit wahrlich nicht! Hochachtbare Männer, auch jetzt wieder von ihren rechtmäßigen Fürsten mit den wichtigsten Aemtern beehrt, gehörten den durch das freie Vertrauen des Volkes erwählten Ständen an, saßen in der Versammlung, die ordnend und berathend an der Spitze der Staatsverwaltung stand. Wohl erkannten es diese Deutschen Männer, daß von dem Herrn, der hoch über den Königen der Erde und über den ewigen Sternen waltet, das Wohl eines ganzen Volkes ihrem Gewissen mit anvertraut sey; sie haben redlich gestrebt, ihrer Pflicht zu genügen, und, trotz der ungünstigsten Umstände, thätig zu seyn für dieses Volkes Heil! Denn das eben war ja in jener verhängnißvollen Zeit die in stiller Ergebung zu lösende Aufgabe für jeden rechtlichen Mann, rein im Herzen bewahrend die Treue gegen den rechtmäßigen Fürsten, auch in dem neuen Staate — war gleich derselbe ursprünglich durch Gewalt erzeugt — und in

Verhältnissen des ehemaligen Königreichs Westphalen hergeleitet wären, bezogen werden könnten.

Die Kurhessische Bundestagsgesandtschaft huldigte, in allen ihren protokolarischen Aeusserungen, den nämlichen Grundsätzen.

Die Herzoglich-Braunschweigische Regierung hingegen ließ, schon vor jenem Ersuchen, dieser hohen Versammlung

Prot. der 14. Sitz. v. 30. Juli 1818, §. 188

erklären, daß sie — bei übrigens ganz gleichen Ansichten über die Ungültigkeit der in der Kurhessischen Verordnung vom 14. Januar 1814 vernichteten Eigenthumsrechte — den Reclamanten dennoch den Rechtsweg willig eröffnet und ungestört erhalten habe.

Mit diesen Erklärungen blieben, auch in den neuesten Zeiten, die Resolutionen im vollen Einklange, welche Dr. Schreiber, auf seiner Rundreise an die betheiligten Höfe, von den Ministerien derselben erhielt; Resolutionen, die theils in den Beilagen zu der gedruckten Eingabe vom 5. Februar dieses Jahrs (Num. 14), theils in den derselben bloß handschriftlich beigefügten Acten, enthalten sind.

Dieses Alles zeigt auf unverkennbare Weise, daß dem von der Bundesversammlung in der 29. Sitzung vom Jahr 1819 ausgesprochenen Wunsche, die betheiligten Regierungen möchten sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der erhobenen Reclamationen und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sollte, auch über ein gemeinsames Gericht vereinigen, nur in so fern entsprochen worden ist, in wie fern Commissarien der betheiligten Staaten in Berlin wirklich zusammengetreten sind, um wegen der, aus der Auflösung des Königreichs Westphalen herrührenden, gemeinsamen Interessen eine Auseinandersetzung zu bewirken; hingegen ist dabei, mit Ausnahme der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung, von allen übrigen Regierungen, wenn auch nicht auf eine der Doctrin, doch der Wirkung nach, ziemlich gleiche Weise, nicht allein die eventuell in Antrag gebrachte rechtliche Entscheidung vor einem gemeinsam zu bestimmenden Gerichte, sondern vor jedem Gerichte, theils mittelbar, theils aber auch unmittelbar, abgelehnt worden: denn es ist für diejenigen Privatpersonen, welche gegen mehrere, in einer communioni incidenti von Verbindlichkeiten stehenden, Regierungen Rechtsansprüche zu haben behaupten, so wie für die Stellung dieser hohen Versammlung, ziemlich gleich bedeutend, ob die Fordernden mit der rechtlichen Erledigung ihrer Ansprüche auf ein Privat-Uebereinkommen dieser Regierungen unter sich, darüber: ob und welche jener behaupteten Rechtsansprüche von ihnen anerkannt werden wollen, und welches Verfahren zur Aufnahme, Prüfung und Erledigung derselben von ihnen festgesetzt werden dürfte? verwiesen werden, oder ob geradezu behauptet wird: die Bundesversammlung könne sich zwar dafür verwenden, daß die Gläubiger mit ihren gegrün-

Das Regierungs-Collegium zu Cassel sagte z. B. ausdrücklich nur, daß, nach den Grundsätzen des practischen Europäischen Völkerrechts, die beweglichen Sachen, deren sich die occupirende feindliche Regierung im überzogenen Staate bemächtige und die sie veräussere, bei dem dritten Besitzer nicht vindicirt werden können; das Oberappellationsgericht zu Cassel aber scheint bei seinem Erkenntnisse, noch ausserdem, auf die beiden Umstände ein besonderes Gewicht zu legen, einmal, daß der Kron-Anwalt anerkannt habe: die dort in Frage gekommenen Capitalien der Kriegscasse seyen nicht als Kurfürstliches Privateigenthum, sondern als Theil des Staatsvermögens zu betrachten (es würde also, wären jene Capitalien Kurfürstliches Privateigenthum gewesen, die Beurtheilung des Falles anders ausgefallen seyn); dann aber auch darauf, daß über Staatscapitalien der Staatsgewalt um deswillen eine freie Verfügung zustehe, weil sie zu der unveräusserlichen Substanz des Staatsvermögens nicht gerechnet werden konnten.

Davon aber ganz abgesehen, kann jene Verordnung vom 14. Januar 1814 durch die dafür angeführten beiden Gründe schwerlich gerechtfertigt werden: denn entweder hat

ad 1) das alt-hessische Gesetz, auch nach Einführung der Französischen Gesetze, seine Gültigkeit behalten, oder es ist jenes durch diese aufgehoben worden.

Im ersten Falle bedurfte es keiner Declaration, wenn diese nicht etwa, durch den Schein einer Declaration des alten Gesetzes, der legalen Auslegung desselben zu Gunsten des Fiscus vorgreifen sollte.

Im zweiten Falle aber tritt keine blosse Declaration oder authentische Interpretation ein, sondern es wird ein existirendes Gesetz, unter dessen Schutze Rechtsgeschäfte begründet worden waren, abgeschafft, und ein altes und zugleich interpretirtes Gesetz hergestellt, um jene Rechtsgeschäfte zu vernichten.

Denn

ad 2) die, jener Verordnung gegebene, wohlwollendere Deutung, scheint weder durch den Inhalt der Verordnung, noch durch den Erfolg, den die Versuche gütlicher Abkunft gehabt haben, bestätigt zu werden.

Nicht durch den Inhalt der Verordnung, da diese will, daß sich die Domänenerwerber, unter dem Vorwande schon bezahlter Kaufgelder und gemachter Verbesserungen, der getroffenen Anordnung nicht entziehen sollen und ihnen nur etwaige Ansprüche, wegen nützlicher Verwendungen, in Ermangelung gütlicher Ausgleichung, vor Gericht ausführen zu dürfen, zugesteht; nicht durch den Erfolg jener Versuche, weil dieser — unter der Voraussetzung, daß die Kaufgelder und die Meliorationen hätten restituirt werden sollen — höchst wahrscheinlich ein günstigerer gewesen seyn würde.

Gesetzt aber, daß diese Verordnung diesen wohlwollenderen Sinn wirklich gehabt hab so würde sie dennoch als eine solche erscheinen, welche dem richterlichen Erkenntnisse vorgriff u die Selbsthülfe an die Stelle der Rechtshülfe treten ließ. Alles, was zur Begründung d §. 21 aufgestellten Ansicht gesagt wurde und noch gesagt werden könnte, ist nichts mehr u nichts weniger, als das, was der Kurhessische Fiscus, wenn er Kläger würde, zur Rechtfer gung seiner Klage, oder, wenn er Beklagter würde, exceptionis modo, vor Gericht an- u auszuführen hätte.

§. 23.

Eine umfassende Prüfung dieser entgegengesetzten Ansichten, würde hier am unrechten O seyn, theils, weil bei jeder einzelnen, von dem staatsrechtlichen Verbote der rückwirkenden Kr der Gesetze abweichenden Bestimmung besonders erörtert werden müßte, ob sie durch Grün des äussersten Rechts gerechtfertigt oder sonst durch die Sorge für das Gemeinwo auf kategorische Weise geboten worden sey? theils aber auch, weil, wie oben §. 2 u. 3 zeigt wurde, bei Wiederherstellung der einheimischen Gesetze das staats- und gemeinrechtli Princip, nach welchem die rückwirkende Kraft der Gesetze verboten ist, in Kurhessen g nicht aufgehoben wurde, theils aber und hauptsächlich, weil die Rechtsverhältnisse im Inne der Bundesstaaten nur dann und nur in so weit vor den Bund gehören, als sie du verfassungsmäsige Bestimmungen desselben gegründet oder gesichert werd sollen.

Klüber a. a. O., §. 156 a.

Es genügt daher die allgemeine Bemerkung, daß die Aufhebung jenes Verbots im Gan oder in einzelnen Fällen, wie überall, so auch bei der Wiederherstellung alter Rechte, wel von einer neuen, wenn auch vorübergehenden, gesetzgebenden Macht verdrängt wurden, als e Ausnahme betrachtet werden müsse, die zu ihrer Rechtfertigung besonderer Gründe darf; daß aber in jenen beiden Verordnungen keine solche Gründe sich vorfinden lassen, wel die ihnen verliehene rückwirkende Kraft auf schon zwischen dem Fiscus und Priv personen begründete Rechtsverhältnisse zu rechtfertigen vermöchten.

§. 24.

III) In der Voraussetzung, daß über den Grund oder Ungrund derjenigen Beschwerd welche die Reclamanten, wegen Kränkung angeblich wohlerworbener Rechte, bei der Bund versammlung erhoben haben, aus den in dem früheren Vortrage (Prot. der Bundesvers. v 1818, Sitzung 51, §. 240, Z. 40) entwickelten Gründen, nur die Kurhessischen Landes richte zu entscheiden haben, liegt es auch in der Competenz dieser hohen Versammlu dafür zu sorgen, daß die in Betreff der Domänen-Veräusserungen und der Staatscapital

lassenen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf die Rechtsverfolgung jener Beschwerden, ausser Wirkung gesetzt werden.

Um in dieser Angelegenheit und für diesen Zweck die Competenz dieser hohen Versammlung zu begründen, genügt es nicht, bewiesen zu haben, was in Abschnitt I und II dieses Vortrags zu beweisen der Versuch gemacht wurde; es muß auch nachgewiesen werden, daß die Bestimmungen des positiven Staatsrechts des Kurhessischen Landes, oder, wo diese fehlen oder nicht hinänglich sind, des allgemeinen Staatsrechts in einem Falle überschritten worden sind, welcher, nach positiven Vorschriften der Bundesgesetzgebung, als ein solcher anerkannt werden muß, der zur Cognition dieser hohen Versammlung gehört.

Daß aber der vorliegende Fall zu den so geeigenschafteten Fällen wirklich gehöre, scheint aus dem 19. Artikel der Schlußacte, ohne grosse Schwierigkeit, nachgewiesen werden zu können.

Die erforderliche Nachweisung darüber, dürfte in folgenden Sätzen liegen.

1) Es handelt sich hier um die Frage: ob ein, zwischen der ehemaligen Westphälischen Staatsregierung (dem Fiscus) und Privatpersonen, in Beziehung auf Domanialgüter und Staatscapitalien, bereits begründetes Rechtsverhältniß, auch nach der Vertreibung des Zwischenherrschers durch den angestammten Regenten, noch als ein gültiges zu betrachten sey?

Die Kurfürstliche Regierung verneint, was die Reclamanten bejahen.

2) Diese Frage ist eine Rechtsfrage, deren Entscheidung, nach allgemeinen staatsrechtlichen Grundsätzen, dem Richter gebührt (§. 15).

3) Jene allgemeinen staatsrechtlichen Grundsätze wurden von der Kurhessischen Regierung als solche anerkannt, welche auch in dem besondern (Hessischen) Staatsrechte begründet seyen: denn

a) sie publicirte die Wiedereinführung der einheimischen Rechte unter der Bestimmung, daß sie erst mit dem Tage der Publication in Kraft treten sollten (§. 2 u. 3);

b) sie ließ es zu, daß der procurator fisci in Rechtsstreitigkeiten dieser Art vor den Landesgerichten Recht gab und nahm (§. 8 und 9).

4) Wenn sie dieß aber auch, abweichend von dem in Hannover und Braunschweig gegebenen Beispiele, nicht gethan hätte; so konnte sie doch das, was sie, in ihrer Eigenschaft als Repräsentant des Fiscus, dessen Handlungen nach dem Privatrechte und von dem ordentlichen Richter zu beurtheilen sind, im Rechtswege an- und auszuführen hatte, in ihrer Eigenschaft als Gesetzgeber, dessen Handlungen der Beurtheilung des Richters entzogen sind, auf gültige Weise vorher nicht selber entscheiden, und durch eine solche

dem Urtheil vorgreifende Entscheidung ein selbstständiges rechtliches Erkenntniß über sch[illegible] begründete Rechtsverhältnisse, für künftige Fälle, unmöglich machen.

5) Dieser Mißgriff geschah aber nicht etwa bloß in Folge allgemeinerer legisla[illegible] rischer Ansichten und Ueberzeugungen, sondern in der bestimmt ausgesprochenen Absich[illegible] dem Richteramte die selbstständige Verwaltung desselben unmöglich zu machen, inde[illegible] sie eine Verordnung erließ, in welcher die Entscheidungsgründe der von den Gerichten, [illegible] gen die Doctrin des Fiscus, ausgesprochenen Rechtserkenntnisse auf dem Wege der G[illegible] setzgebung paralisirt würden, so daß die Gerichte künftig, in ähnlichen Streitigkeit[illegible] über bereits begründete Rechtsverhältnisse der Art, dieselben nicht mehr selbstständig be[illegible] theilen können, sondern sich nach den ihnen für diese Fälle vorgeschriebenen Normen ri[illegible] ten müssen (§. 11 u. 12).

6) Der den Reclamanten von Seiten der Kurhessischen Regierung eröffnete Rech[illegible] weg, ist ihnen daher nur scheinbar geöffnet; in der That aber ist für sie die Recht[illegible] pflege gehemmt.

7) Es ist demnach der im Artikel 29 der Schlußacte vorgesehene Fall, in welch[illegible] diese hohe Versammlung berufen ist, die gerichtliche Hülfe bei der betreffenden Bund[illegible] regierung zu bewirken, wirklich eingetreten, da

a) die Reclamanten auf keinem der im Lande gesetzlich eröffneten Wege ausreiche[illegible] Hülfe erlangen konnten; da

b) die Beschwerde über gehemmte Rechtspflege, nach allgemeinen Normen, als e[illegible] begründete nachgewiesen ist; und da endlich

c) in der Verfassung und dem bestehenden Gesetze (§. 12 u. 16) des Kurstaates wenig (Pfeiffer a.a.O. Seite 17), als in dem Geiste des 29. Artikels der Schlußa[illegible] selbst (§. 13, Num. 5 u. 6) irgend etwas enthalten ist, was in jene allgeme[illegible] Normen eine Modification zu bringen vermöchte.

§. 25.

Sind die bis hierher entwickelten Grundsätze nicht von derjenigen entscheidenden Kra[illegible] welche sie, nach dem Dafürhalten der Commission, in der That mit sich führen; könn[illegible] da[illegible]er die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 als ein[illegible] der Regierung, durch welchen fur die Domänenerwerber und die ehemaligen Schuldner Kurfürstlichen Kriegscasse die Rechtspflege gehemmt wird, im Sinne der Bundes[illegible] fassung nicht betrachtet werden: so bleibt dieser hohen Versammlung — wenn diesel[illegible] wie in dem früheren Vortrage (§. 24) nachzuweisen versucht wurde, im vorliegenden Fa[illegible] nur in Folge des 29. Artikels der Schlußacte, zu irgend einer Einschreitung verpflid[illegible]

nd berechtigt seyn kann — nichts übrig, als sich für **incompetent** zu **erklären** und ie **Reclamanten ganz und gar abzuweisen**.

§. 26.

Müßte aber, nach dem Dafürhalten der Commission, die Anwendung der genannten eiden Verordnungen auf die sonst vielleicht rechtlich begründeten Ansprüche der Reclamanten als ein Act betrachtet werden, der die durch die Bundesacte geforderte Selbstständigkeit der Rechtspflege zu einer bloß illusorischen machen und die Vorschrift des 29. Artikels der Schlußacte völlig eludiren würde: so würde auch der

Antrag

gerechtfertigt seyn:

1) die Beschwerden der Westphälischen Domänenerwerber in Kurhessen von hier ab- und an die competenten Kurhessischen Landesgerichte zur **rechtlichen Erledigung** zu verweisen;
2) der Kurfürstlichen Regierung, in specieller Beziehung auf die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch die Kurhessische Bundestagsgesandtschaft zu erklären, daß unter der, den Landesgerichten zugewiesenen, **rechtlichen** Erledigung nur eine solche verstanden sey, bei welcher jenen Gerichten die Beurtheilung sowohl der Streitfrage selbst, als auch der ihren Entscheidungen zu unterlegenden Rechtsnormen, auf eine, von den genannten beiden, als blosse Administrativ-Verfügungen zu betrachtenden und in dieser Eigenschaft der richterlichen Cognition, nach Form und Inhalt unterworfenen Verordnungen, völlig unabhängige Weise überlassen werde; worüber zu halten, die Bundesversammlung durch den 29. Artikel der Schlußacte eben so befugt als verpflichtet sey;
3) von diesen Beschlüssen aber den Dr. Schreiber, als Bevollmächtigten der Westphälischen Domänenerwerber in Kurhessen, in Kenntniß zu setzen.

Es dürfte demnach nun ein Termin zu bestimmen seyn, in welchem über den in diesem Theile des Vortrags beleuchteten Gegenstand abgestimmt werden soll.

Ad B) Was nun aber die übrigen Westphälischen Angelegenheiten und die dieserwegen gestellte Bitte des Bevollmächtigten, die betreffenden höchsten Regierungen zu veranlassen, für möglichste Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commission Sorge zu tragen — betrifft; so fragt es sich: ob derselben, unter den gegenwärtig obwaltenden Umständen, ohne alle Modification zu entsprechen seyn werde oder nicht?

Es wurden zwar, vermöge eines in der 29. Sitz. v. 12. Aug. 1819 gefaßten Beschlusses, diejenigen Bundesglieder, welchen bei der Auflösung des vormaligen Königreichs Westphalen

Provinzen desselben wieder angefallen oder neu zugetheilt worden sind, ersucht, durch Commissarien sobald als möglich zusammen treten zu wollen, um sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der Reclamationen, welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, auf die in demselben contrahirte Staatsschuld, auf die unter der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen, und auf Versorgung und Pensionirung ehemals Westphälischer Staatsdiener, erhoben und bei dieser hohen Versammlung angebracht worden sind, und in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sollte, auch über ein gemeinsames Gericht zu vereinigen: allein die darüber eingegangenen Erklärungen sind nicht von der Art, daß man in ihnen eine Bürgschaft finden könnte, auf dem betretenen Wege allein das vorgesteckte Ziel zu erreichen.

In der 30. Sitzung vom 30. Juli 1821 äusserte der Königlich-Preussische Herr Gesandte: In Folge eines zwischen Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig getroffenen Uebereinkommens, sey am 20. Juni 1821 eine Commission dieser Regierungen in Berlin zusammengetreten, um wegen der, aus der Auflösung des Königreichs Westphalen herrührenden, gemeinsamen Interessen eine Auseinandersetzung zu bewirken. Da diese Commission zunächst nur über Grundsätze und über Verhältnisse der Staaten unter einander, es möchten diese nun im Interesse der Regierungen selbst oder ihrer Unterthanen eintreten, unterhandeln könnten; so läge es ausser ihrem Berufe, die speciellen Reclamationen der einzelnen Individuen anzunehmen, welche angebliche Rechte aus der Zeit der Westphälischen Herrschaft anriefen. Erst vom Resultat ihrer Arbeit, dessen Mittheilung die Königlich-Preussische Regierung sich vorbehalte, werde es abhängen, ob und welche Reclamationen von den betreffenden Regierungen im Allgemeinen für zulässig geachtet werden, und welches Verfahren die letzteren zu ihrer Aufnahme, Prüfung und Erledigung im Einzelnen anzuordnen, für angemessen halten würden.

Der Königlich-Hannöverische Herr Gesandte erklärte, in Bezug auf vorstehende Anzeige der Königlich-Preussischen Gesandtschaft, daß er von den Regierungen von Hannover und Braunschweig noch mit keiner Weisung hierüber versehen sey; übrigens aber sich verpflichtet sehe, auch bei dieser Veranlassung die feierliche Verwahrung derjenigen Grundsätze einzulegen, die von Hannover und Braunschweig vom Anfange an, und besonders noch bei dem letzten Wiener Congresse, dargelegt worden, und an welchen festzuhalten, der unveränderliche Entschluß seines Hofes sey.

Jene Grundsätze sprach die Königlich-Hannöverische Gesandtschaft bei Gelegenheit eines Vortrags über die Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen, in Beziehung

assenen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf die echtsverfolgung jener Beschwerden, ausser Wirkung gesetzt werden.

Um in dieser Angelegenheit und für diesen Zweck die Competenz dieser hohen Versammlung u begründen, genügt es nicht, bewiesen zu haben, was in Abschnitt I und II dieses Vortrags u beweisen der Versuch gemacht wurde; es muß auch nachgewiesen werden, daß die Bestimmungen des positiven Staatsrechts des Kurhessischen Landes, oder, wo diese fehlen oder nicht hinänglich sind, des allgemeinen Staatsrechts in einem Falle überschritten worden sind, welcher, nach positiven Vorschriften der Bundesgesetzgebung, als ein solcher anerkannt werden muß, der zur Cognition dieser hohen Versammlung gehört.

Daß aber der vorliegende Fall zu den so geeigenschafteten Fällen wirklich gehöre, scheint aus dem 19. Artikel der Schlußacte, ohne grosse Schwierigkeit, nachgewiesen werden zu können.

Die erforderliche Nachweisung darüber, dürfte in folgenden Sätzen liegen.

1) Es handelt sich hier um die Frage: ob ein, zwischen der ehemaligen Westphälischen Staatsregierung (dem Fiscus) und Privatpersonen, in Beziehung auf Domanialgüter und Staatscapitalien, bereits begründetes Rechtsverhältniß, auch nach der Vertreibung des Zwischenherrschers durch den angestammten Regenten, noch als ein gültiges zu betrachten sey?

Die Kurfürstliche Regierung verneint, was die Reclamanten bejahen.

2) Diese Frage ist eine Rechtsfrage, deren Entscheidung, nach allgemeinen staatsrechtlichen Grundsätzen, dem Richter gebührt (§. 15).

3) Jene allgemeinen staatsrechtlichen Grundsätze wurden von der Kurhessischen Regierung als solche anerkannt, welche auch in dem besondern (Hessischen) Staatsrechte begründet seyen: denn

a) sie publicirte die Wiedereinführung der einheimischen Rechte unter der Bestimmung, daß sie erst mit dem Tage der Publication in Kraft treten sollten (§. 2 u. 3);

b) sie ließ es zu, daß der procurator fisci in Rechtsstreitigkeiten dieser Art vor den Landesgerichten Recht gab und nahm (§. 8 und 9).

4) Wenn sie dieß aber auch, abweichend von dem in Hannover und Braunschweig gegebenen Beispiele, nicht gethan hätte; so konnte sie doch das, was sie, in ihrer Eigenschaft als Repräsentant des Fiscus, dessen Handlungen nach dem Privatrechte und von dem ordentlichen Richter zu beurtheilen sind, im Rechtswege an- und auszuführen hatte, in ihrer Eigenschaft als Gesetzgeber, dessen Handlungen der Beurtheilung des Richters entzogen sind, auf gültige Weise vorher nicht selber entscheiden, und durch eine solche

Verhältnissen des ehemaligen Königreichs Westphalen hergeleitet wären, bezogen werden konnten.

Die Kurhessische Bundestagsgesandtschaft huldigte, in allen ihren protokolarischen Aeusserungen, den nämlichen Grundsätzen.

Die Herzoglich-Braunschweigische Regierung hingegen ließ, schon vor jenem Ersuchen, dieser hohen Versammlung

Prot. der 14. Sitz. v. 30. Juli 1818, §. 188

erklären, daß sie — bei übrigens ganz gleichen Ansichten über die Ungültigkeit der in der Kurhessischen Verordnung vom 14. Januar 1814 vernichteten Eigenthumsrechte — den Reclamanten dennoch den Rechtsweg willig eröffnet und ungestört erhalten habe.

Mit diesen Erklärungen blieben, auch in den neuesten Zeiten, die Resolutionen im vollen Einklange, welche Dr. Schreiber, auf seiner Rundreise an die betheiligten Höfe, von den Ministerien derselben erhielt; Resolutionen, die theils in den Beilagen zu der gedruckten Eingabe vom 5. Februar dieses Jahrs (Num. 14), theils in den derselben bloß handschriftlich beigefügten Acten, enthalten sind.

Dieses Alles zeigt auf unverkennbare Weise, daß dem von der Bundesversammlung in der 29. Sitzung vom Jahr 1819 ausgesprochenen Wunsche, die betheiligten Regierungen möchten sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der erhobenen Reclamationen und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sollte, auch über ein gemeinsames Gericht vereinigen, nur in so fern entsprochen worden ist, in wie fern Commissarien der betheiligten Staaten in Berlin wirklich zusammengetreten sind, um wegen der, aus der Auflösung des Königreichs Westphalen herrührenden, gemeinsamen Interessen eine Auseinandersetzung zu bewirken; hingegen ist dabei, mit Ausnahme der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung, von allen übrigen Regierungen, wenn auch nicht auf eine der Doctrin, doch der Wirkung nach, ziemlich gleiche Weise, nicht allein die eventuell in Antrag gebrachte rechtliche Entscheidung vor einem gemeinsam zu bestimmenden Gerichte, sondern vor jedem Gerichte, theils mittelbar, theils aber auch unmittelbar, abgelehnt worden: denn es ist für diejenigen Privatpersonen, welche gegen mehrere, in einer communioni incidenti von Verbindlichkeiten stehenden, Regierungen Rechtsansprüche zu haben behaupten, so wie für die Stellung dieser hohen Versammlung, ziemlich gleich bedeutend, ob die Fordernden mit der rechtlichen Erledigung ihrer Ansprüche auf ein Privat-Uebereinkommen dieser Regierungen unter sich, darüber: ob und welche jener behaupteten Rechtsansprüche von ihnen anerkannt werden wollen, und welches Verfahren zur Aufnahme, Prüfung und Erledigung derselben von ihnen festgesetzt werden dürfte? verwiesen werden, oder ob geradezu behauptet wird: die Bundesversammlung könne sich zwar dafür verwenden, daß die Gläubiger mit ihren gegrün-

deten oder ungegründeten Forderungen nicht ungehört blieben, und daß demnach die betheiligten Regierungen über die Erörterung derselben sich zu verständigen suchen möchten; daß aber die Bundesversammlung keineswegs zu beurtheilen habe, wie weit sich die betheiligten Regierungen in solche gemeinschaftliche Erörterungen einzulassen hätten.

Es fragt sich daher nunmehr: ob diese hohe Versammlung, nach solchen Erklärungen und nachdem sich noch im Jahre 1822, in den dem Dr. Schreiber auf dessen Sollicitationen ertheilten Ministerial-Resolutionen, ausdrücklich darauf zurückbezogen wurde, es für angemessen erachten könne, lediglich bei ihren in der 29. Sitzung des Jahrs 1819 und in der 30. des Jahrs 1821 gefaßten Beschlüssen stehen zu bleiben, oder welchen Weg sie sonst einzuschlagen haben dürfte, um zu bewirken, was sie nach ihrer Competenz, wenn eine solche überhaupt vorhanden ist, zu bewirken verpflichtet seyn dürfte?

Nach dem Dafürhalten der Commission, dürfte ein Zurückkommen auf das in den erwähnten Sitzungen an die betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig gestellte Ersuchen, nur unter der Voraussetzung zweckmäsig erscheinen, daß in dem zu fassenden Beschlusse an jene Regierungen zugleich die Aufforderung hinzugefügt würde, es möge ihnen gefällig seyn, in einer zu bestimmenden Frist von etwa drei Monaten die Bundesversammlung von dem Stande dieser commissarisch von ihnen verhandelt werdenden Angelegenheit, und davon in genügende Kenntniß zu setzen, ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keiner die Reclamanten befriedigenden Vereinigung führen sollten, vor einem, von ihnen zu wählenden, gemeinschaftlichen Gerichte Recht zu nehmen, indem, wenn sich dieselben dazu nicht entschliessen wollten, der Bundesversammlung nichts übrig bleibe, als in Gemäßheit des 29. Artikels der Schlußacte dafür zu sorgen, daß den Reclamanten auch dieser Kategorie der Rechtsweg vor den competenten Landesgerichten in der nämlichen Art eröffnet werde, wie er den Domänenkäufern in Kurhessen eröffnet worden sey.

Für diesen Antrag der Commission scheinen ihr folgende Gründe zu sprechen:

1) Die Competenz dieser hohen Versammlung, in Folge allgemeiner Grundsätze und des 29. Artikels der Schlußacte, dafür zu sorgen, daß den Reclamanten über die rechtliche Gültigkeit der, von ihnen mit der vormaligen Westphälischen Regierung abgeschlossenen, privatrechtlichen Contracte richterliches Gehör vor selbstständig urtheilenden Richtern nicht verweigert werde, dürfte nach dem, was darüber in der 51. Sitzung des Jahrs 1818 und in diesem Vortrage (ad A) bereits ausgeführt worden ist, um so weniger zu bezweifeln seyn, als

2) dagegen die Berufung auf die Wiener Conferenz-Verhandlungen über die Bestimmung des 30. Artikels mit rechtlichem Erfolge nicht benutzt werden zu können scheint, da in

diesen Verhandlungen keineswegs der Sinn liegt, daß der Bundesversammlung in den Westphälischen Angelegenheiten jedes Vorschreiten unmöglich gemacht werden solle.

Der 30. Artikel der Schlußacte setzt voraus, daß Forderungen, deren Existenz an sich nicht bestritten wird, doch um deswillen unbefriedigt bleiben, weil die Verpflichtung dazu oder das Maas der Theilnahme an der Befriedigung derselben zwischen mehreren Bundesgliedern noch zweifelhaft oder streitig ist.

In diesem Sinne wurde in der 17. Wiener Conferenz-Sitzung verlangt, daß der 30. Artikel der Schlußacte auf die Westphälischen Angelegenheiten und zwar um deswillen keine Anwendung finden solle, weil die rechtliche Existenz der betreffenden Forderungen von einigen der betheiligten Regierungen geradezu bestritten würde: allein so wenig war es die Absicht der Conferenz, jede Einwirkung der Bundesversammlung abzuschneiden, daß vielmehr noch in der 33. Sitzung ein hierauf sich beziehender, richterlicher Entscheidung ausdrücklich erwähnender, Antrag erfolgte. — Unter dem 27. Juli 1820, wurden, in Gemäßheit desselben, die Reclamationen in den Westphälischen Angelegenheiten, namentlich und mit Beziehung auf das 33. Conferenz-Protokoll, in die Zusammenstellung der besonderen Gegenstände, welche, in Folge der letzten Wiener Ministerial-Conferenzen, zur weitern Berathung an den Bundestag gebracht werden sollten, von dem Präsidio dieser hohen Versammlung, zugleich mit Bezeichnung des dafür in den Conferenzen von dem Herrn Fürsten Metternich aufgestellten Gesichtspuncts, aufgenommen.

Protokolle vom Jahr 1820, Seite 216.

Ganz verschieden von der Voraussetzung des Artikels 30 der Schlußacte ist aber die, welche den Beschlüssen der Bundesversammlung in den §§. 177, 178, 179 u. 180 des Protokolls der 29. Sitzung vom Jahre 1819 zum Grunde liegt.

Die Voraussetzung, in welcher jene Beschlüsse gefaßt wurden, bestand aber darin

a) daß es sich in den vorliegenden Fällen von Ansprüchen handle, welche an und für sich als liquide noch nicht erachtet werden könnten;

b) daß sie aber, wenn kein Vergleich zu Stande komme, jedenfalls richterlich entschieden werden müßten, indem sie, mögen sie auf Erfüllung der mit der ehemaligen Westphälischen Regierung abgeschlossenen Contracte, oder auf Entschädigung für Contracte, welche die dermaligen Regierungen aufzuheben sich veranlaßt fanden, gerichtet seyn, sich unverkennbar als solche darstellen, die, in Beziehung auf ein ursprünglich privatrechtliches Rechtsgeschäft, gegen den Fiscus erhoben werden;

c) daß solche streitig gewordenen Rechtsgeschäfte ihren privatrechtlichen Charakter auch dann nicht verlieren können, wenn die Entscheidung über ihre Gültigkeit oder Ungültigket aus andern als bloß civilrechtlichen Normen geschöpft werden müßte.

Diese Voraussetzung aber beruhte wieder:

1) auf dem, schon bei den **Berathungen** über die Deutsche Bundesverfassung ausgesprochenen, allgemeinen **Willen** aller verhandelnden Staaten, die Deutschen Völker über ihren Rechtszustand, durch möglichst vollkommene Sicherung desselben, zu beruhigen.

Der Wille, dafür zu sorgen, daß (wie sich ein Bundestagsgesandter in der Sitzung vom 21. November 1816 ausdrückte) die Deutschen in allen Bundesstaaten gegen Willkuhr gesichert und völlig gewiß seyen, daß ihnen rechtliches Gehör nirgends versagt werden dürfe, sprach sich überall sehr deutlich, auf das unzweideutigste aber bei den Berathungen über Errichtung und Wirksamkeit eines Bundesgerichts und über Bestimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutschen Bundesstaaten überhaupt, aus.

> **Klüber's** Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Wiener Congresses überhaupt und insonderheit über wichtige Angelegenheiten des teutschen Bundes. Zweite Abtheilung, Seite 173 — 193 u. 244 ff.

Unter denjenigen Regierungen — und dazu gehörten, mit sehr wenig Ausnahmen, alle — welche sowohl für die Errichtung eines Bundesgerichts, als auch für die ausdrückliche Bestimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutschen Bundesstaaten stimmten, zeichneten sich — neben der Oesterreichischen — besonders die von Preussen und Hannover aus.

So reclamirte **Preussen** für die Unterthanen aller Deutschen Staaten unter Anderem auch «die Freiheit, Beeinträchtigungen der persönlichen oder Eigenthums-Rechte gegen **Jedermann**, nach den Gesetzen, vor dem **ordentlichen Richter** verfolgen, und, wegen verweigerter, verzögerter oder **gesetzwidrig geübter** Rechtspflege, **Beschwerden** bei dem Bunde führen zu können.

Klüber a. a. O., S. 249.

Preussen forderte, bei einer andern Gelegenheit, noch bestimmter, «daß die Richter, in **Klagen gegen den Landesherrn**, in demjenigen, was die (gesetzmäßige Erörterung und) Entscheidung der Sache beträfe, **ihres** als Unterthanen oder sonst in irgend einer andern Eigenschaft **geleisteten Eides entbunden** seyn sollten; auch kein Richter anders als durch förmlich gesprochenes Urtheil seines Richteramtes entsetzt werden solle».

Klüber a. a. O., S. 250.

Hannover forderte in dieser Beziehung ebenfalls, «daß die **Richter**, in **Sachen**, wo der **Landesherr Partei wäre**, von ihren **Pflichten gegen diesen zu entbinden**, und **anzuweisen** seyen, **lediglich** nach den **Gesetzen**, mit **Hintansetzung** aller etwaigen **Cabinets-Rescripte**, zu **sprechen**».

Nur durch solche liberale Grundsätze — sagten die Königlich-Hannöverischen Congreßbevollmächtigten, und die Kaiserlichen und Königlichen Bevollmächtigten von Oesterreich und

Preussen erklärten ihr völliges Einverständniß mit dem Inhalte dieser Hannöverischen Erklärung — nur durch solche liberale Grundsätze könne man, bei dem jetzigen Zeitgeist und bei den billigen Forderungen der Deutschen Nation, hoffen, Ruhe und Zufriedenheit herzustellen.

Klüber a. a. O., S. 255.

Noch bei der Unterzeichnung der Bundesacte, bekannte Hannover laut, daß diese Acte die Erwartungen der Deutschen Nation nur zum Theil erfüllen könne; indessen schliesse der Bund, wie er beliebt sey, keine Verbesserung aus, und diese zu befördern, werde es sich stets bemühen.

Klüber a. a. O., S. 272.

Aber auch diejenigen Regierungen, welche, gewiß nicht ohne triftige Gründe, gegen die Errichtung eines Bundesgerichts und gegen eine nähere Bestimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutschen Bundesstaaten stimmen zu müssen glaubten, erklärten, zum Theil als Motiv ihrer Abstimmungen, in Beziehung auf die Justizpflege, daß diese in ihren Staaten, auch der Regierung gegenüber, völlig unabhängig sey.

So erklärte z. B. Baiern: die Baierische Regierung erkenne, auch in Klagsachen gegen sie selbst, die Competenz der von ihr niedergesetzten Gerichte an; sie unterwerfe sich, wie schon mehrere Fälle zeigten, dem Ausspruche ihres obersten Gerichtshofes, wider dessen Urtheile keine Berufung mehr statt finde.

Klüber a. a. O., S. 260.

So erklärte Großherzogthum Hessen: In seinen Staaten habe Hessen durch ganz unabhängige und kraftvolle Rechtspflege, und, da es das eigene Interesse seines Fiscus den Aussprüchen der Gerichte unbedingt unterworfen habe, für Alle, die seiner Staatsgewalt unterworfen wären, den Wunsch aller weitern Berufung beseitigt.

Klüber a. a. O., Seite 177.

Aber nicht bloß auf diesen so allgemein ausgesprochenen Willen, eine unparteiische, selbstständige und kraftvolle Justizpflege, auch dem Fiscus und den Cabinets-Rescripten gegenüber, zu sichern, gründeten sich die Beschlüsse, welche diese hohe Versammlung in der 29. Sitzung von 1819 faßte, sondern hauptsächlich auch noch

2) auf die Verpflichtung, welche ihr der 29. Artikel der Schlußacte, der ohne die Fortdauer jenes Willens, als eine wesentliche Verbesserung und Ergänzung der für mangelhaft erkannten Bundesacte, gar nicht hätte ins Leben gerufen werden können, der aber demnach auch, durch jenen bestimmt und umfassend ausgesprochenen Willen,

erst seine über alle Zweifel erhabene Bedeutung nach Werth und Umfang erhält, ausdrücklich auferlegt hat.

Da nun in den vorliegenden Fällen, auf welche sich die erwähnten Beschlüsse beziehen, die Rechtsgültigkeit der gemachten Ansprüche theils als problematisch dargestellt, theils geradezu in Abrede gestellt wird; so können über die Zulässigkeit dieser Exceptionen nur die Landesgerichte entscheiden; die Bundesversammlung aber hat, in Folge des 29. Artikels, bloß dafür zu sorgen, daß die Gerichte in ihren Entscheidungen allem, die Freiheit ihrer rechtlichen Ueberzeugung hemmenden, Einflusse entzogen werden.

3) Wenn in den angeführten Beschlüssen nicht bloß darauf hingearbeitet, sondern eventuell auch das Ersuchen gestellt wurde, daß die betreffenden Regierungen in dem Falle, wo eine richterliche Entscheidung über jene Ansprüche nothwendig werden sollte, sich über ein gemeinschaftliches Gericht vereinigen möchten, weil diese Ansprüche gegen mehrere Bundesstaaten, die, als Theilhaber an einer zufälligen Gemeinschaft von Verbindlichkeiten, nicht für das Ganze der Forderungen in Anspruch genommen werden können, rechtlich geltend gemacht werden müßten; so lag bei diesem Ersuchen die auf frühere Vorgänge gestützte Absicht zum Grunde, auch für diesen besondern Fall eine Lücke des gerichtlichen Verfahrens, welche der 30. Artikel noch offen gelassen hat, und die neuerdings, bei Gelegenheit der Verhandlungen über die Vervollkommnung des Austrägal-Verfahrens, wieder zur Sprache gekommen ist, vorläufig auszufüllen; und diese Absicht schien gerechtfertigt:

a) durch den Umstand, daß, bei mehreren Gelegenheiten, Ministerien die Reclamanten dieser Kategorie — wie z. B. die Unternehmer der Militär-Verpflegung in der 3. Militär-Division, Spir, Max und Compagnie, und die Unternehmer der Hospital-Verpflegung im ganzen Umfange des vormaligen Königreichs Westphalen, Bonde und Compagnie — an den Bundestag verwiesen, ihnen die gemeinsame Regulirung der Westphälischen Angelegenheiten als den einzigen Weg, auf welchem sie zu ihrem Zwecke gelangen könnten, bezeichneten, und dabei ausdrücklich jeden weitern Vorschritt, um einen Theil ihrer Forderungen bloß bei einer einzelnen Regierung geltend zu machen, aufhoben;

b) durch den 5. Separat-Artikel der zwischen den verbündeten Mächten und dem Kurfürsten von Hessen unter dem 2. December 1813 abgeschlossenen Convention, nach welchem durch eine Commission alle diejenigen Interessen ausgeschieden und regulirt werden sollen, welche bis dahin den verschiedenen Provinzen des Königreichs Westphalen gemeinschaftlich waren.

Es kann freilich

ad a) nicht in Abrede gezogen werden, daß nicht alle betheiligten Regierungen in gleicher Weise verfahren haben, und daß durch die Maasregeln der einen Regierung die der übrigen rechtlich nicht bestimmt werden können: allein es konnte und kann auch jetzt wohl noch vorausgesetzt werden, daß, unter verbündeten Staaten, über jede mit dem Rechte vereinbarliche Maasregel zur Beseitigung eines, wenn auch noch nicht erwiesenen materiellen, doch eines möglichen formalen Unrechts, eine Einverständigung wahrscheinlich erfolgen werde.

Es kann auch

ad b) nicht in Abrede gezogen werden, daß die allegirte Convention vom 2. December 1813 von den verbündeten Mächten ausdrücklich nur mit Kurhessen geschlossen wurde; wenn man aber in Erwägung zieht, daß das, was hierin, unter Mitwirkung der Bevollmächtigten des Königs von England, der doch mit Hannover nicht ausser aller Beziehung gedacht wird, von dem Kurfürsten von Hessen verlangt wurde, ohne gleichmäßige Mitwirkung von allen betheiligten Staaten gar nicht erfüllt werden könnte: so muß man sich zu der Voraussetzung berechtigt halten, daß mit Hannover und Braunschweig (denn Preussen befand sich unter den die Convention abschliessenden Mächten) entweder ähnliche, vielleicht nur nicht bekannt gewordene, Conventionen geschlossen worden seyn dürften, oder daß solche Umstände — die sich, da Hannover und Braunschweig zu den ursprünglich verbündeten der alliirten Hauptmächte gehörten, gar wohl denken liessen — obwalteten, unter welchen dergleichen Verabredungen und Bestimmungen in förmlich abzuschliessenden Conventionen um deswillen ganz überflüssig erschienen, weil die Zustimmung dazu, auch stillschweigend, mit Zuverlässigkeit vorausgesetzt werden konnte.

Sollte aber auch die Erwägung dieser Umstände nicht hinreichend seyn, um sämmtliche bei diesen Gegenständen betheiligte Regierungen dazu zu bestimmen, daß sie, in dem Falle, wenn mit den Reclamanten kein gütliches Abkommen getroffen werden könnte, sich über ein gemeinschaftliches Gericht, vor welchem die Ansprüche der Reclamanten an- und ausgeführt und darüber rechtliche Erkenntnisse ertheilt würden, vereinigten: so wird die Erwägung jener Umstände doch zu einem andern, sofort näher zu bezeichnenden, Auskunftsmittel führen, durch welches der im Geiste der Bundesverfassung liegenden Forderung richterlicher Entscheidung ebenfalls Genüge geschehen würde.

Es kann nämlich gegen den auf die Erwählung eines gemeinschaftlichen Gerichts gerichteten Antrag allerdings eingewendet werden, und ist dagegen, zum Theil wenigstens, auch wirklich eingewendet worden:

1) daß die bestehende Bundesgesetzgebung für Fälle der vorliegenden Art, wo Privatpersonen Ansprüche gegen Regierungen unmittelbar geltend machen wollen, die Vereinigung über ein gemeinschaftliches Gericht, zur Zeit wenigstens, ganz und gar nicht fordert, die rechtliche Erörterung und Erledigung solcher Ansprüche vielmehr ausdrücklich an die Landesgerichte verweiset;

2) daß die vorliegenden Fälle von den Fällen, in welchen sich Regierungen dem ungeachtet über ein gemeinschaftliches Gericht vereinigten, vor welchem sie Privaten Recht geben, wesentlich verschieden seyen, indem in jenen der Grund wegfalle, der in diesen als entscheidend angenommen werden müsse, der nämlich, daß in den letzteren die Privatpersonen dadurch, daß ihre Beschwerden schon vor einem der ehemaligen Reichsgerichte rechtshängig waren, auf die Einheit des Gerichts ein wohlerworbenes Recht erlangt hatten; und

3) daß, in den vorliegenden Fällen, das Verhältniß der betheiligten Staaten, in welchem diese zu der ehemaligen Westphälischen Regierung gestanden, viel zu verschieden sey, und daß die Verschiedenheit dieses Verhältnisses auch auf die richterliche Beurtheilung der vorliegenden streitigen Rechtsverhältnisse viel zu einflußreich seyn dürften, als daß sie in einem und dem nämlichen Proceßverfahren, den Forderndten gegenüber, und vor einem Richter, der in Beziehung auf jede der betheiligten Regierungen ein ursprünglich competenter nicht genannt werden könne, mit einander ganz gemeinschaftliche Sache zu machen für räthlich halten könnten.

Von den beiden ersten Einwendungen glaubt die Commission, daß sie, wenn sie gemacht oder festgehalten werden wollen, vom jetzigen Standpuncte der Bundesgesetzgebung aus schlechthin nicht zu beseitigen sind; und daß man, wenn man auch, in Beziehung auf die dritte, Manches sollte sagen können, was das Gewicht derselben vielleicht zu vermindern vermöchte, dennoch immer würde zugestehen müssen, daß die Verhältnisse der bei dem aufgelösten Königreiche Westphalen betheiligten Regierung zu der damals für einige derselben nur factisch bestehenden Regierung desselben in einer Art verschieden seyen, die auch eine verschiedene Beurtheilung der Frage über die Gültigkeit des einen oder des andern der mit jener Regierung von Privatpersonen geschlossenen Verträge, möglicher weise zur Folge haben könnte.

Wenn sich demnach aber auch die betheiligten Regierungen, in dem unterstellten Falle, daß kein gütliches Abkommen mit den Reclamanten von ihren Commissarien zu Stande zu bringen seyn sollte, aus freiem Antriebe über den Antrag auf ein gemeinschaftliches Gericht nicht vereinigen würden; so scheint denn doch ein Auskunftsmittel vorhanden zu seyn, das, weil es nicht bloß im Geiste der Bundesverfassung, sondern noch viel tiefer in dem Rechtsgefühle der betheiligten Regierungen wurzelt, um so weniger verworfen werden

dürfte, als in der Erklärung der Hannöverischen Gesandtschaft, im Paragraphen 180 der Protokolle des Jahres 1819, selbst nicht undeutlich darauf hingedeutet worden ist, indem dort gesagt wird:

« Und wenn gleich der mit Kurhessen Anno 1813 geschlossene Vertrag für die übrigen Besitzer von Provinzen, welche gewaltsam zu dem Königreiche Westphalen geschlagen worden, keine Verbindlichkeit hat; so finde ich doch kein Bedenken, daß man sich dafür bei den betheiligten Höfen verwende, damit diese gemeinschaftlich sich über die Erörterung dieser Gegenstände gütlich vereinigen mögen ».

Nur das wollte die Gesandtschaft den betheiligten Höfen überlassen wissen, daß sie selber bestimmten, wie weit sie sich, je nach der Verschiedenheit ihres Verhältnisses zu dem Königreiche Westphalen, darin einlassen wollten.

Dem strengen Rechte — so scheint es der Commission — wäre genügt, wenn sämmtliche betheiligte Regierungen darin übereinkämen, daß sie durch ihre bereits zu Berlin bestehende Commission, in der übrigens noch nicht zuzugebenden Voraussetzung, daß die Forderungen der Reclamanten wirklich auf rechtsbegründeten Titeln beruhten, sobald als möglich — und lange Zeit könnte eine solche Arbeit kaum erfordern — ausmitteln und feststellen lassen wollten:

1) welche Forderungen, im unterstellten, aber noch nicht zugegebenen Falle, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

2) in welchem Verhältnisse jede der betheiligten Regierungen — auch hier nur im unterstellten, aber noch nicht zugegebenen Falle — zur Befriedigung jener Central-Verbindlichkeiten beizutragen haben würde?

Wären diese beiden Puncte einmal ausgemittelt, festgestellt und den Reclamanten bekannt gemacht; so wäre es für jede der betheiligten Regierungen ein Leichtes, ihre Ansichten über die Zulässigkeit der an sie gemachten Ansprüche, den Reclamanten gegenüber, auf dem Wege der Unterhandlungen, oder, in Entstehung des gewünschten Resultats derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den zur Entscheidung derselben, nach dem Dafürhalten der Commission, allein competenten Landesgerichtsstellen geltend zu machen.

Die Commission richtet, unter diesen Verhältnissen, in Beziehung auf die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamationen, welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener, bei dieser hohen Versammlung angebracht wurden, ihren

Antrag

dahin:

In Erwägung der dieser hohen Versammlung durch den Artikel 29 der Schlußacte auferlegten Verpflichtung, dafür zu sorgen, daß die so eben bezeichneten Beschwerden, falls dieselben im Wege aussergerichtlicher Ausgleichung nicht sollten beseitigt werden können, der rechtlichen Erörterung vor den competenten Gerichtsstellen nicht entzogen werden, die dabei betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig durch deren Bundestagsgesandtschaften zu veranlassen, daß dieselben

1) für die Beschleunigung der Arbeiten der in Betreff der oben bezeichneten Angelegenheiten angeordneten und in Berlin zusammengetretenen Commission Sorge tragen, und
2) diese hohe Versammlung, innerhalb eines Zeitraums von vier Monaten, von dem Stande dieser commissarisch verhandelt werdenden Angelegenheiten und zugleich davon in Kenntniß setzen lassen mögen:
   a) ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keinem die Reclamanten befriedigenden Resultate führen sollten, vor einem, von ihnen zu erwählenden, gemeinschaftlichen Gerichte Recht zu nehmen; oder
   b) ob sie es vorzögen, innerhalb einer zu bestimmenden Frist, gemeinschaftlich, jedoch ohne alles rechtliche Präjudiz, festsetzen zu lassen:

      welche Forderungen, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

      und

      in welchem Verhältnisse jede der dabei betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Verbindlichkeiten, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, beizutragen habe?

damit, nachdem dieses geschehen, jede der betheiligten Regierungen die sie betreffenden Ansprüche besonders prüfen, und die darüber erhobenen Beschwerden, entweder auf dem Wege der Unterhandlung mit den Reclamanten, oder, in Entstehung eines befriedigenden Erfolges derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den competenten Landesgerichtsstellen für sich allein heben lassen könne.

Im Namen der Commission,

Wangenheim.

Sechzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 12. Juni 1823.

In Gegenwart

aller in der funfzehnten Sitzung Anwesend

§. 100.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufg
sten Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

(15. Sitz. §. 98 d. J.)

Präsidium. Einige Gesandtschaften wollten sich heute über den in der letzten Si
erstatteten Vortrag, wegen Regulirung der Angelegenheiten der bei dem aufgelösten K
reiche Westphalen betheiligten Individuen, erklären, wozu Präsidium denselben andurc
Protokoll öffne.

Preussen. Bei der in letzter Sitzung statt gefundenen Verhandlung übe
Sache der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen und die übrigen Westphälischen
tral-Angelegenheiten, ist auf die speciellen Anträge der Reclamations-Commissio
der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft vorläufig nur so viel geäussert wo
als es ihr nach Lage der Verhältnisse nothwendig erschien; eine Erklärung über die
führliche Entwickelung der Gründe aber, welche den gedachten Anträgen als Motive v
gehen, mußte die Gesandtschaft damals zu umgehen um so mehr für Pflicht halten
ihr eine nähere Prüfung derselben erst nach erfolgtem Abdrucke des gesammten Commiss
Vortrags möglich erschien.

In Folge dieser Prüfung hat sie nun die Ueberzeugung gewonnen, sich der nac
lichen Aeusserung nicht überheben zu können:

daß sie mit den staatsrechtlichen Theorien, aus welchen jene Gründe geschöpft
bei der grossen Allgemeinheit, womit sie in dem Vortrage aufgestellt werden,

In Erwägung der dieser hohen Versammlung durch den Artikel 29 der Schlußacte auferlegten Verpflichtung, dafür zu sorgen, daß die so eben bezeichneten Beschwerden, falls dieselben im Wege aussergerichtlicher Ausgleichung nicht sollten beseitigt werden können, der rechtlichen Erörterung vor den competenten Gerichtsstellen nicht entzogen werden, die dabei betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig durch deren Bundestagsgesandtschaften zu veranlassen, daß dieselben

1) für die Beschleunigung der Arbeiten der in Betreff der oben bezeichneten Angelegenheiten angeordneten und in Berlin zusammengetretenen Commission Sorge tragen, und
2) diese hohe Versammlung, innerhalb eines Zeitraums von vier Monaten, von dem Stande dieser commissarisch verhandelt werdenden Angelegenheiten und zugleich davon in Kenntniß setzen lassen mögen:
   a) ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keinem die Reclamanten befriedigenden Resultate führen sollten, vor einem, von ihnen zu erwählenden, gemeinschaftlichen Gerichte Recht zu nehmen; oder
   b) ob sie es vorzögen, innerhalb einer zu bestimmenden Frist, gemeinschaftlich, jedoch ohne alles rechtliche Präjudiz, festsetzen zu lassen:

welche Forderungen, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

und

in welchem Verhältnisse jede der dabei betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Verbindlichkeiten, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, beizutragen habe?

damit, nachdem dieses geschehen, jede der betheiligten Regierungen die sie betreffenden Ansprüche besonders prüfen, und die darüber erhobenen Beschwerden, entweder auf dem Wege der Unterhandlung mit den Reclamanten, oder, in Entstehung eines befriedigenden Erfolges derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den competenten Landesgerichtsstellen für sich allein heben lassen könne.

Im Namen der Commission,

Wangenheim.

den, sich eben so wenig vereinigen, als überhaupt mit der bisherigen Uebung befre
den kann, daß in den Verhandlungen der Bundesversammlung sich so vielfältig auf der
Rechtslehrer berufen werde, denen dadurch in den Augen des Publikums eine Autor
zugestanden zu werden scheint, die vielleicht nicht immer und nicht in allen Beziehun
vertheidigt werden könnte; so glaubt derselbe doch nur seinem allerhöchsten Hofe, son
hierüber, als über den eigentlichen Gegenstand der Frage, die Abstimmung im festgesetzten T
mine vorbehalten zu müssen, und besorgt keineswegs, daß durch die von der Versamml
beschlossene Festsetzung eines Abstimmungs-Termins der Vermuthung Raum gegeben wer
könne, als ob man dadurch auch schon im Voraus den Grundsätzen huldige, aus wel
jener Antrag hervorgegangen ist.

Hierauf wurde

beschlossen:

ausdrücklich anzufügen, daß die hohe Bundesversammlung durch Festsetzung eines T
mins zur Abstimmung in oben erwähnter Angelegenheit weder in eine Beleuchtung oder
örterung der in dem Vortrage aufgestellten Grundsätze eingegangen sey, noch sich diesel
oder die Motive des Commissions-Antrages eigen gemacht, sondern die Erledigung di
Sache ganz allein den Instructionen der Regierungen vorbehalten habe.

§. 101.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(43. Sitz. §. 210 v. J. 1818. — 3. Sitz. §. 19 v. J. 1819.)

Präsidium trägt vor: Die Zeit, auf welche die provisorische Bundesmatrikel a
nommen worden sey, gehe mit diesem Jahr zu Ende, es wolle also dem Ermessen ei
hohen Bundesversammlung anheim stellen, zur Wahl jener Commission zu schreiten, we
nach dem Bundestagsbeschlusse vom 20. August 1818 (§. 210) die Grundsätze, wornach
definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, zu begutac
habe.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, und es wurden h
auf zu dieser Commission die Herren Bundestagsgesandten

Freiherr von Münch-Bellinghausen,
Graf von der Goltz,
von Pfeffel,
von Hammerstein und
Graf von Eyben,

gewählt; daher

Beschluß:

daß die aus den Herren Bundestagsgesandten, Freiherrn von Münch-Belli

hausen, Grafen von der Goltz, von Pfeffel, von Hammerstein und Grafen von Eyben, gewählte Commission um Erstattung ihres Gutachtens über die Grundsätze, wornach die definitiv einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, zu ersuchen sey.

§. 102.

Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile.

(9. Sitz. §. 63 d. J.)

Baden. In ihrer in der 9. dießjährigen Sitzung §. 63 abgegebenen Erklärung über die Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile, hat sich die Großherzogliche Gesandtschaft weitere Aufklärung der diesseitigen Theilnahme an der Mainzer Pfandamtsforderung vorbehalten.

Diese, sieht sie sich nunmehr in Stand gesetzt, dahin zu ertheilen, daß die Mainzisch-Leiningische und die Mainzisch-Salm-Krautheimische Schulden-Tilgungscassen zu Mosbach und Tauber-Bischofsheim von der Großherzoglichen Regierung angewiesen worden sind, nicht nur die Zinsen von den durch die Mainzer Staatsausgleichungs-Commission zu Frankfurt den Fürstlichen Häusern Leiningen und Salm-Krautheim zugetheilten Raten an der auf die Aemter Rüdesheim und Krautheim radicirt gewesenen Capitalforderung des Mainzer Pfandhauses an den Mainzer Kurstaat, sondern auch die zugewiesenen Capital-Raten selbst nach und nach, so wie solches geschehen kann, abzutragen.

Ausserdem glaubt die Gesandtschaft bemerken zu müssen, daß, hinsichtlich der weitern, auf den Zoll Bilzbach radicirt gewesenen Capitalforderung eben dieses Pfandhauses an den Kurstaat Mainz, ad 232,000 Fl., zur Zeit noch keine Repartition desselben unter den verschiedenen Mainzer Kurstaatsbetheiligten und keine partielle Uebernahme erfolgt ist, und bis zur Erledigung des wegen der auf die Rente Lohneck und den Zoll Bilzbach radicirten Mainzer Schulden zwischen dem Großherzogthume Hessen und dem Herzogthume Nassau obwaltenden Streites, auch nicht wohl wird erfolgen können.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen.

§. 103.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

(14. Sitz. §. 92 d. J.)

Kurhessen. In Beziehung auf die in das Protokoll der 14. Sitzung gelegten Aeusserungen, hat Kurfürstliche Gesandtschaft nachträglich zu erklären, daß Seine Königliche Ho-

heit der Kurfürst, in Betracht der höchst strafbaren und ungeziemenden Artikel des Teutschen Beobachters und des daraus hervorgehenden gefährlichen, gewiß die größte Aufmerksamkeit und die schärfste Ahndung verdienenden Geistes, dem auf Unterdrückung desselben gefaßten Beschlusse vollkommen beistimmen.

§. 104.

Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(15. Sitz. §. 97 d. J.)

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist auf den, in Folge Bundestagsbeschlusses vom 24. April dieses Jahres, betreffend die von den ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächtern der Gräfenauer- und Hemshöfe erhobenen Entschädigungs-Reclamation, an ihren höchsten Hof erstatteten Bericht mit einer Instruction versehen worden, welche sie in den Stand setzt, den in der Großherzoglich-Badischen Erklärung vom 5. dieses Monats entwickelten Grundsätzen im Wesentlichen beizutreten.

Auf keinen Fall kann ihr höchster Hof jemals nachgeben, daß eine gerichtliche Entscheidung zwischen Privatpersonen und Staatsregierungen über nicht privatrechtliche Forderungen statt finde.

Staatshandlungen und deren Wirkungen können nie Gegenstand eines Erkenntnisses der Gerichte werden, ohne deren Stellung völlig zu verrücken, und es geht durchaus nicht an, dieselben hierin den vormaligen Reichsgerichten gleich zu setzen, da ihr Verhältniß zur Souverainetät von jenem der Reichsgerichte zur Deutschen Landeshoheit so wesentlich verschieden ist.

Im vorliegenden Falle ist von Justizverweigerung keine Rede, mithin läßt sich die Competenz einer hohen Bundesversammlung nur dann als vorhanden annehmen, wenn sie aus dem Artikel 30 der Schlußacte hergeleitet werden kann. Es ist aber noch nicht ausgemacht, ob dieser Artikel nur von Forderungen spreche, deren Statthaftigkeit und Grund an sich unbezweifelt ist, und welche nur wegen Verweisung von einem Staate an den andern nicht realisirt werden können; oder ob er auch solche Forderungen umfasse, welche keiner der angesprochenen Staaten als an sich gegründet anerkennt.

Ersteres scheint nach den Worten des Artikels angenommen werden zu müssen. Sollte indessen eine hohe Bundesversammlung der letztern Auslegung den Vorzug geben, so ist man erbötig, zur Entstehung des von Großherzoglich-Badischer Seite vorgeschlagenen Austrägalverfahrens mitzuwirken.

Diese Erklärung wurde der Reclamations-Commission zuzustellen beschlossen.

§. 105.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 59, eingereicht am 5. Juni, von Gerhard Heinrich Buse zu Brünn, den zweiten Theil dessen Comptoir-Buchs.

Num. 60, einger. am 6. Juni, von Joseph Freiherrn von Urraca zu Wien, K. K. Generalmajor, Gesuch um Beförderung der Angelegenheit des Grafen von Hallberg ꝛc.

Num. 61, einger. am 6. Juni, von dem ehemaligen Fürstlich-Nassau-Saarbrückischen Geheimen Rath Eichberg zu Ottweiler, Bitte um Verwendung bei der Herzoglich-Nassauischen Regierung, wegen Vergütung seiner Pensionsrückstände, im Betrage von 15,092 Fl. 40 Kr., dann einer baaren Auslage für den verstorbenen Herrn Fürsten von Nassau-Saarbrücken von 610 Fl. 15 Kr. Mit Anl. A — H.

Num. 62, einger. am 6. Juni, von der Stadt Herbstein, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse. Mit Anl. A — D in Abschrift.

Num. 63, einger. am 12. Juni, von den Geschwistern Levy dahier, Bitte um Schutz gegen die ihnen von dem Senate der freien Stadt Frankfurt wiederholt angedrohte Ausweisung aus dem städtischen Bezirk.

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Siebenzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 19. Juni 1823.

In Gegenwart

aller in der sechzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 106.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr.

(9. Sitz. §. 67 d. J.)

Präsidium. Der in Folge Beschlusses vom 17. April dieses Jahres festgesetzte Termin zur Abstimmung über den in der 9. dießjährigen Sitzung erstatteten Commissionsvortrag, die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr., sey heute eingetreten; man wolle also vernehmen, wohin sich die Gesandtschaften äussern würden.

Oesterreich. In dem sehr gründlich abgefaßten Commissionsvortrage sind auf das genaueste und bündigste die Hauptmomente entwickelt, wodurch das vermöge des Artikels 30 der Schlußacte einzutretende Austrägalverfahren, sowohl von demjenigen des bei sonstigen Streitigkeiten der Bundesglieder in Anwendung zu bringenden, als auch von dem gewöhnlichen bürgerlichen Proceßverfahren zwischen Privaten, sich wesentlich unterscheidet.

Nicht weniger ist aber auch daselbst der Geist jener, für die Verhütung der Rechtlosigkeit im Deutschen Bunde so wohlthätigen, legislativen Bestimmung erörtert, und zugleich auch eben so treffend der Gesichtspunct bezeichnet, von welchem bei Auswahl des Mittels zu Erweckung der Thätigkeit der Austrägalinstanz ohne Anrufen eines der streitenden Theile auszugehen ist.

Wenn nun der Kaiserlich-Königliche Hof sämmtliche Prämissen, welche die Basis des Commissionsantrages bilden, nur durchaus als vollkommen richtig anzuerkennen vermag, so nimmt derselbe keinen Anstand, den Antrag selbst als angemessen und den Bundeszwecken zusagend zu betrachten, und demnach demselben seinem ganzen Inhalte nach beizutreten, so wie auch für die Anwendung dieser Bestimmung auf die dermal schwebenden Rechtsstreite der fraglichen Art sich hiemit auszusprechen.

Preussen. So lange hinsichtlich des Verfahrens bei Streitigkeiten unter Bundesgliedern und des damit in Verbindung gebrachten Verfahrens, welches in den Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eintreten soll, in Ermangelung der rückständigen Abstimmungen über den hierauf Bezug habenden, in der 37. Sitzung vom Jahre 1820 vorgelegten Commissionsentwurf, die näheren Grundsätze von der hohen Bundesversammlung noch nicht angenommen und aufgestellt worden sind, scheint sorgfältig darauf gesehen werden zu müssen, daß nicht etwa durch vorläufige speciellere Bestimmungen, die bei endlicher Erörterung und Beschlußziehung doch vielleicht nicht für zweckmäsig anerkannt werden könnten, jenen festzustellenden Grundsätzen, in irgend einer Art, vorgegriffen werde.

Auch nur von dieser allgemeineren Ansicht ausgehend, findet der Königlich-Preussische Hof es schon bedenklich, seiner Seits dahin mitzuwirken, daß, nach dem in der 9. dießjährigen Sitzung gemachten Vorschlage der verehrlichen, mit Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission,

> in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach Bestimmung des 30. Artikels der Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, bundesgesetzlich beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Eine besondere Vorsicht ist hierbei wohl um so nöthiger, als in den Fällen des 30. Artikels selbst die Frage noch ihre Schwierigkeit hat, wer als Kläger, und wer als Verklagter zu betrachten; wer daher mit einer Darstellung und Erklärung vorauszugehen und wer zu folgen verpflichtet sey?

Dem gedachten Commissionsvorschlage stehen aber, nach diesseitigem Dafürhalten, noch ganz besondere, sehr erhebliche Gründe entgegen.

Angelegenheiten, in welchen es zu Controversen von Staaten mit Staaten gekommen ist, pflegen viel verwickelter zu seyn, als streitige privatrechtliche Verhältnisse gewöhnlicher

Art, und lassen sich deßhalb nicht nach so einfachen Normen behandeln, als es mit Processen von Privatpersonen unter sich, oder wider den Fiscus eines Landes geschehen kann. Namentlich dürfte es an und für sich Schwierigkeiten machen, Präjudicien und Comminationen, die in speciellen Gerichtsordnungen vorgeschrieben, zunächst aber doch nur nach der Natur und dem Begriffe der eigentlichen Klage für Privatpersonen oder für den Fiscus, wo er sich Privatpersonen als Partei gegenüberstellt, berechnet sind, auf Collisionen zwischen Staat und Staat anzuwenden, indem bei dergleichen Collisionen jene Gesichtspuncte einer privatrechtlichen Klage in den meisten Beziehungen gar nicht statt finden, und die dabei eintretende Verhandlung in der Regel mehr die Ansicht eines Compromißverfahrens wegen streitiger Verhältnisse darbieten wird.

Hierzu kommt die wichtige Erwägung, daß da, wo es nur Eine Instanz giebt und kein weiteres Rechtsmittel mehr zulässig ist, bei Anordnung eines Contumacialverfahrens die größte Behutsamkeit erfordert wird, wenn die Rechte der Parteien dadurch nicht beeinträchtigt werden sollen. Jemehr hierauf, besonders in Angelegenheiten der Staaten, Rücksicht zu nehmen ist, um so weniger dürften auch andere Bundesglieder sich dafür zu erklären geneigt seyn, daß in Fällen des 30. Artikels bei Anwendung jenes Verfahrens den Gerichten ganz freie Hand gelassen werde.

Ueberhaupt aber scheint es dem Ansehen und der Würde der Bundesstaaten angemessen, daß, so wie lediglich aus ihrer freien gegenseitigen Vereinbarung die Austrägalinstanz selbst hervorgegangen ist, auch das dabei zu beobachtende Verfahren mit dem Geiste dieser Entstehung im Einklange erhalten, und dasselbe daher zunächst auf das Vertrauen gestützt bleibe, daß die betheiligten Staaten der Verpflichtung, welche sie sich selbst auferlegt haben, in jeder Beziehung von selbst getreulich Genüge zu leisten und die in speciellen Proceßordnungen einmal vorgeschriebenen Fristen zur Abgabe ihrer Erklärungen inne zu halten suchen werden; wobei für diejenigen Fälle, wo ihnen solches unmöglich seyn sollte, die Beurtheilung der Umstände, und die etwa darnach nothwendig erscheinende, auf Förderung einer Sache abzweckende Einwirkung unmittelbar der hohen Bundesversammlung um so mehr vorzubehalten seyn würde, als die Staaten zur Innehaltung von Fristen, wie sie nach den einzelnen Proceßordnungen gegeben zu werden pflegen, sich auch nach Maasgabe ihrer inneren Verfassung nicht immer im Stande befinden dürften; ein Gerichtshof aber, wenn er hiernach willkührliche Modificationen eintreten lassen sollte, in Verlegenheit kommen, und andererseits den Regierungen wohl nicht anzumuthen seyn würde, sich bei dem Gerichtshofe wegen der Nothwendigkeit neuer Fristen speciell auszuweisen und seiner Entscheidung hierin sich zu fügen.

Indem sich vielmehr wohl erwarten läßt, jede Regierung werde von selbst bemüht seyn, ihre von dem Gerichtshofe verlangte Erklärung so schnell abzugeben, als sie die Materialien dazu zusammenbringen und nach ihrer innern Verfassung einen Beschluß über die von ihr bei dem Austrägalgerichte aufzustellende Ansicht fassen kann, kommt es eigentlich nur darauf an, nach Sinn und Geist des 30. Art. der Schlußacte, zur Beruhigung betheiligter Privatpersonen einen äusserlichen Beweis dieser fortdauernden Bereitwilligkeit der Regierungen aufzustellen.

Dieser Zweck wäre, wie der Königlich-Preussische Hof sich in Berücksichtigung der angegebenen Gründe zu glauben berechtigt hält, vollkommen zu erreichen:

> wenn das Austrägalgericht mittelst einer allgemeinen bundesgesetzlichen Bestimmung veranlaßt würde, der hohen Bundesversammlung von drei zu drei Monaten Anzeige von der Lage der Sache zu machen, unter näherer Aeusserung darüber, welcher Theil sich zu erklären habe, in welcher Frist er seine Erklärung nach der bestehenden Gerichtsverfassung abgeben solle, wie lange diese Frist etwa noch laufe; endlich welches Präjudiz nach der Proceßordnung des Gerichtshofes für den Säumnißfall auf den Antrag des andern Theils ausgesprochen werden könnte,

damit die hohe Bundesversammlung sich hierdurch in den Stand gesetzt fände, den Umständen nach auf Erörterung der Sache hinzuwirken, und namentlich, wenn sie aus dieser Anzeige ersähe, daß von einem Theile eine Frist nicht inne gehalten worden, den betreffenden Staat sofort zu einer binnen kurzer Frist zu gewährenden Auskunft über die stattfindenden Hindernisse aufzufordern; so fern aber auch dieser Aufforderung binnen der ertheilten Frist nicht genügt worden, oder die eingegangene Auskunft nicht befriedigend ausgefallen seyn sollte, einen dem Austrägalgerichte demnächst bekannt zu machenden Beschluß darüber zu fassen, ob dasselbe zu autorisiren sey, die gewöhnliche Folge der Contumaz gegen den säumigen Theil eintreten zu lassen.

Ein solches Verfahren würde zugleich den Vortheil darbieten, daß es sich auf bereits schwebenden Sachen anwenden liesse, in welchen die betheiligten Staaten einen bestimmten Anspruch auf Behandlung der Sache nach der respectiven Proceßordnung schon erworben haben können; denn, wiewohl dasselbe den Zweck hat, eine Modification dieses Anspruches möglich zu machen, so gewährt es doch auch hinlängliche Sicherheit dafür, daß dergleichen Modificationen nur auf eine für die interessirten Theile gleichmäsige, den Regierungen gewiß nicht mißfällige Weise geschehen würden, und keinem Theile dabei zu nahe getreten werden könnte.

Die hohe Bundesversammlung hat sich für ihre gegenwärtige Verhandlung die Aufgabe gestellt, eine Lücke, welche bei gewissen Gerichtsordnungen, in ihrer Anwendung auf Strei-

tigkeiten der Staaten unter sich, bemerklich geworden ist, auszufüllen; eben darum muß es dieser hohen Versammlung in Ansehung der beabsichtigten Ergänzung selbst zustehen, solche nach Maasgabe des eigentlichen Bedürfnisses, und den Verhältnissen der Staaten selbst angemessen, einzurichten. Ihr wird es am Ende des Art. 22 der Wiener Schlußacte überlassen, im Falle einer Zögerung von Seiten des Austrägalgerichts, bei der Landesregierung desselben auf die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen anzutragen; und nur die Befugniß zu einer ähnlichen Einwirkung ist es, welche ihr durch das diesseits vorgeschlagene Auskunftsmittel ebenfalls ausnahmsweise beizulegen wäre, ohne daß dadurch der in demselben Artikel enthaltenen Hauptbestimmung Eintrag geschehen würde, wornach dem zur Austrägalinstanz gewählten Gerichtshofe die Leitung des Processes und die Entscheidung in seinen Haupt- und Nebenpuncten allerdings uneingeschränkt und ohne alle Einwirkung der Bundesversammlung zustehen soll.

Baiern. Die Frage über die Anwendung des Contumacialverfahrens in Austrägalrechtssachen, gehört unstreitig als integrirender Theil mit in das Ganze der Erörterungen über das noch definitiv zu regulirende Austrägalverfahren selbst, wo sie nur im Zusammenhange ihre eigentliche Stellung, Würdigung und Erledigung finden kann.

Indem daher der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte glaubt, daß die definitive Berichtigung dieser Zwischenfrage am angemessensten und besten bei der endlichen Festsetzung einer Austrägalgerichts-Ordnung überhaupt statt haben dürfte, und sich demnach noch eine weitere definitive Aeusserung auch über diesen Punct für die zu gebende allgemeine Abstimmung über das Ganze des Austrägalverfahrens in Streitigkeiten von Bundesgliedern unter einander vorbehält; findet er sich dennoch ermächtigt, vorläufig dem wohlentwickelten, in dem Protokolle der 9. Sitzung vom 17. April dieses Jahres (§. 67) enthaltenen Antrage der zur Revision der Bundesbeschlüsse über das Austrägalverfahren niedergesetzten Commission, selbst mit Anwendung auf die dermal bereits anhängigen Austrägalsachen, vollkommen beizustimmen.

Königreich Sachsen. Der Königlich-Sächsische allerhöchste Hof, hat, nach Erwägung des in der 9. Bundestagssitzung dieses Jahres (§. 67) erstatteten commissarischen Vortrags, die in diesem Vortrage aufgestellten Ansichten vollkommen begründet gefunden, und nimmt daher keinen Anstand, den darauf beruhenden Anträgen beizutreten.

Da nämlich bei den bundesgesetzlichen Bestimmungen über die Erledigung von Streitigkeiten, welche Bundesglieder betreffen, überall der Grundsatz sorgfältig festgehalten worden ist, daß eine Entscheidung des Bundes durch eine zu bestellende Austrägalinstanz nur bei Streitigkeiten zwischen Bundesstaaten, nicht aber bei den Differenzen einer Bundesregie-

rung mit den lediglich an die betreffenden Landesgerichte zu verweisenden Unterthanen eintreten könne, und da namentlich auf diesem Grundsatze die deßhalb von dem gewöhnlichen Gange der Rechtsstreitigkeiten sehr abweichende Bestimmung des 30. Art. der Wiener Schlußacte beruhet; so werden die Privatgläubiger, derenthalber der Zweifel, welche von mehreren Regierungen ihre Befriedigung zu übernehmen habe, obwaltet, selbst dann, wenn ihnen die Wahrnehmung ihres Interesse bei dem deßfallsigen Processe nachgelassen wird, doch nie als eigentlich mitstreitende Parteien angesehen werden können. Es würde aber ganz inconsequent seyn, irgend Jemanden, der nicht Partei bei einem Processe ist, das Recht zu einer auf den Gang desselben einwirkenden Handlung beizulegen. Daher scheint unthunlich, den betheiligten Privatgläubigern die Stellung der erforderlichen Anträge zu Fortsetzung der Sache nach Ablauf der Fristen, wo die Proceßvorschriften des Gerichtes einen solchen Antrag erheischen, zu überlassen.

Da es aber doch unumgänglich nöthig scheint, Vorkehrung zu treffen, daß ein, nach Art. 30 der Wiener Schlußacte eingeleitetes, rechtliches Verfahren, in Ermangelung jener Anträge, nicht ganz erliegen bleibe, so geht auch dem Königlich-Sächsischen allerhöchsten Hofe ein anderes Auskunftsmittel nicht bei, als das von der Bundestags-Commission in Antrag gebrachte, wonach das die Austrägalinstanz bildende oberste Gericht selbst beauftragt und ermächtigt würde, alle Fristen von Amtswegen zu beobachten.

Uebrigens versteht sich hierbei wohl ohne dieß, daß, bei Nachweisung hinlänglich gegründeter Ursachen, Dilationen in eben der Maße zu ertheilen seyn würden, wie sie auch im gewöhnlichen Proceßgange, wenn der Gegner den erforderlichen Antrag zu machen hätte, von dem Judicio würden verstattet worden seyn.

Zwei Bedenken könnten noch Statt finden.

Das eine geht dahin, daß das Austrägalgericht, wenn von keiner Seite eine Anregung erfolgte, die Sache auf sich beruhen lassen könne. Allein eines Theils dürfte bei so ausgezeichneten Sachen ein Uebersehen der Fristen nicht leicht zu befürchten, eben so wenig aber ein geflissentliches Verschleifen von den obersten Gerichtsbehörden, die in den Fall kommen können, als Austrägalinstanzen zu entscheiden, zu besorgen seyn. Andern Theils würde auch die Aufsicht der Bundesversammlung auf die Beendigung der Sache in der vorgeschriebenen Jahresfrist eintreten, und jedenfalls würden die dabei interessirten Privaten nicht ermangeln, solche durch behufige Vorstellungen bei der Bundesversammlung in Anregung zu bringen.

Das andere Bedenken besteht darin, daß die streitenden Regierungen bei in der Regel sehr wichtigen Interessen übler daran seyn würden, als jeder andere Proceßführende, weil es ihnen nicht mehr frei stünde, die processualischen Fristen durch gegenseitiges Einverständ-

niß über die gesetzliche Vorschrift auszudehnen, entweder um ihre Eingaben vollständiger vorzubereiten, oder auch, um immittelst, vielleicht selbst zum Vortheil der Privatgläubiger, Vergleichsverhandlungen zu pflegen. Aber auch dieses Bedenken erledigt sich, wenn man erwägt, daß in der Regel die zu entscheidende Sache schon vorher zwischen den Betheiligten umständlich wird verhandelt worden seyn, so daß es einer neuen aufhältlichen Vorbereitung nicht bedarf, und daß der austrägalgerichtlichen Entscheidung ein sorgfältiger Vermittlungsversuch der Bundesversammlung vorausgehe, mithin bei dessen Vereitelung ein Vergleich kaum weiter zu hoffen ist. Allenfalls könnte aber dem Beschlusse die Bestimmung beigefügt werden, daß das Austrägalgericht einer compromissarischen Prorogation der Fristen dann statt zu geben befugt sey, wenn die Parteien das Einverständniß der betheiligten Privaten mit dem dadurch entstehenden Verzuge nachzuweisen vermöchten.

Hannover. In Hinsicht auf die Frage:

«wie bei der Anwendung des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zu verfahren ist, «wenn die Austrägalinstanz, in Ermangelung eines Antrags des einen Theils gegen «den andern Theil, sich nach der von ihr zu befolgenden Proceßordnung nicht ermächtigt halten kann, ex officio in contumacium zu verfügen?»

findet das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Gouvernement den im §. 67 des Protokolls der 9. dießjährigen Sitzung enthaltenen Commissionsantrag denen durch die Bundesacte ausgesprochenen Grundsätzen, nach welchen die Unterthanen gegen den Zustand der Rechtlosigkeit haben sicher gestellt werden sollen, so angemessen, daß demselben darin wirklich das einzige Mittel für den Zweck zu liegen scheint, der Gesetzgebung ihre Anwendung zu sichern.

Ich bin daher bevollmächtigt, dahin abzustimmen:

«daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des Art. 30 der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, und eben das auszusprechen, was sonst, auf den Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde».

Würtemberg. Die Königliche Bundestagsgesandtschaft ist angewiesen, sich auf den in der 9. Sitzung vom 17. April (§. 67) dieses Jahres gemachten Antrag der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission, folgendermaßen zu erklären:

Es läßt sich, in Uebereinstimmung mit dem Commissionsvortrage, nicht mißkennen, daß

1) die von der Commission angetragene Bestimmung im Geiste des Art. 30 der Schlußacte liegt, welcher schon für die Vereinigung der betheiligten Bundesstaaten über ein der Austrägalinstanz etwa vorzuziehendes Compromiß, die Bestimmung einer Frist verfügt, nach deren unbenutztem Ablaufe aber die Entscheidung von der Bundesversammlung veranlaßt wissen will, und damit unverkennbar den Zweck darlegt, einer willkührlichen Hinhaltung der Einleitungen einer Entscheidung zu begegnen.

Dieser Zweck würde aber

2) nicht erreicht, wenn im Laufe des Verfahrens derjenige der betheiligten Bundesstaaten, welcher mit seiner Erklärung zurück bleibt, nicht sollte von Amtswegen dazu angehalten werden können. Denn da, nach der bisher bestehenden Bundestags-Gesetzgebung, den bei Beförderung einer Entscheidung allein interessirten Privaten eine gerichtliche Handlung bei vorkommenden Fristversäumnissen nicht zukommt, die als streitende Theile handelnden Bundesglieder aber gewöhnlich kein besonderes Interesse haben, die Entscheidung zu beschleunigen; so wäre die Hinhaltung derselben ganz der Willkühr der letzteren bloß gestellt und somit die wohlthätige Absicht des Art. 30 der Schlußacte ganz verfehlt, den Privaten zu Geltendmachung ihrer Forderung zu verhelfen.

Nebst dem wird

3) eine Ermächtigung des Austrägalrichters zu amtlichen Verfügungen in dergleichen Fällen auch den übrigen Grundsätzen der Bundesgesetzgebung entsprechen, nach welcher, bei gewöhnlichen Processen, der Austrägalinstanz die ganze Leitung des Verfahrens überlassen bleiben soll. Wenn nun hiedurch der Schlußantrag der Bundestags-Commission hinlänglich gerechtfertigt ist; so sprechen eben diese Rücksichten auch

4) für Bejahung der weitern, von der Bundestags-Commission im §. 13 ihres Gutachtens aufgeworfenen Frage:

ob, wenn der vor ihr gemachte Vorschlag genehmigt wird, diese Anordnung auch auf dermalen bereits in Verhandlung stehende Fälle des Art. 30 der Wiener Schlußacte angewendet werden könne?

Die Ansicht, von welcher die Commission bei Bejahung dieser Frage ausgieng, findet man um so mehr begründet, als die bejahende Entscheidung der aufgestellten Hauptfrage eigentlich nicht einmal als ganz neuer Grundsatz, sondern mehr nur als eine Entwicklung des wahren Sinnes des Art. 30 der Schlußacte beurtheilt werden, mithin gar wohl schon bei bereits anhängigen Fällen dieser Art zur Anwendung kommen kann.

Selbst aber auch als neue Bestimmung betrachtet, steht ihrer Anwendung in dieser Ausdehnung die Einwendung einer derselben beigelegten beschwerenden Rückwirkung nicht im Wege, wenn nur, hinsichtlich der bereits bestimmten und von den Parteien nicht eingehaltenen Fristen, die Anberaumung einer weiteren vorangeht, deren Versäumung, wie ausdrücklich vom Gericht erklärt werden könnte, mit dem, im Allgemeinen ausgesprochen werdenden, gesetzlichen Nachtheil des vorausgesetzten Verzichts auf die zu erwarten gewesene Handlung verbunden ist. Denn in dieser Art wirkt auch die neue Bestimmung keineswegs zurück, sondern ihre Wirkung tritt nur in Beziehung auf eine Thatsache oder auf eine Versäumniß ein, welche neuer ist, als das Gesetz.

Baden. Die Großherzogliche Regierung kann mit dem Antrage der Commission nur einverstanden seyn, indem er eine reine Consequenz aus der Eigenthümlichkeit des Streitverhältnisses im Falle des Art. 30 der Wiener Schlußacte enthält, auf welche, so wie auf die hieraus entspringende Nothwendigkeit eigenthümlicher Verfahrungs-Normen sie längst und zu wiederholtenmalen aufmerksam gemacht hat. Einiges Bedenken entsteht freilich aus der Möglichkeit von Collisionen mit einer andern schon bestehenden gesetzlichen Vorschrift, wonach jede Austrägal-Streitigkeit binnen Jahresfrist entschieden werden soll. Bundesbeschluß vom 16. Juni 1817. III. 8.

Es dürfte nämlich ein Austrägalgericht, um dieser letztern Vorschrift ebenfalls zu genügen, sich veranlaßt fühlen, in Gemäßheit der neuen Ermächtigung nach Ablauf einer gewährten Frist rascher von Amtswegen einzuschreiten, als etwa ohne jene Vorschrift geschehen wäre.

Die Großherzogliche Regierung findet inzwischen hierin nur einen Beweis von der Unzweckmäsigkeit dieser Vorschrift selbst, welche eben so wenig in Zukunft beobachtet werden dürfte, als man sie bei den seither anhängig gewordenen Austrägal-Streitigkeiten hat beobachten können. Noch weniger scheint es sich rechtfertigen zu lassen, daß vollends die Bundesversammlung über die Zulässigkeit einer längern Dauer der Austrägalverhandlung in einzelnen Fällen entscheiden solle. Diese hohe Behörde würde die längere Dauer stetshin bewilligen müssen, indem es unmöglich angeht, daß sie, die das Erkenntniß nicht zu fällen hat, eine Sache, im Widerspruch mit dem Austrägalgerichte, für spruchreif erkläre. Die Großherzogliche Regierung hält es demnach für rathsam, daß, im Falle der Antrag der Commission genehmigt wird, damit die Aeusserung verbunden werde, daß es mit der in dem Bundesbeschlusse vom 16. Juni 1817, III. 8, enthaltenen Vorschrift nicht ernstlicher gemeint sey, als mit einer ähnlichen vom Kaiser Justinian (in L. 13. §. 1. de judiciis), der selbst für die allergewöhnlichsten Processe volle drei Jahre bewilligt. — In Zukunft

aber möchte die ganze Vorschrift, die auf so verwickelte Streitgegenstände, wie die, welche zwischen verschiedenen Staaten verhandelt werden, in der Regel sind, durchaus keine Anwendung finden kann, lediglich zurückzunehmen seyn.

Nebst dem kommt noch weiter in Betracht, daß der Effect des Ungehorsams nach den Proceßordnungen der verschiedenen Deutschen Bundesstaaten sehr verschieden ist. Manche Proceßordnungen, wie z. B. die des Großherzogthums Baden, nehmen in contumaciam die affirmative Contestation an, während andere das Vorbringen eines Gegners in contumaciam für abgeläugnet halten. Hiernach wird eine Regierung durch das amtliche Vorschreiten eines Austrägalgerichts, so fern es an eine Ordnung jener ersten Art gebunden ist, offenbar in größern Nachtheil versetzt, wie im umgekehrten Falle. Allein auch dieses Bedenken führt bloß zu dem Wunsche, daß der Hinweisung auf die besondere Proceßordnung eines jeden Gerichts, demnächst durch eine eigene Austrägalgerichts-Ordnung surrogirt werden möge.

Endlich trägt die Großherzogliche Regierung darauf an, nicht minder die übrigen Puncte, die sie in Beziehung auf den Art. 30 der Wiener Schlußacte früher angeregt hat, nämlich:

1) das processualische Verhältniß der streitenden Regierungen,
2) die Statthaftigkeit einiger Theilnahme der reclamirenden Privatpersonen an dem Verfahren,
3) die Erweiterung des Streitgegenstandes auf eigentliche Forderungen,
4) die genauere Feststellung der Vorfrage, und
5) die Zulässigkeit ihrer provisorischen Entscheidung,

ebenmäßig zur gutachtlichen Erörterung und Entscheidung zu bringen.

Unmittelbar ist übrigens die Großherzogliche Regierung hierbei nicht mehr betheiligt, indem das Gericht, dem sie eine ihr hochwichtige Angelegenheit vertraut, die jener Puncte wegen entstandenen Zweifel mit gewohnter Einsicht theils schon wirklich beseitigt hat, theils noch künftig und vielleicht schon ehestens vollständig beseitigen wird.

Kurhessen: wie Oesterreich.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft nimmt in Gemäßheit erhaltener Instruction keinen Anstand, im Wesentlichen dem Commissionsantrage dahin beizustimmen, daß, in allen denjenigen Fällen, in welchen ein Verfahren vor einem Austrägalgerichte nach der Bestimmung des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet sey, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bilde, beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, und, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, eben das auszusprechen, was sonst, auf den Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Wenn die Gesandtschaft zugleich dafür stimmt, die Worte des Commissionsantrags «Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen», in dem Beschlusse zu übergehen; so findet sie sich hierzu durch die Betrachtung veranlaßt, daß es nur davon sich handelt, die Austrägalgerichte zu ermächtigen, dasjenige von Amtswegen zu verfügen, was sie nach ihren Proceßnormen nur auf Anrufen des andern Theils zu verfügen hätten.

Ist hiernach die Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, so bedarf es jener Worte nicht; die Ermächtigung dazu liegt alsdann schon darin, daß das Gericht im Allgemeinen autorisirt ist, von Amtswegen auszusprechen, was als Erfolg der Unterlassung auf Anrufen des andern Theils auszusprechen wäre.

Hat aber die Gerichtsordnung desjenigen Tribunals, welches den Austrägalgerichtshof bildet, das gedachte Präjudiz nicht auf die Unterlassung gesetzt; war etwa nach der bestehenden Gerichtsordnung der versäumte Termin kein peremtorischer: so kann auch die Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung nicht von Amtswegen angenommen werden.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: trete dem Commissionsantrage vollkommen bei.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: sey ebenfalls ermächtigt, dem Commissionsantrage beizustimmen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte nimmt keinen Anstand, dem in der 9. Sitzung §. 67 von der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission gestellten Antrage, sowohl für künftige Fälle, als für den zunächst vorliegenden, beizutreten, und hat nur den Wunsch hinzuzufügen, daß, im Sinne und Geiste des 30. Art. der Wiener Schlußacte, auch für den Fall Vorsehung getroffen werden möge, daß eine unbestimmte Hinausziehung der Fristen, zum Nachtheil der Privatbetheiligten, von Seiten der Austrägalinstanz, nach den von ihr zu beobachtenden Proceßgesetzen, aus dem Grunde nicht verhindert werden könnte, weil beide Theile deßhalb einverstanden wären und gemeinschaftlich auf Verlängerung der Fristen antrügen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: vereinige sich vollkommen mit dem Commissionsantrage.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Gesandtschaft hat nicht ermangelt, den in der 9. dießjährigen Sitzung erstatteten Commissionsvortrag ihren höchsten Committenten vorzulegen, und ist nunmehr, in Folge ihr ertheilter Instructionen, autorisirt, für die Annahme einer gesetzlichen Norm dahin zu stimmen:

daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt sey, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Was die im §. 13 des Vortrags berührte Frage betrifft, so hält man mit der Commission dafür, daß diese gesetzliche Norm auch auf jetzt pendente Fälle Anwendung finden könne und dürfe.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Meine Durchlauchtigsten Committenten finden die von der mit Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission, in der 9. dießjährigen Sitzung, vorgeschlagene Anordnung in Betreff der Contumacial-Erkenntnisse und deren Anwendung, dem Zwecke jenes Verfahrens vollkommen angemessen, weßhalb Höchstdieselben den Anträgen der Commission überall beitreten wollen.

Die freien Städte. Der Gesandte ist beauftragt, in Beziehung auf das Contumacialverfahren in solchen Fällen, wo eine Streitsache in Anwendung des 30. Art. der Wiener Schlußacte an ein Austrägalgericht gelangt ist, dem Antrage beizustimmen, welcher in der 9. dießjährigen Sitzung von der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beschäftigten Commission gemacht ist.

Präsidium. Da sich 16 Stimmen für die Anträge der Commission erklärten, so wäre der Beschluß ganz nach diesen Commissionsanträgen zu ziehen; nur wolle Präsidium anheim geben, dasjenige, was die Großherzoglich-Badische und Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Gesandtschaften an Handen gegeben hätten, der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Commission zur künftigen Begutachtung zuzustellen?

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden; daher

Beschluß:

1) daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt wird, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung (welche peremtorische Eigenschaft hat), Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, und eben das

auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde;

2) was übrigens in den Abstimmungen der Gesandtschaften von Baden und der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser an Handen gegeben worden ist, wird der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Commission zur weiteren Erörterung und Begutachtung zugestellt.

3) Von diesem Beschlusse wäre den, als Austrägalgerichten in Thätigkeit befindlichen, obersten Gerichtshöfen durch die betreffenden Gesandtschaften Mittheilung zu machen.

§. 107.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(12. Sitz. §. 79 d. J.)

Preussen. In Folge des letzten Commissionsgutachtens über die Behandlung der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen, hat sich die Königliche Bundestagsgesandtschaft, auf den Grund der ihr zugekommenen vorläufigen Instructionen, schon in der 3. dießjährigen Sitzung, in solcher Art erklärt, wie es ihr nach damaliger Lage der Sache nothwendig und angemessen erschien, namentlich auch damals schon ausgesprochen, unter welchen allgemeinen und besondern Voraussetzungen die diesseitige Regierung den von der Commission gemachten Vorschlag,

> daß die Vertheilung und Uebernahme des noch auszumittelnden, zur Tilgung aller wirklich anerkannten Rückstände erforderlichen Geldbetrages nach der dermaligen Matrikel erfolgen möge,

wegen der dadurch zu bewirkenden Abkürzung des Geschäfts annehmbar und practisch finden werde.

Die, dieser Aeusserung zum Grunde gelegte, allgemeine Voraussetzung einer bei den meisten Bundesgliedern stattfindenden Geneigtheit, auf jenen Commissionsvorschlag gleichmäßig einzugehen, ist indessen durch die seitdem erfolgten Abstimmungen, welche sich den früheren Kaiserlich-Oesterreichischen und Königlich-Baierischen Votis größtentheils anschliessen, so wenig bestätigt, daß erhebliche Zweifel darüber entstehen müssen, ob die Regulirung der vorliegenden Angelegenheit in derjenigen Art, wie er von der verehrlichen Commission vorgeschlagen worden, überhaupt zu Stande kommen werde.

Freilich können hierin die bis jetzt noch rückständigen eilf Abstimmungen eine bedeutende Veränderung hervorbringen; sollte sich aus denselben aber wirklich ergeben, daß die

Majorität dem Commissionsgutachten **nicht** beitritt; so würde solches, wie in jener Erklärung der Königlichen Gesandtschaft schon angedeutet ist, nicht ohne rückwirkenden Einfluß auf die diesseitige Ansicht, sowohl im Allgemeinen als im Einzelnen, bleiben.

Daß und unter welchen Modificationen der Königlich-Preussische Hof **in dem bezeichneten Falle** eine solche Majorität schließlich noch durch seine Stimme verstärken würde, ist die Königliche Gesandtschaft mittelst gegenwärtigen Nachtrages zu ihrer früheren Erklärung vor dieser hohen Versammlung schon jetzt im Voraus anzuzeigen und näher auseinanderzusetzen ermächtigt.

Um für die weitere Behandlung des Gegenstandes im angenommenen Falle von Gesichtspuncten ausgehen zu können, welche mehr auf einer **rechtlichen** Grundlage ruhen und weniger von Rücksichten der Convenienz abhängen, würde es angemessen scheinen, die Sache auf denjenigen Standpunct zurückzuführen, auf welchem sie sich in Folge des gutachtlichen Berichtes befand, den der erste Referent (der damalige Königlich-Baierische Gesandte, Freiherr von Gruben) in der Sitzung vom 28. November 1816 hierüber erstattete. Hiernach wäre, so wie in diesem Berichte §. 23 vorgeschlagen worden,

> die **Verwendung der rückständigen Kammerzieler und Zinsen der Sustentations-Cassen-Capitalien** zur Deckung der reclamirten Pensions-Rückstände

als **Grundsatz** anzuerkennen, und in Gemäßheit desselben der Anfang des Verfahrens damit zu machen, daß man den Betrag gedachter Activ-Rückstände, das heißt

1) sowohl der rückständigen Kammerzieler, als
2) der bis zum Jahre 1816 rückständigen Capitalien-Zinsen (diese letztern jedoch nur, in so fern sie bei der im Jahre 1817 hieselbst pro futuro geschehenen Regulirung der reichskammergerichtlichen Pensionen nicht schon mit berücksichtiget worden sind)

genau auszumitteln und festzustellen suchte; zu welchem Ende die bestehende verehrliche Commission veranlaßt werden könnte, auf den Grund der bei ihr gesammelten Materialien, eine Nachweisung des rückständigen Betrages, welchen jeder der verschiedenen, überhaupt im Rückstande verbliebenen Staaten noch zu zahlen hat, anzufertigen und solche den respectiven Bundestagsgesandtschaften derselben mitzutheilen, damit alsdann ein jeder Staat binnen einer zu bestimmenden Frist (worüber sich die hohe Bundesversammlung zu vereinigen hätte) hieselbst seine Erklärung abgeben möge, ob er den liquidirten Rückstand anerkenne, und was er dabei zu erinnern finde? Dergleichen etwaige Erinnerungen aber wären, **vollständig motivirt**, durch die betreffende Gesandtschaft der verehrlichen Commission zuzustellen, welcher es demnächst überlassen bliebe, wenn sie diese Erinnerungen als gegründet nicht anerkennen zu dürfen glaubte, an die hohe Bundesversammlung deshalb zu

berichten und wegen eines darauf zu erlassenden angemessenen Beschlusses ihre gutachtlichen Anträge zu machen.

Die im letzten Commissionsgutachten angeführten und von der Königlichen Gesandtschaft nicht verkannten Schwierigkeiten in Bezug auf die Festsetzung und Erhebung der rückständigen Kammerzieler, besonders für die Zeit nach Aufhebung des Deutschen Reichs und Einführung der Fremdherrschaft, dürften sich besser, als es auf den ersten Blick scheinen möchte, beseitigen lassen, wenn man

I) denjenigen Theil dieser Rückstände, welcher etwa auf die vormaligen, späterhin mediatisirten Reichsstände fällt, zunächst auf Rechnung desjenigen Landesherrn, unter dessen Souverainetät dieselben gekommen sind, in der Berücksichtigung bringen wollte, daß

a) in Gemäßheit der zwischen jenem Landesherrn und dem betreffenden ehemaligen Reichsstande bei Gelegenheit der Mediatisation des letztern oder auch späterhin erfolgten Auseinandersetzungen, die Kammerzieler-Rückstände zu Schulden gehören werden, welche entweder der Standesherr zu tragen oder der neu eingetretene Souverain auf die Steuercasse zu übernehmen hat;

b) in solchen Fällen, wo es hierüber gänzlich an Grundsätzen fehlte, der Souverain bei Einziehung der Kammerzieler-Rückstände einstweilen den Vorschuß leisten, und sich seine etwaige Gerechtsame gegen den Standesherrn, nöthigenfalls zur gerichtlichen Verfolgung vor dem betreffenden Gerichte, vorbehalten könnte.

Wenn man ferner

II) in Beziehung auf diejenigen Deutschen Länder, welche nach dem Lüneviller Frieden durch die später eingetretenen Ereignisse unter die Fremdherrschaft geriethen, auch für die Zeit dieser letzteren eine Berechnung der Kammerzieler in solcher Art fortgelten lassen wollte, daß dieselben nunmehr denjenigen Regierungen, welche dergleichen Länder unmittelbar aus den Händen der Fremdherrschaft erhalten haben, zuzuschreiben wären. Zwar kann allerdings da, wo auf einem bestimmten Landestheile Rückstände von Kammerzielern ruhen, deren Berichtigung während der Fremdherrschaft unterblieben ist, dem strengen Rechte nach für diese Rückstände keine andere Berücksichtigung von Seiten der neu eingetretenen Regierung erwartet werden, als für andere aus der Zeit der Fremdherrschaft herrührenden Schulden und Rückstände ähnlicher Natur; indessen dürfte doch wohl die Anwendung dieses strengen Rechts von Seiten keiner Regierung eine Ausdehnung erhalten, wodurch sie sich aller und jeder Berücksichtigung jener, auf die Zeit der Fremdherrschaft fallenden Rückstände entzöge; wenigstens könnte die verehrliche Bundestags-Commission immerhin abwarten, ob dieserhalb auf die obgedachte mitzutheilende Nachweisung Erinne-

rungen erfolgen würden, und wenn sie erfolgten, den Umständen nach an die hohe Bundesversammlung darüber berichten.

Wäre auf diese Weise der Betrag der rückständigen Kammerzieler überhaupt ausgemittelt, so bedürfte es alsdann einer näheren Untersuchung, in wie weit selbige zur Deckung aller Ansprüche pro praeterito ausreichen.

Zuvörderst kommen bei Classification der Ansprüche die besoldeten Mitglieder des Reichskammergerichts, nächst ihnen aber das Canzleipersonale, sowohl das lebende als die Erben der verstorbenen, in Betracht.

Daß diesen allen im Allgemeinen ein Recht sowohl auf Fortzahlung der ihnen zur Zeit der Existenz des Reichskammergerichts angewiesenen Besoldung, als auch auf Entschädigung für den Verlust der ihnen ganz oder theilweise als Besoldung zugewiesenen Taxgefälle oder Gerichtsgebühren zustehe, scheint wohl von keiner Seite mehr bestritten zu seyn.

Anders verhält es sich mit den Ansprüchen der Advocaten und Procuratoren, ingleichen des Herrn Grafen von Reigersberg.

Daß denselben ein eigentlicher Rechtsgrund ermangelt, wie es schon aus der Natur der Sache hervorgeht, ist nicht allein in der diesseitigen ersten Erklärung, worauf die Gesandtschaft sich erlaubt, hierbei Bezug zu nehmen, ausdrücklich behauptet worden, sondern auch schon in dem erwähnten gutachtlichen Berichte vom 28. November 1816, §. 21, hat sich der damalige Königlich-Baierische Gesandte, Freiherr von Gruben, in gleichem Sinne gegen diese hohe Versammlung geäussert.

Wollte man gleichwohl auch diese Classe von Reclamanten entweder nach den damaligen Vorschlägen des Freiherrn von Gruben, oder nach den neuesten Anträgen der verehrlichen Commission berücksichtigen, und sollte hierzu der festzustellende Betrag der Rückstände von Kammerzielern und Zinsen der Activ-Capitalien nicht hinreichen, so würde die Königlich-Preussische Regierung sich gern zu jedem Beitrage verstehen, wofern nur ein Repartitions-Fuß, welcher auch die Billigung aller übrigen Bundesstaaten erhält, vorgeschlagen würde.

Zur Auswahl eines solchen Fußes scheinen nur zwei Wege offen zu stehen:

entweder nämlich müßte die Vertheilung des noch erforderlichen Zuschusses nach der jetzigen Bundesmatrikel geschehen, alsdann aber auch von allen und jedem Bundesstaate der matrikularmäßige Beitrag geleistet werden;

oder man könnte die frühere Matrikel, wie sie nach dem Lüneviller Frieden und nach dem Reichsdeputationsschlusse von 1803 noch in Anwendung gewesen, zum Grunde legen.

Endlich würde zur Ersparung der Kosten einer besondern Cassenverwaltung, welche bei einer unmittelbaren Einziehung sowohl jener Zuschüsse, als auch der Kammerzieler und Zinsenrückstände hieselbst nöthig werden dürfte, dasselbige Verfahren eintreten können, welches bei der durch den Beschluß vom 14. Juli 1817 geschehenen Regulirung und angeordneten Fortzahlung der der Reichskammergerichts-Pensionen pro futuro, vom Jahre 1817 an, in Anwendung gebracht ist, und mithin, nach Liquidmachung und Festsetzung des Betrags der einzelnen Forderungen und der von jedem Bundesstaate zuzuschiessenden Summe, jedem Bundesstaate die Zahlung eben so vieler liquiden Forderungen einzelner Pensionärs ganz oder zum Theil zuzuweisen seyn, als erforderlich wäre, um die Summe der von ihm zu prästirenden Quote zu erschöpfen.

Je wünschenswerther die baldige Erledigung dieser Angelegenheit, bei welcher so viele Königliche Unterthanen betheiligt sind, der Königlich-Preussischen Regierung seyn muß, um so dankbarer würde es von der diesseitigen Gesandtschaft anerkannt werden, wenn von Seiten eines sehr verehrlichen Präsidii gefälligst Einleitung dahin getroffen werden wollte, daß, in so weit die erforderlichen Instructionen etwa bereits eingegangen sind oder bis zum Eintritte der Sommerferien noch eingehen sollten, die Abgabe der noch fehlenden Erklärungen beschleunigt, und demnächst eine möglichst kurze Frist zur definitiven Abstimmung und Beschlußziehung anberaumt werde. —

Hierauf wurde auf Antrag des Präsidii, und unter dem Vorbehalte, daß diejenigen Gesandtschaften, welche sich dazu bereit fänden, ihre Abstimmungen alsbald in das Protokoll legen könnten, einhellig

beschlossen:

Termin zur definitiven Abstimmung über den Gegenstand der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörenden Personen auf den 18. December dieses Jahres festzusetzen.

§. 108.

Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame.

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Herr Bundestagsgesandte, Graf von Beust: erstattet Vortrag über die (Zahl 136 vorigen Jahres eingekommene) Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend « die Darstellung ihrer, in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame », worin dieselben bitten:

«die hohe Bundesversammlung wolle ihre, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, Holsteinische Verfassung in ihrer ganzen, namentlich auch auf die Verbindung mit dem Herzogthume Schleswig bezüglichen Ausdehnung, in Gemäßheit des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, ihres Schutzes, ihrer vermittelnden Fürsorge widmen, daß dieselbe, wie sie sich einer urkundlichen Anerkennung Seiner Königlichen Majestät ihres allergnädigsten Landesherrn bereits erfreue, so auch practisch anerkannt und beachtet, dem Lande erhalten und vornehmlich in Hinsicht des Steuerbewilligungsrechts ungekränkt verbleibe;

«die hohe Bundesversammlung wolle ferner bei Seiner Majestät dem Könige von Dänemark die Vermittlung auf dem nach ihrer Weisheit geeignetesten Wege dahin übernehmen, daß den Holsteinischen Prälaten und der Ritterschaft die Versicherung angedeihe, daß diejenigen Beiträge, welche die klösterlichen und adeligen Gründe interimistisch und bis zu den Bestimmungen des Landtages, ausser den ordentlichen Contributionen, willig und nach Kräften zu den Staatsbedürfnissen leisten werden, ihren Freiheiten unschädlich seyen, und auf dem Wege der gütlichen Uebereinkunft, nicht aber des Zwanges, von ihnen erhoben werden sollen;

«da endlich die Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft weit entfernt seyen, einer Umgestaltung ihrer Landesverfassung in zeitgemäsere Formen irgend Hindernisse in den Weg legen zu wollen, sie vielmehr die Begründung derselben für das dringendste Landesbedürfniß erkennten, auch vornehmlich in Hinsicht ihrer schleunigeren hülfreichen Herbeiführung Hoffnung aus der nachgesuchten Vermittlung schöpften; so wolle eine hohe Bundesversammlung dahin vermitteln, daß die Prälaten und Ritterschaft bis zum erwünschten Eintritte dieser neuen Verfassungsordnung in ihrer rechtlich bestehenden, landesherrlich anerkannten, Verfassungsgerechtsame in alle Wege geschützt, ingleichen ihre Vorschläge in Hinsicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berücksichtigt werden, die dermalen in anerkannter Wirksamkeit rechtlich bestehende Verfassung aber, nach den Worten des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, anders nicht als auf dem in dieser Verfassung selbst liegenden Wege abgeändert werden möge».

Nach vollständig mitgetheiltem Inhalte der Denkschrift sowohl, als der derselben angehängten Beilagen, und nach einer ausführlichen Erörterung des Legitimationspunctes und der Competenz, welche der Herr Referent aus den von ihm vorgetragenen Motiven für begründet hält, macht derselbe in der Hauptsache den Antrag,

daß die hohe Bundesversammlung, in Gemäßheit ihrer durch Bundes- und Schlußacte begründeten Competenz, den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten ersuche, die Erklärung seines allerhöchsten

Hofes über den Inhalt der vorliegenden Denkschrift binnen 6 Monaten gefälligst zu bewirken.

Der Vortrag wurde dem Protokolle unter Zahl 9 angefügt und loco dictaturae drucken zu lassen beliebt.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Ich hatte gehofft, daß, bei Prüfung der von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein angebrachten Denkschrift, die verehrliche Commission die Ueberzeugung gewinnen werde, daß die Competenz dieser hohen Versammlung in dem vorliegenden Falle nicht begründet sey, und mich demnach darauf vorbereitet, einige Berichtigungen der in der Denkschrift angeführten Thatsachen vorzulegen. Die abweichende Ansicht der Commission nöthigt mich aber, auf ihren Vortrag und die Gründe einzugehen, nach welchen sie die Competenz dieser hohen Versammlung für begründet erachtet. —

Ich beginne meine Aeusserung mit derselben Bemerkung, mit welcher in dem Vortrage die Erörterung über den Legitimationspunct geschlossen worden ist, nämlich: daß für jetzt dieser auf sich beruhen könne.

Die nachfolgenden Bemerkungen haben den Zweck zu zeigen, daß die verehrliche Commission in ihrem Gutachten über Begründung und Umfang der Competenz weiter gegangen ist, als die vorliegende Beschwerde und die Anträge, wozu sie geführt, nach den Gesetzen des Bundes rechtfertigen können, weiter, als auf eine einseitige Darstellung, ohne Präjudiz für die Königliche Regierung, geschehen konnte.

Von den vielen Bundesgesetzstellen, die hier angeführt sind, und ganz unzweideutig mehr oder minder eingreifen sollen, hebe ich zuvörderst einige aus, worüber in dem Vortrage sich nichts weiter findet, als deren eigener Wortlaut, und gestehe, dabei eine nähere Beziehung derselben auf den Beschwerdefall nicht zu erkennen. Ich glaube daher auch meinerseits, mich darauf beschränken zu können, dieselben selbst reden zu lassen.

Art. 2 der Schlußacte. Der Umfang und die Schranken, die der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundesacte bestimmt, die der Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begränzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

Art. 4. Der Gesammtheit der Bundesglieder steht die Befugniß der Entwickelung und Ausbildung der Bundesacte zu, in so fern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche nothwendig macht. Die desfalls zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundesacte nicht in Widerspruch stehen, noch von dem Grundcharakter des Bundes abweichen.

Art. 9. Die Bundesversammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirksamkeit ist zunächst durch die Vorschriften der Bundesacte und durch die in Gemäßheit derselben beschlossenen, oder ferner zu beschliessenden Grundgesetze, wo aber diese nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke bestimmt.

Art. 25. Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten, steht den Regierungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch, in Rücksicht auf die innere Sicherheit des gesammten Bundes und in Folge der Verpflichtung der Bundesglieder zu gegenseitiger Hülfsleistung, die Mitwirkung der Gesammtheit zur Erhaltung und Wiederherstellung der Ruhe, im Falle einer Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung, eines offenen Aufruhrs, oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesstaaten, statt finden.

Nach der im Gutachten näher motivirten Meinung, ist es auch nur der Art. 13 der Bundesacte, verbunden mit dem 31., 53. und 54. der Schlußacte, und zweitens der Art. 56 der Schlußacte, welche die Competenz der Bundesversammlung in der vorliegenden Angelegenheit «vergleicht man die Endanträge der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft «mit den Gesetzen und Beschlüssen des Bundes, auch den sonst obwaltenden Umständen» hinlänglich begründen, um die Erklärung meines allerhöchsten Hofes zu erbitten.

Es ist jedoch klar, daß von einer practischen Anerkennung irgend einer alten Verfassung des Herzogthums Holstein, welche durch den 56. Art. der Schlußacte begründet werden soll, und von Verleihung einer neuen Verfassung, nach dem Art. 13 der Bundesacte, nicht zu gleicher Zeit die Rede seyn kann. Dieses ist in der Maaße einander entgegengesetzt, daß die Erfüllung des Einen die Erfüllung des Andern, und die Competenz der Bundesversammlung für den einen Fall die für den andern ausschließt.

Befände sich die frühere Verfassung des Herzogthums Holstein in anerkannter Wirksamkeit, so wäre die Folge davon: daß von der Bundespflicht meines allerhöchsten Hofes, den 13. Art. zu erfüllen, und von der Obliegenheit der Bundesversammlung, dafür zu sorgen, daß derselbe nicht unerfüllt bleibe, durchaus nicht mehr die Rede seyn könnte, sondern nur davon, daß diese in anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung nicht auf unverfassungsmäsigem Wege abgeändert werde. Diese Vorschrift des 56. Art. der Schlußacte würde, wäre sie anwendbar, es der Königlichen Regierung unmöglich machen, an die Stelle der erloschenen Verfassung eine neue zu setzen. Seine Majestät der König hätten eben so wenig das Recht als die Verbindlichkeit, den 13. Art. der Bundesacte noch in Ausführung zu bringen.

Wird der 13. Art. der Bundesacte als unerfüllt angesehen, so kann nicht zugleich von Präexistenz und Gewähr einer Verfassung die Rede seyn, in Rücksicht deren der Grundsatz gölte, daß sie nicht auf unverfassungsmäßigem Wege abgeändert werden darf.

Da diese Schlußfolgerung als richtig nicht wohl verkannt werden kann, so dürfte dieß allein schon hinreichend seyn, um den Beschluß dieser hohen Versammlung auf eine Reclamation zu bestimmen, deren Petitum in den verschiedenen Gegenständen, welche copulativ darin aufgenommen worden sind, sich selbst widerspricht und aufhebt. Es ergiebt sich nämlich hieraus die Unmöglichkeit, die Competenz in dieser doppelten Beziehung für begründet zu halten. — Die Gründe des hierauf gerichteten Ausspruchs der Commission sind mir daher nicht einleuchtend, und um so weniger, als es den Anschein hat, daß dieser Widerspruch derselben nicht entgangen ist.

Was mir zu dieser Vermuthung Anlaß giebt, ist die Stelle des Vortrags, wo es heißt: «zwar haben letztere (Prälaten und Ritterschaft) nachdem S. 53, §. 26, von ihnen «ausdrücklich geäussert worden war, daß der 13. Art. der Bundesacte in Holstein unerfüllt «geblieben sey, und sich auch die zur Entwerfung der Verfassung im Jahre 1816 berufene «Commission seit lange nicht mehr versammle, so daß sie in der Hoffnung der baldigen «Erfüllung sogar Rückschritte gethan hätten, die dringende Landesnoth auch sonst unbe«rechtigte Unterthanen gewiß rechtfertigen könnte, wenn sie in Hinsicht der Vollziehung des «13. Art. anregliche gesetzliche Schritte thäten, alsbald, aus leicht zu erklärenden «Gründen, wieder eingelenkt (so heißt es in dem Vortrage) und bemerkt, daß es «in Holstein nicht die Entwerfung einer neuen Verfassung gelte, auch ihren vorzüglichsten «Antrag, §. 29, 3, ihrer Denkschrift, nur auf den 56. Art. der Schlußacte gegründet, und «dahin gerichtet» ꝛc.

Dieß führt die Commission zunächst selbst auf die Bemerkung, daß es scheinen möchte, als könne die Competenz der Bundesversammlung in dem vorliegenden Falle nicht aus dem 13. Art. der Bundesacte geleitet werden. Es wird jedoch dieser Bemerkung sofort entgegengesetzt, daß die Reclamanten sich einmal mit darauf bezogen, und daß nächstdem der 13. Artikel den Fall, in welchem Holsteins Prälaten und Ritterschaft sich zu befinden behaupteten, gar nicht ausschlösse, auch die Bundesversammlung, ohne den gegenwärtigen Anlaß, schon nach dem in dem Jahre 1818, bei Gelegenheit der Großherzoglich-Mecklenburgischen Motion, gefaßten Beschlusse befugt gewesen wäre, bei der Königlichen Regierung die Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte in Anrege zu bringen.

Dieß sind die Gründe, welche bei der Begutachtung den Anstand wieder gehoben haben, der in Betreff der gleichzeitigen Begründung der Competenz nach dem 13. Art. der Bundesacte und dem 56. der Schlußacte, wie es scheint, vorübergehend entstanden war.

Die Commission wendet sich hierauf im besondern zu der Frage, wie der 56. Art. der Schlußacte hier eingreife, und bezeichnet die unter dem 17. August 1816 erfolgte Bestätigung der Privilegien der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft als ein Ereigniß, weßhalb, wenn dasselbe nicht in ein anderes Licht gestellt werde, sie vor der Hand kein Bedenken finde, die Competenz der Bundesversammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte für begründet zu erachten.

Es wird aus der seit Errichtung des Bundes geschehenen Bestätigung die Folge abgeleitet, daß der Inhalt des 55. Artikel der Schlußacte, wonach früherhin gesetzlich bestandene ständische Rechte bei Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte berücksichtigt werden könnten, aber nicht müßten, in Rücksicht Holsteins keine Anwendung mehr finde, und keinen Grund gegen die Competenzbestimmung nach dem 56. Artikel der Schlußacte abgebe, vielmehr hierunter der vorliegende Fall, als eine bisher gegebene Verfassung betreffend, zu subsumiren sey.

Es dringt sich wieder die Frage auf, wie auch bei dem Resultate dieses Raisonnements, mit dem ich freilich nicht einverstanden seyn kann, unbeachtet geblieben ist, daß die Argumentation für die Zugrundelegung des 56. Artikels der Schlußacte bei der Competenzfrage die des 13. der Bundesacte in demselben Maaße entfernt, wie vice versa. —

Uebrigens dürfte Nachstehendes gegen die Competenzbestimmung nach dem 56. Artikel der Schlußacte schon jetzt genügend erscheinen. Nähere Ausführung und Beweis desselben muß ich — wenn sich ein nach den Gesetzen des Bundes und der Competenz dieser hohen Versammlung geeigneter Anlaß dazu ergiebt — der Erklärung meines allerhöchsten Hofes vorbehalten.

Wer sich darauf beruft, daß eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit sey, wird vor allen Dingen angeben müssen, worin diese Verfassung besteht, wie weit der Wirkungskreis der Stände geht, und welche Befugnisse der Landesherr hat. Dieses ist im vorliegenden Falle nicht angegeben, und nur gesagt worden, daß die Landstände Holsteins einst im Besitze des Steuerbewilligungsrechts waren. Das hat denn freilich seine Richtigkeit.

König Christian I. ertheilte im Jahre 1460 dem Lande Privilegien, worin es heißt: «Wir, Unsere Erben und Nachkommen sollen und wollen auch keine Schatzung und Bede legen auf die Einwohner dieser Lande sammt und sonders, ausgenommen Unsere eigenen Bonden und Lansten, die unversetzt und unverpfändet sind, ohne freundliche Einwilligung und Zulassung und einträchtige Zustimmung aller Räthe und Mannschaft dieser Lande, geistlicher und weltlicher». Die Landesprivilegien wurden von Regenten zu Regenten bis zum Anfange des 18. Jahrhunderts bestätigt; allein der Lauf der Zeit führte die wesentlichsten Veränderungen in der Wirksamkeit der damaligen Stände, und namentlich ihres Steuerbewilligungsrechts herbei. Der Westphälische Friede und die seitdem fortgeschrittene Entwickelung der Territorialhoheit, die Errichtung stehender Heere, welche die Einführung stehender Grund-

abgaben nach sich zog, und auch die Bestimmung des Reichsabschieds von 1654, §. 180, « daß die Landsassen zum Defensionswerke unweigerlich Beitrag leisten müßten », äusserten auch auf Holstein ihren nothwendigen Einfluß.

So erklärten schon die Landstände auf dem zu Kiel 1663 im Juni gehaltenen Landtage in ihrer Replik, « ob die von ihnen zu bewilligenden Gelder freiwillige oder schuldige Beisteuer « wären, darüber wollten sie nicht streiten, sie wollten jedoch ohne Nachtheil ihrer Privilegien « annehmen, daß es reichsschlußmäsige Schuldigkeit sey ».

conf. Hegewisch Geschichte der Herzogthümer Schleswig u. Holstein. Th. 4, pag. 211.

Im Jahre 1675 ist der letzte Landtag gehalten, der unvollendet abgebrochen ward. Durch die Steuermandate vom 31. October 1689 und 11. Januar 1690 sprechen die Landesherren schon ihre Befugniß aus, wenn nach ihrem Erachten kein Landtag gehalten werden könne, Steuern auszuschreiben, ohne die Landstände um ihre Einwilligung gefragt zu haben. — Darnach ist es auch ferner gehalten, und es sind die Landstände nie wieder zusammenberufen worden. Nur einmal wurden Prälaten und Ritterschaft in den Jahren 1711 und 1712 convocirt, als sie wiederholt um Erlassung oder Milderung einer ihnen auferlegten Steuer gebeten hatten, während von den Aemtern und Städten verhältnißmäsig schon viel mehr bezahlt worden war. Bei dieser Versammlung, welche — wie solches aus dem Convocationspatente hervorgeht — weder von den Landesherrschaften, noch von Prälaten und Ritterschaft als ein Landtag angesehen worden ist, noch werden konnte, ward Prälaten und Ritterschaft eröffnet, daß der Landesherrschaft das unbeschränkte Besteuerungsrecht (jus collectandi) zustehe; und was die gesetzgebende Gewalt betrifft, sagten Prälaten und Ritterschaft, als sie um Abänderung gewisser Constitutionen baten:

> « so wissen Prälaten und Ritterschaft sich in aller und tiefster Unterthänigkeit ganz « wohl zu bescheiden, daß die potestas legislatoria für und an sich Sr. Königlichen « Majestät und Hochfürstlichen Durchlaucht allerdings zustehe, ihnen dagegen nichts als « obsequii gloria übrig sey ».

Bei dem Schlusse der Versammlung ward Prälaten und Ritterschaft eine landesherrliche Resolution vom 27. April 1712 eröffnet, welche bestimmt: daß die von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöhet, noch bei Kriegszeiten einige extraordinäre Contributionen ohne unumgängliche Nothwendigkeit ausgeschrieben, solchen Falls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu einer Landtagsversammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Kosten verursachen würde, nicht convocirt werden sollten. Diese Resolution und die damalige Bestätigung der Privilegien, welche ausdrücklich nach Maasgabe dessen, was bei dieser Versammlung verhandelt worden, erfolgt ist, ward noch von Prälaten und Ritterschaft ausdrücklich anerkannt; sie

sagten in ihrer zu dem Ende am 4. Juni 1712 den landesherrlichen Commissarien eingereichten Erklärung: „Weile jedoch wir völlig persuadirt, daß in der Conservation unser aller „und gnädigsten Herrschaft beharrlichen unschätzbaren Gnade unsere größte Wohlfahrt in dieser „Welt bestehe, wir es auch für den höchsten Ruf erachten, als aller- und gehorsamste Unter- „thanen jederzeit erfunden zu werden, als acceptiren wir die ertheilten Königl. und Fürstlichen „diplomata confirmationis, wie auch die ratificationes mit aller und demüthigstem Respect".

Es ward indessen späterhin Prälaten und Ritterschaft auf ihr Ansuchen erklärt, daß es nicht die Intention gewesen, Prälaten und Ritterschaft alle Hoffnung auf Milderung der ordinären Contribution zu nehmen, und daß es auch die Meinung nicht gewesen, alle Landtagsversammlungen in totum aufzuheben, sondern man habe sich nur deßhalb so explicirt, weil bei unentbehrlicher Ausschreibung einer extraordinären Contribution in Friedenszeiten dann und wann solche pressante Casus einzutreten pflegten, daß nicht vorher weitläuftige Zusammenkünfte darüber gehalten oder selbige einen Verzug leiden könnten.

Es fällt in die Augen, daß diese Erklärung an der Resolution vom 27. April 1712 nichts änderte. Es ist Thatsache, daß seit 1712 weder ein Landtag gehalten ist, noch einmal Prälaten und Ritterschaft convocirt worden sind. Die Landesherrschaft schrieb vielmehr, so oft es erforderlich ward, Steuern aus, und ordnete im Laufe des 18. Jahrhunderts, neben der ordinären Contribution, mehrere Steuern allgemein an. Alle Unterthanen (Prälaten und Ritterschaft nicht ausgenommen) bezahlten diese Abgaben ohne Widerspruch. Erst im Jahre 1802 suchte ein Theil der Prälaten und Ritterschaft sich der damals angeordneten Benutzungssteuer von allen liegenden Gründen zu entziehen. Ihre Versuche wurden durch die Resolution vom 17. December 1802 ernstlich zurückgewiesen, indem der König sie auf sein unbeschränktes Besteuerungsrecht verwies. Darauf beschlossen Prälaten und Ritterschaft, in einer am 18. Januar 1803 gehaltenen Generalversammlung, daß sie — was sich freilich von selbst verstand — sich diese Resolution zur schuldigen Nachlebung und Richtschnur dienen zu lassen hätten.

Dessen ungeachtet reichte ein Theil der Ritterschaft im März desselben Jahres ein Gesuch ein, daß ihnen bei dem höchsten Landesgerichte rechtliches Gehör über ihre Steuerfreiheit gestattet werden möge, welches natürlich nicht gestattet werden konnte. Dieser Schritt fand auch bei der Ritterschaft so wenig ungetheilten Beifall, daß eine bedeutende Anzahl von Mitgliedern, gleichzeitig mit jenem Gesuche, Eingaben an die Regierung sandte, wodurch sie ausdrücklich erklärte, daß sie keinen Theil an jener Vorstellung hätte, und den allerhöchsten Anordnungen in Betreff der Grund- und Benutzungs-Steuer die gebührende Folge leisten würde. — Und eben so machten die sehr zahlreichen, zur recipirten Ritterschaft nicht gehörenden Besitzer ritterschaftlicher Güter — wiewohl sie gleiche Realrechte wie jene besitzen — in einem besondern,

Sr. Majestät dem Könige unter dem 7. März 1803 überreichten Schreiben, die Anzeige: « daß sie auch nicht den entferntesten Antheil an diesem Schritte genommen ».

Damals stand der Recurs an die ehemaligen Reichsgerichte noch offen; ein Theil der Ritterschaft deutete auch die Absicht an, diesen Recurs zu ergreifen, fand aber doch es für gut, dieses nicht zu thun, und entrichtete nun mit den übrigen Mitgliedern nicht allein die Grund- und Benutzungs-Steuer, so wie sie 1802 ausgeschrieben war, sondern auch die späterhin angeordneten Erhöhungen derselben ohne weitern Widerspruch.

Unter solchen Verhältnissen erfolgte im Jahre 1806 die Auflösung des Deutschen Reichsverbandes, in deren Folge die Einverleibung des Herzogthums Holstein in die Dänische Monarchie, als eines integrirenden Theils derselben, durch ein Königliches Patent vom September desselben Jahres erklärt ward. Es bedürfte nur der Hinweisung auf dieses einzige Ereigniß, wodurch die Souverainetätsrechte, welche Sr. Majestät in Dänemark zustehen, auf das Herzogthum Holstein ausgedehnt und von dem angegebenen Zeitpuncte bis zur Errichtung des Deutschen Bundes ausgeübt wurden, um über den Ungrund der Anführungen von Prälaten und Ritterschaft in Rücksicht der ununterbrochenen Fortdauer ihrer ständischen Gerechtsame keinen Zweifel übrig zu lassen.

So verhält es sich mit der angeblich anerkannten Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung, und diese ist auch durch die Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft auf keine Weise herbeigeführt. In welchem Sinne die Confirmation der Privilegien zu nehmen ist, geht schon aus dem Verfahren der Landesherren im Jahre 1712 bei der damaligen Bestätigung der Privilegien hervor. Unter demselben Dato nämlich, unter welchem die Ratification der von den landesherrlichen Commissarien an Prälaten und Ritterschaft ertheilten Resolution erfolgte, welche, jedoch gerade in dem Puncte der Steuern abweichend, dasjenige bestimmte, was oben angegeben worden, ward auch die Confirmation der Privilegien expedirt, worin ausdrücklich festgesetzt ist: die Privilegien würden nur nach Maasgabe dessen confirmirt, was bei der in diesem und dem vorigen Jahre gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden, und hätten die Landesherren, in allergnädigster Consideration der von Prälaten und Ritterschaft geleisteten Dienste, aus sonderbarer Gnade solche Privilegien dahin verbessert und extendirt, daß sie und ihre Nachkommen, ausser dem vorigen ungehinderten Genuß, auch sich dessen allen, was ihnen mittelst einer Commissional-Resolution vom 25. Januar d. J., welche hiermit auf gewisse Weise ratihabirt werde, zufolge gehabter Instructionen und Ordres versprochen worden, zu erfreuen haben sollten.

Die Commissional-Resolution und die Ratification derselben beschränken aber ausdrücklich den Wortinhalt der früheren Privilegien, und wenn die Landesherren in der Bestätigung diese beschränkende Commissional-Resolution eine Verbesserung der Privilegien

kennen, so geht daraus ganz deutlich hervor, daß sie die Privilegien nur in so weit als rechtsgültig betrachteten, als sie zur Zeit der Confirmation auch wirklich in Ausübung waren. Unter dieser Voraussetzung und mit Rücksicht darauf, daß die Landesherren in dem Zeitraume von 1675 bis 1711, nach eigenem Ermessen und ohne Landtage zu halten, mehrmals Steuern ausgeschrieben hatten, ist es auch einleuchtend, daß für Prälaten und Ritterschaft das Versprechen, die ordinäre Contribution in Friedenszeiten nicht zu erhöhen und ohne Nothwendigkeit keine extraordinäre Contribution auszuschreiben, eine Verbesserung ihrer Privilegien war. —

Dieses führt unmittelbar auf den entscheidenden Gesichtspunct bei Beurtheilung der Confirmation der Privilegien. Die vormaligen Landesprivilegien sind nicht Prälaten und Ritterschaft für sich, sondern Prälaten, Ritterschaft, Städten und Ständen und gesammten Einwohnern ertheilt, und früherhin auch eben diesen bestätigt worden. Letzteres ist aber schon seit beinahe hundert Jahren nicht mehr geschehen. Der König Christian VI. hat am 12. März 1731 zwar die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft bestätigt, nicht aber die Privilegien der vormaligen Landstände, deren in den Confirmationspatenten durchaus keine Erwähnung geschieht. Eben so wenig beziehen sich die späteren Confirmationspatente, und auch nicht das am 17. August 1816 von Seiner Majestät ertheilte, auf die Privilegien der vormaligen Landstände, sondern lediglich auf specielle Vorrechte von Prälaten und Ritterschaft. Daß aber die Bestätigung solcher Vorrechte nicht die Folge haben kann, daß durch selbige eine veraltete Landesverfassung wieder zur anerkannten Wirksamkeit gebracht werde, ist zu einleuchtend, als daß es einer weitern Ausführung bedürfe. Hieraus geht auch hervor, daß die landesherrliche Zusage, bei Uebernahme des vormals großfürstlichen Antheils von Holstein, daß Holstein und alle Einwohner desselben, so wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtigkeiten, welche sie bisher genossen, ungekränkt gelassen werden sollten, in Beziehung auf eine damals längst nicht mehr existirende Landstandschaft von keiner Wirksamkeit seyn konnte.

Das Vorstehende zeigt zur Genüge, welche Bewandniß es mit der unter dem 17. Aug. 1816 von Seiner Majestät ertheilten Confirmation der Privilegien habe. Sie wurde zu einer Zeit vollzogen, welche der Königlichen Regierung öftern Anlaß gegeben hatte, die seit einem Jahrhundert hergebrachten landesherrlichen Rechte auf unangemessene Anträge von Prälaten und Ritterschaft auszuführen, und somit wird niemand annehmen wollen, daß die Absicht bei der letzten Confirmation weiter gegangen sey, als die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft, und zwar in dem Gehalte zu bestätigen, der ihnen nach der Einwirkung von Ereignissen, Zeitverhältnissen, veränderten Staatseinrichtungen und Bedürfnissen bis auf den gegenwärtigen Augenblick geblieben war. Schon im Begriffe von Confirmation liegt nur

eine solche Bekräftigung eines bestehenden rechtlichen Zustandes der Dinge. Könnte die Königliche Confirmation der Privilegien einen andern Sinn, eine andere Erklärung zulassen, nämlich eine solche, wodurch die Spuren der Geschichte vertilgt und der Fortgang der Zeit wieder rückgängig gemacht würde; wollte man zugeben, daß Prälaten und Ritterschaft sich ohne weiters an die Stelle der alten Landstände setzen, und sich deren Rechte anmaßen könnten: so ist kein Grund vorhanden, weßhalb dieselben nicht die alte Freiheit der Steuerbewilligung in ihrem vollsten Umfange nach dem angeführten Privilegio König Christians I. vom Jahre 1460, dessen Kraft die Königliche Bestätigung vom Jahre 1816 gleichmäßig wieder belebt haben würde, oder gar das Recht, über Krieg und Frieden zu beschliessen, was auch in ihren Privilegien lag,

conf. Privilegiensammlung, pag. 59.

reclamiren, statt ihre Forderung auf den Status quo von 1773 zu moderiren.

Weit entfernt demnach, daß Zweck und Bedeutung der Königlichen Confirmation, wie diese Confirmation selbst, dahin gehen, alles für null und nichtig zu erklären, was bis dahin bestanden, würde ich glauben die Anerkennung der Richtigkeit des Satzes vorbereitet zu haben, den ich der Ansicht der Commission über die Competenz der Bundesversammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte entgegenstellen muß.

Die frühere Verfassung des Herzogthums Holstein befindet sich nach der Königlichen Confirmation der Privilegien vom 17. August 1816 eben so wenig in anerkannter Wirksamkeit, als sie sich vor derselben in Wirksamkeit befand.

Ich erlaube mir nun noch einen Augenblick die Aufmerksamkeit dieser hohen Versammlung für die Supposition in Anspruch zu nehmen, daß der Fall, welchen der 56. Art. der Schlußacte unterstellt, wirklich vorhanden wäre. Diese Supposition führt zunächst auf die Bemerkung, daß alsdann die Bundesversammlung, ausser dem Falle specieller Garantie oder ausgebrochener Unruhen, zur Handhabung des Inhalts jenes Artikels durch die Bundesgesetzgebung nicht weiter autorisirt ist.

Abgesehen hiervon, würde, wenn die frühere Verfassung Holsteins sich in anerkannter Wirksamkeit befände, die Folge davon seyn, daß eine Verfassung wieder hergestellt würde, die den gegenwärtigen Staatsverhältnissen nicht mehr entspräche, eine Verfassung, wonach die Landstandschaft auf Prälaten, ritterschaftlichen Gutsbesitzern und einer Anzahl von Städten beruhte, und, ausser den Königlichen Landdistricten, der dritte Theil des Herzogthums Holstein, mit den Städten Glückstadt und Altona, durchaus nicht vertreten war, kurz alle Vortheile sich auf Seiten des privilegirten Adels, alle Nachtheile sich auf Seiten des Bürger- und Bauerstandes fänden. Daß die Einwohner, selbst der ehemals repräsentirten Städte, nicht in den Wunsch von Prälaten und Ritterschaft einstimmen werden, dafür bürgt,

ausser früherer Erfahrung, der Umstand, daß solche Städte auf Landtagen nicht mehr Stimmrecht hatten, als jedes einzelne ritterschaftliche Individuum, wie letzteres nur eine Virilstimme.

Eine solche Verfassung würde auf unverfassungsmäßigem Wege nicht wieder abgeändert werden können.

Das heißt, es würden Institutionen, die den Forderungen und Verhältnissen der Zeit, der gleichen Vertheilung der Staatslasten, kurz jeder vernünftigen, durch die heiligste Regentenpflicht gebothenen Rücksicht auf die Besteuerungsfähigkeit der Unterthanen entsprechen, in so weit sie bestehen, über den Haufen geworfen, in so weit sie durch die Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte noch in der Absicht des Königs liegen, seiner Macht wie seinem Willen entzogen seyn. —

Freilich lautet der Schluß des Antrags der Reclamanten, wie folgt:

«da endlich die Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft weit entfernt sind, einer «Umgestaltung ihrer Landesverfassung in zeitgemäsere Formen irgend ein Hinderniß «in den Weg legen zu wollen, sie vielmehr die Begründung derselben für das drin«gendste Landesbedürfniß erkennen, auch vornehmlich in Rücksicht ihrer schleunigeren «Herbeiführung Hoffnung aus der nachgesuchten Vermittlung schöpfen; so wolle «eine hohe Bundesversammlung hochgeneigtest dahin vermitteln, daß die hiesigen «Prälaten und Ritterschaft doch bis zum erwünschten Eintritte dieser neuen Ver«fassungsordnung in ihrer rechtlich bestehenden, landesherrlich anerkannten Verfas«sungsgerechtsame in alle Wege geschützt, ingleichen ihre Vorschläge in Hinsicht der «einzuführenden Veränderungen vernommen und berücksichtigt werden, die dermalen «in anerkannter Wirksamkeit rechtlich bestehende Verfassung aber, nach den Worten «des 56. Art. der Schlußacte, anders nicht als auf dem in dieser Verfassung selbst «liegenden Wege abgeändert werden möge».

Prälaten und Ritterschaft reden in Betreff der zeitgemäsen Umgestaltung einer Verfassung, welche sie selbst sehr bezeichnend ihre nennen, welche aber das Land gewiß nicht seine nennen möchte, so deutlich, daß wer ganz klare Worte versteht, gerade hierdurch von der oftgedachten Schlußfolge noch mehr überzeugt werden muß, daß für Seine Majestät die Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte durch Begründung der Competenz der Bundesversammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte fortan unmöglich gemacht wäre, es sey denn, daß eine neue Verfassung von Unterthanen nehmen, statt sie ihnen zu geben, als Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte, als Vorschrift und Geist der Bundesgesetzgebung, angesehen werden könnte. Daß dieß die Folge seyn würde, wenn je ein Antrag, wie der von Prälaten und Ritterschaft, berücksichtigt werden könnte, daß selbst von Errichtung einer Verfassung auf dem Wege des Vertrags da nicht mehr die Rede seyn könnte, wo die mit

ihrem Souverain paciscirende Classe der Unterthanen, neben dem Besitze einer sie wie keine vernünftige begünstigenden, in anerkannter Wirksamkeit befindlichen Verfassung, noch den Bundesschutz für die Fortdauer dieses Besitzes hätte, muß jedem, der die Anträge von Prälaten und Ritterschaft in ihren von ihnen, selbst schon hinlänglich bezeichneten, Folgen erwägt, zur Evidenz werden.

Daß rechtliches Gehör in einer Staatssache, wie der von Cognition über das Besteurungsrecht der Königlichen Regierung auf den Grund der Privilegien, wohl ehemals bei den Reichsgerichten, nicht aber bei Landesgerichten, oder bei einem auswärtigen Spruchcollegio, für sie gefunden werden könne, muß schon ganz einfach aus der allgemeinrechtlichen Begränzung hervorgehen welcher der Begriff einer Proceßsache unterliegt, worunter Seiner Majestät allerhöchstihre Souverainetätsrechte zu begreifen nicht gemeint seyn können.

Es ist bereits angeführt worden, hier wie in der Denkschrift, daß, als im Jahre 1802 Prälaten und Ritterschaft wegen vermeintlicher Verletzung ihrer Privilegien durch die Verordnung einer Grund- und Benutzungs-Steuer der Recurs an die Reichsgerichte offen stand, sie vorzogen, den Rechtsweg nicht zu betreten, und sich dieser Steuer unterwarfen.

Daß in dieser Beziehung der Bundesversammlung nicht zusteht, die Competenz der Reichsgerichte zu ersetzen, weiter als die Artikel 60 und 61 der Schlußacte ihre Dazwischenkunft begründen, ist gleichfalls bereits angeführt worden, und keinem Zweifel unterworfen.

Erwägt man noch den 55. Artikel der Schlußacte: « den souverainen Fürsten der Bun« desstaaten bleibt überlassen, diese innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der « früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhält« nisse, zu ordnen », in seinem Zusammenhange mit dem nachfolgenden 56. Artikel; so leuchtet ein, daß die Voraussetzungen des Falles, den letzterer unterstellt, nicht in der Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft gefunden werden können.

Es behält vielmehr die Bestimmung des 55. Artikels der Schlußacte für das Recht, wie für die Bundespflicht der Königlichen Regierung, ihre volle Wirksamkeit, den 13. Artikel der Bundesacte in Vollzug zu setzen, und wird hiernach, unter möglichster Berücksichtigung älterer Rechte, die künftige Verfassung des Herzogthums Holstein dem Culturstande des Landes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz erscheinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsvertrag.

Die Zeit betreffend, wann die neue Verfassung gegeben werden wird, muß ich für den Fall, daß der Bund zur Einforderung einer Erklärung hierüber Anlaß findet, welchen jedoch die vorliegenden Anträge von Prälaten und Ritterschaft ausgeführtermaßen nicht begründen,

und wobei daher der Königlichen Regierung keine andere Linie vorgezeichnet werden dürfte, als denjenigen Regierungen, welche die Ausführung des 13. Artikels der Bundesacte nicht beendiget haben, solche Erklärung zwar meinem allerhöchsten Hofe vorbehalten, gleichwohl, mit Beziehung auf das erstattete Gutachten, bereits bemerken, daß Vorschriften des Römischen Rechts nicht wohl geeignet seyn möchten in Rücksicht der Zeit der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte eine Norm abzugeben. —

In so fern übrigens auch des Herzogthums Schleswig erwähnt ist, glaube ich bemerken zu müssen, daß eine solche Erwähnung als völlig unstatthaft betrachtet werden muß, indem es weltkundig ist, daß gedachtes Herzogthum weder mit dem ehemaligen Deutschen Reiche in irgend einer Verbindung gestanden hat, noch zu den Deutschen Bundesstaaten gehört, und daß folglich die für diese vereinbarten Verhältnisse ihre Wirksamkeit auf dieses Land nicht erstrecken können.

Indem die Königliche Regierung zur Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte wie bundesgesetzlich verpflichtet, so berechtigt ist, Holsteinische Prälaten und Ritterschaft auch in dieser Rücksicht Wünsche in ihren Anträgen ausgesprochen haben, welche letztere indessen in ihrem anderweitigen Gegenstande ein Petitum enthalten, das mit der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte für Holstein in Widerspruch steht; so muß ich darauf antragen,

Reclamanten mit ihren Anträgen abzuweisen.

Hierauf wurde

beschlossen:

die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandtschaft der Reclamations-Commission zur weitern Erörterung und zum Vortrage zuzustellen.

§. 109.

Reichskammeegerichts-Archiv zu Wetzlar.

(12. Sitz. §. 80 d. J.)

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, erstattet einen Commissionsvortrag, das Archiv des ehemaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichts und die Auseinandersetzung desselben, insbesondere aber die unterm 17. März und 2. Mai d. J. (s. Protok. §. 61 und 80) eingelangten Schreiben der Archiv-Commission zu Wetzlar betreffend.

Sämmtliche Gesandtschaften erklärten sich mit den Commissionsanträgen vollkommen einverstanden; es wurde daher ganz in dessen Gemäßheit

beschlossen:

daß

1mo der Archiv-Commission die Zufriedenheit der hohen Bundesversammlung über ihre bisherige Geschäftsführung bezeugt werde, und derselben das Commissions-Protokoll nebst den Anlagen und dem Register, so wie die Taxamtsrechnungen zu remittiren seyen; daß jedoch nicht allein

2do die Archiv-Commission anzuweisen sey, sich künftig über jede Actenauslieferung auch von den Gerichten besondere Empfangsbescheinigung, allenfalls nach einem gedruckten, nur zu unterfertigenden, den Acten oder dem Antwortschreiben beizulegenden Formular, zu erbitten, sondern daß auch die Herren Bundestagsgesandten zu ersuchen seyen, bei ihren Regierungen zu veranlassen, daß die respectiven Gerichte, welche Acten in Empfang genommen haben, die abgehenden Bescheinigungen der Archiv-Commission annoch zu schicken; daß

3^tio der nach der jüngsten Taxamtsrechnung vorhandene Cassevorrath dergestalt zu vertheilen sey, daß die beiden Commissarien davon zwei Drittheile und die Gehülfen Ein Drittheil, jene wie diese zu gleichen Theilen, beziehen;

4to woneben die in dem Bundestagsbeschlusse vom 25. Januar 1821, §. 19, gedachte abgesonderte Berechnung der vorhandenen älteren Canzleitaxgelder von Seiten der Archiv-Commission zu gewärtigen wäre;

5to daß der Antrag der Archiv-Commission, die Aushändigungsgebühr für die im §. 8 dieses Bundestagsbeschlusses erwähnten Acten auf die Hälfte der im §. 18 festgesetzten Taxe herabzusetzen, sammt dem Ansatz für Siegelgebühr zu 45 Kr. zu genehmigen, auch daß es bei der bisher in Uebung gewesenen Belohnung der Archivpedellen mit 12 Kr. für Aufwartung bei Sessionen, für Arbeit bei dem Packen der Acten und bei Siegelung, zu belassen sey.

6to Von Zernichtung der nach dem Bundestagsbeschlusse vom 25. Jan. 1821, §. 15, bis hierhin von der Archiv-Commission reponirten Acten, dürfte noch zur Zeit zu abstrahiren seyn, mit dem Auftrage jedoch an die Commission, das Verzeichniß mit gleichem Fleiße fortzusetzen; woneben den Herren Bundestagsgesandten überlassen bleiben könnte, von dem bereits gefertigten Verzeichniß Einsicht zu nehmen, um allenfalls ihre Regierungen auf diese oder jene der verzeichneten Acten aufmerksam zu machen. Endlich

7mo werde der Archiv-Commission aufgetragen, an die hohe Bundesversammlung darüber Bericht zu erstatten, was es mit der kammergerichtlichen Bibliothek, in Rücksicht deren vormaligen Einrichtung und Beschaffenheit, und der durch die Auflösung des Kammergerichts mit derselben eingetretenen Veränderung für eine Bewandniß habe.

§. 110.

Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäsig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 fl. betreffend.

(17. Sitz. §. 145 v. J. 1822. — 16. Sitz. §. 105 v. J. 1823.)

Präsidium: bringt aus Veranlassung der in der 16. Sitzung dieses Jahres, Num. 60, eingekommenen Reclamation des Freiherrn von Urraca in Erinnerung, daß noch einige Abstimmungen in Folge Bundestagsbeschlusses vom 12. October 1818, über die Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäsig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend, ausständen; worauf nach dem Präsidialantrage

beschlossen

wurde, sich dahin zu verwenden, daß die noch rückständigen Abstimmungen auf den 27. November laufenden Jahres nachgetragen würden.

§. 111.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 64, eingereicht am 13. Juni, von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Rüppel, erneuerte Vorstellung mit Bezug auf ein anliegendes Schreiben des Königlich-Preussischen Ministeriums des Schatzes, d. d. Berlin den 25. Mai 1823.

Num. 65, einger. am 16. Juni, von Jac. Gravelius dahier, erneuertes Gesuch wegen Auszahlung seiner Besoldung als Secretär bei der transrhenanischen Sustentations-Commission.

Num. 66, einger. am 19. Juni, von Schubert zu Bühl, wiederholtes Gesuch wegen Auszahlung des Carenzguthabens von 150 fl., und eines Pensionsrückstandes von 225 fl. seines verstorbenen Vaters, des Reichskammergerichts-Canzlisten Schubert. —

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Viertes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes=Präsidial=Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Achtzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 26. Juni 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabinetsministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowitz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, Herrn von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Gries;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 112.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18d der Deutschen Bundesacte.

(10. Sitz. §. 70 d. J.)

Präsidium: wolle in Folge Beschlusses in der 10. dießjährigen Sitzung (§. 70) das Protokoll zur Abstimmung über den so eben bezeichneten Gegenstand eröffnen.

Preussen. Zu dem in der 4. Sitzung vom 11. Februar 1819 vorgelegten «Entwurf einer Verordnung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck», hat die Königliche Gesandtschaft, in Auftrag ihres allerhöchsten Hofes, unter allgemeiner Anerkennung der Gründlichkeit und Zweckmäsigkeit dieser Arbeit, die folgenden, deren einzelne Artikel begleitenden Erinnerungen und Bemerkungen zu machen.

Ad Artikel 1.

Durch die zu erlassende Verordnung, deren Entwurf vorliegt, sollen Schriftsteller und Verleger nicht erst Rechte *erhalten*, als wenn sie etwa auf dergleichen überhaupt, *ohne eine solche Verordnung*, ausserhalb deßjenigen Staates, welchem sie unmittelbar angehören und dessen positive Gesetzgebung ihnen schon vorhin bestimmte Rechte verliehen, in andern Bundesstaaten, wo ihnen die positive Gesetzgebung in gleicher Art nicht zu Statten kommt, gar keinen Anspruch machen könnten. Es sollen vielmehr, nach den Worten der Bundesacte, Artikel 18,

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung «gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller «und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen»,

nicht erst wegen der Rechte selbst — ob nämlich dergleichen vorhanden und anzuerkennen seyen oder nicht — sondern nur wegen Sicherstellung derselben Verabredungen getroffen werden, was ihre Existenz und allgemeine Anerkennung durch alle Staaten des Deutschen Bundes im Allgemeinen voraussetzt. Da jedoch die Art der Sicherstellung den Werth und die Bedeutung des Rechts erst näher bestimmt; so könnte in der vorletzten Zeile des ersten Artikels, zur Vermeidung eines jeden Mißverständnisses, anstatt «Eigenthumsrechte» bloß «Rechte» gesetzt werden.

Der in der zweiten Zeile bei Erwähnung von Zeichnungen gebrauchte Ausdruck «topographische» würde, wenn er ohne weitern Zusatz stehen bliebe, alle diejenigen Kupferstiche und Abbildungen ausschliessen, deren Werth gar nicht in einer künstlerischen Ausführung, sondern darin besteht, zur Versinnlichung gewisser Gegenstände zu dienen, um dadurch wissenschaftliche Zwecke zu befördern; wie dieß z. B. bei anatomischen, naturhistorischen &c. Werken der Fall ist. Warum nicht auch der Nachstich oder die sonstige Nachbildung solcher Kupferstiche als Nachdruck zu verbieten wäre, ist nicht abzusehen; und ein darauf Bezug habender Zusatz erscheint deßhalb nöthig.

Ein Unterschied zwischen der ersten und zweiten Ausgabe eines Werkes würde in Beziehung auf die Rechte der Schriftsteller nur alsdann erheblich seyn, wenn bestimmt werden sollte, daß die Zeit, für deren Dauer man jene Rechte sicherzustellen beschließt, von der Erscheinung des Werkes ab zu berechnen sey. Bleibt es dagegen bei dem im zweiten Artikel gemachten Commissionsvorschlage, wornach diese Zeit jedenfalls vom Todestage des Verfassers ab zu berechnen wäre, so kann es auf den erwähnten Unterschied nicht ankommen.

Ad Art. 2.

So beachtungswerth auch die Gründe erscheinen, welche für den hier gemachten Unterschied zwischen dem Falle, wo der Schriftsteller sein Werk selbst verlegt, und dem Falle, wo er es einem Andern in Verlag giebt, von der betreffenden Commission in ihrem, dem Entwurfe vorangeschickten Berichte (pag. 55) angeführt worden sind; so würde man doch diesseits auch mit einer Gleichstellung beider Fälle, wenn sich die Majorität dafür erklären sollte, einverstanden seyn, und alsdann nur darauf antragen müssen, daß, als gleicher Termin für beide, die längste der von der Commission vorgeschlagene Dauer, nämlich von funfzehn Jahren, seit dem Todestage des Verfassers, angenommen werde, welche keineswegs für all

zu lang zu halten seyn dürfte, indem bei kostbaren Werken, die nur langsamen Absatz versprechen, besonders bei denjenigen Werken dieser Art, deren Verfasser bald nach der Herausgabe gestorben ist, selbst ein noch weiterer Termin billig, und deßhalb ausnahmsweise wohl nachzugeben wäre, wenn sich nur über die Ausnahmen recht klare und practische Bestimmungen treffen liessen.

Ad Art. 3 — 5.

Daß die zum zweiten Artikel gehörigen Nebenbestimmungen, welche der 4. und 5. Art. enthält, einer bessern Fassung bedürfen, so wie solche von den freien Städten vorgeschlagen ist, muß man diesseits um so mehr anerkennen, als die Ertheilung eines Schutzbriefes gegen den Nachdruck eines Werkes der angegebenen Art, wovon im 5. Art. die Rede ist, an sich schon weitere Bestimmungen nöthig machen würde, damit sie nicht von der Willkühr jeder einzelnen Regierung abhängig bliebe, welcher auch es sonst frei stände, dergleichen Schutzbriefe bald auf kürzere, bald auf längere Frist, als nach den Art. 2 und 4 überhaupt festgesetzt werden soll, zu bewilligen.

Ad Art. 6.

Unter den hier gedachten Werken, welche von mehreren Mitarbeitern verfaßt werden, sind weder Schriften, deren Herausgabe von den Regierungen selbst angeordnet wird, wie Gesetzbücher, Gesangbücher ꝛc., noch solche zu begreifen, welche von moralischen Personen, z. B. von Akademien, ausgehen; denn es versteht sich von selbst, daß, bei Schriften ersterer Art, der Nachdruck auf immer, bei Schriften der zweiten Art aber, wenigstens auf so lange, als die moralische Person besteht, mit Vorbehalt der etwaigen Rechte des Verlegers, verboten ist.

Da die von mehreren Mitarbeitern und Herausgebern herrührenden Werke zwiefacher Art seyn können, nämlich entweder innerlich zusammenhängende Ganze, oder Aggregate einzelner Aufsätze; der 6. Artikel aber, seiner wahrscheinlichen Absicht nach, beide Arten begreifen soll; so würden, zur Vermeidung eines Mißverständnisses, anstatt des Ausdruckes:

«welche von mehreren Mitarbeitern verfaßt werden»,

welcher nur auf die erstere Art von Schriften hinzuweisen scheint, etwa die Worte des Commissionsberichtes (pag. 56)

«welche durch Mehrere bearbeitet worden»

zu wählen seyn.

Wenn es in dem nämlichen Artikel heißt:

«daß die Unternehmer als diejenigen zu betrachten seyen, von deren Ableben an das «ausschließliche Verlagsrecht während der im 2. und 4. Artikel bestimmten Frist fortdauern soll»,

so sind unter diesen Unternehmern, mit Rücksicht auf den später folgenden 18. Artikel, wohl nur solche zu verstehen, welche zugleich als Schriftsteller an dem Werke arbeiten, und deren Leben oder Tod über die Fortsetzung oder den Schluß des Unternehmens entscheidet. Es giebt aber auch gemeinsame Werke, die nicht durch das Leben der Unternehmer bedingt sind, wo einer nach dem andern austreten und durch einen andern ersetzt werden kann, z. B. Encyklopädien. Bei diesen scheint es nothwendig, erst den Schluß des Werkes selbst abzuwarten und von dem Tode deßjenigen Unternehmers an, welcher alsdann vorhanden ist, die im Artikel 2 vorgeschriebene Frist zu berechnen.

Hiernach wäre der Artikel 6 näher zu bestimmen, und da gleiche Gründe auch bei solchen gemeinsamen Werken eintreten, welche nicht von einem oder mehreren Schriftstellern, sondern von einem Verleger unternommen worden sind, ein berichtigender Zusatz zum 18. Artikel zu machen.

Ad Art. 7.

Ohne in Abrede zu stellen, daß eine Schrift, wo bloß der Drucker, sonst aber weder ein Verfasser, noch ein Herausgeber oder Verleger angegeben ist, auf Sicherstellung gegen den Nachdruck gar keinen Anspruch machen könne, wünscht man diesseits nur im zweiten Satze dieses Artikels, hinter den Worten:

« — stehenden Namens des Verfassers, Herausgebers, Verlegers oder Druckers »

die Einschaltung der Worte:

« so lange das ausschließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Veräusserung
« nach Maasgabe der Art. 2 und 3 noch besteht ».

Ad Art. 8.

Das Einzige, was im ersten Satze als neue legislative Bestimmung gelten kann, und als solche diesseits für zweckmäsig anerkannt wird, ist die Vorschrift,

« daß der Verfasser eines Werkes eine neue Auflage davon auch noch eher, als die
« vorige vergriffen ist, veranstalten könne, wenn er den Verleger der letzteren, wegen
« der davon noch vorräthigen Exemplare, zu entschädigen bereit ist ».

Der übrige Inhalt des Satzes versteht sich von selbst, sobald einmal die Grundsätze über das ausschließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Veräusserung eines Werkes nach Artikel 2, 4 und 5 Gültigkeit erlangt haben.

Mit dem Schlußsatze des Artikels, von den Worten an:

« Eine Sammlung solcher Arbeiten rc. »

bis zum Ende, läßt es sich nicht wohl vereinbaren, daß es nach Artikel 6 nur auf den Unternehmer oder Herausgeber eines aus Beiträgen Mehrerer bestehenden Werkes ankommt, ob

die darin befindlichen Aufsätze desselben Verfassers in eine Sammlung seiner Werke aufgenommen werden dürften oder nicht. Dagegen scheint es zweckmäsig, das ausschließliche Recht des Unternehmers oder Herausgebers von dergleichen Beiträgen nur auf ein oder mehrere Jahre, von deren Erscheinung an gerechnet, zum Vortheil des Verfassers zu bestimmen, und diesem zu verstatten, solche Beiträge in eine Sammlung seiner Schriften, die er entweder selbst herausgiebt, oder einem Andern in Verlag giebt, von dem Ablaufe jener Frist an aufzunehmen. Erhielte der 8. Artikel einen solchen Zusatz, der dem Wesen nach mit demjenigen übereinstimmt, was die freien Städte hierbei vorgeschlagen haben; so würde derselbe doch nicht weiter auf die freie Zulassung einer Sammlung zerstreuter Aufsätze mehrerer Verfasser über dieselbe Materie zu Gunsten irgend eines Verlegers auszudehnen seyn, indem sich nicht leicht recht zu treffende Bestimmungen finden lassen, um die Rechte der verschiedenen Verfasser oder Verleger jener Aufsätze bei ihrer ersten Erscheinung gehörig sicher zu stellen.

Art. 9.

Hierbei findet sich diesseits nichts zu erinnern.

Art. 10.

Die Freiheit, Uebersetzungen einheimischer Werke herauszugeben, könnte, so unbedingt, wie sie hier ausgesprochen ist, in Rechte des Verfassers eines in einer gelehrten Sprache erschienenen einheimischen Werkes eingreifen; es scheint daher besser, dieselbe zu Gunsten des lebenden Verfassers eines solchen Werkes dahin zu beschränken, daß Jedermann, welcher davon eine Deutsche Uebersetzung zum Zwecke der Herausgabe veranstalten will, verpflichtet werde, zuvor dem Verfasser Anzeige davon zu machen, und daß nur, wenn dieser die Uebersetzung selbst nicht besorgen will, oder länger als eine gesetzlich zu bestimmende Zeit damit zögert, erst von da an die Herausgabe einer Uebersetzung jedem freigestellt sey.

Art. 11.

Auszüge eines Werkes,

so fern sie nicht in kritischen oder andern periodischen Werken und in Sammlungen vorkommen,

dem Nachdrucke gleichgeachtet, wie es hiernach geschehen soll, scheint bedenklich, da Auszüge, wenn sie nicht wörtlich, sondern die Uebersicht eines grösseren Werkes zu geben bestimmt sind, sehr oft eine eigene schwierige Arbeit erfordern und vielen Nutzen stiften können. Von der andern Seite würde ihre Zulassung

in periodischen Werken und in Sammlungen,

ohne weitere Einschränkung der Vorschrift dieses Artikels, zu weit gehen. Der ganze Inhalt

einer periodischen Schrift kann lediglich in Auszügen bestehen, die ohne allen wissenschaftlichen Zusammenhang aus einem oder aus mehreren Schriftsteller entlehnt worden. Erschiene eine solche Zeitschrift in starken Heften, so könnte dadurch bald eine beträchtliche Anzahl von Schriften in Auszügen von beliebigem Umfange, zum Nachtheil für den Absatz von Originalwerken, z. B. von Reisebeschreibungen, geliefert werden.

Dasselbe gilt von Sammlungen. Dem 11. Artikel wäre demnach jedenfalls die Beschränkung hinzuzufügen,

> daß eine solche periodische Schrift oder Sammlung einen eigenen, für sich bestehenden, wissenschaftlichen Zweck habe, und in diesem Sinne als ein besonderes und neues Werk zu betrachten sey,

wenn nicht überhaupt — was am besten scheint — das Hinweglassen des ganzen Artikels in der Berücksichtigung vorgezogen werden sollte, daß alles, was er Wesentliches enthält und worauf es ankommt, in den Worten des folgenden 12. Artikels,

> «Abdrücke — eines vollständigen Auszugs eines Originalwerkes mit unwesentlichen
> «Veränderungen — sind als verbotene Nachdrücke zu betrachten» —

zu finden ist.

Art. 12.

Bei dieser Bestimmung ist der Fall nicht berücksichtigt, wenn Anmerkungen zu einem Buche gemacht und unter einem Abdrucke des letzteren herausgegeben werden. Dergleichen Anmerkungen mit dem Werke selbst, ohne Einwilligung seines Verfassers oder Verlegers abzudrucken, verbietet das Allgemeine Landrecht für die Königlich-Preussischen Staaten, Th. I, Tit. XI, §. 1083, woran bereits in der Königlich-Würtembergischen Abstimmung erinnert worden ist. Ein ähnliches Verbot würde auch hier Platz finden müssen.

Ob und welche nähere Bestimmungen an dieser Stelle in Hinsicht der Frage einzuschalten wären:

> was bei musikalischen Compositionen als Nachdruck zu betrachten sey?

bedarf, nach diesseitiger Ansicht, noch besonderer Erwägung.

Bei einem Musikstücke kann eine nicht bedeutende Veränderung vorgenommen, z. B. bei Singstücken die Begleitung in etwas verändert, die Singstimme aber ganz dieselbe geblieben; oder das Musikstück in eine andere Tonart oder für ein anderes Instrument eingesetzt; oder es können auch mehrere Singstimmen auf eine reducirt seyn. Soll eine solche Veränderung gegen das Verbot des Nachdruckes schützen?

Um hierüber zu entscheiden, könnte man vielleicht eine Gränze aufsuchen, wo die Veränderung einer musikalischen Composition aufhört, eine äusserliche und mechanische zu seyn,

und zu einer neuen künstlerischen Composition wird. Immer würde jedoch die Ausmittlung dieser Gränze, in so fern man darauf practische Vorschriften wegen des Nachdruckes gründen wollte, höchst schwierig bleiben. Ferner könnte man dem Urheber einer musikalischen Composition oder auch dem Verleger derselben überlassen, bei der ersten Herausgabe durch die Ankündigung, daß er diese und jene Veränderung dabei selbst folgen lassen werde, und damit ihm keiner hierin zuvorkomme, durch gleichzeitige Einholung eines schützenden Privilegiums seiner Landesregierung sein Interesse wahrzunehmen. Wollte man aber die Sache aus diesem Gesichtspuncte behandeln, so liesse sich doch kaum eine Gleichförmigkeit in den Grundsätzen der verschiedenen Regierungen darüber erwarten: auf welche Veränderungen musikalischer Compositionen dem Urheber des letzteren oder seinem Verleger Privilegium zu ertheilen seyen?

Als das Rathsamste, glaubt man diesseits vorschlagen zu müssen, daß durch die zu erlassende bundesgesetzliche Bestimmung, Jedem, der die Vervielfältigung einer musikalischen Composition in einer veränderten Form vornehmen will, die Verpflichtung, zuvor dem Künstler von seinem Plane Anzeige zu machen, auferlegt, und erst wenn dieser erklärt, eine solche Veränderung nicht selbst besorgen zu wollen, oder wenn er sie in einer gesetzlich zu bestimmenden Frist nicht ausführt, die Vervielfältigung in jeder veränderten Form als erlaubt zugelassen werde.

Die Art. 13 und 14 geben zu keiner diesseitigen Bemerkung Anlaß; was aber die Art. 15 und 16 betrifft, so enthalten sie zu viele einzelne Bestimmungen, welche bei Errichtung des Vertrags, wodurch der Verfasser dem Verleger sein Werk überläßt, lediglich von der Willkühr dieser Contrahenten abhängen. Man hält es daher für rathsam, anstatt dieses ganzen umständlichen Details, folgende Sätze in die Verordnung aufzunehmen:

1) Die Zeit oder der Umfang, für welche das ausschließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung eines Werkes und die Veräusserung von dem Verfasser einem Verleger überlassen ist, wird durch den Verlagsvertrag bestimmt. Findet sich in demselben darüber keine ausdrückliche Bestimmung, auf wie viel Auflagen sich die Abtretung einer Handschrift erstrecken soll; so ist anzunehmen, daß das Verlagsrecht nur für eine Auflage abgetreten sey;

2) Die eigenmächtige Vervielfältigung eines Werkes von Seiten des Verlegers, wozu diesem der Verlagsvertrag kein Recht giebt, oder von Seiten des Verfassers, so lange als Recht des Verlegers besteht, und dieser wegen der noch vorräthigen Exemplare nicht entschädigt ist (Art. 8), es mag nun der Verfasser eine neue Ausgabe einzeln oder in einer Sammlung seiner Schriften veranstalten, ist als Nachdruck zu betrachten.

Der Art. 18 könnte füglich mit Art. 6 in Verbindung gebracht werden; auch ist hierbei die zu letzterem schon gemachte Bemerkung zu wiederholen, daß, wenn eine Buchhandlung, welche einer moralischen Person angehört (wie z. B. die Hallische Waisenhaus-Buchhandlung), ein Werk nach einem vorgelegten Plane verfassen läßt, der Nachdruck erst nach dem gänzlichen Erlöschen einer solchen Buchhandlung für erlaubt gelten kann.

Art. 19.

Die Zweckmäßigkeit des nach dem Vorschlage der freien Städte hier zu machenden Zusatzes, hat diesseits nicht einleuchten wollen, vielmehr hält man dafür, daß derselbe zu vielen Mißbräuchen Veranlassung geben könnte, in so fern von dem Verleger oft zu voreilig angenommen werden dürfte,

daß Erben des verstorbenen Verfassers entweder nicht vorhanden oder nicht zu erforschen seyen.

Art. 20.

Bei der diesseitigen Ueberzeugung, daß eine Büchertaxe unausführbar ist, würde dieser Artikel, bis auf die sehr nützliche und deßhalb beizubehaltende Schlußbestimmung:

« Allezeit muß der Preis auf dem Titel des Werkes angegeben seyn »,

ganz wegfallen müssen.

Art. 21.

Die vorgeschlagenen Strafen findet man im Allgemeinen zweckmäßig, und bemerkt nur, daß

a) in der dritten Zeile des Artikels von unten, statt der Art. 14 und 15, wohl die Art. 15 und 16 zu allegiren seyn werden;

b) daß bei der Bestimmung der Geldbuße von

25 bis 1000 Reichsthaler

dem richterlichen Arbitrio ein zu großer Spielraum gelassen ist, und die Festsetzung des Strafmaaßes daher meist in Willkühr ausarten könnte, was zu vermeiden wäre, wenn man die Strafe nach der Bogenzahl steigen liesse, für jeden Bogen aber einen arbiträren Satz nach Beschaffenheit des Werkes mit einem gewissen Spielraum annähme, welcher diesseits zu 5—10 Reichsthaler vorgeschlagen wird;

c) daß unter dem « Verkaufspreis von 500 Exemplaren », welcher als Schadensersatz gewährt werden soll, der Ladenpreis des rechtmäßigen Verlegers zu verstehen sey.

Mit Art. 22 und 23 ist man diesseits, ohne weitere Erinnerung, einverstanden.

Endlich ist die Königliche Gesandtschaft, damit die Materie recht vollständig aufgefaßt werde, noch einige, der Verordnung zu gebende Zusätze in Vorschlag zu bringen angewiesen:

1) In Erwägung, daß es dem Entwurfe für den Uebergang aus dem bisherigen Rechts-

zustande, in dem, welcher durch die Verordnung begründet werden soll, an allen transitorischen Bestimmungen fehlt, erkennt man

a) die vier Zusätze, welche nach der Abstimmung der freien Städte hinter dem Art. 22 folgen sollen, im Allgemeinen für zweckmäßig, nur scheint die im 3. Absatze angenommene Zeit von 10 Jahren, binnen welcher der Verkauf vorräthiger Exemplare des Nachdruckes verstattet seyn soll, allzugeräumig bestimmt, indem sie füglich auf 5 Jahre beschränkt werden könnte. Auch ist erforderlich, daß der zur Zeit der Publication der zu erlassenden Verordnung bei den Nachdruckern vorhandene Vorrath aller Exemplare obrigkeitlich aufgenommen und ein jedes Exemplar, zur Verhinderung heimlicher Vervielfältigung, mit einem obrigkeitlichen kostenfreien Stempel bedruckt werde.

b) Ferner wäre, in Beziehung auf die zu den Artikeln 15—19 vorgeschlagenen Bestimmungen, der Zusatz nöthig,

 daß dieselben auf die, vor Bekanntmachung dieser Verordnung erschienenen, älteren Verlagsgegenstände keine auswirkende Kraft haben sollen, indem es in Ansehung derselben bei den geschlossenen Verträgen, den etwa vorhandenen Landesgesetzen oder den erweislichen Gewohnheiten sein Verbleiben habe.

c) Sollte etwa noch die Frage aufgeworfen werden:

 ob nicht den Nachdruckern die Fortsetzung eines vor Publication der gegenwärtigen Verordnung angefangenen Nachdruckes bei bereits erschienenen Werken, die aus mehreren Theilen bestehen, zu verstatten sey?

 so glaubt man solches verneinen zu müssen, da die hierher gehörige Bestimmung im 18. Artikel der Bundesacte, seit Publication derselben, und also schon seit länger als 7 Jahren, den Nachdruckern zur Warnung dienen und sie aufmerksam darauf machen mußte, daß die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen ihr Gewerbe sicher gestellt werden würden, weßhalb es denn auch auf ihre Gefahr geschehen ist, wenn sie gleichwohl während dieses Zeitraums neue Nachdrücke angefangen haben.

d) Der von den freien Städten in ihrer Abstimmung zu Art. 2 gemachte Vorschlag, wegen der Rückwirkung auf solche Verlagsgegenstände, deren Verfasser oder Unternehmer vor der Bekanntmachung der Verordnung verstorben sind, erscheint dagegen sehr beachtungswerth.

2) Man wird in der Verordnung auch noch den Grundsatz aussprechen können, daß, wenn bei dem eintretenden gerichtlichen Verfahren wider den Nachdrucker die Beschlagnahme

der vorräthigen Exemplare nur kraft eines Erkenntnisses sollte verfügt werden können, das wider letzteres etwa zulässige Rechtsmittel nur devolutive Wirkung habe.

3) Eine Verständigung mit Staaten, die nicht zum Deutschen Bunde gehören, über die aber theilweise der Deutsche Buchhandel sich ausdehnt, wegen Sicherstellung gegen den Nachdruck, scheint nicht allein möglich, sondern auch in so weit leicht ausführbar, als denselben von Seiten des Bundes die Verfolgung und Bestrafung der Nachdrucker von Werken, die in ihrem Gebiete erscheinen, anzubieten wäre, wenn sie dagegen die Nachdrucker der in den Staaten des Deutschen Bundes gedruckten Schriften nach ihren Gesetzen auch bei sich bestrafen wollten. Eine allgemeine Bestimmung über diesen Grundsatz der Reciprocität, könnte in die zu erlassende Verordnung im Voraus aufgenommen werden.

Die Königliche Gesandtschaft findet sich ermächtigt, zu erklären, daß namentlich Preußen mit seinen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Provinzen einer solchen Reciprocität sogleich Statt geben würde.

Baiern. Der Königlich-Baierische Herr Gesandte gab eine vorläufige Abstimmung über die Verfügungen gegen den Büchernachdruck ab, und fügte dieser vertraulichen Mittheilung eine Punctation zu der in Vorschlag zu bringenden Uebereinkunft bei, behielt sich aber zugleich seine definitive Abstimmung über diesen Gegenstand vor.

Königreich Sachsen. Die Gesandtschaft ist von ihrem allerhöchsten Hofe angewiesen, über den der hohen Bundesversammlung in ihrer 4. Sitzung des Jahres 1819 vorgelegten Entwurf einer Verordnung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck, in folgender Maße abzustimmen:

Zu Artikel 1.

Im Allgemeinen halten Se. Königliche Majestät für am angemessensten, daß, bei der auf dem Bundestage über die Erlassung eines Gesetzes gegen den Nachdruck zu treffenden Vereinigung, auf den Nachdruck in der eigentlichen und nächsten Bedeutung des Wortes sich eingeschränkt werde, in welcher man

> die Vervielfältigung eines Werkes, die von einem Dritten zum Nachtheile des rechtmäßigen Verlegers geschieht,

damit zu bezeichnen pflegt. Der Fall, wenn der Verfasser, oder dessen Erben, ein Werk selbst verlegen, ist in diesem Begriffe enthalten. Diejenigen Beeinträchtigungen aber, welche zwischen dem Verfasser und dem Verleger, durch unbefugte Vervielfältigung eines Werkes, von der einen oder andern Seite veranlaßt, und nur uneigentlich mit dem Namen des Nachdruckes belegt werden können, möchten der Privatvereinigung der Betheiligten un-

er sich, oder der besondern Gesetzgebung jedes einzelnen Landes, zu überlassen seyn. Hiernach würde eine veränderte Fassung des Art. 1 nothwendig werden.

Uebrigens dürfte der Antrag des Wahlausschusses der Deutschen Buchhändler, in dem über den Gesetzentwurf in Druck gegebenen Gutachten, den Schutz des literarischen Eigenthums für Schriftsteller und Verleger zum Gegenstande einer Verhandlung zwischen dem Deutschen-Bunde und den benachbarten Staaten zu machen, Berücksichtigung verdienen, und es ist insbesondere zu wünschen, daß von Seiten der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen und der Königlich-Preussischen Regierung für Ihre nicht zum Bunde gehörigen Staaten, so wie von der Schweiz, sich der hierunter beabsichtigten neuen Gesetzgebung angeschlossen werde.

Der in dem

Art. 2 bis mit 6

enthaltenen Vorschriften würde es, wenn der Gegenstand des Gesetzes in der bei Art. 1 bemerkten Maße bestimmt wird, nicht bedürfen. Se. Königliche Majestät sind der Ansicht, daß das Eigenthum an Geistesproducten, wie jedes andere bürgerliche Eigenthum, in gesetzlicher Beziehung anzusehen und zu behandeln sey.

Aus den

Art. 8 und 9

würden die Beziehungen auf den Art. 2 und 4 nach Maßgabe dessen, was oben bemerkt worden ist, hinwegzunehmen seyn.

Zu Art. 11.

Auszüge aus einem Werke, in so fern dabei die Ideen des Verfassers dieses Werkes wirklich nach einem eigenen Plane und Gesichtspuncte ausgewählt und kürzer dargestellt, oder mehrere einzelne Stellen nach eigener Beurtheilung für eine bestimmte Classe von Lesern ausgehoben worden sind, dürften nicht als unerlaubter Nachdruck zu beurtheilen und zu verbieten seyn.

Die Beurtheilung, in wie fern ein Auszug wirklich diese Eigenschaften habe, oder als ein versteckter Nachdruck zu betrachten sey? würde, auf Beschwerde dessen, der das in Auszug gebrachte Werk verlegt hat, der competenten Landesbehörde zu überlassen seyn, da hierüber allgemein passende Bestimmungen im Voraus sich wohl nicht treffen lassen möchten.

Die

Art. 13 bis 19

sind, in Folge der allgemeinen Erinnerung zu Art. 1, als in das in Frage stehende Gesetz nicht gehörig, zu betrachten.

Zu Art. 20.

Die Bestimmung eines Maximi der Bücherpreise sehen Se. Königliche Majestät nicht für ausführbar an.

Zu Art. 21 — 23.

Es scheint hinreichend, sich dahin zu vereinigen, daß der Nachdrucker zum wenigsten mit der Confiscation der nachgedruckten Exemplare bestraft werden solle. Die Verschärfung dieser Strafe und die Regulirung des dem rechtmäßigen Verleger zu leistenden Schadenersatzes, wird dem Ermessen jeder Bundesregierung überlassen bleiben können.

Wegen der im letzten Satze des Art. 21 vorgeschlagenen Bestimmungen, ist auf die Bemerkung zu Art. 13 — 19 Bezug zu nehmen.

Uebrigens dürfte es in Rücksicht des Weges, auf welchem die Abhülfe vorgekommener Beeinträchtigungen zu suchen sey, und des dabei zu beobachtenden Verfahrens, bei demjenigen bewenden, was hierüber in jedem einzelnen Staate festgesetzt ist.

Endlich möchte noch in dem Gesetze bestimmt werden, daß die Strafe der Confiscation der Nachdrücke auch auf die zur Zeit der Promulgation desselben schon vorhandenen Nachdrücke zu erstrecken sey.

Baden. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist angewiesen, sich denjenigen Abstimmungen anzuschliessen, welche für die Rechte der Schriftsteller und Verleger am günstigsten ausfallen, in welcher Beziehung sie auf die Abstimmung der freien Städte in der 10. dießjährigen Sitzung §. 70 hindeuten zu müssen glaubt. — Zugleich hat sie sich gegen die Bestimmung von Büchertaxen auszusprechen, im übrigen aber zu erklären, daß der Großherzogliche Hof, von dem Wunsche beseelt, irgend eine beruhigende allgemeine Maasregel gegen das Unwesen des Büchernachdruckes zur Ausführung kommen zu sehen von seiner Seite nicht gesonnen sey, das mindeste Hinderniß gegen irgend eine Beschlußfassung zu erheben, wodurch man sich dem Ziele nähern könnte, und daß derselbe daher auch alsdann dem beliebt werdenden allgemeinen Gesetze oder Uebereinkunft seine unbedingte Zustimmung geben werde, wenn dessen Inhalt in seinen einzelnen Puncten den Ansichten der diesseitigen Regierung weniger entsprechend ausfallen sollte.

Die hohe Bundesversammlung wird den Gesandten stets bereit finden, im Sinne dieser ihm zugekommenen Weisung zur Beförderung und Beendigung dieser Angelegenheit so viel von ihm abhängt, mitzuwirken; auch glaubt er dieß zunächst nicht besser bethätigen zu können, als indem er die Intentionen seines höchsten Hofes im Allgemeinen und offen darlegt.

Großherzogthum Hessen. Indem die Gesandtschaft, zufolge Beschlusses §. 70 des Protokolls der 10. Sitzung vom 24. April 1823, Seite 134 — betreffend die gegen den Büchernachdruck in Gemäßheit des Art. 18 der Deutschen Bundesacte zu erlassende Verfügung — ihre Abstimmung über diesen Gegenstand zum heutigen Protokolle giebt, erklärt sie vor Allem, jenem Vorbehalte beizutreten, welcher von Seiten der freien Städte bei ihrer Abstimmung, Seite 129 des dießjährigen Protokolls, unter Ziffer 2, dahin gemacht wurde, für den Fall, wenn auf die beiden den Nachdruck betreffenden Actenstücke, deren der dem Beschlusse vom 28. März 1822 vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz eigene, mit dem Abschnitt 4 des Art. 18 der Deutschen Bundesacte nicht in directem Zusammenhange stehende, umfassende Vorschläge enthalten, andere Abstimmungen sich mit erstrecken sollten, gleichfalls darüber nachträglich sich zu äussern.

Der Werth aller theoretischen Ausführungen für und gegen den Nachdruck scheint, an sich betrachtet, um deßwillen lediglich dahin gestellt bleiben zu können, weil demselben nach denjenigen, was die Bundesacte in Bezug auf den Nachdruck ausspricht, kein practisches Interesse beigelegt werden kann.

Man will übrigens hierbei auf die Beibehaltung des von Königlich-Würtembergischer Seite in der Abstimmung (Prot. der 2. Sitz. v. 13. Febr. d. J., §. 13, S. 29) angefochtenen Wortes:

« Eigenthumsrechte »

gerade kein Gewicht legen.

Zu einzelnen Artikeln des Entwurfs (Beilage 7 zum Prot. der 4. Sitz. vom 11. Februar 1819, S. 59 u. f.) hat die Gesandtschaft Nachstehendes zu bemerken.

Beim 2. Artikel dürfte näher zu bestimmen seyn, daß, was hier von schriftstellerischen Werken gesagt ist, dergestalt von einer jeden Auflage eines Buches gilt, daß nicht nur während der festgesetzten Jahre kein Nachdruck der neuesten Auflage statt findet, sondern daß auch, so lange eine neuere Auflage unter dem Schutze des Gesetzes steht, keine ältere Auflage desselben Werkes nachgedruckt werden darf, wenn gleich diese ältere Auflage, an und für sich betrachtet, vermöge ihres Alters nicht mehr unter dem Schutze des Gesetzes stehen könnte.

Die Richtigkeit dieser Ansicht wird sich bewähren, wenn man bedenkt, daß andern Falles entweder neue verbesserte Auflagen zum Nachtheil der Wissenschaften zurückgehalten würden, oder dem rechtmäsigen Verleger durch Nachdrucken früherer Auflagen ein bedeutender Theil deßjenigen Gewinnes entzogen würde, auf welchen derselbe bei Uebernahme des Verlags überhaupt rechnen konnte.

Man glaubt, daß mindestens eine Zeit von 20 Jahren nothwendig festzusetzen sey, ohne hierbei zwischen Selbstverlag und Verlagsbuchhändler einen Unterschied zu machen.

Ausnahmsweise könnte unmittelbar nach des Verfassers Tode seine Schrift Gemeingut werden, wenn er keinen Erben seiner Verlassenschaft hinterläßt, und es wird kein Grund da seyn, warum man in diesem Falle dem Verleger ein Recht zuwenden wollte, auf welches er bei der Uebernahme des Verlags wohl nicht rechnen konnte.

Uebrigens dürfte die zugleich mehrere andere Artikel berührende Bemerkung ihren Platz finden, daß alles dasjenige, was von dem Verfasser gesagt ist, ausdrücklich auch für den Herausgeber festgesetzt werde, sey dieß nun ein Privatmann oder eine öffentliche Behörde; indem es nicht die Absicht seyn konnte, officielle Sammlungen von Actenstücken, von Gesetzen u. s. w. demjenigen Schutze zu entziehen, welchen das Gesetz andern Schriften gewähren soll.

Diejenigen Gegenstände, welche in dem Art. 8 und in den Artikeln 15 — 19 behandelt werden, können allerdings bei einer Anordnung über den Nachdruck, wenn sie einigermaßen zweckmäßig werden soll, nicht mit Stillschweigen übergangen werden, und man kann diesseits der Ansicht nicht beistimmen, daß hierdurch Gegenstände der privatrechtlichen Gesetzgebung mit eingemischt würden, welche nicht nothwendigerweise und nicht nach der Natur der Sache hierher gehörten.

Denn alle diese Gegenstände enthalten nichts anders, als genaue Bestimmungen darüber, welche Abdrücke als verbotener Nachdruck anzusehen seyen, und welche nicht.

Im 8. Artikel glaubt man zu den Worten: «wegen der noch vorräthigen Exemplare», auf den Zusatz antragen zu müssen: «und wegen des etwa vorhandenen Verlagsrechtes»; denn dieses kann sich ja auf mehrere Auflagen erstrecken. Der, Seite 130 des dießjährigen Protokolls vorgeschlagene, Zusatz des Wortes «einzeln» möchte zu übergehen seyn, weil die Werke eines Schriftstellers in mehreren Sammlungen erschienen seyn können.

Dem Schlußsatze des 8. Artikels stimmt man dagegen unbedingt bei.

Im Artikel 12 hat, nach dem Sinne seiner Verfasser, statt der Worte: «eines vollständigen Auszuges», wahrscheinlich gesetzt werden sollen: «ein vollständiger Auszug», indem, wenn ein vollständiger Auszug erlaubt wäre, der Wiederabdruck eines solchen von selbst zu den verbotenen Nachdrücken gehören würde.

Das Wort «unwesentlichen» dürfte, wegen der Schwierigkeit der Beurtheilung, hinweg zu lassen, die Bekanntmachung von Anmerkungen aber dagegen ausdrücklich zu erlauben seyn.

Bei Artikel 15 ist zu bemerken, daß die darin enthaltenen Verbote weitern Abdrucks alsdann hinwegfallen, wenn die Schrift bereits Gemeingut geworden ist.

Zum Artikel 17 stimmt man dem, Seite 131 des dießjährigen Protokolls, von den freien Städten gewünschten Zusatze bei, so wie man dem daselbst gemachten Vorschlage beistimmt, den Artikel 18 lieber ganz wegzulassen.

Auch der 20. Artikel dürfte wegzulassen seyn, indem, vermöge der schon in früheren Sitzungen angeführten Gründe, seine Ausführung die größten Unbilligkeiten und Ungleichheiten zur Folge haben würde. Für diese Ansicht spricht auch das Beispiel der Gesetzgebungen Frankreichs, der Niederlande und Englands.

Die in dem Artikel 21 vorgeschlagenen Strafen scheinen zu gering zu seyn, und es möchte keinem Anstande unterliegen, statt der hier vorgeschlagenen 500 Exemplare, nach dem Beispiele der Französischen Gesetzgebung, 3000 festzusetzen.

Die, in diesem Artikel 21 angeführten, früheren Artikel 14, 15 und 16, sind wohl nur durch einen Schreibfehler statt der Artikel 15, 16 und 17 gesetzt worden.

Die erste Periode im Artikel 22 möchte dahin näher zu bestimmen seyn, daß der Handel mit solchen Werken, welche entweder im Auslande, oder ungesetzlich im Inlande nachgedruckt worden seyen, verboten sey.

Die hier angedrohte Strafe könnte unbedenklich zu vermehren seyn, durch einen Schadensersatz, welcher dem Verkaufspreise von 500 Exemplaren gleich kommt.

Dem Zusatze, welcher Seite 134 des dießjährigen Protokolls gewünscht wird, stimmt man bei, es dürfte aber kein Grund obwalten, das Verfahren nur summarisch und die Appellationen ohne Suspensivwirkung haben zu wollen, vorausgesetzt, daß eine Beschlagnahme bereits erfogt ist.

Endlich ist offenbar eine Bestimmung nothwendig, in Beziehung auf die etwaige rückwirkende Kraft des Gesetzes. Dieses scheint zweckmäsig etwa dergestalt gefaßt werden zu können: Die zur Zeit der Bekanntmachung dieses Gesetzes bereits vorhandenen Nachdrücke, dürfen da, wo sie bisher verkauft werden durften, auch ferner verkauft werden, und sie müssen, damit sie von nun an nicht vervielfältigt werden können, polizeilich gestempelt werden. Für diejenigen Werke, welche bereits erschienen, aber noch nicht Gemeingut geworden sind, tritt die neue Gesetzgebung ein.

Wegen Vollendung des angefangenen Nachdruckes (ohne dadurch den Verkauf da, wo er bisher nicht statt finden durfte, legitimiren zu wollen) und wegen Fortsetzung des Nachdruckes eines noch unvollständigen Werkes, tritt man dem Königlich-Würtembergischen Vorschlage, Seite 36 unten, und Seite 37 oben, bei.

Schließlich hat Großherzogliche Gesandtschaft den Wunsch auszudrücken, daß gleich nach Wiedereröffnung der Sitzungen der befragte Beschluß gefaßt werden möge.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: trete der Abstimmung von Königreich Sachsen bei.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser: treten gleichfalls der Abstimmung der Königlich-Sächsischen Gesandtschaft bei.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Indem meine Durchlauchtigsten Committenten allen denjenigen Verfügungen beitreten wollen, welche die Majorität dieser hohen Versammlung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck für dienlich erachten wird, bin ich zugleich, in diesem Sinne, zu folgender detaillirten Abstimmung über das Commissionsgutachten vom 9. Februar 1819 und dessen Anlage: Entwurf einer Verordnung u. s. w. instruirt worden:

Ad 1) wie die freien Städte im §. 70 des Protokolls der 10. Sitzung vom 24. April laufenden Jahres.

Ad 2) ebenfalls, da kein rechtlicher Grund für die Distinction zwischen 15 und 10 Jahren in Absicht des Eigenthumsrechts des Verfassers vorhanden scheint, er mag das Verlagsrecht selbst, oder durch die bekanntlich der Regel nach geschehende Uebertragung an einen Buchhändler ausüben, und jene Distinction zum Nachtheile der Verfasser gereichen würde, welchen die Verleger ein um so geringeres Honorarium bewilligen werden, je kürzer die Zeit des Verlagsrechtes bestimmt wird. Deßfalls würde auch die Bestimmung indistincte wenigstens auf 20 Jahre festzusetzen, und die nachtheilige Rückwirkung des Gesetzes nicht von dem zufällig früher oder später erfolgten Tode des Verfassers, sondern vom Tage der Bekanntmachung des Gesetzes an, zu berechnen seyn, da die Verleger, welche bei der Acquisition des Verlagsrechtes, bei nicht vorhandener gesetzlicher Beschränkung desselben, auf dessen immerwährende Dauer rechneten, ohnehin schon durch jene Rückwirkung leiden.

Jene Beschränkung überall aber ist nicht bloß den Verlegern, sondern auch den ursprünglichen Eigenthümern ihrer Geisteswerke und besonders denen schädlich, welche, nach langjähriger Bearbeitung und gründlicher Feilung derselben, solche erst in ihrem spätern Alter, oder unter mißlichen Gesundheitsumständen, herausgeben. Anstatt nun die Frucht ihres Fleisses und der für ihre Bibliothek, Reisen und sonst verwandten Kosten durch ein angemessenes Honorarium, oder auch durch eine für ihre Witwen und Waisen zu stipulirende jährliche Pension, zu geniessen, so wird ihre Erndte, in Berücksichtigung ihres ablaufenden Lebensalters, durch spärlichere Bedingungen der Buchhändler verkümmert werden, für welche die Dauer des Lebens, die sie nur bei jüngeren und gesunden Autoren reitzen kann, ein baldiges Ziel besorgen läßt, von wo an dann die gesetzliche Jahresbestimmung, fast ohne die wesentliche Vornutzung der Existenz des Verfassers, sofort zu laufen anfängt. Dieselben Autoren werden also, jemehr ihre Jahre und Schriften reifen, desto geringere Honorarien erhalten, welches besonders bei den eigentlich gelehrten Werken, welche nicht, gleich der Mode-Lectüre, schnellen, sondern nur langsamen Abgang finden, um so nachtheiliger für sie ausfallen kann, wenn in obiger Rücksicht sich gar kein Buchhändler zur Ueber-

nahme des Verlags bereitwillig findet, zumal da der Absatz oft erst späterhin gedeihet, wo aber der Verleger die Benutzung seines Risico und seiner Kosten nach Ablauf jener Jahre jedem andern Verleger, der das Werk jetzt ohne solches Risico, bei dessen nun anerkanntem Werthe und ohne Bezahlung irgend eines Honorarii an den Autor, drucken und wohlfeiler verkaufen kann, Preis geben muß. Auch wird es Fälle geben, wo dergleichen Werke gar nicht zu haben seyn werden, wenn z. B. nach 10 Jahren die Auflage vergriffen ist, so lange der Verleger unschlüssig ist, für die nur noch übrigen 10 Jahre eine neue Auflage zu wagen.

Soll also dennoch eine Beschränkung des unschätzbaren Geistes-Eigenthums geschehen, so scheint es rathsam, solche von der zufälligen Lebensdauer der Verfasser unabhängig zu machen und auf die Dauer des menschlichen Lebensalters, etwa auf 30 Jahre, zu normiren, damit die Verfasser und Verleger bei ihrer Unterhandlung auf eine feststehende Zahl von Jahren Rücksicht nehmen können.

Ad 3) wie die freien Städte.

Ad 4 u. 5) ebenfalls, in Beziehung auf die obigen Bemerkungen ad 2.

Ad 8 u. 9) gleichfalls; jedoch wäre die von den freien Städten vorgeschlagene einjährige Frist wegen der von den Herausgebern solcher Sammlungen honorirten Beiträge billig auf 3 — 5 Jahre auszudehnen, weil durch den Debit des ersten Jahres, das kaum erst die Recensionen über den Werth der Sammlung liefert, die bezahlten Honoraria selten werden gewonnen werden, und solche Schriften, welche durch Beiträge mehrerer Gelehrten entstehen, schwerlich Verleger finden dürften, wenn jeder von jenen Gelehrten seine Beiträge schon nach Ablauf eines Jahres anderweit versilbern und drucken lassen dürfte.

Ad 13) wie die freien Städte, in Beziehung auf das Obige.

Ad 15 — 19) ist die bundestägige Vereinigung für die allgemeine gesetzliche Kraft dieser Paragraphen zu wünschen.

Jedoch

ad 17) wie die freien Städte.

Ad 18) Die Absicht dieses §. ist, den Verleger, der das Werk nach einem von ihm vorgelegten Plane hat ausführen lassen, in Ermangelung eines eigentlichen Verfassers, für solchen anzusehen, wenn er auch gleich, wie z. B. bei Werken, die Sammlungen für einen bestimmten Gegenstand enthalten, der Fall seyn kann, bei der Ausführung, z. B. zur Verfertigung der dafür zweckmäßigen Register u. dgl., sich fremder Gehülfen bedient hat. Die Besorgniß der freien Städte wird gehoben werden, wenn hinter die Worte:

«das Eigenthum an denselben»

eingeschaltet wird:

« vorbehältlich der wegen der Verfassung etwa eingegangenen Vertragsbedingungen, « gänzlich » ꝛc.

Uebrigens mit den von den freien Städten vorgeschlagenen, ad 15 — 19 einzuschaltenden, zwei neuen Artikeln, wegen der nicht rückwirkenden Kraft und wegen des Aussterbens der Verfasser und des Aufhörens der Verlagshandlungen, einverstanden.

Ad 20) scheint zwar die Bestimmung eines Maximums der Bücherpreise, bei den häufigen Klagen über hohe Preise der Bücher, um so erwünschter und ersprießlicher, als aller Wahrscheinlichkeit nach ein allgemeines Verbot des Nachdruckes in dieser Hinsicht nachtheilige Folgen haben wird.

Sollten jedoch dieser Bestimmung unübersteigliche Hindernisse im Wege stehen, so stimmt man ganz, wie die freien Städte, vorerst nur für den von ihnen angetragenen Vorbehalt der nöthigenfalls nachträglichen Anordnungen und für die Angabe des Preises auf dem Titel des Werkes. Es würde auch schwer zu bestimmen seyn, was unter gewöhnlichen Druckschriften verstanden werde. Sollen z. B. dazu auch Schauspiele, Zeitschriften ꝛc. wofür oft theuere Honoraria bezahlt werden, gehören?

Bei einem festzusetzenden Maximo würde auf die Gegenden und Oerter, wo das Papier von Ferne her bezogen werden muß, und wo die Theuerung der Lebensmittel und der Censur die Druckkosten erhöhet, Rücksicht genommen werden müssen, und das Maximum von gewinnsüchtichen Buchhändlern auch da benutzt werden, wo jene Umstände nicht eintreten. Und wie verschieden lassen sich die Autoren die Honoraria, z. B. mit einem Ducaten, aber auch mit zwei, ja bis vier Louisd'or pr. Bogen, bezahlen! Soll das Maximum sich auf einen Mittelpreis gründen, so kann das Publikum bei den wohlfeilern und der Verleger bei den theuerern Honorarien verletzt werden.

Ad 21 — 22) wie die freien Städte, und stimmt man auch für die von ihnen vorgeschlagenen Zusätze, sowohl nach Art. 22 als 23.

Hierauf wurde nach dem Antrage des Präsidii

beschlossen:

1) die noch ausstehenden Abstimmungen, welche während der Sommerferien eingehen dürften, an die betreffende Commission abzugeben, und in das Protokoll der 1. Sitzung nach den Ferien aufzunehmen, wornächst der Termin zur definitiven Erledigung dieses Gegenstandes festzusetzen sey;

2) die von dem Königlich-Baierischen Herrn Bundestagsgesandten vertraulich mitgetheilte vorläufige Abstimmung sammt Punctation (unter Zahl 10) loco dictaturae drucken zu lassen und an die Regierungen einzusenden, damit dieselben ihre Gesandtschaften im Laufe der bevorstehenden Ferien hierüber mit Instructionen versehen können.

§. 113.

Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer.

(13. Sitz. §. 89 d. J.)

In Folge Beschlusses vom 12. Mai laufenden Jahres (13. Sitzung §. 89), wurde heute über die so eben rubricirte Reclamation abgestimmt, und zwar von

Oesterreich. In Anerkenntniß des Princips, daß die rechtliche Beurtheilung und Entscheidung der von den Domcapitularen zu Constanz gegen die ihnen von Seite der Großherzoglich-Badischen Regierung auferlegte Pensionssteuer bei dieser hohen Versammlung geführten Beschwerde, Letzterer auf den Grund des Artikels 15 der Deutschen Bundesacte wirklich zustehe, glaubt der Kaiserlich-Königliche Hof, nach genauer Einsicht und Prüfung der über diesen Gegenstand erstatteten ausführlichen Commissionsvorträge und des von den Betheiligten für und wider eine Befreiung von dieser Steuer angeführten Gründe, vor Allem sich zu der Ueberzeugung bekennen zu sollen, daß, vermöge der ganz eigenthümlichen, in der Zeitgeschichte ewig denkwürdigen Verhältnisse, welche die Entstehung des Reichsdeputations-Recesses von 1803, als der hier in Anwendung zu bringenden Rechtsquelle, veranlaßt haben, unverkennbar in solchen Fällen, wo, wie in dem vorliegenden, Zweifel über den klaren Wortlaut einer, hinsichtlich der Secularisirten und ihrer Sustentationen darin aufgenommenen, Bestimmung erhoben werden können, vorzugsweise der Geist derselben als entscheidend zu beachten sey.

Dieses vorausgesetzt, nimmt der Kaiserlich-Königliche Hof keinen Anstand, mit Rückblick auf seine unmittelbare Mitwirkung zu Abfassung dieses vormaligen Reichsgesetzes, seine Ansicht dahin auszusprechen, daß, nach dem Geiste derjenigen Normen, welche die Behandlung dieser ohne Verschulden ihren glücklichen Verhältnissen entrissenen und bereits ohnehin durch den Receß mit dem Abzuge Eines Zehntheils belegten Individuen vorzeichnen, die übrigen neun Zehntheile von Seite der Regierungen, welche diese Pensionen zu tragen verpflichtet sind, vollkommen frei von jedem Abzuge zu verabfolgen seyen, und daß dieses besonders aus den in dem Paragraphen 66 des Reichsdeputations-Recesses aufgenommenen Bestimmungen, namentlich aber aus dem daselbst gebrauchten Ausdrucke: Alimentationsgelder, hervorgehe. Wird nun dieser Betrachtung noch ferner subsidiarisch auch jene von Billigkeitsgefühlen hervorgerufene angereihet, daß die meisten derjenigen Regierungen, welche Pensionen solcher Art zu tragen haben, doch immerhin bedeutende Vortheile aus den Secularisationen erlangt haben, daß ferner diese Pensionen, unter bei weitem ungünstigern Zeitumständen, als die dermaligen es sind, unbesteuert geblieben waren, und daß sich

die Anzahl der in diese Kategorie gehörigen Pensionisten seit dem Jahre 1803, zum großen Vortheile der betreffenden Aerarien, so bedeutend vermindert hat; so vermag der Kaiserlich-Königliche Hof, seiner Ueberzeugung nach, dem Commissionsantrage nicht beizustimmen, sondern derselbe glaubt vielmehr sich dafür erklären zu müssen, daß die reichsschlußmäsigen Pensionen der Constanzer Domcapitularen von der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer frei zu belassen seyen.

Preussen. Mit dem neuesten Commissionsgutachten über die Reclamation der Domcapitularen in Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuer im Großherzogthume Baden, ist der Königlich-Preussische Hof in so weit einverstanden, als darin die entscheidende Erheblichkeit der für lediglich und definitive Abweisung der Reclamanten sprechenden Gründe, welche von dem Großherzoglich-Badischen Herrn Bundestagsgesandten in seiner am 20. December 1821 zum Protokolle gegebenen Erklärung angeführt wurden, gewürdigt und anerkannt ist.

Die Ansichten des Königlich-Preussischen und des Großherzoglich-Badischen Hofes über den vorliegenden Gegenstand stimmen im Wesentlichen überein. Als Hauptpuncte dieser Uebereinstimmung hat die Königliche Bundestagsgesandtschaft, unter Beifügung einiger weiteren Bemerkungen, namentlich folgende zu bezeichnen:

Jedem Bundesstaate steht die Befugniß zu, in denjenigen Gränzen, welche die innere Verfassung vorschreibt, seine Unterthanen zu besteuern. Sind die als Reclamanten aufgetretenen Domcapitularen Großherzoglich-Badische Unterthanen, und hat es die Großherzogliche Regierung ihren Verhältnissen angemessen gefunden, einen Theil ihres Bedarfs in der Form einer Classensteuer aufzubringen, die mehr oder weniger die Natur einer Einkommensteuer an sich trägt, so überschreitet sie keineswegs die Gränzen jener Befugniß, wenn sie dabei auch die gedachten Domcapitularen mit Rücksicht auf das Einkommen heranzieht, welches ihnen ihre reichsdeputationsschlußmäsige Pension gewährt. Wollten dieselben ihren Wohnsitz ausserhalb des Großherzoglichen Gebietes aufschlagen, wodurch sie aufhören würden, Badische Unterthanen zu seyn; so würde die Großherzogliche Regierung solches freilich nicht verhindern oder ihnen deßhalb irgend etwas von ihrer Pension abziehen können, auch würde alsdann der Titel, ihr Einkommen zu besteuern, hinwegfallen. Hätte aber der Staat, in welchem sie, nach diesem Auszuge, ihren bleibenden Aufenthalt nähmen, auch wieder die Einrichtung einer Einkommensteuer, so würden sie auf eine Exemtion davon eben so wenig, wie in dem von ihnen verlassenen Großherzogthume Baden, Anspruch machen können.

Hiegegen können die Bestimmungen des §. 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses und des dieselben bestätigenden Artikels 15 der Bundesacte nicht angeführt werden. An sich

völlig klar und keiner authentischen Interpretation bedürftig, enthalten dieselben keinen Grund zu der von den Reclamanten behaupteten Steuerfreiheit. Daß ihnen die letztere nicht zugesichert werden sollte, wenn ihnen der Artikel 15 der Bundesacte die Befugniß zusprach, ihre Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem Bunde in Frieden stehenden Lande verzehren zu dürfen; daß vielmehr hierunter nichts anders als die Befreiung von demjenigen Abzuge zu verstehen ist, welchen andere Pensionärs zu erleiden pflegen, wenn sie ihre Pensionen im Auslande verzehren, ergiebt sich aus der ganzen Fassung dieses Artikels, aus dem durch den gewöhnlichen Sprachgebrauch ausser Zweifel gestellten Sinne des gewählten Ausdrucks, aus der Natur der Verhältnisse und aus der Geschichte der Entstehung dieser bundesgesetzlichen Bestimmung, wie solches schon in dem ersten Vortrage des Herrn Referenten (Beilage des Protokolls der 20. Sitzung vom 24. Mai 1821) überzeugend auseinandergesetzt worden ist. Was aber den §. 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses betrifft, so befinden die Reclamanten sich im Irrthume, wenn sie in ihrer späteren Eingabe behaupten, der daselbst bestimmte Abzug Eines Zehntheils des Präbendenbetrages, welcher den Domcapitularen als lebenslängliche Pension belassen worden, sey eigentlich dazu gemacht, damit die Regierung, der die Zahlung obliege, hieraus alle auf dem secularisirten Eigenthum ruhenden Lasten und Beschwerden, wohin auch Steuern und Abgaben zu zählen, abtragen könne. Nach dem gedachten §. 53 soll dieß Ein Zehntheil von allen bisherigen Einkünften der zu pensionirenden Capitularen berechnet werden. Ehe aber noch von Einkünften für dieselben die Rede seyn konnte, mußten zur näheren Bestimmung der Einkünfte, welche der Reichsdeputationsschluß hierunter versteht, von allem Brutto-Ertrage der Stiftsgüter, worauf die Präbenden sich gründen, erst die darauf ruhenden Lasten und Abgaben in Abzug gebracht werden, und unter jenen Einkünften ist daher nur das übrig bleibende Netto-Einkommen zu verstehen, wovon Ein Zehntheil hauptsächlich für die Administrationskosten abgerechnet werden soll. Der wahren Natur der Sache nach sind die Sustentationen der Domcapitularen als die Entschädigung und das Surrogat für die ehemalige wirkliche Nutzniessung der geistlichen Güter zu betrachten, auch sind alle die im Reichsdeputationsschlusse begründeten Sustentationen, besonders aber bei den Domcapitularen, nicht nach dem Bedürfnisse, d. h. nach demjenigen, was ein jeder nach seinem Stande und übrigen Verhältnissen zu seinem Unterhalte gebrauchte, sondern nach dem Betrage seiner früheren Nutzniessung, wenn diese auch sein Bedürfniß weit überstiegen, abgemessen worden.

Endlich haben die den mehrgedachten Sustentationsgeldern im §. 66 des Reichsdeputationsschlusses beigelegten Privilegien, durch welche sie den Alimentationsgeldern gleichgestellt sind, die ursprüngliche Natur derselben nicht dergestalt verändern können, daß sie nun auch ein steuerbares Object zu seyn aufgehört hätten. Lehns-Competenzen, Witthum,

Leibgedinge ꝛc. sind ganz eigentlich als Alimente zu betrachten, und gleichwohl findet man, daß, wo überhaupt das jährliche Einkommen besteuert wird, auch diese Arten von Einnahmen nicht frei bleiben; es sey denn, daß sie unter einer gewissen Summe wären, wobei der Berechtigte durch Heranziehung zur Einkommensteuer Noth leiden könnte.

Je weniger es nach dieser Darstellung zweifelhaft bleibt, daß die, im Großherzogthume Baden ergangene, gesetzliche Bestimmung, welche die reichsdeputationsschlußmäßigen Pensionen der Domcapitularen zu Constanz einer Besteuerung unterwirft, mit keiner Bestimmung des Reichsdeputationsschlusses und der Bundesacte in Widerspruch steht, um so weniger wäre eine Verweisung der Reclamanten an die Badischen Landesgerichte zu rechtfertigen, weil sich voraussehen läßt, daß diese nur gegen das Interesse der ersteren, ohne Verletzung bundesverfassungsmäßiger Verhältnisse, lediglich nach jener bestehenden landesgesetzlichen Bestimmung entscheiden würden.

Eine Ausnahme von der Anwendung des bestehenden allgemeinen Steuergesetzes, zu Gunsten der Reclamanten, könnte, ohne Ungerechtigkeit gegen andere Besteuerte, nur dann nachträglich eintreten, wenn bei Besteuerung der Domcapitularen in Constanz dasjenige allgemeine gerechte und billige Ermessen nicht vorgewaltet hätte, von welchem die Regierungen in der Steuervertheilung überhaupt geleitet werden. Dieß anzunehmen, ist kein Grund vorhanden, und deßhalb würde auch eine Verweisung der Reclamanten an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden, weil sie nur auf Anempfehlung zu einer solchen persönlichen Begünstigung abzwecken könnte, unangemessen und unstatthaft seyn.

Unter so bewandten Umständen, ist die Königliche Bundestagsgesandtschaft von ihrem allerhöchsten Hofe beauftragt, für lediglicher Abweisung der reclamirenden Domcapitularen zu stimmen.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte findet sich hinsichtlich der Reclamation der Constanzer Domcapitularen zu der Erklärung ermächtigt: daß allerdings, nach dem Gutachten der Commission, der zur Begründung dieser Reclamation angeführet Artikel 15 der Bundesacte, mit den §§. 52 und 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses, auf die, aus der unabhängigen innern Gesetzgebung und Verwaltung der souverainen Bundesstaaten allein hervorgehende, gesetzliche Besteuerung, nicht wohl eine Anwendung finden und die Competenz der Bundesversammlung für diesen Fall begründen dürfte.

Königreich Sachsen. Das Ansinnen der den Domcapitularen zu Constanz durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer erscheint nicht hin-

länglich begründet. Es dürfte demselben sowohl der Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803, als der 15. Artikel der Bundesacte entgegen stehen.

Nach den Bestimmungen des erstern möchte dasjenige, was den Domcapitularen und andern Mitgliedern freier Reichsstifter für die Entziehung ihrer reichsunmittelbaren Besitzungen und Revenüen als Schadloshaltung vom Reiche unmittelbar ausgesetzt worden ist, aus einem ganz andern Gesichtspuncte zu betrachten seyn, als jeder andere Bezug, der als Besoldung, Pension und dergleichen von einem einzelnen Staate bewilligt wird. Im letztern Falle muß sich der Besoldete oder Pensionirte gefallen lassen, wenn der Staat, von welchem er den Genuß zugetheilt erhalten hat, die Schmälerung desselben durch eine Besoldungs- und Pensionssteuer für nöthig erachtet; eine solche Schmälerung aber kann die nicht treffen, welche mit ihrer Sustentation durch Staatsverträge auf die Cassen eines Landes gewiesen sind.

Die Bestimmung im 15. Artikel der Bundesacte dürfte hierüber keinen Zweifel lassen, indem sie anordnet, daß es frei stehen soll, die fraglichen Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem Deutschen Bunde in Frieden stehenden Staate zu verzehren. Denn der versuchten Auslegung dieser Stelle:

> es sollten die Capitularen ihre Pensionen in jedem der bezeichneten Staaten verzehren dürfen, ohne deßhalb einem Abzuge unterworfen zu seyn,

steht weder in der Wortfügung selbst, noch in der Veranlassung der Stelle, ein hinlänglicher Grund zur Seite. Wenn nämlich die Capitularen beim Wiener Congresse baten:

> ad IV. daß einem Jeden seine Sustentation, ohne das Verlangen einer Staatsresidenz, ungeschmälert verabfolgt werde, so fern er sich nicht in einem Staate aufhalte, der mit dem Deutschen Staatenbunde sich im Kriegszustande befinde, und
>
> ad V. daß Steuern und Abgaben von den Sustentationen keine mehr erhoben und abgezogen werden sollten,

so scheint die Fassung des 15. Artikels die Gewährung beider Bitten gar wohl zu enthalten, und der dabei gewählte, vielleicht selbst durch das Petitum ad V veranlaßte Ausdruck «Abzug» möchte, bei der beabsichtigten Kürze, als der allgemeinere, sowohl für den Abzug wegen Verzehrens der Pension ausserhalb Landes, als auf die Besteuerung anwendbare, gebraucht worden, und für eine Pensionssteuer um so weniger unpassend seyn, als eine dergleichen Steuer wohl stets auf dem Wege des Abzugs eingebracht werden dürfte. Da übrigens die Billigkeit, daß die fragliche Sustentation mit der Besteuerung verschont werde, nicht bestritten und selbst in den vorliegenden Commissionsberichten bestimmt anerkannt wird so ist nicht zu zweifeln, daß man auch auf dem Wiener Congresse von dieser Billigkeit, hinsichtlich der mehrgedachten unter V geschehenen Bitte, sich werde überzeugt haben, weß-

halb um so weniger angenommen werden kann, daß man durch die gewählte Fassung der Bundesacte dieses Gesuch habe zurückweisen wollen.

Jedenfalls ist schon dadurch, daß man die Sustentation der Domcapitularen von dem in Hinsicht gewöhnlicher Pensionen der Landesbehörde nicht zu bestreitenden Rechte, das Verzehren derselben im Lande zu verlangen, freigesprochen hat, der oberwähnte, in dem Entstehen erstgedachter Sustentationen begründete Unterschied der deßhalb obwaltenden Verhältnisse anerkannt, und nicht abzusehen, warum dieser Unterschied in einem Stücke wäre angenommen, in einem andern aber zurückgewiesen worden.

Hannover. Die Gesandtschaft verkennt nicht das Gewicht der aus der Geschichte und dem Geiste der Gesetzgebung, so wie aus der Billigkeit hergeleiteten, der Abstimmung der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesandtschaft unterliegenden Gründe; glaubt jedoch, nach Maasgabe der von der Commission dargelegten Ausführung, in der Gesetzgebung nicht ausreichende Entscheidungsgründe finden zu können, um in die allgemeine Bestimmung des Großherzoglich-Badischen Steuergesetzes eingreifen zu dürfen, und stimmt daher mit dem Antrage der Commission.

Würtemberg. Die Gesandtschaft sey nicht instruirt, wolle aber den Beschluß nicht aufhalten.

Baden: enthalte sich der Abstimmung.

Kurhessen. Kurfürstlich-Hessischer Seits ist man mit der Ansicht der Eingaben-Commission, aus denen von derselben so gut ausgeführten Gründen, dahin einverstanden, daß weder der Deputations-Hauptschluß, noch die Bundesacte, den reclamirenden Domcapitularen das Recht gebe, eine Exemtion von der allgemeinen Gehalts- und Pensionssteuer zu begehren, welche im Großherzogthume Baden ohne irgend eine Ausnahme gesetzlich angeordnet ist; und man stimmt daher für deren Abweisung.

Indem man hierüber zum Behuf einer definitiven Entscheidung abspricht, giebt man jedoch bloß dem von der Großherzoglich-Badischen Regierung sowohl, als von den Reclamanten geäusserten Wunsche nach, und behält sich über die bei dieser Gelegenheit aufgeworfenen Zweifel, erforderlichenfalls, das Weitere vor.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft hat in Betreff der Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuern im Großherzogthume Baden, die Weisung erhalten, dem auf Abweisung der Reclamanten gerichteten Commissionsantrage beizustimmen.

Die Gründe der Reclamanten sind in dem Vortrage, welcher sich bei dem Protokolle der 13. Sitzung vom 12. Mai d. J., §. 89, S. 167 u. f. befindet, sehr klar und voll-

ständig widerlegt; diejenigen insbesondere, welche daselbst S. 173 und 174 unter Z. 3 und 4 angeführt sind, enthalten eine offenbare Verdrehung, indem die von dem Eigenthum zu entrichtenden Steuern zwar allerdings dem Landesherrn zur Last fallen, hier aber von einer Abgabe die Rede ist, welche auf den Pensionen, keineswegs auf dem Eigenthum oder der Nutznießung der Güter, ruhet.

Was die in dem nachträglichen Commissionsberichte berührte Frage von der Anwendbarkeit des Art. 66 des jüngsten Reichsdeputations-Hauptschlusses betrifft; so bemerkt man, daß, ausser den reichsdeputationsschlußmäsigen Pensionen, in vielen Deutschen Ländern noch gar manche andere Pensionen, worauf sich die ganze Subsistenz der Pensionisten beschränkt, ebenfalls von Arrestanlegung befreit sind, ohne daß hieraus eine Steuerfreiheit gefolgert werden könnte.

Mit gleichem Rechte, wie die Reclamanten, könnten auch andere Pensionisten die Billigkeit der Großherzoglich-Badischen Regierung für sich in Anspruch nehmen, und auch aus diesem Grunde findet man im vorliegenden Fall eine Hinweisung an dieselbe nicht räthlich.

Hinsichtlich der übrigen Vorschläge der Commission, welche in dem Beschlusse §. 89 unter Ziffer 2 erwähnt sind, hält man es für besser, eine Entscheidung darüber so lange, bis solche etwa nothwendig werden dürfte, ausgesetzt zu lassen, zumal da, was die in dem Commissionsvortrage Seite 171 unter b aufgeführte Frage betrifft:

> welche einzelne, in Beziehung auf Verordnungen, die in Gemäßheit der Bundesacte in einzelnen Staaten erlassen wurden, streitig gewordene Fälle zunächst an die competenten Landesbehörden zur Entscheidung gewiesen werden sollen?

zu deren Beantwortung vorerst ein Verzeichniß aller einzelnen, nur im Allgemeinen dort allegirten Fälle erforderlich wäre.

Für den Fall, wenn es demnächst über die einzelnen, in dem Commissionsberichte auf gestellten, in die Gesetzgebung einschlägigen Fragen zur Abstimmung kommen sollte, behält sich die Gesandtschaft die ihrige vor.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Die Königliche Regierung könne sich nicht von der Statthaftigkeit der von den Reclamanten vorgetragenen Gründe überzeugen, und stimme daher auf ihre Abweisung.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Gesandtschaft befinde sich ohne Instruction, sey aber nicht gesonnen, den Beschluß aufzuhalten.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Die Gesandtschaft hat in Ansehung der Beschwerde der ehemaligen Domcapitularen zu Constanz, wegen Besteuerung ihrer in dieser Eigenschaft von ihnen bezogenen Pensionen, die Meinung dahin

auszusprechen, daß dergleichen Pensionen, die in völkerrechtlich zugesicherten lebenslänglichen Entschädigungen für die, von denen, die sie beziehen, durch Secularisation verlornen Nutznießungen, Rechte und Aussichten bestehen, eine ganz eigenthümliche, mit keiner andern Classe von Pensionen zu verwechselnde Art bilden, und darum in einem Staate, in welchem eine sonst ganz allgemeine Einkommensteuer eingeführt ist, die auch die Besoldungen und Pensionen trifft, doch in so fern von der Besteuerung frei zu lassen seyn möchten, als nicht deren Subjecte zugleich Unterthanen des Staates sind, in welchem die Einkommensteuer statt findet und darum unter dessen Schutz leben; und es werden diese Grundsätze, namentlich im Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach, wo auch eine allgemeine Einkommensteuer besteht, in ähnlichen Fällen beobachtet. Der 15. Artikel der Bundesacte scheint die den Reclamanten günstige Deutung nicht auszuschliessen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: vereinige sich mit dem auf Abweisung der Reclamanten gemachten Antrage.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. In der 13. Sitzung vom 12. Mai dieses Jahres, trug die Eingaben-Commission in ihrem über diese Angelegenheit erstatteten Vortrage, S. 178, darauf an: die Reclamanten mit ihrer Beschwerde gegen die Großherzoglich-Badische Regierung abzuweisen. —

Die Gesandtschaft ist befehligt worden, sich mit diesem Commissionsantrage einverstanden zu erklären.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. In Ansehung der Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, theilen Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, aus den von der Commission angeführten Gründen, die Ansicht, daß die Bundesversammlung, in Betreff der von beiden Seiten erfolgten Anrufung, sich der Entscheidung dieser Sache zu unterziehen habe, und daß die Reclamanten mit ihrer unbegründeten Beschwerde abzuweisen seyen.

Die freien Städte. Der Gesandte der freien Städte stimmt dem in der 13. Sitz. dieses Jahres von der Reclamations-Commission gemachten Antrage bei, nach welchem die Reclamanten mit ihrer nicht begründeten Beschwerde abzuweisen sind, behält sich aber übrigens, in Absicht auf die bei dieser Gelegenheit als einer Declaration bedürftig aufgestellten Fragen, nöthigenfalls das Weitere vor.

Hiernach wurde durch die Mehrheit

beschlossen:

daß die Domcapitularen zu Constanz mit ihrer weder durch die §§. 52 und 53 des

Reichsdeputations-Hauptschlusses, noch durch den Artikel 15 der Bundesacte begründeten Beschwerde gegen die Großherzoglich-Badische Regierung, wegen Bezahlung einer Pensionssteuer, abzuweisen seyen.

§. 114.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(17. Sitz. §. 107 d. J.)

Königreich Sachsen. Der Königlich-Sächsische allerhöchste Hof hat den der Bundesversammlung in ihrer 25. Sitzung am 15. Juni 1822 vorgelegten Commissionsbericht über die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen Reichskammergerichte gehörigen Personen, welcher, nach dem damals gefaßten Bundesbeschlusse (§. 197 des Protokolls), an die Regierungen zur Instructions-Einholung eingesendet worden ist, mit einer dem Gegenstande in seinen mannichfachen Beziehungen angemessenen Aufmerksamkeit erwogen, und giebt, in dessen Verfolg, über die in diesem Berichte enthaltenen Ansichten und Vorschläge nunmehr seine Abstimmung dahin ab:

Seine Königliche Majestät haben bisher bei jeder sich dargebotenen Gelegenheit den aufrichtigen Antheil bewähret welchen Allerhöchstdieselben dem Schicksale der vormaligen Cameralen stets gewidmet haben und daher mit voller Beistimmung den Plan zur Ausführung kommen sehen, wodurch deren Subsistenz vom Jahre 1817 an auf die vollständigste Weise festgesetzt und gesichert wurde.

Allein, was Allerhöchstdieselben in dieser Beziehung thaten und befördern halfen, geschah zum großen Theil, insonderheit was die unbesoldeten Cameralen betrifft, weniger in Folge eines Anerkenntnisses der rechtlichen Begründung sämmtlicher hierunter erhobenen Ansprüche, als aus Rücksichten der Billigkeit und der Theilnahme an unverschuldeter Hülfsbedürftigkeit.

Diese Rücksichten walteten jedoch da, als es sich um die fortlaufende Sustentation der Betheiligten handelte, in einem weit stärkern Grade vor, als jetzt, wo deren Unterhalt gesichert ist, und es nur auf die Berichtigung angeblicher Rückstände ankommt.

Die Befriedigung der deßfallsigen Ansprüche wird sich theils nach der mehreren oder minderen Begründung derselben, theils nach den Mitteln richten müssen, welche dazu in den bereits vorhandenen kammergerichtlichen Fonds gefunden werden.

Sonach wird es bei dem zu fassenden Beschlusse zuvörderst nöthig seyn, eine, zur Zeit in den Bundestagsprotokollen noch ermangelnde, klare und zuverlässige Uebersicht zu erlangen, eines Theils:

worin die noch vorhandenen kammergerichtlichen Fonds bestehen und in wie weit sie sichere Zahlungsmittel darbieten?

und andern Theils:

welche Forderungen es sind, deren Befriedigung gesucht wird, und worauf jede Classe derselben eigentlich beruhe?

Um näher anzudeuten, wie eine solche Uebersicht ungefähr beschaffen seyn müsse, wenn sie zum Zwecke ausreichend seyn soll, und wie wenig die vorhandenen Angaben ausreichen, ist eine planmäßige Zusammenstellung dieser Angaben gefertigt worden, welche hier in einer Beilage zum Protokolle überreicht wird.

Selbige umfaßt folgende Gegenstände:

A) Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens.

I) Sustentationscasse.

Activum.

1) baarer Bestand.

2) Ausstände

a) an rückständigen Kammerzielern.

b) an aussenstehenden Capitalszinsen.

c) an indebite aus der Casse bezahlten oder derselben zugerechneten, mithin selbiger zu gewährenden Posten.

3) Insgemein.

Passivum.

1) an, einzelnen Regierungen wieder zu erstattenden, Vorschüssen.

2) an schuldigen Capitalszinsen.

3) Insgemein.

II) Taxcasse.

Activum.

1) baarer Bestand.

2) Ausstände.

3) Insgemein.

Passivum.

III) Provisionscasse.

IV) Depositencasse.

1) alte Depositencasse.

2) neue Depositencasse.

B) Uebersicht der von den Cameralen geforderten Rückstände.

I) Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten und dann mit ihren Pensionen an die Sustentationscasse gewiesenen Cameralen, von 1806 bis mit 1816.

II) Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten an die Taxcasse gewiesenen und dann mit ihren Pensionen auf die Fürstlich-Primatische Staatscasse übernommenen kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1806 bis mit 1816.

III) Besoldungsrückstände der kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1768 bis mit 1803.

IV) Entschädigungsforderung der Kammergerichts-Boten, wegen entbehrter zufälligen Emolumente, von 1806 bis mit 1816.

V) Pensionsrückstände der Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren, von 1806 bis mit 1816.

VI) Entschädigungsforderung der Protokollisten und Notarien, wegen verminderten Einkommens, von 1806 bis mit 1816.

VII) Forderung des vormaligen Kammerrichters, Grafen von Reigersberg, wegen vom 1. Juli 1807 bis Ende 1816 der Provisionscasse geleisteter Vorschüsse.

Betrachtet man diese Beilage, so ergeben sich gegen die Aeusserungen und Anträge in dem vorliegenden Commissionsberichte erhebliche Zweifel.

Es ergiebt sich daraus:

daß es nicht angemessen seyn würde, die sehr bedeutenden Ausstände der Sustentationscasse ohne nähere Prüfung als meist inexigibel bei Seite zu setzen;

daß, bei aller Liberalität in Einforderung dieser Ausstände, die kammergerichtlichen Cassen hoffentlich mehr als hinreichend seyn würden, die zur Gewährung geeigneten Forderungen der Cameralen zu befriedigen;

daß es also zu diesem Zwecke einer neuen Anlage unter den Bundesregierungen wohl nicht bedürfen werde; und

daß es überhaupt jetzt hauptsächlich nur darauf ankomme, Ordnung in das kammergerichtliche Cassenwesen zu bringen, dadurch die Cassen in zahlbaren Stand zu setzen, die Forderungen der Cameralen, je nachdem sie mehr oder weniger berücksichtigungswerth erscheinen, in Classen zu theilen und diese Classen, wie es die von Zeit zu Zeit vorhandenen Geldmittel erlauben, successiv zur Perception kommen zu lassen, weßhalb auch aus den bereits disponiblen Cassenbeständen mit Abschlagszahlungen baldigst der Anfang zu machen seyn dürfte.

Sollten aber wider Verhoffen zu Berichtigung dessen, was nach dem Abschnitte B der gedachten Beilage an Rückständen zu gewähren seyn möchte, die unter A aufgeführten Mittel nicht hinreichen und eine fernere Anlage dazu noch nöthig seyn; so halten Seine König-

liche Majestät dafür, daß solche zwar, in Erwägung der schwierigen Berechnung, welche einer Vertheilung nach dem Kammerzieler-Fuße entgegenstehen würde, nach der Bundesmatrikel erfolge; es scheint jedoch angemessen, daß dabei in Ansehung Oesterreichs, welches vorhin zur Sustentation des Kammergerichts nichts beigetragen hat, eine Ausnahme gemacht, und dessen Beitrag nach dem Matrikular-Verhältnisse der neu erworbenen, mit einem Kammerzieler-Beitrage vorhin etwa belastet gewesenen Lande, besonders ausgemittelt werde.

*

Die in vorstehender Abstimmung erwähnte Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens und der von den Cameralen geforderten Rückstände, ist diesem Protokolle unter Zahl 11 angefügt, und hiernächst, unter Beziehung auf den in der 17. Sitzung dieses Jahres §. 107 gefaßten Beschluß, der betreffenden Commission mitgetheilt worden.

§. 115.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betreffend.

(25. Sitz. §. 206 v. J. 1822.)

Die Gesandtschaft der freien Städte: übergiebt die Bemerkungen zu dem Entwurf eines Bundestagsbeschlusses über das Verfahren bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander, vom 21. December 1820; worauf

beschlossen

wurde, dieselben (unter Zahl 12) loco dictaturae drucken zu lassen und der bestehenden Commission mitzutheilen.

§. 116.

Gelderforderniß für die Bundescanzlei-Casse.

(6. Sitz. §. 58 v. J. 1822.)

Präsidium: legt einen von dem Freiherrn von Handel als Canzleidirector erstatteten Bericht vor, wonach das Erforderniß für die laufenden Ausgaben der Bundescanzlei-Casse nur bis zum Monat Oct. gedeckt erscheint, und um einen neuen Zuschuß gebeten wird.

Hierauf wurde

beschlossen:

daß die Gesandtschaften sich bei ihren höchsten Regierungen verwenden möchten, einen neuen Zuschuß von 2000 Fl. für jede Stimme im engern Rathe zu bewilligen und baldmöglichst einzuzahlen.

§. 117.

Forderung des J. W. Remy zu Frankfurt am Main, wegen Lieferung zu der ehemaligen Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein.

(24. Sitz. §. 187 v. J. 1822.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, erstattet im Namen der Eingabencommission Vortrag auf die neuesten Reclamationen des J. W. Remy zu Frankfurt am Main (Zahl 12, 23, 41 und 48 dieses Jahres), worin derselbe die Erledigung seiner Forderungssache, wegen Lieferung zu der ehemaligen Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein, in Erinnerung bringt, und bittet:

> die hohe Bundesversammlung wolle gerechtest geruhen, den betheiligten Staaten aufzugeben, daß sie ihn nun endlich, in der kürzesten gnädigst zu bestimmenden Frist, mit Capital und Zinsen um so gewisser zu bezahlen hätten, als ansonst die gebetene Hülfe nach Art. 30 der Schlußacte ohne Weiteres gewährt werden sollte.

Nach vorangeschickter Beurtheilung der bisherigen Verhandlungen über diesen Gegenstand und der hier einschlagenden Bundesgesetze — und in Erwägung, daß

1) hier der Fall eingetreten sey, in welchem die Verbindlichkeit, einer Privatforderung zu Recht zu stehen, wenigstens der Beitrags-Rate nach, zwischen zwei Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten ist;

2) diese hohe Versammlung verpflichtet sey, dem Reclamanten den Weg zur Geltendmachung seines Rechtsanspruchs anzubahnen;

3) die Einleitung des vorschriftsmäßigen Verfahrens der Bundesversammlung durch den Ausgang privativer Ausgleichungsverhandlungen zwischen den beiden Regierungen nicht bedingt und daher auch

4) die Bundesversammlung nicht berechtigt sey, ihr unmittelbares Verfahren, unter Widerspruch des Reclamanten, auszusetzen;

5) der Reclamant aber ausdrücklich gebeten habe, einen Zahlungstermin festzusetzen, und, wenn die Zahlung nicht erfolge, die gebetene Hülfe nach Anleitung des Artikels 30 der Schlußacte ohne Weiteres zu gewähren;

6) die Bundesversammlung auch die, vermöge Beschlusses vom 21. März 1822, abverlangte Auskunft über die Lage der Sache von den betheiligten Regierungen nicht erhalten habe; endlich aber auch

7) die zwischen beiden Regierungen eingeleiteten Unterhandlungen eine zu lange Reihe von Jahren, zum großen Nachtheil des Reclamanten, fruchtlos geblieben seyen, als daß

von einem von Seiten der Bundesversammlung fortzusetzenden Ausgleichungsversuche ei
günstiges Resultat erwartet werden könne —

trägt die Commission darauf an:

die Herrn Bundestagsgesandten der Königlich-Preussischen und Herzoglich-Nassau
schen Regierung zu ersuchen, dahin zu wirken, daß der Reclamant binnen ein
Frist von drei Monaten klaglos gestellt, oder von den betheiligten Regierungen, wen
dieselben nicht ausdrücklich auf dem Versuch der Güte vor der Bundesversammlun
zu beharren gedächten, in Folge des Artikels 30 der Schlußacte, zur Vereinigun
über ein Austrägalgericht, welches die unter ihnen streitige Vorfrage entscheide
solle, geschritten werde.

Preussen. So viel Erhebliches auch gegen die von der Commission behauptete
Grundsätze hinsichtlich der Frage:

warum und in wie weit privative Ausgleichungsverhandlungen zwischen Bunde
staaten die Berücksichtigung dieser hohen Versammlung erfordern, wenn dahin gehörig
Gegenstände auf den Grund des 30. Artikels der Wiener Schlußacte von Priva
personen hier angebracht werden?

nach der diesseitigen Ansicht zu erinnern wäre; so glaubt es doch die Königliche Bunde
tagsgesandtschaft in dieser allgemeinen Beziehung bei einer verwahrenden Bemerkung gege
ihre Anerkennung gedachter Grundsätze für jetzt bewenden lassen zu dürfen, und nur i
Beziehung auf den vorliegenden speciellen Fall erklären zu müssen, daß sie über den ver
lesenen Commissionsvortrag und daran geknüpften Antrag Bericht zu erstatten erbötig, und
obwohl über die neueste Lage der Sache von Seiten ihres allerhöchsten Hofes mit keine
Nachricht oder Instruction versehen, doch vollkommen überzeugt ist, derselbe werde, so wei
es von ihm abhängt, die Erledigung der Remyschen Forderungsangelegenheit auf alle Weis
zu beschleunigen geneigt seyn. Zugleich aber kann die Königliche Gesandtschaft nicht umhin
ihre Zweifel darüber zu äussern, ob die Umstände es den betheiligten Höfen im Verlauf
der betreffenden Ausgleichungsverhandlungen möglich machen dürften, mit der Klaglosstellung
des Reclamanten jene Erledigung, dem Antrage gemäß, binnen einer Frist von drei Monaten
herbeizuführen, und ob sie sich, im entgegengesetzten Falle, für bundesverfassungsmäßig zu
demjenigen weitern Verfahren in der Sache verpflichtet halten dürften, worauf, nach dem
Commissionsantrage, mittelst eines an die betreffenden Gesandtschaften zu richtenden Ersuchens
hinzuwirken seyn würde.

Daß von Seiten Einer hohen Versammlung ein solches Ersuchen an die Königliche
Gesandtschaft nicht gerichtet werde, muß die letzte demnach um so mehr wünschen, als es

ihr aus allen andern Rücksichten daran gelegen ist, einer Ablehnung desselben überhoben zu seyn.

Hierauf wurde

beschlossen:

daß, da die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft sich über diesen Vortrag vorläufig zu äussern Gelegenheit gehabt habe, derselbe vordersamst auch noch der Herzoglich-Nassauischen Gesandtschaft zur etwaigen Aeusserung mitzutheilen sey.

§. 118.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 67, eingereicht am 24. Juni durch Dr. Ehrmann dahier, Bevollmächtigten des Grafen von Vieregg, wiederholtes Gesuch, die Entscheidung wegen Wiederherstellung einer demselben entzogenen Korngülte durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen. Mit 1 Anlage.

Num. 68, einger. am 24. Juni durch Registr. Hofmann zu Aschaffenburg, Bevollmächtigten der Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen, erneuertes Gesuch derselben um Verabreichung der Sustentationsbeiträge von den Orten Castel und Kostheim.

Num. 69, einger. am 25. Juni durch Dr. Euler dahier, Bevollmächtigten des Freiherrn von Wöllwarth, weitere Vorstellung und Bitte um Beförderung der endlichen Entscheidung dessen Pensionsangelegenheit.

Num. 70, einger. am 25. Juni durch Ernst Erbprinzen zu Hohenlohe-Langenburg, im Namen und Auftrag des Fürstlichen Gesammthauses Hohenlohe, erneuerte Vorstellung um Festsetzung ihres in der Deutschen Bundesacte, Artikel 14, verheissenen Rechtszustandes. Mit Vollmacht.

Num. 71, einger. am 26. Juni durch Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten der Westphälischen Domänenkäufer, Anzeige für sich und seine Committenten in Bezug auf die von Kurhessen in der 15. Sitzung (§. 98) abgegebene Aeusserung.

Num. 72, einger. am 26. Juni durch Dr. Schreiber dahier, als Bevollmächtigten der Holzhändler Stöhlke und Brunns in Lauenburg, Erinnerungsgesuch in Betreff einer Forderung an die Königlich-Hannöverische und Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerinische Regierung. —

wurden den betreffenden Commissionen zugetheilt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 11.

Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens, und der von den Cameralen geforderten Rückstände, nach den Bundestags-Protokollen.

A.

Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens.

I.

Sustentationscasse.

Die Sustentationscasse wurde aus den Kammerzielern gebildet. Aus selbiger erhielten die Mitglieder und ein Theil der Subalternen des Kammergerichts ihren Gehalt. Nach Auflösung des Kammergerichts 1806 zahlten viele vormalige Reichsstände ihre Kammerzieler fort. Der Fürst Primas ließ diese Casse fortbestehen und wies an solche die zeitherigen Gehalte, als Pensionen. Die besoldet gewesenen Cameralen haben bis mit 1816 aus selbiger Sustentation erhalten.

Nach dem Bundesbeschlusse vom 14. Juli 1817 hörte die Zahlung von Kammerzielern mit 1816 auf, und es wurden die Pensionen der Cameralen von 1817 an definitiv regulirt und unter die einzelnen Bundesregierungen vertheilt.

Die Casse besaß 235,540 Fl. rheinisch an zinsbaren Capitalen, und war 18,000 Fl. zinsbares Capital schuldig. Durch obigen Bundesbeschluß wurde das Passivcapital durch

Activcapitale getilgt, und die übrigen Activcapitale erloschen vom 1. Juli 1817 an, indem die Schuldner dafür Cameralpensionen als Leibrenten übernahmen.

Activum.

1) Baarer Bestand.

Der im Februar 1818 vorhandene baare Bestand, an 5,578 Fl. 33 Kr., wurde damals im Bundesarchive deponirt (Protokoll von 1818, S. 102), und es sind im März d. a. noch 369 Rthlr. 83 Kr. hinzugekommen. (Ibid. S. 170.) Daß von diesen Posten späterhin wieder etwas verausgabt worden sey, ist nirgens bemerkt. Gleichwohl wird im Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Prot. v. 1822, S. 765) eines baaren Bestandes nicht erwähnt. Sollte, wie es scheint, ein solcher vorhanden seyn, so würde dieser zunächst in Anschlag gebracht und zu Abzahlung von Schulden der Casse verwendet werden müssen.

2) Rückstände,

a) an rückständigen Kammerzielern.

Die Kammerzieler wurden, wie es nach den Protokollen scheint, theils nach der letzten anerkannten Matrikel von 1732, theils nach einer zuletzt 1776 erhöhten Usualmatrikel entrichtet.

Ueber deren jährlichen Betrag enthalten die Protokolle sehr abweichende Angaben. Im Protokolle von 1816 (S. 123 und 129) wird selbiger, nach dem Besitz der Lande im Jahre 1813, auf 77,146 Rthlr. 85 Kr. oder 138,862 Fl. 30 Kr. rheinisch angegeben. Dagegen war, nach der Angabe im Protokolle von 1817 (S. 11, post 100), der Betrag eines Ziels 44,437 Rthlr. 15⅔ Kr., mithin der Jahresbetrag zweier Ziele 88,874 Rthlr. 31⅓ Kr.

Nach Auflösung des Reichs entrichteten viele der vormaligen Reichsstände ihre Kammerzielerbeiträge zur Sustentation der Cameralen fort; es ist aber aus den Protokollen nicht vollständig zu ersehen, welche dieß waren? Von den in Französischen und Westphälischen Besitz gekommenen vormaligen Reichslanden, wurden während dieses Besitzes keine Beiträge entrichtet, und auch in manchen andern Landen kam, besonders wegen der später eingetretenen vielen Territorialveränderungen, deren Entrichtung in Stocken.

Dieß veranlaßte Rückstände.

Mit Ende 1816 hörten die Kammerzielerbeiträge pro futuro auf.

Ueber die bis dahin erwachsenen Rückstände würde die Cameral-Cassenbehörde sich noch mit jeder in ihren Büchern als Schuldner eingetragenen Regierung zu berechnen haben, was zeither ganz, oder doch meist, unterblieben ist.

Bei dieser Berechnung dürfte zum Grunde zu legen seyn, was bis zu Ende 1802 (dem Jahre vor dem Reichsdeputations-Hauptschlusse, welcher die Territorialverhältnisse in Deutschland so wesentlich veränderte) von jedem Landestheile als Beitrag wirklich anerkannt worden sey, um sich nicht wieder in die älteren Streitigkeiten über das Verhältniß der Beitragsleistung einlassen zu müssen.

Nach dem Betrage dieses anerkannten jährlichen Beitrags würde man von dem jetzigen Landesherrn des fraglichen Landestheils fordern, was bis Ende 1816 an Kammerzielern erwachsen und nicht immittelst entweder zum Besten der Cameralen an die Cassenbehörde bezahlt, oder durch anerkannte Zurechnung getilgt worden ist. Jeder Landesherr dürfte hierbei den auf die Besitzungen der Mediatisirten fallenden Antheil bezahlen, und sich deßhalb mit Letzteren berechnen.

Obigen Forderungen werden zwar hin und wieder manche Exceptionen entgegen gestellt werden, indeß dürften selbige hoffentlich in keinem Falle eine Entscheidung nöthig machen, sondern nur etwa zu einem billigen Abkommen über Bezahlung eines Aversional-Quanti führen.

Daß übrigens die Kammerzielerausstände eingebracht werden sollen, hat schon 1816 die große Mehrheit der Stimmen in der Bundesversammlung für angemessen erklärt, und als nothwendig vorausgesetzt. (Protokoll von 1816, S. 2 bis 6, post S. 189.)

Der Betrag der Kammerzielerausstände wird in den Protokollen auf eine sehr verschiedene Weise angegeben.

Nach dem Protokolle von 1816 (S. 124 und 135) betrugen selbige im November 1816

45,926 Rthlr., oder 82,666 Fl. 48 Kr. rhein.,

hingegen nach dem Protokolle von 1817 (S. 2 und 9, post S. 100), mit Ausschlusse der in feindlicher Gewalt gewesenen Länder für die Zeit der Occupation, am 31 December 1816

89,350 Rthlr. 39 Kr. oder 160,830 Fl. 47 Kr. rhein.

Die letztere Angabe wird in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 767 des Protokolls) fernerweit angenommen.

Da nun die Summe, um welche die Kammerzielerausstände im December 1816 höher angegeben wurden, als im November 1816, beinahe das Doppelte beträgt, so wäre wohl nöthig, daß nunmehr zuverlässig ausgemittelt und angegeben werde, wie viel selbige nach Abschlusse der kammergerichtlichen Cassenbücher von 1822 wirklich betragen.

b) an aussenstehenden Capitalszinsen.

Von den Capitalen der Sustentationscasse, an 235,540 Fl. rhein., welche nach dem Bundesbeschlusse vom 14. Juli 1817 (Protokoll von 1817, S. 637) theils zur Tilgung eines Passivcapitals von 18,000 Fl. an den Kurfürsten von Hessen abgetreten, theils, vom 1. Juli 1817 an, für erloschen erklärt wurden, hatten zu vertreten (Protokoll von 1817, S. 14, post 100):

Baiern	. . . .	44,158 Fl.	54 Kr.	für den Canton Odenwald,	zu $3\frac{1}{2}$ pCt.
	. . . .	13,000 »	— »	für den Schwäbischen Kreis,	zu 4 pCt.
Würtemberg	. . . . .	89,228 »	18 »	für den Canton Odenwald,	zu $3\frac{1}{2}$ pCt.
	. . . . .	4,800 »	— »	für den Schwäbischen Kreis,	zu 4 pCt.
Baden	. . . .	46,612 »	48 »	für den Canton Odenwald,	zu $3\frac{1}{2}$ pCt.
	. . . .	6,000 »	— »	für den Schwäbischen Kreis,	zu 4 pCt.
Hohenzollern-Hechingen		400 »	— »	für den Schwäbischen Kreis,	zu 4 pCt.
» Sigmaringen		800 »	— »	für den Schwäbischen Kreis,	zu 4 pCt.
Hohensolms	. . . . . .	27,611 »	45 »	für Solms-Lich,	zu $3\frac{1}{2}$ pCt.
Nassau	. . . .	2,388 »	15 »	für Solms-Lich,	zu $3\frac{1}{2}$ pCt.
Isenburg	. . . .	540 »	— »		zu 5 pCt.

Nach obigem Bundesbeschlusse, §. 2, flossen die Zinsen dieser Capitale noch bis zu Ende Juni 1817 in die Sustentationscasse.

Es stehen Rückstände an selbigen aus, welche in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Prot. S. 767) nach dem Betrage zu Ende August 1817 auf 5,475 Rthlr. 56 Kr. angegeben werden.

Jetzt dürfte, da doch wohl schwerlich seit dem August 1817 jede Einnahme unterblieben seyn wird, auszumitteln und anzugeben seyn, wie viel diese Rückstände nach Abschlusse der Cassenbücher von 1822 betragen haben, und wie viel davon jede einzelne Regierung noch zu vertreten habe, auch möchte die mit den Regierungen zu pflegende Berechnung auf selbige mit erstreckt werden.

c) An indebite aus der Casse bezahlten oder derselben zugerechneten, mithin selbiger zu gewährenden Posten.

α) Ausstände bei einzelnen Cameralen.

Nach der individuellen Abrechnung mit allen Personen, welche einen Gehalt aus der Sustentations- oder Tax-Casse erhalten haben, von 1807 an bis mit 1816 (Protokoll von 1817, S. 16 und 45, post S. 100), haben zu viel erhoben und daher zur Casse zu restituiren:

22 Fl. 34 Kr. der Präsident Schenk von Staufenberg,
16 » 25 » » Assessor von Hommer,
24 » 39 » » » » Leutsch,
2 » 25 » » » » Ullheimer,
1 » 39 » » » » Cramer,
194 » 9 » » Pfennigmeister von Hötzendorf,
1 » — » die Kammergerichtsleserei,
1 » — » der Pedell Orth.

263 Fl. 51 Kr.

Diese Activposten wären einzubringen oder abzuschreiben.

β) Ausstände bei Würtemberg.

Seit der Fürst Primas 1806 die Gehalte der Mitglieder des Kammergerichts als Pension an die Sustentationscasse wies, bestand der Grundsatz, daß, wenn eine Regierung eines jener Mitglieder in ihre Dienste nahm, sie an ihren an die Casse zu bezahlenden Kammerzielern und Capitalszinsen so viel kürzte, als der Gehalt dieses Dieners betrug, und den Betrag der Casse, als für sie verlegte Pension, in Zurechnung brachte. Erst durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 wurde die Einrichtung getroffen, daß die Pensionen der Cameralen von den einzelnen Regierungen als Leibrenten übernommen wurden, dagegen aber alle Kammerzielerbeiträge wegfielen und die der Casse schuldigen Capitale erloschen.

1807 nahm die Königlich-Würtembergische Regierung den mit 4,800 Fl. jährlich pensionirten Reichskammergerichts-Assessor von Kampz in ihre Dienste, welcher aber selbige nicht antrat, sondern in Preussische Dienste gieng.

Der Assessor von Kampz war 1804 von Brandenburg präsentirt und im Mai 1805 für fähig zur Assessur erklärt worden, konnte aber wegen Krankheit bis zur Auflösung des Kammergerichts nicht aufschwören. Gleichwohl bezog derselbe von 1807 an bis 1812 18,600 Fl. Pension aus der Sustentationscasse. Zu Ende 1810 wurde er, auf Anordnung des Fürsten Primas, nach gepflogener Communication mit den Deutschen Regierungen, unter den Pensionisten in Wegfall gebracht, und begab sich nachher aller weitern Ansprüche. (Protokoll von 1817, S. 21, post S. 100.)

Obschon der Assessor von Kampz die Würtembergischen Dienste nie angetreten, mithin auch von der Würtembergischen Regierung keinen Gehalt bezogen hatte, so brachte doch Letztere auf dessen Gehalt der Sustentationscasse, von 1807 an bis mit 1816, jährlich diejenigen 3,385 Fl. 57 Kr. in Zurechnung, welche, nach Abzug anderer von ihr zuzurechnenden Po-

ten, noch zu bezahlen verblieben seyn würden. (Protokoll von 1816, S. 124 und 127.)

Da nun der Casse nichts in Abrechnung gebracht werden konnte, was nicht anderweit wirklich für selbige bezahlt worden war, und die Königlich-Würtembergische Regierung an den Assessor von Kampz nichts bezahlt, selbiger vielmehr noch 18,600 Fl. als Pension unmittelbar aus jener Casse erhoben hatte; so wurde die Erwartung geäussert, daß Würtemberg diese, indebite gekürzte, auf 10 Jahre zusammen

33,859 Fl. 30 Kr.

betragende Post, der Casse nachzahlen werde. (Protokoll von 1816, S. 124 und 127.)

Würtemberg erklärte hierauf (ibid. S. 4, post S. 189): «man habe die Kammerzieler des Assessors von Kampz um deßwillen in Abzug bringen zu dürfen geglaubt, weil er den Ruf in Königlich-Würtembergische Dienste bestimmt angenommen, und man daher voraussetzen können, daß er, bei Nichterscheinen, förmlich resignirt, keineswegs aber auf Kosten der Kammerzieler anderswo bezahlt worden sey».

Sonach dürfte also wohl kein Anstand seyn, dermalen von Würtemberg jene 33,859 Fl. 30 Kr. zur Casse zu erbitten.

γ) Ausstände bei Baiern.

aa) Baiern nahm den mit 4,800 Fl. pensionirten Reichskammergerichts-Assessor von Ullheimer in Dienst, welcher am 17. März 1810 starb. Gleichwohl wurde dessen Gehalt an 4,000 Fl. jährlich, vom Ablaufe des Gnadenquartals, den 16. Juni 1810, bis Ende 1816 der Sustentationscasse zugerechnet. Der deßhalb gemachte Abzug beträgt auf 6 Jahre 6½ Monat

26,166 Fl. 40 Kr.

(Protokoll von 1817, S. 24, post S. 100.)

Obige Post wird übrigens in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 771 des Protokolls), aus unbekannten Gründen, auf 37,200 Fl. angegeben.

bb) Eben so übernahm Baiern, dem mit 4,800 Fl. pensionirten Assessor Freiherrn von Cramer, der jedoch nicht in Baierische Dienste getreten seyn soll, jährlich 4,000 Fl. auf seine Pension zu bezahlen. Ob nun wohl derselbe am 16. August 1811 starb und dessen Gnadenquartal am 15. November d. a. zu Ende gieng, so wurden doch der Sustentationscasse bis Ende 1816 jährlich 4,000 Fl. in Zurechnung gebracht. (Protokoll von 1817, S. 26, post S. 100.)

Der Betrag dieser Post, auf 5 Jahre 1½ Monat, beläuft sich auf

20,500 Fl.

Er wird in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 771 des Protokolls), aus unbekannten Ursachen, auf 24,600 Fl. angegeben.

Der Anspruch auf Berichtigung dieser Ausstände dürfte durch das, was in der neuesten Königlich-Baierischen Abstimmung (Protokoll von 1823, §. 3, S. 16) demselben entgegen gesetzt ist, noch nicht für ganz zurück gewiesen zu achten seyn.

3) Insgemein.

759 Fl. 32⅛ Kr. Defect bei der Administration des verstorbenen Pfennigmeisters von Hötzendorf. (Protokoll von 1818, S. 415.) Wie es mit dieser Post bewandt und ob sie noch baar vorhanden sey? ist aus den Protokollen nicht abzunehmen; auch enthalten selbige nichts von andern Posten, welche in dieses Capitel gehören würden.

Passivum.

1) An einzelnen Regierungen wieder zu erstattenden Vorschüssen.

Dahin würde alles gehören, was eine oder die andere Regierung an Kammerzielern, Gehalten für Kammergerichtsmitglieder, Unterstützungen, oder auf sonstige Weise, an oder für die kammergerichtlichen Cassen erweislich mehr bezahlt hat, als sie der Sustentationscasse an Kammerzielern oder Capitalszinsen schuldig war.

Worin diese Vorschüsse bestehen, läßt sich aus den Protokollen nicht ersehen, wohl aber, daß Baiern (Protokoll von 1817, S. 274 und 625), Baden (ibid. S. 507), Holstein (ibid. S. 549) und Großherzogthum Hessen (ibid. S. 625) deren geltend gemacht haben.

Auch die Königlich-Sächsische Regierung könnte, statt daß man selbige, ohne sich je mit ihr berechnet zu haben, zeither bald mit 9,486 Rthlr. 61 Kr. (Protokoll von 1816, S. 135), bald mit 11,681 Rthlr. 69 Kr. (Protokoll von 1817, S. 9, post S. 100, und 1822 S. 768) in den Büchern der Cameralrechnungsbeamten in Rest geführt hat, einen leicht mit 19,499 Rthlr. 10 Kr. in Ansatz zu bringenden, aber, selbst bei Annahme der billigsten Grundsätze gegen die Sustentationcasse, immer noch auf 801 Rthlr. 83 Kr. zu berechnenden liquiden Vorschuß, wie zu seiner Zeit rechnungsmäßig dargelegt werden soll, geltend machen. Bei der in allen mit dem Besten der Cameralen in Beziehung stehenden Angelegenheiten stets bewiesenen Milde, und in Betracht der in der 39. Sitzung des Jahres 1817 (§. 274, S. 546 des Protokolls) abgegebenen Erklärung, wollen jedoch Seine Königliche Majestät diesem Anspruche keine Folge geben.

2) An schuldigen Capitalszinsen.

Die Sustentationscasse war, wie gedacht, dem Kurfürsten von Hessen, vom 1. März 1801 an, 10,000 Rthlr. oder 18,000 Fl. rhein. zu 4 pCt. schuldig, welche, zufolge Bundes-

beschlusses vom 14. Juli 1817, durch Cession kammergerichtlicher Activcapitale getilgt wurden. (Protokoll von 1817, S. 640.)

Die Zinsen dieses Capitals sind bis zu Ende Juni 1817 zu bezahlen.

Nach dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 767) sind hierauf noch
2,742 Rthlr. 26 Kr.
zu berichtigen.

Es könnte wohl keinen Anstand haben, diesen Rest aus der vorhandenen Baarschaft sogleich zu berichtigen.

3) Insgemein.

Ob in dieses Capitel Passiva einzutragen seyn würden, ist aus den Protokollen nicht zu ersehen.

II.

Taxcasse.

Die kammergerichtliche Taxcasse wurde aus den Taxgefällen, den Sporteln des Kammergerichts, gebildet. An selbige waren die Gehalte des Canzleipersonals, welches der Erzcanzler anstellte, gewiesen. Nur einige Canzleipersonen erhielten Gehalte aus der Sustentationscasse.

Bei Auflösung des Kammergerichts hörten die Zuflüsse zu der Taxcasse auf und der Fürst Primas übernahm die laufenden Gehalte und Pensionen des an selbige gewiesenen Personals auf seine Staatscasse.

Activum.

1) Baarer Bestand.

1818 wurden 712 Fl. 27½ Kr. zu der Taxcasse gehörige Gelder, die der verstorbene Geheime Rath von Bissing, als Stellvertreter des kammergerichtlichen Canzleidirectors, in Verwahrung gehabt hatte, an den Stadtgerichtsdirector, vormaligen Kammergerichts-Protonotar Krauß in Wetzlar, welcher sich der Besorgung der dasigen kammergerichtlichen Angelegenheiten bisher vorzüglich unterzogen hat, abgeliefert und auf dem Stadthause daselbst ad depositum gebracht. (Protokoll von 1818, S. 412.)

Im Protokolle von 1819 (S. 695) wird dieser Gelder wieder erwähnt, und zugleich bemerkt, daß sich in der vormaligen Taxcasse noch eine Obligation von 1000 Fl. W. W., zu 4 pCt. zinsbar, befinde.

Uebrigens ist aus den Protokollen nicht zu ersehen, worin diese Casse dermalen bestehe, wer sie verwalte und wie es mit den Rechnungen über selbige bewandt sey.

2) Ausstände.

Ohne Zweifel hat die Taxcasse, wie wohl alle Sportelcassen, verhältnißmäßig beträchtliche Ausstände gehabt, aber in den Protokollen wird deren nicht erwähnt.

3) Insgemein.

Zu diesem Capitel finden sich in den Protokollen keine Materialien.

Passivum.

Die Protokolle enthalten nichts von Passivis der Taxcasse, ausser dem sehr beträchtlichen Rückstande an dem erhöhten Gehaltsdrittheil der Canzleipersonen, von welchen unten unter B. III. die Rede seyn wird.

III.

Provisionscasse.

Nach Auflösung des Reichskammergerichts errichtete der Fürst Primas eine Casse zu Unterstützung der unbesoldet gewesenen Cameralen, an Boten und andern Subalternen, Advocaten und Procuratoren, Notarien und Protokollisten, unter dem Namen der Provisionscasse. Dieser Casse wies er als Einnahme die Zinsen der Sustentationscassen-Capitale, alte kammergerichtliche Deposita und andere disponible Gelder an, dagegen bewilligte er aus selbiger fixe jährliche Unterstützungs-Quanta.

Sie wurde, weil ihre Fonds sich allmählig erschöpften, späterhin insolvent.

Aus der Uebersicht ihrer Einnahme und Ausgabe, von 1806 bis Ende 1816 (Protokoll von 1817, S. 58 und 61, post S. 100), ergiebt sich, daß an alten Depositen, aus dem Armensäckel, an Zinsen der Sustentationscassen-Capitale, an cedirten kammergerichtlichen Gehaltstheilen, ingleichen aus der Sustentationscasse, sowohl an für den Kurfürsten von Hessen bestimmten Capitalszinsen, als an andern Beiträgen, zusammen

112,730 Fl. 53½ Kr.

erhoben und davon

112,319 Fl. 5½ Kr.

vertheilt worden seyen.

Hiernach ist Ende 1816 ein Bestand von

411 Fl. 48 Kr.

verblieben; es ist aber aus den Protokollen nicht zu ersehen, wo sich selbiger befinde und wozu er bestimmt sey.

IV.

Depositencasse.

Da die kammergerichtliche Depositencasse einen Theil des kammergerichtlichen Cassenwesens ausmacht, so gehört eine summarische Uebersicht derselben wesentlich zu der Hauptübersicht des letztern, und zwar um so mehr, als aus den Depositis der übrigen kammergerichtlichen Fonds eines Theils Vertretungen, andern Theils aber auch, durch bona vacantia, Zuflüsse erwachsen können.

Ueber das kammergerichtliche Depositenwesen geben die Commissionsvorträge vom 20. September 1819 (Protokoll S. 702), 7. Februar 1822 (Protokoll S. 127) und 15. Juli d. a. (Protokoll, S. 789) Auskunft.

Das Resultat, so weit es hierher gehört, ist folgendes:

Die kammergerichtliche Depositencasse befindet sich noch in Wetzlar. Die Schlüssel dazu hatten die Cassendeputirten, der Canzleiverwalter und ein Leser. Wer selbige jetzt habe, ist nicht angegeben.

Die Deposita wurden schon seit längerer Zeit

1) in alte, bis mit 1693 erwachsene, und

2) in neue, nach 1693 erwachsene

getheilt.

1) Alte Depositencasse.

Die alten, bis mit 1693 erwachsenen Deposita, von denen man zum Theil nicht mehr weiß, wen und zu welchen Sachen sie gehören, wurden 1765 zu 9,502 Fl. im 20 Guldenfuße, angeschlagen und mit Genehmigung von Kaiser und Reich zinsbar ausgeliehen. Die Zinsen davon sollten zum Capital geschlagen und zum Besten der Interessenten aufbewahrt, auch hierüber ordentliche Rechnungen geführt werden. Diese Rechnungen führte anfangs der Pfennigmeister, seit 1770 aber der Gegenschreiber, gegen die Gebühr von 1 Procent der eingehenden Zinsen.

Die letzte vorhandene Rechnung ist am 22. Mai 1780 exhibirt worden.

Nach den, in Ermangelung einer neuern Rechnung, perlustrirten Conferenzprotokollen der Assessoren von 1806 bis 1816, war der Bestand an alten Depositis zu Anfange 1807: 43,600 Fl. an Baarschaft und Documenten, und wurde vom Fürsten Primas meist, und zwar zum Theil gegen dessen Revers, die Depositencasse und die Cessionarien nöthigen Falls zu vertreten, zu Unterstützung der unbesoldet gewesenen Cameralen verwendet. In der Uebersicht der Einnahmen der Provisionscasse von 1806 bis mit 1816 (Protokoll v. 1817, S. 58, post S. 100) sind 26,286 Fl. 40½ Kr. an alten Depositis, als Zufluß zu dieser Casse in den Jahren 1806 bis mit 1809, vereinnahmt.

Da die Rechnungen über die alten Deposita auf 43 Jahre fehlen, so ist nicht mehr genau zu ermitteln, wie dieser Fond seitdem benutzt und zum Theil verwendet worden sey, vielmehr nur so viel in Erfahrung zu bringen gewesen, daß von jenen alten Depositis jetzt nichts weiter, als ein Capital von 12,000 Fl. rhein., zu 4 Procent zinsbar, vorhanden sey, welches der Schwäbische Kreis schuldig war und dermalen von Würtemberg vertreten wird.

Würtemberg erkennt diese Schuld an, und hat sich zu Bezahlung derselben und der vom 15. Juli 1805 an davon rückständigen Zinsen, nach vorgängiger Aufkündigung, bereit erklärt.

Zufolge eines in der 25. Sitzung, am 15. Juli 1822 (§. 198, S. 753 des Protokolls) gefaßten Beschlusses, ist der Auftrag an das Civilgericht in Wetzlar veranlaßt worden, wegen der alten Kammergerichts-Depositen Edictalien sub praejudicio zu erlassen und einen Präclusivbescheid zu ertheilen, das hierüber gehaltene Protokoll aber an die Bundesversammlung gelangen zu lassen, damit von derselben zur Erledigung dieser Depositensache das Weitere verfügt werden könne.

Die Commission beabsichtigt (Protokoll von 1819, S. 705, von 1822, S. 795), die als bonum vacans zu betrachtenden Deposita zur Unterstützung der Canzleipersonen, welche um ihre Besoldungsrückstände bitten, zu verwenden.

2) Neue Depositencasse.

Ueber die neuen, nach 1693 entstandenen Deposita ist die letzte vorhandene Rechnung vom 30. Juni 1767, bei welcher sich noch ein Nachtrag vom 9. Juli 1770 befindet. (Protokoll von 1822, S. 790.)

Nach diesem Nachtrage waren damals 9,299 Fl. 8½ Kr. in der Casse.

Seitdem sind nun wohl manche Deposita ausgezahlt worden, aber es sind deren auch wieder neue hinzugekommen, und namentlich ist erst noch 1805 ein Depositum von 15,541 Fl. 22¾ Kr., inclusive 14,000 Fl. in Documenten, eingegangen, welches noch vorhanden ist. Allein, da auf 53 Jahre keine Rechnungen vorhanden sind, so läßt sich die seitdem statt gehabte Verwaltung gar nicht übersehen, und es ist nur so viel constatirt, daß die dermalen sich vorfindenden neuen Deposita in 13 Posten bestehen, welche zusammen 16,902 Fl. 31¾ Kr., inclusive 14,000 Fl. W. W., in K. K. Obligationen von der Bethmännischen Anleihe betragen. (Protokoll von 1819, S. 703, von 1822, S. 799.)

In der 3. Sitzung am 25. Januar 1821 (Protokoll S. 40) wurde beschlossen, daß, wenn kammergerichtliche Acten, zu welchen Depositen gehören, ausgeliefert werden, letztere zugleich mit ausgeantwortet werden sollen, und die Commission ist (Protokoll von 1822,

S. 790) der Meinung, daß bei dieser gelegentlichen Auslieferung von Depositen sich zeigen werde, ob etwas und was abgehe und etwa zu weiterer Nachforschung Anlaß geben könne.

B.

Uebersicht der von den Cameralen geforderten Rückstände.

I.

Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten und dann mit ihren Pensionen an die Sustentationscasse gewiesenen Cameralen, von 1806 bis mit 1816.

Die Mitglieder des Kammergerichts und ein Theil der Subalternen erhielten, wie gedacht, ihre Gehalte aus der Sustentionscasse und wurden, nach Auflösung desselben, 1806, vom Fürsten Primas mit ihren vollen Gehalten als Pensionen an selbige gewiesen.

An diesen Pensionen entstanden von 1806 bis mit 1816 Rückstände, welche die Pensionäre jetzt fordern.

Selbige betragen, nach der speciellen Angabe im Protokolle von 1817 (S. 3 und 45 post S. 100)

29,382 Fl. 35 Kr., und überdieß

337 » 3 ». Rest auf das Sterbequartal des Assessors von Neurath,

nach der zwar neuern, aber nur allgemeinen Angabe des Commissionsberichtes vom 15. Juli 1822 aber (Protokoll S. 765)

27,795 Fl. 47 Kr.

Diese Rückstände werden allerdings zu gewähren seyn, und da die betreffenden Pensionäre vorhin mit ihren Gehalten, und später mit ihren Pensionen unmittelbar an die Sustentationscasse gewiesen waren, und letztere noch besteht, so würden sie wohl die erste Classe derer bilden, welche zur Perception gelassen werden.

II.

Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten an die Taxcasse gewiesenen und dann mit ihren Pensionen auf die Fürstlich-Primatische Staatscasse übernommenen kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1806 bis mit 1816.

Die Gehalte des vom Reichserzkanzler angestellten kammergerichtlichen Canzleipersonals waren, wie erwähnt, mit wenigen Ausnahmen, an die Taxcasse gewiesen, welche mit Auf-

lösung des Kammergerichts alle Zuflüsse verlor. Der Fürst Primas übernahm diese Gehalte als Pensionen auf seine Staatscasse. Späterhin wurden auch aus der Sustentationscasse Zahlungen auf selbige geleistet.

Es entstanden jedoch auch hierbei von 1806 bis mit 1816 Rückstände, welche nach der neuesten Angabe (Protokoll von 1817, S. 3 und 65 post S. 100, von 1822, S. 765)

9,041 Fl.

betragen, und jetzt gefordert werden.

Auch diese Rückstände werden zu berücksichtigen, und zwar zunächst an die Taxcasse zu weisen seyn.

Allein dieselbe hat nicht die hinreichenden Mittel.

In dieser Hinsicht dürften also zuvörderst die wenigen, noch in selbiger vorhandenen Mittel zu Abschlagszahlungen zu verwenden, und die dann noch unbefriedigt bleibenden Forderungen an die Sustentationscasse zu weisen seyn, um hier als zweite Classe ihre Befriedigung zu erhalten.

III.

Besoldungsrückstände der kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1768 bis mit 1803.

Die Gehalte des kammergerichtlichen Canzleipersonals waren 1570 regulirt und 1702 nur um ein Achttheil erhöht worden, daher verhältnißmäsig gering, während die der Assessoren von Zeit zu Zeit beträchtlich und 1723 bis auf 4,800 Fl. erhöht worden waren.

In einem Reichsgutachten von 1719 und einem Kaiserlichen Commissionsdecrete von 1720 wurde eine Erhöhung der Gehalte des Canzleipersonals für billig erachtet, aber in dem Reichsgutachten von 1723 blieb diese Angelegenheit unberührt.

Dieß veranlaßte in einem Commissionsdecrete vom 2. November 1727 die Bemerkung: «Es sey zwar schon früher, 1644, für gut befunden worden, die Besoldungen der Canzleipersonen nach Proportion der 1000 Rthlr., welche den Assessoren selbiger Zeit zugedacht worden seyen, zu verbessern, und nach eben solcher Proportion die Canzleitaxen erhöhen zu lassen. Ihro Kaiserliche Majestät wollten es aber der Zeit noch ihres Orts bei der Proportion eines Drittheils in Erhöhung der Besoldungen der Canzleipersonen bewenden lassen, und hofften, daß das Reich diesem nicht entgegen seyn werde».

In dem hierauf erstatteten Reichsgutachten vom 13. Juni 1729 wurde über diesen Punct nichts erwähnt, dagegen aber in dem Commissionsdecrete vom 5. October 1731 erklärt: «Seine Kaiserliche Majestät stellten ausser Zweifel, es werde das als ein ordent-

liches Reichsgesetz gebührend beobachtet werden, was in dem vorigen Commissionsdecrete enthalten und durch das jetzige Reichsgutachten nicht geändert worden sey».

Auf diese Erklärung fand der damalige Reichserzkanzler sich bewogen, 1732 eine Erhöhung der auf die Taxcasse gewiesenen Gehalte der Canzleipersonen um ein Drittheil ihres bisherigen Betrags zu veranstalten, ohne jedoch, was nur mit Zustimmung von Kaiser und Reich hätte geschehen können, gleichzeitig die Taxgefälle (Sportelsätze) zu erhöhen.

Die Taxcasse ertrug diese Gehaltserhöhung bis 1759, aber von dieser Zeit an war sie unvermögend, selbige zu gewähren. Sie zahlte daher seitdem bloß den ältern, so genannten laufenden Gehalt und nur, wenn einiger Ueberschuß in der Casse verblieb, abschlägig auf die Rückstände des erhöhten Besoldungsdrittheils. Auf diese Weise hatte man bis zu Auflösung des Kammergerichts die Rückstände jenes Drittheils allmählig bis zu 20. März 1768 getilgt.

Zu Ende 1803 bewirkte der Reichserzkanzler, nachherige Fürst Primas, daß die Zinsen eines zum Sustentationsfond der Reichshofraths-Canzlei gehörigen Capitals von 134,000 Fl. zur Bezahlung des erhöhten Besoldungsdrittheils der noch lebenden Canzleipersonen des Kammergerichts angewiesen wurden. Sie flossen anfangs in die Taxcasse, nach der Auflösung des Kammergerichts wurden sie dem Canzleipersonale zur Vertheilung überlassen, und späterhin wurden, durch die Verwendung des Fürsten Primas, Leibrenten für jedes Individuum, nach dem Betrage seines erhöhten Besoldungsdrittheils, daraus gebildet. (Protokoll von 1817, S. 67, post S. 100.)

So bewirkte der Fürst Primas, die damals lebenden Canzleipersonen wegen dieses erhöhten Besoldungsdrittheils von 1804 an zu befriedigen und ein ferneres Steigen der dießfallsigen Rückstände bei der Taxcasse zu verhindern.

Die vom 20. März 1768 bis Ende 1803 erwachsenen Rückstände werden in den Protokollen verschieden angegeben, obschon deren Betrag seit 1804 weder durch Zuwachs, noch durch Abzahlung sich verändert haben kann.

Nach dem Vortrage vom 27. November 1816 werden selbige einmal (Protokoll S. 113) auf

61,784 Rthlr. 17 Kr.

dann wieder (ibid. S. 119, 124, 141 und 142)

bei den noch lebenden Canzleipersonen auf 13,039 Rthlr. 25⅛ Kr.
bei den verstorbenen » » 48,734 » 73½ »

also zusammen, auf

61,774 Rthlr. 8⅔ Kr. oder 111,193 Fl. 22 Kr. rheinisch

angegeben.

Im Vortrage vom 15. Februar 1817 werden angegeben

die Rückstände der noch lebenden Canzleipersonen (Protokoll von 1817, S. 3 und 65 post S. 100) auf 18,021 Fl. 22 Kr.,

die der verstorbenen (ibid. S. 3 post S. 100) auf 93,318 » 4 »

mithin beide zusammen, auf

111,339 » 26 »

Die letztern Sätze sind auch in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) als richtig vorausgesetzt worden.

Die Canzleipersonen verlangen jetzt obige Rückstände und sehen selbige, in ihren Eingaben an die Bundesversammlung, als eine höchst privilegirte Reichsschuld an, welche der Bund zu bezahlen verbunden sey.

Diese Ansicht wird zwar in keinem der an die Bundesversammlung zeither erstatteten Vorträge berichtigt, gleichwohl wird in dem Vortrage vom 27. November 1816 (Protokoll von 1816, S. 119 und 124) dahin angetragen, nur zwei Drittheile der obigen Rückstände zu bezahlen, und in dem Vortrage vom 15. Februar 1817 (Protokoll S. 3, post S. 100) die Rückstände der Verstorbenen auf die Hälfte herabzusetzen; auch giebt die Commission in ihrem Vortrage vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 766) zu erkennen, daß diese letztern Rückstände nur zur Hälfte oder zu einem Drittheile zu bezahlen seyn würden.

Der an den Bund gerichteten Forderung, diese Rückstände zu bezahlen, stehen die überwiegendsten Gründe entgegen. Denn, wenn schon 1732 die Erhöhung der Gehalte des kammergerichtlichen Canzleipersonals um ein Drittheil angemessen seyn mochte, so erforderte sie doch die ausdrückliche Zustimmung des Reichs, und diese ist nicht erfolgt. Ordnete nun der damalige Reichserzkanzler jene Erhöhung gleichwohl an, so that er es nur aus eigener Bewegung und unter eigener Vertretung, und daher ist auch seitdem jederzeit controvers geblieben, ob nicht der Reichserzkanzler allein und ohne Zuthun des Reichs für die Bezahlung obiger Zulage der ohnehin von ihm ausschliessend zu bestellenden Canzlei zu sorgen habe? Aber jene Zulage wurde vom Reichserzkanzler ohne specielle Gewähr auf die Taxcasse gewiesen. In so fern nun diese Casse selbige nicht ertrug, konnte solche auch nicht gefordert werden. Auch würde, wenn das Reich und mit ihm das Kammergericht nicht aufgelöst worden wäre, die Bezahlung der jetzt geforderten Rückstände, bei dem Zustande der Taxcasse, unfehlbar niemals erfolgt seyn.

Der dießfallsige Anspruch scheint daher jetzt irgend eine Berücksichtigung nicht zu verdienen.

IV.

Entschädigungsforderung der Kammergerichtsboten, wegen entbehrter zufälliger Emolumente, von 1806 bis mit 1816.

Bei dem Kammergerichte waren reitende und Fußboten angestellt. Die reitenden erhielten 57 Rthlr. 70 Kr. Gehalt aus der Sustentationscasse, die Fußboten erhielten keinen Gehalt. Beide genossen Gebühren bei Insinuationen, Affixionen, Commissionen rc. Erstere hatten einen etwas höhern Genuß an Gebühren, als Letztere, jährlich ungefähr gegen 300 Fl.

Nach Auflösung des Kammergerichts wieß der Fürst Primas den Gehalt der reitenden Boten als Pension an die Sustentationscasse, woher er auch bis mit 1816 bezahlt worden ist, und setzte überdieß noch aus der zur Unterstützung unbesoldeter Cameralen errichteten Provisionscasse, jedem Boten jährlich eine Sustentation von 150 Fl. aus.

Sämmtliche Boten verlangten eine Vergütung wegen ihres vormaligen Dienstgenusses, (Protokoll von 1816, S. 115 und 120) und erhielten auch durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) von 1817 an ohne Unterschied 200 Fl. Pension.

Jetzt wollen sie noch für den Verlust an jenen zufälligen Emolumenten entschädigt seyn, der ihnen durch die Auflösung des Kammergerichts von 1806 bis mit 1816 zugezogen wurde.

In den Vorträgen von 1816 und 1817 (Protokoll von 1816, S. 124, von 1817, S. 3, post S. 100) wurde dahin angetragen, jedem von ihnen zur Entschädigung pro praeterito überhaupt eine Gratification von 200 Fl. zu bewilligen, welche bei den damals lebenden 13 Individuen

2,600 Fl.

betragen haben würde.

Im letzten Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) wird eine Entschädigung von 6,300 bis 6,900 Fl. in Ansatz gebracht, indem diese Summe nöthig seyn würde, um die seit 1806 genossenen Sustentationen zu der Höhe der von 1817 an bewilligten Pensionen zu bringen.

In Betracht, daß die den Boten, als wirklich angestellten Dienern des Reichskammergerichts, zukommenden Insinuations-, Affixions- und andern Gebühren die Stelle eines fixen Gehalts vertreten, dürfte ihnen eine deßfallsige angemessene Entschädigung, gleich den wirklich Besoldeten, nicht zu verweigern und ihnen daher, nach dem commissarischen Vorschlage, die vom Jahre 1817 an für sie ausgeworfene jährliche Pension von 200 Fl. für jeden, auch pro praeterito zu gewähren seyn.

Der Betrag würde die dritte Classe der auf die Sustentationscasse zu weisenden Forderungen bilden.

V.

Pensionsrückstände der Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren, von 1806 bis mit 1816.

Die Advocaten und Procuratoren beim Kammergericht hatten keine Gehalte oder andere Emolumente aus kammergerichtlichen Cassen, sondern lebten von ihrer Praxis und den Gehalten, welche einige derselben von einzelnen Regierungen bezogen.

Durch die Auflösung des Kammergerichts gieng ihre bisherige Praxis meist verloren, der Fürst Primas bewilligte daher von den damals lebenden Individuen, so weit sie bedürftig waren und nach dem Maaße ihrer Bedürftigkeit, zehen 1000 Fl., zweien 800 Fl., und zweien 6.0 fl., zusammen 12,800 Fl., jährliche Unterstützung aus der Provisionscasse, jedoch mit Einrechnung der Gehalte, welche der eine oder der andere derselben von Regierungen bezog.

Auf diese Weise und durch andere Quellen erhielten sie bis mit 1816 eine Unterstützung, welche an 67,000 Fl. betrug. (Protokoll von 1816, S. 115.).

Durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) wurden von den zu dieser Zeit noch lebenden Individuen, vier mit 1500 Fl., vier mit 1000 Fl., fünf mit 800 Fl. und zwei mit 400 Fl., sie sämmtlich mit 14,800 Fl. Pension, ohne Abzug etwaiger Nebengehalte, von 1817 an, versorgt.

Sie verlangen jetzt an Rückständen der ihnen vom Fürsten Primas zugedacht gewesenen Pensionen, auf die Zeit von 1806 bis mit 1816,

56,558 Fl. 22½ Kr.

(Protokoll von 1816, S. 115.)

Im Vortrage von 1816 wurde vorgeschlagen, von den Reclamanten, nach dem Maasstabe ihrer damals in Vorschlag gekommenen Pensionen, vieren 1500 Fl., vieren 800 Fl., und den acht übrigen 600 Fl. Gratification, als Entschädigung pro praeterito zu bewilligen, und zugleich äusserte der Referent, fest überzeugt zu seyn, daß sie sich damit gern zufrieden stellen würden. (Protokoll von 1816, S. 121.)

Diese Gratification würde

14,000 Fl.

betragen haben.

Im Vortrage von 1817 wurde dieselbe Abfindung vorausgesetzt. (Protokoll von 1817, S. 3, post S. 100.)

Dagegen wird im Commissionsberichte vom 15. Jul. 1822 (Protokoll S. 773) die Berichtigung der vollen 56,558 Fl. 22 Kr. empfohlen, und von dem früher beabsichtigten dießfallsigen Aversionalquanto nichts weiter erwähnt.

Ohne Zweifel hatten die Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren weniger Anspruch auf Sustentation, als die kammergerichtlichen Diener. Da nun den Rücksichten der Billigkeit durch die vom Jahre 1817 an bewilligte Sustentation vollkommen Genüge geschehen ist, so wird es für das Vergangene völlig hinreichen, wenn ihnen in der vorhin beabsichtigten Maaße der Betrag ihrer jetzigen Pensionen auf ein Jahr, zusammen 14,800 Fl., als Gratification bewilligt wird; sie werden jedoch damit erst nach den kammergerichtlichen Dienern bei der Sustentationscasse zur Perception gelangen können.

VI.

Entschädigungsforderung der Protokollisten und Notarien wegen verminderten Einkommens, von 1806 bis mit 1816.

Die Protokollisten, größtentheils zugleich Notarien, waren die Privatschreiber der Advocaten und Procuratoren.

Da sie durch die Auflösung des Kammergerichts meist in eine hülfsbedürftige Lage geriethen, so wieß der Fürst Primas ihrer Classe überhaupt 1000 Fl. jährlich aus der Provisionscasse, zur Vertheilung nach dem Maaßstabe der Hülfsbedürftigkeit, an. Ueberdieß erhielten sie noch Unterstützungen von einigen Regierungen. (Protokoll v. 1816, S. 116.)

Auch sie machten Anspruch auf Pension, und durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) erhielt jeder von ihnen, vom Jahre 1817 an, jährlich 200 Fl.

Jetzt handelt es sich noch darum, daß ihnen ein Supplement der bis mit 1816 empfangenen Unterstützung gegeben werde.

In den Vorträgen von 1816 und 1817 wurde (Protokoll von 1816, S. 122, von 1817, S. 5, post S. 100) vorgeschlagen, daß jedem von ihnen eine Gratification von 200 Fl. pro praeterito bewilligt werde.

Diese Gratification würde überhaupt

2,000 Fl.

betragen haben.

Im Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) ist selbige übergangen.

Bei dem gleichen Verhältnisse, in welchem die Protokollisten mit ihren Principalen zur Sustentationscasse stehen, würden sie, wenn Letzteren der Jahresbetrag ihrer Pensionen als Gratification verwilligt wird, ebenfalls mit der obgedachten Gratification von 2000 Fl., neben den Advocaten und Procuratoren, zur Perception zu lassen und mit diesen in die vierte Classe zu setzen seyn.

VII.

Forderung des vormaligen Kammerrichters, Grafen von Reigersberg, wegen vom 1. Juli 1807 bis Ende 1816 der Provisionscasse angeblich geleisteter Vorschüsse.

In Ansehung dieser Forderung kann zwar eine Verbindlichkeit der Bundesregierungen zur Ersatzleistung um so weniger anerkannt werden, als nicht nachzuweisen seyn dürfte, daß die Abtretung eines Drittheils des kammergerichtlichen Gehalts zur Unterstützung der unbesoldeten Cameralen nur als Vorschuß geschehen sey. — Wenn jedoch Seiten aller übrigen Bundesstaaten zu der fraglichen Ersatzleistung sich verstanden werden sollte, so würde auch die Königlich-Sächsische Regierung, so weit die unter A gedachten Fonds in der vierten Classe der auf die Sustentationscasse zu weisenden Forderungen nicht schon dazu hinreichen, die Uebernahme eines matrikularmäßigen Beitrags nicht verweigern. Jedenfalls ist zu erinnern, daß bei der von dem Reclamanten angestellten Berechnung, hinsichtlich des auf das Königreich Sachsen repartirten Beitrags von 4,121 Fl. 35 Kr., wie solcher auch in der neuesten Königlich-Baierischen Abstimmung (Protokoll von 1823, §. 3, S. 16) wieder aufgeführt ist, ein Irrthum obwaltet, indem dabei das halbe Procent der Bevölkerung des Königreichs Sachsen zu 6,200 berechnet ist, da es doch nach der Matrikel nur 6,000 beträgt, folglich der Beitrag keinenfalls höher, als zu 3,988 Fl. 48 Kr., hätte können ausgeworfen werden.

v. Carlowitz.

Neunzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 3. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der achtzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 119.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

(10. Sitz. §. 69. 14. Sitz. §. 92. 16. Sitz. §. 103 d. J.)

Präsidium. Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft habe geäussert, daß sie eine Erklärung in eben erwähnter Sache abzugeben habe, wozu Präsidium das Protokoll eröffnen wolle.

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft ist von ihrer allerhöchsten Regierung beauftragt, diese hohe Versammlung von der erfolgten Vollziehung des durch die Mehrheit derselben in der Sitzung vom 30. Mai dieses Jahres gefaßten Beschlusses, in Betreff des in Stuttgart erschienenen Zeitungsblatts « der Teutsche Beobachter », in Kenntniß zu setzen.

Zugleich ist sie angewiesen, hiermit einige durch die Verhandlungen über diesen Gegenstand veranlaßte Bemerkungen zu verbinden, die sich theils auf die Behandlung der Geschäfte im Allgemeinen, theils auf die, künftiger Fälle ähnlicher Art, beziehen und Seiner Majestät dem Könige von der Erheblichkeit schienen, um sie der Aufmerksamkeit Ihrer hohen Bundesgenossen zu empfehlen.

Die nächste Veranlassung hierzu giebt der von der Gesandtschaft, gestützt auf die Geschäftsordnung und auf den Geschäftsgebrauch, gemachte Antrag, daß der Bericht des Ausschusses in der nächsten Sitzung reproponirt und zu Protokoll gebracht werden möge, damit sie in der Zwischenzeit prüfen und sich überzeugen könne, ob und welche Erklärung sie etwa, gleichzeitig mit jenem Berichte, zu Protokoll zu geben sich verpflichtet halten dürfte, und zwar um so mehr, da ihr die Protokolle der Carlsbader Verhandlungen, welche der

Bundesversammlung nie mitgetheilt wurden, und auf die sich bezogen worden war, gänzlich unbekannt seyen, und sie daher augenblicklich über deren Eigenschaft, als einer Erläuterungsquelle des Beschlusses vom 20. September 1819, sich ein Urtheil zu bilden nicht vermöge.

Diesem Antrage ward entgegengesetzt:

1) «daß die Geschäftsordnung der Bundesversammlung überlasse, in jedem Falle zu «beschliessen, ob ein Gegenstand zur Beschlußnahme reif sey und ob ausnahmsweise «sofort, oder erst nach einem bestimmten Termine, darüber abgestimmt werden «solle? Die Bestimmung dieser Vorfrage werde sich aus den Aeusserungen der «Gesandten, bei der Umfrage über den Commissionsbericht, ergeben».

«Im übrigen könne ein Beschluß, der in acht oder vierzehn Tagen über diesen «Gegenstand gefaßt werde, für die Eintracht Deutschlands und für die Beruhigung «der aufgeregten Gemüther nicht mehr den Werth haben, welchen ein Beschluß «haben würde, der Deutschland die Ueberzeugung gebe, daß die Bundesversammlung, «sobald sie durch den mit ihrem Vertrauen beehrten Ausschuß von der Existenz «einer in so hohem Grade revolutionären Zeitschrift Kenntniß erhalten, solche auf «der Stelle zu unterdrücken beschlossen habe».

2) «daß, wenn es auch üblich gewesen sey, manche Gegenstände erst in vertraulicher «Sitzung vorzubereiten, doch der Zweck davon hinwegfalle, wenn es sich von einer «Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Ansicht «hervorbringen könne».

Als hierauf die Mehrheit der Stimmen sich mit den Anträgen des Commissionsberichts einverstanden erklärte, so wurde auch die auf die alsbaldige Abstimmung sich beziehende Vorfrage als bejaht angesehen, und der Antrag der Gesandtschaft unberücksichtigt gelassen.

Was den ersten Grund anlangt, so überläßt allerdings die Geschäftsordnung (Abschnitt II, im letzten Absatze) der Bundesversammlung, zu bestimmen, ob ein erörterter Gegenstand zur Abstimmung reif sey, und macht (Abschnitt III. et 3, a) von einer vorläufigen Abstimmung über die von einzelnen Bundesstaaten oder sonst gemachten Eingaben, die Bestimmung abhängig, ob der Gegenstand sich ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist, zur Berathung oder Beschlußnahme eigne?

Dagegen ist, ebendaselbst §. 7, als allgemeine Bestimmung über den Geschäftsgang die Regel aufgestellt, daß die drei Hauptstufen, welche für die Behandlung eines jeden Gegenstandes anzunehmen sind, nämlich der erste Antrag, die Erörterung und die endliche Abstimmung darüber, allemal in zwei, und wenn der Vorschlag nicht bei der ersten Umfrage einstimmig angenommen oder verworfen wird, in drei Sitzungen vertheilt werden, wozu dann, den Umständen nach, eine vierte zur Schlußziehung kommt.

Da nun, in dem Falle, wo der Vorschlag bei der ersten Umfrage einstimmig angenommen oder verworfen wird, der Gegenstand auch unstreitig als hinreichend erörtert und zur Abstimmung reif anerkannt worden ist, und nichts desto weniger unter obiger Voraussetzung die Verhandlung allemal in zwei Sitzungen vertheilt werden soll; so scheint hieraus klar zu folgen, daß diese Regel durch die bei der vorläufigen Abstimmung getroffene Bestimmung, daß sich ein Gegenstand sofort zur Beschlußnahme eigne, nicht aufgehoben werden könne.

Sollte inzwischen die Richtigkeit dieser Folgerung dennoch zweifelhaft erscheinen; so wird die Wichtigkeit dieser formellen Vorschrift den Antrag rechtfertigen, daß die hierbei eintretende Frage bei der Revision der Geschäftsordnung in besondere Erwägung gezogen, auch, wenn jene noch längere Zeit ausgesetzt bleiben sollte, jeder Ungewißheit durch eine vorläufige deutliche Bestimmung begegnet werde.

In Beziehung auf den zweiten Grund, ist zu bemerken, daß, nach dem bisherigen Geschäftsgebrauche, Commissionsanträge, selbst über Privatreclamationen, zuerst in vertraulicher Sitzung vorgetragen, und erst in einer der folgenden Sitzungen zu Protokoll gegeben und zur Abstimmung gebracht worden sind, wodurch jedem Bundestagsgesandten, der seine Regierung bei dem Gegenstande mehr oder minder betheiligt finden möchte, einige Zeit zur Fassung der etwa abzugebenden Erklärung gelassen würde.

Auf die Beobachtung dieses Geschäftsgebrauchs dürfte aber jede Regierung eines Bundesstaates ganz besonders dann einen Anspruch haben, wenn ihr Bevollmächtigter, weil er seine Regierung in irgend einer Weise für betheiligt ansieht, sich der Abstimmung zwar enthält, jedoch zur Fassung einer Erklärung, die er sofort abzugeben ausser Stande zu seyn mit Gründen darthut, ausdrücklich auf Gestattung einer Frist angetragen hat.

Da sich inzwischen aus dem vorliegenden Falle ergiebt, daß der erwähnte Geschäftsgebrauch einer festen Bestimmung bedarf; so wird dadurch auch der weitere Antrag als begründet erscheinen, daß dieselbe gleichfalls bei der Revision der Geschäftsordnung getroffen werden möge.

Denn, wenn zur Beseitigung des Antrags des Gesandten angeführt wurde, daß die Beobachtung des erwähnten Geschäftsgebrauchs zwecklos sey, wenn es sich von einer Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Ansicht hervorbringen könne; so mag doch dagegen mit Grund eingewendet werden, daß ein zuverlässiges Urtheil hierüber durch eine nähere Kenntniß und Prüfung der beabsichtigten Erklärung bedingt sey.

Es würde nicht schwer fallen, diese Voraussetzung auch bei dieser Gelegenheit, sowohl in Beziehung auf die Ausdehnung, als die Art und Weise der Anwendung des Gesetzes vom 20. September 1819, als richtig nachzuweisen, und darzuthun, daß die Erklärung des

Gesandten möglicher Weise auf die Entschliessung dieser hohen Versammlung um so mehr hätte von Einfluß seyn können, als der Antrag der Commission, der zunächst aus dem Ansuchen der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz nicht hervorgegangen ist, der Mehrheit der Mitglieder dieser Versammlung neu und unerwartet seyn mußte.

Einige Andeutungen mögen genügen, um das Gesagte zu belegen.

Der Commissionsbericht hat, wie sich aus mehreren darin ausgehobenen Stellen des Teutschen Beobachters ergiebt, dem Gesetze vom 20. September 1819 die Anwendung gegeben, als wenn die dadurch angeordneten vorbeugenden Maaßregeln und die der Bundesversammlung beigelegten Befugnisse der Aufsicht und Einschreitung sich auch auf solche, durch das Gesetz untersagte, Aeusserungen bezögen, die in den im §. 7 genannten Schriften, in Beziehung auf Staaten, die nicht zum Deutschen Bunde gehören, vorkommen können.

Bei der ersten Vollziehung des Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819, hatte die Königliche Regierung die Censur auf die im §. 4 enthaltene Vorschrift beschränkt; später hat sie derselben die so eben erwähnte Ausdehnung gegeben, und diese in die Censur-Verordnungen aufnehmen lassen; ein anderes aber ist es, ob ein Bundesstaat eine solche Bestimmung zu treffen für angemessen hält; ein anderes, ob ihm die Bundesgesetzgebung dazu eine Verpflichtung auferlegt, ob sie die Befugnisse der Bundesversammlung in dieser Ausdehnung festgesetzt, ob sie endlich auswärtigen Staaten, deren Gesetzgebung zum Theil alle vorbeugende Maaßregeln gegen Preßvergehen ausschließt, damit einen gegründeten Anlaß gegeben hat, die Anwendung des Gesetzes in dieser Ausdehnung in Anspruch zu nehmen? —

Ist der Einfluß wohl zu verkennen, den diese Unterscheidung auf die Beurtheilung eines gegebenen Falles äussern kann; ist es zu verkennen, wie wichtig es an und für sich war, dieselbe nicht mit Stillschweigen bei der ersten Anwendung des Gesetzes zu übergehen, nachdem die Veranlassung zu ihrer Erörterung gegeben war, selbst dann, wenn der Ausspruch der Bundesversammlung, die sich nur die Anträge, aber damit noch nicht sämmtliche Motive des Commissionsberichts angeeignet hat, in der Sache selbst dadurch keine Abänderung erlitt? —

Daß der Bundestagsbeschluß vom 20. Sept. 1819 sich nur auf die inneren Verhältnisse Deutschlands beziehe, dürfte unwidersprechlich aus dem Wortinhalte der §§. 4 und 6 und aus den Motiven des Gesetzes, wie sie der Präsidialvortrag angiebt, hervorgehen.

In diesem ist als Zweck der zu ergreifenden Maaßregeln: die Erhaltung des Friedens, der Eintracht und des Vertrauens unter den Bundesgliedern und als das, zu Erreichung desselben, nach der Eigenthümlichkeit des Verhältnisses, in denen die Bundesstaaten gegen einander stehen, einzig geeignete Mittel, die sorgfältige Abwendung aller wechselseitigen Störungen und Verletzungen bezeichnet, und dieser Gesichtspunct, der mit der Gesetzgebung

anderer Staaten nichts gemein habe, ist als der oberste für die Beurtheilung jeder mit Preßfreiheit zusammenhängenden Frage in Deutschland aufgestellt worden.

Auch bei Gelegenheit der Carlsbader Verhandlungen, wodurch der Beschluß vom 20. September 1819 vorbereitet wurde, und die als Erläuterung und nähere geschichtliche Entwickelung desselben angeführt worden sind, hat dieser Gesichtspunct wiederholt die ausführlichste Entwickelung erhalten.

Daß eine erläuternde Erklärung des Gesandten des Staates, in dessen Gebiete die zu beurtheilende Druckschrift erschienen ist, auch auf die Art und Weise der Anwendung des Gesetzes von Einfluß seyn könne, und im vorliegenden Falle möglicher Weise seyn konnte, wird sich gleichfalls leicht nachweisen lassen.

Der Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 legt, im zweiten Absatze des §. 6, der Bundesversammlung allerdings die Befugniß bei, die Unterdrückung einer unter den Bestimmungen des §. 1 begriffenen Schrift, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen statt finden, zu verfügen; damit ist aber hier, wo es sich nicht, wie im ersten Absatze des Paragraphen, von der, der Regierung eines Bundesstaates, der sich für verletzt hält, zu gewährenden Abhülfe handelt, keineswegs festgesetzt, daß die Bundesversammlung, vermöge der ihr zustehenden Aufsicht über die Aufrechthaltung und Vollziehung des Gesetzes, diese äusserste Maaßregel in jedem Falle eintreten lassen müsse, wenn der Zweck sich auch in anderer Weise erreichen läßt.

Der Zweck des Gesetzes ist ein doppelter: einmal die Verbreitung einer Schrift, deren Inhalt als gesetzwidrig erkannt worden ist, zu verhindern, und zweitens, der Wiederholung von Gesetzwidrigkeiten zuvor zu kommen.

Hiernach kann die schnelle Unterdrückung einer Schrift, die dem Buchhandel angehört, unter Umständen sehr dringend seyn, um deren weitere Verbreitung zu verhüten, während diese Maaßregel bei Tagblättern in Beziehung auf die bereits erschienenen Nummern in der Regel keine Wirkung äussern kann, weil sich bei diesen die Zahl der Abdrücke nach den Bestellungen zu richten und dergleichen Schriften überall nicht in den Buchhandel zu kommen pflegen.

Bei einer Schrift dieser Art handelt es sich mithin hauptsächlich nur davon, zu verhüten, daß der Anstoß, den sie gegeben hat, sich nicht erneuere. Daß dieser Zweck aber auch nach Umständen durch andere Mittel, als durch die Unterdrückung der Fortsetzung, zu erreichen sey; daß der Bundesversammlung die Befugniß, zu dem Ende auch anderweitige geeignete Einleitungen zu treffen, vermöge des ihr beiwohnenden allgemeinen Aufsichtsrechts auf die Handhabung des Gesetzes, zustehe; daß sie bei beiden Gattungen von Schriften in den Fall kommen kann, von jener Befugniß Gebrauch machen zu müssen, wenn sie nicht

in die Alternative gesetzt werden soll, entweder, im Widerspruche mit den in dem Präsidialvortrage vom 20. September 1819, unter allgemeiner Anerkennung über die Anwendung des Gesetzes, aufgestellten Grundsätzen, ohne Unterschied jede Schrift, welche den geringsten Anstoß, vielleicht nur durch eine einzige Stelle, gegeben hat, zu unterdrücken, oder sich auf eine gänzliche Passivität zu beschränken; daß endlich über die Gründe, die zu einem solchen, den besondern Umständen des gegebenen Falles angepaßten Verfahren vorhanden seyn können, hauptsächlich nur die Erklärung des Gesandten des Staates, in dem das Tagblatt erscheint, Aufschluß zu geben vermöge, wird so wenig einer weitern Ausführung bedürfen, als die Billigkeit der Erwartung, daß dem Urtheile der Bundesversammlung eine der Darstellung ihres Referenten gegenüberstehende Erklärung der die Censur beaufsichtigenden Regierung, oder ihres Bundestagsgesandten, stets vorangehen möge.

Hätte, namentlich in dem vorliegenden Falle, diese hohe Versammlung der Gesandtschaft eine kurze Frist zur Fassung ihrer Erklärung bewilligt, so würde sie durch dieselbe in Kenntniß gesetzt worden seyn, daß bereits gegen den Redacteur und den Censor des Teutschen Beobachters wiederholte Ahndungen verfügt und Letzterer noch am 30. Mai wegen Vernachlässigung der ihm ertheilten Vorschriften in eine nachdrückliche Strafe von der vorgesetzten Behörde genommen worden war, welche erwarten ließ, daß er sich eine ähnliche Verfehlung nicht wieder werde zu Schulden kommen lassen.

Wird nun wohl gesagt werden können, daß die Erklärung der Gesandtschaft auf den Beschluß dieser hohen Versammlung keinen Einfluß hätte äussern können, da mehrere Mitglieder derselben, selbst ohne eine solche Erklärung, der Meinung waren, daß zuvörderst bei der die Censur beaufsichtigenden Regierung die gewünschte Abhülfe zu suchen und der Erfolg dieser Einleitung abzuwarten sey?

Wenn endlich noch angeführt worden ist, daß die Wirkung und der Werth der von der Bundesversammlung zu verfügenden Maaßregel hauptsächlich von der Schnelligkeit, mit der sie ergriffen werde, abhänge; so kann einer Seits in Beziehung auf die Beruhigung der aufgeregten Gemüther in Deutschland, wo alle Volksstämme in den stürmischsten Zeiten unwiderlegbare Beweise der ihnen beiwohnenden Ordnungsliebe, Treue und besonnenen Beurtheilung gegeben haben und noch täglich geben, wo nirgends Spuren einer gefährlichen Aufregung sichtbar sind, ein Aufschub von wenigen Tagen weder als entscheidend angesehen, noch auch anderer Seits verkannt werden, daß die Ueberzeugung, eine in die innere Verwaltung eines Bundesstaates und in die Privatverhältnisse seiner Angehörigen eingreifende Maaßregel werde stets von dieser hohen Versammlung nur nach Prüfung alles dessen, was zur Aufklärung ihres Urtheils dienen kann, ergriffen werden, nicht weniger geeignet seye, Eintracht und Vertrauen zu erhalten und zur Beruhigung der Gemüther beizutragen.

Im übrigen hat die Königliche Regierung die Richtung, in der einige in Würtemberg erschienene Tagblätter, namentlich der Teutsche Beobachter, geschrieben worden sind, stets höchst mißbilligt, und sich bemüht, derselben, in so fern sie in Gesetzwidrigkeiten übergehen könnte, durch strenge Vorschriften an die Censoren und wiederholte Ahndungen der vorgekommenen Vernachlässigungen der erstern zu begegnen.

Die gegen ihre hohen Bundesgenossen übernommenen Verpflichtungen werden ihr stets heilig seyn; doch bekennt sie offen, daß sie das Maaß derselben in den Grundsätzen und Ansichten, die der Commissionsbericht über die Anwendung und die Auslegung des Bundestagsbeschlusses vom 20. Sept. 1819 aufstellt, nicht ohne Ausnahme zu erkennen vermag; daß es ihr wenigstens zweifelhaft erscheint, ob der Zustand Deutschlands, gesichert durch gerechte und milde Regierungen und die Anerkennung, die diese bei einem Volke finden, das, in Mitte der heftigsten von Aussen gegebenen Aufreitzungen, nie von der Bahn der Treue und des Gehorsams gewichen ist, die Fortdauer von Beschränkungen fordere, welche unter wesentlich verschiedenen Umständen angeordnet wurden und welchen die Presse selbst in solchen Ländern nicht unterliegt, deren innern Frieden wir mehr als einmal gestört sahen; daß sie ferner dem Bundestagsbeschlusse vom 20. September 1819 nicht aus eigenem Bedürfnisse der darin angeordneten Maaßregeln, sondern aus Achtung gegen das Urtheil mehrerer Regierungen, die dieselben im allgemeinen Interesse für nöthig hielten, beigetreten ist. Beim Uebergange von der, bis dahin im Königreiche bestandenen, völligen Preßfreiheit zu der Anwendung jenes Beschlusses, mußte sie aber auf Schwierigkeiten stoßen, welche vielleicht in anderen Staaten nicht bestanden, und nicht augenblicklich zu überwinden waren.

Von diesen Ansichten geleitet, hat auch die Würtembergische Regierung nie einen der Angriffe, die sich öffentliche Blätter gegen sie erlaubt haben und noch erlauben, irgend einer Aufmerksamkeit gewürdigt.

Der zweite Gegenstand über den die Gesandtschaft angewiesen ist, einige Bemerkungen vorzutragen, betrifft die Behandlung im Allgemeinen der der Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze von der Bundesversammlung in Folge des §. 6 des Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819 zugewiesenen Beschwerden, sie mögen im Wege der Berufung oder auf andere Weise an dieselbe gelangt seyn.

Es wird nicht in Abrede zu stellen seyn, daß der Commission, durch die an sie zur Begutachtung verwiesenen Beschwerden, die gelegentliche Veranlassung zu Vorträgen an die Bundesversammlung gegeben werden könne, die nicht zunächst und unmittelbar aus dem Auftrage der Bundesversammlung hervorgehen. Immerhin aber würde in diesem Falle erwartet werden dürfen, daß die Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze, wie jede andere Commission der Bundesversammlung, zuvörderst den ihr zu Theil gewordenen Auftrag erledige,

und dasjenige, was sie ausserdem noch der Bundesversammlung vorzutragen sich veranlaßt sieht, in solcher Weise anreihe, daß der Bundesversammlung völlig unbenommen bleibt, den Gegenstand ihres ursprünglichen Auftrags, und den damit in Verbindung gesetzten weitern Vortrag der Commission, entweder abgesondert, oder in der ihr angemessen erscheinenden Verbindung, zu betrachten und das Geeignete zu verfügen.

Diese Trennung unterlag auch in dem vorliegenden Falle durchaus keiner Schwierigkeit. Denn, wenn gleich die Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz nicht zum Protokolle der 10. Sitzung der Bundesversammlung gebracht worden und aus derselben nicht ersichtlich ist, in welcher Weise sie an die Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze gelangt ist; so ergiebt sich doch aus dem Vortrage der letztern, daß der Auftrag der Bundesversammlung sich auf die Begutachtung der Beschwerde und des Antrags der Central-Untersuchungs-Commission beschränkte.

Zwar ist in jenem Vortrage, §. 5, angeführt worden, « daß eine isolirte Behandlung des Gegenstandes zu keinen genügenden, den Erwartungen der Bundesversammlung (so viel bekannt ist, beschränkten sich diese auf die Begutachtung der Beschwerde und des Antrags der Central-Untersuchungs-Commission) entsprechenden Resultaten habe führen können; denn der §. 6 des Preßgesetzes vom 20. September 1819 gebe der Bundesversammlung die Befugniß, Druckschriften, durch deren Inhalt der Bund gefährdet wird, zu unterdrücken, bestimme aber keinen geringern Grad der Ahndung für Verletzungen, welche nicht von dem Belange sind, um die Unterdrückung einer solchen Schrift auszusprechen. Der Ausschuß würde demnach einer Seits befürchtet haben, sich einer Ungerechtigkeit schuldig zu machen, wenn er wegen eines einzigen Artikels auf die Unterdrückung eines vielleicht im Uebrigen sehr achtungswerthen Blattes hätte antragen wollen; anderer Seits würde er haben Anstand nehmen müssen, darauf anzutragen, daß die Bundesversammlung deßhalb von der ihr übertragenen Befugniß keinen Gebrauch machen möge, weil der einzelne Artikel, welcher zu ihrer Kenntniß gebracht worden, isolirt betrachtet, keine solche Verletzung enthält, um die Unterdrückung eines im Uebrigen vielleicht höchst schädlichen, ja sogar verderblichen Blattes zu motiviren ».

Es scheint inzwischen hierbei nicht in Betracht gezogen worden zu seyn, daß der Gesichtspunct einer von der Bundesversammlung zu verfügenden Ahndung, eine Strafe, dem Gesetze völlig fremd ist, welches ausdrücklich erklärt, daß die Aussprüche der Bundesversammlung ausschliessend gegen die Schriften, nie gegen die Personen gerichtet werden, und es findet hier abermals dasjenige seine Anwendung, was bereits über die Zwecke des Gesetzes und die Art und Weise, sie zu verwirklichen, gesagt worden ist.

Im Laufe der Verhandlungen über diese Angelegenheit, ist auch die Frage zur Sprache ekommen, ob einem Gesandten, der zur Anwendung des Gesetzes einer näheren Instruc- ion seiner Regierung zu bedürfen erklärt hat, bis zum Eingange derselben, auf sein Ver- angen das Protokoll offen zu lassen sey.

Die Anwendung des Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819 auf den ein- elnen Fall, ist allerdings der Bundesversammlung überlassen, aber dasselbe findet bei jedem Gesetze statt, von welchem eine solche Anwendung gemacht werden kann, und muß noth- vendiger Weise statt finden, da die Bundesversammlung das verfassungsmäsige Organ des Willens und des Handelns des Bundes ist. Dadurch wird aber die verfassungsmäsige Stellung der einzelnen Bevollmächtigten zu ihren Committenten, von denen sie unbedingt ıbhängig, und denen sie ausschliessend verantwortlich sind, nicht verändert. Wenn demnach der Spielraum, innerhalb dessen ein Gesandter nach eigener Beurtheilung handeln kann, ediglich durch die Instruction seines Committenten bestimmt wird; wenn gleich mit Recht :rwartet werden darf, daß sämmtliche Regierungen ihre Bevollmächtigte durch allgemeine Instructionen in den Stand setzen werden, zu der der Bundesversammlung übertragenen Anwendung der Bundesgesetze auf den einzelnen Fall, ohne Einholung besonderer Instruc- :ionen, mitwirken zu können; so wird dennoch, wenn ein Gesandter seine Instruction nicht ür zureichend erklärt, die Bundesversammlung nicht umhin können, in Berücksichtigung der verfassungsmäsigen Stellung und der Verantwortlichkeit der einzelnen Bevollmächtigten u ihren Committenten, ihm die Gelegenheit zur weitern Instructions-Einholung offen zu assen.

Es bleibt der Gesandtschaft nur noch übrig, die Erwartung und den Wunsch Sr. Majestät des Königs auszudrücken, daß bei der Verhandlung sämmtlicher, dieser hohen Versammlung zugewiesenen Gegenstände, stets alle nicht zur Sache gehörigen Bemerkun- ;en und Andeutungen vermieden werden möchten, die dem freundschaftlichen Verhältnisse der Bundesglieder unter einander und der sich gegenseitig gewidmeten Achtung nicht voll- ommen entsprechen könnten. Ob sich einzelne Stellen des Commissionberichtes über die Anwendung eines Gesetzes, das die Erhaltung der Eintracht und des Vertrauens unter den Bundesgliedern zum Hauptgegenstande hat, mit dieser Forderung durchaus vereinigen las- en, namentlich folgende: pag. 208 des Protokolls, der 1. Absatz; pag. 211, der 3. Ab- atz; pag. 212, der 8. und 9. Absatz, wollen Se. Majestät der Beurtheilung Ihrer ohen Verbündeten, die in der Sache selbst nur von einer gleichen Ueberzeugung ausgehen önnen, lediglich anheim stellen.

Für Se. Majestät den König konnte darin nur eine erneuerte Aufforderung liegen, Ihren Gesandten wiederholt zur sorgfältigsten Berücksichtigung alles dessen anzuweisen, was

die Verhältnisse zu Ihren hohen Bundesgenossen, auf die Se. Majestät einen so großen Werth legen, in dieser Beziehung nur immer erfordern können.

Schließlich hat die Gesandtschaft hiermit noch die Erklärung ausdrücklich zu wiederholen, daß Se. Majestät der König, den Ausspruch der Bundesversammlung, als das Organ des Bundes, in jeder Beziehung ehrend, diesen Bemerkungen keine andere Bedeutung, als die einer Aeusserung Ihrer Ansicht über die Behandlung künftiger Fälle und die Ergänzung einiger sich in der Geschäftsordnung der Bundesversammlung darbietenden Lücken, beigelegt wissen wollen, wozu sich die Gelegenheit nur in einer nachträglichen Erklärung darbot, nachdem die Gesandtschaft sich der Abstimmung bei der Verhandlung selbst enthalten und das Weitere ihrem Hofe vorbehalten hat.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Als Anzeige der geschehenen Unterdrückung des Teutschen Beobachters und der dadurch von Seiten der Königlich-Würtembergischen Regierung dem Bundestagsbeschlusse vom 30. Mai l. J. gewordenen Vollziehung, kann diese Erklärung nur zur beruhigenden Wissenschaft der hohen Bundesversammlung dienen.

Einer Beleuchtung des von dem Präsidium und von der Bundesversammlung in jener Sitzung eingehaltenen Benehmens, zur Widerlegung der heute von dem Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, in Auftrag Seines allerhöchsten Hofes, dagegen erhobenen Bedenken, hält sich das Präsidium überhoben, weil jener Vorgang durch die öffentlichen Protokolle zur Publicität gelangt und auf den Grund der gleichfalls bekannten Bundestags-Geschäftsordnung ohnehin allgemein befriedigend beurtheilt werden wird, weil ferner diese Bedenken von keiner andern Seite getheilt werden, und weil ja endlich doch selbst von der dabei betroffenen Königlich-Würtembergischen Regierung, diesem Beschlusse, nach der eben vorgetragenen Anzeige von dessen Vollzuge, die volleste Genugthuung geworden ist.

Zudem haben Se. Majestät der Kaiser und König, mein allergnädigster Herr, sowohl dem Benehmen Ihres Repräsentanten in dieser hohen Versammlung, als auch dem durch das Bundesgesetz vom 20. September 1819 begründeten Beschlusse selbst, volle Gerechtigkeit widerfahren lassen, und von dem früher erlassenen Auftrag, gleichzeitig auf andere, noch bisher theilweise in einem nicht minder gefährlichen und aufregenden Sinne verfaßte Zeitblätter, namentlich die Neckarzeitung, Murhards Annalen und Nationalchronik der Deutschen, die Aufmerksamkeit der hohen Bundesversammlung zu leiten, mich dermalen in der Voraussetzung zu entheben geruhet, daß das eine, gegen den Teutschen Beobachter bundesgesetzlich ausgesprochene, Erkenntniß die Zeitungsschreiber geregelter und die Censoren vorsichtiger machen werde.

Mit Vergnügen mußte daher der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte so eben die Erklärung vernehmen, «daß die Königlich-Würtembergische Regierung selbst, die Richtung einiger im Würtembergischen erscheinenden Zeitschriften höchst mißbilligend, durch strenge Censurvorschriften dem Mißbrauche der Presse Einhalt zu thun, sich zum Ziele gesetzt habe», wodurch künftiger Ausartung der Druckpresse bundesgemäß vorgebeugt ist.

Dieses im Namen Sr. Kaiserlich-Königlichen Majestät.

Was die, der künftigen Revision der Geschäftsordnung vorbehaltenen, weiteren Bemerkungen der Königlichen Gesandtschaft betrifft, so dürfte sich allerdings die mit dieser Revision beauftragte Commission damit beschäftigen, diese, so wie die schon früher von anderen Seiten eingegangenen Bemerkungen zur künftigen Verbesserung der provisorischen Geschäftsordnung, in Berücksichtigung zu ziehen.

§. 120.

Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, eine Forderung für die in den Jahren 1813 und 1814 an den Militärgebäuden daselbst verfertigten Arbeiten betreffend.

(32. Sitz. §. 211 v. J. 1817.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowitz, trägt vor: Im Jahre 1813 und zu Anfange des Jahres 1814, als Mainz noch im Französischen Besitze gewesen, habe der dasige Maurermeister Roos Arbeiten und Lieferungen zur Herstellung eines Militärgebäudes daselbst, das heilige Grab genannt, geleistet und dafür, nach einer beigebrachten, von der damaligen Französischen Militärbehörde bescheinigten Baurechnung, noch die Summe von 14,633 Francs 38 Cent. zu fordern.

Da, nach dem Pariser Frieden vom 30. Mai 1814, Artikel 30, diese Schuld bei der erfolgten Abtretung von Mainz auf den künftigen Besitzer des Territoriums übergegangen und, Artikel 10, Mainz zur Bundesfestung erklärt worden sey; so habe Roos im Jahre 1817 bei der hohen Bundesversammlung gebeten: «diejenigen Maaßregeln eintreten zu lassen, wodurch ihm sein Guthaben baldigst zu Theil werde».

Bei dem Vortrage dieses Gesuches (Protokoll von 1817, §. 211) habe ihm der Umstand entgegengestanden, daß die Festung Mainz vom Bunde noch nicht übernommen worden sey; indessen habe sich die Großherzoglich-Hessische Bundestagsgesandtschaft für selbiges verwendet und in Antrag gebracht, daß die Kaiserlich-Oesterreichische und Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaften sich bei ihren allerhöchsten Höfen, von welchen das Mainzer Militärgouvernement und die Verwaltung des durch Artikel 10 des Pariser Friedens mit fünf Millionen Francs dotirten dasigen Festungsfonds abhänge, für die Befriedigung des

Reclamanten, oder wenigstens für die Bezahlung eines Vorschusses an ihn auf Abschlag, verwenden möchten.

Beide Gesandtschaften seyen bereitwillig gewesen, hierüber zu berichten, und die hohe Bundesversammlung habe dahin übereingestimmt, daß der Erfolg dieser Verwendung vorerst abzuwarten sey.

Der Reclamant wiederhole jetzt sein Gesuch in der Eingabe Num 95 von 1822.

Der Herr Referent äusserte hierauf sein Gutachten dahin:

Da der dem Gesuche des Reclamanten im Jahre 1817 entgegengestandene Umstand noch vorwalte, auch, in Rücksicht dieses Umstandes, die bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, Zahlungen in Bezug auf die Festung Mainz beabsichtigenden, Reclamationen, wegen zum Gebrauche dieser Festung gezogener Privatgebäude, namentlich des Osteinischen Hofes (Protokoll von 1817, §. 198, und 1819, §. 69) und des Schönbornischen Hofes (Protokoll von 1821, §. 214), noch nicht hätten erledigt werden können, so dürfte es zur Zeit dabei bewenden, daß den verehrlichen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen und Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaften anheim gegeben werde, sich bei ihren allerhöchsten Regierungen für obiges Gesuch in der bereits früher übernommenen Maaße anderweit geneigtest zu verwenden.

Sämmtliche Gesandtschaften stimmten dem Herrn Referenten bei; daher

Beschluß:

daß die Gesandtschaften von Oesterreich und Preussen ersucht werden, sich bei ihren allerhöchsten Höfen für das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz in der unterm 2. Juni 1817 angetragenen Art anderweit zu verwenden.

Die Herren Bundestagsgesandten von Oesterreich und Preussen sicherten die angetragene Verwendung zu.

§. 121.

Gesuch des vormaligen Präbendars des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, um Verwendung zu Erlangung einer Pension.

Ebenderselbe: trägt eine Eingabe des vormaligen Präbendars des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, Stadtpredigers zu Offenburg, in Baden, (Num. 26 des Einreichungs-Protokolls von 1823) vor, worin derselbe bittet, daß die hohe Bundesversammlung sich bei der Königlich-Französischen Regierung für die Bewilligung einer, seine Lebsucht sichernden, lebenslänglichen Pension, wegen seiner in Straßburg verlornen Präbende, verwenden möge.

Der Herr Referent bemerkt, wie es überhaupt mit der Pensionirung der Angehörigen des vormaligen Domstifts zu Straßburg bewandt, und daß der Reclamant nicht unter der

Zahl derjenigen dasigen Sustentanten begriffen gewesen sey, welche aus der transrhenanischen Sustentationscasse Unterstützung erhalten haben und für deren fernere Pensionirung zu sorgen der hohen Bundesversammlung im Artikel 15 der Bundesacte übertragen worden.

In dieser Hinsicht wurde, nach dem Antrage des Herrn Referenten,

beschlossen:

den vormaligen Präbendar des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, Stadtprediger zu Offenburg, zu bescheiden, daß die hohe Bundesversammlung, nach Artikel 15 der Bundesacte, nicht als angemessen erachten könne, sich für sein Gesuch um Pension als Straßburger Präbendar bei der Königlich-Französischen Regierung zu verwenden.

§. 122.

Wedekind's (Amtmann zu Lüneburg) «Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters». I. Band, Hamburg 1823. 8.

(13. Sitz. §. 90 d. J.)

Der Herr Gesandte der sechzehnten Stimme, Freiherr von Leonhardi, trägt vor: In der 13. Sitzung dieses Jahres (Protokoll §. 90, S. 165) habe der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte dieser hohen Versammlung den ersten Band eines Werkes übergeben, welches den Titel führe:

«Noten zu einigen Geschichtsschreibern des Deutschen Mittelalters»,

und den Amtmann Wedekind in Lüneburg zum Verfasser habe.

Die früheren historischen Schriften dieses gründlichen Geschichtforschers (wie z. B. Herrmann, Herzog von Sachsen 1817. Chronologisches Handbuch der neuern Geschichte, edit. 4. 1815. Handbuch der Welt- und Völkergeschichte, edit. 2. 1818) berechtigten allerdings zu der Erwartung:

daß diese Noten gleichfalls das Resultat einer fleissigen und umsichtigen Forschung seyn werden.

Was in einem Zeitraume von zwanzig Jahren bei kritischem Lesen historischer Quellen, vaterländischer, besonders Nord-Deutscher Geschichte, dem Verfasser als Bemerkung, Berichtigung oder Aufklärung aufzuzeichnen werth geschienen, lege er in diesem Werke bescheiden nieder.

Dieser erste Band zerfalle in 4 Hefte, wovon die drei ersten, 30 einzelne Aufsätze enthielten — vom Verfasser Noten genannt — welche meistens chorographischen, mitunter aber auch genealogischen, diplomatischen und chronologischen Inhalts seyen. Eine Enumeration der in diesen 30 Aufsätzen abgehandelten verschiedenartigen Gegenstände, möchte für den gegenwärtigen Zweck zu weit führen; die einzelnen Materien aber kritisch würdigen zu

wollen, würde eine umfassende Kenntniß der Quellen Deutscher Geschichte voraussetzen, welche dem Referenten leider abgiengen.

Das 4. Heft enthalte vier Beilagen, aus ungedruckten Handschriften, womit Herausgeber gewiß alle Freunde historischer Studien angenehm beschenke.

Die erste Beilage

Chronographi Saxonis fragmentum Luneburgense,

sey in der letzten Hälfte des 12. Sec. geschrieben.

Die zweite

Chronicon Corbejense,

wäre schon so lange vermißt worden, daß man an dem noch Vorhandenseyn dieser Chronik gezweifelt habe; sie sey ein wohlangelegtes Jahrbuch von Denkwürdigkeiten, und wohl 100 Jahre vor dem Geschichtschreiber Witichind zu schreiben angefangen und vom 9. bis 12. Sec. nach und nach zusammengetragen worden.

Die dritte

Chronicon monasterii St. Michaelis,

wäre gegen das Jahr 1200 geschrieben, und von vorzüglichem Werthe für des Herausgebers Landesgeschichte.

Die vierte Beilage sey ein

Registrum memoriarum ecclesiae St. Blasii Brunsvicensis,

um das Jahr 1380 zusammengetragen.

Wenn es unläugbar, daß die gegenwärtige Zeit, durch das vielfache Bemühen gründlicher Historiker, zur Erforschung des Wahren, einer kommenden Zeit, die vaterländische Geschichtschreibung eigentlich erst vorbereite, so könne die baldige Fortsetzung eines Werkes, wie das vorliegende, nur als wünschenswerth zu erachten seyn.

Referent glaube daher darauf antragen zu müssen, daß

1) der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte so gefällig seyn möge, dem Verfasser den Dank dieser hohen Versammlung für die Ueberreichung eines Exemplars dieses Werkes auszudrücken; und
2) daß dasselbe, unter ehrenvoller Erwähnung im Protokolle, in die Büchersammlung der Bundesversammlung aufgenommen werde.

Unter allgemeiner Zustimmung wurde hierauf nach dem Antrage

beschlossen:

1) daß der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein, ersucht werde, dem Amtmann Wedekind den Dank der hohen Bundesversammlung für die

Ueberreichung eines Exemplars seiner Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters auszudrücken, und

2) dieses Werk, unter ehrenvoller Erwähnung in diesem Protokolle, in die Bibliothek der Bundesversammlung aufgenommen werde.

§. 123.

G. H. Buse's Comptoirbuch, zweiter Theil. Brünn 1823. 8.

(24. Sitz. §. 188 v. J. 1822.)

Ebenderselbe trägt vor: G. H. Buse in Brünn habe der hohen Bundesversammlung unter Zahl 59 den 2. Theil seines Comptoirbuches überschickt; es enthalte:

«eine Anleitung zum Gebrauche der in den Comptoirtafeln und ihren Ergänzungen «verglichenen Münz-, Maaß- und Gewichtsverhältnisse; oder eine ausführliche, «aus der Kenntniß des Zahlensystems hergeleitete Erläuterung der Decimalbruch-«rechnung und ihrer Anwendung auf kaufmännische Rechnungsfälle und Buchhaltung; «nebst Hülfs- und Ergänzungstafeln».

Von dem ersten Theile dieses Comptoirbuches, enthaltend eine

«erläuterte und ergänzte Darstellung der in den Comptoirtafeln verglichenen Euro-«päischen Münz-, Maaß- und Gewichtsverhältnisse; nebst einer kurzen Uebersicht der «aussereuropäischen Werth- und Waarenmaaße»,

sey in dem Protokolle der Bundesversammlung von 1822 (Sitz. 24, S. 688, §. 188) als von einem Werke, von großem practischen Nutzen, sowohl für den Handels- als Staatsmann, rühmliche Erwähnung geschehen.

Wenn (wie sich der Verfasser im Vorworte zu vorliegendem Buche ausdrückt) practische Resultate wissenschaftlicher Fortschritte immer mehr in den Geschäftskreis des bürgerlichen Lebens übertreten und jeder Art der Geschäftsbetreibung eine, durch Einsicht begründete, vereinfachte und erleichterte Richtung ertheilen sollten, so seyen von Zeit zu Zeit Versuche nöthig, sie diesem Kreise in gemeinverständlicher Sprache näher zu führen. Einen solchen Versuch beabsichtige das vorliegende Werk, durch die in seinem Inhalte ausgesprochene Anempfehlung eines allgemeinern Gebrauches der im bürgerlichen Leben, nach ihrer umfassenden Anwendbarkeit, noch zu wenig bekannten völligen Decimalrechnung. Neu wäre zwar diese Anempfehlung keineswegs; aber in unserer Zeit sey das Bedürfniß einer gründlichen Kenntniß der Decimalbrüche größer geworden, und die Kenntniß davon selbst verbreiteter.

Den Vorurtheilen und Einwürfen gegen die allgemeine Anwendung der Decimalbrüche, glaube der Verfasser hinlänglich begegnet, und würde seinen Zweck und Wunsch erreicht haben, wenn sein Werk nicht nur als eine zum Selbstunterricht gründliche Anweisung zur

Decimalbruchrechnung sich eignete, sondern auch die Ueberzeugung gewährte, daß die von ihm empfohlene allgemeine Anwendung der zehntheiligen Brüche überall leichter, kürzer, einfacher und richtiger sey, als die bisherige, nur gemeine Brüche unter anderm Namen darstellende, Verfahrungsart.

Dieser 2. Theil des Comptoirbuches zerfalle in 3 Abtheilungen:

die erste gebe Anleitung zur Decimalbruchrechnung, nebst Anwendung derselben auf die gewöhnlichsten comptoiristischen Rechnungsfälle und Buchhaltung,

die zweite enthalte Hülfstafeln zur erleichterten Anwendung der Decimalbruchrechnung,

die dritte enthalte Ergänzungstafeln zur Vergleichung derjenigen Maaße und Gewichte, welche theils in den Comptoirtafeln nicht vorkommen, theils seit Erscheinung derselben neue gesetzliche Bestimmungen erhielten.

Vorangeschickt sey eine Berichtigung der wichtigsten Fehler, sowohl in den Comptoirtafeln, als in den beiden Theilen des Comptoirbuches.

Referent glaube, in Hinsicht dieses, mit vieler Sachkenntniß und Fleisse ausgearbeiteten, gemeinnützigen Werkes, welches eine umfassende, durch Hülfstafeln erleichterte Anwendung der zehntheiligen Bruchzahlen für alle Zweige der öffentlichen und Privat-Rechnungsführung, zur wesentlichen Abkürzung derselben, in Vorschlag bringe, den Antrag dahin stellen zu müssen:

1) daß der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische Herr Gesandte so gefällig seyn möge, dem Verfasser den Dank dieser hohen Versammlung für die Uebersendung dieses Buches auszudrücken, und

2) solches in der Bibliothek der Bundesversammlung aufgestellt werde.

Unter allgemeiner Zustimmung zu diesem Antrage, wurde

beschlossen:

1) den Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten zu ersuchen, dem Verfasser des Comptoirbuches, G. H. Buse zu Brünn, den Dank der hohen Bundesversammlung für die Uebersendung dieses mit vieler Sachkenntniß und mit vielem Fleisse ausgearbeiteten Werkes, dessen Nützlichkeit diese Versammlung anerkenne, zu eröffnen, und

2) dasselbe in der Bibliothek der hohen Bundesversammlung aufzustellen.

§. 124.

Hornthal's Schrift: «Werden die Deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen, an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil nehmen»? Nürnberg 1823. 8.

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein und Lauenburgische Gesandte, Herr Graf von Eyben: giebt Kenntniß von der (Zahl 22 dieses Jahres ein-

getragenen) Druckschrift des Königlich-Baierischen obersten Justizraths von Hornthal, unter dem Titel:

«Werden die Deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen,
«an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil nehmen»?

worauf einstimmig, nach dem Antrage der Reclamations-Commission, anerkannt wurde, daß diese Schrift, voller entstellten historischen Angaben und daraus gezogenen unrichtigen Folgerungen und Behauptungen, gar keine Berücksichtigung verdiene.

Der Königlich-Baierische Herr Gesandte: glaubt bemerken zu müssen, daß das fragliche Pamphlet von den mit der verfassungsmäßigen Aufsicht über politische Flugschriften beauftragten Königlich-Baierischen Behörden wohl nur darum ganz ausser Acht gelassen worden seyn dürfte, um nicht einem ephemeren Producte, dessen völlige Werth- und Gehaltlosigkeit, mit der, selbst dem historischen und politischen Layen, offenkundigen Falschheit der darin enthaltenen Angaben, von dem Herrn Berichterstatter der Commission so gründlich dargelegt worden, durch irgend eine Beachtung erst eine unverdiente Bedeutung zu gewähren: ein Verfahren, was vielleicht auch von dieser hohen Versammlung eingehalten worden seyn möchte, hätte nicht der Verfasser die Kühnheit gehabt, ihr sein Pamphlet selbst zuzuschicken, und ihre Aufmerksamkeit auf dasselbe zu lenken.

Uebrigens ist erst neuerdings wieder angeordnet worden, daß die in Baiern verfassungsgemäß bestehende Aufsicht über politische Flugschriften mit aller Aufmerksamkeit und Strenge gehandhabt und so mit der zu erwartenden Verhütung von Preßvergehen der Zweck der Bundesgesetzgebung über diesen Gegenstand erfüllt werde.

§. 125.

Eingaben von Druckschriften und Zueignung derselben an die hohe Bundesversammlung.

Ebenderselbe trägt vor: Seit dem Zusammentritte dieser hohen Versammlung, sind ihr von mehreren Schriftstellern Druckschriften und Abhandlungen zugesandt worden, unter denen mehrere sich befanden, die als Gewinn für die Deutsche Literatur der Aufmerksamkeit und der Unterstützung der höchsten Bundesregierungen empfohlen zu werden verdienten. — Die Commission will hier nur an die Geschichte Badens unter Carl Friedrich, von dem Freiherrn von Drais, an die Abhandlungen der Gesellschaft für ältere Geschichtskunde, und G. H. Buse's Comptoirbuch rc. erinnern. Die hohe Versammlung machte daher es sich zu einer angenehmen Pflicht, solche Schriften zu empfehlen, und ihren verdienten Verfassern öffentlich ihre Zufriedenheit und ihren Dank zu erkennen zu geben. — Späterhin geschahen solche Einsendungen häufiger, und es kamen Schriften ein, deren Werth

nicht von allen Commissionsmitgliedern vollständig beurtheilt werden konnte, z. B. des Professors Erb Ankündigung einer hydraulischen Erfindung; oder solche, deren Gegenstand der Berathung der hohen Versammlnng noch unterlag, über deren Ansichten und Werth daher die Commission sich öffentlich nicht aussprechen durfte, z. B. die Schrift über den Nachdruck vom Geheimen Rath Schmid; ja es wurden sogar Schriften eingesandt — zuweilen der hohen Versammlung selbst zugeeignet — die nicht nur keinen Gewinn den Wissenschaften brachten, sondern durch aufgestellte falsche Ansichten und Theorien selbst nachtheilig wirken konnten, z. B. die eben angezeigte Schrift des von Hornthal.

Bei solchen Schriften geräth die Commission in die unangenehme Lage, sie entweder mit Stillschweigen zu übergehen — welches bei empfehlungswerthen Schriften, wie die von Erb und Schmid, für eine unverdiente Zurücksetzung angesehen werden könnte, und bei solchen, wie die angeführte des von Hornthal, besonders in unserer, einem tiefen und ernsten Nachdenken nicht geneigten Zeit, eine nachtheilige Wirkung hervorbringen dürfte, — oder über die Schriften erster Art einen sehr unvollständigen Vortrag zu machen, während sie über die letzterer Art sich in eine ausführliche Kritik und Widerlegung derselben einlassen müßte, um falsche Ansichten und Theorien in das wahre Licht zu stellen, und deren nachtheiligen Folgen entgegenzustreben. Davon abgesehen, daß ein solches Verfahren nur zu leicht eine literarische Fehde veranlassen könnte, die der Würde dieser hohen Versammlung durchaus entgegen wäre, so würden auch so ausführliche Arbeiten die Zeit der Commission, die sie wichtigeren Gegenständen zu widmen verpflichtet ist, zu sehr beengen, und die hohe Versammlung von dem Standpuncte herabziehen, den sie nicht verlassen darf; sie würde eine literarische Censuranstalt werden, die sie nicht seyn soll, und bei dem Ueberflusse derselben in Deutschland, auch nicht zu werden braucht.

Aus dieser Darstellung ergiebt sich, daß auf beiden angegebenen Wegen eine Menge Schwierigkeiten, selbst Nachtheile, gefunden werden, während der Nutzen, zu dem sie führen sollen, ungewiß, selbst unwahrscheinlich ist. Es entsteht daher die Frage, wie es mit eingehenden Druckschriften, unter denen doch auch vorzüglich gute und empfehlungswerthe seyn können, für die Zukunft gehalten werden könne? Die Commission glaubt, nach Berücksichtigung aller obigen Bemerkungen, hierzu folgenden Vorschlag machen zu sollen:

> Die der hohen Versammlung zugehenden Druckschriften würden in Zukunft nicht mehr in das gewöhnliche Eingabenprotokoll aufzunehmen, sondern von der Bundeskanzlei in ein besonderes Register einzutragen seyn, — die Eingabencommission wäre aber fortdauernd angewiesen, alle solche Druckschriften, wie bisher, unter sich zu vertheilen und zu prüfen, allein einen Vortrag über dieselben in der Regel nicht zu erstatten.

Sollten jedoch Druckschriften eingehen, die zweckmäßige gemeinnützige Vorschläge enthalten, welche eine besondere Berücksichtigung verdienten, so wäre hievon der hohen Versammlung Kenntniß zu geben, der jedenfalls die zu fällende Entscheidung vorbehalten bleibt.

Findet dieser Vorschlag die Genehmigung der hohen Versammlung, so muß die Commission noch einen andern vortragen, der mit dem ersten in genauer Verbindung steht.

Es ist bereits bemerkt worden, daß unter den eingegangenen Schriften einige sich gefunden haben, die falsche Ansichten und irrige Meinungen enthalten, und der hohen Versammlung zugeeignet waren; z. B. die Schrift des von Hornthal, unter dem Titel: «über den Congreß von Verona und den Vorabend großer Ereignisse».

Zueignungen ähnlicher Schriften können wieder statt finden; diese dürften aber schon deßhalb nicht mit Stillschweigen übergangen werden, weil die Dedication einer Schrift an die hohe Versammlung die Aufmerksamkeit des nicht streng prüfenden Publikums ganz vorzüglich zu erwecken pflegt; es würde daher Pflicht werden, den Unwerth solcher Schriften und das Mißfallen der hohen Versammlung an denselben öffentlich auszusprechen. — Der Zweck des ersten Vorschlags ist aber gerade, dieses zu vermeiden. Durch eine Zueignung solcher Schriften an die hohe Versammlung würde also der Zweck nicht erreicht, und es würde von den Schriftstellern, nicht von der hohen Versammlung, abhängen, ob öffentlich über den Werth oder Unwerth eines Buches die Commission sich aussprechen soll.

Die Commission glaubt daher, daß es rathsam seyn werde, über Schriften, die der hohen Versammlung zugeeignet werden könnten, eine besondere Bestimmung zu treffen, und schlägt dem zufolge vor:

daß durch die Gesandten den hohen Regierungen der Wunsch der Versammlung ausgedrückt werde, auf eine ihnen beliebige Weise die Einrichtung zu treffen, daß in ihren Landen keine Schrift der hohen Versammlung zugeeignet werde, mit welcher der Verfasser nicht auch zugleich die Erlaubniß vorzeigen könne, solche der hohen Versammlung dediciren zu dürfen.

Es versteht sich von selbst, daß, wenn verdiente Schriftsteller eine solche Zueignung wünschen sollten, und, unter Einsendung ihres Manuscripts, darum anhalten würden, ein umständlicher Vortrag von der Commission zu erstatten wäre, auf welchen die hohe Versammlung das Geeignete zu beschliessen habe.

Der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Gesandte äusserte: daß er mit den gründlichen Bemerkungen und mit den Ansichten des vortragenden Herrn Gesandten vollkommen einverstanden sey. Er gebe nur der weitern Erwägung anheim, ob nicht ein noch kürzerer Ausweg darin gefunden werden wolle, wenn die hohe Bundesversammlung be-

schliesse, daß, so wie sie bisher mit Vergnügen die Werke mehrerer Deutschen Schriftsteller empfangen habe, sie auch ferner der Mittheilung gediegener Werke für die Bibliothek derselben entgegensehe, dabei jedoch festsetze, daß ihr diese Schriften auf keinem andern Wege, als durch den Herrn Gesandten deßjenigen Bundesstaates, welchem der Schriftsteller oder Verleger angehöre, zugestellt werden sollen. Der betreffende Herr Gesandte werde dann am leichtesten beurtheilen, welcher Gebrauch von jeder ihm zukommenden Druckschrift zu machen, und in wie fern dieselbe geeignet sey, in die Bibliothek der Bundesversammlung aufgenommen zu werden. —

Die Zueignungen an die hohe Bundesversammlung dürften nur dann anzunehmen und anzuerkennen seyn, wenn die Schriftsteller zuvor die Bewilligung derselben erhalten haben würden. Die Regierungen aber wären zu ersuchen, die geeigneten Verfügungen zu erlassen, daß keine Zueignungen an die hohe Bundesversammlung mehr in Druck gelegt würden, ohne daß sich der Verfasser oder Verleger über eine Bewilligung derselben ausgewiesen habe.

Sämmtliche Stimmen waren mit den Ansichten des Herrn Referenten und den Vorschlägen des Kaiserlich-Oesterreichischen Herrn Gesandten vollkommen einverstanden; daher

Beschluß:

1) daß die der hohen Bundesversammlung zu überreichenden Druckschriften Deutscher Schriftsteller, derselben künftig durch den Herrn Gesandten des Staates, welchem der Schriftsteller oder Verleger angehöre, zu übergeben seyen, und daß

2) von der hohen Bundesversammlung keine Zueignungen angenommen oder anerkannt werden, wozu nicht vorher ihre Bewilligung nachgesucht und erlangt worden ist; daß endlich

3) die Regierungen durch ihre Herren Gesandten ersucht werden, diesen Beschluß bekannt zu machen und die angemessenen Verfügungen, wegen des Verbots der Zueignung ohne vorgängige Bewilligung, zu erlassen.

§. 126.

Beschwerde der Geschwister Levi zu Frankfurt gegen den Senat dieser freien Stadt, wegen wiederholt angedrohter Ausweisung aus dem städtischen Bezirke.

(46. Sitz. §. 218 v. J. 1818.)

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Herr Gesandte, Graf von Beust: erstattet Vortrag über die (Zahl 63 dieses Jahres eingereichte) Beschwerde der Geschwister Levi allhier, in welcher sie den Schutz der hohen Bundesversammlung gegen ihre ihnen durch das Polizeiamt hiesiger freien Stadt angedrohte Ausweisung suchen.

Nachdem der Herr Referent das, was in der 12. und 13. Sitz. von 1816, ingleichen in der 3. und 43. Sitzung von 1817, nicht weniger in der 46. Sitzung von 1818 in Betreff der egulirung der bürgerlichen Rechte und Verfassungsverhältnisse der hiesigen israelitischen emeinde, und einer schon früher von den Geschwistern Levi dießorts angebrachten Be-hwerde, bei der Bundesversammlung vorgekommen ist, nebst den in der 46. Sitzung on 1818, §. 218, unter andern dahin gefaßten Beschluß erwähnt hat, daß inzwischen, und is zur Regulirung der gedachten Verhältnisse der israelitischen Gemeinde überhaupt, von eiten des hiesigen Senats der Besitzstand strenge aufrecht erhalten werden, und den Be-heiligten, sich erforderlichen Falls unmittelbar an die zu jenem Zwecke niedergesetzte bun-estägliche Commission zu wenden, verstattet seyn solle, geht er auf die jetzt vorliegende nd Eingangs erwähnte Beschwerde der Geschwister Levi über, in welcher dieselben, unter eziehung auf jenen in der 46. Sitzung von 1818 gefaßten Beschluß, bitten, die genannte undestägliche Commission zu veranlassen, sie gegen die ihnen angedrohte Ausweisung zu hützen, und fährt deßwegen so fort:

Man hat zunächst nähere und zuverlässige Erkundigung über die Verhältnisse der Re-lamanten einziehen zu müssen geglaubt, und es hat sich dabei Folgendes ergeben:

Die Geschwister Levi haben — nach der schon im vorberührten Vortrage, der in der 6. Sitzung von 1818 geschah, und zwar Seite 474 des Protokoll v. 1818 befindlichen Bemer-ung und einem von der Verwaltungscommission der israelitischen Religionsgemeinde vom 31. uli 1817 an das jüngere Bürgermeisteramt hiesiger freien Stadt erstatteten Berichte, auch nst erhaltener zuverlässigen Auskunft — nie in einem Gemeinde- oder Judenschutzverbande hier estanden; ihr Geburtsort ist Coblenz, wo ihr Vater, Lippmann Levi, in Schutz stand, und sie aben sich zwar längere Zeit, aber immer nur als so genannte Permissionisten, hier aufgehal-n. Dieses will ihnen die Polizei auch ferner nicht verwehren, nur sollen sie so genannte ermissionsscheine oder Aufenthaltskarten lösen, die noch ausserdem zu ihrer Erleichterung, ngeachtet sie in der Regel nur vierzehntägig sind, auf halbjährige Permission eingerichtet erden sollen. Die Reclamanten bestehen aber hartnäckig auf ihrer völligen Aufnahme als chutzjuden, und mögen noch ausserdem ihr Begehren mit grober Hintansetzung der der brigkeit schuldigen Achtung durchzusetzen suchen. Da nun, was die Polizei gegen die eschwister Levi verfügt, auf ihre religiöse Eigenschaft zunächst gar keinen Bezug hat und n ähnlichen Falle mit nicht-israelitischen Glaubensgenossen es eben so gehalten werden ürde, — gedachte obrigkeitliche Behörde sich vielmehr nur ihres Rechts bedient, Fremden, ie in hiesige Stadt sich eindringen und ein wirkliches forum domicilii erlangen wollen, ieses nicht zu verstatten, worin hohe Bundesversammlung sich so wenig, als in irgend einem ndern Deutschen Bundesstaate mischen kann und will, — hiernächst der Besitzstand, den der

Senat in Ansehung der Verhältnisse der israelitischen Religionsgemeinde hier bis zu deren völligen Regulirung nicht zu verändern aufgefordert worden ist, auf eine Beschränkung seiner polizeilichen Befugnisse, wie sie die Reclamanten in Anspruch nehmen, nicht erstreckt werden kann, — die letzteren endlich auch nur ihrer Halsstarrigkeit zuzuschreiben haben, wenn die Ausweisung gegen sie verhängt wird, weil sie die ihnen angebotenen Aufenthaltskarten, die vorläufig halbjährig erneuert werden würden, nicht, wie sie sollten, dankbar annehmen; so geht der Antrag dahin, die Geschwister Levi abzuweisen.

Sämmtliche Gesandtschaften stimmten dem Herrn Referenten bei; daher

Beschluß:

daß die Geschwister Levi zu Frankfurt mit ihrer Beschwerde gegen den Senat dieser freien Stadt, wegen angedrohter Ausweisung aus dem städtischen Bezirke derselben, abgewiesen werden.

§. 127.

Reclamation des Carl Stuckart gegen die freie Stadt Frankfurt, Pensionsforderung betreffend.

(26. Sitz. §. 192 v. J. 1821.)

Der Herr Gesandte der sechzehnten Stimme, Freiherr von Leonhardi: erstattet Vortrag über die Reclamation des Carl Stuckart zu Aschaffenburg gegen die freie Stadt Frankfurt, Pensionsforderung betreffend (Zahl 47 dieses Jahrs), worin derselbe bittet:

daß die hohe Bundesversammlung eine Justizbehörde gnädigst ernennen und autorisiren wolle, über seine Alimentationsklage, mit Ausschluß jeder weitern Appellation, richterlich entscheiden zu lassen.

Der Herr Gesandte Freiherr von Leonhardi, nach mitgetheiltem Inhalte der Reclamation und unter Rückweisung auf den früheren diesen Gegenstand betreffenden Vortrag und Beschluß (vom 5. Juli 1821), äussert seine Meinung dahin:

Nach dem eigenen Zeugnisse des Reclamanten, zufolge welchem derselbe mittelst Rathsprotokolls vom 25. Juli 1822 an die Gerichte, und dann von dem Appellationsgerichte an das Stadtgericht (als verfassungsmäsiges Gericht erster Instanz) verwiesen worden, sey ihm der Rechtsweg bei den Gerichten der freien Stadt Frankfurt, welches die in dem erwähnten Bundesbeschlusse vom 5. Juli 1821 betreffenden Gerichte seyen, und bundesverfassungsmäsig nur seyn könnten, nicht verschlossen; und es liege demnach weder eine Justizverweigerung, noch Hemmung vor, wodurch Reclamant — wenn auf verfassungsmäsigem Wege keine ausreichende Hülfe erlangt werden könnte — in Folge des Artikels 29 der

Schlußacte, berechtigte wäre, sich mit einer besondern deßfallsigen Beschwerde an diese hohe Versammlung zu wenden.

Was die Organisation der Gerichte und Instanzen in den einzelnen Staaten selbst betreffe, so gehöre diese zu den inneren Einrichtungen eines Bundesstaates, wovon, in Folge der jedem Bundesstaate garantirten Unabhängigkeit, jede Einwirkung der Bundesversammlung im Allgemeinen ausgeschlossen sey; von den im Artikel 53 der Schlußacte erwähnten besonderen Bestimmungen aber, würde hierbei lediglich der Artikel 12 der Bundesacte und dessen Erfüllung in Betrachtung kommen können, welchem Artikel die freie Stadt Frankfurt jedoch schon längst Genüge geleistet habe.

Uebrigens bedürfe es kaum der Erwähnung: daß bei Klagen gegen den Fiscus — ein ja häufig vorkommender Fall — die Gerichte ihrer besonderen Pflichten entlassen seyen, um ganz unparteiisch urtheilen zu können.

Es seyen demnach weder Gründe vorhanden, noch liege es in der Befugniß dieser hohen Versammlung, dem Ansuchen des Reclamanten, mit Umgehung der Stadt-Frankfurtischen Gerichte, eine Justizbehörde zu ernennen, bei welcher dessen Klage inappellabel ventilirt werden könnte, zu willfahren.

Ganz ungereimt erscheine endlich, was Reclamant aus einer verfehlten gütlichen Beilegung, wozu die Stadt Frankfurt nicht gezwungen werden könne, aus Belehrungen einsichtsvoller Männer — wie er sich ausdrücke — oder aus Aeusserungen Anderer über seine Gegenseite, folgern wolle.

Diesem vorgängig, glaube man den Antrag gerechtfertigt:

daß Reclamant mit seinem Gesuche lediglich abzuweisen sey.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Gutachten des Herrn Referenten; daher

Beschluß:

das Carl Stuckart mit seinem wiederholten Gesuche abzuweisen sey.

§. 128.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 73, eingereicht am 29. Juni, von E. C. Menneke zu Heiligenstadt, vormaligen Postdirector in Hersfeld, Gesuch, bei Regulirung der Westphälischen Angelegenheiten seine Ansprüche für erlittenen Verlust an entzogenem Diensteinkommen vom Jahre 1814 bis jetzt, von 2,161 Rthlr. 16 gr., und Zurückzahlung der baar erlegten Caution von 3,000 Franken, mit berücksichtigen zu wollen.

Num. 74, einger. am 1. Juli, von Dr. Ehrmann dahier, als Bevollmächtigten des Grafen von Walderdorf, Beschwerde wegen Verweigerung der dritten Instanz und dadurch entstehender Beengung der Rechtsvertheidigung von Seiten der Herzoglich-Nassauischen Regierung. Mit Anlage 1 bis 8.

Num. 75, einger. am 1. Juli, von dem Amte Vilbel, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse von 7,958 Fl. 46 Kr. R.W.

Num. 76, einger. am 1. Juli, von dem Amte Gladenbach, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse für Lieferung an Hafer und Heu.

Num. 77, einger. am 1. Juli, von der Stadt Grüningen, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die ehemalige Reichsoperationscasse von 1,004 Fl. 18 Kr., dann für Lieferung an Hafer und Heu, ohne Geldberechnung. —

wurden an die betreffenden Commissionen abzugeben beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

Zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 10. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der neunzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 129.

Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame.

(17. Sitz. §. 108 d. J.)

Die Reclamations-Commission trägt vor:

Auf den in der 17. diesjährigen Sitzung (S. 315 der Protokolle) erstatteten Vortrag über die Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend die Darstellung ihrer, in anerkannter Wirklichkeit bestehenden, landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, und auf die, über diesen Vortrag (§. 118, S. 303) zu Protokoll gegebene, vorläufige Erklärung des Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Gesandten, hat diese hohe Versammlung (S. 312) beschlossen, die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Gesandtschaft der Reclamations-Commission, zur weitern Erörterung und zum Vortrage, zuzustellen.

In Gemäßheit dieses Beschlusses, hat sich die Commission diejenigen Vorträge erstatten lassen, welche hier sub A und B beigelegt sind, und von den Referenten sofort verlesen werden sollen.

Die Commission hat sich, mit Ausschluß eines Mitgliedes derselben, dessen abweichende Ansicht in der Anlage C ausgedrückt ist, nach reiflicher Prüfung dieser Vorträge, mit dem Hauptantrage der beiden Referenten dahin vereinigt:

die hohe Bundesversammlung möge den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten ersuchen, die sich vorbehaltene weitere Erklärung seines allerhöchsten Hofes über den Inhalt der vorliegenden, von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein eingereichten, die Darstellung ihrer, angeblich in anerkannter Wirksamkeit bestehenden, landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, enthaltenden Denkschrift, binnen sechs Monaten gefälligst zu bewirken.

Da aber der Referent, jedoch nur für den Fall, daß die hohe Versammlung diesem, nach reiflicher Prüfung, wiederholten Antrage ihre Zustimmung nicht schenken sollte, Anträge gemacht hatte, mit welchen, so wie sie vorliegen, sich der Correferent, aus Gründen, die er umständlich entwickelt hat, nicht einverständigen zu können erklärte; und da überhaupt mehrere, bei Entscheidung dieser Angelegenheit einschlagende, wichtige Gesetzstellen, namentlich die Artikel 53, 55 und 61 der Schlußacte, auf eine verschiedene Weise ausgelegt werden können, und diese Auslegung nicht ohne wesentlichen Einfluß auf die Entscheidung selbst ist: so hat sich die Mehrheit der Commission, jedoch nur für den Fall, daß ihr Hauptantrag verworfen werden sollte, über den weitern Antrag vereinigt:

daß es dieser hohen Versammlung, in Erwägung der vorliegenden Umstände, welche eine Abweichung von den Vorschriften der Geschäftsordnung weder nöthig, noch räthlich machen dürften, gefällig seyn möge, für die Abstimmung, über die Reclamation der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, einen Termin zu bestimmen, der weit genug wäre, um denjenigen Gesandtschaften, welche, Behufs der Abstimmung, die specielle Instruction ihrer höchsten und hohen Regierungen zu bedürfen glauben, hinlängliche Zeit zu verschaffen, sich mit solcher Instruction versehen lassen zu können.

Die Anlagen Lit. A, B und C, wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 13, 14 und 15 angefügt.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Die Reclamation mehrerer Holsteinischen Prälaten und Ritterschaftsmitglieder ist in der 26. Sitzung des vorigen Jahres an die Eingabencommission abgegeben worden, der Vortrag dieser letztern ist am Schlusse der 16. Sitzung d. J. vertraulich zur Sprache gebracht und von dem Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten eine Erklärung hierüber im Namen seines allerhöchsten Hofes abgelesen worden. In der 17. Sitz. d. J. endlich ist dieser Gegenstand förmlich zu Protokoll gegeben, und beschlossen worden, die Erklärung der Königlichen Gesandtschaft der Reclamations-Commission zur weitern Erörterung zuzufertigen. Diese schließliche Erörterung des Herrn Referenten ist in Druck gelegt und am 28. v. M. unter

ämmtliche Herren Gesandten vertheilt worden; heute erstattet nun die Eingabencommission hren förmlichen Vortrag hierüber.

Die Erörterung dieses Gegenstandes erscheint nun vollständig erschöpft, und es dürfte ein Hinderniß im Wege seyn, zur endlichen Abstimmung hierüber zu schreiten; nur darüber önnte die Frage entstehen, ob gleich heute die Abstimmung eröffnet, oder ein Termin zu llgemeiner Instructions-Einholung festgesetzt werden soll? Müßten alle die mannichfachen fragen beantwortet, die Zweifel gelöset und Bedenken gehoben werden, welche wir so eben ernommen haben, so müßte ich allerdings selbst auf Instructions-Einholung antragen, enn es würde sich um Erschütterung oder Befestigung wichtiger legislativer Bestimmungen m Deutschen Bunde handeln. Ich habe aber hier nur den gegebenen speciellen Fall vor Augen, und dieser stellt sich mir so klar und einfach hin, daß ich keinen Augenblick anstehe, im Namen meines allerhöchsten Hofes meine Abstimmung zu Protokoll zu geben.

Ein geringer Theil der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft hat sich an die Bunesversammlung gewendet, und derselben vorgestellt, wie drückend ihre Lage sey, indem sie weder unter dem Schutze der alten Holsteinischen Verfassung stehen, noch einer neuen landständischen Verfassung mit Beruhigung entgegensehen können. Nicht als Klage haben diese Prälaten und Ritter ihre Lage zur Kenntniß der Bundesversammlung bringen wollen, nicht ine Entscheidung erwarten selbe von der Bundesversammlung, sondern eine Schilderung hrer Verhältnisse haben sie in der Absicht sich erlaubt, damit die Bundesversammlung, ohne en Rechten der Reclamanten etwas zu vergeben, die Vermittlung zwischen ihnen und hrem Landesfürsten übernehme, auf daß ihnen nach dem 56. Artikel der Schlußacte die alte Verfassung erhalten, oder, da sie selbst überzeugt sind, diese sey nicht mehr zeitgemäß, daß hnen eine neue Verfassung gegeben und dabei ihre alten ständischen Gerechtsame berücksichigt werden möchten.

Die Reclamations-Commission hat darauf angetragen, über diese Eingabe die Königlich-Dänische, Herzoglich-Holsteinische Regierung um eine Erklärung anzugehen.

Seine Majestät der König von Dänemark sind diesem Antrage der Eingabencommission, der zuverlässig auch einstimmiger Wunsch der Bundesversammlung geworden wäre, bereitwilligst zuvorgekommen, und haben durch Ihren Gesandten die Erklärung gegeben, daß zwar die alte Verfassung im Holsteinischen nicht in Wirksamkeit, mithin die Berufung der Reclamanten auf den 56. Art. der Schlußacte unstatthaft sey, daß aber Allerhöchstdieselben, in genauer Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte, dem Herzogthume Holstein eine Verfassung geben werden, welche, nach dem 55. Art. der Schlußacte, die älteren Rechte möglichst berücksichtigen und den gegenwärtigen Zeitverhältnissen angepaßt seyn würde.

Da nun, nach dem 55. Art. der Wiener Schlußacte, den souverainen Fürsten überlassen ist, die ständischen Verfassungen als innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der früheren, gesetzlich bestandenen, ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen, und Seine Majestät der König hier eine förmliche Erklärung hierüber geben; so scheint es mir in der Natur der Sache zu liegen, daß diese Königliche Erklärung den Reclamanten zu ihrer Beruhigung eröffnet, und sie dabei angewiesen werden, dieser Verfassung mit jenem Vertrauen entgegenzusehen, welches die unumwundene Erklärung Seiner Majestät des Königs bei treu ergebenen Unterthanen nothwendig erzeugen muß, dagegen aber versichert zu seyn, daß die Bundesversammlung, inner der Gränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Art. der Schlußacte, über die Erfüllung jener Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

Dieß ist über den vorliegenden Fall die definitive Abstimmung meines allerhöchsten Hofes; und ich erlaube mir, diejenigen Herren Gesandten, welche sich gleichfalls hierüber definitiv aussprechen zu können glauben, hiemit zu gleicher Eröffnung aufzufordern. Nur über einen Punct glaube ich mich noch erklären zu müssen.

In dem zweiten Vortrage des Herrn Grafen von Beust, wird darauf angetragen, binnen einer bestimmten Frist von Seiner Majestät dem Könige von Dänemark die Ertheilung einer landständischen Verfassung für Holstein zu verlangen, und in dem Vortrage des Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim, wird selbst einer Beschränkung dieser Frist auf Monate gedacht.

Seine Majestät der Kaiser werden es niemals angemessen finden, daß den souverainen Fürsten der Bundesstaaten, zur Ertheilung von Verfassungen in ihren Ländern, durch diese Versammlung Fristen gesetzt werden. Se. Majestät haben nicht allein zu Sr. Majestät dem Könige von Dänemark, sondern zu allen Ihren erhabenen Bundesgenossen das volle Vertrauen, daß dieselben ihren übernommenen Bundespflichten getreulich nachkommen; und Allerhöchstdieselben wissen die Umsicht und landesväterliche Fürsorge zu würdigen, mit welcher diese Angelegenheiten in den Bundesstaaten vorbereitet werden. Wenn es ein so Leichtes wäre, Verfassungen zu geben, wie sich dieß in den Köpfen mancher neueren Schriftsteller gestaltet, dann würden die Staatsmänner, welchen die Fürsten Deutschlands die Vollziehung jenes großen Werkes in ihren Staaten vertrauensvoll übertragen, um der Verzögerung willen Vorwurf verdienen. Die Beispiele aber, welche uns die Geschichte des Tages so lehrreich bietet, dürfen wahrlich nicht unbeachtet an uns vorübergehen. Wir sehen täglich Constitutionen geben, und sehen sie eben so schnell wieder verschwinden; wir sehen die Völker nach Constitutionen, als den höchsten Inbegriff irdischer Glückseligkeit, gierig haschen, und wir sehen sie in

wahre Zufriedenheit übergehen, wenn sie, durch eigene Kraft oder fremde Hülfe, der ihrem Fürsten mit verbrecherischer Hand aufgedrungenen Constitution wieder los und ledig werden.

Allerdings kann und wird man uns mit Wahrheit dagegen einwenden, daß derlei Verfassungen, wie sie uns in letzterer Zeit ephemer erschienen sind, das frevelhafte Werk frecher Factionen seyen und nur Befriedigung des Ehrgeitzes der Coryphäen jener Partei, nicht das wahre Volksglück zum Ziele ihres Strebens sich vorgesetzt haben.

Aber eben darum, damit die landständischen Verfassungen, welcher, nach dem Art. 13 der Bundesacte, alle Deutsche Bundesstaaten sich zu erfreuen haben sollen, wirklich das Glück der Unterthanen begründen, ist eine sorgfältige Berücksichtigung aller hier einwirkenden, so vielseitigen Verhältnisse, die Beseitigung so mannichfacher Schwierigkeiten, die große Aufgabe der Deutschen Fürsten, welche zu lösen sie sich verpflichtet haben.

Der bedächtige Deutsche wird um des umsichtigen und alles wohl erwägenden Vorgangs seines Fürsten willen nicht Mißtrauen in die Reinheit des Willens der Regierung setzen, und der treue Deutsche wird um dieser, alle Rücksichten mit landesväterlichem Sinne wohl umfassenden Sorgfalt willen sich nur noch inniger an seinen Landesfürsten anschliessen.

Die Bundesversammlung ist berufen, nicht Mißtrauen gegen ihre erhabenen Committenten zu erzeugen, sondern Vertrauen zu befestigen. Wenn sie sich früher bestimmt finden konnte, von einzelnen Regierungen Erklärungen über den Zeitpunct der zu gebenden Verfassung zu wünschen, so geschah dieß vor der Schlußacte, in welcher die Gränze ihres Wirkungskreises in Verfassungssachen bezeichnet, so wie die dießfälligen Verpflichtungen der souverainen Fürsten des Deutschen Bundes so fest und so bestimmt geregelt worden sind, daß über Zweck und Deutung kein Zweifel seyn kann.

Preussen. Nach den Ansichten des Königlich-Preussischen Hofes über die Competenz der hohen Bundesversammlung in landständischen Angelegenheiten, kann dieselbe sich nicht für befugt und verpflichtet halten, den Anträgen von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein gemäß, in diejenigen Verhältnisse, durch welche ihr angebrachtes Gesuch veranlaßt worden ist, auf irgend eine Weise einzuwirken, und sich zu diesem Zwecke mit dem Materiellen der Sache zu beschäftigen.

Mit der hiervon abweichenden, im ersten Gutachten der verehrlichen Reclamations-Commission aufgestellten Meinung, kann hiernach die Königliche Bundestagsgesandtschaft nicht einverstanden seyn.

Ueber jene allgemeinere Competenzfrage müssen lediglich die dahin gehörigen Bestimmungen der Wiener Schlußacte entscheiden, denn nach dem 61. Art. derselben, soll, abgesehen von der am Schlusse erwähnten Ausnahme, in gedachter Beziehung kein Zurückgehen auf frühere Ansichten, Vorschläge und etwaige Beschlüsse mehr statt finden, und

diese hohe Versammlung nur in den daselbst genau bestimmten Fällen zu einer Einwirkung in landständischen Angelegenheiten oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen berechtigt seyn.

Zu jenen Fällen würde gehören,

wenn eine, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, landständische Verfassung wäre verletzt oder auf einem andern als verfassungsmäßigem Wege wäre abgeändert worden,

indem alsdann der Art. 56 der Schlußacte in Anwendung kommen könnte.

Auf diesen Artikel, nächst dem 61., stützen denn auch die Reclamanten diejenigen Anträge, in welchen sie zum Schutze für die landständische Verfassung in Holstein die Vermittlung der hohen Bundesversammlung nachsuchen, und in der That könnte der gedachte Artikel ihrem Gesuche hier Eingang verschaffen, wenn in der von ihnen eingereichten Denkschrift der Nachweis ihrer

in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame,

wie sie annehmen, wirklich geführt worden wäre.

Dieß ist, nach diesseitiger Ueberzeugung, keinesweges geschehen. Wollte man auch die in der Denkschrift enthaltene Erzählung von der Entwickelung und den Schicksalen der landständischen Verfassung des Herzogthums Holstein, ohne nähere Prüfung, als eine völlig treue und wahrhafte Darstellung gelten lassen; wollte man selbst mit den Reclamanten den Schluß ziehen, daß die Verfassung, dem Rechte nach, keine Veränderung erlitten, sondern bis auf die neueste Zeit bestanden habe; daß dieses Recht auch durch die, unterm 17. August 1816 erfolgte, Königliche Bestätigung der Privilegien und Gerechtsame von Prälaten und Ritterschaft neu anerkannt worden sey: so müssen die Reclamanten doch selbst zugestehen, daß seit dem Jahre 1712 kein Landtag mehr berufen worden, daß daher keine Ausübung jenes Rechts statt gefunden, oder, was dasselbe sagen will, daß die landständische Verfassung in Holstein seit 1712 bis zur Errichtung der Wiener Schlußacte, welche den angerufenen Artikel enthält, nicht in anerkannter Wirksamkeit bestanden hat, wie solches durch die Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein-Lauenburgische Bundestagsgesandtschaft in ihrer abgegebenen Erklärung noch mehr ausser Zweifel gesetzt ist; weßhalb auch die Auslegung, welche die Reclamanten jenem Artikel zu geben versucht haben, seinem wahren Sinne und Zwecke widerspricht.

Fehlt hiernach das daselbst als Bedingung angegebene Erforderniß zu der nachgesuchten Einwirkung dieser hohen Versammlung; so fehlt es der letztern auch überhaupt an Befugniß eine solche Einwirkung eintreten zu lassen, und kaum bedarf es, hinsichtlich des

nähern Inhaltes der einzelnen Anträge, unter den erwähnten Umständen noch der Bemerkungen, daß

I. die von den Reclamanten gewünschte

Aufrechthaltung der **Verbindung** des Herzogthums Holstein mit dem Herzogthume Schleswig in **Einer und derselben Ständeverfassung**, welche Verbindung als ein wesentlicher Bestandtheil der ständischen Gerechtsame von Holstein im Jahre 1816 angeblich **mitbestätigt** seyn soll,

abgesehen von jedem sonst dagegen zu erhebenden Bedenken, schon um deßwillen kein Gegenstand ist, auf welchen sich eine denkbare Einwirkung des Bundestages erstrecken könnte, weil das Herzogthum Schleswig nicht zu den Deutschen Bundesländern gehört, und daher ganz ausserhalb des Einflusses des Bundes liegt;

II. daß diese hohe Versammlung auch nicht die geringste Einleitung in **der** Absicht treffen könnte, nach dem Begehren der Reclamanten, dahin zu wirken,

daß die Erhebung der **einstweiligen** Steuerzahlungen, als nicht landtäglich bewilligt, **nur im Wege gütlicher Uebereinkunft** geschehe ꝛc.,

ohne dabei das Daseyn eines den Ständen in der behaupteten Art zustehenden Steuerbewilligungsrechtes vorauszusetzen, dessen Anerkennung nur das Resultat einer **nicht** in **ihrer Competenz liegenden Prüfung** seyn könnte.

Was endlich den

III. Antrag betrifft, so streitet wider denselben die oben angeführte **allgemeine** Einwendung des ermangelnden Nachweises einer, in anerkannter Wirksamkeit bestehenden, landständischen Verfassung, zwar **allein**, aber auch **entscheidend**, da dieser Antrag, so wie der erste, nur auf Schutz für die, in solcher Wirksamkeit angeblich noch bestehende, ältere Verfassung bis zum Eintritt einer neuen Verfassungsordnung gerichtet ist, ohne auf dasjenige einzugehen, was in Ansehung des letztern Gegenstandes aus dem 54. Art. der Schlußacte etwa zu folgern gewesen wäre.

Die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft findet sich von Seiten ihres allerhöchsten Hofes bereits ermächtigt, in Folge der vorangeschickten Erörterung, **für Abweisung der Reclamanten mit ihrem vorliegenden Gesuche, wegen Mangels der Competenz dieser hohen Versammlung**, um so mehr zu stimmen, als nun auch aus der Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Gesandtschaft die Versicherung, deren es nach diesseitiger Ansicht nicht erst bedurft hätte, zu entnehmen ist,

daß die Königlich-Dänische Regierung für Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein diejenigen Berücksichtigungen vorwalten lassen werde, welche sie dem

durch die Bundesacte und Wiener Schlußacte miteingegangenen Verhältnisse, so wie der im Jahre 1816 ertheilten Bestätigung früherer Gerechtsame, ihrerseits selbst gemäß erachten dürfte.

Den Königlich-Dänischen Hof nach einer so beruhigenden Zusicherung noch um irgend eine weitere Erklärung ersuchen zu lassen, scheint mindestens überflüssig; wollte man aber sogar denselben, in Gemäßheit eines der neuesten Commissionsvorschläge, unter Fristbestimmung um Ertheilung von Auskunft darüber ersuchen:

wie im Herzogthume Holstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey? oder eventuell in der vorgeschlagenen Art Einleitung dahin treffen, daß auf Verlangen von Prälaten und Ritterschaft rechtliches Gehör in ihrer Beschwerdesache nicht versagt werde: so würde man hierdurch über die, lediglich auf Art. 56 der Schlußacte und nicht auf Art. 54 derselben oder Art. 13 der Bundesacte gestützten Anträge der Reclamanten hinausgehen, und mehr thun, als sie selbst verlangt haben. Schon aus diesem einzigen Grunde, ganz abgesehen von allen andern, aus dem Standpuncte der Bundesgesetzgebung aufzustellenden, erheblichen Bedenken gegen den gedachten Vorschlag, kann die Königlich-Preussische Gesandtschaft dem Letzteren eben so wenig beistimmen, als ähnliche Bedenken ihr erlauben, auf die allgemeinen Grundsätze und Ansichten einzugehen, welche zu Gunsten der Reclamanten in der Commission sonst noch aufgestellt und in einzelnen Vorträgen derselben entwickelt worden sind.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte findet sich ermächtigt, seine Ansicht dahin auszusprechen, daß die Bundesversammlung auf die in Frage befindliche Reclamation, wie selbe angebracht worden, sich nicht wohl zu einer Einschreitung für berechtigt und veranlaßt erkennen dürfte, zumal, da von Seiner Königlichen Majestät von Dänemark gewiß erwartet werden kann, daß Allerhöchstdieselben in Bezug auf die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein alles den Bundesgesetzen und der Billigkeit Entsprechende, unter Berücksichtigung des in früherer oder neuerer Zeit rechtlich Gebildeten, aus eigenem freien Antriebe anordnen und ertheilen werde; der Königliche Gesandte müsse daher auch vollkommen dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten beistimmen.

Königreich Sachsen. Die Gesandtschaft könne in dieser wichtigen Angelegenheit nicht ohne Instruction ihres allerhöchsten Hofes abstimmen und wolle sich daher solche erst erbitten.

Hannover. Unter Beziehung auf die in meiner nachfolgenden Aeusserung über diesen Gegenstand dargelegte Ansicht, glaube ich annehmen zu müssen,

1) daß die Competenz der hohen Bundesversammlung für begründet anzusehen, und

2) daß, in Gemäßheit des Commissionsantrags, die Königlich-Dänische, Herzoglich-olstein-Lauenburgische Regierung um ihre nähere Erklärung über die Beschwerde zu erchen sey.

Sollte eine oder die andere hohe Gesandtschaft Instructions-Einholung wünschen, so ürde ich, in Hinsicht auf die Wichtigkeit des Gegenstandes und die Verschiedenheit der nsichten, die Festsetzung eines Termins zur definitiven Abstimmung für angemessen halten.

---

§. 1. So scharfsinnig in der Erklärung des Königlich-Dänischen Herrn Gesandten :r Ausschluß der einen der für die Beschwerde untergelegten Grundlagen durch die andere ırgestellt ist; so ist doch, meiner Ansicht nach, die daraus gegen den Vortrag der ver)rlichen Commission gezogene Schlußfolge nur eine scheinbare.

Entweder es ist eine Verfassung, oder keine: im ersteren Falle findet der !rt. 56 der Schlußacte, im letzteren der 13. Artikel der Bundesacte seine Anwendung: ı beiden Fällen ist die Competenz der Bundesversammlung begründet.

Diese richtige Schlußfolge ist diejenige des Vortrags.

Indem die Commission, daß eine dieser Voraussetzungen eintrete, mit gleichem Reultate für die Competenz überhaupt, annimmt, hat dieselbe noch zur Zeit die scharfe Beimmung nicht aufstellen wollen, welche hier ausschließlich eintrete?

Indem die Erklärung die Voraussetzung keiner in anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassung voraussellt, setzt dieselbe dem Antrage eine Bestimmtheit des nach demselben ınbestimmten entgegen. Dieselbe schließt für die Voraussetzung einer in anerkannter Wirkamkeit bestehenden Verfassung die Competenz gänzlich, für die Voraussetzung keiner Verassung die Aeusserung der Competenz für den Fall aus.

§. 2. Mit dem Antrage aus gleichem Gesichtspuncte ausgehend, halte ich für jetzt ıicht erforderlich, eine Bestimmung entschieden und ausschließlich auszusprechen, die eine ıistorische und rechtliche Prüfung voraussetzt, welche, wenigstens in der Erklärung, nicht in ›erjenigen Vollständigkeit enthalten ist, die zu dem beabsichtigten Urtheile berechtigen könnte.

§. 3. Da inzwischen die Erklärung mit Entschiedenheit die Voraussetzung keiner in ınerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassung aufstellt, und in ihrem ganzen Umfange ›ie daraus hergeleiteten Folgerungen in Anspruch nimmt; so dürfen einige Gründe hier hre Stelle finden, die sich für die entgegengesetzte Meinung darstellen.

§. 4. Wo das Entstehen der Herrschaft im Dunkel einer grauen Vorzeit verschwindet, 'ann das ursprüngliche Recht zwischen Regenten und Unterthanen nicht historisch nachgeviesen werden, und also kein positives seyn.

In Holstein beruht das Recht des Herrscherhauses und das der Stände gleichmäsig, auf freier Wahl der Stände, und, vor der Huldigung, von dem erwählten Fürsten für sich und seine Nachfolger zugesicherter Verfassung.

Es ist der reinste Vertrags-Ursprung, der diesen Rechten zum Grunde liegt.

Diese Privilegien werden nur sehr uneigentlich so genannt: sie enthalten ständische Verfassungsrechte: sie sind pacta inter imperantem et subditos.

Sie bedürfen an sich keiner Bestätigungen. Diese können nur in so fern nützlich geachtet werden, als Eingriffe, oder Ereignisse, Verletzungen herbeigeführt haben können, in Hinsicht welcher die Bestätigungen neuer Regenten so viel sagen, daß der Rechtsbestand, ungeachtet jener Veränderungen oder Verletzungen, derselben bleibe.

§. 5. Gesetzt, ein Theil solcher Verfassung sey durch die Veränderung oder die Gewalt der Zeiten unanwendbar oder aufgehoben; so folgt daraus nicht, daß das Ganze als aufgehoben oder als nicht existent betrachtet werden könne *). Gesetzt, ein Theil der Berechtigten habe von seinem Rechte keinen Gebrauch zu machen für gut befunden; so folgt daraus nicht, daß der Gleich- oder Mehrberechtigte dadurch seiner Rechte beraubt sey. Vielmehr kann in dem Nichtgebrauche des einen Theils ein verstärkter Grund für den andern entstehen, die seinigen zu erhalten **).

§. 6. Es ist von mir an einem andern Orte behauptet, wie wenig Gewalt, in welcher Form und Wirkung sie auch erscheine, die geheiligten Rechte der Regenten erschüttern könne. Es beruhen auch auf diesem Grunde die Rechte der Unterthanen. Die Erhaltung des Rechtsbestandes begreift das Ganze, nicht bloß die einzelnen Theile.

Der Verjährung selbst, und der Entsagung, kann hier nur ein beschränkter Wirkungskreis gelassen bleiben.

Der Verjährung gegen das Grundgesetz des Staates, steht verstärkt alles entgegen, was schon gemeinen Rechtens ist, für urkundliche Rechte, und für das Erforderniß der bonae fidei.

Entsagung kann hier weniger noch, als im privatrechtlichen Verhältnisse vermuthet werden. Dieselbe erfordert hier den strengsten Beweis.

Nachgiebigkeit in einzelnen Fällen, Ausdrücke der Unterwürfigkeit, wie sie Unterthanen gegen ihre Regenten anstehen, können, nur in diesem Sinne genommen, nicht als jeden Anspruch auf Verfassungsrechte ausschliessende Entsagungen beurtheilt werden. Solche Ge-

*) In toto et pars continetur. L. 113. de R. J. Non debet ei cui plus licet, quod minus est, non licere. L. 21. de R. J.

**) Cujus effectus omnibus prodest, ejus et partes ad omnes pertinent. L. 148. de R. J.

talt können sie nicht annehmen, wenn nicht klar die Absicht der Entsagung vorliegt.

Die leiseste Verwahrung gegen den Regenten für das Staatsgesetz reicht zu Erhaltung es Rechts zu.

Das privatrechtlich gegen den Gleichen geltende, findet die volleste Anwendung in Hinsicht auf das Verhältniß gegen den Regenten.

Staatsmänner dürften Gründe finden, diesen Rechtsregeln für das Staatsrecht die veit ausgedehnteste Wirkung zuzugestehen, und aus der Nachgiebigkeit der Unterthanen ucht so leicht eine das Recht ausschliessende Folge zu ziehen.

§. 7. Wenn man von diesen Grundsätzen ausgeht, die dem Staatsrecht und dem nonarchischen Princip ganz eigentlich angehören, so erscheinen die in der Erklärung an- geführten Vorgänge keinesweges als den Staatsvertrag erlöschend.

Wer mit der Geschichte der ständischen Verhandlungen bekannt ist, wird, zwar nicht gleiche, aber ähnliche in manchen Ländern finden.

Unsere Staatsrechtslehrer, treue Diener ihrer Fürsten, aber auch des Rechts, haben as Verdienst, vielfältig darüber den Beweis geführt zu haben, daß Vorgänge der Art, ucht als das Recht erlöschend zu betrachten sind.

§. 8. Die Consolidirung der Landeshoheit durch den Westphälischen Frieden änderte veder an sich, noch in anderen Deutschen Ländern, noch in Holstein die ständische Verfas- ung. Auch die reichsgesetzliche Bestimmung über die Beitragsverbindlichkeit der Unterthanen zum Defensionswerke konnte auf das verfassungsmäßige Steuerbewilligungsrecht keine erlöschende Einwirkung haben. So wie in Holstein überhaupt die ordinäre Contribution keiner Bewil- igung bedurfte, so entstand eine neue Verpflichtung zur Bewilligung für die Landesverthei- digung, deren Erforderniß im Allgemeinen festgestellt wurde, ohne das Maaß und die Art er Aufbringung einseitiger Anordnung zu unterwerfen, besonders aber ohne irgend eine rlöschende Einwirkung auf das Steuerbewilligungsrecht überhaupt äussern zu können, als velches vielmehr durch diese Ausnahme für andere Erfordernisse bestätigt erscheinen mußte *).

§. 9. Mehr einwirkend, und zu mannichfaltigen Eingriffen führend, mußten die Strei- tigkeiten der beiden regierenden Häuser, und der Nordische Krieg für die Verfassung Hol-

---

*) Diese Gesetzgebung wird eigentlich nicht so sehr durch den angeführten R. A. v. 1654, als durch Leopold's I. Resolution über die 1670 gesuchte Extension desselben normirt.

Nicht indefinite zu Festungen, Verpflegung der Völker und anderen hiezu gehörigen Nothwendigkeiten sollte beigetragen werden. Das große Kaiserhaus erhielt noch Rechte der Landstände und Unterthanen.

Daß aber Ihro Kaiserliche Majestät — so lautet die Resolution — in oben angezogenen neuen Vorschlag willigen, dazu können Dieselbe, in Erwägung der hiebei vorgefallenen hochwichtigen Bedenken, einmal nicht gehellen, son- dern werden, um der dabei sich ereignenden Umstände willen, vielmehr gemüssiget, einen jeden bei dem, wessen er berechtigt, und wie es bis dato observirt worden, in alle Wege verbleiben zu lassen.

steins werden. Gleichwohl, wenn man aufmerksam die in dem historischen Theile nicht bestrittene Denkschrift mit der Erklärung zusammenhält, ergiebt sich ein Resultat für Erhaltung der Rechte, wie es kaum zu erwarten gewesen.

Nachdem in Dänemark das Königsgesetz eingeführt, unter wechselnden Ereignissen der Kriege, bestand am Ende noch Verfassung und Landtag. Eingriffe in gewaltiger Zeit, gegen die Verfassung von den Regierungen, wechseln mit beruhigenden Erklärungen; unterwürfige Aeusserungen der Unterthanen mit Verwahrungen der Rechte ab; aber das Ganze erscheint, nach den, in den §§. 11 bis 14 der Denkschrift enthaltenen und in ihrem factischen Bestande nicht angegriffenen, geschichtlichen Vorgängen, gewahrt und *) bestätigt, erhalten, nicht erloschen.

§. 10. Als hierauf in dem Jahre 1773 die Cession des Großfürstlichen Antheils von Holstein erfolgte, wurde in dem Tractate allen Einwohnern, vornehmlich Prälaten und Ritterschaft zugesagt, sie bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtsamen, welche sie bisher genossen, ungekränkt zu lassen; und darauf erfolgte bei der feierlichen Besitznahme die Königliche Bestätigung der Privilegien aller Eingesessenen, und besonders derjenigen von Prälaten und Ritterschaft.

In keinem Tractate hat Catharina so gezeigt, auf welche Höhe sie ihre Politik zu stellen, auf welche Höhe sie ihre große Ansicht zu erheben wußte. Es scheint mir eine kühne Interpretation, diesen Tractat dahin zu erklären, es sey der großen Selbstherrscherin Absicht gewesen, Prälaten und Ritterschaft Holsteins dem unbedingten Besteuerungsrechte Dänemarks zu unterwerfen.

§. 11. Gleichwohl kommt darauf, auf den Bestand der Verhältnisse von 1773, und auf die damals geschehene privilegien- und tractatenmäßige Anerkennung und Bestätigung alles an.

§. 12. Denn diejenigen Vorgänge, welche späterhin, im Jahre 1802 und 1806, erfolgt sind, konnten an sich keine rechtliche Wirkung auf Erlöschung der verfassungsmäßigen Rechte haben.

Daß 1802 die Vorstellung der Prälaten und Ritterschaft durch Behauptung eines unbeschränkten Besteuerungsrechts zurückgewiesen wurde, konnte, nach den oben (§. 6) ausgeführten Grundsätzen, diese Behauptung nicht zum Rechte erheben; und nach den ebenfalls ausgeführten Grundsätzen, erscheint die Verfassung rechtlich g e w a h r t, d a d u r c h, d a ß

*) Nulla intelligitur mora ibi fieri, ubi nulla petitio est. L. 88. de R. J.
Ea quae raro accidunt non temere in agendis negotiis computantur. L. 64. de R. J.

echtliches Gehör gegen dieses aufgestellte unbeschränkte Besteuerungs-
recht erbeten, aber nicht gestattet wurde *).

Daß 1806 Holstein unter das Königsgesetz gestellt worden, unter Vertilgung der verfassungsmäßigen Rechte, kann keine Rechtsfolge begründen. Als das Unglück Deutschlands die Erlöschung des Kaiserthums und Reichs herbeigeführt, konnte die dadurch entstandene Souverainetät der Fürsten keinesweges die Verhältnisse derselben zu den Unterthanen, noch die wechselseitigen Rechte und Verbindlichkeiten beider aufheben.

Diese Ansicht ist von den größten historischen und politischen Schriftstellern der Zeit, und von den Deutschen Publicisten, als die rechtliche, ausser Zweifel gesetzt, wie solche auch in contradictorio von den Mecklenburgischen Ständen gegen den Landesherrn behauptet und festgestellt ist.

§. 13. Allein alle diese Vorgänge, alle diejenigen der Zeitperiode vom 13. November 1773 bis zum 17. August 1816, sind auf eine gänzlich entscheidende Weise ausser aller Wirkung für die Beurtheilung des Rechtsbestandes gesetzt, durch die am 17. August 1816 erfolgte Königliche Confirmation der Privilegien.

§. 14. Zufolge dieser sind confirmirt und bestätigt,

«alle und jede von den höchstseligen Königlichen Herren Vorfahren den Prälaten und «Ritterschaft des Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten, «Rechte und Gerechtigkeiten, wie selbige von des höchstseligen Herrn Vaters, «Königs Christian VII., Majestät unterm 31. März 1766 und 13. November 1773 «allerhöchst bestätigt worden, in allen ihren Puncten, Clauseln und «Inhaltungen — bester- und beständigermaßen, allergnädigst, dergestalt «und also, daß Prälaten und Ritterschaft dabei zu allen Zeiten ruhig gelassen, «auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen».

§. 15. Ich gestehe, daß mir nicht klar ist, wie nach dieser Bestätigung angenommen werden könne, die in den Privilegien enthaltene Verfassung sey nicht in anerkannter Wirksamkeit. Es scheint mir, daß es nicht möglich ist, ihre Wirksamkeit mehr anzuerkennen, als in dieser Bestätigung geschehen ist **).

Könnte noch irgend ein Zweifel über Absicht und Sinn der Bestätigung seyn, so würde derselbe nur zum Vortheil der Prälaten und Ritterschaft erklärt werden können,

---

*) Culpa caret qui scit sed prohibere non potest. L. 50. de R. J.

**) Is qui actionem habet ad rem recuperandam ipsam rem habere videtur. L. 15. de R. I.
Non quid habeat actor, sed qui per adversarium habere non potuerit, considerandum est. L. 78. de R. I.

nach den Regeln «verba cum effectu sunt accipienda» — und «beneficia principis quam plenissime interpretanda sunt».

Nachdem von Christian I. versprochen, «keine Schatzung oder Bede zu legen auf die «Einwohner dieser Lande, sammt oder sonders, ausgenommen unsere eigenen Bonden und «Lansten, die unversetzt und unverpfändet sind, ohne freundliche Einwilligung und Zulas-«sung, einträchtige Zustimmung aller Räthe und Mannschaft dieser Lande, geistlicher und «weltlicher», demnächst aber und besonders 1712 die ordentliche Contribution hergebracht und ausgenommen; auch 1671 eine ausdrückliche Ausnahme in puncto electionis festgestellt ist; so kann die Confirmation der Privilegien von 1773, und die darauf sich ausdrücklich beziehende von 1816, nach den Regeln der Auslegung nicht anders verstanden werden, als mit Inbegriff des Steuerbewilligungsrechts, unter Ausnahme der ordinären Contribution. Sollte dieses Recht selbst als Ausnahme von der Bestätigung ausgeschlossen werden; so hätte diese wesentliche Ausnahme eine ausdrückliche seyn müssen, gleichwie solche früher für die beiden eben erwähnten Puncte geschehen.

§. 16. Wenn eine, nach der Bestätigung der Privilegien von 1816, in anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung in Holstein angenommen wird; so findet der 56. Art. der Schlußacte seine Anwendung dahin, daß solche nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert werden kann.

Die Gründe für diese Folgerung sind in den Vorträgen der Commission so bündig und so ausführlich dargelegt, und die dagegen aufgestellten Behauptungen sind meines Erachtens so gründlich widerlegt, daß ich über die Anwendbarkeit dieser klaren gesetzlichen Bestimmung nichts weiter hinzuzufügen mir erlaube, als daß die Absicht und der Geist des Gesetzes hier auch aus der Geschichte der Gesetzgebung, aus dem Protokolle der 8. Conferenzsitzung vom 24. December 1819, die volleste Bestätigung erhält.

Es war nämlich von dem 5. Ausschusse die Fassung dahin vorgeschlagen:

«Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur «auf die durch die Verfassung selbst bestimmte Art abgeändert werden».

Bei diesem Satze wurde von dem Herrn Grafen von Münster und von dem Herrn von Berg die Bemerkung gemacht:

«daß in den wenigsten älteren Verfassungen eine bestimmte Art, wie sie abzuändern «seyen, gefunden werde, und doch, wenn kein Herkommen, keine Observanz etwas «darüber bestimme, aus der Verfassung selbst der Grundsatz abgeleitet werden müsse, «daß gegenseitige Rechte und Pflichten nicht einseitig abgeändert «werden können».

Der Ausschuß fand diese Bemerkung richtig, und nahm die vorgeschlagene Abänderung des 3. Satzes in der Art an, daß es anstatt «auf die durch die Verfassung selbst bestimmte Art», nunmehr heissen solle, «auf verfassungsmäsigem Wege».

Daraus geht die Absicht hervor, die mit der allgemeinen Rechtsregel in Harmonie steht, nihil tam naturale est quam eo genere quodque dissolvere, quo colligatum est.

§. 17. Es folgt hieraus, daß, unter der Voraussetzung einer bestehenden Verfassung, die ich nicht als entschieden annehme, für welche aber wenigstens wichtige Gründe vorliegen, eine einseitige Veränderung ausgeschlossen, die Competenz der Bundesversammlung völlig begründet, und das Ersuchen derselben um eine Erklärung als eine gewiß jede Rücksicht einschliessende Maaßregel zu betrachten ist.

§. 18. Aber selbst in dem Falle, daß keine ständische Verfassung in Holstein als anerkannt anzusehen sey, würde die Competenz der Bundesversammlung vollkommen begründet seyn.

§. 19. Für diesen Fall steht der 13. Artikel der Bundesacte fest. Der 54. Art. der Schlußacte verpflichtet die Bundesversammlung, darüber zu wachen, daß diese Bestimmung in keinem Bundesstaate unerfüllt bleibe.

In Holstein ist derselbe, unter jener Voraussetzung, nicht erfüllt. Die Competenz der Bundesversammlung für diese Erfüllung ist also klar.

§. 20. Es fragt sich, ob diese Befugniß der Bundesversammlung, die auch eine Verpflichtung ist, dadurch aufgehoben werde, daß in der Erklärung gesagt ist, es werde, unter möglichster Berücksichtigung alter Rechte, die künftige Verfassung Holsteins dem Culturstande des Landes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz erscheinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsvertrag?

Für die Meinung eines nach solcher Erklärung stattfindenden gänzlichen Ausschlusses der Competenz, wird besonders der 55. Artikel der Schlußacte angeführt, nach welchem den souverainen Fürsten überlassen bleibt, diese innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen.

§. 21. Für dieses Gesetz muß zuvörderst bemerkt werden, daß nicht der eine Theil desselben allein, nämlich die Regulirung durch die souverainen Fürsten, sondern auch der andere, nämlich die Berücksichtigung früherhin gesetzlich bestandener ständischer Rechte, in Betrachtung kommen muß, wenn von der Anwendung desselben die Rede ist. Die eine Bestimmung ist gesetzlich, wie die andere. Das Ganze des Gesetzes muß zur Anwendung kommen. Die

allgemeine Auslegungsregel findet auch hier ihren Platz, daß kein Ausdruck in einem Gesetze als überflüssig und bedeutungslos angesehen werden könne.

Aus dieser Regel geht eine zweite hervor, diejenige, daß allgemein keine Gesetzstelle als blosser Rath betrachtet werden könne, der für den ohnehin den Rechtsgrundsatz als den höchsten erkennenden ohne Zweck, für dem nicht dafür geneigten ohne Wirkung seyn würde.

Daraus, glaube ich, ergiebt es sich, daß daß Gesetz des 55. Artikels der Schlußacte nicht befolgt seyn würde, wenn bei einer zu gebenden Verfassung das Wesentlichste der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte nicht berücksichtigt werden sollte.

Für diesen Fall würde die Bundesversammlung, welche für die Erfüllung dieses, wie aller übrigen Bundesgesetze, verpflichtet ist, gewiß dahin competent seyn, um auf Beschwerde der Unterthanen sich an die betreffende Regierung in der Art zu wenden, die weiter unten entwickelt werden wird. (§. 27.)

§. 22. Es ist dieser Fall, welcher hier gerade vorliegt.

Die in Holstein früher gesetzlich bestandenen ständischen Rechte haben unbezweifelter- und anerkanntermaßen das Steuerbewilligungsrecht der Prälaten und Ritterschaft begriffen.

Dagegen ist von der Regierung in neueren Zeiten ein, Sr. Königl. Majestät zustehendes, unbeschränktes Besteuerungsrecht behauptet, und gegen alle Vorstellungen executivisch ausgeübt, zuletzt auch gerade dadurch zu dieser Beschwerde der Hauptanlaß gegeben.

Der ganze Inhalt der Erklärung stellt das Steuerbewilligungsrecht der Prälaten und Ritterschaft als gänzlich erloschen dar, und der §. 25 der Denkschrift ergiebt die gegenwärtig ausgeführte factische Erlöschung desselben durch Execution.

Nach diesem Thatbestande, und nach dem Inhalte der Erklärung, haben Prälaten und Ritterschaft, meiner Ansicht nach, zureichenden Grund, auf eine Verwendung oder Vermittlung der Bundesversammlung zu Erhaltung des Steuerbewilligungsrechts in einer neuen Verfassung anzutragen, weil ohne solches diejenige Berücksichtigung älterer ständischer Rechte gänzlich ausgeschlossen erscheint, welche der 52. Artikel der Schlußacte vorschreibt.

§. 23. Aber, auch davon abgesehen, ist, meines Erachtens, die Competenz der Bundesversammlung unbezweifelt begründet in Hinsicht der Zeitbestimmung für eine einzuführende Verfassung.

Eine gesetzliche Verbindlichkeit ohne die Möglichkeit ihrer Realisation in der Zeit würde keine seyn; und in einem Grundgesetze des Deutschen Bundes darf kein Element gefunden werden, das sein eigenes Princip auflöset.

Es liegt schon in der Natur der Sache, daß, wer über die Erfüllung einer Verbindlichkeit wachen soll, wie es der 54. Artikel der Schlußacte der Bundesversammlung auf-

ꞏgt, auch die Pflicht auf sich hat, dahin zu sehen, daß diese Erfüllung in irgend einer estimmten Zeit realisirt werde.

Dieser Grundsatz ist von der Bundesversammlung in den Beschlüssen der 7. und der 6. Sitzung vom Jahre 1818 mit voller Bestimmtheit angenommen, so wie derselbe bei er Competenzbestimmung als ungezweifelt zum Grunde gelegt ist.

Die Schlußacte hat für diese Erfüllung des 13. Artikels die Verpflichtung der Bunesversammlung nicht verringert, sondern verstärkt.

§. 24. Welche Rücksicht auch die Schwierigkeit erfordert, die sich der Anordnung der Verfassung, in einem Staate mehr, weniger in dem andern, entgegenstellt; so kann dieꞏlbe doch nie bis auf den Grad der Ausschliessung begründeter Competenz der Bundesverꞏammlung ihre Wirkung erstrecken, um diese von ihrer Verpflichtung für Erfüllung der undesgesetzlichen Verpflichtungen gänzlich loszusprechen.

Entfernt, diese Schwierigkeiten zu verkennen, oder die Einwirkung der Bundesverꞏammlung über diejenigen Gränzen hinaus ausdehnen zu wollen, die die Lage der Dinge, as Verhältniß der Regenten und der Unterthanen, die Rücksicht auf die Rechte selbst, nd das wohlverstandene Interesse aller, vorzeichnen, glaube ich gleichwohl annehmen zu ürfen, daß diese Betrachtungen die Einwirkung der Bundesversammlung nicht bis dahin eschränken können, um eine Regierung nicht um ihre Erklärung ersuchen zu können.

§. 25. Eine rücksichtsvollere Aeusserung der Competenz scheint mir kaum denkbar n dem Falle, der vorliegt.

Welche Folge sich darstellt, wenn man diese Competenz erst im Falle des Aufruhrs intreten lassen wollte, überlasse ich der Beurtheilung eines Jeden, dem die Gesetzmäsigkeit nd die Beruhigung Deutschlands am Herzen liegt.

Ich begnüge mich zu bemerken, daß die darauf gerichtete Gesetzgebung eine besondere t, und daß dieselbe an sich mit derjenigen über die Verfassungsmäsigkeit des Vaterlandes icht in diejenige unmittelbare Verbindung gestellt ist, welche die Anwendbarkeit dieser nur nter der Voraussetzung des für jene eintretenden Falles begründete.

§. 26. Daß übrigens die Zeitbestimmung für eine zu gebende Verfassung in Holstein uf derselben Linie stehe, wie diejenige für andere Staaten, ist eine Behauptung, die sich urch die gänzliche Verschiedenheit widerlegt, welche in Hinsicht dieser Staaten und Holꞏeins statt findet. Entstehung, Fortgang, Beschränkung, Bestätigung der ständischen Verꞏassung; alles ist für Holstein speciell.

In Holstein klagen Prälaten und Ritterschaft über die executivische Ausübung eines ꞏnbeschränkten Steuerrechts, nach welchem 6 Procent alles Grundeigenthums der Nationalbank ugeeignet worden, und dringen auf Verfassungsrechte. Indem sie irgend eine Verfassung,

entweder die alte confirmirte, oder eine neue, das Steuerbewilligungsrecht sichernde, in Anspruch nehmen; so kann, auch wenn nur letztere in Frage kommt, meiner Ansicht nach, die Bundesversammlung sich nicht weigern, Kenntniß von der Sache zu nehmen, die Regierung um Erklärung zu ersuchen, und derselben Gelegenheit zu geben, den Streit mehr, als bisher geschehen, aufzuklären oder auszugleichen, und die Bundesversammlung über die Erfüllung ihrer Pflicht zu beruhigen.

Schon in der 26. Sitzung vom Jahre 1818, §. 127, ist beschlossen, daß die Bundesversammlung binnen Jahresfrist den geeigneten Mittheilungen von den ferneren Einleitungen in den ständischen Einrichtungen, von deren Fortgange, und wo möglich, von ihrem allerseitigen endlichen Resultate, vertrauensvoll entgegensehe.

Wie wenig kann es als eine Ueberschreitung ihrer Competenz angesehen werden, wenn sie durch das Ersuchen um eine Erklärung eigentlich nichts mehr thut, als jenes frühere wiederholen, nach fünf Jahren, aufgefordert durch eine Beschwerde über Thatumstände, die nicht bestritten sind, und die, wie sie auch anzusehen seyn mögen, auf alle die Folgen und die Betrachtungen führen, die einem verfassungslosen Zustande angehören.

§. 27. Nach dieser Ausführung (§. 18 — 26) erscheint auch für die Voraussetzung einer nicht in anerkannter Wirksamkeit sich befindenden Verfassung die Competenz der Bundesversammlung nicht nur vollkommen begründet, sondern auch, meines Erachtens, gerade für diesen Fall die Aeusserung derselben nicht auf das Ersuchen um Erklärung zu beschränken.

Wird ausschließlich der Fall des 13. Artikels der Bundesacte und des 55. Artikels der Schlußacte zum Grunde gelegt; so ist, in Rücksicht auf den im vorigen §. dargelegten Thatbestand, meiner Ansicht nach, die rechtliche Folge nicht zu umgehen, daß die Bundesversammlung berechtigt und verpflichtet sey, zu beschliessen:

I) daß in Gemäßheit des 54. Artikels der Schlußacte die Königlich-Dänische Regierung zu ersuchen sey, der Bundesversammlung ihre Erklärung über die Zeit ertheilen zu wollen, binnen welcher nach dem 13. Artikel der Bundesacte eine neue ständische Verfassung in Holstein werde eingeführt werden können?

II) daß die Bundesversammlung, in Hinsicht auf die besondere aus der Beschwerde hervorgehende Veranlassung, die Hoffnung ausdrücken zu müssen glaube, daß die Einführung dieser Verfassung nicht nur innerhalb eines nicht zu entfernten Zeitraums, sondern auch unter Beobachtung des im Art. 55. der Schlußacte enthaltenen Grundprincips, der möglichsten Beobachtung der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, und besonders des wesentlichsten derselben, deßjenigen der freien Steuerbewilligung, ausser der ordinären Contribution, statt haben werde. —

§. 28. Inzwischen komme ich auf meine frühere Aeusserung (§. 3 — 17) zurück, daß
nigstens wichtige Gründe für die Voraussetzung einer anerkannten Wirksamkeit der Privi-
ien vorhanden sind, und daß von einer näheren Erklärung das bestimmte Urtheil darüber
t abhängig zu betrachten ist.

Indem diese weitere Erklärung der Königlichen Regierung auf ein entscheidendes Resul-
für die eine oder die andere Voraussetzung führen kann; genügt für jetzt die für beide
Allgemeinen begründete Competenz.

In Folge dieser Ansicht, genügt auch für den gegenwärtigen Stand der Sache das in
iner Abstimmung angetragene Ersuchen an die Königliche Regierung um eine
here Erklärung.

Nach Maaßgabe dieser, wird erst jede künftige Wirksamkeit der Bundesversammlung
e nähere Bestimmung erhalten, der es für jetzt noch nicht bedarf.

§. 29. Es bleibt mir noch übrig, Einiges über diejenige Besorgniß zu sagen, welche in der
klärung des Königlich-Dänischen Herrn Gesandten, von dem politischen Gesichtspuncte
, für die Voraussetzung einer bestehenden Verfassung, und einer Vereinbarung zu einer
ten, dargestellt ist.

Man könnte sagen, daß die Gesetzgebung, welche im 56. Artikel der Schlußacte diesen
ll vorausgesetzt und bestimmt hat, auch jene Besorgniß vorausgesehen habe, und daß
dabei entstehende Schwierigkeit nicht die Anwendung des Gesetzes aufheben, sondern
: auf die möglichste Beseitigung dieser Schwierigkeit führen könne.

Aber die in der Erklärung aus jenem Gesichtspuncte aufgestellten Ansichten sind von
er so großen Wichtigkeit und von einem so tiefen Eindrucke, daß das Auge nicht davon
gewandt werden kann, ohne in die Betrachtungen einzugehen, welche sie veranlassen.

§. 30. Es bestehen in Holstein so viele vortreffliche Gesetze, Administrations-Einrichtungen,
) Institutionen vielfältiger Art, angepaßt dem Culturstande des Landes, den Verhält-
'en und Bedürfnissen der Unterthanen, daß vielleicht wenige Staaten sich in Hinsicht
Gesetzgebung diesem Lande gleichstellen können. Die Aufhebung der Leibeigenschaft
:in, und die Art, wie solche ausgeführt worden, ist ein ewiges Denkmal der Gerechtigkeit,
Wohlwollens und der Weisheit der Regierung des Königs.

Aber die Besorgniß, daß durch eine zu vereinbarende ständische Verfassung Institutionen
nichtet oder ausgeschlossen werden könnten, die den Forderungen und Verhältnissen der
:t und der gleichen Vertheilung der Staatslasten entsprechen, diese Besorgniß kann ich
)t theilen. Noch habe ich jemals die Aufstellung eines unbeschränkten Steuerrechts unter
Zahl jener das Wohl der Unterthanen begründenden Gesetze rechnen können.

§. 31. Was durch die Vereinbarungen mit Deutschen Ständen über ständische Verfassungen und neue Einrichtungen für den Regenten und für die Unterthanen zu erhalten ist, ergiebt die Erfahrung vieler Länder: ich habe noch nicht gesehen, was dadurch verloren worden.

In Holstein tragen Prälaten und Ritterschaft darauf an, daß ihre Vorschläge in Hinsicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berücksichtigt werden mögen.

Nach dem ganzen Inhalte der Denkschrift scheint sich der Hauptgegenstand ihrer Vorschläge auf ein ungekränktes Steuerbewilligungsrecht zu beschränken, das übrigens schon verfassungsmäsig in Hinsicht der ordinären Contribution bedingt ist.

Sie erklären sich weit entfernt, einer Umgestaltung der Verfassung in zeitgemäßere Formen irgend Hindernisse in den Weg legen zu wollen.

Ich gestehe aufrichtig, ich kann es mir nicht vorstellen, daß sie, diesen klaren Aeusserungen entgegen, Rechte oder Befreiungen verlangen könnten, die mit der Billigkeit, der Lage und dem Erfordernisse der Zeit, nicht zu vereinigen wären.

§. 32. Es ist offenbar hier nicht die Präpotenz eines einzelnen Standes, worauf es ankommt; sondern Sache der Gesetze.

Wenn die Bundesversammlung ihre Rechte aufgeben wollte; würde dieselbe ihre Verpflichtungen aufgeben können? Kann von derselben weniger geschehen, als das Ersuchen um eine Erklärung?

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft, welche mit Instructionen nicht versehen seyn konnte, da ihr allerhöchster Hof, in wichtigeren Fällen, die Instructions-Ertheilung stets auf die Kenntnißnahme von den in dieser hohen Versammlung statthabenden Erörterungen aussetzt, kann demnach nur dem Hauptantrage, und, wenn dieser nicht angenommen werden sollte, dem eventuellen Antrage der Commission beitreten, daß nämlich entweder weitere Aufklärungen in der Sache selbst begehrt werden, oder daß zur Abstimmung ein Termin anzusetzen sey, der weit genug wäre, damit die Gesandtschaften, welche specieller Instructionen bedürfen, sich damit versehen lassen können.

Weiter zu gehen, darf sie sich um so weniger für ermächtigt halten, als es sich von einem Falle handelt, auf welchen Gesetze angewendet werden sollen, welche, seit der Errichtung der Schlußacte, zum ersten Male in Anspruch genommen werden, und deren Auslegung überdieß Schwierigkeiten gefunden hat.

Indessen glaubt die Gesandtschaft dennoch nicht unberührt lassen zu dürfen, daß ihr der, der Abstimmung des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten, zum Grunde liegende Gedanke als ein die beglückende Rückkehr der Eintracht, die die Reclamanten als

ihren dringendsten Wunsch aussprechen, am meisten fördernder erscheint, in so fern bei der Ausführung desselben die Rechtsfrage unentschieden gelassen wird.

Baden. Der Gesandte findet den Antrag des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen präsidirenden Herrn Bundestagsgesandten allen Rücksichten der Politik und des Rechts so entsprechend und einer künftigen Entscheidung so wenig vorgreifend, daß er keinen Anstand nehmen kann, demselben Namens seines höchsten Hofes beizutreten.

Kurhessen. Dem Antrage auf das an Seine Majestät den König von Dänemark zu stellende Ersuchen um eine weitere Erklärung, halte ich mich beizutreten ermächtigt. Sobald aber der Königliche Herr Gesandte erklärt, daß er keine weitere Erklärung zu geben habe, sobald daher die Acten als geschlossen anzusehen sind, muß ich mit Sachsen und Hannover auf einen ausgiebigen Termin zur Instructions-Einholung antragen.

Mit der Ansicht, daß den Reclamanten, welche sich über fortgesetzte Verletzung wohlhergebrachter Rechte beschweren, mit der blossen Hinweisung auf die ehestens zu hoffende Erfüllung des Artikels 13 der Bundesacte geholfen seyn werde, vermag ich mich nicht zu vereinigen. Es ist hier der erste Fall, wo die Bundesversammlung aufgefordert wird, die Bestimmungen der Wiener Schlußacte, welche von landständischen Einrichtungen handeln, in Anwendung zu bringen, Bestimmungen, welche mit grosser Umsicht gemacht sind, um einerseits überspannte, dem monarchischen Princip widerstrebende Ansprüche zurückzuweisen, andererseits aber gerechten Ansprüchen der Deutschen Völkerschaften ihre Erfüllung zu sichern. Nun zeigen sich über die Anwendbarkeit des Artikels 56 und über den Sinn des Artikels 55 verschiedene Ansichten. Deren Prüfung ist an einen Ausschuß verwiesen worden, dessen Mitglieder auch wiederum nicht unter einander übereinstimmen. Desto nothwendiger ist eine reifliche Abwägung aller für und wider streitenden Gründe. Wäre es mir überlassen, darüber zu entscheiden, so müßte ich mir hinlängliche Zeit dazu erbitten, indem ich es vor meinem Gewissen und vor meiner Ansicht von dem Berufe eines Bundestagsgesandten nicht verantworten könnte, wenn ich da, wo es sich um Grundsätze handelt, Rücksichten der Politik oder der Convenienz Gehör geben wollte. Da aber meinem allerhöchsten Hofe die Entscheidung zusteht, so muß ich um so mehr einen ausgiebigen Termin zur Instructions-Einholung begehren.

Der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Präsidialgesandte: fand hierauf die Bemerkung zu machen, daß in dem vorliegenden Falle, wo nur die Vermittlung der hohen Bundesversammlung zwischen dem Landesfürsten und den reclamirenden Prälaten und Rittern nachgesucht worden sey, dieselbe allerdings die Rücksichten der Politik mit jenen des Rechtes zu vereinigen habe.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft hat über den von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein an die hohe Bundesversammlung ergriffenen Recurs ihrem höchsten Hofe Bericht erstattet, und in Gemäßheit der ihr darauf zugegangenen Instruction, hat sie nunmehr Folgendes zu erklären:

1) Prälaten und Ritterschaft haben ihre Reclamation nicht auf den 13. Artikel der Bundesacte, obgleich auch dieser von ihnen angeführt wurde, gestützt. Er würde ohnedieß mit dem Hauptgrunde ihrer Reclamation, der von der Voraussetzung einer in anerkannter Wirksamkeit bereits bestehenden Verfassung ausgeht, unvereinbar seyn.

2) Könnte der Artikel 56 der Schlußacte als hier eintretend angesehen werden, so möchte dieß doch nicht genügen, die Competenz einer hohen Bundesversammlung zu begründen, da keiner der beiden im Artikel 61 angeführten Fälle hier vorhanden ist. Wollte man aber auch diese Competenz, was vielleicht mit Recht geschehen kann, darum als begründet betrachten, weil bereits Einleitungen zu einer neuen Verfassung, ohne Zuziehung von Prälaten und Ritterschaft, gemacht worden sind; so steht doch jedenfalls und unbezweifelt

3) der Umstand den Reclamanten im Wege, daß, nach ihrer eigenen historischen Dastellung, sie sich keineswegs auf eine, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, landständische Verfassung gründen können.

Denn man hat darunter, mit dem Wortsinne gleichbedeutend, nur solche landständische Verfassungen verstanden, welche entweder neuerdings entstanden, oder, wie in den Königlich-Sächsischen und Großherzoglich-Mecklenburgischen Staaten, seit alten Zeiten beibehalten, wirklich in Gebrauch und Uebung damals (1820) vorhanden waren. In Holstein aber ist seit länger, als 100 Jahren, kein Landtag gehalten worden; die leisen Bemühungen von Prälaten und Ritterschaft (eines Theils der früheren Stände), einen Landtag zu bewirken, oder die Staatsregierung in selbstständiger Ausübung aller Hoheitsrechte, namentlich des Besteuerungsrechts, aufzuhalten, waren vergeblich; und als man endlich zu bestimmten Gegenvorstellungen (1802) sich erhob, sprach die Staatsregierung ihre Ansichten und namentlich die Behauptung eines ihr uneingeschränkt zustehenden Besteuerungsrechtes sehr bestimmt aus; und Prälaten und Ritterschaft beruhigten sich hierbei. Die aus dieser Beruhigung jedenfalls (wenn es nothwendig wäre) zu ziehenden Folgen sind um so unverkennbarer, da damals der Schutz der höchsten Reichsgerichte offen stand und die schon damalige Lage des Deutschen Reiches (Commissionsvortrag, Seite 334) keineswegs entschuldigen könnte.

Erwägt man dabei noch das Patent vom September 1806, so ist es unverkennbar, daß nichts für die Reclamanten übrig bleibt, als die Bestätigung ihrer Privilegien, daß aber zugleich diese Bestätigung nichts für eine landständische Verfassung beweiset, da Privilegien für einen Stand, der ehemals zugleich Theil der landständischen Versammlung war,

icht die landständische Verfassung berühren müssen; da eine Erwähnung dieser Verfassung n der Privilegienbestätigung nicht einmal behauptet ist und da im Gegentheil aus der Darstellung der Reclamanten selbst, diese Privilegien als Steuerprivilegien erscheinen, welche hrer Natur nach mit einer landständischen Verfassung in keiner wesentlichen Verbindung stehen, ielmehr gar wohl ohne eine solche gedacht werden können.

Großherzogliche Gesandtschaft stimmt daher für die Abweisung der Reclamanten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Aus dem Gutachten des Großerzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Herrn Gesandten über meine in der 17. dießjährigen Sitzung in Betreff der Beschwerde der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft abgegebenen rklärung, habe ich mit Bedauern ersehen, daß die darin für die Abweisung der Reclamanten ngeführten Gründe denselben nicht überzeugt haben. Dieß giebt mir einen wiederholten nlaß, mich über diese Angelegenheit zu erklären, und ich finde mich dazu in Erwiederung uf dieß Gutachten in der Maaße im Stande, daß das Gewicht des in meiner ersten Erämung zur Abweisung der Reclamanten Angeführten, statt zweifelhaft geworden zu seyn, ielmehr noch verstärkt erscheinen dürfte.

§. 1. Verstehe ich dasjenige recht, was in Beziehung auf den von mir bezeichneten Widerspruch bei gleichzeitiger Begründung der Competenz der Bundesversammlung nach dem 6. Artikel der Schlußacte und dem 13. der Bundesacte von dem Herrn Referenten ad 1 merkt worden ist, so soll dieser Widerspruch deßhalb nicht obwalten, weil eine Verfassung eilich nach dem 56. Artikel der Schlußacte bestehen, aber doch nicht ins Leben getreten yn könne, weßhalb denn die Einschreitung nach Vorschrift des 13. Artikels der Bundesta: daß eine landständische Verfassung in allen Bundesstaaten seyn soll, zur Bewirkung eser Ausübung, dieses ins Leben Tretens, zugleich begründet sey. —

Hiergegen muß ich bemerken

1) daß in dem ersten Gutachten über die Beschwerdeschrift die gleichzeitige Competenzgründung, was die Anwendbarkeit des 13. Artikels betrifft, auf die reine Thatsache gestützt scheint, daß in Holstein keine landständische Verfassung ist, also nicht darauf, daß zwar ır Begründung der Competenz nach dem 56. Artikel die Wirksamkeit einer Verfassung nerkannt, letztere aber doch nicht in Anwendung sey, was die Bundesversammlung nach m 13. Artikel der Bundesacte zu bewirken berechtigt sey.

2) diese in dem eben vorgetragenen Gutachten dargelegte Ansicht über das Eingreifen s 13. Artikels der Bundesacte in den 56. der Schlußacte, ist mir überdieß neu, und eicht von der meinigen ab.

Nach meiner Ansicht bezieht sich der 13. Artikel der Bundesacte auf die Einführung ndständischer Verfassungen.

Daß der 13. Artikel so und nicht anders zu verstehen, zeigt der 54. der Schlußacte in seiner Vorschrift, daß der 13. Artikel der Bundesacte nicht unerfüllt bleibe.

Von den eingeführten Verfassungen und deren Aufrechthaltung, handelt sodann der 56. Artikel der Schlußacte, und begreift, wie ich ihn verstehe, unter Verfassungen in anerkannter Wirksamkeit solche, die in Ausübung sind.

Für die Richtigkeit dieser Auslegung des 56. Artikels, nämlich dafür, daß er nur von Verfassungen handelt, die in Ausübung sind, bürgt die Geschichte seiner Entstehung.

In dem Berichte der Commission, welche bei den Wiener Ministerial-Conferenzen die Redaction der Schlußacte besorgte, heißt es zu diesem Artikel 56 derselben: «Im Art. 56 «ist «vor bestehenden Verfassungen» eingeschaltet worden «in anerkannter Wirksamkeit». «Diesen Zusatz haben einige Bundesregierungen zu Vermeidung unangenehmer Mißverständnisse gewünscht, und da er keinem der übrigen Bundesstaaten nachtheilig werden «kann, so hat die Commission ihn unbedenklich annehmen zu können geglaubt».

Daß unter denjenigen Bundesregierungen, welche jenen Zusatz gewünscht, solche zu verstehen sind, welche durch Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte in Ausübung oder anerkannter Wirksamkeit befindliche Verfassungen hatten, bei denen sie die Zulässigkeit von Abänderungen nur auf verfassungsmäsigem Wege anerkannten, ist allen bekannt, die eine nähere Kenntniß der Geschichte der Wiener Conferenz besitzen.

Was das Eingreifen des 13. Artikels der Bundesacte und den 56. der Schlußacte betrifft, so ist auch ferner noch der Fall, den der Herr Referent bezeichnet, wo eine anerkannte Verfassung nicht ins Leben gesetzt wird, auch nach dieser Theorie nicht der des 56. Artikels, worin nur von Abänderung einer in anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassung die Rede ist.

§. 2. Dadurch, daß der Herr Referent der Einverleibung Holsteins in die Dänische Monarchie die nach Innen geltend gemachten Wirkungen der Souverainetät nicht absprechen will, ist mir erlaubt, dasjenige zu übergehen, was von demselben ad 2 und 3 replicirt worden, und mich sogleich ad 4 zu wenden.

Hier folgert der Herr Referent aus der Königlichen Bestätigung der Privilegien im Jahre 1816, daß jene Wirkungen wieder erloschen wären, und dieser Confirmation schwerlich ein anderer Sinn beizulegen sey, als die Verfassung Holsteins in der Maaße zu bestätigen, wie solche sich auf der Landtagsversammlung von 17$\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ gestaltet hatte.

Daß der Bestätigung der Privilegien im Jahre 1816 kein Sinn beizulegen ist, wodurch die — wie früher so durch die Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark — erloschene Verfassung und landständischen Rechte in Ansehung des Besteuerungspunctes reintegrirt wären, so daß der 56. Artikel der Schlußacte jede Art von Anwendung verliert,

se Wahrheit, die bisher für notorisch galt, wird dieser hohen Versammlung als solche leuchten, wenn ich derselben eine Königliche Verordnung vorzulesen mir erlaube, welche zi Tage nach Confirmation der Privilegien von Prälaten und Ritterschaft promulgirt rd.

«Verordnung, betreffend die Vorbereitung einer neuen landständischen Verfassung in «dem Herzogthume Holstein. Kopenhagen den 9. August 1816.

«Nachdem Wir, für so weit es Unser Herzogthum Holstein angeht, dem Deutschen nde beigetreten, und mit Rücksicht darauf sowohl, als in Uebereinstimmung mit dem . Artikel der Bundesacte den allergnädigsten Beschluß gefaßt haben, dem oben gedachten ıserm Herzogthume Holstein eine ständische Verfassung zu geben; so haben Wir jetzt Unsere ergnädigste Aufmerksamkeit darauf gerichtet, diese Verfassung auf eine mit den Zeitumnden und den Verhältnissen passende Weise festzusetzen. Wir haben Uns zu dem Ende wogen gefunden, eine Commission anzuordnen, welche Uns zur allerhöchsten Entscheidung e alleruntertthänigsten Vorschläge zu einer hinsichtsmäßigen Organisation der zukünftigen rfassung für Unser Herzogthum Holstein unmittelbar vorzutragen hat. In Folge dieses ehlen Wir hierdurch Dir, Unserm geheimen Staats- und Finanz-Minister von Mösting; r Präsidenten Unserer Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Canzlei, Grafen Moltke; Dir, ıserm geheimen Conferenzrath und Verbitter für das adelige Convent in Itzehoe, von Qualen, Prälaten; Dir, Unserm geheimen Conferenzrath und Canzler im Herzogthume Holstein, eiherrn von Brockdorff; Dir, Unserm geheimen Conferenzrath Grafen von Hardenberg-Retlow; Dir, Unserm Conferenzrath und Deputirten in der Schleswig-Holstein-Lauenburchen Canzlei, Jensen; Dir, Unserm Etatsrath und Landvogt Heinzelmann; Dir, Unserm atsrath und Deputirten in Unserer Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Canzlei, Rothe; ir, Unserm Etatsrath und Bürgermeister Decker; Dir, Unserm Etatsrath und Deputir- in Unserer Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Canzlei, Spies, daß Ihr in eine Comssion zusammentretet, welche den 4. Nov. d. J. zu eröffnen ist, und in Unserer Residenzdt Kopenhagen gehalten wird, um, nachdem alle hieher gehörigen Gegenstände überlegt rden, mit Euerm Bedenken einzukommen, betreffend die Verfassung, die Unserm Herzogume Holstein gegeben werden soll, und auf die vorangeführte Weise Uns selbige unmittelbar r allerhöchsten Entscheidung vorzutragen.

«Uebrigens wollen Wir bei Eurer Zusammenkunft Euch allergnädigst das Weitere, mit ücksicht auf das Geschäft, welches Euch übertragen worden, zu erkennen geben. Zum Prookollführer ꝛc.»

Es ist zu bemerken, daß diese Verordnung vom 9. August 1816 datirt ist; sie begreift so in der Zeit von diesem Dato bis zu deren Promulgation durch die Königlich-Schles-

wig-Holstein-Lauenburgische Canzlei unter dem 19. August 1816, den Tag der allerhöchst vollzogenen Bestätigung der Privilegien in sich, läßt demnach, nicht nach Suppositionen, sondern ausgesprochenermaßen, keinen Zweifel über den Sinn, worauf Seine Majestät Allerhöchstihre Intention bei Bestätigung der Privilegien beschränkt haben.

Indem diese Verordnung besagt, daß der König dem Herzogthume Holstein eine Verfassung auf eine den Zeitumständen und den Verhältnissen passende Weise geben wolle, folgt daraus, daß Seine Majestät nicht beabsichtigten, die erloschene alte Verfassung mit ihren gleichfalls erloschenen Consequenzen wieder herzustellen.

Ist es ferner zu bemerken, daß unter den Mitgliedern der durch diese Verordnung berufenen Commission sich drei finden, welche der Holsteinischen Ritterschaft angehören, diese durch ihr Erscheinen ihre Bereitwilligkeit zur Festsetzung einer neuen, den Zeitumständen und Verhältnissen angepaßten, der unmittelbaren allerhöchsten Entscheidung unterzogenen Verfassung bewiesen, so ist es zugleich Thatsache, daß die Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft weder Protestationen, noch Verwahrungen irgend einer Art, diesem Anlasse eingelegt haben.

Die Denkschrift von Prälaten und Ritterschaft S. 44 §. 22 beweist statt dessen, daß die so angekündigte Intention, nämlich dem Herzogthume Holstein, kraft unmittelbarer allerhöchsten Entscheidung, eine den Zeitumständen und Verhältnissen entsprechende Verfassung zu geben, deren größte Zufriedenheit erregt hat.

§. 3. Da die specielle Vorschrift des Art. 61 der Schlußacte die Einwirkung der Bundesversammlung in landständischen Angelegenheiten ausdrücklich auf den Fall besonderer Garantie oder ausgebrochener Unruhen beschränkt, so können, nach meiner Ansicht, die allgemeinen Bestimmungen der Artikel 9, 17, 31 und 33 der Schlußacte jene Vorschrift nicht ausdehnen, abgesehen davon, daß der 56. Artikel der Schlußacte ausgeführtermaßen in dem vorliegenden Falle nicht zur Anwendung zu bringen ist.

§. 4. Indem dargethan ist, daß durch die Königliche Confirmation der Privilegien keinerlei landständische Rechte der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft anerkannt worden, so folgt hieraus, daß Ansprüche auf Steuerbefreiungen, die aus dieser Quelle fliessen, nie in die Sphäre der Justizsachen gezogen werden können, ohne Verletzung der Souverainetätsrechte.

Diejenigen Rechte, deren Fortdauer die Königliche Bestätigung der Privilegien begreift und worauf sich der Befehl am Schlusse der Privilegien-Confirmation bezieht, werden der Erörterung vor den competenten Behörden nie entzogen werden.

Unter diesem Gesichtspuncte dürfte sich jetzt die ad 7 von dem Herrn Referenten ausgesprochene Ansicht mit der meinigen vereinigen,

§. 5. Wenn der Herr Referent nach allem bemerkt, sich durch meine Erklärung nicht ver-
laßt finden zu können, seine erste Ansicht zu ändern, und da von der Gesandtschaft eine
here Erklärung vorbehalten worden sey, darauf antragen zu können glaubt, sich diese bin-
n sechs Monaten zu erbitten, so veranlaßt mich dieses zu erklären, daß mein allerhöchster
of, nachdem bereits von mir für die Abweisung der Reclamanten solche Gründe angeführt
orden sind, welche derselbe zu diesem Behufe nach der Bundesgesetzgebung als vollständig
nügend ansieht, zu weiteren Aeusserungen keinen Anlaß erkennen dürfte.

§. 6. Die endlichen Anträge desselben sind an die Voraussetzung geknüpft, daß die
he Bundesversammlung dessen Meinung von der Anwendbarkeit des 56. Artikels der
chlußacte nicht theilen sollte. —

Hiergegen muß ich erklären, daß, da die Reclamanten ihre Anträge hauptsächlich auf
esen 56. Artikel der Schlußacte gestützt haben, so daß sie auf diesen Grund die
azwischenkunft der Bundesversammlung anrufen, ich die Anträge des Herrn Referenten
us dieser Ursache für unstatthaft halte. Anträge auf Anlaß von Privatreclamationen,
elche weiter gehen, als die der Reclamanten selbst, oder solche ganz verlassen, liegen ausser
em durch die Bundesgesetzgebung und der Observanz bestehenden Geschäftsgange und sind
iernach meines Erachtens Anträge von Privatreclamanten, wenn sie von dem Referenten
ls unhaltbar befunden oder (wie in dem vorliegenden Falle) nach dem Urtheil dieser hohen
ersammlung vorausgesetzt werden, lediglich abzuweisen und den Reclamanten zu überlassen,
ieselben in einer andern Gestalt wieder vorzubringen.

Da nun die Reclamanten ihr Hauptgesuch nicht auf Vollziehung des 13. Artikels der
undesacte gerichtet haben, so kann von ihrer Beschwerde kein Anlaß hergenommen werden,
m meinem allerhöchsten Hofe einen Termin zur Anzeige zu setzen, wie im Herzogthume
olstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey, um so weniger, als die Fürsten
es Bundes sich, meines Wissens, nicht anheischig gemacht haben, von den Modalitäten der
ollziehungsart des 13. Artikels der Bundesversammlung Kenntniß zu geben.

Was meinen allerhöchsten Hof betrifft, so ist derselbe weit entfernt davon, die von ihm
urch Beitritt zum Bunde mit den Herzogthümern Holstein und Lauenburg eingegangene
undespflicht und dadurch begründete Competenz der Bundesversammlung in Rücksicht der
ollziehung des 13. Artikels der Bundesacte zu verkennen; es hat aber derselbe noch besonders
lgende, das Recht Seiner Majestät des Königs, den 13. Artikel der Bundesacte so und
icht anders zu vollziehen, wie es Seine Weisheit am angemessensten findet, sicherstellende
rklärung durch Seinen Bevollmächtigten bei den Wiener Conferenzen, Herrn Grafen von
ernstorff, zum Protokoll der 7. Conferenzsitzung (Beilage A) unter dem 19. December
819 abgeben lassen: — — — — — — — — — —

«Bei der gegenwärtigen näheren Erklärung des 13. Artikels der Bundesacte liegt der «Zweck zum Grunde, einer unrichtigen Auslegung und Anwendung desselben vorzubeugen, wo«durch die Aufrechthaltung und Erfüllung der Bundeszwecke oder Bundespflichten gehemmt, «die Ordnung und Sicherheit im Bunde, oder in dessen einzelnen Staaten gefährdet, die «den Mitgliedern des Bundes als souverainen Fürsten zustehenden ungetheilten Rechte der «obersten Staatsgewalt geschmälert, oder das Recht der Regenten, die landständischen Verfas«sungen nach Maaßgabe der, in ihren Staaten bestehenden, besonderen Verhältnisse selbst «und allein anzuordnen, in Zweifel gesetzt werden könnte. —

«Da dieser mehrfache Zweck durch die in den Anträgen des Ausschusses enthaltenen «Sätze dem Unterzeichneten auf eine völlig genügende, so einfache als deutliche Weise er«reicht zu seyn scheint; so nimmt er keinen Anstand, diesen Anträgen seinerseits, in Ueber«einstimmung mit den ihm von seinem allerhöchsten Hofe ertheilten Instructionen, unbedingt «beizutreten». — — — — — — — — — — —

Der Umstand, daß die Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte noch nicht beendigt worden, wie in Rücksicht Holsteins es der Fall ist, ist der Königlichen Regierung mit mehreren Regierungen gemein, mit denen sie im Bunde gleiche Rechte wie gleiche Verbindlichkeiten hat, welchemnach eine Bescheidung, wie die von dem Herrn Referenten in Antrag gestellte, wenigstens nur in einer diese Regierungen zugleich mitbetreffenden Aufforderung von Seiten der Bundesversammlung Begründung finden könnte.

Da von Anträgen 2 und 3 gleichfalls gilt, daß sie ultra petitum der Reclamanten gestellt worden, so wiederhole ich, unter Beziehung auf meine erste Erklärung, meinen Antrag:

«die Reclamanten mit ihren Anträgen abzuweisen».

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Gesandtschaft sey zwar mit Instruction über diesen Gegenstand nicht versehen, finde jedoch die in der Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung enthaltenen Gründe so überwiegend, daß sie keinen Anstand nehme, derselben beizutreten.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser: stimme auf Instructions-Einholung.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover, unter der Bemerkung, daß, nach der Ansicht des Herzoglich-Nassauischen Hofes, in Folge der abgegebenen Erklärung des Königlich-Dänischen Herrn Gesandten, die Abweisung der Reclamanten von der hohen Bundesversammlung ohne weiteren Anstand auszusprechen wäre.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. Der Gesandte steht nicht an, dem Antrage der Kaiserlich-Oesterreichischen Gesandtschaft beizustimmen.

Holstein=Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: müsse erst von seinen hen Committenten Instruction erwarten.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg=Lippe, Lippe und aldeck. Die Vorschläge des Kaiserlich=Königlichen Herrn Präsidialgesandten scheinen ir so zweckgemäß, daß ich kein Bedenken tragen kann, schon nach meiner allgemeinen nstruction, demselben beizutreten.

Die freien Städte. Die Reclamanten gründen ihr Gesuch auf den 56. Art. der Wie= r Schlußacte, und behaupten, daß die Holsteinische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit sey. iese Frage ist rein historisch. Es ergiebt sich aber aus den Verhandlungen, daß diese Verfas= ng seit mehr als 100 Jahren ausser Uebung gewesen, und daß sie nach Auflösung des Deutschen eichs, durch die Einverleibung des Herzogthums in das Königreich Dänemark, auch förm= h aufgehoben worden ist. Unter diesen Umständen kann wohl der im Jahre 1816 er= eilten Königlichen Bestätigung der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft nicht der inn beigelegt werden, daß die Absicht dabei gewesen sey, jene Verfassung wieder herzu= llen; um so weniger, da zu derselben Zeit eine Commission ernannt worden ist, um er den Entwurf einer neuen Verfassung zu berathschlagen. Der 56. Artikel der Wiener chlußacte ist daher hier nicht anwendbar. Dagegen tritt in Beziehung auf Holstein die Ver= gung des 13. Artikels der Bundesacte ein, wie dieß auch von dem Königlich=Dänischen und erzoglich=Holstein=Lauenburgischen Herrn Gesandten anerkannt wird. Indeß ist es nicht e Anwendung dieses Artikels, welche die Reclamanten verlangen, und so kann die Bundes= rsammlung auch für jetzt keinen Beruf finden, bei einem einzelnen Bundesstaate auf e Ausführung desselben zu dringen. Ein solcher Schritt würde, wenn er ex officio und ne besondere Aufforderung geschehen sollte, nur dann gebilligt werden können, wenn er Beziehung auf sämmtliche Bundesstaaten gemacht würde, in welchen der 13. Artikel ch nicht vollzogen worden ist.

In diesem besondern Falle aber möchte um so weniger Veranlassung dazu seyn, bei den bekannten erhabenen Gesinnungen Seiner Majestät des Königs von Dänemark in Zweifel darüber statt finden kann, daß Allerhöchstderselbe nicht, sobald es ihm möglich , die von ihm übernommene Verbindlichkeit erfüllen und dem Herzogthume Holstein eine, m Bedürfniß der Zeit gemäße, und das Wohl aller Bewohner desselben bezweckende Ver= ssung geben wird. In dieser Hinsicht werden auch von dem Königlichen Herrn Gesandten e beruhigendsten Zusicherungen ertheilt.

Indem der Gesandte sich daher für die Abweisung der Reclamanten erklärt, tritt er, as die Modalität betrifft, dem Vorschlage des präsidirenden Herrn Gesandten bei.

Präsidium. Obwohl die Mehrheit der Stimmen sich auf Abweisung der Reclamanten im Sinne der Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung definitiv ausgesprochen habe, so wolle doch Präsidium, da der in Vortrag gebrachte Gegenstand durchaus nicht dringend erscheine, anheim geben, denjenigen Gesandtschaften, welche mit Instructionen noch nicht versehen zu seyn erklärten, das Protokoll bis zur ersten Sitzung nach den Ferien offen zu halten, um demnächst erst den Beschluß zu ziehen; womit man sich allgemein einverstanden erklärte.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 13.

Gutachten,

des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Gesandten, Herrn Grafen von Beust,

ber die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandtschaft, zu dem in der 17. Sitzung §. 108. geschehenen Vortrage.

In der 17. Sitzung, §. 108, geschah Vortrag über eine Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend eine Darstellung ihrer vermeintlich in nerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuererechtsame, in Ansehung deren Prälaten und Ritterschaft durch die Regierung sich gekränkt lauben, und dagegen die Hülfe hoher Bundesversammlung suchen.

Der Antrag des Vortrags war dahin gerichtet: die Königlich-Herzogliche Regierung von Zeiten der hohen Bundesversammlung durch die Königlich-Herzogliche Bundestagsgesandtschaft u ersuchen, sich binnen sechs Monaten über jene Beschwerde zu erklären.

Da die Gesandtschaft alsbald eine Erklärung that, in welcher ein diesem Antrage gemäßer Beschluß abzulehnen gesucht wird, und diese von hoher Bundesversammlung der Reclamations-Commission zur weitern Begutachtung mitgetheilt ward, so liegt hierin die Veranlassung zum gegenwärtigen Vortrage.

Der Zweck der Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft ist von ihr selbst dahin ngegeben, zu zeigen, daß man in dem Gutachten über Begründung und Umfang der Competenz hoher Bundesversammlung weiter gegangen sey, als die vorliegende Beschwerde und ie Anträge, wozu sie geführt, nach den Gesetzen des Bundes rechtfertigen können, weiter, ls auf eine einseitige Darstellung, ohne Präjudiz für die Königliche Regierung, geschehen önnen.

Sie schließt mit dem Antrage: die Reclamanten mit den ihrigen abzuweisen, und enthält im Wesentlichen Folgendes:

1) Es sey widersprechend, die Competenz der Bundesversammlung zugleich durch den 13. Artikel der Bundesacte und den 56. der Schlußacte begründen zu wollen.

2) Es existire keine landständische Verfassung Holsteins, auf deren Bestehen in anerkannter Wirksamkeit die Landstände Holsteins sich beziehen könnten, und es habe nur gesagt werden können, daß die Landstände Holsteins sich einst im Besitze des Steuerbewilligungsrechts befunden hätten, was ihnen allerdings im Jahre 1460 von König Christian I. ertheilt worden sey.

3) Dieses Steuerbewilligungsrecht sey aber erloschen, und es ist dafür in der gedachten gesandtschaftlichen Erklärung Mehreres angeführt worden. Denn, indem nicht in Abrede gestellt worden ist, daß die Landesprivilegien bis zu Anfang des 18. Jahrhunderts von Regenten zu Regenten bestätigt worden wären, fährt jene Erklärung so fort: der Lauf der Zeit habe die wesentlichsten Veränderungen in die Wirksamkeit der Stände und namentlich ihres Steuerbewilligungsrechts herbeigeführt. Der Westphälische Friede und die seitdem fortgeschrittene Entwickelung der Landeshoheit, die Errichtung stehender Heere, welche die Einführung stehender Grundabgaben nach sich gezogen hätte, und auch die Bestimmung des Reichsabschiedes von 1654, §. 180, «daß die Landsassen zum Defensionswerke unweigerliche Beiträge leisten müßten», hätten auch auf Holstein ihren nothwendigen Einfluß geäussert.

So hätten schon die Landstände auf dem im Junius 1663 zu Kiel gehaltenen Landtage in ihrer Replik geäussert: ob die von ihnen zu bewilligenden Gelder freiwillige oder schuldige Beisteuer wären, darüber wollten sie nicht streiten, sie wollten jedoch, ohne Nachtheil ihrer Privilegien, annehmen, daß es reichsschlußmäsige Schuldigkeit sey.

Im Jahre 1675 sey der letzte Landtag gehalten und unvollendet abgebrochen worden. Durch die Steuermandate vom 31. October 1689 und 11. Januar 1690 sprächen die Landesherren schon ihre Befugniß aus, wenn nach ihrem Erachten keine Landtage gehalten werden könnten, ohne der Landstände Einwilligung Steuern auszuschreiben. Darnach sey es auch ferner gehalten und die Landstände wären nie wieder zusammenberufen worden. Nur einmal wären Prälaten und Ritterschaft in den Jahren 17$\frac{11}{12}$ convocirt worden, als sie um Erlaß oder Milderung einer ihnen auferlegten Steuer gebeten hätten. Bei dieser, nach dem Convocationspatent weder von der Landesherrschaft noch von Prälaten und Ritterschaft als ein Landtag angesehenen Versammlung, wäre Prälaten und Ritterschaft eröffnet worden, daß der Landesherrschaft das unbeschränkte Besteuerungsrecht zustehe, und wegen der gesetzgebenden Gewalt, hätten Prälaten und Ritterschaft erklärt, daß sie sich zu bescheiden wüßten, daß solche

n und für sich Seiner Königlichen Majestät und Hochfürstlichen Durchlaucht allerdings
ıstehe, ihnen dagegen nichts als obsequii gloria übrig sey.

Beim Schlusse der Versammlung wäre Prälaten und Ritterschaft eine landesherrliche
:esolution vom 27. April 1712 eröffnet worden, welche bestimme: daß die von Prälaten und
:itterschaft zu erhebende ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöht, noch bei
riegszeiten einige extraordinäre Contribution ohne unumgängliche Nothwendigkeit ausge-
)rieben, solchenfalls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu einer Landtagsver-
mmlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Kosten verursachen würde, nicht convocirt
erden sollten. Diese Resolution und die damalige Bestätigung der Privilegien, welche aus-
'ücklich nach Maaßgabe dessen, was bei dieser Versammlung verhandelt worden, erfolgt sey,
äre von Prälaten und Ritterschaft ausdrücklich anerkannt und in ihrer zu dem Ende am
Juni 1712 den landesherrlichen Commissarien eingereichten Erklärung gesagt worden: daß
: die ertheilten Königlichen und Fürstlichen diplomata confirmationis, wie auch die ratifi-
.tiones mit aller- und demüthigstem Respecte acceptirten.

Später wäre indeß Prälaten und Ritterschaft erklärt worden, es sey nicht die Meinung
wesen, ihnen alle Hoffnung auf Milderung der Contribution zu nehmen und die Landtags-
rsammlungen in totum aufzuheben, sondern man habe sich nur deßhalb so explicirt, weil bei
ıentbehrlicher Ausschreibung einer extraordinären Contribution in Friedenszeiten (?) (Schreib-
)ler: Kriegszeiten), dann und wann solche pressante Casus einzutreten pflegten, daß nicht
rher weitläuftige Zusammenkünfte darüber gehalten oder selbige einen Verzug leiden könnten.

Diese Erklärung hätte an der Resolution vom 27. April 1712 nichts geändert. Seit
:sem sey kein Landtag gehalten worden, noch eine Convocation von Prälaten und Ritter-
aft erfolgt. Die Landesherrschaft habe, so oft es erforderlich gewesen, Steuern ausge-
rieben und im Laufe des 18. Jahrhunderts, neben der ordinären Contribution, mehrere
teuern allgemein angeordnet. Alle Unterthanen (Prälaten und Ritterschaft nicht ausge-
mmen) hätten diese Abgaben ohne Widerspruch bezahlt; erst im Jahre 1802 hätten Prä-
en und Ritterschaft sich der damals angeordneten Benutzungssteuer von allen liegenden
:ünden zu entziehen gesucht, als sie aber durch Resolution vom 17. December 1802 zurück
d von dem König auf sein unbeschränktes Besteuerungsrecht verwiesen worden, in einer
ı 18. Januar 1803 gehaltenen Generalversammlung beschlossen, sich jener Resolution zu
ȝen. Dessen ungeachtet hätte ein Theil der Ritterschaft — viele, auch die zur recipirten
tterschaft nicht gehörigen Besitzer ritterschaftlicher Güter, hätten ihre Nichttheilnahme an
sem Schritt ausdrücklich erklärt — im März 1803 über ihre Steuerfreiheit rechtliches Gehör
dem höchsten Landesgerichte angesucht, aber nicht erhalten, den damals offen gestandenen

Recurs an die Reichsgerichte aber nicht ergriffen und die 1802 ausgeschriebenen Steuern nebst den späteren Erhöhungen bezahlt.

Im Jahre 1806 sey das Deutsche Reich aufgelöst und Holstein bis zur Errichtung des Deutschen Bundes der Dänischen Monarchie einverleibt worden, und schon die Hinweisung auf dieses Ereigniß würde genügen, um den Ungrund des Anführens, in Hinsicht der ununterbrochenen Fortdauer der ständischen Gerechtsame, in Frage darzuthun.

4) Durch die landesherrliche Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft sey die angeblich anerkannte Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung eben so wenig herbeigeführt worden.

Die Confirmation Friedrichs IV. vom Jahre 1712 hätte die Privilegien nur nach Maaßgabe dessen confirmirt, was bei der in diesem und dem vorigen Jahre gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden, und hätten die Landesherren solche Privilegien dahin verbessert und extendirt, daß Prälaten und Ritterschaft und ihre Nachkommen, ausser dem vorigen ungehinderten Genuß, auch sich dessen allen, was ihnen mittelst einer Commissions-Resolution den 25. Januar 1712, welche hiermit auf gewisse Weise ratihabirt werde, zufolge gehabter Instructionen und Ordres versprochen worden, zu erfreuen haben sollten. Die Commissions-Resolution und die Ratification derselben hätten aber ausdrücklich den Wortinhalt der früheren Privilegien beschränkt, und wenn die Landesherren in der Bestätigung diese beschränkende Commissions-Resolution eine Verbesserung der Privilegien genannt hätten, so gehe daraus ganz deutlich hervor, daß sie die Privilegien nur in so weit als rechtsgültig betrachtet hätten, als sie zur Zeit der Confirmation auch wirklich in Ausübung gewesen wären. Da von 1675 bis 1711 oft Steuern ohne Landtage nach eigenem Ermessen landesherrlich ausgeschrieben worden wären, so sey es auch einleuchtend, daß für Prälaten und Ritterschaft das Versprechen, die ordinäre Contribution in Friedenszeiten nicht zu erhöhen und ohne Nothwendigkeit keine extraordinäre auszuschreiben, eine Verbesserung ihrer Privilegien gewesen sey.

Dieses führe unmittelbar auf den entscheidenden Gesichtspunct bei Beurtheilung der Confirmation der Privilegien. Die vormaligen Landesprivilegien wären nicht Prälaten und Ritterschaft für sich, sondern Prälaten, Ritterschaft, Städten und Ständen und gesammten Einwohnern ertheilt und früherhin auch eben diesen bestätigt worden.

Letzteres sey aber schon seit beinahe hundert Jahren nicht mehr geschehen. König Christian VI. habe am 12. März 1731 zwar die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft bestätigt, nicht aber die Privilegien der vormaligen Landstände, und eben so wenig bezögen sich die späteren Confirmationspatente und auch nicht das am 17. Aug. 1816 von des jetzigen Königs Majestät ertheilte, auf die Privilegien der *vormaligen* Landstände, sondern lediglich auf specielle Vorrechte von Prälaten und Ritterschaft. Die Bestätigung solcher

rrechte könne eine veraltete Landesverfassung nicht wieder zur Wirksamkeit bringen und gehe daraus zugleich hervor, daß die landesherrliche Zusage, bei Uebernahme des vor- ls Großfürstlichen Antheils von Holstein, daß Holstein und alle Einwohner desselben, wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Vorzügen, Freiheiten und Gerech- 'eiten, welche sie bisher genossen, ungekränkt gelassen werden sollten, in Beziehung ' eine damals längst nicht mehr existirende Landstandschaft von keiner Wirksamkeit seyn nen.

Die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 sey zu einer Zeit ertheilt worden, die Regierung oft ihre Rechte gegen unangemessene Anträge von Prälaten und Ritter- ift ausführen müssen, und werde niemand annehmen, daß die Absicht weiter gegangen , als die Privilegien von Prälaten und Ritterschaft so zu bestätigen, wie sie nach der wirkung von Ereignissen, Zeitverhältnissen, veränderten Staatseinrichtungen und Be- 'fnissen bis dahin geblieben wären. Könnte die Königliche Confirmation von 1816 einen tern Sinn zulassen, so würde auch nichts hindern, die volle Herstellung des Privile- ms Königs I. von 1460 anzunehmen, statt jene auf den Status quo von 1773 zu mo- iren.

Die frühere Verfassung des Herzogthums Holstein befinde sich nach der Königlichen nfirmation der Privilegien vom 17. August 1816 eben so wenig in anerkannter Wirksam- :, als sie sich vor derselben in Wirksamkeit befunden hätte.

5) Wäre von letzterem aber auch ja das Gegentheil der Fall und träte der des 56. tikels der Schlußacte ein, so würde doch die Bundesversammlung, ausser dem Falle spe- ler Garantie oder ausgebrochener Unruhen, zur Handhabung jenes Artikels nicht er- chtigt seyn.

6) Eine andere Folge von jener Voraussetzung würde die Wiederherstellung einer in er Hinsicht zeit-ungemäßen Verfassung seyn.

7) Rechtliches Gehör könne in einer Staatssache der vorliegenden Art nicht verstattet :den, und die Bundesversammlung nicht weiter, als der 60. und 61. Artikel der Schluß- e ihre Dazwischenkunft begründeten, die Competenz der Reichsgerichte ersetzen.

8) Die Bestimmung des 55. Artikels der Schlußacte behalte, für das Recht, wie für Bundespflicht der Königlichen Regierung, ihre volle Wirksamkeit, den 13. Artikel der ndesacte in Vollzug zu setzen und würde hiernach, unter möglichster Berücksichtigung :rer Rechte, die künftige Verfassung des Herzogthums Holstein dem Culturstande des ıdes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz heinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsver- 3. Wegen der Zeit müsse der Königlichen Regierung die Erklärung vorbehalten wer-

den; die Anträge von Prälaten und Ritterschaft könnten keinen Anlaß, diese aufzufordern, begründen, und Römische Gesetze hier keine Norm abgeben.

9) Die Einmischung Schleswigs sey ganz unstatthaft.

So weit die vorläufige Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft, von welcher für ihren allerhöchsten Hof eine nähere Ausführung und Nachweisung für den Fall sich vorbehalten worden ist, daß ein nach den Gesetzen des Bundes und der Competenz dieser hohen Versammlung geeigneter Anlaß dazu sich ergäbe.

Gutachten.

Die dem Vortrage, weil er zum Theil mißverstanden worden seyn dürfte, in der Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft hie und da gemachten Vorwürfe übergeht man, ungeachtet jene Erklärung sich wohl auch darauf hätte beschränken können, die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 in ein anderes Licht zu stellen, und zu zeigen, daß die Bedingung nicht vorhanden sey, auf welcher die Annahme der Competenz hoher Bundesversammlung in dieser Angelegenheit nach dem 56. Artikel der Schlußacte beruhte. Diesseits will man daher lediglich seine unzielsetzlichen Ansichten über die einzelnen Bemerkungen der Gesandtschaft eröffnen.

Ad 1.

Der Widerspruch, den das diesseitige Gutachten darin enthalten soll, daß die Competenz hoher Bundesversammlung gleichzeitig aus dem 13. Artikel der Bundesacte, verbunden mit dem 54. der Schlußacte und dem 56. der letztern — dieses geschah nur unter einer gewissen Voraussetzung — begründet werden solle, kann man nicht dafür erkennen. Der Sinn war dieser. Jeder Deutsche Bundesstaat soll nach dem 13. Artikel der Bundesacte, verbunden mit dem 54. der Schlußacte, eine landständische Verfassung haben. Ist eine neue von ihm eingeführt, oder, was der Wirkung nach gleich ist, eine schon bestandene erhalten worden, so soll sie nach dem 56. Artikel nun auf verfassungsmäßige Weise wieder abgeändert werden können. Angenommen nun, eine Regierung hätte eine bestandene oder bestehende Verfassung erneuert, aber weder diese noch eine neue ins Leben treten lassen; so wären auch die drei gedachten Artikel zugleich von ihr unerfüllt geblieben, und es möchte, im Fall einer Klage darüber, nicht widersprechend seyn, die Zuständigkeit hoher Bundesversammlung gleichzeitig aus jenen verschiedenen Gesetzbestimmungen zu einem Zwecke abzuleiten, der nicht weiter gieng, als sich die Erklärung der Königlich-Herzoglichen Regierung zu erbitten.

Ad 2.

Daß Holstein keine landständische Verfassung habe, weil dessen Landständen einst nur das Steuerbewilligungsrecht zugestanden worden wäre, dürfte schon im Allgemeinen, und

den besondern Verhältnissen Holsteins abgesehen, kein ganz sicherer Schluß seyn. In
ig Deutschen Staaten, deren ständische Verfassung aus früherer Zeit herrührt, beruht
e auf geschriebenen Constitutionen, wie sie die neuere Zeit gebohren hat, und es kann
n deßwegen eine landständische Verfassung nicht abgesprochen werden. In mehreren sind
Rechte der Landstände meist auf einem durch Landtagsabschiede, landesherrliche Zusiche,
gen und Reverse sanctionirten Herkommen gegründet, bestehen in mehr und weniger ihnen
heilten einzelnen Befugnissen.

Hingegen möchte in Holstein eine öffentliche Verfassung recht förmlich entstanden, der
terwerfungsvertrag, über dessen Nothwendigkeit zur Entstehung der Herrschergewalt
Theorie streitet, nebst dem Verfassungsvertrag wirklich da seyn. Denn als am
December 1459 mit dem Grafen und Herzoge Adolf aus dem Schauenburgischen Hause
männliche Stamm der Holsteinischen Schauenburger ausgieng und die Landstandschaften
Schleswig und Holstein den König Christian I. von Dänemark zu ihrem künftigen
genten wählten, so gestand dieser ihnen dagegen, nebst der allgemeinen Bestätigung aller
heren Rechte und Freiheiten sämmtlicher Bewohner jener Lande, zum Theil vor der
ldigung, die §. 1 der Denkschrift näher angegebenen Rechte zu. Dieses ist auch in der
klärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft nicht in Abrede gestellt und nur in dem
3) bezeichneten Theile derselben die gänzliche oder theilweise Aufhebung jener Befug-
e darzuthun gesucht worden.

Ad 3.

Die Rechte der Stände, namentlich in Ansehung des Steuerbewilligungsrechts, sollen
loren gegangen seyn durch den Lauf der Zeit, in Folge des Westphälischen Friedens, der
enden Heere und durch gewisse andere in der gesandtschaftlichen Erklärung erwähnten Umstände.

Auf den Lauf der Zeit möchte sich vergeblich berufen worden seyn, und fände auch Ver-
rung hier statt, wenigstens zu allgemein. Der Westphälische Friede hat, in Rücksicht auf
Deutsche Reich, wo er Landstände fand, sie im Gegentheil als einen Bestandtheil der
utschen Landesverfassung bestätigt,

Osnabrücker Friede, Art. V. §. 33; XI. §. 11; XIII. §. 4.
Gönner's teutsches Staatsrecht, §. 251.

am wenigsten, was in Holstein bestand, unbeachtet gelassen, wie sich in einem andern
le aus desselben

Osnabrücker Frieden, Art VIII. §. 5

iebt, in welchem die Holsteinischen Lande von der sonst allgemein in Deutschland gebotenen
fhebung des Einlagers ausdrücklich ausgenommen wurden, in den Worten: sed haec
nia Holsatiae constitutione salva ac illaesa. An der Errichtung stehender Heere und

der Bestimmung des §. 180 des Reichsabschieds von 1654 ꝛc. mußte das Steuerbewilligungsrecht in Frage so wenig scheitern, als heute an dem 58. Artikel der Schlußacte. Der Unterschied zwischen nothwendigen und freiwilligen Landsteuern, den schon das alte Deutsche Staatsrecht kannte, ist richtig, hebt aber das Steuerbewilligungsrecht nicht nothwendig auf und kann auch bei den nothwendigen Steuern, z. B. durch die Wahl der Besteuerungsart, wirksam werden.

Leist teutsches Staatsrecht, §. 206—209.

Die angeführte auf dem Landtage zu Kiel im Jahre 1663 von den Ständen geschehene Aeusserung, dürfte, schon ihrer Fassung nach, ganz unpräjudiciell gewesen seyn, und aus dem erfolglos auseinander gegangenen Landtage von 1675 eben so wenig etwas folgen. Den Steuerausschreiben vom Jahre 1689 und 90 möchte im Allgemeinen die Ungültigkeit einseitiger Vernichtung vertragsmäsiger Rechte entgegen stehen; die Beruhigung der Stände dabei ist nicht nachgewiesen, sie werden für ein Werk der Noth erklärt und enthalten die Vertröstung auf Landtage, während den Ereignissen der Jahre 17$\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ wohl nur die nähere und festere Bestimmung für die Zukunft: «die damalen festgestellte ordinäre Contribution von «klösterlichen und adeligen Gründen in Friedenszeiten solle künftig nicht erhöht, eher, vermin«dert, ausserordentliche Contributionen in Kriegszeiten aber, ausser in ganz dringenden Fällen, «nicht ohne vorhergehenden Landtag ausgeschrieben werden» ꝛc., rechtlich als Folge, als Modification der früheren Verfassung, zuzueignen seyn dürfte. Denn daß ausserdem ein unbeschränktes Besteuerungsrecht der Regierung, was durch einseitige Behauptungen und Bestimmungen gegen bestehende Verträge wohl nicht erworben werden können, von den Betheiligten ausdrücklich oder durch ein qualificirtes Stillschweigen anerkannt worden wäre, möchte, wenigstens zur Zeit, nicht nachgewiesen worden seyn. Der nach Auflösung des Deutschen Reichs dem Königreiche Dänemark erfolgten Einverleibung Holsteins — möchten auch die in verschiedenen Deutschen Staaten nach Innen geltend gemachten Wirkungen der erlangten Souverainetät rechtlich großen Zweifeln unterlegen haben — will man jene hier nicht absprechen, sie möchten aber nach dem Gesichtspunct, aus welchem man die Königliche Privilegien-Confirmation vom 17. August 1816 betrachten zu können glaubt, wieder erloschen seyn.

Ad 4.

Da ferner von dem Herrn Gesandten bemerkt wird, daß durch die landesherrliche Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft die anerkannte Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung nicht herbeigeführt worden sey ꝛc., so ist eine nähere Erörterung des Sinnes nothwendig, in welchem die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 zu nehmen seyn möchte. Es ist dazu erforderlich, auf die frühern landesherrlichen Confirmationen bis zum Jahre 1671 zurückzugehen.

In dem Jahre 1671 bestätigte König Christian V. die Privilegien, Freiheiten und Be-
nadungen, wie sie, von Alters her, von Grafen zu Fürsten, von Fürsten zu Königen, von
Königen zu Fürsten in allen ihren Puncten, Clauseln und Artikeln, von dem einen Privi-
legium zum andern begriffen, verschrieben, versiegelt, begnadet und gegeben seyen, aller-
maßen dieselben wohlhergebracht, ausser was in puncto electionis und — — im Herzog-
thume Holstein eingeführten Primogeniturrechts darin geändert u. s. w.

Privilegiensammlung von Janson und Hegewisch, S. 221—225.

Königs Christians V. Nachfolger, König Friedrich IV., bestätigte unterm 27. April 1712
die Privilegien mit und unter den väterlichen Reservaten vom Jahre 1671 und nach Maaß-
gebung dessen, so bei der $17\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden.

Privilegiensammlung, S. 243—246.

Königs Friedrichs IV. Nachfolger, König Christian VI., bestätigte am 12. März 1731
(unbedingt) alle und jede von seinen Königlichen Vorfahren Prälaten und Ritterschaft ertheilte
Privilegien.

S. 254 der Privilegiensammlung.

Ihm folgte Friedrich V., und von dessen Nachfolger, König Christian VII., wurden
am 31. März 1766 und 13. November 1773 alle und jede, Prälaten und Ritterschaft des
Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten und Gerechtigkeiten in allen ihren
Puncten, Clauseln und Inhaltungen 2c.,

S. 267 und 269 der Privilegiensammlung

von des jetzt gnädigst regierenden Königs Friedrichs VI. Majestät aber selbige ganz in
der Maße bestätigt, wie solches von Allerhöchstdero Herrn Vaters Majestät unterm 31.
März 1766 und 13. November 1773 geschehen sey.

§. 21 der Denkschrift und des Vortrags.

Ungeachtet nun die Bestätigungen der Könige Christian VI. und VII., ingleichen die
neueste von des jetzigen Königs Majestät, die Beziehungen auf das, was auf der Land-
tagsversammlung von $17\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ geschehen sey, nicht ausdrücklich enthalten, so will man doch an-
nehmen, daß dieses in der allerhöchsten Königlichen Absicht gelegen, und es ist darum noth-
wendig, dem Gedächtnisse zu erneuern, worin jene landtäglichen Verhandlungen bestanden
haben.

Durch die, der Denkschrift unter Num. 5 beigefügten, geheimen und Separat-Artikel des
Altonaer Recesses von 1709, war landesherrlich verabredet worden, daß, wofern Prälaten
und Ritterschaft nach Publicirung des Recesses, durch welchen ihnen eine große Contribution
aufgelegt werden sollte, auf einen Landtag dringen würden, ihnen dieser verweigert und le-
diglich eine Versammlung der Prälaten und Ritterschaft gestattet werden sollte, auf wel-

cher sie nur ein votum consultativum hätten, und irgend einen Eingriff in die landesherrlichen Territorial- und Hoheitsrechte sich nicht erlauben dürften. Würden sie sich nicht fügen, so sollte die Versammlung alsbald dissolvirt werden.

Gleich nach Publicirung des Recesses, drangen Prälaten und Ritterschaft auf einen Landtag, und als nach einiger Zögerung die strengen Steuermandate wirklich erlassen wurden, verdoppelten sie ihre Bemühungen, erhielten aber nur die verabredete Versammlung zu Schleswig. Hier unterhandelten sie fortwährend mit den landesherrlichen Commissarien um einen Landtag von Prälaten, Ritterschaft und Städten, ingleichen um die Bestätigung der Privilegien. Endlich wurde unterm 14. September 1711 eine Landtagsversammlung, jedoch nur von Prälaten und Ritterschaft, nach Rendsburg ausgeschrieben.

Anlage 6[b]. S. 80 der Denkschrift.

Auf solcher begehrten Prälaten und Ritterschaft einen Tag zur Königlichen Huldigung und die landesherrliche Privilegienbestätigung, Beides für sich und die Städte; in Absicht der Steuern aber dieses: daß man auf diesem Landtage sich wegen der jährlich zu erlegenden Contribution auf einen gewissen Fuß vereinbaren, Prälaten und Ritterschaft aber mit keiner extraordinären Contribution künftig belegen möge, sondern, wenn in Kriegszeiten die Umstände es erfordern sollten, solche vorher auf einem Landtage proponirt und ein Schluß darüber gefaßt werde.

Nach vielen fruchtlosen Bemühungen, verwilligten die Stände mehr und mehr, doch allezeit unter der ausdrücklichen Bedingung, daß zuvor die Verfassung anerkannt würde. Endlich gaben die Commissarien in Ansehung des Steuerpunctes am 25. Jänner 1712 folgende Erklärung: ad Num. 3, daß Regentes geneigt: — das der aller- und gnädigsten Herrschaft sonst unbeschränkt zustehende jus collectandi dahin zu moderiren, daß bei Friedenszeiten die ordinäre Contribution, so wie sie bisher in beiden Fürstenthümern monatlich entrichtet worden, nicht allein nicht erhöht, sondern, so weit es immer möglich, gemildert und bei Kriegszeiten, wenn die Nothwendigkeit erfordern wird, extraordinäre Auslagen auszuschreiben, solche vorher auf einer Landtagsversammlung Prälaten und Ritterschaft dargethan werden solle.

Diese Resolution wurde unterm 27. April 1712 landesherrlich genehmigt, jedoch, was den Punct wegen der ordinären und extraordinären Contribution betraf, in der Maße: «als welchen Wir dahin verstanden haben wollen, daß die, von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende, ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöht, noch bei Kriegszeiten einige extraordinäre Contributionen, ohne die unumgängliche Nothwendigkeit ausgeschrieben, solchenfalls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu

einer Landtagsversammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Unkosten verursachen würde, nicht convocirt werden sollen ꝛc.

Prälaten und Ritterschaft thaten gegen diese beschränkende Ratification dringende Vorstellung, bezogen sich auf ihre Privilegien, nach welchen, ausser der Fräuleinsteuer und der bei einer hauptsächlichen Niederlage, den Ständen ohne vorherigen Landtag keinerlei Steuer angemuthet werden dürfe, ingleichen, daß von ihnen alles, wozu sie sich verstånden, gerade nur unter der Bedingung der Bestätigung jener Privilegien zugesagt worden sey, und baten um Zurücknahme jener Beschränkung.

Hierauf ward ihnen, nach einigen Zwischenacten, unterm 19. Jul. 1712 eine landesherrliche Resolution des Inhalts zu Theil: daß es nicht die landesherrliche Absicht gewesen sey, ihnen die Hoffnung auch zur Milderung der ordinären Contribution zu benehmen, und daß des Landesherrn Meinung auch nicht dahin gehe, alle Landtagsversammlungen für künftig aufzuheben, sondern es hätten dieselben in der mehrangezogenen Clausel nur derentwegen sich so explicirt, weil bei unentbehrlicher Ausschreibung einer extraordinären Contribution in Kriegszeiten, dann und wann solche pressante Casus vorzufallen pflegten, daß nicht vorhero weitläuftige Zusammenkünfte darüber gehalten werden oder solche einigen Verzug leiden könnten.

Denkschrift und Vortrag §. 8, und
Privilegiensammlung an den in jener angeführten Orten.

So weit, was auf der Landtagsversammlung von $17\frac{11}{12}$ verhandelt und bestimmt wurde, und es möchte, solchem allem nach, der jüngsten Königlichen Confirmation vom 17. August 1816 in Ansehung des Besteuerungspuncts schwerlich ein anderer, als der Sinn beigelegt werden können: Prälaten und Ritterschaft von Neuem zu versichern, daß die ordinäre Contribution von klösterlichen und adeligen Gründen fortan niemals erhöht, eher wo möglich vermindert, ausserordentliche Contributionen aber, ausser in dringenden Kriegsfällen, nicht anders, als nach gehaltener Landtagsversammlung ausgeschrieben werden sollen.

Ad 5.

Wenn hier der hohen Bundesversammlung die Befugniß abgesprochen werden soll, über die Erfüllung des 56. Art. der Schlußacte zu wachen, so dürfte dieses mit dem 9., 17., 31. und 33. kaum in Einlaut zu bringen seyn, während

ad 6.

die Behauptung zwar gern zugegeben, indessen die darin ausgesprochene Besorgniß durch die Erklärungen der Reclamanten (sind sie, wie nicht zu zweifeln ist, aufrichtig gemeint) größtentheils beseitigt wird.

Wenn ferner

ad 7.

von der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft bemerkt wird, daß in dieser Staatssache rechtliches Gehör nicht verstattet, die Competenz der ehemaligen Reichsgerichte durch die hohe Bundesversammlung nicht ersetzt und von dieser nicht weiter eingeschritten werden könne, als ihr das Recht dazu durch die Art. 60 und 61 der Schlußacte gegeben werde; so dürfte hier der Ort zu folgenden Bemerkungen seyn.

Fände hohe Bundesversammlung jetzt oder künftig ihre Competenz in der Sache an sich auch nach dem 56. Art. der Schlußacte gegründet, die Verhältnisse aber zu eigner sofortiger Entscheidung nicht geeignet, so möchte ihr die Befugniß, darüber ein gerichtliches Verfahren einzuleiten, wohl kaum abzusprechen seyn, wogegen in dem Falle, daß den von den Reclamanten in Anspruch genommenen Rechten der Charakter des Verfassungsmäßigen abgesprochen würde und man sie nur als gewisse Privilegien derselben betrachtete, sie allerdings — findet hierunter nicht in Holstein eine ganz besondere und abweichende Verfassung statt, was nach der Verpflichtung des Obergerichts zu Glückstadt, über die allergnädigste Privilegien-Confirmation festiglich zu halten, um so weniger zu erwarten ist — den Gegenstand einer richterlichen Erörterung abgeben möchten, und hohe Bundesversammlung sich dafür selbst zu verwenden haben dürfte. Denn so gewiß die Ausübung des Rechts der Besteuerung an sich eine Regierungssache ist, so gewiß sind die aus besondern Gründen von einzelnen physischen oder moralischen Personen in Anspruch genommenen Steuerbefreiungen keine Staatssache, zu dem Privatrechte dessen, der sie behauptet, gehörig und darum zu einer rechtlichen Erörterung geeignet.

Wenn endlich

ad 8

für den Fall, daß von hoher Bundesversammlung eine anerkannte Ständeverfassung nicht angenommen würde, nur dem Tadel, wegen der diesseitigen Beziehung auf Römische Gesetzstellen, mit der zwiefachen Bemerkung begegnet wird, daß das Römische Recht hier nur bestätigt, was das Vernunftrecht schon gebietet (ratio scripta), und übrigens es bekannt genug ist, daß, wo der Gegenstand zwar eine Staatssache, die zu entscheidende Frage aber keine dem Staatsrecht eigenthümliche Sache ist, auch in diesem die fremden Rechte ihre volle Anwendung finden, namentlich wenn von Verträgen, Verjährung, Rechtsmitteln, Gradesberechnung und Proceßgang die Rede ist,

Gönner's teutsches Staatsrecht, §. 23;

so möchte

ad 9

er letzte Punct der gesandtschaftlichen Erklärung durch das, was hierüber in dem ersten utachtlichen Vortrage gesagt wurde, bereits seine Erledigung finden.

Man hat unter diesen Umständen sich durch die Erklärung der Königlich-Herzoglichen desandtschaft nicht veranlaßt finden können, seine bei dem ersten Vortrage in der Sache geusserten Ansichten zu ändern, und da von der Gesandtschaft sich eine nähere Erklärung vorbealten worden ist, darauf antragen zu können geglaubt, sich diese binnen sechs Monaten zu rbitten.

Sollte hohe Bundesversammlung indeß die Meinung von der Anwendbarkeit des 56. Irtikels der Schlußacte auf den vorliegenden Fall, besonders auch um deßwillen nicht theien, weil die von des Königs Majestät Prälaten und Ritterschaft am 17. August 1816 eu bestätigten Gerechtsame den Charakter einer förmlichen Verfassung nicht hätten, wie solche edachter Artikel der Schlußacte voraussetze; so möchte die Königlich-Herzogliche Regierung urch Allerhöchstderen Gesandtschaft zu ersuchen seyn:

1) die hohe Bundesversammlung binnen einer gewissen Frist in Kenntniß setzen zu lassen, wie im Herzogthume Holstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey;
2) den Privilegien der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, namentlich in Ansehung des Steuerbewillungsrechts, in der ihnen unterm 17. August 1816 neu zugesicherten und unter 3) dieses Gutachtens näher zu deuten versuchten Maaße auf keine Weise die Wirksamkeit zu entziehen; auch
3) in dem Falle, daß über deren Umfang zwischen der allerhöchsten Regierung des Herzogthums Holstein und Prälaten und Ritterschaft eine Verschiedenheit der Meinungen obwalten sollte, letzteren auf Verlangen, und waltet hierunter nicht gesetzlich im Herzogthume Holstein eine besondere abweichende Verfassung ob, von welcher der hohen Bundesversammlung Wissenschaft zu geben wäre, das rechtliche Gehör deßwegen nicht zu versagen.

Graf von Beust.

sie befugt ist, schon von Amtswegen über die Erfüllung der darin enthaltenen Bestimmungen zu wachen. Wenn sie aber dazu befugt ist, so ist sie noch ausdrücklicher dazu eben sowohl berechtigt, als verpflichtet worden, auf die von den Betheiligten geschehene Nachweisung, daß eine landständische Verfassung, den in jenen Artikeln enthaltenen Bestimmungen zuwider, nicht statt finde, die Erfüllung jener Bestimmungen zu bewirken.

§. 5.

Was die Versammlung bei der Ausübung dieses durch die Pflicht bedingten Rechts zu thun habe, um die Erfüllung des 13., durch den 54. der Schlußacte erläuterten, Artikels der Bundesacte in einem Bundesstaate zu bewirken, das ist, je nach der Verschiedenheit der Fälle, auch auf verschiedene und — mit Ausnahme eines Falles, den der Gesetzgeber, wahrscheinlich in der Voraussetzung, daß er in Deutschland, wo von uralten Zeiten her immer, wenn gleich ungeschriebene Verfassungen üblich waren, kaum vorkommen werde, nicht vorgesehen hat — auch auf vollständige Weise bestimmt.

Der ausdrücklich nicht, implicite aber immer auch, vorgesehene Fall ist der, daß in irgend einem Bundesstaate eine Verfassung weder existire, noch je existirt habe.

§. 6.

Ausser diesem Falle, hat sich der Gesetzgeber mehrere verschiedene Fälle gedacht, den nämlich, daß in irgend einem Bundesstaate zwar in früheren Zeiten eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe; dann den, daß in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit bestehe; und endlich den, daß eine landständische Verfassung von dem Bunde besonders garantirt oder so auch nicht garantirt seyn könne.

§. 7.

In Beziehung auf den ersten Fall, den nämlich, daß in früheren Zeiten zwar in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe, setzt der 55. Artikel der Schlußacte fest: «den souverainen (d. h. von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Angelegenheit (der Wiederherstellung einer landständischen Verfassung, zwar ohne Einmischung des Bundes, jedoch) mit Berücksichtigung sowohl der früheren gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen».

Ich habe hier in den Text des 55. Artikels die in Parenthese gesetzten Worte eingeschaltet, um den Sinn dieser gesetzlichen Bestimmung klar auszusprechen und denselben gegen

)

Artikel, in Verbindung mit dem 53., genügt allein, um jede in Verfassungsangele-
heiten bei der hohen Versammlung angebrachte Bitte Betheiligter in Berathung zu
en und das Geeignete, nach der Verschiedenheit der Fälle, darauf zu beschliessen.

I.

ber die Competenz der Bundesversammlung in Verfassungsangelegen-
heiten der Deutschen Bundesstaaten und über den Umfang derselben.

§. 1.

In dem 53. Artikel der Schlußacte ist verordnet: «Die durch die Bundesacte den
zelnen Bundesstaaten garantirte Unabhängigkeit schließt zwar, im Allgemeinen, jede Ein-
kung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus; da aber
Bundesglieder sich in dem zweiten Abschnitte der Bundesacte über einige besondere
stimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf die Gewährleistung zuge-
erter Rechte, theils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen: so
t der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen
ernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Be-
eiligten ergiebt, daß solche nicht statt gefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung
, in Gemäßheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen, allgemeinen Anordnungen
die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

§. 2.

Unter diesen besondern Bestimmungen, über welche sich die Bundesglieder vereinigt
en, gehört nun auch die Bestimmung des 13. Artikels der Bundesacte: «In allen
ndesstaaten wird eine landständische Verfassung statt finden».

§. 3.

Diese Bestimmung der Bundesacte ist in dem 54. Artikel der Schlußacte
hin erläutert worden, «daß in allen Bundesstaaten landständische Verfassungen statt
den sollen», und es wird sogar, den Fall, daß keine Anzeige der Betheiligten dazu
fordere, vorsehend, in diesem Artikel noch besonders vorgeschrieben: die Bundesver-
mmlung habe darüber zu wachen, «daß diese Bestimmung in keinem Bun-
sstaate unerfüllt bleibe».

§. 4.

Durch die Artikel 13 der Bundes- und die Artikel 53 und 54 der Wiener Schluß-
te ist demnach die Competenz der Bundesversammlung in der Art begründet, daß

sie befugt ist, schon von Amtswegen über die Erfüllung der darin enthaltenen Bestimmungen zu wachen. Wenn sie aber dazu befugt ist, so ist sie noch ausdrücklicher dazu eben sowohl berechtigt, als verpflichtet worden, auf die von den Betheiligten geschehene Nachweisung, daß eine landständische Verfassung, den in jenen Artikeln enthaltenen Bestimmungen zuwider, nicht statt finde, die Erfüllung jener Bestimmungen zu bewirken.

§. 5.

Was die Versammlung bei der Ausübung dieses durch die Pflicht bedingten Rechts zu thun habe, um die Erfüllung des 13., durch den 54. der Schlußacte erläuterten, Artikels der Bundesacte in einem Bundesstaate zu bewirken, das ist, je nach der Verschiedenheit der Fälle, auch auf verschiedene und — mit Ausnahme eines Falles, den der Gesetzgeber, wahrscheinlich in der Voraussetzung, daß er in Deutschland, wo von uralten Zeiten her immer, wenn gleich ungeschriebene Verfassungen üblich waren, kaum vorkommen werde, nicht vorgesehen hat — auch auf vollständige Weise bestimmt.

Der ausdrücklich nicht, implicite aber immer auch, vorgesehene Fall ist der, daß in irgend einem Bundesstaate eine Verfassung weder existire, noch je existirt habe.

§. 6.

Ausser diesem Falle, hat sich der Gesetzgeber mehrere verschiedene Fälle gedacht, den nämlich, daß in irgend einem Bundesstaate zwar in früheren Zeiten eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe; dann den, daß in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit bestehe; und endlich den, daß eine landständische Verfassung von dem Bunde besonders garantirt oder so auch nicht garantirt seyn könne.

§. 7.

In Beziehung auf den ersten Fall, den nämlich, daß in früheren Zeiten zwar in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe, setzt der 55. Artikel der Schlußacte fest: «den souverainen (d. h. von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Angelegenheit (der Wiederherstellung einer landständischen Verfassung, zwar ohne Einmischung des Bundes, jedoch) mit Berücksichtigung sowohl der früheren gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen».

Ich habe hier in den Text des 55. Artikels die in Parenthese gesetzten Worte eingeschaltet, um den Sinn dieser gesetzlichen Bestimmung klar auszusprechen und denselben gegen

n Mißverständniß zu sichern, zu welchem ein von dem Herrn Referenten (Seite 357 r Protokolle) gebrauchter Ausdruck die Veranlassung geben könnte. Ich äusserte die Be- rgniß, daß durch jenen Ausdruck ein Mißverständniß des an sich klaren Artikels veran- ßt werden könne, schon während der Berathung über den ersten Vortrag, bei der Stelle, o der Herr Referent sagt, daß (nach einer, jedoch nur noch problematischen, Erklärung s 56. Artikels der Schlußacte) die früherhin gesetzlich bestandenen Verhältnisse bei r Erfüllung des 13. Artikels der Bundes- und des 54. der Schluß-Acte zwar berücksichtigt erden könnten, aber nicht müßten.

Aus dem hier aufgestellten Gegensatze zwischen «können» und «müssen», dürfte elleicht die Behauptung abgeleitet werden wollen, daß es bei der Erfüllung jener beiden rtikel lediglich in die Willkühr der Regierungen gestellt sey, ob sie dabei die früherhin setzlich bestandenen ständischen Rechte berücksichtigen wollen oder nicht. Wer nun ese Behauptung etwa aufstellen möchte, dürfte sich, zur Bekräftigung derselben, auch noch uf den Schlußsatz des 53. Artikels berufen, nach welchem die Anwendung der, in Ge- äßheit der im zweiten Abschnitt der Bundesacte übernommenen Verbindlichkeiten, troffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle den Regierungen llein überlassen worden ist.

Allein diese Behauptung wird leicht als eine ganz unbegründete dargestellt werden können.

Denn zuvörderst ist aus dem Zusammenhange, in welchem die einzelnen Sätze s 53. Artikels mit einander stehen, der Sinn des Schlußsatzes desselben so deutlich als öglich bestimmt. Jener Artikel sagt: Obwohl die Regel jede Einwirkung des Bundes i die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung ausschließt; so soll doch, aus- ahmsweise, dieser Einfluß des Bundes auch auf jene Gegenstände der innern Staats- nrichtung und Staatsverwaltung ausgeübt werden, in Beziehung auf welche sich die Bun- sglieder im zweiten Abschnitt der Bundesacte über besondere Bestimmungen ver- nigt haben, durch welche gewisse Verhältnisse und Rechte der Unterthanen bestimmt, zu- sichert und gewährleistet werden sollen. Damit aber die Ausnahme nicht die Regel ntergrabe; so soll dem Bunde nur so viel Recht eingeräumt werden, als dazu gehört, m die Erfüllung der in jenen Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten bei den nzelnen Regierungen zu bewirken, während diesen — den einzelnen Regierungen — allein, h. ohne weitere Einmischung des Bundes in das Einzelne, überlassen bleibt, e Anwendung der in Gemäßheit der übernommenen Verbindlichkeiten getroffenen An- rdnungen, wodurch jene wirklich erfüllt wurden, sicher zu stellen. Daß aber mit dem Schlußsatze des 53. Artikels nur diese Sicherstellung der richtigen Anwendung jener llgemeinen Anordnungen, durch rechtliche Anstalten im Innern der Bundesstaaten,

nicht aber die Befugniß der Regierungen zu einer willkührlichen Entscheidung, gemeint gewesen seyn müsse, geht nicht nur aus der Natur der Sache, sondern auch ganz bestimmt aus dem 63. Artikel der Schlußacte hervor, in welchem in Beziehung auf den Rechtszustand der ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen Reichsadels — eines Rechtszustandes, der ebenfalls in die Kategorie der im 53. Artikel erwähnten besonderen Bestimmungen gehört — festgesetzt ist, daß die über die Anwendung der in Gemäßheit des 14. Artikels der Bundesacte erlassenen Verordnungen oder abgeschlossenen Verträge entstehenden Streitigkeiten, in einzelnen Fällen, an die competenten Behörden des Bundesstaates, in welchem die Besitzungen der Berechtigten gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden und somit jeder einseitigen legislatorischen Erklärung entzogen sind.

Wenn nun hiermit als erwiesen anzunehmen seyn dürfte, daß der Schlußsatz des 53. Artikels nicht nur nicht für die Behauptung: es sey lediglich der Willkühr der einzelnen Regierungen überlassen, ob sie bei der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte die früherhin gesetzlich bestandenen landständischen Rechte berücksichtigen wollen oder nicht wollen, sondern sogar dagegen spricht: so geht sodann das Hinfällige derselben auch schon aus der Wortstellung in dem 55. Artikel der Schlußacte von selbst hervor.

Die ganze Fassung dieses aus einem Haupt- und einem Zwischen-Satze bestehenden Artikels, widerspricht jener, schon durch den Zweck der ganzen, das Verfassungswerk in Deutschland betreffenden, Gesetzgebung verworfenen Behauptung auf das allerbestimmteste.

Der Hauptsatz setzt, in Beziehung auf das, was, gegen die Regel, daß der Bund in innere Angelegenheiten der Staaten nicht einwirken soll, in den Artikeln 53 und 54 ausnahmsweise demselben dennoch eingeräumt und, unbeschadet dieser Ausnahme, den einzelnen Regierungen doch wieder allein überlassen wurde, fest:

> «Den souverainen (von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese (die Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte betreffende) innere Landesangelegenheit (selber und ohne Einmischung des Bundes) zu ordnen».

Dagegen aber giebt der Bund auch wieder Ziel und Maaß für das, was bei dem Ordnen dieser innern Landesangelegenheit den souverainen Fürsten überlassen bleibt, indem der Zwischensatz des Artikels vorschreibt, daß diese innere Landesangelegenheit

«mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandenen

ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse»

ordnet werden soll.

Sollte jene Behauptung, daß die einzelnen Regierungen bei dem Ordnen dieser nnern Landesangelegenheit die älteren ständischen Rechte nach ihrem Gutdünken erücksichtigen oder auch nicht berücksichtigen könnten, durch die Wortstellung den Schein er Wahrheit, den ihr der Zweck der ganzen Gesetzgebung nicht weniger, als die ausgerochene und wohl begründete Abneigung der Gesetzgeber, Verfassungen aus blossen erstandesbegriffen und ohne Rücksicht auf das, was sich in der Vorzeit auf nothendige und noch fortwirkende, nicht bloß vorübergehende Weise, gestaltet hat, entstehen zu ssen, auf das allerunzweifelhafteste abspricht, dennoch gewinnen; so mußte der Artikel och ganz anders und etwa so gefaßt seyn: «Den souverainen Fürsten der Bundesstaaten leibt überlassen, diese innere Landesangelegenheit zu ordnen, und dabei sowohl die rüherhin bestandenen ständischen Rechte, als die gegenwärtigen Verhältnisse zu berücksichigen».

Immerhin gewährt der richtig interpretirte 55. Artikel den Regierungen einen sehr eiten, obgleich bestimmt abgegränzten Spielraum; der weite Umfang dieses Spielraums nd die bestimmte Gränze desselben, sind aber beide gleich wohlthätig. Jener erleichert den Regierungen, die sich im Falle des genannten Artikels befinden, die Lösung der ufgabe: das Vorrecht, das im Laufe der Zeiten vielleicht zum Unrecht geworden, da, o es wirklich zum Unrecht geworden ist, durch Gleichsetzung der Nichtbevorrechteten it den Bevorrechteten zu der Würde des Rechts zu erheben; diese aber verhindert, aß mit dem Vorrechte der Einzelnen nicht auch das Recht Aller zu Grunde gehe; enn sehr wahr ist, was ein Holsteinischer Schriftsteller sagt: «Unbesonnene nur verschleuern einen Schatz, weil er nicht das modische Gepräge hat. Vorrechte dürfen zwar en Rechten, aber auch nur allein den Rechten weichen.

§. 8.

Dagegen verordnet, in Beziehung auf den zweiten Fall, wenn nämlich in irgend inem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit besteht, der 6. Artikel der Schlußacte: «Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmäßigem Wege ieder abgeändert werden».

Diese Bestimmung ist, wie die Verhandlungen des Wiener Congresses im Jahre 1814 nd 1815 beurkunden, offenbar aus der Ueberzeugung hervorgegangen, daß es für ein

neues Recht keine Bürgschaft geben könne, wenn das alte Recht spurlos verschwinden dürfte.

Daß jene Bestimmung aus dieser Ueberzeugung wirklich hervorgegangen sey, werde ich später, durch die zu Wien in den Jahren 1814 und 1815 über diese und ähnliche Gegenstände statt gehabten Verhandlungen, nachweisen. Niemand aber erschrecke vor dieser Bestimmung; auch der nicht, welcher, in dem Alten nur Veraltetes, im alten Vorrechte auch ursprüngliches Unrecht zu erblicken, sich hat verführen lassen.

Das Alte war, zu seiner Zeit, neu; das Vorrecht war, zu seiner Zeit, ein gutes Recht; daß, in anderer Zeit, das Alte veraltet, das Vorrecht zum Unrechte geworden seyn kann; wer läugnet es?

Wer möchte aber behaupten, daß nicht auch auf dem verfassungsmäßigen Wege, wenn gleich vielleicht ein wenig langsamer, das Veraltete zweckmäßig umgestaltet, das Unrecht dem Rechte zum Opfer gebracht werden könne? Nur der, welcher an der Kraft, welche die Wahrheit auf das menschliche Gemüth übt, ganz und gar verzweifeln zu müssen wähnt! Die Wahrheit und das Recht üben, weil sie göttlichen Ursprungs sind, eine beinahe unwiderstehliche Kraft, die sich nur darum so selten in ihrer ganzen Fülle zeigt, weil die Menschen, welche durch sie wirken zu wollen vorgeben, damit etwas ganz anderes, als die Anerkennung der Wahrheit und des Rechtes üben, nämlich den eignen, mit jenen größtentheils unverträglichen, Vortheil bezwecken; wo aber wäre das Volk oder wo wären auch die Stände des Volkes aufzuweisen, welche der Regierung widerstanden hätten oder auch nur hätten widerstehen wollen, die Wahrheit und Recht, zur rechten Zeit und rein, in ihren Staatseinrichtungen realisiren wollte? Wo dieses Bestreben nicht gelang — das lehrt die Geschichte — da fehlte es entweder an dem reinen und festen Willen, oder an der Klugheit der Regierungsorgane.

Ich halte daher die gesetzliche Bestimmung dieses 56. Artikels für sehr weise; wer sie dafür aber auch nicht halten möchte, dem müßte doch die richtige Anwendung derselben, so lange sie gesetzliche Kraft behält, heilig bleiben, da aus dem Nachtheiligen eines gegebenen Gesetzes nicht auf dessen Ungültigkeit geschlossen werden kann.

§. 9.

In Beziehung auf den dritten Fall, den nämlich, wenn der Bund die besondere Garantie einer, in einem Bundesstaate eingeführten, landständischen Verfassung übernommen hat, (denn die Uebernahme der allgemeinen Garantie liegt schon in dem Daseyn der, das Verfassungswerk in Deutschland betreffenden, gesetzlichen Bestimmungen und in den für alle Fälle geltenden Bestimmungen der Artikel 7 und 31 der Schlußacte —) bestimmt

er Artikel 60 derselben: «Sie (die Bundesversammlung) erhält dadurch die Befugniß, auf lnrufen der Betheiligten die Verfassung aufrecht zu erhalten, und die über Auslegung der Anwendung derselben entstandenen Irrungen, so fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittlung oder ompromissarische Entscheidung beizulegen».

In einem solchen Falle hat demnach die Bundesversammlung das Recht, in eine Prüfung der garantirten Verfassung einzugehen, den Sinn der einzelnen Artikel zu erörtern, ınd die Frage: ob der einzelne Fall, der zur Irrung Veranlassung gegeben hat, richtig oder ınrichtig unter die Vorschrift der Verfassung subsumirt worden sey, zu entscheiden: denn ie soll, wenn gütliche Ausgleichung nicht zu erzielen ist, als Schiedsrichter entscheiden. Aber auch in einem solchen Falle, darf sie unaufgefordert, weder vermittelnd, noch schiedsrichterlich entscheidend, eintreten, wenn zur Ausgleichung solcher Irrungen anderweitige Mittel und Wege vorgeschrieben sind.

§. 10.

Wenn hingegen über die Auslegung und Anwendung einer landständischen Verfassung, deren besondere Garantie der Bund nicht übernommen hat, Irrungen entstehen (und dieß ist der vierte und letzte der im Gesetze vorgesehenen Fälle); so hat die Bundesversammlung, auf Anrufen der Betheiligten, nur die über den 13. Artikel der Bundesacte in der Schlußacte festgesetzten Bestimmungen aufrecht zu erhalten. Sie muß demnach nach dem Artikel 53 bewirken, daß die übernommene Verbindlichkeit, nach welcher jede landständische Verfassung — sey sie eine alt-bestehende oder neu wieder hergestellte — statt finden soll, erfüllt und die Anwendung der getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle, jedoch ohne Einmischung des Bundes in die Beurtheilung derselben, gesichert werde.

Wenn nun in einer landständischen Verfassung die Mittel und Wege, wodurch jene Anwendung gesichert und entstandene Irrungen ausgeglichen werden sollen, gesetzlich nicht bestimmt seyn sollten; so hat sich die Versammlung auf die Fürsorge zu beschränken, daß solche Mittel und Wege gegeben und eröffnet werden.

Nur dann, wenn die Nichterledigung solcher Irrungen die innere Sicherheit gefährden, Widersetzlichkeit gegen die Obrigkeit erregen, oder gar Aufruhr herbeiführen sollte, sollen, ausser den in der Bundesverfassung liegenden Mitteln, gütliche Ausgleichung und compromissarische Entscheidung, nach Umständen, auch die im 26. und 27. Artikel der Schlußacte vorgesehenen Maaßregeln in Anwendung kommen.

Alles dieß scheint unzweideutig aus den Worten des 61. Artikels hervorzugehen, welche so lauten: Ausser dem Falle der übernommenen besondern Garantie einer landständischen

Verfassung und der Aufrechthaltung der über den 13. Artikel der Bundesacte hier festgesetzten Bestimmungen, ist die Bundesversammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im 26. Artikel bezeichneten Charakter annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, so wie des 27. Artikels, auch hierbei ihre Anwendung finden.

Dieser Artikel kann, nach Allem, was bis hierher auseinander gesetzt wurde, den Bund und dessen Einwirkung nur von dem eigenen, unmittelbar vermittelnden, oder schiedsrichterlich entscheidenden Einschreiten, keinesweges aber davon ausschliessen, daß er, falls über die Auslegung oder Anwendung einer nicht besonders garantirten Verfassung Streitigkeiten entständen, und in dieser Mittel und Wege, solche zu beseitigen, gesetzlich nicht vorgeschrieben seyn sollten, die Ausmittlung und den Gebrauch jener Mittel und Wege, deren Existenz, selbst bei besonders garantirten Verfassungen, um die Entscheidung von Bundeswegen überflüssig zu machen, als wahrscheinlich vorausgesetzt worden, verlange und erforderlichen Falls bewirke. Denn nicht der Willkühr, sondern dem Rechtssinne der Regierungen sollte ein freier, der unmittelbaren Einwirkung des Bundes, so lang als immer möglich, unzugänglicher Spielraum für wohlthätige Einrichtungen im Innern ihrer Staaten gesichert bleiben. Dem Bunde aber liegt für seinen Zweck nicht nur an der Herstellung, sondern eben so viel an der Aufrechthaltung der hergestellten Verfassungen und ihrer fortgesetzten Wirksamkeit. Dieser Zweck des Bundes kann ohne durchgreifende Anwendung der in der Verfassung liegenden Grundsätze auf die Staatsangelegenheiten, hinsichtlich welcher den Ständen gewisse Rechte eingeräumt sind; er kann ohne bestimmte Einrichtungen, durch welche diejenigen Hindernisse, welche sich der durchgreifenden Anwendung jener Grundsätze entgegenstellen, unmöglich erreicht werden.

Die Annahme, daß der Bund, bei nicht besonders garantirten Verfassungen, sich um die Mittel und Wege, die Anwendung der in ihnen festgesetzten Bestimmungen zu sichern, auch, erforderlichen Falls, gar nicht, oder doch nicht früher bekümmern dürfe, als bis aus der gestörten Anwendung der verfassungsmäsigen Grundsätze, Unordnung und Widersetzlichkeit eingerissen seyen, würde nicht allein die Gesetzgeber im Bunde, gegen alle Regeln der Interpretation, mit sich selber und mit ihrer eigenen Gesetzgebung in einen unauflösbaren Widerspruch versetzen, sondern auch die Stände und übrigen Unterthanen eines Landes, in welchem eine nicht besonders garantirte Verfassung verletzt und ihnen dagegen die (von der richterlichen noch immer verschiedene) rechtliche (schiedsrichterliche) Hülfe versagt würde, zur Widersetzlichkeit und zur Unruhestiftung gleichsam herausfordern.

ad 9

letzte Punct der gesandtschaftlichen Erklärung durch das, was hierüber in dem ersten
[illegible]achtlichen Vortrage gesagt wurde, bereits seine Erledigung finden.

Man hat unter diesen Umständen sich durch die Erklärung der Königlich-Herzoglichen
[illegible]sandtschaft nicht veranlaßt finden können, seine bei dem ersten Vortrage in der Sache ge-
[illegible]ßerten Ansichten zu ändern, und da von der Gesandtschaft sich eine nähere Erklärung vorbe-
[illegible]lten worden ist, darauf antragen zu können geglaubt, sich diese binnen sechs Monaten zu
[illegible]bitten.

Sollte hohe Bundesversammlung indeß die Meinung von der Anwendbarkeit des 56.
[illegible]rtikels der Schlußacte auf den vorliegenden Fall, besonders auch um deßwillen nicht thei-
[illegible]n, weil die von des Königs Majestät Prälaten und Ritterschaft am 17. August 1816
[illegible]u bestätigten Gerechtsame den Charakter einer förmlichen Verfassung nicht hätten, wie solche
[illegible]dachter Artikel der Schlußacte voraussetze; so möchte die Königlich-Herzogliche Regierung
[illegible]urch Allerhöchstderen Gesandtschaft zu ersuchen seyn:

1) die hohe Bundesversammlung binnen einer gewissen Frist in Kenntniß setzen zu lassen, wie im Herzogthume Holstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey;
2) den Privilegien der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, namentlich in Ansehung des Steuerbewillungsrechts, in der ihnen unterm 17. August 1816 neu zugesicherten und unter 3) dieses Gutachtens näher zu deuten versuchten Maaße auf keine Weise die Wirksamkeit zu entziehen; auch
3) in dem Falle, daß über deren Umfang zwischen der allerhöchsten Regierung des Herzogthums Holstein und Prälaten und Ritterschaft eine Verschiedenheit der Meinungen obwalten sollte, letzteren auf Verlangen, und waltet hierunter nicht gesetzlich im Herzogthume Holstein eine besondere abweichende Verfassung ob, von welcher der hohen Bundesversammlung Wissenschaft zu geben wäre, das rechtliche Gehör deßwegen nicht zu versagen.

Graf von Beust.

Eintritte dieser neuen Verfassungsordnung, in ihrer rechtlich bestehenden, landesherrlich anerkannten Verfassungsgerechtsame in alle Wege geschützt, ingleichen ihre Vorschläge in Hinsicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berücksichtigt werden, die dermalen in anerkannter Wirksamkeit rechtlich bestehende Verfassung aber, nach den Worten des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, anders nicht, als auf dem in dieser Verfassung selbst liegenden Wege, abgeändert werden möge.

Die Reclamanten glauben dieses Ansuchen historisch und rechtlich begründet zu haben.

§. 12.

Bei der Prüfung dieser historischen und rechtlichen Beleuchtung, stellte sich als ganz unzweifelhaftes Resultat dar:

1) daß die aus Prälaten und Ritterschaft gebildete Körperschaft als betheiligte anerkannt werden müsse, schon deßwegen, weil die Regierung die Errichtung eines beständigen Ausschusses der Ritterschaft, seit 1775, anerkennt, welcher dazu bestimmt ist, das Corps ausser den Versammlungen vorzustellen, seine Rechte zu wahren und das Röthige für die Convente des Corps, ohne übrigens auf dessen Verfassung irgend Einfluß zu haben, vorzubereiten; die Convente aber, ohne Nachtheil der Landtage und gerade zum Zwecke der Förderung derselben, seit 1656, mit landesherrlicher Genehmigung eingeführt waren.

Denkschrift §. 4, S. 13 und §. 13, S. 31.

2) daß die Nachweisung: eine landständische Verfassung finde, den in den Artikeln 13 der Bundes- und Artikel 54 der Schluß-Acte enthaltenen bundesgesetzlichen Bestimmungen zuwider, in ungekränkter, obwohl urkundlich angeblich anerkannter, Wirksamkeit nicht statt, auf hinreichende Weise gegeben sey.

Da dieß nun, nach §. 4 dieses Gutachtens, hinreicht, die Competenz der Bundesversammlung in der Art zu begründen, daß die Beschwerde von ihr angenommen und die Erfüllung jener bundesgesetzlichen Bestimmungen bewirkt d. h. eine landständische Verfassung ins practische Leben gerufen werde: so dürfte, in dieser Beziehung, der Antrag der Commission — obwohl er vielleicht hinter dem zurück blieb, was er, dem Gesetze zufolge, noch ausser der abverlangten Erklärung des Dänisch-Holsteinischen Gouvernements hätte enthalten können — vollkommen gerechtfertigt erscheinen.

§. 13.

Es kam aber auch noch darauf an, zu prüfen: ob die Behauptung der Reclamanten, daß in Holstein eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit bestehe, gegründet sey oder nicht?

Artikel, in Verbindung mit dem 53., genügt allein, um jede in Verfassungsangele-
eiten bei der hohen Versammlung angebrachte Bitte Betheiligter in Berathung zu
n und das Geeignete, nach der Verschiedenheit der Fälle, darauf zu beschliessen.

I.

ber die Competenz der Bundesversammlung in Verfassungsangelegenheiten der Deutschen Bundesstaaten und über den Umfang derselben.

§. 1.

In dem 53. Artikel der Schlußacte ist verordnet: «Die durch die Bundesacte den
zelnen Bundesstaaten garantirte Unabhängigkeit schließt zwar, im Allgemeinen, jede Ein-
kung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus; da aber
Bundesglieder sich in dem zweiten Abschnitte der Bundesacte über einige besondere
stimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf die Gewährleistung zuge-
erter Rechte, theils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen: so
zt der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen
ernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Be-
eiligten ergiebt, daß solche nicht statt gefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung
, in Gemäßheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen, allgemeinen Anordnungen
f die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

§. 2.

Unter diesen besondern Bestimmungen, über welche sich die Bundesglieder vereinigt
ben, gehört nun auch die Bestimmung des 13. Artikels der Bundesacte: «In allen
undesstaaten wird eine landständische Verfassung statt finden».

§. 3.

Diese Bestimmung der Bundesacte ist in dem 54. Artikel der Schlußacte
hin erläutert worden, «daß in allen Bundesstaaten landständische Verfassungen statt
nden sollen», und es wird sogar, den Fall, daß keine Anzeige der Betheiligten dazu
ffordere, vorsehend, in diesem Artikel noch besonders vorgeschrieben: die Bundesver-
mmlung habe darüber zu wachen, «daß diese Bestimmung in keinem Bun-
esstaate unerfüllt bleibe».

§. 4.

Durch die Artikel 13 der Bundes- und die Artikel 53 und 54 der Wiener Schluß-
cte ist demnach die Competenz der Bundesversammlung in der Art begründet, daß

sie befugt ist, schon von Amtswegen über die Erfüllung der darin enthaltenen Bestimmungen zu wachen. Wenn sie aber dazu befugt ist, so ist sie noch ausdrücklicher dazu eben sowohl berechtigt, als verpflichtet worden, auf die von den Betheiligten geschehene Nachweisung, daß eine landständische Verfassung, den in jenen Artikeln enthaltenen Bestimmungen zuwider, nicht statt finde, die Erfüllung jener Bestimmungen zu bewirken.

§. 5.

Was die Versammlung bei der Ausübung dieses durch die Pflicht bedingten Rechts zu thun habe, um die Erfüllung des 13., durch den 54. der Schlußacte erläuterten, Artikels der Bundesacte in einem Bundesstaate zu bewirken, das ist, je nach der Verschiedenheit der Fälle, auch auf verschiedene und — mit Ausnahme eines Falles, den der Gesetzgeber, wahrscheinlich in der Voraussetzung, daß er in Deutschland, wo von uralten Zeiten her immer, wenn gleich ungeschriebene Verfassungen üblich waren, kaum vorkommen werde, nicht vorgesehen hat — auch auf vollständige Weise bestimmt.

Der ausdrücklich nicht, implicite aber immer auch, vorgesehene Fall ist der, daß in irgend einem Bundesstaate eine Verfassung weder existire, noch je existirt habe.

§. 6.

Ausser diesem Falle, hat sich der Gesetzgeber mehrere verschiedene Fälle gedacht, den nämlich, daß in irgend einem Bundesstaate zwar in früheren Zeiten eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe; dann den, daß in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit bestehe; und endlich den, daß eine landständische Verfassung von dem Bunde besonders garantirt oder so auch nicht garantirt seyn könne.

§. 7.

In Beziehung auf den ersten Fall, den nämlich, daß in früheren Zeiten zwar in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe, setzt der 55. Artikel der Schlußacte fest: «den souverainen (d. h. von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Angelegenheit (der Wiederherstellung einer landständischen Verfassung, zwar ohne Einmischung des Bundes, jedoch) mit Berücksichtigung sowohl der früheren gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen».

Ich habe hier in den Text des 55. Artikels die in Parenthese gesetzten Worte eingeschaltet, um den Sinn dieser gesetzlichen Bestimmung klar auszusprechen und denselben gegen

ler übrigen, nur einen einzigen sprechen lassen, weil er zugleich Staatsmann und Minister
nes Staates ist, dessen Verfassung ebenfalls, per injuriam temporum, vernichtet war.

Graf Münster, einer der Königlich-Hannöverischen Bevollmächtigten am Wiener
ongresse, sagt, im Einverständnisse mit seinem Mitbevollmächtigten, in einer unter dem
1. October 1814 an das Comité der fünf Deutschen Höfe (Oesterreich, Preussen,
aiern, Hannover und Würtemberg) gerichteten Note, in Beziehung auf gewisse, von
aiern und Würtemberg geäusserte Widersprüche, darüber Folgendes: « Seine Königliche
oheit der Prinz Regent von Großbritannien und Hannover können den Satz nicht aner-
nnen, daß, selbst nach den Veränderungen, die in Deutschland vorgegangen sind, den
ürsten ganz unbedingte und rein despotische Rechte über ihre Unterthanen zustehen. Der
rundsatz, daß der Verfall der Deutschen Reichsverfassung auch den Umsturz
r Territorialverfassung der Deutschen Staaten — in so fern diese nicht Puncte
traf, die ausschließlich ihr Verhältniß mit dem Reiche bezweckten — im rechtlichen
inne nach sich ziehe, läßt sich keineswegs zugeben. Ein Repräsentativ-System ist in
eutschland, von den ältesten Zeiten her, Rechtens gewesen. In vielen Staaten be-
ihten dessen nähere Bestimmungen auf förmlichen Verträgen zwischen den Landes-
erren und ihren Unterthanen; und selbst in denjenigen Landen, wo keine ständischen Ver-
ssungen erhalten waren, hatten die Unterthanen gewisse und wichtige Rechte, welche
e Reichsgesetze nicht allein bestimmt darlegten, sondern auch schützten ».

Demnach dürfte ein Umsturz einer Territorialverfassung, welche, wie die Holsteinische
Verfassung, auf förmlich, zwischen den Landesherren und ihren Unterthanen, für sich und
re Nachfolger, abgeschlossenen und eidlich bestätigten Verträgen beruhte, mit dem Verfalle
r Deutschen Reichsverfassung, im rechtlichen Sinne, wohl nicht zu rechtfertigen seyn.

Dieß haben auch die Deutschen Fürsten wohl eingesehen, und, da es dem Herrn
rafen Eyben, bei der Gelegenheit, als er seiner Erklärung noch einige mündlich vorge-
agene Nachträge hinzufügte, gefallen hat, unter denjenigen Fürsten, welche sich nach
uflösung des Reichsverbandes veranlaßt sahen, ebenfalls die Verfassung ihres Landes
ifzuheben, auch den höchstseligen König von Würtemberg zu nennen; so wird es mir,
r ich es mir zur Ehre rechne, unter diesem Fürsten, meinem zweiten Vaterlande, gedient
haben, um so mehr gestattet seyn, darüber ein Wort zu sagen, als dasselbe für die
ache, welche hier verhandelt wird, nicht einmal ausser näherer Beziehung stehen dürfte.

Friedrich, der erste König von Würtemberg, der, in den Zeiten des Schreckens, der
efahr und des drückendsten Despotismus, der von Aussen geübt wurde, Männliches ge-
an hat, um Sich und Seinem Volke so viel von nationaler Selbstständigkeit zu erhalten,
s nur immer aus dem allgemeinen Schiffbruche gerettet werden konnte, der es zu verhin-

dern mußte, daß der Würtemberger Französischen Gesetzen huldigte, daß er in Spanien sein Blut vergiessen, vor Französischen Ministern kriechen oder dem Einflusse der Französischen geheimen Polizei unterliegen mußte, hob freilich die Verfassung Seines Landes auch auf. Es hat tief geschmerzt: allein die Geschichte wird die Gesinnung, mit der — und die Verhältnisse, unter welchen es geschah, besser zu würdigen wissen, als die Zeitgenossen sie würdigten, die in ihren Ansichten nothwendig befangen waren.

Es sey erlaubt, darüber und über das, was Er, um die Wunde, welche die Aufhebung der Landesverfassung geschlagen hatte, zu heilen, für nothwendig hielt, in einer Verordnung, die Er während des Wiener Congresses erließ, Ihn Selber sprechen zu lassen:

«Von dem Augenblicke an, als gebieterische politische Verhältnisse die Staatsveränderung von 1806 herbeigeführt hatten, faßten Wir den festen Entschluß, Unserm Königreiche, sobald der Drang der Umstände aufgehört haben und ein fester Stand der Dinge eingetreten seyn würde, eine, seiner innern und äussern Lage, den Rechten der Einzelnen und den Bedürfnissen des Staates angemessene, Verfassung und ständische Repräsentation zu geben. Die Ausführung dieses Entschlusses verzögerte sich durch die nachmaligen Zeitereignisse, welche die Vornahme einer solchen wesentlichen Grundeinrichtung der ganzen Staatsorganisation nicht räthlich machen konnten. Erst die im vorigen Jahre eingetretene, Veränderung in den öffentlichen Angelegenheiten konnte diesem, Unserm landesväterlichen Herzen so angelegenen, Wunsch der Ausführung näher bringen, und Wir würden daher, gleich nach Abschliessung des Pariser Friedens, denselben in Erfüllung gebracht haben, wenn nicht von dem zu vollständiger Berichtigung des allgemeinen Friedens beschlossenen Congresse in Wien, Abänderungen in den inneren und äusseren Verhältnissen des Königreichs zu erwarten gewesen wären, und es daher zweckmäßiger geschienen hätte, die Ausführung auf die Resultate jenes Congresses auszusetzen. Indessen haben Wir gleich Anfangs, in den zu Behandlung der Deutschen Angelegenheiten statt gehabten Conferenzen der zu Wien versammelten Souverains, Unsern festen Endschluß und die Absicht der Einführung einer Ständeverfassung im Königreiche erklärt. Da aber die Endresultate dieses Congresses nicht so schnell, als Wir in Beziehung auf jene Absicht gewünscht hätten, herbeigeführt werden konnten: so finden Wir Uns bewogen, Unserm Volke die ihm bestimmte Wohlthat nun nicht länger vorzuenthalten, und dadurch öffentlich zu beweisen, daß nicht eine äussere Nothwendigkeit oder eine gegen Andere eingegangene Verbindlichkeit, sondern bloß die feste Ueberzeugung von dem Bedürfnisse einer angemessenen

ständischen Verfassung für das wesentliche Interesse des Staates, und der Wunsch Uns geleitet haben, auch hierdurch, nach 17 stürmischen Jahren, in welchen die Vorsehung Uns und Unser Reich erhalten hat, das Glück Unsers Volkes für künftige Generationen dauerhaft zu begründen. Wir haben zu dem Ende die Grundzüge einer solchen Verfassung, worin die Zusammensetzung der Stände, der ihnen zukommende Antheil an der Gesetzgebung und der Besteuerung, das Recht, ihre Bitten und Wünsche vor dem Throne niederzulegen, so wie allgemeine und wesentliche Rechte und Verpflichtungen der Unterthanen bestimmt werden, entworfen und eine Commission von Staatsdienern, aus verschiedenen Classen der Nation, verschieden nach Stand, Amtsverhältnissen, Religionsbekenntniß und Güterbesitz, mit dem Auftrage niedergesetzt, den hiernach reiflich ausgearbeiteten Entwurf einer Repräsentativ-Verfassung für das Reich Uns zur Genehmigung vorzulegen; die von Uns sanctionirte Verfassungsurkunde werden Wir sodann der ständischen Repräsentation, welche Wir auf den 15. März d. J. (1815) hier zu versammeln gedenken, übergeben, sie beschwören, und in volle Ausübung setzen lassen u. s. w.«

Friedrich I. verlangte von der einberufenen ständischen Repräsentation, ohne vorhergegangene Prüfung dieses Entwurfs und punctweise Einwilligung der Stände, keinen Eid, und da diese — obwohl, in dem ersten Entwurfe schon, das Recht, die Geschäfte des Landtags durch Ausschüsse vorbereiten zu lassen; das Recht der Selbstbesteuerung; das Recht, die Verwendung der zu gewissen Zwecken verwilligten Steuern zu controlliren und nur für nachgewiesene Bedürfnisse des Staats Abgaben zu bewilligen; das Recht, bei der Gesetzgebung, innerhalb genau und richtig bestimmter Gränzen, zu concurriren; das Recht, die Staatsdiener verantwortlich zu machen, jeden Staatsdienst, ohne Rücksicht auf Geburt, zu ambiren, der gleichen Vertheilung der Lasten u. s. w. eingeräumt worden war — darin dennoch die früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte des Herzogthums Würtemberg nicht hinlänglich berücksichtigt fanden, verschmähte es dieser Regent, der von Seiner Würde einen hohen Begriff hatte, und die Kraft, sie respectiren zu machen, auf ausgezeichnete Weise in sich trug, nicht, sich mit den zusammenberufenen Ständen über eine Grundlage weiterer Verhandlungen über die künftige Verfassung des Landes zu vereinigen, aus welchen Verhandlungen, da Ihn Selber der Tod überraschte, unter der Leitung Seiner jetzt regierenden Königlichen Majestät, die jetzige Verfassung, von allen Seiten geprüft und anerkannt, als ein Kleinod des Fürsten und des Volkes hervorgegangen ist.

So viel, auf die ungesucht dazu mir gegebene Veranlassung, zu sagen, glaubte ich den Manen dieses, in Seinen trefflichen Regenten-Eigenschaften nicht genug erkannten,

Fürsten schuldig zu seyn, und ich glaubte diese Pflicht um so unbesorgter auch hier erfüllen zu dürfen, da aus der mitgetheilten Verordnung, übereinstimmend mit den Aeusserungen des Königlich=Baierischen Gouvernements auf dem Congresse zu Wien, deutlich hervorgeht, daß die von beiden Regierungen, gegen eine ausgedehntere Fassung des 13. Artikels der Bundesacte, auf jenem Congresse erhobenen Widersprüche nicht den Zweck hatten, der Regierungswillkühr freieren Spielraum zu lassen, sondern nur den, den Bundesstaaten, dem Bunde gegenüber, diejenige Selbstständigkeit zu sichern, welche nöthig ist, um der Mißkennung der landesherrlichen Macht im eigenen Staate, und dem allerdings möglichen Mißbrauch der Bundesgewalt zu entgehen.

§. 15.

So wenig als in der Auflösung der Deutschen Reichsverfassung der Grund gefunden werden kann, die Holsteinische Verfassung als eine solche, welche im rechtlichen Sinne nicht mehr bestände, zu betrachten; eben so wenig bietet zu solcher Betrachtungsweise die temporäre Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark irgend einen Rechtsgrund dar.

Es würde sich, vom politischen Standpuncte aus, schon gegen den Act der Einverleibung selbst, viel sagen lassen, da damals, als das Holsteinische Grafenhaus mit dem Herzogthume Schleswig im Jahr 1326 (Privilegiensammlung S. 26.) erblich belehnt ward, die Anordnung für nöthig gehalten wurde, daß dasselbe niemals wieder an die Krone Dänemark so zurückfallen solle, daß Ein Herr über beide sey.

Ward nun gleich diese Satzung, unter Zustimmung der Landstände, bald wieder anders festgestellt; so geht doch so viel daraus hervor, daß jener Act, der schon für ein mit Deutschland nicht verbundenes Land als ein bedenklicher erachtet wurde, in Beziehung auf Holstein noch größere Bedenklichkeiten erregen mußte.

Es ist aber, selbst in und mit diesem Einverleibungsact Holsteins in Dänemark, weder die Nothwendigkeit, noch die Wirklichkeit gegeben, daß um seinetwillen die Holsteinische Landesverfassung als rechtlich zu Grunde gegangen betrachtet werden müsse.

Nicht die Nothwendigkeit: denn wie lange wurde nicht das Herzogthum Schleswig, das nie mit Deutschland verbunden war, in inniger Einigung, selbst mit dem mit Deutschland verbundenen Holstein, von den Königen von Dänemark regiert, ohne daß diese sich gedrungen gefühlt hätten, diese Einigung zu lösen und Schleswig in einen verfassungslosen Zustand zu versetzen! Derselbe König, welcher im Jahre 1660 das imperium absolutum über sein Königreich, für sich und seinen Stamm, durch freie Uebertragung erwarb, bestätigte in einer, nur in puncto electionis abgeänderten, sonst

über mit allen früheren gleich bündigen, Urkunde und unter eidlicher Betheuerung, für sich und seine Nachkommen, sämmtliche Privilegien der Prälaten, Ritterschaft, Mannschaft und Städte, und fuhr fort, in beiden Herzogthümern nach den Grundlagen der alten vertragsmäßigen Landesverfassung zu regieren, und Landtage halten zu lassen.

Nicht die Wirklichkeit: denn, in dem, wegen der Einverleibung des Herzogthums Holstein in das Königreich Dänemark, ergangenen Königlichen Patente vom September 1806 ist, wenn ich dieses, bloß vorgelesene, in den Acten aber nicht befindliche, Patent nicht ganz unrichtig verstanden habe, der Aufhebung der Landesverfassung förmlich nicht nur nicht gedacht, sondern es dauerte auch, mit Vorwissen der Regierung, die Deputation der Schleswig-Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, deren Attribute durch ein Regulativ von 1778 normirt sind, bis zu dem heutigen Tage fort.

Denkschrift S. 60, Num. 2.

Wenn aber auch diese beiden Ereignisse — die Auflösung des Reichsverbandes und die Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark — die Vernichtung der Holsteinischen Territorialverfassung zur Folge wirklich gehabt hätten, und zur Folge hätten haben müssen, so ist doch seitdem an die Stelle des Reichs, wenn auch mit bedeutenden Modificationen, der Deusche Bund getreten, und Holstein ist, ausgeschieden von der Verschmelzung mit Dänemark, wieder mit Deutschland verbunden worden.

Alles Recht aber, was durch jene beiden Ereignisse etwa hätte vernichtet worden seyn können, ist durch die Bestätigung der Privilegien, welche Seine Majestät der König von Dänemark, in Folge seines Beitritts zum Deutschen Bunde, dem Corps der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft unter dem 17. August 1816 ertheilte, aus der Vernichtung lebendig wieder hervorgetreten, da diese Bestätigung den Rechtszustand von 1766 und 1773 unbedingt wieder hergestellt hat.

§. 16.

Dagegen wird zwar eingewendet, daß diese neueste Confirmation vom 17. August 1816 nur specielle Vorrechte der Prälaten und der Ritterschaft, keineswegs aber die Privilegien der vormaligen Landstände, welche aus Prälaten, Ritterschaft und Städten zusammengesetzt gewesen seyen, bestätigt habe; daß demnach in keinem Falle gesagt werden könne, die Holsteinische Landesverfassung und das in ihr begründete Steuerbewilligungsrecht sey neuerlich wieder anerkannt worden und in rechtliche Wirksamkeit getreten.

Diese Einwendung würde, wäre sie begründet oder könnte sie begründet werden, allerdings von entscheidendem Gewichte bei der Frage seyn: ob des Königs von Dänemark

Majestät die alte Holsteinische Verfassung, wie sie in den Jahren 1766 und 1773 bestätigt wurde, wieder anzuerkennen verpflichtet und dieselbe anders, als auf verfassungsmäßigem Wege, abzuändern nicht berechtigt sey? oder ob Allerhöchstdieselben eine neue Verfassung geben können, wobei jedoch die früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte ebenfalls zu berücksichtigen wären?

Ob nun wohl der Erfolg, namentlich in Beziehung auf das Steuerbewilligungsrecht, dessen Erhaltung die Reclamanten überall als die Hauptsache darstellen, ziemlich der nämliche seyn dürfte, ob die Verfassung auf den Grund des 56. oder auf den Grund des richtig verstandenen 55. Artikels wieder ins Leben gerufen und zur Anwendung auf die einzelnen Fälle gebracht wird: so hat doch die Bundesversammlung weniger den Erfolg, als die richtige Anwendung des gerade hier einschlagenden Gesetzes, ins Auge zu fassen.

Allein die Reclamanten haben jene Einwendung vorhergesehen, und haben sie durch ihre beurkundete Darstellung (S. 62 Num. 3 und 4 der Denkschrift) völlig entkräftet.

Zu dem Beweise aber, daß es sich in jener Urkunde, welche alle und jede, den Prälaten früherhin ertheilte Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, eben so, wie dieses ao. 1766 und 1773 geschehen, bestätigte, nicht bloß von speciellen Vorrechten derselben, sondern auch von dem ihnen zustehenden ständischen Rechte, handelt, genügt die Thatsache, daß die Regierung dieses selber anerkannt hat, indem sie als Grund der, auf die Bitte der Reclamanten, ihnen über den Inhalt ihrer Privilegien rechtliches Gehör zu gestatten, ertheilten abschläglichen Resolution, anführte,

> daß die Landesverfassung keiner Erörterung auf dem Wege Rechtens unterworfen seyn könne.

Denkschrift §. 24.

Es ist freilich nicht zu verkennen, daß eine bloß aus Prälaten und Ritterschaft bestehende Landstandschaft weder dem Wohle des Landes zusagen, noch mit alt-verfassungsmäßigen Gerechtsamen der Holsteiner in Einklang gebracht werden könne: allein eben so wahr ist es, daß dergleichen Verfassungsweise in Deutschland gar nicht selten war, und daß der Schleswig-Holsteinische, aus Prälaten und Ritterschaft bestehende Landtag, als solcher anerkannt und daß auf dem Landtage von 1711 und 1712 eine, nicht ohne neuen Landtag abzuändernde, Steuerordnung für die berufenen und anwesenden Stände getroffen wurde. (S. 80 und S. 23 der Denkschrift.)

§. 17.

Die Nachtheile einer so einseitigen Repräsentation, wie die Holsteinische — die dermalen in der That noch einseitiger ist, als sie in der gesandtschaftlichen Erklärung dargestellt wird — wohl würdigend, erinnert diese Erklärung auch daran, daß, wenn die frühere Verfassung

olsteins als eine solche, welche **noch** oder **wieder** in anerkannter Wirksamkeit sey, be-
achtet werden müßte und daher nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert
erden könnte, durch diese Verfassung, nach welcher die Landstandschaft nur auf Prälaten,
tterschaftlichen Gutsbesitzern und einer gewissen Anzahl von Städten beruhte; nach welcher,
ısser den Königlichen Landdistricten, der dritte Theil des Landes, mit den Städten Glück-
ıdt und Altona, durchaus nicht vertreten gewesen sey; und nach welcher sich alle Vortheile
ır auf Seiten des privilegirten Adels, alle Nachtheile aber auf Seiten des Bürger- und
auern-Standes befunden hätten — die gesandtschaftliche Erklärung, sage ich — erinnert
ıran, daß, unter solchen Umständen, alle diejenigen, den Forderungen der Zeit und der
erhältnisse entsprechende Institutionen würden entbehrt werden müssen, welche dermalen,
der Absicht, die Besteuerungsfähigkeit der Unterthanen zum Maaßstabe der Abgaben zu
achen und diese verhältnißmäsig gleich zu vertheilen, theils schon gegründet wären, theils
i der Erfüllung des 13. Artikels, nach der Intention Seiner Königlichen Majestät, noch
gründet werden dürften.

Ich habe schon oben (§. 8) die Besorgniß vor den üblen Folgen der, in dem Art. 56
r Schlußacte enthaltenen, gesetzlichen Bestimmung, nach welcher alte, in anerkannter
'irksamkeit bestehende Verfassungen, einseitig nicht abgeändert werden können, im **Allge-
einen** zu beseitigen gesucht; in dem vorliegenden Falle aber läßt sie sich **beinahe** auf
ull zurückbringen.

Denn, nachdem Prälaten und Ritterschaft, welche überhaupt daran, daß die **Städte**
Gebrauche ihrer **Landstandschaft** beeinträchtigt wurden, ganz unschuldig sind — die
litische Bedeutung ihres Standes und die Bedingungen, unter welchen diese in unserer
it allein erhalten werden kann, richtig beurtheilend — schon am 26. April 1817, also
ht lange **nach** der Bestätigung ihrer Privilegien, auf **amtliche Weise** erklärt und in
hier eingereichten Denkschrift (Seite 66 und 70) ausdrücklich wiederholt haben,

> daß sie, gleich ihren Mitbürgern, von der Hoffnung und dem Vertrauen belebt, es werde die **Verfassung** dieser **Lande**, deren Wiederaufrichtung sie von der Huld und Gerechtigkeit ihres geliebten Landesherrn erwarten dürfen, auf liberalen Grundsätzen und einer **allgemeinen** Landesvertretung begründet werden, so, daß vor Allem das Recht der Steuerverwilligung gesichert bleibe, **keinesweges** die Ab**sicht haben, in der künftigen directen Grundsteuer, nach welchem Maaßstabe diese auch verfassungsmäsig angeordnet werden und, durch Bewilligung der Stände, zu der hergebrachten ordinären Contribution hinzukommen möchte, irgend eine Bevorzugung vor den übrigen Landen zu begehren** —

dürfen diese Anerbietungen von Seiten der Regierung mit einiger Vorsicht nur acceptirt werden, um jene Institutionen, welche dieselbe in Beziehung auf Repräsentation und Vertheilung der Lasten beabsichtigt, gegen jede unpolitische Regung des Egoism sicher zu stellen.

Ich rede von einer vorsichtigen Acceptation jener Anerbietungen, weil Prälaten und Ritterschaft zur Zeit, in Beziehung auf Abgaben, nur in Betreff der directen Grundsteuer ihren alten Vorrechten zu entsagen erklärt haben: allein die zuversichtliche Hoffnung, daß bei den Verhandlungen über eine Verbesserung der anerkannten alten Verfassung, sobald nur die Absicht der Regierung dahin wirklich ausgesprochen und bethätigt werden wird, jener Verzicht auf alle Steuern werde ausgedehnt werden, ist um so weniger aufzugeben, als das Bestreben, dem Zeitgemäßen sich zu fügen, in andern Erklärungen der Bevorrechteten (Seite 1 u. 64 der Denkschrift), so wie in der Bitte um Vermittlung, wenigstens angedeutet ist. In jedem Falle aber handelt es sich hier von der Wiederherstellung anerkannter Rechte, welche geachtet werden müßten, wenn auch von zeitgemäßer Umgestaltung derselben gar keine Rede seyn könnte.

Was sich nun für das Anerkenntniß dieser alten Rechte anführen läßt und dafür angeführt worden ist, das soll der nächste Abschnitt dieses Gutachtens im Zusammenhange kurz darstellen.

Dieser Darstellung aber schicke ich bloß noch den keines Beweises mehr bedürftigen Satz eines Baierischen Publicisten voraus: Anerkannt ist die Wirksamkeit einer Verfassung, wenn über dieselbe die Betheiligten ihren übereinstimmenden Willen, durch Urkunden oder durch die That, erklärt haben.

B) Aufstellung der für die Bejahung der Frage sprechenden Gründe.

§. 18.

Daß in Holstein eine landständische Verfassung, welche den Landständen gewisse Rechte gab, existirte, ist bewiesen und in der gesandtschaftlichen Erklärung auch anerkannt.

König Christian I. stellte ao. 1460, als erkorner Landesherr, für sich und seine Nachfolger, die eidliche Aussage und Erklärung aus,

> daß ein jeder Einwohner dieser Lande bei seinem Rechte und seiner Freiheit bleiben solle, auch daß denjenigen solche bestätigt und verbrieft werden sollen, welche das verlangen möchten.

Diese Zusicherung bezieht sich so wenig allein auf die landtagenden Stände — Prä-ten, Ritterschaft und grösseren Städte — daß vielmehr auch die kleineren Städte, Kaufleute und Wandersleute, genannt sind.

Unter den mancherlei zugesicherten Rechten und Freiheiten befindet sich

1) die Zusicherung, daß Schleswig und Holstein ewig beisammen, ungetheilt, seyn llen;

2) die Zusicherung: Wir, Unsere Erben und Nachkommen sollen und wollen ich keine Schatzung oder Bede legen auf die Einwohner dieser Lande, sammt id sonders, ausgenommen Unsere eigenen Bonden und Lansten, die unversetzt und unver-ändet sind, ohne freundliche Einwilligung und Zulassung, einträchtige ustimmung aller Räthe und Mannschaft dieser Lande.

Durch eine zweite Handfeste von demselben Jahre,

3) die Zusicherung, wo möglich, jährliche Landtage zu halten.

Denkschrift, §. 1. Gesandtschaftliche Erklärung, S. 4.

§. 19.

So vielfältig und nachdrücklich auch die Versuche der spätern Zeit waren, diese Ver-ssung, namentlich aber das Recht der Landtage und der Steuerverwilligung, untergraben; so gelangen dieselben doch nur bis auf einen gewissen Grad.

1) Die Städte wurden zu dem Landtage von 1711, zum ersten Male, nicht con-cirt, und die Vorstellungen, welche die Ritterschaft gegen die Ausschliessung ihrer alten litstände machte, blieben unerhört.

2) Prälaten und Ritterschaft verglichen sich mit landesherrlichen Commissarien iter Anderem auch dahin, daß bei Friedenszeiten die ordinäre Contribution, wie sie sher in beiden Fürstenthümern monatlich entrichtet worden, nicht allein nicht erhöht, ndern, so weit es immer möglich, gemildert, und bei Kriegszeiten, wenn die Noth-ndigkeit erfordern werde, extraordinäre Auflagen auszuschreiben, solche vorher löbl. rälaten und Ritterschaft auf einer Landtagsversammlung dargethan erden solle.

Bei der Ratification dieser zum Abschlusse gebrachten Verhandlung wurde aber gerade ser Punct, wegen der ordinären und extraordinären Contribution, durch die Clausel aus-schlossen: daß die von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende ordinäre Contribution bei iedenszeiten niemals erhöht, noch bei Kriegszeiten extraordinäre Contribution, ohne deren umgängliche Nothwendigkeit, ausgeschrieben, solchenfalls aber Prälaten und itterschaft dennoch vorher zu einer Landtagsversammlung, die nur viele eitläuftigkeiten und Unkosten verursachen würde, nicht convocirt werden sollen.

Auf die Erklärung der Stände aber, daß Alles, wozu sie sich verstanden, gerade nur unter der Bedingung der Bestätigung des Rechts, ohne vorherigen Landtag sich keinerlei Steuer anmuthen zu lassen, zugesagt hätten, erhielten sie am 16. Juli 1712 eine Erläuterung der, Prälaten und Ritterschaft gegebenen, den Punct der Contribution betreffenden, Ratification dahin:

1) es sey nicht die landesherrliche Absicht gewesen, ihnen die Hoffnung auch zu Milderung der ordinären Contribution zu benehmen;

2) auch gehe der Landesherren Meinung nicht dahin, alle Landtagsversammlungen für künftig aufzuheben, sondern es hätten dieselben, in der mehr angezogenen Clausel, nur derentwegen sich so explicirt, «weiln, bei unentbehrlicher Ausschreibung einer extraordinären Contribution in Kriegszeiten, dann und wann solche pressante Casus vorzufallen pflegen, daß nicht vorhero weitläuftige Zusammenkünfte darüber gehalten werden oder selbige einigen Verzug erleiden könnten».

Und so scheinen die Reclamanten mit Recht behaupten zu können, daß diese, auf dem alten Grundvertrage ruhende Landtagssatzung — nach welcher die ordinäre Contribution von klösterlichen und adeligen Gründen fortan niemals erhöht, ausserordentliche Contribution aber, ausser in dringenden Kriegsfällen, nicht anders, als nach gehaltener Landtagsversammlung, ausgeschrieben werden könne — ihre rechtliche Verbindlichkeit bis zu einem neuen Landtage behaupte.

§. 20.

Seit dieser Zeit (1712) ist kein Landtag wieder gewesen; indessen behaupten die Reclamanten, daß auch während dieser Zeit,

1) die ordentliche Contribution, troß eines ao. 1717 gemachten Versuchs, unerhöht verblieb;

2) der Landtag nie vergessen, vielmehr angeregt und auch (1721) anerkannt worden sey;

3) den Holsteinischen Prälaten und der Ritterschaft bis zum Jahre 1773 nicht allein keine ordentliche Grundsteuer, ausser der hergebrachten, sondern überhaupt keine bleibende Steuer, welcher Art sie sey, angemuthet worden wäre.

Denkschrift, §. 11.

§. 21.

Belege sind für diese Behauptung nur zum Theil beigebracht: allein dennoch wird, selbst wenn factische Störungen des im Jahre 1712 anerkannten Rechts sollten nach-

wiesen werden können, die anerkannte rechtliche Wirksamkeit der Verfassung, selbst in r Periode von 1712 bis 1766 und 1777, zugestanden werden müssen:

1) weil König Christian VII. (der Vater des jetzt regierenden Königs) am 31. Mai '66 die Privilegien, auf geschehenes Ansuchen, dahin bestätigte:

« Wir confirmiren und bestätigen also alle und jede, von Unsern höchstseligen Königl. Herrn Vorfahren, ermeldten Prälaten und Ritterschaft ertheilten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen, hiermit und in Kraft dieses, bester- und beständiger-maßen Ag. dergestalt und also, daß Unsere geh. Prälaten und Ritterschaft dabei, zu allen Zeiten, geruhig gelassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen. Immaßen Wir denn Unserm jetzigen und künftigen Statthalter, zur Regierungscanzlei in Glückstadt sämmtlich verordneten Canzler, Vicecanzler u. s. w. ernstlichst anbefehlen, über diese Unsere Ag. Confirmation festiglich zu halten » u. s. w.

Bestätigte König Christian VII. hierdurch alle und jede Privilegien und Rechte, elche seine Königliche Vorfahren den Prälaten und Rittern ertheilt hatten, ohne irgend ne Ausnahme; so war ihnen auch das Recht der Landtage und der Steuerverwilgung, so weit über letzteres sich nicht anders verglichen war, so wie überhaupt ihr ntheil an der Landesverfassung von Neuem bestätigt, und, was factisch verletzt worden m mochte, rechtlich wieder hergestellt und in anerkannte Wirksamkeit gesetzt.

Dieß um so gewisser, weil

2) derselbe König, im Jahre darauf, mit der Kaiserin Catharina II., über die Bedingen der Wiedervereinigung von ganz Schleswig-Holstein, einen provisorischen Vertrag, d. Kopenhagen den $\frac{11}{22}$. April 1767, unterzeichnete, dessen 16. Artikel so lautet:

Da, nach der huldreichen Absicht beider hohen contrahirenden Theile, durch den verabredeten Tausch, in den zu permutirenden Ländern, Niemand, wer er auch sey, an seinen Rechten und Befugnissen gekränkt werden und eben so wenig die vorhandenen milden Stiftungen im geringsten leiden sollen; so wird in Ansehung des Herzogthums Holstein hierdurch, namentlich von J. K. M. von Dänemark, bewilligt, und für sich, Dero Erben und Successores aufs bündigste zugesagt,

1) das besagte Herzogthum Holstein überhaupt und alle Einwohner desselben, so wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtsamen, welche sie bisher genossen, ungekränkt zu lassen und zu erhalten.

In dem nach erfolgter Mündigkeit des Großfürsten Paul abgeschlossenen Definitivctate, d. d. Zarsko-Selo den $\frac{21.\text{ Mai}}{1.\text{ Juni}}$ 1773, heißt es, Art. VII:

> Seine Königliche Majestät zu Dänemark und Norwegen versprechen nochmals auf das heiligste, gleichsam, als wenn solches alles wörtlichen Inhalts hierselbst wiederholt worden wäre, daß alles, was in dem Art. 16 u. s. w. des provisorischen Tractats, in Ansehung der aufrecht zu erhaltenden Privilegien, Vorzüge und Freiheiten des Herzogthums Holstein .... bereits festgesetzt und zugesagt worden .... unverbrüchlich beobachtet und getreulich erfüllt werden solle.

Am Schlusse des Königlichen Besitznahmspatents vom 16. November 1773 aber wird, vom Könige, wiederholt erklärt:

> So geloben und versichern Wir dagegen, mittelst dieses offenen Briefes, für Uns und Unsere Nachfolger in der Regierung, daß Wir den sämmtlichen, nunmehr Unserer alleinigen Landeshoheit untergebenen, Eingesessenen der bisher gemeinschaftlichen und einseitig Großfürstlich-Holsteinischen Landesdistricte, sowohl Prälaten und Ritterschaft, auch Besitzern adeliger und Canzlei-Güter, als anderen Commünen und Unterthanen, weß Standes sie seyen, in den Städten, Flecken und auf dem Lande, Unsere Königliche Huld und Gnade angedeihen lassen, sie insgesammt bei ihren wohlerworbenen und hergebrachten Rechten und Freiheiten lassen und Königl. schützen, auch alle ihre, ihnen ertheilten Privilegien, Exemtionen und Begnadigungen bestätigen, und ihre Wohlfahrt, Aufnahme und Gedeihen auf alle Weise befördern und Uns zum Zwecke setzen wollen.

Es erscheint aber diese Zusicherung um so gewisser als eine Anerkennung der in rechtlicher Wirksamkeit bestehenden Verfassung des Herzogthums Holstein, da der König, unaufgefordert,

3) die Privilegien der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, am 13. November 1773, zum zweiten Male dahin bestätigte:

> Wir Christian VII. rc. confirmiren und bestätigen also, durch diesen offenen Brief, aus nunmehr alleiniger landesobrigkeitlicher Macht und Botmäsigkeit, alle und jede, von Unsern Königlichen Vorfahrern und von den mitregierenden Landesherren aus dem Herzoglich-Holstein-Gottorpschen Hause, gedachten Prälaten und Ritterschaft vorhin ertheilten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, nach ihrem ganzen Einhalt und in allen ihren Puncten und Clauseln, bester- und beständiger-maßen, dergestalt, daß sie, Unsere getreuen Prälaten und Ritterschaft, dabei zu allen Zeiten ruhig belassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen.

Denkschrift, S. 12 u. 13.

§. 22.

Die so eben vorgetragenen Momente sind von entscheidender Wichtigkeit, da die von s jetzt regierenden Königs Majestät den Prälaten und der Ritterschaft im Juli 1814 gesicherte, und am 17. August 1816 wirklich ertheilte Confirmation der Privilegien den in den Zeitpuncten von 1766 und 1773 anerkannten Rechtszustand von euem zugesichert hat.

Denn in dieser Confirmation heißt es:

Wir Frederik der Sechste u. s. w. confirmiren und bestätigen also alle und jede, von Unsern höchstseligen Herrn Vorfahren, ermeldeten Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, wie selbige von Unsers höchstseligen Herrn Vaters, Königs Christian VII., Majestät unterm 31. März 1766 und 13. November 1773 allerhöchst bestätigt worden, in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen, hiermit und in Kraft dieses, bester- und beständigermaßen, Ag. dergestalt und also, daß Unsere gehorsame Prälaten und Ritterschaft dabei zu allen Zeiten ruhig gelassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen. Immaßen Wir denn Unserm jetzigen und künftigen Statthalter, zum Holstein-Lauenburgischen Obergerichte zu Glückstadt sämmtlich verordneten Canzler, Vicecanzler und Räthen, auch allen Unsern andern Beamten und Bedienten, hiermit Ag. und ernstlichst anbefehlen, über diese Unsere Ag. Confirmation festiglich zu halten und dagegen nichts zu verhängen, noch, daß es von Anderen geschehe, gestatten.

Denkschrift, §. 21.

Diese so ertheilte Confirmation der den Prälaten und der Ritterschaft zustehenden ämmtlichen Rechte, worunter denn natürlich die landständischen und verfassungsmäßigen Rechte oben an stehen, gewinnt durch den Zeitpunct und durch die Umstände, welchem und unter welchen sie ertheilt wurde, eine über die Maßen wichtige Bedeutung.

§. 23.

Es ist bekannt, wie sehr in den Jahren 1814 und 1815 die Deutschen Regierungen von m Gefühle der Nothwendigkeit durchdrungen waren, die bürgerlichen Rechte der Unteranen durch politische Institutionen, namentlich durch Aufrechthaltung rechtlich noch bestehenr und Wiederbelebung veralteter Verfassungen, sicher zu stellen und so die Herrschaft des echts gegen Mißgriffe zu verbürgen.

Ewig merkwürdig wird in dieser Beziehung das Votum der Königlich-Hannöverischen ongreßbevollmächtigten vom 21. October 1814 bleiben, nach welchem unter Anderem auch rauf bestanden wurde, daß künftig in Deutschland

die auf Gesetzen und Verträgen beruhenden Territorialverfassungen, unter Vorbehalt der nöthig werdenden Modificationen, bestehen sollen; daß aber, wo keine ständische Verfassung gewesen, die Einwilligung der Stände zu den aufzulegenden Steuern (wohlverstanden, daß sie zu den Bedürfnissen des Staates beizutragen schuldig sind) erforderlich sey; daß sie ein Stimmrecht bei neu zu verfassenden Gesetzen; daß sie die Mitaufsicht über die Verwendung der zu bewilligenden Steuern haben, und berechtigt seyn sollen, im Falle der Malversation, die Bestrafung schuldiger Staatsdiener zu begehren.

An dieses Votum schlossen sich am 16. November 1814 die Bevollmächtigten von 29 Deutschen Regierungen, in der Erklärung an:

Namentlich sind sie damit einverstanden, daß aller und jeder Willkühr, wie im Ganzen durch die Bundesverfassung, so im Einzelnen in allen Deutschen Staaten, durch Einführung landständischer Verfassungen, wo dieselben noch nicht bestehen, vorgebeugt und den Ständen folgende Rechte gegeben werden:

1) das Recht der Verwilligung und Regulirung sämmtlicher zur Staatsverwaltung nothwendiger Abgaben;
2) das Recht der Einwilligung bei neu zu erlassenden allgemeinen Landesgesetzen;
3) das Recht der Mitaufsicht über die Verwendung der Steuern zu allgemeinen Staatszwecken;
4) das Recht der Beschwerdeführung, insbesondere in Fällen der Malversation der Staatsdiener und bei Mißbräuchen aller Art.

Wobei übrigens den einzelnen Staaten die angemessene Einrichtung der ständischen Verfassung, nach dem Charakter der Einwohner, den Localitäten und dem Herkommen, überlassen bleibt.

Kein Deutscher Bundesstaat hat sich gegen diese Grundsätze, im Allgemeinen, erklärt; Baiern und Würtemberg allein waren es, welche, nicht etwa der Einführung landständischer Verfassungen überhaupt, sondern nur einer in der Bundesacte aufzunehmenden Bestimmung der landständischen Rechte, widersprachen.

Kl. Uebers. der diplom. Verh. des Wiener Congr., Abthl. II, S. 201 und 208.

Wenn, in solcher Zeit und unter solchen Verhältnissen, im Juli 1814, die seit 1808 verweigerte Confirmation der Privilegien den Prälaten und Ritterschaft zugesichert wurde;

Denkschrift, S. 20.

wenn, in solcher Zeit und unter solchen Verhältnissen, auf die Bemühung der

eputirten, welche Prälaten und Ritterschaft, in der Absicht, dem Herzogthume Holstein ne vormäßige Verfassung zu verschaffen, zum Congresse nach Wien abgesendet hat- n, das Königlich-Dänische Ministerium unter dem 28. Januar 1815 erklärte, daß eine Majestät der König der Wiederherstellung der Landstände nicht entge- en sey, und gestatten wolle, daß ihre (der Landstände) Versammlung zu Kiel wie- er statt haben solle;

Uebersicht der diplom. Verh. des Wiener Congresses, Abtheil. II, S. 223.

enn, in solcher Zeit und unter solchen Verhältnissen, auf die am 26. Mai 1815 iederholte Bitte um einen Landtag in zeitgemäßer Form, zuerst der nexus ocialis zwischen Holstein und Schleswig bestätigt, dann davon, daß, zum Behufe des Beitritts zum Deutschen Bunde, innere Einrichtungen vorbereitet würden, unter em 9. September 1815 amtliche Nachricht gegeben, und endlich am 17. August 1816 ie Confirmation so, wie §. 18 nachgewiesen ist, wirklich ertheilt wurde: so läßt sich och wohl nicht bezweifeln, daß hier von der Bestätigung verfassungsmäßiger landständi- cher Rechte wenigstens mehr, als von der Bestätigung blosser Standes-Privilegien ie Rede war, welche in der gesandtschaftlichen Erklärung ausdrücklich für das größte Hinderniß erklärt worden, das den Forderungen und Verhältnissen der Zeit, der gleichen Vertheilung der Lasten und jeder vernünftigen Rücksicht auf die Besteuerungsfähigkeit der Unterthanen, entgegentreten könnte.

Der ganze Rechtszustand, wie er in den Jahren 1766 und 1773 in Beziehung auf Landtage und Steuerverwilligung unbedingt anerkannt worden war, wurde von Neuem bestätigt, und somit alles das, was, bis zu jenen Jahren hinauf, vor und nach dem 17. August 1816 dagegen anders, als auf dem Wege des Vergleichs, etwa geschehen seyn mag, der rechtlichen Wirkung nach, vernichtet.

§. 24.

Können gegen diese bis hierher vorgetragene Thatsachen, und daraus abgeleiteten Folgerungen, keine begründeten Ausstellungen gemacht werden; so wird auch das Recht, das Prälaten und Ritterschaft, als Stände des Herzogthums Holstein, aus dem 56. Arti- kel der Schlußacte in Anspruch nehmen, eben so wenig verkannt werden können, als sich die hohe Bundesversammlung der Erfüllung derjenigen Obliegenheit wird entschlagen dürfen, welche ihr die Bundesgesetzgebung, namentlich auch in Beziehung auf die Erfüllung jenes 56. Artikels, auferlegt hat.

III.

Worauf wäre demnach anzutragen?

§. 25.

Ob nun gleich die in den vorigen Abschnitten entwickelten Gründe es mir rechtlich unmöglich machen, dem der vorläufigen gesandtschaftlichen Erklärung beigefügten und auf Abweisung der Reclamanten gerichteten Antrage beizustimmen: so nehme ich dennoch, aus den schon früher angegebenen Gründen und weil auch der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holsteinische Herr Gesandte seine Erklärung selbst eine bloß vorläufige genannt und seinem allerhöchsten Hofe — wenn sich ein nach den Gesetzen des Bundes und der Competenz der Bundesversammlung geeigneter Anlaß dazu ergeben sollte — die weitere Erklärung vorbehalten hat, in der Ueberzeugung, daß die Bundesversammlung, über den Grund oder Ungrund einer zu ihrem Ressort gehörigen Beschwerde eine Erklärung abzuverlangen, allerdings berechtigt sey, durchaus keinen Anstand, mich dem Hauptantrage des Herrn Referenten dahin anzuschliessen,

> daß die hohe Bundesversammlung, in Gemäßheit ihrer durch Bundes- und Schluß-Acte begründeten Competenz, den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten ersuche, die Erklärung seines allerhöchsten Hofes über den Inhalt der vorliegenden, von Prälaten und Ritterschaft, die Darstellung ihrer angeblich in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, enthaltenden Denkschrift, binnen sechs Monaten gefälligst zu bewirken.

Was aber die neuerlich erst hinzugefügten eventuellen Anträge des Herrn Referenten betrifft; so kann ich denselben, so, wie sie vorliegen, nicht beistimmen.

Es ist allerdings möglich, daß die hohe Bundesversammlung, eine weitere Erklärung von dem Herzoglich-Holsteinischen Gouvernement einzuholen, für überflüssig halte, weil sie sie sich schon nach der von der Königlich-Dänischen und Herzoglich-Holsteinischen Gesandtschaft vorläufig abgegebenen Erklärung überzeugt haben könnte, daß das von den Reclamanten angebrachte Gesuch entweder gegründet, oder nicht gegründet sey.

Wenn die Commission, das wirkliche Eintreten dieses möglichen Falles vorauszusetzen, einen, mir unbekannten, Grund haben sollte; so würde es doch ihre Pflicht seyn, zugleich die Fragen, welche dann Gegenstand der Abstimmung werden würden, vollständig zu fixiren.

§. 26.

Würde sich die Commission auf den Hauptantrag beschränken; so dürfte zunächst pure darüber abzustimmen seyn:

I) ob die in Antrag gebrachte weitere Erklärung von dem betheiligten Hofe abverlangt werden solle oder nicht?

Würde diese Frage, wie der Herr Referent voraussetzt, verneinend beantwortet; fragt es sich dann,

II) ob dieß geschehe, weil der Grund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits vollkommen klar und über jede denkbare Einrede erhaben sey, und was dann auf die Anträge der Reclamanten zu resolviren sey?

oder

II) ob dieß geschehe, weil der Ungrund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits vollkommen klar und über jeden denkbaren Zweifel erhaben sey, und was demnach auf die Anträge der Reclamanten resolvirt werden solle; ob nämlich

a) die Reclamanten, ohne von dem Umstande, daß, dem 13. Artikel der Bundes- und dem 54. der Schluß-Acte zuwider, in Holstein keine ständische Verfassung statt finde, irgend eine Notiz zu nehmen, oder

b) ob sie, mit Rücksicht auf diesen Umstand, abgewiesen werden sollen, und was in diesem Falle die Bundesversammlung — ermächtigt und verpflichtet durch den mit den angezogenen beiden Artikeln in Verbindung zu bringenden 53. Artikel der Schlußacte, in der Hinsicht, daß das Dagewesenseyn gesetzlich bestandener ständischer Rechte von Seiten des betheiligten Hofes zugestanden worden ist — zur Erfüllung des 55. Artikels derselben Acte werde zu bewirken haben?

§. 27.

Ad I) Soll die von der Commission in Antrag gebrachte Erklärung [illegible]n dem betheiligten Hofe abverlangt werden oder nicht?

Für die Bejahung dieser Frage spricht, daß

1) in einer Sache, deren Entscheidung nicht über allen Zweifel erhaben ist, sowohl dem [illegible]ei betheiligten Hofe, als auch den Reclamanten die Gelegenheit gegeben werden müsse, das [illegible]s gegenseitig geltend gemacht wurde, von allen Seiten zu beleuchten; daß

2) ein solches umsichtiges Benehmen in dem vorliegenden Falle durch die Achtung [illegible]oten ist, die der Bund auf der einen Seite dem Gesetze schuldig ist, auf der andern [illegible]ite aber dem Monarchen von Dänemark, als solchem und als Deutschem Bundesfürsten, [illegible] so lieber zollen wird, als in Seine Gerechtigkeitsliebe durchaus kein Zweifel zu setzen [illegible] daß

3) dadurch der, in der gesandtschaftlichen Erklärung enthaltene, unverdiente Vorwurf, als sey die Commission auf eine einseitige Darstellung, zum Präjudiz der Regierung, in ihrem Antrage zu weit gegangen, in das rechte Licht gestellt wird; indem

4) die Einholung einer solchen Erklärung, innerhalb einer Zeit von sechs Monaten, keinerlei Art von Entscheidung vorgreift, und demnach nicht allein ganz unverfänglich erscheint, sondern auch

5) ganz dazu geeignet seyn dürfte, der betheiligten Regierung die Gelegenheit zu geben, die in der gesandtschaftlichen Erklärung angedeuteten Intentionen Seiner Majestät des Königs, zur vollständigen Beseitigung jeder etwa gegründeten Beschwerde, zu verwirklichen und so die Erklärung auf eine Beschwerde in eine blosse Anzeige der ohne Dazwischenkunft des Bundes erfüllten bundesgesetzlichen Bestimmungen umzuwandeln; und daß endlich

6) durch diese Maaßregel diejenigen Gesandtschaften, welche besonderer Instruction zur Abstimmung über den Gegenstand der Beschwerde selbst bedürfen, ohne künftigen weitern Aufenthalt die nöthige Zeit gewinnen, um das pour et contre ihren Regierungen vorzulegen und sich wenigstens eventuelle Instructionen zu verschaffen.

Dagegen soll nach der von dem Herrn Referenten ausgesprochenen Besorgniß vielleicht der Umstand geltend gemacht werden, daß man sich von der Anwendbarkeit des 56. Artikels der Schlußacte auf den vorliegenden Fall besonders auch um deßwillen nicht werde überzeugen können, weil die von des Königs Majestät Prälaten und Ritterschaft am 17. August 1816 neu bestätigten Gerechtsame den Charakter einer förmlichen Verfassung, wie solche gedachter Artikel der Schlußacte voraussetze, nicht hätten. Ich kann diese Besorgniß nicht theilen.

Abgesehen davon, daß die Bundesgesetzgebung nirgends und am allerwenigsten in dem 56. Artikel für landständische Verfassungen eine bestimmte Form vorschreibt, und in Beziehung auf den Inhalt nur einige mehr negative Bestimmungen in den Artikeln 57, 58, 59 und 62 festsetzt; abgesehen davon, daß die Bundesgesetzgebung vielmehr jeder Formbestimmung fremd bleiben wollte; abgesehen davon, daß, wenn man die neu confirmirten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterschaft, an deren Spitze die landständischen stehen, vielleicht um deßwillen als eine unförmliche Verfassung ansprechen wollte, weil davon die Städte und andern Stände ausgeschlossen wären; abgesehen davon (sage ich), daß man in diesem Falle würde daran erinnern müssen, wie nicht Prälaten und Ritterschaft daran, daß die Städte im Jahre $17\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ von der ständischen Repräsentation ausgeschlossen wurden, schuld sind, sondern vielmehr dagegen wiederholt sich verwahrt, auch einer noch vollständigeren Repräsentation nicht entgegen seyn zu wollen feierlich erklärt haben; abgesehen davon, daß wegen Unförmlichkeit wohl vielleicht die nicht einberufenen

ſtädte die Vollſtändigkeit der damaligen Verſammlung und die auch ſie bindende Gül-
keit der daſelbſt gefaßten Beſchlüſſe hätten anfechten können, gewiß aber nicht die Regierung,
lche in der neu ertheilten Confirmation der Privilegien den Rechtszuſtand, wie er ao. 1766
d 1773 zugeſtanden worden war, wieder hergeſtellt und alſo auch das Corps der Prälaten
d Ritterſchaft in der, demſelben im Convocatorio von 17$\frac{11}{12}$ (S. 80 der Denkſchrift) aus-
ücklich beigelegten, Eigenſchaft einer Landesverſammlung anerkannt hat;
jeſehen von dieſem Allen, kann doch dieſe, aus der Unförmlichkeit derjenigen Verfaſſung,
lche als eine in rechtlicher Wirkſamkeit beſtehende in Anſpruch genommen wird, hergenom-
ne Einwendung dem umſichtigen Antrage nicht entgegengehalten werden, da ja eben durch
Einholung einer weitern Erklärung zu verſtehen gegeben wird, daß über die Frage: ob
Verfaſſung Holſteins als eine in anerkannter Wirkſamkeit beſtehende betrachtet werden
iſſe, oder nicht, noch nicht entſchieden werden wolle.

Sollte man aber die verhandelten Acten, in dieſer gewiß nicht unwichtigen Sache,
eits für ſpruchreif halten; ſo muß doch die Möglichkeit zugegeben werden, daß jene Frage
f verſchiedene Weiſe beantwortet werden könne.

Es wird alſo angegeben werden müſſen, was in jedem der beiden möglichen Fälle zu
fügen ſeyn werde.

§. 28.

Ich wende mich daher zu der zweiten Frage, die, wenn der Antrag auf Einholung weiterer
klärung verworfen werden ſollte, wird aufgeworfen werden müſſen.

Ad II. Wenn der Grund der auf den 56. Artikel der Schlußacte ge-
uten Beſchwerde bereits für vollkommen klar und über jede denkbare
nrede erhaben betrachtet werden ſollte, was würde dann auf die An-
ige der Reclamanten zu reſolviren ſeyn?

Hier muß nun vor allen Dingen auf das Petitum der Reclamanten zurückgegangen
rden, welches drei, unter ſich verſchiedene, Anträge enthält.

Der Geſammtzweck ihrer Reclamation iſt in dem Vorworte (S. 1) dahin angegeben

1) zu beurkunden, daß Prälaten und Ritterſchaft nur nothgedrungen bei der Bun-
verſammlung beſchwerdeführend auftreten, um verſagtes Recht zu retten;

2) zu beweiſen, daß ſie die Vermittlung dem Acte der Entſcheidung bei weitem
ziehen; und

3) zu erklären, daß ſie, bei eintretender Vermittlung, die Rückkehr beglückender Eintracht
ch jedes mit Recht und Ehre verträgliche Opfer zu erkaufen, gern erbötig ſind.

Wenn — wie hier vorausgeſetzt wird — die Verfaſſung dermalen auf den ſtändi-
en Rechten der Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft beruht, und wenn dieſe vielfach

gestörte Verfassung sich wirklich der urkundlichen Anerkennung Seiner Königlichen Majestät erfreut, also in die Kategorie der in anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassungen gehört; so kann es auch keinem Zweifel unterliegen, daß nicht der Bund durch den 56. Artikel der Schlußacte eben so verpflichtet, als berechtigt seyn sollte, auszusprechen und zu bewirken, daß die urkundlich anerkannte Verfassung auch practisch anerkannt werde, daß die Zusicherung in Erfüllung übergehe, daß die in Gemäßheit der Bundesgesetzgebung getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle auch wirklich angewendet werden, und daß, wenn über deren Auslegung oder Anwendung Streitigkeiten entstehen, diese entweder auf den gesetzlich bereits bezeichneten oder auf den gesetzlich noch zu bezeichnenden Wegen, rechtlich — sey es nun richterlich oder schiedsrichterlich — beseitigt, d. h. entweder vermittelt oder entschieden werden.

§. 29.

Da aber der Bund nur dann, wenn er die besondere Garantie einer landständischen Verfassung übernommen hat, und in dieser Verfassung keine Mittel und Wege gesetzlich angeordnet sind, diejenigen Irrungen zu beseitigen, welche sich über Auslegung verfassungsmäßiger Bestimmungen und deren Anwendung auf die einzelnen Fälle entspinnen, berechtigt und verpflichtet ist, solche Irrungen unmittelbar — sey es auf dem Wege der Vermittlung oder der schiedsrichterlichen Entscheidung — selber und auf andere Weise zu beseitigen, als so, daß er auf Eröffnung anderweitiger Mittel und Wege dringe: so entsteht zuvörderst die Frage, ob diese Beschränkung der Competenz der Bundesversammlung zu einer unmittelbaren Einwirkung sich auch auf die Fälle bezieht, in welchen es sich darum handelt, eine landständische Verfassung, auf den Grund des 55. Artikels der Schlußacte, erst wiederherzustellen oder, auf den Grund des 56. Artikels, nur in practische Wirksamkeit zu setzen, damit, in dem einen wie in dem andern Falle, nach Vorschrift des 13. Artikels der Bundes- und des 54. der Schluß-Acte, überall eine landständische Verfassung statt finde?

oder

ob diese Beschränkung erst dann eintreten soll, wenn, in einem gegebenen Falle, beziehungsweise die Artikel 55 und 56 der Schlußacte schon erfüllt sind und, in Gemäßheit derselben, die Verfassung dort nach den gegenwärtig abwaltenden Verhältnissen und mit Berücksichtigung der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte geordnet; hier die in rechtlich anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung auch practisch ankannt ist?

§. 30.

Für die erste Auslegungsweise spricht der Charakter der ganzen Bundesgesetzgebung, dem zufolge das unmittelbare Einwirken des Bundes so lange ausgeschlossen wird, als

ie Zwecke auf andere und rechtliche Weise erreicht und sichergestellt werden können.
an läßt sich nicht verkennen, daß, wenn, im Falle des 55. Artikels, über die Bestim-
ungen der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, und im Falle des 56.,
er Inhalt und Umfang der in rechtlich anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassun-
n, Zweifel erhoben werden, diese eben so gut durch Austräge, als durch unmittelbare
nwirkung des Bundes, vermittelt oder schiedsrichterlich entschieden werden können; daß
an sich also zu der andern Auslegungsweise, wenigstens durch die Sicherung der Bun-
eszwecke, nicht genöthigt fühlen könne.

Wäre nun diese erste Auslegungsweise die richtige; so würde die Bundesversammlung,
enigstens so lange, als nicht von Seiten der betheiligten Regierung ein gleiches Ansin-
n gemacht werden sollte, Anstand nehmen müssen, die Rolle der Vermittlung zu über-
ehmen, oder darüber, ob die Holsteinische Verfassung sich auch auf die Verbindung mit
m Herzogthume Schleswig beziehe, und ob darin das Steuerverwilligungsrecht begrün-
et sey, unmittelbar zu entscheiden.

So anerkennenswerth es nun auch immer ist, daß die Reclamanten die Vermittlung
er Bundesversammlung einer Entscheidung derselben vorziehen und dabei jedes mit dem
Rechte und der Ehre vereinbare Opfer bringen zu wollen erklärten; so würde sich die
Bundesversammlung dennoch auf den Ausdruck des Wunsches, daß es der betheiligten
Regierung gefällig seyn möge, Ausgleichungsversuche nicht von der Hand zu weisen, be-
hränken, zugleich aber aussprechen müssen, worüber sich auszusprechen, sie aufgefordert wurde,
aß nämlich

1) die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein als eine solche, welche im
Sinne der Bundesgesetzgebung in anerkannter Wirksamkeit bestehe, allerdings, in Ge-
näßheit des 56. Artikels der Schlußacte, aufrecht zu erhalten sey, nachdem, vermöge der
nter dem 17. August 1716 ausgefertigten Königlichen Confirmation der Privilegien,
Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums
Holstein, der gesammte Rechtszustand dieses landständischen Corps, in der Art, wie er
on des höchstseligen Königs Majestät, Christian VII., unter dem 31. März 1766 und
3. November 1773 bestätigt wurde, anerkannt worden ist; daß aber

2) die hohe Bundesversammlung sich nicht bewogen sehen könne, in Beziehung auf
ie Bestimmung des Umfangs dieses Rechtszustandes, vermittelnd oder schiedsrichterlich
ntscheidend, unmittelbar einzuwirken oder auch nur, in Beziehung auf das, übrigens an-
rkennungswürdige Erbieten jenes landständischen Corps, einer Umgestaltung der land-
ständischen Verfassung in zeitgemäßere Formen kein Hinderniß in den Weg legen zu wollen,
uf dessen einseitig geschehenes Ansuchen, die Vermittlung zu übernehmen; wogegen Seine

Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein-Lauenburg, von Selber geneigt seyn werde, darauf den Bedacht zu nehmen, daß

3) die Mittel und Wege bezeichnet und eröffnet werden, wodurch und auf welchen die über den Inhalt und Umfang des Rechtszustandes vom 31. März 1766 und 15. November 1773 sich etwa erhebenden Irrungen entweder gütlich ausgeglichen oder schiedsrichterlich entschieden werden sollen; wobei es sich von selbst verstehe, daß

4) das Erbieten der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, der Umgestaltung der ständischen Verfassung kein Hinderniß in den Weg zu legen, nicht so ausgelegt werden könne, als ob darin eine Verzichtleistung auf die verfassungsmäßigen ständischen Rechte des Corps enthalten sey, welche vielmehr, von jetzt an zu manuteniren und manuteniren zu lassen, Seine Majestät der König, Herzog von Holstein-Lauenburg, von Selbst geneigt seyn werde.

§. 31.

Für die zweite Auslegungsweise dürfte angeführt werden können, daß die Artikel 60 und 61 nur von den Folgen der übernommenen oder nicht übernommenen besondern Garantie einer Verfassung sprechen; daß, in diesen beiden Artikeln, das Daseyn rechtlich und practisch anerkannter Verfassungen schon vorausgesetzt werde; daß daher die, im 61. Artikel, oben näher bezeichnete Beschränkung nur auf so bereits daseyende Verfassungen bezogen werden dürfe; daß dieß um so gewisser angenommen werden dürfe, da in diesem 61. Artikel von jener Beschränkung diejenigen Bestimmungen, welche zur Aufrechthaltung des 13. Artikels in dem 55. und 56. Artikel der Schlußacte festgesetzt worden seyen, ausdrücklich ausgenommen worden seyen; daß endlich gegen diese Ansicht der Schlußsatz des 53. Artikels derselben Acte nicht angeführt werden könne, indem die, in Gemäßheit der besonders übernommenen Bestimmungen, zu treffenden allgemeinen Anordnungen erst auf genügende Weise wirklich getroffen seyn müßten, ehe den Regierungen die Anwendung derselben auf die einzelnen Fälle überlassen werden könne, und daß demnach in dem vorliegenden Falle auf die Bitte der Reclamanten zu beschliessen seyn werde:

1) daß die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein als eine solche, welche im Sinne der Bundesgesetzgebung in anerkannter Wirksamkeit bestehe, allerdings, in Gemäßheit des 56. Artikels der Schlußacte, aufrecht zu erhalten sey, nachdem, vermöge der unter dem 17. August 1816 ausgefertigten Königlichen Confirmation der Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtsame der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, der gesammte Rechtszustand dieses landständischen Corps, in der Art, wie er von des höchstseligen Königs Majestät, Christian VII., unter dem 31. März 1766 und 13. November 1773 bestätigt wurde, anerkannt worden ist; daß demnach

2) den, in jenen Privilegien, Freiheiten, Rechten und Gerechtsamen enthaltenen, ‹ndständischen Rechten die practische Wirksamkeit nicht entzogen werden dürfe; und daß

3) in dem Falle, daß bei der zugesicherten Wiederherstellung dieser ständischen Rechte ber deren Umfang zwischen der allerhöchsten Regierung des Herzogthums Holstein und Prä- iten und Ritterschaft eine Irrung eintreten sollte, diese — so fern dafür nicht anderweitig Rittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben seyn sollten — vor der hohen Bundesversammlung uszutragen sey.

Da sich aber das landständische Corps von Prälaten und Ritterschaft erboten habe, iner Umgestaltung der landständischen Verfassung in zeitgemäßere Formen kein Hinderniß n den Weg legen zu wollen und zu diesem Ende um die Vermittlung der hohen Bundes- ersammlung nachgesucht habe; so werde dieselbe

4) keinen Anstand nehmen, diese Vermittlung dann zu übernehmen, wenn ein gleiches Ansinnen von Seiten der allerhöchsten Regierung an sie werde gerichtet werden; wobei es ich,

5) daß jenes Anerbieten des landständischen Corps von Prälaten und Ritterschaft nicht so ausgelegt werden könne, als ob darin eine Verzichtleistung auf die verfassungsmäßigen Rechte desselben oder auch nur das Zugeständniß einer längern Sistirung derselben enthalten sey, eben so von selbst verstehe, als daß

6) Prälaten und Ritterschaft, in Betreff aller ihnen, noch ausser den ständischen Rechten, neu confirmirten Privilegien, im Fall einer vermeintlichen Kränkung derselben, den Weg Rechtens vor den Landesgerichten zu betreten haben, welche darüber zu sprechen nicht gehindert werden mögen.

§. 32.

Welche dieser beiden Auslegungsweisen und welcher der darauf gebauten Beschlußanträge die überwiegenderen Gründe für sich haben mögen, darüber erlaube ich mir so wenig ein Urtheil, daß ich darüber, in keinem Falle, ohne vorher eingeholte specielle Instruction meiner höchsten Regierung, in der Versammlung abstimmen werde, wenn ich mir es auch gestatten dürfte, über die Hauptfrage selbst mich im Namen derselben zu Protokoll zu erklären.

§. 33.

Ich wende mich nunmehr zu der dritten Frage:

III) Wenn der Ungrund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits für vollkommen klar und über jede denkbare Einrede erhaben betrachtet werden solte, was würde dann auf die Anträge der Reclamanten zu resolviren seyn?

Da die Bundesversammlung verpflichtet ist, schon von Amtswegen darüber zu wachen, daß in allen Bundesstaaten eine landständische Verfassung statt finde; da die, bei dieser Gelegenheit, von dem Herrn Referenten, in dessen beiden Vorträgen, für die rechtliche Nothwendigkeit einer Terminsbestimmung zur practischen Herstellung einer Verfassung entwickelten Gründe, von unverkennbarem Gewichte sind; da es sich endlich hier von den Interessen eines Deutschen Bundesstaates handelt, welche, angeblich wenigstens, den Interessen eines auswärtigen Staates nur allzusehr untergeordnet werden: so gehört der Fall, daß man die Reclamanten, ohne von dem Umstande, daß in Holstein noch keine landständische Verfassung statt finde, Notiz zu nehmen, abweise, wohl zu den unmöglichen.

Es wird also hier nur der Fall, daß man sie, jedoch mit Rücksicht auf jenen Umstand, abweisen wolle, ins Auge zu fassen seyn.

Es kommt hier zuvörderst darauf an, ob ich den Sinn des Artikels 55 (§. 7 dieser Abstimmung) richtiger getroffen habe, als der Herr Referent ihn gedeutet zu haben scheint, oder nicht, und welche legale Interpretation der Artikel 61 der Schlußacte erhalten wird.

Denn, wäre wirklich der 56. Artikel der Schlußacte auf den vorliegenden Fall nicht anwendbar; ich hätte jedoch den 55. Artikel der Schlußacte richtig verstanden: so würde zu beschliessen seyn:

daß die Reclamanten mit ihrem, durch den in Anspruch genommenen 56. Art. der Schlußacte, nicht begründeten Gesuche abgewiesen würden, weil aus der unter dem 17. August 1816 ausgefertigten neuen Confirmation der Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtsame der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein nicht hervorgehe, daß sie dadurch in der Eigenschaft eines landständischen Corps oder einer Landesversammlung anerkannt worden wären; daß hingegen diesen Privilegien, Freiheiten, Rechten und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterschaft in der Eigenschaft einer mit speciellen Vorrechten ausgestatteten Körperschaft, wie solche (Privilegien ꝛc.) von des höchstseligen Königs, Christian VII., Majestät unter dem 31. März 1766 und 13. November 1773 bestätigt wurden, in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen, die unter dem 17. August 1816 von des jetzt regierenden Königs Frederiks VI. Majestät neu zugesichterte Wirksamkeit nicht zu entziehen sey;

daß, so fern über den Umfang jener Privilegien u. s. w., zwischen der Regierung und dieser Körperschaft eine Verschiedenheit der Meinung obwalten sollte, letzterer, auf Verlangen, das rechtliche Gehör vor den competenten Landesgerichten nicht zu versagen sey;

daß ferner, da erwiesen und auch von Seiten der Königlichen Gesandtschaft ausdrücklich zugestanden sey, daß früherhin Prälaten, Ritterschaft und Städte geset-

lich bestehende landständische Rechte ausgeübt haben, bei der, binnen einer Frist von ... Monaten, in Folge des 13. Art. der Bundesacte herzustellenden landständischen Verfassung, jene früherhin gesetzlich bestandenen landständischen Rechte, auf den Grunde des 55. Art., neben den gegenwärtig obwaltenden Verhältnissen, auch berücksichtigt werden müssen.

Was diesem Beschlusse nur noch, für den Fall, daß zwischen der Regierung und den laten und Ritterschaft über den Umfang der früherhin gesetzlich bestandenen landstän-chen Rechte eine Controverse obwalten sollte, und, in Beziehung auf die nachgesuchte mittlung der hohen Bundesversammlung, bei der Wiederherstellung der Holsteinischen fassung hinzugefügt werden müßte, das hängt wieder lediglich von der legalen Inter-tation des 61. Art. der Schlußacte (§. 29 dieser Abstimmung) ab, deren Folgen, je nachdem eine oder die andere Auslegung angenommen wird, in den §§. 30 und 31. bezeichnet sind.

§. 34.

Erhält aber die Deutung, welche der Herr Referent, wie ich glaube, gegen die Regeln Syntaxes und gegen den Geist der Gesetzgebung, dem 55. Art. der Schlußacte zu en scheint, den Vorzug; soll demnach jener Art. für gar nichts sagend, also gleichsam nicht geschrieben angesehen werden: so fällt freilich mit der Schwierigkeit, welche mit der klärung des 61. Artikels verbunden ist, zugleich auch alle Sorge um Inhalt und Umfang r künftigen Verfassung weg, und der Beschluß wird sich allerdings auf das beschränken üssen, was der Herr Referent für diesen Fall eventuell in Antrag gebracht hat.

§. 35.

Unter diesen verwickelten Umständen und bei der Verschiedenheit der Auslegung sehr ichtiger Artikel der Schlußacte, dürfte wohl schwerlich behauptet werden können, daß mit der esandtschaftlichen Erklärung und dem gegenwärtigen Vortrage des Herrn Referenten die orliegende Angelegenheit zur Reife der Abstimmung gediehen sey.

Eben so wenig wird angeführt werden können, daß diese Angelegenheit dringend genug y, um von den Vorschriften der Geschäftsordnung, welche Antrag, Discussion und Schluß-ehung in drei verschiedene (nicht etwa nothwendig aufeinander folgende) Sitzungen vertheilt issen will, abzuweichen.

Wenn man es daher auch für überflüssig halten wollte, sowohl der höchsten Re-ierung, als auch den Reclamanten, zu weiteren Aufklärungen in jure et facto die Gele-enheit zu geben; so dürfte es doch dringend nothwendig seyn, für die Abstimmung über en Gegenstand der Reclamation einen Termin zu bestimmen, der weit genug wäre, damit

diejenigen Herren Gesandten, welche sich, wie ich, in der Lage befinden sollten, von ihren höchsten und hohen Regierungen specielle Instructionen einholen zu müssen, dafür die gehörige Zeit gewännen.

Dieß ist es auch, worauf ich, jedoch nur eventuell, wenn nämlich der Hauptantrag des Herrn Referenten nicht angenommen werden sollte, anzutragen, mich verpflichtet fühle.

Wangenheim.

Beilage 15.

Ansicht

s Herrn Bundestagsgesandten Freiherrn von Leonhardi, als Mitglied der Reclamations-Commission.

Das in Betreff der Beschwerde von den Prälaten und der Ritterschaft Holsteins dermalen orliegende — so vollkommen und dankbar ich auch das verdienstliche Bemühen meiner ichverehrten Herren Collegen, diese wichtige Sache mehr aufzuklären, anerkenne, wie ihre ßfallsigen persönlichen Ansichten ehre — gewährt mir jedoch, bis jetzt, weder die Ueberugung, daß die im August 1816 erfolgte Bestätigung der Privilegien zweier Classen on Personen, zugleich die Bestätigung einer schon über 100 Jahre wenigstens nicht mehr ı Ausübung gewesenen Verfassung (welche, nächst Prälaten und Ritterschaft, auch Städte, stände und gesammte Einwohner concernirte) in sich begreife; noch daß die Steuerefreiung Einzelner, zugleich das Steuerbewilligungsrecht für dieselben enthalte.

Es scheint mir überhaupt dermalen noch weniger darauf anzukommen: ob eine landändische Verfassung in Holstein, und worin solche bestand? ob das Steuerbewilligungsecht, oder welche andere Gerechtsame zu den landständischen gehörten? sondern vielmehr diglich nur darauf: ob eine landständische Verfassung in Holstein in anerkannter Wirksam it besteht? wie dieß von Reclamanten noch im Jahre 1822 behauptet wird, und in elcher Beziehung sie ihre Beschwerde hauptsächlich auf den 56. Art. der Schlußacte basiren; nn des 13. Art. der Bundesacte wird nur ganz nebenbei erwähnt.

Anerkannt — sagen sie in ihrer Denkschrift, Seite 57, Note 11 (siehe auch Rudhard's echt des Deutschen Bundes) — ist die Wirksamkeit einer Verfassung, wenn über dieselbe e Betheiligten ihren übereinstimmenden Willen, durch Urkunden oder durch die That klärt haben.

Wenn nun aber Reclamanten sich über Eingriffe der Regierung beschweren, namentlich von der seit 1802 eingetretenen factischen Hintansetzung der Steuergerechtsame, von verfassungswidriger Besteuerung reden, und diesen Zeitpunct als denjenigen bezeichnen (S. 38 der Denksch.), wo der Damm der Verfassung gänzlich durchbrochen worden; wenn die Regierung selbst die Nichtanerkennung einer Verfassung zum öftern nicht unzweideutig an den Tag gelegt hat, wovon z. B. für die neuere Zeit das, zwei Tage nach erfolgter Bestätigung der Privilegien für Prälaten und Ritterschaft, am 19. August 1816 emanirte, aber vom 9. August schon datirte Edict, «Vorbereitungen zur Einführung einer neuen landständischen Verfassung anordnend» (Klüber's Staatsarchiv, Heft 6, S. 276), so wie die Königliche Erklärung wegen Holstein am Bundestage (1818, §. 26 der Prot.), sprechende Beweise abgeben: so vermag ich in diesen und anderen Vorgängen einen übereinstimmenden Willen der Betheiligten, demnach eine in anerkannter Wirksamkeit bestehende landständische Verfassung schon im Jahre 1802 nicht mehr aufzufinden.

Hierzu kommt noch: daß nach Auflösung des Deutschen Reichsverbandes, gleichwie in manchen anderen Staaten, die alten Verfassungen aufgehört haben, also auch in Holstein; und hier zwar, seit der Einverleibung dieses Herzogthums in die Dänische Monarchie ao. 1806, der Rest alter Verfassung wohl als erloschen zu betrachten seyn möchte.

Eine Ansicht, zu welcher sich auch Klüber bekennt (öffentliches Recht des deutschen Bundes ad 1 S. 347 und ad 2 S. 448) und demgemäß (S. 467 desselben Werkes) das Herzogthum Holstein unter denjenigen Ländern begreift, in welchen eine landständische Verfassung noch zu erwarten steht.

Diesem vorgängig (da ich die, von Reclamanten behauptete, anerkannte Wirksamkeit einer Holsteinischen Verfassung noch nicht hinlänglich für begründet erachten kann), geht meine unvorgreifliche Meinung dahin: daß dieselben angebrachtermaßen mit ihrem Petitum abzuweisen seyen.

Leonhardi.

berg, Baiern, Baden) zu reichen seyn, welche die, eben diesen Balleien zugetheilte Entschädigung für den jenseits-rheinischen Verlust erhalten haben».

Auf diese Prämissen gründete nun die Bundestags-Commission besondere Vorschläge zu Uebernahme der noch reclamirten Pensionen für die Ballei-Angehörigen von Coblenz und Altenbiesen.

Diejenige der Ballei Lothringen aber will sie ganz den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auflegen, und zwar aus dem Grunde, weil die Ballei Lothringen mit Vermögen und Lasten auf die General-Ordenscasse übernommen worden seye.

Der Schlußantrag geht alsdann dahin:

«1) daß aus den bereits zu Protokoll gegebenen Abstimmungen sämmtlicher Bundesglieder über die wegen der Pensionsberechtigungen der Deutsch-Ordensglieder und Beamten entstandenen Zweifel ein Beschluß gezogen und gefaßt;

«2) über die Frage wegen der Pensionirung der überrheinischen Ordensglieder und Beamten Instruction eingeholt;

«3) eventualiter den Reclamanten von den Balleien Coblenz und Altenbiesen nachgelassen werde, in Beziehung auf die vorläufig aufgestellte Uebersicht (der ihnen auszuwerfenden Pensionen) ihre allenfallsigen weiteren Ansprüche, unter Beifügung aller erforderlichen Nachweisungen, anzubringen».

Ad 1) haben die Gesandtschaften sich dahin zu äussern, daß allerdings darüber hätten Zweifel aufgeworfen werden können, in wie fern über die, bei den Pensionsberechtigungen der Glieder und Diener des Deutschen Ordens zur Anwendung kommenden, allgemeinen Grundsätze, nach der in den gegebenen Abstimmungen liegenden Mehrheit, ein verbindlicher Beschluß der Bundesversammlung gefaßt werden könne?

Es waren nämlich hier nur zwei Fälle gedenkbar, entweder sollte

a) durch jene Grundsätze eine authentische Interpretation des Artikels 15 der Bundesacte gegeben werden, indem man seinen Sinn nicht für hinreichend aufgeklärt erachtete, um hiernach über alle einzeln vorkommenden Pensionsansprüche, auf den durch die Bundesgesetzgebung vorgeschriebenen Wegen, entscheiden zu können.

In diesem Falle konnte nach den Vorschriften der Bundes- und Schluß-Acte, wie schon öfters ausgeführt worden, kein Beschluß nach Stimmenmehrheit gefaßt werden.

Dieses konnte um so weniger geschehen, als von keiner gemeinsamen Verpflichtung aller Bundesglieder, als solcher, sondern von Lasten die Rede ist, welche von Einzelnen übernommen werden sollen. Ueber jura singulorum soll aber, nach Art. 15 der Wiener Schlußacte, nur eine freie Vereinbarung statt finden.

Wenn nun aber Reclamanten sich über Eingriffe der Regierung beschweren, namentlich von der seit 1802 eingetretenen factischen Hintansetzung der Steuergerechtsame, von verfassungswidriger Besteuerung reden, und diesen Zeitpunct als denjenigen bezeichnen (S. 38 der Denksch.), wo der Damm der Verfassung gänzlich durchbrochen worden; wenn die Regierung selbst die Nichtanerkennung einer Verfassung zum öftern nicht unzweideutig an den Tag gelegt hat, wovon z. B. für die neuere Zeit das, zwei Tage nach erfolgter Bestätigung der Privilegien für Prälaten und Ritterschaft, am 19. August 1816 emanirte, aber vom 9. August schon datirte Edict, «Vorbereitungen zur Einführung einer neuen landständischen Verfassung anordnend» (Klüber's Staatsarchiv, Heft 6, S. 276), so wie die Königliche Erklärung wegen Holstein am Bundestage (1818, §. 26 der Prot.), sprechende Beweise abgeben: so vermag ich in diesen und anderen Vorgängen einen übereinstimmenden Willen der Betheiligten, demnach eine in anerkannter Wirksamkeit bestehende landständische Verfassung schon im Jahre 1802 nicht mehr aufzufinden.

Hierzu kommt noch: daß nach Auflösung des Deutschen Reichsverbandes, gleichwie in manchen anderen Staaten, die alten Verfassungen aufgehört haben, also auch in Holstein; und hier zwar, seit der Einverleibung dieses Herzogthums in die Dänische Monarchie ao. 1806, der Rest alter Verfassung wohl als erloschen zu betrachten seyn möchte.

Eine Ansicht, zu welcher sich auch Klüber bekennt (öffentliches Recht des deutschen Bundes ad 1 S. 347 und ad 2 S. 448) und demgemäß (S. 467 desselben Werkes) das Herzogthum Holstein unter denjenigen Ländern begreift, in welchen eine landständische Verfassung noch zu erwarten steht.

Diesem vorgängig (da ich die, von Reclamanten behauptete, anerkannte Wirksamkeit einer Holsteinischen Verfassung noch nicht hinlänglich für begründet erachten kann), geht meine unvorgreifliche Meinung dahin: daß dieselben angebrachtermaßen mit ihrem Petitum abzuweisen seyen.

Leonhardi.

Ein und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 12. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der zwanzigsten Sitzung Anwesenden

§. 130.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die, während des Feldzuges vom Jahre 1813, in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein.

(1. Sitz. §. 8. d. J.)

Oesterreich. Die Kaiserlich-Königliche Gesandtschaft ist beauftragt, die in der Herzoglich-Nassauischen Erklärung über das Gesuch des Peter Molinari zu Mainz (1. Sitz. §. 8 d. J.) enthaltene Angabe zu bestätigen, daß das Gefecht bei Hochheim, in Folge dessen, nachdem der Feind aus Wickert vertrieben worden, für die denselben verfolgenden alliirten Truppen die nöthigen Subsistenzmittel requirirt worden sind, am 9. November 1813 statt hatte, — daß das Herzogthum Nassau erst am 23. November 1813 der großen Allianz beigetreten ist, und daß dasselbe bis zum Abschlusse des Accessionsvertrags allerdings als Feindesland behandelt werden konnte; — daher dem Corpscommandanten die ihm ohnehin zustehende Befugniß um so weniger zu bestreiten ist, das dringende Bedürfniß seiner Truppen durch Requisition und Beschlagnahme der Vorräthe, besonders unmittelbar vor und auf der feindlichen Linie, zu sichern.

Da nun Oesterreich wegen der Forderung Molinari's von Nassau weder unmittelbar in Anspruch genommen, noch von dieser Regierung für zahlungsverbindlich gegen den Recla-

manten erachtet wird, so kann sich auch das Kaiserlich-Königliche Gouvernement auf keine Art in die Reclamation des Letztern einlassen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 131.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(12. Sitz. §. 83 d. J.)

Preussen. Bald nachdem in der 5. dießjährigen Sitzung auf das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, gewesenen General-Münzwardeins der ehemaligen Reichskreise Kur- und Oberrhein, der Beschluß gefaßt worden:

> die betheiligten Regierungen zu ersuchen, dem Reclamanten, vom 1. Jänner d. J. anfangend, eine jährliche Unterstützung von 800 Fl. zu bewilligen, wozu die Oberrheinischen Kreistheilhaber, etwa in dem nämlichen Verhältnisse, wie bei der Pension des Obersten von Mogen, zu concurriren hätten, und Preussen wegen der Reste des Kurrheinischen Kreises das Uebrige beitragen würde;

haben der für das Kur- und Oberrheinische Kreis-Pensions- und Schuldenwesen angeordneten Commission Königlich-Preussischer Seits die gewünschten Materialien mitgetheilt werden können, welche zur definitiven Feststellung des Concurrenzverhältnisses der betheiligten Staaten an den Schulden und Pensionen gedachter beiden Kreise noch erforderlich waren. Jemehr hiernach zu hoffen ist, daß, in Folge einer solchen definitiven Feststellung, die Regulirung der Pensionsangelegenheit des Dieze baldigst auf den Grund eines bleibenden Concurrenzverhältnisses werde statt finden können, wobei die Königlich-Preussische Regierung, nach dem Maaße ihrer Verpflichtung, unverzüglich mitzuwirken gerne bereit ist; um so weniger hält es dieselbe für nöthig, daß hierbei jetzt noch ein provisorisches Concurrenzverhältniß, wie bei der Pensionirung des Obersten von Mogen, zum Grunde gelegt werde, und hat den Königlichen Bundestagsgesandten beauftragt, mit Bezug auf den in der 5. Sitzung gefaßten Beschluß, die Erklärung abzugeben, daß sie, aus dem angeführten Grunde, ihre Theilnahme an der beabsichtigten Pensionsregulirung, bis zur definitiven Feststellung jenes Concurrenzverhältnisses, auszusetzen veranlaßt sey.

Man kam hierauf überein, die Herren Bundestagsgesandten von Baiern, Baden und Kurhessen zu ersuchen, sich bei ihren höchsten Höfen um Beibringung ihrer Erklärungen auf den 18. December d. J. zu verwenden.

§. 132.

bernahme der Festungen, Mainz, Luxemburg und Landau von Seiten des Deutschen Bundes.

(29. Sitz. §. 164. Registr. u. Plenar-Protok. v. 5. Oct. 1820. — 24. Sitz. §. 184 v. J. 1822.)

Preussen. Die Dringlichkeit förderlicher Einleitungen zu baldiger Erledigung der ilitärangelegenheit und der bisher, unwillkührlicher und unvermeidlicher Ursachen wegen, noch ht zur Berathung gekommenen Verhandlung, welche die Bestimmungen über die Bundes-tungen umfaßt, ist so sehr durch die Uebereinkunft und Beschlüsse des Wiener Ministerial-reins, durch das eigene Bedürfniß der Sache, und das unverkennbare Interesse aller indesregierungen bedingt und begründet, daß es keiner ausführlichen Erläuterung bedarf, i hinlänglich den Antrag zu rechtfertigen, den die diesseitige Bundestagsgesandtschaft Sei-is ihres allerhöchsten Hofes zu machen beauftragt ist:

« daß nämlich Eine hohe Bundesversammlung noch vor Schluß ihrer Sitzungen eine Einleitung treffen wolle, durch welche, in Beziehung auf die Ausführung der in dem Separat-Protokolle der 34. Sitzung der Wiener Ministerial-Conferenzen enthaltenen drei Grundbestimmungen, die Uebergabe der tractatenmäßig bestehenden Bundes-festungen Mainz, Luxemburg und Landau, und die Anordnung der Maaßregel zu ihrer Instandsetzung, wo möglich noch bis Ende dieses Jahres vorbereitet und in Aus-führung gebracht werden könne».

Die Gesandtschaft hält sich nach der Ansicht ihres allerhöchsten Hofes überzeugt, daß eser Zweck am leichtesten erreicht werden würde, wenn

1) von der Bundesversammlung durch den für die Militärangelegenheiten ernannten Ausschuß das erneuerte Ersuchen an die Militärcommission ergienge, dem Ausschusse die nöthigen Entwürfe über die Modalitäten und Formen, unter welchen die Ueber-gabe und Uebernahme der Bundesfestungen statt finden könne, baldmöglichst zukom-men zu lassen, um solche, in einer der ersten Sitzungen nach Wiedereröffnung der Bundesversammlung, derselben zur Berathung und Genehmigung vorzulegen;

2) die Militärcommission veranlaßt würde, die Untersuchung über den gegenwärtigen Zustand der Festungen und die Entwürfe zu ihrer Herstellung, nebst den dazu gehörigen Kostenausweisungen, möglichst beschleunigen zu wollen, um der Bundes-versammlung zur künftigen Genehmigung vorgelegt werden zu können; und

3) die Militärcommission aufgefordert würde, neben den schon von ihr getroffenen Ein-leitungen in Bezug auf die Festsetzung eines bestimmten Verfahrens bei dem Bau und

der Wiederherstellung der bestehenden Bundesfestungen, deren Resultat ebenfalls möglichst zu beschleunigen seyn würde, auch noch besonders den Entwurf eines Festungsreglements auszuarbeiten und mit Beginn der neuen Sitzungen vorzulegen;

und empfiehlt demnach diese Vorschläge zu geneigter und sofortiger Berücksichtigung.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Man vernimmt diesseits mit wahrem Vergnügen das dermalige Entgegenkommen von Seiten des Königlich-Preussischen Hofes in die von der Königlich-Niederländischen Regierung längst gehegten Wünsche. In der That, wer z. B. von uns erkennt nicht, wie dringend von Tag zu Tag allerseits das Bedürfniß mehr empfunden wird, unter andern und insbesondere von dem eigentlichen Zustande der zu Bundesfestungen bestimmten Plätze, so wie von dem Umfange der dieselben bildenden Werke und ihres Terrains überhaupt genaue Kenntniß zu erhalten — folglich vor allen Dingen die sich daraus ergebende Gränzlinie vorbereitend zwischen sämmtlichen dabei betheiligten Interessenten gemeinschaftlich gezogen, und zu dieser letzteren endlicher Sicherung und Verwahrung auf eine unparteiische Weise festgesetzt zu sehen?

Deßhalb vereinige ich mich im Allgemeinen auf das bereitwilligste mit dem gegenwärtigen zweckmäßigen Antrage der Königlich-Preussischen Gesandtschaft.

Präsidium. Der Kaiserlich-Königliche Hof theilt vollständig die von Seiten Preussens und Luxemburgs ausgesprochene Ueberzeugung von der Nothwendigkeit einer entsprechenden Einleitung zur Vorbereitung definitiver Beschlüsse hinsichtlich der Militärangelegenheiten des Deutschen Bundes.

Der K. K. präsidirende Gesandte hat sich aus diesem Grunde schon vorlängst unmittelbar mit dem Präsidenten der Militärcommission in Rücksprache gesetzt, und hieraus die beruhigende Ueberzeugung erhalten, daß den verschiedenen Localcommissionen in den bestehenden Bundesfestungen zur Einbringung der ihnen übertragenen Vorbereitungsarbeiten Termine bis Ende dieses Jahres ausgesetzt worden seyen, und daß drei Monate nach deren Ablauf die Militärcommission der Bundesversammlung den abgeforderten detaillirten Bericht werde vorlegen können, welcher dann um so erschöpfender seyn wird, wenn die hohe Bundesversammlung sich über den ersten Instructionspunct der Wiener Ministerial-Conferenzen wird definitiv ausgesprochen haben.

Die hohe Bundesversammlung dürfte sich sonach vor Allem bestimmt finden, ihren für die Militärgegenstände bestehenden Ausschuß zu ergänzen, diesem diejenige Einwirkung auf die Militärcommission zu überlassen, welche eine Förderung der Sache, in so fern solche noch nöthig seyn sollte, herbeizuführen im Stande ist, und übrigens dahin übereinkommen, bei den Regierungen die Instructionen über die Militärgegenstände in der Art einzuholen,

iit diese Gegenstände gleich nach Wiedereröffnung der Sitzungen in Berathung genommen :den können.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Präsidialantrage, worauf der Buntags-Ausschuß durch die Wahl des K. K. Oesterreichischen präsidirenden Herrn Gedten, Freiherrn Münch von Bellinghausen, und des Königlich-Baierischen Herrn :sandten von Pfeffel ergänzt wurde.

Beschluß:

Daß bei den Regierungen die Instructionen über die Militärgegenstände, besonders aber er die Bundesfestungen, in der Art zu erbitten seyen, um gleich nach Wiedereröffnung der itzungen (nach den Ferien) dieselben in Berathung nehmen zu können; übrigens sey dem undestags-Ausschusse in Militärsachen diejenige Einwirkung auf die Militärcommission überlassen, welche eine Förderung der Sache, in so fern solche noch nöthig seyn sollte, rbeizuführen im Stande ist.

§. 133.

esoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(18. Sitz. §. 114 d. J.)

Hannover, und Braunschweig und Nassau für Braunschweig: treten em Commissionsantrage über die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Individuen (s. Prot. der 25. Sitz. vom 15. Juli v. J., §. 197) vollkommen bei.

§. 134.

)ensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens.

(15. Sitz. §. 96 d. J.)

Würtemberg, Baden und Nassau. Die allerhöchsten und höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau haben sich, als Mitcontrahenten des Mergentheimer Staatsvertrags, über den Inhalt des in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 erstatteten Commissionsberichts, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens betreffend, verständigt und dem zufolge ihre Bundestagsgesandtschaften zu nach-:ehender gemeinschaftlichen Erklärung ermächtigt.

Aus den früheren Bundestags-Protokollen geht hervor, daß sich sämmtliche Theilhaber m Mergentheimer Vertrage bei den dermaligen Verhandlungen durchaus nicht als betheiligt etrachten.

Es erklärte dieses, Baiern und Großherzogthum Hessen in der 43. Sitzung v. 14. Juli, Baden in der 44. Sitzung vom 17. Juli 1817, Würtemberg in der 17. Sitzung vom 13. Mai 1819, und endlich wiederholte das Großherzogthum Hessen die nämliche Erklärung in der 6. Sitzung vom 14. Februar vorigen Jahres.

Da nun aber die Commission in ihrem Berichte vom 17. October 1820 darzuthun bemüht gewesen ist, daß die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags allerdings zu den noch unerledigten Pensionen der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens zu concurriren hätten; so haben die allerhöchsten und höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau diesen Gegenstand in seinem ganzen Umfange einer erneuerten Prüfung unterwerfen lassen, deren Resultat der hohen Bundesversammlung die Ueberzeugung gewähren dürfte, daß für sie auch dermalen kein Grund vorhanden sey, von der Behauptung ihrer Nichtschuldigkeit abzuweichen.

Die Ansichten, von welchen der Commissionsbericht ausgieng, lassen sich auf folgende reduciren:

« Ueber die allgemeinen Grundsätze der Pensionirung der Deutsch-Ordensglieder rc. sey bereits nach den, 1816 ausgehobenen, drei Fragen abgestimmt, und nur noch die Beschlußziehung dem Präsidium vorbehalten.

« Was die Ballei Sachsen insbesondere anlange, so könne alsdann die Erledigung der sie betreffenden Ansprüche keinen Schwierigkeiten unterliegen. Nach einer (zugleich vorgelegten) Convention der hierbei betheiligten Höfe von Mecklenburg, Braunschweig und Anhalt-Bernburg, seyen diese nämlich am 24. September 1819 wegen Pensionirung der Balleidiener übereingekommen, hätten aber eine Pensionsverbindlichkeit gegen den Commenthur von Wöllwarth nicht anerkannt.

« Die Ansprüche der den vormaligen überrheinischen Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen angehörigen, Ordensglieder und Diener an eine Pensionirung aus den von Frankreich eingezogenen Ordensgütern in den, seit 1813 wieder an Deutsche Fürsten gekommenen, jenseits-rheinischen Landen seyen (insbesondere von Preussen) bestritten und auf diejenigen Staaten zurückgewiesen, welchen die Entschädigung für den jenseits-rheinischen Verlust des Deutschen Ordens zukam. Diese wären die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags. Wenn demnach die Commission von Billigkeitsgründen absehen und nur nach denjenigen Revenüen ihre Pensionsanträge bestimmen müsse, in deren Genuß die Angehörigen jener Balleien zur Zeit der Aufhebung des Ordens (1809) standen; so müssen auch die Pensionen weit geringer ausfallen, und theils von den Besitzern der diesseits-rheinischen wenigen Einkünfte gedachter Balleien (Preussen), theils von denjenigen Höfen (Würtem-

60 *

rg, Baiern, Baden) zu reichen seyn, welche die, eben diesen Balleien zugetheilte Entschädigung für den jenseits-rheinischen Verlust erhalten haben».

Auf diese Prämissen gründete nun die Bundestags-Commission besondere Vorschläge Uebernahme der noch reclamirten Pensionen für die Ballei-Angehörigen von Coblenz und ltenbiesen.

Diejenige der Ballei Lothringen aber will sie ganz den Contrahenten des Mergentimer Vertrags auflegen, und zwar aus dem Grunde, weil die Ballei Lothringen mit Vermögen und Lasten auf die General-Ordenscasse übernommen worden seye.

Der Schlußantrag geht alsdann dahin:

«1) daß aus den bereits zu Protokoll gegebenen Abstimmungen sämmtlicher Bundeslieder über die wegen der Pensionsberechtigungen der Deutsch-Ordensglieder und Beamten ntstandenen Zweifel ein Beschluß gezogen und gefaßt;

«2) über die Frage wegen der Pensionirung der überrheinischen Ordensglieder und Beamten Instruction eingeholt;

«3) eventualiter den Reclamanten von den Balleien Coblenz und Altenbiesen nachgelassen werde, in Beziehung auf die vorläufig aufgestellte Uebersicht (der ihnen auszuwerenden Pensionen) ihre allenfallsigen weiteren Ansprüche, unter Beifügung aller erforderlichen Nachweisungen, anzubringen».

Ad 1) haben die Gesandtschaften sich dahin zu äussern, daß allerdings darüber hätten Zweifel aufgeworfen werden können, in wie fern über die, bei den Pensionsberechtigungen er Glieder und Diener des Deutschen Ordens zur Anwendung kommenden, allgemeinen Grundsätze, nach der in den gegebenen Abstimmungen liegenden Mehrheit, ein verbindlicher Beschluß der Bundesversammlung gefaßt werden könne?

Es waren nämlich hier nur zwei Fälle gedenkbar, entweder sollte

a) durch jene Grundsätze eine authentische Interpretation des Artikels 15 der Bundesacte egeben werden, indem man seinen Sinn nicht für hinreichend aufgeklärt erachtete, um iernach über alle einzeln vorkommenden Pensionsansprüche, auf den durch die Bundesgesetzebung vorgeschriebenen Wegen, entscheiden zu können.

In diesem Falle konnte nach den Vorschriften der Bundes- und Schluß-Acte, wie schon fters ausgeführt worden, kein Beschluß nach Stimmenmehrheit gefaßt werden.

Dieses konnte um so weniger geschehen, als von keiner gemeinsamen Verpflichtung aller Bundesglieder, als solcher, sondern von Lasten die Rede ist, welche von Einzelnen übernommen werden sollen. Ueber jura singulorum soll aber, nach Art. 15 der Wiener Schlußacte, ur eine freie Vereinbarung statt finden.

Oder aber

b) es sollte mit der Aufstellung jener Grundsätze eine directe Entscheidung der einzelnen Pensionsansprüche durch die Bundesversammlung verbunden werden. Die Befugniß hierzu konnte nun nicht aus dem Artikel 15 der Bundesacte abgeleitet werden. In diesem heißt es nur:

« die Mitglieder des Deutschen Ordens werden ebenfalls Pensionen erhalten ꝛc. »

Mithin waren die Modalitäten der Pensionirung auf freies Uebereinkommen der Betheiligten ausgesetzt, auf keinen Fall aber konnte die Bundesversammlung über die einzelnen Pensionsansprüche direct entscheiden, indem ihr keinerlei Gerichtsbarkeit zusteht, auch hier offenbar der Fall des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zutraf, indem die Verpflichtung zu Befriedigung der reclamirenden Privatpersonen zwischen mehreren Bundesgliedern bestritten wurde und daher von der hohen Bundesversammlung zuvörderst nur die Ausgleichung zu versuchen, sodann aber die Entscheidung durch eine Austrägalinstanz einzuleiten war.

Da jedoch in der 3. Sitzung vom 19. Januar 1818, auf den Antrag der Krone Preussen, sich alle Stimmen zu dem Beschlusse vereinigten:

« daß dieselbe Commission, welche den in der 55. Sitzung vorigen Jahres erstatteten Vortrag übernommen habe, ersucht werde, die Grundsätze, wonach die Pensionsangelegenheit der Deutsch-Ordensritter definitiv zu erledigen sey, zu erörtern und der Bundesversammlung vorzutragen, wonächst die Instructionen hierüber einzuholen und nach der Stimmenmehrheit der Beschluß zu fassen wäre»;

so betrachten die allerhöchsten und höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau obige Zweifel in so fern als beseitigt, als es sich von Aufstellung solcher Grundsätze handelt, die, ohne Rücksicht auf das verpflichtete Subject, ihre Anwendung auf alle hohe Bundesglieder finden müssen, die möglicher Weise bei dieser Angelegenheit betheiligt seyn könnten. Zugleich wollen sie sich aber ausdrücklich dagegen verwahren, daß aus diesem nur auf freiem Uebereinkommen sämmtlicher hohen Bundesglieder beruhenden Verfahren keine weitere Folgerung für die künftige Behandlung des Geschäftes gezogen, auch der hohen Bundesversammlung das Recht nicht eingeräumt werden wolle, nach Festsetzung der allgemeinen Grundsätze, weder die einzelnen, unter diese zu subsumirenden Fälle, noch auch die etwa erhoben werdenden Incidentfragen auf anderen, als den sonst vorgeschriebenen bundesgesetzlichen Wegen ihrer Erledigung entgegenzuführen.

Was nun die Grundsätze selbst betrifft, so sind diese nach dem Resultate der Abstimmungen von dem präsidirenden Herrn Bundestagsgesandten in der 37. Sitzung vom 21. Dec. 1820 aufgestellt worden.

Hiermit wurde zugleich der Antrag verbunden, dieselben nach Ziehung des Beschlusses
Directivnormen zu erheben. Zu diesem Antrage haben die Gesandtschaften die Zustim-
ung ihrer höchsten Committenten zwar in so fern zu erklären, als jene Grundsätze mit
nigen Modificationen die nämlichen sind, von welchen die Theilhaber am Mergentheimer
ertrage ausgegangen sind; jedoch sind sie zu gleicher Zeit zu der Bemerkung angewiesen,
ß vor Ziehung des Beschlusses zuvörderst die Abstimmungen sämmtlicher höchsten Regie-
ngen, die bisher entweder gar nicht, wie z. B. von Baden, oder doch nicht auf alle auf-
stellten Fragen erfolgten, abzuwarten seyn möchten. — Immerhin wäre es möglich, daß
an sich durch diese nachträglich eingekommenen Abstimmungen bewogen fände, von Auf-
ellung von Directivnormen völlig abzustehen; besonders da hierauf auch bereits von dem
öniglich-Preussischen Hofe in seiner in der ersten Sitzung vom Jahre 1821 abgegebenen
rklärung hingedeutet ist. Da überhaupt aber in der Sache die definitive Schlußziehung
och nicht erfolgt ist, so glauben die höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und
Nassau sich auch jetzt noch über die vorgeschlagene Fassung der Directivnormen erklären zu
ürfen.

Jene beiden ersteren allerhöchsten Höfe sind nämlich mit a, b und d derselben einver-
anden, wogegen der Nassauische Hof sich hinsichtlich des sub a aufgestellten Satzes, sowohl
ei diesem speciellen Punct als für die ganze Folge der gegenwärtigen Erklärung, auf seinen
ı der 44. Sitzung des Jahres 1817 unter dem 17. Juni erklärten Beitritt zu der Königlich-
Hannöverischen Abstimmung beziehen muß, wonach die restaurirten Regierungen lediglich in
fern zu der Pensionirung Deutscher Ordensglieder und Diener verbindlich geachtet werden,
ls sie die betreffenden Ordensgüter wirklich erhalten und unveräussert vorgefun-
en oder wieder eingezogen haben, in welch letztem Falle sie jedoch nur mit
ent, nach Abzug etwaiger Einlösungskosten und anklebender Schulden, erlangten reinen Ertrag
ıgezogen werden können.

Was sodann positio c der Directivnormen betrifft, so könnte selbige, nach Ansicht der
lerhöchsten Höfe von Würtemberg und Baden, folgende Fassung erhalten:

« daß die schon früher ausgesetzten Pensionen auch von den nachfolgenden Landes-
« herren ohne Beschränkung fortzubezahlen seyen, daß aber da, wo vor der Bundes-
« acte noch keine Pension, oder eine nach den Grundsätzen des Reichsdeputations-
« Hauptschlusses nicht hinreichende Pension ausgesetzt gewesen, die Berechtigungen
« der Ordensglieder aus der Deutschen Bundesacte, nach den Worten derselben,
« nur erst als mit dieser Zeit wirksam anzusehen wären ».

Den Grund hierfür finden sie darin, daß die im Art. 15 der Bundesacte enthaltene Ueber-
kunft keine rückwirkende Kraft haben könne.

Obgleich zwar auch die Nassauische Regierung mit diesem Grundsatze vollkommen übereinstimmt, so glaubt sie doch der unter positio c aufgestellten Directivnorm in ihrer ursprünglichen Fassung in so fern beitreten zu können, als der Pensionsanspruch der Glieder und Diener des Deutschen Ordens wohl ohne Zweifel mit der Aufhebung des Ordens an sich schon entstanden war, jedoch eben deßhalb auch gegen die wiederhergestellten Regierungen nicht lediglich von dem Tage der Unterzeichnung der Bundesacte an, sondern mit dem Tage und nach Maaßgabe des wieder erlangten Genusses und Besitzes als vorliegend wird angenommen werden müssen.

Endlich glauben die allerhöchsten und höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau nicht, daß in Num e der entworfenen Directivnormen bereits jetzt schon die Beschränkung auszusprechen sey, daß der Reichsdeputations-Hauptschluß nur bei den Pensionen der Ritter und Beamten des Deutschen Ordens diesseits des Rheins als Maaßstab dienen solle.

Diese Bestimmung hängt allzugenau mit der Erörterung der Frage zusammen, in wie fern die überrheinischen Provinzen überhaupt zu den Pensionen der Deutsch-Ordensglieder beizutragen haben, als daß sie von dieser getrennt und den allgemeinen Directivnormen beigefügt werden könnte. Demnach sind sie des Dafürhaltens, daß aus Num. e die Worte «diesseits Rheins» wegzulassen seyen.

Ad 2. Wirft die Commission in ihrem Schlußantrag die Frage wegen Pensionirung der überrheinischen Ordensglieder und Beamten auf.

Hierbei kommt es zunächst auf die Vorfrage an, woher müssen die transrhenanischen Ordensglieder ihre Pensionen erhalten? Liegt diese Pensionirung den jetzigen Besitzern des linken Rheinufers nicht wenigstens in so weit ob, als ehemalige Ordensgüter in ihren Landestheilen sich befinden? oder haftet diese Pensionslast lediglich auf dem rechten Rheinufer, folglich auf denjenigen Fürsten, welche daselbst Ordensgüter erhalten haben?

Vor befriedigender Lösung dieser Fragen ist an keine Erledigung der Sache zu denken, indem hiervon der Vertheilungsmaaßstab der zu übernehmenden Lasten unter den in Anspruch genommenen Staaten abhängt. Daher gewinnt die Frage nur um so mehr an Wichtigkeit, in wie fern auch hierüber nach Stimmenmehrheit entschieden werden könne, und ob mithin der Beschluß vom 19. Januar 1818 hierauf seine Anwendung finde.

Die allerhöchsten und höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau vermögen nun eine solche Anwendung jenes Beschlusses, nach den bereits oben entwickelten Ansichten, nicht anzuerkennen; denn

1) ist aus den Bundestags-Protokollen ersichtlich, daß die Frage von der Beiziehung des linken Rheinufers zu der Pensionirung der transrhenanischen Ordensglieder erst in dem

ommissionsberichte vom 17. October 1820, mithin 2½ Jahre nach dem vorerwähnten Bun-
sbeschlusse, ihre vollständige Entwickelung erhielt, wonach es schon an und für sich zweifel-
ift erscheint, ob die hohen Bundesglieder bereits im Jahre 1818 geneigt waren, sich ver-
öge freien Uebereinkommens eine Entscheidung hierüber nach Stimmenmehrheit gefallen
ı lassen. Dieses kann aber um so weniger angenommen werden, als

2) in jenem Beschlusse bloß die Grundsätze, wonach die Pensionsangelegenheit der
eutsch-Ordensglieder definitiv zu erledigen sey, nach Stimmenmehrheit festgesetzt werden
llen.

Nunmehr kann aber die Frage von Beiziehung des Ueberrheins nicht zu den allge-
teinen, alle Bundesregierungen, gegen welche noch eine Pensionsverbindlichkeit in An-
ruch genommen werden will, gleich angehenden Grundsätzen gezählt werden, weßhalb sie auch
hon in der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Abstimmung vom 21. December 1820 von
en aufzustellenden Directivnormen getrennt worden ist; vielmehr betrifft sie eine Voraus-
tzung, die ausgemittelt werden muß, um ermessen zu können, welche Ausdehnung der
nwendung jener Grundsätze auf die einzelnen Bundesglieder gegeben werden soll. Als
Vorfrage zur Ausmittlung der verpflichteten Staaten kann sie daher nicht in eine Reihe mit
en Grundsätzen gesetzt werden, nach welchen die Pensionsangelegenheiten der Deutsch-Or-
ensglieder ja eben unter den Verpflichteten definitiv erledigt werden sollen.

3) Wird jedenfalls der im Beschlusse von 1818 nur ausnahmsweise der Mehrheit ein-
geräumten Entscheidung über die allgemeinen Grundsätze, die als Ausnahme immer
ur einschränkend zu erklären ist, keine solche schon tiefer in die Anwendung auf gewisse
inzelne Bundesstaaten eingreifende Ausdehnung beigelezt werden können.

Demnach dürfte

4) diese Vorfrage, falls sie von der hohen Bundesversammlung unmittelbar erledigt
verden soll, nicht anders, als durch eine authentische Interpretation des Artikels 15 der
Bundesacte, oder vielmehr vermöge freier Uebereinkunft unter sämmtlichen Betheiligten,
ınter Vermittlung der hohen Bundesversammlung, entschieden werden können.

Um aber ihrer Seits auch, in Beziehung auf die Materie selbst, alles, was von ihnen
ıbhängt, zur Aufklärung dieser Angelegenheit beizutragen, wollen die höchsten Regierungen
von Würtemberg, Baden und Nassau alle hierbei zur Sprache gebrachten Fragen und Vor-
ıussetzungen einzeln durchgehen, und sich über jede so aussprechen, daß über ihre Ansichten
ıicht der mindeste Zweifel obwalten möge.

Demnach haben sich die Gesandtschaften

A) dahin zu erklären, daß die Pensionirung der Deutsch-Ordensangehörigen überrhei-
ıischer Balleien nicht sowohl auf deren diesseits-rheinischen, 1809 übrig gewesenen, Ein-

künften, als vielmehr auf denjenigen ehemaligen Deutsch-Ordensgütern gedachter Balleien hafte, welche in jenseits-rheinischen, seit 1813 wieder an Deutsche Fürsten gekommenen Landen liegen; daß mithin die Pensionen, welche einem jeden Angehörigen der überrheinischen Balleien, nach Verhältniß seines früheren Einkommens, zuzuscheiden sind, von den Besitzern derjenigen Commende- oder Ballei-Güter, aus welchen dasselbe floß, zu tragen seyen.

Zwar führt die Bundestags-Commission Gründe und Gegengründe auf, und bestimmt sich am Ende dafür, daß die Pensionslast nur auf dem rechten Rheinufer eingezogene Deutsch-Ordensgüter treffe, weil nur der zur Zeit der Auflösung des Ordens 1809 statt gehabte Vermögensstand desselben und die nach dessen Verhältniß von den Angehörigen der überrheinischen Balleien genossenen Einkünfte zur Norm dienen können.

Es scheinen jedoch diese und die weiteren, im Commissionsgutachten angeführten, Gründe keinen entscheidenden Beweis jener Ansicht zu geben. Vielmehr spricht für eine Beiziehung der jenseits-rheinischen vormaligen Ordensgüter zur Pensionirung der Ordensglieder überrheinischer Balleien Folgendes:

1) der Artikel 15 der Bundesacte bestimmt ausdrücklich:

«die Mitglieder des Deutschen Ordens werden ebenfalls nach den in dem Reichs-deputations-Hauptschlusse von 1803 für die Domstifter festgesetzten Grundsätzen Pensionen erhalten, in so fern sie ihnen noch nicht hinreichend bewilligt worden»;

worin nach diesem Reichsdeputationsschluß eine hinreichende Pension bestanden habe, sprechen die Worte des §. 53 desselben aus:

«zu ihrer Sustentation sind den Domcapitularen, Dignitarien und Canonicis der Ritterstifter $\frac{9}{10}$tel ihrer ganzen bisherigen Einkünfte, und zwar jedem Einzelnen, was er bisher genossen hat, zu belassen».

Wenn hierdurch die Pension eines Deutsch-Ordenscommenthurs auf $\frac{9}{10}$tel dessen bestimmt wird, was er vor dem erlittenen Verlust der Commende bezog, deren Genuß ihm ordensverfassungsmäßig überlassen war; so bedarf es keines Beweises, daß weder die auf ungefähr $\frac{1}{32}$tel des überrheinischen Verlustes sich berechnende Entschädigung der überrheinischen Balleien, noch die wenigen von denselben diesseits Rheins besessenen Einkünfte genügen konnten, um eine hinreichende Pension der Angehörigen dieser Balleien auszumitteln.

Es würde sich also hieraus schon die Folge ziehen lassen, daß die Verfasser der Bundesacte zugleich auf die beträchtlichen, mit Frankreich vereint gewesenen und 1813 wieder an Deutsche Fürsten gekommenen, größtentheils auch noch unveräusserten Ordensgüter in jenseits-rheinischen Landen Rücksicht nahmen.

2) Gleiche Folge fließt aus dem weitern Wortinhalt des Artikels 15 der Bundesacte, nn derselbe fortfährt:

«und diejenigen Fürsten, welche eingezogene Besitzungen des Deutschen Ordens erhalten haben, werden diese Pensionen nach Verhältniß ihres Antheils an den ehemaligen Besitzungen bezahlen».

Die Allgemeinheit dieser Bestimmung läßt sich nicht auf diejenigen Fürsten beschränken, lche selbst dergleichen Besitzungen eingezogen haben, denn die Worte schon widersprechen ses; sie begreift aber zugleich alle, welche solche eingezogene ehemalige Besitzungen, es 1806 durch die rheinische Bundesacte, oder 1813 und 1814 in Folge der Wieder-berung des linken Rheinufers, mit den ihnen zugetheilten Landen erhalten haben.

Nachdem im Mai 1815 der Mergentheimer Vertrag abgeschlossen und für die Ange-rigen der Ballei Franken darin Vorsehung getroffen war, blieben gerade die Angehörigen r überrheinischen Balleien diejenigen, welche vorzugsweise zur Zeit des Abschlusses der undesacte in Betracht kommen mußten, und daher nur um so mehr in der Allgemein-it des Ausspruchs der Bundesacte zu begreifen waren.

3) Ohne hinlänglichen Grund wird dieser Ansicht die Einwendung entgegengehalten, ß die überrheinischen Deutsch-Ordensbesitzungen den in jenseits-rheinische Lande wieder ngetretenen Deutschen Fürsten nicht als Deutsch-Ordensbesitzungen, sondern als Französische omänen, und als eine von ihnen von den Alliirten abgetretene Eroberung zugekommen nen, auf welche sie keine Verbindlichkeiten zu übernehmen gehabt hätten, die nicht ver-öge der Pariser Verträge von 1814 und 1815 schon darauf hafteten.

Es kommt aber dagegen in Erwägung,

a) daß die Pensionsverbindlichkeit Frankreichs gegen die vormaligen Besitzer jener Deutsch-Ordensgüter schon nach allgemeinen Grundsätzen darauf haftete,

b) daß dieselbe unmöglich auf die (ohne Abzug anderer noch abgehender Lasten) nur ungefähr $\frac{1}{32}$tel des Verlustes betragende reichsdeputationsschlußmäsige Entschädigung des Ordens ganz übertragen werden konnte,

c) daß mithin hier der gleiche Fall, wie bei der überrheinischen Geistlichkeit, eintrat, welche aus diesseits-rheinischen Einkünften der aufgehobenen Stifter keine, oder nur höchst unbedeutende, Sustentationen erhalten konnte; denn so weit die auf eingezogenen Deutsch-Ordensgütern gehafteten Pensions- und andern Lasten durch die Entschädigungsobjecte nicht gedeckt waren, konnten sie auch auf diese nicht übergehen, sondern mußten auf dem Staate, der jene Güter einzog, haften bleiben, und so weit sie nicht erfüllt wurden, bei Restitution des linken Rheinufers als aufgelebt sich darstellen.

Es kommt ferner in Betracht

d) daß diese Wiederauflebung der Pensionsverbindlichkeit aller Deutschen Fürsten, welche mit ihren überrheinischen Landen «eingezogene ehemalige» Deutsch-Ordensgüter erhalten haben, durch eine, in der Bundesacte unterbliebene, ausdrückliche Uebertragung um deßwillen nicht ausgeschlossen werde, weil schon in der oben ad 1 und 2 bezeichneten Allgemeinheit des Artikels 15 die Voraussetzung einer Concurrenz der überrheinischen Deutsch-Ordensgüter nothwendig liegt, und weil eben diese Allgemeinheit der Bestimmung zur Genüge darlegt, die Verfasser der Bundesacte (welchen die Unvollständigkeit der dem Deutschen Orden 1803 gewordenen Entschädigung wohl bekannt war) haben nicht auf eine ihrem Vertrage fremd gebliebene Untersuchung der durch die Pariser Verträge bestimmten völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen Frankreich und den Alliirten zurückgesehen, sondern einzig und allein den ganzen Länderbestand Deutschlands, wie er nun bereits wieder hergestellt war, vor Augen und die Absicht gehabt, an die Stelle unerfüllt gebliebener Verbindlichkeiten eine nachträgliche Erledigung derselben treten zu lassen, und den, auch gegen die Schweiz geltend gemachten, allgemeinen Grundsatz,

«daß, wer das Land besitzt, auch die demselben inhärirenden Pensionslasten zu «tragen habe»,

um so mehr anzuwenden, als solcher

«von sämmtlichen Deutschen Fürsten anerkannt war, welchen die von Frankreich «wieder abgetretenen Theile des linken Rheinufers zugefallen sind».

Schreiben an den Vorort der Schweiz, d. d. 2. December 1817, als Beilage 82 zum Protokolle der Bundesvers. Sitz. 55 v. 11. December 1817, pag. 815.

4) Wenn das Jahr 1809, der Zeitpunct der völligen Auflösung des Ordens in Deutschland, in Ansehung der Größe der Pensionen der überrheinischen Ordensglieder als Maaßstab angenommen, und die Pensionirung folglich nach den damals in jeder Ballei übrig gewesenen wenigen Einkünften berechnet werden will; so würden dadurch die Pensionen (wie später gezeigt werden wird) auf so unbedeutende Summen zurückgeführt, daß dadurch die Bestimmung hinreichender Pensionen, welche die Bundesacte ausspricht, nicht erfüllt erachtet werden könnte.

Ausserdem aber würde von solchen Pensionen auch nicht gesagt werden können, daß sie nach dem Maaßstabe, welchen der Reichsdeputations-Receß für Mitglieder der Domstifter annahm, hinreichend seyen, denn diesem Maaßstabe lag der Verlust des vormaligen Genusses jedes einzelnen Mitgliedes zum Grunde.

B) Sollten aber, ausser den Besitzern des linken Rheinufers, gleichzeitig auch die diesseits-
inischen Theilnehmer am Mergentheimer Vertrage zu der Pensionirung der transrhe-
ischen Ordensglieder beigezogen werden wollen, so haben die Gesandtschaften in dieser
ziehung zuvörderst folgende allgemeine Gesichtspuncte zu bezeichnen, aus welchen die
uchte Beiziehung Würtembergs, Badens und Nassau's zu beurtheilen seyn möchte.

Es darf als bekannt vorausgesetzt werden, daß die Entschädigungen, welche in dem
chsdeputations-Receß von 1803, §. 26

«dem Fürsten Hoch- und Deutsch-Meister und dem Deutschen Orden»

eschieden wurden, vermöge einer zwischen dem Meisterthume und den beschätigten Bal-
n getroffenen, und durch den Großcapitelschluß von 1805, §. 10, Num. 2 genehmig-
Uebereinkunft jenem für eine Aversionalsumme von 400,000 Fl. überlassen worden sind.

Von dieser Aversionalsumme wurden aber, vermöge eben dieses Großcapitelschlusses
10, vorerst die Rückstände der Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen zur Ge-
al-Ordenscasse und dem Contributionsamte, jedoch nur bis 1803, und mit einem ver-
ligten Nachlaß von ⅓tel, folglich zu ⅔tel, im Betrage von 84,166 Fl., abgezogen, und
Rest von 315,834 Fl. nach Verhältniß des durch den Lüneviller Frieden erlittenen
lustes zwischen dem Meisterthume und den Balleien getheilt, mit der weitern Be-
mmung, daß die Raten der Balleien, vom 1. October 1805 an, mit 4 Procent vom
isterthume verzinset, und 6 Jahre lang nicht aufgekündet werden sollen.

Nach dieser Theilung fiel zu:

dem Meisterthume 34,951 Fl.

den Balleien	Capital	Jahreszins
Elsaß . . .	44,022 Fl.	1,760 Fl. 53 Kr.
Hessen . . .	5,844 „	233 „ 46 „
Coblenz . .	65,222 „	2,608 „ 53 „
Altenbiesen	136,265 „	5,450 „ 36 „
Lothringen	29,530 „	1,181 „ 12 „
	280,883 Fl.	

Nur die Ballei Elsaß erhielt nach 1805 ihre Rate größtentheils durch Abrechnung
Schuldigkeiten ausgefolgt.

Das der Ballei Lothringen übrig gebliebene Vermögen wurde — da sie nur dem
men nach selbstständig bleiben konnte — vermöge des angeführten Großcapitelschluß-
von 1805, §. 13, der Ordens-Generalcasse eigenthümlich einverleibt, und auf diese die
eichung lebenslänglicher Deputate an die Commenthure von Dienheim und von Zweyer

à 2,400 Fl. und 1,500 Fl., folglich schon weit mehr, als die jährlichen Zinsen des Entschädigungscapitals dieser Ballei betrugen, übernommen.

Ueber die den übrigen Balleien zugefallenen Entschädigungscapitalien war zur Zeit der Auflösung des Ordens (1809) noch keine Abrechnung gepflogen. Sie blieben mit dem weitern Vermögen, welches diese Balleien noch diesseits Rheins hatten, denselben zugeschieden und in der Verzinsung des Meisterthums, und fielen so in die durch den Mergentheimer Vertrag 1815 getheilte Masse.

Wäre damals nun eine genaue Berechnung der Schuldigkeiten entworfen worden, mit welchen diese Balleien gegen die General-Ordenscasse, das Contributions- und Rentamt im Rückstande waren, so würde sich gezeigt haben, daß diese das in die Masse gefallenene Entschädigungscapital theils ganz, theils größtentheils absorbirten, und daß die jährlichen Zinsen des Restes nicht hinreichten, um die auf diese Balleien gefallene Concurrenz an fortlaufenden Lasten, an Gehalten u. s. w. zu decken. Um jedoch die Weitläuftigkeit einer solchen Berechnung zu umgehen, verstanden sich die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags, diese Rückstände und Lasten der Balleien, mit dem in die Masse gefallenen Entschädigungscapital, als ausgeglichen zu betrachten und auf sich zu nehmen.

Wenn daher dieselben jetzt dennoch auf den Grund des Einzugs jenes Balleivermögens mit einer Concurrenz zu den Pensionen der jenen Balleien angehörigen Ordensglieder und Diener in Anspruch genommen werden wollen, und wenn in dieser Hinsicht sogar eine Liquidation und Verwendung des Entschädigungs capitals in Anregung gebracht wurde; so muß diese im Allgemeinen nach folgenden Gesichtspuncten bemessen werden:

1) die von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags eingezogenen Entschädigungen der genannten Balleien für überrheinischen Revenüen-Verlust, bestehen einzig und allein in dem jeder Ballei durch den angeführten Großcapitelschluß, folglich auf rechtlich gültige Weise, zugetheilten 4procentigen Capital.

2) Als reines an sie gekommenes Capital kann nur dasjenige berechnet werden, was davon nach Abzug der Rückstände bevorblieb, welche jene Balleien nach der Ordensverfassung schuldeten.

Als Revenüen dieses Capitals aber können ihnen nur die stipulirten 4procentigen Zinsen aus dem reinen Capitalreste, und auch diese nur in so weit zugerechnet werden, als dieselben nicht durch Rückstände oder fortdauernde Lasten absorbirt werden, welche diesen Balleien, wenn sie noch fortdauerten, zu tragen obgelegen wären.

3) Das bevorgebliebene reine Capital ist durch den vermöge des Heimfallsrechtes erfolgten Einzug unwiederrufliches Eigenthum der Contrahenten des Mergentheimer Vertrags geworden, und kann bei der Frage von einer Concurrenz zu Pensionen eben so wenig in

spruch genommen werden, als ein solcher Anspruch je in Ansehung anderer eingezogener utsch-Ordensgüter erhoben oder anerkannt wurde. Sollte der Satz eines Beweises be- fen; so läge er ganz unzweideutig theils in den anerkannten Grundsätzen über Ausübung Heimfallsrechtes, theils in den besonderen Bestimmungen der Rheinischen Bundesacte, Wiener Friedens-Tractats und selbst des Paragraphen 15 der Bundesacte.

4) Auch die, nach Abzug aller Rückstände und Lasten bevorbleibende, reine Zinsrevenüe nte nicht unbedingt bei den in Frage stehenden Pensionsbewilligungen in Concurrenz mmen, sondern nur in so weit, als einer oder der andere Pensionsberechtigte vor Auf- ung des Ordens sein Einkommen daraus zu beziehen hatte.

Nach der Verfassung des Deutschen Ordens könnte dieß von den Balleibeamten, welche vöhnlich aus der Balleicasse ihr Einkommen bezogen, nur in so weit behauptet werden, ein Theil jener Zinsrevenüe neben andern Ballei-Einkünften zu ihrer Besoldung ver- ndet wurde. Von den Ordensgliedern, welche gewöhnlich auf den Genuß der ihnen gewiesenen Commenden beschränkt waren, würde sich eine solche Behauptung nur in so t allenfalls aufstellen lassen, als sie nach Verlust ihrer überrheinischen Commenden einen eil ihres Unterhaltes aus jener in die Balleicasse bestimmten Zinsrevenüe bezogen, und Theil derselben als Surrogat ihrer überrheinischen Commende-Einkünfte betrachtet den könnte.

Dieser Antheil würde aber selbst alsdann, wenn die oben vom ganzen Capital (ohne ug der Schuldigkeiten und Lasten) berechnete Zinsrevenüe in Anschlag kommen könnte, ierst unbedeutend ausfallen, weil die vollen Entschädigungscapitalien der Balleien zu m (bei der Reichsdeputation angegebenen) Verlust sich nur ungefähr verhalten, wie 1 32. Daß aber die Pensionsansprüche der Glieder und Diener des Deutschen Ordens sowohl in Ansehung des Maaßes, als der Verbindlichkeit, sie zu reichen, nur nach früheren Genuß eines jeden richten und nur denjenigen Staat treffen können, der im itze des Fonds ist, aus welchem jener Genuß floß; dieß ist eben so wohl der Natur der he, als der ziemlich übereinstimmenden Ansicht einer großen Mehrheit der Bundesver- mlung angemessen, welche bereits in den Abstimmungen über die in der 12. Sitzung 16. December 1816, §. 50, zur Instructions-Einholung ausgesetzten drei Hauptfragen iegt.

Hiernächst haben aber auch die Gesandtschaften durch actenmäßige Berechnungen

C) darzulegen, daß, selbst wenn die diesseits-rheinischen Staaten ausschließlich zur sionirung der transrhenanischen Deutsch-Ordensglieder verbunden erachtet werden sollten, noch wenigstens die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf den Grund der von n eingezogenen Entschädigungscapitalien einiger überrheinischen Balleien zu einer Con-

currenz deßwegen nicht verbunden seyn können, weil durch bedeutende, von ihnen übernommene Schulden und fortlaufende Lasten dieser Balleien jene Entschädigungscapitalien und die daraus geflossenen Einkünfte nicht nur erschöpft, sondern selbst überstiegen worden sind.

Unter Beziehung auf die oben ad B ausgehobenen allgemeinen Gesichtspuncte, wird es genügen, hier nur die gedrängten Resultate einer über die Schulden und Lasten jener Balleien entworfenen, auf Acten und Rechnungen beruhenden, Hauptberechnung in Folgendem anzuführen.

Von der Ballei Hessen, welche übrigens in Beziehung auf Pensionsansprüche hier nicht in Betracht kommt, ist nicht allein das eingezogene Entschädigungscapital von 5,844 Fl. durch die, von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags übernommenen, rückständigen Schuldigkeiten dieser Ballei von 15,886 Fl. um 10,042 Fl. überstiegen, sondern es betragen auch noch die, auf 252 Fl. 58 Kr. berechneten, fortlaufenden Balleilasten gegen den jährlichen Zins des ganzen Entschädigungscapitals à 233 Fl. 46 Kr. um 19 Fl. 12 Kr. mehr. Es haben demnach die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags wegen jenes Vorschusses sowohl, als wegen der übernommenen laufenden Lasten bereits nicht unbedeutende Ersatzansprüche an die nunmehrigen Besitzer der Güter und Einkünfte jener Ballei.

Ein ähnliches Resultat zeigt sich bei den drei übrigen Balleien, von deren Angehörigen Pensionen reclamirt werden, in folgender Uebersicht.

Es betragen nämlich bei der

Ballei	das ursprünglich 1805 zugetheilte Entschädigungs-Capital zu 4 %	die hierauf haftenden Schuldigkeiten und Lasten der Ballei	der Rest des Entschädigungs-Capitals	die darauf zuviel übernommenen Schuldigkeiten	die Zinsen des Capitalrestes	die unter den Lasten begriffenen laufenden Gehalte
Hessen	5,844 Fl.	15,886 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	10,042 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	252 Fl. 58 Kr.
Coblenz	65,222 "	2,199 " 34 "	63,022 " 25 "	— " — "	2,520 " 53 "	181 " 2 "
Altenbiesen	136,265 "	48,472 " 42 "	87,792 " 18 "	— " — "	3,511 " 41 "	1,719 " 39 "
Lothringen	29,530 "	59,381 " 51 "	— " — "	29,851 " 51 "	— " — "	5,306 " 11 "
Summe	236,861 "	125,940 " 41 "	150,814 " 43 "	39,894 " 25 "	6,032 " 34 "	7,459 " 50 "
					Differenz 1,427 Fl. 16 Kr.	
Ohne die Ballei Hessen mit zu rechnen	231,017 "	110,054 " 7 "	150,814 " 43 "	29,851 " 51 "	6,032 " 34 "	7,206 " 52 "
					Differenz 1,174 Fl. 18 Kr.	

Aus dieser Uebersicht geht von selbst hervor, daß die Contrahenten des Mergentheimer
trags auf den nach Abrechnung der Schuldigkeiten bevorgebliebenen Rest der Entschä-
ungscapitalien jener vier Balleien pro rata um 1,427 Fl. 16 Kr. mehr fortlaufende jähr-
: Lasten übernommen haben, als die 4procentigen Zinsen ertragen.

Wird diese Vergleichung, ohne Rücksicht auf die Ballei Hessen, (weil von deren An-
örigen keine Pensionsansprüche vorkommen) nur unter den drei übrigen Balleien an-
ellt; so machen doch immerhin noch die übernommenen laufenden Lasten derselben um
74 Fl. 18 Kr. mehr, als die Jahrszinsen des Entschädigungscapitals.

Eine noch größere Differenz aber ergiebt sich, wenn von dem Reste des Entschädi-
igscapitals der zwei Balleien Coblenz und Altenbiesen von . . 150,814 Fl. 43 Kr.
rst die bei der Ballei Lothringen zuviel übernommene Schul-
keit à . . . . 29,851 „ 51 „

jezogen, und aus dem Reste à . . . . 120,962 „ 52 „
Zins zu 4 Procent berechnet wird, mit 4,838 Fl. 31 Kr.

Denn nun zeigt sich, daß die von den gedachten drei Balleien übernommenen jährlichen
ten von 7,206 Fl. 52 Kr. jenen Zinsertrag um 2,368 Fl. 21 Kr. übersteigen.

Möchte diesen Berechnungen entgegengehalten werden, daß das bei der Ballei Lothrin-
ı zu viel Uebernommene aus dem Grunde nicht in Abrechnung kommen könne, weil das
ıtschädigungscapital dieser Ballei 1805 zur General-Ordenscasse gezogen wurde; so kommt
jegen in Betracht, daß diese Casse einzig und allein durch die Beiträge bestand, welche
n den Balleien und deren Angehörigen eingiengen, daß mithin von dem Augenblicke an,
diese aufhörten und die Auflösung der Casse eintrat, verhältnißmäßige Theile der auf
General-Ordenscasse haftenden Lasten auf die Besitzer der sämmtlichen beitragspflich-
en Balleigüter übernehmen mußten.

Auf gleiche Weise beseitigt sich die Einwendung, welche etwa gegen eine Abrechnung
, für die Ballei Lothringen zuviel übernommenen, laufenden Lasten an dem Zinsüber-
usse der Balleien Coblenz und Altenbiesen darauf begründet werden möchte, daß keine
llei an den Lasten der anderen Theil zu nehmen hatte. Denn auf jeden Fall müßte
ßjenige, was durch die Einkünfte des Entschädigungscapitals der Ballei Lothringen nicht
eckt wurde, als eine Ersatzforderung an denjenigen Staat betrachtet werden, welcher
weit beträchtlicheren überrheinischen Güter und Einkünfte jener Ballei in Besitz ge-
mmen hat, ohne dafür eine Entschädigung zu gewähren, welche die darauf haften-
n Lasten deckte.

War dieser Staat früherhin Frankreich, so sind es nun seit 1813 diejenigen Deutschen Fürsten, welche die Lande erhalten haben, in welchen die eingezogenen Ordensgüter der Ballei Lothringen liegen.

Da nun aber eben diese Deutschen Fürsten zugleich auch diejenigen sind, welche die meisten, mit Pensionsforderungen jetzt in Anspruch genommenen, Ordensgüter der Ballei Coblenz und Altenbiesen von Frankreich mit jenseits-rheinischen Landen erhalten haben; so findet gegen sie eine Compensation in der Art statt, daß die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags, welche von ihnen die Uebernahme der wegen der Ballei Lothringen zuviel getragenen . . . . 5,306 Fl. 11 Kr.
fordern können, daran zuerst den wegen Coblenz und Altenbiesen verbliebenen Zinsüberschuß von . . . . . . 6,032 Fl. 34 Kr.
nach Abzug der laufenden Lasten à 181 Fl. 2 Kr.
und 1,719 " 39 "
1,900 " 41 "
abrechnen mit . . . . 4,131 " 53 "
und den Rest von jährlich . . . . 1,174 " 18 "
auf sie für die Zukunft übertragen. Nebstdem aber verbleibt den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auch noch die Ersatzforderung für die in der vergangenen Zeit dargelegtermaßen nach schon erschöpftem Entschädigungscapital getragenen jährlichen Lasten, so wie für die Summe von 29,851 Fl., um welche die berechnete Schuldigkeit der Ballei Lothringen das Entschädigungscapital selbst überstiegen haben.

Aehnliche Ersatzansprüche an die Besitzer anderer Balleigüter haben die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auch noch wegen der über den Betrag des Entschädigungscapitals der Ballei Hessen übernommenen Rückstände und laufenden Lasten, die Krone Würtemberg aber insbesondere wegen bisher geschehener Ueberlassung des vollen Zinsbetrags eines von ihr eingezogenen Fränkischen Kreiscapitals der Ballei Altenbiesen an den Balleirath Bachem, dessen Pensionirung als eine gemeinschaftliche Balleilast ihr auf keinen Fall in einem andern Verhältnisse, als in dem der Gesammt-Revenüen, hätte zur Last fallen können.

Das Resultat dieser Darstellung läßt sich darauf zurückführen:

Die jenseits-rheinischen Ordensgüter der Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen mögen bei Regulirung der Pensionen dieser Ballei-Angehörigen in Concurrenz gezogen werden, oder nicht; so könnte bei der Pension jedes Einzelnen die reine Revenüe des Entschädigungscapitals nur in demjenigen Verhältnisse concurriren, in welchem dadurch

dasjenige Einkommen eine Entschädigung gegeben würde, in dessen Genuß der
lei-Angehörige stand, von dessen Pension es sich handelt.

Da die Entschädigungscapitalien im Ganzen sich zum Verlust verhielten, wie 1 zu 32;
önnte demnach bei der Pension eines Commenthurs, welcher eine Commende-Revenüe
32,000 Fl. verloren hat, nur von Uebernahme einer Concurrenz nach Verhältniß von
0 Fl. Revenüe die Rede seyn.

Dieses Verhältniß wird aber noch weiter durch den Abzug der Rückstände vermindert,
che ordensverfassungsmäsig auf den Balleien hafteten.

Selbst dasjenige, was nach diesem verminderten Verhältnisse den Contrahenten des
rgentheimer Vertrags zugeschieden werden könnte, compensirt sich nicht nur mit den
genforderungen, welche dieselben an den Besitzer der übrigen dieß- und jenseits-rheinischen
lleigüter haben, sondern die Gegenforderungen übersteigen bedeutend die ihnen zugeflossenen
künfte des Entschädigungscapitals der Balleien.

Hierauf haben die Gesandtschaften die Erklärung zu gründen:

daß Würtemberg, Baden und Nassau, als Mitcontrahenten des Mergentheimer Ver-
gs, zu der in Antrag gekommenen Concurrenz bei den Pensionen der Angehörigen der
errheinischen Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen sich nicht verbunden erachten
nen, vielmehr Anlaß finden, sich die Ersatzforderung vorzubehalten, welche sie an die
sitzer theils der überrheinischen, theils auch der diesseits Rheins gelegenen Ordensgüter
tragspflichtigen Balleien des Deutschen Ordens zu machen haben.

Einen besondern Gegenstand des Commissionsgutachtens machte

D) die Pension des seitdem verstorbenen Commenthurs von Zweyer aus, so fern die
sicht dieser Commission sich dahin äusserte:

«daß überhaupt nur diejenigen, welche die General-Ordenscasse eingezogen haben,
«diese Pension zu übernehmen haben möchten».

Eine Verbindlichkeit dieser Art ist jedoch auf keine Weise begründet, denn

1) war schon durch den Groscapitelschluß von 1805 (§. 13 ad h) die ausdrückliche
stimmung getroffen worden, daß dem Landcommenthur von Zweyer, für den Fall einer
ränderung, welche mit der ihm auch nur statt einstweiligen Unterhalts übertragen ge-
enen Statthalterschaft vorgehen könnte, das Maximum des Unterhalts eines Landcom-
nthurs mit 5,000 Fl. lebenslänglich gesichert seyn, und der Fond durch ein Hoch-
d Deutschmeisterisches Circularschreiben ausgemittelt werden soll.

2) Diese Ausmittlung erfolgte durch ein Hoch- und Deutschmeisterisches Rescript d. d.
October 1806 nach vorheriger Communication mit den Landcommenthuren dahin, daß,
h dem angenommenen Matrikelmaaßstabe, 1,538 Fl. 28 Kr. auf das Meisterthum und

2,115 Fl. 24 Kr. auf die Ballei Franken, jedoch nur nach Verhältniß der noch übrigen Besitzungen dieser Ballei, übernommen werden sollen.

Das Uebrige sollte demnach von den anderen Balleien verhältnißmäßig getragen werden.

Wenn daher

3) die erstgedachten zwei Summen mit 3,653 Fl. 52 Kr. unabgekürzt von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags übernommen wurden; so thaten sie bereits alles, was nur immer erwartet werden konnte, und haben durchaus keine Verbindlichkeit, den anderen Balleien auch noch die ihnen auf legalem Wege zugetheilten Raten abzunehmen.

Wenn selbst

4) jener Unterhalt des Landcommenthurs von Zweyer, gegen den ausdrücklichen Inhalt des Großcapitelschlusses von 1805, §. 13, auf die Ordenscasse gelegt worden wäre; so würde daraus nichts weiter folgen, als daß die sämmtlichen beitragspflichtigen Balleien auch diese Last jener, aus solchen Beiträgen bestandenen Casse zu übernehmen haben.

Diese Folge und somit eine Ersatzforderung der Contrahenten des Mergentheimer Vertrags wegen des bisher Geleisteten tritt aber

5) in einer andern Beziehung, nämlich in Gemäßheit der, jener Verwilligung eines Unterhalts anklebenden, ganz subsidiarischen Eigenschaft, ein. Sie fand nur statt, weil die Entschädigung der Ballei Lothringen die auf den überrheinischen Ordensgütern haftende Last auch dieses Unterhalts nicht decken konnte, und ist daher ganz geeignet, um von den jetzigen Besitzern derselben zur Uebernahme anerkannt zu werden. Es bedarf daher keines weiteren Beweises:

> daß die angetragene Uebernahme auch der den anderen Balleien zugeschiedenen Raten an dem Unterhalt des Landcommenthurs von Zweyer den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf keinen Fall obliege.

Wenn sodann

E) das Commissionsgutachten ad 3 anträgt, den Reclamanten von den Balleien Coblenz und Altenbiesen nachzulassen, in Beziehung auf die vorläufig aufgestellte Uebersicht (der zu schöpfenden Pensionen) ihre weiteren Ansprüche mit den erforderlichen Nachweisungen beizubringen; so kann die diesseitige Aeusserung sich darauf beschränken:

daß man zwar die angetragenen weiteren Vorträge und Nachweisungen der Pensions-Betheiligten, unter welchen, nach dem Geiste des auf den Reichsdeputations-Receß Bezug nehmenden Artikel 15 der Bundesacte, ohne Zweifel auch die Balleidiener begriffen sind, ganz für angemessen halte, übrigens aber bei Bestimmung des Maaßstabes der Pensionen,

her ohnehin von Entscheidung der Vorfrage über Beiziehung der überrheinischen Ordens-
r abhängt, sich aus den angeführten Gründen nicht betheiligt findet.

Endlich ist

F) das Commissionsgutachten auch noch davon ausgegangen, daß die Pensionsan-
iche der Angehörigen der Ballei Sachsen sich leicht erledigen lassen werden, wenn
Beschluß der Bundesversammlung über die bereits gegebenen Abstimmungen wegen der
anehmenden allgemeinen Grundsätze gezogen seye. Zugleich legte die Commission eine
ereinkunft der Höfe von Braunschweig, Mecklenburg-Schwerin und Anhalt-Bernburg
, nach welcher sich diese über die Pensionen der Balleibeamten vereinigt, die Ansprüche
General-Lieutenants von Wöllwarth aber nicht anerkannt haben, welcher eine höhere
ision, als die ihm bisher von Hannover ausgesetzte, anspricht.

Aus den bisherigen Verhandlungen der Bundesversammlung ergiebt sich, in Verbindung
seinen Eingaben über seine besonderen Verhältnisse, Folgendes:

Er war zur Zeit der Aufhebung des Deutschen Ordens (1809) im wirklichen Genuß der
mmende Weddingen im Hildesheimischen, deren auf 1,650 Rthlr. berechneter Ertrag
$\frac{9}{10}$tel ihm auf 1,485 Rthlr Pension Anspruch gegeben hätte. — Statt deren erhielt er von
Hannöverischen Regierung eine Pension von 1,000 Rthlr. in Gold.

Diese wurde zwar als provisorische Pension in dem Gutachten der Bundestags-
mmission vom 11. December 1817 für hinreichend erkannt; zugleich aber wurde seine
rsicherung:

> «daß er mit Michaelis 1808 schon in die bessere Commende Bergen im Magdebur-
> gischen vorrückte, daß deren Ertrag von den Balleibeamten zu Luklum für ihn auf-
> gesammelt und seine förmliche Einweisung bloß durch die Saumseligkeit des Land-
> commenthurs unterblieben sey»,

ganz wahrscheinlich anerkannt und eben daher zugegeben, daß die Billigkeit sehr für
spreche, wenn er seine Pension nach dem Ertrag der Commende Bergen, von jährlich
87 Rthlr. preussisch, auf deren $\frac{9}{10}$tel mit 2,328 Rthlr. preussisch oder 4,190 Fl. rheinisch
echne.

Zu weiterer Bestätigung dieses Verhältnisses, beruft sich Freiherr von Wöllwarth in
r bei der Bundesversammlung eingereichten Protestation vom 10. December 1820, pag.
. 7, auf Zeugnisse des ehemaligen Ballei-Syndicus Hofraths Heimbach, welche der
ndesversammlung im Jahre 1818 vorgelegt worden seyen und darlegen sollten, daß, nach
r zu Protokoll gegebenen Erklärung des Landcommenthurs, das Ascendenzrecht des von
llwarth durch die angeordnete Nachzahlung des plus der Einkünfte der bessern Com-
nde noch besonders gewahrt worden sey.

Da dieses Vorrücken in eine bessere Commende nicht sowohl von einem in den bisherigen Abstimmungen versagten Ascensionsrecht unter bereits pensionirten Ordensgliedern, sondern vielmehr davon ausgieng, daß dasselbe bei dem von Wöllwarth hergebrachtermaßen einträte, so lange der Orden noch bestand, und nur die Förmlichkeit der Einweisung ohne seine Schuld unterblieb; so sind die Gesandtschaften zu folgender allgemeiner Bemerkung angewiesen.

Wenn gleich der Stand des wirklichen Genusses zur Zeit der Auflösung des Ordens dem von Wöllwarth nur auf die im Commissionsgutachten von 1817 auf 1,485 Rthlr. berechneten $\frac{2}{10}$tel des Ertrags der Commende Weddingen vollen Anspruch giebt, und ein Ascensionsrecht unter bereits pensionirten Ordensgliedern nicht anerkannt wird; so findet man seinen Anspruch auf eine nach dem Ertrag der Commende Bergen bemessenen Pension doch durch die besondern in dem obgedachten Commissionsgutachten angeführten Verhältnisse unterstützt, so fern sein Vorrücken eigentlich schon vor Auflösung des Ordens eingetreten, und nur die Förmlichkeit der Einweisung ohne seine Schuld unterblieben war.

Die höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau verhehlen es sich keineswegs, daß eine auf die obigen strengen Rechtsgrundsätze und actenmäßige Darstellung der Sache gegründete Erledigung der Pensionsansprüche der Mitglieder des Deutschen Ordens schwerlich auf einem andern Wege zu bezwecken seyn möchte, als dem der austrägalgerichtlichen Entscheidung. Sollte jedoch diese, so wie jede weitere Erörterung über die vielen, hierbei zur Sprache gekommenen, verwickelten Verhältnisse umgangen und eine Ausgleichung der verschiedenen Interessen versucht werden wollen, so vermöchten Würtemberg, Baden und Nassau auf keinen Fall die von der Commission entworfene Darstellung zur Grundlage dieser Ausgleichung zu machen. In der That würden sie auch dadurch in eine sehr ungünstige Lage gegen jene Staaten versetzt werden, welche zugleich Besitzer jenseits-rheinischer Ordensgüter sind. Selbst wenn alle übrige Fragen überhaupt nach Stimmenmehrheit entschieden werden könnten, und das Resultat ganz im Interesse der Besitzer der jenseits-rheinischen Provinzen ausfiele, wenn mithin diese von der Concurrenz zu der Pensionirung der Mitglieder des Deutschen Ordens befreit würden, und wenn ferner, nach Annahme des Satzes, daß die transrhenanischen Ordensglieder ihre Pensionen nur aus den diesseits-rheinischen Entschädigungsobjecten, so wie aus den noch übrig gebliebenen diesseits-rheinischen Ordensgütern der jenseits-rheinischen Balleien und Commenden zu beziehen haben, jede Compensation für unzulässig erklärt, und festgesetzt würde, daß die diesen Compensationen zu Grunde liegenden Gegenforderungen wegen der von anderen Balleien und von der General-Ordenscasse über den Betrag des Entschädigungsantheils

ernommenen Lasten nur allein zur besondern Geltendmachung an die betreffenden
aaten geeignet seyen, wenn alle diese für die Staaten von Würtemberg, Baden und
ssau ungünstigen Voraussetzungen jemals eintreten könnten; so würde auch alsdann noch
e Ausgleichung doch nur davon ausgehen können, daß

1) den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags von dem Entschädigungscapital der
lleien Coblenz und Altenbiesen weder der volle Betrag, noch 5procentige Zinsen zu gut
nen; denn nach den gemachten Berechnungen war

a) das Entschädigungscapital der Ballei Coblenz von 65,222 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten bis auf 63,022 Fl. 25 Kr. vermindert, und die daraus fälligen nur 4procentigen Jahrszinse von 2,520 Fl. 53 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 181 Fl. 2 Kr. bis auf 2,339 Fl. 51 Kr. herabgesetzt.

Eben so ist

b) das Entschädigungscapital der Ballei Altenbiesen von 136,265 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten von 48,472 Fl. 42 Kr. bis auf 87,792 Fl. 18 Kr. und der nur 4procentigen Jahrszinse daraus von 3,511 Fl. 41 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 1,719 Fl. 39 Kr. bis auf 1,792 Fl. 2 Kr. vermindert.

Ferner muß

2) in Betracht gezogen werden, daß der eingezogene reine Zinsüberschuß genannter
ei Balleien von 2,339 Fl. 51 Kr. und 1,792 Fl. 2 Kr. eben so wenig ganz für Pensio-
n der Ordensglieder jener Balleien angesprochen werden kann, als behauptet werden
ll, daß die ganze Entschädigung der Balleien bloß allein für die verlornen Commen-
n der reclamirenden Ordensglieder gegeben worden sey.

Insbesondere aber ist

3) bei den Pensionen der Mitglieder der Ballei Altenbiesen zu berücksichtigen, daß
zu Königlich-Würtembergischer Seits bereits vorzugsweise dadurch beigetragen wurde,
ß dem Balleirath Bachem der volle Zinsbetrag von 640 Fl. aus einem Fränkischen Kreis-
pital überlassen blieb.

Nebstdem ist zwar

4) das Commissionsgutachten von 1820 davon ausgegangen, daß an Einkünften auf
r rechten Rheinseite bei der Ballei Coblenz 5,007 Fl., bei Altenbiesen 5,306 Fl. in Berech-
ng zu nehmen seyen. Ob jedoch nicht noch weitere diesseits-rheinische Einkünfte jener
alleien in Concurrenz zu ziehen wären? würde immer noch auf weiterer Erörterung beruhen.

Ueberdieß ist nicht daran zu zweifeln, daß

5) die Krone Preussen einen besondern Billigkeitsgrund zu vorzugsweiser Concurrenz
Ausgleichungswege und bei Umgehung einer vollen Beiziehung der überrheinischen Deutsch-

Ordensgüter darin zu erkennen geneigt seyn werde, daß dieser Staat nicht nur bedeutende noch unveräusserte Deutsch-Ordensgüter in seinen überrheinischen Provinzen erhalten hat, sondern auch seine diesseits-rheinischen Einkünfte vormaliger Balleigüter einer Concurrenz zu Deckung des auf die General-Ordenscasse übernommenen Deficits wegen der Ballei Lothringen schon früher nicht wohl hätte entziehen können, wenn die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags die zur Ordenscasse beitragspflichtigen Balleigüter durch eine genaue Auseinandersetzung der Lasten jener durch Balleibeiträge bestandenen Casse in Anspruch genommen hätten.

In so fern daher die Mitwirkung der höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau zu einer gütlichen Ausgleichung eben so sehr gewünscht wird, als sie dazu aus Rücksicht auf das hohe Alter der meisten Pensionsberechtigten und auf eine sich hierdurch empfehlende möglichste Beschleunigung dieser Pensions-Regulirungen jederzeit bereit waren; so müssen sie neuen, dem Rechte und dem Interesse ihrer Staaten mehr entsprechenden, Vergleichsvorschlägen entgegen sehen, widrigenfalls sie nicht würden umhin können, den seither betretenen Weg zu verlassen, und die Entscheidung durch eine Austrägalinstanz als den einzigen zu bezeichnen, auf welchem irgend ein Resultat erzielt werden kann.

Der Königlich-Baierische Herr Gesandte erklärte: er habe vorausgesetzt, den gemeinschaftlichen Anträgen der erwähnten Regierungen beitreten zu können; da aber die eben aufgestellten Ansichten seiner Instruction nicht ganz entsprächen, er sich seine Aeusserung bis zur Abstimmung in dem übereingekommenen Termin vorbehalte.

Erwähnte gemeinschaftliche Erklärung wurde der betreffenden Commission zuzustellen beschlossen.

§. 135.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betreffend.

(5. Sitz. §. 35 d. J.)

Der Königlich-Baierische und Kurhessische Herr Gesandte tragen vor: Zu den Activausständen der Oberrheinischen Kreiscasse, deren Beitreibung die zu Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens ernannten Commissarien, nach einer ausdrücklichen Verordnung des Deputations-Hauptschlusses von 1803, zu bewirken beschäftigt sind, gehört unter andern auch ein Vorschuß, welchen die Kreiscasse in den Jahren 1795 bis 1802 an den nun verstorbenen Generalmajor Rheingrafen Walrad von Salm-Grumbach, auf Ersuchen und unter wiederholter Garantie des Fürstlichen Hauses

pruch genommen werden, als ein solcher Anspruch je in Ansehung anderer eingezogener
itsch-Ordensgüter erhoben oder anerkannt wurde. Sollte der Satz eines Beweises be-
fen; so läge er ganz unzweideutig theils in den anerkannten Grundsätzen über Ausübung
Heimfallsrechtes, theils in den besonderen Bestimmungen der Rheinischen Bundesacte,
Wiener Friedens-Tractats und selbst des Paragraphen 15 der Bundesacte.

4) Auch die, nach Abzug aller Rückstände und Lasten bevorbleibende, reine Zinsrevenüe
nte nicht unbedingt bei den in Frage stehenden Pensionsbewilligungen in Concurrenz
men, sondern nur in so weit, als einer oder der andere Pensionsberechtigte vor Auf-
ng des Ordens sein Einkommen daraus zu beziehen hatte.

Nach der Verfassung des Deutschen Ordens könnte dieß von den Balleibeamten, welche
öhnlich aus der Balleicasse ihr Einkommen bezogen, nur in so weit behauptet werden,
ein Theil jener Zinsrevenüe neben andern Ballei-Einkünften zu ihrer Besoldung ver-
idet wurde. Von den Ordensgliedern, welche gewöhnlich auf den Genuß der ihnen
ewiesenen Commenden beschränkt waren, würde sich eine solche Behauptung nur in so
t allenfalls aufstellen lassen, als sie nach Verlust ihrer überrheinischen Commenden einen
il ihres Unterhaltes aus jener in die Balleicasse bestimmten Zinsrevenüe bezogen, und
Theil derselben als Surrogat ihrer überrheinischen Commende-Einkünfte betrachtet
den könnte.

Dieser Antheil würde aber selbst alsdann, wenn die oben vom ganzen Capital (ohne
ug der Schuldigkeiten und Lasten) berechnete Zinsrevenüe in Anschlag kommen könnte,
erst unbedeutend ausfallen, weil die vollen Entschädigungscapitalien der Balleien zu
m (bei der Reichsdeputation angegebenen) Verlust sich nur ungefähr verhalten, wie 1
32. Daß aber die Pensionsansprüche der Glieder und Diener des Deutschen Ordens
sowohl in Ansehung des Maaßes, als der Verbindlichkeit, sie zu reichen, nur nach
früheren Genuß eines jeden richten und nur denjenigen Staat treffen können, der im
itze des Fonds ist, aus welchem jener Genuß floß; dieß ist eben so wohl der Natur der
he, als der ziemlich übereinstimmenden Ansicht einer großen Mehrheit der Bundesver-
mlung angemessen, welche bereits in den Abstimmungen über die in der 12. Sitzung
16. December 1816, §. 50, zur Instructions-Einholung ausgesetzten drei Hauptfragen
iegt.

Hiernächst haben aber auch die Gesandtschaften durch actenmäßige Berechnungen

C) darzulegen, daß, selbst wenn die diesseits-rheinischen Staaten ausschließlich zur
sionirung der transrhenanischen Deutsch-Ordensglieder verbunden erachtet werden sollten,
noch wenigstens die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf den Grund der von
n eingezogenen Entschädigungscapitalien einiger überrheinischen Balleien zu einer Con-

currenz deßwegen nicht verbunden seyn können, weil durch bedeutende, von ihnen übernommene Schulden und fortlaufende Lasten dieser Balleien jene Entschädigungscapitalien und die daraus geflossenen Einkünfte nicht nur erschöpft, sondern selbst überstiegen worden sind.

Unter Beziehung auf die oben ad B ausgehobenen allgemeinen Gesichtspuncte, wird es genügen, hier nur die gedrängten Resultate einer über die Schulden und Lasten jener Balleien entworfenen, auf Acten und Rechnungen beruhenden, Hauptberechnung in Folgendem anzuführen.

Von der Ballei Hessen, welche übrigens in Beziehung auf Pensionsansprüche hier nicht in Betracht kommt, ist nicht allein das eingezogene Entschädigungscapital von 5,844 Fl. durch die, von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags übernommenen, rückständigen Schuldigkeiten dieser Ballei von 15,886 Fl. um 10,042 Fl. überstiegen, sondern es betragen auch noch die, auf 252 Fl. 58 Kr. berechneten, fortlaufenden Balleilasten gegen den jährlichen Zins des ganzen Entschädigungscapitals à 233 Fl. 46 Kr. um 19 Fl. 12 Kr. mehr. Es haben demnach die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags wegen jenes Vorschusses sowohl, als wegen der übernommenen laufenden Lasten bereits nicht unbedeutende Ersatzansprüche an die nunmehrigen Besitzer der Güter und Einkünfte jener Ballei.

Ein ähnliches Resultat zeigt sich bei den drei übrigen Balleien, von deren Angehörigen Pensionen reclamirt werden, in folgender Uebersicht.

Es betragen nämlich bei der

Ballei	das ursprünglich 1805 zugetheilte Entschädigungs-Capital zu 4 %	die hierauf haftenden Schuldigkeiten und Lasten der Ballei	der Rest des Entschädigungs-Capitals	die darauf zuviel übernommenen Schuldigkeiten	die Zinsen des Capitalrestes	die unter den Lasten begriffenen laufenden Gehalte
Hessen	5,844 Fl.	15,886 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	10,042 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	252 Fl. 58 Kr.
Coblenz	65,222 „	2,199 „ 34 „	63,022 „ 25 „	— „ — „	2,520 „ 53 „	181 „ 2 „
Altenbiesen	136,265 „	48,472 „ 42 „	87,792 „ 18 „	— „ — „	3,511 „ 41 „	1,719 „ 39 „
Lothringen	29,530 „	59,381 „ 51 „	— „ — „	29,851 „ 51 „	— „ — „	5,306 „ 11 „
Summe	236,861 „	125,940 „ 41 „	150,814 „ 43 „	39,894 „ 25 „	6,032 „ 34 „	7,459 „ 50 „
					Differenz 1,427 Fl. 16 Kr.	
Ohne die Ballei Hessen mit zu rechnen	231,017 „	110,054 „ 7 „	150,814 „ 43 „	29,851 „ 51 „	6,032 „ 34 „	7,206 „ 52 „
					Differenz 1,174 Fl. 18 Kr.	

Aus dieser Uebersicht geht von selbst hervor, daß die Contrahenten des Mergentheimer trags auf den nach Abrechnung der Schuldigkeiten bevorgebliebenen Rest der Entschä ngscapitalien jener vier Balleien pro rata um 1,427 Fl. 16 Kr. mehr fortlaufende jähr Lasten übernommen haben, als die 4procentigen Zinsen ertragen.

Wird diese Vergleichung, ohne Rücksicht auf die Ballei Hessen, (weil von deren An rigen keine Pensionsansprüche vorkommen) nur unter den drei übrigen Balleien an ellt; so machen doch immerhin noch die übernommenen laufenden Lasten derselben um '4 Fl. 18 Kr. mehr, als die Jahrszinsen des Entschädigungscapitals.

Eine noch größere Differenz aber ergiebt sich, wenn von dem Reste des Entschädi gscapitals der zwei Balleien Coblenz und Altenbiesen von . . 150,814 Fl. 43 Kr.
st die bei der Ballei Lothringen zuviel übernommene Schul
eit à . . . . 29,851 = 51 =

zogen, und aus dem Reste à . . . . 120,962 = 52 =
Zins zu 4 Procent berechnet wird, mit 4,838 Fl. 31 Kr.

Denn nun zeigt sich, daß die von den gedachten drei Balleien übernommenen jährlichen en von 7,206 Fl. 52 Kr. jenen Zinsertrag um 2,368 Fl. 21 Kr. übersteigen.

Möchte diesen Berechnungen entgegengehalten werden, daß das bei der Ballei Lothrin zu viel Uebernommene aus dem Grunde nicht in Abrechnung kommen könne, weil das schädigungscapital dieser Ballei 1805 zur General=Ordenscasse gezogen wurde; so kommt gen in Betracht, daß diese Casse einzig und allein durch die Beiträge bestand, welche den Balleien und deren Angehörigen eingiengen, daß mithin von dem Augenblicke an, diese aufhörten und die Auflösung der Casse eintrat, verhältnißmäßige Theile der auf General=Ordenscasse haftenden Lasten auf die Besitzer der sämmtlichen beitragspflich n Balleigüter übernehmen mußten.

Auf gleiche Weise beseitigt sich die Einwendung, welche etwa gegen eine Abrechnung für die Ballei Lothringen zuviel übernommenen, laufenden Lasten an dem Zinsüber sse der Balleien Coblenz und Altenbiesen darauf begründet werden möchte, daß keine lei an den Lasten der anderen Theil zu nehmen hatte. Denn auf jeden Fall müßte jenige, was durch die Einkünfte des Entschädigungscapitals der Ballei Lothringen nicht ckt wurde, als eine Ersatzforderung an denjenigen Staat betrachtet werden, welcher weit beträchtlicheren überrheinischen Güter und Einkünfte jener Ballei in Besitz ge mmen hat, ohne dafür eine Entschädigung zu gewähren, welche die darauf haften Lasten deckte.

Da dieses Vorrücken in eine bessere Commende nicht sowohl von einem in den bisherigen Abstimmungen versagten Ascensionsrecht unter bereits pensionirten Ordensgliedern, sondern vielmehr davon ausgieng, daß dasselbe bei dem von Wöllwarth hergebrachtermaßen einträte, so lange der Orden noch bestand, und nur die Förmlichkeit der Einweisung ohne seine Schuld unterblieb; so sind die Gesandtschaften zu folgender allgemeiner Bemerkung angewiesen.

Wenn gleich der Stand des wirklichen Genusses zur Zeit der Auflösung des Ordens dem von Wöllwarth nur auf die im Commissionsgutachten von 1817 auf 1,485 Rthlr. berechneten $\frac{9}{10}$tel des Ertrags der Commende Weddingen vollen Anspruch giebt, und ein Ascensionsrecht unter bereits pensionirten Ordensgliedern nicht anerkannt wird; so findet man seinen Anspruch auf eine nach dem Ertrag der Commende Bergen bemessenen Pension doch durch die besondern in dem obgedachten Commissionsgutachten angeführten Verhältnisse unterstützt, so fern sein Vorrücken eigentlich schon vor Auflösung des Ordens eingetreten, und nur die Förmlichkeit der Einweisung ohne seine Schuld unterblieben war.

Die höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau verhehlen es sich keineswegs, daß eine auf die obigen strengen Rechtsgrundsätze und actenmäßige Darstellung der Sache gegründete Erledigung der Pensionsansprüche der Mitglieder des Deutschen Ordens schwerlich auf einem andern Wege zu bezwecken seyn möchte, als dem der austrägalgerichtlichen Entscheidung. Sollte jedoch diese, so wie jede weitere Erörterung über die vielen, hierbei zur Sprache gekommenen, verwickelten Verhältnisse umgangen und eine Ausgleichung der verschiedenen Interessen versucht werden wollen, so vermöchten Würtemberg, Baden und Nassau auf keinen Fall die von der Commission entworfene Darstellung zur Grundlage dieser Ausgleichung zu machen. In der That würden sie auch dadurch in eine sehr ungünstige Lage gegen jene Staaten versetzt werden, welche zugleich Besitzer jenseits-rheinischer Ordensgüter sind. Selbst wenn alle übrige Fragen überhaupt nach Stimmenmehrheit entschieden werden könnten, und das Resultat ganz im Interesse der Besitzer der jenseits-rheinischen Provinzen ausfiele, wenn mithin diese von der Concurrenz zu der Pensionirung der Mitglieder des Deutschen Ordens befreit würden, und wenn ferner, nach Annahme des Satzes, daß die transrhenanischen Ordensglieder ihre Pensionen nur aus den diesseits-rheinischen Entschädigungsobjecten, so wie aus den noch übrig gebliebenen diesseits-rheinischen Ordensgütern der jenseits-rheinischen Balleien und Commenden zu beziehen haben, jede Compensation für unzulässig erklärt, und festgesetzt würde, daß die diesen Compensationen zu Grunde liegenden Gegenforderungen wegen der von anderen Balleien und von der General-Ordenscasse über den Betrag des Entschädigungsantheils

rnommenen Lasten nur allein zur besondern Geltendmachung an die betreffenden
ıaten geeignet seyen, wenn alle diese für die Staaten von Würtemberg, Baden und
ſau ungünstigen Voraussetzungen jemals eintreten könnten; so würde auch alsdann noch
Ausgleichung doch nur davon ausgehen können, daß

1) den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags von dem Entschädigungscapital der
leien Coblenz und Altenbiesen weder der volle Betrag, noch 5procentige Zinsen zu gut
en; denn nach den gemachten Berechnungen war

a) das Entschädigungscapital der Ballei Coblenz von 65,222 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten bis auf 63,022 Fl. 25 Kr. vermindert, und die daraus fälligen nur 4procentigen Jahrszinse von 2,520 Fl. 53 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 181 Fl. 2 Kr. bis auf 2,339 Fl. 51 Kr. herabgesetzt.

Eben so ist

b) das Entschädigungscapital der Ballei Altenbiesen von 136,265 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten von 48,472 Fl. 42 Kr. bis auf 87,792 Fl. 18 Kr. und der nur 4procentigen Jahrszinse daraus von 3,511 Fl. 41 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 1,719 Fl. 39 Kr. bis auf 1,792 Fl. 2 Kr. vermindert.

Ferner muß

2) in Betracht gezogen werden, daß der eingezogene reine Zinsüberschuß genannter
i Balleien von 2,339 Fl. 51 Kr. und 1,792 Fl. 2 Kr. eben so wenig ganz für Pensio-
der Ordensglieder jener Balleien angesprochen werden kann, als behauptet werden
, daß die ganze Entschädigung der Balleien bloß allein für die verlornen Commen-
der reclamirenden Ordensglieder gegeben worden sey.

Insbesondere aber ist

3) bei den Pensionen der Mitglieder der Ballei Altenbiesen zu berücksichtigen, daß
ıu Königlich-Würtembergischer Seits bereits vorzugsweise dadurch beigetragen wurde,
dem Balleirath Bachem der volle Zinsbetrag von 640 Fl. aus einem Fränkischen Kreis-
ital überlassen blieb.

Nebstdem ist zwar

4) das Commissionsgutachten von 1820 davon ausgegangen, daß an Einkünften auf
rechten Rheinseite bei der Ballei Coblenz 5,007 Fl., bei Altenbiesen 5,306 Fl. in Berech-
ıg zu nehmen seyen. Ob jedoch nicht noch weitere diesseits-rheinische Einkünfte jener
lleien in Concurrenz zu ziehen wären? würde immer noch auf weiterer Erörterung beruhen.

Ueberdieß ist nicht daran zu zweifeln, daß

5) die Krone Preussen einen besondern Billigkeitsgrund zu vorzugsweiser Concurrenz
Ausgleichungswege und bei Umgehung einer vollen Beiziehung der überrheinischen Deutsch-

Ordensgüter darin zu erkennen geneigt seyn werde, daß dieser Staat nicht nur bedeutende noch unveräusserte Deutsch-Ordensgüter in seinen überrheinischen Provinzen erhalten hat, sondern auch seine diesseits-rheinischen Einkünfte vormaliger Balleigüter einer Concurrenz zu Deckung des auf die General-Ordenscasse übernommenen Deficits wegen der Ballei Lothringen schon früher nicht wohl hätte entziehen können, wenn die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags die zur Ordenscasse beitragspflichtigen Balleigüter durch eine genaue Auseinandersetzung der Lasten jener durch Balleibeiträge bestandenen Casse in Anspruch genommen hätten.

In so fern daher die Mitwirkung der höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau zu einer gütlichen Ausgleichung eben so sehr gewünscht wird, als sie dazu aus Rücksicht auf das hohe Alter der meisten Pensionsberechtigten und auf eine sich hierdurch empfehlende möglichste Beschleunigung dieser Pensions-Regulirungen jederzeit bereit waren; so müssen sie neuen, dem Rechte und dem Interesse ihrer Staaten mehr entsprechenden, Vergleichsvorschlägen entgegen sehen, widrigenfalls sie nicht würden umhin können, den seither betretenen Weg zu verlassen, und die Entscheidung durch eine Austrägalinstanz als den einzigen zu bezeichnen, auf welchem irgend ein Resultat erzielt werden kann.

Der Königlich-Baierische Herr Gesandte erklärte: er habe vorausgesetzt, den gemeinschaftlichen Anträgen der erwähnten Regierungen beitreten zu können; da aber die eben aufgestellten Ansichten seiner Instruction nicht ganz entsprächen, er sich seine Aeusserung bis zur Abstimmung in dem übereingekommenen Termin vorbehalte.

Erwähnte gemeinschaftliche Erklärung wurde der betreffenden Commission zuzustellen beschlossen.

§. 135.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betreffend.

(5. Sitz. §. 35 d. J.)

Der Königlich-Baierische und Kurhessische Herr Gesandte tragen vor: Zu den Activausständen der Oberrheinischen Kreiscasse, deren Beitreibung die zu Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens ernannten Commissarien, nach einer ausdrücklichen Verordnung des Deputations-Hauptschlusses von 1803, zu bewirken beschäftigt sind, gehört unter andern auch ein Vorschuß, welchen die Kreiscasse in den Jahren 1795 bis 1802 an den nun verstorbenen Generalmajor Rheingrafen Walrad von Salm-Grumbach, auf Ersuchen und unter wiederholter Garantie des Fürstlichen Hauses

lm-Kyrburg und der Rheingräflichen Häuser Grumbach und Grehweiler, bis zum
'age von 10,554 Fl. 31½ Kr. successiv geleistet hat.

Da diese Fürstlichen und Gräflichen Häuser, welche im Jahre 1803 für ihre jenseits-
ıischen Besitzungen durch die Münsterischen Aemter Ahaus und Bocholt entschädigt wur-
und dermalen unter Preussischer Souverainetät sich befinden, die Erinnerungsschreiben
Commission ohne Antwort liessen, so wurde schon in der 26. Sitzung des Jahres 1820
Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte ersucht, zu bewirken, daß die Rhein-
liche Regierung zu Coesfeld aufgefordert werde, den schuldigen Vorschuß in Bälde zu berich-
n. — Es erfolgte aber von Seiten der standesherrlichen Behörde eine ablehnende Antwort
in:

daß der angefordete Ersatz aus der Landes-Steuercasse zu ersetzen gewesen wäre, wenn die Rheingräflichen Lande vom Feinde befreit geworden, und man darin zur Einnahme der Gefälle die nöthige Ordnung wieder hergestellt gehabt hätte, dieses Letztere sey aber so wenig geschehen, daß jene Lande vielmehr hätten abgetreten und dagegen die jetzigen Lande als Entschädigung angenommen werden müssen. Wenn man jedoch auch voraussetzen wolle, daß die Verbindlichkeit zum Ersatz jener Vorschüsse auf die Entschädigungslande übergegangen sey, so wäre es doch jedenfalls eine Last der Landes- oder Steuercasse, und da die Fürstlich-Salmischen Häuser sich dermalen nicht im Bezuge der Steuern befänden, so würden sie in keinerlei Hinsicht in Anspruch genommen werden können.

Die subdelegirten Commissarien haben sich bemüht, in einer Note an den Königlich-
eussischen Herrn Gesandten zu zeigen, daß der erwähnten Schuld durchaus keine Real-
dern lediglich eine Personal-Verbindlichkeit zum Grunde liege, daß demnach in keinem
le die abgetretenen alten Salmischen und Rheingräflichen Lande dafür in Anspruch genom-
ı werden könnten. Ob aber die entschädigten Herren Fürsten und Rheingrafen die zu
em Behuf erforderlichen Gelder durch Steueranlagen auf die neu erworbenen Untertha-
zu erheben berechtigt gewesen? und nunmehr, da sie mit der Landeshoheit auch die
:uer-Intraden verloren, mit Grunde behaupten könnten, daß auch die Anforderungen an
nunmehrigen Souverain zu stellen seyen? dieses wären die Subdelegirten, unbekannt
den von der Krone Preussen hinsichtlich der Personal- und Real-Schulden der ihr unter-
rdneten Standesherren aufgestellten Grundsätzen, und mit Einzelnen derselben etwa abge-
ossenen Verträgen, zu beurtheilen ausser Stande und zu entscheiden nicht berufen, müß-
dieses vielmehr lediglich den Königlich-Preussischen Souverainetätsbehörden überlassen,
bäten nur den Königlich-Preussischen Herrn Gesandten um sachgemäße Einleitung und

Verwendung, damit die Kreiscasse, auf die eine oder die andere Art, zu diesem, so lange entbehrten, liquiden Ausstande nebst Verzugszinsen gelange.

Hierauf hat der erwähnte Herr Gesandte erwiedert: der Königlich-Preussische Fiscus sey bei dieser rein persönlichen Schuld der Fürstlich- und Gräflichen Häuser Salm in keiner Hinsicht betheiligt; da indessen deren Finanzkammer auch gegen die Souverainetätsbehörde den Satz aufgestellt habe: daß die fragliche Schuld jedenfalls eine Landes- oder Steuerschuld sey, so würde man einer freien Einräumung hierüber wohl vergeblich entgegensehen. Deßwegen stelle man der Commission anheim, von der Bundesversammlung sich Instruction darüber zu erbitten:

> ob sie in solchen Fällen, wie der hier vorliegende, wo es sich um die Einforderung einer Schuld handle, die ein ehemaliger Reichsunmittelbarer gegen eine Reichs- oder Kreis-Casse contrahirt habe, als er noch Landesherr gewesen, nunmehr den Schuldner bei dem betreffenden Landesgerichte zu belangen habe? oder ob sie, mit Ausschliessung des rechtlichen Gehörs, sofort auf executivische Beitreibung bei dessen Regierung antragen dürfe?

Die subdelegirten Commissarien sind hierdurch veranlaßt worden, gutachtliche Vorträge an ihre allerhöchsten Committenten zu erstatten, welche im Wesentlichen dahin gehen, daß

1) die Commission sich in keinem Falle befugt oder verpflichtet halte, gegen einen im Verzuge befindlichen Schuldner der Kreiscasse, im Wege Rechtens, aufzutreten; daß sie

2) eben so wenig sich an die Stelle der durch den §. 85 des Deputations-Hauptschlusses niedergesetzten Executions-Commission getreten ansehen könne; dagegen

3) in Folge des Art. 15 der Bundesacte, welcher die Verfügungen des Deputations-Hauptschlusses über das Kreisschuldenwesen, mithin auch die Vollziehung derselben, unter die Garantie des Bundes stelle, die Bundesversammlung an die Stelle jener Commission treten, und, bei der Unzulänglichkeit der von den Schuldnern vorgebrachten Weigerungsgründe, ohne Bedenken die Preussische Regierung ersuchen könne, sofort executivische Maaßregeln gegen die säumigen Schuldner zu ergreifen.

Wenn die erste und zweite Behauptung der Subdelegirten begründet erscheint, so dürfte dagegen deren Ansicht von dem Umfange der Competenz dieser hohen Versammlung aus dem Art. 15 der Bundesacte gegründeten Zweifeln unterliegen.

Allerdings hat der Deutsche Bund die Verfügungen des Deputations-Hauptschlusses über das Kreisschuldenwesen, mithin auch deren Vollziehung im Allgemeinen, garantirt; schwerlich aber ist dadurch der Bundesversammlung die Befugniß gegeben, welche die §§. 85 und 88 jenes Reichsgesetzes den kreisausschreibenden Fürsten und für die beiden rheinischen Kreise Kurmainz und Kurhessen übertrugen.

Jede Execution setzt einen zuvor ergangenen richterlichen Spruch oder ein Gesetz vor-
, welches in bestimmten Fällen, mit Verwerfung aller Einreden, die Execution gestat-
Keines von beiden ist hier der Fall. Mögen die Einreden, welche die Fürstlich- und
ingräflich-Salmischen Häuser der Anforderung entgegen setzen, auch noch so wenig be-
ıdet seyn, so muß darüber doch richterlich entschieden werden. Die Bundesversammlung
ı sich dazu nicht berufen fühlen, da ihr jede richterliche Competenz abgeht. Wären die
stlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser souveraine Mitglieder des Deutschen Bun-
so gehörte die Sache, in Folge des Art. 11 der Bundesacte, zum Behufe der Ver-
lung vor diese hohe Versammlung; die Entscheidung vor Schiedsrichter oder ein Aus-
algericht. Da aber die gedachten vormaligen Reichsstände jetzt Preussische Standesher-
sind, so können nur die Preussischen Landesgerichte als competent erscheinen. Vor die-
werden die Schuldner förmlich belangt werden müssen.

Es fragt sich nun noch: wer als Kläger aufzutreten habe?

Gläubiger ist die Kreiscasse; existirte diese noch, so würde der Kreiscassier, Namens
:lben, die Klage erheben müssen. Da sie nicht mehr besteht, so sind eigentlich alle
rrheinischen Kreisstaaten zusammengenommen die Gläubiger; der Legitimationspunct möchte
r mancherlei Weitläuftigkeiten veranlassen. Ob Baiern und Kurhessen befugt seyen,
nens der sämmtlichen Betheiligten klagbar aufzutreten, kann in Zweifel gezogen wer-
da ihnen durch den Beschluß dieser hohen Versammlung in der 43. Sitzung von 1817,
44, nur

die Einleitung zur definitiven Auseinandersetzung des Pensions- und Schuldenwesens der ehemaligen Kur- und Oberrheinischen Kreise **unter den betheiligten Regierungen**

tragen ist.

Dieser hohen Versammlung wird daher anheim gestellt, was sie deßfalls zu beschlies-
für dienlich halte?

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte: war der Meinung,
vor Allem die betheiligten Regierungen um ihre Aeusserungen hierüber zu ersuchen seyen.

Hierauf wurde

beschlossen:

die betheiligten Höfe zu ersuchen, daß sie ihre Gesandtschaften in den Stand setzen
:en, sich über den erwähnten Gegenstand in der auf den 11. December dieses Jahres
findenden Sitzung der Bundesversammlung zu äussern.

§. 136.

Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse.

(12. Sitz. §. 82 d. J.)

Man kam ferner überein, in Betreff der Forderungen an die vormalige Reichsoperationscasse, Termin zur Abstimmung auf den 11. December laufenden Jahres festzusetzen; deßgleichen

§. 137.

Vollziehung des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.

(15. Sitz. §. 95 d. J.)

diejenigen Herren Gesandten, welche mit ihren Abstimmungen in der hohen Bundesversammlung, oder mit Erklärungen gegen die bestehende Commission in Betreff der staatsrechtlichen Verhältnisse der subjicirten vormaligen Reichsstände, noch rückständig seyn dürften, um Abgabe derselben bis zum 15. Januar 1824 zu ersuchen.

§. 138.

Wahl einer neuen Reclamations-Commission.

Präsidium proponirte: daß der gegenwärtigen Reclamations-Commission, welche schon seit dem 9. Mai vorigen Jahres bestehe, der Dank der hohen Versammlung für ihre vielseitigen Bemühungen auszudrücken, und nunmehr zu einer neuen Wahl zu schreiten sey; zugleich wolle es der Berücksichtigung der Bundesversammlung anheim geben, daß, da während der bevorstehenden Ferien mehrere Herren Gesandten sich von hier entfernten, vorzugsweise diejenigen zu wählen seyn dürften, welche ganz oder größtentheils dahier verweilen würden.

Hierauf vereinigte man sich, nach dem Antrage des Präsidii, die Herren Bundestagsgesandten

von Pfeffel,
Freiherrn von Blittersdorff,
von Pentz,
Freiherrn von Leonhardi und
Danz

zu ersuchen, die während der Ferien eingehenden Reclamationen zum Vortrage und Gutachten zu übernehmen.

§. 139.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(16. Sitz. §. 101 d. J.)

Der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte von Ham-
:stein: erstattet nachfolgenden Vortrag der in der 16. Sitzung dieses Jahres (§. 101)
ihlten Commission zur Begutachtung der Grundsätze, nach welchen die definitiv einzu-
ende Matrikel zu bearbeiten sey.

§. 1. Als durch den Bundesbeschluß der 43. Sitzung vom 20. August 1818 die
den officiellen Angaben der Volkszahl der Bundesstaaten beruhende Bundesmatrikel
isorisch auf fünf Jahre, sowohl für Mannschaftstellungen als Geldleistungen, mit allei-
: Ausnahme der anders vertheilten Bundes-Canzleikosten, angenommen wurde, wurde
:ich beschlossen:

« die Grundsätze, wonach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel be-
arbeitet werden soll, wird eine demnächst eigends zu wählende Commission begut-
achten; die Bundesversammlung wird solche noch vor Ablauf der fünfjährigen Frist
erörtern, und durch weitere Beschlußnahme sich über eine definitive Matrikel ver-
einigen ».

Die Wahl dieser Commission ist inzwischen erst in der 16. Sitzung vom 12. Juni
3 erfolgt.

§. 2. Die Wichtigkeit des Gegenstandes und die Verschiedenheit der Ansichten über
:lben, schliessen es für die Commission aus, noch vor den Ferien mit irgend einiger
ndlichkeit ein Gutachten darüber vorzulegen.

Zu dem Endzweck einer Erstattung desselben würde auch nicht nur zu wünschen,
:rn selbst erforderlich seyn, die hohen Bundesregierungen um Mittheilung ihrer An-
:n zu ersuchen, um solche zum Grunde legen zu können.

Denn, wenn auch in den früheren Abstimmungen der Gegenstand bereits eine vielsei-
und tief eingehende Erörterung gefunden hat; so ist doch nicht voraus zu bestimmen,
)er Abänderung oder Erweiterung jene Ansichten in dem Verlaufe der abgeflossenen fünf
:e haben unterworfen seyn können?

§. 3. In Folge dieser Betrachtungen wird die Commission so wenig einen Vorwurf
esorgen haben, wenn sie, noch zur Zeit ein Gutachten zu erstatten, Bedenken findet,
sie vielmehr solchen verdienen würde, wenn sie dasselbe schon jetzt vorlegen wollte.

§. 4. Gleichwohl ist der Zeitpunct, für welchen die gegenwärtige provisorische Ma-
eine gesetzmäsige Gültigkeit hat, auf fünf Jahre bestimmt, und diese Gültigkeit wird
: mit diesem Jahre erlöschen.

Einem Staatenbunde, ohne feststehenden Beitragsmaaßstab für Mannschaftstellung und Geldleistung, würden aber die wesentlichsten Elemente eines ordnungsmäsigen Bestandes und einer wirksamen Realität fehlen.

Da derselbe in keinem Momente seiner Existenz ohne diese wesentlichen Grundlagen derselben seyn darf; so bleibt in der gegenwärtigen Lage in der That nichts anderes übrig, als eine Verlängerung des bisherigen Provisoriums.

§. 5. Die Commission hält sich daher verpflichtet, auf einen Beschluß dahin anzutragen:

1) daß die in der 43. Sitzung vom 20. August 1818 auf fünf Jahre, sowohl für Mannschaftstellung als Geldleistungen, mit alleiniger Ausnahme der anders vertheilten Bundes-Canzleikosten, angenommene Matrikel, annoch provisorisch bis dahin in Gültigkeit bleibe, bis eine definitive Matrikel beschlossen seyn werde;

2) daß bis dahin in gleicher Maaße diejenige Bestimmung in Gültigkeit bleibe, zufolge welcher, nach dem in der 3. Sitzung des Jahres 1819 gefaßten Beschlusse der Bundesversammlung, wenn gleich keine Verminderung der Matrikel binnen dieses Provisoriums statt haben kann, gleichwohl eine etwa nachfolgende Vermehrung in dieselbe aufzunehmen ist;

3) daß die hohen Bundesregierungen zu ersuchen seyen, der Commission baldmöglichst die etwa erforderlichen weiteren Mittheilungen ihrer Ansichten zukommen lassen zu wollen; sowohl über die Grundlagen einer definitiven Matrikel überhaupt, als besonders über diejenige der Population; und in wie fern für letztere eine, die seit fünf Jahren eingetretenen Veränderungen begreifende, Rectification der bisherigen Angaben, so wie eine größere Gleichförmigkeit derselben, vorzüglich in Hinsicht der Berechnung der Fremden, als erforderlich zu betrachten sey?

Bei der hierauf gehaltenen Umfrage wurde einhellig anerkannt,

daß, da der Deutsche Bund in keinem Momente ohne Matrikel seyn könne, die gegenwärtig bestehende so lange fortdauern müsse, bis eine andere angenommen worden sey.

In Folge dessen äusserte sich die Mehrheit mit den Commissionsanträgen einverstanden.

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Herr Gesandte: stimmte dahin, daß in einer der ersten Sitzungen des künftigen Jahres über die drei Commissionsanträge abgestimmt werden, bis dahin aber die provisorische Matrikel auf jeden Fall fortdauern möge.

Der Herr Gesandte von Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Nach dem Bundestagsbeschlüsse vom 20. August 1818 wurde die provisorische Matrikel auf die

sten fünf Jahre angenommen, und zugleich festgesetzt: daß die Grundsätze, wonach definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, durch eine zu nnende Commission zu begutachten. Letztere wurde in der 16. dießjährigen Sitzung 12. Juni dieses Jahres erwählt, und um Erstattung ihres Gutachtens über diese An- zenheit ersucht.

Wenn diese verehrliche Commission uns nun so eben die Gründe dargelegt hat, weß- sie sich ausser Stande sieht, schon heute ein umfassendes Gutachten zu erstatten, so ich — durchdrungen von der Wichtigkeit und Schwierigkeit der Arbeit — diesen inden die vollste Anerkennung wiederfahren. Ich verkenne eben so wenig die in den ständen begründete Nothwendigkeit, die bisherige Matrikel noch auf einige Zeit zu ver- zern, bis die Vorarbeiten zu der beabsichtigten definitiven Matrikel beendigt. Allein muß, in Uebereinstimmung mit dem Herrn Gesandten der Großherzoglich- und Her- lich-Sächsischen Häuser, schon jetzt darauf antragen, diese Prolongation auf einen be- nmten Zeitraum zu beschränken, während dessen sämmtliche Bundesstaaten sich über Grundsätze der alsdann einzuführenden Matrikel vereinigen können. Die weitere Aeuß- ıng über den ganzen Inhalt des Commissionsvortrags, nach Maaßgabe einzuholender structionen, muß ich mir vorbehalten.

Der Herr Gesandte der 16. Stimme: trat der Abstimmung des Großherzoglich- d Herzoglich-Sächsischen Herrn Gesandten bei.

Hierauf wurde

beschlossen:

Die Bundesversammlung — durchdrungen von der Ueberzeugung, daß der Deutsche ınd in keinem Momente ohne eine Matrikel seyn könne — beschließt

1) daß die gegenwärtig bestehende provisorische Matrikel nothwendig so lange fortwähren ısse, bis eine neue zu Stande gekommen sey; daß

2) die Abstimmungen über die in dem Commissionsvortrage bezeichneten Puncte am . Januar 1824 zu Protokoll zu geben seyen; übrigens aber

3) die Bundesversammlung sich beeifern werde, die Arbeiten wegen einer definitiven atrikel möglichst zu beschleunigen.

§. 140.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(25. Sitz. §. 201 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Gesandte, Herr von Carlowitz: hält einen um- enden Vortrag über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit, welcher den Zweck

hat, für das Vergangene, die zeitherigen Maaßregeln zu rechtfertigen, für die Gegenwart, die Mittel zu bezeichnen, wie die Sustentationsanstalt beendigt werden könne, und für die Zukunft, die zu Beurtheilung der ferner an die hohe Bundesversammlung gelangenden Reclamationen, Erklärungen und Anfragen über einschlagende Gegenstände wesentlich zu erleichtern.

Daher enthält dieser Vortrag:

I) eine kurze Geschichte der transrhenanischen Sustentationsanstalt;

II) eine Zusammenstellung der bei selbiger beobachteten Verwaltungsgrundsätze und Maaßregeln;

III) eine Darstellung ihrer besondern Verhältnisse in Bezug auf einzelne Regierungen und Stifter; und

IV) die Angabe derjenigen Gegenstände, welche noch zu beseitigen sind, um die Anstalt auflösen zu können, so wie einiger jetzt zu erledigenden speciellen Gesuche.

Hierauf wurde

beschlossen:

1) die transrhenanische Sustentationsanstalt soll mit Ende des instehenden Rechnungsjahres, am 30. November d. J., gänzlich aufgelöst und bis dahin hierzu allenthalben das Nöthige vorbereitet werden;

2) der Vortrag soll (unter Zahl 16) loco dictaturae gedruckt und über die in selbigem zum Beschlusse ausgesetzten Puncte am 27. November d. J. abgestimmt werden;

3) der Witwe des bei der Subdelegations-Commission für das transrhenanische Sustentationswesen angestellt gewesenen Registrators Grünfieser in Regensburg, soll eine Gratification von 300 Fl. rhein. aus der Sustentationscasse ausbezahlt werden.

§. 141.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 78, eingereicht am 7. Juli, von Dr. Jassoy dahier, Anzeige, daß J. D. die Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine von Hessen-Philippsthal, ihren Ansprüchen an des Erzherzogs Joseph und Erzherzogs Stephan, K. K. H. H., wegen der Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg, resp. dem gegen die Herzoglich-Nassauische Regierung ergriffenen Recurs entsage.

um. 79, einger. am 9. Juli, von den Boten des ehemaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichts zu Wetzlar, wiederholte Bitte, mit Bezug auf ihre früheren Vorstellungen.

um. 80, einger. am 12. Juli, von J. W. Remy dahier, erneuertes Gesuch wegen Bezahlung seiner Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse von 30,937 Fl. 38 Kr. Mit einer Anlage.

den den betreffenden Commissionen zugestellt.

§. 142.

rzeichniß der seit dem April dieses Jahres festgesetzten Abstimmungs-Termine.

Vor dem Schlusse der Sitzungen wurde nachstehendes Verzeichniß der seit dem April enden Jahres bis heute festgesetzten Abstimmungs-Termine diesem Protokoll einzurücken ebt:

I) am 27. November 1823 über

1) die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen und Johanniter-Ordens.

(s. Prot. der 15. Sitz. §. 96 v. 5. Juni d. J.)

2) des Grafen Hallberg Reclamation, den Genuß einer auf die ehemalige Abtei Schussenried radicirten ewigen Rente betreffend.

(s. Prot. der 17. Sitz. §. 110 v. 19. Juni d. J.)

3) die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(s. Prot. der 21. Sitz. §. 140 v. 12. Juli d. J.)

II) am 4. December 1823 über

4) die Reclamation mehrerer bei der Auflösung des Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

(s. Prot der 15. Sitz. §. 98 v. 5. Juni d. J.)

II) am 11. December 1823 über

5) die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser.

(s. Prot. der 21. Sitz. §. 135 v. 12. Juli d. J.)

6) die Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse.

(s. Prot. der 21. Sitz. §. 136 v. 12. Juli d. J.)

IV) am 18. December 1823 über

7) die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der Reichskammergerichts-Individuen.
(s. Prot. der 17. Sitz. §. 107 v. 19. Juni d. J.)

8) das Pensionsgesuch des vormaligen Kur- und Oberrheinischen Kreises General-Münzwardeins, Christian Joseph Dieze.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 131 v. 12. Juli d. J.)

V) am 15. Jänner 1824

9) Abstimmungen und Erklärungen einzelner Gesandtschaften wegen Vollzugs des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 137 v. 12. Juli d. J.)

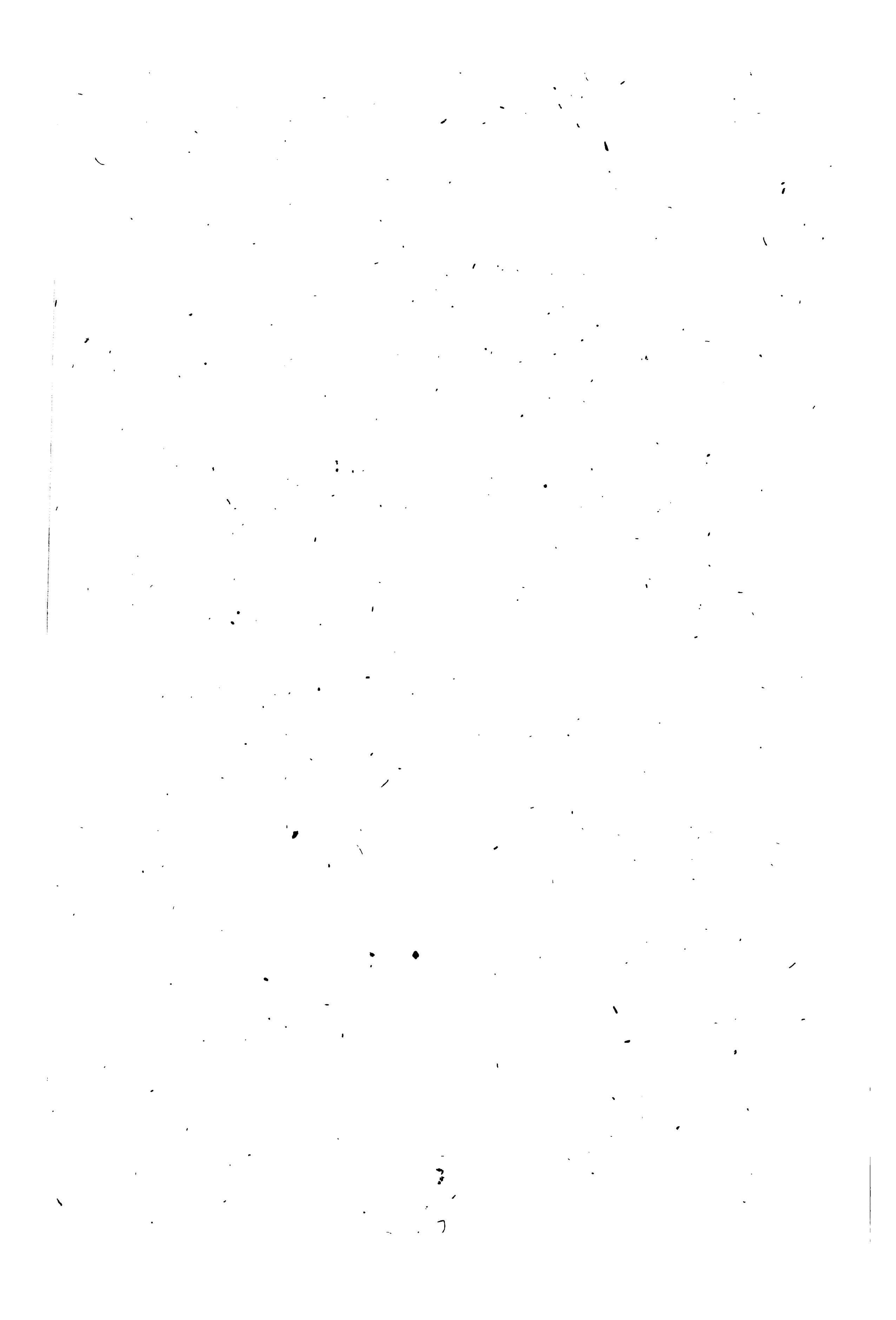
10) über die Matrikel des Deutschen Bundes.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 139 v. 12. Juli d. J.)

§. 143.

Vertagung der Bundesversammlung bis zum 27. November dieses Jahres.

Auf Vorschlag des Präsidii wurde hierauf die Vertagung der Bundesversammlung bis zum 27. November dieses Jahres, unter den in der 35. Sitzung vom 20. September 1819 ausgesprochenen Modificationen, beschlossen, und der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte ergriff diese Gelegenheit, sämmtlichen Herren Gesandten seinen verbindlichsten Dank für das ihm seit dem Anfange seiner Geschäftsführung bewiesene Vertrauen auszudrücken, und zugleich anzuzeigen, daß, da er in das Kaiserlich-Königliche allerhöchste Hoflager einberufen worden sey, der Königlich-Preussische Herr Gesandte, Staats- und Cabinetsminister Graf von der Goltz, es gefälligst übernommen habe, ihn während seiner Abwesenheit in dem Präsidio mit der Kaiserlich-Oesterreichischen Stimme zu vertreten.

Folgen die Unterschriften.



Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Fünftes und Sechstes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Zwei und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 27. November 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen Geheimen Staats- und Cabinetsministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowitz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des zur einstweiligen Führung der Königlich-Würtembergischen Stimme bevollmächtigten Königlich-Baierischen Bundestagsgesandten, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths, Herrn von Meyerfeld;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen Geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

)

n Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

n Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

n Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

m Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des von dem Herrn Bundestagsgesandten Gries substituirten Herrn Bundestagsgesandten Danz;

d meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 144.

bberufung des Königlich-Würtembergischen Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Wangenheim und einstweilige Bevollmächtigung des Königlich-Baierischen Bundestagsgesandten, Herrn von Pfeffel, zur Führung der Königlich-Wütembergischen Stimme.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, Freiherr von ünch-Bellinghausen, trägt vor:

Der bisherige Königlich-Würtembergische Bundestagsgesandte, Freiherr von Wangenim, habe ihm, mittelst Note aus Dresden den 20. November dieses Jahres, von seiner berufung die Anzeige gemacht.

Die Note, folgenden Inhalts, wurde verlesen:

«Der Unterzeichnete giebt sich die Ehre, Se. Excellenz den Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Rath und Präsidialgesandten, Herrn Baron von Münch-Bellinghausen, davon geziemend zu benachrichtigen, daß Se. Majestät der König, sein allergnädigster Herr, geruhet habe, ihn von der bisher von ihm bekleideten Stelle Höchstdessen Bundestagsgesandten abzuberufen».

«Indem derselbe Se. Excellenz ganz gehorsamst ersucht, davon die hohe Bundesversammlung gefälligst in Kenntniß setzen und ihn dem wohlwollenden Andenken Hoch-

derselben angelegentlich empfehlen zu wollen, benutzt er diese Gelegenheit, Sr. Excellenz die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern».

worauf der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte den Entwurf Antwortsnote vorlegte. — Dieselbe wurde genehmigt, daher

Beschluß:

daß nachstehende Antwort des K. K. präsidirenden Herrn Gesandten an den Königlich-Würtembergischen Herrn Staatsminister, Freiherrn von Wangenheim, zu erlassen sey:

«Der Unterzeichnete hat die Ehre, Sr. Excellenz dem Königlich-Würtembergischen Staatsminister, Herrn Baron K. A. von Wangenheim, den Empfang des Schreibens aus Dresden vom 20. dieses Monats zu bestätigen, mittelst dessen Se. Excellenz die von Sr. Majestät dem Könige von Würtemberg verfügte Abberufung von der bisher bekleideten Stelle Höchstdessen Bundestagsgesandten hierher anzuzeigen beliebten».

«Die hohe Deutsche Bundesversammlung, Hochwelcher der Unterzeichnete nach dem Wunsche Sr. Excellenz von dieser Eröffnung in der heutigen Sitzung die Mittheilung zu machen sich beeilte, hat denselben ermächtigt, den Ausdruck der von Sr. Excellenz bei Ihrem Austritt aus dieser hohen Versammlung geäusserten Gesinnungen verbindlichst zu erwiedern».

«Indem derselbe diesem Auftrage hiermit entspricht, ergreift er diesen Anlaß, Sr. Excellenz die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern».

Hiernächst übergab Präsidium eine Vollmacht von Sr. Majestät dem Könige von Würtemberg auf den Königlich-Baierischen Bundestagsgesandten, Herrn von Pfeffel, zur einstweiligen Führung der Würtembergischen Stimme.

Die Vollmacht, d. d. Stuttgart den 18. November 1823, wurde verlesen und hierauf

beschlossen:

das Original in dem Bundesarchive zu hinterlegen und beglaubigte Abschrift dem Herrn Gesandten von Pfeffel zuzustellen.

§. 145.

Abberufung des Bundestagsgesandten, Herrn von Lepel, und Legitimation des Herrn von Meyerfeld, als Kurfürstlich-Hessischen Bundestagsgesandten.

Präsidium zeigt ferner an, daß der bisherige Kurfürstlich-Hessische Bundestagsgesandte, Herr von Lepel, abberufen worden sey.

Dessen Schreiben an den Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten, d. d. Frankfurt den 26. November dieses Jahres, wurde verlesen, und lautet wie folgt:

«Hochwohlgebohrner Freiherr,
Hochverehrter Herr präsidirender Gesandter!

«Während der Ferien von meinem hiesigen Posten abgerufen und dadurch verhindert, mündlich von der hohen Versammlung Abschied zu nehmen, darf ich Ew. Excellenz bitten, das Organ seyn zu wollen, um derselben meine Gefühle auszudrücken».

«Mit Schmerz scheide ich aus einem Geschäftskreise, dessen hohe Wichtigkeit für das Wohl des Deutschen Vaterlandes ich nie verkannte, und in welchem für den erhabenen Zweck zu arbeiten, über sechs Jahre meine ehrenvolle Bestimmung war; mit Schmerz aus einem Kreise von Männern, von denen ich so viele Beweise collegialischen Wohlwollens und Vertrauens empfieng».

«Es ist eine angenehme Pflicht für mich, beim Scheiden meinen Dank dafür öffentlich auszudrücken, und mich zugleich Ihrem allerseitigen freundschaftlichen Andenken angelegentlich zu empfehlen».

«Ew. Excellenz bitte gehorsamst, der hohen Versammlung dieses zu hinterbringen, und zugleich die Versicherungen der ausgezeichnetsten Hochachtung zu genehmigen, womit zu seyn die Ehre habe, Ew. ꝛc. ꝛc.»

auf Präsidium einen Entwurf Erwiederung vorlegte, welcher gut geheissen wurde; daher

B e s c h l u ß:

daß dem Kurfürstlich-Hessischen Geheimen Rathe, Herrn von Lepel, von Seiten des serlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten zu erwiedern sey:

«Hochwohlgebohrner ꝛc. ꝛc.

«Ich habe nicht verfehlt, der hohen Deutschen Bundesversammlung das Abschiedsschreiben Ew. Excellenz vom 26. dieses in der heutigen Bundestagssitzung in Vortrag zu bringen, und von Hochderselben die Ermächtigung erhalten, Ew. Excellenz die Gesinnungen verbindlichst zu erwiedern, welche Dieselben auf eine für deren Mitglieder so ehrenvolle Art auszudrücken belieben».

«Auch die hohe Bundesversammlung wird das Andenken an die mannichfachen, mühesamen und verdienstlichen Arbeiten, welche Ew. Excellenz als Mitglied mehrerer Commissionen mit so viel Gründlichkeit als Kenntniß geleistet haben, niemals aus dem Gedächtnisse verlieren, und indem ich mir die Ehre gebe, Ew. Excellenz diese Gesinnungen der hohen Versammlung zu eröffnen, ersuche ich Dieselben zugleich, die Versicherung der ausgezeichnetsten Hochachtung zu genehmigen, mit welcher ich beharre, Ew. ꝛc.»

Präsidium eröffnete hierauf: der Kurfürstlich-Hessische Geheime Rath und bisherige Regierungs-Präsident zu Fulda, Herr von Meyerfeld, habe sich mittelst Vollmacht, d. d. Wilhelmshöhe den 3. September 1823, als Kurfurstlicher Bundestagsgesandte legitimirt.

Diese Vollmacht wurde verlesen, und, nachdem hierauf nichts zu erinnern befunden worden war,

beschlossen:

dieselbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abschrift davon dem Herrn Bundestagsgesandten von Meyerfeld zuzustellen.

Der Kurhessische Bundestagsgesandte, Herr von Meyerfeld: Unvergeßlich wird mir immer der Tag bleiben, an welchem mir, durch die eben vorgelesene Vollmacht Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten, die Ehre zu Theil ward, zum erstenmal in diese hohe Versammlung einzutreten, um von nun an bei Berathungen und zu Beschlussen mitzuwirken, die zu Erreichung des hohen Zwecks dieses erhabenen Fürstenvereins selbst, wie er in dem 2. Artikel der Wiener Schlußacte so bündig ausgesprochen ist, auch ferner nöthig seyn werden.

So wichtig und ausgedehnt dieser neue Beruf und Wirkungskreis durch das, was bisher von der hohen Bundesversammlung in dieser Beziehung bereits geschehen ist, sich mir darstellt; so wenig ich voraussehen kann, was künftig noch zu thun und zu leisten seyn wird; so sehr vergrößert sich durch diese Betrachtung meine Besorgniß bei der an mich selbst gerichteten Frage:

quid valeant humeri, quid ferre recusent?

und um so nöthiger wird mir der Wunsch:

daß meine Kenntnisse und Kräfte hinreichend seyn möchten, dem ehrenvollen Zutrauen meines allerdurchlauchtigsten Herrn Committenten und den Erwartungen dieser hohen Versammlung Genüge leisten zu können!

Denn, weit entfernt von dem Gedanken: daß mir dieß leicht seyn werde, fühle und erkenne ich vielmehr, daß auch mein deßfallsiges Bemühen — wäre es auch noch so eifrig — dennoch den beabsichtigten Erfolg nicht haben möchte, wenn nicht die gründlichen Vorträge, welche, den früheren ähnlich, ich künftig an dieser Stelle zu vernehmen haben werde, eine ergiebige Quelle für die Vermehrung meiner eigenen Kenntnisse würden, und wenn es mir nicht gelingen sollte, das Wohlwollen und ein collegialisches Vertrauen der verehrlichen Herren Mitglieder dieser Versammlung — wozu ich mich angelegentlich empfehle, und um welches ich inständig bitte — mir durch eigenes zweckmäßiges Benehmen zu erwerben und fortdauernd zu erhalten.

§. 146.

ierungsantritt Sr. Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs Carl zu Braunschweig, und Beglaubigung des Herrn von Hammerstein, als Herzoglich-Braunschweigischen Bundestagsgesandten.

Der Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Herr Gesandte: Von er Herzoglichen Durchlaucht dem Herrn Carl, Herzoge zu Braunschweig-Lüneburg, tragt, der hohen Bundesversammlung die Anzeige von der am 30. October dieses Jahres ten-Regierungsantretung Sr. Herzoglichen Durchlaucht zu machen, verbinde er damit ige, daß Höchstdieselben gnädigst geruht haben, zufolge der darüber unter dem 30. Oc- ausgestellten Vollmacht, ihm die Führung ihres Voti in der hohen Bundesversamm- als Höchstdero Gesandten bei derselben, zu übertragen, indem er die Ehre habe, diese nacht zu überreichen.

Die Vollmacht, d. d. Braunschweig den 30. October 1823, wurde verlesen und darauf

beschlossen:

dieselbe, nach hievon genommener und dem Herrn Gesandten zuzustellender beglau- ı Abschrift, in dem Bundesarchive zu hinterlegen.

§. 147.

Substitution.

Präsidium gab Kenntniß von der Substitution des Herrn Gesandten Danz für timmführenden Gesandten der freien Städte, Herrn Syndicus Gries.

§. 148.

Vereinigung der Erbherrschaft Jever mit dem Herzogthume Oldenburg betreffend.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg für Oldenburg. Der Gesandte ist tragt, der hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen, daß Seine Durchlaucht Herzog zu Oldenburg die Höchstdenenselben von Seiner Majestät dem Kaiser von and im Jahre 1818 abgetretene Erbherrschaft Jever am 7. August dieses Jahres landesherrliche Commissarien förmlich in Besitz nehmen lassen.

Die Gesandtschaft beehrt sich, einen Abdruck des Kaiserlich-Russischen Entlassungs-, uch des Herzoglich-Oldenburgischen Besitznahme-Patents zu überreichen, und bemerkt noch, daß es nunmehr keinem Zweifel unterworfen seyn kann, daß die Erbherrschaft mit zum Deutschen Bunde gehöre, wie solches auch schon früherhin bei der Bevöl- gsangabe zu der Bundesmatrikel von Seiten Oldenburgs angenommen worden.

Die von der Herzoglichen Bundestagsgesandtschaft überreichten Patente, nämlich 1) von Seiner Majestät dem Kaiser von Rußland, d. d. Warschau den 18. April 1818, und 2) von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg, d. d. Oldenburg den 6. August 1823, wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 17 und 18 beigefügt und hierauf

beschlossen:

dieselben in dem Bundesarchive zu hinterlegen.

§. 149.

Erklärung der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft, die unter dem 5. Juni und 1. Juli dieses Jahres allerhöchst erlassenen Gesetze wegen Anordnung der Provinzialstände betreffend.

(7. Sitz. §. 26 v. J. 1818.)

Mit Bezug auf den 54. Artikel der Wiener Schlußacte vom 15. Mai 1820, hat der Königlich-Preussische Gesandte der hohen Bundesversammlung anzuzeigen, daß Seine Majestät der König von Preussen die Begründung der ständischen Verhältnisse in der Monarchie mittelst eines, unterm 5. Juni dieses Jahres erlassenen und durch die Gesetzsammlung bekannt gemachten, allgemeinen Gesetzes wegen Anordnung der Provinzialstände verfügt, auch schon, in Folge desselben, zunächst für die zum Deutschen Bunde gehörigen Provinzen Mark Brandenburg, Markgrafthum Niederlausitz, Herzogthum Pommern und Fürstenthum Rügen wegen Anordnung der Provinzialstände besondere, ebenfalls öffentlich bekannt gemachte Gesetze unterm 1. Juli dieses Jahres erlassen haben, worin der von den erhabenen Stiftern des Deutschen Bundes nach Artikel 13 der Bundesacte gemeinsam gefaßte, und durch Artikel 55 der Schlußacte näher erklärte Beschluß seine Vollziehung findet.

§. 150.

Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen und Johanniter-Ordens.

(15. Sitz. §. 96. 21. Sitz. §. 134 d. J.)

Nachdem Präsidium bemerkte, daß die Instructionen einiger der vorzüglich betheiligten Regierungen über die auf den heutigen Tag zur Abstimmung ausgesetzte Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen und Johanniter-Ordens noch abgiengen, wurde verabredet, die Abstimmung in einer der nachfolgenden Sitzungen vorzunehmen.

§. 151.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(21. Sitz. §. 140 d. J.)

Präsidium wollte, in Folge Beschlusses der 21. Sitzung §. 140 vom 12. Juli
enden Jahres, zur Abstimmung über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit das
tokoll öffnen.

Oesterreich. Der von der Königlich-Sächsischen Bundestagsgesandtschaft über
transrhenanische Sustentations-Angelegenheit in der 21. Sitzung dieses Jahres erstattete,
mein gründliche, alle Verhältnisse umfassende Vortrag, bezeichnet als die durch Abstim-
g und Schlußfassung noch zu erledigenden Puncte:

I. Die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden.

II. Die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals.

III. Die bei Auflösung der Sustentationsanstalt über deren Cassenbestand und über die Acten der Subdelegations-Commission zu treffende Verfügung.

Die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft ist daher beauftragt, Namens ihres
höchsten Hofes sich hierüber in Folgendem zu äussern:

ad I. In dem §. 22 des erwähnten Vortrags sind bereits die Gründe entwickelt,
he unverkennbar darstellen, daß die Reclamation der Lütticher Sustentanden, die ihnen
Seiten der Königlich-Niederländischen Regierung für die Periode vom 1. Juni 1815
1. Juni 1816 verweigerte Pensionszahlung durch die Sustentationscasse leisten zu las-
keineswegs zu einer entsprechenden Erledigung geeignet ist. Wenn es sich daher, den
inglich nachgewiesenen bestehenden Verhältnissen zufolge, bei dem fraglichen Anspruche
einer Rücksicht um eine Verpflichtung der Casse, sondern lediglich nur darum handeln
, daß die gedachte Königliche Regierung hierüber dieselben Ansichten aufzufassen sich
eilasse, welche ihr in dieser Beziehung bei den früheren Verhandlungen von Seiten
r hohen Versammlung eröffnet worden sind, und wenn ferner hieran noch die Betrach-
angereihet wird, daß die Baseler Pensionirten, welche sich in ganz gleicher Kategorie
den Lüttichern hinsichtlich der Periode vom 1. Juni 1815 bis dahin 1816 befinden,
Billigkeit nicht von der Concurrenz an den übrigens ohnehin sehr unbedeutenden Cassen-
ndes-Rest ausgeschlossen werden könnten, wodurch aber die jedem Einzelnen treffende
auf eine ganz unverhältnißmäßige Aushülfe herabsinken müßte; so glaubt der Kaiser-
Königliche Hof dem von dem Herrn Referenten gemachten Vorschlag, auf theilweise
chädigung der hülfsbedürftigen Lütticher Sustentanden aus dem verbleibenden Cassenbestande,
beipflichten, sondern vielmehr sich der angenehmen Hoffnung überlassen zu können,

daß die Königlich-Niederländische Regierung, durch diese indirecte Anregung veranlaßt, nachträglich die gerechten Ansprüche der Betheiligten zu berücksichtigen sich gefallen lassen werde.

ad II. Da die früher von Seiten der Commission in Vorschlag gebrachte Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals bereits von sechzehn Stimmen beliebt, und nur von einer einzigen die Bewilligung einer Remuneration für angemessener erachtet wurde, so ist nicht zu bezweifeln, daß durch dermaligen freiwilligen Beitritt dieser letztern eine einstimmige Uebereinkunft statt finden werde. Dieses vorausgesetzt, handelt es sich gegenwärtig nur um die Beseitigung der von dem Herrn Referenten aus den Verhandlungen nachgewiesenen Differenz der Ansichten in Beziehung auf die Frage: ob die fraglichen Pensionen auf die Bundescanzlei-Casse übernommen, oder aus der Bundesmatrikular-Casse bezahlt werden sollen; nachdem aber die Mehrheit der Stimmen sich, wenn gleich theilweise, unter Vorbehalt des für künftige Fälle hieraus keineswegs zu folgernden Präjudizes, bereits für die Uebernahme der Pensionen auf die Bundescanzlei-Casse ausgesprochen hat; so glaubt mein allerhöchster Hof diese Frage als entschieden, und die Anwendung dieser Modalität um so weniger irgend einem Anstande unterworfen betrachten zu müssen, als diese hohe Versammlung nach dem Geiste der in dem Artikel 52 der Schlußacte enthaltenen Bestimmungen zu deren Festsetzung berechtigt war.

ad III. In so fern die, hinsichtlich des bei Auflösung der Sustentationsanstalt vorhandenen Cassenbestandes, oben vorgetragene diesseitige Bemerkung Eingang finden sollte, dürfte wohl alsdann der vorläufig ungefähr auf 2,500 Fl. angegebene Betrag seine angemessenste Bestimmung durch Abführung an die für Uebernahme der Pensionen bestimmte Bundescanzlei-Casse erhalten, und es würde hierdurch beinahe für zwei Jahre das Erforderniß derselben ohne weitere Zuziehung gedeckt werden können.

Was übrigens die über die Acten der Subdelegations-Commission zu treffende Verfügung betrifft, so wird der von dem Herrn Referenten hierwegen gemachte Vorschlag als vollkommen zweckmäsig und dem hierbei zu berücksichtigenden Bedürfniß entsprechend anerkannt.

Endlich glaubt die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft nur noch beifügen zu sollen, daß sie längst bereit sey, den in dem Vortrag erwähnten Ausstand von 4,709 Fl. an die Sustentationscasse abzuführen, und dadurch jenen Betrag zu berichtigen, welcher von Seiten der Subdelegations-Commission als zur vollständigen Deckung des an Oesterreich gemachten Anspruchs erforderlich angegeben worden ist, und daß daher die Erledigung dieses einer näheren Berechnung keineswegs bedürfenden Gegenstandes unverweilt statt finden kann.

Preussen. Durch den neuesten, sehr schätzbaren Vortrag über die transrhenanische
[…]entations-Angelegenheit, ist bei Erwähnung des noch unerledigten Anspruchs der pen-
[…]rten Lütticher Geistlichkeit auf den einjährigen Betrag ihrer Pension für den Zeitraum
1. Juni 1815 bis ult. Mai 1816 (§. 20) bereits in Erinnerung gebracht worden,
und unter welchen Bedingungen der Königlich-Preussische Hof schon vor sechs Jahren
[…]tig gewesen, zu einer einjährigen Fortzahlung derjenigen 20,000 Fl., welche der Herr
[…]stbischof von Lüttich als reichsdeputationsschlußmäßige Pension bis zum 1. Juni 1815
Deutschland bezogen, pro rata beizutragen, damit diese Summe, nach dem Vor-
[…]ge des damaligen Herrn Referenten, zu theilweiser Entschädigung der Lütticher Susten-
[…]en wegen des erlittenen Verlustes verwendet werden könne. Da dieß Befriedigungs-
[…]el nicht in Anwendung kommen konnte, weil von Seiten der übrigen Regierungen,
[…]n bis zum 1. Juni 1815 die Pensionirung des gedachten Herrn Fürstbischofs ge-
[…]nschaftlich oblag, diejenigen übereinstimmenden Erklärungen, durch welche das diesseitige
[…]rbieten bedingt war, nicht abgegeben worden sind; so dürfte gegenwärtig — wenn nicht
[…]a dergleichen Erklärungen nachträglich noch eingehen sollten — der hohen Bundesver-
[…]mlung zur Erledigung des Gegenstandes nichts anders übrig bleiben, als, dem Gutachten
jetzigen Herrn Referenten gemäß (§. 22 des Vortrags), und mit Bezugnahme auf die
[…]elbst näher entwickelten Gründe, die Forderung selbst abzuweisen, jedoch den beim
[…]ligen Schlusse der transrhenanischen Sustentationsanstalt verbleibenden Cassenbestand
Subdelegations-Commission zu überlassen, um selbigen, nach einem ihr angemessen
[…]einenden Verhältnisse, unter die Hülfsbedürftigsten der Lütticher Sustentanden zu ver-
[…]ilen; womit sich demnach Preussen ganz einverstanden erklärt.

Was ferner das bei der Sustentationsanstalt noch beschäftigte Personale betrifft, welches
[…]malen nur noch in dem Geheimen Rathe von Rieff und dem Secretär Gravelius besteht;
hat eine Mehrheit von vierzehn Stimmen, worunter auch die diesseitige gehört, sich
für oder doch nicht dawider erklärt, daß den genannten Personen ihre bisherigen
[…]ehalte von resp. 1,150 Fl. und 300 Fl., im Ganzen 1,450 Fl., als lebenslängliche Pension
[…]lassen und solche auf die Bundescanzlei-Casse übernommen werde; wogegen Kur-
[…]ssen und die Höfe der sechzehnten Curie zu dieser Pensionirung nur nach der Bun-
[…]smatrikel beizutragen geneigt sind; Dänemark aber wegen Holstein und Lauenburg
[…]oß seinen verhältnißmäßigen Beitrag zu einer, ein für allemal zu bewilligenden,
[…]emuneration leisten will, wenn sämmtliche übrige Bundesglieder sich zu einer solchen
[…]ewilligung verstehen. Nach diesseitiger Ansicht kann hierüber

a) nach Stimmenmehrheit kein die Minorität bindender Beschluß gefaßt wer-
[…]n, und

b) der daraus hervorgehende Nachtheil niemand anders, als die zu pensionirenden Individuen selbst treffen, weil hier nicht von einer eigentlichen Obliegenheit der Bundesstaaten, sondern nur von einer, ausser den Grenzen der strengrechtlichen Verbindlichkeit liegenden, Uebernahme gewisser Pensionen die Rede ist, worauf den beiden Reclamanten, und — abgesehen von dem Secretär Gravelius — namentlich dem Geheimen Rathe von Rieff, keineswegs ein Rechtsanspruch in eben der Art zusteht, wie es allerdings mit ihm hinsichtlich derjenigen Pension der Fall war, welche er als vormaliger Großherzoglich-Frankfurtischer Central-Staatsdiener, in Folge des 45. Artikels der Wiener Congreßacte, seit dem 1. Juni 1814 aus Preussischen Staatscassen bezieht.

Eben darum aber wird

c) selbst unter diesen Umständen die Majorität ihre schon einmal erklärte Absicht zu Gunsten der Reclamanten unbedenklich noch in Ausführung bringen können, wenn jede einzelne darunter begriffene Curie auch nur Ein Siebenzehntel der eigentlich für den Zweck erforderlichen, jedoch nicht ganz zu deckenden Summe von 1,450 Fl., mithin etwa 85 Fl. 17 Kr., als ausserordentlichen Zuschuß zu ihrem jährlichen Bundescanzleibeitrage in die Bundescanzlei-Casse einzahlt, woraus jährlich eine Summe von etwa 1,194 Fl. erwachsen würde, welche für den rc. von Rieff und den rc. Gravelius in solcher Art zu verwenden wäre, daß jeder von ihnen daraus vierzehn Siebenzehntheile seines bisherigen Gehalts, Ersterer also wenigstens 945 Fl., Letzterer wenigstens 245 Fl. als jährliche Pension empfinge, während es den die Minorität bildenden Höfen lediglich überlassen bliebe, die Pensionisten für den Ausfall der übrigen drei Siebenzehntheile nach einem beliebigen Maaße und Verhältnisse zu entschädigen.

Einem hierüber zu fassenden Beschlusse, wobei sich die Pensionisten nach lit. b zu beruhigen haben würden, ist Preussen beizutreten, und in Folge desselben seinen jährlichen Bundescanzleibeitrag durch den angegebenen Zuschuß zu erhöhen bereit, so lange es der Zweck erfordert.

Der Königlich-Preussische Hof findet es endlich vollkommen zweckmäsig, daß, nach dem Vorschlage des Herrn Referenten, bei Auflösung der Sustentationsanstalt die Subdelegations-Commission angewiesen werde, ihre Acten mittelst Verzeichnisses an die Bundescanzlei zur Beilegung in dem Bundesarchive abzuliefern, damit — wenn von Regierungen der Besitz derjenigen Actenstücke gewünscht werden sollte, welche die von vormaligen Stiftern ihres Gebiets entrichteten Beiträge zur Sustentationscasse, oder die von ihnen daher empfangenen Unterstützungen betreffen — auf Antrag des Gesandten und Vortrag des Referenten, die Aushändigung derselben beschlossen werden könne.

)

Baiern. Auf den in der 21. dießjährigen Bundestagssitzung vom 12. Juli über transrhenanische Sustentations-Angelegenheit erstatteten Vortrag und sonach gefaßten chluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte von seinem allerhöchsten Hofe ewiesen worden, unter Bezugnahme auf die früheren, von Seiten Baierns abgegebenen sserungen, und unter gebührender Anerkennung der verdienstlichen Arbeit des Referen- , des Königlich-Sächsischen Herrn Gesandten von Carlowiz, wodurch diese Sache ihrem je gewunschten Ziele nahe gebracht worden, zu erklären, daß Seine Königliche Ma- it deren endliche Berichtigung mit besonderer Zufriedenheit vernommen haben, gleich- l aber die rechtlichen Ansprüche Ihrer mehrfach präbendirten Unterthanen vorbehalten en wollen, welche vom 1. Juni 1815 bis letzten December 1816 vorschußweise noch träge an die Sustentationscasse geleistet haben, und deren Rückvergütung in dringenden stellungen unaufhörlich nachsuchen.

Die einschlägigen Königlichen Finanzbehörden sind eben noch mit Zusammenstellung während obigen Zeitraums erhobenen und in die Sustentationscasse wirklich abgelie- en Beträge beschäftigt, deren Resultat zur nähern Begründung obiger Ansprüche alsbald getheilt werden soll.

Königreich Sachsen. Ueber diejenigen Puncte, welche bei dem Vortrage wegen transrhenanischen Sustentations-Angelegenheit in der 21. Bundestagssitzung am 12. Juli J. zum Beschlusse ausgesetzt worden sind (Prot. §. 140, S. 548 und Beil. 16, S. 551), die Königlich-Sächsische Gesandtschaft in folgender Maaße abzustimmen:

Hinsichtlich des im 22. §. dieses Vortrags wegen der Lutticher Sustentanden geschehenen raas, finden Se. Königliche Majestät nicht billig, daß diese Pensionärs, deren Ansprüche vollständige Befriedigung für das Jahr vom 1. Juni 1815 bis zum 1. Juni 1816, an vollkommen begründet sind, unter der zwischen dem Deutschen Bunde und dem König- e der Niederlande über den Termin der Uebernahme entstandenen, durch den Bundes- luß vom 23. December 1816 veranlaßten Verschiedenheit der Ansichten, leiden.

Da obiger, von der wörtlichen Vorschrift der Bundesacte allerdings abweichende Be- ß, nicht nur aus den für den deßfallsigen Antrag des Referenten damals angeführten blichen Gründen, sondern auch in der Hoffnung, daß die betheiligten überrheinischen aten sich damit noch einverstehen würden, gefaßt worden ist, diese Voraussetzung aber Ansehung des Königreichs der Niederlande sich nicht bestätigt hat; so wird der Bund en, die Sustentationscasse von der Zahlung auf das Jahr vom 1. Juni 1815 bis zum Juni 1816 befreienden Schluß in der Maaße zu vertreten haben, daß, wenn er elben zur völligen Befriedigung der Lütticher Sustentanden bei dem Königreiche der derlande nicht annoch geltend zu machen vermag, er selbst für diese Befriedigung sorge

und das, was an dem Guthaben besagter Pensionärs auf gedachtes Jahr, an 37,030 Fl., nach Verwendung des dazu disponibel verbleibenden Bestandes der Sustentationscasse zu decken ist, nach der Matrikel aufbringe.

Anlangend die im 23. §. des obigen Vortrags erwähnten Pensionen für einige bei der Sustententationsanstalt gebrauchte Individuen, so haben Se. Königliche Majestät bereits vorhin Allerhöchstdero Zustimmung zur Uebernahme dieser Pensionen auf die Bundes-Canzleicasse erklärt. Da aber eine solche Uebernahme eine Abweichung von der in dem organischen Gesetze über die Bundesmatrikel bestimmten Regel enthält, so würde sie nur durch gemeinsame Uebereinstimmung beschlossen werden können. Wenn daher die widersprechenden Stimmen nicht zum Beitritte zu bewegen sind, so wird es bei der Vertheilung jener Pensionslast nach der Matrikel bewenden müssen.

Die Bewilligung der Pensionen selbst, wird nach der allgemeinen Regel, als Folge einer gemeinsamen Bundesangelegenheit, durch Stimmenmehrheit beschlossen werden können, da keine der von jener Regel bundesgesetzlich bestimmten Ausnahmen auf eine solche Pensionsbewilligung Anwendung leidet.

Die im 27. §. des gedachten Vortrags anheim gegebene Verfügung über den Cassenbestand, bei Auflösung der Sustentationsanstalt, ist bereits oben, bei der Abstimmung über den Gegenstand des 22. §., berücksichtigt worden.

Dem im 28. §. enthaltenen letzten Vorschlage, wegen der Verfügung über die Acten der Subdelegations-Commission, wird beigetreten.

Hannover: behält sich seine Abstimmung auf die nächste Sitzung vor.

Würtemberg. Die Königlich-Würtembergische Bundestagsgesandtschaft hat über die in dem umfassenden Vortrage des Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten vom 12. Juli, die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit betreffend, zur Beschlußfassung der hohen Bundesversammlung ausgehobenen Gegenstände, nachstehende Erklärung abzugeben:

I. Die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden betreffend.

Es scheint der Königlichen Regierung kein hinreichender Grund vorzuliegen, um von der in der Sitzung vom 14. Juli 1817 einhellig erklärten Ablehnung einer weitern Berücksichtigung der Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden abzugehen, und dürfte daher bei dem schon in der Sitzung vom 8. Juni 1818 und 21. September 1820 hierauf gegründeten Antrage stehen geblieben werden, wonach der sich ergebende Cassenvorrath am zweckmäßigsten auf die Abfindungen oder Pensionen verwendet werden würde, welche dem bisher bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personale bewilligt werden wollen.

II. Die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals betreffend.

Der Königlich-Würtembergische Hof hat bereits schon früher eine billige Aversional-
ndung der beiden Beamten der Sustentationsanstalt, deren Pensionirung gegenwärtig
n noch in Frage steht, sowohl den Verhältnissen derselben, als auch der Absicht: die
e Angelegenheit zu vollständiger Erledigung zu bringen, am angemessensten erachtet,
jedoch in seiner zum Protokoll der 26. Sitzung vom 21. September 1820 gegebenen Er-
ung bereit bezeigt, auch zu einer Fortbezahlung ihrer auf 1,450 Fl. berechneten Pensio-
in dem Falle mitzuwirken, wenn die Mehrheit der übrigen Bundesglieder dieser den
zug geben würde.

Eben so hat derselbe zwar als bundesverfassungsmäßigen Vertheilungsmaaßstab bei
kung deßjenigen, was an der beschlossen werdenden Abfindungs- oder Pensions-Bewilli-
g nicht aus dem Cassenüberschusse bestritten werden kann, nur die Bundesmatrikel an-
nnen können, gleichwohl aber in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 sich geneigt
ärt, ausnahmsweise, und wenn eine große Mehrheit der Stimmen es vorziehen
rde, auch einer Uebernahme jener Last auf die Bundescanzlei-Casse beizutreten.

Wenn inzwischen, weder in der einen noch in der andern dieser Beziehungen, die noch
der Mehrheit abweichenden Stimmen geneigt seyn sollten, dieser ausnahmsweise für
gegenwärtigen Fall beizutreten, so wird, in so fern diese Angelegenheit einer Entscheidung
ch Stimmenmehrheit nicht unterliegen sollte, nur übrig bleiben: auf Ausmittlung einer
ersional-Abfindung, welche nach dem Maaßstabe der Bundesmatrikel getragen würde, als
jenige Auskunftsmittel zurückzukommen, worüber, nach sämmtlichen bisherigen Erklärungen,
e Uebereinstimmung angenommen werden darf.

III. Die angetragene Bewilligung einer Gratification für die Witwe des Secretärs Grünfieser,

durch den bereits gefaßten Beschluß erledigt worden.

IV. Die Erhebung des Activi der Sustentationscasse und Bezahlung des Passivi derselben betreffend,

d die von dem Herrn Referenten angebotene Vorsorge dankbar angenommen, und stimmt
n eben so den Anträgen bei, welche derselbe

V. wegen Revision und Justification der Rechnungen und Liberation des Cassiers

racht hat.

VI. Der in Antrag gebrachten Verfügung über den Cassenbestand bei Auflösung der Sustentationscasse,

n man aus den bereits ad I angeführten Motiven nicht beistimmen.

Dagegen tritt man

VII. dem am Schlusse des Vortrags enthaltenen Antrage, die Verfügung über die Acten der Subdelegations-Commission betr.,

vollkommen bei, wonach jene Acten mittelst Verzeichnisses an die Bundescanzlei abgeliefert, und ohne weiters in dem Bundesarchive beigelegt werden, jedoch, wenn von Regierungen der Besitz derjenigen Actenstücke gewünscht würde, welche die von den vormaligen Stiftern ihres Gebiets entrichteten Beiträge zu der Sustentationscasse, oder die von ihnen daher empfangenen Unterstützungen betreffen, auf Antrag des Gesandten und Vortrag des Referenten, die Aushändigung derselben beschlossen werden soll.

Baden. Die Gesandtschaft sieht sich ermächtigt, der von der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesandtschaft in der heutigen Sitzung zu Protokoll gegebenen Abstimmung über die transrhenanische Angelegenheit beizutreten.

Zugleich aber ist sie beauftragt, den Wunsch auszudrücken, daß die Auszahlung der convenirten Summe von 2405 Fl., welche die diesseitigen doppelt Präbendirten zu fordern haben, nunmehr, da durch die von dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofe zugesicherte Zahlung die Mittel dazu flüssig werden, nicht länger beanstandet werden möge.

Kurhessen. Da bekanntlich Kurhessen niemals Beiträge zu der Sustentationscasse zu leisten hatte, demnach die ganze Anstalt ihm fremd geblieben ist, so wird es nur über die wenigen Puncte sich zu erklären haben, worüber vor der definitiven Beendigung des ganzen Geschäfts noch Vorsorge zu treffen ist.

Dahin gehören die Verfügung über die Acten und den Cassenbestand, und die Uebereinkunft über die Pensionirung der dabei angestellten Individuen. Was nun

1) die Acten der Subdelegations-Commission betrifft, so tritt man dem Schlußantrage des Herrn Referenten im §. 28 vollkommen bei.

2) Der nach vollendeter Abrechnung mit Oesterreich am 30. November dieses Jahres sich ergebende Cassenbestand, würde sich, da eigentlich niemand rechtliche Ansprüche daran zu machen hat, vorzugsweise dazu eignen, um als eine, ein für allemal abzureichende, Gratification zwischen dem Geheimen Rath Rieff und dem Secretär Gravelius nach dem Verhältnisse ihres fixen Gehalts vertheilt zu werden, so daß Ersterer fünf, und Letzterer zwei Siebentheile davon erhielte. Wenn indessen die Mehrheit vorziehen sollte, den eben erwähnten Individuen aus anderweiten Einnahmen Gratificationen oder Pensionen auszuwerfen, so dürfte jener Cassenbestand am zweckmäßigsten unter diejenigen der Lütticher Sustentanden zu vertheilen seyn, welche durch die Entbehrung der Pension vom 1. Juni 1815 bis zum 1. Juni 1816 am meisten gelitten haben.

3) Ueber die Art und Weise, wie Seine Königliche Hoheit der Kurfürst zu den Gratificationen oder Pensionen des Geheimen Raths Rieff und Secretärs Gravelius zu con-

'riren geneigt sind, liegen die Erklärungen bereits vor, und es bedarf nur der Bemerkung, ;, im Falle eine Uebernahme derselben auf die Matrikularcasse nicht einstimmig angenommen rden sollte, die, etwa nach dem Verhältnisse der 17 Stimmen des engern Raths, bewil:en Beiträge nicht aus der Bundescanzlei-Casse werden berichtigt werden dürfen, sondern : Pensionisten besonders ausgezahlt werden müssen, weil sonst diejenigen Bundesstaaten, lche sich diesen Maaßstab nicht gefallen lassen zu wollen erklärt haben, indirect ein ehreres beitragen würden, als sie beizutragen die Intention haben.

Großherzogthum Hessen. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist beauftragt, er den vorliegenden Gegenstand folgende Erklärung abzugeben:

Bei den Anträgen in den §§. 25 bis 28 des Commissionsvortrags vom 12. Juli d. J., det man Großherzoglich-Hessischer Seits nichts zu erinnern.

Wegen der Lütticher Sustentanden (§. 22) stimmt man ebenfalls dem Vorschlage des :rrn Referenten bei, aus den daselbst angeführten Gründen, und weil der Vorschlag des iheren Herrn Referenten (§. 20, S. 591) solche, die gar nicht verpflichtet sind, belästigen ırde.

Was endlich die zwei Pensionäre, den Geheimen Rath von Rieff und den Secretär Graius (§. 23), betrifft, so stimmt man nunmehr für die Vertheilung nach dem Matrikur-Maaßstabe (aus den in dem Commissionsvortrage angeführten Gründen, namentlich gen des Beschlusses vom 20. August 1818). Man kann jedoch bei denjenigen Regierungen, lche sich der Mehrheit nicht anschliessen wollen, eine Verpflichtung zur Theilnahme darum ɔt erkennen, weil diese Pensionen nicht als Forderungen strenger Gerechtigkeit betrachtet rden, sondern allgemein als Resultat einer billigen Rücksicht anerkannt sind.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: wolle seine Abstimmung in nächsten Sitzung nachtragen.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Mit dank'er Anerkennung der eben so klaren als gründlichen Uebersicht dieser Angelegenheit, wie he in dem Commissionsberichte, §. 140 des Protokolls der 21. Sitzung vom 12. Juli 1823, halten ist, tritt diesseitige Gesandtschaft

ad IV «Angabe derjenigen Gegenstände, welche noch zu beseitigen sind, um die transrhenanische Sustentationsanstalt auflösen zu können»,

ımtlichen in den §§. 22 bis incl. 28 von der verehrlichen Commission gemachten Vorschläbei.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte ermächtigt, den Anträgen des in der 21. Sitzung von dem Königlich-Sächsischen Herrn ndestagsgesandten abgelegten gründlichen Vortrags beizutreten, auch für die Bewilligung

der, §. 23 desselben erwähnten Pensionen, nach dem in der provisorischen Matrikel vom Jahre 1818 angenommenen Maaßstabe der Vertheilung, zu stimmen.

Braunschweig und Nassau: behält sich seine Abstimmung vor.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff der aus der transrhenanischen Sustentationssache annoch zur Beseitigung vorliegenden Puncte, welche sich in den §§. 22, 25, 26, 27 und 28 des von dem Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten in der dießjährigen 21. förmlichen Sitzung gehaltenen umfassenden Vortrags (Beilage sub Ziff. 16 ad §. 140 Protocolli) aufgeführt befinden, hat der Großherzoglich-Mecklenburgische Bundestagsgesandte den sämmtlichen Vorschlägen des Herrn Referenten beizutreten. Was nun die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals (§. 23 des Referats) betrifft, so hat Gesandter sich dahin zu äussern:

daß seine höchsten Committenten Ihre in der diesseitigen frühern Erklärung (23. Sitz. 1820, §. 134) enthaltene Zustimmung zur Ausnahme, welche eine freie allgemeine Einigung voraussetzt, wiederholen, jedoch, für den Fall nicht zu erreichender solcher Einigung, Ihres Theils zur Beseitigung jenes Pensionspuncts sich für matrikularmäsigen Beitrag erklären.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Der Gesandte ist ermächtigt, den Anträgen des für diese Angelegenheit bestellten Herrn Referenten beizutreten; namentlich also auch, sich damit einverstanden zu erklären, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse zur fernern theilweisen Befriedigung der hülfsbedürftigen Lütticher Sustentanden verwandt werde.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe, und Waldeck. In Betreff derjenigen Puncte, über welche, nach dem in der 21. dießjährigen Sitzung erstatteten umfassenden Vortrage, vor Auflösung der transrhenanischen Sustentationsanstalt, noch definitive Beschlüsse gefaßt werden müssen, bin ich bis jetzt mit folgenden Instructionen versehen worden; und muß mir vorbehalten, die zwei noch abgehenden nachzubringen.

Hohenzollern-Sigmaringen: 1) In Hinsicht auf die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden, sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht mit dem Antrage des Herrn Referenten dahin einverstanden, daß dieselben abgewiesen werden, indem sie ihre Befriedigung weder von der Sustentationscasse, noch von dem Bunde, sondern allein von der Königlich-Niederländischen Regierung zu erwarten haben.

Aus eben diesem Grunde können Seine Hochfürstliche Durchlaucht Sich mit dem weitern Antrage nicht vereinigen, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse an diese Pensionisten abgegeben werde. Alle Verpflichtungen der Casse haben mit dem 1. Juni 1815

fgehört, und so lange noch andere Ansprüche aus derselben zu berichtigen sind, kann der berschuß nicht für einen ganz fremden Zweck hingegeben werden.

2) Das bei der Sustentationsanstalt beschäftigte Personale hat dieses Geschäft in der genschaft einer zeitlichen und vorübergehenden Commission behandelt. Commissarien ben für ihre Geschäftsführung, bei vieler Anstrengung und ungewöhnlicher Arbeit, wohl e ausserordentliche Belohnung, niemals aber eine Pension zu erwarten.

Seine Hochfürstliche Durchlaucht finden billiges Bedenken, für eine fortdauernde nsionszahlung, oder die Capitalisirung derselben, Sich zu erklären, da nicht der mindeste hlungsgrund vorhanden ist, und den Unterthanen noch viele andere Lasten aus der frühern it obliegen, deren sie nicht enthoben werden können.

Dagegen sind Höchstdieselben der Ansicht, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse die Mitglieder der Commission und die Witwe Grünfieser verhältnißmäßig ausgetheilt rde, wodurch dem einzig möglichen Anspruche einer ausserordentlichen Gratification Genüge chieht, ohne zu weiteren Auflagen schreiten zu müssen.

Sollte von mehreren Seiten für eine Zahlungsverbindlichkeit sich erklärt werden, so ll man gegen jede entgegenstehende Forderung aus dem Beschlusse der Mehrheit sich hier t verwahren, und weitere Aeusserung vorbehalten.

3) Wegen der Verfügung über die Acten und deren künftige Verwahrung, ist gegen 1 Antrag des Herrn Referenten nichts zu bemerken.

Liechtenstein: Die transrhenanische Sustentation betreffend, haben mich Seine urchlaucht instruirt, in Hinsicht der Forderungen der Lütticher, und der Verfügung über Acten, der Ansicht des Herrn Referenten beizutreten. Wegen Pensionirung der ustentations-Commissions-Beamten verbleiben Höchstdieselben bei dem in der 37. Sitzung 1 21. December 1820 (§. 217, S. 668) abgegebenen Curiat-Voto, und glauben, daß die ehrheit diesen Gegenstand nicht entscheiden könne, vielmehr die Einwilligung aller Stimmen bei nothwendig sey.

Reuß jüngerer Linie: Auf den in der 21. Sitzung dieses Jahres (Protokoll . 551) erstatteten Vortrag des Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten, geneh igen Ihre Hochfürstliche Durchlauchten, daß der Lütticher höhern Geistlichkeit der in der ustentationscasse bleibende Ueberschuß zu einiger Unterstützung und Entschädigung an wiesen werde. Was die Anträge des Geheimen Raths von Rieff und des Secretärs Gra lius anlangt, so inhäriren Höchstdieselben dem abgelegten Curiat-Voto (Prot. 1820, S. 668), auben jedoch darauf bestehen zu müssen, daß die Beiträge zu ihrer Abfindung nicht nach n Bundestagsstimmen, sondern nach dem Matrikelfuße aufgebracht werden, und daß der schluß hierüber nicht nach der Stimmenmehrheit, sondern nur per unanimia zu fassen sey.

Rücksichtlich der Frage: welche Bestimmung über die zu dieser Angelegenheit gehörigen Acten zu treffen sey? stimmen Höchstsie für die Genehmigung des vom Herrn Referenten geschehenen Antrags, daß solche mit Verzeichniß an die Bundescanzlei abzugeben und dort beizulegen seyen.

Schaumburg = Lippe: Seine Hochfürstliche Durchlaucht treten über den ersten zur Instruction ausgesetzten Punct, nämlich die Lüttticher Sustentanden betreffend, dem abweisenden Voto des Herrn Referenten völlig bei.

Was den zweiten Punct — die Pensionirung der Beamten — betrifft, so ist schon früher anerkannt, daß dazu keine Verbindlichkeit vorhanden seyn kann. Seine Durchlaucht wollen zwar Ihrerseits von Ihrer frühern deßfallsigen Ansicht nicht abgehen, glauben aber, daß die Entscheidung dieser Sache nicht von der Majorität abhängen könne. Da jedoch eine Bezahlung nach der Matrikel auch nur beschlossen werden kann, wenn alle Höfe einstimmen, indem sonst der Maaßstab wegfallen würde, so versteht sich von selbst, daß man an die diesseitige Bewilligung auch nur dann gebunden seyn kann, wenn solche allgemein erfolgen sollte.

Lippe: Seine Durchlaucht genehmigen in der transrhenanischen Sustentationssache ad 1 und 3 die Ansicht des Herrn Referenten wegen der zu bewilligenden 1,450 Fl. Pension und wegen der Disposition über die Acten, und schliessen Sich, wegen der Unerheblichkeit des Gegenstandes, jedoch ohne Consequenz für künftige Fälle, auch dann der Mehrheit an, falls, gegen die Voraussetzung der 16. Stimme (pag. 602 der dießjährigen Bundestags-Protokolle), wegen der Repartition der Beiträge nach der Bundesmatrikel, solche auf die Bundescanzlei-Casse übernommen würden.

Waldeck: Seine Hochfürstliche Durchlaucht treten, in Ansicht der Lütticher Sustentanden und der Verfügung über die Acten der Sustentationsanstalt, dem Vortrage des Herrn Referenten bei, inhäriren aber in Betreff der Beamten dem zuletzt in der 37. Sitzung vom 21. December 1820 (§. 217, S. 668) abgegebenen Voto; es wäre denn, daß alle andern Bundesfürsten in die Uebernahme auf die Bundescanzlei-Casse einwilligten und dieser Fall nicht zur Consequenz gezogen werden soll.

Die freien Städte. Der Gesandte der freien Städte ist angewiesen, sowohl dem Vorschlage des Herrn Referenten beizutreten, daß die noch in der Casse zurückbleibende Summe zur Unterstützung der bedürftigsten unter den Lütticher Reclamanten verwandt werde, als auch allen übrigen Puncten beizustimmen, welche zur förmlichen Beendigung dieser Angelegenheit in Antrag gebracht worden sind. Was die Pensionirung des Geheimen Raths von Riess und des Secretärs Gravelius betrifft; so bezieht der Gesandte sich auf die in der 28. Sitz.

Jahres 1820 gemachte Erklärung, welche die Bereitwilligkeit der freien Städte beweist, jede Art, über welche man sich vereinigen kann, zu diesem Zwecke beizutragen.

Man kam hierauf überein, die noch abgängigen Vota abzuwarten.

§. 152.

rstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschluß-mäsig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicir-ten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend.

(21. Sitz. §. 142 d. J.)

Ferner eröffnete Präsidium — in Folge Beschlusses vom 12. Juli dieses Jahres 142) — das Protokoll zu den nachträglichen Abstimmungen über die Reclamation des fen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäsig angewiesenen, auf die vormalige i Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betr.

Preussen. Da Preussen über die Gräflich-Hallbergische Rentensache, in Folge des hlusses vom 12. October 1818, und so weit es derselbe erforderte, vor länger als vier ren, nämlich am 6. Mai 1819, abgestimmt hat; so würde für den Königlichen Ge-ten zu einer, denselben Gegenstand betreffenden, ferneren Aeusserung bei gegenwärtiger egenheit keine Veranlassung statt finden, wenn nicht aus der in der 14. Sitzung des Jahres 0 zu Protokoll gegebenen Königlich-Würtembergischen Abstimmung hervorginge, daß in welcher Art der Sinn jener diesseitigen Erklärung, und namentlich derjenigen Sätze, nit dieselbe schließt, ungeachtet der Klarheit ihrer Fassung, mißverstanden und unrichtig gelegt worden ist.

Die erwähnten Schlußsätze lauten, wie folgt:

ꝛc. «Nachdem übrigens der Beschluß vorausgegangen ist, daß diejenigen Deutschen «Höfe, welche die im Jahre 1802 bis 1803 bestandene ausserordentliche Reichsdepu-«tation gebildet haben, über den Sinn des §. 24 des Reichsdeputations-Hauptschlusses «sich erklären mögen, und dieß nur in der Absicht geschehen, um jenen Sinn ausser «Zweifel zu setzen, so kann dieser Zweck zu einer practischen Folge nur «dadurch erreicht werden, daß auch alle übrigen Bundesstaaten sich darüber erklären».

«In diesem Zusammenhange hält es der Königlich-Preussische Hof für unbedenklich, «daß die Bundesversammlung zu autorisiren sey, mit Rücksicht auf die Erklärungen «der Mitglieder der vormaligen ausserordentlichen Reichsdeputation, die gedachte Stelle «des Reichsdeputations-Hauptschlusses authentisch zu interpretiren.».

In der Königlich-Würtembergischen Abstimmung (pag. 58 und 59 des Protokolls Jahres 1820) werden bei Darstellung des Ganges der früheren hiesigen Verhandlungen

über die Sache, die eben allegirten diesseitigen Aeusserungen mit der, am 22. März 1819 abgegebenen, Königlich-Hannöverischen Abstimmung in nähere Verbindung gebracht und zugleich in Gegensatz gestellt.

Aus der letztern nämlich führt der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte die Behauptung an:

«daß die Rechtmäsigkeit der Ansprüche des Grafen von Hallberg aus den Worten «des Reichsdeputations-Schlusses §. 24 ꝛc. so klar hervorgehe, daß es gar keiner «authentischen Erklärung jenes Reichsgesetzes bedürfe, sondern Seine Majestät der «König von Würtemberg in Ihrer Gerechtigkeitsliebe, sowohl aus eigener Bewegung, «als mit Berücksichtigung der Verwendung der Bundesversammlung, die in Frage «stehenden Puncte einer nochmaligen Erörterung unterziehen würden, und wenn, «wie sich nicht bezweifeln lasse, diese Ihnen die Ueberzeugung verschaffen werde, daß «durch das Erkenntniß des Oberappellationsgerichts dem Reichsdeputations-Schlusse «geradezu entgegen gesprochen worden sey, Sich durch die in diesem Falle nur schein«bare Rechtskraft jenes Erkenntnisses nicht abhalten lassen würden, dem Grafen von «Hallberg zu seiner reichsdeputationsschlußmäsigen Entschädigung zu verhelfen, und «dadurch die Bundesversammlung aller ferneren auf die Garantie jenes Reichsgesetzes «gestützten Verwendung zu überheben».

«Hingegen» — fährt der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte fort — «macht die Königlich-Preussische Abstimmung die vollkommen loyale Bemerkung, daß «der Zweck, den Sinn des §. 24 des Reichsdeputations-Hauptschlusses ausser Zweifel «zu setzen, zu einer practischen Folge nur dann erreicht werden könne, wenn «alle übrigen Bundesstaaten sich (natürlich gleichmäsig) darüber erklärten ꝛc.»

Bei dieser Entgegensetzung der Königlich-Hannöverischen und der diesseitigen Erklärung gewinnt es den unrichtigen Anschein, als sey dasjenige, was man diesseits unter dem Ausdrucke:

«practische Folge»

verstanden hat, eben die Königlich-Hannöverischer Seits bezeichnete Wirkung, welche die gegenwärtige Bundestagsverhandlung, oder als ihr Resultat, eine nochmalige Erörterung jener, den Grafen Hallberg betreffenden, reichsgesetzlichen Bestimmung auf jenes Erkenntniß des Königlich-Würtembergischen Obertribunals, oder auf die Entschliessung Seiner Majestät des Königs von Würtemberg haben könne.

Jede Hindeutung auf eine solche Wirkung oder practische Folge ist aber der diesseitigen Abstimmung schon um deßwillen ganz fremd, weil sie sich strenge an die Aufgabe des

hlusses vom 12. October 1818 hält, in welchem von irgend einer **Wirkung** der zu :ilenden authentischen Interpretation gar nicht die Rede ist.

Der Königlich-Preussische Hof wollte am Schlusse seiner Abstimmung erklären:

1) Der Bundestagsbeschluß vom 12. October 1818 verlange von denjenigen Deutschen en, welche die im Jahre 1802 bis 1803 bestandene ausserordentliche Reichsdeputation det hätten, eine Erklärung darüber, in welchem Sinne sie bei Entwerfung des Reichs-tations-Hauptschlusses den §. 24 desselben genommen hätten. **Die Erklärung jener** **fe gäbe aber noch keine wirkliche authentische Interpretation, welcher** **ı, als für den ganzen Bund geltend, practische Folge einräumen könne.**

2) Für den Zweck einer im Namen des Bundes geltenden Interpretation, sey auch theilnehmende Erklärung der übrigen Bundesstaaten nöthig;

3) dieß geschehe, wenn die Bundesversammlung überhaupt autorisirt würde, mit 'sicht auf die von den unter Num. 1 gedachten Höfen abzugebenden Erklärungen, die le des Reichsdeputations-Hauptschlusses authentisch zu interpretiren; und

4) in diesem Zusammenhange halte Preussen eine solche Autorisation für unbedenklich.

Der Königliche Gesandte hätte mit der hier gegebenen Erläuterung seiner am 6. Mai) erfolgten Abstimmung, zur Berichtigung des Würtembergischer Seits statt findenden verständnisses, früher schon öffentlich hervortreten können. Er zog es aber vor, diese uterung, zunächst nur im Wege vertraulicher Mittheilung, unterm 25. Januar 1821)en damaligen Kaiserlich-Oesterreichischen Präsidialgesandten, Herrn Grafen von Buol-auenstein, zur einstweiligen Kenntnißnehmung gelangen zu lassen, damit bei künftiger ußziehung eventuell der geeignete Gebrauch davon gemacht werden könne, und inzwischen entstandenen Mißverständnisse durch kein diesseitiges Stillschweigen bei Einem hoch-)rlichen Präsidio etwa Nahrung gegeben werden möge. Diesen Gegenstand nunmehr öffentlich zur Sprache zu bringen, hält indessen der Königliche Gesandte um so ger für überflüssig, als er noch ausdrücklich hinzufügen zu müssen glaubt, daß die in Abstimmung vom 6. Mai 1819 ausgesprochene Ansicht seines allerhöchsten Hofes noch ıwärtig in ihrem ganzen Umfange unverändert eben dieselbe ist; woraus, der obigen uterung gemäß, weiter folgt,

ı) daß die Aufrechthaltung des Beschlusses vom 13. October 1818 Preussischer Seits ıothwendig und unzweifelhaft angenommen, auch

b) die Autorisation der Bundesversammlung zu der mehrgedachten authentischen Interetation in der angegebenen Art gewünscht, keineswegs aber **schon jetzt**

c) irgend ein Urtheil darüber auszusprechen beabsichtigt wird, ob die zu ertheilende erpretation in practische Anwendung kommen und welche Wirkung sie überhaupt auf die

Gräflich-Hallbergische Rentensache haben könne; was in dem gedachten Beschlusse ganz unbestimmt gelassen, ja nicht einmal erwähnt worden ist, daß vielmehr

d) wenn erst die gewünschte Interpretation wirklich ertheilt worden, dem Ermessen des Grafen Hallberg lediglich anheim gestellt bleibe, welchen Gebrauch er von derselben machen wolle, und ob und in welcher Art er dazu noch die fernere Unterstützung der Bundesversammlung in Anspruch nehmen zu können glaube, welche letztere ein hierauf zu richtendes etwaiges neues Gesuch demnächst einer neuen Prüfung zu unterwerfen und in Gemäßheit derselben ferner zu beschliessen haben, in keinem Falle jedoch sich dadurch veranlaßt finden dürfte, das gegen die Gräflich-Hallbergische Rentenforderung ergangene Erkenntniß des Königlich-Würtembergischen Obertribunals, so weit dasselbe rechtskräftig geworden ist, der ertheilten Interpretation unterzuordnen.

Kurhessen: wolle sich das Protokoll noch offen behalten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: wolle noch die übrigen Abstimmungen abwarten.

Braunschweig und Nassau: sey noch nicht instruirt.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: deßgleichen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: wie Oesterreich und Hannover.

Die freien Städte. Der Gesandte der freien Städte ist angewiesen, dem in der 13. Sitzung vorigen Jahres abgelegten Großherzoglich-Hessischen Votum beizutreten, und aus den in demselben angeführten Gründen sich für die Abweisung des Reclamanten zu erklären.

Präsidium: wolle die noch rückständigen Abstimmungen abwarten, um Entwurf Conclusi vorzulegen.

§. 153.

Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame.

(20. Sitz. §. 129 d. J.)

Präsidium: wolle zu den, in der 20. dießjährigen Sitzung vorbehaltenen, nachträglichen Abstimmungen jener Gesandtschaften, welche sich damals wegen Mangels an Instruction ihrer höchsten Höfe über das Gesuch mehrerer Prälaten und Ritterschaftsmitglieder des Herzogthums Holstein noch nicht geäussert hätten, das Protokoll öffnen.

Königreich Sachsen. Der Gesandte hat in der 20. dießjährigen Sitzung sich die Einholung einer Instruction seines allerhöchsten Hofes, zur Abstimmung über das Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederher-

ung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame, vorbe-
en. Dieser nunmehr ertheilten Instruction zufolge, stimmt derselbe anjetzt dahin:

da sowohl aus der Erklärung der Königlich-Dänischen Gesandtschaft, als aus der eignen Eingabe der Reclamanten sattsam erhelle, daß im Herzogthume Holstein eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit weder dermalen bestehe, noch zur Zeit des Abschlusses der Wiener Schlußacte bestanden habe, so würden dieselben mit ihrem auf den 56. Art. dieser Acte gegründeten Suchen abzuweisen und hinsichtlich des dagegen vorhandenen Falles einer dem Herzogthume nach dem 13. Art. der Bundesacte und dem 54. und 55. Art. der Wiener Schlußacte von neuem zu gebenden landständischen Verfassung, auf die von der Königlich-Dänischen Gesandtschaft abgegebene Erklärung über die deßhalb bereits ausgesprochene Absicht ihres Hofes, unter Beifügung der in dem Präsidial-Voto gedachten Versicherung über die Fürsorge der Bundesversammlung für die Erfüllung der dießfallsigen Verbindlichkeit, zu verweisen seyn.

Hannover. Der Königliche Gesandte, Herr von Hammerstein, bezieht sich auf das der 20. Sitzung abgegebene von Seiner Königlichen Majestät genehmigte Votum.

Würtemberg. Die Königliche Bundestagsgesandtschaft, welche über das von Seiten Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein an die hohe Bundesversammlung ge-
)tete Gesuch, um Vermittlung wegen Erhaltung und Herstellung ihrer landständischen Ver-
sung rc., sich ihre Erklärung vorbehalten hatte, ist angewiesen worden, dieselbe nunmehr
)in abzugeben:

Da über die Art und Weise, wie dermalen die Reclamation der Prälaten und Ritter-
aft des Herzogthums Holstein ihre Erledigung erhalten soll, durch die vorliegende Mehr-
t der Stimmen bereits entschieden worden ist; so findet man keinen weitern Anlaß zu einer Schlußziehung aufhaltenden Erörterung der diesseitigen Ansichten des Gegenstandes;
ilt übrigens das in dem Kaiserlich-Oesterreichischen Antrage ausgesprochene Vertrauen in Erklärung Seiner Majestät des Königs von Dänemark eben so vollkommen, als man die
t Reclamanten auszudrückende Zusicherung begründet findet, es werde die Bundesver-
nmlung, nach den in dem 54. und den folgenden Artikeln der Schlußacte enthaltenen Be-
nmungen, über Erfüllung der darin näher bezeichneten Verbindlichkeiten zu wachen wissen.

Kurhessen. Kurfürstliche Gesandtschaft sey durch die immittelst erhaltene Instruc-
n angewiesen, sich über den befragten, in den vorhergehenden Verhandlungen bereits
ıständlich erörterten, Gegenstand, wie hier folgt, zu äussern:

Da der Artikel 55 der Wiener Schlußacte den souverainen Fürsten der Bundesstaaten
erlasse, die inneren Landesangelegenheiten, mit Berücksichtigung sowohl der früher gesetzlich

bestandenen ständischen Rechte, als wie der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse selbst zu ordnen, und Seine Majestät der König von Dänemark als Herzog von Holstein durch die Königliche Gesandtschaft in der 20. Sitzung dieses Jahres eine dem Inhalte dieses Artikels gemäße Erklärung hätten abgeben lassen, wodurch die Bitte der Reclamanten vollkommen erledigt erscheine; so seyen die Anträge derselben lediglich zurückzuweisen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte habe, erhaltener höchster Instruction gemäß, der von der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Präsidialgesandtschaft in der 20. Sitzung erfolgten Abstimmung im Wesentlichen beizutreten, und dem zufolge dahin zu stimmen, daß die von Seiner Majestät dem Könige von Dänemark durch Allerhöchstihre Gesandtschaft gegebene Erklärung — nach welcher «zwar die alte Verfassung im Holsteinischen nicht in Wirksamkeit, mithin die Berufung «der Reclamanten auf den 56. Artikel der Schlußacte unstatthaft sey, Seine Majestät «aber, in genauer Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte, dem Herzogthume Holstein «eine Verfassung geben würden, welche, nach dem 55. Artikel der Schlußacte, die älteren «Rechte möglichst berücksichtigen und den gegenwärtigen Zeitverhältnissen angepaßt seyn «würde» — den Reclamanten zu ihrer Beruhigung zu eröffnen, und sie dabei anzuweisen wären, dieser Verfassung vertrauensvoll entgegen zu sehen, hingegen aber versichert zu seyn, daß die hohe Bundesversammlung, innerhalb der Gränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Artikel der Schlußacte, über die Erfüllung jener Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Da sich die Mehrheit der hohen Theilhaber der 15. Curie in dem Falle befindet, daß bei ihr ein mehrfaches specielles Interesse hinsichtlich der hier angebrachten Beschwerde angenommen werden kann, hat die Gesandtschaft den Wunsch auszudrücken, sich bei der Abstimmung über diese Angelegenheit des Voti für die Curie enthalten zu dürfen. Die Gesandtschaft thut solches unter der Bemerkung, daß das Herzogliche Gesammthaus Anhalt mit der im Kaiserlich-Oesterreichischen Voto ausgesprochenen Ansicht einverstanden ist.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Was den von dem Herrn Bundestagsgesandten der 15. Curie ausgedrückten Wunsch betrifft, sich in diesem speciellen Falle der Abstimmung für die Curie enthalten zu dürfen, so wird sich die verehrliche hohe Versammlung wohl bereitwilligst dahin vereinigen, daß in diesem besondern Falle dem geäusserten Verlangen entsprochen werde.

Im Allgemeinen, ganz abgesehen von dem gegenwärtigen Falle, und für die Zukunft, dürfte es der reifern Erwägung würdig seyn, und dem Ermessen unserer hohen Committenten anheim gestellt bleiben, ob in einer Versammlung, in welcher verfassungsmäßige Beschlüsse nur durch eine festgesetzte Stimmenanzahl gefaßt werden, sich eine oder mehrere der

timmung enthalten können, und ob, bei gemischten Curien, auch dann, wenn die Mehr- ihrer Mitglieder nicht abzustimmen Veranlassung erhalten, das Stimmrecht derjenigen, davon Gebrauch machen wollen, zu ruhen habe?

Seine Majestät der Kaiser glauben nach dem Begriffe, welchen Allerhöchstdieselben dem Deutschen Föderativ-Systeme gebildet haben, in Ihrem Stimmrechte auch die rpflichtung begründet, in allen Fällen, in welchen es sich um Bundesverhältnisse um Anwendung der Bundesgesetze handelt, frei und unumwunden Ihre Meinung ;usprechen, auch selbst dann, wenn specielle Verhältnisse die Ausübung jener Verpflich- schwierig machen sollten.

Uebrigens würde es dermalen keinem Anstande unterliegen, über die Reclamation der steinischen Prälaten und Ritterschaft den Beschluß nach der Stimmenmehrheit zu ziehen, n dem Präsidio nicht im Laufe des gestrigen Tages, durch ein eigends an dasselbe gerich- Schreiben des Hrn. Raths Schlosser, eine nachträgliche Eingabe der Prälaten und erschaft des Herzogthums Holstein, betreffend die von dem Königlich-Dänischen Herrn andten in Hinsicht auf diesen Reclamationsgegenstand abgegebene Erklärung, mit der aus- klichen Bitte übersendet worden wäre, hievon der hohen Bundesversammlung noch vor Fassung des deßfälligen Beschlusses Kenntniß zu geben.

Die bisherige Geschäftsobservanz geht zwar dahin, daß die im Laufe der Woche vor- menden Eingaben erst am Schlusse jeder Sitzung zur Kenntniß der Versammlung acht werden.

Hinsichtlich des vorliegenden ausdrücklichen Gesuches, glaubt sich das Präsidium jedoch berufen verpflichtet, der hohen Versammlung von dieser Eingabe schon dermalen Kenntniß zu geben, es dem Ermessen derselben zu überlassen, ob diese Eingabe als ein Nachtrag zu der frühern der Schlußfassung gleich itzt zum Vortrage gebracht werden soll, oder an die aufgestellte gaben-Commission zu Erstattung eines Gutachtens zu leiten sey, und ob in einem oder andern Falle hierdurch die Schlußfassung über die frühere Eingabe sistirt werden wolle?

Oesterreich. Nach der bestehenden Geschäftsordnung fordert jede neue Eingabe e Erwägung; diese muß nothwendig neue Abstimmungen zur Folge haben, und aus n muß der Beschluß gezogen werden. Die reif erwogenen Abstimmungen, welche in Holsteinischen Verfassungsfrage in der 20. und in der heutigen Sitzung abgegeben den sind, gründen sich auf die Instruction, welche durch die ausführliche Denkschrift Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft veranlaßt worden sind.

Ohne daher einzugehen in den Inhalt der gestern eingebrachten nachträglichen Ein- der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, glaubt die Kaiserlich-Königliche Präsi- gesandtschaft nicht, daß diese auf den itzt über die erste Eingabe nach den vorliegenden Ab-

stimmungen zu fassenden Beschluß effectum suspensivum haben, wohl aber daß diese Eingabe nicht unberücksichtigt bleiben könne, sondern der Reclamations-Commission zur ordnungsmäßigen Erörterung zugemittelt werden müsse.

Durch neue Gründe würde unbezweifelt ein früherer Bundesbeschluß Aenderung erleiden können; aber nicht angemessen erscheint es, nachdem ein Gegenstand während eines Jahres in Verhandlung bei dieser hohen Versammlung ist, durch ein wenige Stunden vor der festgesetzten Beschlußfassung angebrachtes Einschreiten den Beschluß aufhalten und den geordneten Geschäftsgang der Versammlung hemmen zu wollen.

Bei der hierauf angestellten Umfrage, äusserten sich

Preussen, Baiern, Sachsen: wie Oesterreich.

Hannover. Der Königlich-Hannöverische Herr Gesandte äusserte: es komme, seiner Ansicht nach, allein auf den Inhalt der Eingabe an. Sey diese in unangemessenen Ausdrücken abgefaßt, oder eine die Würde der Höfe und ihrer Repräsentanten verletzende Critik enthaltend; so würde sie gleich zurückzugeben seyn. Sey der Inhalt irrelevant; so werde sie ad acta zu nehmen, und der Beschluß nicht darnach aufzuhalten seyn.

Wenn aber eine solche Eingabe nicht in unangemessener Fassung erscheine, und factische oder rechtliche Aufklärungen oder Gründe enthalte, die auf die in den bisherigen Verhandlungen vorgekommenen Erörterungen einen Einfluß haben könnten; so sey seines Erachtens eine solche Eingabe vor dem zu fassenden Beschlusse in Berathung zu ziehen. Ob und wie weit solches in Hinsicht der angezeigten Eingabe der Fall sey? könne nicht beurtheilt werden, wenn man den Inhalt derselben nicht kenne.

Baden. Der Großherzoglich-Badische Herr Gesandte war der Ansicht, daß es gar nicht auf den Inhalt der vorliegenden Eingabe ankomme. Nach dem seither bei der hohen Bundesversammlung beobachteten Gebrauch, seyen Eingaben von Privaten, die eine directe Widerlegung der von den Höfen abgegebenen Erklärungen enthielten, nicht nur wegen ihrer Irrelevanz, oder wegen ihres, die Würde der Höfe und ihrer Repräsentanten verletzenden Inhaltes zurückgewiesen worden, sondern vorzüglich deßhalb, weil man es im Allgemeinen, und abgesehen von dem Inhalte und der Fassung solcher Eingaben, für unpassend hielt, wenn die höchsten Bundesregierungen in einen förmlichen Schriftenwechsel mit Privaten verflochten würden. Nicht zu läugnen sey es, daß hierdurch die Verhandlungen dieser hohen Versammlung das Ansehen eines gerichtlichen Verfahrens gewinnen müßten, und daß, wollte man auf diesem Wege fortgehen, nach und nach eine Procedur eingeführt werden würde, die sicher nicht im Sinne der Stifter des hohen Deutschen Bundes gelegen habe.— Werde demnach durch die in Frage stehende Eingabe eine (bloß raisonnirende) Widerlegung oder Critik einer in dieser hohen Versammlung abgegebenen Abstimmung beabsichtigt, so könne sie ohnedieß nicht in

acht kommen; müsse sie aber als eine, neue Thatsachen und Ausführungen enthal-
:, Eingabe betrachtet werden, so mache sie, nach dem, was von dem Kaiserlich-König-
Oesterreichischen präsidirenden Herrn Gesandten hierüber bemerkt worden sey, eine neue
handlung der Bundesversammlung nothwendig. In dem einen, wie in dem andern
e, könne kein Grund gedacht werden, weßhalb die formelle Beschlußziehung aus den
Lage der Acten zu Protokoll gegebenen Erklärungen der Höfe, die ja bereits einen mate-
en, von den fernern Berathungen der Bundesversammlung unabhängigen Beschluß
eten, aufgehalten werden solle.

Alle übrigen Stimmen traten dem Oesterreichischen Voto bei; daher

Beschluß:

1) Da die hohe Bundesversammlung aus den bisherigen Verhandlungen die Ueberzeu-
g erlangt hat, daß die alte Verfassung in Holstein in anerkannter Wirksamkeit nicht
ehe, so werden die reclamirenden Holsteinischen Prälaten und Ritterschaftsmitglieder mit
:m Gesuche und ihrer Berufung auf den 56. Artikel der Wiener Schlußacte, als un-
thaft, abgewiesen; den Reclamanten wird jedoch zu ihrer Beruhigung eröffnet, daß
eine Majestät der König von Dänemark, nach der durch Allerhöchstihre Bundestags-
andtschaft wiederholten Erklärung, dem Herzogthume Holstein eine Verfassung zugesichert
en, welche, nach dem Artikel 55 der Schlußacte, die älteren Rechte möglichst berücksich-
en und den gegenwärtigen Zeitverhältnissen angepaßt werden soll.

Die hohe Bundesversammlung weiset zugleich die reclamirenden Prälaten und Ritter-
aftsmitglieder an, dieser Verfassung mit jenem Vertrauen entgegen zu sehen, welches die
umwundene Erklärung Seiner Majestät des Königs bei treu ergebenen Unterthanen
thwendig erzeugen muß; und ertheilt denselben die Versicherung, daß sie, inner der
ränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Artikel der Schlußacte, über die Erfüllung
ner Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

2) Die neueste Eingabe vom 26. dieses Monats (Num. 91) wird der betreffenden
ommission zum Vortrage zugestellt, und, daß dieses geschehen, den Reclamanten eröffnet.

§. 154.

Landwirthschaftliche Schriften des Ritters von Heintl zu Wien.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte übergiebt die
ndwirthschaftlichen Schriften des Ritters von Heintl zu Wien, welche ihm der Verfasser — nach
r durch den Beschluß vom 3. Juli laufenden Jahres eingeführten Ordnung — zugestellt habe.

Die vorliegenden Schriften verdienten das billige und dankbare Anerkenntniß der hohen Bundesversammlung, sowohl wegen der ihr von dem Verfasser durch deren Ueberreichung bewiesenen Hochachtung, als auch wegen ihres gemeinnützigen Inhaltes selbst.

Die überreichten Schriften sind:

1) über die Nothwendigkeit und über die Mittel, großer Theuerung der Lebensbedürfnisse und Hungersnoth abzuwehren. Wien 1805.
2) Aufruf an seine Mitbürger zur Vereinigung gegen den eindringenden Holzmangel. Wien 1805.
3) Rede, gehalten bei Eröffnung der ersten allgemeinen Versammlung der K. K. Landwirthschafts-Gesellschaft zu Wien am 30. Jänner 1808.
4) Die Landwirthschaft des Oesterreichischen Kaiserthums. 4 Theile. Wien 1808 bis 1821.
5) Unterricht über die Obstbaumzucht für die Landleute. Wien 1810.
6) Anleitung, den Seidenbau im Freien zu betreiben und mit der üblichen Seidenraupenzucht im Zimmer in eine sehr nützliche Verbindung zu bringen. Wien 1815.
7) Einladung an die Weinpflanzer der Oesterreichischen K. K. Erblande, zur Errichtung einer Rebschule, um Veredlung des Weinbaues und der inländischen Weine zu bewirken. Wien 1817.
8) Ueber die Blattern der Schaafe, derselben Behandlung und Impfung. Wien 1823.

Hierauf wurde

beschlossen:

die verzeichneten Schriften des Ritters von Heintl in die Bibliothek der Bundesversammlung aufzunehmen und dem Verfasser ihren vorzüglichen Dank zu erkennen zu geben.

§. 155.

Lipowsky's Urgeschichten von München.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, Herr von Pfeffel, übergiebt die von dem Königlich-Baierischen wirklichen Centralrathe und Archivar der Stände des Reichs, Felix Joseph Lipowsky, verfaßten Urgeschichten von München, in zwei Bänden, München 1814 und 1815; worauf

beschlossen

wurde, das so eben angezeigte, sehr schätzbare Werk des Königlich-Baierischen Centralraths Lipowsky, welchem der besondere Dank der hohen Bundesversammlung auszudrücken sey, in die Bibliothek derselben abzugeben.

§. 156.

fügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Art. 18d der Deutschen Bundesacte.

(18. Sitz. §. 112 d. J.)

Kurhessen. Zufolge erhaltener Instruction, vereinige sich die Kurfürstliche Ge-
schaft in der Allgemeinheit mit der von dem Königlich-Baierischen Herrn Gesandten
er 18. Sitzung d. J. vorläufig geäusserten Ansicht, folglich mit den Anträgen, wor-
sich diese beziehe, und welche die Anlage zu diesem Protokolle (Z. 10, S. 385 ff.)
alte, indem sie sich jedoch die weitere Abstimmung ebenfalls vorbehalte.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 157.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(21. Sitz. §. 139 d. J.)

Der Herr Gesandte der 15. Stimme für Oldenburg. In Beziehung auf
in der 21. dießjährigen Sitzung vom 12. Juli vorgekommenen Verhandlungen über eine
nitive Matrikel des Deutschen Bundes, und über Verlängerung des bisherigen Proviso-
ms, ist die Gesandtschaft angewiesen, unter Vorbehalt näherer Aeusserung über den ersten
genstand, sich über den letztern vorläufig folgendermaßen zu erklären.

Durch den Bundestagsbeschluß vom 20. August 1818 wurde die Matrikel des Bundes
erst auf die nächsten fünf Jahre, unter der Bestimmung festgestellt und angenommen,
ß die Grundsätze, wonach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel be-
beitet werden solle, durch eine Commission zu begutachten.

Als demnächst im Jahre 1821 die Kriegsverfassung des Bundes geordnet werden sollte,
urden die Bedenklichkeiten Oldenburgs gegen die vorgeschlagenen Bestimmungen dadurch
seitigt, daß in der Sitzung vom 9. April 1821 einstimmig erklärt wurde, die Matrikel
n 1818 könne nicht auf unbestimmte Zeit verlängert und die durch den Beitritt zu den
getragenen Beschlüssen zu übernehmende Militärlast nur für die Zeit der Dauer der
ovisorischen Matrikel als übernommen betrachtet werden.

Allein durch diese Erklärung bewogen, haben Seine Durchlaucht der Herzog zu Oldenburg
n 24 Artikeln der Kriegsverfassung des Bundes die Zustimmung ertheilt und auch die
ntwickelungen dieser Artikel in den näheren Bestimmungen der Kriegsverfassung des Bundes
igenommen.

Hieraus ergiebt sich also, daß mit dem 20. August 1823 die Verpflichtung aufhörte,
elche Oldenburg übernommen.

Gegen die unbestimmte Dauer der Matrikel vom Jahre 1818 hat sich, wie gesagt, Oldenburg zu seiner Zeit verwahrt; diese Verwahrung ist einstimmig als gegründet anerkannt; es liegt hier sonach ein wohlerworbenes, auf eine bestimmte einstimmig angenommene Stipulation gegründetes Recht vor, und in Beihalt der Verhandlungen, wie sie in den Protokollen der Bundesversammlung enthalten, kann es nicht die Absicht seyn, dieses Recht, ohne Zustimmung Oldenburgs, durch ein neues Provisorium, oder durch Verlängerung des bisherigen auf unbestimmte Zeit, aufzuheben.

Von dieser Ansicht geleitet, äusserte die Gesandtschaft schon in der 21. dießjährigen Sitzung, bei Gelegenheit der dort vorgekommenen Verhandlungen, daß sie mit der angetragenen Verlängerung der bisherigen provisorischen Matrikel auf unbestimmte Zeit sich nicht einverstanden erklären könne; bei der Wichtigkeit der Sache und unter den hier vorkommenden besondern Umständen, müßte sie aber angemessen erachten, sich die nähere Aeusserung über diese Angelegenheit vorzubehalten.

Die Gesandtschaft ist nun durch ihr immittelst zugegangene specielle Instructionen angewiesen, unter Darlegung der oben angeführten actenmäsigen Umstände, gegen den Beschluß vom 12. Juli dieses Jahres, wonach die bisherige provisorische Matrikel auf unbestimmte Zeit fortbestehen und als alleiniger Maaßstab für die zu übernehmende Militärlast gelten soll, wiederholt zu reclamiren.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen, von Seiten des Präsidiums aber vorläufig bemerkt, daß in der 21. Sitzung einhellig anerkannt worden sey, daß, da der Deutsche Bund in keinem Momente ohne Matrikel seyn könne, die gegenwärtig bestehende so lange fortdauern müsse, bis eine andere angenommen worden sey.

§. 158.

Einreichungs-Protokoll.

Nachstehende Eingaben, als:

Num. 81, eingereicht am 13. Juli dieses Jahres, von mehreren Bürgern zu Castel bei Mainz, als ernannten Ausschuß für die Gemeinden Castel und Kostheim, Gesuch um Entschädigung ihrer zum Casteler Festungsbaue genommenen Felder und Bäume.

Num. 82, einger. am 25. Juli, von dem Oberst von Mogen zu Gedern, wiederholtes Gesuch um Ergänzung und respect. Auszahlung des an das Großherzogthum Baden angewiesenen Theils seiner Pension, im rückständigen Betrage von 240 Fl.

um. 83, einger. am 18. Sept., von dem Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, wiederholtes Gesuch in Betreff der auf Castell und Kostheim radicirten Pensionen der Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen. Mit 3 Anlagen.

um. 84, einger. am 25. October, von der Witwe Barbara Ris, Bitte um Vermittlung wegen rückständiger Pension ihres Mannes, als ehemal. Kurtrierischen Hofmusikus rc. Mit Anl. A, B u. C in Abschr.

tum. 85, einger. am 26. October, von dem Registr. Hofmann zu Aschaffenburg, als Bevollmächtigten der Försischen Erben, Gesuch um Auszahlung des Zinsenbetrags vom 1. Dec. 1802 bis zum Juni 1822 mit 793 Fl. 38 Kr. eines vom Großherzogthum Baden noch nicht übernommenen, auf die Rente Lohneck verhypothecirten Capitalantheils von 1356 Fl. $7\frac{1}{2}$ Kr. Mit einer Anl.

Num. 86, einger. am 3. Nov., von Joh. Wilh. Klapproth zu Erfurt, um hohe Verwendung bei der Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung wegen Vergütung der auf dem Pachtrittergute Elxleben erlittenen Kriegsschäden vom Jahre 1813 und 1814. Mit einer Anl.

Num. 87, einger. am 12. Nov., von dem Frhrn. von Fürstenberg zu Darmstadt, um Bewilligung einer Pension, als ehemaliger Domicellar-Präbendar des Erzstifts Trier. Mit zwei Anl.

Num. 88, einger. am 16. Nov., von dem Frhrn. Carl von Welden, Malteserritter des Deutschen Großpriorats, Gesuch um Anweisung an die betreffende Regierung wegen seiner Entschädigungs- und Pensions-Ansprüche.

Num. 89, einger. am 19. Nov., von Philipp Nicolai zu Oestrich im Rheingau, als Vormund der Kleinischen Kinder, um hohe Verfügung wegen Zurückzahlung des der St. Peterstifts-Präsenz zu Mainz von Zacharias Engelmann vorgeliehenen Capitals von 2,000 Fl. nebst rückständigen Zinsen. Mit zwei Anl. in Abschrift.

Num. 90, einger. am 26. Nov., von erstgenannten Frhrn. von Welden in Darmstadt, Nachtrag zu Num. 88.

Num. 91, einger. am 26. Nov., von Dr. Schlosser dahier, nachträgliche Eingabe der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein zu ihrer Reclamation vom 5. Dec. 1822 (Num. 136).

urden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 17.

Kaiserlich-Russisches Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever; d. d. Warschau den 18. April 1818.

Von Gottes Gnaden, Wir Alexander der Erste, Kaiser und Selbstherrscher von ganz Rußland ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Entbiethen allen Einwohnern von Unserer Herrschaft Jever Unsern gnädigsten Gruß, und fügen ihnen zu wissen:

Daß Wir, bewogen durch besondere Zuneigung zu der mit Uns vielfach verbundenen jüngern, in dem Herzogthume Oldenburg regierenden Linie Unseres Fürstlichen Hauses, beschlossen haben, die Herrschaft Jever an den gegenwärtigen Repräsentanten dieser Linie, des Herzogs Peter Friedrich Ludwig von Holstein-Oldenburg Liebden, abzutreten und zu übertragen; damit diese Herrschaft, wie schon ehemals, mit dem Herzogthume Oldenburg unter einer Regierung wieder vereinigt werde, und der Absicht des ehemaligen Regenten, Grafen Anton Günther's, gemäß, forthin zu ewigen Tagen vereinigt bleibe.

Wie Wir nun in dieser Absicht schon vorläufig seit dem Anfange des Jahres 1814 die Verwaltung der Herrschaft Jever Seiner des Herzogs von Oldenburg Liebden untergeben haben, so ist zu weiterer Ausführung derselben unter dem 18. April 1818 eine feierliche Uebertragungs-Acte von uns vollzogen worden.

In Folge dessen befehlen Wir allen und jeden Einwohnern der Herrschaft Jever, den Beamten und Eingesessenen in der Stadt und auf dem Lande, daß sie von jetzt an Seine Durchlaucht, den Herzog Peter Friedrich Ludwig von Holstein-Oldenburg, und künftig dessen Erben und Nachfolger in der Regierung des Herzogthums Oldenburg, als ihren einzigen rechtmäßigen Oberherrn anerkennen, Ihm den Eid der Unterthanen-Treue leisten, und allen Gehorsam erzeigen, womit sie Uns verpflichtet waren, wie Wir sie denn solcher Pflichten gegen Uns, Unsere Erben und Nachfolger für immer entbinden und lossprechen.

In der festen Ueberzeugung, daß diese erfrühete Wiederherstellung einer Verbindung, worin Jever ehedem sein Glück gefunden hat, diese Uebertragung an einen nahen Fürsten, der nur für das Wohl seiner Unterthanen lebt, nicht anders als zum wahren Besten des

z und seiner Einwohner gereichen könne, erwarten Wir von denselben, daß sie diesen
is Unserer Fürsorge durch eine eben so getreue Erfüllung der Unterthanen-Pflichten
ihren neuen Landesherrn erkennen werden, als sie solche Uns stets zu beweisen gewesen sind, und Wir bleiben ihnen mit Kaiserlicher Huld und Gnade gewogen.

Zu Urkund dessen haben Wir dieses Unser Patent eigenhändig unterschrieben und mit
m Kaiserlichen Insiegel bedrucken lassen.

Gegeben in Warschau den 18. April 1818, Unserer Regierung im achtzehnten Jahre.

(L. S / J.) Alexander.

Graf von Nesselrode.

Beilage 18.

Herzoglich-Oldenburgisches Besitznahme-Patent.

die Einwohner der Erbherrschaft Jever; d. d. Oldenburg den 6. August 1823.

---

on Gottes Gnaden, Wir Peter Friedrich Ludwig, Herzog zu Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Fürst zu Lübeck und Birkenfeld, Herr zu Jever und Kniphausen 2c. 2c.

Entbiethen allen und jeden Einwohnern und Unterthanen der Erbherrschaft Jever
sere Fürstliche Gnade, geneigten Willen und alles Gute.

Da von Seiner Majestät Alexander dem Ersten, Kaiser und Selbstherrscher
1 ganz Rußland, Uns und Unserm Fürstlichen Hause die bereits seit dem Anfange des
hres 1814 von Seiner Kaiserlichen Majestät Unserer Administration untergebene
bherrschaft Jever durch das unter dem 18. April 1818 ausgestellte Cessions-Instrument,
t allem Rechte der Oberherrlichkeit und des Eigenthums, so wie Se. Majestät solche
essen, dergestalt übertragen und abgetreten worden ist, daß sie mit Unserm Herzogthume
denburg unter Einer Regierung wieder vereinigt werden, und damit, der Absicht und
rordnung des ehemaligen Regenten, Grafen Anton Günther's, gemäß, so lange vereigt bleiben solle, als Regenten, aus dem gemeinschaftlichen Stamme entsprossen, vornden seyn werden; und Wir nun, nach dem am 2. v. M. erfolgten Ableben Unsers

Herrn Vetters, des Herzogs Peter Friedrich Wilhelm von Holstein-Oldenburg Durchlaucht und Liebden, die bisher als Landes-Administrator geführte Regierung des Herzogthums Oldenburg für Uns Selbst übernommen und angetreten haben:

So wollen Wir nunmehr auch die förmliche Besitznahme der vorgedachten Erbherrschaft Jever zur Ausführung bringen lassen, und haben zu dieser feierlichen Handlung Unsern Geheimen Rath und Minister, Freiherrn von Brandenstein, in der einstweiligen Verrichtung Unsers Oberland-Drosten und Regierungs-Präsidenten, und Unsern Regierungs-Rath Jürgens, als Unsere besonders dazu bevollmächtigte Commissarien, abgeordnet und bestellt.

Wir übernehmen demnach hiemit und kraft dieses Patents für Uns Selbst, Unsern Sohn und Erbprinzen, Unsere Prinzen-Enkel und sämmtliche Fürstliche Erben und Nachkommen Derselben, den förmlichen Besitz und die Regierung der Erbherrschaft Jever, wollen solche von nun an als Theil des Herzogthums Oldenburg angesehen wissen, und verordnen hiemittelst, daß das von Sr. Kaiserlichen Majestät unter dem 18. April 1818 vollzogene Patent, wodurch die Einwohner der Herrschaft Jever von ihren Eidespflichten gegen Se. Majestät und das ganze Kaiserliche Haus entlassen werden, öffentlich bekannt gemacht, und die Erbhuldigung in Unserer Erbherrschaft Jever durch Unsere vorgedachten Commissarien eingenommen werden solle.

Wie Wir nun nicht zweifeln, daß Unsere Unterthanen der Erbherrschaft Jever die Wiedervereinigung derselben mit dem Herzogthume Oldenburg, nach der Absicht und Vorschrift Anton Günther's von Oldenburg, ihres vieljährigen Regenten, gern vernehmen und in der bisher ihren Regenten bewiesenen Treue, Gehorsam und Anhänglichkeit ferner auch gegen Uns und Unsere Fürstliche Nachkommen beharren werden, so dürfen sie sich dagegen auch jederzeit Unserer besondern Zuneigung und unermüdeten Sorgfalt für die Beförderung ihrer Wohlfahrt versichert halten.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Namens-Unterschrift und beigedruckten Herzoglichen Insiegels.

Gegeben auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 6. August 1823.

(L.S.) **Peter.**

von Berg.

Lentz.

)rei und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 4. December 1823.

In Gegenwart

er in der zwei-und zwanzigsten Sitzung Anwesenden

§. 159.

:reditirung des Herrn Georg Hamilton Seymour, als Königlich-Großbritannischen Geschäftsträgers bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde.

räsidium. Der Königlich-Großbritannische Legationssecretär, Herr Georg Hamilton ymour, sey dahier eingetroffen, und habe dem Präsidio ein Schreiben des Königlich-oßbritannischen Staatssecretärs für die auswärtigen Angelegenheiten, Herrn G. Canning, t der Ueberschrift:

«His Excellency the President of the Diet of the Germanic Confederation
«Francfort ⁰/M»,

nmt Abschrift und Uebersetzung in französischer Sprache überreicht, welche man hiermit rlesen, und vernehmen wolle, ob zur Eröffnung des Originals geschritten werden könne?

Die Uebersetzung wurde hierauf verlesen, mit der Abschrift des in englischer Sprache ısgefertigten Originals verglichen, und, nachdem nichts dagegen zu erinnern befunden orden war, das Schreiben selbst eröffnet, inhaltlich dessen der Königlich-Großbritannische egationssecretär, Herr Georg Hamilton Seymour, während der Abwesenheit des Königchen bevollmächtigten Ministers von Seiner Majestät dem Könige von Großbritannien um Geschäftsträger bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde ernannt wird.

Da die Urschrift, ausgefertigt im auswärtigen Departement den 7. October 1823, mit er Abschrift und Uebersetzung übereinstimmend befunden worden und gegen den Inhalt erselben keine Ausstellung zu machen war, so erfolgte der

Beschluß:

daß

1) Herr Georg Hamilton Seymour, während der Abwesenheit des Königlich-Großritannischen Ministers, als Königlicher Geschäftsträger bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde anerkannt und der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte ersucht werde,

demselben seine förmliche Annahme zu eröffnen, deßgleichen das Schreiben des Königlich-Großbritannischen Staatssecretärs G. Canning zu beantworten, und daß

2) das Beglaubigungsschreiben in das Bundesarchiv zu hinterlegen sey.

§. 160.

Die Streitigkeit zwischen dem Großherzogthume Hessen und dem Herzogthume Nassau, hinsichtlich des von Nassau zu übernehmenden verhältnißmäsigen Antheils althessischer Landes- und Cameralschulden für die im Jahre 1802 erworbenen althessischen Landestheile, insbesondere die von Maximilian von Riese und Jacob Heinrich Rühle von Lilienstern, Namens zweier Creditoren-Consortien, betriebene Forderung betr.

(26. Sitz. §. 219 v. J. 1822.)

Präsidium: legt ein von der Königlich-Baierischen Bundestagsgesandtschaft während der letzten Vertagung der hohen Bundesversammlung dem substituirten präsidirenden Herrn Gesandten versiegelt übergebenes Schreiben des Königlich-Baierischen Oberappellationsgerichts zu München, als Austrägalinstanz in Sachen des Großherzogthums Hessen wider das Herzogthum Nassau, wegen Uebernahme eines verhältnißmäsigen Theils der althessischen Landes- und Cameralschulden, vor, wodurch erwähnter Gerichtshof das unterm 4. Juli d. J. in eben bezeichneter Streitsache gefaßte Erkenntniß mittheilt, zugleich aber auch bemerkt, daß dieses Erkenntniß den Anwälten beider Parteien vorschriftmäsig eröffnet worden sey, und daß das Oberappellationsgericht als Austrägalgerichtshof die vorgeschriebene Uebersendung der Acten an die hohe Bundesversammlung für jetzt noch aus dem Grunde unterlassen zu müssen glaube, weil ein eigentliches, den ganzen Streit endlich entscheidendes, Definitiv-Erkenntniß noch nicht gefaßt sey, vielmehr die Ausmittlung des Bestandes und Betrages der Forderungen und Gegenforderungen erst noch zu geschehen habe, wonach auch der Zweck jener Actenübersendung, damit nämlich die hohe Bundesversammlung auf Befolgung des Erkenntnisses halten könne, zur Zeit noch nicht eintrete.

Das Schreiben des Königlich-Baierischen Oberappellationsgerichts als Austrägalgerichtshofs, und das von demselben gefaßte Erkenntniß vom 4. Juli d. J., wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 19 und 20 angefügt und hierauf

beschlossen:

daß dasselbe zur Kenntniß der hohen Bundesversammlung diene, in das Bundesarchiv zu hinterlegen, und der Königlich-Baierische Herr Bundestagsgesandte zu ersuchen sey, dem Königlichen Oberappellationsgerichte zu München hiervon Nachricht zu ertheilen.

§. 161.

Reichskammergerichts-Archiv zu Wetzlar.

(17. Sitz. §. 109 d. J.)

Präsidium: übergiebt einen Bericht der zum kammergerichtlichen Archive zu Wetzlar ordneten Commission vom 24. November d. J., welcher der betreffenden Bundestags-mission zuzustellen beschlossen wurde.

§. 162.

mann's Adreßhandbuch der Rheinschifffahrts-Verwaltung für das Jahr 1823.

Ebendasselbe: übergiebt das von dem Generalsecretär der Rheinschifffahrts-Com-on zu Mainz übersendete Adreßhandbuch der Rheinschifffahrts-Verwaltung für das Jahr , und nach dessen Antrage wurde

beschlossen:

dem Verfasser, welcher schon früher (24. Sitz. §. 144 v. J. 1820) durch die überreichte mlung der Gesetze in Bezug auf den Rheinhandel und die Rheinschifffahrt seine eifrige endung in diesem Zweige, so wie seine besondere Aufmerksamkeit für die hohe Bun-rsammlung bewiesen habe, diese Mittheilung zu verdanken, und das Adreßhandbuch in ibliothek abzugeben.

§. 163.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(22. Sitz. §. 151 d. J.)

In der heutigen Sitzung wurden die Abstimmungen in der transrhenanischen Susten-s-Angelegenheit fortgesetzt.

Hannover: tritt dem K. K. Oesterreichischen Voto vollkommen bei.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Die Königliche Gesandtschaft f den, so sorgfältig als umfassend ausgearbeiteten, in der 21. dießjährigen Sitzung eten Bericht über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit angewiesen worden, ücksicht der beiden Fragen: was in Beziehung der Rückstandsforderung der Lütticher ntanden, und in Betreff der Aufbewahrung der Commissions-Acten, zu beschliessen seyn , dem Antrage des Herrn Referenten beizutreten.

In Beziehung auf die Pensionirung der bei der Verwaltung der Sustentationscasse ellt gewesenen Personen, soll die Gesandtschaft ihrer in der 29. Sitzung vom Jahre 1820

zu Protokoll gegebenen Abstimmung zwar inhäriren, da, so wie früher, auch gegenwärtig, eine im Rechte begründete Verbindlichkeit, diese Individuen lebenslänglich zu pensioniren, nicht gefunden werden könne; wenn indessen die übrigen hohen Bundesregierungen geneigt seyn sollten, denselben eine lebenslängliche Pension zu bewilligen, so habe sie für die aus der Matrikularcasse anzuweisende Pensionirung sich ebenfalls auszusprechen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Der Gesandte, um die Schlußnahme nicht aufzuhalten, bezieht sich für Ihre Durchlauchten von Hohenzollern-Hechingen und Reuß älterer Linie auf das bereits zum Protokolle der 37. Sitz. v. 21. Dec. 1820, §. 217, abgegebene Votum.

Präsidium wolle, nach näher eingesehenen Abstimmungen, Entwurf Conclusi demnächst vorlegen.

§. 164.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, — insbesondere das von dem Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten am 5. Februar d. J. eingereichte Gesuch betr.

(16. Sitz. §. 100 u. 21. Sitz. §. 142 d. J.)

Präsidium: eröffnete — in Folge früherer Verabredung (§. 142 des Protokolls der 21. diesjährigen Sitzung) — das Protokoll zur Abstimmung über die Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

Oesterreich. Die Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische Gesandtschaft hat den Auftrag erhalten, Namens ihres allerhöchsten Hofes in Betreff der in der 42. Bundestagssitzung v. J. 1818 zur Instructionseinholung ausgesetzten, und seitdem wiederholt in Anregung gekommenen Frage:

ob und in wie fern die Bundesversammlung sich des Restitutionsgesuches der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen anzunehmen habe?

folgende Erklärung zu Protokoll zu geben.

Es kann nach den feststehenden Competenz-Grundsätzen keinem Zweifel unterliegen, daß die Bundesversammlung von der im Jahre 1814 erfolgten Wiedereinziehung der auf Kurhessischem Gebiet belegenen, während der aufgelösten Westphälischen Regierung veräusserten Domänen nur in so fern Kenntniß zu nehmen berechtigt ist, als bei den durch diese Wiedereinziehung veranlaßten Klagen der Fall einer Rechtsverweigerung wirklich dar-

:n werden kann, indem die Competenz des Bundestages in dieser Angelegenheit, und
Anwendbarkeit des 29. Artikels der Wiener Schlußacte unter keiner andern Voraus-
ig Platz greifen könnte.

Die Einziehung der gedachten Domänen beruht auf der Kurhessischen Regierungsver-
ung vom 14. Januar 1814, wodurch alle während der Westphälischen Regierung vorge-
enen Veräusserungen und Verschankungen Kurfürstlicher Domänen und Gefälle ohne
rschied für null und nichtig erklärt, und die Inhaber derselben aufgefordert werden,
den in diesem Sinne ergehenden Verfügungen der Kurfürstlichen Rentkammer zu unter-
:n, ohne unter irgend einem Vorwande die begehrte Abtretung des Besitzes zu ver-
:rn.

Diese Verordnung ist ein Act der Souverainetät, zu welchem der Landesherr, vermöge
Ihm beiwohnenden obersten gesetzgebenden Gewalt, unstreitig befugt war, und für
en auch, in Hinsicht auf den ausserordentlichen und gewaltsamen Zustand, worin sich
Länder während der aufgedrungenen fremden Herrschaft befunden hatten, erhebliche, in
Augen des verstorbenen Kurfürsten überwiegende Gründe sprachen; ein Act, welchen die
esgerichte in allen vorkommenden Fällen als Gesetz anzuerkennen und zu befolgen schuldig
und über dessen materiellen Werth der Bundesversammlung keine Cognition zustehen
de, wenn er auch nicht in einen Zeitpunct fiele, wo der Deutsche Bund selbst noch
bestand.

Bietet demnach die Sache der Westphälischen Domänenkäufer, aus diesem Gesichtspuncte
chtet, an sich schon keine Rechtsverweigerung und mithin auch keine Begründung der
petenz des Bundestages dar, so gewährt zugleich die Kurfürstliche Verordnung vom
Januar 1814 die beruhigende Ueberzeugung, daß hinsichtlich der Anwendung der darin
esprochenen Bestimmungen in einzelnen Fällen die zulässigen privatrechtlichen Ansprüche
Betheiligten in so fern gehörig berücksichtigt worden sind, als daselbst denjenigen Do-
enkäufern, welche wegen nützlicher Verwendungen Ansprüche haben, ausdrücklich vorbe-
n wurde, solche gegen die Kurfürstliche Oberrentkammer im Wege Rechtens besonders
uführen, wodurch daher letzterer allen denen eröffnet ist, welche versionem in rem
Meliorationen beweisen können. Es ist freilich zu bedauern, daß viele der in dieser
je Betheiligten ihre eigene Stellung und ihr eigenes Interesse verkannt, und anstatt,
r für sich, gütliche Ausgleichung zu versuchen, oder den ihnen bezugsweise vorbehaltenen
tsweg zu betreten, in so fern eine falsche Maaßregel ergriffen haben, als sie ihre In-
sen gemeinschaftlich zu befördern suchten. Indessen wird jeder Einzelne der Betheiligten
heute noch, nicht nur in der ihm zugestandenen oben erwähnten Rechtshülfe, in so
sie auf sein individuelles Verhältniß anwendbar ist, sondern auch vorzugsweise in den

vorliegenden Thatsachen, welche beweisen, daß mehrere Domänenkäufer sich von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten einer sie wesentlich beruhigenden Behandlung zu erfreuen hatten, gewiß den erwünschtesten Anhaltspunct finden, seine Angelegenheit einer günstigen Erledigung zuführen zu können.

In Ansehung aller übrigen, das aufgelöste Königreich Westphalen betreffenden mancherlei Reclamationen, welche gleichfalls schon zu wiederholtenmalen am Bundestage zur Sprache gebracht worden sind, ist die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft angewiesen, Folgendes zu erklären:

Der Kaiserlich-Königliche Hof findet in dem Umstande, daß bereits wirklich — in dankvoll zu erkennender Berücksichtigung der in der 29. Bundestagssitzung v. J. 1819 statt gefundenen Empfehlung — von Seiten der hierbei betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig eine gemeinschaftliche Commission zur Auseinandersetzung der Westphälischen Central-Angelegenheiten in Berlin angeordnet worden ist, hinlängliche und wohlbegründete Veranlassung, diesen Gegenstand als einen solchen betrachten zu können, welchem dermalen noch die nöthige Reife mangelt, um gehörig beurtheilen zu können, ob und in wie weit von Seiten der Bundesversammlung sich hierauf ein bundesgesetzlicher Einfluß zu äussern haben dürfte.

So wie daher erst das Resultat der Commissions-Verhandlungen, für dessen baldige Herbeiführung die von der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft in der 15. dießjährigen Bundestagssitzung abgegebene Erklärung hinlängliche Hoffnung gewährt, allen jenen Individuen, deren Interesse hierbei versirt, eine deutliche und klare Ansicht ihrer Stellung zu den betreffenden Regierungen zu geben vermag, so wird sich auch dann erst zeigen, ob Einzelne sich in dem jedoch von der Gerechtigkeit und Weisheit der Staatsverwaltungen nicht zu erwartenden Falle befinden werden, sich über Rechtsverweigerung zu beklagen, und dadurch eine Beschwerde bei der Bundesversammlung zu begründen, auf deren Abhülfe bundesgesetzlich zu wirken letztere in dem Maaße verpflichtet seyn würde, als sie hingegen, nach der vollesten Ueberzeugung des K. K. Hofes, vermöge des bei Gelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer näher ausgeführten Princips, dermalen noch keinen Einfluß auf die Sache zu nehmen berufen ist.

Der Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandte ist übrigens beauftragt, bei dieser Gelegenheit Namens seines allerhöchsten Hofes dieser Abstimmung noch folgende Erklärung beizufügen, und dadurch die von ihm in der 16. dießjährigen Bundestagssitzung in Beziehung auf den raisonnirenden Theil des neuesten Vortrages über die Westphälischen Angelegenheiten zu Protokoll gegebene, allerhöchsten Orts durchaus auf das beifälligste anerkannte Verwahrung näher auszuführen.

)

Seine Majestät der Kaiser haben mit wahrem und innigem Bedauern in jenem Acten-
:e, welches, bei gehöriger Berücksichtigung der wahren Geschäftslage und seiner eigentlichen
timmung nach, nur auf den Antrag einer baldigen definitiven Erledigung des schon früher
änglich instruirten Gegenstandes sich zu beschränken gehabt hätte, eine Ausführung staats-
bundesrechtlicher Theorien wahrgenommen, welche, wenn sie jemals bei irgend einer ge-
nschaftlichen Berathung der zum Deutschen Bunde vereinigten Fürsten und freien Städte
Basis anerkannt würden, nicht nur jedem einzelnen Bundesgliede zum gefährlichsten
judiz gereichen, sondern auch für die Gesammtheit in so fern nachtheilig werden könnte,
ein Gang solcher Art bei allen befreundeten Staaten, welche mit ihr dem monarchischen
ncip huldigen und für dessen Aufrechthaltung zu wachen bemüht sind, nur die lebhaftesten
orgnisse erwecken müßte.

Diese Ansicht bedarf wohl um so weniger einer ausführlicheren Entwickelung, als schon
Blick auf einzelne Sätze des Vortrages, so wie sie die §§. 10, 13, 14, 15 und 22 ent-
en, gewiß hinreicht, untrügliche Belege dafür aufzufinden, und als in der, von der Kö-
ich-Hannöverischen Bundestagsgesandtschaft zu Protokoll gegebenen, gehaltvollen Erörte-
g dieses Actenstückes bereits in dieser Beziehung die wesentlichsten Momente bezeichnet sind.

Seine Majestät der Kaiser halten es demnach für angemessen und nothwendig, hiermit
drücklich zu erklären, daß Allerhöchstdieselben die Gültigkeit und Anwendbarkeit der in
: mehrerwähnten Vortrage enthaltenen staats- und bundesrechtlichen Theorien, so wie
) die Autorität der dafür angeführten Schriftsteller, nicht nur allein anzuerkennen nicht
nögen, sondern daß Allerhöchstdieselben vielmehr jene als höchst bedenklich, ja in mancher
ksicht als gefährlich betrachten, diese aber förmlich verwerfen müssen.

Seine Majestät der Kaiser sehen Sich zugleich aber auch veranlaßt, im reinsten föderativen
ıne den angelegentlichen Wunsch auszusprechen, daß in dieser, ihrer hohen Bestimmung nach
ehrwürdigen Versammlung, keine Grundsätze solcher Art Eingang finden oder vertheidigt
den mögen, deren Geist so wenig dem im Europäischen Staatenvereine so glücklich zum
hl der Gesammtheit und jedes Einzelnen bestehenden erhaltenden Systeme entspricht, und
che daher bei jeder Gelegenheit entfernt zu halten die K. K. Präsidialgesandtschaft auf das
immteste angewiesen ist.

Preussen. Auf die Gesuche mehrerer, bei Regulirung der Angelegenheiten des auf-
österen Königreichs Westphalen betheiligten Personen, ist in der 15. Sitzung d. J., in Folge
Vortrages der Reclamations-Commission, und nach einigen, von Gesandtschaften bethei-
er Höfe, namentlich auch von der Königlich-Preussischen Gesandtschaft abgegebenen vor-
figen Erklärungen, beschlossen worden, daß über die Anträge der Commission,
d die eben erwähnten Erklärungen am heutigen Tage abzustimmen sey.

Es kommen nach Lage der Sache bei den Commissionsanträgen auch die, denselben zum Grunde liegenden, im Vortrage ausführlich entwickelten und größtentheils aus neueren staatsrechtlichen Theorien geschöpften Motive in Betrachtung. Nachdem sich die Königliche Gesandtschaft hierüber bereits in der 16. Sitzung d. J. dahin geäussert, daß und wie sie mit den gedachten staatsrechtlichen Theorien keinesweges einverstanden seyn könne, so bleibt ihr jetzt nur noch übrig, unter Bezugnahme darauf, und im Sinne der eben vernommenen Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung hinsichtlich desselben Gegenstandes, nachträglich zu erklären, daß nunmehr jene frühere Aeusserung auch von Seiten ihres allerhöchsten Hofes eine ausdrückliche Beistimmung nicht minder erhalten hat, als die damalige, im Protokolle der 16. Sitzung ebenfalls befindliche, allgemeine Bemerkung des K. K. Oesterreichischen Herrn Präsidialgesandten über üblich gewordene Allegationen aus staatsrechtlichen Schriftstellern in Verhandlungen der Bundesversammlung.

Abgesehen von ihren Motiven, sind die Commissionsanträge nicht für sich allein, sondern mit den bereits abgegebenen Erklärungen der betheiligten Regierungen beschlußmäsig zum Gegenstande der heutigen Abstimmung gemacht. Der Königlich-Preussische Hof fand sich dadurch vordersamst näher zu prüfen veranlaßt, ob und in wie weit etwa der Sinn dieser vorliegenden Erklärungen erfordere oder verstatte, die Anträge selbst, ohne specielleres Eingehen auf ihr Material, noch lediglich dahin gestellt bleiben zu lassen? Die Resultate waren folgende:

I) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen.

Nach der in der 15. Sitzung d. J. zu Protokoll gegebenen Erklärung der Kurhessischen Bundestagsgesandtschaft, wird von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten, wie es früher schon geschehen, der Bundesversammlung hinsichtlich der Domänenkäufer eine Cognition — in so fern letztere auf Verwendung und Empfehlung zu billiger Behandlung geht — unter dem Bemerken eingeräumt, daß, in Berücksichtigung dieser bereits im Jahre 1817 eingetretenen Empfehlung, seitdem, und noch ganz neuerdings, mit mehreren solcher Acquirenten von Domänen gütliche Abkommen getroffen worden, so daß bei weitem der größere Theil zufrieden gestellt sey.

Hierin hat der Kurhessische Hof mit seinem fortdauernden Willen, Empfehlungen der Bundesversammlung überhaupt zu berücksichtigen, zugleich seine Bereitwilligkeit ausgesprochen, gegen die Domänenkäufer diejenige billige, milde und landesväterliche Behandlung, welche den Gegenstand solcher Empfehlungen ausgemacht hat und ferner ausmachen könnte, dergestalt zu beweisen, wie solches nach der hinzugefügten Anzeige zur Zufriedenstellung des bei weitem größeren Theils der Domänen-Acquirenten schon der Fall gewesen ist.

Dieser beruhigenden Versicherung gemäß, wäre mithin die Sache, was jenen größeren
il der Domänen-Acquirenten betrifft, als erledigt zu betrachten. Die gegebene Versiche-
g kann aber auch die Basis für jede hiesige Beurtheilung etwaiger neuer Reclamationen
den, mit welchen einzelne Domänenkäufer, weil sie sich noch nicht für befriedigt halten,
er bei der Bundesversammlung auftreten möchten, wovon die neueste, zwar noch nicht
Vortrag gekommene, aber doch ins Einreichungs-Protokoll eingetragene und bei sämmt-
n Gesandtschaften im Abdruck vertheilte Eingabe des Bevollmächtigten in den Westphäli-
n Angelegenheiten vom 25. Juni d. J. bereits ein Beispiel darbietet. Ob dergleichen noch
dauernde Reclamationen irgend eine Rücksicht verdienen; ob namentlich und in wie weit
Schuld, warum eine gütliche Vereinigung noch nicht mit allen Domänenkäufern zu Stande
mmen ist, etwa in zu hochgespannten Anforderungen zu suchen sey oder nicht: darüber
d die Bundesversammlung nunmehr auf den Grund jener Zusicherung zu urthei-
haben; sie würde jedoch alsdann erst sicher und erschöpfend darüber urtheilen können,
n sie sich genauer davon unterrichtet befände, was in Beziehung auf jeden einzel-
Domänenkäufer der wirkliche Erfolg ihrer Verwendung gewesen ist, indem nur
speciellere Kenntniß dieses Erfolges ihr den Vortheil gewähren würde, die Billigkeit
einzelnen Beschwerden zum Maaßstabe für deren Zulässigkeit und für die Weise ihrer In-
vention anzunehmen.

Eine Geneigtheit des Kurhessischen Hofes, mittelst nachträglicher Ertheilung der ge-
ten, so wünschenswerthen, specielleren Auskunft, dieser hohen Versammlung auch noch
bezeichneten Vortheil zu verschaffen, läßt sich um so weniger bezweifeln, je bereitwilliger
elbe ihren Wünschen durch die bereits im Allgemeinen gegebene Auskunft über den Erfolg
eingelegten Verwendung zuvorgekommen, und je unzweideutiger dadurch dem Aus-
cke ähnlicher Wünsche eine willfährige Aufnahme im Voraus zugesichert worden ist.

Eben darum würde es der Königlich-Preussische Hof für die angemessenste Behandlung
vorliegenden Reclamationssache halten, wenn die hohe Bundesversammlung mit einst-
liger Uebergehung des Commissionsantrages, dem Kurhessischen Hofe, durch Vermittlung
r verehrlichen Bundestagsgesandtschaft, in einem zu fassenden Beschlusse den Wunsch und
vertrauensvolle Erwartung ausspräche, daß derselbe die für Kurhessen in der 15. Sitzung
J. abgegebene Erklärung, bei seinen damals ausdrücklich vorbehaltenen weiteren Aeusserungen,
rch eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer, mit welchen
gütliches Abkommen bereits getroffen worden, noch zu vervollstän-
gen, und hinsichtlich der bisher nicht erledigten Fälle, die Gründe,
dem Abschlusse einer gütlichen Uebereinkunft noch im Wege stehen
gen, näher anzuführen keinen Anstand nehmen werde, damit die Ver-

sammlung sodann ein Weiteres, sowohl über eine etwaige fernere Intervention in dieser Sache überhaupt, als über die Art derselben, beschliessen könne.

Indem, erhaltener Vorschrift gemäß, die Königliche Bundestagsgesandtschaft **hierauf** ihren Antrag richtet, verhehlt sie sich einerseits nicht, welche Verschiedenheit der Ansichten über denselben, nach Maaßgabe der eingegangenen Instructionen, in dieser hohen Versammlung statt finden dürfte; andererseits hält sie es nicht für unmöglich, daß vielleicht einer oder der andern verehrlichen Gesandtschaft daran gelegen wäre, vor schließlicher Abstimmung auch noch über den gedachten diesseitigen Antrag zu etwaiger Berücksichtigung an ihre hohen Committenten zu berichten.

Sollte es in diesem Falle etwa angemessen befunden werden, vor definitiver Beschlußziehung, den diesseitigen Antrag noch zum Gegenstande einer nachträglichen Instructions-Einholung und Abstimmung in eben der Art auszusetzen, wie es neuerlich noch mit dem Königlich-Baierischen Voto, den Büchernachdruck betreffend, in der 18. Sitzung d. J. (§. 113 des Protokolls) geschehen ist; so erbietet sich die Königliche Gesandtschaft, einem dieserhalb zu fassenden Beschlusse beizutreten.

II) In Beziehung auf diejenigen Reclamationen, welche Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen, und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener betreffen, ist die Königliche Gesandtschaft zunächst ihre in der 30. Sitzung v. J. 1821 gemachte Anzeige, besonders aber ihre in der 15. Sitzung d. J. abgegebene vorläufige Erklärung, nunmehr, in Gemäßheit ihres damaligen Vorbehaltes, durch eine fernere Mittheilung theils näher zu begründen und zu ergänzen, theils überhaupt wieder in Erinnerung zu bringen beauftragt.

Bereits im Anfange des Jahres 1819 trat der Königlich-Preussische Hof mit Hannover, Kurhessen und Braunschweig in Correspondenz, um diese Staaten zu vermögen, durch Abordnung von besonders bevollmächtigten Commissarien die Verhältnisse des aufgelösten Königreichs Westphalen zu reguliren. Hannover, dem sich Braunschweig hierin überall anschloß, bevollmächtigte seinen Gesandten am Hofe zu Berlin, und einen gleichen Auftrag erhielt der dortige Kurhessische Gesandte von Lorenz. Bevor jedoch die zu dem Geschäfte erforderlichen Materialien zusammengebracht und die beiden auswärtigen Commissarien mit Instruction versehen waren, verstarb Herr von Lorenz, und die Thätigkeit des ihn ersetzenden Geschäftsträgers, Majors Wilkens, wurde zuerst ebenfalls durch Mangel an Instruction, bald aber auch durch die nach dem Ableben des Kurfürsten Wilhelms I. von Hessen, Königliche Hoheit, nöthige Vollmachts-Erneuerung aufgehalten.

Nach Beseitigung dieses Anstandes erfolgte am 20. Juni 1821, wie hier bereits ange-
t worden, der wirkliche Zusammentritt der Commission, und Preussischer Seits wurde
allgemeine Proposition über die von ihr vorzunehmende Behandlung des Geschäftes
gelegt. Bei diesem Vorschlage wurde auf die Bestimmungen des am 2. December
13 von den damals gegen Frankreich verbündet gewesenen Mächten
geschlossenen Vertrages zurückgegangen, und die Wirksamkeit der Commission auf
Clausel jenes Vertrages gegründet, daß Abgeordnete der Souverains, unter deren
rrschaft die das Königreich Westphalen constituirenden Landestheile zurückkehrten, zu-
mmentreten und die diesen Landestheilen gemeinschaftlichen Interessen reguliren sollten,
r nach dem Wortlaut:

«La même commission sera chargée de séparer et de régler tous les intérêts,
«qui ont été communs aux différentes provinces du Royaume de Westphalie».

Die Verhandlungen der Commission sollten sich darauf beschränken, zunächst die Ge-
nstände der Berathung, dann die Grundsätze der gemeinschaftlichen Auseinander-
ung über diese Gegenstände festzustellen, und erst nach erfolgter Einigung über die an-
vendenden Grundsätze sollte die Commission die Wege verabreden, wie solche in Beziehung
f die einzelnen Fälle in Ausführung zu bringen seyen. Sonach würde es ausser der Be-
nmung der Commission liegen, einzelne Reclamationen anzunehmen und zu erledigen; sie
tte aber eine Vereinigung zu vermitteln, darüber, welche Gattungen von Reclama-
nen überhaupt zu berücksichtigen und auf welche Weise diese Reclamationen zu befriedi-
n seyen.

Auf diese allgemeinen Vorschläge sind von den mitbetheiligten Staaten noch keine bestimm-
Erklärungen eingegangen. Während die Commissarien die Instruction ihrer resp. Höfe er-
rteten, unterwarf man Preussischer Seits die in Berlin allmählig vereinigten Data über
betreffenden Verhältnisse des aufgelösten Königreichs Westphalen einer speciellen Prüfung,
en Resultate den mitbetheiligten Staaten theils in mehreren Denkschriften über die ein-
nen bei der Commission zur Sprache zu bringenden Gegenstände, theils in einem (eben-
ls früher erwähnten) allgemeinen Plane oder Gutachten vorgelegt wurden, welches An-
ten und Vorschläge über die gesammte Behandlung derselben und die Art der gemein-
nen Auseinandersetzung enthält. Ueber jene Denkschriften und dieß Gutachten haben die
mmissarien der mitbetheiligten Staaten sich mit Instructionen zu versehen versprochen.

Hannover hat neuerlich zur Hülfe seines Commissarii noch einen zweiten Beamten
h Berlin gesandt, welcher aus früheren Dienstverhältnissen eine genaue Kenntniß der West-
lischen Angelegenheiten besitzt. — Mit Vergnügen erkennt hierin der Preussische Hof
en Beweis der Bereitwilligkeit Hannovers, die Auseinandersetzung zu beschleunigen.

An Kurhessen sind, sowohl durch den diesseitigen Königlichen Geschäftsträger in Cassel, als von Seiten des Königlich-Hannöverischen Hofes, dringende Ersuchen ergangen, um auch dort die Ertheilung der nöthigen Instructionen zu beschleunigen, und nach den Verheissungen des Kurhessischen Staatsministerii, steht die baldige Erfüllung dieses Wunsches zu hoffen.

Wenn sich aus den hier dargestellten Thatsachen ergiebt, daß nicht allein Preussischer Seits alles geschehen ist, was zur Förderung des Geschäftes nur möglich war, sondern, daß man sich auch von dem ungestörten Fortgange des letztern bedeutende Resultate versprechen darf; so muß, nach diesseitiger Ansicht, für jetzt jede Einmischung der Bundesversammlung in die Verhandlungen der zu Berlin zusammengetretenen Commission, ganz besonders aber der auf eine solche Einmischung abzweckende zweite Antrag der Reclamations-Commission — abgesehen von jedem andern entgegenstehenden Bedenken — als viel zu frühzeitig betrachtet werden.

Schon bei einer andern Gelegenheit hat die Königliche Bundestagsgesandtschaft ihre Ansichten vertraulich darüber mitgetheilt:

> warum und in wie weit notorisch bestehende, auf Privatreclamationen Bezug habende Ausgleichungs-Verhandlungen zwischen Bundesstaaten, die Berücksichtigung dieser hohen Versammlung selbst alsdann erfordern, wenn dahin gehörige Gegenstände auf den Grund des 30. Artikels der Wiener Schlußacte von Privatpersonen hier angebracht werden?

Was damals von der in der Idee des Bundesvereins begründeten Nothwendigkeit einer solchen Berücksichtigung, und von der in dergleichen Fällen statt findenden subsidiarischen Competenz der Bundesversammlung, namentlich mit Bezug auf den im Bundestagsbeschlusse vom 16. Juni 1817 (§. 231) sub num. I. enthaltenen Grundsatz, behauptet wurde, nach welchem

> « die Thätigkeit der Bundesversammlung bei einem zwischen mehreren Bundesgliedern streitigen Gegenstande nur dann eintritt, wenn sich die Bundesglieder selbst auf keine Art unter sich einigen können »;

eben dasselbige gilt für den gegenwärtigen Fall noch in weit höherem Grade, weil der 30. Artikel der Wiener Schlußacte, wie schon der Commissionsvortrag richtig bemerkt, hier nicht einmal Anwendung findet, indem sich derselbe nur auf an sich unbestrittene Forderungen bezieht, deren Befriedigung dadurch aufgehalten wird, daß der hierzu verpflichtete Staat diese Verbindlichkeit einem andern Staate zuschiebt; wogegen die Forderungen Westphälischer Staatsgläubiger, Staatsdiener, Pensionärs und Cautionssteller

ts weniger als an sich unbestritten sind, auch nicht von einem Staate einem andern
schließlich zugeschrieben werden.

So wie aber Preussen, nach jenen vertraulich mitgetheilten Ansichten, dem zweiten An-
e der Reclamations-Commission, als der jetzigen Lage der Sache nicht angemessen, zu
rsprechen genöthigt ist; so kann es auch, in Gemäßheit eben derselben Ansichten,
allgemeine und ganz unbedingte Ausschliessung aller Thätigkeit der Bundesversammlung
en vorliegenden Reclamationssachen um so weniger behaupten wollen, als die eingelei-
Commissions-Verhandlungen, wenn auch nicht die Stelle einer gerichtlichen Er-
erung der erhobenen Ansprüche in foro competenti vertreten, doch aber die Ver-
ung nicht zugestandener Forderungen zum Wege Rechtens vorbereiten, und den Rechts-
selbst offen machen sollen; woraus zu folgen scheint, daß wenigstens eine mittelbare
hinderung der rechtlichen Erörterung unbefriedigt gebliebener Reclamationen, und dem-
eine Art von Justizverweigerung und Verletzung des 29. Artikels der Wiener Schluß-
eintreten würde, wenn, wider alles Erwarten, einer der bei Auseinandersetzung der
tphälischen Angelegenheiten interessirten Staaten, durch Vorenthaltung der seinem Ab-
dneten zu ertheilenden Instructionen, oder auf andere Weise, das Fortschreiten der
mmissions-Verhandlungen ohne Grund hemmen sollte.

Gestützt auf die vorausgeschickten Erwägungen, geht der diesseitige Antrag dahin, daß
hohe Versammlung sich für jetzt darauf beschränken wolle, eine angemessene Frist
usetzen, nach deren Ablauf von den bei der Auseinandersetzung der Westphälischen An-
enheiten interessirten Staaten Nachricht zu geben sey, wie weit die mehrgedachten com-
rischen Verhandlungen vorgerückt seyen, damit alsdann beurtheilt werden könne, ob
der zweite, einer Justizverweigerung gleich zu achtende Fall vorhanden, und welcher
hluß zur Remedur zu fassen sey?

Baiern. Die Königlich-Baierische Bundestagsgesandtschaft findet sich hinsichtlich
Reclamation der bei Regulirung der Angelegenheiten des vormaligen Königreichs West-
en betheiligten Personen, insbesondere der Westphälischen Domänenkäufer, unter Bezug-
ne auf die diesseitigen früheren Aeusserungen in diesem Betreffe, zu der Erklärung er-
tigt, daß Seine Königliche Majestät von Baiern zwar lebhaft wünschen, alle dießfällige
hwerden durch geeignete Verfügungen der betheiligten Regierungen endlich beseitigt zu
, daß Allerhöchstdieselben aber die Einwirkung der Deutschen Bundesversammlung nur
o weit gut zu heissen vermögen, als selbe sich auf den Weg gütlicher Vermittlung
ränkt.

Indem daher die Königliche Gesandtschaft den in der 15. dießjährigen Sitzung vom
uni im Namen der Reclamations-Commission gemachten, überdieß auf eine bedenkliche

Weise motivirten Anträgen nicht beistimmen kann, glaubt sie jedoch das Vertrauen aussprechen zu dürfen, daß die geeignete Verwendung der Bundesversammlung für eine billige Berücksichtigung der Reclamanten bei Seiner Königlichen Hoheit dem Herrn Kurfürsten von Hessen gewiß eine geneigte Aufnahme finden, und den erwünschten Erfolg einer Befriedigung billiger Ansprüche und einer endlichen beruhigenden Erledigung dieser Sache herbeiführen werde.

Königreich Sachsen. Der Gesandte stimmt auf Befehl seines allerhöchsten Hofes dahin ab:

Die von dem letztverstorbenen Herrn Kurfürsten von Hessen verfügte Vindication der während der feindlichen Occupation seiner Lande veräusserten Domänen seines Hauses sey für rechtmäßig zu erachten, und in der unterm 14. Januar 1814 von ihm erlassenen Verordnung eine Hemmung der Justiz, welche die Bundesversammlung zu einer Einschreitung nach dem 29. Artikel der Wiener Schlußacte verbinde, keinesweges zu erblicken, in so fern den depossedirten Domänen-Erwerbern unbenommen bleibe, die ex capite versionis in rem ihnen zustehenden Entschädigungsansprüche, so weit sie sich damit fortzukommen getrauen, vor den Landesgerichten rechtlich auszuführen.

In Ansehung der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes aber und der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen Personen, welche dieser Regierung Cautionen bestellt haben, und derjenigen Westphälischen Staatsdiener, welche auf Versorgung oder Pension Anspruch machen, da wären die betheiligten Regierungen einzuladen, für die Beschleunigung der commissarischen Arbeiten, in so weit sie auf die Erledigung der bei der Bundesversammlung angebrachten Reclamationen sich beziehen, Sorge zu tragen und wenigstens sobald als möglich ausmitteln und feststellen zu lassen:

welche Forderungen der Reclamanten, in dem vorausgesetzten, aber noch nicht zugegebenen Falle, daß selbige rechtlich begründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anzusehen seyn würden?

und

in welchem Verhältnisse solchenfalls jede der betheiligten Regierungen zu Befriedigung derselben beizutragen haben werde?

damit hiernach die Reclamanten ihr vermeintliches Recht vor den betreffenden Landesgerichten geltend machen könnten, wenn eine aussergerichtliche Vereinigung darüber nicht zu erlangen wäre.

Hannover. Nach den vielfachen Aeusserungen, welche von meinem allerhöchsten Hofe in dieser in ihren Folgen so wichtigen Angelegenheit abgegeben sind, beziehe ich mich

diejenigen speciellen Erklärungen, die in den Protokollen der 30. Sitzung vom 30. Juli
l und der 15. Sitzung vom 5. Juni 1823 enthalten sind.

Was den gegenwärtigen Standpunct der Sache und der Abstimmungen betrifft, so
nt mir, in Hinsicht

I) der Domänenkäufer in Kurhessen, die von dem Kurhessischen Herrn Gesandten in
15. dießjährigen Sitzung geschehene Aeusserung nicht die Veranlassung zu einer weitern
ervention, oder zu dem Ausdrucke der Erwartung darzubieten, daß von Seiner König-
:n Hoheit eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer geschehe, mit welchen ein
iches Abkommen getroffen, und eine nähere Anführung der in den unerledigten Fällen
:r gütlichen Uebereinkunft entgegenstehenden Gründe.

Eine solche specielle Angabe würde in der That eine Art der Einlassung in sich be-
:fen, und eventuell auf eine weitere Intervention führen, als mit der von Kurhessen
) diesseitig behaupteten Incompetenz vereinbar erscheint.

Unter Staaten, die in freundschaftlichen Verhältnissen stehen, und mehr noch unter
ndesstaaten, können gegenseitige Mittheilungen geschehen, ohne gegenseitige Einmischung
begründen.

Solche Mittheilungen, wenn sie, auch in Fällen bestrittener Competenz, der Bundes-
sammlung zur Aufklärung und Beruhigung geschehen, können derselben nicht anders als
inschenswerth erscheinen.

Sollte aber in vertraulichen Mittheilungen dieser Art eine Veranlassung gefunden
rden, die Erwartung noch weiter gehender, specieller und für die Behauptung der In-
mpetenz mehr oder weniger präjudicirlicher Aeusserungen zu begründen; so würde daraus
cht die Folge entstehen, so wünschenswerthe Mittheilungen ausgeschlossen oder wenigstens
ihrer vertraulichen Offenheit beschränkt zu sehen.

In Hinsicht

II) der Forderungen an den aufgelösten Westphälischen Staatsschatz, der so genannten
Westphälischen Staatsschuld, der Erstattung der in Westphalen geleisteten Cautionen, und
r Ansprüche der Westphälischen Staatsdiener, ist bereits in der verehrlichen Kaiserlich-
öniglich-Oesterreichischen Abstimmung ausgeführt, wie für die gegenwärtige Lage dieser
ngelegenheiten, so wie der der Domänenkäufer, der Gesichtspunct einer Justizverweigerung
nzlich ausgeschlossen sey.

So wie nun an sich die Gegenstände des innern und äussern Staatsrechts nicht in
s Gebiet der Rechtsverwaltung hinübergezogen werden können, so wird die Regulirung
mmtlicher Westphälischer Angelegenheiten auch, in Hinsicht auf die hohe Bundesversamm-
ng, niemals unter dem Gesichtspuncte einer Justizverweigerung erscheinen können.

Es ist unter Beistimmung sämmtlicher allerhöchsten und höchsten Höfe, daß Seine Königliche Majestät auf dem Wiener Congresse von 1820 erklärt haben, daß Allerhöchstdieselben das Verhältniß in Beziehung auf das Königreich Westphalen, und den Grundsatz, daß jede Disposition über Staaten ohne rechtliche Wirkung bleibe, bevor sie durch Einwilligung des Landesherrn oder durch einen Friedensschluß bestätigt worden, nie auch nur per indirectum dem Ausspruch einer richterlichen Entscheidung unterwerfen könnten.

Dieses aber würde gleichwohl der Fall seyn, wenn unter dem Gesichtspuncte der Justizverweigerung eine Sache in die Cognition der hohen Bundesversammlung gezogen werden sollte, welche überhaupt und ganz allgemein, mit Einstimmung sämmtlicher Bundesstaaten, von der Competenz derselben eximirt ist.

Was die von den betreffenden Höfen angeordnete und am 20. Juni 1821 in Berlin zusammengetretene Commission Behuf Auseinandersetzung und Regulirung der aus dem vormaligen Königreiche Westphalen herrührenden verschiedenen Verhältnisse betrifft; so ist darüber, und über den Gesichtspunct, aus welchem dieselbe zu betrachten, bereits von mir die in dem Protokolle der 15. dießjährigen Sitzung enthaltene Anzeige geschehen.

Wenn die gegenwärtig darüber von der verehrlichen Königlich-Preussischen Gesandtschaft ertheilte Mittheilung sich auf eine einfache Anzeige beschränkte; so würde ich, den Befehlen meines Hofes gemäß, mich derselben auf das bereitwilligste angeschlossen haben.

In so fern aber

1) damit diejenigen Aeusserungen verbunden sind, nach welchen angenommen wird, daß eventuell eine Art der Justizverweigerung und eine Intervention der hohen Bundesversammlung in dieser Sache eintreten könnte, in welcher, zufolge ihrer speciellen Lage, beide überhaupt als gänzlich ausgeschlossen zu betrachten sind; und in so fern

2) der Antrag der Königlich-Preussischen verehrlichen Gesandtschaft auf eine von der hohen Bundesversammlung festzusetzende Frist gerichtet ist, nach deren Ablauf von den interessirten Staaten eine Nachricht zu geben sey, wie weit die Verhandlungen vorgerückt, damit alsdann beurtheilt werden könne, ob etwa der einer Justizverweigerung gleich zu achtende Fall vorhanden, und welcher Beschluß zur Remedur zu fassen sey?

bin ich zufolge der bestimmtesten Instructionen veranlaßt, gegen diese Aeusserungen und Anträge Namens meines allerhöchsten Hofes eine Verwahrung einzulegen.

Bekannt mit dem lebhaften und beständigen Wunsche des Königs, meines Herrn, Ihre Ansichten mit denen Seiner Königlich-Preussischen Majestät in Uebereinstimmung zu sehen, kann ich nur ungern eine Pflicht erfüllen, die mir die für mich unerwartete Verschiedenheit der Ansichten beider Ministerien in dieser Sache auflegt.

Es ist aber bereits in der 15. dießjährigen Sitzung von mir erklärt: Seine Königliche
ajestät könnten nie dazu stimmen, daß die Entscheidung über die, vor Entstehung des
utschen Bundes statt gefundenen, völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen den einzelnen, zu
n ephemeren Königreiche Westphalen gewaltsam gezogenen Provinzen der Bundesver-
mmlung beigelegt, oder von derselben einem zum Erkenntnisse gar nicht geeigneten Ge-
te übergeben werde; es müsse vielmehr allein Sache der Bundesstaaten selbst, welche
an ein Interesse haben, bleiben, sich darüber unter einander zu verstehen; und diese
rden sich dazu keinen Termin von dieser hohen Versammlung setzen lassen können.

Es bleibt mir also nur übrig, mich auf diese Erklärung in ihrem ganzen Inhalte
beziehen.

In Hinsicht der speciellen Mittheilungen, welche von der verehrlichen Königlich-Preuß-
hen Gesandtschaft über die in Berlin niedergesetzte Commission, und die Verhandlungen
selben, geschehen sind, bemerke ich, daß mir nur eine ganz generelle Nachricht darüber
orden ist. Es wird mir daher erlaubt seyn, für den Fall, daß vielleicht eine Erklä-
ng darüber von meinem Gouvernement erforderlich gehalten werden könnte, solche vor-
ehalten.

Würtemberg. Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft hat über die Com-
sionsanträge, in Betreff der Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des
gelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, nachstehende Erklärung abzugeben.

A) In Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer.

Die Königlich-Würtembergische Regierung vermag eine Competenz der Bundesversamm-
g zur Entscheidung der Ansprüche der Westphälischen Domänenkäufer nicht als begrün-
zu erachten. Möge der Gegenstand derselben die rechtliche Gültigkeit der von den recla-
enden Privaten mit der vormaligen Westphälischen Regierung geschlossenen Contracte, oder
Entschädigung seyn, welche sie an die jetzigen Regierungen wegen geschehener Zurückziehung
äusserter Domänengüter aus gültig erkannten Contracten machen; so stellen sich, in einem
in dem andern Falle, die erhobenen Ansprüche als solche dar, welche in Beziehung auf
ursprüngliches privatrechtliches Rechtsgeschäft von den Unterthanen jener Regierungen
en den Fiscus erhoben werden. Schon dieser ihrer Natur nach, können sie daher nur allein
rechtlichen Entscheidung der betreffenden Landesgerichte geeignet seyn.

Erst alsdann, wenn diese rechtliche Entscheidung verweigert oder gehemmt wäre, würde
Bundesversammlung obliegen, im Sinne des 29. Artikels der Schlußacte die gericht-
he Hülfe bei der betreffenden Bundesregierung zu bewirken. Als eine solche
mmung müßte übrigens jede der unbedingten Unabhängigkeit des richterlichen Urtheils,

sowohl über die Streitfrage selbst, als über die bei ihrer Entscheidung anzuwendenden Rechtsnormen in den Weg tretende Vorschrift oder gesetzliche Norm erscheinen, welche mit zurückwirkender Kraft auf die zu entscheidenden einzelnen Fälle entweder bereits erlassen wäre, oder fernerhin ergehen möchte.

Es dürften daher die Beschwerden und Ansprüche der Westphälischen Domänenkäufer an die zuständigen Landesgerichte zur unabhängigen rechtlichen Entscheidung zu verweisen und nur für den Fall der Hemmung oder Verweigerung derselben, die Beschwerdeführung bei der Bundesversammlung vorzubehalten, zugleich aber die betreffenden Regierungen einzuladen seyn, den Rechtsweg, da, wo es nicht bereits geschehen, mit Beseitigung aller Hindernisse zu eröffnen.

In Beziehung auf den zweiten Gegenstand des Commissionsantrages, welcher

B) die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamationen betrifft, welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener bei der Bundesversammlung angebracht wurden, hat sich zwar durch die schon unter dem 5. Juni d. J. von Königlich-Preussischer Seite gegebene vorläufige Auskunft über den damaligen Stand der Arbeiten der in Berlin versammelten gemeinschaftlichen Commission die Aussicht begründet, daß ein demnächst zu erwartendes Resultat jede weitere, in der Competenz der Bundesversammlung liegende Vorsorge überflüssig machen werde. So fern inzwischen einer entsprechenden Mittheilung hierüber dermalen noch fortdauernde Hindernisse im Wege stehen möchten, findet man ein im Sinne des Commissionsantrages an die betheiligten Regierungen zu stellendes Ersuchen eben sowohl mit den längst im Allgemeinen ausgesprochenen erhabenen Ansichten der betheiligten Regierungen, als mit den Sachverhältnissen in Uebereinstimmung, und zugleich dazu geeignet, um allem demjenigen Genüge zu leisten, was die Reclamanten in der gegenwärtigen Lage dieser Angelegenheit von einer Einwirkung der Bundesversammlung auf deren Erledigung zu erwarten sich berechtigt finden können.

Baden. Die Gesandtschaft ist angewiesen, so viel die Reclamationssache der Westphälischen Domänenkäufer betrifft, im Allgemeinen für die Verweisung der Reclamanten an die betreffenden Landesgerichte zu stimmen, dabei aber die Ansicht zu äussern, daß der Artikel 29 der Wiener Schlußacte, durch welchen die Competenz der hohen Bundesversammlung begründet erscheine, gehörig zu berücksichtigen sey.

Was die sub B des Commissionsberichtes berührten Gegenstände anlangt, so glaubt die Großherzogliche Regierung zuvörderst die Erklärungen der hierbei zunächst betheiligten höchsten Bundesglieder abwarten zu müssen, ehe sie sich über dieselben auszusprechen vermag.

Kurhessen. Was die Reclamation der vormaligen Käufer verschiedener Kurfürstlicher
ränen betrifft, so sey die Befugniß Seiner Königlichen Hoheit des hochseligen Kurfürsten,
zur Zeit der Wiedererlangung einer völligen Ausübung Ihrer Regierungsrechte wieder
ziehen, bereits mehrmalen zu Aufklärung dieser Sache der hohen Bundesversammlung in
eren Sitzungen, namentlich noch in der 15. d. J., von der Kurfürstlichen Gesandtschaft
rklich gemacht, und zugleich, daß über die anmaßlichen Beschwerden der Domänenkäufer
dieser Versammlung, als nicht competent, nicht cognoscirt werden könne, ausgeführt
den; man glaube daher einer weiteren Aeusserung hierüber sich dermalen enthalten zu können,
auch hierzu noch nicht angewiesen, und wolle sich selbige etwa nöthigen Falls noch vor-
lten; dieser Fall der Nothwendigkeit werde jedoch, nach dem, was bereits in der 15. Sitz.
. auch von der Königlich-Hannöverischen Gesandtschaft, und noch heute von der Kaiserlich-
iglichen Präsidialgesandtschaft vorgetragen und zum Protokolle gegeben worden ist — auf
he Abstimmungen man sich statt einer diesseitigen weiteren Erklärung nur würde beziehen
ten — wohl nicht eintreten.

Hinsichtlich des so eben von der Königlich-Preussischen Gesandtschaft in Beziehung
den befragten Gegenstand geschehenen Antrages:

daß nämlich die hohe Bundesversammlung Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten
durch Ihre Gesandtschaft den Wunsch ausdrücken lassen möge, diejenigen von den
Reclamanten, deren Beschwerden zufolge der Eröffnung in der 15. dießjährigen
Sitzung immittelst erledigt worden seyen, namentlich und speciell anher bekannt zu
machen;

ey dieser der Kurfürstlichen Gesandtschaft erst während dieser Sitzung zur Kenntniß
mmen, und sie würde also, der Regel nach, in dem Falle seyn, sich ihre Erklärung
auf noch vorbehalten und Instruction einholen zu müssen; sie, die Gesandtschaft, glaube
ch, nicht zuviel zu wagen, wenn sie jene Eröffnung in der 15. Sitzung, in so weit
gebrauchten Worte dieß nicht schon ergeben sollten, dahin erkläre, daß Seine König-
Hoheit nur die höchste Absicht gehabt hätten, die hohe Bundesversammlung von der
ücksichtigung ihrer Empfehlung in der Allgemeinheit in Kenntniß zu setzen, keines-
s aber damit eine Verbindlichkeit, die Einzelnen von den Reclamanten, welche zufrieden
llt worden, noch künftig namentlich angeben zu lassen, hätten nachgeben, oder die
petenz der Bundesversammlung, Höchstsie hierzu zu veranlassen, hätten anerkennen
en. Nach dieser Ansicht und Voraussetzung glaube aber Kurfürstliche Gesandtschaft,
einem weiter gehenden Ansinnen sich den von der verehrlichen Königlich-Preussischen
ndtschaft gewünschten Erfolg nicht versprechen und selbiges daher auch nicht ad referen-

dum nehmen zu können, müsse vielmehr dahin antragen, daß von einer dahin gerichteten Beschlußnahme abgestanden werde.

Was endlich die allgemeineren vermeintlichen Ansprüche der Westphälischen Gläubiger, Cautions-Reclamanten und Staatsbeamten betrifft, so sey die Kurfürstliche Gesandtschaft von der dermaligen Lage und dem Fortgange der deßfallsigen Verhandlungen zu Berlin nicht in der Maaße unterrichtet, um sich hierüber äussern zu können, halte aber diesen Gegenstand, mit der Königlich-Hannöverischen Gesandtschaft, zu irgend einer Einschreitung von Seiten der hohen Bundesversammlung nicht geeignet.

Großherzogthum Hessen. Ueber die Ansichten des Großherzoglichen Hofes in Betreff der Reclamationen mehrerer bei der Auflösung des Königreichs Westphalen betheiligten Personen, soll der Gesandte sich in folgender Abstimmung zum Protokolle erklären:

Was

I) die Domänenkäufer

angeht, so kann die Competenz dieser hohen Versammlung nur dann als begründet angenommen werden, wenn sie sich aus dem Artikel 29 der Wiener Schlußacte herleiten läßt.

Hiernach sind erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen eines jeden Landes zu beurtheilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen.

Hier liegt aber ein Gesetz vor, welches den Gegenstand zum Nachtheil der Reclamanten entscheidet, und dieses Gesetz ist, da in dem Kurfürstenthume Hessen der Souverain allein die gesetzgebende Gewalt hat, offenbar verfassungsmäsig entstanden. Will man also nicht den, nirgends bundesgesetzlich ausgesprochenen, exorbitanten und sich von selbst widerlegenden Satz aufstellen, daß die Bundesversammlung über die Gültigkeit oder Verbindlichkeit eines jeden in irgend einem Bundesstaate bestehenden Gesetzes zu urtheilen und zu verfügen befugt sey; so ist nichts einleuchtender, als daß es weder auf die, in dem Commissionsvortrag erörterte, innere Gültigkeit im Allgemeinen, noch darauf ankommen kann, ob die Form einer authentischen Interpretation oder rückwirkenden Kraft von der Gesetzgebungspolitik empfohlen werde; denn der Gebrauch dieser Form ist von dem Ermessen der gesetzgebenden Gewalt, mithin in dem Kurfürstenthume Hessen von dem Souverain abhängig. Es handelt sich hier auch keineswegs von Privatrechtsstreitigkeiten des Fiscus, sondern nur von staatsrechtlichen Verhältnissen desselben.

Was nach den vom Gesetzgeber erlassenen Bestimmungen Recht ist, muß als solches eben so, wie die, durch kein Rechtsmittel anzufechtenden, endlichen Aussprüche oberster Gerichte, respectirt werden, und Grundsätze des allgemeinen Staatsrechtes können bekanntlich nur in Ermanglung besonderer positiver Bestimmungen zur Anwendung kommen.

Es kann daher von Justizhemmung hier nicht die Rede seyn, wo es jedem frei steht,
n die Landesgerichte zu wenden, so gewiß und nothwendig es auch ist, daß die Gerichte
hren Entscheidungen an die verfassungsmäsig bestehenden Gesetze gebunden sind.

Liegt nun aber ein von der gesetzgebenden Gewalt ausgegangenes Gesetz vor — ist jedes
hende von dem Gesetzgeber erlassene Gesetz auch ein verfassungsmäsig bestehendes, und
es an den wesentlichen Voraussetzungen einer Justizhemmung; so fällt auch die Mög-
eit hinweg, die Competenz einer hohen Bundesversammlung hinsichtlich des befragten Ge-
andes bundesgesetzmäsig zu begründen.

Da übrigens Rücksichten der Billigkeit allerdings auf ein anderes Resultat führen
ien, als die hier allein entscheidenden Rechtsgrundsätze über die bundestägliche Compe-
, so konnte es dem Großherzoglichen Hofe nur zum Vergnügen gereichen, aus den Aeusse-
gen der Königlich-Preussischen Gesandtschaft (S. 237 des Prot.) zu ersehen, daß die,
Seiten aller betheiligten Staaten eingetretenen, commissarischen Verhandlungen auch auf
n Gegenstand wesentlichen Einfluß haben werden.

Was

II) die übrigen Gegenstände der Reclamation

ifft, so kann, da von Herzoglich-Braunschweigischer Seite der Rechtsweg eröffnet und
i erhalten wurde, von dieser Regierung keine weitere Rede seyn, sobald bei mit anderen
aten gemeinschaftlichen Verhältnissen, welche theilbar sind, ihr Antheil demnächst bestimmt
wird.

Uebrigens kann man allerdings irgend eine Einschreitung der Bundesversammlung zum
ecke, wenn auch nur zum eventuellen Zwecke einer gerichtlichen Entscheidung, nicht für
haft erkennen.

Daß eine solche Einschreitung nicht durch den Art. 30 der Wiener Schlußacte gerecht-
gt werde, beweisen die von der Königlich-Hannöverischen Gesandtschaft S. 238 und
des Protokolls angeführten, dabei statt gefundenen Verhandlungen. Daß auch der
29 die Competenz zum Behuf einer Einschreitung jener Art nicht begründe, ergiebt
theils aus dem, was eben über den Art. 30 bemerkt wurde, indem mit Gewißheit
inehmen ist, daß man sich nicht bei dem Art. 29 demjenigen unterworfen habe, welchem
i sich niemals unterwerfen zu wollen bei dem Art. 30 erklärte, theils aus dem, was
I. rücksichtlich der Domänenkäufer oben ausgeführt wurde, besonders daraus, daß die
hältnisse des Fiscus oder der Staatsregierung wegen Verbindlichkeiten, welche von
m aufgelösten, theils anerkannten, theils nicht anerkannten Gouvernement mögen con-
irt worden seyn, offenbar keinen privatrechtlichen Charakter an sich tragen; daß aber
Gesetzgebung, welche den Fiscus gerichtlichen Aussprüchen unterwirft, dieß auf privat-

rechtliche Verhältnisse beschränkt, und daß jede Ausdehnung einer solchen Unterwerfung auf Verhältnisse des öffentlichen Rechts eine für unabhängige Staaten unzulässige Unterordnung der ganzen Regierung unter die Aussprüche der Gerichtshöfe enthalten würde. Auf der andern Seite kann nicht mißkannt werden, wie hart das Geschick derjenigen Interessenten ist, deren in gutem Glauben und auf rechtliche Weise, vielleicht mit Aufopferung ihres ganzen Vermögens, erworbene Ansprüche nach zehnjährigem Zeitverlauf noch keine Entscheidung herbeigeführt haben: ob und wie sie zu ihrer Befriedigung gelangen können? Diese Ansicht hat ohne Zweifel das Zusammentreten einer Commission der betheiligten Regierungen zu Berlin am 20. Juni 1821 veranlaßt; in diesem Betracht, und gestützt auf die Erklärungen der Königlich-Preussischen und Königlich-Hannöverischen Gesandtschaften in der 30. Sitzung von 1821, glaubt man daher für eine Verwendung bei der Königlich-Hannöverischen, Kurfürstlich-Hessischen und Herzoglich-Braunschweigischen Regierung zu dem Ende stimmen zu können, daß die geeigneten Befehle zu baldthunlichster Beendigung der Arbeiten gedachter Commission ertheilt werden, zumal da von dem Königlich-Preussischen Gouvernement, nach der Erklärung der Königlichen Gesandtschaft vom 5. Juni dieses Jahres, schon so viel für diesen Zweck vorbereitet worden ist.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Die Königliche Gesandtschaft ist befehligt, über das wegen Regulirung des aufgelösten Königreichs Westphalen von Betheiligten angebrachte Gesuch, nachstehende Abstimmung zu Protokoll zu geben.

Nach den bestehenden Gesetzen kann die Bundesversammlung nur dann competent seyn, in die Beschwerde der Kurhessischen Domänenerwerber einzuschreiten, wenn der Artikel 29 der Wiener Schlußacte in Anwendung zu bringen ist. Hierzu ist erforderlich, daß eine verweigerte oder gehemmte Rechtspflege erwiesen werde. Im vorliegenden Falle ist dieses edoch nicht geschehen. Die Beurtheilung landesherrlicher Verordnungen kann nicht zur Competenz der Bundesversammlung gehören, und eine allgemeine, nicht für einen speciellen Fall gegebene Verordnung — hätte sie auch in favorem fisci eine rückwirkende Kraft — kann einer Justizverweigerung nicht gleich geachtet werden.

Aus den beiden Kurfürstlichen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 — von denen die erstere älter als die Bundesacte, beide älter als die Schlußacte sind — kann mithin eine Justizverweigerung nicht erwiesen werden. Die Bundesversammlung ist daher nicht competent, über die angebrachten Beschwerden irgend eine Entscheidung zu treffen, und die Reclamanten sind mithin von hier ab- und an ihre Gerichte zu verweisen.

In Ansehung der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes, der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, so wie derjenigen Personen, welche dieser Regierung Cautionen geleistet haben, und derjenigen Staatsdiener, welche auf Versorgung

Pension Anspruch machen, ist die Königliche Gesandtschaft ermächtigt, dahin zu stimmen:
die Bundesversammlung die betheiligten Regierungen ersuche, durch ihre Ausgleichungs-
mission in Berlin sobald als möglich ausmitteln und festsetzen zu lassen, welche Forde-
en, in dem vorausgesetzten, jedoch nicht zugegebenen Falle, daß selbige rechtlich begründet
n, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anzusehen seyn
en.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Gesandt-
t beruft sich in Betreff der Reclamationen der Westphälischen Domänenkäufer auf die
ts zu dem Protokolle der 16. dießjährigen Sitzung abgegebene Erklärung, und stimmt
Betreff der übrigen Westphälischen Angelegenheiten wie Oesterreich.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Eine von dem Kö-
ch-Preussischen Herrn Gesandten in der 15. dießjährigen Sitzung, bei Gelegenheit
Vortrages über die verschiedenen dießorts vorliegenden Gesuche der bei der Regulirung
Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen rc., ge-
bene Erklärung, hat die Aussicht eröffnet, daß durch die eingeleiteten und möglichst zu
bleunigen beabsichtigten commissarischen Verhandlungen, welche, zum Theil, über jene
genstände in Berlin eingeleitet worden sind, die Erledigung der Westphälischen Central-
gelegenheiten überhaupt, mit Einschluß der Domänen-Erwerbungen, wesentlich werde
rdert werden, und die Veranlassung gegeben, daß ich vor jetzt in der Hauptsache nicht,
nur dahin instruirt worden bin, den Wunsch auszudrücken, daß von dieser hohen
rsammlung einem definitiven Beschlusse in der Sache ein etwa sechsmonatlicher Anstand
eben werden möchte. Ich würde darum auch um so weniger entgegen seyn, wenn es
allen wollte, den eben vernommenen Antrag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft in
sehung der Domänenkäufer zum Gegenstand einer besondern Instructions-Einholung zu
chen, so wenig ich übrigens wegen meiner nicht in das Materielle eingehenden Abstim-
ng einen Beschluß dieser hohen Versammlung aufzuhalten gemeint bin.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover, und unter der Bemerkung, daß
Herrn Herzogs zu Braunschweig-Lüneburg Durchlaucht die Gesandtschaft ausdrücklich
gewiesen haben, Höchstdero vollkommene Beistimmung zu den in dem Protokolle der
dießjährigen Sitzung dargelegten Grundsätzen zu erklären und bei denselben fest zu
arren.

Seine Herzogliche Durchlaucht betrachten die Anerkennung einer entgegengesetzten Ansicht
für alle Staaten gefährlich, indem, wenn die Disposition einer usurpatorischen Regie-
ig über die Substanz des Eigenthums eines feindlich in Besitz genommenen Staates als
itsgültig anerkannt werden sollte, kein Staat im Falle eines Krieges vor den unseligen

Folgen eines solchen Grundsatzes gesichert seyn würde, und es nur eines kurzen Einfalls in dessen Gebiet bedürfte, um den angegriffenen Staat sogleich in seinem innersten Grunde zu erschüttern, wenn der feindliche General dazu schritte, das Staatseigenthum zu veräussern, und eine solche Veräusserung nachher als gültig anerkannt werden müßte.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff der aus den Verhältnissen des vormaligen Königreichs Westphalen herrührenden Reclamationen, hat der Großherzoglich-Mecklenburgische Bundestagsgesandte die Meinung seiner höchsten Höfe dahin auszusprechen:

I) in Beziehung auf die Domänenkäufe in Kurhessen:

daß für die Bundesversammlung — welcher überhaupt keine Befugniß zur Einmischung in die Gesetzgebung der Bundesregierungen zustehe, und eben so wenig die specielle Beurtheilung landesherrlicher Verordnungen competire — die in dem Artikel 29 der Wiener Schlußacte vorgesehene Justizverweigerung oder Hemmung bei den hier gedachten Reclamationen nicht wirklich vorliege, demnach die Bundesversammlung bei dem Vorwalten der vorangeführten Verhältnisse sich keine Einschreitungs-Befugniß zuerkennen könne, sondern die Reclamanten an ihre Gerichte zu verweisen habe, wobei jedoch auch zugleich an des Kurfürsten von Hessen Königliche Hoheit eine wiederholte generelle Empfehlung der Reclamanten, zur billigsten landesherrlichen Berücksichtigung, zu richten seyn möchte.

II) in Beziehung auf die aus andern Titeln der vormaligen Königlich-Westphälischen Verhältnisse (Staatsschatz, Staatsschuld, Cautionen, Pensionen oder Versorgungen) hergeleiteten Reclamationen:

daß Reclamanten auf die von den betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig zur Auseinandersetzung und Ausgleichung der Central-Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Westphalen gemeinschaftlich niedergesetzte Commission hinzuweisen wären, jedoch auch zugleich vorgenannten hohen Regierungen die Beförderung der von Ihnen beabsichtigten Ausmittlung, in Beziehung auf die hier gedachten Reclamanten, zu empfehlen sey.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Gesandtschaft ist durch die ihr zugegangenen Instructionen in den Stand gesetzt, über die vorliegende Angelegenheit folgendermaßen abzustimmen:

Ueber die Frage: ob die von Napoleon ihrer Lande gewaltsam beraubten Regenten die während der feindlichen Occupation veräusserten Domänen zurückzunehmen berechtigt gewesen? dürfte der Bundesversammlung kein Urtheil zustehen, weil hier von Regentenhandlungen die Rede ist, welche

a) vor der Abschliessung des Deutschen Bundes vorgenommen sind, und

b) in Ansehung deren keine beschränkende Uebereinkunft unter den Bundesgliedern besteht.

Gesetzt, man wollte aber auch dieses annehmen, so entscheiden doch die anerkannten
ındsätze des practischen Europäischen Völkerrechts so bestimmt für den Regenten, daß
:gen die Behauptungen einiger neueren Theoretiker nicht in Betracht kommen können.

Zwar tritt der Eroberer an die Stelle des vertriebenen Fürsten, sowohl in der Aus-
ıng der Souverainetät, als auch in der Benutzung des Staatseigenthumes. Allein
:rwirbt dadurch weder jene noch dieses, und wenn gleich die Unterthanen demjenigen
ırchen müssen, welcher Gewalt über sie hat; so wird doch durch die bloße Thatsache der
ıberung des Landes und der Vertreibung des rechtmäsigen Fürsten, das innige Band nicht
ıset, welches durch die Grundgesetze des Staates geknüpft ist. Zwar kann ein erobertes
ıd der Regierung nicht entbehren, aber dadurch, daß der Eroberer die Regierungsrechte
ıübt, wird er nicht rechtmäsiger Regent, und der leidende Gehorsam, dem die Unter-
nen sich nicht entziehen können, darf nicht weiter gehen, als die Nothwendigkeit heischt,
f insonderheit durch freiwillige, vielleicht selbst eigennützige Handlungen die
:nze nicht überschreiten, die die dem rechtmäsigen Fürsten schuldige Treue vorzeichnet.
: Unterthanen dürfen daher, so weit es von ihnen abhängt, zu Regierungshand-
gen des Eroberers nicht mitwirken, welche den Bestand des Staates und des
aatseigenthumes zu vermindern bezwecken, und der Ankauf von Staatsgütern,
che der Eroberer zu veräussern sucht, ist in der Regel von dem freien Willen des Käufers
ängig, folglich auch, während des feindlichen Besitzes eines Landes, in der Regel unerlaubt.

Es ist gewiß eine eben so grundlose, als gefährliche Lehre, daß die Eroberung eines
ıdes und die Vertreibung seines rechtmäsigen Fürsten eine Regierungsveränderung, nicht
ß der That, sondern auch dem Rechte nach, zur Folge habe, und daß daher sich
es eben so verhalte, als wenn eine rechtmäsige, feste Regierung bestände. Die Anhänger
er Lehre verwechseln die Ausübung mit der Erwerbung der Regierungsrechte, den
iegsstand mit dem Friedensstand, den feindlichen Besitz mit der rechtli-
n Regierungsfolge, da doch jener nur auf der Gewalt der Waffen, diese
in auf der Kraft des Rechts, welches man aus der Analogie der Verträge erklärt,
r auf der Wirklichkeit derselben beruht. Denn, wenn gleich das practische Völkerrecht die
ltigkeit einer bloß factischen Regierungsnachfolge auch in dem Falle anerkennt, wenn
vertriebener Fürst im Laufe der Zeit alle vernünftige Hoffnung der Wiederherstellung
loren; so bleibt doch der ausdrückliche Verzicht dieses Fürsten das einzige Mittel, welches
ı neuen Regenten und seinen Nachkommen volle Sicherheit gewährt, indem günstige
:ignisse verloren geglaubte Rechte immer aufs Neue beleben können.

Wenn nun der Eroberer durch das Glück seiner Waffen nur ein Benutzungsrecht an dem Grundeigenthum des eroberten Staates erlangt; so kann er auch darüber nicht willkührlich verfügen, noch dasselbe veräussern. Die Veräusserungen, welche er vornimmt, sind nichtig, und der rechtmäsige Fürst, welcher in den Besitz des Landes wieder eintritt, ist dadurch nicht gebunden, wenn er nicht bei seiner Wiedereinsetzung durch ausdrücklichen Vertrag sich dazu verpflichtet hat, oder wenn nicht ganz besondere Rechtsgründe ihn dazu verbinden.

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen haben nun durch keinen Vertrag die Verbindlichkeit, die Regierungshandlungen des feindlichen Besitzers, und namentlich dessen Veräusserungen der Hessischen Domänen, anzuerkennen, übernommen. Seine Königliche Hoheit haben demnach auch nur gethan, wozu Dieselben berechtigt waren, als durch eine Verordnung vom 14. Januar 1814 die während der feindlichen Occupation vorgegangenen Veräusserungen rc. für nichtig erklärt, und der Rentkammer befohlen wurde, sich wieder in den Besitz zu setzen. Der Besitznahme der Rentkammer konnten die Inhaber keine andern Titel entgegensetzen, als die sie von der Westphälischen Regierung erhalten hatten, welche aber für Seine Königliche Hoheit den Kurfürsten ohne verbindliche Kraft waren. Daß ein Königreich Westphalen gebildet worden war; daß dieses sich in regelmäsigen Formen eines geordneten Staates bewegte; daß Reichsstände, auch aus Kurhessischen Unterthanen gewählt, an der Regierung dieses Staates Theil nahmen; daß Ereignisse der Zeit das Vertrauen in den Bestand dieses Königreichs erwecken und befördern konnten: dieß alles vermochte nicht, dem rechtmäsigen Fürsten sein gutes Recht zu nehmen. Dieser hatte auf sein Land nicht verzichtet, und der ruhige Beobachter der Zeit mußte demselben Recht geben, wenn Er die Hoffnung seiner Wiederherstellung standhaft unterhielt.

Es ist sonach kein rechtlicher Grund vorhanden, die Gültigkeit der Verordnung vom 14. Januar 1814 anzufechten, worin die Zurücknahme der vom Feinde veräusserten unbeweglichen Güter ausgesprochen.

Ob und welche Rechtsgründe den Domänenkäufern hinsichtlich ihrer ex capite versionis in rem hergeleiteten Entschädigungsansprüche zur Seite stehen, haben die Landesgerichte zu beurtheilen, vor welchen die depossedirten Domänenerwerber ihre Ansprüche, in so fern sie sich damit durchzukommen getrauen, näher auszuführen haben.

Was die zweite Classe der Reclamationen betrifft, nämlich wegen der Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, der von der vormaligen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen, welche auf Zurückforderung der unter Westphälicher Regierung gestellten Cautionen, und endlich derjenigen, welche auf Versorgung oder Pensionirung Westphälischer Staatsdiener gerichtet,

wären die betheiligten Regierungen einzuladen, baldmöglichst ausmitteln und feststellen zu lassen:

1) welche Forderungen, im Falle, daß selbige rechtlich begründet, als Central-Verbindlichkeiten des vormaligen Königreichs Westphalen anzusehen?

und

2) in welchem Verhältnisse, unter gleicher Voraussetzung, jede der betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Central-Verbindlichkeiten beizutragen haben werde?

durch die einzelnen Reclamanten, in Entstehung aussergerichtlicher Vereinbarung, und ‹s eine rechtliche Entscheidung nothwendig, in den Stand gesetzt würden, ihr angebliches ‹cht vor den competenten Landesgerichten auszuführen. —

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe d Waldeck. Meine Durchlauchtigsten Committenten beklagen ausnehmend, daß die ‹ge der Westphälischen Domänenkäufer durch die Kurhessische Verordnung vom 31. Juli 18 wesentlich verschlimmert worden ist. Höchstdieselben glauben jedoch, daß eine Justiz-‹weigerung oder Hemmung, mithin die Competenz der Bundesversammlung zu Einschrei-‹ngen, so lange nicht dargethan und begründet sey, als jene Verordnung nicht auf frü-‹r rechtshängig gewordene Fälle angewendet werden und die Landesgerichte verhindern ‹l, über ein Gesuch auf Schadloshaltung zu erkennen.

Was die übrigen Ansprüche an die Gesammtheit des vormaligen Königreichs West-‹alen betrifft, so werden die deßfallsigen Reclamanten die unter den betreffenden Höfen ‹eits begonnenen commissarischen Unterhandlungen, deren möglichste Beschleunigung zu ‹inschen und zu empfehlen wäre, vorerst abwarten müssen.

Wenn die Königlich-Preussische Gesandtschaft in der 15. Sitzung wohlwollend äussert, ‹ß die Entscheidung dieser gemeinschaftlichen Reclamationen auch auf die Kurhessischen ‹mänenkäufer wesentlichen Einfluß haben dürfte, so würde solches doch voraussetzen, daß ‹ Ansprüche der Domänenkäufer von der deßfallsigen Commission gehört und erörtert ‹rden, in welchem Falle der Entscheidung deren Sache wohl noch einiger Anstand gege-‹n werden könnte.

Die freien Städte: sind der Meinung, was die Beschwerden der Westphälischen ‹mänenkäufer in Kurhessen betrifft, daß die Reclamanten von hier ab- und lediglich an Kurhessischen Landesgerichte zu verweisen sind.

In Beziehung auf die anderen Reclamationen in dieser Angelegenheit, halten sie dafür, ‹ß die betheiligten Regierungen zu ersuchen sind, die Arbeiten der in Betreff dieses Ge-‹standes in Berlin vereinigten Commission, so viel eher wie möglich, zu beschleunigen.

Präsidium. Die Mehrheit spräche sich dahin aus, daß die hohe Bundesversammlung in allen bisher bei ihr angebrachten Beschwerden wegen Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen nicht competent sey, weil nirgends eine Rechtsverweigerung dargethan wäre.

Das Königlich-Preussische Votum trage jedoch dahin an, noch zur Zeit, mit Umgehung der Competenzfrage und des Commissionsantrages überhaupt, dem Kurhessischen Hofe durch Vermittlung seiner Bundestagsgesandtschaft den Wunsch und die vertrauensvolle Erwartung auszusprechen, daß derselbe die in der 15. dießjährigen Sitzung abgegebene Erklärung, bei seinen damals ausdrücklich vorbehaltenen weiteren Aeusserungen, durch eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer, mit welchen ein gütliches Abkommen bereits getroffen worden, noch zu vervollständigen, und hinsichtlich der bisher nicht erledigten Fälle, die Gründe, die dem Abschlusse einer gütlichen Uebereinkunft noch im Wege stehen mögen, näher anzuführen, keinen Anstand nehmen werde, damit die Versammlung sodann ein Weiteres, sowohl über eine etwaige fernere Intervention in dieser Sache überhaupt, als auch über die Art derselben, beschliessen könne.

Präsidium wolle vor Allem vernehmen, ob dieser Vorschlag angenommen werde?

Auf die hierüber gehaltene Umfrage, äusserte sich die eminente Mehrheit, besonders im Hinblicke auf die von dem Kurhessischen Herrn Bundestagsgesandten so eben vernommene Erklärung, gegen den Antrag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft; es wurde daher in der Sache selbst durch Stimmenmehrheit

beschlossen:

1) Da die Kurfürstlich-Hessische Verordnung vom 14. Januar 1814 keine Justizverweigerung begründet, welche die Bundesversammlung zu einer Einschreitung nach dem 29. Artikel der Schlußacte verpflichten könnte, so hält sich dieselbe in der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer bundesgesetzlich nicht für competent; die Reclamanten werden daher mit ihrem Gesuche von der Bundesversammlung abgewiesen, und es glaubt dieselbe einer wiederholten Anempfehlung des allerdings rücksichtswürdigen Schicksals der Reclamanten an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten sich aus dem Grunde überhoben, weil, nach der von der Kurfürstlichen Gesandtschaft in der 15. dießjährigen Sitzung gegebenen Erklärung, mit mehreren Acquirenten solcher Domänen ein gütliches Abkommen theils getroffen worden ist, theils noch ferner mit voller Beruhigung erwartet werden kann.

2) Die Angelegenheit der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes und der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen, welche dieser Regierung Cautionen geleistet haben, und derer, welche auf Versorgung oder Pension Anspruch haben, ist in ihrer dermaligen Lage zu einer auf den 29. Artikel der Schlußacte

begründenden Einwirkung der Bundesversammlung gleichfalls nicht geeignet; indeß unter: die Versammlung nicht, durch die betreffenden Gesandtschaften die betheiligten Regiegen zur möglichsten Beschleunigung der Verhandlungen jener für diesen Zweck in Berlin einigten Commission vertrauensvoll einzuladen.

§. 165.

rtheilung einer Schuld des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münster.

(1. Sitz. §. 6 d. J.)

Baden. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist mit vorläufigen Instructionen über Vertheilung der Schuld des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das us Lindenkampf und Olfers zu Münster versehen, und ist bereit, dieselbe der zu dem huf dahier niedergesetzten besondern Commission mitzutheilen, sobald diese sich förmlich stituirt haben wird. Indem sie die hohe Bundesversammlung hiervon in Kenntniß setzt, ubt sie beifügen zu müssen, daß die Großherzogliche Regierung die Ernennung eines enen Commissärs aus dem Grunde umgangen hat, weil sie ihr Interesse durch eine chöpfende Erklärung der Gesandtschaft für hinreichend gewahrt erachten konnte.

Man kam überein, den hier anwesenden Mitgliedern der von den betheiligten Regiengen zu dieser Auseinandersetzung ernannten besondern Commission hiervon Mittheilung machen.

§. 166.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 92, einger. am 3. Dec., von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt des Handlungshauses Finkenstein u. Comp. zu Pforzheim, Bitte um hohe Entschliessung auf seine Vorstellung vom 4. Dec. vorigen Jahres.

Num. 93, einger. am 3. Dec., von den Gebrüdern Peter u. Reinhard Klippel und G Groß (nun dessen Witwe), zu Kamberg, gewesenen Leibgardisten des Kurfürsten von Trier, Bitte um hohe Vermittlung, daß ihnen der rückständige Sold, im Betrage von 2,293 Fl., als liquidirtes Guthaben an die Kurtrierische Landescasse ausbezahlt werde. Mit Anl. A bis F.

Num. 94, einger. am 3. Dec., von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten, Bitte um baldige Erledigung dieser Sache.

urden der betreffenden Commission zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 19.

Schreiben

des Königlich-Baierischen Oberappellationsgerichts zu München, als Austrägalgerichtshofes in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, wegen Uebernahme althessischer Landes- und Cameralschulden.

Hohe Deutsche Bundesversammlung!

Der hohen Deutschen Bundesversammlung legt das unterfertigte Oberappellationsgericht des Königreichs Baiern, als erwählter Austrägalgerichtshof in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, die Uebernahme eines verhältnißmäßigen Antheils von Schulden betreffend, das am heutigen Tage gefaßte Erkenntniß ehrerbietigst vor, und bemerkt hiebei gehorsamst, daß

a) dieses Erkenntniß den Anwälten der beiden Fürstenhöfe vorschriftmäßig eröffnet worden ist, und

b) daß das unterfertigte Oberappellationsgericht als Austrägalgerichtshof die in dem Bundestagsbeschlusse vom 16. Juni 1817, (Protokoll §. 231, Seite 468, Num. 5) vorgeschriebene Uebersendung der Acten an die hohe Bundesversammlung für itzt noch aus dem Grunde unterlassen zu müssen glaubt, weil ein eigentliches, den ganzen Streit endlich entscheidendes, Definitiv-Erkenntniß noch nicht gefaßt ist, vielmehr die Ausmittlung des Bestandes und des Betrages der Forderungen und Gegenforderungen erst noch zu geschehen hat, wonach auch der Zweck jener Actenübersendung, damit nämlich die hohe Bundesversammlung auf Befolgung des Erkenntnisses halten könne, zur Zeit noch nicht eintritt.

In tiefster Ehrerbietung erharren wir

Der hohen Deutschen Bundesversammlung

München den 4. Juli 1823.

unterthänigst gehorsamstes Oberappellationsgericht
des Königreichs Baiern als Austrägalgerichtshof.

Graf von la Rosée, Präsident. Graf von Arco, Präsident.

Haitinger, Secretär.

Beilage 20.

Im Namen und aus Auftrag des durchlauchtigsten Deutschen Bundes

von dem Oberappellationsgerichte des Königreichs Baiern, als erwähltem Austrägal-
htshofe in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, die
rweisung eines verhältnißmäßigen Antheils der althessischen Landes- und Cameralschul-
betreffend, zu Recht erkannt.

I. Die Landesschulden betreffend:

daß A) die von dem Herzoglich-Nassauischen Hofe der Klage entgegengesetzte Einrede
unrecht gewählten Beklagten, und die daraus hergeleitete Einrede der Nichtcompetenz
diesseitigen Austrägalgerichtshofes als ungegründet zu verwerfen sey;

daß B) es bei dem von Seite des Herzoglich-Nassauischen Hofes erfolgten Anerkennt-
der Verbindlichkeit, einen verhältnißmäßigen Antheil der althessischen Landesschulden zu
nehmen, sein Verbleiben habe, das Herzogthum Nassau folglich einen nach dem Ver-
nisse des Steuercapitals auszumittelnden Antheil der benannten Schulden, nebst den
dem 1. December 1802 davon fällig gewordenen Zinsen, zu übernehmen schuldig sey;

daß C) nach dem Anerkenntnisse des Großherzoglich-Hessischen Hofes, von dem an
Herzogthum Nassau übergehenden Antheil der Landesschulden ein verhältnißmäßiger
heil der am 1. December 1802 bestandenen Landes-Activcapitalien abzurechnen;

daß D) es dem Herzoglich-Nassauischen Hofe unbenommen sey, die zwar in Anre-
g, aber nicht erschöpfend zur Verhandlung gebrachten Gegenansprüche auf einen verhält-
mäßigen Antheil an den, am 1. December 1802 bestandenen, althessischen Landes-Reve-
n-Rückständen, Landes-Aerarial-Vorräthen, Landesanstalten, Stiftungen u. s. w. gegen
Großherzoglich-Hessischen Hof näher an- und auszuführen, — weßhalb

E) sowohl in Ansehung des Bestandes und des Betrages der hiernach von Nassau zu
rnehmenden Landesschulden, als in Ansehung der Nassauischen Gegenansprüche, im Falle
chen beiden Theilen eine gütliche Vereinigung nicht zu Stande kommt, von diesseiti-
Austrägalgerichtshofe, auf Anrufen des einen oder des andern Theiles, weitere recht-
Entschliessung erfolgen soll.

II. Die Kammerschulden betreffend:

A) daß das Herzogthum Nassau verbunden sey, von den althessischen, auf dem Kam-
vermögen der alten Landgrafschaft Hessen-Darmstadt erweislich am 1. December 1802
eine für die Regierungsnachfolger als solche rechtsverbindliche Weise bestandenen Kam-

merschulden einen verhältnißmäßigen, nach dem Domänenertrage auszumittelnden Antheil, mit den seit dem 1. December 1802 davon fällig gewordenen Zinsen, zu übernehmen;

B) daß von diesem Schuldenantheile, dem Anerkenntnisse des Großherzoglich-Hessischen Hofes gemäß, ein verhältnißmäßiger Antheil der in gedachtem Zeitpuncte bestandenen Cameral-Activcapitalien abzurechnen;

C) daß es dem Herzoglich-Nassauischen Hofe unbenommen sey, die noch nicht erschöpfend zur Verhandlung gebrachten Gegenansprüche auf verhältnißmäßige Theilnahme an den, am 1. December 1802 bestandenen, althessischen Kammer-Revüen-Rückständen, Kammer-Aerarialvorräthen, Staatsanstalten, Stiftungen u. s. w. gegen den Großherzoglich-Hessischen Hof näher an- und auszuführen, — weßhalb

D) sowohl in Betreff des Bestandes und des Betrages der an Nassau zu überweisenden Kammerschulden, als in Betreff der Nassauischen Gegenansprüche, im Falle nicht zu Stande kommender gütlicher Vereinigung, von diesseitigem Austrägalgerichtshofe, auf Anrufen des einen oder des andern Theiles, weitere rechtliche Entschliessung erfolgen soll.

Die auf die Verhandlung und Entscheidung des gegenwärtigen Rechtsstreites bisher erlaufenen Kosten, werden compensirt.

Entscheidungsgründe.

I.

§. 1.

Nach dem VII. Artikel des Lüneviller Friedens war denjenigen erblichen Deutschen Reichsständen, welche ihre auf dem linken Rheinufer gelegenen Besitzungen verloren hatten, auf dem rechten Rheinufer für jenen Verlust Entschädigung zu gewähren.

Zum Behufe der Regulirung dieser Entschädigung stellten Frankreich und Rußland dem Deutschen Kaiser und Reiche als Vermittler sich dar, und eine ausserordentliche Reichsdeputation trat zu Regensburg zusammen, versehen mit Reichs-Generalvollmacht, um das benannte Entschädigungswerk, mit und neben der Kaiserlichen Plenipotenz, einvernehmlich mit der Französischen Regierung, näher zu untersuchen, zu prüfen und zu erledigen.

Am 18. August 1802 überreichten die beiden Minister der vermittelnden Mächte der ausserordentlichen Reichsdeputation einen Entschädigungsplan, nach welchem dem Herrn Fürsten von Nassau-Usingen für das auf dem linken Rheinufer gelegene Fürstenthum Saarbrücken, für zwei Drittheile der Grafschaft Saarwerden, und für die Herrschaft Ottweiler, dann für die auf dem rechten Rheinufer gelegene Herrschaft Lahr, unter Anderen die Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau rc., — dem Herrn Landgrafen von Hessen-

mstadt aber für die auf dem linken Rheinufer gelegene Grafschaft Lichtenberg die
zischen Aemter Lindenfels und Otzberg, das Herzogthum Westphalen, die Mainzischen
ter Gernsheim, Bensheim rc. bestimmt waren.

Die Reichsdeputation nahm diesen Plan im Allgemeinen dergestalt an, daß sie sich
Modificationen vorbehielt, welche durch die einkommenden Reclamationen veranlaßt,
von der Reichsdeputation selbst zu erinnern für nöthig befunden würden.

Unter den Reclamanten war auch der Herr Landgraf von Hessen-Darmstadt.

Seine, bei den vermittelnden Mächten angebrachte, Reclamation hatte die Folge,
in dem, am 9. October 1802 von den Ministern der vermittelnden Mächte der Reichs-
utation übergebenen, neuen Entschädigungsplane dem Herrn Landgrafen von Hessen-
rmstadt für die Grafschaft Lichtenberg, für die Aufhebung seines Schutzrechtes über
tzlar rc. und für die Abtretung der Hessischen Aemter Lichtenau und Wildstädt, Katzen-
nbogen, Braubach, Ems, Kleeberg, Epstein rc., das Herzogthum Westphalen, ferner
Mainzischen Aemter Gernsheim, Bensheim, Heppenheim rc., und die in dem früheren
ne für Nassau-Usingen bestimmten Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau, Vilbel rc., —
n Herrn Fürsten von Nassau-Usingen aber für das Fürstenthum Saarbrücken rc.,
in für die Herrschaft Lahr die Mainzischen Aemter Königstein, Höchst rc., das Pfälzi-
Amt Kaub rc., die Hessischen Aemter Katzenellenbogen, Braubach, Kleeberg, letzteres
i von den Solmsischen Ansprüchen rc. zugewiesen wurden.

Dieser Plan wurde von der Reichsdeputation, und sodann von Kaiser und Reich ge-
hmigt und in den Deputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803 aufgenommen.

Wegen der an Nassau übergegangenen Hessischen Aemter Katzenellenbogen rc. verlangt
n das Großherzogthum Hessen, daß von den am 1. December 1802 auf der alten
ndgrafschaft Hessen-Darmstadt bestandenen Landes- und Kammerschulden ein verhältniß-
ßiger Antheil auf das Herzogthum Nassau überwiesen werde.

II.

§. 2.

In Betreff der Landesschulden hat

A) der Herzoglich-Nassauische Hof die Competenz des Austrägalgerichtshofes aus
m Grunde bestritten, weil Landesschulden Schulden der Unterthanen seyen, folglich nicht
n einer Forderung des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, sondern
n einer Forderung einer Corporation in Hessen gegen eine andere Corporation in Nassau,
mlich der Unterthanen der Hessisch gebliebenen Landestheile der alten Landgrafschaft Hessen
gen die Unterthanen der ehemals Hessischen, nunmehr Nassauischen Aemter, sich handle,

wonach der Rechtsstreit, in so fern jene Hessische Corporation klagend auftreten würde, nur an die Nassauischen Landesgerichte sich eigne.

Es ist jedoch diese Einrede als ungegründet zu verwerfen. Denn

a) Landesschulden sind Staatsschulden, von der Staatsregierung verfassungsmäßig auf den Credit der Landessteuercasse zu allgemeinen Staatszwecken aufgenommen.

b) Das eigentliche Subject des in Anspruch genommenen Rechtes ist der Hessische Staat, das eigentliche Subject der Verbindlichkeit der Nassauische Staat.

c) Der Großherzog von Hessen hat, als Oberhaupt und eben darum als Vertreter des Großherzogthums Hessen, das Recht und die Pflicht, die Ansprüche dieses Staates gegen einen andern Staat zu verfolgen. Auf dieselbe Weise steht dem Herzoge von Nassau das Recht und die Pflicht zu, das Herzogthum Nassau gegen die Ansprüche eines andern Staates zu vertheidigen.

d) In eben dieser Hinsicht werden in dem Deputations-Hauptschlusse die Deutschen Reichsfürsten als diejenigen benannt, denen die Entschädigungslande angewiesen wurden, und von denen somit auch die auf jenen Landen haftenden Verbindlichkeiten aus dem Staatsvermögen zu erfüllen sind.

e) Da dem zufolge hier — wo das Oberhaupt eines Deutschen Landes gegen das Oberhaupt eines andern Deutschen Landes Rechtsansprüche, welche aus einem Staatsverhältnisse entstanden, geltend macht — die Voraussetzungen gegeben sind, unter denen die Competenz des Bundes-Austrägalgerichtes begründet ist, so muß die gegen diese Competenz gerichtete Einrede verworfen werden.

§. 3.

B) 1) Der Herzoglich-Nassauische Hof hat — sowohl bei der Bundes-Vermittlungscommission, als insbesondere in den Streitverhandlungen, und zwar in der Exceptionsschrift §. 40, Seite 155 und 157, und in der Duplik §. 24, Seite 241 — die Concurrenz-Verbindlichkeit der abgetretenen, nunmehr dem Herzogthume Nassau angehörigen Landestheile zu den, ihrer Entstehung und Verwendung nach, als wahre öffentliche Schulden zu betrachtenden althessischen Landesschulden anerkannt.

2) Nach der Baierischen Proceßordnung, cap. 6, §. 11, bedarf es in dem Falle, wenn ein Geständniß des Beklagten vorliegt, eines weitern Schriftenwechsels nicht.

Darüber, daß wirklich ein verhältnißmäßiger Antheil der althessischen Landesschulden an Nassau übergegangen sey, sind die Parteien einig; es liegt dießfalls ein streitiges Rechtsverhältniß nicht vor.

3) Der Zusatz zu dem Geständnisse, daß nämlich die fraglichen Landestheile auch an dem gesammten althessischen Landesactivum verhältnißmäßigen Antheil zu nehmen

ugt seyen, kann nicht als Abläugnung einer zum Klagegrund gehörenden und als Be- gung des klägerischen Rechtes erscheinenden Thatsache betrachtet werden. Jener Zusatz det vielmehr eine selbstständige Behauptung, nicht zur Vernichtung, sondern nur zur rminderung des klägerischen Anspruches vorgebracht.

Nicht ein limitirtes Geständniß liegt daher vor, sondern gegen das zugestandene cht werden Gegenansprüche geltend gemacht.

Baierische Proceßordnung, cap. 6, §. 7; cap. 12, §. 1.
Lauterbach in collegio theor. pract., libr. 5. tit. 1. §. 21.

4) Diesemnach muß die Verbindlichkeit des Herzogthums Nassau, von welchem die getretenen Hessischen Aemter seit dem 1. December 1802 einen integrirenden Theil bil- , zur verhältnißmäßigen Uebernahme der althessischen Landesschulden, und zwar, da e auf dem steuerbaren Eigenthume haften, nach dem Verhältnisse des bei Hessen liebenen und des an Nassau übergegangenen Steuercapitals ausgesprochen werden;

5) da die Landesschulden mit den übergegangenen Landestheilen als Reallast ipso jure den neuen Besitzer der Letzteren übergiengen, der Civilbesitz aber mit dem 1. December 02 anfieng, so konnte auch rücksichtlich der Zinsen, so wie sie an die Gläubiger zu ent- ten sind, nicht anders, als so, wie geschehen, erkannt werden.

§. 4.

C) Der Großherzoglich-Hessische Hof hat anerkannt, daß von den auf Nassau über- nden Schulden die am 1. December 1802 bestandenen Staats-Activcapitalien verhältniß- ig in Abrechnung zu bringen seyen.

Bei diesem Anerkenntnisse muß es lediglich sein Verbleiben haben.

Angemessen ist es, daß von den Landesschulden die Landes-Activcapitalien in Ab gebracht werden.

§. 5.

D) 1) Der Herzoglich-Nassauische Hof hat, wie früher bei der Bundes-Vermitt- gscommission, so auch in der Exceptionsschrift, verschiedene Gegenansprüche eventuell in An- ung gebracht. Genannt wurden insbesondere Revenüenrückstände, Aerarialvorräthe, desinstitute, Stiftungen rc., ohne daß jedoch diese Ansprüche näher an- und ausgeführt, ohne daß in dem petito irgend ein eventueller Anspruch formirt worden wäre.

2) Auf das, was von dem Beklagten nur beiläufig erwähnt wird, darf ein mate- es richterliches Erkenntniß nicht gebauet werden.

Baierische Proceßordnung, cap. 6, §. 1.

3) Aber auch die Präclusion der nicht, oder nicht gehörig vorgebrachten Gegenansprüche findet nicht statt, weil selbst dann, wenn nicht von eigentlichen Gegenforderungen, sondern von Einreden sich handeln würde, im Falle einer angebrachten, gerichtsablehnenden, oder präjudiciellen Einrede, nach der Proceßordnung cap. 6, §. 3 eine Verbindlichkeit, den Streit zu befestigen, eben so wenig, als eine Verbindlichkeit, sämmtliche gemeine Einreden eventuell zugleich und auf einmal vorzubringen, für den Beklagten vorliegt.

4) Da klägerischer Seits bis jetzt weder eine genaue und umständliche Specification der althessischen Landesschulden vorgelegt, noch über den Rechtsbestand der einzelnen Passiven und über deren Gesammtbetrag irgend eine Verhandlung zwischen den Parteien gepflogen worden ist, so bleibt es nunmehr vor Allem den beiden höchsten Höfen überlassen, darüber sowohl, als zugleich über die Gegenansprüche des beklagten Theils, sich gütlich zu vereinigen. Kommt eine Vereinigung nicht zu Stande, so wird sodann in beiden benannten Rücksichten, auf den Antrag des einen oder des andern Theils, von diesseitigem Austrägalgerichtshofe verfügt werden, was Recht ist.

III.

§. 6.

In Betreff der Kammerschulden sind

A) beide Theile darüber einig, daß irgend ein Vertrag in Beziehung auf Schuldenüberweisung zwischen ihnen nicht geschlossen worden ist.

Um die Frage zu beantworten, ob der Großherzoglich-Hessische Anspruch durch ein Gesetz oder durch irgend ein anderes Rechtsfundament begründet werde? muß vor Allem untersucht werden,

AA) auf welche Weise die in Frage stehenden Hessischen Aemter von der alten Landgrafschaft Hessen-Darmstadt abgerissen worden, und auf welche Weise sie an Nassau gekommen sind? dann

BB) welches die Natur der Schulden ist, von deren Ueberweisung sich handelt?

§. 7.

Ad AA. 1) Nach dem Deputations-Hauptschlusse, §. 7, Absatz 2, wurden diese Aemter von dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt abgetreten.

Es ist indessen die Abtretung nur ein modus transferendi dominii. Welches Geschäft dieser Abtretung zum Grunde gelegen sey, das muß aus anderen Umständen ermessen werden.

Da der Großherzoglich-Hessische Hof selbst behauptet, daß für die Landgrafschaft Hessen der Besitz der Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau ꝛc. anstatt der von Darmstadt ent-

n Aemter Braubach, Ems x. sehr wünschenswerth gewesen sey, und da, auf Hessens illige Veranlassung, die benannten Mainzischen Aemter wirklich an Hessen, und die nten Hessischen Aemter wirklich an Nassau überwiesen worde— ind, so scheint die Ab- ng Kraft Tausches erfolgt zu seyn. Allein

2) die Abtretung geschah nicht in Folge eines Tauschvertrages zwischen Hessen Nassau. Denn

a) überall ist von einem solchen zwischen beiden höchsten Höfen abgeschlossenen Vertrage s ersichlicht.

b) Der Herzoglich-Nassauische Hof behauptet selbst, der Hessische Hof habe einen ch angeboten, das Anerbieten sey aber ausgeschlagen worden, und hierauf habe Hessen an die vermittelnden Mächte gewendet.

c) Eben so wird von des Beklagten Seite behauptet, Nassau habe sich, aller Prote- nen ungeachtet, zur Uebernahme der Hessischen Aemter genöthigt gesehen.

d) Entscheidend spricht gegen das Daseyn eines solchen Tausches, daß dem Nassauischen e irgend ein Dispositionsrecht über die, angeblich tauschweise an Hessen hingegebenen, nzischen Aemter nicht zustand. Zwar waren in dem ersten Entschädigungsplane diese ter dem Herrn Fürsten von Nassau-Usingen zugedacht. Aber was nur Plan, Pro- t oder Vorschlag ist, daraus kann man Rechte nicht erwerben, so lange nicht An- ne und allseitige Genehmigung des Planes erfolgt. Es wurde aber jener erste Plan der Reichsdeputation nur vorläufig und bedingt, mit Vorbehalt der in Folge der Re- ationen als nothwendig erscheinenden Modificationen, angenommen. Hoffnungen wur- durch denselben dem Herzoglich-Nassauischen Hofe gewährt, aber keine Rechte, welche hte selbst der, Nassauischer Seits erfolgte, bloß militärische Besitz der Mainzischen nter nicht zu begründen vermochte.

3) Jene Abtretung geschah aber auch nicht in Folge eines zwischen Hessen und den mittelnden Mächte zu Stande gekommenen Tauschvertrages. Denn

a) von einem solchen Vertrage, seinem Inhalte, Bedingungen x. ist überall keine ur zu treffen.

b) Rechtlich konnten auch die vermittelnden Mächte nur in der Eigenschaft als rmittler bei dem Entschädigungsgeschäfte sich darstellen. Rath hatten sie zu ertheilen, schläge hatten sie zu machen, welche sodann erst, durch die definitive Annahme von ten der Reichsgewalt, Kraft und Rechtswirksamkeit erhielten.

c) Daß Hessen die Hessischen Aemter nur unter der Bedingung der Erlangung der inzischen Aemter hinzugeben sich verbindlich gemacht, und daß insbesondere die vermit- den Mächte — vorausgesetzt, daß ihnen ganz freie Dispositionsbefugniß über die

geistlichen Staaten zugestanden wäre — zur Abgabe der Mainzischen Aemter an Hessen sich verbindlich gemacht haben, oder sich verbindlich haben machen können, dafür liegt nicht die geringste Anzeige vor.

d) Auch weiset der §. 7 des Hauptdeputations-Schlusses keinesweges dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt die Mainzischen Aemter für die Abtretung der Hessischen Aemter an. Für die Grafschaft Lichtenberg, für die Aufhebung des Schutzrechtes über Wetzlar, dann für die Abtretung der Hessischen Aemter rc. rc. werden das Herzogthum Westphalen, die Mainzischen Aemter, dann Pfälzische Aemter zur Entschädigung angewiesen.

e) Auf gleiche Weise erhielt auch der Fürst von Nassau-Usingen, nach §. 12, die mit den übrigen zur Entschädigung Ihm angewiesenen Gebieten und Gebietstheilen ganz in derselben Linie stehenden Hessischen Aemter nicht für die Mainzischen Aemter, auf welche ja Nassau noch gar keinen Anspruch hatte, sondern für das Fürstenthum Saarbrücken, für zwei Drittheile der Grafschaft Saarwerden, für die Herrschaften Ottweiler und Lahr.

Nicht sind daher die Hessischen Aemter durch Tausch an Nassau, und nicht sind die Mainzischen Aemter durch Tausch an Hessen gekommen.

4) Das wahre und eigentliche Verhältniß der Sache war vielmehr folgendes:

Eine Entschädigungsmasse war zu bilden.

Die Grundlage der Entschädigung war, gemäß der Rastadter Verhandlungen, Secularisation der geistlichen Lande.

Im Drange der Nothwendigkeit wurde jedoch diese ursprüngliche Grundlage auch auf Reichsstädte und Reichsdörfer, auf die Deutsche Hälfte des Ertrages von dem Rheinschiffarthsoctroi, und auf verschiedene Besitzungen und Einkünfte weltlicher Reichsfürsten ausgedehnt. Die Bildung der Entschädigungsmasse, und die nach dem Maaßstabe des Verlustes zu regulirende Vertheilung derselben, so wie die nähere Untersuchung, Prüfung und Erledigung aller auf das Entschädigungswerk Bezug habenden Gegenstände war der Deutschen Reichsgewalt, respective der Reichsdeputation, mit und neben der Kaiserlichen Plenipotenz, und einvernehmlich mit den vermittelnden Mächten, überlassen.

Die vermittelnden Mächte hatten hierbei die Vorschläge zu machen; die Vorschläge wurden der Reichsdeputation zur Berathschlagung und Prüfung vorgelegt; das Resultat der Prüfung ward der Kaiserlichen Plenipotenz und durch diese den vermittelnden Mächten — im Falle der erfolgten Genehmigung zur definitiven Ratification, im Falle der Nichtgenehmigung zur Abänderung und Umarbeitung des Vorschlages — zugestellt.

Durch die für vollständige Berichtigung des Entschädigungswerkes competente vereinte Reichsgewalt, einvernehmlich mit den vermittelnden Mächten, wurde die Gesammtentschä-

gsmasse gebildet; ihre Bestandtheile waren nicht bloß geistliche, sondern auch welt- Gebiete und Gebietstheile; beide wurden dergestalt amalgamirt, daß jede Ausscheidung ch unzulässig ist.

Angenommen selbst, daß die Reichsdeputation bei Bildung der Entschädigungsmasse r ertheilte Vollmacht erweitert habe; wie denn dieses auch in dem Kaiserlichen Rati- nsdecrete vom 27. April 1803, Absatz 6, berührt wurde, so hat

a) die Reichsdeputation alle Reclamationen der Reichsstände angenommen;

b) die Reclamationen konnten auch bei den vermittelnden Mächten selbst angebracht en;

c) die Reichsdeputation war hiernach berechtigt, die Einwilligung der Reichsstände, weit sie nicht reclamirten, insbesondere also auch in jene Erweiterung der Vollmacht, gegeben vorauszusetzen;

d) mit demselben Fuge konnte sie die Cession von weltlichen Gebieten und Gebiets- en in die Entschädigungsmasse veranlassen, oder genehm halten, und die abge- nen Landestheile, gerade wie die geistlichen Lande, als Entschädigungsobjecte en Hauptschluß aufnehmen; wie denn

e) der gebieterische Drang der Umstände an sich schon einen Rechtfertigungsgrund für , in Einverständniß mit den vermittelnden Mächten bewirkte, Erweiterung darbot, ei endlich

f) zu erwägen ist, daß jeder etwaige Mangel in Beziehung auf die Competenz der chsdeputation durch die nachgefolgte förmliche und vollständige Ratification von Seite sers und Reichs als vollkommen geheilt erscheinen müßte.

5) Hieraus folgt, daß die von Hessen, zwar aus freiem Willen, in der Voraus- ung der Erlangung eines besseren Entschädigungslooses, aber an die Entschädigungs- sse abgetretenen und von Nassau aus der Entschädigungsmasse erworbenen Aemter re Entschädigungslande sind, als welche sie denn auch der §. 12, verbunden mit Eingange von §. 1 des Deputationsschlusses, klar bezeichnet.

Durch diesen §. 12 und durch §. 7 wird zugleich nachgewiesen, daß Hessen die frag- en Mainzischen Aemter gerade so, wie das Herzogthum Westphalen, wie andere Main- e Aemter, wie die Pfälzischen Aemter Lindenfels ꝛc., und daß Nassau die fraglichen Hes- en Aemter gerade so, wie andere Mainzischen Aemter, wie das Pfälzische Amt Kaub ꝛc. lten, — dann daß Nassau nicht bloß die Hessischen Aemter, sondern auch mehrere ere, früher ihm nicht bestimmte Besitzungen, und im Ganzen überhaupt reichlichen atz des erlittenen Verlustes erhalten habe.

6) Darauf kann es übrigens nicht im Mindesten ankommen, ob und in welchem Verhältnisse etwa die an Nassau gekommenen Hessischen Aemter einen geringern Werth haben, als die an Hessen gewiesenen Mainzischen Aemter.

Abgesehen davon, daß jeden Falles nicht der geleistete Schadensersatz in einzelnen Theilen, sondern nur in seinem Totalbetrage beachtet werden könnte, so hat die competente Reichsgewalt, auf den Vorschlag der vermittelnden Mächte, die Entschädigungsloose der benannten beiden Fürstenhäuser auf rechtsverbindliche Weise definitiv festgesetzt. Angenommen muß werden, daß dieses, mit gerechter Würdigung aller obwaltenden Verhältnisse, auf eine den Forderungen der Gerechtigkeit vollkommen entsprechende Weise geschehen sey; und in keiner Hinsicht steht es dem Richter zu, über die größere oder geringere Bedeutendheit des dem einen oder dem andern Reichsstande im gesetzlichen Wege zu Theil gewordenen Entschädigungslooses eine Recherche anzustellen, oder einer solchen Recherche irgend einen rechtlichen Werth beizulegen.

7) Eben darum stellt es aber auch als völlig unerheblich sich dar, auf welche Weise das für Hessen günstigere Resultat des zweiten Entschädigungsplanes erwirket worden, da jedem Reichsstande das Recht, gegen den ersten, nur vorläufig und im Allgemeinen angenommenen, Plan zu reclamiren, ausdrücklich vorbehalten, und da Hessens Reclamation von den vermittelnden Mächten, und sodann auch von der Reichsdeputation, und von Kaiser und Reich als gegründet befunden ward.

8) Wenn endlich zwar der §. 45 des Reichsdeputationsschlusses von jenseits-rheinischen und ausgetauschten, dann von Entschädigungs- und eingetauschten Besitzungen spricht, und wenn auch aus den Protokollen der Reichsdeputation hervorgeht, daß der in demselben Paragraphen aufgenommene Vorbehalt der Familien-Successionsrechte durch den Fürstlich-Hessen-Casselschen Subdelegatus veranlaßt worden, so ist doch

a) in diesem §. 45 der Hessischen oder der Mainzischen Aemter keine Erwähnung gethan. Daß aber überhaupt die Besitzungen der Reichsstände gegenseitig ausgetauscht werden konnten, ist im §. 46 ausdrücklich gesagt.

b) Auch erhellet nicht bestimmt, ob der Ausdruck «jenseits-rheinisch» den Gegensatz von «ausgetauscht», und der Ausdruck «Entschädigungsobject» den Gegensatz von «eingetauschten Object» bilden soll.

c) Auf keinen Fall kann durch einen bei Behandlung eines ganz andern Gegenstandes gewählten Ausdruck das Rechtsverhältniß, wie es an sich ist, alterirt, vielmehr muß in jedem einzelnen Falle das Daseyn oder Nichtdaseyn eines Tauschvertrages nach dem, was vorgieng, beurtheilt werden.

Sind nun dem Allen zufolge die in Frage stehenden Hessischen Landestheile, auf Antrag Hessens, in die Entschädigungsmasse aufgenommen, und sind sie aus dieser ...e in der Eigenschaft von Entschädigungslanden an Nassau von der competenten ...sgewalt überwiesen worden, so fragt sich

ad BB) weiter, welches die Natur der Schulden ist, von deren Ueberweisung sich handelt?

1) Von Kammerschulden ist die Rede, das heißt, von Schulden, welche (nicht auf Chatoulle- sondern) auf das Kammervermögen, auf die Kammergüter auf...mmen oder verwendet worden sind.

2) Kammergüter sind, ihrer wesentlichen und hauptsächlichen Bestimmung nach, ...aatsgüter.

Die Deutschen Herzoge, Grafen und Bischöfe erhielten solche Güter aus den kaiser...en Domänen, um daraus den Aufwand für sich und ihre Familie, und für Ausübung ... ihnen übertragenen Aemter zu bestreiten: ausdrücklich wurden sie zu dem ...ecke der Bestreitung der Staatslasten verliehen.

Auch dann, als jene Herzoge, Grafen und Bischöfe die landesherrliche Gewalt erwar..., behielten die Kammergüter vorzugsweise die Bestimmung für Befriedigung der Staats...ürfnisse, und noch im 16. Jahrhunderte ward es durch die Reichsgesetze den Reichsfür...n nur aus besonderen Gründen gestattet, die Unterthanen um Hülfe und Steuer anzugehen.

Reichsabschied von 1530 §. 118; — von 1576 §. 11; — von 1654 §. 14 u. 180.
Wahlcapitulation, XV. 3.
Friese in praefat. ad jus doman.
Buri's Lehnrecht, Th. 1, S. 486.
Leist's Lehrbuch rc. §. 205.
Klüber's öffentliches Recht des Rheinbundes, §. 450 ff.

Ueberall war und ist es in den Deutschen Reichslanden dem Herkommen und den Ge...zen gemäß, daß von den Einkünften der Kammergüter die Staatsverwaltungskosten be...ritten werden müssen, und daß der Gebrauch dieser Güter für den Zweck der Staatsregie...ung bestimmt, und ihr Verbrauch durch die gesellschaftlichen Bedürfnisse des ganzen Staates ...chtmäßig bedingt ist.

3) Daß es in der alten Landgrafschaft Hessen anders gewesen, wurde von Nassau ...berall nicht nachgewiesen; vielmehr geht die Eigenschaft der Hessischen Kammergüter als ...taatsgüter aus den älteren zwischen den Landgrafen von Hessen abgeschlossenen Ver-

trägen, Erbvergleichen ꝛc. zur Genüge hervor, wie denn auch die Veräusserung der Kammergüter ohne Consens der Agnaten und ohne Bewilligung der Landstände, dann ohne redliche dringende Noth, oder des Landes augenscheinlichen Nutzen, nicht gestattet war, und selbst eine solche Veräusserung ohne Ueberweisung der Schulden nie hätte geschehen können.

4) Sind nun aber die Kammergüter (gegenüber von den Chatoullgütern) Staatsgüter, so müssen auch die Kammerschulden (im Gegensatze von persönlichen oder Chatoullgütern des Regenten) in die Classe der Staatsschulden gesetzt werden.

Wie alles, was zur Erhaltung des Staates nöthig ist, aus den Kammerintraden, so weit sie hinreichen, genommen werden muß,

Struben's rechtliche Bedenken, Th. 1, Bd. 1, §. 3.

eben so müssen auch die im eintretenden Falle der Nothwendigkeit auf die Kammergüter contrahirten Schulden, als auf dem Staatsvermögen haftend, folglich als Staatsschulden erklärt werden.

Eben darum wird aber wesentlich vorausgesetzt, daß eine solche Schuld, wenn sie auf den Charakter einer Staatsschuld als öffentliche Schuld Anspruch machen will, verfassungsmäßig zu einem Staatszwecke aufgenommen, oder doch, daß sie auf das Staatsvermögen verwendet worden sey, weil sie nur unter diesen Voraussetzungen mit dem Lande auf jeden Regierungsnachfolger übergeht, also dem Lande anhängig ist.

§. 9.

CC) Giengen nun die Hessischen Aemter als Entschädigungslande von Hessen an Nassau über, und haben die Schulden, von deren Uebertragung sich handelt, den Charakter von Staatsschulden, so muß von ihnen alles dasjenige gelten, was von Landen oder Landestheilen gilt, welche in Folge eines Friedensschlusses oder in Folge politischer Verhältnisse (nicht in Kraft besonderen Vertrages) an einen neuen Besitzer kommen.

1) Es gilt hier der stets anerkannte und stets befolgte völker- und staatsrechtliche Grundsatz, daß, wie die Gesammtstaatslast auf dem Staate und auf allen seinen Theilen haftet, so im Falle einer (nicht kraft specieller Convention) erfolgenden Trennung eines Theils des Staates vom Ganzen mit diesem Theile ein verhältnißmäßiger Antheil der gesammten Staatslast, folglich auch der Schulden auf den neuen Besitzer übergeht.

a) Schon das römische Recht hat den Grundsatz sanctionirt, daß bei einem Gesellschaftsverhältnisse, bei einer Communion, aller Gewinn und aller Nachtheil unter den Theilhabern jener Communion gemeinschaftlich sey,

L. 4. §. 3. D. de communi divid.

daß, nach Auflösung des Gesellschaftsverhältnisses, debita socialia, ex communione
ada vel in communem ariam versa von sämmtlichen Gesellschaftsmitgliedern ver-
ißmäsig übernommen werden müssen;

L. 27. 28. 82. D. pro socio.

denn bei Theilung einer res universalis, wie das Staatsvermögen unstreitig ist, —
um universitas, nomen civile, significans quid universum, compositum
nultis singulis, nec minus incommodis vel aere alieno, quam commodis et
e suo,

Lauterbach, disp. 136. th. 8.

Verbindlichkeiten, wie alle Vortheile und Nutzungen verhältnißmäsig zu vertheilen sind.

L. 3. pr. D. de bon. poss.

L. 10. D. de div. regul. jur.

b) Den völkerrechtlichen Grundsatz, daß bei Trennung eines Landes durch
ien Friedensschluß, oder durch politische Verhältnisse, die Staatsschulden
h demjenigen Verhältnisse, nach welchem jeder Theil des Landes bisher zu den Staats-
ten concurrirt hat, zu theilen seyen,

Hugo Grotius de jure belli et pacis, L. 2. c. 9. §. 10.

Moser von der teutschen Reichsstände Landen, Bd. 6, Cap. 3, §. 13, S. 1384.

Roth's Abhandlungen aus dem deutschen Staats- und Völkerrechte,
S. 218. 219.

ben auch die Deutschen Minister zu Rastadt im Jahre 1798 den, die Feststellung des
gentheiligen Grundsatzes in Anspruch nehmenden, Französischen Ministern mit Kraft ent-
gengesetzt, indem sie in der Note vom 18. Mai erklärten:

aa) «von jeher sey es allgemein hergebracht, daß Schulden, welche auf Ländern haften,
e durch einen Friedensschluß unter eine andere Botmäsigkeit kommen, von derjenigen
Macht übernommen werden, welche solche Lande erhalte; — — — Frankreichs Antrag lasse
h mit den Gründen des Völkerrechts und der Billigkeit nicht vereinigen; — — —

bb) «den eigentlichen Landesschulden seyen die Kammerschulden gleich zu
hten, die der Regent zum Besten des Landes contrahirt habe, und die
olglich wahre, von dem neuen Regenten zu übernehmende, Landesschul-
en seyen».

c) Von demselben — viel früher in dem Westphälischen Frieden, (Instr.
ac Monast. art. 11. §. 83. 84.) und später in der rheinischen Bundes-
cte, Artikel 29. 30, dann in vielen neuen Staatsverträgen, insbesondere in jenem zwi-

schen Frankreich und Nassau vom 12. März 1806 und in jenem zwischen Preussen und Nassau vom 31. Mai 1815 — zur Richtschnur genommenen Grundsatze, ist auch die Reichsdeputation zu Regensburg ausgegangen; indem dort als feststehend und den Grundsätzen der Gerechtigkeit und Billigkeit angemessen erachtet ward, daß jeder Beschädigte bei Ueberkommung seiner Entschädigungslande die auf denselben haftenden reellen Verbindlichkeiten übernehme, und daß dem zufolge die Staatsschulden — vorausgesetzt, daß sie auf eine für die Regierungsnachfolger verbindliche Weise contrahirt seyen — verhältnißmäsig auf den neuen Besitzer übergehen.

Insbesondere ward auch hier angenommen, daß nicht der Besitz der Specialhypotheken, indem diese nur als besonders begünstigte Sicherheit des Darleihers betrachtet werden können, sondern das Verhältniß der Concurrenz-Verbindlichkeit zur Bestreitung der Staatslasten als Maaßstab der Vertheilung zu gelten habe.

§. 10.

2) Der erwähnte, allgemein als gerecht anerkannte, völker- und staatsrechtliche Grundsatz liegt auch dem Hauptdeputationsschlusse vom 25. Februar 1803, §. 77 und 78, zum Grunde.

a) Seinem Wortlaute nach, enthält zwar der Hauptdeputationsschluß eine Bestimmung für den vorliegenden Rechtsstreit nicht, indem

der §. 47 nur eine Einleitung in die folgenden Dispositionen, nicht aber eine Disposition selbst, der §. 77 aber, obgleich in dem Vordersatze von Entschädigungslanden überhaupt sprechend, in seinem dispositiven Theile nur eine Bestimmung für geistliche, ganz von einem geistlichen auf einen weltlichen Regenten übergehende Lande, und

der §. 78 ebenfalls nur eine Bestimmung für geistliche, ganz aufgelöste und unter mehrere weltliche Regenten vertheilte Lande enthält. Allein

b) nicht mißkennen läßt sich, daß der angeführte, allgemeine, für alle Entschädigungslande in gleicher Kraft geltende, völker- und staatsrechtliche Grundsatz jene gerechten und angemessenen Bestimmungen der §§. 77 und 78 herbeigeführt habe.

Kann zwar bei weltlichen Landen, von denen nur ein Theil auf einen neuen Besitzer übergeht, nicht in demselben Maaße, wie bei aufgelösten geistlichen Staaten, gesagt werden, daß, zur Beruhigung der Gläubiger, der Schulden wegen Vorsehung geschehen müsse, indem die Gläubiger des weltlichen Staates so lange, als ihnen nicht ein anderer Schuldner bestimmt angewiesen wird, an ihren bisherigen Schuldner sich zu halten befugt sind, so ist doch zweierlei in Erwägung zu ziehen:

α) Nicht bloß um das Interesse der Gläubiger handelt sich, sondern ganz vorzüg- auch um das Interesse der Staatsunterthanen der ihrem vorigen Regenten ge- ienen Landestheile, deren Concurrenz-Verbindlichkeit zu den öffentlichen Lasten, insbe- sere zur Zahlung der, der Vergangenheit angehörenden, zum Besten des Staates, er damals bestand, contrahirten Schulden in eben dem Grade sich erhöhen würde, in chem die abgegangenen Landestheile davon befreit blieben.

β) Es ist aber jener Vordersatz des §. 77 wohl die Veranlassung, keinesweges r der rechtliche Grund der Bestimmungen der §§. 77 und 78.

Der wahre, eigentliche, innere, durchgreifende Grund dieser Bestimmungen ist kein an- er, als der völkerrechtliche Grundsatz, daß Staatsschulden als Reallast mit dem, kraft es Friedensschlusses oder kraft politischer Umwälzungen an einen andern Herrn über- enden Lande oder Landestheile ganz oder zum verhältnißmäßigen Theile ebenfalls ergehen.

Dieser Grund entscheidet für weltliche, wie für geistliche Lande, und entscheidet den Fall der Trennung einzelner Theile eines Landes vom Ganzen in gleichem Maaße, e für den Fall der Auflösung eines Staates.

Cf. L. 13. D. de legibus.

Lauterbach, Disp. 3. §. 3.

§. 11.

3) Daß von den Entschädigungslanden überhaupt dasjenige gelten soll, was r die an weltliche Regenten übergehenden geistlichen Lande ausdrücklich verfügt , das hat der Deputations-Hauptschluß selbst an mehreren Stellen unzweideutig zu er- nnen gegeben.

a) Einer eigenen ausdrücklichen Bestimmung bedurfte es in §. 38, zur Begründun r anomalen, allen Grundsätzen des Völkerrechtes geradezu widersprechenden, von den eutschen Ministern zu Rastadt, nach langem und kräftigem Widerstande, nur in dem ge- eterischen Drange der Nothwendigkeit endlich nachgegebenen Verfügung, daß die von den nseits-rheinischen Besitzungen herrührenden Schulden (mit Ausnahme der eigentlichen andesadministrations-Schulden) auf die von den Deutschen Reichsständen dieß- its zur Entschädigung erhaltenen Domänen und Renten zu übernehmen seyen.

Diese Ausnahmsverfügung — auf den Vorwand gegründet, daß rücksichtlich r Auslegung der Artikel 4 und 10 des Friedensschlusses von Campo-formio sich chwierigkeiten ergeben hätten, welche man nunmehr zu vermeiden suche — enthält rechend das Anerkenntniß, daß in der Regel die, kraft des Friedens an einen neuen rwerber übergehenden Lande und Landestheile mit Schulden übergehen. Nicht einmal

auf ihre alten Lande, sondern auf die zur Entschädigung erhaltenen Domänen und Renten haben nach §. 38 die entschädigten Reichsfürsten jene Schulden zu übernehmen, zum Beweise, daß man es für widerrechtlich hielt, die alten Lande mit der ganzen Schuldenlast, wie sie bisher bestand, zu beladen, während von denselben ein Theil der Landesbesitzungen getrennt, und dadurch der Umfang der Concurrenz-Kräfte verhältnißmäßig vermindert worden ist.

Recht auffallend würde insbesondere diese Widerrechtlichkeit in dem vorliegenden Falle seyn, wenn Hessen auf seine Lande

α) die Kammerschulden der Grafschaft Lichtenberg,

β) einen verhältnißmäßigen Theil der Mainzer Kammerschulden, und

γ) die ganze Masse der althessischen Kammerschulden

zu übernehmen und respective allein zu tragen hätte, während dem Herzogthume Nassau nur die von dem Fürstenthume Saarbrücken ꝛc. zurück zu übernehmenden Kammerschulden zur Last fielen.

Da übrigens der benannte §. 38 nur eine Ausnahme für links-rheinische, an Frankreich abgetretene Besitzungen enthält, so ist es einleuchtend, daß er auf die diesseits-rheinischen, an die Deutsche Entschädigungsmasse abgetretenen Hessischen Aemter in keiner Hinsicht gegen Hessen Anwendung finden könne.

b) Bei der allgemeinen Rechtswirksamkeit dieses Grundsatzes, hat es auch der Deputations-Hauptschluß nicht für nothwendig erachtet, bei Bestimmung der Entschädigung der beibehaltenen geistlichen Deutschen Reichsstände, insbesondere nach §. 26, des Fürsten Hoch- und Deutschmeisters und des Deutschen Ordens, dann des Fürsten Großpriors und des Deutschen Großpriorats des Malteserordens, der Schuldenübernahme wegen, ausdrücklich eine Verfügung zu treffen.

Von selbst verstand es sich nämlich, nach jenem Grundsatze, daß mit den überwiesenen Stiftern und Aemtern auch die Schulden auf jene Fürsten übergiengen, obgleich die §§. 77 und 78 den Fall, wenn geistliche Lande oder Landestheile — ganz oder zum Theil — an einen geistlichen Regenten übergehen, keinesweges wörtlich und ausdrücklich enthalten.

c) Derselbe völkerrechtliche Grundsatz ist auch den Bestimmungen des Deputations-Hauptschlusses in Ansehung der Kreisschulden §. 82 u. f. und in Ansehung der Kammerzieler §. 86 u. f. zu Grunde gelegen.

Ueberall ist anerkannt, daß die den Ständen des Reiches als Entschädigung zufallenden Reichslande die auf denselben haftenden Reallasten zu übernehmen haben.

)

d) Anhangsweise wird bemerkt, daß auch bei dem Reichskammergerichte, in
rkennung jenes Grundsatzes, die Verfügungen des Deputationsschlusses hinsichtlich der
ısionisten geistlicher Staaten auch auf Pensionisten weltlicher Lande für anwendbar
árt worden sind.

§. 12.

4) Da nun

a) die Hessischen Aemter nicht durch einen Tausch von Hessen getrennt und an Nassau
rwiesen, — da sie vielmehr, zwar auf Hessens Veranlassung, aber kraft höherer Ver-
zung der competenten Reichsgewalt, als Entschädigungsobjecte an die
ıtschädigungsmasse abgetreten und in dieser Eigenschaft, zur Entschädigung für
ı links-rheinischen Verlust, von Nassau übernommen worden sind, — da

b) die Kammerschulden, in so fern sie verfassungsmäßig aufgenommen oder doch zum
sten des Staates verwendet worden, wahre Staatsschulden sind, — da

c) die Ueberweisung eines verhältnißmäßigen Theiles dieser Schulden den mit den
stimmungen des gemeinen Civilrechtes über gleichartige Rechtsverhältnisse übereinstim-
nden Grundsätzen des Völker- und Staatsrechtes ganz angemessen ist, — da

d) der wörtlich nur von geistlichen, aufgelösten und vertheilten Landen sprechende
78 des Deputations-Hauptschlusses, wegen ganz gleichen Grundes und ganz ähnlichen
chtsverhältnisses, allerdings auch auf getrennte Theile eines weltlichen Reichslandes
gewendet werden muß, und

e) da diese Anwendbarkeit selbst durch den §. 38 desselben Hauptschlusses noch näher
gründet und bestärkt wird,

so sind dadurch zugleich die in diesen Beziehungen vorgebrachten Einreden des beklagten
ıeiles widerlegt; und übrig ist nur noch

§. 13.

5) die Einrede des angeblich von Hessen geleisteten Verzichtes. Daß ausdrücklich
f die gegenwärtig geltend gemachten Ansprüche verzichtet worden sey, wird nicht behauptet.
ıdurch soll jedoch der Verzicht begründet seyn, daß bei Uebergabe der Aemter kein Vor-
ıalt der Schulden wegen gemacht, — daß weder ein Theil des Militärs, noch ein Theil
Central-Staatspensionisten überwiesen, — daß alle Central-Staatsverbindlichkeiten nach
e vor erfüllt, — daß sogar die Zinsen noch bis September 1810 durchgängig fortbezahlt, —
s das ganze Hessische Staatsactivum behalten, und daß die Revenüen-Rückstände und
rarial-Vorräthe in den fraglichen Landestheilen erhoben und behalten worden seyen.

Allein, abgesehen von demjenigen, was schon im October und November 1802 zwischen
den Fürstenhöfen vorgieng, und abgesehen von dem, Hessischer Seits gemachten, allge-
inen Vorbehalte der Rechtsgeständigkeiten; so hätte

a) das Stillschweigen nur dann dem klagenden Theile Nachtheil bringen können, wenn das Recht der Schuldenüberweisung durch besondere Stipulation hätte begründet werden müssen. Ausserdem nutzt ein Vorbehalt da, wo kein Recht ist, nichts; die Unterlassung des Vorbehaltes da, wo der Anspruch an sich als begründet erscheint, präjudicirt nicht.

b) Nur ganz concludente, unzweideutige, keiner zweifelhaften Auslegung unterliegende Handlungen, vermögen einen stillschweigenden Verzicht zu begründen. Von dieser Art sind die angegebenen facta nicht. Keinesweges bestimmt und unbezweifelt läßt sich aus denselben die Hessische Anerkennung der Nassauischen Nichtverbindlichkeit zur verhältnißmäsigen Schuldenübernahme herleiten, um so minder, als gar nicht liquid ist, was Hessen ausser einem verhältnißmäsigen Schuldenantheile noch an Nassau zu überweisen, was dagegen Nassau von Hessen als Gegenforderung anzusprechen berechtigt ist, oder seyn kann.

c) Begründet insbesondere zwar die Fortzahlung der Zinsen die Vermuthung der Capitalzahlungs-Verbindlichkeit, so liegt doch darin die bestimmte Anerkennung dieser Verbindlichkeit um so weniger, als bei der früheren Illiquidität der Nassauischen Schuldenübernahme-Verbindlichkeit, und bei der Illiquidität insbesondere des zu übernehmenden Betrages, die Zahlung der Zinsen vom 1. Dec. 1802 an wohl auch in der Absicht geschehen konnte, um die — ursprünglich Hessischen — Gläubiger nicht das schuldlose Opfer politischer Umwälzungen werden zu lassen, wie denn der Austrägalgerichtshof selbst gegen Hessen, mit ausdrücklichem Vorbehalte der etwaigen Aufrechnung, auf provisorische Zinsenfortzahlungs-Verbindlichkeit erkannt hat.

§. 14.

6) Daß die Kammerschulden nach dem Verhältnisse des Domänenertrages zu übernehmen seyen, ist den Grundsätzen der Gerechtigkeit angemessen, da die Gutsrenten den Gutswerth bestimmen, und in dem §. 78 des Deputations-Hauptschlusses von demselben Grundsatze der Gerechtigkeit ausgegangen ist.

§. 15.

7) Daß nur von Uebernahme solcher Schulden die Rede seyn kann, welche auf eine für die Regierungsnachfolger als solche rechtsverbindliche Weise am Tage der Civilbesitznahme bestanden, ist bereits ausgeführt worden, und kann um so weniger zweifelhaft seyn, als eine Obliegenheit zur Uebernahme von Schulden, welche keine wahre Staatsschulden sind, überall nicht für den Erwerber eines Landes oder Landestheiles begründet seyn kann.

Der Deputationsschluß selbst — in §. 78 von derselben Ansicht ausgehend, und die Einreden gegen die Rechtsgültigkeit der einzelnen Schulden nicht ausschliessend — über-

nur solche Kammerschulden, welche, in der Eigenschaft allgemeiner Landes-
den, entweder Specialhypothek, oder doch Generalhypothek, oder versionem in rem
f dem Kammervermögen — für sich haben.

Den Beweis, welche Schulden der alten Landgrafschaft Hessen am 1. Dec. 1802 auf
igegebene rechtsverbindliche Weise bestanden, hat, nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen,
agende Theil zu führen.

§. 16.

3) Mit dem Tage der Civilbesitznahme beginnt, wie bei den Landesschulden, so auch
en Kammerschulden, Nassaus Zinsenzahlungs-Verbindlichkeit.

§. 17.

B) Bei Hessens Anerkenntnisse, daß von den zu überweisenden Schulden die Staats-
capitalien, wie sie in gedachtem Zeitpuncte bestanden, verhältnißmäsig abzurechnen
, muß es sein Bewenden haben.

Als angemessen erscheint es, daß von den Kammerschulden die Kammer-Activ-
italien abgezogen werden.

§. 18.

C) 1) Der Herzoglich-Nassauische Hof hat in der Exceptionsschrift Gegenforderungen in
egung gebracht, vorzüglich in der Absicht und zu dem bestimmt ausgesprochenen Zwecke,
darzuthun, daß der klagende Theil seinem ganzen Anspruche, wenn je ein solcher be-
den wäre, völlig entsagt habe.

Benannt wurden Aerarial-Vorräthe, Revenüen-Rückstände, Staatsanstalten, Stiftungen ꝛc.

Weder sind diese etwaigen Gegenansprüche bestimmt und deutlich angegeben, noch
sie in jure ausgeführt, noch ist in der Bitte ein specieller Antrag darauf formirt
rden.

2) Präclusion dieser Gegenansprüche findet nicht statt, weil — abgesehen davon, daß
und jede Concurrenz-Verbindlichkeit gänzlich in Abrede gestellt worden ist — nicht von
ntlichen Einreden, sondern von eventuellen Gegenforderungen sich handelt.

3) Vorbehalten muß es daher dem beklagten Theile seyn, diese Ansprüche noch geltend
machen.

§. 19.

D) Von dem klagenden Theile ist in Beziehung auf den Rechtsbestand, wie auf den
trag der althessischen Kammerschulden, überall nichts liquid gemacht.

Darüber, wie über die Gegenansprüche des beklagten Theiles, haben nunmehr die ... beiden höchsten Höfe entweder sich gütlich auszugleichen, oder, im Falle nicht zu Stande kommender Ausgleichung, die geeigneten rechtlichen Anträge diesorts zu stellen.

IV.

§. [illegible]

Der Ausspruch der Kostencompensation rechtfertigt sich durch die Baierische Proceßordnung cap. 17, §. 4, Num. 3.

München den 4. Juli 1823.



Oberappellationsgericht des Königreichs Baiern
als Austrägalgerichtshof.

Graf von la Rosée, Präsident. Graf von [illegible], Präsident.

[illegible] Frank.



Vier und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 11. December 1823.

In Gegenwart

ler in der drei und zwanzigsten Sitzung Anwesenden.

§. 167.

lgemeine bundesgesetzliche Principien und staatsrechtliche Theorien in Bundessachen betreffend.

ach Unterzeichnung des Protokolls der 23. Sitzung äusserte der Kaiserlich-König-
he präsidirende Gesandte, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen:

Die Schlußbemerkungen der in das eben abgelesene Protokoll niedergelegten Kaiserlich-
niglich-Oesterreichischen Präsidial-Abstimmung werden Einer hohen Bundesversammlung
Neuem die Ueberzeugung bestätigt haben, daß Seine Majestät der Kaiser, durchdrungen
ächt föderativen Gesinnungen, das Gedeihen dieses großen und mächtigen Bundes nur
n zur vollesten Beruhigung gesichert finden könne, wenn bei den Verhandlungen dieser
en Versammlung von solchen Grundsätzen ausgegangen wird, welche mit dem eigent-
en Bundeszwecke und mit dem zum allgemeinen Wohle so glücklich bestehenden Erhal-
gssysteme im Einklange stehen.

Diese Grundsätze haben dem Kaiser und seinen erhabenen Bundesgenossen bei allen
rhandlungen über die großen Fragen unserer Zeit zur unverrückten Richtschnur gedient,
die Aufrechthaltung und Befolgung derselben ist von den aufgeklärten Regierungen der
utschen Bundesstaaten längst als das einzige Mittel anerkannt, dem gemeinschaftlichen
terlande die höchsten Zwecke und die wesentlichsten Güter zu sichern.

Wir aber, denen die große und wichtige Aufgabe geworden ist, diese Zwecke zu för-
n und das, was die Bundes- und die Schlußacte als den gemeinsamen Willen aller
ndesregierungen ausgesprochen hat, auf die einzelnen, unsern Wirkungskreis betreffen-
Fälle im Sinne dieser Acte anzuwenden, wir können und dürfen uns nicht verbergen,
bei einem Vereine, so vielumfassend, so mannichfach berührend, und so neu, wie der
utsche Bund, wir unvermeidlich auf Schwierigkeiten, wohl auch auf Lücken in der
ndesgesetzgebung gerathen müssen. Jene zu heben, und diese zu ergänzen — beides aber im
nne des abgeschlossenen Vereins — ist unläugbar der schwerste Theil unserer Aufgabe.
konnte aber auch nicht fehlen, war bei dem, vorzugsweise den Deutschen eigenen, lobens-

würdigen Streben nach gründlicher Darstellung und wissenschaftlichem Forschen zu erwarten, und verdient wohl auch im Allgemeinen nur unsern Beifall, daß sich Schriftsteller und Gelehrte mit Studien des Bundesrechts, wie solches aus der neuern Bundesgesetzgebung hervorgeht, befaßt haben; es kann gleichfalls nicht befremden, daß nebst viel Gediegenem auch mancher Irrthum und manche falsche Theorien zu Tage gefördert wurden.

Aber eben darum, und weil die Anwendung der bestehenden Gesetzgebung und die fernere Ausbildung des Deutschen Bundes nur allein durch uns und durch die Instructionen unserer hohen Committenten bewirkt werden kann, wäre es bedenklich und verantwortlich, solchen Lehren in unserer Mitte irgend eine auf die Bundesbeschlüsse einwirkende Autorität zuzugestehen, und dadurch in den Augen des Publikums das System jener Lehrbücher zu sanctioniren.

Diese Ansicht ist es, welche mehrere hohe Höfe in der letzten Sitzung zu allgemeinen Bemerkungen hierüber veranlaßt hat. Das Präsidium bezweifelt nicht, daß die Bundesversammlung hierdurch sich zu einer solchen Erklärung aufgefordert finden werde, welche jenen Grundsätzen und diesen Ansichten entspricht.

Die hohe Bundesversammlung erklärte hierauf einstimmig: daß selbe in den hier entwickelten Grundsätzen nur ihre eigenen wieder gefunden habe, und daß sie, mit diesen im vollesten Einklange, von der festen Ueberzeugung durchdrungen sey, daß nur auf diesem Wege die Anwendung der bestehenden Bundesgesetze gesichert, die fernere Ausbildung der gemeinsamen Gesetzgebung im reinsten Sinne des Föderativsystems bewirkt, und den hohen Zwecken des Bundes genügt werden könne.

Die Bundesversammlung wird daher in ihrer Mitte jenen neuen Bundeslehren und Theorien keine auf die Bundesbeschlüsse einwirkende Autorität gestatten, und keiner Berufung auf selbe bei ihren Verhandlungen Raum geben; übrigens aber glaubt dieselbe, der hohen Weisheit sämmtlicher Bundesregierungen mit vollem Vertrauen die Fürsorge anheimstellen zu können, daß nicht auf ihren Schulen und Universitäten jene Lehren Eingang finden, und dadurch von dem eigentlichen Verhältnisse des Bundes falsche und unrichtige Ansicht aufgefaßt und verbreitet werde.

§. 168.

Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäsig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend.

(22. Sitz. §. 152 d. J.)

Kurhessen. Der Kurfürstliche Gesandte Herr Geheime Rath von Meyerfeld erklärte, daß er von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen worden sey, der bereits in der 3. Sitzung

Jahres 1819 (§. 20, Seite 44 — 48) von der verehrlichen Kaiserlich-Königlich-
erreichischen Gesandtschaft zu Protokoll gegebenen Abstimmung durchaus beizutreten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Durch den Beschluß der
n Bundesversammlung vom 12. October 1818, sind die im Jahre 1802 zur ausseror-
lichen Reichsdeputation vereinigt gewesenen Deutschen Höfe ersucht worden, über den
n und die Absicht des 24. §. des Reichsdeputations-Hauptschlusses, in Beziehung auf
Reclamation des Grafen von Hallberg, ihre Meinung auszusprechen, und zwar

1) ob die alldort festgesetzte Befriedigung der Reichsgrafen, welche durch unmittelbares
iet und auf dasselbe gelegte jährliche Renten regulirt und angewiesen wurde, ohne
iorität verstanden, oder auch noch nach geschehener Ausmittlung als classenweise
eordnet anzusehen sey, und

2) ob die dem Grafen von Hallberg angewiesene Rente von 6,880 Fl. auf den Abteien
ussenried und Weissenau, oder nur auf Schussenried, zu verstehen sey? —

Sämmtliche allerhöchste Höfe — mit alleiniger Ausnahme des Königlich-Würtember-
gen — haben sich dahin ausgesprochen:

ad 1) daß sie eine eigentliche Classification, um solche nach geschehener Ausmittlung
beizubehalten, für die zum Ersatz Berufenen nicht beabsichtigt haben, und folglich den
nten-Empfängern gleiche Berechtigung und gleiche rechtliche Sicherheit mit den Gebiets-
tzern zustehen dürfe; und

ad 2) daß die den Reclamanten zugewiesene Rente als ausschließlich auf Schussenried,
nicht auf Schussenried und Weissenau zusammen, für radicirt zu achten sey.

Seine Majestät der König glauben daher, daß der 24. §. des Hauptdeputations-
hlusses in diesem Sinne zu verstehen sey, und stehen nicht an, in weiterer Anleitung des
schlusses vom 12. October 1818, dahin zu stimmen, daß der Bundesversammlung Voll-
cht und Instruction zu ertheilen seyn werde, in dem ausgesprochenen Sinne den 24. §.
Deputations-Hauptschlusses zu erklären.

Da jedoch in dem erwähnten Beschlusse nur von einer Interpretation im Allgemeinen
Rede ist, nicht aber von einer practischen Anwendung derselben auf einen schon vorhan-
en speciellen Fall, daher nicht gemeint ist, das hier in Frage stehende Erkenntniß des Ober-
unals zu Tübingen derselben zu unterordnen, so wird dem Grafen von Hallberg es ledig-
zu überlassen seyn, ob und welchen Gebrauch er nach der bestehenden Königlich-Wür-
bergischen Gerichts- und Proceßordnung von dieser Erklärung machen zu können glauben
d.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: behielt sich seine Abstim-
ng vor.

§. 169.

Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, eine Forderung für die in den Jahren 1813 und 1814 an den Militärgebäuden daselbst verfertigten Arbeiten betreffend.

(19. Sitz. §. 120 d. J.)

Preussen. Die Königlich-Preussische Gesandtschaft findet sich auf ihre, in der 19. Sitzung dieses Jahres (§. 120) zugesicherte Verwendung für das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, von Seiten ihres allerhöchsten Hofes zu folgender Erklärung ermächtigt.

Der Reclamant liquidirte für Arbeiten, welche er in dem zu Mainz befindlichen Militärgebäude zum heiligen Grabe in den Jahren 1813 und 1814 ausgeführt haben will, schon ehe er sein darauf Bezug habendes erstes Gesuch bei dieser hohen Versammlung eingereicht hatte, im Jahre 1816, bald bei den Großherzoglich-Hessischen Behörden, bald bei dem Festungs-Gouverment daselbst, die Summe von 14,633 Francs 38 Cent. Da die Ausführung der Arbeiten, nach seiner eigenen Angabe, noch unter der Französischen Herrschaft erfolgt war; so mußte damals bei Beurtheilung der Forderung gleich die Frage entstehen, ob dieselbe nicht in Gemäßheit der Art. 19 und 20 des Pariser Friedensschlusses vom 30. Mai 1814, so wie des Art. 9 des Pariser Tractats vom 20. November 1815, gegen Frankreich zu richten sey. Die Großherzoglich-Hessischen Behörden hielten jedoch den Art. 30 des erstgedachten Friedensschlusses auf den Fall anwendbar, indem es dort heißt:

«Les sommes qui seront duês pour tous les travaux d'utilité publique non encore terminés ou terminés postérieurement au 31 decembre 1812 sur le Rhin et dans les départemens détachés de la France par le présent traité, passeront à la charge des futurs possesseurs du territoire, et seront liquidées par la Commission chargée de la liquidation des dettes des pays» —

sie glaubten, die von dem Maurermeister Roos besorgten Arbeiten unter die, in diesem Artikel genannten, «travaux d'utilité publique», welche erst nach dem 31. Dec. 1812 beendigt worden, rechnen zu müssen, und verwiesen daher den Reclamanten an den Besitzer der Festungswerke, oder an das, dessen Stelle vertretende Festungs-Gouvernement.

Daß letzteres unter den statt findenden Verhältnissen weder über die Anerkennung noch über die Verwerfung des Anspruchs einen Beschluß fassen konnte, versteht sich von selbst.

Auch den an die Bundesversammlung gerichteten Gesuchen des Reclamanten ist der Artikel 30 des Pariser Friedensschlusses vom 30. Mai 1814 zum Grunde gelegt. Es

ıt daher vor allen Dingen näher geprüft zu werden, ob in der That dieser Artikel
e Forderung des ꝛc. Roos anwendbar sey oder nicht. Im erstern Falle würde der
thümer der Festungswerke, in andern, nach Art. 19 und 20 desselben Friedensschlusses
ıach Art. 9 des spätern Pariser Tractats, die Französische Regierung, welche die
en hat besorgen lassen, oder gegenwärtig, in Folge der mit Frankreich wegen einer
onal-Summe für die Privat-Reclamationen unterm 25. April 1818 abgeschlossenen Con-
n, die Großherzoglich-Hessische Regierung, als Landesherrschaft des ꝛc. Roos, welche
hrer Quote von jener Aversional-Summe auch die Pflicht der Befriedigung desselben
ommen hat, zu der letzteren verbunden seyn.

Wahr ist es, daß im Laufe der Liquidations-Verhandlungen, welche zur Ausführung
Convention vom 20. November 1815 in Paris statt fanden, die Anwendbarkeit des
30 des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 auf Forderungen von der Natur, wie
Forderung des ꝛc. Roos ist, von den Königlich-Französischen Commissarien behauptet
e; nicht minder ist es aber ausgemacht und durch Conferenz-Protokolle des Comité's
vereinigten Liquidations-Commissarien zu erweisen, daß die Commissarien aller verbündeten
hte, in völliger Uebereinstimmung mit einander, die Anwendbarkeit jenes Artikels stets
itten, und Forderungen von der Kategorie als der Anspruch des ꝛc. Roos ist, für
dationsfähig gegen Frankreich gehalten haben. Ob und aus welchen Gründen man
nwärtig von dieser letztern Ansicht sollte abgehen und den Eigenthümer der Festung zur
riedigung jenes Ausspruchs für verpflichtet achten können, scheint allerdings zweifelhaft.
definitiven Erledigung der Reclamation des ꝛc. Roos bedarf es hierüber einer Ent-
dung, welche, bei den hinsichtlich der Bundesfestung Mainz statt findenden Verhältnissen,
Bundesversammlung zusteht. Sollte der entscheidende Beschluß derselben dahin
fallen, daß der Art. 30 des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 für anwendbar zu
ten, und daher der Eigenthümer der Festung zur Zahlung verbunden sey; so würde
e hohe Versammlung unter den eben erwähnten Verhältnissen auch noch darüber zu be-
hen haben, aus welchen Fonds die Zahlung zu bewirken sey; eine Berathung, die freilich
dann erst mit Erfolg anzustellen seyn wird, wenn sich die in Verhandlung stehende An-
egenheit der Bundesfestungen überhaupt weiter entwickelt hat, und die Uebergabe der
tern an den Bund förmlich erfolgt ist.

Jedenfalls muß Preussen unter diesen Umständen seiner näheren Erklärung über den
spruch des ꝛc. Roos zur Zeit noch Anstand geben, und sich in Folge obiger Bemerkungen
den Antrag beschränken, daß die angeregte Frage über die Anwendbarkeit des mehrer-
hnten 30. Artikels im gegenwärtigen Falle erst noch zu einer genauern, die künftige Ent-
idung vorbereitenden und erleichternden Prüfung und Begutachtung an die Reclama-

tions-Commission zurückgewiesen werde, welche hierzu mit Nutzen von mehreren Materialien wird Gebrauch machen können, deren Mittheilung die Königlich-Preussische Gesandtschaft sich noch vorbehält.

Oesterreich: schließt sich dem Königlich-Preussischen Antrage, daß diese Sache der für die Begutachtung der Eingaben aufgestellten Commission zu einer nochmaligen Erörterung zu übergeben sey, um so mehr an, als die in der Preussischen Erklärung enthaltenen factischen Aufschlüsse der Bundesversammlung bisher unbekannt waren, und allerdings geeignet sind, um über die bisher als unbestritten angenommene Voraussetzung, daß die fragliche Forderung nicht dem Großherzogthume Hessen, sondern dem Eigenthümer der Festung zur Last falle, Zweifel zu erregen.

Sollte aber auch das Resultat dieser Erörterung dahin ausfallen, daß die Forderung von dem Eigenthümer der Festung Mainz zu befriedigen sey; so würde, nach diesseitigem Dafürhalten, selbst in diesem Falle, die Befriedigung der vorliegenden, so wie der bereits angebrachten übrigen Forderungen ähnlicher Art, immer so lange aufgeschoben bleiben müssen, bis die Festung Mainz vom Bunde übernommen, das Comptabilitäts-Verhältniß derselben auseinandergesetzt, und überhaupt das Princip ausgesprochen seyn wird, nach welchem Forderungen dieser Art zu behandeln und aus welchen Fonds und unter welchen Modalitäten sie zu berichtigen seyn werden.

Hierauf wurde

beschlossen:

beide Erklärungen an die Reclamations-Commission abzugeben, welcher überlassen bleibe, sich jene Aufklärungen, die sie zur Erörterung und zum Vortrage dieses Gegenstandes für nothwendig erachte, von der Großherzoglich-Hessischen Bundestagsgesandtschaft zu erbitten.

§. 170.

Forderung des N. Geißler, wegen Arbeiten für die Festung Mainz.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen, legte hiernächst eine ihm von dem Königlich-Französischen bevollmächtigten Minister, Herrn Grafen Reinhard, übergebene Note vom 27. v. M. vor, womit derselbe die schon in einer früheren vertraulichen Mittheilung angeregte Forderung eines Königlich-Französischen Unterthanen, N. Geißler, an den Mainzer Festungsfond zu gleichgünstiger Behandlung mit der im vorstehenden §. erwähnten Forderung des Maurermeisters Roos empfiehlt.

Der präsidirende Herr Gesandte äusserte die Meinung, daß dem Herrn Grafen Reinhard
: Anstand ganz gleiche Behandlung der Geißlerischen Forderung zuzusichern, zugleich
, in Folge der von der Königlich=Preussischen Bundestagsgesandtschaft erhaltenen Auf=
ung, demselben zu bemerken, daß jene des Maurermeisters Roos noch nicht als eine
uld des Festungsfonds anerkannt sey.

Sämmtliche Stimmen waren mit diesem Antrage vollkommen einverstanden.

§. 171.

Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse.

(21. Sitz. §. 136 d. J.)

Oesterreich. Seine Majestät der Kaiser sehen die Befriedigung derjenigen Forde=
gen, welche an die Reichsoperationscasse gestellt werden, oder das gesammte ehemalige
ıtsche Reich betreffen, in so weit deren Richtigkeit erwiesen ist, für eine strenge Gewissens=
cht an, und halten vor Allem eine ordentliche Liquidation der seit geraumer Zeit zur
rache gebrachten Privatforderungen an die Operationscasse, sodann eine diesem Grundsatze
sprechende Tilgung derselben für eine nothwendige Folge dieser Verpflichtung.

Se. Majestät werden daher bereitwilligst jedem Beschlusse entgegen kommen, welcher
Befriedigung jener Forderungen in der angegebenen Art bewirken kann, und Allerhöchst=
selben wünschen nur, daß die dem Oesterreichischen Staate zuzuweisenden Forderungen,
so weit es nach der strengsten Gerechtigkeit seyn kann, Gläubiger, die Oesterreichische Un=
thanen sind, betreffen mögen.

Preussen: bezieht sich auf seine Abstimmung in der 1. Sitzung vom 10. Januar 1822

Baiern: behält sich seine Abstimmung vor.

Königreich Sachsen: hat bereits in der 21. Sitzung vom 30. Mai 1821, §. 154=
jestimmt.

Hannover: stimmt dahin, daß die in dem letzten Commissions=Vortrage aufgestell=
Grundsätze der Liquidation zum Grunde zu legen seyen, und behält sich in Hinsicht
Modalitäten der Zahlung die demnächstige Erklärung vor.

Würtemberg: behält sich seine Abstimmung vor.

Baden: befindet sich noch ohne Instruction.

Kurhessen: gleichfalls.

Großherzogthum Hessen: bezieht sich auf seine schon in der 33. Sitzung vom
. December 1821, §. 254, zu Protokoll gegebene Abstimmung.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: ist noch nicht instruirt.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Da diesseitige Gesandtschaft in dem Sinne ihrer bestimmten Instructionen hier nur ihre, bereits in der 30. Sitzung v. J. 1819 zu Protokoll gegebene, ausführliche Erklärung über diesen Gegenstand zu bestätigen hätte, so begnügt sie sich um so lieber, dermalen bloß darauf hin zurückzuweisen, als Seine Majestät der König sich nur ungern in dem Fall sehen, im Widerspruche mit was immer für einer ausserdem im Allgemeinen allerdings wünschenswerthen Maaßregel, Allerhöchstihr unbestreitbares besonderes Recht wiederholt geltend zu machen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Man tritt im Wesentlichen dem bei, was in dem, in der 17. Sitzung vom 12. April 1821 über die Befriedigung der Privatgläubiger der ehemaligen Reichsoperationscasse abgelegten, sehr dankenswerthen Commissions-Vortrage §. 3 über den Schluß der Rechnung über Forderungen an besagte Casse und Nichtberücksichtigung später angebrachter, ingleichen §. 4 bis 15 über einige andere Puncte zu erkennen gegeben worden ist; behält sich jedoch über das jenen Gläubigern für ihre klar gemachten Ansprüche zu Gewährende selbst — was übrigens nach der sehr treffenden Bemerkung der Königlich-Preussischen allerhöchsten Regierung (Seite 19 und 20 der Protokolle von 1822) nach dem Gutfinden jedes einzelnen Staates, wie eine andere Staatsschuld behandelt werden dürfte — die Erklärung bis zu dem Zeitpuncte vor, wo das Maaß der Forderungen überhaupt zu übersehen möglich ist, und schließt sich, zur Erreichung dieses letztern Zweckes, der Abstimmung des Herrn Gesandten der freien Städte (§. 82 der 12. dießjährigen Sitzung) an, indem man zugleich die Theilnahme an den, nach dem Maaßstabe der bisherigen provisorischen Matrikel auszutheilenden Beiträgen, noch darauf bedingt, daß solche auch von allen übrigen Deutschen Bundesstaaten geleistet werden.

Braunschweig und Nassau: behält sich seine Abstimmung vor.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff des in der 17. förmlichen Sitzung des Jahres 1821 zum Vortrage gekommenen und durch gleichzeitigen Beschluß zur Instructions-Einholung verstellten Commissions-Gutachtens, die Befriedigung der Privatgläubiger der ehemaligen Reichsoperationscasse betreffend, ist Gesandter angewiesen, den von der Commission entwickelten Ansichten und darauf gegründeten Anträgen dermaßen beizutreten, daß vor Allem erst die Liquidität der Forderungen, nach Maaßgabe der in besagtem Gutachten aufgestellten Grundsätze, zu prüfen und festzustellen, und sodann erst zur definitiven Beschliessung hinsichtlich des Zahlungsmodi vorzuschreiten wäre, indem die Resultate solcher Prüfung über Ursprung und Beschaffenheit der einzel-

rderungen auch die beste Anleitung über die Art und Weise der Befriedigung an
nd geben dürften.

lldenburg, Anhalt und Schwarzburg. In Folge des in der 17. Sitzung
ahr 1821 erstatteten Commissions-Vortrages, die Befriedigung der Privatgläubiger
emaligen Reichsoperationscasse betreffend, und der darauf beschlossenen Instructions-
ung, ist die Gesandtschaft ermächtigt, den Anträgen des Commissions-Gutachtens der-
beizustimmen, daß zunächst das Liquidum durch eine Liquidations-Commission, nach
orgeschlagenen Grundsätzen zu constatiren; welchemnächst zu einer definitiven Be-
nahme über die Modaliäten der Zahlung würde geschritten werden können.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und
eck. Die Gesandtschaft behält sich ihre Abstimmung vor.

Die freien Städte: beziehen sich auf ihre Abstimmung in der 12. Sitzung vom 5.
dieses Jahres.

Man kam hierauf überein, den Termin zum Nachtrage der vorbehaltenen Abstimmungen
ie zweite Sitzung künftigen Jahres festzusetzen.

§. 172.

Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betreffend.

(21. Sitz. §. 135 d. J.)

Preussen. Wenn der Reichsdeputations-Hauptschluß vom Jahre 1803, bei Feststel-
der damals nothwendig gewordenen Bestimmungen über das Schuldenwesen der Reichs-
e, im §. 83 insbesondere verfügt:

«Vor Allem sind — bei Oberrhein zu den dort eingeführten General- und Specialcassen die
«exigibeln Ausstände, in so fern keine rechtliche Entschuldigung obwaltet, beizutreiben ꝛc.»

zt, in Kraft der, von Seiten des Deutschen Bundes durch Art. 15 der Bundesacte über-
nmenen, allgemeinen Garantie derjenigen Verfügungen des Reichsdeputations-Hauptschlus-
welche das Schuldenwesen betreffen, die Bundesversammlung auch darüber zu wachen,
die herausgehobene Bestimmung, nach ihrem wahren Sinne und Zwecke, so weit es noch
lich und erforderlich ist, beobachtet werde.

Indessen fragt es sich, wem unter den gegenwärtigen Verhältnissen die angeordnete
reibung gedachter Activa abliege? In welcher Art solche anzustellen ist? Wo diejenigen,
als Schulder dabei in Anspruch genommen werden, ihre Entschuldigungen anzubringen

haben, und **wem** die Beurtheilung der Rechtlichkeit oder Nichtrechtlichkeit derselben zustehe? Endlich aber **auf welche Weise** die Bundesversammlung über Beobachtung des hierunter als richtig erkannten staatsrechtlichen Verfahrens wachen könne?

1) Nach §. 85 des Reichsdeputations-Hauptschlusses sollten es sich Kurmainz und Hessen-Cassel gemeinsam angelegen seyn lassen, jene exigible Ausstände unter der angegebenen Beschränkung beizutreiben. Die Befugniß und Verpflichtung hierzu erlosch bei Auflösung des Reichs- und Kreisverbandes, und wurde mit der im Art. 15 der Bundesacte übernommenen Garantie auf den Deutschen Bund nicht von Neuem übertragen, sie konnte darum auch nicht durch den in der 43. Sitzung des Jahres 1817 gefaßten Beschluß ohne weiteres auf Baiern und Kurhessen übergehen, welche sich vielmehr, in Kraft desselben, bei Anordnung der bestehenden subdelegirten Commission lediglich auf

> «Einleitung zur definitiven Auseinandersetzung des Pensions- und Schuldenwesens der ehemaligen Kur- und Oberrheinischen Kreise **unter den betheiligten Regierungen**»

beschränkten und zu beschränken hatten. Dagegen behielten, der Auflösung des Reichs- und Kreisverbandes ungeachtet, sämmtliche dem Oberrheinischen Kreise angehörig gewesene Staaten, so weit sie Eigenthümer der daselbst eingeführten Kreiscassen waren, ihren gemeinsamen rechtlichen Anspruch auf deren Activa, und haben jetzt, neben der Befugniß, dieselben gegen die Schuldner geltend zu machen, bei der Einziehung solcher Activa auch noch ein besonderes **Interesse**, weil sie den durch die Nichtzahlung entstehenden Ausfall bei Tilgung der Kreis-Passiva decken mußten. Diese gemeinschaftliche Geltendmachung würde jetzt an die Stelle jener Beitreibung treten.

2) Unter dem Ausdrucke «beitreiben», kann im §. 83 des Reichsdeputations-Hauptschlusses dasjenige Verfahren **nicht** verstanden werden, wozu eben daselbst im §. 67, bei Sicherstellung der wegen Versorgung und Pensionirung der Geistlichkeit und Dienerschaften von §. 47 — 66 getroffenen Verfügungen, die Kreisdirectorien für den Fall Auftrag erhielten, wenn sich die Pensionisten über Vorenthaltung der ihnen gebührenden Pensionen ꝛc. beschwerten. Hatten alsdann die Kreisdirectorien auf das erste Aufrufen der Beschwerdeführenden gegen die Zahlungsbehörde, welche sich mit der Quittung über geschehene Zahlung nicht ausweisen konnte, sogleich, ohne Gestattung eines Termins oder einer Einrede, die bereiteste Execution selbst zu erkennen und zu vollziehen; so fanden sich Kurmainz und Hessen-Cassel bei der ihnen vorgeschriebenen Beitreibung durch die Clausel «in so fern keine rechtliche Entschuldigung obwaltet» daran gebunden, die Einwendung von Entschuldigungen zuzulassen. In weiterer Ausdehnung dürften daher auch jetzt dergleichen Beitreibungen, selbst wenn dazu ein Rechtssubject vorhanden wäre, nicht vorzunehmen seyn.

3) Waren es Kreisstände, die als säumige Schuldner der Kreiscassen in Anspruch
nen wurden, so mußte über die von ihnen eingewandten Entschuldigungen, nach damali-
rfassung wenigstens, erst auf dem Kreistage verhandelt und ein Beschluß gefaßt werden;
aber hatten Kurmainz und Hessen-Cassel nicht für sich die Befugniß, darüber zu ent-
n, und, wenn die Entscheidung gegen die Reclamanten ausfiel, sofort die Rückstände beizu-

Mit Aufhebung der Kreisverfassung hörte die auf letztere gegründete Befugniß zu Kreistags-
ndlungen und Beschlußnahmen für alle zu Kreisen corporirt gewesene Staaten auf. Ent-
etzt ein nicht gütlich beizulegender Streit darüber, ob und an wen rückständige Kreis-Activa
ch zu fordern sind; so kann derselbe zwischen Bundesstaaten nur auf dem Wege des verfas-
mäßigen Austrägalverfahrens, und, wo Mediatisirte wirklich in Anspruch zu nehmen sind,
on denen Landesgerichten, unter deren Jurisdiction sie stehen, entschieden werden.

4) Eben daher erscheint es im letztern Falle zweifelhaft, auf welche Art die
desversammlung, vermöge der übernommenen Garantie, da, wo es nöthig wird, einzu-
n habe. Sie hat unstreitig dafür zu sorgen, daß die vorgeschriebene Beitreibung des rück-
igen Kreis-Activums in der einzigen Art, wie es jetzt noch möglich ist, statt finde, daß
lich der wegen eines Kreis-Activums in Anspruch genommene Mediatisirte vor dem compe-
n Landesgerichte, bei welchem er seine Entschuldigung anbringen kann, belangt werde.
Erfolg kann die Belangung nur geschehen, wenn die als Kläger auftretende Partei hin-
glich legitimirt ist; als Gläubiger legitimirt sind aber nach Num. 1 sämmtliche vormalige
errheinische Kreisstaaten; und da dieselben alle, entweder unmittelbar oder mittelbar, durch
tretung in der Bundesversammlung repräsentirt werden, so möchte es scheinen, als würde
Beschluß dieser letztern, wodurch sie irgend wen zur Anstellung der Klage veranlaßte, dessen
vollmächtigung und Legitimation schon begründen: wenn nicht erhebliche Bedenken entgegen-
iden, ob die Legitimation eines solchergestalt bevollmächtigten Klägers genügen könnte,
strenge genommen, die bevollmächtigende Behörde als solche nicht selbst, nicht vollständig
d nicht unmittelbar bei der Sache betheiligt ist. Als ein ganz sicheres Mittel zur Erfüllung
er Obliegenheit bliebe der Bundesversammlung dem zufolge nur übrig, die bezeichneten Gläu-
ger — wenn sie von ihrem Klagerecht nicht unaufgefordert Gebrauch machen — zur gemein-
aftlichen Anstellung der Klage und zur Bevollmächtigung eines gemeinschaftlichen Sachwal-
s für diesen Zweck im geeigneten Wege zu veranlassen.

Was nun die schwierig gewordene Geltendmachung des Anspruchs der Oberrheinischen
eiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser insbesondere betrifft, wo-
ber die betheiligten Höfe sich beschlußmäsig heute zu äussern ersucht worden sind; so würden,

nach der eben entwickelten Ansicht des Königlich-Preussischen Hofes, bei gegenwärtiger Lage der Sache, alle ehemalige Oberrheinische Kreisstände, mittelst eines in Kraft der übernommenen Garantie zu fassenden Beschlusses dieser hohen Versammlung, zu veranlassen seyn, gegen die subdelegirte Königlich-Baierische und Kurhessische Commission — so fern es nicht schon geschehen ist — ihre Erklärungen darüber abzugeben,

> ob sie die von den Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häusern gegen die Forderung erhobenen Einwendungen für unbegründet hielten und daher auf Einziehung des fraglichen Kreis-Activums beständen?

demnächst aber, wenn solches der Fall wäre, unter befördernder Mitwirkung gedachter Commission, einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten zur gerichtlichen Verfolgung vor dem competenten Königlich-Preussischen Oberlandesgerichte zu bestellen.

Sollte einer oder der andere der betheiligten Kreisstände, ja sogar die Majorität derselben sich gegen die gerichtliche Einziehung erklären, so würden doch, dem strengen Rechte nach, die Dissentirenden hierdurch nicht verhindert werden können, für sich die Klage auf ihr antheiliges Interesse zu erheben.

Baden. Die Gesandtschaft äusserte, daß sie hierüber noch nicht mit Instructionen versehen sey.

Kurhessen: ebenfalls.

Großherzogthum Hessen. Der Gesandte habe sich erhaltener Instruction gemäß dahin zu äussern: Man sey der Meinung, daß, um die befragte Forderung geltend zu machen, die Schuldner bei ihren zuständigen Gerichten zu belangen seyen, und daß es, zu möglichst schneller Erledigung des Legitimationspunctes, am zweckmäsigsten seyn würde, die Krone Baiern und Kurhessen durch Erklärungen sämmtlicher betheiligter Bundesstaaten zum Bundestags-Protokolle zur Rechtsverfolgung in dieser Sache besonders zu ermächtigen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte ist ermächtigt, sich dafür zu erklären, daß es der Königlich-Baierischen und Kurhessischen Regierung gefallen möchte, den zur Erledigung des Pensions- und Schuldenwesens der vormaligen Deutschen Reichskreise Kur- und Oberrhein zu übernehmen geruhten Auftrag, auch auf die Ausklagung der, der ehemaligen Oberrheinischen Kreiscasse gegen das Fürstliche Haus Salm-Kyrburg und die Rheingräflichen Häuser Grumbach und Grehweiler, wegen Zurückzahlung eines dem verstorbenen Herrn Rheingrafen Walrad von Salm-Grumbach in den Jahren 1795 — 1802 aus jener Casse geleisteten Vorschusses von 10,554 Fl. 31 Kr., entstandenen Forderung erstrecken zu lassen.

)ohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und eck. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck sind der Ansicht, daß eine förmliche gegen die Schuldner bei den Königlich-Preussischen Gerichten erhoben, und Baiern urhessen geneigen möchten, die Stelle des Klägers zu übernehmen.

Die freien Städte für Frankfurt. Von Seiten der freien Stadt Frankfurt in der Meinung, daß die Königlich-Baierische und die Kurhessische Regierung zu en und zu ermächtigen seyen, ihre subdelegirten Commissarien mit der Verfolgung Forderung vor den competenten Königlich-Preussischen Landesgerichten durch einen lmächtigten zu beauftragen.

Hierauf wurde verabredet, die betreffenden Regierungen zu ersuchen, die noch erman- en Instructionen in der Maaße zu beschleunigen, daß die ausstehenden Abstimmungen 5. Januar künftigen Jahres zu Protokoll gegeben werden können.

§. 173.

Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bei Mainz, für die zum dortigen Festungsbau genommenen Felder und Bäume betreffend.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, Herr von Pfeffel, ttet Namens der Reclamations-Commission Vortrag über die Entschädigungsansprüche Bewohner von Castell und Kostheim bei Mainz, für die zum dortigen Festungsbau ge- menen Felder und Bäume (s. Einr. Prot. Num. 81 d. J.), und bemerkt:

Nach Analogie des in der 15. Bundestagssitzung vom Jahre 1819 (Prot. §. 69) auf Gesuch des Freiherrn Carl von Dalberg zu Aschaffenburg, wegen Zurückgabe des von inischen Hauses zu Mainz, oder Anweisung einer angemessenen Entschädigung, gefaßten hlusses, müsse man sich auch bei der vorliegenden Reclamation auf den gleichmäßigen An- beschränken, daß dieser Gegenstand ebenfalls bis zur wirklichen Uebergabe der Festung nz an den Deutschen Bund zu beruhen habe, nach erfolgter Uebergabe aber wieder ulegen sey.

Unter allgemeiner Zustimmung zu diesem Antrage, wurde

beschlossen:

daß die Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bis zur wirk- ı Uebergabe der Festung Mainz an den Deutschen Bund zu beruhen habe.

§. 174.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein.

(21. Sitz. §. 130 d. J.)

Der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Blittersdorff, erstattet Vortrag der Reclamations-Commission, die Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein betreffend, worin zuerst der Inhalt der eingereichten Reclamation, des frühern Vortrags der Reclamations-Commission sammt dem hierauf ergangenen Beschlusse vom 13. Mai 1822 (16. Sitz. §. 132), dann die Erklärungen mitgetheilt werden, welche von der Herzoglich-Nassauischen Bundestagsgesandtschaft in der 1., und von der Kaiserlich-Oesterreichischen Gesandtschaft in der 21. dießjährigen Sitzung abgegeben worden sind, sodann aber das Gutachten dahin gestellt wird:

daß nur zwei bundesgesetzliche Bestimmungen, der Art. 29, oder der Art. 30 der Wiener Schlußacte, dahier in Betracht kommen könnten; die Commission aber habe sich sehr bald überzeugt, daß weder der eine, noch der andere dahier Anwendung finde.

Der Art. 29 setze voraus:

1) daß von einer durch die Gerichte zu entscheidenden, oder einer eigentlichen Rechtssache die Rede, und

2) daß rücksichtlich dieser die Rechtspflege verweigert oder gehemmt worden sey.

Ob eines, oder das andere der Fall sey, habe die Bundesversammlung nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilen.

Nunmehr würden zwar in der Regel Kriegsschäden nach der Analogie der lex Rhodia de jactu behandelt und als solche unter die gesammten Einwohner, so viel möglich, gleichmäßig vertheilt, allein wohl nirgend werde dieses Geschäft den Gerichten ausschließlich übertragen.

Die Unthunlichkeit einer solchen Anordnung sey zu augenscheinlich, als daß sie eines Beweises bedürfe. Wolle man die Peräquation der Kriegsleistungen in die Sphäre der Gerichte ziehen, so müsse ein bellum omnium contra omnes unter den Bewohnern desselben Landes entstehen.

Hiervon sey nun auch die Herzoglich-Nassauische Regierung ausgegangen, indem sie alle, sich auf die Kriegsleistungen beziehenden Gegenstände dem Landesregierungs-Collegium

s, und eben dadurch ausgesprochen habe, daß dieselben nicht als Rechtssachen betrachtet behandelt werden sollten.

Hieraus folge von selbst, daß von der Anwendung des Art. 29 keine Rede seyn könne. Uebrigens habe die Herzogliche Regierung erklärt, daß der Reclamant den gesetzlich schriebenen administrativen Weg wiederholt betreten könne, wenn er neue Gründe zu rstützung seiner Ansprüche geltend zu machen habe. In wie fern aber derselbe von die- Andeutung Gebrauch machen wolle, scheine ihm lediglich überlassen werden zu müssen. Eben so wenig als der Art. 29 der Wiener Schlußacte könne auch der Art. 30 der- n Acte dahier irgend eine Anwendung finden.

Aus dessen Inhalt und Worten folge, daß in den hieher gehörigen Fällen

1) eine Forderung unbestritten vorhanden, oder doch eventuell zugestanden seyn müsse,
2) daß nur die Verpflichtung zu ihrer Befriedigung und zwar
3) zwischen mehreren Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten seyn dürfe.

Keines dieser Criterien treffe dahier zu. Nassau läugne, daß irgend eine Forderung) nur eventuell bestehe. Es behaupte, daß dem Reclamanten für den von ihm erlit- n Verlust weder aus Gemeinde-, noch aus Staatsmitteln, noch sonst eine Entschädi- g gebühre. Somit verwerfe es auch das Vorhandenseyn eines Streites über die Ver- chtung zur Befriedigung des Reclamanten, und bekenne sich endlich für den rechten Be- zten, falls überhaupt eine Forderung gedenkbar wäre. Oesterreich hingegen sage sich t aller Theilnahme an dieser Reclamation, sey es aus welchem Titel es wolle, los.

Unter diesen Umständen glaube die Commission sich nicht tiefer in diese Sache einlas- zu dürfen; sie glaube ununtersucht lassen zu müssen, in wie fern das Herzogthum Nas- t am 9. November 1813 von den alliirten Truppen noch als Feindesland behandelt orden sey, (daß es als solches vor Abschliessung des Accessions-Vertrags zur großen lianz hätte behandelt werden können, hieran sey kein Zweifel) ungeachtet in den n 23. November 1813 über die Verpflegung der Truppen in Frankfurt festgesetzten Grund- gen Art. 10 bestimmt sey: daß für alle seit dem 1. November c. ausgeschriebene Natu- lien und Bekleidungsbedürfnisse die dort näher angegebene Bezahlung statt finden solle.—

Die Commission glaube, daß die Erörterung dieser und ähnlicher zu dem materiellen rund der vorliegenden Reclamation gehörigen Fragen ausserhalb ihrer Aufgabe liege, id beschränke sich daher auf den Antrag,

1) daß Peter Molinari zu Mainz mit seiner Beschwerde wegen Ersatzes für die wäh- rend des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. K. Oesterreichische Truppen abge- gebenen 25 Stücke Wein abzuweisen, und

2) hiervon dem Anwalte desselben, Dr. Ehrmann dahier, Nachricht zu geben sey.

Sämmtliche Gesandtschaften erklärten sich damit einverstanden, daher

Beschluß:

1) daß Peter Molinari zu Mainz mit seiner Beschwerde wegen Ersatzes für die während des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. K. Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein abzuweisen, und

2) hiervon dem Anwalte desselben, Dr. Ehrmann dahier, Nachricht zu ertheilen sey.

§. 175.

Bitte des Oekonom Joh. Wilh. Klapproth zu Erfurt, um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden.

Ebenderselbe: trägt Namens der Reclamations-Commission den Inhalt der unter Num. 86 des dießjährigen Einreichungs-Protokolls eingetragenen Bitte des Oekonom J. W. Klapproth zu Erfurt um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden vor, und äussert:

Es müsse hier zuvörderst angeführt werden, daß von dem Reclamanten die durch den Bundesbeschluß vom 11. December 1817 für die Abfassung und Einreichung der Privat-Reclamationen vorgeschriebenen Förmlichkeiten nicht beobachtet worden seyen.

Er habe, ungeachtet er entfernt von hier wohne, nicht nur keinen Bevollmächtigten dahier bestellt sondern sich damit begnügt, sein Schreiben ohne alle weitere Legitimation an die hohe Bundesversammlung zu richten.

Demnach dürfe seine Eingabe schon aus diesem Grunde völlig unbeachtet zu lassen seyn. Wolle man aber auch einen Augenblick über diesen Mangel der Form hinwegsehen; so würde es dennoch keiner weitläufigen Ausführung bedürfen, um darzuthun, daß die vorliegende Reclamation sich zu keinerlei Einschreitung der hohen Bundesversammlung eigne; denn

1) sey hier von keiner eigentlichen Rechtssache die Rede, daher

2) keine Rechtsverweigerung nur denkbar, weßhalb der Art. 29 der Wiener Schlußacte dahier keine Anwendung finden könne; ausserdem nehme

3) der Reclamant selbst nur die Verwendung der hohen Bundesversammlung bei der Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung in Anspruch.

Diese Platz greifen zu lassen, selbst wenn man im Allgemeinen die Zulässigkeit solcher Verwendungen nicht in Abrede stellen wolle, liege aber um so weniger Veranlassung vor, als die Reclamations-Commission auch nicht einen Grund zu ihrer Motivirung an-

en wüßte. Hierbei müsse übrigens beiläufig bemerkt werden, daß der Reclamant er Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung nicht deßhalb abgewiesen wor- y, weil die von der Französischen Contribution dem Fürstlichen Hause zu Theil ge- ne Entschädigung nur den Steuerpflichtigen zu gute gekommen sey, sondern, wie der allegirten Resolution heisse: «daß demselben für diese Kriegs-Erlittenheiten wenig aus einer Fürstlichen Staatscasse, als von dem den Fürstlichen Landen zu il gewordenen Antheile an der Französischen Contribution, welcher letztere zu den :gskosten verwendet worden und daher den steuerpflichtigen Unterthanen mit zu gute ıngen sey, zu Theil werden könne».

Aus allen diesen Gründen glaube die Commission den Antrag stellen zu müssen:

daß Joh. Wilh. Klapproth von Erfurt mit seinem Gesuche um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden von hier abzuweisen sey.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Antrage der Reclamations- mission, daher

Beschluß:

daß Joh. Wilh. Klapproth zu Erfurt mit seinem Gesuche um Vergütung für die)en Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden von hier abzuweisen sey.

§. 176.

rstellung der Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine zu Hessen-Phi- lippsthal, gebohrnen Prinzessin zu Hessen Philippsthal, die Eröff- nung des Rechtsweges zu Verfolgung ihrer Erbansprüche auf die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg betr.

(31. Sitz. §. 171 v. J. 1820.)

Der Großherzoglich- und Herzoglich- Sächsische Bundestagsgesandte, err Graf von Beust, trägt Namens der Reclamations-Commission vor:

Der Anwalt Ihro Durchlaucht der Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine zu Hessen-)ilippsthal, gebohrnen Prinzessin zu Hessen- Philippsthal, habe, mittelst Eingabe Num. 78 m 7. Juli l. J., ihre Bitte um Eröffnung des Rechtsweges zu Verfolgung ihrer Erban- :üche auf die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg, somit ihren gegen assau ergriffenen Recurs zurück genommen und entsagt.

Dem gemäß wurde, nach dem Antrage des Herrn Referenten, die Beschwerde als edigt betrachtet, und die erwähnte Eingabe Num. 78 ad acta gegeben.

§. 177.

Vortrag der am 12. Juli dieses Jahres gewählten Reclamations-Commission über ihre Geschäftsführung. — Fortsetzung ihrer Arbeiten bis zur 1. Sitz. des künftigen Jahres.

(21. Sitz. §. 138 d. J.)

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, Herr von Pfeffel, verliest einen Vortrag der in der 21. dießjährigen Sitzung zur Prüfung der für die Periode vom 12. Juli bis 27. November 1823 eingehenden Eingaben gewählten Commission über ihre Geschäftsführung, und legt

1) ein Verzeichniß jener Reclamationen, mit der Bemerkung ihrer Erledigungsweise vor, — dann

2) ein Verzeichniß der ihr seit Wiedereröffnung der Sitzungen zugekommenen Eingaben, zu deren Behandlung sie sich nicht mehr befugt hält.

Der loco dictaturae zu druckende Vortrag, nebst den beiden Verzeichnissen, wurde diesem Protokolle unter Ziff. 21 angefügt, und

der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte drückte, unter allgemeiner Zustimmung sämmtlicher Gesandtschaften, den bisherigen Mitgliedern der Commission, sowohl den Dank als auch den Wunsch der hohen Versammlung aus, daß es ihnen gefällig seyn möge, ihre Arbeiten noch bis zur ersten Sitzung des künftigen Jahres fortzusetzen, welchem dieselben auch bereitwillig entsprachen.

§. 178.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 95, eingereicht am 8. Dec. d. J., von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt des Finanzraths Jacob Barnsteiner zu Stuttgart, um Vermittlung wegen Regulirung dessen Besoldungs- und Pensions-Ansprüche zwischen Baiern und Würtemberg. Mit Anl. 1 — 11.

Num. 96, eingereicht am 9. Dec., von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten, Anzeige, daß der Salpeterfabrikant Habich in Cassel, als Domänenkäufer von der Kurhessischen Regierung seine Befriedigung erlangt habe, und Ueberreichung einer Special-Vollmacht mehrerer Interessenten der ehemaligen Westphälischen Pensionscasse. Mit Anl. A. B. C.

um. 97, einger. am 9. Dec., vom Regierungsdirector Herquet zu Fulda, um baldige Berücksichtigung seiner Eingabe vom 30. April l. J., Pensionsverkürzung betreffend.

um. 98, einger. am 9. Dec., von Joseph von Wrede zu Bonn, ehemaligen Kurtrierischen Leibgardisten, Gesuch um hohe Verwendung, die Auszahlung seiner rückständigen sowohl, als Vermehrung der laufenden Pension betreffend. Mit Anl. A und B.

den der Reclamations-Commission zuzustellen beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

Fünf und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 18. December 1823.

In Gegenwart

aller in der vier und zwanzigsten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war:

von Seiten der freien Städte: Herr Syndicus Dr. Gries.

§. 179.

Pensions- und Schuldforderung des Obersten von Mogen.

(24. Sitz. §. 185 v. J. 1822.)

Der Königlich-Baierische Herr Bundestagsgesandte, trägt Namens der Reclamations-Commission auf die neueste Eingabe des Obersten von Mogen zu Gedern (Zahl 28 der dießjährigen Eingaben) vor:

Der vormalige Oberrheinische Kreisoberst von Mogen habe unterm 6. Juli d. J. bei der Bundesversammlung eine neuerliche Vorstellung eingereicht, worin derselbe vorbringe, daß ihm die Auszahlung der auf das Großherzogthum Baden angewiesenen Rate seiner ohnehin geringen Pension von Seite der Großherzoglich-Badischen Regierung abgeschlagen worden sey, deren Entbehrung aber bei seiner bedrängten Lage und seinem hohen Alter ihm sehr schwer falle; wonach er denn wiederholt bitte, ihm zum Genusse seiner vollen Pension sowohl, als zum Besitze seines dem ehemaligen Oberrheinischen Kreise dargeliehenen Capitals zu verhelfen.

Was den zweiten Punct betreffe, so sey bereits in der 13. Bundestagssitzung v. J. 1820, und wiederholt in der 18. Sitzung desselben Jahres, beschlossen worden, daß sich der Oberst von Mogen wegen Rückzahlung seines Capitals bis zur gänzlichen Auseinandersetzung des Oberrheinischen Kreisschuldenwesens zu gedulden habe.

Hinsichtlich des ersten Punctes aber habe man in der 24. Sitzung v. 11. Juli v. J. beschlossen, die von Seite der Großherzoglich-Badischen Bundestagsgesandtschaft abgegebene

ung, wonach die Großherzoglich=Badische Regierung die Uebernahme der ihr zugewie=
ate an der Pension des Obersten von Mogen ablehne, an die für das Kur= und Ober=
he Kreisschulden= und Pensionswesen bestellte Subdelegations=Commission abzugeben.
hierdurch möchte sonach der Antrag begründet seyn, auch die vorliegende neuerliche
llung des Obersten von Mogen der gedachten Commission zuzuweisen.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, daher

Beschluß:

aß die neueste Vorstellung des Obersten von Mogen an die Commission zur Ausglei=
des Kur= und Oberrheinischen Kreisschulden= und Pensionswesens verwiesen werde.

§. 180.

schädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der
Gräfenauer= und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(16. Sitz. §. 104 v. J. 1823.)

Der Großherzoglich= und Herzoglich=Sächsische Herr Bundestagsge=
dte, Graf von Beust, erstattet ferneren Vortrag über das Entschädigungsgesuch der
aligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer= und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegs=
en, worin derselbe den Inhalt der früheren und neuesten Eingaben, die in dieser hohen
ammlung erstatteten Vorträge, die verschiedenen Erklärungen, welche die Gesandtschaf=
von Baiern, Baden, Großherzogthum Hessen und Nassau in das Protokoll gelegt
n, so wie die vorderen Bundestagsbeschlüsse wiederholt, und hiernächst folgendes Gut=
en abgiebt:

Der vorliegende Fall scheint ganz unzweifelhaft den bekannten Bestimmungen des 30.
kels der Wiener Schlußacte unterzuliegen. Die Reclamanten fordern Etwas von einer
mehreren Deutschen Regierungen, und es ist streitig: welche die Forderung angehe?
Fall des angezogenen 30. Artikels, — wohlverstanden, daß die richterliche Entscheidung
r die Vorfrage, nicht über das Forderungsrecht selbst, entscheiden würde.
gen dieses blieben den künftig in Anspruch genommenen Regierungen alle Einwendun=
unbenommen.

Dieses zur Beseitigung der Zweifel der Großherzoglichen Regierungen Badens und
ssens, wegen der Natur der in Frage liegenden Forderung, und daß sie einer landes=
ichtlichen Erörterung nicht unterworfen werden könne. Man würde sich daher darauf
hränken, sofort den Antrag auf Erledigung der streitigen Vorfrage zwischen den, resp.
chädigten, hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz beider Rheinseiten, vorgängig

den gesetzmäsigen Vermittlungsversuch, zu richten, wäre nicht Großherzoglich-Badischer Seits — und die Großherzoglich-Hessische Regierung scheint die Meinung zu theilen — die Forderung in Frage an das ehemalige Deutsche Reich verwiesen, und auf diesen Grund die Behauptung aufgestellt worden, daß sämmtliche Regierungen jenes ehemaligen Reichs an der Erörterung der streitigen Vorfrage Theil zu nehmen hätten.

Die Ansicht ist unverkennbar scharfsinnig. Das ehemalige Deutsche Reich hat zwar aufgehört, der Deutsche Bund kann gewiß für keinen Rechtsnachfolger desselben gelten; aber wird eine gesellschaftliche Verbindung aufgehoben, so gehen deßwegen die während derselben von ihr eingegangenen Verbindlichkeiten nicht mit unter, sondern die ehemaligen Gesellschaftsgenossen verhältnißmäsig (pro rata) an. Es versteht sich, daß man auch hier das Material des Rechts nicht im Blicke habe, und dieses im zunächst vorliegenden Falle um so weniger, je mehr die Befriedigung der an die vormalige Reichsoperationscasse gemachten Forderungen noch in der Berathung dieser hohen Versammlung liegt.

Der — im gegenwärtigen erwähnte — Vortrag des Herrn Geheimen Raths von Lepel, in der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822, hat bereits die Gründe angedeutet, die der Verweisung der Forderung der Reclamanten an das ehemalige Deutsche Reich entgegenständen, zugleich aber gedacht, daß den hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz die daher zu nehmenden Einwendungen unbenommen blieben. Dieß ist unverkennbar. Es ist zugleich, wenn auch nicht wahrscheinlich, doch denkbar, daß das Austrägalgericht über die streitige Vorfrage zwischen den hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz sie alle frei spräche, weil die Verpflichtung in Frage das aufgelöste Deutsche Reich berühre, und es entsteht darum für hochgedachte Regierungen gar kein hauptsächlicher Nachtheil daraus, wenn die oft berührte Vorfrage nur unter Ihnen ausgetragen würde, während von den Reclamanten nie ein Anspruch gegen das ehemalige Deutsche Reich gerichtet wurde, und einleuchtet, daß die Beiziehung aller ehemaligen hohen Genossen jenes Verbandes schon in der Form mit einem für die Reclamanten ungemein drückenden Zeitverlust, auch anderen Schwierigkeiten und Weitläufigkeiten, verbunden seyn würde, was dem Sinne für Gerechtigkeit und Milde der hohen Regierungen, die die ehemalige Rheinpfalz besaßen und besitzen, am wenigsten entsprechen möchte.

Unter diesen Umständen dürfte der Antrag gerechtfertigt erscheinen:

hohe Bundesversammlung wolle zuvörderst aus Ihrer Mitte eine Commission zum Versuche der Vermittlung unter den allerhöchsten und höchsten Regierungen von Baiern, Baden, Großherzogthum Hessen und Nassau ernennen, und jene dazu beauftragen; im Falle des Nichtgelingens jenes Ausgleichungsversuches aber, das in dem 30.

Artikel der Wiener Schlußacte festgestellte Verfahren unter den allerhöchst- und höchst-gedachten Regierungen einleiten.

Der loco dictaturae zu druckende Vortrag wurde diesem Protokolle unter Zahl 22 fügt.

Bei der hierauf gestellten Umfrage, machte die Königlich-Preussische Gesandt- ift den motivirten Antrag, diesen Gegenstand vordersamst, unter Anberaumung einer en Frist, zur Instructions-Einholung und hierauf zu gründender Abstimmung auszusetzen, auf sich sämmtliche Stimmen zu dem

Beschlusse

einigten:

daß sowohl über die Erklärung der Großherzoglich-Badischen Bundestagsgesandtschaft der 15. dießjährigen Sitzung, als auch über den in dem Vortrage des Herrn Referenten haltenen Antrag, mit Rücksicht auf die loco dictaturae abzudruckende Aeusserung der niglich-Preussischen Gesandtschaft (Beilage Ziffer 23), am 19. Februar künftigen Jah- abzustimmen sey.

§. 181.

esoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Reichskam-mergerichte gehörenden Personen betreffend.

(21. Sitz. §. 133 d. J.)

Präsidium wolle, in Folge Beschlusses der 17. dießjährigen Sitzung (§. 107), das rotokoll zur Abgabe der noch rückständigen Abstimmungen über die Besoldungs- und ensions-Rückstände der Reichskammergerichts-Individuen eröffnen.

Würtemberg. Seine Königliche Majestät haben Sich schon früher für möglichst berale Behandlung der reichskammergerichtlichen Sustentationssache erklärt. Wenn daher leich hinsichtlich der ersten, in dem Commissionsberichte vom 15. Juli dieses Jahres auf-geworfenen Frage: wem und wie viel an Rückständen bezahlt werden solle? nicht jede der bezeichneten vier ersten Classen dieselben Rücksichten in Anspruch nehmen kann; so sind Allerhöchstdieselben doch geneigt, einer zu Stande kommenden Vereinigung zur Befriedigung der im Commissionsberichte angeführten, übrigens aber noch genau zu prüfenden und nach Umständen zu berichtigenden, Rückstandsforderungen jener vier Classen beizutreten.

Dagegen hat man in Beziehung auf die unter Num. 5 des Commissionsberichtes auf-geführte Ersatzforderung des Grafen Reigersberg zu bemerken, daß die, Würtemberg betref-fende Rate schon im Jahre 1818 vollständig an denselben berichtigt worden ist, mithin

eine weitere diesseitige Theilnahme an den von einigen Bundesstaaten noch nicht übernommenen Beiträgen nicht in Anregung kommen kann.

Was sodann die zweite, im Commissionsberichte aufgeworfene, Frage betrifft: auf welchem Wege die übernommen werdenden Rückstandsforderungen gedeckt werden sollen? so weisen sowohl die gepflogenen früheren Verhandlungen, als der Bundestagsbeschluß vom 14. Juli 1817, §. 3, auf die bis zu Ende des Jahres 1816 einzuzahlen gewesenen Beiträge (Kammerzieler) als das zunächst liegende Deckungsmittel hin. Es wird dieses, neben Benutzung der weitern, in der Königlich-Sächsischen Abstimmung zum Protokolle der 18. Sitzung vom 26. Juni dieses Jahres nachgewiesenen Activausstände und Cassenvorräthe, um so weniger übergangen werden können, als nach dem Commissionsberichte gerade darin, daß so bedeutende Summen dieser Beiträge im Rückstande haften, der Grund der Entstehung der jetzt noch zu deckenden Forderungen liegt.

Wenn nun auch davon ausgegangen wird, daß einzelne dieser Rückstände durch Umstände zu rechtfertigen seyn dürften, mit welchen eine vollständige Nachzahlung nicht vereinbar wäre; so trifft dieses doch voraussichtlich nicht bei dem größeren Theile zu, auf jeden Fall aber ist dieses noch Gegenstand näherer Untersuchung und einer einzuleitenden möglichst abgekürzten Liquidation.

Der Besorgniß eines, hiermit verbundenen, unbestimmten und für die Betheiligten bedrückenden Aufschubs, würde am leichtesten eine Vereinigung sämmtlicher Bundesstaaten begegnen, wodurch einem aus der Mitte derselben zu wählenden und in den Personen der betreffenden Bundestagsgesandten in Frankfurt zusammentretenden Ausschusse von fünf Bundesgliedern, die Befugniß zu einem abgekürzten Liquidations-Verfahren übertragen würde.

Dieses könnte damit beginnen, daß eine genaue Aushebung der jedem Bundesstaate aufzurechnenden Rückstände eingeleitet und damit sogleich eine besondere Nachweisung der Begründung derselben im Einzelnen, unter Bezeichnung der Landestheile, auf welchen, und der Zeit, für welche sie haften, verbunden würde. Jede Bundesregierung würde sich über das ihr zugehende Rückstands-Verzeichniß binnen einer kurzen Frist von etwa drei Monaten erklären, und in Fällen, wo die Liquidität wirklich zweifelhaft oder bestritten ist, zugleich die Summe, welche sie im Vergleichswege anbieten will, bezeichnen.

Nach Eingang sämmtlicher Erklärungen, oder Ablauf jener Frist, würde die aufgestellte Commission die nach Ergebniß der eingegangenen Erklärungen etwa noch besondern Zweifeln unterliegenden allgemeinen und durchgreifenden Grundsätze, mit Ausschluß jeder künftig daraus etwa abzuleitenden analogen Anwendung in anderen Fällen, feststellen und solche der engern Versammlung sofort zur Genehmigung vorlegen.

Nach Ablauf der auf die ertheilte Genehmigung der aufgestellten Grundsätze folgenden Wochen, würde sodann die Commission die Liquidität der Rückstandsposten der einzelnen desstaaten entweder durch Annahme eines der Verbindlichkeit entsprechend erachteten Aner= ns des betreffenden Bundesstaates, oder durch eine, nach den aufgestellten allgemeinen ndsätzen ausgesprochene, compromissarische Entscheidung definitiv erledigen.

Erst wenn auf diesem, oder einem ähnlichen, möglichst abgekürzten Wege die als liquid nehmende Totalsumme der Kammerzieler=Rückstände bis 1816 incl. genau bestimmt der Bestand der disponibeln Ausstände überhaupt festgestellt ist, wird ein definitiver hluß über die Ausdehnung, in welcher die vorliegenden Forderungen zur Berichtigung kannt werden wollen, gefaßt, das etwa noch auf andere Weise zu deckende Deficit be= mt und der Concurrenzfuß festgesetzt werden können, wozu inzwischen die provisorische ndesmatrikel sich in verschiedenen Beziehungen vorzugsweise empfehlen dürfte.

Kurhessen. Die Gesandtschaft befinde sich noch ohne Instruction.

Großherzogthum Hessen. Die Gesandtschaft ist von ihrem höchsten Hofe be= tragt, in Bezug auf den in der 25. Sitzung vom 15. Juli 1822 vorgetragenen, §. 197 Protokolls erwähnten Commissionsbericht, die Besoldungs= und Pensions=Rückstände der ichskammergerichts=Individuen betreffend, sich in nachstehender Weise zu erklären:

Die I. Classe der Individuen, von welchen die Frage ist, besteht aus den besolde= Mitgliedern des Kammergerichts.

Daß diese einen rechtlich begründeten Anspruch auf Zahlung ihrer Besoldungsrückstände ben, unterliegt keinem Zweifel. Da indessen ihre Besoldungen bekanntlich auf die Kam= rzieler radicirt waren; so haftet jener Anspruch zunächst auf den rückständigen Kammer= lern, und es entspricht daher dem erwähnten Rechte der besoldeten Cameralen die Ver= ichtung zur Nachzahlung der bis zu Ende des Jahres 1816 rückständigen Kammerzieler, — te Verpflichtung, die an sich so klar ist, daß irgend ein Widerspruch dagegen sich wohl ht erwarten läßt.

Die Vertheilung der Besoldungsrückstände auf die Bundesstaaten, nach Maaßgabe der tehenden Bundesmatrikel, wäre eben so viel, als einen neuen nicht verpflichteten Schuld= r an die Stelle des noch vorhandenen verpflichteten substituiren.

Hiernach wäre die Liquidation und Zahlung der bis zu Ende 1816 erwachsenen Kam= rzieler=Rückstände zu beschliessen, worauf auch bereits in mehreren zum dießjährigen Pro= olle gekommenen Abstimmungen angetragen worden ist.

Es ist freilich unverkennbar, daß sich der Liquidation sehr bedeutende Schwierigkeiten tgegenstellen.

Die Commission hat in ihrem mit grosser Umsicht und Genauigkeit abgefaßten Berichte darauf aufmerksam gemacht, und hierdurch den Wunsch, durch andere Auskunftsmittel solche zu umgehen, genügend motivirt.

Wenn indessen die betheiligten Staaten, zu welchen anerkanntermaßen das Großherzogthum Hessen nicht gehört, über irgend eine schleunige Beendigung der vielfach bei der Liquidation vorkommenden Anstände sich vereinigen wollten, so würde man doch zum Ziele gelangen. Vielleicht würde es zweckmäsig befunden, die Form zu wählen, daß eine, aus Mitgliedern der Bundesversammlung zusammengesetzte, schiedsrichterliche Commission, entweder für jeden einzelnen streitigen Punct, oder für alle Puncte dieser Art, ein- für allemal in beliebiger Weise beistimmt, nach Recht und Billigkeit darüber zu entscheiden hätte.

Von dem Resultat dieser Operation würde dann zunächst die Befriedigung der ersten Classe durch unmittelbare Hinweisung an die betreffenden Staatscassen abhangen.

In die II. und III. Classe setzt der Commissionsbericht die Canzleipersonen. Der hierauf sich beziehende Commissionsvorschlag ist durch Rücksichten, sey es der Humanität und Billigkeit, sey es des Rechts, so wohl begründet, daß man, unter der Voraussetzung der allgemeinen Annahme, demselben beizustimmen erbötig ist.

Auf Hinweisung an diejenigen Staaten, welche zur kammergerichtlichen Sustentationscasse beizutragen hatten, glaubt man darum nicht eingehen zu können, weil hier nicht von Zahlungen, welche dieser Casse obliegen, die Rede ist. Uebrigens möchte vor allem es darauf ankommen, ob die Stimmenmehrheit sich für Liquidation und Nachzahlung der Kammerzieler-Rückstände vereinigen werde.

In diesem Falle wäre es wohl am räthlichsten, das Resultat der Liquidation abzuwarten, um zu sehen, ob und wie viel von den Rückständen nach Befriedigung der ersten Classe übrig bleibe, indem die Verwendung des etwa sich ergebenden Restes zu Gunsten der Canzleipersonen wohl unbedenklich zugegeben werden würde.

Bis dahin könnte auch die Vereinigung über das Maaß der Befriedigung ausgesetzt bleiben. Vorläufig will man jedoch bemerken, daß ein rechtlicher Grund zur vollständigen Berichtigung der vor 1804 entstandenen Rückstände nicht vorzuliegen scheint.

Bekanntlich waren diese rückständigen Besoldungstheile auf die Taxgefälle angewiesen, die schon seit 1768 nicht mehr zur vollständigen Befriedigung hinreichten.

Da es nun jedenfalls sehr zweifelhaft ist, ob, wenn das Deutsche Reich fortbestanden hätte, dasjenige noch geschehen wäre, was von 1768 bis 1806 nicht erfolgte, nämlich die Ausmittlung | eines Zahlungsfonds; so kann man gewiß durch eine jetzt erfolgende, im Betrag reducirte Zahlung das Maaß der Gerechtigkeit und Billigkeit für erschöpft halten.

Anders verhält es sich mit den seit 1804 entstandenen Rückständen, indem die Fürsorge damaligen Kurfürsten Reichserzkanzlers bewirkt hatte, daß bei fortgewährtem Bestande Reichskammergerichts diese Rückstände allmählig bezahlt worden wären.

Ein völlig genügender Grund zur Begünstigung der lebenden Canzleipersonen vor den n der verstorbenen, hinsichtlich der vor 1804 entstandenen Rückstände, möchte in den frü- inmal dafür angeführten Neben-Emolumenten und in dem Aufhören des Genusses dersel- seit 1806, nicht zu finden seyn, weil solche rein zufällig gewesen zu seyn scheinen.

Jedenfalls aber werden die seit 1804 entstandenen Rückstände, welche die Erben des 16. April 1815 verlebten Protonotars Eder und des am 5. April 1816 gestorbenen s Dielmann zu fordern haben (Seite 2 der Beil. zum Prot. der 12. Sitz. v. 20. uar 1817), den übrigen seit 1804 entstandenen Rückständen zu assimiliren seyn.

Die Kammergerichtsboten, im Commissionsberichte zur ersten Classe gerechnet, dürften in die zweite gehören.

Zur IV. Classe — die Advocaten und Procuratoren umfassend — beschränkt man sich die Bemerkung, daß eine vollkommene Verbindlichkeit zur Bezahlung der hier befragten mme nicht vorhanden ist, daß daher, was etwa hievon gezahlt werden sollte, nach der ndesmatrikel zu vertheilen wäre.

Zu V. — die Forderung des Herrn Grafen von Reigersberg betreffend — bemerkt man, , da solche für den Antheil des Großherzogthums Hessen berichtigt ist, eine nochmalige seitige Theilnahme daran nicht verlangt werden kann.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. In der 25. Sitzung von 1822 rde der Beschluß gefaßt, den gutachtlichen Commissionsbericht über die in Anspruch genom- nen Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Reichskammergerichte gehö- den Individuen den höchsten Regierungen zur Instructions-Ertheilung vorzulegen. esem zufolge ist der Königliche Gesandte zu nachstehender Erklärung angewiesen worden.

Die im Jahre 1816 bei dieser hohen Versammlung angebrachten Gesuche der oben er- hnten Individuen, umfassen einen zwiefachen Gegenstand, nämlich: angebliche bis zu de des Jahres 1816 begehrte Gehalts- und Pensions-Rückstände, und Feststellung einer enslänglichen Pension, angerechnet vom Jahre 1817.

Die höchst traurige Lage verschiedener dieser Individuen, machte es wünschenswerth, st dringend, den zweiten Gegenstand baldigst und mit höchster Milde zu erledigen zu en, und daher nicht tief in die Erörterung der Rechtsgründe einzudringen, die zu Be- nmung einer lebenslänglichen Pension von ihnen zwar angegeben wurden, allein von en verschiedene eine genauere Prüfung wohl nicht erlauben konnten.

Durch die Milde und Gnade sämmtlicher Deutschen Regierungen wurden diese Pensionsgesuche, auf die freigebigste Weise, mittelst Beschlusses vom 14. Juli 1817, regulirt, nach welchem nicht nur allen früher mit Gehalt versehenen Personen, ohne die Dauer ihrer Anstellung in Anschlag zu bringen, derselbe als Pension ungekürzt gelassen wurde, einigen sogar eine erhöhete ertheilt ward, sondern auch vielen, die keinen Gehalt bezogen hatten, lebenslängliche Pensionen bewilligt wurden.

Seine Majestät der König haben ohne Unterlaß hierzu mitgewirkt; Allerhöchstdieselben haben nach Auflösung des Deutschen Reichs, selbst in den Zeiten, in denen das Herzogthum Holstein von fremden Truppen überzogen war, bis zu Ende des Jahres 1816, alle Matrikularbeiträge für dasselbe leisten, selbst anfangs 1817 mehr als das Doppelte derjenigen Summe zahlen lassen, die zur Sustentation der kammergerichtlichen Individuen von dieser hohen Versammlung als ein subsidium charitativum in Vorschlag gebracht worden war; und haben sogar in der 39. Sitzung von 1817 Allerhöchstihre Bereitwilligkeit erklären lassen, die Holstein als Pensionärs zugedachten Personen übernehmen zu wollen, sollte auch die Naturalvertheilung derselben nicht allgemein beliebt werden.

Seine Majestät der König haben mithin nicht nur alle Verpflichtungen des Herzogthums Holstein, selbst in den dieses Land schwer drückenden Zeiten, erfüllen lassen, sondern auch der Stimme der Gnade und der Freigebigkeit ausschließlich Gehör gegeben, so lange davon die Rede war, verdiente und hülfsbedürftige Männer, ohne genaue Erörterung der behaupteten Rechtsgründe, von drückenden Nahrungssorgen zu befreien.

Durch den Beschluß vom 14. Juli 1817 ist dieses erreicht worden; die Alimentation derselben ist für ihre Lebenszeit auf die freigebigste Art gesichert, und es ist daher nur noch die Rede von dem ersten Gegenstande ihres Gesuches, nämlich von Berichtigung angeblich rückständiger Gehalte und Pensionen.

Je mehr die hohe Versammlung schon längstens erkannte, daß die zu Berichtigung jener Ansprüche erforderlichen Mittel beschränkt sind, und der vorliegende Commissionsbericht dieses noch näher entwickelt, desto mehr wird es Pflicht der Gerechtigkeit, die Rechtsgründe zu prüfen, auf welche jene Ansprüche gestützt werden. — Von diesem Gesichtspuncte ist eine hohe Versammlung auch ausgegangen, indem sie in dem erwähnten Beschlusse die Erörterung der Rechtsgründe ausdrücklich vorbehalten hat. Es ist kein Grund vorhanden, von diesem Beschlusse abzuweichen und jene Bestimmung unerledigt zu lassen; bis jetzt ist sie jedoch noch nicht vollständig erfüllt worden, und mehrere Fragen scheinen einer näheren Prüfung noch unterworfen werden zu müssen. So z. B. ob der Reichsdeputations-Hauptschluß von 1803 auf die Reclamanten, wie sie es behaupten, auch wirklich anwendbar seyn könne, wiewohl er drei Jahre vor Auflösung des Kammergerichts gefaßt worden ist, und

ben auch entfernt nicht erwähnen konnte? ob durch von dem Fürsten Primas einseitig nmte Gehalte und Pensionen den Regierungen irgend eine rechtliche Verbindlichkeit auf- t werden konnte?

Da nun erst, nach einer genauen Prüfung aller Rechtsgründe, der nothwendige Be- zu Befriedigung der rechtlichen Ansprüche ausgemittelt werden kann, und Seine Ma- der König, die alle frühere Verbindlichkeiten auf das genaueste erfüllt haben, nicht int seyn können, neue Lasten zu übernehmen, wozu keine rechtliche Verpflichtung vor- möchte; so ist die Königliche Gesandtschaft angewiesen worden, darauf anzutragen: die im Beschlusse vom 14. Juli 1817 vorbehaltene Erörterung der Rechtsgründe noch r vorgenommen werden möge, um so mehr, als schon jetzt es höchst wahrscheinlich ist, wenn auch nur ein Theil der in dem Commissionsberichte bezeichneten Matrikular- stände für exigibel, und einige Ansprüche für unbegründet erachtet werden sollten, die andenen Mittel hinreichend seyn dürften, die gerechten Ansprüche zu befriedigen, ohne Gesammtheit neue Lasten aufzubürden.

Zu solchen, nach den Ansichten der Königlichen Regierung unbegründet erscheinenden, erungen dürfte auch die des Herrn Grafen von Reigersberg gehören. Wenn endlich Königliche Regierung, selbst nach Auflösung des Kammergerichts, und bis zu dem Ende 1816, alle Matrikularbeiträge geleistet, und eine Verbindlichkeit zu Befriedigung der An- he des Herrn Grafen von Reigersberg nie anerkannt hat, so hat es dieselbe befremden en, in der Königlich-Baierischen Abstimmung sich als im Rückstande mit einer im hte begründeten Schuld aufgeführt zu sehen, und der Königliche Gesandte ist ange- n, sich dagegen auf das bestimmteste zu verwahren.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Gleichwie der ig, mein Herr, dieser Angelegenheit, von dem Augenblicke an, als die Bundesver- mlung sich damit zu beschäftigen berufen war, nicht allein Seine ganze Aufmerksamkeit, rn auch die wohlwollendste Theilnahme geschenkt haben; so auch sind Seine Majestät t, wo es sich um gänzliche Erledigung derselben handelt, von gleichen Gesinnungen drungen; und Allerhöchstsie versprechen Sich, daß es dieser hohen Versammlung — geleitet Ansichten der Billigkeit und großmüthiger Fürsorge, zur Ehre des Deutschen Namens der alten Deutschen Reichsverfassung, aus welcher der betreffende Gegenstand auf uns gegangen ist — gelingen werde, solchen zu einem gemeinsam entsprechenden Endresultate ördern und hinzuführen.

Wohl ist es zu wünschen, und eine heilige und schöne Pflicht der Bundesregierungen, ie deren hier versammelten Organe, dahin zu wirken, daß die billigen Forderungen

an unsere Zeit befriedigt werden; und die Acten der Bundesversammlung liefern das erfreuliche Resultat, daß der Geist der Gerechtigkeit, wie der des menschenfreundlichsten Wohlwollens vorgeleuchtet habe. Möge er immerdar und hauptsächlich bei den wenigen, noch übrigen, Hauptanforderungen vorherrschen! um so zuverlässiger wird dabei jene goldne Mittelstraße beobachtet werden, auf welcher keine zudringliche, unstatthafte Zumuthung aufkommen kann, ohne durch ein angemessenes, gewissenhaft begründetes, standhaftes Festhalten an dem guten Rechte in die gehörigen Schranken und in ihre natürlichen Grenzen verwiesen zu werden.

In dem vorliegenden Falle findet sich der Großherzoglich-Luxemburgische Bundestagsgesandte berufen, sich dem eben so klaren, als zu bestimmten und erschöpfenden Sätzen anleitenden, Königlich-Sächsischen Voto im §. 114 der 18. dießjährigen Sitzung, seinem ganzen Umfange nach, anzuschliessen. Es möchte wohl nicht zu bezweifeln seyn, daß, wenn in solcher Art der betreffende Gegenstand nochmals näher in Betrachtung gezogen und beleuchtet werden würde, die Gründe eigentlicher Berechtigung für die Betheiligten immer mehr hervortreten werden. Auch das Maaß der Billigkeit wird darin eine Grenze finden. Was Activum sey, ist zwar im Allgemeinen bekannt; nicht aber was als exigibel angesehen oder verworfen werden müsse.

In eventum hat sich der Gesandte nun besonders dafür zu erklären, daß Seine Majestät, wenn die Uebernahmssumme demnächst wird ausgemittelt seyn, in dieser Hinsicht nur allein den dermaligen Matrikularfuß als einzig anwendbar anzuerkennen vermögen.

Ausserdem aber will der König, um zur definitiven und baldigen Erledigung der ganzen Angelegenheit möglichst beizutragen, sowohl zur vollen Deckung der als Rückstand für Luxemburg aufgeführten und angegebenen Summe, als auch zur Befriedigung der, wenn schon streng rechtlich nicht gegründeten, Gräflich-Reigersbergischen Forderung, ohne alle weitere Consequenz und Präjudiz, ein- für allemal und zu diesem zwiefachen Zwecke, eine runde Summe von 1000 Fl. rhein. huldreichst übernehmen, wenn und sobald von Seiten sämmtlicher Bundesstaaten eine gleiche Geneigtheit wird ausgesprochen, und die Angelegenheit überhaupt, nach unmaaßgeblicher Anleitung der in der Königlich-Sächsischen Abstimmung specificirten Anhaltspuncte, als vollkommen ins Reine gestellt erscheinen wird.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte ist angewiesen, der Königlich-Sächsischer Seits in der 18. Sitz. §. 114, über die Nothwendigkeit einer näheren Uebersicht der fraglichen Forderungen und der zu deren Befriedigung vorhandenen Mittel, erfolgten Erklärung beizutreten, jedoch zu jeder neuen Anlage, deren es ohnehin nicht bedürfen würde, die Beiträge abzulehnen.

Braunschweig und Nassau: stimmt für die Curie wie Hanover, mit dem Be-
'en, die Ansicht der Herzoglich-Nassauischen Regierung gehe dahin, daß dieser Gegen-
d in drei Fragen zerfalle:

1) ob die Verwendung der rückständigen Kammerzieler und Zinsen der Sustentations-
'e-Capitalien zur Deckung der reclamirten Pensionsrückstände als Grundsatz anzuerken-
sey?

2) ob der Souverain die Verbindlichkeit zur Zahlung derjenigen Kammerzieler-Rück-
de, welche auf die vormaligen, späterhin mediatisirten Reichsstände fallen, vorbehältlich
er deßfallsigen Ansprüche an die Standesherren, zu übernehmen habe? und

3) ob der noch etwa erforderliche Zuschuß zu diesen Rückständen nach der jetzigen
ndesmatrikel geschehen soll, oder nach der früheren Matrikel, wie sie nach dem Lüne-
er Frieden und nach dem Reichsdeputations-Schlusse v. 1803 noch in Anwendung gewesen,
ı Grunde zu legen sey?

Auf die erste und zweite Frage äussere sich Nassau bejahend; auf die dritte aber dahin,
: die Berichtigung nach der alten Reichsmatrikel geschehe.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. Gesandter wird sich
ilen, die Abstimmung nachzubringen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: werden um so weniger in dem
lle seyn, daß bei ihnen eine Verbindlichkeit zu ferneren Beiträgen angenommen
rden kann, als noch in dem in der 25. Sitzung v. 15. Juli 1822 über die vorliegende
ıgelegenheit erstatteten Commissionsvortrage die benannten Staaten unter denjenigen
fgeführt worden, welche mit Kammerzielern bis zum 31. December 1816 nicht im Rück-
nde geblieben. Eben so ist der diesseitige Beitrag zu dem Vorschusse des Grafen von
:igersberg vor längerer Zeit berichtigt.

Dennoch kann die Gesandtschaft die Geneigtheit ihrer höchsten Committenten erklären,
ch Maaßgabe des zweiten Commissionsvorschlages, die S. 772 des Prot. ausgewor-
:en Beiträge zu einer allgemeinen matrikularmäßigen Ausschreibung von 50,000 Fl.
entrichten, wenn die Erklärungen der übrigen Staaten, namentlich auch wegen Ue-
'nahme der zu 27,795 Fl. 47 Kr. berechneten Rückstände der besoldeten Kammergerichts-
:sonen, es möglich machen, die Angelegenheit auf diesem Wege durch allgemeines Ein-
:ständniß völlig zu erledigen.

Was die Ansprüche der Advocaten und Procuratoren betrifft, wird man sich, nach Lage
' Sache, die nähere Aeusserung noch vorbehalten können.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Der Gesandte der 16. Stimme zeigt für Hohenzollern-Hechingen an, daß Seine Durchlaucht dem Antrage, die Rückstände nach der Matrikel leisten zu lassen, wenn die Mehrheit sich dafür ausspricht, beitreten; Höchstihren Beitrag zu dem Vorschusse des Herrn Grafen von Reigersberg haben Höchstdieselben schon vor geraumer Zeit entrichten lassen.

Seine Durchlaucht, der Fürst zu Hohenzollern-Sigmaringen, finden, was den ersten Theil des Commissionsberichts betrifft, angemessen, daß die Rückstände für die besoldeten Mitglieder des Kammergerichts, die rückständigen Gehalte für das noch lebende Canzleipersonale, und die rückständige Besoldung verstorbener Canzleipersonen bezahlt werden. Seine Hochfürstliche Durchlaucht erachten in Rücksicht auf die Gerechtigkeit der Forderung, und die bedrängte Lage der Witwen und Erben, nicht einmal dem Rechte angemessen, daß bei den letztern Rückständen eine Reduction eintrete.

Vielmehr würde die in Antrag gebrachte Herabsetzung für die Forderung der Advocaten und Procuratoren in Anwendung zu bringen seyn, da diese nicht unter die Besoldeten gehören.

Zu der in Anregung gebrachten Forderung des Herrn Grafen Reigersberg, ist der diesseitige Beitrag schon lange geleistet.

In Beziehung auf die zweite Frage:

wie diese rückständigen Forderungen in der Wirklichkeit zu decken seyen?

sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht den Anträgen der Commission, besonders wegen einer nach der Bundesmatrikel vorzunehmenden Repartition, vollkommen beigetreten, so weit diese Reste nicht eventuell von Baiern und Würtemberg übernommen werden.

Die diesseitigen Schuldigkeiten an Kammerzielern bis 1816 sind vollständig berichtigt. Was hieran aussteht, gehört unter die widersprochenen illiquiden Ansätze, welche der Gegenstand eines veralteten und unentschiedenen Processes geworden sind. Es ist darüber schon in der diesseitigen Abstimmung vom 19. Juni 1817 (36. Sitz.) Erwähnung gemacht, und aus diesem Grunde darauf angetragen worden, daß die noch erforderlichen Beiträge, so weit Seine Hochfürstliche Durchlaucht hierzu concurriren sollen, nicht nach der vormaligen Ordnung der Kammerzieler, sondern nach der Bundesmatrikel umgelegt werden mögen, indem man sich hierorts gegen die erstere in obiger Beziehung verwahren müßte.

Mit dieser einzigen Beschränkung, sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht übrigens vollkommen bereit, allen jenen Anträgen beizutreten, welche zu endlicher Beruhigung einer, großentheils auf strenger Gerechtigkeit beruhenden, Reclamation gereichen mögen. Sie wollen Sich jedoch darüber, da dieser Gegenstand zu fernerer Berathung gelangen wird, Ihre endliche Erklärung vorbehalten.

)ierauf wurde

beschlossen:

ie vorliegenden, so wie die noch ferner eingehenden Abstimmungen an die betreffende ussion abzugeben, um, auf den Grund derselben, möglichst bald weitere Vorschläge zu)er Erledigung dieser Angelegenheit zu machen.

§. 182.

Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardein, betreffend.

(21. Sitz. §. 131 d. J.)

In Folge Beschlusses der 21. dießjährigen Sitzung (§. 131) wurden über das Pen- gesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardein, die rück-)igen Erklärungen zu Protokoll gegeben, von

Baden. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist angewiesen, sich jeder weitern Aus- ung darüber zu enthalten, daß dem Pensionsgesuche des Christian Joseph Dieze, als naligen Münzwardein des Kur- und Oberrheinischen Kreises, überall nicht das strenge ht zur Seite stehe.

Die in der 55. Sitzung des Jahres 1817 (§. 409) abgegebene Erklärung des Groß- zoglichen Hofes ist in dieser Beziehung auch jetzt noch so maaßgebend, daß sie jede ederholung überflüssig macht, besonders, da sich auch die Herren Bundestags-Referenten ihrem in der 5. dießjährigen Sitzung (§. 36) erstatteten Vortrage hiermit einverstanden er- ren. Es würde sich daher nur noch fragen können, in wie fern die Großherzogliche gierung gesonnen sey, den Billigkeitsgründen Gehör zu geben, die sowohl von Seiten : Commission, als der Herren Bundestags-Referenten für die Pensionirung des Recla- anten angeführt worden sind.

Was diese Frage betrifft, so hat die Großherzogliche Gesandtschaft das Bedauern res höchsten Hofes auszudrücken, daß derselbe sich ausser Stand befinde, dem ihm dieser- ılb gemachten Ansinnen zu entsprechen. Zugleich ist sie beauftragt, dasjenige zu wieder-)len, was sie in Bezug auf ein ganz ähnliches Pensionsgesuch des Obersten von Mogen der 20. Sitzung v. J. 1822 (§. 169) der hohen Bundesversammlung vorzutragen die hre hatte.

Dem zufolge drückt die Gesandtschaft den angelegentlichen Wunsch aus, daß das)roßherzogthum Baden, das sich gleichfalls zu den Gläubigern des Kur- und Ober-

rheinischen Kreises zählt, in Zukunft zum mindesten mit Anforderungen zu provisorischer Uebernahme fernerer Lasten verschont bleiben, und daß vielmehr die Lösung aller ähnlichen Fragen in der definitiven Regulirung dieser so lange verzögerten Sache gefunden werden möge.

Kurhessen. Die günstigen Erklärungen, welche von mehreren, durch den Beschluß der Bundesversammlung vom 6. März d. J. hierzu veranlaßten Regierungen (§. 83, S. 149 des dießjähr. B. T. Prot.) für die Bewilligung eines dem Münzwardein-Adjunct Chr. Jos. Dieze, vom Anfange dieses Jahres an bis zu erfolgter Entscheidung über seine Pensions-Reclamation, zu entrichtenden Unterhaltsbetrag von 800 Fl. erfolgten, sind sämmtlich von dem Umstande abhängig gemacht und bedingt worden:

daß alle übrige betheiligte Regierungen ihre Rate ebenfalls bewilligen würden.

Da nun aber von der K. Preussischen verehrlichen Gesandtschaft in der 21. Sitz. (§. 131 des Prot.) erklärt worden ist, daß man sich in der Hoffnung einer baldigen Erledigung des Ober- und Kurrheinischen Kreisschuldenwesens veranlaßt finde, die angetragene provisorische Bewilligung, von der jetzo die Rede ist, bis zu der vorgängig nöthigen definitiven Regulirung des Concurrenzbetrags auszusetzen; so ist Kurfürstliche Gesandtschaft angewiesen worden, dieser Erklärung auch ihres Orts, und zwar um so mehr beizutreten, als überhaupt der Anspruch des Reclamanten auf eine Pension noch nicht anerkannt, vielmehr von Seite der Großherzoglich-Badischen Regierung §. 409 S. 808 des Prot. v. J. 1817 widersprochen worden ist, und die provisorische Bewilligung eines Theils derselben für eine vorläufige Anerkennung des Anspruchs angesehen werden möchte, während die Frage: ob der Reclamant überhaupt Pension zu verlangen berechtigt sey? bei der zu Regulirung dieser Gegenstände angeordneten Commission noch nicht hinlänglich instruirt, also noch weniger entschieden und vorerst noch zu der Erörterung bei dieser letzteren geeignet ist.

Braunschweig und Nassau für Nassau: erklärt seine Bereitwilligkeit, die für dasselbe begutachtete Rate mit 80 Fl. an der dem Münzwardein Dieze zugedachten Unterstützung vorläufig auszahlen zu lassen, in so fern alle übrigen betheiligten Staaten der angetragenen Verwilligung ebenfalls beistimmten.

Hierauf wurde

beschlossen:

die Entscheidung über das Gesuch des Christian Joseph Dieze bis zur definitiven Erledigung des Pensions- und Schuldenwesens auszusetzen; übrigens aber bei dieser Gelegenheit die subdelegirte Commission zur Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesens durch die betreffenden Gesandtschaften zu ersuchen, über den Stand ihrer Verhandlungen sobald als möglich Bericht zu erstatten.

Folgen die Unterschriften.

chs und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. December 1823.

In Gegenwart

r in der fünf und zwanzigsten Sitzung Anwesenden,

§. 183.

sions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens.

(22. Sitz. §. 150 d. J.)

iern. Seine Königliche Majestät von Baiern haben bereits in der 43. Bundestags-
des Jahres 1817 (§. 335) durch Allerhöchstdero Gesandtschaft eine Erklärung in Be-
er Pensionsansprüche der Mitglieder des Deutschen Ordens abgeben lassen; zugleich
em damals im Namen Seiner Königlichen Majestät von Preussen gestellten Antrage
rnennung einer eigenen Commission zur endlichen Berichtigung dieser Sache gerne
immt.

Nachdem gedachte Commission ihr Gutachten in der 32. Sitzung vom 17. October 1820
3) erstattet, schien unter den sämmtlichen Paciscenten des Mergentheimer Vertrags
nchen Beziehungen ein gemeinschaftliches Interesse obzuwalten. Nächst dem deßhalb
telbar mit den betheiligten Regierungen gepflogenen Benehmen, wurde daher auch
önigliche Bundestagsgesandtschaft bei Ertheilung der Instruction über diesen Gegen-
bereits unterm 22. April v. J. und später wiederholt angewiesen, mit den Gesandt-
n der betheiligten Höfe Rücksprache zu nehmen, um, wo möglich, sich mit densel-
ber ein gemeinschaftliches Votum zu vereinigen.

Seine Königliche Majestät haben jedoch mit Bedauern vernommen, daß dieses Resul-
cht erzielt werden konnte, und da in der 21. dießjährigen Bundestagssitzung, ohne
ige Mitwirkung und Theilnahme, im gemeinschaftlichen Namen von Würtemberg,
und Nassau, eine Erklärung über den oben erwähnten Commissionsvortrag erfolgt,
inzwischen von andern Bundesgliedern darüber abgestimmt worden ist; so hat

nunmehr der Königliche Gesandte die Weisung erhalten, die in der gedachten 21. Sitzung (134) vorbehaltene, lediglich durch die angeführten Umstände verzögerte, diesseitige Abstimmung, ganz nach dem Inhalte der schon unterm 22. April v. J. erhaltenen Instruction, abzugeben.

Man ist bei den diesseits über diese Sache gepflogenen Berathungen im Allgemeinen von folgenden Voraussetzungen ausgegangen: daß

1) Baiern nur als Inhaber von ehemaligen Besitzungen des Ordens diesseits des Rheins, und von Entschädigungen, welche dem Orden für seine ehemaligen Besitzungen jenseits des Rheins zugetheilt worden, ausser diesem aber in keiner Eigenschaft zur Berichtigung solcher Pensionsansprüche verbunden sey; daß

2) diese Ansprüche, um verbindend zu seyn, entweder Kraft eines besondern frühern Titels auf eine einzelne ehemalige Besitzung des Ordens, die dem Baierischen Staatsvermögen einverleibt worden ist, oder auf die erwähnten Entschädigungen, so weit sie diesem Staatsvermögen angehören, oder obliegen, gerichtet seyn müssen; daß

3) die von dem Deutschen Orden selbst im Jahre 1805 über die Bestimmung gedachter Entschädigungen getroffene Anordnung aufrecht zu erhalten sey; daß

4) auch das Verfahren und die Beschlüsse des Mergentheimer Congresses aufrecht zu erhalten seyen; und daß daher

5) die von diesem Congresse, mit voller Befugniß gegen Forderungen, die bei ihm nicht angemeldet worden, verhängte Präclusion auf diejenigen unter den gedachten Ansprüchen, die zu jener Anmeldung sich eigneten, anzuwenden wäre; daß aber

6) falls die zu Gunsten der Mitglieder des Deutschen Ordens in der Deutschen Bundesacte geleistete Zusage als entscheidend, auch gegen die erwähnte Präclusion angenommen werden sollte, diese wenigstens bis auf den Zeitpunct der Bundesacte als gültig betrachtet werden müsse, und demnach die von ihr ausgeschlossenen Ansprüche erst von diesem Zeitpuncte an wieder aufleben.

Was nun die einzelnen Ansprüche betrifft; so ist

I. der von dem Landcommenthur der Ballei Lothringen, Freiherrn von Zweyer, vorgebrachte gänzlich ungegründet.

Nach der Verfassung des Ordens und nach dem Großcapitelschlusse von 1805, gebührte ihm nur ein Deputat von 5000 Fl. jährlich. Dieses wurde ihm durch den Mergentheimer Congreß mit 3,653 Fl. 52 Kr. auf das Meisterthum und die demselben einverleibte Ballei Franken, und mit 1,346 Fl. 8 kr. auf die übrigen Balleien angewiesen, woran die Baierische Staatscasse nur die kleine Summe von 26 Fl. 55½ Kr., welche bereits abgelöst ist, getroffen hat. Es verdient übrigens bemerkt zu werden, daß durch

ernahme schon weit mehr geschehen ist, als man, strenge genommen, schuldig war, Antheil der Ballei Lothringen an den Entschädigungen des Ordens, an welchen ner Anspruch hat gerichtet seyn können, nicht mehr als 29,530 Fl. Capital be-at.

Die Ansprüche des Freiherrn von Kerpen und des Grafen Ursini-Rosenberg, der Ballei Altenbiesen, gehen die Krone Baiern nur an

wegen des Antheils gedachter Ballei an der Entschädigung des Ordens; dieser Antheil ist durch den Großcapitelschluß von 1805 auf ein Capital von 136,265 Fl. festgesetzt worden, dessen Zinsen zu 4 Proc. nach eben demselben Beschlusse 5,450 Fl. 36 Kr. jährlich betragen, woran Baiern 2,402 Fl. 35 Kr. jährlich treffen;

wegen des von dem Grafen von Rosenberg angesprochenen Stiftgeldes von dem Deutschen Hause zu Aschaffenburg zu 450 Fl. jährlich.

nlangend nun

) den jährlichen Zins von 2,402 Fl. 35 Kr., sind Se. Königliche Majestät, falls en erwähnte Präclusion dieses bei dem Mergentheimer Congresse nicht angemeldeten iches nicht sollte geltend gemacht werden können, bereit, die Zahlung desselben, vom ni 1815 anfangend, auf die Lebenszeit der dazu Berechtigten anzuweisen.

) Die von dem Grafen von Rosenberg behauptete Einverleibung der Commende fenburg in die Ballei Altenbiesen, ist nicht nachgewiesen. Sollte aber auch diese veisung geleistet und der vormalige Bezug von 450 Fl. dargethan werden; so wäre nicht die Königlich-Baierische Staatscasse zur Entschädigung des Grafen von Rosen-verpflichtet, da die vorige Regierung des Fürstenthums Aschaffenburg das Commende-verkauft und den Kaufschilling dem Pfarrfond überlassen hat.

III. Die gleichfalls bei dem Congresse unangemeldet gebliebenen Ansprüche des Grafen von oredo und des Freiherrn von Kerpen, wegen der Ballei Coblenz, gehen die Königliche atscasse nur wegen des Antheils an, welchen der Großcapitelschluß von 1805 gedachter ei an der Entschädigung des Ordens mit einem Capital von 65,222 Fl. zugetheilt hat, n Zins zu 4 Proc. 2,608 Fl. 53 Kr. jährlich betragen, woran Baiern 1149 Fl. 59 Kr. lich treffen.

Unter obiger Voraussetzung, daß die Präclusion dieser Ansprüche nicht vollzogen wer-könne, sind Seine Königliche Majestät ebenfalls bereit, auch diese Summe, vom Juni 1815 an, auf die Lebenszeit der Berechtigten anzuweisen.

Dieses ist es, was der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte in Bezug auf die An-genheiten des Deutschen Ordens und den darüber unterm 17. October 1820 erstatteten mmissionsvortrag zu erklären sich beauftragt findet.

Kurhessen. Kurfürstliche Gesandtschaft hat hinsichtlich der Pensions-Reclamationen von diesseits-rheinischen Deutschordens-Commenden bereits in der 42. Sitzung des Jahres 1817 (§. 323) abgestimmt, und würde sich auf den Inhalt ihrer damaligen Aeusserung, ohne etwas weiteres hinzuzusetzen, beziehen können, wenn sie nicht aus Veranlassung der nachher zu Protokoll gekommenen Abstimmungen von ihrem allerhöchsten Hofe noch besonders wäre angewiesen worden, zu erklären, daß ein Beschluß durch die Mehrheit, mittelst dessen auch denen Regierungen, welche nicht wieder zu dem Besitz und Genuß vom Westphälischen Gouvernement veräusserter Commenden und einzelner Deutschordens-Güter gelangt sind, dem ungeachtet hinsichtlich dieser Deutschordens-Güter, die sie nicht erhalten haben, Pensionsleistungen aufgelegt werden wollten, gegen den Inhalt des Art. 15 der Wiener Schlußacte angehen, und in so fern nicht etwa die betheiligten Regierungen selbst einwilligen sollten, für diese unverbindlich seyn und bleiben würde, man also einer hierauf ausgedehnten Beschlußnahme widersprechen müsse.

Was übrigens die Reclamation der überrheinischen Deutschordens-Ritter und Beamten des Ordens betrifft, so dürfte wohl, zufolge der durch den Beschluß am Ende der 541. Seite des dießjährigen Protokolls der Commission geschehenen Mittheilung der gemeinschaftlichen Erklärung von Würtemberg, Baden und Nassau, noch eine weitere Aeusserung hierüber von jener zu erwarten seyn, und wolle man sich in dieser Voraussetzung die weitere Aeusserung hierüber vorbehalten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: tritt der Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung in der 37. Sitzung (§. 215) vom Jahre 1820 bei.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: tritt ebenfalls der Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung bei.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff des, in der 32. förmlichen Sitzung des Jahres 1820 über die Pensions-Angelegenheiten der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens zum Vortrage gekommenen und zur Instructions-Einholung verstellten, gutachtlichen Commissionsberichtes, ist der Großherzoglich-Mecklenburgische Bundestagsgesandte angewiesen, zu erklären:

daß seine höchsten Committenten den in gedachtem Commissionsgutachten entwickelten Ansichten beistimmen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: schliessen sich der Mehrheit an. Was insbesondere die Deutschordens-Ballei Sachsen betrifft, so ist der hohen Bundesversammlung die im Jahre 1819 zwischen den Höfen von Mecklenburg-Schwerin, Braunschweig und Anhalt-Bernburg abgeschlossene Vereinbarung bekannt, aus welcher hervorgeht,

er von Anhalt=Bernburg, noch von den andern betheiligten Staaten, ausser den
)tigten Ansprüchen mehrerer Balleidiener, irgend weitere Pensionsansprüche anerkannt
es muß sonach die Herzoglich=Anhalt=Bernburgische Regierung diese Angelegenheit
igt ansehen und die Ueberzeugung unterhalten, daß die fernere und völlige Regulirung
)ensionssache lediglich das Interesse der verschiedenen übrigen Regierungen betreffe, in
)ebiet die Güter der andern Balleien der beiden Orden belegen waren.

)ie freien Städte. Gewiß machen alle Rücksichten, und besonders die auf
rgerückte Alter der mehrsten Reclamanten und auf ihre schon so lange getäuschte
ng, eine baldige Beendigung dieser Angelegenheit sehr wünschenswerth. Nach der von
nberg, Baden und Nassau in der 21. Sitzung d. J. abgegebenen gemeinschaftlichen
ing, und der von denselben geäusserten Bereitwilligkeit, in billige Vergleichsvorschläge
hen, so wie nach dem von Seiten Preussens bezeigten Wunsche, diese Sache bald
)t zu sehen, darf man sich der Hoffnung überlassen, daß die betheiligten Staaten zu
Vergleiche die Hände bieten werden. Da nun diese Art der Erledigung bei weitem
inschenswertheste ist, und wahrscheinlich auch am schnellsten zum Ziele führen wird,
uch dem Interesse der Reclamanten am beförderlichsten seyn würde: so geht der Wunsch
:eien Städte dahin, daß die Commission ersucht werden möge, sobald als möglich
hläge zu einer gütlichen Ausgleichung zu machen.

Der Kaiserlich=Königliche Herr Gesandte machte hierauf folgende Präsidial=
osition:

Seitdem in der 15. Sitzung d. J. der Beschluß gefaßt wurde, über die Pensions=
legenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens am 27. November d. J.
timmen, und hierdurch die definitive Erledigung eines seit Eröffnung des Bundestages
)erathung stehenden Gegenstandes herbeizuführen, ist bekanntlich in der letzten Sitzung
den Sommerferien von Seiten der Höfe Würtemberg, Baden und Nassau, in ihrer
nschaft als Mitcontrahenten des Mergentheimer Vertrags, eine gemeinschaftliche Erklä=
abgegeben worden, welche in so fern wesentlichen Einfluß auf die Sache hat, als
n die unverkennbar zur endlichen Regulirung derselben unumgänglich nöthige Mitwir=
dieser Höfe, wenigstens in der Art, wie in dem Commissionsberichte vom 17. October
0 angetragen wurde, vorläufig versagt, und nur die Bereitwilligkeit zu erkennen gege=
wird, auf anderweite Vergleichsvorschläge einzugehen.

Mein allerhöchster Hof, von dem bereits ausgesprochenen Wunsche beseelt, die bei dieser
ulirung betheiligten hochbejahrten Individuen den Trost geniessen zu sehen, ihre sowohl
ts= als völkerrechtlich sanctionirten, als auch zugleich von der höchsten Billigkeit unter=

stützten Ansprüche endlich berichtigt und erledigt zu wissen, kann es nur innigst bedauern, durch jene Erklärung die Erfüllung einer zufolge des Art. 15 der Bundesacte von Seite des Bundes übernommenen Pflicht abermals verzögert zu sehen; derselbe hält es jedoch der dermaligen Lage der Sachen angemessen und zweckbeförderlich, wenn vor Allem die für diese Angelegenheit bestehende Bundestags-Commission über die bereits ihr zugewiesene mehrerwähnte Erklärung, so wie auch über die so eben erfolgte Königlich-Baierische Abstimmung, ihre gutachtlichen Ansichten vorlegen, und wo möglich zugleich versuchen würde, solche Modalitäten zu bezeichnen, welche geeignet wären, die von gedachten Höfen selbst als nöthig anerkannte und daher auch gewiß von ihrer geneigteren Mitwirkung zu erwartende Beschleunigung dieser Pensions-Angelegenheit zu befördern.

Indem ich daher beauftragt bin, diese Aufforderung an die Commission mit dem Wunsche in Antrag zu bringen, daß dieselbe diese hohe Versammlung baldigst in den Stand setzen möge, dieser Angelegenheit die weitere nach den Umständen zu bemessende Folge zu geben, glaube ich jedoch ausdrücklich bemerklich machen zu sollen, daß diese vorgeschlagene conciliatorische Maaßregel, in so fern sie fruchtlos bleiben würde, wohl ganz unpräjudicirlich für die Entscheidung der Frage bleiben müßte, in wie weit der in der 3. Sitzung vom Jahre 1818 gefaßte Beschluß, wonach in dieser Angelegenheit Stimmenmehrheit zu entscheiden hat, seine Anwendung erhalten soll.

Sämmtliche Gesandtschaften vereinigten sich mit diesem Antrage; daher

Beschluß:

daß die betreffende Commission ersucht werde, über die ihr bereits zugewiesene Erklärung der Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau (21. Sitz. §. 134 d. J.), so wie auch über die so eben erfolgte Königlich-Baierische Abstimmung, ihre gutachtlichen Ansichten vorzulegen, und zu versuchen, solche Modalitäten zu bezeichnen, welche geeignet sind, die von gedachten Höfen selbst als nöthig anerkannte und daher auch gewiß von ihrer geneigteren Mitwirkung zu erwartende Beschleunigung dieser Pensions-Angelegenheit zu befördern.

§. 184.

Gesuch der Relicten des ehemaligen Comitialgesandten von Mollenbeck, Zahlung dessen Besoldungsrückstandes betreffend.

(35. Sitz. §. 197 v. J. 1820.)

Baden. In der 14. Sitzung vom 30. Juni 1820 wurde von der Reclamations-Commission Vortrag über das Gesuch der Relicten des ehemaligen Comitialgesandten von Mollenbeck, Zahlung dessen Besoldungsrückstandes betreffend, erstattet, und in diesem unter andern der Antrag gestellt, daß das Großherzogthum Baden gemeinschaftlich mit der Krone

den von der Grafschaft Virneburg herrührenden Rückstand von 192 Fl. 39 Kr. nen möchte. Hierüber hat nun die Gesandtschaft folgende Erklärung abzugeben.

urch den §. 14 des Reichsdeputations-Recesses von 1803 wurde der älteren, damals -, jetzt Fürstlich-Freudenbergischen Linie von Löwenstein-Wertheim, für den Ver- zum Westphälischen Kreise gehörig gewesenen Grafschaft Virneburg, das Amt- enberg, die Karthause Grünau, das Kloster Triefenstein und die Dörfer feld, Rauenberg, Wessenthal und Trennfeld als Entschädigung angewiesen. Entschädigungslande fielen in Folge der Rheinischen Bundesacte unter die Großher- -Badische und resp. Fürstlich-Primatische Souverainetät, so daß der Mainfluß die bildete, und alles am rechten Mainufer Gelegene, wohin namentlich Triefenstein, u und Trennfeld gehörten, dem Fürstlich-Primatischen Staate, oder nunmehr dem reiche Baiern, als Successor des Letzteren, incorporirt wurde.

Während des Bestandes der Gräflich-Löwenstein-Wertheimischen Landeshoheit, bildeten te Entschädigungs-Surrogate eine Gesammtsteuercasse. Der jährliche Steuerbeitrag te die Summe von 3101 Fl., und hiervon wurde, nach eingetretener Mediatisation, die von 1473 Fl. 30 Kr. dem Fürsten Primas, modo Baiern, der Rest mit 1627 Fl. . hingegen dem Großherzogthume Baden zugeschieden.

Die Besoldung des verstorbenen Comitialgesandten der Westphälischen Grafencurie, Mollenbeck, war auf erwähnte Steuercasse mit dem jährlichen Betrage von 101 Fl. irt, und bei der im Jahre 1811 diesseits erfolgten Regulirung der Mollenbeckischen ion wurde auf Rechnung des, Baden zugefallenen, Antheils der Virneburgischen Entschä- ngslande die Summe von 59 Fl. 48 Kr., also noch etwas mehr übernommen, als, dem oben berührten Theilungsverhältnisse zwischen den beiden Souverains, der Groß- zoglich-Badischen Regierung hätte zugemuthet werden können.

Hierbei beruhigten sich auch die von Mollenbeckischen Relicten, woraus mehr als zur nüge hervorgeht, daß sie keinen ferneren Anspruch an das Großherzogliche Gouverne- nt wegen rückständiger Pensionsbeiträge mehr besitzen, und daher ihnen überlassen werden sse, sich mit der in Anregung gebrachten Virneburgischen Restforderung ad 192 Fl. Kr. an die Königlich-Baierische Regierung zu wenden.

§. 185.

s Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betr.

(24. Sitz. §. 172 d. J.)

Braunschweig und Nassau für Nassau. Es scheint in dieser Sache das tachten der Königlich-Baierischen und der Kurhessischen Gesandtschaft, daß diese Forderung

nicht sofort als executivisch betrachtet werden dürfe, sondern zuvörderst vor den Königlich-Preussischen Gerichten, wegen des Widerspruchs des schuldenden Theiles, ausgetragen werden müsse, in den vorliegenden Verhältnissen begründet, so wie es auch nur die Absicht der Bestimmungen in §. 83 des Reichsdeputations-Hauptschlusses gewesen seyn kann, für alle rechtliche Einwendungen das Gehör nicht zu versagen.

Da nun die subdelegirte Commission nur zu Einleitung der Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens zwischen den betheiligten Regierungen, welche die ehemaligen Kreislande besitzen, niedergesetzt ist, so liegt die gerichtliche Beitreibung einzelner Ausstände ausser ihrer bisherigen Competenz, und es wird für die Bundesversammlung kein Grund vorliegen, die bei der fraglichen einzelnen Kreisforderung betheiligten Höfe zu einer speciellen Ausdehnung dieser Competenz zu veranlassen. Vielmehr wird jene Forderung, bis dahin, wo nach Beendigung der commissarischen Vorbereitungsarbeiten anderweite definitive Maaßregeln werden getroffen worden seyn, der Oberrheinischen Kreiscasse vorbehalten bleiben können.

§. 186.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(13. Sitz. §. 88 d. J.)

Kurhessen. Der Kurfürstliche Herr Gesandte, Geheime Rath von Meyerfeld, zeigte der hohen Bundesversammlung an, daß er die Sammlung der Kurhessischen Gesetze und Verordnungen v. J. 1337 bis 1806 in acht Foliobänden, dann die neuern Gesetze vom Ende des Jahres 1813 bis 1820 in drei Quartbänden zur Bibliothek der hohen Bundesversammlung abgegeben habe.

§. 187.

Ergänzung der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Bundestags-Commission.

(18. Sitz. §. 115 d. J.)

Auf Veranlassung der Eingaben (Zahl 27 u. 50) vom 27. März und 27. Mai d. J., welche die Reclamations-Commission an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission abgegeben hat, wurde zur Ergänzung der letztern geschritten, und der Kurhessische Bundestagsgesandte, Herr von Meyerfeld, zum Mitgliede dieser Commission gewählt.

§. 188.

Reclamation der Kurhessischen Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach, wegen der von ihnen geforderten, aus dem Lehnsverhältnisse herrührenden Frohndienste.

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowitz, trägt vor:

e Kurhessischen Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach führen in einer Vorstellung
ohe Bundesversammlung vom 6. Oct. 1819 (Num. 122 des Einr. Protok.) an: Durch
t der Westphälischen Regierung vom 23. Jan. 1808 seyen alle aus dem Lehnsverbande
: Lehnsherrschaft herrührende Dienste aufgehoben worden. Hierdurch seyen sie von den
ssenen Diensten, welche sie an die Ganerben Schenk zu Schweinsberg zu leisten hatten,
worden. Das Civiltribunal in Marburg, bei welchem die Dienstherren im Jahre 1809
ie Klage erhoben, habe selbige abgewiesen, und so seyen sie bis zum Jahre 1816 im unge-
Genusse der Befreiung von Diensten geblieben. Eine Kurhessische Verordnung vom 27. De-
1814 habe die aufgehobenen Frohnen und Dienste wieder hergestellt. Hierauf hätten
ienstherren sie, die Gemeinden, im Mai 1816 wegen Leistung der vorigen Dienste
in Anspruch genommen, die Sache sey bis zu dem Oberappellationsgerichte gediehen,
lle Erkenntnisse wären gegen sie ausgefallen. Mit dem letzten Urthel dieses Gerichts
r Rechtsgang geschlossen und die nachherige Supplication sey vergebens gewesen.
Die Reclamanten bitten daher, sie in der unter der Westphälischen Zeit gesetzlich er-
nen Freiheit von ungemessenen Frohndiensten zu schützen.
Das Gutachten des Herrn Referenten geht dahin:
Da die Beschwerde eine Rechtssache betreffe und hierbei eine Verweigerung oder Hem-
g der Rechtspflege nicht statt gefunden habe, so sey diese hohe Versammlung in der
e nicht competent.
Hierauf wurde, unter einhelliger Zustimmung zu dem Antrage,

beschlossen:

1) daß die Kurhessischen Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach, mit ihrer bei
hohen Bundesversammlung angebrachten Beschwerde, wegen der von ihnen geforderten
dem Lehnsverhältnisse herrührenden Frohndienste, abgewiesen, und
2) daß dieser Beschluß dem Bevollmächtigten der Reclamanten, Dr. Schreiber dahier,
nnt gemacht werde.

§. 189.

clamation des Regierungsdirectors Herquet zu Fulda, Pension betr.

(1. Sitz. §. 4 v. J. 1823.)

Ebenderselbe trägt über die neuesten Eingaben des Regierungsdirectors Herquet
Fulda (Zahl 44, 53 u. 97 d. J.) vor:

Der Regierungsdirector Herquet trat 1793 in Fuldaischen Dienst, wurde 1809 Regie-
ngsdirector in Fulda und 1811 Präfect des Departements. Als solcher wurde er 1816
Vertheilung der Diener des Departements Fulda mit seinem decretmäsigen Gehalte an

3,500 Fl. von der Krone Preussen übernommen und an Kurhessen überwiesen. Die Kurhessische Regierung nahm ihn anfangs als Regierungsrath und zugleich Director der ersten Section der Regierung in Fulda mit 2,000 Fl. Gehalt und 1,500 Fl. Pension in ihre Dienste, ertheilte ihm aber, als er wegen Schmälerung seines vorigen Ranges Vorstellung that, 1819 den Rang in der zweiten Classe und das Prädicat eines Regierungsdirectors. Bei der im Jahre 1819 stattgehabten Organisation der Regierungs-Collegien in Kurhessen wurde er wieder als Regierungsrath, ohne fernere Theilnahme am Directorio der Regierung und ohne Erwähnung seines ferneren Ranges (indem die Regierungsräthe in der vieren Classe stehen), angestellt. Gegen diese Verfügung that er anderweit Vorstellung, indem er auf sein in der Wiener Congreßacte und dem Reichsdeputations-Hauptschlusse gegründetes Recht, als vormaliger Großherzoglich-Frankfurtischer Staatsdiener den lebenslänglichen Fortgenuß seines früher gehabten Ranges und Gehaltes in Anspruch zu nehmen, sich berief, und die Bitte hinzufügte, ihn, bis zu einer seinem vorigen Range gemäßen Anstellung, mit Verwandlung seines Gehaltes in eine Pension, vom activen Staatsdienste einstweilen zu dispensiren. Nach einer hierüber bei dem Kurfürstlichen Staatsministerio mit ihm gepflogenen Verhandlung, wurde er, unter Abweisung seiner für ungegründet erachteten Ansprüche, vom 1. Januar 1822 an, mit 1,500 Fl. Pension in Ruhestand versetzt.

Herquet wendete sich nun im Jahre 1822 in zwei Vorstellungen (Num. 39 und 73 des Einreichungsprotokolls) an die hohe Bundesversammlung, mit der Bitte, den Königlich-Preussischen Hof zu einer Intercession bei dem Kurhessischen Hofe zu vermögen, um hier die Remedur seiner Beschwerde zu bewirken, wurde aber in der 26. Sitzung vom 5. Dec. 1822 (§. 221) abgewiesen.

Später wendete sich selbiger mit einer anderweiten Vorstellung vom 30. April 1823 (Num. 44 des Einreichungsprotokolls) an diese hohe Versammlung, worin er bittet: «die Kurfürstlich-Hessische Regierung dahin bundesverfassungsmäßig zu vermögen, daß ihm dieselbe die ihm rechtlich gebührende Pension zu 3,500 Fl. für die Zukunft lebenslänglich und unabgekürzt auszahlen, die ihm an derselben seit Neujahr 1822 entzogene Summe von 2,000 Fl. aber, bis zur Zeit jener unabgekürzten Pensionszahlung, nachbezahlen lasse».

Der Reclamant glaubt, sich darum an die hohe Bundesversammlung wenden zu müssen, weil seine Pensionsforderung vom Bunde garantirt sey. Diese Voraussetzung gründet er darauf, daß zufolge der Wiener Congreßacte, Art. 45. 5, die Diener des Großherzogthums Frankfurt nach den Grundsätzen des 59. §. des Reichsdeputations-Hauptschlusses behandelt werden sollen, daß nach letzterm den Dienern der damaligen Entschädigungslande der lebenslängliche Fortgenuß ihres bisherigen Ranges und ganzen Gehaltes,

er Verbindlichkeit zu fernerer Dienstleistung, gelassen worden sey, und daß der Bund,
der Bundesacte, die durch jenen Reichsschluß getroffenen Verfügungen in Betreff
ter Pensionen garantirt habe; er schließt daher, weil der Bund die Garantie des
des Reichsdeputations-Hauptschlusses übernommen habe, und weil die Wiener Con-
e, Art. 45, unter Beziehung auf jenen Paragraphen, das nämliche bestimme, was
igem enthalten sey, so habe der Bund auch die Garantie des 45. Art. der Wiener
ßacte übernommen.

rner bezieht er sich, zu Begründung der Meinung, daß er sich an die hohe Bundes-
mlung zu wenden gehabt habe, theils auf §. 5. 2. der provisorischen Competenzord-
(§. 223 des Bundestags-Protokolls von 1817), wonach Einzelne, deren in der Bun-
e bestimmte und keine nähere Entwickelung bedürfende Gerechtsame verletzt worden
sich an selbige wenden können, wenn von der Regierung keine Abhülfe erfolgt, theils
f, daß die hohe Versammlung bereits in andern Fällen Reclamationen vormals Groß-
glich-Frankfurter Staatsdiener, wegen verweigerter oder geschmälerter Pensionen, an-
men habe.

In einer spätern Vorstellung, vom 29. Mai 1823 (Num. 53 des Einreichungspro-
s), bemerkt Herquet, daß, da sich seine Beschwerde wegen Verkürzung der ihm gebüh-
n Pension lediglich auf die Wiener Congreßacte und den Reichsdeputations-Haupt-
gründe, die Frage, ob die hier enthaltenen für sich angeführten Bestimmungen
hn unwendbar seyen? als eine in das öffentliche Recht des Bundes einschlagende Frage,
von einem Landesgerichte, sondern, besonders in Rücksicht der in der Bundesacte
nommenen Garantie, nur von der hohen Bundesversammlung entschieden werden könne.
fügt hinzu, daß dieselbe Frage über die Anwendbarkeit obiger Bestimmungen, in vier
hiedenen Staaten, welche Fuldaer Diener übernommen haben, dem Preussischen, Bai-
hen, Kurhessischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarischen, vorkommen könne, und
n deren Entscheidung den Landesgerichten überlassen werden sollte, vielleicht sehr verschie-
entschieden werden würde; daß, wegen der eigenthümlichen Bewandniß seiner Forde-
, deren Verhandlung vor den Landesgerichten manchen Bedenken unterliege; daß nach
vormaligen Reichsverfassung den Unterthanen bei Verfolgung ihres Rechts gegen Regie-
gen der Recurs an die Reichsgerichte offen gestanden habe, und in den weisen und ge-
en Absichten der höchsten Bundesglieder nicht liegen könne, die Rechtshülfe gegen
als zu beschränken; daß derselbe Grund der Vorsorge für die Diener des im Jahre
3 aufgelösten Großherzogthums Frankfurt vorwalte, welcher nach dem Reichsdeputations-
ptschlusse in Rücksicht der Diener der im Jahre 1802 secularisirten geistlichen Staaten
gefunden habe, und daß daher, wenn die Wiener Congreßacte jene Diener an der

Wohlthat obigen Reichsschlusses habe Theil nehmen lassen, selbige auch der Wohlthat der Garantie theilhaft worden seyen.

Der Reclamant schließt mit der Bitte: daß die hohe Bundesversammlung, jedes grundlose Anfechten ihrer Competenz verwerfend, in einer factisch und rechtlich so klaren und begründeten Beschwerdesache die gesetzlich verhießene Garantie geltend zu machen und diese schon als gerecht anerkannte Beschwerde auf bundesverfassungsmäßigem Wege zu erledigen geruhen möge.

Die Eingaben des Reclamanten, Num. 44 und 53, und dessen Erinnerungsschreiben, Num. 97, sind der Gegenstand dieses Vortrags.

Gutachten.

Der Deutsche Bund hat im 15. Art der Bundesacte die Garantie der durch den Reichsdeputationsschluß vom 25. Februar 1803 getroffenen Verfügungen in Betreff festgesetzter Pensionen an geistliche und weltliche Individuen übernommen. Daß derselbe aber auch die Garantie der im 45. Art. der Wiener Congreßacte enthaltenen Bestimmung, wonach die Diener des in Folge des Kriegs von 1813 aufgelösten Großherzogthums Frankfurt nach den Grundsätzen des 59. §. dieses Reichsschlusses behandelt werden sollen, übernommen habe, ist nirgend ausgesprochen und kann nach bloßen Folgerungen nicht behauptet werden.

Die hohe Bundesversammlung ist also nicht befugt, die Pensionsforderung des Reclamanten, welche sich auf den erwähnten 45. Art. der Wiener Congreßacte gründet, als eine vom Bunde garantirte zu betrachten, und sich in dieser Hinsicht für competent zu erklären.

Allerdings werden durch den 45. Art. der Wiener Congreßacte völkerrechtlich den Dienern des Großherzogthums Frankfurt Befugnisse in Hinsicht auf die Regierungen zugesichert, welche dieses Großherzogthum unter sich theilten. Leistet nun eine Regierung ihrer dießfallsigen Verbindlichkeit nicht Genüge, so begründet dieß einen rechtlichen Anspruch des Betheiligten gegen die Regierung, und die Entscheidung eines solchen Anspruchs steht nicht der Bundesversammlung, welche kein Gerichtshof ist, sondern lediglich den Landesgerichten zu.

In dieser Hinsicht hat der Referent dahin anzutragen:

daß der Regierungsdirector Herquet in Fulda, weil die im 45. §. der Wiener Congreßacte bestimmten Verhältnisse der ehemaligen Großherzoglich-Frankfurtischen Diener nicht ausdrücklich unter die Garantie des Deutschen Bundes gestellt, und eben so wenig zur Zeit ein anderer Grund für das Einschreiten der hohen Bundesversammlung angeführt worden, mit seiner Reclamation abgewiesen werde.

ierauf äusserte der Kurhessische Herr Gesandte von Meyerfeld: es sey
ei mehreren Veranlassungen von Kurfürstlicher Gesandtschaft in dieser hohen Ver-
ng erklärt worden, und könne daher auch hinsichtlich der eben vorgetragenen Recla-
unbedenklich nochmals wiederholt werden, daß in Kurhessen überhaupt niemand
g Rechtens in den dazu geeigneten Fällen verschlossen sey; ob sich nun der vorgetragene
tand hierzu eigne, und die Competenz der Gerichte begründe, werde von dem Recla-
bei diesen auszuführen seyn, daher der dem Antrage, auf dessen Abweisung von der
versammlung, beigefügte Vorbehalt als überflüssig wegfallen dürfte.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich hierüber zu dem

Beschlusse:

daß Regierungsdirector Herquet zu Fulda von der hohen Bundesversammlung mit
Gesuche ab-, und wenn er damit aufzukommen sich getraue, an den Rechtsweg zu
sen sey.

§. 190.

Dr. Ehrmann, als Bevollmächtigten des Grafen von Walderdorff, Beschwerde gegen die Herzoglich-Nassauische Regierung, wegen Verweigerung der dritten Instanz.

Der Großherzoglich-Herzoglich-Sächsische Herr Gesandte: erstattet Vor-
über ein, unter Z. 74 des dießjährigen Einr. Prot. eingetragenes Schreiben, was bei
hohen Versammlung von dem Dr. Ehrmann, in gerechtfertigtem Auftrage des Kai-
-Königlich-Oesterreichischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen Carl Wilderich
Walderdorff, übergeben und worin, vorzüglich unter Beziehung auf den 12. Art.
Deutschen Bundesacte und den 29. der Wiener Schlußacte, gebeten worden ist, im
ogthume Nassau, in einer zwischen dem Herrn Grafen, als Beklagten, und der Ge-
de Molsberg, als Klägerin, anhängigen Rechtssache, für jenen die dritte Instanz zu
itteln, nachdem der Herr Graf durch die Erkenntnisse, erst zweier Instanzen, des
oglichen Hofgerichts zu Dillenburg, vor welchem er, als gerichtsstandsbefreiet, in
Instanz Recht geben müssen, ingleichen des Herzoglichen Oberappellationsgerichts zu
baden, verurtheilt, eine letztern Orts an eine, dem Herrn Grafen nahmhaft zu ma-
e, dritte Instanz eingelegte weitere Berufung aber als frivol und der dagegen an das
ts-Justizministerium ergriffene Recurs ebenfalls durch Resolution vom 13. Nov. 1822
dem Grunde zurückgewiesen worden sey, weil im Herzogthume Nassau Privilegiirte,
sie sich der Competenz der Herzoglichen Aemter nicht mit Verzicht auf das privile-
fori unterwürfen, seit 1815 verfassungsmässig nur zweien Instanzen unterworfen wären.

Nachdem der Herr Referent den Inhalt der gedachten Schrifteingabe umständlich vorgetragen hat, eröffnet er folgendes

Gutachten.

Es scheint in dieser Angelegenheit der besondere Fall, der zu der vorliegenden Reclamation die Veranlassung gab, und die Erfüllung des 12. Artikels der Deutschen Bundesacte im Herzogthume Nassau überhaupt, unterschieden werden zu müssen.

Was den ersten anbelangt, so möchte dem Antrage des Reclamanten weder nach dem 12. Artikel der Deutschen Bundesacte, noch nach dem 29. der Wiener Schlußacte zu fügen stehen.

Der 12. Artikel der Deutschen Bundesacte enthält allerdings die Bestimmung: daß diejenigen Bundesglieder, deren Besitzungen nicht eine Volkszahl von 300,000 Seelen erreichen, sich mit den ihnen verwandten Häusern, oder andern Bundesgliedern, mit welchen sie wenigstens eine solche Volkszahl ausmachen, zur Bildung eines gemeinschaftlichen obersten Gerichts vereinigen, schon bestehende Gerichte dritter Instanz, in Staaten, deren Volksmenge unter 300,000, aber über 150,000 ist, in ihrer bisherigen Eigenschaft werden erhalten werden. Allein, so wenig in Abrede zu stellen ist, daß jeder Deutsche Unterthan der Erfüllung dieser Festsetzung entgegen zu sehen hat, sie auch wohl auf geeignete Weise in Anregung bringen könnte, so wenig möchte er bis dahin fordern können, daß die ihn betreffenden Rechtsangelegenheiten bereits so behandelt würden, als wäre jene Einrichtung schon getroffen; vielmehr dürfte er, so lange dieses nicht der Fall ist, sich dem bis daher durch Gesetz oder Verfassung Bestehenden unterwerfen müssen.

Es würde allen Rechtsgrundsätzen widerstreiten, wenn man Richtersprüche in Beziehung auf eine, oder wegen einer, erst noch zu erwartenden, neuen Gerichtsverfassung in ihrer Wirksamkeit beschränken wollte.

Wendet man dieses auf den zunächst vorliegenden Fall an, so ergiebt sich, daß die Beschwerde des Reclamanten zwar eine Veranlassung werden könnte, bei der Herzoglich-Nassauischen Regierung — hätte dieselbe, wie indeß gerade der entgegengesetzte Fall zu seyn scheint, den 12. Artikel der Bundesacte zur Zeit noch unerfüllt gelassen — dieses anzuregen, keineswegs aber auf die bereits in der Erörterung stehende Rechtssache einen Einfluß gewinnen. Es kommt hinzu, daß, dem Reclamanten gegenwärtig und im Laufe der letztern die gebetene dritte und neue Instanz zu gewähren, auch schon darum rechtlich unmöglich wäre, weil es nicht ohne Verletzung des wohlerworbenen Rechts des Gegentheils auf Unabänderlichkeit des letzten und oberappellationsgerichtlichen Erkenntnisses in der Sache geschehen könnte, während die dermalige Rüge zu dem beabsichtigten Zweck auch auf jeden Fall verspätet erscheint, indem, nach der Einlassung auf die Klage, der Proceß bei dem Richter fort-

verden muß, dessen Gerichtsbarkeit dadurch anerkannt wurde, durch die Einlassung
Klage, wenn sie vor einem unzuständigen Richter, ohne Rüge dieses Fehlers, er-
dessen Gerichtsbarkeit stillschweigend angenommen wird, auch durch dieselbe überhaupt
rzögerliche Einreden verloren gehen, die bei deren Bewirkung dem Beklagten bereits
t waren, jedoch von ihm derselben voranzuschicken unterlassen wurden.

Wenn hiernächst in der vorliegenden Reclamationsschrift über eine mangelhafte Gesetz-
g und Verfassung im Herzogthume Nassau geklagt und darauf das oberwähnte Schluß-
gegründet, die gesetzliche Verfassung selbst aber dadurch zugestanden wird, so ergiebt
hon daraus zugleich, wie wenig der 29. Artikel der Wiener Schlußacte hier Anwendung
t könne, nach welchem Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege nur
der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes beurtheilt werden sollen.

So wenig daher dem Gesuche des Reclamanten zu fügen steht, so wenig scheint auch
der Herzoglichen Regierung zu Nassau die Erfüllung des 12. Artikels der Deutschen
desacte unterlassen worden zu seyn. Durch die Herzoglichen Organisations-Edicte vom
September 1815 und 4. Juni 1816 wurde das Oberappellationsgericht zu Wiesbaden
obersten Gerichte bestimmt, und wenn nach der, der Reclamationsschrift beigefügten,
ats-Ministerial-Resolution vom 13. November 1822, ungeachtet das geschriebene Gesetz
nicht besagt, den Gerichtsprivilegirten sogar frei steht, durch Verzichtung auf den Ge-
ich ihres Gerichtsstandsprivilegiums und Unterwerfung unter die Herzoglichen Aemter in
er Instanz — daß hier dem Beklagten die, sonst dem Kläger gesetzlich zukommende,
hl unter mehreren Gerichtsständen des zu Verklagenden zukommen müsse, wie ehemals
B. der Krone Schweden, wegen ihrer Deutschen Reichslande, und dem Gesammthause
aunschweig-Lüneburg unter den beiden Reichsgerichten, mit leicht gefundener Form der
sübung, möchte sich von selbst verstehen — sich gleichfalls drei Instanzen für die sie be-
ffenden Rechtssachen zu sichern; so geschieht im Herzogthume Nassau der gedachten Vor-
rift der Bundesacte eine besonders vollständige Genüge, indem hier und da in andern
eutschen Bundesstaaten der Vorzug des Gerichtsstandes von einer Beschränkung der In-
nzen auf zwei begleitet zu seyn pflegt.

Es ist daher dermalen um so weniger nöthig, auf den wahren Sinn des 12. Artikels
r Deutschen Bundesacte, und ob durch denselben, wie es wohl nicht der Fall ist, die
othwendigkeit dreier Instanzen für alle Personen und Sachen begründet wurde, tiefer
izugehen, und man beschränkt sich auf den unmaaßgeblichen Antrag, den Reclamanten
it seinem Gesuche abzuweisen.

Hierauf wurde, unter einhelligem Einverständnisse mit dem Herrn Referenten,

beschlossen:

daß Herr Graf von Walderdorff mit seiner Beschwerde gegen die Herzoglich-Nassauische Regierung, wegen Verweigerung der dritten Instanz, abzuweisen sey.

§. 191.

Vorstellung des Königlich-Dänischen Hofagenten und Kaiserlich-Russischen Viceconsuls, Alex. Chr. Becker in Altona, die Errichtung eines Oberappellationsgerichts für das Herzogthum Holstein, als dritten Instanz, und angeblich verweigerte Justiz bereffend.

(9. Sitz. §. 76 v. J. 1822.)

Ebenderselbe: erstattete Vortrag über die, unter Z. 123 des vorjährigen Einreichungs-Protokolls eingetragene, ihm jedoch erst ganz neuerlich zugekommene, von dem Dr. Euler allhier, in gerechtfertigter Vollmacht des Kaiserlich-Russischen Viceconsuls und Königlich-Dänischen Hofagenten, Alexander Christian Becker zu Altona, bei dieser hohen Versammlung bewirkte Eingabe, in welcher die, schon früher hier angebrachte, nach der Meinung des Reclamanten, durch den 12. Art. der Deutschen Bundesacte begründete Beschwerde, daß seinem Gewaltgeber in einer Rechtssache, in welcher er im Herzogthume Holstein verwickelt sey, bundesgesetzwidrig die dritte Instanz entzogen worden sey, erneuert, und das Gesuch gestellt wird: daß selbigem, zur Erlangung der gesetzlichen drei Instanzen, die Actenversendung auf Deutsche Universitäten gestattet, oder, gegen genugsame Caution, die Entscheidung der Sache bis zur Anordnung eines obersten Gerichtshofes für Holstein, nach deren alsdann zu bewirkenden weitern Verhandlung, ausgesetzt, auf jeden Fall aber die ihn bedrohende Execution des, unter Ermangelung einer höheren Instanz, in der Sache ergangenen nur einzigen Urthels sistirt werden möchte.

Der Herr Referent trägt zuvörderst die Geschichte des zwischen Becker, als Beklagten, und dem Königlich-Dänischen Viceconsul John Ayres in Lissabon, resp. dem Justizrath Matthiesen zu Altona, wegen einen Consignation Waitzen entstandenen Rechtshandels, dessen Gegenstand die Summe von 7,582 Mk. 2 ßl. Bco. ausmacht, und so weit er aus einseitigen Angaben sich entnehmen läßt, umständlich vor, woraus sich unter andern ergiebt: daß im Jahre 1806 das Gericht erster Instanz, das Obergericht zu Altona, den beklagten Becker zur Bezahlung condemnirt, ihm jedoch den Beweis nachgelassen habe, daß Ayres, als er die Instruction wegen dieses (Waitzen-) Verkaufs vom 12. September 1803 erhalten, Gelegenheit gehabt, den Waitzen zu 600 Rees per Alqueire oder darüber zu verkaufen; daß das Obergericht zu Glückstadt im Februar 1807, auf Becker's Appellation, sententiam a

stätigt, hierauf das Gericht erster Instanz zu Altona, nachdem Becker bei Führung
.t nachgelassenen Beweises, durch die politischen Verhältnisse in Portugal, was von
ngländern besetzt und wo gewisse Zeugen-Vernehmungen nöthig gewesen, auf ausser
legene Hindernisse gestoßen, im Julius 1819 dahin erkannt habe: daß Becker den
orbehaltenen Beweis nicht erbracht, das Erkenntniß von 1806 also zu purificiren
ıß das Obergericht zu Glückstadt im Mai 1820 dieses Erkenntniß in der Appellations-
ız abgeändert und dem Ayres einen Reinigungseid wegen der nicht gehabten Gelegen-
den Waitzen zu 600 Rees per Alqueire zu verkaufen ꝛc. zuerkannt habe; daß, nachdem
Eid (nach Reclamantens Meinung auf eine ganz unförmliche und nichtige Weise)
sabon abgelegt worden war, dasselbe Gericht zweiter und letzter Instanz zu Glückstadt
3. Juli 1821 das Erkenntniß erster Instanz vom 16. Juni 1806 für purificirt und
en zur Bezahlung in Frage nebst Zinsen und Kosten schuldig erkannt habe, und daß
n Ermangelung einer weitern Gerichtsinstanz, von Becker ergriffener allerunterthänigster
es, der auch eine materielle allerhöchste Entscheidung zu erhalten bezweckte, zurückge-
n worden sey.

Der Herr Referent geht sodann zu den nun im Jahre 1821 und Anfange des Jahres
von dem Dr. Euler Namens Beckers bei dieser hohen Versammlung unternommenen
amationen, den darüber von dem Herrn Bundestagsgesandten Syndicus Dr. Danz in
2. und 9. Sitzung v. J. geschehenen Vorträgen und den von der hohen Bundesver-
nlung in denselben Sitzungen gefaßten Beschlüssen, ingleichen zuletzt auf den Inhalt
neuesten und Eingangs erwähnten Eingabe des Dr. Euler, welche den gegenwärtigen
trag veranlaßt, über, indem er schließlich sein unzielsetzliches Gutachten wörtlich dahin
net:

Der Stand der Sache hat sich, in Beziehung auf den Reclamanten, seit den letzten
iortigen Vorträgen und Beschlüssen, in der Hauptsache nicht geändert, und es dürfte
elbe nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse
verweisen seyn. Das neue Vorbringen enthält materiell keines, was hierunter eine
inderung bewirken könnte, und der Name des vorigen Herrn Referenten ist für die nicht
erbliebene, allseitige, gründliche und einsichtige Beurtheilung des erstern Bürge. Der
Artikel der Deutschen Bundesacte enthält allerdings die Vorschrift: daß in jedem
utschen Bundesstaate ein oberstes Gericht gebildet werden solle; nicht klar, daß für
in den Deutschen Bundesstaaten vorfallenden Rechtsstreitigkeiten, am wenigsten für alle
ttungen, drei Instanzen hergestellt werden müssen.

Räumt man auch gern dem Deutschen Unterthanen ein Recht aus jener Bestimmung
selbst, deren Erfüllung geeignet zu mahnen, ein, so muß er sich doch bis dahin der

bisherigen Verfassung unterwerfen. Niemand wird inner den Grenzen der bisherigen Gerichtsverfassung ertheilten Richtersprüchen ihre Wirksamkeit absprechen, weil eine neue zu erwarten sey. Daß jenes in der vorliegenden Angelegenheit förmlich der Fall nicht sey, hat nicht behauptet werden mögen, und ist nach der Königlichen allerhöchsten Entscheidung, bei welcher die Ausübung einer Cabinets-Justiz sorgfältig umgangen wurde, um so weniger anzunehmen, darum aber auch die dießorts angebrachte Beschwerde durch den 29. Art. der Schlußacte, der nur erwiesenen, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilenden, Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege hier Raum giebt, nicht begründet. Ob dem Reclamanten materiell wehe geschehen, vermag Referent, ohne Einsicht der Acten, noch weniger zu beurtheilen. Wären ihm, nach Durchlesung der, freilich nur einseitigen, Angaben des Reclamanten, auch verschiedene Bedenken bei dem Gange der fraglichen Rechtsangelegenheit geblieben, so würde ein tieferes Eingehen doch überflüssig seyn. Denn, indem diese hohe Versammlung in Reclamationsfällen der vorliegenden Art, so weit sie privatrechtlich sind, in die Sphäre der Oberaufsicht über Deutsche Justizsachen tritt, so beschränkt sich deren Wirksamkeit im Einzelnen doch gewiß nur auf die Sorge, daß, und zwar zur rechten Zeit, entschieden werde, ohne auf das Wie oder das Materielle der Entscheidung und auf das bei der Erörterung beobachtete Verfahren — ist dieses nur den Gesetzen und der Verfassung des Staates, wo es anhängt, nicht entgegen — einen Einfluß nehmen zu können. Denn diese hohe Versammlung ist kein Gerichtshof. Dürfte daher Reclamant nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse zu verweisen seyn, so möchte dagegen diese hohe Versammlung Sich veranlaßt finden, das in der 2. Sitzung vom 17. Januar v. J. an den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten, Grafen von Eyben, gestellte Ersuchen zu erneuern.

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Gesandte, Herr Graf von Eyben: Der Königliche Gesandte ist von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen, wegen der angeregten Errichtung eines Gerichts dritter Instanz in dem Herzogthume Holstein nachstehende Erklärung abzugeben.

Bereits damals, als dieser Gegenstand zum erstenmale in Ansehung des Herzogthums Holstein in dieser hohen Versammlung zur Sprache kam, hat die Königliche Regierung einen vorläufigen Plan zur Errichtung eines obersten Gerichts für Holstein verfassen lassen. Es war jedoch gleich anfangs vorzusehen, daß sich bei den weiteren Vorarbeiten zur Ausführung jenes Planes erhebliche Schwierigkeiten zeigen würden, und dieß hat sich bei den seither darüber angestellten Berathungen bestätigt.

Es sind nämlich im Herzogthume Holstein nach der bestehenden Einrichtung und alt
imlichen Verhältnissen, mit sehr geringen Ausnahmen, dieselben Behörden mit der
iistration und der Verwaltung der Justiz beauftragt, und auch dem Holsteinisch-
burgischen Obergerichte sind, neben den gerichtlichen Geschäften, erhebliche Zweige der
ı Verwaltung übertragen. — Die Absicht der Königlichen Regierung ist: der Errich-
eines Gerichts dritter Instanz für Holstein eine sorgfältige Scheidung der administra-
Angelegenheiten, von den Sachen, welche dem Rechtswege angehören, vorangehen
sen. Dieser Gesichtspunct, von welchem dieselbe nothwendig hierbei ausgehen muß, ist es,
h mit der Anordnung eines obersten Gerichts, in Folge der verschiedenartigst gestal-
Verbindung der Administration und Justizverwaltung in den einzelnen Districten
eins, so schwierige als mannigfaltige Vorbereitungen verknüpft sind. Die Königliche
rung muß, besonders in gegenwärtiger Zeit, wünschen, nur mit Behutsamkeit und
ht bei einer so wichtigen Reform vorschreiten zu können, indem sie sich überzeugt
daß es mit den erheblichsten Nachtheilen verbunden seyn würde, wenn eine so durch-
nde Veränderung in einem Zeitpuncte vorgenommen werden müßte, wo es noch nicht
ich war, die unumgänglich erforderlichen Vorbereitungen zu vollenden. Von welchem
inge diese mit Rücksicht auf die speciellen Verhältnisse des Herzogthums Holstein sind,
bt sich schon allein daraus, daß bei dem ordentlichen Processe durch alle Instanzen ein
iliches Verfahren statt findet, dessen Regeln durch die einheimischen Proceßgesetze, den
schen gemeinen Proceß, und den Gerichtsgebrauch gebildet werden, aus denen die
erialien zu einer Proceßordnung für das Gericht dritter Instanz genommen werden
en. Ohne eine solche ausführliche Proceßordnung würde aber das anzuordnende Gericht
er Instanz sehr häufig in Verlegenheit kommen, und vor Mißgriffen nicht ge-
t seyn, da es theils als neu organisirtes Gericht mit dem bei Gerichten statt findenden
chtsgebrauche, der sich, einem großen Theile nach, nur aus den Gerichtsarchiven mit
erheit erlernen läßt, nicht vollständig bekannt seyn kann, theils die verschiedenen in den
lnen Districten Holsteins geltenden Partikular- und Gewohnheitsrechte, auch auf
Proceßrecht Einfluß äussern. Die Abfassung einer zweckmäßigen Proceßordnung, die
den vorhandenen Umständen eine Revision des gesammten in Holstein geltenden
eßrechts in sich begreifen wird, erfordert demnach gleichfalls die umsichtigste Erwägung,
würde bei einer zu großen Beschleunigung nur ein unreifes und daher schädliches
ltat liefern.

Wenn daher schon die in der Natur der Sache liegenden Gründe es klar darstellen,
die Ausführung einer so wichtigen Maaßregel, als die Errichtung eines obersten Gerichts
en Verhältnissen nach für Holstein ist, nicht übereilt werden darf, so kommt noch

hinzu, daß die Art, wie die Justiz in diesem Herzogthume verwaltet wird, dazu auch durchaus keinen Grund darbieten kann. Dieß findet auch in dem Umstande Bestätigung, daß die beiden Beschwerden, welche in Beziehung auf die Holsteinische Gerichtspflege bei dem Bundestage angebracht worden sind, von Personen herrühren, welche sich als muthwillige Querulanten hinreichend charakterisirt haben, und deren Beschwerden von der hohen Versammlung als unbegründet verworfen sind.

Hierzu kommt, daß in dem Holsteinisch-Lauenburgischen Obergerichte für das Herzogthum Lauenburg, und einzelne Theile des Herzogthums Holstein, bereits ein Gericht dritter Instanz gegeben ist, welches interimistisch den Wegfall der ehemaligen Reichsgerichte um so mehr wird ersetzen können, da vormals aus vielen Districten Holsteins, welche zu jenen, schon jetzt mit drei Instanzen versehenen, Districten nicht gehören, kein Recurs an die Reichsgerichte statt fand. Daß jede Sache durch zwei Instanzen verhandelt werden kann, bildet die Regel, und nur die Rechtssachen, welche Personen und Sachen betreffen, die, kraft eines besondern Privilegii, dem Obergerichte, oder dem Landgerichte, unmittelbar unterworfen sind, werden in einer Instanz verhandelt und entschieden.

Dieser unmittelbare Gerichtsstand ist aber bisher als ein Vorrecht und besonderer Vorzug der damit Begnadigten angesehen worden. Namentlich gilt dieses in Ansehung der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft. Diese besitzen in dem Landgerichte und dem adelichen Rittergerichte privilegirte Gerichte, von denen das letztere, wenn es verlangt wird, ganz, und das erstere zum Theil mit Personen aus ihrer Mitte besetzt wird. Daß bei Anordnung eines obersten Gerichtshofes eine subordinirte Stellung dieser Gerichte wahrscheinlich unvermeidlich seyn wird, ist, dem Anscheine nach, bei der, in der an den Bundestag gebrachten Beschwerdeschrift der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft beiläufig vorkommenden Aeusserung wegen einer dritten Instanz, nicht hinlänglich berücksichtigt worden. Indessen ist diese Aeusserung auch mit den Gegenständen der angeblichen Beschwerden in keine Verbindung gebracht, wozu es gleichfalls auch an Veranlassung fehlen würde, da die Königliche Regierung ihren Unterthanen in keinen dazu geeigneten Fällen je rechtliches Gehör versagt, sondern solches ihnen, also gewiß auch Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, stets gestattet, wo die Erledigung auf processualischem Wege als thunlich angesehen werden kann.

Nach allen vorstehend angeführten Gründen, deren Gewicht von dieser hohen Versammlung gewiß anerkannt werden wird, ist der Königliche Gesandte von seinem allerhöchsten Hofe zu erklären beauftragt, daß zwar zur Zeit noch nicht mit vollkommener Gewißheit es sich bestimmen lasse, wann die Anordnung eines obersten Gerichts in Holstein vollzogen werden könne, daß indessen alle zur Beschleunigung führende Mittel angewandt

; es dürfte daher bis dahin in der Function des Holsteinischen Obergerichts, von
n die beikommenden Königlichen Collegien sich in Anspruch nehmen liessen, welches
für das Herzogthum Lauenburg, so wie für mehrere Holsteinische Landestheile und
Anzahl von Einwohnern und Fällen, ein Gericht dritter Instanz bildet, und auch als
elle Austrägal-Instanz bezeichnet sey, dem Art. 12 der Bundesacte interimistisch ein
ge geschehen.

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

1) daß der Königlich-Dänische Hofagent und Kaiserlich-Russische Viceconsul, Alex.
Becker zu Altona, ab- und auf die in der 2. und 9. Sitzung des Jahres 1822 (§. 28
§. 76) gefaßten Beschlüsse zu verweisen sey;

2) es sehe übrigens die hohe Bundesversammlung, mit vollem Vertrauen auf die
heit und Gerechtigkeit Seiner Majestät des Königs von Dänemark, der baldigen Er-
ung eines obersten Gerichtshofes für Holstein entgegen, und finde sich zu dieser Hoff-
durch die so eben vernommene Erklärung der Königlichen Bundestagsgesandtschaft noch
berechtigt.

§. 192.

suche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufge-
lösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen betr.

(23. Sitz. §. 164 d. J.)

Der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr
n Blittersdorff, verliest einen Vortrag der Reclamations-Commission, über die
este Eingabe des Bevollmächtigten mehrerer bei der Regulirung des aufgelösten König-
chs Westphalen betheiligten Personen, Dr. Schreiber dahier (Zahl 94 vom 3. d. M.),
rin derselbe vorbringt: daß er — einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthal-
en Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzend — in der Zwischenzeit nach
erlin gereist sey, um daselbst an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu
rtreten. Daß er das Vertrauen zu allen betheiligten höchsten Regierungen hege, daß
ese die Nothwendigkeit anerkennen würden, einen Gegenstand, der nun schon so lange
r die Aufmerksamkeit von ganz Deutschland beschäftige, auf eine billige und gerechte
Weise zu erledigen. Er schließt sodann damit, daß er die ihm anvertraute Angelegenheit
ochmals der hohen Bundesversammlung empfiehlt.

In einer zweiten Vorstellung v. 9. Dec. (Z. 96) zeigt er der hohen Bundesversammlung
n, daß einer seiner Committenten, der Salpeterfabrikant Habich in Cassel, endlich so glück-

lich gewesen sey, als Domänenkäufer von der Kurfürstlichen Regierung seine Befriedigung zu erlangen, und daß er dem zufolge die ihm ausgestellte Vollmacht zurückgenommen habe. Er bitte daher, daß ihm diese Vollmacht von der hohen Bundesversammlung zurückgestellt werden möge.

Dagegen dürfe er nicht verschweigen, daß der in seiner an die Bundesversammlung gerichteten Eingabe vom 25. Juni 1823 (Z. 71) als befriedigt angegebene Wachslichterfabrikant Steitz als Käufer seiner Wachsbleiche noch bis dato nicht zu gleicher Gunst habe gelangen können.

Der oben erwähnte Habich sey somit von allen Westphälischen Domänenkäufern in Kurhessen, von denen er bevollmächtigt gewesen, der Einzige, der bei den Landesbehörden zu seinem Ziele gelangt sey.

Sodann überreicht Dr. Schreiber der Bundesversammlung die Vollmacht, welche ihm unter andern von einer Anzahl von Personen, die eine Forderung von 6000 Franken auf das von der Kurhessischen Regierung wieder zurückgenommene ihnen verpfändete Gut Retterode hätten, ausgestellt worden sey. Dieses Capital rühre von einer von dem Personale des Marstalls zu Cassel errichteten Sparcasse her, das der Erwerber des Gutes Retterode, Baron Duchambon, aufgenommen habe. Gedachtes Geld sey von demselben zu Bauten und Meliorationen auf dem Gute verwandt, so daß eine hohe Landesregierung, indem sie das Gut einzog, ohne die Gläubiger der darauf haftenden Schulden zu befriedigen, rem und pretium sich zugeeignet habe.

Dessen ungeachtet hätten die Supplicanten, laut Extract Geheimen Raths-Protokolls d. d. Cassel den 9. Juli 1819, die höchste Resolution erhalten « die Supplicanten würden mit ihrem hieher nicht gehörigen Gesuche ab- und an die Schuldner gewiesen ».

Es seyen aber lauter arme Menschen, zum Theil Witwen und Waisen, die bei der Erhaltung des mühsam zusammengebrachten Sparcassen-Capitals von 6000 Franken interessirt seyen, an der Zahl mehr als Ein hundert sechs und zwanzig, die von der Gerechtigkeit der hohen Bundesversammlung die Wiedererstattung ihres Eigenthums erwarteten.

Gutachten.

Was die erste Eingabe des Dr. Schreiber v. 3. December laufenden Jahres betrifft, so ist diese durch den am 4. December in der 23. Sitzung gefaßten Beschluß vollkommen erledigt. Das nemliche muß auch von der, in der zweiten Eingabe angebrachten, neuen Reclamation gesagt werden. Dagegen kann es wohl keinem Anstande unterliegen, daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich, nach davon zu den Acten genommener Abschrift, zugestellt werde.

er Königlich-Preussische Herr Gesandte bemerkte, daß er nicht verstehe, r Herr Dr. Schreiber behaupten wolle und könne:

« daß er einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthaltenen Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzen zu müssen geglaubt habe, um nach Berlin zu reisen, und an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu vertreten »,

solcher Wink weder in den diesseitigen Abstimmungen begründet, noch je von der dtschaft gegeben, oder zu geben beabsichtigt worden sey.

Hierauf wurde, unter einhelliger Zustimmung zu dem Gutachten der Commission,

beschlossen:

1) daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich zugestellt, und dabei eröffnet werde, daß im übrigen seine am 3. und 9. dieses Monats eingereichten ellungen durch den am 4. desselben Monats gefaßten Bundesbeschluß ihre Erledigung den hätten;

2) demselben seine unanständige Schreibart unter dem Androhen zu verweisen, daß Wiederholung derselben, künftighin gar keine Eingaben mehr von ihm würden angenom- werden.

§. 193.

stellung der Witwe des gewesenen Orchesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres verstorbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusicus.

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, verliest einen nmissionsvortrag über die, Zahl 84 eingekommene, Vorstellung der Witwe des gewesenen chesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres torbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusikus, und nach vorausgeschickten nerkungen über die nicht richtig eingehaltenen beschlußmäßigen Formalitäten, auch über angelnde hinlängliche Legitimation, werden die Ansprüche selbst einer näheren Beurtheig unterzogen, und endlich der Commissionsantrag auf Abweisung der Reclamantin gestellt.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit diesem Antrage, daher

Beschluß:

daß die Witwe Ris mit ihrem, bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, nicht ründeten Gesuche abzuweisen sey.

§. 194.

Einreichungs-Protokoll.

Nachbenannte Eingaben, als:

Num. 99, eingereicht am 17. Dec. d. J., von dem Großherzoglich-Badischen Rechnungsrath Müller, zu Mannheim, erneuertes Gesuch wegen Gehalt und Emolumente, auch Revision seines Processes betreffend.

Num. 100, einger. am 18. Dec., von dem Großherzoglich-Badischen Regierungsrath von Edel zu Mannheim, Gesuch um Vermittlung bei der Großherzoglich-Hessischen Regierung, wegen seines Anspruches auf die Winkoppische Verlassenschaft. Mit 1 Anl.

Num. 101, einger. am 18. deff. Mon., von F. Aßmann zu Wetzlar, Pedellen des vormaligen Reichskammergerichts, erneuertes Gesuch um baldige Entschliessung in seiner Pensionsangelegenheit.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

§. 195.

Wegen der bevorstehenden Feiertage wurde verabredet, die Sitzungen für das laufende Jahr zu schliessen, und die nächste Sitzung am 15. Januar 1824 abzuhalten.

Folgen die Unterschriften.

---

qua bestätigt, hierauf das Gericht erster Instanz zu Altona, nachdem Becker bei Führung des ihm nachgelassenen Beweises, durch die politischen Verhältnisse in Portugal, was von den Engländern besetzt und wo gewisse Zeugen-Vernehmungen nöthig gewesen, auf ausser ihm gelegene Hindernisse gestoßen, im Julius 1819 dahin erkannt habe: daß Becker den ihm vorbehaltenen Beweis nicht erbracht, das Erkenntniß von 1806 also zu purificiren sey; daß das Obergericht zu Glückstadt im Mai 1820 dieses Erkenntniß in der Appellations-Instanz abgeändert und dem Ayres einen Reinigungseid wegen der nicht gehabten Gelegenheit, den Waitzen zu 600 Rees per Alqueire zu verkaufen ꝛc. zuerkannt habe; daß, nachdem dieser Eid (nach Reclamantens Meinung auf eine ganz unförmliche und nichtige Weise) zu Lissabon abgelegt worden war, dasselbe Gericht zweiter und letzter Instanz zu Glückstadt am 23. Juli 1821 das Erkenntniß erster Instanz vom 16. Juni 1806 für purificirt und Beckern zur Bezahlung in Frage nebst Zinsen und Kosten schuldig erkannt habe, und daß ein, in Ermangelung einer weitern Gerichtsinstanz, von Becker ergriffener allerunterthänigster Recurs, der auch eine materielle allerhöchste Entscheidung zu erhalten bezweckte, zurückgewiesen worden sey.

Der Herr Referent geht sodann zu den nun im Jahre 1821 und Anfange des Jahres 1822 von dem Dr. Euler Namens Beckers bei dieser hohen Versammlung unternommenen Reclamationen, den darüber von dem Herrn Bundestagsgesandten Syndicus Dr. Danz in der 2. und 9. Sitzung v. J. geschehenen Vorträgen und den von der hohen Bundesversammlung in denselben Sitzungen gefaßten Beschlüssen, ingleichen zuletzt auf den Inhalt der neuesten und Eingangs erwähnten Eingabe des Dr. Euler, welche den gegenwärtigen Vortrag veranlaßt, über, indem er schließlich sein unzielsetzliches Gutachten wörtlich dahin eröffnet:

Der Stand der Sache hat sich, in Beziehung auf den Reclamanten, seit den letzten dießortigen Vorträgen und Beschlüssen, in der Hauptsache nicht geändert, und es dürfte derselbe nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse zu verweisen seyn. Das *neue* Vorbringen enthält materiell *keines*, was hierunter eine Abänderung bewirken könnte, und der Name des vorigen Herrn Referenten ist für die nicht unterbliebene, allseitige, gründliche und einsichtige Beurtheilung des erstern Bürge. Der 12. Artikel der Deutschen Bundesacte enthält allerdings die Vorschrift: daß in jedem Deutschen Bundesstaate ein *oberstes* Gericht gebildet werden solle; nicht klar, daß für die in den Deutschen Bundesstaaten vorfallenden Rechtsstreitigkeiten, am wenigsten für alle Gattungen, drei Instanzen hergestellt werden müssen.

Räumt man auch gern dem Deutschen Unterthanen ein Recht aus jener Bestimmung und selbst, deren Erfüllung geeignet zu mahnen, ein, so muß er sich doch bis dahin der

bisherigen Verfassung unterwerfen. Niemand wird inner den Grenzen der bisherigen Gerichtsverfassung ertheilten Richtersprüchen ihre Wirksamkeit absprechen, weil eine neue zu erwarten sey. Daß jenes in der vorliegenden Angelegenheit förmlich der Fall nicht sey, hat nicht behauptet werden mögen, und ist nach der Königlichen allerhöchsten Entscheidung, bei welcher die Ausübung einer Cabinets-Justiz sorgfältig umgangen wurde, um so weniger anzunehmen, darum aber auch die dießorts angebrachte Beschwerde durch den 29. Art. der Schlußacte, der nur erwiesenen, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilenden, Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege hier Raum giebt, nicht begründet. Ob dem Reclamanten materiell wehe geschehen, vermag Referent, ohne Einsicht der Acten, noch weniger zu beurtheilen. Wären ihm, nach Durchlesung der, freilich nur einseitigen, Angaben des Reclamanten, auch verschiedene Bedenken bei dem Gange der fraglichen Rechtsangelegenheit geblieben, so würde ein tieferes Eingehen doch überflüssig seyn. Denn, indem diese hohe Versammlung in Reclamationsfällen der vorliegenden Art, so weit sie privatrechtlich sind, in die Sphäre der Oberaufsicht über Deutsche Justizsachen tritt, so beschränkt sich deren Wirksamkeit im Einzelnen doch gewiß nur auf die Sorge, daß, und zwar zur rechten Zeit, entschieden werde, ohne auf das Wie oder das Materielle der Entscheidung und auf das bei der Erörterung beobachtete Verfahren — ist dieses nur den Gesetzen und der Verfassung des Staates, wo es anhängt, nicht entgegen — einen Einfluß nehmen zu können. Denn diese hohe Versammlung ist kein Gerichtshof. Dürfte daher Reclamant nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse zu verweisen seyn, so möchte dagegen diese hohe Versammlung Sich veranlaßt finden, das in der 2. Sitzung vom 17. Januar v. J. an den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten, Grafen von Eyben, gestellte Ersuchen zu erneuern.

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Gesandte, Herr Graf von Eyben: Der Königliche Gesandte ist von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen, wegen der angeregten Errichtung eines Gerichts dritter Instanz in dem Herzogthume Holstein nachstehende Erklärung abzugeben.

Bereits damals, als dieser Gegenstand zum erstenmale in Ansehung des Herzogthums Holstein in dieser hohen Versammlung zur Sprache kam, hat die Königliche Regierung einen vorläufigen Plan zur Errichtung eines obersten Gerichts für Holstein verfassen lassen. Es war jedoch gleich anfangs vorzusehen, daß sich bei den weiteren Vorarbeiten zur Ausführung jenes Planes erhebliche Schwierigkeiten zeigen würden, und dieß hat sich bei den seither darüber angestellten Berathungen bestätigt.

Es sind nämlich im Herzogthume Holstein nach der bestehenden Einrichtung und alt- herkömmlichen Verhältnissen, mit sehr geringen Ausnahmen, dieselben Behörden mit der Administration und der Verwaltung der Justiz beauftragt, und auch dem Holsteinisch- Lauenburgischen Obergerichte sind, neben den gerichtlichen Geschäften, erhebliche Zweige der innern Verwaltung übertragen. — Die Absicht der Königlichen Regierung ist: der Errichtung eines Gerichts dritter Instanz für Holstein eine sorgfältige Scheidung der administrativen Angelegenheiten, von den Sachen, welche dem Rechtswege angehören, vorangehen zu lassen. Dieser Gesichtspunct, von welchem dieselbe nothwendig hierbei ausgehen muß, ist es, wonach mit der Anordnung eines obersten Gerichts, in Folge der verschiedenartigst gestalteten Verbindung der Administration und Justizverwaltung in den einzelnen Districten Holsteins, so schwierige als mannigfaltige Vorbereitungen verknüpft sind. Die Königliche Regierung muß, besonders in gegenwärtiger Zeit, wünschen, nur mit Behutsamkeit und Umsicht bei einer so wichtigen Reform vorschreiten zu können, indem sie sich überzeugt hält, daß es mit den erheblichsten Nachtheilen verbunden seyn würde, wenn eine so durchgreifende Veränderung in einem Zeitpuncte vorgenommen werden müßte, wo es noch nicht möglich war, die unumgänglich erforderlichen Vorbereitungen zu vollenden. Von welchem Umfange diese mit Rücksicht auf die speciellen Verhältnisse des Herzogthums Holstein sind, ergiebt sich schon allein daraus, daß bei dem ordentlichen Processe durch alle Instanzen ein mündliches Verfahren statt findet, dessen Regeln durch die einheimischen Proceßgesetze, den Deutschen gemeinen Proceß, und den Gerichtsgebrauch gebildet werden, aus denen die Materialien zu einer Proceßordnung für das Gericht dritter Instanz genommen werden müssen. Ohne eine solche ausführliche Proceßordnung würde aber das anzuordnende Gericht dritter Instanz sehr häufig in Verlegenheit kommen, und vor Mißgriffen nicht gesichert seyn, da es theils als neu organisirtes Gericht mit dem bei Gerichten statt findenden Gerichtsgebrauche, der sich, einem großen Theile nach, nur aus den Gerichtsarchiven mit Sicherheit erlernen läßt, nicht vollständig bekannt seyn kann, theils die verschiedenen in den einzelnen Districten Holsteins geltenden Partikular- und Gewohnheitsrechte, auch auf das Proceßrecht Einfluß äussern. Die Abfassung einer zweckmäsigen Proceßordnung, die unter den vorhandenen Umständen eine Revision des gesammten in Holstein geltenden Proceßrechts in sich begreifen wird, erfordert demnach gleichfalls die umsichtigste Erwägung, und würde bei einer zu großen Beschleunigung nur ein unreifes und daher schädliches Resultat liefern.

Wenn daher schon die in der Natur der Sache liegenden Gründe es klar darstellen, daß die Ausführung einer so wichtigen Maaßregel, als die Errichtung eines obersten Gerichts es den Verhältnissen nach für Holstein ist, nicht übereilt werden darf, so kommt noch

hinzu, daß die Art, wie die Justiz in diesem Herzogthume verwaltet wird, dazu auch durchaus keinen Grund darbieten kann. Dieß findet auch in dem Umstande Bestätigung, daß die beiden Beschwerden, welche in Beziehung auf die Holsteinische Gerichtspflege bei dem Bundestage angebracht worden sind, von Personen herrühren, welche sich als muthwillige Querulanten hinreichend charakterisirt haben, und deren Beschwerden von der hohen Versammlung als unbegründet verworfen sind.

Hierzu kommt, daß in dem Holsteinisch-Lauenburgischen Obergerichte für das Herzogthum Lauenburg, und einzelne Theile des Herzogthums Holstein, bereits ein Gericht dritter Instanz gegeben ist, welches interimistisch den Wegfall der ehemaligen Reichsgerichte um so mehr wird ersetzen können, da vormals aus vielen Districten Holsteins, welche zu jenen, schon jetzt mit drei Instanzen versehenen, Districten nicht gehören, kein Recurs an die Reichsgerichte statt fand. Daß jede Sache durch zwei Instanzen verhandelt werden kann, bildet die Regel, und nur die Rechtssachen, welche Personen und Sachen betreffen, die, kraft eines besondern Privilegii, dem Obergerichte, oder dem Landgerichte, unmittelbar unterworfen sind, werden in einer Instanz verhandelt und entschieden.

Dieser unmittelbare Gerichtsstand ist aber bisher als ein Vorrecht und besonderer Vorzug der damit Begnadigten angesehen worden. Namentlich gilt dieses in Ansehung der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft. Diese besitzen in dem Landgerichte und dem adelichen Rittergerichte privilegirte Gerichte, von denen das letztere, wenn es verlangt wird, ganz, und das erstere zum Theil mit Personen aus ihrer Mitte besetzt wird. Daß bei Anordnung eines obersten Gerichtshofes eine subordinirte Stellung dieser Gerichte wahrscheinlich unvermeidlich seyn wird, ist, dem Anscheine nach, bei der, in der an den Bundestag gebrachten Beschwerdeschrift der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft beiläufig vorkommenden Aeusserung wegen einer dritten Instanz, nicht hinlänglich berücksichtigt worden. Indessen ist diese Aeusserung auch mit den Gegenständen der angeblichen Beschwerden in keine Verbindung gebracht, wozu es gleichfalls auch an Veranlassung fehlen würde, da die Königliche Regierung ihren Unterthanen in keinen dazu geeigneten Fällen je rechtliches Gehör versagt, sondern solches ihnen, also gewiß auch Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, stets gestattet, wo die Erledigung auf processualischem Wege als thunlich angesehen werden kann.

Nach allen vorstehend angeführten Gründen, deren Gewicht von dieser hohen Versammlung gewiß anerkannt werden wird, ist der Königliche Gesandte von seinem allerhöchsten Hofe zu erklären beauftragt, daß zwar zur Zeit noch nicht mit vollkommener Gewißheit es sich bestimmen lasse, wann die Anordnung eines obersten Gerichts in Holstein vollzogen werden könne, daß indessen alle zur Beschleunigung führende Mittel angewandt

es dürfte daher bis dahin in der Function des Holsteinischen Obergerichts, von die beikommenden Königlichen Collegien sich in Anspruch nehmen liessen, welches für das Herzogthum Lauenburg, so wie für mehrere Holsteinische Landestheile und nzahl von Einwohnern und Fällen, ein Gericht dritter Instanz bildet, und auch als le Austrägal-Instanz bezeichnet sey, dem Art. 12 der Bundesacte interimistisch ein geschehen.

ierauf wurde einhellig

beschlossen:

daß der Königlich-Dänische Hofagent und Kaiserlich-Russische Viceconsul, Alex. Becker zu Altona, ab- und auf die in der 2. und 9. Sitzung des Jahres 1822 (§. 28 76) gefaßten Beschlüsse zu verweisen sey;

) es sehe übrigens die hohe Bundesversammlung, mit vollem Vertrauen auf die eit und Gerechtigkeit Seiner Majestät des Königs von Dänemark, der baldigen Er- ig eines obersten Gerichtshofes für Holstein entgegen, und finde sich zu dieser Hoff- durch die so eben vernommene Erklärung der Königlichen Bundestagsgesandtschaft noch berechtigt.

§. 192.

ache mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufge- lösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen betr.

(23. Sitz. §. 164 d. J.)

Der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr Blittersdorff, verliest einen Vortrag der Reclamations-Commission, über die ste Eingabe des Bevollmächtigten mehrerer bei der Regulirung des aufgelösten König- s Westphalen betheiligten Personen, Dr. Schreiber dahier (Zahl 94 vom 3. d. M.), in derselbe vorbringt: daß er — einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthal- n Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzend — in der Zwischenzeit nach lin gereist sey, um daselbst an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu reten. Daß er das Vertrauen zu allen betheiligten höchsten Regierungen hege, daß e die Nothwendigkeit anerkennen würden, einen Gegenstand, der nun schon so lange die Aufmerksamkeit von ganz Deutschland beschäftige, auf eine billige und gerechte ise zu erledigen. Er schließt sodann damit, daß er die ihm anvertraute Angelegenheit mals der hohen Bundesversammlung empfiehlt.

In einer zweiten Vorstellung v. 9. Dec. (Z. 96) zeigt er der hohen Bundesversammlung daß einer seiner Committenten, der Salpeterfabrikant Habich in Cassel, endlich so glück-

lich gewesen sey, als Domänenkäufer von der Kurfürstlichen Regierung seine Befriedigung zu erlangen, und daß er dem zufolge die ihm ausgestellte Vollmacht zurückgenommen habe. Er bitte daher, daß ihm diese Vollmacht von der hohen Bundesversammlung zurückgestellt werden möge.

Dagegen dürfe er nicht verschweigen, daß der in seiner an die Bundesversammlung gerichteten Eingabe vom 25. Juni 1823 (Z. 71) als befriedigt angegebene Wachslichterfabrikant Steitz als Käufer seiner Wachsbleiche noch bis dato nicht zu gleicher Gunst habe gelangen können.

Der oben erwähnte Habich sey somit von allen Westphälischen Domänenkäufern in Kurhessen, von denen er bevollmächtigt gewesen, der Einzige, der bei den Landesbehörden zu seinem Ziele gelangt sey.

Sodann überreicht Dr. Schreiber der Bundesversammlung die Vollmacht, welche ihm unter andern von einer Anzahl von Personen, die eine Forderung von 6000 Franken auf das von der Kurhessischen Regierung wieder zurückgenommene ihnen verpfändete Gut Retterode hätten, ausgestellt worden sey. Dieses Capital rühre von einer von dem Personale des Marstalls zu Cassel errichteten Sparcasse her, das der Erwerber des Gutes Retterode, Baron Duchambon, aufgenommen habe. Gedachtes Geld sey von demselben zu Bauten und Meliorationen auf dem Gute verwandt, so daß eine hohe Landesregierung, indem sie das Gut einzog, ohne die Gläubiger der darauf haftenden Schulden zu befriedigen, rem und pretium sich zugeeignet habe.

Dessen ungeachtet hätten die Supplicanten, laut Extract Geheimen Raths-Protokolls d. d. Cassel den 9. Juli 1819, die höchste Resolution erhalten «die Supplicanten würden mit ihrem hieher nicht gehörigen Gesuche ab- und an die Schuldner gewiesen».

Es seyen aber lauter arme Menschen, zum Theil Witwen und Waisen, die bei der Erhaltung des mühsam zusammengebrachten Sparcassen-Capitals von 6000 Franken interessirt seyen, an der Zahl mehr als Ein hundert sechs und zwanzig, die von der Gerechtigkeit der hohen Bundesversammlung die Wiedererstattung ihres Eigenthums erwarteten.

Gutachten.

Was die erste Eingabe des Dr. Schreiber v. 3. December laufenden Jahres betrifft, so ist diese durch den am 4. December in der 23. Sitzung gefaßten Beschluß vollkommen erledigt. Das nemliche muß auch von der, in der zweiten Eingabe angebrachten, neuen Reclamation gesagt werden. Dagegen kann es wohl keinem Anstande unterliegen, daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich, nach davon zu den Acten genommener Abschrift, zugestellt werde.

er Königlich-Preussische Herr Gesandte bemerkte, daß er nicht verstehe,
: Herr Dr. Schreiber behaupten wolle und könne:

« daß er einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthaltenen Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzen zu müssen geglaubt habe, um nach Berlin zu reisen, und an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu vertreten »,

solcher Wink weder in den diesseitigen Abstimmungen begründet, noch je von der dtschaft gegeben, oder zu geben beabsichtigt worden sey.

)ierauf wurde, unter einhelliger Zustimmung zu dem Gutachten der Commission,

b e s c h l o s s e n:

) daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich zugestellt, und abei eröffnet werde, daß im übrigen seine am 3. und 9. dieses Monats eingereichten :llungen durch den am 4. desselben Monats gefaßten Bundesbeschluß ihre Erledigung)en hätten;

2) demselben seine unanständige Schreibart unter dem Androhen zu verweisen, daß iederholung derselben, künftighin gar keine Eingaben mehr von ihm würden angenom- :verden.

§. 193.

stellung der Witwe des gewesenen Orchesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres verstorbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusicus.

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, verliest einen missionsvortrag über die, Zahl 84 eingekommene, Vorstellung der Witwe des gewesenen esterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres ›rbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusikus, und nach vorausgeschickten erkungen über die nicht richtig eingehaltenen beschlußmäsigen Formalitäten, auch über ngelnde hinlängliche Legitimation, werden die Ansprüche selbst einer näheren Beurthei- unterzogen, und endlich der Commissionsantrag auf Abweisung der Reclamantin gestellt.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit diesem Antrage, daher

B e s c h l u ß:

daß die Witwe Ris mit ihrem, bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, nicht ındeten Gesuche abzuweisen sey.

§. 194.

Einreichungs-Protokoll.

Nachbenannte Eingaben, als:

Num. 99, eingereicht am 17. Dec. d. J., von dem Großherzoglich-Badischen Rechnungsrath Müller, zu Mannheim, erneuertes Gesuch wegen Gehalt und Emolumente, auch Revision seines Processes betreffend.

Num. 100, einger. am 18. Dec., von dem Großherzoglich-Badischen Regierungsrath von Edel zu Mannheim, Gesuch um Vermittlung bei der Großherzoglich-Hessischen Regierung, wegen seines Anspruches auf die Winkoppische Verlassenschaft. Mit 1 Anl.

Num. 101, einger. am 18. dess. Mon., von F. Aßmann zu Wetzlar, Pedellen des vormaligen Reichskammergerichts, erneuertes Gesuch um baldige Entschliessung in seiner Pensionsangelegenheit.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

§. 195.

Wegen der bevorstehenden Feiertage wurde verabredet, die Sitzungen für das laufende Jahr zu schliessen, und die nächste Sitzung am 15. Januar 1824 abzuhalten.

Folgen die Unterschriften.

Inhalt
des
funfzehnten Bandes.

Anmerk. Die in den §§. 30, 38, 84, 89, 93, 108, 112, 115, 140, 177 und 180 angeführten Beilagen 1, 2, 3, 4, 5, 7, 9, 10, 12, 16, 21, 22 und 23, konnten in diesem Bande deßhalb nicht mit aufgenommen werden, weil sie dem Original-Folio-Abdruck als geheime (loco dictaturae) Beilagen angefügt sind.

Erste Sitzung vom 6. Februar. Seite

Seite

Sitzung vom 10. April.

te Sitzung vom 17. April.

te Sitzung vom 24. April.

Seite

Seite

Siebenzehnte Sitzung vom 19. Juni.

Achtzehnte Sitzung vom 26. Juni.

Neunzehnte Sitzung vom 3. Juli.

Seite

Zwei und zwanzigste Sitzung vom 27. November.

Fünf und zwanzigste Sitzung vom 18. December.

Sechs und zwanzigste Sitzung vom 20. December.

Alphabetisches Register

über

die Protokolle der Deutschen Bundesversammlung,

mit Inbegriff

der Eingaben bei derselben,

vom Jahre 1823.

Band XV.

(Die römische Zahl zeigt den Band an, die arabische die Seite desselben. B. bedeutet Beilage. A. C. — Armeecorps. B. A. — Bundesacte. B. T. — Bundestag. B. V. — Bundesversammlung. D. — Deutsch. Ges. — Gesandte. G. Hessen — Großherzogthum Hessen. G. und H. Sachsen — Großherzogthum und Herzogthümer Sachsen. K. Sachsen — Königreich Sachsen. M. V. — Militärverfassung. N. — Nummer der Eingabe im Einreichungs-Protokoll. O. A. Gericht — Oberappellationsgericht. R. K. G. — Reichskammergericht. R. O. Casse — Reichsoperationscasse. S. — Sachsen.)

A.

B.

G.

H.

J.

K.

M.

N.

O.

Q.

R.

W.

